



HAL
open science

La diplomatie du rapprochement entre villes grecques et turques depuis la fin des années 1980 et ses dynamiques territoriales : de la transnationalisation des territoires à la résurgence de territoires historiques

Lisa Deheurles-Montmayeur

► To cite this version:

Lisa Deheurles-Montmayeur. La diplomatie du rapprochement entre villes grecques et turques depuis la fin des années 1980 et ses dynamiques territoriales : de la transnationalisation des territoires à la résurgence de territoires historiques. Science politique. Université de Grenoble, 2013. Français. NNT : 2013GRENH035 . tel-01270676

HAL Id: tel-01270676

<https://theses.hal.science/tel-01270676>

Submitted on 8 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

Spécialité : **Sociologie**

Arrêté ministériel : 7 août 2006

Présentée par

Lisa DEHEURLES-MONTMAYEUR

Thèse dirigée par **Jacques BAROU**

préparée au sein du **Laboratoire PACTE**
dans l'**École Doctorale Sciences de l'Homme, du Politique et
du Territoire**

La diplomatie du rapprochement entre villes grecques et turques depuis la fin des années 1980 et ses dynamiques territoriales

Thèse soutenue publiquement le **17 Octobre 2013**,
devant le jury composé de :

Monsieur Samim AKGÖNÜL

Docteur en Histoire et Sciences Politiques, Maître de conférences H.D.R,
Université de Strasbourg Fonction et lieu de la fonction, rôle (Rapporteur)

Monsieur Jacques BAROU

Docteur en Anthropologie et Directeur de recherches CNRS, HDR, UMR
5194, PACTE (Membre)

Madame Yeşeren ELICIN ARIKAN

Docteur en Sciences Politiques, Professeure agrégée, Université de
Galatasaray (Rapporteur)

Monsieur Jean MARCOU

Docteur en Droit, Professeur des Universités, Institut d'Etudes Politiques
de Grenoble (Président)



Remerciements

Je souhaite tout d'abord remercier pour son aide, ses conseils avisés et son soutien durant toute la réalisation de ce travail - et particulièrement dans les moments les plus difficiles – Monsieur Jacques Barou, qui a assuré la direction de cette thèse. Je souhaite également remercier Madame Yeşeren Eliçin Arikan, pour son soutien et le suivi de mon travail. Mes pensées vont ensuite à toute l'équipe de l'Institut Français d'Etudes Anatoliennes (IFEA), avec qui j'ai eu le plaisir de travailler au cours de mes recherches à Istanbul pendant quatre ans et qui ont contribué fortement à la maturation de ma réflexion. Un grand merci à Alexandre Toumarkine et Nikos Sigalas, pour l'impulsion de départ qu'ils ont donné à cette thèse, mais aussi pour leurs conseils. Je souhaite également remercier Jean Marcou pour son soutien et l'intérêt porté à mon travail, mais aussi Nora Şeni, qui étaient alors en poste en tant que directrice de l'IFEA lorsque j'étais boursière à l'IFEA, pour son aide dans mes différentes démarches administratives et recherches de terrain. Une pensée très chaleureuse également pour Elise Massicard, avec qui j'ai eu le plaisir de partager mon bureau pendant un an et pour Benoît Fliche pour son aide, ainsi que pour Jean François Pérouse, dont j'admire le travail et les connaissances sur Istanbul, mais aussi pour Işık Tamdoğan, Olivier Henry, Aksel Tibet, Laurent Mallet, Hamdi Gargin, Pascal Lebouteiller, Ümit Sevgi Töpüz et Pınar Dost. Une pensée solidaire également pour tous les autres doctorants de l'IFEA - et ceux qui sont devenus docteurs - avec qui nous avons partagé nos doutes, nos joies, beaucoup de cafés et de très beaux moments : Loubna, Juliette, Nicolas, Cilia, Brian, Aylin, Anaïs, Thomas, Musa, Noémie, Anastasia et Julien. Une pensée également à tous les chercheurs rencontrés alors qu'ils étaient en visite à l'IFEA et qui ont contribué à nourrir les réflexions de ce travail : Michel Laguerre, Sébastien de Courtois, Méropi Anastasiadou, Isabelle Dépret, Dimitris Kamouzis et Benoît Montabone, entre autres. Ce travail de thèse n'aurait pas pu être réalisé sans le soutien financier du Ministère des Affaires Etrangères et de l'Agence Universitaire pour la Francophonie. Je tiens également à saluer et remercier toute l'équipe de Galatasaray - et plus particulièrement Hélène Zajdela et Ahmet Insel – ainsi que celle du département francophone de l'Université de Marmara – plus particulièrement Murat Demirkan – pour les aménagements d'heures dont j'ai pu bénéficier pour faire ce travail mais aussi pour m'avoir donné l'occasion de pouvoir enseigner mes premiers cours sur des sujets qui me passionnent.

Je souhaite également remercier Jean Paul Burdy, pour l'intérêt qu'il a suscité chez moi pour la Turquie dès mes premières années à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble et l'envie d'y partir dans le cadre d'un séjour Erasmus qui a changé ma vie, mais aussi pour ses conseils au moment de se lancer dans ce travail de thèse. Un grand merci également à Etienne Copeaux, pour son soutien et à Samim Akgönül pour l'intérêt porté à mes recherches et son aide. Je souhaiterais également remercier Corine Defrance, Anne Couderc, Françoise Rollan, Evangelia Balta, Katherine Nazloglu et Christa Antoniou pour l'intérêt qu'elles ont porté à mon travail. Je voudrais également remercier, pour leur aide précieuse dans la réalisation de ce travail : Mustafa Ökselemen, pour ses encouragements et son

don particulier pour trouver des articles introuvables, mon amie d'université Lydie Perillat Collomb pour m'avoir accompagnée à plusieurs reprises dans mes pérégrinations en Grèce comme en Turquie et aussi Antoine Rossi, pour son intérêt et les traductions qu'il a réalisées pour ce travail de thèse. Enfin, je remercie Nikos Sigalas, Tutku Vardağlı et Gökçe Bayındır Goularas, pour avoir co-organisé le séminaire sur « *l'intégration des réfugiés de l'Echange en Grèce et en Turquie : dimension économique, sociale et politique* » avec moi ainsi qu'Aylin De Tapia et Anaïs Lamesa pour notre collaboration dans l'organisation du séminaire « *La Cappadoce : terre d'histoire et de culture* » à l'IFEA.

J'ai une pensée très forte, à la fin de la rédaction de ce travail, pour toutes les personnes que j'ai été amenée à rencontrer dans le cadre de mes recherches, mais aussi de mon séjour en Turquie et de mes incursions en Grèce : Osman Kavala, Foti et Stefo Benlisoy, Nelly, Nilüfer Tarikaya, Fikret Töksöz, Bahar Rumelili, les membres du *Lozan Mübadilleri Vakfı* (LMV) et plus particulièrement Sefer Güvenç. Je pense également à ma famille de Grèce, plus particulièrement mon oncle Christos, sa femme Sofia et mes grandes tantes Fevronia et Elizabeth, qui m'ont toujours accueillie à bras ouverts et qui m'ont donné des informations précieuses sur l'histoire de notre famille qui m'était jusqu'ici inconnue. Une pensée pleine de tendresse pour la famille Dik de Güzelyurt, plus particulièrement « *Veysel Amca* » et sa femme « *Gülşen Teyze* », une deuxième famille de cœur, pour leur générosité. Je remercie également la famille Öztürk pour m'avoir hébergée lors des recherches que j'ai effectuées à Ayvalık. Je revois avec bonheur certains moments passés dans le cadre de mes recherches : les conversations en turc sur les sources d'eau sacrée cachées d'Istanbul avec Yorgo le *cafezi* de Nea Karvali, les délicieux *pide*-s offerts par Kerim à Güzelyurt, le voyage en Grèce avec le LMV passé aux côtés de Burcu, les discussions avec Nelly de Mytilène et son aide précieuse, les visites passionnantes dans le cadre des séminaires sur les sociétés civiles organisés par Corine Defrance, Anne Couderc et Alexandre Toumarkine ou encore les rencontres très émouvantes avec les réfugiés de l'Echange, véritables témoignages vivants de l'histoire. Je pense également à tous les autres « enfants de l'Echange » sur les traces de leurs racines que j'ai été amenée à rencontrer : ma cousine Olga, Burcu, Ümit et Sevgi Baraz, Tutku, Gökçe et Stratos Eftimiou. Un « *filakia* » à Thania Vezou, aux personnes d'Orestiada et aux membres de *Göçmen Dayanışma Ağı*, pour leur engagement. Je n'oublierai pas l'anniversaire passé ensemble à la frontière gréco-turque. Et je remercie Istanbul, pour être aussi magnifique. Enfin, une pensée très forte pour les enfants que j'ai rencontrés et qui resteront dans mon cœur : Christaki, Ali-Léo et Beril avec tout mon optimisme pour le futur de cette nouvelle génération.

Je souhaite plus particulièrement remercier mes amis et ma famille qui ont dû parfois subir les difficultés liées à ce travail de recherche pour leurs encouragements, leur soutien et leur intérêt pour ma démarche. Une pensée particulière pour ma mère, Claire Montmayeur, et mon père Christian Pratabuy pour leur confiance et leur soutien, mais aussi pour cette histoire si peu banale qui a été le

point d'origine de tout ce travail. Un grand remerciement également à mon oncle Hugues Montmayeur pour son aide. Je souhaiterais remercier Ibrahim Haddad, l'élus de mon cœur, pour sa détermination à m'aider à terminer cette thèse, son soutien dans les moments les plus difficiles mais aussi pour sa patience à m'avoir laissé finir ce long travail... Ma pensée se tourne enfin vers ma grand-mère Angèle Montmayeur, auprès de qui la grande majorité de cette thèse a été rédigée et qui vient de nous quitter. « L'une revient de ce long voyage de la vie, que l'autre va faire... ». J'espère que de là-haut, avec mon grand-père Georges, ils continueront de veiller sur leur petite fille comme ils l'ont si bien fait, d'avoir foi en elle et surtout qu'ils pourront en être fiers.

A la mémoire de mes arrières grands-parents, Kiriakos Spiroglou et Maria Milona, que je n'ai pas connus mais dont le destin m'a mise sur les traces.

Liste des acronymes et abréviations

AEGEE : Association des Etats-Généraux des Etudiants Européens

AKP : *Adalet ve Kalkınma Partisi* - Parti de la Justice et du Développement

AKUT : *Arama Kurtarma Derneği* - Association de Recherche et de Sauvetage

APLA : *Association of Palestinian Local Authorities* - Association des Autorités Locales Palestiniennes

AVEC : Alliance de Villes Européennes de Culture

BBP : *Büyük Birlik Partisi* –Parti de la Grande Union

CCRE : Conseil des Communes et Régions d'Europe

CEE : Communauté Economique Européenne

CHP : *Cumhuriyet Halk Partisi* – Parti Républicain du Peuple

CIOFF : Conseil International des Organisations de Festival de Folklore

COPPEM : Comité Permanent pour le Partenariat Euro-Méditerranéen

DEFNE : Association pour le rapprochement entre villes grecques et turques

DEIK : *Dış Ekonomik İlişkiler Kurulu* - Conseil des Relations Economiques Extérieures

DISK : *Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu* - Confédération Syndicale des Ouvriers Révolutionnaires

DSP : *Demokratik Sol Partisi* - Parti Démocratique de Gauche

DTP : *Demokraik Toplum Partisi* – Parti de la Société Démocratique

EBB : Ege Belediyeler Birliği - Union des Municipalités de l'Egée

EETAA : Agence grecque pour le développement local et les gouvernements locaux

EPCI : Etablissements Publics de Coopération Intercommunale

EVABEM : *Edirne Valiliği Avrupa Birliği Eşgüdüm Merkezi* – Centre de la Préfecture d'Edirne de coordination et de Coopération avec l'Union européenne

FMI : Fond Monétaire International

ICOMOS : *International Council of Monuments and Sites* – Conseil International des Monuments et Sites

IFEA : Institut Français d'Etudes Anatoliennes

INTERREG : Programme européen visant à promouvoir la coopération entre les régions européennes

IULA : *International Union of Local Authorities* - Union Internationale des Autorités Locales

KEDKE : *Κεντρική Ένωση Δήμων Ελλάδας* - Union des Municipalités et Communautés de Grèce

KEMO : Κέντρο Ερευνών Μειονοτικών Ομάδων - Centre de Recherche sur les Minorités

UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

- KKE : Κομμουνιστικό Κόμμα Ελλάδας - Parti Communiste Grec
- KTBB : *Kıbrıs Türk Belediyeler Birliği* - Association des Municipalités de Chypre Nord
- LMV : *Lozan Mübadilleri Vakfı* - Fondation des Réfugiés de Lausanne
- MBB : *Marmara Belediyeler Birliği* - Union des Municipalités de Marmara
- MHP : *Millîyetçi Hareket Partisi* – Parti du Mouvement National
- NALAS : Réseaux des Associations des Autorités Locales du Sud – Est de l’Europe
- NUTS : Nomenclature des Unités Territoriales Statistiques
- ÖDP : *Özgürlük ve Dayanışma Partisi* – Parti de la Liberté et de la Solidarité
- OECE : Organisation Européenne de Coopération Economique
- OFAJ : Office Franco-Allemand de la Jeunesse
- OICC : *Organisation of Islamic Capitals and Cities* - Organisation des Capitales et villes islamiques
- ONG : Organisation Non-Gouvernementale
- ONU : Organisation des Nations Unies
- OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
- OUI : Observatoire Urbain d’Istanbul
- OVA : Organisation des Villes Arabes
- OVIPOT : Observatoire de Vie Politique Turque
- PACTE : Politiques Publiques, Action Politique et Territoires
- PIB : Produit Intérieur Brut
- PIDES : Programmes Intégrés de Développement de l’Espace Rural
- PKK : *Partiya Karkerên Kurdistan* - Parti des Travailleurs du Kurdistan
- POLIS : Réseau des villes de Thrace
- RDA : République Démocratique Allemande
- RFA : République Fédérale Allemande
- RTCN : République Turque de Chypre Nord
- SHP : *Sol Hareket Partisi* - Parti du Mouvement de Gauche
- SIVU : Syndicats Intercommunaux à Vocation Unique
- TBB : *Türkiye Belediyeler Birliği* - Union des Municipalités de Turquie
- TIM : *Türkiye İhracatçılar Meclisi* - Assemblée des Exportateurs Turcs
- TKP : *Türkiye Kömunist Partisi* – Parti Communiste Turc
- TUIK : *Türkiye İstatistik Kurumu* – Institut Statistique de Turquie

UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

TÜRSAB : *Türkiye Seyahat Acentaları Birliği* – Union des agences de voyage

UCLG : *United Cities and Local Governments* – Union des Villes et des Gouvernements Locaux

UE : Union Européenne

UIM : Union Internationale des Maires

UNESCO : *United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization* - Organisation des Nations unies pour l'Education, la Science et la Culture

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

ZEE : Zone Economique Exclusive

ΕΛΑΣ (ELAS) : Εθνικός Λαϊκός Απελευθερωτικός Στρατός -Armée populaire de libération

ΠΑ.ΣΟ.Κ (PASOK) : Πανελλήνιο Σοσιαλιστικό Κίνημα - Mouvement Socialiste Panhellénique

ΠΕΔΑ : Περιφερειακή Ένωση Δήμων Αττικής - Union des Municipalités de l'Attique

Tables des matières

Introduction.....p 9

PARTIE I. DE 1980 A 1999 : LES INITIATIVES PIONNIERES COMME MOTEURS DU RAPPROCHEMENT

Section 1. Facteurs géographico-économiques : le cas de Kaş/Castellorizo

- 1. L'interdépendance entre l'île et la côte et la culture lycienne en héritage**
 - 1.1. De l'antiquité à l'époque ottomane : la dépendance d'Adelhphos (ancien nom de Kaş) vis-à-vis du port florissant de Castellorizo.....p 33
 - 1.2. Les mouvements de populations dans les deux villes et la solidarité des Turcs envers les Grecs de l'île au moment de la Seconde Guerre mondiale.....p 41
- 2. La dimension économique et la proximité géographique comme bases du rapprochement**
 - 2.1. Une interdépendance économique inversée depuis le début des années 1970.....p 46
 - 2.2. Le co-développement touristique comme processus de développement local.....p 54
- 3. Vers la constitution d'une diplomatie locale alternative à la diplomatie intergouvernementale l'affaire de l'île de Rô**
 - 3.1. Du festival au jumelage des deux villes.....p 64
 - 3.2. Vers une diplomatie locale indépendante de la diplomatie officielle : le contentieux de l'île de Rô.....p 71

Section 2. Le facteur historico-culturel : le cas Güzelyurt/Nea Karvali

- 1. Mise en perspective historique : de Gelveri à Güzelyurt et Nea Karvali ou la monographie de l'histoire de deux villes de l'Echange**
 - 1.1. Populations et territoires avant L'Echange.....p 86
 - 1.2. L'échange de populations entre les grecs-orthodoxes de Gelveri et les musulmans de Kozani.....p 99
- 2. Gelveri : le pont historico-culturel invisible qui continue de relier les deux villes même après l'Echange.....**
 - 2.1. Güzelyurt : une ville amputée d'une partie de sa mémoire et vivant avec le « fantôme » de sa population originelle.....p 105
 - 2.2. Nea Karvali : une communauté déracinée ou le manque de « la patrie originelle ».....p 111
- 3. Le renouveau des années 1980 : nouveaux acteurs, nouvelles perspectives pour les deux villes**
 - 3.1. La création de « l'association Culturelle de Nea Karvali » en 1981.....p 120
 - 3.2. De nouvelles perspectives pour Güzelyurt ou la nécessité d'un développement touristique.....p 123
- 4. « A la recherche de Gelveri » : Gelveri comme nouvel espace de coopération pour développer les potentialités des deux villes**
 - 4.1. La co-organisation du festival d'amitié gréco-turc à Güzelyurt : un projet ambitieux à différents niveaux.....p 131
 - 4.2. La signature du protocole de coopération culturelle et touristique entre les deux villes.....p 150

Section 3. Le facteur politique : la volonté de promouvoir une politique socialiste « internationaliste » à travers le cas des municipalités de Dikili et Mytilène

- 1. L'île de Mytilène et les villes de la côte à l'époque ottomane**
 - 1.1. Mytilène, Dikmeli et Ayvali : des villes-ports tournées vers le commerce.....p 167
 - 1.2. Les mouvements de population entre Mytilène et les villes de la côte turque au moment de la guerre gréco-turque de 1919-1922.....p 177

2. **Les années 1980 : l'ouverture des lignes de bateau et le début des relations entre Dikili et Mytilène sur une base de rapprochement politique partisan**
 - 2.1. Les villes de la côte turque et la ville de Mytilène aujourd'hui : des villes touristiques en plein essor.....p 183
 - 2.2. La mise en place d'initiatives de rapprochement entre Dikili et Mytilène.....p 186

3. **L'idée internationaliste socialiste : un germe pour le transnationalisme entre les deux villes ?**
 - 3.1. Les bases de l'internationalisme dans le cas gréco-turc.....p 196
 - 3.2. « *Small is beautiful* » ? Municipalisme militant et opposition au pouvoir central comme base du rapprochement.....p 202

4. **Du marginal au normal : les activités de l'association « Paix et coexistence dans l'Egée » de 1994 et 2009 pour élargir la dynamique à d'autres municipalités**
 - 4.1. La création de l'association « Paix et coexistence dans l'Egée ».....p 215
 - 4.2. La pérennisation et normalisation des initiatives de rapprochement sur le pourtour égéen.....p 218

PARTIE II. DE 2000 A 2010 : MASSIFICATION DES INITIATIVES DE RAPPROCHEMENT SOUS L'IMPULSION DE NOUVEAUX ACTEURS

Section 1. Le tournant de l'année 1999 et l'intrusion de nouveaux acteurs dans le champ des relations gréco-turques

1. **1999 : le rôle joué par la société civile dans la « diplomatie du tremblement de terre »**
 - 1.1. Le tremblement de terre du 17 août 1999 à Istanbul et l'élan de solidarité grec.....p 228
 - 1.2. Le séisme du 7 septembre 1999 à Athènes et l'aide réciproque turque.....p 232

2. **1999 et « l'effet Helsinki » : le rôle croissant de l'Union Européenne dans les relations gréco-turques**
 - 2.1. La candidature turque et la décision d'Helsinki de 1999.....p 234
 - 2.2. Le rôle joué par l'Union Européenne dans le champ des relations gréco-turques.....p 241

Section 2. Les formes du rapprochement : la massification des jumelages et festivals d'amitié entre villes grecques et turques à partir de 2000

1. **Le boom des jumelages de villes à partir de 2000**
 - 1.1. Des jumelages franco-allemands aux jumelages gréco-turcs.....p 248
 - 1.2. Les jumelages gréco-turcs : caractéristiques d'ensemble.....p 256

2. **L'augmentation spectaculaire des festivals d'amitié après 1999**
 - 2.1. La co-organisation de festivals d'amitié : une spécificité gréco-turque.....p 264
 - 2.2. Le rôle joué par l'association DEFNE dans la massification des jumelages.....p 267

Section 3. Vers une plus grande synergie et la mise en place de partenariats entre ONG et municipalité à partir de 2000 dans le cadre de programmes financés par l'UE

1. **L'affirmation de la société civile comme acteur du rapprochement**
 - 1.1. 1999 et la publicisation de la société civile comme nouvel acteur du rapprochement.....p 297
 - 1.2. Le rôle de l'UE dans la construction et le renforcement de la société civile œuvrant pour le rapprochement gréco-turc.....p 303

2. **Kayafest : une « mise en abyme » du rapprochement ONG/municipalité dans le cadre du programme « Greek-Turkish civic Initiatives » financé par l'Union Européenne**
 - 2.1. L'Association des Etats Généraux des Etudiants de l'Europe et ses sections d'Athènes et d'Ankara.....p 305
 - 2.2. Le « village-fantôme de l'Echange » de Kayaköy élu « village de l'amitié gréco-turque ».....p 314
 - 2.3. Les forces et faiblesses du festival, révélateur des atouts et manques de la synergie acteurs locaux/société civile du programme « Initiatives Civiles Gréco-turques ».....p 325

3. **La Fondation des Réfugiés de Lausanne et son rôle de médiateur dans la dynamisation des villes de l'Echange dans le cadre des programmes de financement européens**
 - 3.1. La Fondation des réfugiés de Lausanne : une ONG née de 1999 très insérée dans les programmes européens..... p 330
 - 3.2. Le rôle de médiateur de la Fondation dans la dynamisation des liens entre villes de l'Echange.p 336

PARTIE III. DE 2011 A 2013 : L'IMPACT DE LA CRISE ECONOMIQUE GRECQUE ET LES NOUVELLES DYNAMIQUES TERRITORIALES DE LA DIPLOMATIE DES VILLES GRECQUE ET TURQUES

Section 1. Le tournant de l'année 2011 : la crise grecque et la nouvelle donne européenne en matière d'immigration

1. **La crise économique grecque**
 - 1.1. Une crise économique et politique.....p 352
 - 1.2. Les conséquences sociales de la crise.....p 356
2. **La nouvelle législation européenne sur la frontière gréco-turque en matière d'immigration**
 - 2.1. L'immigration clandestine à la frontière gréco-turque.....p 360
 - 2.2. Les négociations entre l'UE et Ankara sur les accords de réadmission et la libéralisation des visas pour les citoyens turcs.....p 363
3. **Réorganisations territoriales et européanisation des territoires : la réforme Kalikratis en Grèce comme point d'orgue**
 - 3.1. La réforme Kalikratis de 2010 en Grèce.....p 370
 - 3.2. Les réformes de décentralisation et leur difficile mise en œuvre en Turquie.....p 376

Section 2. La nouvelle ère de coopération décentralisée entre villes grecques et turques à partir de 2012 : une manifestation de la diplomatie de la crise économique grecque?

1. **La diplomatie de la crise économique grecque et ses manifestations dans les relations bilatérales entre les deux pays**
 - 1.1. Première conséquence de la crise : la baisse des budgets militaires de la Grèce.....p 382
 - 1.2. Deuxième conséquence de la crise : l'augmentation de la coopération économique, touristique et culturelle entre les deux pays.....p 386
2. **La coopération décentralisée : une étape supérieure dans la diplomatie des villes grecques et turques**
 - 2.1. L'accélération des accords de coopération en 2012.....p 392
 - 2.2. Coopération touristique entre villes : un rempart face à la crise grecque.....p 400

Section 3. Dynamiques territoriales créées par la diplomatie des villes : entre européanisation des territoires, transnationalisation et permanences historiques à différentes échelles

1. **De la frontière comme zone de partage à la frontière comme espace de rapprochement : vers la constitution d'une zone de coopération transfrontalière gréco-turque**
 - 1.1. Les différents âges de la frontière gréco-turque : de la construction des états-nations à la frontière post-nationale.....p 411
 - 1.2. La frontière comme espace paradoxal : à la fois zone de séparation et de rapprochement.....p 423
2. **La diplomatie entre unions de villes et la constitution de zones transrégionales transfrontalières : entre processus d'européanisation des territoires et résurgences de territoires historiques**
 - 2.1. La constitution progressive d'une zone de coopération intercommunale de type transrégionale : le cas de l'Egée.....p 431
 - 2.2. Entre élaboration de nouvelles dynamiques transfrontalières et résurgence d'une région historique : le cas de la Thrace.....p 445

3. La cohésion territoriale nationale à l'épreuve de l'hybridation des territoires : vers la constitution progressive d'un « espace intermédiaire » gréco-turc polarisé

- 3.1. Les villes de l'Echange comme vecteur d'hybridation des territoires ou les survivances au sein des états-nations grecs et turcs de « résidus d'empire ».....p 463
- 3.2. La résurgence de certaines villes-ports au passé cosmopolite qui polarisent ces dynamiques transnationales : Istanbul, Izmir et Thessalonique.....p 483

Conclusion.....	p 502
Bibliographie.....	p 513
Annexes.....	p 540

Introduction

Mise en perspective du sujet de recherche

La complexité des liens entre la Grèce et la Turquie

Les relations entre la Grèce et la Turquie sont anciennes, complexes et paradoxales. Pouvant être considérés à la fois comme des « frères-jumeaux » ou des « frères-ennemis », les rapports entre ces deux pays ont été ambivalents au cours de l'histoire. Cette relation peut d'abord s'apparenter à celle d'une attraction, marquée par une coexistence de longue date entre populations grecques-orthodoxes et musulmanes, au sein d'empires multiconfessionnels : l'Empire byzantin et l'Empire ottoman. Avant la guerre de 1919-1922 et l'échange de populations forcé de 1923, on retrouvait une importante communauté musulmane en Grèce et chrétienne en Anatolie. Les populations ont hérité de similitudes culturelles qu'elles ont acquises au gré d'une coexistence partagée et de la proximité géographique entre les deux pays. Ces similitudes apparaissent à travers de nombreux éléments de la vie quotidienne encore de nos jours (noms et objets de la vie quotidienne, gastronomie, musique, danses folkloriques ou encore culture)

Mais la relation entre la Turquie et la Grèce est aussi et surtout celle d'un conflit. Conflit d'indépendance tout d'abord, puisque la Grèce, après avoir longtemps vécu sous la domination ottomane, a pris son indépendance en 1831. Conflit qui s'est ensuite traduit par une guerre entre 1919 et 1922, dont la Turquie est sortie victorieuse et qui a abouti à la signature du traité de Lausanne de 1923. Ce traité marque la fin du conflit et délimite la majorité des frontières entre la Grèce et la jeune République turque. Il fixe alors également le sort des minorités religieuses des deux pays (grecs-orthodoxes de Turquie et musulmans de Grèce) qui vont être dans leur majorité « échangées » dans le cadre de la convention sur les échanges de populations, signée à Lausanne le 30 janvier 1923. Malgré des périodes d'apaisement, les relations gréco-turques sont restées ensuite marquées par des tensions : événements des 6 et 7 septembre 1955 qui ont provoqué le départ de nombreux grecs-orthodoxes d'Istanbul, conflit chypriote et occupation de la partie nord de l'île par l'armée turque en 1974, entrée de Chypre dans l'Union européenne, tensions récurrentes autour du statut des îles et du plateau continental en mer Egée, qui a failli dégénérer en affrontement militaire (crise Imia/Kardak de 1996). Leur relation pourrait s'apparenter à une sorte de « guerre froide » risquant à tout moment de se transformer en conflit ouvert (la « crise des fusées » en 1998 en est l'illustration). Après le dernier conflit armé direct entre les deux pays à Chypre en 1974, l'histoire de la relation de ces pays oscille entre périodes de réchauffement et de tensions en fonction de la conjoncture et des volontés politiques du moment. Cette situation de défiance mutuelle est en outre exacerbée par les discours nationalistes qui enveniment les débats politiques et les opinions publiques à l'égard de chaque pays. Dans un tel

contexte, les perspectives de réconciliation restent faibles. Et pourtant, sous l'impulsion de plusieurs facteurs, des dynamiques de rapprochement pérennes vont commencer à voir le jour à partir de la fin des années 1980.

Un renouveau des relations gréco-turques à partir de 1980

Depuis le début des années 1980, en effet, dans un cadre sociopolitique renouvelé et sous l'impulsion de nouveaux acteurs, des perspectives de réconciliation entre ces deux pays apparaissent. L'alternance politique en Grèce comme en Turquie permet de relancer le dialogue : les deux dirigeants turc - Türgüt Özal - et grec - Georges Papandréou - se retrouvent à Davos et initient le « processus de Davos ». Les deux hommes veulent s'engager sur la voie de la normalisation de leurs relations et engagent une série d'accords dans les domaines économiques, touristiques et culturels en vue d'augmenter les échanges entre les deux pays. Les acteurs de la société civile vont s'emparer de ces outils, et à partir de la fin des années 1980, vont commencer à mettre en place des initiatives de rapprochement. A partir de cette période en effet, des artistes, responsables associatifs, des acteurs politiques locaux, mais aussi économiques ou des citoyens sensibilisés à ces questions contribuent à dynamiser sensiblement les échanges touristiques, culturels, économiques et politiques entre les deux pays de manière relativement pérenne et surtout de plus en plus autonome par rapport à la politique bilatérale intergouvernementale.

En 1999, un tremblement de terre touche la région de Marmara, plus particulièrement la banlieue industrielle d'Istanbul. Il provoque de nombreuses victimes et des dégâts considérables. De manière très spontanée, des équipes de secours grecques composées de civils, de médecins et d'humanitaires viennent aider la population turque. En septembre de la même année, Athènes est à son tour touchée par un tremblement de terre et la population grecque bénéficie d'une aide similaire de la part de volontaires turcs. Cet élan de solidarité entre peuple grec et turc est alors très fortement médiatisé et contribue à donner aux acteurs non-étatiques du rapprochement une réelle visibilité et une légitimité publique. Autre facteur important, 1999 est également l'année où la Turquie est officiellement reconnue comme pays candidat à l'Union européenne. La perspective de l'entrée de la Turquie dans un ensemble supranational commun a un impact sur le processus de rapprochement gréco-turc.

De manière plus structurelle, on peut également rappeler que les années 1980, tant au point de vue mondial que pour le cas gréco-turc, correspondent à une période de globalisation, de libéralisation des échanges, de mise en œuvre de politiques orientées vers l'extérieur mais aussi de décentralisation. Les phénomènes de libéralisation des relations entre les deux pays, de rapprochement au niveau non-gouvernemental au niveau des communes s'inscrivent donc tout à fait dans ces nouvelles dynamiques observées à une échelle plus vaste et qui ont des conséquences sur le plan des relations internationales entre les deux pays.

Le rôle joué par les villes dans le processus de rapprochement

Les villes constituent à la fois des espaces et des acteurs prépondérants de cette dynamique de rapprochement non-gouvernementale. Les acteurs locaux les plus actifs sont tout d'abord les associations de réfugiés grecs originaires d'Asie Mineure qui ont dû quitter leur « patrie originelle » au moment de la guerre ou dans le cadre de l'échange de populations de 1923. Certaines associations commencent à organiser des voyages-pèlerinages en Turquie dans leur ville d'origine au début des années 1980. Certains de ces voyages donnent naissance à des coopérations plus poussées et pérennes entre les villes de l'Echange : organisation de festivals d'amitié, visite des maires ou encore coopérations dans le domaine culturel. A cette même période, la Turquie commence à s'ouvrir au tourisme de masse. Des chambres de commerce locales grecques et turques décident alors de coopérer autour de projets pour le développement du tourisme dans la région de l'Egée. Pour développer les potentialités touristiques de leur ville, certains maires de la coté égéenne et méditerranéenne commencent à établir des relations avec leurs voisins. Des lignes de bateaux sont par exemple ouvertes entre les villes des côtes turques et les îles grecques voisines. Certaines municipalités turques créent même des visas spécifiques d'une journée en accord avec les autorités grecques pour permettre à leurs habitants d'aller sur l'île grecque la plus proche. En 1996, les municipalités de la côte égéenne turque décident même de former une association (« l'association des municipalités de l'Egée ») pour interagir avec les îles grecques d'une manière plus organisée (notamment autour des questions de préservation de l'environnement et de tourisme). Après 1999, la coopération entre villes grecques et turques prend un nouvel essor. 72 villes grecques et turques sont jumelées après cette date. Des projets de coopération transrégionale voient le jour également sous l'impulsion de l'Union européenne, notamment les villes grecques et turques de la région de Thrace, autour de projets de préservation du patrimoine culturel et religieux. Une association, DEFNE, commence à organiser chaque année un festival d'amitié entre deux villes grecques et turques. Enfin, à partir de 2011, au moment de la crise économique grecque, on assiste à un accroissement de la coopération décentralisée entre villes grecques et turques, notamment dans le domaine du tourisme.

Délimitation du sujet de recherche et de son intérêt scientifique

L'objectif de notre sujet de recherche est d'étudier ces dynamiques de rapprochement entre villes grecques et turques depuis la fin des années 1980. Il constitue un domaine de recherche, qui malgré son intérêt, n'a pas encore été étudié jusqu'à ce jour¹. Nous allons donc dans un premier temps essayer de mettre en évidence quels sont les enjeux scientifiques qu'il soulève. S'inscrivant dans une

¹ On compte néanmoins un article sur le sujet, TOKSOZ F., « Relationship between greek and turkish municipalities », in ULAS B. T., *Voices for the Future. Civic Dialogue between Turks and Greeks*, Bilgi Üniversitesi Yayınları, Istanbul, 2004, p 55-73.

perspective de recherche en sociologie politique, cette étude se situe néanmoins de par la nature de son objet – les villes – au croisement de plusieurs champs disciplinaires aussi bien politiques, socio-historiques, sociologiques que géographiques. En revenant sur les termes de notre objet d'étude, nous allons donc essayer de circonscrire son objet tout en le situant dans le champ des recherches scientifiques qui ont été menées auparavant sur les relations gréco-turques.

Le rapprochement : perspective conflictuelle/processus de réconciliation

Le choix a d'abord été de travailler non pas sur la dimension conflictuelle des relations gréco-turques, mais plutôt sur les perspectives de rapprochement entre ces deux pays. Les nombreuses études qui ont été réalisées sur ces relations – notamment en relations internationales - insistent généralement davantage sur l'existence d'un « différend gréco-turc² » et sur l'antagonisme de ces deux pays que sur leurs perspectives de réconciliation. Loin de nier l'existence de cette perspective conflictuelle encore prégnante de nos jours, ce travail de thèse vise à souligner les perspectives de rapprochement néanmoins existantes. L'étude s'inscrit donc dans le champ des recherches en relations internationales sur les CBM (*Confidence Building Measures* – Mesures pour Redonner la Confiance) : comment certains pays en situation conflictuelle peuvent s'engager dans un processus de pacification de leurs relations par l'adoption de mesures de confiance qui augmentent leurs intérêts à la coopération mutuelle³. Ces recherches s'inscrivent également dans l'étude du rôle croissant de la société civile dans la dynamique de rapprochement, qui sera détaillée par la suite.

Nous avons fait le choix d'employer le terme de « rapprochement » plutôt que celui de « réconciliation » ou « pacification » de manière non-fortuite. En effet, on peut être face à des situations de rapprochement – que ce soit aussi bien entre chefs d'Etat, entre municipalités ou organisations de la société civile – sans qu'il y ait nécessairement un processus de réconciliation entre ces différents acteurs. Cela tient au moteur des dynamiques de rapprochement qui ne sont pas nécessairement mues par une volonté de pacification des relations entre les deux pays, mais qui peuvent davantage tenir à des logiques d'intérêts partagés dans le domaine économique, culturel ou encore institutionnel à la coopération. De la même manière, utiliser le terme de réconciliation nous amènerait à étudier le rapport à la mémoire de guerre des sociétés étudiées, ainsi que la dimension du pardon et de sa mise en valeur symbolique (comme par exemple dans le cas franco-allemand où le rapprochement a impliqué la mise en place de politiques mémorielles, on ne trouve pas cette composante dans le cas des relations gréco-turques). La littérature sur les conflits entre les deux pays et leurs perspectives de

² VANER S., *Le différend gréco-turc*, L'Harmattan, collection : Histoire et Perspectives Méditerranéennes, Paris, 1988. Voir également BERTRAND G., *Le conflit helléno-turc*, Maisonneuve et Larose, Paris, 2003.

³ Voir par exemple, dans le cas gréco-turc les recherches de Fuat Aksu sur le sujet : AKSU F., « Rapprochement, Confidence Building and Cooperation : Main Difficulties of Turkish – Greek Relations », in *Proceedings of the International Conference on the Turkish Greek relations : issues, solutions, prospects*, OBIV Pub., Istanbul, mars 2006, p 35-46, ou encore AKSU F., « Confidence building, negociation and economic cooperation effort in greek-turkish relations (1990-2004) », in *Turkish Review of Balkan Studies*, n° 9, 2004, p 1-70.

rapprochement – de manière assez surprenante, il est vrai – ne sont pas contradictoires dans le cas gréco-turc, où les deux pays ont connu d'intenses périodes de rapprochement sans que les principaux problèmes qui les opposent encore aujourd'hui (Chypre et les délimitations territoriales en mer Egée) n'aient été résolus⁴.

Des acteurs non-étatiques à la diplomatie des villes

Ensuite, l'étude des acteurs locaux dans la dynamique de rapprochement s'inscrit de manière plus large dans le domaine portant sur le rôle des acteurs non-étatiques. En général axée sur l'étude des relations bilatérales entre gouvernements, la littérature sur la paix et les politiques de réconciliation a longtemps négligé le poids des acteurs non-gouvernementaux. Cette diplomatie « par le bas » - plus difficile à définir et à mesurer - est pourtant la base indispensable à un rapprochement durable entre deux pays en situation post-confliktuelle. Les récents travaux sur la réconciliation franco-allemande menés par Corine de France et Ulrich Pfeil⁵ mettent en évidence que le traité de l'Élysée entre De Gaulle et Adenauer n'aurait pu voir le jour sans le travail de fond fait par les acteurs non-gouvernementaux – dits de la « société civile » - qui ont contribué au changement des mentalités vis-à-vis de « l'Autre ». Habermas place le concept de société civile au cœur de la structuration de l'espace public⁶. Mais la société civile est une notion particulièrement ambiguë et difficile à définir : on la définit en général par défaut comme l'ensemble des institutions non-gouvernementales (aussi large que la famille, l'entreprise, les associations et les syndicats). Pour Raymond Aron, la société civile est un concept trop général et imprécis pour rendre compte de l'évolution des sociétés modernes et est devenu progressivement, dans nos sociétés, un mythe :

« Il nous semble que la valorisation de la société civile contribue à la constitution d'un mythe politique au sens que R. Barthes donnait à ce mot. Avant d'être un concept ou une idée, la société civile évoque d'abord un ensemble de valeurs positives : l'autonomie, la responsabilité, la prise en charge par les individus eux-mêmes de leurs propres problèmes... Par sa dimension collective, la société civile semble échapper aux dangers de l'individualisme et inciter à la solidarité, à l'auto-organisation. Par sa dimension civile, elle évoque l'émancipation de la tutelle étatique, mais aussi des valeurs plus affectives telles que l'intimité, la familiarité... Ces différentes valeurs invitent à l'action collective en esquissant l'image d'une société future à la fois plus solidaire et plus autonome. Si la société civile se définit moins par son contenu propre que par sa relation à l'Etat. C'est que les valeurs qu'elle évoque sont pensées par opposition à celles que l'on regroupe sous le terme « étatsisme ». Symbole de la résistance à l'Etat, le mythe de la société civile rassemble,

⁴ L'étude de ces dynamiques de réconciliation post-conflit peut ouvrir des perspectives de recherche concernant d'autres pays (conflit israélo-palestinien, conflits dans les Balkans...) et permettre d'adopter des démarches comparatives intéressantes de cas de rapprochement post-conflit (le cas franco-allemand, germano-polonais, ou encore entre l'Espagne et l'Algérie, la Tunisie et le Maroc).

⁵ BOCK H.M., DEFRANCE C., KREBS G., PFEIL U., *Les jeunes dans les relations transnationales : l'Office franco-allemand pour la Jeunesse 1963–2008*, PSN, Paris, 2008, ou encore : DEFRANCE C., PFEIL U., « L'Histoire Franco-Allemande / Deutsch-Französische Geschichte », in *Deutschland und Frankreich 1945–1963. Eine Nachkriegsgeschichte in Europa*, tome 10, WBG, Darmstadt, 2011.

⁶ HABERMAS J., *L'Espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, Paris, 1997.

transcendant le clivage gauche-droite, les partisans de l'autonomie sociale, que celle-ci prenne la forme du libre jeu-du marché ou de l'autogestion⁷».

Les municipalités entrent dans le cadre d'une telle définition, dans la mesure où les maires – élus – ne sont pas des représentants de l'Etat, mais on ne peut pas non plus les assimiler au travail que font les ONG (Organisations Non-Gouvernementales) qui sont également incluses dans la société civile. Les villes, par le biais de l'action des municipalités, se trouvent de ce fait au croisement des logiques de ces différents acteurs, tout en ayant développé une diplomatie propre. La définition de la société civile et son rapport à l'Etat ont été pensés aussi bien par les auteurs libéraux que par Marx, Rousseau ou Benjamin Constant et mettent en évidence que ces deux notions peuvent être aussi bien pensées comme étant en opposition qu'étant complémentaires. La position des villes nous semble bien illustrer les tensions et paradoxes qu'il existe entre Etat et société civile dans le champ des relations gréco-turques.

De manière encore plus spécifique, les recherches portant sur la « société civile transnationale » constituent un champ d'étude relativement récent qui décrit aussi bien les « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) que le renforcement du poids des acteurs économiques au détriment de l'Etat, qui s'inscrivent en partie dans les thèses prédisant le « déclin de l'Etat » dans un contexte de globalisation économique et politique. Dans le cas gréco-turc, un travail en profondeur a été réalisé par Samim Akgönül⁸ et Bahar Rumelili⁹ sur le rôle des acteurs non-gouvernementaux. Les deux auteurs ont ciblé leur approche respectivement sur les effets du tremblement de terre de 1999 comme « nouvelle donne » laissant une plus large place aux dynamiques nées de la société civile dans les relations gréco-turques d'une part, et d'autre part sur les effets du traité d'Helsinki comme processus « d'eupéanisation des relations gréco-turques ». L'étude rejoint ainsi, de manière plus large, le champ de la recherche sur les relations entre l'Union européenne (UE) et la Turquie.

Les années 1980 : un cadre sociopolitique et géopolitique renouvelé

A partir des années 1980, les acteurs non-étatiques commencent à jouer un rôle croissant dans le processus de rapprochement, mais c'est surtout l'année 1999 et le tremblement de terre qui voient leur consécration. Mais il est encore difficile d'avoir une représentation claire du rôle que joue aujourd'hui la société civile dans les deux pays et dans le champ diplomatique. L'affirmation d'une société civile ayant une voix parfois discordante avec le pouvoir central est un phénomène relativement nouveau dans les deux pays. Rappelons également que les associations de la société civile ont souvent davantage été (et continuent d'être encore parfois) le relais de l'idéologie nationaliste plutôt que de

⁷ RANGEON F., « Société civile : histoire d'un mot », in CURAPP, *La société civile*, Paris, PUF, 1986, p 9-32, p 27.

⁸ AKGÖÜL S., « Vers une nouvelle donne dans les relations gréco-turques », in *Les dossiers de l'IFEA (6)*, Istanbul, 2001, p 1-25.

⁹ RUMELILI B., « Civil Society and the Europeanization of Greek-Turkish Cooperation », in *South European Society and Politics*, n°10/1, mars 2005, p 43-54.

véritables forces de contestation¹⁰ en Grèce comme en Turquie. Pourtant, certains acteurs du rapprochement soutiennent l'idée que l'on peut opposer – de manière parfois manichéenne – une « société civile » favorable au rapprochement face aux états, considérés comme davantage enclins aux conflits. Sans prendre parti pour l'une ou l'autre thèse, on peut dans un premier temps se borner à dire qu'à partir des années 1980, la diplomatie devient davantage un champ de la politique partagé entre plusieurs acteurs incluant la société civile, les gouvernements n'ayant plus l'unique mainmise dans ce domaine.

Il faut compter à partir de 1980 sur les acteurs non-gouvernementaux – dont les municipalités représentent un élément très dynamique – mais aussi sur un autre acteur qui agit au niveau supranational : l'Union européenne. L'UE va jouer un rôle direct dans le processus de rapprochement gréco-turc en soutenant financièrement les projets de coopération entre les deux pays et va en outre axer son soutien principalement aux acteurs non-gouvernementaux – ONG et municipalités – en les incitant à coopérer. Rebondissant sur l'élan de solidarité né du tremblement de terre de 1999, la Commission Européenne a en effet mis en place le programme « *Civil Society Development Programme* » (Programme de Développement de la Société Civile), composé de deux sous-programmes : « *Local Civic Initiatives* » (Initiatives Civiques Locales) et « *Greek-Turkish Civic dialogue* » (Dialogue Civique Gréco-Turc) pour renforcer les actions menées par les acteurs non-gouvernementaux (sub-étatiques et société civile). Les budgets alloués à ces programmes ont été relativement conséquents. A titre d'exemple, le programme de coopération transfrontalière gréco-turque dans le cadre INTERREG III a été financé par l'Union européenne à hauteur de 20 millions d'euros¹¹. Ce travail nous amènera également à étudier le rôle joué par l'Union européenne dans le processus de rapprochement des municipalités grecques et turques. Nous verrons ainsi comment la diplomatie gréco-turque devient progressivement l'affaire d'un réseau d'acteurs (les Etats, la société civile et l'UE) à différentes échelles, dont les actions sont dans des logiques d'opposition puis de complémentarité. On peut se demander si l'on ne peut pas désormais parler de « nouvelle gouvernance » dans le champ des relations entre les deux pays plutôt que de relations bilatérales traditionnelles. Notre travail va donc s'inscrire en complément des études menées sur le rôle des acteurs non-étatiques avec la prise en compte de la nouvelle donne européenne pour la Turquie¹². Un éclairage spécifique sera apporté sur le rôle joué par les villes.

¹⁰ YERASIMOS S., SEUFERT G., VORHOFF K., « Civil Society in the Grip of Nationalism: Studies on Political Culture in Contemporary Turkey », in *Middle Eastern Studies* Vol. 37, juillet 2001, p 209-211.

¹¹ RUMELILI, B., « Avrupa Birliği ve Bölgesel İhtilafların Çözümü », in *Uluslararası ilişkiler*, n° 4/16, hiver 2007-2008, p 51-78. RUMELILI, B., « Transforming Conflicts on EU Borders: The Case of Greek-Turkish Relations », in *Journal of Common Market Studies*, n° 45/1, 2007, p 105-26.

¹² BURDY J.P., MARCOU J., MONCEAU N., VARDAR D., *Les mots de la Turquie*, Presses Universitaires du Mirail, Broché, Toulouse, 2006. Ou encore l'ouvrage : BURDY J.P., MARCOU J., *La Turquie à l'heure de l'Europe*, PUG, Grenoble, 2008.

Enfin, il paraît nécessaire de mettre en évidence que cette période correspond au début d'un processus plus vaste de globalisation économique et politique, de libéralisation des échanges et de mise en œuvre de politiques d'ouverture vers l'extérieur aussi bien en Grèce qu'en Turquie que dans le monde¹³. La libéralisation des échanges entre les deux pays s'inscrit donc dans une dynamique plus vaste qui trouve ces fondements idéologiques lors de la rencontre de Davos. Le rapprochement entre villes s'inscrit également dans le mouvement de décentralisation qui se met à l'œuvre dans plusieurs pays, dont la Grèce et la Turquie, malgré leur forte tradition jusque-là centralisatrice. Le processus de décentralisation apparaît alors comme un système administratif par lequel l'Etat accorde à une entité territoriale – en l'occurrence les municipalités – la personnalité morale et l'autonomie financière permettant à l'organe délibérant d'assurer la gestion des affaires publiques au niveau local dans des conditions prévues par la loi¹⁴. Certains pourront y voir également la manifestation d'une certaine forme de déclin du rôle de l'Etat, notamment dans certaines de ses prérogatives dans le domaine international qui étaient jusque-là de son ressort exclusif. Le rapprochement entre villes grecques et turques est une manifestation de ces différentes évolutions sociétales et globales qui commencent au début des années 1980.

Problématique de recherche et enjeux épistémologiques

Nous faisons l'hypothèse que l'étude du rôle joué par les villes dans la dynamique de rapprochement gréco-turc offre un cadre d'analyse des dynamiques transnationales – aussi bien socio-culturelles, économiques que politiques – et de leur traduction en termes de dynamiques territoriales à différentes échelles. Nous essayerons ainsi de saisir le processus de transnationalisation des territoires sous l'effet de l'internationalisation des villes de même que le processus de territorialisation du transnational.

- **La ville et ses différentes dimensions comme concept d'étude**

Une ville est un territoire qui a plusieurs dimensions créateur de dynamiques territoriales dans la mesure où elle polarise et contribue à structurer le territoire. Une ville peut être définie comme une unité urbaine (un « établissement humain » pour l'ONU) étendue et fortement peuplée (par opposition aux villages) dans laquelle se concentrent la plupart des activités humaines : habitat, commerce, industrie, éducation, politique et culture. La définition de la ville est problématique parce qu'elle varie selon les pays mais aussi les époques (une ville n'est plus un village si elle a plus de 2000 habitants en France, par exemple). Le problème que nous avons rencontré dans notre étude est que, dans certains

¹³ ROSENBERG J., « Globalization theory: a post-mortem », in *International politics*, vol.42, no 1, 2005, p 2-74. SCHOLTE, J. A., *Globalization: a critical introduction*, Palgrave Macmillan, Basingstoke/New York, 2000. HELD D., MCGREW A. (sous la dir. de), *The global transformations reader : an introduction to the globalization debate*, Polity Press, Cambridge, 2000 ; GIDDENS Anthony, *The Consequences of Modernity*, Polity Press, Cambridge, 1999.

¹⁴ JALBERT L., « La décentralisation, quel enjeu ? », in *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 3, no 1, avril, 1985.

cas (notamment celui des collectivités territoriales grecques), la taille des villes est parfois inférieure à 2000 habitants¹⁵ : elles pourraient davantage être définies comme des localités. L'intérêt pour notre étude d'utiliser le mot ville réside dans le fait que cet objet d'étude a en effet plusieurs dimensions qui sont au cœur des réflexions sur la transnationalité. Une ville a une dimension territoriale avec des délimitations à la fois historiques et administratives (délimitation en tant que circonscription administrative municipale inscrite au sein d'autres cadres de délimitation comme la sous-préfecture, le département ou la région). Une ville a également une dimension sociale parce qu'elle constitue un groupement humain, une population organisée socialement qui développe diverses activités (sociales, économiques, culturelles) et dont les individus et les groupes qui la composent sont en interaction (en son sein mais aussi avec l'extérieur). Elle a une dimension politique, puisqu'elle est dotée de pouvoirs spécifiques en tant que municipalité, dont l'action diplomatique est une composante croissante. Elle a également une dimension symbolique, puisqu'elle est une entité dotée d'un patrimoine, fruit d'une histoire sociale, politique et économique particulière à la fois tributaire et indépendante de la population qui l'occupe.

- **Première hypothèse : la théorie du don et du contre-don de M. Mauss peuvent expliquer pourquoi les peuples sont amenés à se rapprocher**

Cet élan de solidarité entre sociétés civiles grecque et turque nous amène à nous demander ce qui peut pousser les peuples à se rapprocher malgré un passé douloureux et des relations bilatérales tendues. Quels sont les moteurs du rapprochement entre les peuples ? Ces moteurs sont-ils seulement spécifiques au cas gréco-turc ou peuvent-ils être généralisables ? Qui sont les acteurs du rapprochement ? Quelle logique est à la base de cette logique de rapprochement : une logique de main tendue ? De réconciliation ? De réciprocité ? D'intérêt et d'utilité ?

Il semble a priori que, dans le cas gréco-turc, malgré les guerres qui ont opposé les deux peuples au cours de l'histoire, malgré une mémoire douloureuse de l'exode et des relations encore très conflictuelles autour d'enjeux encore problématiques entre les deux pays (Chypre, les contentieux en mer Egée, le statut des minorités, etc...), les deux peuples restent soudés par une histoire et une culture commune, nées d'une longue période de coexistence et d'échanges au sein de l'Empire byzantin et de l'Empire ottoman. Cet héritage impérial, qui est à l'origine du caractère hybride des deux cultures, nous amène à nous poser la question de l'existence d'une « culture gréco-turque », ou plutôt de la survivance d'un héritage impérial multiculturel « helléno-ottoman » commun au sein des deux Etats-nations qui pourrait être à la base du rapprochement entre les deux peuples.

¹⁵ L'administration grecque faisait une distinction entre les « dèmes » (municipalités de villes) et « communautés » (municipalités de villages). Depuis la réforme Kallikratis de 2010, il n'existe plus de communautés, mais seulement des dèmes. Nous garderons au long de cette étude le terme de ville, même si dans certains cas, il devrait davantage s'apparenter à celui de localité.

La proximité géographique des deux pays peut être une source d'explication à la nécessité aussi bien économique que politique, dans un contexte de mondialisation et de globalisation qui vont en se renforçant, de se rapprocher, de développer les échanges commerciaux et touristiques entre les deux pays. En même temps, cette proximité géographique est également au cœur des conflits entre les deux pays. Il suffit pour s'en convaincre de voir les conflits liés au statut des frontières entre les deux pays étendu à un pays tiers : Chypre. Enfin, on pourra voir que la crise grecque a renforcé la nécessité d'une coopération transfrontalière et économique renforcée et a fait tomber certaines velléités bellicistes héritées du passé.

C'est sur l'épisode du tremblement de terre de 1999 qu'il nous semble également très important de revenir. Comprendre le moteur du rapprochement né de cet élan de solidarité du peuple grec envers le peuple turc au moment du tremblement et de la logique de réciprocité dans laquelle s'est retrouvé le peuple turc ensuite va nous amener à nous interroger sur la question du rapport à l'altérité dans la sphère des relations internationales. En effet, l'aide apportée par les Grecs aux populations turques au moment du tremblement de terre – base de ce qu'on a ensuite appelé la « diplomatie du tremblement de terre » - a créé une forme de dette pour les Turcs vis-à-vis de la population grecque qui a, par son geste, montré clairement sa volonté de pacifier les relations. Cela a aussi, indirectement, créé un devoir de réciprocité de la population turque vis-à-vis de la population grecque.

De manière plus globale, on peut donc se demander ce qui motive profondément le désir de rapprochement entre les peuples. Est-ce une logique utilitariste de pacification des relations (en s'appuyant sur la thèse de « l'économie de marché pacifique » - *peaceful market economy thesis*¹⁶ - développée en économie politique par des auteurs tels que Smith¹⁷, Montesquieu¹⁸, Benjamin Constant, Bodin¹⁹, Rawls²⁰ ou encore celle de l'utilitarisme de J. S Mill et J. Bentham appliqué en relations internationales)? Ou est-ce davantage une logique de réciprocité basé sur la théorie du don et contre-don théorisé par Marcel Mauss ? On peut en effet s'appuyer, pour expliquer les bases du rapprochement, sur la thèse dite libérale selon laquelle le développement de l'économie de marché et la libéralisation des échanges devraient progressivement réduire la fréquence et l'intensité des conflits, à la fois à l'intérieur des sociétés et dans les relations internationales. Cette idée est énoncée, sous des formes diverses, chez de nombreux auteurs depuis le 16e siècle se réclamant du libéralisme, du néo-libéralisme ou de l'utilitarisme. Mais, dans le cas de la « diplomatie du tremblement de terre », on peut mettre en évidence au contraire que c'est la théorie de Mauss du don et du contre-don qui explique le

¹⁶ DALEM A., « Guerre et économie : le libéralisme et la pacification par le marché », in *Raisons politiques* (n° 9)1/2003, p 49-64.

¹⁷ SMITH A., *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, PUF, 1995.

¹⁸ MONTESQUIEU, *De l'esprit des lois*, Paris, Garnier, 1973.

¹⁹ BODIN J., « Réponse au paradoxe de Monsieur de Malestroit touchant l'enchérissement de toutes choses et le moyen d'y remédier » (1568), publié par Jean-Yves Le Branchu, *Écrits notables sur la monnaie de Copernic à Davanzati*, Paris, Alcan, 1934.

²⁰ RAWLS J., *Le droit des gens*, trad. de l'américain par Bertrand Guillaume, commentaires de Stanley Hoffmann, Esprit, Paris, 1998.

rapprochement. En s'appuyant sur des exemples empruntés à différentes sociétés, M. Mauss montre que le don est obligatoirement suivi d'un contre-don selon des codes préétablis. Dons et contre-dons, articulés autour de la triple obligation de « donner-recevoir-rendre », créent un état de dépendance qui autorise la recréation permanente du lien social. Certains auteurs, comme Jacques T. Godbout et Alain Caillé ou Maurice Godelier²¹, ont montré la contemporanéité de cette théorie dans divers champs de la vie sociale. Nous pouvons donc nous demander, à travers l'exemple gréco-turc, si la théorie de Mauss trouve des applications également dans les théories des relations internationales.

- **Deuxième hypothèse : l'internationalisation/diplomatie des villes peut jouer un rôle intégrateur dans une situation conflictuelle entre deux pays**

La « diplomatie des villes²² » est un phénomène relativement nouveau et en pleine expansion qui a encore été relativement peu étudié au niveau académique. Cet objet de recherche peine encore à s'inscrire dans les études en relations internationales. A cheval sur les études portant sur la société civile dans lequel elle s'inscrit en tant qu'institution non-étatique - mais tout en n'ayant pas exactement les mêmes moteurs, répertoires d'action ni les même effets que les actions mises en place par les ONG (Organisations Non-Gouvernementales) -, la diplomatie des villes renvoie également aux réflexions menées sur les processus de décentralisation qui sont à l'œuvre dans plusieurs pays et qui donnent un rôle accru aux collectivités territoriales²³ tant du point de vue national qu'international. Sur le sujet, on peut citer les travaux d'Yves Viltard, faisant partie des premiers chercheurs français qui ont essayé de conceptualiser ce qu'était la « diplomatie des villes » à un moment où cet objet de recherche était encore en pleine construction. Elle peut être assimilée à « l'action internationale des collectivités locales » et être définie ainsi :

« À Washington, puis à Pérouse en Italie, elle est dans un premier temps comprise comme «un outil des gouvernements locaux et de leurs associations en vue d'aider les gouvernements locaux pris dans des conflits et des guerres, cela au moyen d'une coopération immédiate et concrète de ville à ville en vue de créer un environnement stable dans lequel les citoyens puissent vivre ensemble en paix, dans la démocratie et la prospérité». La définition va être précisée et simplifiée, à Marrakech en octobre de la même année, comme « un outil des autorités locales pour promouvoir la cohésion sociale, la prévention des conflits et la reconstruction post-conflits²⁴ ».

²¹ GODBOUT J.T., CAILLE A., *L'esprit du don*, La découverte,1992 . GODELIER M., *L'énigme du don*, Fayard,1996 .

²² Pour reprendre l'expression d'Yves Viltard dans VILTARD Y., « Conceptualiser la « diplomatie des villes ». Ou l'obligation faite aux relations internationales de penser l'action extérieure des gouvernements », in *Revue française de science politique*, Presses de Sciences Po, Volume 58, 2008/3, p 511-533, p 511.

²³ En ce qui concerne la Turquie, on pourra se référer à l'ouvrage de Y. ELICIN ARIKAN, *Décentralisation et urbanisme en Turquie*, Broché, Lille, 1996 ou encore U. BAYRAKTAR, É. MASSICARD, *La décentralisation en Turquie*, Agence Française de Développement, Focale 07, Istanbul, 2011 mais aussi MARCOU J., « Les influences ottomanes et françaises sur le système territorial turc », in BACQUE-GRAMMONT J.L, *Anatolia moderna, Yeni Anadolu*, Institut Français d'Études Anatoliennes, 1991, Jean Maisonneuve, Paris, p 275-287.

²⁴ VILTARD Y., « Conceptualiser la diplomatie des villes. Ou l'obligation faite aux relations internationales de penser l'action extérieure des gouvernements », in *Revue française de science politique*, Presses de Sciences Po, Volume 58, 2008/3, pp 511-533, p 511.

Dans sa définition même, on voit que la diplomatie des villes apparaît comme un instrument visant à un processus de pacification, mais qu'elle est aussi un outil pour promouvoir la cohésion sociale. Le cas franco-allemand montre que la pratique des jumelages de villes qui s'est développé après-guerre a été un véritable moteur du rapprochement entre les deux pays mais a contribué aussi fortement à la construction européenne. Le jumelage consiste pour deux (ou plusieurs) collectivités locales (des municipalités mais aussi des régions) à « s'appareiller ». Cette relation se concrétise en général par des échanges socio-culturels, économiques et politiques. Depuis les premiers jumelages franco-allemands jusqu'à nos jours, la plupart des villes importantes de la planète sont aujourd'hui jumelées avec une ou plusieurs autres villes. De nouvelles formes de diplomatie sont apparues comme la coopération décentralisée, qui peut être définie comme :

« L'établissement de relations de long terme entre collectivités territoriales françaises (régions, départements, communes et leurs groupements) et étrangères, formalisées par des conventions. Celles-ci définissent les actions de coopération prévues et leurs modalités techniques et financières. La coopération peut prendre des formes diverses : aide au développement, appui institutionnel, gestion commune de biens et de services, coopération transfrontalière ou coopération interrégionale²⁵».

Elle s'applique dans différents domaines aussi vastes que l'économie, l'environnement, la culture, l'éducation ou encore la gestion municipale. La coopération décentralisée s'est progressivement développée au gré des avancées législatives dans les différents pays²⁶. Elle se développe dans deux directions. D'abord, des coopérations décentralisées Nord/Nord pour un partage de bonnes pratiques et l'aide aux municipalités pour une meilleure qualité de prestations de services à ses administrés. Ensuite, depuis les années 1980, on compte un nombre important de coopérations décentralisées Nord/Sud, faisant de la coopération décentralisée un outil de développement et de solidarité privilégié. Le cas gréco-turc apparaît de ce point de vue intéressant car il ne peut pas être classé dans un type de coopération Nord/Nord ou Nord/Sud mais apparaît plutôt comme un outil de co-développement local (comme une coopération qui va se faire alternativement au profit de l'un des pays ou de l'autre). Nous reprendrons les différentes significations données par l'Institut des Hautes Etudes de l'Action Internationale des Villes et des Gouvernements Locaux (IDIHL) de la coopération décentralisée²⁷. On a tout d'abord une approche *stricto sensu* de la coopération décentralisée qui se traduit par la coopération bilatérale, voire multilatérale entre deux villes dans le cadre de conventions institutionnellement identifiées. Dans notre cas d'étude, cela correspond aux protocoles de coopération multidimensionnels qui sont signés avant mais surtout à partir de 2012 entre municipalités grecques et turques, mais aussi entre unions de municipalités. Ensuite, on peut donner une définition *lato sensu* de

²⁵ VILTARD Y., « Conceptualiser la « diplomatie des villes. Ou l'obligation faite aux relations internationales de penser l'action extérieure des gouvernements », op. cit., p 511.

²⁶ Voir, pour le cas français, PETITEVILLE F., *La coopération décentralisée, les collectivités locales dans la coopération Nord/Sud*, L'Harmattan, coll. Logiques Politiques, Paris, 1995 ou MARIE A., *La coopération décentralisée et ses paradoxes*, Karthala, Paris, 2005.

²⁷ FROMENT J.C., « L'action internationale des collectivités locales : une politique publique en construction », in *Action internationale et territoires*, en ligne, URL : http://www.idhil.org/revue_1/Introduction.pdf, p 3.

la coopération, qui correspond aux politiques d'attractivité internationale des villes et des gouvernements locaux notamment en matière de stratégie touristique et culturelle. Certaines villes vont élaborer des stratégies pour attirer le tourisme ou des investissements d'un autre pays. Nous considérerons dans notre travail que ces stratégies représentent une forme de diplomatie que nous prenons en compte dans notre corpus de recherche. Dans le cas gréco-turc, le rapprochement entre villes prend également une autre forme, spécifique à notre cas d'étude : l'organisation de festivals d'amitié entre villes, consistant en la co-organisation de manifestations socio-culturelles entre deux villes. On compte également des cas de coopération entre unions de municipalités. Les répertoires d'action des collectivités locales sont plus ou moins soutenus en fonction de l'implication et de la volonté des villes concernées.

- **Troisième hypothèse : l'internationalisation des villes induit spatialement des processus de territorialisation de type transnationaux**

L'action internationale des villes vient concurrencer les prérogatives gouvernementales en relations internationales et leur action dépasse ainsi le cadre strictement national et international. Les relations transnationales en relations internationales s'apparentent à « des relations qui, par volonté délibérée ou par destination, se construisent dans l'espace mondial au-delà du cadre étatique national et se réalisent en échappant au moins partiellement au contrôle ou à l'action médiatrice des Etats²⁸ » amenant à un effacement progressif des frontières entre intérieur et extérieur. Ce changement de paradigme va se traduire spatialement en ayant des effets sur les territoires, mais aussi sur les représentations du territoire qu'en ont les sociétés. Or c'est le principe même de la territorialité, qui est pour Raffestin « le système de relation qu'entretient une collectivité – et partant un individu qui y appartient – avec l'extériorité et/ou l'altérité à l'aide de médiateurs²⁹ ». Ainsi la territorialisation – en tant que production de territoires – est liée au processus de transnationalisation. Utilisé en sociologie des migrations³⁰, il nous semble que le concept de transnationalisation est le plus pertinent pour désigner les dynamiques territoriales qui dépassent le cadre étatique produite par la diplomatie des villes :

« Tout d'abord, la transnationalisation implique des relations transfrontalières régulières entre des individus ou des collectifs de personnes, aussi bien des migrants que des entreprises ou des communautés religieuses. Ensuite, les espaces sociaux transnationaux sont constitués par un enchaînement continu de liens et de pratiques transnationales mettant en action des réseaux internationaux de diverse nature. Enfin, la « transnationalité » lui apparaît comme un continuum de liens et de pratiques trans-étatiques de degré plus ou moins intense. Une

²⁸ BADIE B. et M.-C SMOUTS, *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Presses de la FNSP et Dalloz, Paris, 1992, p 145-84, p 70

²⁹ RAFFESTIN C., « Réinventer l'hospitalité », in *Communications*, 1997, n°65, p 165.

³⁰ Dans le champ des études migratoires, le débat scientifique sur le « transnationalisme », a émergé publiquement il y a vingt ans. Ce concept est venu de spécialistes d'Anthropologie culturelle comme Nina Glick Schiller (University of New Hampshire), Linda Basch (Wagner College) et Christina Szanton Blanc (University of Columbia).

méthode bien adaptée au champ de recherche transnationale doit se garder d'abord d'essentialiser des notions comme l'État, la nationalité ou l'ethnie et les chercheurs doivent s'interroger sur leur position propre qui ne peut être la même selon qu'ils sont eux-mêmes issus de pays d'émigration ou d'immigration³¹ ».

La notion de transnationalisme des territoires, dans la littérature sur le sujet, renvoie à plusieurs dynamiques analysables sur le plan territorial. De plus en plus d'études insistent sur les différentes dimensions du transnational, qui dépassent le cadre des migrations³². La notion de transnationalisme des territoires peut vouloir signifier que les territoires deviennent des sites de plus en plus internationalisés, mais aussi que le territoire, de manière intrinsèque, peut engendrer des relations transnationales et enfin que le territoire est transnational parce qu'il fait partie d'un circuit transnational. Dans notre cas d'étude, nous allons voir que les territoires sont justement pris dans ces différentes dynamiques transnationales. Les villes où se déroulent des festivals d'amitié ou qui élaborent des jumelages deviennent des espaces qui s'internationalisent et où les relations internationales ont « droit de cité ». On peut également se demander si les territoires frontaliers, de par leur nature, sont des territoires privilégiés ou non pour engendrer un processus transnational. Enfin, nous verrons que certains territoires se trouvent incorporés, parfois malgré eux ou en raison de leur valeur symbolique ou historique, dans une dynamique transnationale. On peut ainsi dresser une carte des espaces transnationaux gréco-turcs.

Les différentes dimensions des villes – historiques, politiques, socio-culturelles et économiques – et le rapprochement des villes sur ces bases communes sont des vecteurs de transnationalisation. La transnationalisation est donc perçue, de ce point de vue, comme un processus qui va se manifester à différentes échelles. Initiatives bilatérales de jumelages, organisation de festivals d'amitié ou de coopération, la diplomatie des villes va progressivement prendre de l'ampleur et se traduire par des dynamiques territoriales à plus grandes échelles : l'échelle transfrontalière mais aussi transrégionale, avec une polarisation du territoire par les villes qui sont parmi les plus dynamiques dans ce processus de rapprochement. Ces villes vont devenir les catalyseurs de ces dynamiques : elles vont contribuer à les façonner et à les structurer. Le territoire de coopération ainsi constitué au gré de ces différentes phases et modes de transnationalisation des territoires va nous amener à nous poser la question suivante :

La dynamique territoriale transnationale produite par cette diplomatie du rapprochement des villes grecques et turques correspond-elle à une nouvelle forme de transnationalisation des

³¹ LOCH D. et BAROU J., « Éditorial : Les migrants dans l'espace transnational : permanence et changement », in *Revue européenne des migrations internationales* 1/2012 (Vol. 28), p 7-12. En ligne, URL : www.cairn.info/revue-europeenne-des-migrations-internationales-2012-1-page-7.htm.

³² LEVITT P., JAWORSKY B. N., « Transnational migration studies : past developments and future trends », in *Annual Review of Sociology*, vol. 33, no1, 2007, p 129-156., SMITH M. P., *Transnational urbanism: locating globalization*, MA:Blackwell, Malden, 2001. KASTORYANO R., « Mobilisations des migrants en Europe : du national au transnational », in *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 10, 10-1, 1994, p169-181.

territoires à la périphérie de l'Europe ou n'est-elle pas davantage une forme de résurgence (voire de permanence) d'anciens territoires historiques ?

On peut par exemple se demander si ces dynamiques territoriales correspondent à un processus d'europanisation des régions frontalières de l'Europe (certaines régions ayant vocation à devenir des euro-régions transfrontalières périphériques, cela contribuerait à une intégration « par le bas » de certaines parties du territoire turc au territoire supranational européen) ou plutôt à la résurgence (ou pourrait-on dire à l'immanence ou l'immutabilité) de certains territoires historiques : résurgence des « frontières-fantômes » impériales au détriment de la frontière gréco-turque actuelle. Le cas de la région de Thrace est très intéressant de ce point de vue : le dynamisme des municipalités a tendu à la constitution d'une région transfrontalière culturellement unifiée à cheval sur trois pays – la Grèce, la Bulgarie et la Turquie - mais qui constituait déjà auparavant une entité spatiale historique, la Thrace historique. Sommes-nous spectateurs de sa résurrection ou de la naissance d'une euro-région transnationale aux portes de l'Europe ? De même, est-on face à une nouvelle dynamique ou assiste-t-on à la renaissance des villes portuaires cosmopolites ottomanes, marchandes, autonomes et interconnectées d'Izmir/Smyrne, Thessalonique/Selanik ou Istanbul/Constantinople, dont Grecs et Turcs se disputent la domination depuis des siècles et qui deviennent aujourd'hui des espaces de coopération transnationale entre les deux pays ? La création, à différentes échelles, de ces territoires « intermédiaires » de coopération est-elle le fruit d'une volonté gouvernementale ? Une résurgence de la carte de la *Megali Idea* (« Grande Idée » ou politique expansionniste grecque en Asie Mineure), d'un « néo-hellénisme » sur les côtes anatoliennes ? Ou alors une forme de « néo-ottomanisme » turc repartant à la conquête des Balkans³³ ? Peut-être qu'il est dans l'essence de ces territoires d'être interconnectés plutôt que séparés par une frontière. La frontière gréco-turque apparaît en effet parfois bien artificielle dans certaines configurations territoriales entre îles égéennes et villes de la côte anatolienne. Ces villes qui tiraient leur dynamisme d'antan de leur coopération et qui ont périclité quand elles ont été séparées semblent tendre aujourd'hui à reproduire cette forme d'organisation. De la même manière, on peut se demander si les tentatives de nationalisation ou d'homogénéisation culturelle et religieuse de certaines villes cosmopolites de l'Empire ottoman comme Istanbul, Izmir ou Thessalonique, n'a pas fait perdre à ces villes une partie de leur histoire (voire de leur identité profonde et de leur dynamisme) et qu'elles tentent aujourd'hui – par leur rapprochement – de se réapproprier ?

Ces réflexions nous amènent donc à nous demander si le concept de transnationalisme - concept qui a émergé pour décrire des dynamiques contemporaines - ne peut pas être aussi pertinent pour décrire la persistance de réalités passées aujourd'hui. C'est ce rapport du passé au présent et sa

³³ MARCOU J., « Le néo-ottomanisme, clef de lecture de la Turquie contemporaine ? », in *Les Clés du Moyen-Orient* du 4 mai 2012. En ligne, URL : <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-neo-ottomanisme-clef-de-lecture.html>

transcription territoriale qui nous semble mériter d'être approfondie. Ces zones de rapprochement entre villes grecques et turques où les villes de l'Echange sont surreprésentées seraient-elles des « résidus d'Empire » - byzantin et ottoman – subsistants au sein des deux Etats-nations ? Constituent-ils les bases de la formation d'un « Empire gréco-turc du Milieu » comme le prévoyait Kitsikis ³⁴? Les villes cosmopolites comme Izmir, Thessalonique et Istanbul, pouvant en quelque sorte s'apparenter aux « villes-mondes ³⁵» définies par Braudel, n'étaient-elles pas déjà, à l'époque impériale, des villes à vocation transnationale?

Nous essayerons dans notre travail de recherche, dans les différents niveaux d'analyse que nous avons choisi, de faire ressortir ces questionnements et de tenter d'y apporter des réponses.

Difficultés rencontrées et méthode de recherche

La difficulté de ce travail a été tout d'abord de recenser toutes les initiatives que nous souhaitions étudier car un travail de recueil systématique de ces données n'avait pas été fait auparavant (mis à part dans le cas des jumelages, recensés par le ministère de l'Intérieur turc). Ensuite, la deuxième difficulté qui s'est posée a été le problème de la langue. Si une bonne maîtrise de la langue turque a été un atout précieux pour mener des entretiens et effectuer des recherches spécifiques sur le sujet, la maîtrise plus rudimentaire du grec ³⁶ a nécessité à certains moments l'aide de traducteurs. Ensuite, ce travail de recherche une connaissance générale à la fois sur le présent mais aussi sur le passé des sociétés grecques et turques, ce qui demande une certaine maturation des connaissances de ces sociétés. Il faut également compter la difficulté d'avoir eu à travailler à différentes échelles d'analyse dans une perspective souvent multidisciplinaire. Nous avons en effet essayé de présenter les différentes composantes de la transnationalisation des territoires du rapprochement gréco-turc à une échelle aussi bien microsociologique (par le biais d'enquêtes de terrain et la monographie de villes) que macrosociologique (travail d'analyse statistique et cartographie). Nous nous sommes heurtés également parfois à des difficultés d'ordre pratique, notamment en Grèce, pour trouver des informations et recueillir des bases de données sur les résultats électoraux des municipalités pour établir des comparaisons avec la Turquie : la réforme de 2010 de l'administration grecque, en diminuant le nombre de municipalités, a rendu plus difficile les recherches dans leurs archives.

Notre travail a tout d'abord consisté à collecter des informations pour élaborer un corpus d'étude d'initiatives de rapprochement mises en place entre municipalités grecques et turques depuis le début des années 1980.

³⁴ KITSIKIS D. « Grande Idée et hellénoturquisme. Essai d'interprétation nouvelle de l'histoire néo-grecque », in *Actes du IIe Congrès international des Études du Sud-Est européen, 1970 – Association internationale des Études du Sud-Est européen*, tome III, Athènes, 1978 ou également : KITSIKIS D. *Türk-Yunan İmparatorluğu. Arabölge gerçeği ışığında Osmanlı Tarihine bakış – İletişim Yayınları*, İstanbul, 1996. (L'empire turco-grec. Un point de vue de l'histoire ottoman au travers du prisme de la Région Intermédiaire).

³⁵ BRAUDEL F., *Civilisation matérielle, économie et capitalisme : XVe-XVIIIe siècle*, A. Colin, Paris, 1967

³⁶ Malgré des cours pris au consulat grec d'Istanbul.

1. Collecte d'informations et de données pour former un corpus d'étude cohérent

La première étape a consisté à recouper différentes informations et recenser ainsi les initiatives de rapprochement mises en place entre municipalités grecques et turques à partir de différentes sources :

- Coupures de presse nationales des grands quotidiens en langue turque (*Hürriyet, Milliyet, Sabah, Habertürk, Cumhuriyet, Zaman, Birgün, Radikal, Bianet, Taraf*), en anglais (*Turkish Daily News, Zaman, Turkey Post*) et articles publiés en français (le blog de l'Observatoire Urbain de la Vie politique Turque (OVIPOT)³⁷, animé par Jean Marcou, le site internet de « Turquie Européenne³⁸ » et les articles du *Monde* sur la Turquie écrits par Guillaume Perrier, correspondant pour le journal *Le Monde* en Turquie.
- Coupures de presse locale turques de la région d'Izmir (*Aliaga ekpres, Ege'nin sesi, Egetelgraf, Demokrat Foça, Balıkesir Birlik, Balıkesir Sitesi, Bandırma İlkh Haber Gazetesi, Bandırma Sitesi, Altınoluk Gazetesi, Çanakkale Haber*), de la région de Marmara (*Marmara Bölge Gazetesi*), de Thrace (*Batı Ekspres, Edirne Başkent Haber, Trakya Net Haber, Kırklareli.Net, Trakya Gazetesi*), d'Istanbul (*Beşiktaş Kültür Gazetesi, Flash Haber, Bizim Silivri Gazetesi*) et d'Anatolie centrale (*Haber Aksaray, Aksaray Güncel*) sur leurs sites internet ou à partir de coupures de presse recueillies sur le terrain.
- Par mots clés sur internet pour les cas de jumelages, festivals d'amitié et coopérations entre villes grecques et turques et de manière plus approfondie sur les sites internet des municipalités turques de la région de Thrace, de l'Egée, de Marmara, de Méditerranée et Anatolie Centrale.
- A partir du site *Turkish-greek News* dans lequel on retrouve tous les articles publiés dans des quotidiens grecs et turcs à propos des relations gréco-turques³⁹. Certains articles en langue grecque ont dû être traduits.
- Les sites officiels d'institutions grecques et turques comme le consulat grec en Turquie, le consulat de Turquie en Grèce, mais aussi le ministère de l'Intérieur et les ministères grec et turc des Affaires Etrangères. La liste des jumelages entre villes grecques et turques a été par exemple trouvée sur le site du ministère de l'Intérieur turc.

³⁷ OVIPOT, URL : <http://ovipot.hypotheses.org/>

³⁸ « Turquie européenne », URL : <http://www.turquieeuropeenne.eu/>

³⁹ *Turkish Greek news*, URL : <http://www.turkishgreeknews.org/>

- Certaines informations, disparates et non-recensées, ont été obtenues également grâce aux premiers entretiens exploratoires auprès des consulats, de différentes institutions, responsables associatifs et chercheurs dans l'un et l'autre pays⁴⁰.

2. Elaboration d'un corpus de recherche

Ces recherches préliminaires par recoupement d'informations ont permis de constituer un premier corpus d'initiatives de rapprochement entre villes grecques et turques depuis la fin des années 1980. Même si ce travail de recoupement d'informations a été fait de manière systématique, rigoureuse et ordonnée depuis 2009, il n'est bien sûr pas non plus exclu que certaines initiatives aient pu échapper à notre travail de collecte d'informations et n'apparaissent pas dans le corpus d'étude. Certaines ne sont pas recensées dans les journaux ou sur internet, notamment les initiatives qui ont été mises en place par de très petites localités et celles qui ont été mises en place avant l'année 2000. Néanmoins, par recoupement d'informations et au vu des résultats de l'analyse statistique de ces données, il nous semble que le corpus soit néanmoins relativement complet et représentatif du phénomène que nous souhaitons étudier.

Nous avons retenu pour notre corpus d'étude au total 107 initiatives de rapprochement mises en place entre municipalités gréco-turques depuis 1980. Si l'on s'intéresse à la typologie des actions mises en place, on compte 72 cas de jumelages entre villes grecque et turques et 35 cas de coopération décentralisée.

3. Analyse statistique et choix des villes pour effectuer des recherches de terrain

Nous avons ensuite effectué un travail d'analyse statistique de ces données à partir de différents critères que nous allons mentionner ci-dessous pour essayer de dégager les tendances générales observables quant à notre objet d'étude. Ces critères sont les suivants :

1. **Nature des initiatives mises en place** : quel type de coopération a été mise en place entre les villes : jumelages, coopération décentralisée ou autre forme de coopération ?
2. **Localisation** : Dans quelles régions et sous-préfectures sont situées les villes qui ont mis en place ce type d'initiatives ?
3. **Date** : Quand ces initiatives ont été mises en place et combien de temps ont-elles duré ?

⁴⁰ Voir la liste des entretiens par ordre chronologique en annexe.

4. **Taille de la localité** : La taille de la municipalité a-t-elle une incidence ou non sur le fait de mettre en place des initiatives de rapprochement ?
5. **Sensibilité politique du maire** : de quelle sensibilité politique étaient les maires qui ont mis en place ces initiatives de rapprochement ? La couleur politique d'une municipalité a-t-elle une incidence sur leur mise en place ou leur maintien ?
6. **Caractéristiques de la population** : les villes où l'on compte la présence de minorités (musulmanes en Grèce et grecque-orthodoxes en Turquie) sont-elles parmi les plus actives dans la dynamique de rapprochement ? Les villes dont les populations ont été échangées lors de l'échange de populations de 1923 ont-elles mis en place des initiatives de rapprochement ?
7. **Secteur d'activité dominant de la localité concernée** : l'économie peut-elle constituer un moteur pour le rapprochement entre certaines localités ?
8. **Répertoires d'action** : quelles sont les ressources et répertoires d'action mobilisés par les différents acteurs du rapprochement ? Les initiatives sont-elles de type *bottom/up* (ascendantes) ou *top down* (descendantes) ?
9. **Contours organisationnels de chaque modèle** : quelles sont les infrastructures développées par l'une ou l'autre municipalité (l'une avec ou sans le concours de l'autre) servant de support pour les interactions transfrontalières ? Ces structures organisationnelles peuvent être matérielles (lignes de bateaux, liaisons autoroutières, ferroviaires, etc...) mais aussi immatérielles : institutionnelles (associatives, gouvernementales ou politiques locales) et sociales (relations amicales, commerciales, historico-culturelles, activités informelles, formelles...) ⁴¹.

Ce travail de recueil et d'analyse statistique a permis de dégager les grandes tendances d'ensemble concernant les initiatives de rapprochement entre villes grecques et turques depuis le début des années 1980 tout en montrant qu'elles étaient aussi fortement liées à des configurations locales particulières.

4. *Elaboration de « types-idéaux » pour les recherches de terrain*

La difficulté de ce travail de recherche est à la fois de mêler une approche quantitative du phénomène, en faisant un important travail de traitement statistique des données recueillies, mais aussi

⁴¹ HERNADEZ E. S., « Infraestructuras transfronterizas », in *Trayectorias X*, n°26, 2008, p 41-52.

d'avoir une approche plus qualitative, basée sur des enquêtes de terrain. Or, comme il n'était pas possible – en raison de contraintes financières mais aussi de temps – de faire ces recherches dans toutes les localités mentionnées, il a fallu faire un choix pour identifier les couples de villes ou initiatives à sélectionner. Le choix a donc été fait de dresser différents modèles « types idéaux⁴² » des formes de diplomatie locale développées par ces villes en fonction des plusieurs critères (acteurs, motivations, ressources, dynamiques, répertoires d'action, dates de la mise en place de ces actions, contours organisationnels). L'élaboration de « types-idéaux » n'a pas été un processus aisé dans la mesure où nous avons dû les choisir à la fois en fonction de leur valeur heuristique de modèle pouvant être utile de manière plus générale et plus globale. Mais ces « types idéaux » doivent pouvoir également expliquer des configurations locales particulières liées à l'histoire locale gréco-turque. L'élaboration de ces différents modèles « types idéaux » m'a ainsi permis de définir les lieux dans lesquels je souhaitais faire mes recherches de terrain les plus pertinents.

Nous avons d'abord fait le choix de distinguer les initiatives de type *bottom/up* ou *top/down*, c'est-à-dire de distinguer si ces initiatives ont été mises en place par des acteurs locaux (associations locales, municipalités, etc...) ou alors si elles sont d'abord impulsées par des acteurs nationaux ou supranationaux (Union européenne, acteurs déconcentrés de l'Etat, ambassades, associations d'envergure nationale, etc...) et réalisées par les acteurs locaux.

- **Initiatives de type *bottom/up* mises en place par des acteurs locaux :**

Ensuite, nous avons distingué trois grands types de rapprochement selon la motivation principale qui pouvait sous-tendre l'action des acteurs locaux. Le premier moteur du rapprochement nous a semblé basé sur la volonté de certaines villes de développer le commerce. La volonté de faire des échanges pour des villes qui sont situées à proximité les unes des autres peut être un moteur du rapprochement transfrontalier. Nous avons donc essayé de sélectionner un modèle de rapprochement local qui est basé sur la mise en place d'une économie de proximité. Ce type de rapprochement nécessite la mise en place de moyens de connexion importants (ligne de bateaux), organisationnels (au niveau des douanes, organisation de foires artisanales, etc...) et au niveau socio-institutionnel, qui sont *a priori* mises en place par des acteurs de la société civile étant partie-prenantes de l'économie locale (associations de commerçants, responsables touristiques, etc...).

⁴² Selon le concept créé par M. Weber. Il dégage en effet des types idéaux de comportement résultant d'un enchaînement particulier de motivation et de pratiques (l'entreprise, le bureaucrate, le protestant,...), de rapports sociaux (relations marchandes, relations de domination), de groupes, les classes, les groupes de statuts, et d'entités globales, l'Etat, la ville, l'esprit du capitalisme). La méthode consiste à utiliser les types idéaux comme autant de points de vue pour rendre compte d'une situation historiquement observée. WEBER M., *Économie et société*, tome 1: Les catégories de la sociologie, Plon / Agora Paris, 1995.

- Le modèle de rapprochement basé sur les facteurs de **proximité géographique et économique** prédominants qui nous semble illustrer au mieux ce modèle basé sur le rapprochement économique transfrontalier est celui mis en place entre la ville de **Kaş** (ville touristique de la côte méditerranéenne turque) et **Castellorizo** (île grecque qui se situe en face de Kaş).

Le deuxième modèle de rapprochement que nous avons souhaité mettre en évidence est celui basé sur l'amitié entre les peuples liée à leur grande proximité historique et culturelle. Cela peut venir d'une proximité culturelle née d'une période de cohabitation ou de coexistence de longue date entre les populations, ou alors le fait qu'historiquement certaines régions ont une bi-culturalité forte (le cas de l'Alsace-Lorraine par exemple dans le cas français). Certaines populations peuvent être liées à un territoire et souhaiter y retourner (les pieds noirs par exemple dans le cas de l'Algérie, les immigrés présents dans un pays par rapport à leur localité d'origine, etc...). Dans le cas gréco-turc, l'échange de populations qui a eu lieu en 1923 entre populations musulmanes de Grèce et grecque-orthodoxes de Turquie nous a semblé *a priori* être à l'origine d'un lien privilégié des populations déplacées vis-à-vis de leur localité d'origine pouvant conduire à un processus de rapprochement entre villes de l'Echange. Ce type de rapprochement nécessite la mise en place de structures organisationnelles spécifiques (voyages-pèlerinages de réfugiés et de leurs descendants menés par les associations de réfugiés, organisation de festivals d'amitié, de panels et conférence sur l'Echange, de rencontres musicales, etc.....), de circuits particuliers (voyages organisés en bus, en voiture, utilisation de la « ligne ferroviaire pour l'amitié gréco-turque » reliant Thessalonique à Istanbul, par exemple. Cela pose la question du lien entre ces associations de réfugiés entre elles mais aussi avec les pouvoirs publics comme canaux institutionnels et sociaux favorisant ou au contraire empêchant ce type de rapprochement.

- Le modèle de rapprochement basé sur des **facteurs historico-culturels** prédominant peut être bien illustré par les initiatives mises en place par les associations de descendants de réfugiés locales : partenariats mis en place entre **Güzelyurt** (Cappadoce) et **Nea Karvali** (Macédoine grecque).

Enfin, le dernier modèle « idéal-type » de rapprochement qu'il nous a semblé important d'étudier de manière plus approfondie est celui qui est basé sur la proximité idéologique et politique de certains maires. Comme le montre certaines études, comme celle d'Yves Viltard⁴³ notamment, le jumelage a été un outil de rapprochement très important entre villes de l'Est et de l'Ouest pendant la

⁴³ VILTARD Y., « Conceptualiser la « diplomatie des villes » », in *Revue française de science politique*, vol. 58, 3/2008, p 511-533, URL : www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2008-3-page-511.htm. DOI : 10.3917/rfsp.583.0511.

guerre froide, en marge des politiques menées par certains gouvernements au niveau international. Etudier cette dimension politique revient à analyser plus finement le rôle des maires, des institutions politiques mais aussi du facteur idéologique dans la dynamique de rapprochement. Le rôle du facteur social et institutionnel est prépondérant, mais on peut se demander si ce genre de rapprochement, au-delà de l'idéologie et de la personnalité politique de certains maires, peuvent donner lieu à des coopérations plus pérennes, surtout lorsque celles-ci s'inscrivent dans le cadre d'un jumelage qui institutionnalise le rapprochement.

- Le modèle de rapprochement basé sur les **facteurs politiques** prédominants et initiatives mises en place par des maires « militants » dans le cas gréco-turc : festival d'amitié et coopération décentralisée mis en place entre la ville de **Dikili** (Côte égéenne) et **Mytilène** (île égéenne). Des recherches ont également été réalisées à **Ayvahk** (côte égéenne).
- **Initiatives de type *top/down* faisant travailler en partenariat municipalités et ONG pour le rapprochement des villes grecques et turques :**

Nous avons également souhaité nous intéresser aux initiatives de type *top/down* qui ont été mises en place soit à l'échelle nationale soit à l'échelle supranationale. A l'échelle nationale, l'objectif est de voir quelles sont les associations et structures qui peuvent impulser des dynamiques de rapprochement auprès de structures locales qui n'auraient pas, par elles-mêmes, été parties-prenante de ce type de rapprochement a priori. Ces associations ou structures peuvent jouer le rôle d'entremetteur, de médiateurs, de support logistique ou de conseiller grâce à leur expertise et savoir-faire dans le rapprochement. Dans le cas gréco-turc, au niveau national, le développement de ce type d'associations n'a pas été particulièrement encouragé par les gouvernements grecs et turcs. Les acteurs nationaux et locaux du rapprochement ont néanmoins été fortement encouragés et soutenus par un nouvel acteur, à partir de 1999 : l'Union européenne. On sait le rôle des jumelages et de la coopération dans la construction européenne et l'intérêt que porte cette dernière au dynamisme de la société civile. Il est serait donc intéressant de voir, dans le cadre de la candidature turque à l'Union européenne et du fait que la Grèce est membre de l'UE, quel rôle joue l'UE dans le rapprochement entre ces deux pays.

Initiatives retenues à l'échelle nationale :

- Les activités de l'association DEFNE qui organise un festival d'amitié entre deux villes grecque et turque chaque année.
- Les activités de la Fondation des Réfugiés de Lausanne : mise en évidence de son rôle de médiateur dans le rapprochement entre villes de l'Echange.

Initiatives retenues à l'échelle supranationale (financées par l'Union européenne)

- Le festival d'amitié organisé dans la « ville-fantôme de l'Echange », Kayaköy, par l'association AEGEE.
- Initiatives de rapprochement entre villes de Thrace occidentale et orientale dans le cadre des programmes INTERREG II et III.

Présentation du plan :

Nous avons essayé de choisir un plan offrant une lecture du phénomène étudié à plusieurs niveaux :

- La mise en valeur de la périodisation de la diplomatie des villes qui suit le graphique ci-dessous : une première période pionnière qui suit le processus de Davos de 1989 à 1999, ensuite le tournant de l'année 1999 (diplomatie du tremblement de terre et l'effet Helsinki) pour la deuxième période allant de 2000 à 2007 et enfin l'impact de la crise grecque sur les relations entre localités grecques et turques pour une période allant de 2011 à 2013 :



- L'analyse des différentes formes que peut prendre la diplomatie des villes gréco-turque. Une diplomatie aussi bien bilatérale que multilatérale et multidimensionnelle : jumelage de villes, signature d'accords de coopération entre unions de municipalités, co-organisation de festivals d'amitié et stratégie d'attraction de certaines villes.
- L'analyse de cette diplomatie des villes à différentes échelles : au niveau microlocal, transrégional et supranational.

La première partie, représente la première période de rapprochement entre villes grecques et turques (1989-1999). Elle est caractérisée par un faible nombre d'initiatives pionnières. Très détaillée, elle étudie minutieusement les moteurs du rapprochement à travers l'exemple de trois couples de villes dont le rapprochement est de nature « type-idéale » : rapprochement ayant pour moteur la proximité géographique et l'économie de proximité (Kaş/Castellorizo), le caractère historico-culturel de l'Echange (Güzelyurt et Nea Karvali) et le facteur politique (le rapprochement entre les maires d'extrême gauche de Dikili et Mytilène).

La deuxième partie correspond au deuxième âge de la diplomatie des villes grecques et turques (2000-2010) et vise à étudier les mécanismes de diffusion, de normalisation et de massification des initiatives de rapprochement après 1999. Nous verrons comment la « diplomatie du tremblement de terre » ainsi que « l'effet Helsinki » (après acceptation de la Turquie comme pays candidat à l'UE en 1999) va provoquer une dynamisation très forte des initiatives de rapprochement et une dynamique d'extension/diffusion des initiatives étudiées précédemment. Nous analyserons à la fois la massification des jumelages et des festivals d'amitié comme forme majeure du rapprochement à cette période, mais aussi le rôle joué par les partenariats entre ONG et municipalités dans le cadre de programmes financés par l'Union Européenne.

La troisième partie correspond au troisième âge des relations entre villes grecques et turques (à partir de 2011) et l'impact de la crise grecque sur leur diplomatie. On assiste à une augmentation très forte des initiatives de coopération décentralisée, surtout dans le domaine touristique (nous l'analyserons comme un effet de la « diplomatie de la crise grecque ») à cette période. Nous pouvons également faire à partir de 2012 le bilan des initiatives précédentes mises en place, permettant de voir se dessiner une cartographie de ces initiatives menant à la constitution progressive d'un « espace transnational gréco-turc » aux frontières variables.

PARTIE I.

DE 1980 A 1999 :

**LES INITIATIVES
PIONNIERES COMME
MOTEURS DU
RAPPROCHEMENT**



En regardant la chronologie de la mise en place d'initiatives de rapprochement gréco-turques, on constate que l'on peut découper la chronologie de ces initiatives en trois périodes distinctes : une première – de 1989 à 1999 – une seconde – de 2000 à 2011 – et une troisième – de 2011 à 2013 –. La première, allant de 1989 à 1999, est caractérisée par un nombre très faible d'initiatives de rapprochement. En effet, on ne compte que deux initiatives en 1999, une en 1990, trois en 1995, deux en 1996, une en 1997 et deux en 1999. A cette date, seulement trois jumelages ont été mis en place : un entre Foça et Nea Fokai en 1993, un entre Karadeniz Ereğlisi et Hydra en 1995 et un entre Ürgüp et Larissa en 1996. On compte la mise en place de plusieurs festivals à partir de cette date (qui vont continuer par la suite) : le festival entre Güzelyurt et Nea Karvali (depuis 1989), celui entre Dikili et Mytilène (depuis 1994), entre Kaş et Castellorizo (depuis 1997) et entre Çeşme et Chios (depuis 1987). On compte également d'autres cas de coopération décentralisée : entre les municipalités de Dikili et Mytilène (organisations de camps d'enfants), mais aussi entre unions de municipalités de la mer Egée en 1996 avec la tenue d'un sommet sur l'environnement à Kuşadası et Mytilène en 1996.

Comme l'explique Fikret Töksöz :

« Quand on regarde les relations entre les gouvernements grecs et turcs depuis les dix dernières années, on constate qu'il y a avait des relations avant 1999. Mais ces relations étaient un peu timides, un peu comme un garçon ou une fille qui essayent de se connaître sans que leurs parents ne le sachent⁴⁴ ».

On peut considérer que les acteurs du rapprochement de cette période sont de véritables acteurs pionniers, puisque leur action s'inscrit dans un contexte de climat hostile entre les deux pays et que la logique de rapprochement n'en est à cette période qu'à ses débuts. Pourquoi certaines municipalités décident à cette période de se rapprocher l'un de l'autre alors que la majorité d'entre elles ne le font pas ? Fikret Töksöz constate que les relations qui ont été mises en place avant 1999 tiennent à différents facteurs, que nous considérerons comme des moteurs du rapprochement et que nous allons expliquer.

Les premières municipalités qui tendent à se rapprocher sont tout d'abord les « villes de l'Echange », c'est à dire les villes dont les populations ont été « échangées » dans le cadre de la convention de Lausanne après la guerre gréco-turque de 1919-1922. Le mal du pays des réfugiés et le besoin de retourner sur sa « terre originelle » semblent donc constituer le premier moteur de rapprochement. Toutes les villes qui ont été jumelées dans notre première période de référence sont en effet des villes de l'Echange (Foça et Nea Fokai, Karadeniz Ereğlisi et Hydra, Ürgüp et Larissa). Pour étudier cette dynamique du rapprochement entre villes de l'Echange, nous avons fait le choix de focaliser notre recherche sur le cas de deux villes dont les populations ont été échangées : Güzelyurt (Cappadoce) et Nea Karvali (Macédoine grecque), qui co-organisent un festival d'amitié depuis 1989 et ont signé un protocole de coopération dans le domaine de la préservation du patrimoine culturel en 2007.

Ensuite, on constate qu'il y a un deuxième moteur du rapprochement entre villes, c'est celui de la proximité géographique et de la coopération économique. Dans les années 1980, la Turquie a commencé à s'ouvrir au tourisme et les villes ont commencé à organiser des festivals. Beaucoup de maires, pour donner plus de couleurs et d'authenticité à leurs festivals, ont alors cherché à inviter des participants grecs. La proximité géographique entre certaines îles grecques avec la côte turque va être un atout. Les villes des îles et de la côte vont chercher à faire de la coopération et du co-développement touristique. Cela va être considérablement aidé par le processus de Davos – en 1989 – entre T. Özal et G. Papandréou qui va permettre le développement des échanges et du tourisme entre les deux pays. Nous analyserons cette dynamique à travers les relations entre la ville de Kaş (située sur la côte méditerranéenne turque) et l'île de Castellorizo (île la plus éloignée du continent grec). Enfin, nous montrerons également que le facteur politique joue un rôle important. En effet, le

⁴⁴ “When we look at the relationships between local governments since the last ten years, we can see that there were relations between 1999. But these relations were a little blashfull – a little bit like a girl and a boy who are trying to know each other without their parents knowing it ” TÖKSÖZ F., « Relations between Turkish and Greek local governments », in BELGE, TACISER, (sous la dir. de), *Voice for the future*, Istanbul Bilgi Universitesi, Istanbul, 2004, p 108-111, p 108.

« municipalisme militant » de certains maires souhaitant s'affranchir ou prendre certaines libertés face au pouvoir central, a également été un moteur de rapprochement entre municipalités. La dimension internationale des municipalités s'est élargie à partir de cette période. Comme l'explique Fikret Töksöz - qui a lui-même été acteur de ce processus en tant que sous-préfet turc dans ces régions -, les visites de maires de part et d'autre de la frontière ont commencé à prendre un caractère plus institutionnalisé et se sont transformées en visites collectives de maires à partir des années 1990. Les municipalités de la côte égéenne turque ont formé une association dans le but d'interagir avec les municipalités grecques. Elles ont invité les municipalités grecques à Kuşadası en 1996 pour parler des problèmes d'environnement concernant la mer Egée. D'autres sommets ont ensuite eu lieu à Mytilène. La ville de Mytilène (située sur l'île de Lesbos) apparaît réellement comme une municipalité incontournable dans cette dynamique. Nous nous focaliserons plus particulièrement sur les relations qu'elle a nouées avec la ville de Dikili comme un « idéal-type » d'initiatives de rapprochement basées sur une dynamique politique.

Le facteur géographico-économique

Initiatives de rapprochement entre villes de la côte turque et des îles grecques : le cas de Kaş et Castellorizo





A gauche : Kaş
Population : 5 594 habitants
Région : Méditerranée
Sous-préfecture : Antalya



A droite : Castellorizo
Population : 430 habitants
Région : Egée Méridionale
Nome : Dodécannèse

Nous allons focaliser notre étude sur le cas des initiatives de rapprochement mises en place entre deux villes de la Méditerranée : la ville de Kaş, station balnéaire située sur la côte turque dans la sous-préfecture d'Antalya et Castellorizo (en grec Καστελόριζο), petite île de la Méditerranée d'une population de 300 habitants, située en face de Kaş. Les initiatives de rapprochement entre ces villes nous semblent constituer un modèle « idéal-typique » de coopération transfrontalière entre villes grecques et turques de la côte méditerranéenne et égéenne. Pour plusieurs raisons :

La localisation géographique

Kaş et Castellorizo sont deux villes-frontières maritimes, emblématiques du cas de nombreuses autres villes de la côte turque et des îles grecques de la région méditerranéenne et égéenne. La localisation géographique spécifique des deux villes, liée aux particularités de Castellorizo, nous semble particulièrement intéressante pour essayer de dégager un modèle de coopération transfrontalière entre deux villes grecques et turques. En effet, l'île de Castellorizo est une île grecque de 9 km², baignée par la mer Méditerranée orientale, située à moins de cinq kilomètres de la côte Sud de la Turquie, mais par contre à environ 110 kilomètres à l'est de Rhodes, l'île grecque la plus proche d'elle. Cette minuscule île jouit d'une position géographique tout à fait particulière : jusqu'à l'entrée de Chypre dans l'Union européenne, elle est longtemps restée le territoire le plus oriental de l'Europe. En effet, Castellorizo est non seulement l'île la plus excentrée des îles du Dodécannèse, mais aussi la plus éloignée du continent grec.

L'interdépendance économique comme base du rapprochement

De cette situation géographique est née une relation économique spécifique d'interdépendance entre la ville de la côte turque et l'île. Nous montrerons que cette interdépendance a une épaisseur historique. Cette situation en effet existait déjà à l'époque ottomane, où la côte était dans le rayonnement du port de Castellorizo - alors un port florissant de la Méditerranée - et servait de base pour l'acheminement de certaines denrées et biens, puis pour leur exportation depuis l'île par bateau. L'économie de Castellorizo est restée une économie de type insulaire aujourd'hui orientée uniquement vers le tourisme. Souffrant d'un isolement géographique certain, les denrées de première nécessité ont un coût particulièrement élevé à Castellorizo. L'île étant très éloignée du continent grec, ses habitants trouvent un certain intérêt à préférer faire du commerce avec la ville de la côte turque située à moins de vingt minutes en bateau de ses côtes plutôt qu'avec la Grèce. L'île grecque la plus proche – l'île de Rhodes – est située à 4 heures de bateau et ne bénéficie pas de tarifs commerciaux aussi intéressants que ceux que l'on peut trouver à Kaş. De plus, les deux villes sont des stations balnéaires dont l'activité principale est liée au tourisme et il est dans leur intérêt de coopérer pour le développement touristique de la région plutôt que d'être en situation de concurrence. L'ouverture pour les échanges économiques et touristiques qu'a engendrés le processus de Davos entre G. Papandréou et T. Özal à la fin des années 1980 a indéniablement profité aux localités telles que celles de Castellorizo et Kaş. Cette coopération peut de plus s'avérer vitale dans des moments de crises, comme celle que connaît la Grèce depuis 2009, et s'en trouve ainsi renforcée.

1. L'interdépendance entre l'île et la côte et la culture lycienne en héritage

1.1. De l'Antiquité à l'époque ottomane : la dépendance d'Adelphos (ancien nom de Kaş) vis-à-vis du port florissant de Castellorizo

Kaş (Adelphos) : la culture lycienne en héritage

Les populations de l'île et de la côte sont en partie liées par une histoire commune : celle d'appartenir à la civilisation lycienne. On trouve encore aujourd'hui, à Kaş, mais aussi à Castellorizo, la présence de tombes lyciennes, vestiges de cette fastueuse civilisation qui s'est épanouie le long de la côte méditerranéenne en Asie Mineure.



Vestiges de tombes lyciennes à proximité de Kaş (auparavant appelée Andifli ou Adelfhos)

Des fouilles ont mis en évidence des traces d'occupation humaine dès le Néolithique sur le site de l'île de Castellorizo, qui s'appelait autrefois Megisti (*Μεγίστη*, *Megisti*, toujours appelée en turc Meis). Le nom est quelque peu ironique, puisqu'en ancien grec, Megisti veut dire « la plus grande » alors que l'île est la plus petite île du Dodécanèse. L'actuel site de Kaş, qui portait autrefois le nom d'*Andifli* ou *Adelfhos*, compte également la présence de tombes lyciennes⁴⁵. Les traces de la présence de populations lyciennes, même si elles sont difficiles à dater, remonteraient au III^e siècle avant J-C en Méditerranée orientale⁴⁶. L'île et la côte étaient donc habitées par des populations aux caractéristiques et au passé similaires parce qu'elles faisaient partie d'un même ensemble : la Lycie. La Lycie est une région historique située au sud de la Lydie en Asie Mineure, bordée à l'est par la Pamphylie, au nord par la Pisidie, à l'ouest par la Carie, et au sud par la mer Méditerranée. Elle est traversée par un seul fleuve, le Xanthe. Ses contours correspondent aujourd'hui aux provinces turques d'Antalya et de Muğla.



⁴⁵ Myre (en français) est une ville antique de Lycie, au Sud-Ouest de l'Anatolie, sur le fleuve Myros. Elle s'appelle en grec τα Μύρα ou η Μύρα, en latin et en anglais Myra. Telmessos, Telmessus (en grec : Τελμησσός ; en latin Telmessus) est une cité antique située en Lycie à la frontière de la Carie. La cité porte ce nom en l'honneur d'un fils d'Apollon, selon G. RACHET, *Dictionnaire de l'archéologie*, Robert Laffont, coll. « Bouquins », Paris, 1994, p 907.

⁴⁶ RACHET G., *ibid.*, p 908.

Carte de l'Asie Mineure à l'époque lycienne
(Source : Encyclopédie Universelle⁴⁷)

La région est mentionnée dans les textes hittites du XVe siècle av. J.-C. (sous le nom de *Lukka*), puis après, beaucoup plus tard, lors de la domination perse achéménide⁴⁸. C'est cinq siècles plus tard que le peuple des Lyciens est mentionné dans les textes d'Homère et d'Hérodote. Selon Homère, les Lyciens étaient les alliés des Troyens durant la guerre de Troie. Ils parlaient un dialecte anatolien proche de celui des Hittites mais ont ensuite commencé à utiliser l'alphabet grec. L'influence de la civilisation gréco-romaine se retrouve également dans le domaine religieux, puisque les Lyciens semblent avoir adopté et adapté leurs dieux aux divinités grecques. On retrouve par exemple sur le site de Letôon⁴⁹, un sanctuaire dédié au culte de Létô, la mère d'Apollon et d'Artémis dans la mythologie grecque. La Lycie, comme toutes les autres régions d'Asie mineure, va connaître l'invasion des Perses au début du Ve siècle av. J.-C. Elle passe ensuite sous la domination du roi d'Halicarnasse⁵⁰ - Mausole (-377/-353) - jusqu'à sa libération par Alexandre le Grand (-336/-323), puis sous celle des Ptolémées, des Séleucides et enfin de Rhodes de -188 à -168. En 43 de notre ère, elle est incorporée à l'Empire romain par l'empereur Claude (41-54) et réunie à la province romaine de Pamphylie. Sous la domination romaine, la région achève de s'helléniser et se christianise au IVe siècle, comme en témoigne la présence de Nicolas de Myre ou Nicolas de Bari (communément connu sous le nom de « Saint Nicolas »), qui est un personnage chrétien célèbre de la région⁵¹.



Cartes de la Lycie
(Source : musée de l'île de Castellorizo)

⁴⁷ Site internet de l'encyclopédie universelle : <http://www.encyclopedie-universelle.com/images/asie-mineure-carte-romaine.gif>.

⁴⁸ LE ROY C., « Histoire des Lyciens », in *Dossiers de l'archéologie* n°239, 1998.

⁴⁹ Le Létoon (en grec ancien Λητώον / Lêtôon) est le sanctuaire antique de Létô, près du Xanthe, en Lycie, Turquie. Létô, Artémis et Apollon y furent vénérés durant huit siècles. Les vestiges des trois temples du Létoon, avec ceux de Xanthos, ont été inscrits sur la liste du patrimoine mondial en 1988.

⁵⁰ Halicarnasse est une ancienne ville d'Asie Mineure située sur la mer Égée, dans l'ancienne province de Carie, dont le site est actuellement occupé par la ville de Bodrum, au sud-ouest de la Turquie.

⁵¹ La légende de saint Nicolas de Myre est à l'origine du mythe du « Père Noël ». Né à Patara, en Lycie, en 270, mort en 345 à Myre, c'est un évêque de l'empire d'Orient renommé pour sa charité. Canonisé, il a été proclamé protecteur de nombreuses nations et de nombreux corps de métiers, il est un personnage populaire de l'hagiographie chrétienne.

En 304/305, La Lycie est coupée en deux provinces distinctes par l'empereur Dioclétien (284-305) pour former une province romaine du diocèse d'Asie. Elle fournit à la flotte de l'Empire romain d'Orient du bois et des marins. La Lycie tombe aux mains des Ottomans en 1390. Petit-à-petit, la population lycienne, qui était devenue majoritairement hellénophone et orthodoxe durant le premier millénaire de notre ère, compte de plus en plus de musulmans⁵². C'est le cas de la population d'Adelphos/Andelphi/Anthelios (ancien nom de la ville de Kaş). La ville compte une majorité de populations grecque-orthodoxes, mais aussi musulmanes. La ville n'est pas très développée et son activité principale est l'acheminement des denrées produites en Asie Mineure vers l'île de Castellorizo où elles sont exportées par la suite.

Castellorizo : un port florissant et jouissant de privilèges à l'époque ottomane

L'île de Castellorizo fait partie des 12 îles du Dodécanèse avec celles de Patmos, Leros, Kalymnos, Kos, Nisiros, Astipalea, Tilos, Simi, Rodhes, Karpathos et Kasos. L'histoire du Dodécanèse est d'autant plus complexe qu'elle se confond avec celle des Minoens, des Achéens, de l'Empire perse, de la Ligue de Délos, de la cité-état de Rhodes, des Empires romain et byzantin, des Croisades, des Chevaliers de Saint-Jean, de l'Empire ottoman, de l'Italie et de la Seconde Guerre mondiale. L'archéologie terrestre et sous-marine (les épaves et poteries retrouvées dans la Méditerranée) démontre d'intenses échanges commerciaux et culturels de ces îles avec le reste de la Grèce, mais aussi avec les pays anatoliens (Mysie, Lydie, Carie, Lycie et Pisidie) ainsi que l'Égypte, Chypre et la Phénicie⁵³.



Vestiges des échanges commerciaux de l'île de Castellorizo
(Source site de plongée sous-marine de Kas : *Seabella scubadiving*⁵⁴)

⁵² LE ROY C., *Histoire de la Lycie*, in « Dossiers de l'archéologie N°239 », 1998), en ligne : <http://antique.mrugala.net/Divers/Dossiers%20de%20l'archeologie%20239%20-%20Xanthos/>

⁵³ Informations recueillies au musée d'histoire de l'île de Castellorizo.

C'est en -30 que ces autres îles sont annexées par l'Empire romain, en même temps que l'Égypte, tandis que Rhodes y entrera volontairement bien plus tard, en l'an 74 de notre ère. Le Dodécanèse est alors intégré à la province d'Asie Mineure. En l'an 95, l'empereur Domitien exile l'évangéliste Jean à Patmos où il rédigera l'Apocalypse. Le christianisme devient alors majoritaire sur les îles du Dodécanèse au IV^e siècle. En 1088, saint Christodule fera d'ailleurs construire à Patmos, avec l'aide de l'empereur Alexis I^{er} Comnène, le monastère de Saint-Jean-le-Théologien, à l'emplacement d'un temple d'Artémis⁵⁵⁶. Le Dodécanèse fournit navires et hommes à la flotte de l'Empire romain d'Orient. En 1207, les Vénitiens s'emparent de la plupart des îles, mais l'Empire byzantin de Nicée les récupère une à une durant le XIII^e siècle. En 1310, les chevaliers de Saint-Jean, chassés de Jérusalem, s'installent dans le Dodécanèse. Ils fortifient les îles mais, étant catholiques, commencent à persécuter la population grecque-orthodoxe. En 1306, ils intègrent l'île de Castellorizo à leurs possessions de Rhodes. Elle est alors surtout utilisée comme lieu d'exil et de détention. C'est de cette période qu'elle a pris son nom qui fait allusion au château construit par l'ordre des chevaliers de Saint Jean, « *Castelrosso* », le château rouge. Occupant une position stratégique dans la Méditerranée, l'île a fait l'objet de nombreuses convoitises et a connu plusieurs occupations au cours de l'histoire. Les persécutions latines ayant laissé de mauvais souvenirs aux populations, les Ottomans n'ont pas été forcément mal accueillis au moment de leur invasion des îles. Ils prennent Rhodes en 1522 et le reste du Dodécanèse en 1537. Ils l'intégrèrent dans la « marche des îles de la mer du sud ». L'île de Castellorizo sera conquise en 1686.

Sous domination ottomane, Castellorizo était une île florissante très ouverte sur le commerce et sur l'étranger en raison de sa position géographique stratégique. L'île jouissait même des privilèges des Sultans ottomans et a obtenu un statut semi-autonome, octroyée par Soliman le Magnifique et réaffirmée par Mahmud II en 1835. C'était alors une île de 14 000 âmes, composée en majorité par de chrétiens orthodoxes, mais où l'on comptait également une population musulmane. Le quartier situé sur la colline haute de la Strata (place centrale du port) était notamment habité en majorité par des musulmans. On peut d'ailleurs toujours visiter aujourd'hui une mosquée qui a été transformée en musée d'histoire de la ville. La médiocrité de la qualité des sols dans l'île et la difficulté de s'approvisionner en eau douce rendaient l'agriculture impossible sur l'île. Toutes les denrées étaient alors importées du continent vers l'île pour être consommées ou exportées. La majorité de ses habitants travaillaient en mer et l'on comptait un nombre important de marins et de pêcheurs parmi la population, mais aussi de négociants, d'armateurs et de marchands. La population de Castellorizo était

⁵⁵ PECHOUX P. Y, « Unité et diversité des îles du Dodécanèse », d'après R. E. Kasperson, in *Annales de Géographie*, vol. 78, n° 426, 1969, p 237-238.

également célèbre pour ses orfèvres, ses charpentiers et ses tailleurs. La ville possédait même une flotte de plus de 165 bateaux marchands, ce qui paraît relativement considérable lorsque l'on voit Castellorizo aujourd'hui. Elle devint rapidement un port d'escale pour les navires allant à Chypre, en Egypte et en Syrie. L'île était très prospère et le port commercial de Castellorizo exportait des denrées alimentaires et du tissu vers la Grèce, Chypre, le Moyen Orient, l'Egypte, mais aussi Marseille et Trieste où de nombreux grecs étaient installés. Le commerce maritime permettait à l'île de jouir d'une réelle renommée internationale. Les marchandises produites en Anatolie étaient acheminées par bateaux depuis la côte turque puis exportées à l'étranger. Une situation d'interdépendance économique des villes de la côte anatolienne vis-à-vis de l'île s'est progressivement mise en place et constituait le ciment de la réussite et de la prospérité de la région⁵⁷. En effet, d'autres villes anatoliennes envoyaient aussi des denrées à Castellorizo comme celles de Makri (actuelle Fethiye), Kalamki (Kalkan), Myra, Foinikas, Antalya et Levissi (Kayaköy)⁵⁸. Sur la population de l'île de Castellorizo qui comptait alors plus de 12 000 habitants, beaucoup partirent vivre sur les côtes de l'Asie Mineure, et en particulier à Antiphelios, pour développer ces activités commerciales entre l'île et la côte.



L'île de Castellorizo à l'époque ottomane : un port florissant avec un habitat dense
(Source : Musée de l'île de Castellorizo et site internet de l'association des personnes originaires de Castellorizo vivant en Australie⁵⁹)

⁵⁷ Informations recueillies au musée de l'île de Castellorizo et à partir de l'ouvrage de N. PAPPAS, *Castellorizo: An Illustrated History of the Island and its Conquerors*, Halstead Press, Sydney, 1994.

⁵⁸ Informations recueillies au musée d'histoire de l'île de Castellorizo.

⁵⁹ Site internet de la diaspora de Castellorizo en Australie, URL : www.kastellorizo.com

L'archipel ne se souleva pas pendant la Guerre d'indépendance grecque de 1821, hormis l'île de Kassos dont les navires participèrent aux opérations en Crète. Le Dodécanèse demeura donc sous domination ottomane après l'indépendance de la Grèce. Cependant, en 1908, les douze îles décidèrent de s'unir pour lutter contre les Ottomans, mais, avant que leur action n'aboutisse, c'est l'Italie qui tira profit de cette situation. La nuit du 28 février 1913, trente hommes venus de Crète débarquèrent secrètement sur l'île de Castellorizo. Ces Crétois étaient menés par un certain Daskaladis et escortés par le capitaine Marines et Jen. K. Lakerdis, deux hommes de Castellorizo. Ils firent alors prisonniers les hommes de la garnison ottomane présents sur l'île et hissèrent le drapeau grec. Tout cela arriva sans que le gouvernement grec ne le sache et ce dernier dû envoyer un escadron pour protéger la population. Une « administration grecque » temporaire fut mise en place et dirigée par Theodosios K. Simonides, un homme du clergé⁶⁰.



A gauche : les combattants crétois lors du soulèvement sur l'île de 1913.
A droite : Theodosios K. Simonides et l'administration temporaire grecque de l'île
(Source : musée de l'histoire de la ville de Castellorizo)

Après avoir connu cette brève période d'autonomie, l'île fut ensuite occupée par les Français de 1915 à 1920, puis par l'Italie, qui l'intégra à ces possessions du Dodécanèse en 1922 et la renomma « Castelrosso » (Le château rouge). L'île connut alors un tremblement de terre en 1924 qui causa de grands dommages aux habitations et la mort de nombreux habitants⁶¹. Pour la population locale, l'administration italienne rappelait l'époque des « Latins » et le régime fasciste de Mussolini n'arrangea rien : des actions sporadiques de sabotage ou de résistance de la part des populations locales contre l'occupation fasciste se multiplièrent dans les années 1930. Elles devinrent systématiques durant la Seconde Guerre mondiale, alors que l'Italie fasciste occupait de larges pans du territoire grec. Mais après la signature de l'armistice de Cassibile entre les Alliés et l'Italie en 1943, et surtout après que la nouvelle Italie eut déclaré la guerre à l'Allemagne en octobre 1943, le Dodécanèse devint le théâtre d'opérations de la campagne du Dodécanèse où Italiens et Grecs combattirent parfois ensemble contre

⁶⁰ Informations recueillies au Musée d'histoire de la ville de Castellorizo.

⁶¹ PAPPAS N., *Castellorizo: an illustrated history of the island and its conquerors*, op. cit.

les Allemands. Pourtant, après la bataille de Léros⁶², les Allemands finirent par occuper tout l'archipel. Ils ne s'en retirèrent qu'en octobre 1944, après de lourds bombardements des îles par les Alliés. A la fin de la guerre, après la retraite nazie, l'île de Castellorizo, tout comme le reste du Dodécanèse fut administré par la Grande Bretagne.



Carte postale représentant l'occupation britannique de l'île de Castellorizo
(Source : musée de l'île de Castellorizo)

Mais rapidement, sous occupation britannique d'après-guerre, de fortes tensions apparaissent - comme à Chypre - entre musulmans et orthodoxes quant au statut que doit avoir l'île après-guerre. Les orthodoxes veulent le rattachement de l'archipel à la Grèce, alors que la minorité musulmane s'y oppose et s'aligne sur la position des Britanniques qui souhaitent en faire un protectorat britannique ou un état indépendant. Finalement, la Grande-Bretagne renonce à faire de l'archipel un protectorat ou un état séparé, et lors du Traité de Paris en 1947, l'Italie finit par céder le Dodécanèse à la Grèce. Ce n'est donc qu'en 1945, ruinée, dévastée et presque vidée de sa population, que Castellorizo est officiellement intégrée à la Grèce, comme les autres îles du Dodécanèse.



⁶² Léros dut le champ de bataille pendant la seconde guerre mondiale d'une importante offensive en 1943 lorsque les Allemands tentèrent de reprendre l'île aux Italiens (qui venaient de changer de camp), aux Britanniques et aux Grecs. L'île après avoir été bombardée finit par tomber finalement aux mains de l'ennemi.

Timbre grec représentant l'île de Castellorizo⁶³

1.2. *Les mouvements de populations dans les deux villes et la solidarité des Turcs envers les Grecs de l'île au moment de la Seconde Guerre mondiale*

Les mouvements de population entre l'île et la côte



Photo de mariage entre Tsicos Vasiliou Galettis et Garifalia Spiro Karasavas en 1907 et le groupe féminin de mandoline de Castellorizo
(Source : Association des personnes originaires de Castellorizo, Australie⁶⁴)

Les populations locales de l'île et de la côte ont été celles qui ont le plus souffert des affres des différentes guerres dont la région a été le théâtre. A la fin de la guerre gréco-turque, en vertu de l'application de la convention d'échange de populations de Lausanne, les habitants grec-orthodoxes d'Adelphos devaient quitter l'Asie Mineure. Mais beaucoup d'entre eux ont fui alors à Castellorizo, qui est alors occupée par les Italiens, et n'était donc pas soumise de ce fait à l'échange de populations. Les populations de l'île ont ainsi échappé au destin connu par la majorité des musulmans de Grèce et chrétiens de Turquie après la guerre gréco-turque de 1919-1922. Autre marque de l'attachement des populations grecque-orthodoxes de l'île au territoire anatolien : malgré leur rattachement à la Grèce en 1945, les populations chrétiennes des îles du Dodécanèse n'ont pas rejoint le Patriarcat d'Athènes,

⁶³ Site de philatélie français : url : <http://philatelie.myfeed.fr/?paged=109>

⁶⁴ Association de la diaspora de Castellorizo. Url de l'association : www.kastellorizo.com

mais sont restées attachées au Patriarcat œcuménique d'Istanbul⁶⁵, au même titre que les populations grecque-orthodoxes minoritaires turques d'Istanbul et des îles d'Imbros et Ténédos.



Habitantes de Castellorizo et vêtements traditionnels de la région à l'époque ottomane

(Source : Musée de Castellorizo)

De la même manière, les musulmans n'ont pas été contraints de quitter l'île au moment de l'Echange parce qu'ils étaient présents sur les îles qui étaient alors sous domination italienne. Ils sont donc devenus, comme les autres habitants de l'archipel, citoyens grecs lorsque le Dodécanèse a été octroyé à la Grèce en 1947. Cela explique pourquoi l'on retrouve une minorité musulmane dans les îles du Dodécanèse notamment à Rhodes et de Cos (İstanköy en turc), île située en face de la ville de Bodrum. Ces musulmans⁶⁶ turcophones du Dodécanèse forment une minorité relativement importante de 5 000 membres⁶⁷. Actifs et en lien avec la Turquie, ils sont regroupés à Cos au sein de l'« Association Musulmane Turque de Cos » (*İstanköy Türk Müslüman Derneği*⁶⁸) et à Rhodes au sein de l'« Association Turque de Rhodes » (*Rodos Türk Derneği*). Dans le cas de Castellorizo, les musulmans de Castellorizo ne sont pas restés sur l'île parce qu'ils ont fui les bombardements et l'occupation italienne pendant la Seconde Guerre mondiale et beaucoup sont venus s'installer à Kaş. Certains d'entre eux parlent encore grec et souhaitent entretenir des liens particuliers avec l'île de Castellorizo, qui est leur île d'origine. C'est le cas par exemple de Sadikbey, qui a été le capitaine de la ligne de bateau qui relie Kaş à Castellorizo, pendant plus de 15 ans. Sa famille et celle de sa femme sont des musulmans originaires de Castellorizo qui parlaient grec et turc. Il a toujours été attiré par la marine et se dit très proche des Grecs de Castellorizo :

⁶⁵ Le Patriarcat œcuménique de Constantinople est la première juridiction autocéphale de l'Église orthodoxe. Le patriarcat est un titre et une fonction de présidence attachée à un siège épiscopal, l'Archevêché orthodoxe de Constantinople. Le patriarcat est situé dans l'ancien quartier grec d'Istanbul et le titulaire actuel du titre de Patriarche est Bartholomée Ier depuis le 2 novembre 1991. AKGÖNÜL S., *Le Patriarcat grec orthodoxe : de l'isolement à l'internationalisation de 1923 à nos jours*, Institut français d'études anatoliennes / Maisonneuve & Larose, Paris, 2004.

⁶⁶ Les ethnonymes utilisés par cette communauté pour se désigner sont multiples, *Oniki Ada Türkleri*, qui est la traduction de « Turcs du Dodécanèse », *Rodos Türkleri* ou *İstanköy Türkleri* selon qu'ils habitent à Rhodes ou Cos.

⁶⁷ CLOGG R., *Minorities in Greece*, Hurst & Co. Publishers, Londres, 2002, p 84.

⁶⁸ Pour plus d'informations, se référer au site de l'association : url : <http://www.rodosistankoyturkleri.org.tr/>

« Je suis satisfait d'avoir été le capitaine du bateau qui reliait l'île à la côte, parce que cela m'a permis de retourner sur mon île d'origine tous les jours [...] J'aime beaucoup les Grecs de l'île que je considère comme des frères⁶⁹ ».

Il y a eu d'importants mouvements de populations non-contrôlés au moment de la Seconde Guerre mondiale. Beaucoup d'habitants de Castellorizo ont été amenés à quitter l'île face à l'occupation fasciste durant la Seconde Guerre mondiale. L'occupation par l'Italie fasciste a laissé de très mauvais souvenirs aux familles restées sur l'île. Beaucoup relatent des violences faites par l'armée d'occupation italienne sur la population locale. Un mouvement de résistance des populations locales contre les occupants italiens s'est alors organisé et a atteint son apogée lors de l'occupation allemande de l'île. Les habitants étaient ainsi solidaires de la résistance grecque à l'occupation nazie sur le continent grec où le parti communiste a joué un rôle très important. Mais ces actes de résistance ont été durement réprimés et la population a dû subir privations et réquisitions. Beaucoup d'habitants grecs de l'île ont alors essayé de fuir l'occupation en partant sur des barques de fortune vers les côtes turques dans l'espoir de pouvoir y trouver refuge ou de partir vers d'autres pays. A l'époque, il y avait peu de contacts entre les deux pays et la guerre gréco-turque était toujours dans les esprits. Les habitants de Castellorizo qui arrivaient en Turquie ne savaient pas quel était l'accueil qui allait leur être réservé. Ahmetbey, habitant de Kaş septuagénaire, raconte son expérience :

« Un jour, je me promenais sur la côte, je me souviens, c'était une belle journée d'été. C'était tôt le matin, j'étais seul sur la plage. J'ai vu arriver au loin une barque. Je pensais que c'était des pêcheurs. Mais quand la barque s'est rapprochée, j'ai vu qu'il y avait seulement un homme à l'intérieur. Il m'a appelé et j'ai compris qu'il était grec. Au début j'ai fait comme si je ne comprenais pas le grec. Parce que je comprends le grec, mes parents sont originaires de Castellorizo. Il connaissait quelques mots en turc, il m'a dit : « aidez-moi ! Je veux partir en Israël ou en Egypte, j'ai de la famille là-bas. Aidez-moi ! ». Je ne savais pas quoi faire. Mais je ne pouvais pas le laisser comme ça. Je l'ai amené à la maison. J'ai dû expliquer à ma femme qui il était. Il est resté avec nous pendant un mois. On l'a nourri, on lui a donné à manger. On ne voulait pas trop que ça se sache parce qu'à l'époque on ne savait pas ce que les autorités turques pensaient de ça. Un jour, il nous a dit qu'il allait partir avec d'autres réfugiés en Egypte, parce que la situation ne s'arrangeait pas à Castellorizo. Ils sont partis. Il y a 10 ans, un homme est venu sonner à ma porte. J'ai compris que c'était lui, je l'ai reconnu. Il est venu avec sa famille, il nous a amené pleins de cadeaux. Il pleurait, il m'a remercié de ce que nous avons fait. Cette histoire m'a beaucoup ému. C'est normal ce qu'on a fait, ce sont, nos voisins. Même si il n'a pas le même nom, on prie le même Dieu. Mais il m'a dit qu'il n'avait jamais oublié ce que j'avais fait pour lui⁷⁰ ».

⁶⁹ Extrait de l'entretien original : « Kıyı adaya bağlanan teknenin kaptanı olduğumu çok mutluyum. Çünkü her gün adaya gidebildim [...]. Adadaki oturan Yunanlıları kardeş gibi görüyorum ». Extrait de l'entretien avec Sadıkbey, le 14. 08.2009 et le 17.08. 2009, capitaine de bateau reliant Kaş à Kastellorizo aujourd'hui à la retraite. Durée de l'entretien : 1h00 et 1h30. Langue : turc. Enregistrement et prise de notes.

⁷⁰ Extrait de l'entretien en turc : « Bir gün, sahil de yürüyordum, hatırlıyorum, güzel bir yaz günüydü. Sabah erkendi, plajda yalnızdım. Uzaklarda bir sal gördüm. Balıkçılar olduğunu düşünüyordum. Ama sal yaklaşınca, içinde sadece bir adam olduğunu gördüm. Bana seslendi ve Yunan olduğunu anladım. İlk başta Yunanca anlamıyormuş gibi yaptım. Çünkü Yunanca anlıyorum, ailem Castellorizo kökenli. Bazı Türkçe kelimeler biliyordu, dedi ki: "Bana yardım edin, İsrail veya Mısır'a gitmeye çalışıyorum, ailem orada. Bana yardım edin." Ne yapacağımı bilmiyordum. Ama onu öylece bırakamazdım. Onu eve götürdüm. Kim olduğunu karıma açıkladım. Bir ay boyunca bizimle kaldı. Karnını doyurduk. Bunun bilinmesini çok istemiyorduk çünkü o dönem Türk yetkililerin ne düşüneceklerini bilemiyorduk. Bir gün bize, diğer mültecilerle birlikte Mısır'a gitmesi gerektiğini zira Castellorizo'daki şartların düzelmediğini söyledi. Gittiler. 10 yıl önce, bir adam kapımı çaldı. Anladım ki bu oydu, onu tanıdım. Ailesiyle geldi, bize bir sürü hediye getirdi. Ağlıyordu, yaptıklarımız için teşekkür etti. Bu hikaye bana çok dokundu. Çünkü bu yapılabilecek en küçük şeydi. Bu normal, onlar, bizim

Ahmetbey n'est pas le seul habitant à avoir hébergé des Grecs fuyant l'occupation italienne ou allemande pendant la Seconde Guerre mondiale. Beaucoup de Grecs sont venus pour essayer de trouver refuge sur les côtes turques depuis Rhodes, plus particulièrement à Kuşadası, Karina, Güllük et Antalya, comme l'explique Esra Danacıoğlu Tamur⁷¹. Cette aide a même parfois pris un caractère plus institutionnalisé entre les deux pays : sous l'occupation allemande, la Grèce a connu une période de « Grande famine ». Dans les grandes villes, comme à Athènes ou Thessalonique, la situation a été très critique pour une grande majorité de la population. La Turquie a alors envoyé de l'aide à la Grèce. Le bateau *Kurtuluş* est en effet parti d'Izmir le 14 octobre 1941 pour apporter de l'aide humanitaire par le biais du croissant rouge à la Grèce : du blé, du riz et des haricots ainsi que des vêtements, à hauteur de 14 000 liras turques⁷². Les réfugiés qui s'enfuyaient de Grèce et venaient trouver refuge en Turquie et étaient installés dans des camps spéciaux à Denizli, Edirne, Üzüncöprü, Aydın, Nazıllı, mais aussi à Bergama et Niğde⁷³. Il semble que la période de la Seconde Guerre mondiale marque le début de la diplomatie du rapprochement entre les deux pays en cas de crise⁷⁴, mais aussi de l'entraide au niveau des populations civiles, caractéristiques des relations gréco-turques.

Démographie et populations des deux villes aujourd'hui

Le coup final donné à l'île et sa population est apparu au moment des bombardements des Alliés, qui ont ravagé l'île. L'explosion d'un stock d'essence a provoqué un incendie qui a détruit la moitié des habitations. La population a été évacuée par les Alliés et la guerre a laissé la ville complètement exsangue et quasiment inhabitée. La Seconde Guerre mondiale aura donc eu raison de la majorité de la population de l'île de Castellorizo : la plupart des habitants a émigré vers l'Australie, mais aussi vers les États-Unis et la France où l'on retrouve certains de leurs descendants à Marseille et dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur⁷⁵. Les émigrés de Castellorizo ont d'ailleurs fondé des associations diasporiques actives.

dostlarımız. İsimleri aynı olmasa da, aynı Tanrı'ya dua ediyoruz. Ama bana onun için yaptığımı asla unutmadığımı söyledi ». Extrait de l'entretien avec Ahmetbey, habitant de Kaş de 71 ans dont la famille est originaire de Castellorizo. Langue : turc. Durée de l'entretien : 1h00.

⁷¹ DANACOGLU TAMUR E., « II.Dünya Savaşı'nda Adalar'dan Türkiye'ye Mülteci Akını », in *Toplumsal Tarihi*, février 2006, p 50-55, p 54.

⁷² KESER U., « Arşiv Belgeleri Işığında İkinci Dünya Savaşı Sürecinde Türkiye'de Mülteciler ve Esirler Sorunu », in *Çağdaş Türkiye Tarihi Araştırmaları Dergisi*, Printemps 2009, p186-209, p 187.

⁷³ KESER U., ibid. p 195. Voir également : BAKAR B., « Zor zamanlarda iyi komşuluk örneği : ikinci dünya savaşı'nda Türkiye'den Yunanistan'a yapılan yardımlar », in *Atatürk Araştırma Merkezi Dergisi*, juillet 2008, p 414 - 439.

⁷⁴ On parle en général de la « diplomatie du tremblement de terre » pour 1999 mais on pourrait aussi parler de la « diplomatie de la crise économique » à partir de 2011.

⁷⁵ Site de l'association de Castellorizo en Australie, URL : www.kastellorizo.com



Symbole de l'association des personnes originaires de Castellorizo ayant migré aux Etats-Unis
(Source : Musée de l'île de Castellorizo)

Aujourd'hui, il est difficile de croire que cette petite île quasi désertique comptait 12 000 habitants au début du XXème siècle. On y dénombre aujourd'hui 451 habitants au total. 300 habitants permanents auquel il convient d'ajouter les quelques ouvriers venus d'autres îles du Dodécanèse ainsi que quelques enseignants et fonctionnaires originaires du reste de la Grèce. Sans oublier la garnison de l'armée grecque et sa poignée de permanents, auxquels s'ajoutent les appelés qui font leur service militaire sur l'île. Mais l'été, la population monte à un millier d'habitants. Beaucoup de Gréco-australiens de la diaspora ont commencé à acheter des maisons et reviennent pour les vacances. De plus en plus d'étrangers sont devenus propriétaires sur l'île (Italiens, Allemands et Anglais)⁷⁶. Aujourd'hui, l'habitat à Castellorizo est très clairsemé et les destructions liées au tremblement de terre et aux bombardements n'ont pas été remplacées par la construction de nouvelles maisons. L'île, très excentrée du continent grec attire peu de migrations internes, en raison de son isolement géographique mais aussi de son absence de dynamisme économique. La population permanente de l'île ne cesse de décroître et de vieillir, sans qu'il n'y ait de véritable renouvellement générationnel. Paraskos Magiasis, le maire adjoint de l'île explique par exemple que :

« Ces quinze dernières années, il n'y a eu aucun mariage ici. Ce n'est que depuis quelques années que les choses ont commencé à changer. Nous avons maintenant un mariage et deux naissances en moyenne par an⁷⁷ ».

Kaş connaît une situation totalement inverse. A l'époque ottomane, la ville était beaucoup moins développée que Castellorizo. On y trouvait des populations en majorité orthodoxes, alors qu'aujourd'hui, elle n'est peuplée que de musulmans. La ville servait surtout de base d'acheminement des marchandises vers le port international de Castellorizo. La population de la côte, beaucoup moins ouverte sur l'extérieur que les habitants de l'île, pratiquait néanmoins des activités de pêche et d'agriculture. La petite bourgade d'Antiphellos ne comptait qu'une trentaine de maisons. Elle a changé

⁷⁶ YILMAZ F., « Zamannın dinlediği ada : Meis », in *Cumhuriyet dergi*, 22 novembre 1992.

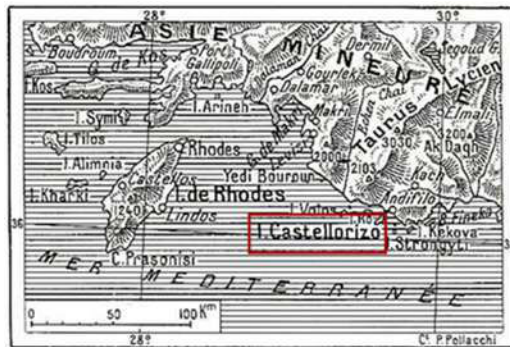
⁷⁷ LIALOU G., « l'île du bout de la Grèce », in *Courrier international* du 6 janvier 2005.

de nom après l'Echange et a pris le nom de Kaş, qui veut dire « sourcil » en turc, en raison de la forme de sourcil de la baie dans laquelle elle est située. Au départ des orthodoxes en 1923, les maisons vides ont été repeuplées par des populations nomades (*yörük*⁷⁸-s) de l'intérieur des terres, qui sont progressivement descendues vers les côtes et ont commencé à y développer de l'agriculture et de la pêche. Au gré des migrations internes, notamment des mouvements hippies contestataires des années 1970, certains citadins sont venus s'installer à Kaş. Le dynamisme de la ville ne cesse de croître, surtout en raison du tourisme. La ville est en pleine évolution démographique et l'essor du tourisme attire de plus en plus de Turcs pour venir s'y installer. Si l'on regarde l'évolution démographique, en 1965, la population totale était de 36 778 habitants (si l'on compte également les hameaux et villages environnants) et celle de la ville de Kaş de 1 269 habitants. En 1990, la population totale était de 40 469 habitants et celle de la ville de Kaş de 4 560⁷⁹. La ville de Kaş est aujourd'hui devenue une ville de 53 588 habitants (7 192 au total). La situation démographique et la configuration socio-économique se sont donc totalement inversées entre l'île et la côte avec la mise en place de frontières. Nous allons essayer de voir quel impact cette situation va avoir sur les relations entre les deux villes aujourd'hui.

2. La dimension économique et la proximité géographique comme bases du rapprochement

2.1. Une interdépendance économique inversée depuis le début des années 1970

L'isolement géographique de l'île de Castellorizo par rapport à la Grèce continentale



Castellorizo et Andifilo
(Source : site de philatélie⁸⁰)

⁷⁸ Les *Yörüks* sont des nomades, habitant principalement dans les montagnes de l'Anatolie et en partie dans la péninsule balkanique. Leur nom dérive du verbe turc *Yürü*-(*yürümek* dans l'infinitif), qui signifie « marcher », avec le nom *Yörük* ou *Yürük* désignant « ceux qui marchent ou les marcheurs ».

⁷⁹ Donnée de recensement de l'Institut National de Statistique turc (*Türkiye İstatistik Kurumu*), 2011 genel nüfus sayımı verileri.

⁸⁰ Site de philatélie français : http://www.coppoweb.com/merson/etranger/fr.me_cas.php

L'île de Castellorizo et la côte ont toujours été en situation d'interdépendance économique. Castellorizo est l'île la plus proche de la côte turque et Kaş la ville la plus proche de l'île. Aujourd'hui divisées par une frontière, elles ont souffert économiquement de cette séparation. Cette proximité faisait auparavant leur force et la région a connu une période très fastueuse sous l'Empire ottoman, comme on l'a vu précédemment. Or, le port de Castellorizo aujourd'hui n'est plus un port de commerce comme il l'était auparavant mais est devenu un petit port de plaisance. Peu de touristes viennent sur l'île, même si le tourisme connaît un certain essor, comme on va le voir par la suite. Les touristes qui viennent sur l'île recherchent en général de la tranquillité. Cette absence de dynamisme économique nuit également au commerce de l'île. Si l'on compte quelques cafés et restaurants sur le port, il y a peu d'activité commerciale sur l'île. De ce fait, les services de base peinent à être assurés en raison de sa population déclinante. L'île et la ville de Castellorizo se sont donc retrouvées dans une situation de déclin démographique très important, mais aussi de la perte de son dynamisme et de sa prospérité d'antan. Ce sont les conséquences des guerres et occupations que l'île a subi, mais aussi de la fermeture de ses liaisons avec les villes et la population de la côte turque

Aujourd'hui, il ne reste rien du passé fastueux de l'île. L'île de Castellorizo est réellement dans une situation de dépendance économique parce qu'elle ne peut produire aucune denrée alimentaire parce que le sol n'y est pas fertile. Les habitants doivent donc importer sur l'île toutes les denrées de base nécessaires à leur survie. L'eau, par exemple, y est très rare, parce qu'on ne trouve pas de source d'eau douce sur l'île. Elle est à ce point chère et rare qu'elle fait l'objet de certaines restrictions pour que la population n'en manque pas, notamment pendant l'été. Les habitants racontent que l'eau coûte très cher à Castellorizo parce que le gouvernement grec ne veut pas que les habitants s'approvisionnent auprès de la Turquie, mais uniquement par des importations depuis Rhodes, l'île grecque la plus proche. Le but est que Castellorizo ne se rapproche pas de la Turquie voisine, malgré la tentation que pourraient avoir les habitants à acheter eau et nourriture à des prix beaucoup moins élevés sur la côte turque, beaucoup plus proche géographiquement que Rhodes. Il faut donc amener l'eau de Rhodes située à quatre heures, par bateau et en user avec parcimonie. Le coût du transport se répercute dans le prix. Il peut ainsi arriver que des produits de base (matériaux de construction, engrais, aliments pour bétail) coûtent le double que sur le continent. De manière parfois artificielle, le gouvernement grec essaye désespérément de relier l'île au territoire national grec, malgré son éloignement. Cette situation pèse sur la vie des habitants.



Carte de l'emplacement de Castellorizo par rapport à Rhodes et à la côte turque.
L'île est beaucoup plus proche de la côte turque que de l'île de Rhodes

La tentation des habitants de Castellorizo est forte de s'approvisionner à Kaş, située à quelques minutes en bateau de leur île. Mais la frontière sépare les deux localités et, surtout après la guerre gréco-turque de 1919-1922, les frontières entre les deux pays doivent rester très hermétiques. Dans les relations entre les deux pays, le statut des îles – spécifiquement des îles comme Castellorizo, situées à proximité de la côte turque – est un objet de conflit et de tensions potentielles récurrent. Mais, malgré cela, il semble que la configuration locale et l'histoire spécifique des populations constituent une logique plus lourde que les logiques internationales entre les deux pays. Progressivement, un commerce de proximité a commencé à se développer entre les deux villes. Au début, il s'est développé de manière illégale. Les pêcheurs faisaient de la contrebande de produits qu'ils ne trouvaient pas sur l'île ou sur le continent, à des prix avantageux. Les Grecs apportaient de l'alcool aux Turcs de Kaş mais aussi des vêtements. Malgré les contrôles policiers, ce commerce perdurait. Les propos de Nikos Misomikes, 69 ans, ancien pêcheur, confirme en effet l'existence de ce commerce illicite transfrontalier :

« De 1947 à 1963, nous faisons de la contrebande. Nous leur apportons du whisky, qui était interdit chez eux, mais aussi des outils, des chemises, des chaussettes, et ils nous achetaient des chèvres, des féculents et des légumes [...] Souvent, les garde-côtes des deux pays nous poursuivaient. Quand ils nous attrapaient, ils nous confisquaient les bêtes et nous mettaient à l'amende. Mais, quelques jours après, on recommençait⁸¹ ».

Dans la configuration spécifique régionale de Castellorizo et Kaş, il semble que l'instauration de la frontière ait quelque chose de très artificiel. Ces échanges, d'abord illégaux, vont tendre à se normaliser avec le temps. En 1977, une ligne de bateau – Meis express – est ouverte entre l'île et la côte. Depuis l'ouverture de cette ligne, les échanges entre les deux villes ne vont pas cesser d'augmenter. Au point que l'on se dit en s'y rendant que sans Kaş, la vie des habitants de Castellorizo serait très différente.

⁸¹LIALOU G., « Kastellorizo, l'île du bout de la Grèce », in *Courrier international* du 06.01.2005.



A gauche : photo du bateau qui fait la liaison entre l'île et la côte – Meis express – (photo prise lors des recherches de terrain) et à droite : carte présentant le tracé de la liaison par bateau entre l'île et la côte

Il y a donc une réelle relation de dépendance économique entre Kaş et Castellorizo encore aujourd'hui, qui a perduré malgré la frontière qui sépare les deux villes et les tentatives du gouvernement grec pour rapprocher Castellorizo de Rhodes et du continent grec. Il semble qu'on ne puisse sous-estimer le poids de la position géographique des villes, mais aussi de la logique économique – et plus particulièrement de l'attrait du commerce de proximité transfrontalier – dans la logique de rapprochement entre villes. De par sa situation géographique spécifique et exceptionnellement éloignée du continent grec, l'île de Castellorizo l'illustre parfaitement.

Castellorizo n'est pourtant pas la seule île à se retrouver dans ce type de cas. Comme le note Sanguin, on compte en Europe plusieurs îles où le territoire continental le plus proche d'une île périphérique ou ultrapériphérique n'est pas celui de son Etat d'appartenance mais celui d'un autre Etat de l'UE, voire d'un pays tiers. Les distances sont très longues avec les grandes zones urbaines, les centres économiques, administratifs et politiques de l'Etat continental d'appartenance et ces îles se retrouvent dans une situation de périphérie, voire d'ultra périphérie par rapport au centre et rendent la situation économique et sociale de ces îles difficiles :

« Plus encore, les îles mineures d'un archipel périphérique ou ultrapériphérique sont soumises au phénomène de double insularité ou de sur-insularité. C'est le cas des Iles Eoliennes, des Iles Egades et de celles du Déroit de Sicile pour la Sicile, de Gozo pour Malte ou du cas extrême de Castellorizo pour Rhodes. Dans ce dernier cas, il s'agit d'une petite île de 9,2 km² peuplée de 406 habitants et située à 110 km à l'Est de Rhodes, mais à 3 km devant la côte turque! Pour répondre aux besoins de ces communautés « surinsularisées », les gouvernements insulaires doivent démultiplier toutes les infrastructures: ports, aéroports, écoles, hôpitaux..⁸²».

L'ouverture de la ligne de bateau a, en quelque sorte, progressivement institué cette relation d'interdépendance et l'a rendue légale. Désormais, les Castellorizotes se rendent tous les vendredis à Kaş, pour le jour du marché et ne rateraient cela pour rien au monde. Les petites embarcations partent vers la côte turque à 8 heures du matin. La seule formalité pour se rendre sur place est de s'inscrire, la veille du départ, auprès des autorités grecques et de donner son passeport, que l'on récupère à la fin de la journée. En arrivant au port de Kaş, le capitaine s'adresse aux garde-côtes turcs dans leur langue et, sitôt accosté, les Grecs se dirigent vers le marché. On y trouve de tout : des fruits frais, des légumes, des aromates, des fleurs. Les commerçants turcs sont ravis de ce commerce de proximité :

⁸² SANGUIN A-L., « Périphéricité et ultrapériphéricité insulaires dans l'Union européenne », in *L'Espace Politique*, n°2 | 2007-2. En ligne, URL : <http://espacepolitique.revues.org/index857.html>

« Les Grecs achètent beaucoup de nos produits. On sait maintenant ce qu'ils recherchent et on s'approvisionne de cette manière-là. On a même des clients habitués, que l'on retrouve chaque semaine. Alors on a commencé à apprendre un peu le grec, pour pouvoir parler avec eux. On sait que le vendredi, les Grecs vont venir ⁸³».

Ce commerce de proximité fait aussi vivre la ville de Kaş tout au long de l'année. Les Grecs, lorsqu'ils viennent faire leur marché, en profitent également pour s'asseoir à la table d'un café ou pour manger au restaurant. Cela fait vivre les commerçants de la ville, surtout en période non-touristique.



Photo représentant les Grecs de Castellorizo en train de faire leur marché à Kaş le vendredi
(Source : journal turc Haber)⁸⁴

Les Grecs connaissent parfaitement le prix de chaque denrée sur l'île et sur la côte et ce qu'il est dans leur intérêt d'acheter ou non. Les fruits et légumes, les cigarettes, l'eau et les vêtements sont moins chers sur la côte que sur l'île. Une retraitée qui fait souvent la navette explique également que ce commerce de proximité se fait plus dans un sens que dans un autre. Les Turcs, qui peuvent se rendre plus difficilement sur l'île, ne s'approvisionnent qu'en café :

« Il vaut mieux faire attention à ce qu'on dit, la plupart des Turcs comprennent le grec. Comme le café est très cher en Turquie et qu'il l'est beaucoup moins en Grèce, les turcs viennent également s'approvisionner en café à Castellorizo ⁸⁵».

Sadikbey, qui a été conducteur de bateau sur la ligne Kaş-Castellorizo depuis sa création, raconte que les habitants de Kaş lui ont souvent demandé de ramener des denrées de l'île :

« Comme nous faisons la liaison, les Turcs qui ne pouvaient pas se rendre sur l'île nous demandaient de ramener des denrées. Mais il fallait ensuite les faire passer par la douane, ce qui n'était pas chose facile. Parfois, les policiers fermaient les yeux, mais en général, ce type de commerce était surveillé par les autorités ⁸⁶».

Kostas, tenancier du Kaz bar, Grec-Australien dont la famille était originaire de Castellorizo et qui a dû partir pendant la Seconde Guerre mondiale en Australie, est revenu s'installer à Castellorizo

⁸³ Extrait de l'entretien en turc : « Yunanlar ürünlerimizden bol bol alıyorlar. Artık ne istedikleri biliniyor ve ona göre stok yapılıyor. Her hafta gelen, sürekli müşteriler bile var. Bu yüzden, onlarla konuşabilmek için biraz Yunanca öğrenmeye başlandı. Biliniyor ki cuma Yunanlar gelecek ». Extrait d'un entretien informel avec les commerçants du marché. Enregistrement et prise de note.

⁸⁴ Source : journal turc Haber, url : www.haberler.com.

⁸⁵ LIALOU G., *ibid.*

⁸⁶ Extrait de l'entretien avec Sadikbey, le 14. 08.2009 et le 17.08. 2009, capitaine de bateau reliant Kaş à Kastellorizo aujourd'hui à la retraite. Durée de l'entretien : 1h00 et 1h30. Langue : turc. Enregistrement et prise de notes.

pour y développer le tourisme. Il explique que certains commerçants de l'île s'approvisionnent de manière régulière sur le continent pour développer leur commerce :

« Normalement, ce type de commerce est interdit si l'on ramène du continent des quantités trop importantes. Mais comme les habitants de l'île peuvent y aller de manière régulière, c'est possible⁸⁷ ».

Cette économie de proximité n'est pas toujours vue d'un bon œil par les autorités grecques. L'année où le problème de la grippe aviaire a eu lieu, les volailles turques ont particulièrement été touchées. Le commerce de proximité entre Castellorizo et Kaş s'en est trouvé affecté. La douane de Castellorizo a énoncé des consignes sanitaires très précises qui interdisaient l'importation en Grèce de volailles turques. Comme le raconte Şevki Yörük, un commerçant en gros dont le magasin est situé près du port de Kaş, ces restrictions ont eu des conséquences directes sur l'exportation de ces marchandises vers la Grèce :

« Le vendredi, normalement, ceux qui viennent pour le marché passent par le magasin. Mais le commerce a beaucoup baissé. Avant, j'envoyais des commandes de marchandises jusqu'à Rhodes, mais même la douane de Castellorizo n'autorise plus ce type de commerce désormais⁸⁸ ».

Les premiers types de biens qui sont achetés par les Grecs de Castellorizo sont tout d'abord des denrées alimentaires : d'abord les fruits et légumes, et dans certains cas la viande. Vient ensuite les vêtements, qui sont beaucoup moins chers en Turquie, mais aussi les ustensiles ménagers comme les poêles, les casseroles. Ces denrées passent facilement à la frontière. Par contre, il est plus difficile de passer du raki ou d'autres denrées. De manière plus structurelle, le gouvernement grec ne semble pas apprécier le développement de ces échanges entre l'île et la côte turque. Il a essayé de mettre en place des mesures pour contrôler le commerce entre les deux villes. Un incident survenu en janvier 2010 est révélateur de cette volonté de l'état grec de limiter les échanges économiques entre l'île grecque et la côte turque. Des représentants du gouvernement ont mis en évidence que le fait que les habitants de Castellorizo allaient s'approvisionner à Kaş nuisait à l'économie locale grecque et que ce commerce devait être réfréné. Cette mesure a également été justifiée par le fait que certains habitants de l'île de Castellorizo venaient s'approvisionner sur la côte turque en nourriture pour la revendre ensuite à des prix beaucoup plus élevés dans les commerces de l'île de Castellorizo. Une employée des douanes, Areti Rikopiti, a décrété que les personnes qui amenaient de la nourriture depuis la côte turque sur l'île grecque devaient être passible d'une amende de 750 euros à partir de cette période. Un habitant de Castellorizo, Niko Missomike, a été arrêté à la frontière et on lui a demandé de payer l'amende de 750 euros pour avoir ramené du *pastırma* (viande séchée produite en Turquie) et du poulet. Le maire de Castellorizo Pavlos Panigiris a alors envoyé une lettre au Ministre de l'Economie pour demander le retrait de cette loi. Devant la vigueur de la protestation des habitants de l'île de Castellorizo, l'agent des douanes a décidé de quitter l'île le lendemain et la mesure qui avait été prise a été abrogée⁸⁹. La

⁸⁷ LIALOU G., *ibid.*

⁸⁸ « Cuma günü halk pazarına gelenler dükkana uğrarsa uğruyor. Alışveriş çok azaldı. Buradan Rodos'a bile sipariş mal gönderiyordum ama Meis'teki gümrük artık böyle bir ticarete izin vermiyor ». Tiré d'un article d'*Hürriyet*, « Gıdayı Kaş'tan aldın cezası », du 11 janvier 2010.

⁸⁹ « Meis - Kaş arasında gıda gerginliği », in *Vira Haber* du 8 janvier 2010.

perte par semaine pour les vendeurs de fruits et légumes de Kaş par cette mesure a été estimée à 1000 liras turques.

L'économie transfrontalière commence à toucher le secteur des services

Les services de bases comme la santé ou l'éducation sont peu développés sur l'île de Castellorizo en raison du faible nombre de sa population. Elle a néanmoins accès à l'éducation : aujourd'hui, à Castellorizo, il y a une école primaire, un collège et même un lycée. Un ensemble scolaire qui rassemble 55 élèves, 13 professeurs et 3 instituteurs venus de toute la Grèce⁹⁰. Mais l'accès aux soins continue de constituer un problème. Il y a un médecin généraliste sur l'île et deux médecins stagiaires. Mais il n'y a pas d'hôpital à Castellorizo et en cas d'urgence, un hélicoptère vient de Rhodes pour emmener les patients pour des soins intensifs. Avant ce dispositif par hélicoptère, les patients devaient aller se faire soigner en Turquie pour des urgences. Mais, ne parlant pas la même langue et le transport en bateau étant difficile, cette solution était problématique pour les habitants. Cela posait également des problèmes en termes de remboursement des soins intensifs. Comme l'explique Kostas Papoutsis, un habitant de l'île :

« Il y a trois ans, nous n'avions qu'un médecin stagiaire sur l'île. Maintenant, nous avons un médecin permanent et deux stagiaires, et aussi deux infirmières. En cas d'urgence, un hélicoptère vient de Rhodes en très peu de temps, quelle que soit la météo. C'est un réel progrès. Avant, les malades les plus graves devaient aller se faire soigner en Turquie. Il n'y a pas si longtemps, nous n'avions aucun moyen de transport, ni même de téléphone. Maintenant tout le monde a un portable et se sent en sécurité⁹¹ ».

Pourtant, certains habitants de Castellorizo continuent d'aller à Kaş pour se faire soigner. En général, cela concerne les soins de type préventifs, qui ne nécessitent pas d'intervention urgente et dont le coût – non remboursé par la sécurité sociale en Grèce – est plus attractif. Les habitants se rendent dans l'hôpital spécialisé de Kaş ou chez des médecins spécialistes privés pour se faire soigner notamment les dents ou les yeux.

⁹⁰ LIALOU G., *ibid.*

⁹¹ LIALOU G., *ibid.*



Habitants de Castellorizo se rendant le vendredi au marché de Kaş en bateau

La retraitée qui a l'habitude de se rendre à Kaş tous les vendredis explique que :

« Contrairement à nous, qui ne parlons pas un mot de turc. Moi, je viens aujourd'hui pour aller voir le dentiste. Même si nous avons un médecin à Castellorizo, je préfère aller à Kaş, c'est plus sûr. Et puis, il parle grec ⁹²».

Les grecs de Castellorizo, malgré la venue d'un médecin sur l'île préfèrent pour la plupart aller se faire soigner à Kaş parce que la ville, de taille plus importante, dispose d'un hôpital plus spécialisé et ils peuvent ainsi accéder à certains soins (dentaire, ophtalmologie, etc..) à un coût plus avantageux. Le développement du tourisme médical n'est pas un phénomène propre à la Grèce et la Turquie. Le but de ce type de tourisme est de se faire soigner à moindre coût dans un pays autre que celui dans lequel ils résident, ou de faire soigner à l'étranger ce qui ne pourrait être traité chez eux ⁹³. Les différences de niveau de vie entre pays qui permettent, dans un pays moins développé, d'abaisser le coût de revient de l'offre de soins par rapport au pays d'origine du patient. Les disparités d'infrastructures sanitaires incitent également les habitants à rechercher une offre de soins dans un autre pays faute de pouvoir bénéficier d'une offre de soins adéquate dans leur pays. Enfin, l'hétérogénéité des législations/réglementations se traduisent parfois par un renchérissement des actes chirurgicaux dans certains pays, du fait des primes d'assurances obligatoires souscrites par les praticiens et répercutées dans leurs tarifs ⁹⁴. Par exemple, en Grèce, les soins ophtalmologiques et

⁹² LIALOU G., *ibid.*

⁹³ Depuis plusieurs années, le phénomène s'est répandu mondialement : l'Asie, Europe de l'Est (Hongrie, Serbie, Pologne, République tchèque) et maintenant l'Afrique du Nord (Tunisie, Maroc) se sont lancés dans ce secteur. En Europe, certains pays se sont spécialisés dans la chirurgie dentaire tels que la Hongrie, la Roumanie ou encore la République tchèque. Le journal *The Economist* cite une étude qui estime qu'un Américain peut économiser jusqu'à 85 % sur ses frais médicaux en se faisant soigner à l'étranger. « Importing competition », *The Economist* du 16 août 2008, p.10. Le journal *The Economist* cite une étude qui estime qu'un Américain peut économiser jusqu'à 85 % sur ses frais médicaux en se faisant soigner à l'étranger.

⁹⁴ La santé est un secteur économique qui était très peu soumis à la concurrence, en raison de la difficulté pour un malade de bouger loin de chez lui pour se faire soigner. Le tourisme médical permet d'introduire cette concurrence, au bénéfice des patients.

dentaires sont peu remboursés par la Sécurité sociale⁹⁵. Dans d'autres pays, l'ouverture des frontières en particulier dans le domaine des biens et des services permet dorénavant à un praticien d'un pays X de tenir des consultations dans un pays Y pour programmer un acte médical dans un pays Z.

Mais la médecine n'est pas le seul service à attirer les Castellorizotes à Kaş. Comme il n'y a pas de coiffeur à Castellorizo, ses habitants se rendent régulièrement à Kaş pour se faire couper les cheveux. Une habitante de Castellorizo raconte :

« S'il faut aller à Rhodes pour se faire couper les cheveux, cela n'a pas de sens. Nous préférons aller à Kaş parce que c'est beaucoup moins cher qu'en Grèce, mais aussi parce qu'il y a encore des barbiers. Et puis, cela nous coûte beaucoup moins cher que d'aller à Rhodes⁹⁶ ! »

Comme l'explique Bayram Aydoğdu, barbier situé sur la place centrale de Kaş chaque semaine, il y a au moins dix grecs qui viennent pour se faire raser ou coiffer et ils semblent être des clients appréciés :

« C'est important de leur donner un service de qualité. Ils ne sont pas comme les Turcs, ils ne se mêlent pas de ce que nous faisons. Ils disent « c'est toi le chef, fais comme tu veux » et ils s'assoient⁹⁷ ».

Comme le coût du bateau pour se rendre à Kaş est de 15 euros, la concurrence joue à son plein :

« A Rhodes, le coupe de cheveux et le rasage, c'est 25 euros. Chez moi, c'est 15 liras turques⁹⁸ et en plus, le massage est inclus⁹⁹ ».

Quand les Grecs viennent faire les courses à Kaş le vendredi, ils s'arrangent pour aller également se faire raser ou couper les cheveux chez le barbier.

2.2. Le co-développement touristique comme processus de développement local

Le processus de Davos et ses conséquences sur le tourisme et l'économie entre la Grèce et la Turquie

Le rapprochement sur le plan touristique et économique des municipalités grecques et turques a été considérablement facilité par le processus de Davos. En 1988, à Davos, en Suisse, les dirigeants grec et turc se sont rencontrés et ont été incités à élargir leur coopération dans différents domaines. Le dirigeant turc d'origine kurde, ingénieur de formation, Türgüt Özal¹⁰⁰ incarne en Turquie à la fois la synthèse turco-islamiste et l'ouverture du pays au libéralisme économique. Il est le fondateur du

⁹⁵ Tout ce qui est considéré comme esthétique n'est pas du tout remboursé en Grèce (implants dentaires, blanchiment des dents, etc.).

⁹⁶ BAYLAN E., « Meisliler, saç kestirmek için bile Kaş'a geliyor », in *Hürriyet*, du 15 septembre 2006.

⁹⁷ Extrait en langue originale : « Onlar için iyi hizmet önemli. Bizim Türkler gibi işimize çok karışmazlar. « Nasıl biliyorsan öyle yap » der koltukta oturur ». BAYLAN E., « Meisliler, saç kestirmek için bile Kaş'a geliyor », *Hürriyet*, du 15 septembre 2006.

⁹⁸ Environ 7 euros.

⁹⁹ « Rodos'ta saç-sakal 25 Euro; bende 15 YTL. Üstelik bu paraya masaj da dahil » in BAYLAN E., « Meisliler, saç kestirmek için bile Kaş'a geliyor », *Hürriyet*, du 15 septembre 2006.

¹⁰⁰ Né le 13 octobre 1927 à Malatya et mort le 17 avril 1993.

parti *Anavatan Partisi* ou ANAP (le Parti de la Mère Patrie), de tendance droite libérale dont il devint le président. Le parti gagne les élections et il devient premier ministre en 1983. Il est réélu en 1987 et devient le président de la République en 1989. Il est connu pour avoir profondément réformé l'économie turque en levant certaines barrières douanières et a été l'acteur du rapprochement avec l'Europe et les Etats-Unis. Türgüt Özal est l'homme du renouveau dans les relations entre la Turquie et la Grèce :

« En bon libéral convaincu, Türgüt Özal avait une vision nouvelle des relations gréco-turques. Une véritable nouvelle donne était apparue dans ces relations depuis la chute du régime des colonels en Grèce. La modernisation de la vie politique et le règlement démocratique des problèmes sociaux avait rapproché Athènes des standards occidentaux. Ce rapprochement avait donné des fruits concrets. En 1981, non seulement la Grèce avait réintégré l'OTAN sans d'ailleurs que la Turquie, alors sous pouvoir militaire, ne s'y oppose, mais en plus elle intégrait la Communauté Économique Européenne alors que la Turquie n'était pas membre mais souhaitait l'être. Dans ces nouvelles conditions, Türgüt Özal croyait fermement qu'un rapprochement économique allait non seulement suffire à régler les problèmes politiques, techniques et psychologiques mais aussi lui ouvrir les portes de l'Europe avec l'appui de la Grèce¹⁰¹».

C'est indéniablement leur goût mutuel pour l'économie et le contexte de l'époque qui vise à une plus grande ouverture des marchés nationaux qui a sans doute poussé les deux hommes à se rapprocher. Idéologiquement, ils ne partagent pas du tout la même vision politique. En effet, Andréas Georgiou Papandréou¹⁰² est un économiste et un homme politique grec, qui, à la chute des militaires en 1974, a quitté l'Union du Centre pour fonder son propre parti, le PASOK (en grec : ΠΑ.ΣΟ.Κ., Πανελλήνιο Σοσιαλιστικό Κίνημα ou Mouvement Socialiste Panhellénique). Il a été deux fois Premier ministre, de 1981 à 1989 et de 1993 à 1996. Le PASOK était destiné à rassembler toute la gauche non-communiste en combinant les thèmes du nationalisme et ceux du socialisme. Özal et Papandréou, tous deux invités pour le sommet économique dans la célèbre ville de Davos en Suisse, se sont rencontrés au lendemain d'une manifestation importante des Turcs de Thrace réclamant plus de droits. Cette rencontre était la première entre chefs des deux gouvernements depuis celle de Montreux (le 10 mars 1978) qui avait eu lieu entre Bülent Ecevit et Constantin Caramanlis. A Davos, les deux premiers ministres s'engagent à l'amélioration des relations entre les deux pays en promouvant une politique de paix et de coopération. Ils s'inscrivent dans l'idée que « le commerce adoucit les mœurs » et prennent plusieurs mesures allant dans le sens d'une plus grande liberté de mouvement des biens, de capitaux et d'hommes entre les deux pays.

Après Davos, T. Özal et A.G Papandréou se retrouvent à Bruxelles, les 3 et 4 mars 1988. Le communiqué de presse commun publié à l'issue des discussions fait état de progrès significatifs. Ils prévoient alors la réunion d'une commission au courant du mois de mars pour examiner « les questions relatives au déroulement des manœuvres militaires nationales, ainsi que les problèmes posés par les vols des avions militaires ». Leur déclaration d'amitié commune est suivie de plusieurs visites destinées à préparer le terrain pour des mesures plus importantes. Début mai 1988, la ministre grecque

¹⁰¹ AKGÖNÜL S., « *Vers une nouvelle donne dans les relations gréco-turques* », in *Les dossiers de l'IFEA* n°6, Istanbul, 2001, p 56.

¹⁰² Homme politique grec, né à Chios le 5 février 1919 et mort à Athènes le 23 juin 1996.

de la Culture, Mélina Mercouri, se rend à une conférence à Istanbul et rencontre T. Özal, tandis que le maire d'Istanbul se rend à Athènes. Ces visites, qui peuvent apparaître comme de simples gestes, vont en fait engendrer une série de mesures qui vont avoir des conséquences importantes pour les deux pays. Un « groupe parlementaire d'amitié gréco-turc » est créé à l'initiative d'un proche collaborateur d'Özal, Bülent Akarcal. Néanmoins, il faut avouer que ce groupe, toujours présent à l'Assemblée parlementaire turque, n'a pas eu une activité intense, peut-être parce que son pendant n'a toujours pas été créé en Grèce¹⁰³. Le 26 mai, la Commission économique et culturelle helléno-turque, réunie à Ankara, adopte une première résolution et annonce une coopération future visant à réviser les manuels scolaires pour les expurger des formules hostiles à l'égard de l'un et l'autre peuple. C'est le début d'échanges non politiques qui se multiplient les mois suivants et ouvrent de nouvelles perspectives aux acteurs non étatiques qui s'engouffreront dans la brèche au milieu des années 1990. Mesut Yılmaz, ministre des Affaires Etrangères, se rend à Athènes du 24 au 27 mai 1988 et co-signé avec son homologue Carolos Papoulias le mémorandum de Vouliagmeni (27 mai 1988) qui établit un code de bonne conduite en matière de manœuvres militaires navales et aériennes en mer Égée, avec nécessité de tenir informé l'autre partie. Il a été ensuite complété par l'accord d'Istanbul du 8 septembre 1988²⁶.

Le Premier ministre Turgut Özal se rend à Athènes du 13 au 16 juin 1988. La Turquie adopte une mesure très importante, qui va avoir des conséquences sur l'ouverture du tourisme grec en Turquie : l'abolition de l'exigence de visa par la Turquie pour les ressortissants grecs. Les dossiers plus épineux comme Chypre ou la mer Egée n'ont pas été abordés mais ces mesures ont indéniablement contribué au développement des échanges entre les deux pays. Pour sceller cette volonté d'encourager l'accroissement des échanges économiques entre les deux pays, on compte également la création d'une chambre de commerce gréco-turque à Izmir, à l'instigation de grands industriels et hommes d'affaires (notamment du riche industriel turc Rahmi Koç). Le but est de créer un climat politique, économique et social favorable au développement des échanges entre la Grèce et la Turquie, plus particulièrement entre entreprises situées de part et d'autre de l'Egée, mais aussi en mer Noire. Avec l'établissement de la BSEC (*Black Sea Economic Cooperation* – Coopération Economique dans la Mer Noire), des discussions pour inciter des interactions similaires entre les autorités locales de la région de la mer Noire et la Grèce sont nées. Cela a contribué à la formation du *Black Sea Club* (le « Club de la Mer Noire »), une organisation économique où les administrations locales jouent un rôle actif.

Le processus de Davos initié entre Özal et Papandréou a provoqué un accroissement des échanges dans plusieurs domaines, notamment le tourisme, la culture et l'économie. Les deux pays ont un secteur d'activité important dans leur économie très dépendant du tourisme. Ils se retrouvent ainsi dans une situation de concurrence, mais s'il semble que les dirigeants aient choisi une logique de

¹⁰³ AKGÖNÜL S., « Vers une nouvelle donne dans les relations gréco-turques », *ibid.*, p 56.

coopération plutôt que de compétition comme étant la politique la plus profitable aux deux pays¹⁰⁴. Les agents touristiques de Grèce et TÜRSAB (*Türkiye Seyahat Acentaları Birliği* – Union des Agences de Voyage) ont opéré un rapprochement après Davos pour organiser des tours communs dans l'un et l'autre pays pour touristes étrangers. Pour les agents touristiques, la coopération apportera de meilleurs résultats que la concurrence dans le cas gréco-turc. Il semble que ce soit également cette logique de coopération qui va prévaloir entre Kaş et Castellorizo sur le plan touristique. En effet, ces accords ont ouvert de nouvelles perspectives pour le rapprochement d'acteurs qui vont prendre avantage de cette situation dans les années 1990. Les villes comme Kaş et Castellorizo vont bénéficier de ce type de mesures prises à Davos et l'étude de leur cas montre bien comment l'assouplissement des barrières frontalières peut profiter aux populations de l'île et de la côte, tant du point de vue économique que touristique. Le développement du tourisme entre les deux pays a donc indéniablement été le premier fruit du processus de Davos.

Le développement du tourisme dans la ville de Kaş et sur l'île de Castellorizo

De manière spécifique, la majorité des villes des côtes égéennes et méditerranéennes, qu'elles soient turques ou grecques, tirent leur revenu principal du tourisme. C'est particulièrement le cas des villes de Kaş et de Castellorizo. Le développement du tourisme dans ces régions est un phénomène relativement récent, qui a commencé à la fin des années 1970 en Grèce et dans les années 1980 en Turquie. A la fin des années 1970, la Turquie était alors dans une situation économique difficile et avait un besoin crucial de devises. Avec sous les yeux l'exemple de l'essor touristique de la Grèce voisine, le gouvernement turc a mené une politique de développement massif de l'offre touristique. Au milieu des années 1980, avec la libéralisation de l'économie du pays, c'est le privé qui prend le relais sous l'impulsion de grands groupes internationaux et nationaux et d'une multitude d'acteurs locaux. C'est entre 1985 et 1990 qu'une grande partie des structures d'accueil aujourd'hui disponibles ont été construites, le plus souvent avec une importante aide publique. En à peine une décennie, la Turquie s'est hissée au 10^e rang mondial en termes d'accueil de touristes étrangers, au 8^e en termes de revenus de l'activité touristique et aujourd'hui est la 6^e destination mondiale en 2011. De quelques centaines de milliers de voyageurs accueillis par an dans les années 1970, la Turquie a enregistré 10 millions de voyageurs en 2000 et plus du double cinq ans plus tard¹⁰⁵. Plus de 31,5 millions de touristes étrangers ont visité la Turquie en 2011.

¹⁰⁴ Selon leur citation, avec la phrase originale en turc : « sanırım işbirliği durumunda, elde edilecek sonuçlar, birbirimize ekonomik savaş açmaktan çok daha olumlu sonuçlar getirecektir », dans l'article « Davos'un ilk meyvası : Turizm », in *Gökkuşuğu*, avril 1988, p 60-63, p 63.

¹⁰⁵ MALLETT L., « Le tourisme en Turquie : de la manne financière aux changements de mentalités », in *Hérodote* n° 127, 4/2007, pp. 89-102, p 92. URL : www.cairn.info/revue-herodote-2007-4-page-89.htm.

La côte méditerranéenne est une des régions les plus prisées par les touristes. Le tourisme balnéaire est si dominant dans les deux pays que nous sommes face à une « monoculture », avec les problèmes que cela peut poser en termes de déséquilibres géographiques et d'activité saisonnière. En Turquie, par exemple, alors qu'environ les deux tiers des entrées sont enregistrés entre juin et septembre, 90% des touristes restent dans la partie ouest du pays, plus précisément le long des côtes de la Méditerranée et de la mer Égée au sud-ouest du pays¹⁰⁶. La ville d'Antalya, située à proximité de Kaş¹⁰⁷ est le symbole de cette concentration à l'extrême, devenant d'ailleurs le premier centre touristique de la Turquie. La région d'Antalya a reçu, à elle seule, plus de 30% des touristes étrangers en 2006 et possède 43% de la capacité d'accueil du pays (760 000 lits au total)¹⁰⁸. La ville de Kaş a connu un fort développement touristique depuis la fin des années 1980, même si on ne peut pas comparer ce développement avec celui des grandes villes touristiques de la côte méditerranéenne turque comme Antalya ou Bodrum. Kaş est surtout connue pour être un site de plongée sous-marine parmi les plus beaux de Turquie, où de nombreuses écoles de plongée y ont vu le jour.



La ville de Kaş aujourd'hui : un petit port de plaisance et un site de plongée sous-marine
(Source : préfecture du tourisme et de la culture d'Antalya¹⁰⁹)

Le tourisme est le secteur d'activité principal de la ville et la source de revenus majoritaire pour les habitants. Kaş est aujourd'hui un site touristique très prisé par les Européens mais aussi par les touristes turcs, comme l'explique Laurent Mallet :

« Dans le langage courant, le « *turist* » en Turquie désigne un étranger, mais cela ne doit pas masquer la forte montée en puissance depuis une dizaine d'années d'un tourisme national qui, pour l'instant, reste réservé aux classes moyennes et supérieures des grandes villes [...] Les citadins sont désormais de plus en plus nombreux à prendre des vacances – au sens occidental du terme – dans le pays ou à l'étranger. En Turquie, les touristes nationaux ne se comportent guère différemment de leurs homologues étrangers, rejoignant en masse la côte sud du pays : Marmaris, Daça, Kaş, Kusadası ou encore Bodrum, qui est devenu un Saint-Tropez turc. Comme les touristes étrangers, les nationaux délaissent l'Anatolie, à l'exception de la Cappadoce [...]»¹¹⁰.

¹⁰⁶ MALLET L., op. cit., p 92.

¹⁰⁷ Qui fait partie de la sous-préfecture portant le même nom.

¹⁰⁸ MALLET L., op.cit., p 92

¹⁰⁹ Préfecture du tourisme et de la culture d'Antalya, URL: <http://www.antalyakulturturizm.gov.tr/belge/1-65940/fotograf-galerisi.html>

¹¹⁰ MALLET L., op. cit. p 95.

Les statistiques concernant la ville de Kaş mettent en évidence qu'en 2007, 8651 visiteurs étrangers sont venus à Kaş. Le nombre est en augmentation constante : 11 863 entrées en 2008 (et 11 986 sorties) et 15 347 entrées en 2009 (et 15 287 sorties en 2009), 4 300 entrées en 2010 (4 390 sorties) et 5 275 entrées (5 495 sorties) en 2011¹¹¹.

La ville vit donc à un rythme saisonnier, avec un pic de population en été, alors que le reste de l'année, l'activité est plus calme, même si Kaş demeure, en raison de sa population, une ville dynamique tout au long de l'année. Pour les touristes étrangers qui se rendent à Kaş, la visite de l'île de Castellorizo est un passage incontournable de leur séjour. Les deux villes sont donc en synergie par rapport à l'offre touristique qu'elles peuvent offrir aux touristes. Castellorizo est également une ville touristique mais avec une capacité d'accueil de touristes néanmoins moins importante que la ville de Kaş. L'île est surtout visitée par des touristes grecs mais aussi étrangers, à la recherche d'une île isolée du Dodécanèse et des décors du film *Mediterraneo* de Gabriele Salvatores¹¹². À l'abri des grands flux touristiques, Castellorizo se résume à quelques arpents de rocaïlle piqués de broussailles et de bouquets de jasmin posés sur l'azur de la mer Égée. Le petit port est aujourd'hui très calme, parsemé de cafés et de restaurants. Certains bateaux de plaisance viennent y accoster pour de courts séjours. Ce qui caractérise Castellorizo, à la différence de Kaş, est d'être resté encore aujourd'hui un lieu très sauvage. Il n'y a pas eu de constructions touristiques de masse à Castellorizo comme à Kaş. L'île attire donc des touristes en mal de calme et de nature.



Le petit port de plaisance de Castellorizo aujourd'hui et la « grotte bleue », une des attractions touristiques de l'île.

(Source : site de voyageurs sur l'île de Castellorizo)¹¹³

Comme l'explique Iber Ortaylı, dans un article paru dans le journal *Milliyet* :

« Quoi que fasse Kaş, elle n'aurait pas le même attrait pour les touristes que Castellorizo. Parce que 30 ans auparavant, nous n'avons fait que bétonner notre sympathie Kaş¹¹⁴ ».

¹¹¹ T.C. Kültür ve Turizm Bakanlığı Yatırım ve İşletmeler Genel Müdürlüğü (Direction des affaires et investissements du Ministère du Tourisme et de la Culture turc), statistiques d'entrée et sorties de 2012, p 40.

¹¹² *Mediterraneo* (titre original) est un film italien réalisé par Gabriele Salvatores en 1991. Ce film a reçu trois Prix David di Donatello en 1991 (meilleur film, meilleur montage et meilleure prise de son) ainsi que l'Oscar du meilleur film étranger en 1992. Il se déroule à Castellorizo et raconte l'occupation italienne de l'île pendant la seconde guerre mondiale.

¹¹³ Site de voyageurs sur l'île de Castellorizo <http://www.kastellorizo.de/>

Castellorizo, malgré sa spécificité, souffre néanmoins de son isolement géographique : par exemple, le moyen de transport le plus rapide pour se rendre à Castellorizo depuis Paris est l'avion. Mais il faut prendre trois vols différents. Compter trois heures de vol de Paris à Athènes, puis une heure d'Athènes à Rhodes et, enfin, quarante-cinq minutes de Rhodes à Castellorizo. En été, il y a cinq ou six vols quotidiens d'Athènes vers Rhodes, mais seulement trois en hiver. De Rhodes, il y a trois vols par semaine pour Castellorizo. Le billet aller-retour coûte environ 600 euros de Paris à la petite île du Dodécanèse, ce qui fait un coût assez élevé. Comme l'île n'a pas de monuments historiques spécifiques et que la guerre a ravagé les constructions datant de l'Empire ottoman, Castellorizo ne peut pas attirer un tourisme culturel. Le tourisme sur l'île vient à peine de prendre son élan et le peu d'argent qu'en tire les habitants ne suffit pas à moderniser les infrastructures de voirie ou à restaurer les maisons abandonnées qui, malgré le programme d'aide du gouvernement, n'ont pas encore trouvé d'acheteurs. Aujourd'hui, certaines d'entre elles – et souvent les plus belles – sont près de s'effondrer. Néanmoins, le début de développement touristique à Castellorizo a amené de nouveaux habitants sur l'île. Certains descendants de réfugiés partis en Australie ou à l'étranger reviennent s'installer sur l'île et ouvrent des restaurants ou des agences de voyage. L'île se repeuple donc en fonction de son développement touristique.

L'île et la côte ont intérêt à coopérer pour attirer davantage de touristes. Par exemple, les bateaux de plaisance qui viennent faire le tour des îles grecques et villes de la côte turques ne demandent qu'un abaissement des lourdeurs bureaucratiques entre les deux pays. Alors que les îles et les villes côtières forment un ensemble homogène tant sur le plan géographique qu'historique, elles sont divisées par un tracé de frontière arbitraire qui nuit à leur essor économique et touristique. Par exemple, un bateau, pour aller d'une île à l'autre doit payer 100 dollars. Il est parfois prohibitif pour certains touristes de s'y rendre. C'est pourquoi les deux municipalités ainsi que les agences de voyage demandent à ce que les visas soient supprimés entre la Grèce et la Turquie, spécifiquement dans ces zones, pour fluidifier le trafic maritime de plaisance¹¹⁵. D'autre part, les transports constituent le problème le plus évident pour les îles périphériques et ultrapériphériques de l'UE comme Castellorizo auquel ni la Grèce ni l'UE ne semblent pouvoir apporter de réponse satisfaisante¹¹⁶. Les insulaires n'ont pas la même liberté de se déplacer que les citoyens continentaux. D'un côté, ils ont des possibilités de transport plus réduites (des avions ou bateaux seulement trois fois par semaine). En outre, les navires et les avions sont soumis aux aléas des intempéries, des grèves et des ennuis mécaniques, ce qui rend leur fonctionnement souvent problématique. Les insulaires sont désavantagés par rapport au reste de la population et souffrent d'isolement :

« Dans certaines îles périphériques ou ultrapériphériques de l'UE, l'isolement peut revêtir des aspects extrêmes. Dans la petite île de Flores aux Açores, en hiver, le taux d'annulation des vols peut atteindre 50% et, quelquefois, des navires y ont jusqu'à deux mois de retard. Certains problèmes sont exacerbés par la

¹¹⁴ ORTAYLI I., « Meis adası », in *Milliyet* du 26 août 2012.

¹¹⁵ « Davos'un ilk meyvası : Turizm », in *Gökkuşaklı*, avril 1988, p 60-63, p 63.

¹¹⁶ Eurisles, Islands Transport and the EU, Situation in 2003.

configuration montagneuse de telle ou telle île où l'espace disponible est très limité. L'intérieur des îles périphériques et ultrapériphériques de l'UE est de plus en plus déserté (Corse, Sardaigne, Hébrides, Orcades...) ¹¹⁷».

Castellorizo est une île relativement excentrée qui souffre de cet isolement géographique et dont les moyens de transport pour s'y rendre ne sont pas rentables. Il est difficile de se rendre sur l'île depuis la Grèce et, pour les touristes, il est beaucoup plus facile de s'y rendre par la côte turque. Le rapprochement de l'île à la côte apparaît être une solution nécessaire pour ses habitants.

La demande de la municipalité de Castellorizo pour augmenter le tourisme turc sur l'île

Les deux villes sont interdépendantes sur le plan touristique. La ville de Kaş participe à la dynamique de revitalisation touristique de Castellorizo. En effet, les tours-operators turcs conseillent aux touristes étrangers de se rendre à Castellorizo et y organisent des excursions. Mais c'est surtout pour l'instant Castellorizo qui fait vivre la ville de Kaş. L'été, avec les touristes et les habitants de Castellorizo, 200 personnes par jour en moyenne se rendent à Kaş depuis Castellorizo et hors saison touristique, on compte tout de même la venue par semaine de 100 personnes en moyenne. La venue des Grecs à Kaş pose la question de savoir si ces allers/retours hebdomadaires peuvent simplement être comptabilisés comme du tourisme ou si on ne peut pas considérer que ces flux sont devenus désormais des flux commerciaux transfrontaliers. Le maire de Kaş estime que le revenu annuel des échanges engendré par la venue des Grecs de Castellorizo à Kaş est d'un million de liras turques ¹¹⁸. Au niveau statistique, en un an, on estime le nombre de visiteurs de Castellorizo vers l'île de Kaş à 10 000 personnes en moyenne, pour une population de 300 personnes sur l'île ¹¹⁹. Ce tourisme a commencé en 1977, avec l'ouverture de la ligne de bateau entre l'île et la côte. D'abord dans un sens – allant de Castellorizo vers Kaş – il tend maintenant à se faire dans les deux sens. Dans le cas de Castellorizo et de Kaş, il semble donc que le tourisme transfrontalier soit vital pour les deux villes. La ligne de bateau joue un rôle crucial, dans la mesure où l'île de Castellorizo peut à la fois drainer des touristes étrangers et grecs à partir de la Grèce à Kaş.

Comme l'explique le président de la Chambre d'artisanat et d'art de Kaş, Gürol Gülşen, le seul problème au développement de ce commerce de proximité profitable aux deux villes vient de l'intervention de l'Etat grec et des difficultés qu'il pose au passage de marchandises turques à la frontière. Un autre problème posé cette fois pour Castellorizo, selon lui, est la difficulté - en raison de la politique des visas de l'Union européenne et de la Grèce - pour les Turcs de se rendre sur l'île. En effet, il est beaucoup plus difficile pour les Turcs de pouvoir se rendre à Castellorizo que l'inverse, ce

¹¹⁷ SANGUIN A. L, « Périphéricité et ultra périphéricité insulaires dans l'Union européenne », in *L'Espace Politique* n°2, février 2007, URL : <http://espacepolitique.revues.org/index857.html>

¹¹⁸ « Et Meis - Kaş arasında gıda gerginliği », in *Vira Haber* du 8 janvier 2010.

¹¹⁹ « Et Meis - Kaş arasında gıda gerginliği », in *Vira Haber* du 8 janvier 2010.

qui pénalise Castellorizo au détriment de Kaş d'un point de vue commercial et touristique. Les Turcs, pour pouvoir se rendre sur l'île, doivent aller demander un visa au consulat grec d'Izmir. En raison du coût de la demande de visa et du fait qu'il est compliqué de se rendre jusqu'à Izmir sans avoir la certitude d'obtenir le visa, cette démarche est prohibitive pour leur venue sur l'île. Comme le note Mustafa Eris, Président de l'association *Kaş Kültür evi* (Maison de la Culture de Kaş) :

« La situation est bénéfique pour nous mais pas pour l'île de Castellorizo, au niveau touristique. Et c'est la faute de l'Etat grec, qui ne semble pas s'en soucier. Les touristes aussi font la navette entre l'île et la côte. Mais, le reste de l'année, les grecs peuvent venir très facilement ici et cela dynamise l'économie locale. Les Turcs ne peuvent pas se rendre sur l'île. C'est dommage parce que beaucoup de touristes turcs aimeraient visiter Castellorizo mais ils ne peuvent pas à cause de la politique des visas de l'Union européenne. Mais c'est aussi le gouvernement grec qui ne veut pas. La municipalité de Castellorizo a demandé à plusieurs reprises de mettre en place des visas journaliers, ou au moins de permettre aux gens qui ont un passeport vert de pouvoir se rendre sur l'île sans visa. Mais l'Etat grec ne veut pas. Cela pénalise Castellorizo¹²⁰ ».

La municipalité de Castellorizo demande la mise en place au gouvernement grec depuis plusieurs années de visas journaliers pour les Turcs de Kaş. Arguant que la venue des Turcs ne constitue pas une menace aux politiques migratoires de l'Union européenne dans la mesure où Castellorizo est une île, éloignée du continent dont on ne peut pas partir facilement. Des visas journaliers pourraient être donnés par les postes-frontières aux habitants de Kaş. Une autre formule, qui avait été mise en place il y a plusieurs années entre Ayvalık et Mytilène consiste à donner son passeport à la frontière le matin et le récupérer en fin de journée. Ce type de procédure pourrait permettre de rendre beaucoup plus souple la venue des Turcs sur l'île, ce qui serait bénéfique d'un point de vue touristique et commercial pour Castellorizo. Les habitants de Castellorizo ont une réelle sympathie pour les Turcs : quand nous sommes arrivés avec le bateau turc à Castellorizo, nous avons pu constater l'accueil qui était réservé aux Turcs. Plusieurs des anciens de la ville parlent turc et sont assis aux tables des cafés du port, attendant que l'on vienne faire la conversation avec eux. Le gérant du café du port suit la chaîne de télévision turque TRT, qu'il est possible de capter en raison de la proximité de l'île avec la côte, pour montrer que les habitants de Castellorizo ne sont pas hostiles aux Turcs. On entend donc en arrivant à Kaş des chansons et les informations en turc. Interrogé sur cette pratique, le gérant du café explique :

« On ne comprend pas le turc, mais certains clients, les plus anciens comprennent. On veut être plus familier avec cette langue et on aime la musique turque. Nous voulons aussi que les touristes turcs qui arrivent sur l'île, dès leur arrivée, sentent que nous ne sommes pas un peuple ennemi, mais ami, et qu'ils viennent nous saluer¹²¹ ».

¹²⁰ «Turistik açıdan durum bizim için hayırlı ama Castellorizo adası için değil. Ve bu orayla ilgilenmiyor görünen Yunan devletinin hatası. Adayla kıyı arası gidiş gelişi bile turistler yapıyorlar. Ama yılın geri kalanında, Yunanlar buraya kolayca gelip gidebilirler ve bu da yerel ekonomiyi hareketlendirir. Türkler adaya gidemiyor. Yazık çünkü birçok Türk turist Castellorizo'yu ziyaret etmek isterdi ama AB'nin vize politikası yüzünden edemiyorlar. Ama bunu Yunan hükümeti de istemiyor. Castellorizo Belediyesi birçok delegeye günlük vize konması, en azından yeşil pasaportlu kişilerin adaya vizesiz girebilmesi hususunda taleplerde bulundu. Ama Yunan devleti istemiyor. Bu da Castellorizo'yu cezalandırıyor ». Entretien avec Mustafa Eris, Président de l'association *Kaş Kültür evi* et propriétaire du restaurant *Mercan*, Langue: turc et anglais. Durée de l'entretien: 2h00. Enregistrement et prise de note.

¹²¹ LIALOU G., op. cit.

Le tenancier du café explique :

« Nous voulons que les turcs puissent venir sur l'île plus facilement pour faire du tourisme. Nous nous rendons à Kaş toutes les semaines. Mais eux ne peuvent pas venir à cause des problèmes de visa et de l'Union Européenne. Avant l'entrée de la Grèce dans l'Union Européenne, les turcs pouvaient venir ici beaucoup plus facilement. On les connaît, la police les laissait passer. Mais maintenant, ils doivent faire attention à l'immigration illégale et doivent contrôler les frontières. On ne veut pas que nos amis de Kaş pensent que c'est parce que nous ne voulons pas qu'ils viennent. Au contraire. [...] Les seuls que l'on ne veut pas voir ici, ce sont les migrants de l'Est de la Turquie qui veulent passer en Europe. Certains viennent illégalement et essaient après d'aller à Athènes par bateau. A chaque fois qu'on a eu des problèmes sur l'île, c'était avec eux. S'il y a des problèmes en Grèce et à Athènes, c'est à cause de ces réfugiés. Mais on fait une différence entre eux et le reste des turcs ¹²²».

On retrouve le même type de discours côté turc, où on fait une différence entre le gouvernement grec et les populations grecques de l'île. Comme le remarque le journaliste, le président de la Chambre d'artisanat et d'art de Kaş parle de l'île de Castellorizo « comme si elle était séparée du continent grec, comme si c'était deux pays différents ». Pour lui, Kaş et Castellorizo sont des villes amies et dépendantes l'une de l'autre. Le seul problème au développement de ce tourisme, qui serait très bénéfique pour Castellorizo, vient de l'absence de volonté des autorités grecques – et européennes – d'octroyer facilement des visas aux résidents turcs pour pouvoir se rendre sur les îles. Alors que les Grecs peuvent très facilement se rendre en Turquie, il est quasiment impossible pour les Turcs de pouvoir se rendre en Grèce, en raison des difficultés d'obtenir des visas touristiques même s'ils sont invités par les habitants de Castellorizo. La situation n'est donc pas idéale mais tend à s'améliorer, d'autant que les Castellorizotes préfèrent avoir des rapports de bon voisinage et souhaitent l'entrée de la Turquie dans l'UE, comme l'explique Giorgos Lialou, le maire adjoint de Castellorizo :

« Ces rapports ne pourront que s'améliorer si les Turcs deviennent européens, au sens propre ¹²³ ».

Des initiatives de la société civile ont été mises en place pour encourager cette dynamique de rapprochement touristique et de pacification des relations entre les deux villes, comme par exemple la restauration de certains monuments religieux. A Castellorizo, l'ancienne mosquée où priaient les musulmans de l'île, qui date de 1755, a été restaurée et transformée en musée. La Maison de la Culture de Kaş dont Mustafa Eris est le président souhaite faire une restauration de l'église-mosquée et de certains édifices laissés par les Grecs à Kaş. Pour lui, c'est une question de réciprocité, mais également une manière de montrer le respect qu'ont les populations locales pour l'héritage culturel laissé par les Grecs à Kaş. Les deux villes partagent aussi la mer Méditerranée, qui est une ressource vitale pour leurs économies. La protection de cet espace relève de l'intérêt commun des deux villes. Certains habitants de Kaş essayent de monter des projets avec les habitants de Castellorizo. Par exemple Erdem, habitant de Kaş sensibilisé à l'écologie, a décidé de monter une association pour la préservation des fonds sous-marins et il souhaite mettre en place des actions avec les habitants de Castellorizo :

¹²² LIALOU G., *ibid.*

¹²³ LIALOU G., *op.cit.*

« Kaş et Castellorizo sont deux villes qui vivent principalement du tourisme et de la plongée sous-marine. Les gens viennent de très loin, pour faire de la plongée sous-marine parce que les fonds sont magnifiques ici. Mais les habitants ici et sur l'île ne se rendent pas compte que si ils ne font pas attention, la mer va être abîmée. Les pêcheurs font de la pêche à la mine qui abîme considérablement les fonds. Les bateaux de plaisance viennent jeter leurs détritiques dans la mer. On veut faire quelque chose ici, mais si les gens de Castellorizo ne font rien, la pêche à la dynamite va continuer. On essaye d'entrer en contact avec des associations là-bas mais c'est difficile avec le problème de la langue¹²⁴ ».

La surpêche (légale ou illégale) pratiquée par certains pêcheurs de l'île menace en effet certains poissons, crustacés ou mollusques. Mais c'est surtout la pêche à l'explosif qui est une vraie menace pour l'écosystème de cette région. Cette forme de pêche est une pratique répandue dans certains pays qui ravage les écosystèmes sous-marins en créant des cratères de 10 à 20 m² dans les fonds marins. C'est une tendance observée dans presque toutes les pêcheries de la planète, qui préoccupe particulièrement l'Organisation des Nations Unies car elles menacent la sécurité alimentaire et les équilibres écologiques marins. L'ONU a ainsi créé le contrepoint de ce type de pêche, le concept de pêche durable, qui désigne les modes de pêche visant à ne pas surexploiter la ressource. C'est ce type de pêche qu'Erdem essaye de préconiser à Kaş et Castellorizo. A un niveau plus local, l'association écologiste de Kaş essaye de sensibiliser la mairie pour que des dispositions soient prises en Turquie pour limiter l'usage de la pêche à la dynamite mais aussi que ces dispositions soient respectées par la Grèce et les pêcheurs de Castellorizo, dans la mesure où un encadrement juridique de la pêche existe dans le cadre européen.



Fonds sous-marins à Kaş et à Castellorizo¹²⁵

Nous pouvons rappeler sur ce point de la coopération environnementale entre municipalités turques et grecques que, dès 1996, les municipalités de la côte égéenne turque avaient déjà formé une association dans le but d'interagir avec les municipalités grecques sur les questions environnementales et

¹²⁴ « Kaş ve Meis ağırlıklı olarak turizm ve su altı dalışıyla bilinen iki şehir. İnsanlar buraya çok uzaklardan, su altı dalışı yapmak için geliyorlar çünkü burada dipler harika. Ama burada ve adada yaşayanlar, eğer dikkat etmezlerse denizin mahvolacağına farkında değiller. Balıkçılar su altını mahveden mayın balıkçılığı yapıyorlar. Yatlar atıklarını denize boşaltıyorlar. Burada bir şey yapılmak isteniyor, ama Meis halkı hiçbir şey yapmazsa, dinamitle avlanma devam edecek. Oradaki kuruluşlarla bağlantıya geçmeye çalışılıyor ama dil sorunu yüzünden zor oluyor ». Entretien avec Erdem, le 14.08.2009, habitant de Kaş et responsable d'une association de protection de l'environnement. Durée de l'entretien : 1h00. Langue : turc et anglais. Prise de notes.

¹²⁵ Source : site seabella scubadiving sur Kaş et Kalkan, URL: <http://www.seabella.net/scuba-diving/>

touristiques. Elles ont invité les municipalités grecques à Kuşadası en 1996 pour parler des problèmes d'environnement concernant la mer Egée. Des scientifiques, des maires, des organisations civiles ont participé à cette session intensive. D'autres sommets ont ensuite eu lieu sur l'île de Mytilène. Des représentants du ministère grec de l'Environnement se sont même rendus à ces rencontres à Mytilène.

3. Vers la constitution d'une diplomatie locale alternative à la diplomatie intergouvernementale : l'affaire de l'île de Rô

3.1. Du festival au jumelage des deux villes

Le Lykia-Kaş festival : un festival d'amitié entre Kaş et Castellorizo



Affiche du festival de Kaş « *Lykia- Kaş Kültür ve Sanat Festivali* » (Festival d'Art et de Culture Lycienne de Kaş)

L'initiative de rapprochement entre les deux villes est tout d'abord partie de la ville de Kaş. Ce n'est pas la municipalité qui a été porteuse du projet au départ, l'initiative a tout d'abord émané de la société civile. Au départ, le festival n'était pas voué à être un festival d'amitié entre Kaş et Castellorizo. L'initiative est partie de Saniye Benlioğlu, une habitante de Kaş. Aujourd'hui gérante de la pension *Lale pansiyon* et âgée d'une quarantaine d'année, Saniye est née à Kaş avant de partir faire ses études d'art en Suisse. A son retour, elle décide avec d'autres habitants, d'organiser un festival de musique et d'art international et de transformer sa pension en maison d'artistes. Son but est alors de faire venir des artistes européens qu'elle a pu rencontrer au cours de ces études en Europe et de mieux faire connaître la ville de Kaş. Saniye décide alors d'aller demander un soutien financier de la part de la mairie, qui accepte et soutient le projet. Elle demande également une participation financière aux

commerçants de la ville. Grâce aux contacts avec des artistes qu'elle a pu établir lors de son séjour en Europe, elle organise le premier festival en 1997:

« Au départ, mon idée n'était pas d'associer spécifiquement les habitants de Castellorizo au projet. Nous voulions que des artistes européens, français, suisses et anglais, viennent à Kaş. Comme ma famille avait une maison à Kaş, nous avons décidé de la transformer en pension. Je voulais faire une pension d'artistes et faire de Kaş une ville connue dans le domaine artistique. J'ai sollicité les contacts que j'avais, des artistes que j'avais rencontrés pendant mes études. On voulait vraiment que ce festival ait une dimension internationale. On a essayé de contacter d'autres maisons d'artistes et de faire venir des artistes qu'on ne connaissait pas. Mais le projet avait un coût très important. La question de l'hébergement était réglée : les artistes pouvaient dormir dans notre pension, mais nous avions besoin d'argent pour les faire venir. Alors on a pensé aux habitants de Castellorizo, parce qu'ils étaient grecs et qu'ils habitaient juste à côté. Ça paraît bizarre mais ça a commencé comme ça. On a essayé de savoir si des artistes grecs voulaient participer au festival et certains ont répondu positivement. On leur a dit que le festival était ouvert à tous les habitants de Castellorizo. Plusieurs personnes sont venues et cela nous a surpris¹²⁶ ».

Le premier festival est une réelle réussite. Des concerts, expositions de peinture et des représentations de danse sont organisées pendant trois jours dans les rues de la ville. Beaucoup d'artistes locaux participent au projet. La coopération entre les deux villes commence à prendre de l'ampleur. Davantage d'habitants de Castellorizo se rendent au festival auquel ils sont invités l'année suivante. Saniye raconte que :

« La première année, les Grecs n'étaient pas très nombreux. Les gens étaient un peu méfiants. Mais comme ils ont vu que cela s'était bien passé, cela a rendu le festival populaire sur l'île. Ici c'est assez calme donc quand il se passe quelque chose, les gens veulent participer. On s'est rendu compte que c'était bien aussi pour l'histoire de la ville et pour les habitants d'avoir de bonnes relations avec nos voisins. Cela a encouragé les gens après¹²⁷ ».

La solidarité entre les habitants est très forte également en raison de leur proximité culturelle et du fait qu'ils partagent une histoire commune. Comme le rappelle Sadikbey, un habitant de Kaş, le festival a un réel sens pour les habitants des deux villes :

« Les Turcs ici parlent grec et les Grecs parlent turc. On mange la même chose, on joue au *tavla*¹²⁸, on boit le même café. Pourquoi on considérerait ces gens comme des ennemis ? [...] Les habitants de Castellorizo ont beaucoup souffert : les Anglais, les Allemands, les Français et les Italiens sont venus les occuper. Ils ont connu

¹²⁶ « Başlangıçta, projem yalnızca Meis halkını projeye dahil etmek değildi. Avrupalı sanatçıların; Fransız, İsviçreli, İngiliz, Kaş'a gelmelerini istiyorduk. Kaş'ta ailemin evi olduğundan, orayı bir pansiyona dönüştürmeye karar verdik. Bir sanatçı pansiyonu yapmak ve Kaş'ı bir sanat merkezi olarak bilinen bir şehre dönüştürmek istiyordum. Tanıdıklarımın, çalışmalarım esnasında tanıştığım sanatçılardan rica ettim. Bu festivalin uluslararası bir boyutu olması gerçekten isteniyordu. Başka sanat evleriyle de bağlantıya geçip tanınmayan sanatçıların da gelmesine çalışıldı. Ama projenin ciddi bir maliyeti vardı. Konaklama sorunu çözülmüştü: sanatçılar bizim pansiyonlarımızda kalabilirlerdi ama onları geitrtmek için paraya ihtiyacımız vardı. O zaman Meis halkı aklımıza geldi, çünkü onlar Yunandı ve tam yanımızda oturuyorlardı. Tuhaf görünüyor ama bu böyle başladı. Yunan sanatçıların festivale katılmak isteyip istemedikleri öğrenmeye çalışıldı ve bazıları olumlu yanıt verdi. Onlara festivalin tüm Meis halkına açık olduğu söylendi. Birçok insan geldi ve bu bizi şaşırttı ». Extrait de l'entretien avec Saniye Benlioğlu, le 13. 08. 2009, gérante de la pension Lale et co-organisatrice du festival Kaş-Lykia festival depuis 1987. Durée de l'entretien : 1h30. Langue : anglais. Enregistrement et prise de notes.

¹²⁷ Extrait de l'entretien original en turc « İlk yıl, çok fazla Yunan yoktu. İnsanlar biraz şüpheliydi. Ama baktılar ki her şey yolunda, festival adada popüler oldu. Burası oldukça sakin o yüzden bir olay olduğunda, insanlar katılmak istiyorlar. Anlaşıldı ki dostlarımızla iyi ilişkilerimizin olması şehrin tarihi ve yaşayanları için de iyiydi. Bu sonradan, insanları cesaretlendirdi ». Entretien avec Saniye Benlioğlu, le 13. 08. 2009, gérante de la pension Lale et co-organisatrice du festival Kaş-Lykia festival depuis 1987. Durée de l'entretien : 1h30. Langue : anglais. Enregistrement et prise de notes.

¹²⁸ Nom en turc du baggamon, jeu de table répandu au Moyen-Orient.

la guerre. Toutes les souffrances que l'on a vécu, c'est de la faute des gouvernements. Mais il y a toujours eu de la solidarité ici¹²⁹».

La mise en valeur du partage d'une même culture locale et d'une histoire commune, celle de la Lycie, est un terreau pour le rapprochement entre les peuples des villes. L'identité locale semble être une identité plus forte, sous certains aspects, que le clivage grec/turc dans le cas du rapprochement entre Kaş et Castellorizo. Le festival organisé par la ville de Kaş, le *Lykia-Kas Kültür festivali*, depuis 1997, s'est donc progressivement transformé en festival d'amitié entre Kaş et Castellorizo. Organisé au départ par des habitants de Kaş, le festival a été ensuite soutenu – financièrement et politiquement – par la municipalité de Kaş.



Photo prises à différentes années du *Lykia- Kaş Kültür festivali*
(Source : *Beyaz gazet* et municipalité de Kaş¹³⁰)

Les habitants de Castellorizo sont invités à participer à l'évènement et pour l'occasion, une compétition de plongée sous-marine, de nage ou de canoë kayak est organisée de part et d'autre de la frontière : les athlètes se retrouvent au milieu de la Méditerranée, à la frontière entre les deux pays,

¹²⁹ Extrait de l'entretien original en turc : « Burada Türkler Yunanca ve Yunanlar Türkçe konuşur. Aynı şey yenir, tavla oynanır, aynı kahve içilir. Bu insanlar neden düşman olarak kabul ediliyordu? [...] Castellorizo halkı çok acı çekti: İngilizler, Almanlar, Fransızlar, İtalyanlar onları işgale geldi. Savaşla tanıştılar. Yaşanan tüm acılar, devletlerin hatası. Bütün sorunlar emperyalizm ve bu ülkelerin işgaliyle meydana geldi. Bizi bölmeye çalışıyorlar ». Entretien avec Sadıkbey, le 14. 08.2009 et le 17.08. 2009, capitaine de bateau reliant Kaş à Castellorizo aujourd'hui à la retraite. Durée de l'entretien : 1h00 et 1h30. Langue : turc. Enregistrement et prise de notes.

¹³⁰ Photos du haut : quotidien turc *Beyaz gazet*, URL : <http://www.beyazgazete.com/haber/2012/6/16/15-uluslararası-likya-kas-kultur-ve-sanat-festivali-basladi-1257000.html>. Photos du bas : Municipalité de Kaş, URL : <http://www.kas.bel.tr/kas-belediyesi-kas-belediyesi-haberler/331/251/xvi-uluslararası-likya/kas-kultur-ve-sanat-festivali>

pour faire une déclaration d'amitié entre les deux villes. Le festival est une réussite et attire chaque année de plus en plus de personnes.



Compétition de nage organisée entre Kaş et Castellorizo
(Source : quotidien turc *Haber*¹³¹)

Ces initiatives offrent un bel exemple de l'utilisation de la frontière comme espace de rapprochement plutôt que comme espace de séparation et de division.

Le soutien de la mairie et le jumelage des deux villes

En 2009, 3000 personnes ont participé au festival, des populations locales, mais aussi des Turcs originaires d'autres villes qui sont venus à Kaş pour le festival, en plus des populations grecques de Castellorizo et des touristes étrangers. La mairie, en s'investissant dans le projet, a permis de donner une envergure et une continuité au festival.



¹³¹ Source : quotidien turc *Haber*, URL : <http://www.haberler.com/16-uluslararasi-likya-kas-kultur-ve-sanat-4759415-haberi/>

Affiche du Festival de Kaş « Lykia- Kaş Kültür ve Sanat Festivali» organisé par la municipalité de Kaş
(Source : municipalité de Kaş¹³²)

Devant la réussite du projet et du festival, la mairie a même créé un poste spécifique pour l'organisation d'évènements culturels et internationaux et pour les relations avec l'île de Castellorizo. C'est le poste qu'occupe Mustafa Altıgar. Comme il l'explique :

« L'organisation du festival est partie de la société civile, mais maintenant ce sont les habitants et la mairie qui travaillent autour de ce projet. Je suis en charge de l'organisation du festival parce qu'il faut que quelqu'un puisse être un référent. Avec le temps, on acquiert un savoir-faire et des contacts qui font que chaque année le festival est un peu mieux organisé. Pour nous, le festival n'est pas seulement celui de Kaş, c'est aussi le festival des habitants de Castellorizo. C'est pour cette raison qu'on a appelé le festival « festival de la culture lycienne ¹³³ ».

Le poste de Mustafa Altıgar a été créé lors du mandat du maire précédent, Halil Kocaer, qui a remporté les élections municipales de 2004 avec 29% des voix¹³⁴ sous la bannière DYP (*Doğru Yol Partisi* – Parti du Droit Chemin). Aux élections municipales de 2009, c'est un maire CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi* - Parti républicain du peuple) - Abdullah Gültekin - qui a remporté les élections avec 40 % des voix. Le maire inscrit son action dans la continuité de celle du maire précédent. Le poste de Mustafa Altıgar est un poste permanent. Il explique cela par le fait que :

« L'objectif de mon poste est d'avoir une pérennité. Les maires peuvent changer mais le festival dure depuis plus de 15 ans. Le savoir-faire et le réseau de contacts font que mon poste doit être sur le long terme. Je m'occupe à la fois du festival, mais aussi des relations avec l'île de Castellorizo, qui se sont intensifiées depuis que nos deux villes sont jumelées et je m'intéresse également aux relations avec la presse et avec l'international. Lorsque le maire a changé, il a décidé de garder mon poste¹³⁵ ».

Comme l'explique Mustafa Altıgar, l'organisation du festival est très compliquée et prend beaucoup de temps en raison des difficultés techniques pour l'organisation :

« Le festival est une réussite, je dirai on est à 80% satisfaits et seulement à 10% insatisfaits en raison des difficultés que l'on rencontre pour l'organisation. On a beaucoup de problèmes pour les visas avec les différents pays. Ça nous prend toute l'année pour organiser le festival. Castellorizo voudrait aussi faire une partie du festival sur l'île et nous inviter mais ce n'est pas possible. Il y a une association d'habitants qui s'est constituée pour faire la demande de mise en place d'un visa journalier pour que les Turcs puissent aller sur l'île. Et puis, il

¹³² Municipalité de Kaş, URL : <http://www.kas.bel.tr/kas-belediyesi-kas-belediyesi-haberler/331/251/xvi-uluslararası-likya/kas-kultur-ve-sanat-festivali>

¹³³ Extrait de l'entretien original en turc : « Festivalin organizasyonu sivil toplumun bir parçası, ama şimdi bu projede yerliler ve belediye çalışıyor. Ben festivalin organizasyonundan sorumluyum çünkü birinin referans olabilmesi lazım. Zamanla, kazanılan deneyim ve kontaklar festivalin her sene biraz daha iyi organize edilmesini sağlıyor. Bizim için, bu sadece Kaş'ın değil aynı zamanda Castellorizo halkının da festivali. Bu yüzden festival "Likya Kültür Festivali" olarak adlandırıldı ». Entretien avec Mustafa Altıgar, conseiller municipal et responsable de l'organisation du festival *Lykia Kültür Festivali* à Kaş. Durée de l'entretien : 45 minutes. Langue : turc. Enregistrement et prise de note.

¹³⁴ Contre 20% des voix pour le MHP, 20% des voix pour le CHP et 20% des voix pour l'AKP.

¹³⁵ Extrait de l'entretien original en turc : « Benim mevkimin amacı süreklilik sahibi olmak. Belediye başkanları değişebilir ama festival 15 yıldan fazladır sürüyor. Deneyim ve kontak ağı benim mevkimin uzun vadeli olmasını gerektiriyor. Hem festivalle, hem de aynı zamanda, iki şehrimiz kardeş şehir olduğundan beri Castellorizo adasıyla yoğunlaşan ilişkilerimizle uğraşıyorum ve aynı şekilde uluslararası ve basınla ilişkilerle de ilgileniyorum. Belediye başkanı değiştiğinde, benim mevkimi korumaya karar verdi ». Extrait de l'entretien avec Mustafa Altıgar, conseiller municipal et responsable de l'organisation du festival *Lykia Kültür Festivali* à Kaş. Durée de l'entretien: 45 minutes. Langue: turc. Enregistrement et prise de note.

y a le problème de financement. L'Etat refuse de donner des subventions pour le festival parce qu'il dit que les mairies sont endettées et qu'elles doivent d'abord rembourser leurs dettes. Comme le maire n'est pas du parti AKP, comme dans beaucoup de villes de la côte, l'Etat fait tout pour handicaper les initiatives qui viennent de ces villes. Alors on doit faire avec nos moyens : certains artistes viennent sans être payés, juste pour des vacances et nous les logeons gratuitement. Une association de commerçants a été créée et nous donne de l'argent pour le festival. On le prend aussi sur certains budget de la mairie, mais c'est difficile¹³⁶ ».

Le problème des visas pour la Grèce est un problème récurrent qui crée une asymétrie dans la dynamique de rapprochement entre villes grecques et turques.

Ensuite, le deuxième problème qui se pose pour les municipalités de la côte égéenne et de la côte méditerranéenne pour l'organisation de festival est la difficulté de financer certaines de leurs activités en raison du fait que les maires de ces villes n'ont pas la même bannière politique que le gouvernement central. Güler met bien en évidence que le centralisme du système administratif turc laisse relativement peu de marge de manœuvre aux municipalités par rapport au gouvernement central :

« Les ressources publiques locales doivent être utilisées dans le cadre de grands projets d'investissement public soit pour le développement industriel ou encore pour construire/améliorer les transports et les infrastructures de communication dans les parties les plus urbanisées du pays. Par conséquent, les pouvoirs financiers des gouvernements locaux a été minimisé. Les ressources publiques locales ont été transférées soit au gouvernement central soit à des villes privilégiées, et les fonds de planification et les travaux publics étaient mis en place par les institutions centrales comme la banque des municipalités (*Belediyeler bankası*) ou la direction des Travaux Publics (*Belediyeler İmar Heyeti*)¹³⁷ ».

Les autorités locales en Turquie ne sont pas totalement investies de leurs propres pouvoirs fiscaux. Elles peuvent néanmoins percevoir certaines taxes, comme par exemple les taxes foncières, une taxe sur les communications, sur le divertissement, de consommation de gaz et d'électricité, de protection environnementale et de nettoyage urbain, mais leur part reste relativement faible dans le

¹³⁶ Extrait de l'entretien original en turc : « Festival başarılı oldu, %80 tatmin ve organizasyon sırasında yaşanan sorunlardan ötürü sadece %10 tatmin olmadı diyebilirim. Vizeler yüzünden farklı ülkelerle birçok problem oldu. Festivali organize etmek tüm senemizi alıyor. Castellorizo da festivalin bir kısmını adada düzenlemek ve bizi davet etmek isterdi ama bu mümkün değil. Günlük vize çıkartılması talebinde bulunmak için oluşturulmuş bir toplum kuruluşu var. Bize baskı yapıyorlar ve bizde bunun çıkartılması için Yunan hükümetine baskı yapmaya çalışıyoruz, ama bu çok zor. Dahası, finansal bir sorun var. Devlet festival için destek vermeyi reddediyor çünkü belediyelerin borçlu olduğunu ve önce borçlarını ödemeleri gerektiğini söylüyor. Belediye başkanı AKP'den olmadığı için, tıpkı kıyadaki çoğu şehirde olduğu gibi, devlet bu şehirlerden gelen girişimleri engellemek için elinden geleni yapıyor. O zaman kendi imkanlarımızla yapılmalı: Bazı sanatçılar ödeme almadan geliyorlar, sadece tatil için ve biz de onları bedava konaklatıyoruz. Bir tüccarlar birliği oluşturuldu ve festival için bize para veriyorlar. Belediyenin bazı bütçelerinden de alınıyor, ama zor oluyor ». Extrait de l'entretien avec Mustafa Altıkar, conseiller municipal et responsable de l'organisation du festival Lykia Kültür Festivali à Kaş. Durée de l'entretien: 45 minutes. Langue: turc. Enregistrement et prise de note.

¹³⁷ « Local public resources were obliged to be used in large scale public investments either for industrial development or for building/improving transport and communication infrastructure in the most urbanized parts of the country. Consequently, the financial power of local governments was minimized. Local public resources were transferred either to the central government or other more privileged cities, and the planning, funding and carrying out of local public works schemes were undertaken by central institutions such as the Bank of municipalities (*Belediyeler bankası*) or the board of municipal public work (*Belediyeler İmar Heyeti*) », GÜLER B. A., « Yerel Yönetimler: Liberal açıklamalara eleştirel yaklaşım », in *Local governments: critical approach to liberal explanations*, TODAİE, Ankara, 1998, p 159-160.

budget des municipalités¹³⁸. Comme l'explique Elise Massicard, ce système peut nuire aux municipalités qui ne sont pas du même bord politique que le gouvernement central :

« Les taux de ces transferts fiscaux ont beaucoup variés en fonction des relations entre gouvernement central et pouvoirs locaux, augmentant lorsque ces autorités étaient de la même couleur politique et chutant en cas de cohabitation local-national¹³⁹ ».

Cette opposition local/national renforce les municipalités dans leur volonté de rapprochement. Plusieurs maires se plaignent de ne pas avoir de budget pour mettre en place ces initiatives et d'être entravé dans leurs démarches par le gouvernement central. Pour Mustafa Altıgar, malgré les difficultés que connaissent les deux villes, elles doivent néanmoins coopérer pour être davantage soudées :

« La ville de Kaş et Castellorizo ont été jumelées en 2011. On a fait le jumelage parce que c'était dans la suite logique de notre rapprochement avec l'île. C'est comme un mariage d'un amour qui existait déjà avant. En officialisant notre coopération a pensé également que nous aurions plus de soutien pour mettre en place des initiatives de cette manière de la part de l'Union Européenne¹⁴⁰ ».

Pour sceller cette amitié entre les deux villes et « l'officialiser », les deux villes ont été jumelées en 2011. Le jumelage marque réellement le point d'orgue de la coopération entre les deux villes qui suit un modèle de type « *bottom/up* » : parties de la société civile, ces initiatives ont été ensuite reprises et portées par la mairie qui a établi un accord de jumelage. Les différents maires de la ville de Kaş ont en effet continué cette dynamique sans l'entraver. Le poste créé pour la coopération entre la ville de Kaş et l'île de Castellorizo montre également que les relations entre les deux villes se sont complètement détachées de la contingence politique locale et se pérennisent réellement avec le temps, malgré les difficultés nécessaires à leur mise en place. Ce jumelage officialise véritablement un modèle de rapprochement lié à la proximité géographique des deux villes et à une solidarité entre leurs populations très forte, liée à leur histoire spécifique. C'est un peu comme si le jumelage entre les deux villes venait chapeauter des relations qui existent entre les populations dans différentes sphères au niveau civil.

3.2. Vers une diplomatie locale indépendante de la diplomatie officielle : le contentieux de l'île de Rô

¹³⁸ UCLG (United cities and local governments), *Country profile: Turkey*, URL : http://www.cities-localgovernments.org/gold/Upload/country_profile/Turkey.pdf

¹³⁹ BAYRAKTAR, É. MASSICARD U., *La décentralisation en Turquie*, Agence Française de Développement, Focale 07, Istanbul, Août 2011, p 48.

¹⁴⁰ Extrait de l'entretien original en turc : « Kaş ve Meis şehirleri 2011'de kardeş şehir ilan edildi. Bu kardeşlik adayla olan yakınlaşmamızın mantıksal sonucuydu. Bu daha önce varolan bir aşkın evliliğe dönüşmesi gibi. Birlikteliğimizi resmileştirmek aynı zamanda, bu tür girişimleri ortaya koymak için Avrupa Birliği tarafından daha çok destek alacağımızı düşündürdü ». Extrait de l'entretien avec Mustafa Altıgar, conseiller municipal et responsable de l'organisation du festival *Lykia Kültür Festivali* à Kaş. Durée de l'entretien: 45 minutes. Langue : turc. Enregistrement et prise de note.

Castellorizo aujourd'hui : une poudrière méditerranéenne ?

L'île, malgré sa petite taille et son caractère en apparence insignifiant de nos jours, continue d'attiser les convoitises et d'être un objet de cristallisation des conflits entre la Grèce et la Turquie, en raison de sa position stratégique en Méditerranée orientale¹⁴¹. Un incident diplomatique grave, rappelant la crise Imia/Kardak de 1996, a failli éclater entre la Grèce et la Turquie à Castellorizo durant l'été 2009. Le 28 Juin 2009, un bateau de pêche turc est retrouvé ancré à proximité de l'île de Rô - un îlot situé à proximité de Castellorizo - où il a navigué dans l'après-midi du 28 Juin 2009. Les 16 et le 17 Juillet, plusieurs navires de la marine turque se rapprochent de l'île de Rô et autour de Castellorizo. Ils sont rapidement identifiés par l'armée grecque comme naviguant de manière inhabituelle. La présence de ces navires de guerre turcs dans cette zone constitue clairement une violation des eaux territoriales grecques. La tension monte : le 22, juillet au matin, un zodiac de la Garde côtière turque entre dans le port Saint-Jean de l'île de Rô et ses occupants prennent des photos des installations militaires grecques. L'Etat grec renforce sa garnison sur l'île par crainte d'une attaque turque. Les Grecs savent que la Turquie a des prétentions sur l'île pour étendre ses eaux territoriales. Le 4 août, les garde-côtes grecs prennent le contrôle d'un navire transportant des journalistes turcs en provenance de Kaş, dont l'intention était de photographier la présence militaire grecque dans Rô. L'intrusion sur l'île de Rô avait été précédée par des manœuvres du gouvernement turc sur l'espace aérien grec : des avions turcs avaient en effet survolé l'espace aérien grec à différentes reprises dans la région d'Agathonisi, Farmakonisi et Lipsi¹⁴². L'histoire rappelle en outre dans tous les esprits la crise Imia/Kardak de 1996, qui avait failli dégénérer en conflit militaire.



Photos montrées par les journalistes turcs au moment de l'affaire Imia/Kardak
 « Ils ont planté un drapeau grec à Kardak »
 (Source : Blog privé de Ferhat Bingol « la Grèce vue par les yeux d'un Turc »¹⁴³).

Pour rappel, en 1996, des commandos turcs avaient été envoyés aux abords de l'île grecque d'Imia (une île inhabitée que les Turcs appellent Kardak), après qu'une équipe de journalistes turcs aient ôté le drapeau grec qui y flottait pour le remplacer par un drapeau turc (le 25 janvier 1996). Les

¹⁴¹ Genelkurmay Askerî Tarih ve Stratejik Etüt Başkanlığı, « Ege ve doğu akdeniz adalarında tarihi gelişmeler », in *Askerî Tarih Bülteni*, août 1985, p 40-59.

¹⁴² Οι Τούρκοι σχεδίαζαν απόβαση στο νησί της Ρω, in *Epikaira*, 13 juillet 2011.

¹⁴³ Blog privé de Ferhat Bingol : « La Grèce vue par les yeux d'un Turc », URL : <http://gr.ferhatbingol.com/2010/12/25/kardak-imia/>

deux pays avaient envoyé sur place des forces navales et aériennes, tandis qu'un hélicoptère était tombé aux abords de l'île dans des circonstances douteuses, provoquant la mort de trois militaires grecs. La Grande Assemblée Nationale turque avait fait une déclaration solennelle en 1996 dite « loi du *casus belli* », prévoyant que la Turquie considérerait comme un « acte de guerre la délimitation de l'espace maritime grec à 12 miles nautiques ». La Grèce peut en principe le faire puisque selon le droit maritime international, un pays peut étendre son espace maritime à 12 miles nautiques et à la ligne médiane lorsque les deux côtes sont trop proches¹⁴⁴. Dans les années 1970, les disputes entre Turcs et Grecs pour certaines des îles de la mer méditerranéenne ou égéenne allait jusqu'à friser le ridicule :

« Un jour c'était au tour des Turcs d'aller sur une île et d'aller y planter un drapeau, quelques jours après c'était au tour des Grecs de faire la même chose. Parfois, la seule présence d'un berger et d'une vache ou d'une chèvre grecque ou turque suffisait à ce que l'un des pays revendique sa souveraineté sur l'île¹⁴⁵ ».

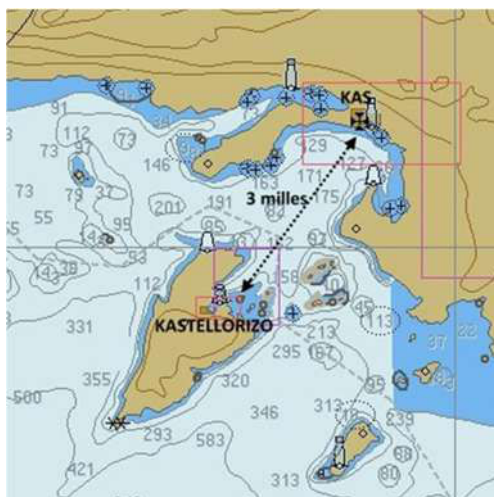
Depuis 1996, les autorités turques soutiennent l'idée que certaines zones de la mer Égée n'ont pas un statut clair et veulent inclure ce problème dans le conflit plus général de la mer Égée. Pour la Grèce, il n'y a qu'un seul conflit égéen, celui concernant le plateau continental et son règlement doit être confié à La Haye. Castellorizo ne représente donc pas le seul cas de contentieux entre la Grèce et la Turquie. Les deux pays s'affrontent sur le statut d'île et d'îlots en mer Méditerranée et en mer Égée et la délimitation des plateaux continentaux et des Zones Economique Exclusives (ZEE) depuis de nombreuses décennies. La Turquie demande également que les îles soient démilitarisées, ce que la Grèce refuse. Ces conflits de souveraineté ont failli dégénérer en guerre à plusieurs reprises.

La crise a été évitée dans le cas de Castellorizo, mais les tensions provoquées par l'intrusion turque autour de l'île ont révélé que cette île était un objet de tensions et de crises potentielles entre les deux pays. Ce qui tend à se confirmer puisqu'en 2011, des navires de guerre turcs ont eu une formation avec des munitions réelles entre Rhodes et Castellorizo. Quatre fois en 2011 également, des avions militaires turcs ont survolé Castellorizo sans autorisation, parfois très bas avec des avions de reconnaissance¹⁴⁶. En septembre 2012, le gouvernement turc a autorisé un navire norvégien, le *Bergen Surveyor* accompagné par un autre navire, à commencer des prospections de gaz et de pétrole au sud de Castellorizo, y compris dans la plate-forme continentale de l'île, qui appartient pourtant à la Grèce. Castellorizo semble progressivement devenir un enjeu de discorde entre les deux pays. Castellorizo, petite île habitée par moins de 300 habitants et perdue dans la mer Méditerranée peine à faire croire qu'elle peut faire l'objet de *casus belli* entre la Grèce et la Turquie.

¹⁴⁴ BÖLÜKBASI D., *Turkey and Greece: The Aegean Dispute*, Cavendish, Londres, 2004.

¹⁴⁵ « 1970'li yıllarda birçok defa bazı Türkler giderek adaya Türk bayrağı çekerler, buna karşılık Yunanlılar da birkaç gün sonra gidip Türk bayrağının yerine Yunan bayrağı dikerlerdi. Son senelerde Yunanlılar birkaç çobanın bir miktar keçi ve kuzudan oluşan sürü ile bu adada oturmasını tatmin edici bir ücret karşılığı sağlamış ve adaların böylece bir nevi Yunan adası olduğunu ispata çalışmışlardır ». BASTIYALI M., « Rodos ve oniki adalar tarihii », in *Izmir*, 1999, p 196.

¹⁴⁶ PIPES D., « Kastelorizo: Mediterranean Flashpoint? », in *National Review online* du 7 février 2012.



Localisation de Kastellorizo par rapport à Kaş
(Source : Pratique et technique de plaisance¹⁴⁷)

Pourquoi la Turquie s'intéresse-t-elle tant à cette petite île à l'est de la Méditerranée? Le problème vient du fait que la Grèce, parce qu'elle possède l'île, peut revendiquer une Zone Economique Exclusive (ZEE) en mer Méditerranée qui nuirait aux intérêts turcs. La ZEE des îles est un problème de géopolitique qui ne concerne pas seulement le cas gréco-turc :

« La pleine souveraineté d'un État s'étend à une zone de mer adjacente à son territoire terrestre, appelée mer territoriale, ayant une largeur maximale de 12 milles marins. La ligne de base est la limite à partir de laquelle est calculée la limite de la mer territoriale. La ligne de base normale est la laisse de basse mer, telle qu'elle est indiquée sur les cartes marines à grande échelle reconnues officiellement par l'État côtier. En deçà de la ligne de base, se trouvent les eaux intérieures. Au-delà apparaissent la mer territoriale, la zone contiguë, la Zone Economique Exclusive (ZEE) et le plateau continental. La zone contiguë ne peut s'étendre au-delà de 24 Milles des lignes à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale. Dans la zone contiguë, l'État côtier peut prévenir les infractions à ses lois et règlements douaniers, fiscaux, sanitaires ou d'immigration, sur son territoire ou dans sa mer territoriale, et réprimer les infractions à ces mêmes lois¹⁴⁸ ».

Si la Grèce réclamait ses pleins droits sur cette zone, cela réduirait la ZEE turque à une fraction très réduite de ce qu'elle serait si l'île était sous le contrôle d'Ankara. La Turquie reconnaît aujourd'hui le contrôle grec sur Kastellorizo seulement sur ses six milles nautiques (11 kilomètres) d'eaux territoriales, mais pas ses pleins droits de la ZEE. La pleine reconnaissance de la Grèce de ses droits sur cette zone – ce qu'elle n'a pas encore fait, mais qu'elle peut potentiellement faire - aurait des conséquences fâcheuses pour la Turquie. Le bénéfice serait entier pour Athènes, puisque la présence de Kastellorizo rendrait sa ZEE contiguë à celle de Chypre. Or, d'immenses gisements de gaz naturel et de pétrole ont été découverts en mer Méditerranée à proximité de Chypre, ce qui rend l'enjeu d'autant plus important. Kastellorizo, avec une ZEE maximale, avantagerait l'alliance émergente

¹⁴⁷ Source : Pratique et technique de plaisance, URL : <http://www.plaisance-pratique.com/g2kap-1-2-remedier-a-l-impresion?lang=fr>

¹⁴⁸ TAGLIONI, F., « Les petits espaces insulaires au cœur des revendications frontalières maritimes dans le monde », in *l'espace politique*, 2007-1, 2007, p 3.

Grèce-Chypre-Israël pour transporter le gaz naturel chypriote et israélien (par gazoduc) ou l'électricité (par câble) à l'Europe occidentale, sans aucun contrôle par la Turquie¹⁴⁹.

Or, on connaît l'hostilité affichée du gouvernement turc actuel envers Chypre et Israël, sans parler des autres contentieux avec la Grèce. Les conflits gréco-turcs en mer Egée ne semblent en effet pas être résolus, même si on constate un rapprochement entre la Grèce et la Turquie sous le gouvernement de R. T. Erdoğan et de la politique du ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu. Ces revendications sont toujours et peut être même plus que jamais d'actualité, comme le montre cette déclaration du mois de février 2012 faite par le ministre des Affaires étrangères turc Ahmet Davutoğlu, dans la réponse qu'il adresse à la question parlementaire d'un député turc, à propos de l'île de Farmakonisi, une île habitée du Dodécanèse (elle compte environ 70 habitants, tous grecs) et que les Turcs nomment « *Eşek adası*¹⁵⁰ » :

« Il existe une série de problèmes entre notre pays et la Grèce concernant l'appartenance de certaines îles et rochers de la mer Egée. Nous essayons de résoudre tous ces problèmes par le dialogue. Notre pays souhaite trouver des solutions permanentes en faisant attention à nos droits fondamentaux et à nos intérêts¹⁵¹ ».

Le député turc Akçay quant à lui avait parée d'une « occupation par la Grèce » de cette île qui selon lui aurait toujours appartenu à « l'Empire ottoman et à la Turquie » et « d'une situation que les Turcs ne sauraient accepter¹⁵² ».

La situation à Chypre, qui reste bloquée encore aujourd'hui, n'augure pas non plus une résolution pacifique de ce conflit potentiel. Rappelons en effet que la Turquie a longtemps refusé d'admettre que Chypre ait sa ZEE et risque dans le futur d'interdire également les exportations chypriotes. Jusqu'à présent, la Grèce et la Communauté internationale ont surtout cherché à dissuader les Turcs de faire des attaques pour toucher aux réserves de gaz naturel et de pétrole dans la ZEE chypriote. Mais les tensions survenues au moment de la présidence par Chypre de l'Union européenne laissent présager que le risque de conflit est toujours présent. Israël soupçonne qu'une attaque turque contre l'île de Castellerizo ne soit le signal d'une agression militaire turque contre ses plateformes de pétrole et de gaz situées en Méditerranée, entre Israël et Chypre. Les récentes prises de position publique du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan envers l'Etat d'Israël, notamment au moment de « l'affaire du Mavi Marmara »¹⁵³, montre que le climat entre les deux pays reste tendu. Ce drame, qui a causé 9 morts, avait provoqué une immense émotion en Turquie et considérablement

¹⁴⁹ KAMBAS M., « Cyprus group plans Greece-Israel electricity link », Reuters du 23 janvier 2012.

¹⁵⁰ Ilot situé en face de Didim, sur la côte égéenne turque.

¹⁵¹ ÇOLAK S., « Eşek adası bizim mi? Vekil sordu, Bakan yanıtladı... », in *Habertürk* du 21 Février 2012.

¹⁵² ÇOLAK S, *ibid.*

¹⁵³ Le 31 mai 2010, un commando israélien avait pris d'assaut dans les eaux internationales le bateau turc « Mavi Marmara », affrété par l'organisation humanitaire islamique turque IHH pour forcer le blocus de Gaza. Se heurtant à la résistance d'une partie des passagers du Mavi Marmara, le commando israélien avait fait usage de ses armes pour se rendre maître du navire, tuant neuf personnes de nationalité turque (l'une d'entre elle ayant aussi la nationalité américaine).

détérioré les relations turco-israéliennes déjà au plus mal avec le « *one minute* » de Davos¹⁵⁴. Le Premier ministre Erdoğan avait déclaré, à propos du rapport de l'ONU sur la légalité du blocus israélien de Gaza, que ce blocus était nul et non avenue, ce qui ouvrait la possibilité à la Turquie de stopper les navires de guerre israéliens traversant la limite de 12 miles nautiques de ses eaux territoriales. Cette menace couvrait non seulement le fret naviguant vers Gaza, mais également les plateformes de forage de pétrole et de gaz d'Israël, qui se trouvent au large, à plus de 60 miles nautiques. Même si la position de la Turquie vis-à-vis d'Israël est toujours restée ambiguë, un autre pas a été franchi lorsque, le 4 novembre 2012, le ministre turc de l'Energie, Taner Yıldız, avait annoncé que son gouvernement ne permettrait pas que le gaz naturel israélien traverse le territoire turc. La Turquie appuie en effet la plainte du Liban disant qu'Israël lui « vole » ses ressources naturelles. Les discussions entre le Liban et Chypre devant aider à résoudre ce problème ont été rompues. Beyrouth refuse toute discussion avec Israël. Et les relations entre la Turquie et Israël, sous le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan, se sont considérablement dégradées. Israël et la Grèce ont donc invoqué, face à la menace turque, un pacte de défense mutuelle. Ni Jérusalem ni Athènes n'ont dévoilé de quelle façon se déroulerait ce nouveau pacte de défense, mais les Etats-Unis et l'OTAN ont essayé néanmoins de gérer très étroitement la crise entre Ankara, Israël, Chypre et la Grèce par crainte d'une action militaire turque¹⁵⁵. En neutralisant Castellorizo, Ankara peut revendiquer une énorme zone économique en Méditerranée qui bloquera la coopération entre ses adversaires. Malgré les tentatives pour éviter que la situation ne dégénère, l'île pourrait donc malheureusement bien devenir une véritable poudrière méditerranéenne.

La prise de position des maires et l'affirmation d'une politique locale en marge de la politique gouvernementale

Malgré ces menaces et ces tensions, les maires des deux villes sont même allés plus loin que le simple rapprochement entre leurs villes en essayant de promouvoir une diplomatie locale complètement en marge, voire opposée, à la diplomatie officielle entre les deux pays. Au plus fort de la tension entre les deux pays concernant le statut de l'île de Rô et de Castellorizo en 2009, les deux maires se sont retrouvés sur un bateau au milieu de la Méditerranée pour réaffirmer l'amitié entre les deux villes et leur opposition au conflit qui opposaient leurs deux pays respectifs.

¹⁵⁴ Erdoğan a quitté le sommet de Davos en demandant une minute de parole et en critiquant violemment la politique d'Israël dans la bande de Gaza. DISLI F., « Erdoğan's « one minute » in Davos leads to frenzy in Turkey », in *Today' Zaman* du 22 février 2009.

¹⁵⁵ PIPES D., op. cit.



A gauche : Abdullah Gültekin, maire de Kaş¹⁵⁶. A droite : Paul Panigiris, maire de Castellorizo¹⁵⁷.

Comme l'explique Erdem, un habitant de la ville :

« Les journalistes sont venus et ont commencé à vouloir interviewer tout le monde. Ils cherchaient à nous faire dire que nous n'aimions pas les gens de Castellorizo, que l'île était à nous et qu'il faudrait la récupérer. Ils ont coupé certains des propos des gens à la télévision pour nous faire dire ça. Le maire a été très fâché et c'est pour ça qu'ils ont décidé, avec le maire de Castellorizo, de se retrouver et de faire une déclaration commune d'amitié, pour que personne ne puisse dire le contraire. Mais, dans les médias officiels, ils n'ont pas voulu en parler¹⁵⁸ ».

Mustafa Altigar explique que le maire a fait le choix de désavouer la politique du gouvernement dans le but de montrer que les relations, au niveau local, entre les deux villes ne sont pas affectées par enjeux qui les dépassent :

« Le maire s'inscrit dans la continuité des actions menées par les précédents maires avec la municipalité de Castellorizo. Il a souhaité montrer que rien ne pourra revenir sur les avancées qui ont eu lieu entre les deux villes. Les enjeux stratégiques sont l'affaire des gouvernements, les relations de proximité sont l'affaire des deux municipalités¹⁵⁹ ».

Le fait que le maire de Kaş ne soit pas de la même bannière politique que le gouvernement central peut également constituer un facteur explicatif de sa volonté de mener une politique en marge de l'action gouvernementale. L'action décentralisée des collectivités publiques est un moyen, au niveau local, pour les partis non-majoritaires d'affirmer leur désaveu de la politique gouvernementale. Mais il semble également que l'action des deux maires ne fasse que refléter la position majoritaire de la population locale sur cette question. Ayant été amenés à faire nos recherches de terrain peu après cet

¹⁵⁶ <http://www.kas.bel.tr/>

¹⁵⁷ <http://www.megisti.gr/en/>

¹⁵⁸ Extrait de l'entretien original en turc : « Gazeteciler geldi ve herkesle röportaj yapmak istediler. Bize Castellorizo halkını sevmediğimizi, adanın bizim olduğunu ve geri almamız gerektiğini söyletmeye çalışıyorlardı. Bunu sağlayabilmek için televizyonda insanların konuşmalarının bir kısmını kestiler. Belediye başkanı çok sinirlendi ve bu yüzden Castellorizo belediye başkanıyla birlikte, kimse aksini iddia edemesin diye, bir araya gelme ve ortak bir dostluk bildirisi yapmaya karar verdiler. Ama resmi yayın kuruluşlarında bundan bahsetmek istemediler ». Entretien avec Erdem, le 14.08.2009, habitant de Kaş et responsable d'une association de protection de l'environnement. Durée de l'entretien : 1h00. Langue : anglais. Enregistrement et prise de notes.

¹⁵⁹ Extrait de l'entretien original en turc : « Belediye başkanı, önceki belediye başkanlarının Castellorizo Belediye'siyle birlikte yürüttüğü eylemleri aynı şekilde sürdürüyor. İki şehir arasında meydana gelen gelişmeleri kimsenin geriye götüremeyeceğini göstermek istedi. Stratejik konular devletlerin, hısmılık ilişkileri iki belediyenin işi ». Extrait de l'entretien avec Mustafa Altigar, conseiller municipal et responsable de l'organisation du festival *Lykia Kültür Festivali* à Kaş. Durée de l'entretien: 45 minutes. Langue : turc. Enregistrement et prise de note.

incident, nous avons pu constater à quel point la population souhaitait se désolidariser des propos qui étaient tenus dans les journaux quant au conflit gréco-turc qui existait dans la région. Pensant que nous étions journalistes, plusieurs d'entre eux ont clairement dit qu'ils refusaient de parler aux journalistes qu'ils jugeaient faire de la désinformation et qui ne parlent pas de la réalité des deux villes. Comme l'explique Ahmet, contrarié par l'attitude des journalistes venus quelques semaines auparavant pour couvrir le conflit :

« On a appris à se méfier des journalistes. Ils viennent ici quand il y a un problème, ils ne connaissent rien de la situation. Ils veulent nous poser des questions, mais la seule chose qu'ils attendent de nous, c'est que nous disions du mal des habitants de Castellorizo. Ils essaient de déformer nos propos. J'ai vu ce qu'ils écrivent dans les journaux. Ils mentent. C'est pour cette raison que je refuse de parler avec eux et que je ne veux plus que l'on parle du conflit entre la Grèce et la Turquie. Je suis un habitant de Kaş. Je n'ai jamais eu de problèmes avec la population de Castellorizo. Ils sont comme nous et pensent la même chose. Je ne veux pas que l'on me fasse dire le contraire¹⁶⁰ ».

Pour Sadikbey :

« Les relations entre Kaş et Castellorizo sont très bonnes et l'ont toujours été. Même si on ne partage pas la même religion ou langue, on a le même mode de vie. Le problème aujourd'hui se situe en Turquie entre habitants du continent et des côtes. La culture, les valeurs et modes de vie sont différents pour les gens qui habitent à l'intérieur des terres et ceux qui habitent sur la côte [...] Les relations entre les deux états ne nous concernent pas. On fait une différence entre les relations au niveau local et celles qu'il y a entre les gouvernements. Il y a ceux qui nous dirigent et puis il y a le peuple. Ni les habitants de Kaş ni ceux de Castellorizo ne veulent faire la guerre entre eux. Au contraire, on les considère comme des frères¹⁶¹ ».

Mais il ne faudrait conclure pour autant que les crises gréco-turques ne sont pas sans conséquences à Castellorizo et à Kaş. Quand les Turcs ont planté leur drapeau sur l'île d'Imia, en face de Kalimnos en 1996, le maire de Castellorizo raconte que les commerçants de Kaş ont déployé tous leurs drapeaux sur le port de Kaş pour qu'ils se voient jusqu'à l'île. On retrouve des habitants hostiles au rapprochement de part et d'autre de la mer Méditerranée. Les deux maires doivent donc, en quelque sorte, rester prudents et mesurés dans leurs déclarations. Mais comme l'a également constaté G. Lialou, journaliste d'investigation pour Courrier International, qui a pu recueillir le même type de commentaires de la part de la population grecque de Castellorizo au sujet des relations gréco-turques et sur l'avenir européen de la Turquie :

¹⁶⁰ Extrait de l'entretien original : « Gazetecilere güvenmemeyi öğrendik. Buraya bir sorun olduğunda geliyor, olayla ilgili hiçbir şey bilmiyorlar. Bize sorular sormak istiyorlar, ama bizden bekledikleri tek şey, Meis'in yerlileri hakkında kötü şeyler söylememiz. Bizim amacımızı farklı göstermeye çalışıyorlar. Gazetelerde neler yazdıklarını gördüm. Yalan söylüyorlar. Bu yüzden onlarla konuşmayı reddediyorum ve artık Yunanistan ile Türkiye arasındaki sorunun konuşulmasını istemiyorum. Ben Kaşlıyım. Meis halkıyla asla bir sorunum olmadı. Onlar da bizim gibi ve aynı şeyi düşünüyorlar. Bana tersinin söylenmesini istemiyorum ». Entretien avec Ahmetbey, habitant de Kaş de 71 ans dont la famille est originaire de Castellorizo. Langue : turc. Durée de l'entretien : 1h00.

¹⁶¹ Extrait de l'entretien original : « Kaş ve Castellorizo arasındaki ilişkiler çok iyi ve her zaman da böyleydi. Aynı din veya dil paylaşılmasa da, Kaş'ın yerlileriyle aynı yaşam tarzı var. Bugün Türkiye'deki problem iç kısımla kıyıda oturanlar arasında. Kültür, değerler ve yaşam tarzları iç kısımlarda oturanlarla kıyıda oturanlar arasında farklı. [...] İki devlet arasındaki ilişkiler bizi ilgilendirmiyor. Yerel ilişkilerle devletler arasındaki ilişkiler arasında bir ayrım yapılıyor. Bir yanda bizi yönetenler, diğer yanda halk var. Ne Kaşlılar ne de Castellorizolular aralarında savaşmak istiyor. Tam tersine, birbirlerini kardeş gibi görüyorlar ». Entretien avec Sadikbey, le 14.08.2009 et le 17.08.2009, capitaine de bateau reliant Kaş à Castellorizo aujourd'hui à la retraite. Durée de l'entretien : 1h00 et 1h30. Langue : turc. Enregistrement et prise de notes.

« Pour nous, ce sont deux choses différentes. Nous vivons depuis toujours avec les Turcs de Kaş. Si leur gouvernement revendique notre île, ça nous fâchera, mais ce ne sera pas de la faute des citoyens de Kaş. Eux, ce sont nos voisins¹⁶² ».

Autre exemple de l'ambiguïté des relations entre les habitants de Kaş et de Castellorizo, on peut citer l'exemple d'un couple gréco-turc qui s'est rencontré à l'occasion du festival d'amitié entre les deux villes. Zoumbeye et Giannis ont respectivement 29 et 30 ans, elle est turque et lui grec. Elle enseigne les mathématiques au lycée de Kaş et lui est instituteur à Castellorizo. Ils se téléphonent toute la semaine et se voient le week-end. Mais, comme elle l'explique, il est plus difficile pour Zoumbeye « d'aller en Grèce que d'aller aux Etats-Unis », en raison du fait que les visas sont difficiles à obtenir. Et puis il y a la difficulté de vivre dans deux pays différents :

« Je reconnais qu'il y a un petit problème dans notre relation, nous confie Zoumbeye, non parce que Giannis est grec, mais parce que Kaş est une très petite ville et qu'il est difficile d'avoir une relation intime. Avec mon métier, tout le monde me connaît. Et être célibataire entraîne toujours des rumeurs. Entre Giannis et moi, il y a un quart d'heure de barque, mais ces quelques minutes représentent en fait tout un monde, une autre culture¹⁶³ ».

Giannis n'a pas non plus de problèmes avec les origines de Zoumbeye :

« Je suis heureux, c'est ce qui compte, non ? Nous avons beaucoup de points communs, nos cultures se ressemblent, ce sont nos habitudes qui divergent. La religion ne pose pas de problème pour le moment, mais laissons faire le temps. Vous savez, la Turquie est en train de changer de mentalité. La jeune génération a envie d'Europe. Il suffit qu'elle soit entendue¹⁶⁴ ».

Malgré cela, le jeune couple souhaite émigrer dans un pays tiers pour vivre plus librement.

En dépit de la situation problématique dans laquelle se trouve l'île de Castellorizo à un niveau géostratégique, les deux villes n'ont cessé de chercher à renforcer leurs relations, voire de développer une diplomatie locale en opposition avec les positions intergouvernementales officielles de leurs deux pays respectifs. Les zones frontières - espaces périphériques par rapport au centre des deux pays - constituent des espaces privilégiés d'innovation pour le développement d'une diplomatie alternative voire contestataire à la diplomatie traditionnelle bilatérale. L'extension de ce type de coopération transfrontalière a constitué un modèle de coopération qui semble pouvoir l'emporter sur la logique de conflit, en étant étendu à plusieurs autres couples de villes de part et d'autre de la frontière. Les zones-frontières représentent de véritables interstices entre deux mondes où certains acteurs - même si leur envergure reste faible et localisée - mettent en place des initiatives qui peuvent constituer un terreau pour le renouvellement des relations entre les deux pays. Du statut d'espaces périphériques et/ou de cristallisation des conflits, les zones frontalières peuvent devenir des espaces centraux pour l'élaboration de cette nouvelle forme de diplomatie transfrontalière innovante basée sur la coopération économique et touristique entre villes. Pouvant apparaître marginale face aux enjeux géostratégiques internationaux qui pèsent au-dessus de la tête des habitants des deux villes, on verra néanmoins en

¹⁶² LIALOU G., op. cit.

¹⁶³ LIALOU G., ibid.

¹⁶⁴ LIALOU G., ibid.

troisième partie de cette étude que ce type de diplomatie transfrontalière va, avec l'appui et le soutien de l'Union européenne, peut néanmoins être un instrument de résolution des conflits.

On voit bien également comment, dans le cas de Kaş et Castellorizo, qu'outre le fait que les populations partagent un même héritage culturel et aient fait preuve de solidarité au cours de l'histoire, il semble bien que le moteur prépondérant de la dynamique de rapprochement soit bien le facteur économique. En effet, le moteur du rapprochement économique transfrontalier est basé sur une logique de consommateur rationnel : un consommateur rationnel choisira toujours le meilleur panier de biens parmi ceux qu'il peut acquérir et prend toujours ses décisions en vue de maximiser son bien-être. Le poids de la logique économique dans le développement de relations économiques transfrontalière ne peut être négligé : il montre comment la proximité géographique et l'intérêt économique à la coopération peuvent être une dynamique plus forte que le principe de préférence nationale. On verra également dans la troisième partie de cette étude que ce moteur économique/proximité géographique va jouer un rôle crucial lors de la crise économique grecque de 2011 dans le rapprochement entre municipalités.

Cette dynamique de rapprochement provient également de la configuration territoriale spécifique de l'île et de la côte. Cette cohérence socio-économique basée sur une interdépendance mutuelle qui prévalaient à l'époque ottomane persiste encore aujourd'hui – même si elle s'inverse avec le temps au profit de Kaş et au détriment de Castellorizo –. On constate donc, que malgré les frontières et le rattachement de ces espaces à des centres nationaux éloignés, l'immanence de la cohérence de certains est à la base de la coopération des villes. Quand Castellorizo était un port riche, les denrées étaient acheminées par la côte pour être exportées. Aujourd'hui, ayant le statut d'île ultrapériphérique de l'UE, Castellorizo est dépendante de la ville de Kaş pour assurer le bien-être de ses habitants. Sadıkbey explique que cela vient de la configuration géographique spécifique du lieu dans lequel sont situées l'île et la côte :

« Kaş, en turc veut dire ça « sourcil ». Si on regarde sur une carte l'île de Castellorizo, on dirait un œil. Si l'on regarde bien, on voit un œil et un sourcil. Un œil et un sourcil sont inséparables. C'est leur destinée d'être à côté, d'être liés. C'est pareil pour l'île de Castellorizo et la ville de Kaş : les gouvernements ont mis des frontières entre les deux, mais elles restent liées. L'île et la côte sont dépendantes l'une de l'autre. Quand Castellorizo était un port riche, c'était Kaş qui était dépendante. Maintenant que Castellorizo est une petite île pauvre et isolée, ce sont ses habitants qui viennent à Kaş. Sans Kaş, ils ne survivraient pas. C'est pour ça qu'elles sont inséparables, comme un œil et un sourcil!¹⁶⁵ »

On peut voir dans les schémas suivants comment l'interdépendance économique entre l'île et la côte, liée à leur dynamisme démographique, reste intemporel, tout en s'étant inversé avec le temps.

¹⁶⁵ Extrait de l'entretien original en turc : « Eğer harita üzerinde Meis adasına bakılırsa, bir göze benzer. Eğer dikkatli bakılırsa bir göz ve bir kaş görülür. Göz ve kaş ayrılmazdır. Yan yana, birbirine bağlı olmak onların kaderidir. Bu Meis adası ve Kaş şehri için de aynı: devletler aralarına bir sınır koydu, ama onlar birbirine bağlı kalıyorlar. Ada ve kıyı ayrılamazlar ve birbirine bağımlıdır. Castellorizo zengin bir liman olduğunda, Kaş bağımlıydı. Şimdi Castellorizo küçük, fakir ve münferit bir ada olduğundan, onun halkı Kaş'a geliyor. Kaş olmadan hayatlarını sürdüremezlerdi. Bu yüzden onlar, göz ve kaş gibi, birbirinden ayrılamazlar ». Entretien avec Sadıkbey, le 14. 08.2009 et le 17.08. 2009, capitaine de bateau reliant Kaş à Kastellorizo aujourd'hui à la retraite. Durée de l'entretien : 1h00 et 1h30. Langue : turc. Enregistrement et prise de notes.

Taille des deux villes et flux économiques entre Castellorizo (Meis) et Kas (Adelphos) à l'époque ottomane



Taille des deux villes et flux économiques entre Castellorizo (Meis) et Kas (Adelphos) depuis la fin des années 1980



Ce type d'interdépendance et de coopération économique entre les îles grecques et les villes de la côte turque ne sont pas restreintes au seul cas de Kaş et de Castellorizo. On retrouve également ce type de commerce transfrontalier entre Ayvalık, Dikili et l'île de Mytilène, entre Bodrum et l'île de Cos ou encore Samos et Kuşadası. Mais cette logique de proximité géographique et de dépendance économique est parmi les plus fortes dans notre cas d'étude parce que l'île de Castellorizo, de par sa position géographique, se retrouve totalement isolée du continent grec et est rendue de ce fait particulièrement dépendante vis-à-vis de la municipalité de Kaş.

L'île de Castellorizo constitue donc un cas d'école d'une île qui a le statut d'île ultrapériphérique aux frontières de l'Europe. Comme l'explique Gottman :

« Même si le rapport centre-périphérie est nié dans certaines analyses en géographie ou dans les sciences sociales, il est pourtant très clair que tout phénomène physique ou humain à l'œuvre sur toutes les catégories de territoires de la planète relève du paradigme « centre/périphérie ¹⁶⁶ » ».

En d'autres termes, toute structure politico-géographique implique nécessairement des éléments de centralité et de périphérisme. Les îles éloignées et très éloignées du centre de la Grèce continentale ont souffert et souffrent toujours de périphéricité ou d'ultra périphéricité. En même temps, elles peuvent devenir le centre d'innovations politiques majeures en mettant en œuvre des politiques de coopération transfrontalières avec la Turquie, pays candidat à l'Union européenne et premier voisin de l'UE. Cela pose la question de la relation centre/périphérie à différentes strates :

- Entre ces deux villes de part et d'autre de la frontière (avec une inversion du rapport centre/périphérie avec le temps au profit de la ville de Kaş et au détriment de Castellorizo, qui a perdu sa centralité d'antan).
- Entre ces villes et leurs gouvernements nationaux respectifs (les deux villes sont éloignées du centre de décision administratif des deux pays).

¹⁶⁶ GOTTMANN J., *Centre and Periphery. Spatial Variations in Politics*, Sage Publications, Beverly Hills, 1980.

- Entre ces villes et l'Union européenne (les deux villes sont tributaires de la politique migratoire de l'UE qui nuit au développement touristique de Castellorizo, mais pourtant l'UE est le seul acteur supranational capable de légitimer la dynamique de coopération dans un contexte conflictuel entre les deux pays)

Ces îles continuent en même temps d'être des territoires dont la souveraineté est parfois contestée ; elles constituent des zones de conflits potentiels tout en s'inscrivant dans une dynamique de rapprochement novatrice au niveau trans-local :

« Les rapports entre les centres continentaux et leurs périphéries insulaires sont devenus une source majeure de tensions, de conflits ou, à tout le moins, de débats politiques. Ainsi, le concept même de « centre-périphérie » appliqué aux îles périphériques et ultrapériphériques de l'Union européenne engendre à la fois une relation spécifique de complémentarité et une possibilité d'opposition et de confrontation. Il convient aussi de prendre en compte le fait que cette question centre-périphérie n'est pas seulement européenne pour ces îles mais également nationale. Il y a là une dimension géographique essentielle, à savoir leur degré d'intégration nationale à leur Etat d'appartenance. Comme on le voit aisément, les îles périphériques et ultrapériphériques évoluent dans un double relation : d'une part, une première relation, plus historique et plus ancienne, avec l'Etat dont elles font partie; d'autre part, une relation beaucoup plus nouvelle avec l'Union européenne¹⁶⁷ ».

Le développement d'espaces transfrontaliers régionaux va être le fer de lance de l'Union européenne qui va encourager ce type de rapprochement entre villes de part et d'autre de la frontière. Les manifestations d'entraide entre les populations mais aussi le fait qu'elles partagent une culture commune en héritage (la culture lycienne) va également être le terreau d'une affirmation identitaire spécifique parfois en opposition avec le reste des ensembles nationaux auxquelles elles appartiennent. Dans le cas de Castellorizo, c'est une affirmation qui semble presque naturelle en raison de l'insularité du lieu qui crée une perception identitaire spécifique au sein de ces habitants, éloignée du reste du continent grec. Pour la ville de Kaş, cette identité est fondée sur l'idée que la population de Kaş sont, sous certains aspects, plus proches culturellement des habitants de Castellorizo grecs que des populations plus conservatrices du Centre ou de l'Est anatolien.

Après avoir vu un premier moteur de rapprochement entre villes - basé sur la proximité géographique, l'intérêt à la coopération et au développement du commerce en zone transfrontalière - à travers l'exemple de Kaş et de Castellorizo, nous allons nous intéresser au cas du couple de deux autres villes, Güzelyurt et Nea Karvali, dont les initiatives de coopération – en raison de leur très grand éloignement géographique – ont éveillé notre intérêt afin de comprendre quelle pouvait être le moteur de leur rapprochement.

¹⁶⁷ SANGUIN A. L, « Périphéricité et ultra périphéricité insulaires dans l'Union européenne », in *L'Espace Politique* n°2, février 2007, URL : <http://espacepolitique.revues.org/index857.html>

Le facteur historico-culturel :

Initiatives de rapprochement entre les villes de l'Echange à travers le cas Güzelyurt/Nea Karvali



Nea Karvali
Macédoine grecque
2 000 habitants
Population majoritairement
réfugiés originaires
de Gelveri (actuelle Güzelyurt)



Güzelyurt
Anatolie Centrale
3000 habitants
Population majoritairement composée par des
des réfugiés originaires de Kozana
(actuelle Kozani en Grèce)

Nous avons fait le choix de baser notre réflexion sur le rapprochement entre les villes de l'Echange à partir d'un exemple spécifique qui nous permettait d'isoler parfaitement la logique du rapprochement historico-culturel : les initiatives mises en place entre les villes de Güzelyurt et Nea Karvali. Nous allons d'abord expliquer les raisons de ce choix.

- *La distance géographique entre Güzelyurt et Nea Karvali*

Si l'exemple de Kaş et Castellorizo s'explique par la proximité géographique des deux villes, l'initiative de rapprochement mise en place entre Güzelyurt et Nea Karvali nous interroge parce qu'à première vue, il est difficile d'établir un lien entre les deux villes tant elles sont éloignées. Güzelyurt est une petite ville de 3 000 habitants située en Cappadoce, entre les villes de Niğde, Aksaray et Nevşehir, aux pieds de l'ancien volcan de l'Hasan Dağı. Nea Karvali est une ville de moins de 2 000 habitants, reliée à la municipalité de Kavala, située à 11 km de celle-ci, dans la région de Macédoine grecque orientale (nord de la Grèce), en face de l'île de Thassos et sur la route d'Ignatia.

- *La mise en place depuis le début des années 1980 d'initiatives pérennes*

Rien ne prédisposait a priori ces deux villes à établir une coopération poussée. Pourtant, ce sont celles qui ont le plus d'initiatives pérennes et denses depuis la fin des années 1980 : visites annuelles de l'association culturelle de Nea Karvali à Güzelyurt et de représentants de la municipalité de Güzelyurt à Nea Karvali depuis 1981, co-organisation d'un festival d'amitié depuis 10 ans ou encore un co-projet de construction d'un musée de l'histoire de la ville à Güzelyurt. Sur quel moteur peut être basé leur partenariat ?

- *Güzelyurt et Nea Karvali : deux villes de l'Echange*

Le seul élément qui relie ces deux villes et leurs populations est l'échange de populations de 1923. Avant l'Echange, la petite ville de Güzelyurt située en Anatolie Centrale portait le nom de Gelveri. Elle était alors majoritairement peuplée par une population grecque-orthodoxe qui s'est installée à Nea Karvali, en Macédoine grecque, au moment de l'Echange. Les orthodoxes ont été remplacés par des réfugiés musulmans originaires de Grèce, plus particulièrement de la ville de Kozana. La ville de Gelveri a pris le nom de Güzelyurt. Les orthodoxes de Gelveri, à la différence des réfugiés orthodoxes du Pont et de la mer Egée - qui ont été obligés de quitter dans le chaos l'Anatolie au moment de la guerre - ont pu partir au moment de l'Echange dans une « relative sérénité ». Cela leur a permis de pouvoir rencontrer les réfugiés de Kozana avant leur départ mais aussi de pouvoir

s'implanter de manière très homogène dans la ville de Nea Karvali. Autre aspect important pour notre étude, les orthodoxes de Gelveri avaient la particularité d'être exclusivement turcophones. Ce facteur est un critère particulièrement important pour notre recherche si on émet l'hypothèse que cette particularité culturelle peut être un facteur explicatif du lien spécifique que cette communauté entretient avec son territoire d'origine plus de 80 ans après l'Echange.

Quels éléments historiques et culturels appartenant à ces deux villes peuvent être à l'origine des relations les unissant actuellement? Pour répondre à cette question, il a fallu retracer l'histoire locale de ces villes afin de mettre en valeur la profondeur historique des liens qui les relient et de comprendre la logique de leur rapprochement.

La problématique des villes de l'Echange contient deux dimensions qui sont au cœur de notre réflexion. Une perspective temporelle, tout d'abord, dans la mesure où cette étude vise à montrer comment les liens passés peuvent expliquer les liens présents entre deux villes. Ce qui revient indirectement à appréhender la question du lien des réfugiés de l'Echange avec à leur « ville d'origine » au fil des générations. En effet, le lien envers le pays d'origine des réfugiés n'est pas le même que celui de leurs descendants. Il conviendra donc de s'interroger sur l'identité et les motivations des acteurs du rapprochement en termes de génération.

La deuxième perspective est de nature spatiale ensuite, puisque notre étude est basée sur l'étude des liens qui unissent deux villes situées de part et d'autre de la frontière gréco-turque. Les jumelages/coopérations mises en place entre villes situées dans des pays qui sont dans une relation encore conflictuelle prennent encore une autre dimension, surtout dans le cas où les populations des villes concernées ont subi un exode forcé. La ville d'origine, pour des gens qui ont vécu l'exode est avant tout un lieu dont ils ont été déracinés : la terre des ancêtres, une « patrie perdue » dont le souvenir reste vivace. La ville de « l'Autre » est, pour les réfugiés, en même temps « leur ville », avec toute l'ambiguïté que révèle l'emploi de cette forme possessive. La *leur*, c'est la ville d'où ils viennent et que d'autres réfugiés sont venus habiter. Cette familiarité avec le lieu peut constituer une base au rapprochement. Mais la *leur*, dans la bouche de certains réfugiés, est aussi synonyme de celle « qu'on leur a prise » et qui est ainsi devenue « autre ». La ville de Gelveri ressuscitée aujourd'hui par la dynamique de rapprochement est-elle seulement une résurrection de Gelveri d'hier ou plutôt un nouvel espace de coopération né du rapprochement? Est-ce que le rapprochement entre Güzelyurt et Nea Karvali est représentatif de toutes les autres villes de l'Echange? Nous verrons que la spécificité des réfugiés de Nea Karvali – en tant que populations *Karamanlı-s* – c'est-à-dire de confession chrétienne mais exclusivement turcophones, peut expliquer le dynamisme des liens entre les deux villes.

Ces questionnements reviennent également à interroger le rôle des réfugiés et de leurs descendants dans la dynamique de rapprochement entre villes grecques et turques depuis le début des années 1980. L'hypothèse de départ de notre travail sur les liens qui unissent les deux villes est simple : est ce que les liens qui existaient dans le passé entre les populations de certaines villes - plus

particulièrement celles dont les populations furent échangées en 1923 - peuvent être à l'origine d'un processus de rapprochement gréco-turc à l'heure actuelle ?

Proposition du plan

Nous essayerons donc de mettre en perspective l'histoire de Güzelyurt et Nea Karvali pour montrer leur caractère spécifique en tant que villes de l'Echange : tout d'abord les relations entre communautés avant l'Echange, ensuite le déroulement de l'Echange à Gelveri et enfin les conséquences de l'Echange pour les populations et territoires concernés. Nous présenterons dans un deuxième temps les initiatives développées entre les deux villes, des voyages-pèlerinages de réfugiés (et de leurs descendants) au projet de construction d'une réplique du Musée de la civilisation cappadocienne de Nea Karvali à Güzelyurt. Enfin, dans un troisième temps, nous essayerons de replacer l'étude spécifique du couple de ville Güzelyurt/Nea Karvali dans une perspective plus générale et comparative s'interrogeant sur le rôle ambivalent que peuvent jouer les réfugiés et leurs descendants dans le processus de rapprochement entre les villes de l'Echange.

1. Mise en perspective historique : de Gelveri à Güzelyurt et Nea Karvali ou la monographie de l'histoire de deux villes de l'Echange

1.1. *Populations et territoires avant L'Echange*

Les populations grecques-orthodoxes de Gelveri



Carte postale de Gelveri avant l'échange de populations représentant l'église Saint Grégoire de Nazianze.

Gelveri est un lieu de peuplement dont on a retrouvé des traces de présence humaine datant du Paléolithique. La ville est située en Cappadoce, dans la région d'Anatolie centrale, entre Niğde et Aksaray. Cette région a été un lieu de passage et de peuplement de grandes civilisations, puisqu'elle a

été successivement sous domination hittite, perse, romaine, seldjoukide puis ottomane. Le nom de Gelveri est apparu par déformation linguistique successive au cours du temps. Jusqu'au début du XVIII^e siècle, le lieu a été seulement occupé par des ermites et des moines chrétiens qui y ont trouvé refuge pour fuir les persécutions¹⁶⁸. Gelveri a été un centre religieux très important de Cappadoce. Certains considèrent Gelveri et plus généralement la région de Cappadoce comme le lieu de naissance de l'Orthodoxie dans la mesure où c'est la ville dans laquelle a vécu Saint Grégoire de Nazianze, un des trois « Pères cappadociens » ou « des trois hiérarques » avec Basile de Césarée et Grégoire de Nysse¹⁶⁹. Attaché à sa région d'origine et ayant consacré sa vie à la propagation du christianisme, la présence de ce Saint fait de Gelveri un véritable centre religieux. Une église – l'église Saint Grégoire de Nazianze (*Hagios Gregorios kilisesi*) - dédiée à la mémoire du Saint homme - a été construite à Gelveri (voir photo)¹⁷⁰. Témoignage de son importance religieuse, Gelveri a été construite à proximité de la vallée des monastères (*Manastir vadisi*), où l'on trouve également de nombreuses églises¹⁷¹. Au XV^e siècle, Gelveri fait partie du *beylik*¹⁷² de Karaman, qui a opposé une résistance forte à la conquête ottomane. La région est néanmoins conquise en 1470 par les Ottomans. Il semble même que la communauté orthodoxe de Gelveri ait bénéficié des faveurs du Sultan, puisque peu de temps avant l'Echange, l'église de Gelveri a obtenu le droit de créer sa propre monnaie¹⁷³.



¹⁶⁸ AKAKIADIS J., *h Karvali Nazianzou kai o Vios Grigoriou tou Theologou*, Tipis I Panprospigiki, Athènes, 1928, p 23-24.

¹⁶⁹ ZIZOULIAS J. D., « I Symvoli tis Kappadokias sti Christianiki Skepsi » in S. Petsopoulos I Sinasos tis Kappadokias, Agra, Athènes, p 23-27.

¹⁷⁰ Cette église, datant du IV^e siècle, a été édifée par l'Empereur Théodose et a ensuite été restaurée à plusieurs reprises avec l'aide des Tsars russes (les boiseries sculptées qui s'y trouvent encore ont été offertes par un Tsar). Commencée en l'an 384, elle aurait servi de maquette pour la construction de Sainte Sophie à Istanbul dont elle est une représentation en miniature. Pour davantage de détails, on pourra se référer à un ouvrage très intéressant sur les églises de Cappadoce écrit par la spécialiste française sur le sujet JOLIVET-LEVY C., *Les églises byzantines de Cappadoce. Le programme iconographique de l'abside et de ses abords*, CNRS Paris, 1991.

¹⁷¹ L'église Haute (*Yüksek kilise*), l'Eglise Rouge (*Kizil kilise*), ainsi que les églises *Silvişli*, *Ahmatlı* et *Koç Kilise*. Gelveri est en outre située à 15 kilomètres de la vallée d'Ihlara, vallée de monastère et d'églises située dans un canyon où le ruisseau Melendiz trouve son lit. La vallée d'Ihlara fut un lieu de célébration du culte chrétien, de retraite spirituelle pour les abbés et les moines qui y trouvèrent refuge. Le nombre d'inscriptions découvertes dans la région d'Ihlara appartenant à l'ère byzantine est assez élevé et les ornements de la vallée datent au plus tôt du VI^e siècle et au plus tard du XIII^e siècle.

¹⁷² Un *Bey* est un titre turc désignant à l'origine un « chef de clan ». Le beylicat désigne à la fois le pouvoir et le territoire (*beylik*) sur lequel s'exerce le pouvoir du *Bey*. Sous l'Empire ottoman, les *Bey-s* étaient des sortes de préfets de l'Empire dans les provinces éloignées, appelées *beylik-s*.

¹⁷³ Sous le contrôle de l'Eglise, des pièces de monnaie à l'effigie de Saint Grégoire de Nazianze ont été forgées et semblent avoir été utilisées par les chrétiens comme par les musulmans. Information trouvées dans le magazine édité par l'association des jeunes originaires de Güzelyurt basé à Ankara, « Güzelyurtlular turizm kültür ve yardımlaşma derneği gençlik kolları yayın organı », *Kapadokyalife*, septembre 2007, numéro 1, p 14.

Si Gelveri est à majorité grecque-orthodoxe, on y trouve néanmoins des populations de confession musulmane. Selon les recensements qui ont eu lieu avant l'échange de populations, on compte 4 500 chrétiens et 400 musulmans à Gelveri¹⁷⁴. La communauté grecque-orthodoxe – ou autrement appelée le *Millet-i Rum*¹⁷⁵ à l'époque ottomane - constitue alors la plus importante communauté chrétienne d'Anatolie. En effet, ce *Millet* a été reconnu dès la prise de Constantinople (1453)¹⁷⁶. Le *Millet-i Rum*, malgré son apparente homogénéité, recouvrait en fait une communauté assez hétérogène si l'on s'intéresse aux langues qui étaient parlées en son sein et à l'emplacement géographique des populations orthodoxes concernées. Si, au sein du *Millet-i Rum*, certaines populations sont exclusivement hellénophones, on retrouvait aussi une variété de dialectes parlés : la langue grecque (surtout sur le pourtour des côtes égéennes et méditerranéennes et de la mer de Marmara), le grec pontique (dans la région du Pont, en mer Noire essentiellement) et des populations chrétiennes exclusivement turcophones, mais écrivant le turc écrit avec l'alphabet grec (les populations *Karamanlı-s*), ainsi que des populations polyglottes.

¹⁷⁴ AKIAKIADIS J., op.cit., p 21.

¹⁷⁵ Le terme *Millet* désigne en ottoman une communauté religieuse légalement protégée par le Sultan. Ce terme vient du mot arabe *Milla*, communauté confessionnelle. Les Millet s'apparentent ainsi à ce que l'on appelle les *Dhimis* en arabe, c'est-à-dire les « gens du Livre protégés » (des peuples non musulmans mais croyant en une religion monothéiste reconnue par le Coran). Les droits et devoirs de ces populations sont définis et elles reçoivent, en contrepartie, l'assurance de la garantie de leur sécurité et de leur liberté religieuse par les autorités ottomanes. Le terme ottoman *Millet* fait également spécifiquement référence à un ensemble institutionnel religieux autonome dans l'Empire où les communautés religieuses sont reconnues comme telles par le Sultan et dotées d'un dirigeant, interlocuteur unique avec le sultan pour les non-musulmans (le Sultan ayant rang de Calife pour les musulmans sunnites) et bénéficient d'une juridiction indépendante (des tribunaux séparés avec peu d'interférences de la part des autorités musulmanes) et des droits et taxations différentielles en échange de n'être pas enrôlées dans l'armée. Les populations de l'Empire étaient donc différenciées sur un critère d'appartenance religieuse et non ethnique ou linguistique. C'est pour cette raison, et également du fait que l'Echange a été fait sur critère religieux et non linguistique, que nous avons fait le choix tout au cours de notre étude, d'utiliser le terme « grec-orthodoxe » et non pas de « Grec », parce que cela nous semble être une traduction plus proche du terme *Rum*, c'est-à-dire personne appartenant au *Millet-i Rum* à l'époque ottomane, mais aussi du terme « musulmans » (et non de « Turc ») en raison de cette spécificité du système du Millet. Pour plus d'informations sur l'Empire ottoman et le système du *Millet*, on peut citer les ouvrages majeurs que constituent ceux de DUMONT P. et GERGEON F., *Vivre ensemble dans l'Empire ottoman. Sociabilités et relations intercommunautaires. XVIIIe - XIXe siècles*, éd. L'Harmattan 1997, MANTRAN R. (dir.), *Histoire de l'empire ottoman*, éd. Fayard, 1989 ou encore LEWIS B., *Istanbul et la civilisation ottomane*, éd. Jean-Claude Lattès, 1990.

¹⁷⁶ Le second à être reconnu, au moment de la prise de Trébizonde (1461) fut le Millet arménien avec juridiction sur tous les chrétiens d'Orient (assyriens, coptes, syriaques, catholiques et même bogomiles). Le troisième fut le millet juif, dès la fin du XV^e siècle (mais sans charte officielle avant 1839).



L'Église Rouge, située à proximité de Gelveri, où aurait été enterrées les reliques de Saint Grégoire de Nazianze (à gauche) et l'Église Saint Grégoire de Nazianze (à droite)

Les populations grecques-orthodoxes de Gelveri ont la particularité d'être des *Karamanli*-s. La naissance du mot *Karamanlı* remonte au milieu du XVI^e siècle. La première trace écrite en langue karamanlie (*karamanlica*) est datée de 1431 et correspond à un document préparé pour le concile de Basel.¹⁷⁷ La production écrite en *Karamanlı* n'a ensuite cessé de se développer.¹⁷⁸ Comme l'explique Evangelia Balta, spécialiste sur le sujet :

« Les *Karamanlı*-s, ce sont les habitants de la région appelée *Karamania*. Par extension, on a appelé ainsi tout d'abord les populations turcophones orthodoxes de Cappadoce¹⁷⁹, puis le terme est venu à désigner les populations turcophones orthodoxes de toute l'Asie Mineure. Les livres publiés en langue turque et en caractères grecs, destinés à l'ensemble des orthodoxes turcophones, ont été appelés *karamanlidika* »¹⁸⁰.

Les populations grecques-orthodoxes turcophones de Cappadoce sont ainsi appelées *Karamanlı*-s,

¹⁷⁷ Le premier à avoir utilisé ce terme pour parler des populations orthodoxes turcophones qu'il a rencontrées dans le quartier de Yedikule est Hans Dernschwam, un voyageur allemand. Voir CLOGG R., « Turkish speaking Greeks of Asia Minor », in CLOGG R., (sous la direction de), *Anatolica, Studies in the Greek East in the 18th and 19th Centuries*, Varirium, 1996, p 79. On pourra également se référer à l'article suivant : CLOGG R., « A Millet within a millet: The Karamanlides », in *Ottoman Greeks in the Age of Nationalism, Politics, Economy and Society in the Ninetenth Century*, éditions D. Goodicas and C. Isaawi, Princeton, 1999.

¹⁷⁸ Entre 1711 et 1935, on compte 628 ouvrages écrits en *karamanlı*. E. Balta, « Karamanlica kitapların dönemlere göre incelmeleri ve konularına göre sınıflandırılması », in *Müteferrika Dergisi*, 1998, p 7. Evangelia Balta a également recensé de manière critique et détaillée tous les ouvrages publiés en *Karamanlı* : E. Balta, « Karamanlica (Karamanlidika) Basılı Eserler », *Tarih ve Toplum*, n°11, février 1989, p 57-59, BALTA E., *Karamanlidika Bibliographie Analytique*, Deltio, Athènes, 1987, E. Balta, « Karamanlidika: Additions », Deltio, Athènes, 1981, E. Balta, *Karamanlidika XXe siècle*, Athènes, 1982, BALTA E., « Karamanlica Kitapların Önsözleri », in *Tarih ve Toplum*, 1990, p 18-21. La langue et les publications en *karamanlı* ont également intéressé d'autres auteurs comme E. Dallego et S. Severien, DALLEGO E., SEVERIEN S., « Karamanlidika I-II-III, Bibliographie Analytique, 1584-1900 », Athènes 1958(I), 1966(II) et 1974(III), (3 tomes) ou encore R. Anehgger, ANEHGGER R., « Karamanlı Türkçesi », in *Tarih ve Toplum Dergisi*, avril 1984, qui fait une intéressante distinction entre la langue turque karamanlı et l'ottoman.

¹⁷⁹ Il faut rappeler que lorsque l'on parle de Cappadoce, c'est également un terme construit dont les frontières ont été mouvantes au cours de l'histoire. Pour rappel, comme le soulignait X. de Planhol : la Cappadoce est « un concept géographique étonnamment éphémère et mobile¹⁷⁹ », X. de Planhol 1981, p 38. Elle demeure en effet une région aux contours flous et changeants, dont les frontières vont évoluer au cours des différentes périodes de l'histoire. Dès la période perse, la Cappadoce est identifiable dans les textes. Elle s'étend alors de la mer Noire au Taurus et du lac Salé à l'Euphrate. Ses frontières circonscrivent les zones taurique et pontique comme le souligne Strabon, mais elles semblent ensuite se rétrécir, à partir du Xe siècle en un thème du nom de Cappadoce qui se développe du Taurus au sud à l'Halys (*Kızılırmak*) au nord et du Lac salé (*Tuz Gölü*) à l'ouest à Kayseri à l'est. Cette région répartie, actuellement, entre les départements d'Aksaray, de Nevşehir, de Kayseri et de Niğde, n'est pas reconnue administrativement, faisant aujourd'hui partie de la région d'Anatolie centrale (İç Anadolu).

¹⁸⁰ BALTA, A. ANAGOSTAKIS E., *La découverte de la Cappadoce au dix-neuvième siècle*, éditions Eren, Istanbul, 1994, p 49.

dénomination venant de la ville de Karaman¹⁸¹, à laquelle était autrefois rattachée une vaste province comprenant la Cappadoce et une grande partie de l'Anatolie centrale¹⁸². Lord Cruzon, le ministre des Affaires étrangères britanniques en 1923, a estimé approximativement le nombre de *Karamanli-s* avant l'Echange, à 50 000 personnes¹⁸³. Les populations *karamanli-s* occupent une place particulièrement spécifique de ce point de vue au sein du *Millet-i Rum*. Certains appellent également ces populations « Turcs chrétiens » (*Ortodox Türkler*) ou encore « Chrétiens anatoliens » (*Anadolu Hiristianlar*). Ces populations ont pour première spécificité de vivre en marge des villes portuaires, commerçantes et hellénophones des côtes d'Asie Mineure.



Inscriptions en *karamanli* retrouvées sur le fronton d'une maison à Güzelyurt. On remarquera l'inscription *Maşallah* écrit avec l'alphabet grec (à gauche), puis d'inscriptions religieuses retrouvées dans la vallée des monastères (au milieu), enfin un extrait d'un du magazine parlant de Gelveri édité par la diaspora gélvériote à Istanbul écrit en *Karamanli* (à droite).

Mais, si beaucoup des communautés orthodoxes qui vivent en Cappadoce sont turcophones, elles ne le pas toutes, ce qui renforce les controverses sur les origines des *Karamanli-s*¹⁸⁴. Longtemps méconnues des foyers hellénophones des côtes, les *Karamanli-s* ont fait l'objet d'une (re)découverte tardive au XIXe siècle par les autorités et l'intelligentsia grecque et ont alors été la cible des campagnes d'hellénisation au moment de l'éveil du sentiment national grec¹⁸⁵ ». La langue *karamanli*

¹⁸¹ MOLLOVA, « Sur le terme Karaman et les recherches sur les Karamans », in *Güney doğu Avrupa araştırmaları dergisi*, 1979-1980, p 8 M.-9.

¹⁸² Dans son usage, ce terme désigne donc à la fois les populations grecques orthodoxes originaires de cette région et les populations orthodoxes turcophones d'Anatolie.

¹⁸³ Si ces populations sont majoritairement implantées en Cappadoce (dans la région de Kayseri, Niğde, Aksaray, Nevşehir, Konya), on en retrouve également à Istanbul (dans les quartiers de Yedikule, Samatya, Kumkapı et Narlıkapı), à Bafra (mer Noire), en Crimée, mais aussi à Isparta, Burdur et Antalya en Asie Mineure. A Istanbul, de nombreuses pierres tombales ont été retrouvées avec des inscriptions en *karamanli* dans les cimetières orthodoxes et dans certains monastères, notamment celui de Balıklı. CLOGG R., « Some Karamanlidika inscriptions from the monastery of the ZoodokhosPigi, Balıkı », in *Istanbul, Byzantine and Modern Greek Studies* 4, 1978, p55-67.

¹⁸⁴ En effet, on retrouve également des villes de Cappadoce dont la population orthodoxe est hellénophone comme Sinasos (actuelle ville de Mustafapaşa), appelée pour cette raison à l'époque ottomane « la petite Athènes de Cappadoce », ou encore la ville de Misti.

¹⁸⁵ La découverte de la Cappadoce par les intellectuels se passe en trois phases : une première période de diffusion des « lumières » religieuses et encyclopédistes où les acteurs principaux sont le Patriarcat et la production écrite *Karamanli* (juqu'en1860), puis une période de découverte progressive de la Cappadoce par le reste de la population et des intellectuels d'Asie Mineure et l'Association philologique grecque (entre 1860 et 1890). Un travail actif de propagande pour éveiller une conscience nationale grecque au sein de ces populations est effectué à cette période. Enfin, après 1890, s'ouvre une période très active d'instruction et d'éveil national menée par les Grecs d'Asie Mineure eux-mêmes en collaboration avec l'Etat grec. L'Asie Mineure, et bien sûr la

est en soi un syncrétisme culturel original qui reste encore inexpliqué, même par les spécialistes de ce sujet¹⁸⁶. Bornons-nous tout simplement à rappeler que les populations *Karamanli*-s ne sont pas une exception rare mais nous semblent davantage illustrer l'éclectisme culturel et religieux des populations vivant dans l'Empire ottoman¹⁸⁷. Le particularisme des populations orthodoxes de Gelveri, héritage d'un Empire ottoman multiconfessionnel et cosmopolite, nous semble être un des facteurs explicatifs du lien spécifique que ces communautés entretiennent avec leur patrie originelle aujourd'hui.

Gelveri, à l'époque ottomane, est une ville relativement prospère dont l'activité principale est la vigne et l'artisanat. On retrouve également une diaspora gélvériote importante à Istanbul, essentiellement de jeunes hommes, qui partent travailler à Istanbul de manière saisonnière pour apporter des revenus financiers à la communauté¹⁸⁸. L'argent que les migrants saisonniers parvenaient

Cappadoce, est appelée « patrie première de la race grecque » et « terre natale de la poésie qui contient les idéaux de l'âme grecque ». La Cappadoce géographique est alors conçue comme « un territoire grec sous domination étrangère » peuplée de « Grecs », et font donc partie les territoires revendiqués dans le cadre de la *Megali Idea* que l'armée grecque doit « libérer ». BALTA E., ANAGOSTAKIS I., op.cit. p 73-74.

¹⁸⁶ EXERTZOGLU H., « Shifting boundaries: language, community and the « non-Greek-speaking Greeks » », in *Historein*, vol. 1, 1999, p 75-92. Rappelons que les populations *Karamanli*-s continuent d'alimenter les plus vifs débats entre nationalistes grecs et turcs, qui se disputent leur origines : populations « turques » qui auraient été christianisées à la période byzantine ou populations « hellènes » qui auraient perdu leur langue d'origine du fait qu'elles vivaient dans des contrées reculées à l'intérieur de l'Anatolie au contact de populations musulmanes turcophones. Notre but n'est pas d'entrer dans cette polémique.

¹⁸⁷ Leur cas n'est en effet pas isolé si l'on pense à celui des Gagaouzes qui sont également des populations turcophones chrétiennes que l'on trouve majoritairement en Ukraine et en Moldavie. Mercenaires de l'Empire byzantin, ces populations seraient des descendants d'Oghouzes turcophones, populations chamanistes qui se seraient converties au christianisme. On retrouve également, dans la région de Bytinie (mer de Marmara), le cas de populations arméniennes orthodoxes écrivant l'arménien avec l'alphabet grec. On peut également penser aux populations orthodoxes non-hellénophones de Roumélie, mais aussi aux populations slaves ou les travaux de P. Karolidis sur les orthodoxes arabophones de Palestine ou de Syrie. On peut également citer le cas des Karay (ou Karaïme), juifs turcophones originaires de Crimée, vivant majoritairement dans le quartier d'Eminönü à Istanbul. Pour retrouver des articles parlant de la situation des populations karaïmes, voir les articles de S. DE TAPIA, « Entre Europe et Asie : Istanbul, cité cosmopolite, carrefour de diasporas? », in *Crossroads Metropolitan City*, p 167-179, ou encore ARIK S., « Polonya topraklarında yasayan Karaylar (Karaïm) », in *Uluslararası Karay çalışmaları sempozyumu*, 5-8 avril 2010, p 285-305 ou encore *Karaylar, Düünden bugüne İstanbul ansiklopedisi*, tome 4, Istanbul, 1994, p 464-466, SHAPIRA D., « Osmanlı imparatorluğunda Karay Matbaası », in *Toplumsal Tarih*, décembre 2006, p 55-59.

¹⁸⁸ Cette organisation stratégique de la communauté lui permet d'avoir des ressources suffisantes à la construction d'écoles et d'assurer à la population orthodoxe de la ville un niveau de vie relativement confortable, comme l'explique Evangelia Balta lors de notre entretien : « On peut le voir dans le système éducatif. Toutes les communautés de chaque village avaient leur propre support économique pour avoir une école. Nous savons que les communautés de Cappadoce étaient riches. Elles étaient établies à Istanbul et avaient pour cela des opportunités de fonder des écoles ou de demander des professeurs payés par Athènes, Istanbul ou Smyrne. La majorité des écoles de Cappadoce avaient des professeurs hellénophones. C'est pourquoi, dans les bourgades de Gelveri, Sinasos ou Kayseri on retrouve de grandes écoles et de gros bâtiments. Le rôle de ces diasporas était très important. La majorité de l'éducation reçue était une éducation religieuse. C'est pourquoi une grande partie devenait prêtre. Il y avait de profonds liens entre eux. Les gens de la diaspora donnaient de l'argent pour les écoles, la nourriture pour les enfants et la restauration des églises ». Extrait de l'entretien réalisé avec Evangelia Balta, historienne spécialiste des populations *Karamanli*-s, Fondation Nationale pour la Recherche (Grèce), le 25/07/07. Notes et enregistrement de 45 min. Langues de l'entretien : anglais, recours au grec et au turc. Voir l'extrait original de l'entretien en annexe. Le même type d'organisation prévalait dans toute la Cappadoce, comme par exemple à Sinasos (BALTA E., *Sinasos / Mübadeleden önce bir Kapadokya kasabası*, Editions Bircamanlar, mai 2007), à Ürgüp (BENLISOY S., « Areti Maarifpervan Cemiyeti », in *Tarih ve toplum*, Mai 2003, p 261-265) ou encore à Nevşehir (BENLISOY S., « Papa Yeorgios nam Cemiyeti-i Islahiyesi », *Tarih ve toplum*, août 2003, p 35-4, BENLISOY S., BENLISOY F., « 19.yüzyılda Karamanlılar ve eğitim: Nevşehir

à mettre de côté était destiné à œuvrer pour la communauté : construction d'écoles, financement des enseignants, fonds d'épargne, envoi de livres et manuels scolaires.



Métier à tisser des tapis et ustensiles de travail ramenés de Gelveri par les réfugiés exposés au Musée de la Civilisation Cappadocienne de Nea Karvali

Les communautés semblent vivre en bonne intelligence, si l'on se réfère aux témoignages de réfugiés que nous avons pu faire à Nea Karvali et à Güzelyurt. Comme l'explique Kadirbey, habitant de Güzelyurt dont la mère, originellement chrétienne, convertie à l'islam après son mariage avec un musulman et qui de ce fait, n'a pas vécu l'Echange :

« Les musulmans et les chrétiens s'entendaient très bien. Même si ils ne partageaient pas la même religion, leur mode de vie et leurs coutumes étaient très similaires. Ils venaient du même endroit, vivaient les mêmes difficultés. Les deux communautés étaient très religieuses mais respectaient la religion de chacun [...]. Ils habitaient dans des quartiers différents de la ville, mais se rendaient régulièrement visite et s'invitaient, surtout au moment des fêtes religieuses. La majorité des musulmans travaillaient avec les chrétiens dans les vignes ou comme artisans. La ville était prospère et tout le monde était content de cette organisation¹⁸⁹ ».



mektepleri », in *Toplumsal Tarih Dergisi*, février 2000. De ces migrations internes est née une communauté Karamanlı à Istanbul. Pour plus de détails sur cette communauté, voir l'article d'Önder Kaya, KAYA Ö., « Istanbul'un Karamanlıları » », in *Mostar*, décembre 2010, p 62-73.

¹⁸⁹ Extrait de l'entretien original : « Müslümanlar ve hıristiyanlar çok iyi anlaşılıyorlardı. Aynı dini paylaşımlar bile, yaşam tarzları ve adetleri çok benzerdi. Aynı bölgeden geliyor, aynı zorlukları yaşıyorlardı. İki topluluk da çok dindardı ama birbirinin dinine saygı duyuyordu. Şehrin farklı mahallelerinde oturuyorlardı, ama birbirlerini düzenli olarak ziyaret ve davet ediyorlardı, özellikle de dini bayramlarda. Müslümanların çoğu esnaf olarak veya üzüm bağlarında hıristiyanlarla çalışıyorlardı. Şehir bahtiyardı ve herkes bu düzenden memnundu » : extrait de l'entretien réalisé avec Kadir Bey, marchand de tapis et d'antiquités, propriétaire/gérant de la pension « Kadir's antique Gelveri Houses », à plusieurs reprises entre le 19/08/07 et le 24/08/07. Notes. Langues des entretiens: turc et allemand, traduit en français. Ces propos sont confirmés par ceux de Partène, descendant de réfugiés et habitants de Nea karvali : « Mon père me racontait que pendant les fêtes de Ramadan, les musulmans les invitaient pour rompre le jeûne. Tous les soirs, ils allaient chez une famille différente et pendant un mois, ils mangeaient des repas somptueux! C'était pareil pour les fêtes chrétiennes, ils apportaient à manger aux familles et les invitaient. Les enfants musulmans venaient dans les familles pour la fête de Pâques». Extrait de l'entretien original : « Babam bana, Ramazan bayramı süresince müslümanların onları iftara davet ettiklerini anlatırdı. Her akşam, farklı bir aileye giderler ve bir ay boyunca mükellef yemekler yerlermiş! Hıristiyan bayramlarında da bu böyleymiş, ailelere yiyecek getirir ve onları davet ederlermiş. Müslüman çocuklar Paskalya bayramı için hıristiyan ailelere gelirlermiş ».

Photos des populations de Gelveri avant l'Echange trouvées au Musée de la Civilisation Cappadocienne de Nea Karvali (à gauche et au milieu) et photo du parterre fait de tombes de *Karamanlı*-s venus travailler et vivre à Istanbul retrouvées au Monastère de Balıklı à Istanbul (à droite).

L'interdépendance économique semble être également le moteur ou la base de la bonne relation entre les communautés. Les populations musulmanes travaillent avec les populations orthodoxes, notamment dans les vignes, comme l'explique Kadirbey :

« Les musulmans vivaient dans des quartiers séparés et étaient en général plus modestes que les chrétiens. Ils travaillaient pour les chrétiens dans la plupart des cas dans les champs ou comme artisans. Leurs relations étaient très bonnes parce qu'ils étaient interdépendants économiquement. C'est pour cette raison que, quand les chrétiens sont partis, ça a été très dur pour les musulmans ¹⁹⁰ ».

Le fait de venir de la même localité, le partage de valeurs similaires et l'interdépendance économique des communautés leur permet de partager un type de « solidarité mécanique ¹⁹¹ ». Si les communautés vivent en harmonie, il ne faut pas oublier néanmoins que les frontières entre communautés restent très étanches. On compte en effet très peu de mariages interconfessionnels à cette époque (seule une dizaine de famille auraient été concernées avant l'Echange à Gelveri, d'après les entretiens que nous avons menés). Mais le fait que les populations parlaient la même langue et partageaient le même mode de vie ont fait que les musulmans ont beaucoup regretté le départ des chrétiens après l'Echange.

Les populations musulmanes de Kozana venues à Gelveri avant l'échange de populations

L'échange a ceci de particulier que, pour parler des liens entre Güzelyurt et Nea Karvali actuels, il faut parler de deux villes et deux populations qui n'ont a priori aucun lien entre elles : les populations grecques-orthodoxes de Gelveri, mais aussi des populations musulmanes de Kozana à l'époque ottomane. Les réfugiés musulmans originaires de Kozana sont ceux qui sont venus « prendre la place » des orthodoxes de Gelveri au moment de l'Echange.

Région ou pays	Dates	Durée
Albanie	1468-1912	444
Bosnie	1463-1878	396
Croatie	1526-1699	173
Gélie	1456-1830	374
Herzégovine	1482-1878	396
Hongrie	1526-1699	173
Macédoine	1371-1913	542
Valachie (Roumanie)	1476-1829	353
Moldavie (Roumanie)	1504-1829	325
Serbie	1516-1918	440

¹⁹⁰ Extrait de l'entretien original : « Müslümanlar ayrı mahallelerde yaşarlardı ve genelde ortodokslara göre daha mütevazıydılar. Çoğunlukla esnaf olarak veya ortodoksların tarlalarında çalışırlardı. Çok iyi ilişkileri vardı çünkü ekonomik olarak birbirlerine bağlıydılar. İşte bu yüzden, ortodokslar gittiklerinde, müslümanlar için çok zor oldu bu ». Extrait de l'entretien réalisé avec Kadir Bey, marchand de tapis et d'antiquités, propriétaire/gérant de la pension « Kadir's antique Gelveri Houses », à plusieurs reprises entre le 19/08/07 et le 24/08/07. Notes. Langues des entretiens : turc et allemand.

¹⁹¹ DURKHEIM E., *De la division du travail social*, 1893.

Présence des Ottomans dans les Balkans¹⁹²

Le territoire grec actuel a été conquis par les Ottomans entre 1430 et 1670¹⁹³. Seules les îles ioniennes, sous contrôle vénitien, ne furent jamais rattachées à l'Empire. L'Empire ottoman s'est épanoui en Grèce pendant quatre cents ans, jusqu'à l'indépendance de la Grèce (1831). Conséquence de cette occupation, on retrouve des populations musulmanes sur le territoire grec à l'époque ottomane, essentiellement en Macédoine grecque¹⁹⁴, en Thrace et en Crète. Kozani, appelée Kozana à l'époque ottomane, est une ville située dans le nord de la Grèce, plus particulièrement à 120 km de Salonique¹⁹⁵, dans la région de la Macédoine occidentale grecque¹⁹⁶. Ville multiconfessionnelle et multiculturelle, elle est également à l'époque ottomane une ville prospère dont l'économie est majoritairement axée sur la production et le commerce de tabac, comme beaucoup d'autres villes de cette région. La ville de Kozana est représentative de l'éclectisme culturel du nord de la Grèce à l'époque ottomane. La plupart des populations qui vivent sur le territoire sont polyglottes¹⁹⁷. Dans le *kaza*¹⁹⁸ de Kozana, on retrouve 53% d'hommes musulmans et 47% de grecs-orthodoxes, ce qui représente une population masculine totale de 14 153 hommes : 7 506 musulmans et 6 645 grecs-orthodoxes¹⁹⁹.

La ville a été fondée après la conquête ottomane par des chrétiens venant de la région de

¹⁹² AKGÖNÜL S., « Roumélie » : les Balkans encore turcs ? », in *Outre-Terre*, 2005/1 no 10, p. 271-284.

¹⁹³ Date de la prise ottomane de la Crète aux Vénitiens, dernière conquête ottomane de l'actuel territoire grec.

¹⁹⁴ Pour localiser de manière plus précise Kozana, cette ville fait partie de la région de Macédoine grecque, expression géographique qui ne constituait pas à l'époque ottomane une unité administrative distincte. Au début du XVI^e siècle, elle fait partie du vaste *eyalet* – division administrative - de Roumélie qui englobe une grande partie des Balkans : elle est divisée entre cinq *sancak*-s, ceux de Kiistendil, de Manastir, d'Ûskup, de Selanik et de Siroz qui comprennent chacun plusieurs *kaza*-s, une cinquantaine au total pour l'ensemble de la Macédoine. La réorganisation administrative des Balkans après les pertes territoriales des années 1878-81 modifie cette répartition. La Macédoine est alors divisée entre les *vilayet*-s de Selanik (*sancak*-s de Selanik, Siroz et Drama), de Manastir (*sancak*-s de Manastir, Serfiçe et Gôrice) et une partie de celui du Kosovo (*sancak* d'Ûskup et partie de celui de Prizren) soit au total sept *sancak*-s et près d'une cinquantaine de *kaza*-s. Le cadre administratif inférieur, le *kaza*, est demeuré relativement stable. PANZAC D., « La population de la Macédoine au XIX^e siècle (1820-1912). », in *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°66, 1992, p 117.

¹⁹⁵ Ancienne dénomination de la ville de Thessalonique.

¹⁹⁶ Kozana fait partie du *vilayet* de Manastir et du *sancak* de Serfiçe, où la majorité de la population est musulmane. Comme l'explique Daniel Panzac, « entre le nord surtout bulgare et le sud plutôt grec, les musulmans dominent 17 *kaza*-s disséminés dans toute la province : à l'est les *kaza*-s de Nevrekop, Drama, Kavala et Sarişaban, au centre, ceux de Lankaza, Timiirhisar, Toyran et Yenicei Vardar, au sud ceux de Cumapazarı et de Kozana, à l'ouest ceux d'Istrova, de Gôrice et de Kolonya et enfin au nord, les *kaza*-s de Radviste, Istip, Ûskiip et Kalkandelen. PANZAC D., op. cit, p 125.

¹⁹⁷ PANZAC D., op. cit., La juxtaposition de plusieurs communautés distinctes a créé certaines tensions, dont résultent la question macédonienne et les crises balkaniques qui vont trouver leur expression à partir du début du XX^e siècle. J. Ancel, *Peuples et Nations des Balkans*, A. Colin, 1930, réédition, Comité des travaux historiques et scientifiques CNRS, 1992. J. Ancel, *La Macédoine, son évolution contemporaine*, Delagrave, Paris, 1930.

Voir également sur cette question le très bon article de F. Adanir, « The Macedonian question: The socio-economic reality and problems of its historiographic interpretation », in *International Journal of Turkish Studies*, III/1, 1985, p 43-64.

¹⁹⁸ Délimitation administrative ottomane.

¹⁹⁹ Population de la Macédoine entre 1882-1893 (hommes seuls, répartition par *Millet*) donnés dans D. Panzac, *ibid.*, p 133. Seuls les hommes sont comptabilisés parce que les statistiques ont été faites par la Sublime porte à des fins militaires.

l'Épire. La première mention de la ville dans un registre ottoman date de 1528. On y compte alors 91 maisons. La population s'agrandit avec l'arrivée d'Ioannis Trantas, qui développe des activités d'élevage. Sa situation sûre attire rapidement la venue d'autres chrétiens expulsés d'Épire mais aussi des musulmans.



Carte ottomane du Vilayet de Manastir

(Source : Fondation des Réfugiés de Lausanne, *Lozan Mübadilleri Vakfı*)

Les musulmans de la province de Kozana parlaient turc et grec. On retrouve les mêmes ambiguïtés et controverses sur l'origine des musulmans de Grèce hellénophones que pour les *Karamanlı-s* en Anatolie. Les musulmans de Kozana, en partie hellénophones, sont-ils issus de populations locales s'étant converties à l'islam ou alors ces populations ont-elles été déplacées d'Anatolie? Cette question est une problématique qui a suscité l'intérêt de plusieurs chercheurs mais à laquelle on ne peut pas apporter une réponse univoque. La présence de populations musulmanes sur le territoire grec s'explique en effet de différentes manières. La première source d'explication serait le déplacement de populations réalisé par les Sultans ottomans après la conquête de ces territoires. Ces déplacements de populations ou plutôt cette « ingénierie démographique », avait plusieurs objectifs : peupler ou développer certains territoires, maintenir un équilibre démographique entre chrétiens et musulmans, islamiser les Balkans mais aussi changer l'équilibre des pouvoirs dans certaines régions d'Anatolie²⁰⁰.

Mais, comme le rappelle Michel Balivet, la présence de musulmans dans cette région peut aussi s'expliquer par les vagues de conversions massives de chrétiens à l'islam dès les débuts de l'occupation ottomane²⁰¹ :

« Dès la fin du Moyen Âge, l'islam s'implante un peu partout dans les Balkans. Les *Bektaşî-s* jouent un rôle très

²⁰⁰ Au fur et à mesure de l'extension de la domination de l'Empire ottoman sur les territoires anatoliens, des populations ont été déplacées dans l'Empire. C'est surtout sous le règne de Mehmet II que les transferts de population ont été les plus importants. L'implantation de musulmans pour islamiser les Balkans est surtout le fruit de la politique de Mehmet I (entre 1413 et 1421). Mais on compte également des transferts de population d'Anatolie vers les Balkans entre 1460 et 1470 pour casser la résistance de certaines provinces hostiles à la domination ottomane, notamment celle de Karaman. L'occupation des Balkans a également engendré des migrations, notamment des corps administratifs de l'Empire, pour mieux contrôler les territoires conquis. La population musulmane turcophone de Salonique est emblématique de cette « bourgeoisie » ottomane, classe de notables, de militaires et de cadres de l'Empire implantés dans les villes grecques

²⁰¹ BALIVET M., « Aux origines de l'islamisation des Balkans ottomans », in *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°66, p 11-20.

important : avant même l'implantation des ottomans en Europe, 70 derviches auraient été envoyés dans les Balkans pour mener une action missionnaire [...]. Mais c'est l'occupation directe, à partir de 1354 des diverses régions balkaniques (Thrace, Bulgarie, Macédoine, Serbie, etc..) qui va déclencher, sous l'impulsion des « derviches colonisateurs » (pour reprendre l'expression d'Ö. L. Berhane), favorisée par les souverains ottomans, un processus systématique de ralliement à l'islam des populations locales passées sous domination turque : « chaque jour, dit un auteur byzantin de la deuxième moitié du XIV^e siècle, des foules de chrétiens deviennent musulmans », ce qui confirme, au XV^e siècle, le chroniqueur Sürullâh b. Sehâbedîn : « le muezin remplace la cloche. Nuit et jour en place de *kyrie eleison*, on récita *lâ ilâ he illaleâ*, et en place de *Christos*, on entendit *Muhammed Resûlullâh* [...] Villages et parfois régions entières passent à l'islam dans l'espoir d'un meilleur traitement fiscal ou d'une promotion sociale, sans parler des mariages turco-chrétiens chez les élites comme chez les gens du peuple²⁰² »

Sous domination ottomane, on compte très peu de cas de conversions forcées, mais davantage volontaires, que ce soit par attrait pour la religion, par intérêt économique ou dans le but de ne pas payer d'impôts et d'avoir une certaine promotion sociale. L'islam sunnite est la religion dominante de l'Empire ottoman (ou le Sultan était aussi Calife). Mais les confréries religieuses, plus particulièrement l'ordre des *Bektaşî-s* et les *Mevlevî-s* soufis²⁰³, ont joué un rôle majeur dans le processus de conversions de populations chrétiennes à l'islam à cette période dans les Balkans²⁰⁴. Leur pratique religieuse, moins contraignante que l'islam sunnite²⁰⁵ et leur interprétation des textes plus large peut expliquer l'attrait que ces deux cultes ont créé chez les populations chrétiennes des Balkans à l'époque ottomane. Comme l'a évoqué Souli Tsetlaka spécialiste sur la question des réfugiés

²⁰² BALIVET M., *ibid.*, p 13.

²⁰³ Le soufisme est une branche mystique de l'Islam : il a pris ses racines initiales dans l'orthodoxie sunnite essentiellement. Mevlânâ Celaleddin-i Rumi, né à Balkh (le 30 septembre 1207 et mort à Konya, 17 décembre 1273), son fondateur, est un mystique musulman perse qui a vécu à Konya et a contribué à la création de l'ordre des « derviches tourneurs » ou mévlévîs, une des principales confréries soufies de l'islam, ayant pris naissance dans la ville de Konya en Turquie. Le *tassawwuf* a pour but de conduire au degré de l'excellence de la foi et du comportement, qui, par la purification du cœur, conduirait à la sincérité spirituelle. S'écartant quant à lui de l'islam sūnnite, le bektachisme est un ordre religieux ésotérique issu de la mouvance soufie de l'Islam. Le mouvement fut fondé au XIII^e siècle par Haci Bektas Veli, originaire d'Anatolie centrale. Les bektachis vénèrent l'Iman Ali et ont une lecture ésotérique des textes. Chacun des membres de la communauté peut être initié jusqu'à devenir un derviche puis au final, un Baba (père en turc, utilisé ici dans le sens de guide spirituel). On compte en Thrace parmi les Tekkes (lieu de culte bektachi) les plus importants et les plus célèbres comme par exemple le *Tekke de Kızıl Deli*, situé près de Dimetoke/Didymoteichon. CLAYER N., *Albanie; Pays des Dervishes*, Osteuropa Institut, Berlin 1990.

²⁰⁴ Sur le soufisme et le bektachisme, on pourra se référer entre autres ouvrages à ceux d'I. MELIKOFF, *Sur les traces du soufisme turc, recherches sur l'Islam populaire en Anatolie*, éd. Isis, Istanbul, 1992, de T. ZARCONE, *Poétesses soufies de la confrérie bektachie*, éd. Signatura, 2010 ou encore l'article du père Alberto F. Ambrosio, « A la rencontre du soufisme », in *Revue de culture contemporaine*, octobre 2011, p 351-361.

²⁰⁵ Ils permettent une pratique religieuse syncrétique plus forte, comme l'explique Michel Balivet :

« L'islam balkanique, issu pour une large part de la prédication des confréries de derviches hétérodoxes à tendance syncrétiste, a grandi dans un milieu à majorité chrétienne dont il a assimilé bien des éléments (culte des saints, iconodoule, baptême prophylactique sans oublier les bribes de tradition préchrétienne, antique, slaves et autres). Dans un espace ottoman où pendant cinq siècles l'étroite cohabitation des diverses communautés provoque bien des échanges culturels, l'identité confessionnelle paraît parfois être bien suffisamment floue pour étonner les voyageurs occidentaux de passage : la femme de l'ambassadeur d'Angleterre explique qu'en Albanie, au début du XVII^e siècle : « les gens qui vivent entre chrétiens et musulmans, qui ne sont pas versés en controverses, se déclarent absolument incapables de juger quelle est la meilleure religion ; mais pour être certains de ne pas rejeter la vérité, avec une très grande prudence, ils observent les deux et vont à la mosquée le vendredi et à l'église le dimanche ». Même double appartenance affirmée chez les Vallahades de Macédoine occidentale (région de Neapolis, Nasliç) qui, lorsqu'on leur demande leur religion, répondent en grec, en faisant le signe de croix « je suis musulman mais par la Sainte Vierge » (*Ime mousloumanos ma tis Panaghias*) » BALIVET M., *op. cit.*, p 18.

hellénophones du nord de la Grèce dans son intervention « *Religion after the Population Exchange. The case of Greek-speaking Muslims from Western Macedonia* », lors du séminaire « Après l'échange. L'intégration des réfugiés en Grèce et en Turquie ²⁰⁶ », beaucoup de réfugiés étaient de confession *bektachie*. La confrérie des *bektachis* était en effet particulièrement active dans la région de Macédoine grecque ²⁰⁷. Souli Tsetlaka explique également que le bektachisme a permis le maintien de la langue grecque des musulmans des provinces d'Anaselitsa (actuelle préfecture de Kozana) et de Grebena (qui a gardé le même nom) parce que l'islam sunnite était non majoritaire dans la région ²⁰⁸.

Nous avons essayé de dépeindre la situation des musulmans de Kozana avant l'Echange sur le plan religieux et culturel, intéressons-nous désormais à l'aspect socio-économique de la ville. Au XVIIe siècle et XVIIIe siècle, les transactions commerciales avec les pays d'Europe centrale permettent à la ville de Kozana de se développer économiquement. Au XIXe siècle, la région de Macédoine grecque, et plus généralement tout le nord de la Grèce, va connaître un essor important grâce à l'industrie du tabac. Comme l'explique Alexandros Dagkas, dans *Recherches sur l'histoire sociale de la Grèce du Nord* ²⁰⁹ :

« Territorialement, l'unité économique de presque toute la Grèce Nord, en tant que région productrice de tabac, était particulièrement étroite dans le triangle géographique Salonique-Serrès-Rhodope, dans lequel étaient inclus les grands centres du tabac (Cavala, Pravion, Xanthi, Drama, Serrès, Nigrita, Salonique). Cet espace n'était pas clos; ses prolongements atteignaient les régions de Comotini et d'Alexandroupolis en Thrace et les régions de Kilkis, de Cozani (Kozana) et de Siatista en Macédoine occidentale ».

Kozana, qui est située dans une région montagneuse, ne fait pas exception à cette tendance.

²⁰⁶ Intervention de Souli Tsetlaka, docteur en histoire dans le cadre du Séminaire « Après l'échange, l'intégration des réfugiés de l'échange de population de 1923 en Grèce et en Turquie » co-organisé à l'Institut d'Etudes Anatoliennes par Nikos Sigalas, Gökçe Bayındır Goularas, Tutku Vardağlı et Lisa Montmayeur.

²⁰⁷ Concernant l'extension du bektachisme spécifiquement en Macédoine orientale, on pourra se reporter à l'ouvrage de F.W. HASLUK, *Christianity and Islam under the Sultans*, Oxford, 1929.

²⁰⁸ MELIKOFF I., op.cit., p, 28 De la même manière que les populations karamanlies ont été les cibles de campagnes d'hellénisation à partir du XIXème siècle, les populations musulmanes de Grèce qui appartenait à ces confréries religieuses ont fait l'objet de campagnes de « sunnisation » à cette même période. C'est à la deuxième moitié du XIXème, un peu à la manière des campagnes d'hellénisation des orthodoxes anatoliens au moment de l'éveil national grec, que des medresa et des mosquées ont commencé à être construites dans les villages musulmans de Grèce de cette région avec le soutien de l'intelligentsia musulmane turcophone de Thessalonique. Mais la persécution des Bektachis et la fermeture des *tekke-s* en 1826 n'ont pas mis un frein à son influence en Macédoine occidentale. Ces tentatives de « sunnisation » des populations musulmanes hellénophones de Macédoine occidentale ont été de courte durée puisque l'Echange est venu mettre un terme à la présence de ces populations dans cette région. Ce mouvement de sunnisation sera réellement achevé en Turquie après l'Echange, lorsque les réfugiés ont dû, pour s'intégrer dans leur pays d'accueil, mettre de côté certaines de leurs pratiques culturelles spécifiques, comme on va le voir par la suite. Exemple particulièrement parlant, le premier permis de construire une mosquée à Tsotyli - une des deux plus grandes villes de musulmans de la préfecture d'Anaselitsa - n'a été donnée qu'en 1890 Auparavant, on ne trouvait que des *tekke-s* bektachis ou mévlévis. La situation est identique à Grebena. En 1922, il n'y avait des mosquées seulement que dans la moitié de village de musulmans hellénophones d'Anaselitsa. Informations données par Souli Tsetlaka à partir des archives non-publiées d'un marchand chrétien de la ville à la seconde moitié du XIXème siècle.

²⁰⁹ A. DAGKAS *Recherches sur l'histoire sociale de la Grèce du Nord. Le mouvement des ouvriers du tabac 1918-1928*, Broché, Paris, 2003, p 15.



Photos des plantations et usines de tabac dans le nord de la Grèce prises au Musée du Tabac de Kavala
(Source : musée du tabac, Kavala)

Les paysans se mettent à cultiver majoritairement du tabac pour pouvoir le vendre dans les manufactures qui fleurissent dans plusieurs villes de la région. La classe paysanne se met progressivement à planter du tabac en grande quantité. La production de la Macédoine/Thrace, avant les Guerres balkaniques, variait à une hauteur de 20 millions de kilogrammes annuellement²¹⁰. Si les villes étaient relativement développées, « à la fin du XIXe siècle, la situation économique de la campagne présentait de nombreux éléments de retard, qui ont survécu même au début du XXe siècle²¹¹ ».



Photos de Kozana avant l'Echange
(Source : Fondation des Réfugiés de Lausanne, *Lozan Mübadilleri Vakfi*)

Une classe ouvrière se développe rapidement dans les grands centres de la région. On compte à Kozana 1 000 ouvriers à l'époque ottomane²¹². La culture du tabac permet à une partie de la population de rester vivre à Kozana alors que les éléments les plus jeunes de la population partent travailler en tant qu'ouvriers dans les manufactures de tabac des grandes villes de la région²¹³.

²¹⁰ DAGKAS A., *ibid*, p 136. Pour se donner une représentation, rappelons qu'en Macédoine, environ 200.000 stremmes étaient semés en tabac. La récolte annuelle des tabacs macédoniens, au XVIIIe siècle, était à peu près de 100 000 balles, d'un poids de 71 ocques chacune. La production totale de tabac atteignait 9 088 millions kilogrammes.

²¹¹ DAGKAS A., *ibid*, p 92.

²¹² DAGKAS A., *ibid*, p 143.

²¹³ Le développement du capital oligopoliste investi dans le commerce de tabac a rendu nécessaire la création de grands dépôts de tabacs, où travaillaient des milliers d'ouvriers, de diverse provenance et entrés tout récemment dans la classe ouvrière. Il est à noter qu'un autre triangle économique, celui qui entoure les centres textiles (Salonique et les villes du mont Vermion, ne développa pas, pendant cette période, un mouvement équivalent à celui des ouvriers du tabac.

1.2. *L'échange de populations entre les populations orthodoxes de Gelveri et les populations musulmanes de Kozana*

La Convention sur les échanges de population entre la Grèce et la Turquie du 30 janvier 1923

A l'issue de la guerre gréco-turque de 1919-1922, une Convention sur les échanges de populations est signée le 30 janvier 1923 par les gouvernements grecs et turcs, sous l'égide de la société des Nations. Dr. Fridtjof Wedel-Jarlsberg Nansen²¹⁴, alors commissaire de la Société Des Nations (SDN) souhaite apporter de l'aide aux réfugiés grecs et trouver une solution au problème des minorités. L'idée d'un échange de populations est alors évoquée et adoptée par les différents protagonistes. Cette convention se veut être une solution au problème des réfugiés de guerre grecs-orthodoxes qui sont venus massivement en Grèce au moment de la débâcle de l'armée grecque et de l'incendie de Smyrne en 1922. Il constitue également un moyen d'homogénéiser religieusement et culturellement les deux Etats-nations qui se construisent après-guerre. Enfin, l'Echange vise également à prévenir d'éventuelles représailles contre les minorités dans chaque pays dans un contexte d'après-guerre²¹⁵.



L'échange de populations entre la Grèce et la Turquie
(Photos d'archive, source : Fondation des Réfugiés de Lausanne, *Lozan Mübadilleri Vakfi*)

Bien que des accords similaires aient été signés, il est important de souligner que les échanges de populations prévus par la Convention de Lausanne constituent néanmoins une première, tant par leur ampleur que par leurs modalités d'exécution. Après de grandes discussions quant au critère à

²¹⁴ Fridtjof Wedel-Jarlsberg Nansen (1861-1930) est un explorateur polaire, scientifique, homme d'État et diplomate norvégien qui a joué un rôle important au sein de la SDN après la première guerre mondiale.

²¹⁵ PENTZOPOULOS D., *The Balkan exchange of minorities and its impact upon Greece*, La Hague, Mouton, 1962, p 16-17. Comme le rappelle Méropi Anastasiadou :

« L'entrée des troupes kémalistes dans Smyrne, en septembre 1922, entraînera un *sauf qui-peut* cette fois sans retour. En l'espace de quelques semaines, près de 500 000 grecs-orthodoxes d'Asie Mineure seront évacués vers la Grèce par les quelques 178 bateaux spécialement mis à leur disposition. En réalité, lorsque les chefs de la diplomatie alliée se réunissent en janvier 1923 à Ouchy, les jeux sont déjà faits. Les départs massifs, à caractère plus ou moins spontanés, qui se sont multipliés dans la région durant les deux premières décennies du XXe siècle ont d'ores et déjà permis à la Grèce et à la Turquie de se doter d'un tissu ethnique relativement homogène, la part des éléments extérieurs à la confession dominante s'y trouvant réduite à quelque 10%. Au total, entre 1912 et 1924, 1 200 000 Grecs ont quitté la Turquie. Dans le même temps, ce sont environ quatre millions de musulmans qui ont fui la Grèce. Le traité de Lausanne ne fait que réglementer ces mouvements. Il prend acte d'un processus déjà largement entamé ». ANASTASIADOU M., « L'échange des populations entre la Grèce et la Turquie au lendemain de la Première Guerre mondiale », in *Confluences Méditerranée*, n° 16, hiver 1995-96, p 151-159.

retenir pour l'Échange, c'est finalement celui de la religion qui est décidé²¹⁶. La Convention prévoit que sont exemptées de cet échange les populations musulmanes de Thrace occidentale grecque (ainsi que les populations Tchams de l'Épire) ainsi que les « établis²¹⁷ » grecs-orthodoxes d'Istanbul et des îles d'Imbros et de Ténédos²¹⁸. De cette décision naît donc une minorité musulmane en Grèce et grecque-orthodoxe en Turquie²¹⁹. L'Échange engendre la migration croisée et forcée de plus de 2 millions de d'individus entre la Grèce et la Turquie : 1 200 000 grecs-orthodoxes et entre 500 000 et 800 000 musulmans²²⁰. Les réfugiés de guerre grecs-orthodoxes qui sont arrivés en Grèce avant la signature de la Convention y sont rétroactivement inclus²²¹. Une grande partie des populations grecques-orthodoxes d'Anatolie avait fui devant l'avancée turque en août 1922 et avait trouvé refuge en Grèce. Lorsque la Convention d'Échange a été signée en janvier 1923, ces populations se trouvaient donc « échangées *de facto* » et sur le territoire grec depuis plusieurs mois. Cet état de fait est important à rappeler dans le cadre de notre étude car il implique des conditions de départ très diverses selon l'origine des réfugiés et des conséquences se répercutant à différents niveaux.

Une mission mixte résidant en Turquie ou en Grèce, composée de quatre membres pour chacune des « hautes parties contractantes » et de trois membres choisis par le Conseil de la Société des Nations parmi les ressortissants des Puissances n'ayant pas participé à la guerre de 1914-1918 est créée. Le but de leur travail est de planifier l'Échange : qui doit partir, quand, où et comment. La question des compensations financières dans le cadre de l'Échange va être prise en charge par la commission. Sur le papier, le transfert semble relativement facile à orchestrer, mais en pratique et sur le terrain, il donne lieu à de grandes déconvenues et se transforme vite en véritable casse-tête pour la

²¹⁶ Comme l'indique l'article 1 de la convention :

« Il sera procédé dès le 1er mai 1923 à l'échange obligatoire des ressortissants turcs de religion grecque orthodoxe établis sur les territoires turcs et des ressortissants grecs de religion musulmane établis sur les territoires grecs. Ces personnes ne pourront venir se rétablir en Turquie, ou, respectivement, en Grèce, sans l'autorisation du Gouvernement turc ou respectivement, du Gouvernement hellénique.

²¹⁷ Populations grecques-orthodoxes vivant depuis avant l'année 1918 à Istanbul.

²¹⁸ Article 2 de la Convention : « Seront considérés comme habitants grecs de Constantinople tous les Grecs déjà établis avant le 30 octobre 1918 dans les circonscriptions de la préfecture de la ville de Constantinople, telles qu'elles sont délimitées par la loi de 1912. Seront considérés comme habitants musulmans de la Thrace occidentale tous les musulmans établis dans la région à l'est de la ligne-frontière établie en 1913 par le Traité de Bucarest ».

²¹⁹ On peut citer les travaux de Samim Akgönül sur les minorités héritées du traité de Lausanne, notamment AKGÖNÜL S., « La naissance du concept de minorité en Europe », in *Colloque : Minorités religieuses dans l'espace européen, Approches sociologiques et juridiques*, 4 – 5 novembre 2004 Strasbourg. Akgönül Samim, AKGÖNÜL S., « Reciprocity and Minority Religious Institutions in Greece and Turkey », in S. AKGONÜL (ed.) *Reciprocity: Greek and Turkish minority's law, religion and politics*, Bilgi Üniversitesi, Istanbul, 2008 ou encore AKGÖNÜL S., *Les Grecs de Turquie*, L'Harmattan, 2005.

²²⁰ Les chiffres varient selon les sources : certains auteurs parlent de plus de 2 000 000 orthodoxes d'Asie mineure qui auraient été échangés avec quelques 600 000 musulmans de la Grèce continentale et des îles égéennes.

²²¹ Article 3 de la convention : « Les Grecs et les musulmans, ayant déjà quitté depuis le 18 octobre 1912 les territoires dont les habitants grecs et turcs doivent être respectivement échangés, seront considérés comme compris dans l'échange prévu dans l'article premier. L'expression « émigrant », dans la présente Convention, comprend toutes les personnes physiques et morales devant émigrer ou ayant émigré depuis le 18 octobre 1912 ».

commission²²². La décision sera quand même prise et l'échange de populations mis en pratique dès l'année 1923. Il va s'étaler sur trois ans, entre 1923 et 1926, période durant laquelle va avoir lieu cet échange forcé croisé entre musulmans de Grèce et grecs-orthodoxes de Turquie, dont nous aurons un aperçu à travers l'exemple spécifique de l'échange entre les populations de Kozana et Gelveri.

L'échange de population à Gelveri

Les habitants de Gelveri semblent avoir eu vent assez rapidement de l'échange de populations qui était en train de se préparer après la guerre. En effet, un réfugié raconte que des réfugiés grecs-orthodoxes originaires de Denizli et Nazlı sont venus à Gelveri peu après la débâcle de l'armée grecque en Anatolie et ont informé la population de Gelveri « que les Turcs les avaient déportés et qu'ils chasseraient ensuite tous les Grecs d'Anatolie²²³ ». Officiellement, les gelvériotes ont appris qu'ils devraient partir en Grèce et que des réfugiés musulmans allaient arriver en septembre 1923, soit un an avant leur départ effectif de Gelveri. En effet, au printemps 1924, une Commission mandatée de Grèce pour régler les modalités de l'Echange et préparer le départ s'installe à Niğde, à environ 40 km de Gelveri. Elle dispose bien sûr d'un rôle informatif, mais sa tâche première a été de prendre les dispositions relatives au devenir des propriétés mobilières et immobilières des échangés²²⁴. A la fin du printemps 1924, les habitants de Gelveri apprennent que les réfugiés musulmans originaires de la ville de Kozana vont arriver²²⁵. Pour tenter de prévenir certains problèmes liés à l'arrivée des réfugiés, les

²²² N. Politis évoque ces difficultés : « Ces réfugiés bénéficient ainsi des mesures de dédommagements et de compensations prévues dans le cadre de l'échange. La liquidation des biens était une affaire particulièrement délicate. Il s'agissait d'une masse énorme évaluée à environ 34 milliards de francs pour les Grecs et à plus de 2 milliards de francs pour les Musulmans; elle intéressait une population globale de près de deux millions d'âmes. Tâche littéralement écrasante qui comporta l'examen de quelque 1.500.000 dossiers. On a pu dire devant le Conseil de la Société des Nations que « ce fut l'affaire la plus volumineuse de l'histoire du monde ». Quand il fallut aller dans le détail, fixer avec une certaine précision ce qui revenait à chacun, le mode de paiement, le transfert des capitaux, la commission s'est trouvée dans une situation impossible. Elle avait présent à l'esprit l'exemple encore récent de l'émigration bulgare-grecque qui, pour environ 200 000 personnes, avait demandé un peu plus de dix ans d'efforts. Cette fois, il s'agissait d'une population dix fois supérieure : c'était l'horrificante perspective d'un siècle de calculs, pour fixer des indemnités qui seraient payées, non pas aux réfugiés, ni à leurs enfants, mais à leurs arrière-petits-enfants », POLITIS N., « Le transfert des populations », in *Politique étrangère* n°2 – 1940, p 86.

²²³ Extrait de témoignages des réfugiés originaires de Gelveri recueillis par le Centre de recherche sur l'Asie Mineure Η ΕΞΟΔΟΣ (ΤΟΜΟΣ Β΄)-ΜΑΡΤΥΡΙΕΣ ΑΠΟ ΤΙΣ ΕΠΑΡΧΙΕΣ ΤΗΣ ΚΕΝΤΡΙΚΗΣ ΚΑΙ ΝΟΤΙΑΣ ΜΙΚΡΑΣΙΑΣ, ΚΕΝΤΡΟ ΜΙΚΡΑΣΙΑΤΙΚΩΝ ΣΠΟΥΔΩΝ, ΑΝΑΤΥΠΙΩΣΗ, ΑΘΗΝΑ, 2004, traduit du grec par Antoine Rossi, traducteur à l'agence ATIDMA.

²²⁴ La commission en charge de l'échange de population était en effet censée tout organiser quant au transfert des populations : leur lieu d'implantation mais aussi l'inventaire des biens laissés par les réfugiés, pour qu'ils puissent retrouver l'équivalent de ce qu'il laissait dans leur pays d'origine à leur arrivée dans leur pays d'accueil.

²²⁵ Pour être plus exact, ce n'est pas toute la population de la ville de Kozana qui a été envoyée à Güzelyurt. En fonction des prévisions de la Commission pour l'Echange, la population musulmane de cette ville a été envoyée dans différents endroits d'Anatolie. Comme nous l'avons vu précédemment, la population de Kozana était composée majoritairement d'agriculteurs qui cultivaient le tabac et d'ouvriers qui travaillaient (de manière saisonnière ou permanente) dans les manufactures de tabac des grandes villes de la région. Une partie de la population de Kozana qui avait des terres et avait une activité agricole avant l'Echange a été envoyée en Cappadoce, et plus particulièrement à Gelveri, pour qu'elle puisse continuer à développer ses activités agricoles.

gelvériotes décident de prendre des dispositions nécessaires à l'installation des réfugiés avant qu'ils n'arrivent.

Les réfugiés semblent avoir été durement éprouvés par leur voyage jusqu'en Anatolie centrale et leur arrivée est difficile²²⁶. Les réfugiés sont donc regroupés et installés dans un quartier de Gelveri. Des initiatives naissent pour remédier à la précarité de la situation des nouveaux arrivants. Le départ de la population grecque-orthodoxe de Gelveri a lieu en août 1924. Les grecs-orthodoxes semblent avoir eu le temps de préparer leur voyage et ne sont pas partis dans la précipitation. Avant leur départ, plusieurs habitants ont partiellement vendus plusieurs de leurs biens à Gelveri même ou aux alentours. Tout le monde est afféré aux préparatifs²²⁷. Certains membres de la communauté (une petite minorité) ne vont néanmoins pas faire l'Échange. C'est le cas de femmes qui se sont mariées à des musulmans ou à des soldats orthodoxes, enrôlés dans les *Amele Taburu* (camp de travaux réservés aux non-musulmans²²⁸) :

« Il y a à peu près 10 familles par village qui ont des membres de leur famille restés là-bas. Pas seulement à Gelveri, mais dans toute la Cappadoce. Dans chaque village, plus de 10 familles...A cause des dates, des mélanges, mais aussi parce que certaines filles étaient amoureuses et n'ont pas voulu partir. Certains d'entre eux étaient aussi soldats et n'ont pas pu retourner chez eux avant que leur famille ne parte. Et les gens, les familles sont parties, mais les soldats, après 5 ans, sont revenus et n'ont trouvé personne. Ils n'avaient pas l'argent pour venir et leur famille les pensait morts, mais ils sont restés là, ont fondé une famille...Il y a beaucoup de gens

Le reste de la population a été envoyé dans différentes villes turques qui disposaient de manufactures de tabac (principalement Samsun, mais aussi Istanbul). Le transfert de réfugiés musulmans de Macédoine grecque a été réalisé de deux manières. Certains étaient acheminés en Turquie par bateaux à partir du port de Thessalonique. D'autres étaient amenés en Turquie par train à partir de la ville de Drama.

²²⁶ Avant de s'installer dans leur nouveau lieu d'implantation, les réfugiés devaient faire étape dans des centres de santé situés dans différentes villes turques. D'après les sources que nous avons pu consulter, il semble que la population musulmane originaire de Kozana a été transférée du port de Thessalonique au centre de santé de Mersin par voie maritime. Elle a ensuite été acheminée jusqu'à Gelveri par train.

²²⁷ Comme il est stipulé dans l'article 8 de la Convention sur les échanges de population : « Les émigrants seront libres d'emporter avec eux ou de faire transporter leurs biens meubles de toute nature sans qu'il leur soit imposé de ce chef aucun droit, soit de sortie, soit d'entrée, ni aucune autre taxe. De même, les membres de toute communauté (y compris le personnel des mosquées, *tekke-s*, *medrese-s*, églises, couvents, écoles, hôpitaux, sociétés, associations et personnes morales, ou autres fondations de quelque nature que ce soit), qui doit quitter le territoire d'un des Etats contractants en vertu de la présente Convention, auront le droit d'emporter librement ou de faire transporter les biens meubles appartenant à leurs communautés. Les plus grandes facilités de transport seront fournies par les autorités des deux pays, sur la recommandation de la Commission mixte prévue dans l'article n. Les émigrants qui ne pourraient pas emporter tout ou une partie de leurs biens meubles pourront les laisser sur place. Dans ce cas, les autorités locales seront tenues d'établir contradictoirement avec l'émigrant l'inventaire et la valeur des biens meubles laissés par lui. Les procès-verbaux contenant l'inventaire et la valeur des biens meubles laissés par l'émigrant seront dressés en quatre exemplaires, dont l'un sera conservé par les autorités locales, le second sera remis à la Commission mixte prévue à l'article n pour servir de base à la liquidation prévue à l'article 9, le troisième exemplaire sera remis au Gouvernement du pays d'immigration et le quatrième à l'émigrant ». Chacun pouvait emmener une certaine quantité d'affaires, dans la limite de poids déterminée pour leur chargement sur les charrettes destinées à acheminer hommes et biens aux gares ferroviaires les plus proches. Le mobilier et les affaires de l'église ont également été emportés par les échangés. Les préparatifs de cet événement constituent un fait important et symbolique. Comme nous le verrons par la suite, le « transfert » des biens de l'église de Saint Grégoire le Théologien, ainsi que les reliques du Saint, joueront un rôle par la suite tant au niveau de l'identité de la communauté, de la perception de son « voyage » vers la Grèce et de l'articulation de celle-ci autour de la nouvelle église à Nea Karvali.

²²⁸ ZÜRCHER E.J, *Savaş, devrim ve uluslaşma:Türkiye tarihinde geçiş Dönemi, 1908-1928*, İstanbul Bilgi Üniversitesi, İstanbul, 2005, p 201-214.

dans cette situation²²⁹ ».

L'élément marquant, relaté aussi bien dans les témoignages des Gelvériotes ayant participé à l'Echange que par les habitants actuels de Nea Karvali, lorsqu'on les interroge sur l'histoire de l'Echange telle qu'elle leur a été transmise par leurs ancêtres, correspond aux adieux difficiles entre les deux communautés de Gelveri. Evoquer cette séparation douloureuse est une façon d'insister sur la bonne entente qui prévalait et permet de mettre en évidence les relations de dépendance mutuelle qui existaient :

« Les Turcs de Gelveri et des villages environnants venaient nous saluer là où nous passions [...]. Les Turcs nous préparaient de l'*ayran*²³⁰ pour nous rafraîchir – les amis nous prenaient dans les bras. Ils pleuraient et disaient : « pourquoi partez-vous? Depuis tout ce temps nous vivions comme des frères. Les Turcs de Gelveri pleuraient et nous priaient de ne pas partir²³¹ ».

Les gelvériotes sont acheminés à Mersin²³². La communauté reste environ un mois à Mersin, et prend la mer à bord de différents navires. La plupart des Gelvériotes se retrouve néanmoins sur un bateau turc appelé le Rizé qui met le cap vers Thessalonique²³³. Les difficultés débutent dès l'arrivée

²²⁹ Extrait de l'entretien avec Kaplanis Iosifidis, président de l'association culturel de Nea Karvali « Στέγη Πολιτισμού Νέας Καρβάλης », le 31/07/07, 20h/22h. Notes et enregistrement de 90 min. Langues de l'entretien : anglais, recours au grec, au turc et au français : « There are about 10 families per village that have relatives there. Not only in Gelveri, but in all Cappadocia. In every village, more than 10 families... Because of the dates, the mixing, because some girls were in love with somebody there and didn't want to come. Because some of them were soldiers and couldn't connect with their houses, and the people, the families leave, but the soldiers, after 5 years come back and didn't find the families, and didn't have the money to come, and the families thought he was dead, but he was there, and made a family there, and stay in the village... There are many of these people ».

²³⁰ Boisson à base de lait salé.

²³¹ Un autre fait marquant intervenu lors du départ des convois, c'est l'afflux de nombreux musulmans, aussi bien des environs de Gelveri que de villages plus éloignés de la province d'Aksaray, venant régler leurs dettes auprès des partants ou essayer d'obtenir l'annulation de celles-ci. L'islam prête en effet un sort funeste aux détracteurs de dettes non réglées dans l'au-delà. Le départ définitif de nombreux bailleurs donc pour conséquence de précipiter les tentatives de règlement de dettes parfois anciennes. Cet épisode témoigne une fois de plus de l'interdépendance économique des communautés interreligieuses dans la province d'Aksaray-Gelveri, et le bon déroulement du règlement de ces dettes révèle l'absence d'antagonisme apparent et de tensions exacerbées à l'heure du départ. La gestion de ces événements montre par ailleurs une bonne connaissance des principes de la religion musulmane par la population grecque-orthodoxe locale et surtout le respect de ceux-ci.

²³² Les convois de charrettes et de chameaux acheminant les réfugiés vers le port de Mersin suit deux itinéraires. Le premier passe par la route d'Aksaray à l'Ouest avant d'obliquer vers le Sud pour rejoindre la gare ferroviaire d'Eregli. Le second suit la direction de Niğde, à l'est de Gelveri et aboutit à Ulukisla, au Sud, où passent également les voies de chemins de fer. A partir de ces deux gares, le transport se fait en train et le convoi converge vers Mersin. Si les témoignages font état de diverses difficultés, notamment des conditions éprouvantes du voyage en train – les gens voyagent debout, entassés les uns sur les autres dans des wagons à bestiaux – et du cailloutage de celui-ci par des enfants pendant le trajet, force est de constater que le voyage terrestre se passe relativement bien par comparaison à d'autres départs d'Anatolie. Aucun incident majeur n'est à déplorer au niveau des personnes, et aucun détournement ou vol conséquent de biens n'est relevé. Notons également qu'un certain nombre de Gelvériotes a choisi de prendre le train pour Istanbul, où ils devaient être accueillis par des proches membres de la diaspora.

²³³ Les réfugiés racontent que le navire sur lequel ils sont embarqués va subir une grave avarie, au niveau de la chaudière, pendant le voyage. L'équipage et les passagers sont persuadés du naufrage imminent du Rizé mais un marin turc parvient miraculeusement à réparer la panne dans une tentative périlleuse. En dépit de ce geste courageux, les Gelvériotes attribueront ce miracle à une intervention de leur Saint, Grégoire le Théologien, dont les reliques font partie du voyage et qui a « protégé la communauté ». D'après les témoignages, les orthodoxes s'étaient résignés à l'idée de l'Echange, à l'exception des plus âgés. Une certaine appréhension quant à leur sort au sein de la Turquie future dont la majorité de la population grecque orthodoxe était partie ainsi que l'idéalisation d'un départ vers « la Mère hellénique » motivaient cette attitude. Mais, leur arrivée en Grèce, comme nous allons le voir, brisera attentes et illusions.

des déplacés en Grèce. Après plusieurs jours de mer, ils arrivent à Karaburnu, port situé près de l'actuelle Kalamaria, à Thessalonique, où, suspectés d'être porteurs de la tuberculose, ils sont placés en quarantaine pour une quinzaine de jours. L'étape suivante de leur voyage maritime les amène à Kavala, où les rejoignent les Gélvériotes ayant transité par Athènes, qui ont enduré un voyage encore plus pénible. Les réfugiés sont ensuite conduits sur le site de *Tsinar Dere*, qui ne correspond pas à l'emplacement exact de l'actuelle Nea Karvali, mais l'endroit où les réfugiés vont s'installer dans un premier temps. Les témoignages font état de conditions de vie précaires et d'une véritable lutte pour la survie²³⁴.



Photos de la première installation des réfugiés à Nea Karvali
(Source : Musée de la civilisation cappadocienne de Nea Karvali)

Nea Karvali sera finalement fondée 1926 dans la plaine marécageuse traversée par la voie Ignatia, en contrebas du site sur lequel les déplacés avaient d'abord installé leurs tentes. Si l'espace originel était un lieu inhospitalier, l'emplacement final du site de Nea Karvali se révèle également être un lieu infesté de moustiques, comportant des risques de développement et de propagation de la malaria :

« Cet endroit était encore pire que l'autre. Chaque jour mouraient cinq ou six personnes à cause des fièvres. Surtout les plus jeunes et les femmes enceintes. Ah, nous avons beaucoup souffert²³⁵ ! »

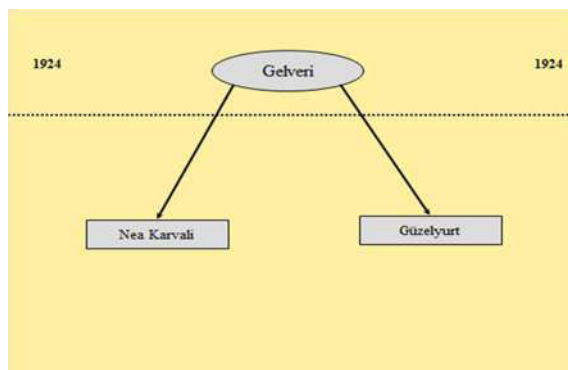
La mortalité au sein de la communauté sera très forte au cours des années suivantes l'Echange²³⁶. La

²³⁴ PENTZOPOULOS D., *The Balkan Exchange of Minorities and its impact upon Greece*, The Hague, Mouton, 1962. Dimitris Pentzopoulos mentionne l'existence d'un scandale politico financier portant sur le site finalement attribué aux Gélvériotes par rapport aux terres initialement choisies pour l'établissement de la communauté. Nous n'avons pas pu retrouver d'informations complémentaires sur ce scandale. D'après les renseignements que nous avons pu recueillir auprès des descendants de réfugiés, le choix du site a été effectué par un comité de Gélvériotes d'Istanbul entre différents emplacements proposés aux réfugiés sur le territoire grec. Bien qu'il ne précise pas la nature exacte de cette affaire, Pentzopoulos indique que la Commission a été responsable de l'installation des déplacés sur des terres marécageuses dont on connaissait l'insalubrité

²³⁵ Extrait de témoignages des réfugiés originaires de Gelveri recueillis par le Centre de recherche sur l'Asie Mineure Η ΕΞΟΔΟΣ, op. cit., traduit du grec par Antoine Rossi, traducteur à l'agence ATIDMA.

²³⁶ Nous n'avons pas pu trouver un chiffre exact du nombre de morts occasionnées par l'Echange entre la Grèce et la Turquie de manière directe ou indirecte. Pourtant, au cours des entretiens faits auprès des réfugiés des deux pays, tous relatent des histoires tragiques de mort liées à l'échange (soit au moment du trajet, soit à l'arrivée des réfugiés dans leur pays d'accueil). Néanmoins, il semble qu'il y a eu néanmoins une situation différente en Grèce et en Turquie. Déjà, il y a eu une arrivée de population plus massive en Grèce qu'en Turquie, ce que la Grèce, pays relativement peu développé en 1923, a eu du mal à gérer : l'absorption de cette masse de population (les 1,2 millions de réfugiés représentent alors 1/3 de la population grecque) en un temps si court a été un défi difficile. Tous les réfugiés ne sont pas restés en Grèce: beaucoup sont partis dans d'autres pays qui avaient besoin de main

communauté gelvériote, avec l'Echange, s'est retrouvée scindée en trois groupes : la majorité de la communauté s'est installée à Nea Karvali, mais une partie d'entre elle, au moment de l'exode, s'est installée à Athènes, alors que d'autres, exemptés de l'Echange parce qu'ils résidaient à Istanbul avant 1918, ont pu rester en Turquie. Nea Karvali est une ville de 2 000 habitants située sur la voie Ignatia, à proximité de Kavala et de l'île de Thassos.



d'œuvre dans les usines et qui ont fait appel aux réfugiés au moment de l'échange, comme les Etats-Unis, l'Allemagne, la France et l'Australie. Or, comme l'explique Sefer Güvenç, secrétaire général de la Fondation des réfugiés de Lausanne, la Turquie était en quelque sorte mieux préparée à l'arrivée des réfugiés pour deux raisons majeures parce qu'elle avait déjà fait face à cette situation pour les réfugiés des Balkans suite aux guerres balkaniques de 1912-1913, beaucoup plus importants en nombre que ceux venus au moment de l'Echange. La Turquie avait en quelque sorte une certaine « expérience » dans ce domaine.

2. Gelveri : le pont historico-culturel invisible qui continue de relier les deux villes même après l'Échange.



Photo de Gelveri avant l'Échange avec le volcan à deux têtes de l'Hasan Dağı en arrière-plan

2.1. Güzelyurt : une ville amputée d'une partie de sa mémoire et vivant avec le fantôme de sa population originelle

Le changement de toponyme ou l'effacement de la présence des populations chrétiennes et d'une partie de l'histoire de Gelveri



Güzelyurt aujourd'hui

Tout a été fait, aussi bien en Turquie qu'en Grèce, pour effacer la mémoire de la présence des populations déplacées aux lendemains de l'Échange. Les seuls vestiges de Gelveri et de la présence des orthodoxes d'avant l'Échange qui subsiste aujourd'hui à Güzelyurt sont les anciennes maisons et monuments religieux tombant progressivement en ruine. En 1934, Gelveri va également perdre son nom et une partie de son identité. La loi sur les changements de toponymes en Turquie, qui a été votée en 1934, a contribué à effacer l'histoire et la mémoire de nombreuses localités en Turquie. Si on l'examine plus en détail, le nom de Güzelyurt est emblématique - de par sa signification en turc - de la volonté de la jeune République turque de construire sur des bases nouvelles et en faisant table rase du

passé un nouveau creuset national républicain. Dans le nom même choisi pour la localité rebaptisée, on retrouve cette volonté. Le mot *yurt* en turc désigne, en effet, l'habitat traditionnel des nomades mongols d'Asie centrale dont descendrait le peuple turc : une tente en peau ou en feutre de forme circulaire organisée autour du foyer, qui a pris par extension en turc moderne le sens de « patrie ²³⁷ ». *Güzelyurt* signifie littéralement « la belle patrie ». Pour une ville composée en majorité par des réfugiés, le choix de rebaptiser la ville en utilisant le nom de *yurt* n'est donc pas anodin : la *yurt*, c'est la nouvelle maison, le nouveau foyer, mais aussi la « patrie » des réfugiés (la nouvelle patrie si l'on considère que Kozana et la Grèce constituaient l'ancienne patrie des réfugiés). La « belle patrie » se veut donc être un creuset intégrateur entre la minorité de la population musulmane locale et la majorité de réfugiés originaires de Kozana. ²³⁸ Ce processus d'homogénéisation culturelle et religieuse de la population en Turquie va se traduire également par la volonté de créer une nouvelle nation avec de nouveaux citoyens. La loi de 1934 sur les toponymes se double également d'une loi sur les patronymes ²³⁹.

²³⁷ Le mot « *yurt* » est venu ainsi concurrencer à la naissance de la république le mot arabe « *vatan* » était alors utilisé à l'époque ottomane et qui continue de l'être encore aujourd'hui pour dire « patrie ».

²³⁸ L'utilisation du mot *yurt* - mot emprunté aux Turcs d'Asie Centrale - se veut également dans l'idéologie du régime kémaliste républicain, un moyen de rompre avec l'héritage ottoman musulman et inscrire la nouvelle nation turque en lignée avec ses « véritables » origines mongoles. Dans le choix du nom même de la localité, on a une inscription implicite aux origines turcoaltaïques supposées de manière implicite de la population qui la compose. Comme l'explique Stéphane de Tapia : « Les termes de la vie nomade fournissent un nombre non négligeable de toponymes anciens ou réinventés. *Yurt* {camp, pays, territoire tribal ou confédéral, aujourd'hui pays, patrie} [...] entre dans la composition de plusieurs noms toponymiques comme *Özyurt*, *Yeşilyurt*, *Yurtseven*, *Yurtyenice*, *Yurtyeri*, *Arayurt*... en concurrence avec des *Yuva* {nid, foyer}. Notion largement mise à contribution par la République, avec des *Özyurt* {patrie vraie} et des *Yeşilyurt* {verte patrie}. [...] Aujourd'hui, suite aux réformes et mesures prises dès la fin de l'Empire, avec le nationalisme d'Union et Progrès (*İttihad ve Terakki*), poursuivies à l'époque kémaliste, continuées et amplifiées à chaque période nationaliste, la toponymie turque est, en zone rurale, devenue presque entièrement turcoaltaïque. Elle est transparente, explicite, et progresse encore avec la turquisation, déjà très avancée, des oronymes et hydronymes ». in DE TAPIA S., « Toponymie dans le domaine turc », présentation réalisée dans le cadre d'une journée d'études du laboratoire « Cultures et sociétés en Europe » (UMR 7043) soumis par DETS, Département d'Etudes turques de Strasbourg, le 29-11-2008.

²³⁹ En 1934, l'obligation est faite aux Turcs de se choisir un nom de famille (loi du 21 juin 1934). Les titres et les surnoms sont supprimés. Le changement de patronyme est censé effacer les différences d'origine entre les citoyens de la Turquie et donne la possibilité aux nouveaux arrivants de se créer une nouvelle identité : « A travers leur patronyme, les « nouveaux » Turcs se présentent d'une manière précise aux autres Turcs et se convainquent d'une appartenance précise. Les patronymes d'après 1934 sont d'autant de masques qui montrent et qui cachent ». Le changement de patronyme est censé effacer les différences d'origine entre les citoyens de la Turquie. Cela offre aux nouveaux arrivants d'opter pour une nouvelle identité et de s'inscrire dans le projet national turc. Le changement de nom de lieu et de noms de famille va permettre une meilleure intégration des réfugiés dans leur pays d'accueil, comme l'explique Samim Akgönül : « en quelque sorte, le constat de Nicole Lapierre qui précise « Bref, le nom dit de qui l'on naît et d'où l'on vient, il assigne une place, sans échappatoire possible, en principe » est inversé : dans ce cas précis le nom EST une échappatoire. Une échappatoire pour ignorer le passé considéré caduc mais aussi un moyen de construction nationale comme ce fut le cas pour d'autres nations ayant opté pour le principe d'homogénéité nationale. Dans une étude menée 18 ans après la promulgation de la loi ci-dessous, on constate que seuls 11,2 % des Turcs ont choisi comme patronyme un nom qu'ils portaient déjà avant la loi. Taux important: 44,2 % des Turcs choisissent un nouveau patronyme alors qu'ils en possédaient un avant la loi. 10,5 % ont choisi de raccourcir ou de modifier leur nom précédent. Et finalement 34,2 % ne possédaient aucun nom avant 1934. Comme l'explique Işık Tamdoğan, auparavant, durant l'Empire ottoman, l'individu était identifié par son prénom et le prénom de son père. Son prénom et titre indiquent également son réseau confessionnel, et son surnom ou titre renseignent également sur ses réseaux

Mais, Güzelyurt, qui se veut être un creuset national, se trouve en fait rapidement être un lieu où les réfugiés souffrent du rejet des populations locales, malgré le fait qu'ils partagent avec ces dernières une même croyance religieuse, et ce, malgré les tentatives d'homogénéisation de la jeune république turque. Les différences entre « locaux » et « réfugiés » persistent. A Güzelyurt, il va même durer plus de 40 ans. En effet, dès l'arrivée des réfugiés musulmans à Gelveri, alors que les orthodoxes sont encore présents, des conflits éclatent entre réfugiés et musulmans locaux²⁴⁰. Ce conflit est en effet allé en s'empirant après le départ des réfugiés orthodoxes. D'après les témoignages recueillis au cours de notre enquête de terrain, les réfugiés - pourtant majoritaires à Gelveri et partageant la même confession que les populations locales - ont été tenus à l'écart par les populations locales pendant plus d'une quarantaine d'années. On ne compte en effet aucun mariage « mixte » (c'est-à-dire entre réfugiés et locaux) pendant cette période. Les locaux ont refusé pendant longtemps que les réfugiés soient enterrés dans le même cimetière et ont contraint les réfugiés à construire un cimetière séparé, au motif que ces derniers n'étaient pas de « vrais musulmans²⁴¹ ».

Azize, petite-fille de réfugiés par son père, raconte par exemple que sa mère et son père, qui se sont mariés il y a une trentaine d'années, faisaient partie des premiers couples « mixtes » du village désormais plus courants mais encore très rares il y a moins de quarante ans :

« Pour mon père et ma mère, au début cette situation a été difficile. Les familles d'ici ne voulaient pas donner leur fille à marier à un *gavur*.²⁴² Pour moi et mes frères et sœurs, la situation a commencé à s'améliorer et je pense que maintenant, entre les enfants, il n'y a pas de problèmes²⁴³ ».

familiaux, professionnels, idéologiques et/ou géographiques qui s'interpénètrent. L'identification d'un citoyen ottoman renseignait sur la situation sociale d'un individu, à différentes strates : Attal (surnom) Mehmet (prénom) Ağa (situation sociale), Serturanlı (appartenance géographique) / Deli (surnom) Hüseyin (prénom du père) Ağa (situation sociale) oğlu (appartenance familiale) Ahmed (prénom du fils) Ağa (situation sociale), etc . AKGONUL S., op. cit.

²⁴⁰ Comme l'explique un réfugié dans son témoignage recueilli par le centre d'Asie Mineure peu après l'Echange : « Les malheureux (les réfugiés musulmans) avaient beaucoup souffert des affres du voyage et ils mouraient, jour après jour. Ils ne parvenaient pas à s'adapter à l'endroit. Nous avons accueilli les pauvres chez nous et nous leur avons donné à manger. Les Turcs du village les ignoraient. La Commission a organisé à sa propre initiative la préparation d'un repas quotidien pour les réfugiés turcs, ainsi qu'une distribution de pain. Cette initiative a attisé les jalousies des Turcs autochtones, qui se sont mis eux-aussi à préparer des repas. Mais ils étaient pauvres et leur nourriture l'était également, ils ne pouvaient y mettre ni beurre ni viande. Cela a provoqué le mécontentement des réfugiés, qui se sont disputés avec eux. Ils ont tenté d'étrangler Mousa Efendi Odabasoglu, le président de la commission turque. La police a arrêté les meneurs mais nous sommes intervenus et les avons fait libérer ». Extrait de témoignages des réfugiés originaires de Gelveri recueillis par le Centre de recherche sur l'Asie Mineure Η ΕΞΟΔΟΣ, op. cit., traduit du grec par Antoine Rossi, traducteur à l'agence ATIDMA.

²⁴¹ Beaucoup de réfugiés originaires de Grèce, imprégnés de culture et de croyance Bektâchî, n'ont donc pas l'habitude de prier à la mosquée. Après l'échange, la Turquie devient un pays où la population est à 99% musulmane, en majorité sunnite, même si on compte 30% d'alévis. On assiste à donc une homogénéisation de la population turque sur le plan religieux, non seulement par le fait que le nombre de chrétiens diminue, mais aussi par le fait que l'islam sunnite se généralise au détriment d'autres formes de religiosités. Iskender Özsoy, qui a mené beaucoup d'entretien avec des réfugiés de Grèce, met en évidence que, si la mémoire du Bektâchisme est encore vivace au sein des premières générations de réfugiés, elle demeure confinée dans la sphère privée et n'a pas été transmise aux jeunes générations.

²⁴² Qui veut dire « infidèle » en Turc et est utilisé dans ce contexte de manière très péjorative.

²⁴³ Extrait de l'entretien original en turc « Babam ve annem için başlangıçta bu durum zordu. Buradaki aileler kızlarını bir gavurla evlendirmek istemiyorlardı. Ben ve kardeşlerim için durum düzelmeye başladı ve bence şu anda çocuklar arasında herhangi bir sorun yok ». Entretiens réalisés avec la famille Dik, pension « ASLANLI » (plusieurs générations), à plusieurs reprises entre le 19/07/07 et le 24/08/07. Notes. Langue des entretiens : turc.

Traités de « *gavur* » (infidèles) par les populations locales en raison de leur pratique de l'islam plus libre et de leur usage parfois approximatif de la langue turque, les réfugiés ne sont pas considérés par les populations locales de Güzelyurt comme de véritables « Turcs », et encore moins comme des « Anatoliens ». De même que « l'hellénité » des *Karamanlı*-s en Grèce est mise en doute, la « turcité » des réfugiés musulmans est également questionnée à leur arrivée en Turquie.

Le fantôme de la population orthodoxe de Gelveri et du passé fastueux de la localité avant l'Echange continuent d'hanter la population actuelle de Güzelyurt, au détriment des réfugiés musulmans originaires de Kozana, qui peinent à trouver leur place après l'Echange, dans une ville qui leur reste en partie, « étrangère ». Le départ de la communauté orthodoxe a été vécu par la communauté musulmane locale comme un véritable arrachement. Même si ils ne partageaient pas la même religion qu'eux, les grecs-orthodoxes de Gelveri sont comme eux des « Anatoliens ». Le partage de cette identité locale commune est un élément fort de l'attachement réciproque des communautés musulmanes et grecques-orthodoxes de Gelveri. Parthéne, fils de réfugié et habitant de Nea Karvali, explique que les musulmans locaux n'ont pas accepté l'échange de populations :

« Pour eux, nous sommes des *gavur* (infidèles), on ne partage pas la même religion. Mais comme on parle turc et qu'on a vécu ici pendant de si nombreuses années, ils nous considèrent comme de vrais *Anadolu* (Anatoliens). Pour eux, on n'aurait jamais dû partir, on appartenait à cette terre. Notre départ était injustifié²⁴⁴ ».

Les populations locales, parce qu'elles n'ont jamais accepté le départ de la communauté orthodoxe, semblent avoir refusé de reconnaître la population qui venait « prendre la place » (au sens propre comme au sens figuré) des orthodoxes. Accepter les réfugiés équivaut à accepter l'Echange et ainsi, en quelque sorte, renier les liens qu'ils partageaient avec la population orthodoxe et enterrer toute perspective de retour de cette dernière. Pour les populations locales, les orthodoxes leur ressemblaient davantage que les réfugiés, malgré leur religion divergente. Ils partageaient en effet un certain nombre de valeurs communes : l'attachement à leur terre natale, l'importance de la valeur travail, un certain conservatisme (religieux et politique), le sentiment d'être avant tout des « anatoliens » ou « cappadociens ».

²⁴⁴ Extrait de l'entretien original en turc : « Onlara göre biz gavuruz, aynı dinden değiliz. Ama Türkçe konuştuğumuz ve uzun yıllardır burada yaşadığımız için bizi gerçek Anadolulu olarak kabul ediyorlar. Onlara göre burayı asla terketmek zorunda kalmamalıydık, bu topraklara aittik. Gidişimiz adil değildi ». Parthenis (connu sous le nom de Partène à Güzelyurt), retraité, le 01/08/07 au Cafeneio «ΓΙΟΡΓΟΣ». Notes. Langues de l'entretien : turc principalement, grec en tout début d'entretien.



A gauche : l'aigle à deux têtes, symbole de l'orthodoxie qui persiste malgré le temps sur le fronton d'une maison à Gelveri, de même que la représentation de lions et d'inscriptions en *Karamanli* sur une autre. A droite : les maisons laissées par les réfugiés grecs-orthodoxes habitées par les réfugiés de Kozana ou abandonnées.

Contraints à l'exil dans la précipitation, à leur départ les réfugiés n'ont pu, à leur départ n'emmener que le minimum avec eux et ont été contraints de laisser derrière eux leurs maisons et lieux de culte. Les édifices religieux, parfois très anciens, représentent ainsi souvent l'ultime et unique trace de la présence passée de ces populations dans certaines localités.

La désorganisation économique de la ville provoquée par l'Echange

L'Echange a également provoqué une profonde désorganisation économique dans les deux pays au niveau macro-économique mais aussi micro-économique²⁴⁵, qui a eu des conséquences sur les villes après l'Echange. Lorsque les Kozaniotes sont arrivés, ils ont planté du tabac à la place des vignes, parce que c'était une culture qu'ils maîtrisaient à Kozana. Mais cette culture n'était pas adaptée aux terres arides de Cappadoce et rapportait moins que celles de la vigne. S'en suivit une période de difficulté économique pour les communautés et les réfugiés furent jugés responsables par les locaux. Cette désorganisation sociale liée à l'Echange n'a pas seulement affecté Güzelyurt. On retrouve le même type de difficultés dans beaucoup d'autres villes et villages concernés par

²⁴⁵ A un niveau macro-économique, Ayhan Aktar a bien montré quelles ont été les conséquences de l'Echange sur l'économie des deux pays. Les plus directes ont été un endettement de la part des deux pays pour subvenir aux besoins des réfugiés. Parce que la Grèce n'avait pas les infrastructures nécessaires pour aider les réfugiés à s'installer, elle a dû s'endetter auprès des puissances étrangères et a donc perdu de son indépendance sur le plan politique. Mais il montre également que l'Echange a eu des conséquences économiques indirectes sur la structure sociale des deux pays. Selon lui, l'Echange a été désavantageux pour l'économie turque parce que le pays a perdu une partie importante de sa classe bourgeoise et de ses travailleurs qualifiés, et a reçu en échange des populations uniquement spécialisées dans le secteur agricole. La Turquie a perdu son élite économique non-musulmane, mais aussi un certain savoir-faire, ce qui a appauvri son économie. La Grèce, à l'inverse, auparavant pays majoritairement agricole et peu développé, a tiré bénéfice de l'afflux des orthodoxes d'Asie Mineure et a vu naître une classe bourgeoise d'affaires. Une étude menée par la ligue des nations de 1926 met en évidence que 1 000 des 7 000 marchands et industriels appartenant à la chambre de commerce d'Athènes sont des réfugiés. En 1961, 20% des industriels grecs sont des réfugiés. Aktar va plus loin en disant que le processus d'homogénéisation de la nation turque, dont l'Echange n'est qu'un maillon, a été à l'origine de la création d'une bourgeoisie turque qui s'est enrichie de la disparition de la bourgeoisie non musulmane. et de ce processus de « turquification » de l'économie. AKTAR A., « Homogenising the nation, turkifying the economy: the Turkish experience of the population exchange reconsidered », in HIRSCHON R., *Crossing the Aegean*, 2003, p79-96.

l'Echange²⁴⁶. A un niveau micro local ou individuel, l'échange de populations a été synonyme d'appauvrissement ou de désorganisation pour de nombreuses villes. Il est nécessaire de le rappeler dans le cas de notre étude parce que le rapprochement entre villes grecques et turques de l'Echange va permettre à certaines villes de redynamiser leur économie, notamment dans le secteur du tourisme, et de se développer dans le cadre de ces coopérations. Dans la plupart des cas, l'Echange a également indéniablement contribué à la perte de nombreux savoir-faires en Turquie et en Grèce, notamment dans le domaine architectural²⁴⁷.

Ces difficultés économiques se sont ensuite aggravées avec le temps à Güzelyurt, qui reste une ville relativement pauvre économiquement. Le secteur primaire a longtemps et reste encore la source principale de revenus des habitants de la ville. Face à ces difficultés économiques et cette désorganisation sociale créée par l'Echange, beaucoup de réfugiés ont abandonné ou vendu les propriétés qui leurs avaient été données dans le cadre de l'Echange pour partir s'installer en ville. C'est ce processus, couplé au phénomène plus général d'exode rural en Turquie, qui s'est passé également à Güzelyurt. La majorité de la population de Güzelyurt, principalement les jeunes, a été amenée à quitter la ville. C'est ce qui est assez frappant quand on arrive à Güzelyurt : on n'y voit pratiquement aucune personne âgée de moins de 50 ans (à part les enfants et adolescents) et très peu de jeunes hommes. La population est ainsi amputée de ses forces vives, parties travailler à l'étranger (principalement en Allemagne et en Russie) ou dans les grandes agglomérations turques comme Ankara ou Istanbul. Cela crée donc une situation paradoxale où la majorité de la population de Güzelyurt (10 000 personnes) ne vit pas à Güzelyurt (qui ne compte que 3 000 âmes). Ces jeunes, pourtant très attachés à leur village d'origine, ont développé une vie associative forte pour maintenir des liens entre les membres de la diaspora, mais aussi avec Güzelyurt. Comme beaucoup de

²⁴⁶ L'exemple de la ville de Bursa est particulièrement parlant sur ce point. Nesim Seker, dans son article « Turk-Yunan mübadelesi ve bir kent: Bursa », montre bien comment l'économie de la ville a souffert du départ des non-musulmans. Les non-musulmans (grecs-orthodoxes, arméniens et juifs) représentaient 24% de la population de Bursa avant 1923. Ils représentaient une minorité mais détenaient la production et la commercialisation de la soie de Bursa. Ce commerce était très lucratif puisque Bursa était située sur le passage de la route de la Soie. La soie de Bursa a commencé à être industrialisée entre 1850 et 1870 et avant la Première guerre mondiale, on compte 41 entreprises de soie à Bursa. Mais à partir de 1915, ce nombre ne cesse de décroître avec le départ des non-musulmans : de 20 en 1915, on ne compte pratiquement plus de soieries à Bursa en 1927. Les réfugiés musulmans venus avec l'Echange à Bursa viennent de Kavala et Drama ; ils s'étaient eux aussi spécialisés en Grèce mais dans le tabac et le maïs. La production et la commercialisation de la soie risquaient donc de disparaître à Bursa. Pour y remédier, après 1927, le gouvernement a contribué à refinancer les activités de soieries. Grâce à cette aide, la production de Bursa a recommencé à être développée jusqu'à représenter 67% de la production de soie turque.

²⁴⁷ SIVIGNION M., « L'héritage patrimonial ottoman en Grèce », in DAVID J.-C., MULLER S, *Patrimoines culturels en Méditerranée orientale : recherche scientifique et enjeux identitaires*. 3^e atelier (26 novembre 2009) : Les héritiers de l'Empire ottoman et l'héritage refusé. Rencontres scientifiques en ligne de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée, Lyon, 2009. <http://www.mom.fr/3eme-atelier.html> ou encore T. T. MINASSIAN, « Les Arméniens de Constantinople au XIX^e siècle. Essai de topographie urbaine », in *Identités confessionnelles et espace urbain en terres d'islam*, septembre 2005, p 143-160. M. KIEL, « Un héritage non désiré : le patrimoine architectural islamique ottoman dans l'Europe du Sud-Est », in *Unwished Heritage: Ottoman Islamic Architectural Patrimony in South-Eastern Europe 1370-1912*, p 15-82.

communautés en Turquie, ils ont créé une association de « *hemşeri*²⁴⁸ » (de compatriotes d'une même région, ville ou village).

2.2. *Nea Karvali : une communauté déracinée ou le manque de « la patrie originelle »*

Une population déracinée ou la nostalgie de la « terre originelle »



Photo de Nea Karvali aujourd'hui

La ville de Nea Karvali est composée en très grande majorité uniquement de réfugiés et de descendants de réfugiés, ce qui constitue un cas très intéressant pour notre étude, parce qu'elle est exclusivement une ville de l'Echange. En effet, selon les données statistiques de la ville de Nea Karvali, en 1996, la population est composée de 1 894 habitants ayant des origines cappadociennes, 56 personnes originaires de Lefki (un village plus petit se situant à proximité de Nea Karvali) et 150 pontiques de Russie²⁴⁹ (qui se trouvent également être des chrétiens turcophones originaire de la région de Bafra en Anatolie, avant leur exode en Russie et leur venue en Grèce). Cette très grande homogénéité culturelle et sociale de la population vient du fait que la communauté s'est implantée sur un lieu qui était avant l'Echange vierge de toute habitation²⁵⁰. Beaucoup de villes de Grèce commençant par *Nea*²⁵¹ (qui veut dire nouveau, en grec) sont des villes dont la population majoritaire est constituée par des réfugiés ou des descendants de réfugiés originaires d'une même localité.

²⁴⁸ PEROUSE J.F, « Immigration et formation des associations de hemşeri à Istanbul : chronologies et géographies croisées », in *European Journal of Turkish Studies*, vol.2, Hometown Organisations in Turkey, 2005 (<http://www.ejts.org/document369.html>)

²⁴⁹ Statistiques citées dans l'article de STELAKOU V., « Space and identity: two Cappadocian Greek settlements », in Hirschon R., *Crossing the Aegean*, Studies in force migration, volume 12, Berghan Books, New York, 2003, 2004, p 183.

²⁵⁰ Ce n'est pas le cas de tous les réfugiés. Comme le nombre de réfugiés orthodoxes a été plus important que le nombre de réfugiés musulmans au moment de l'Echange, certains n'ont pas pu être relogés dans les maisons laissées par les musulmans à leur départ. Si beaucoup d'entre eux sont venus grossir les bidonvilles et baraques de fortunes des quartiers périphériques des grandes villes d'Athènes et de Thessalonique, d'autres se sont installés dans des lieux inhabités pour y construire leur ville.

²⁵¹ Comme par exemple Nea Focea, Nea Prokopi, Nea Smirni, Nea Philadelphia, Nea Mudanya, etc...



A gauche et au milieu : maisons de réfugiés construites juste après l’Echange à Nea Karvali. A droite : plan de la ville de Nea Karvali : on remarquera la parfaite symétrie des maisons et l’urbanisation typique des villes nouvelles créées par les réfugiés.

Gelveri, malgré l’Echange et malgré le temps, reste omniprésent dans la vie des réfugiés et de leurs descendants à Nea Karvali. Le choix même du nom de leur ville d’implantation en est l’illustration. Le nom actuel de la ville de Nea Karvali est en effet une référence directe aux origines religieuses de Gelveri. Le terme Nea Karvali signifie en grec « nouvelle Karvali ». Or, le nom originel de Gelveri est *Kellivara*. Avec le temps et la déformation linguistique, *Kellivara* est devenu *Karvali*, *Karballa*, puis finalement *Gelveri*²⁵². Karvali était le nom de la ville lorsqu’elle était seulement occupée par des ermites et des moines et habitée par Saint Grégoire de Nazianze. Il est intéressant de constater que, dans le nom même de leur nouvelle ville d’implantation, les réfugiés font une référence directe à leur localité d’origine²⁵³. Le nom de la ville constitue en soi une mémoire de la communauté et de ses racines religieuses originelles. La religion, plus précisément le Saint de la communauté (« leur » Saint) – Saint Grégoire de Nazianze - est l’élément qui fédère l’identité du groupe dans la discontinuité de son exode²⁵⁴. Si l’on se réfère aux écrits de Scudder et Colson, on peut alors dire que : « Le nom de la ville, le souvenir de la patrie originelle fait référence à la communauté dans son sens le plus large, de la même manière que le paysage environnant, ses monuments historiques et sa symbolique religieuse²⁵⁵ ».

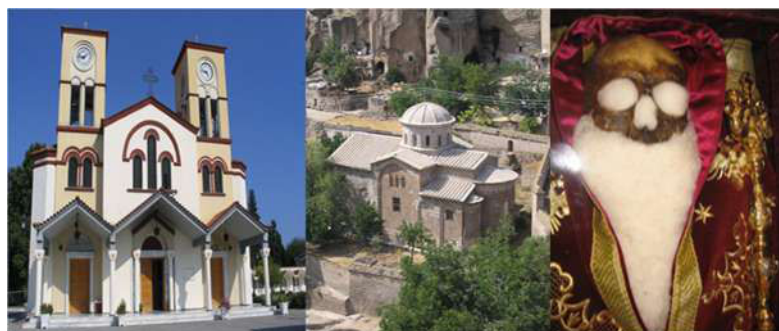
²⁵² AKAKIADIS J., op. cit., p 23-24.

²⁵³ Les lieux contribuent à nous apporter des repères, à nous inscrire dans une lignée et dans un espace. Ils contribuent à définir ce que nous sommes. Mais alors, pourquoi certains lieux ont-ils plus de significations pour nous que d’autres ? Le « sens du lieu » se traduit par le sentiment d’appartenance à un lieu : plus que le fait qu’un lieu nous appartienne, on peut avoir également le sentiment que l’on fait partie/que l’on appartient à un lieu particulier. Le lieu devient ainsi un lieu de mémoire personnelle/collectif d’expériences, d’un quotidien et d’événements partagés. Le lieu peut également représenter un espace symbolique spécifique pour un individu ou une communauté, dont l’histoire lui est liée. Quelqu’un qui se sent « connecté » à un lieu sera a priori plus enclin émotionnellement, culturellement - de manière individuelle ou collective - à vouloir le protéger. Dans le cas des réfugiés, le rapport au lieu d’origine est particulier.

²⁵⁴ Katerina Seraïdiri et Maria Yannissopoulou ont essayé de montrer en quoi les Saints locaux ont une importance cruciale dans la structuration des communautés locales en Grèce, notamment à travers le cas de certaines villes insulaires. On constate le même processus pour les réfugiés d’Asie Mineure, plus particulièrement pour les réfugiés turcophones, pour qui la religion prend une dimension particulière. SERAIDIRI K., *Société et religion en Grèce insulaire. Un exemple, Potamia-Tinos*, thèse soutenue à l’EHESS, Paris, 1992. Comme le note Balian, « déjà lorsqu’elle vivait en Cappadoce, la base idéologique qui a contribué à la survivance des populations orthodoxes de Cappadoce est l’identité religieuse²⁵⁴ ». Chaque ville de réfugiés ou presque en Grèce a son Saint.

²⁵⁵ Extrait de COLSON E., « From welfare to development: a conceptual framework for the analysis of dislocated people », in HANSEN A., OLIVER-SMITH A. (sous la dir. de) *Involuntary migration and resettlement: the problems and responses of dislocated people*, Boulder, Westview Press, p 267-28, 1982, p 270

La religion devient ainsi ce qui relie la population entre elle, facteur fédérateur si l'on songe que c'est en raison de leur appartenance religieuse que les réfugiés ont dû partir au moment de l'Echange. En effet, comme l'explique Renée Hirschon, « le principe identitaire des réfugiés d'Asie Mineure prend son origine dans un héritage partagé dont le centre est l'affiliation religieuse ». En ce sens, la religion prend tout son sens originel d'être un élément fédérateur (*religare*, en latin qui veut dire unir, relier)²⁵⁶. Ce n'est donc pas un hasard si la réplique de l'église Saint Grégoire de Nazianze de Gelveri à Nea Karvali - construite au milieu de la ville et où sont entreposées les reliques du Saint emportées au moment de l'Echange - est le catalyseur de la mémoire de l'histoire de la communauté²⁵⁷.



A gauche : La « nouvelle » église Saint Grégoire de Nazianze à Nea Karvali.
 Au milieu : L'ancienne église Saint Grégoire de Nazianze aujourd'hui transformée en mosquée (la *kilise-camii*, église-mosquée).
 A droite : Les reliques de Saint Grégoire de Nazianze entreposées dans l'église de Nea Karvali, ramenées de Gelveri par les réfugiés

Certains habitants semblent avoir développé une sorte de schizophrénie historique entre leur passé et leur présent, entre Gelveri et Nea Karvali, qui se traduit dans l'architecture de la ville par la duplication de monuments de Gelveri à Nea Karvali. Le manque du lieu d'origine, créé par la situation de migration forcée, se manifeste dans l'architecture même de la ville. Gelveri continue de vivre à Nea Karvali. En effet, la réplique du monastère de l'Analipsis (situé sur une colline surplombante Nea

: « home refers to community in the widest sense, as well as to the surrounding landscape, especially where it is incorporated into original myths, historical accounts and religious symbolism ». Voir également les travaux de SCUDDER T., « Expected impacts of compulsory relocation on Najovas with special emphasis on relocation from the former joint use area required by public law 93-531 », Binghamton, New York, Institute for Development Anthropology, 1979.

²⁵⁶ Mais il y a incontestablement un manque dans les recherches sur le lien entre culte locaux et structuration communautaire locale, comme le fait remarquer Katernia Seraïdiri : « Le fait de passer du local au national présuppose, ici aussi, la reconnaissance d'un changement de fonction et révèle une incompatibilité, que les anthropologues ont relevée, sans pour autant l'analyser encore de manière suffisante. Cela est dû, à mon avis, au fait que le culte des icônes a rarement été le sujet principal des travaux anthropologiques en Grèce. Le livre de J. Dubisch transpose le débat (du stade de la communauté locale à celui de la nation), mais il ne parvient pas à élaborer une réflexion plus large sur les fonctions des objets culturels, aux différentes strates (familiale, locale, régionale et nationale : SERAIDIRI K., « Approches du religieux dans la Grèce contemporaine », in *Ethnologie française*, vol. n° 35, février 2005, p 329-333.

²⁵⁷ Les reliques de Saint Grégoire de Nazianze ont été entreposées dans l'Eglise portant son nom à Nea Karvali. L'église est devenue un lieu de pèlerinage orthodoxe très important, il n'est pas rare de voir des bus entiers de touristes grecs et russes venir se recueillir sur les reliques du Saint. Un festival est organisé pour la fête du Saint (le 25 janvier) et attire de nombreux pèlerins.

Karvali, comme à Gelveri) et celle de l'école de Gelveri ont également été construits à Nea Karvali. De la même manière, les réfugiés ont découvert qu'à proximité de Nea Karvali, pendant la Seconde Guerre mondiale, des résistants avaient construit un tunnel dans la colline qui surplombe Nea Karvali. La similitude avec les cités et passages souterrains de Cappadoce a été immédiate. C'est pourquoi ils ont alors décidé d'organiser des processions pour Noël et Pâques dans le tunnel, en souvenir des processions organisées en Cappadoce. Il est parfois difficile de faire la différence dans le discours des habitants entre ce qui existait avant et ce qui existe maintenant. La survivance de Gelveri en Nea Karvali ne s'arrête donc pas au choix du nom de la ville, elle est omniprésente dans la vie des réfugiés. Pour combler la douleur de l'exode forcé et de la séparation originelle, il semble que la duplication des bâtiments soit un moyen de rendre un espace non-familier (*unfamiliar space*) en lieu familier (*home place*), qui a du sens pour la communauté et son histoire²⁵⁸.



En haut à gauche : le tunnel pour les processions religieuses situé à proximité de Nea Karvali. En haut à droite : le réaménagement du site *Arkeo Akontisma* et la construction d'un amphithéâtre.

En bas à gauche : le monastère de l'Analipsis à Güzelyurt et sa reproduction à Nea Karvali.

En bas à droite : les vestiges du site antique d'*Arkeo Akontisma* sur lequel a été construites la réplique de l'Analipsis

Lorsqu'une personne subit une migration forcée, l'expérience qu'elle a de son lieu d'implantation forcé est une forme d'aliénation, de confrontation à l'étrange et d'un sentiment de division/séparation qu'elle va alors chercher à minimiser²⁵⁹. Le « mal du pays » est alors l'expression du manque d'un lieu

²⁵⁸ STELAKU V., op. cit., p 180. Le professeur ontarien Edward Charles Relph, qui, en prenant appui sur la phénoménologie (notamment de Merleau-Ponty et Heidegger) a tenté de mieux comprendre le phénomène des « places » (plus ou moins au sens de « lieux »), de même que son absence (« *placelessness* », que l'on peut traduire par « absence de lieu » ou « sans lieu »). La notion de place est surtout utilisée pour qualifier un état psychologique et ce qui nous intéresse particulièrement un rapport au lieu (« *sense of place* » ou « *conscience of place* »), une attitude des êtres humains envers leur environnement. Cette perception peut se manifester tout d'abord par un sentiment d'extériorité/familiarité. Relph fait une distinction entre le sentiment d'intériorité (*insidness*) ou d'extériorité (*outsideness*) que l'on peut ressentir par rapport à un lieu. RELPH E., *Place and Placeness*, Pion, Londres, 1976.

²⁵⁹ « Les souvenirs, expériences et mode de vie reflètent un passé familial, celui envers lequel ils développent une forme d'obsession. Les raisons de cette obsession peuvent inclure le présent alors perçu comme une étape temporelle, un refus de s'identifier avec un présent non-familier et chaotique, qui tend à être en dehors de leur contrôle ; et un effort constant pour donner de la continuité à leur histoire et de reconstruire leur identité. A travers le processus du souvenir, les réfugiés essayent d'adapter leurs symboles à leur nouvel environnement dans leur pays d'accueil ; de cette manière, il réplique leur culture et retrouve (on pourrait même dire revendique) leur passé : STELAKU V., op. cit., p 179. Extrait original : « Their memories, their experiences and

mais aussi du sentiment d'étrangeté par rapport à un autre, que l'on va essayer de rendre familier²⁶⁰.

On le voit bien dans le discours de Parthénis, habitant de Nea Karvali, qui montre bien comment la nostalgie du lieu peut prendre un caractère presque obsessionnel :

« Il y a deux choses qui sont très importantes pour moi : *Toprak* (terre) et *Kök* (racine). *Toprak*, c'est la terre, la terre des ancêtres. *Kök*, c'est ce qui nous relie à cette terre, ce sont les racines invisibles qui nous relient à la terre des ancêtres [...]. J'écris des poèmes sur Gelveri. C'est devenu mon obsession. C'est ma manière de dire combien j'aime cette terre et combien elle me manque²⁶¹».

Cette nostalgie est le signe que beaucoup de réfugiés n'ont pas accepté leur nouveau lieu d'implantation forcée. L'adaptation à cet espace naturel complètement différent sera long et difficile, voire jamais réalisé²⁶². Pour Kaplanis Iosifidis, fondateur du musée de la Civilisation Cappadocienne et de l'Association culturelle de Nea Karvali, pour les réfugiés, Gelveri reste *leur* ville :

« Vous savez, les réfugiés, lorsqu'ils sont venus, ils n'ont pas compris, même encore aujourd'hui, ils peinent à comprendre et accepter cette partie de leur vie. Ils sont venus ici avec leurs souvenirs de là-bas. Là-bas, c'est toute leur histoire. Bien sûr, à cela se sont rajoutés d'autres problèmes parce que, quand ils sont arrivés, c'était la crise économique et tout le monde essayait de trouver un moyen de survivre. Avec la Seconde Guerre mondiale, tout le monde était dans une très mauvaise situation. Il faut avoir tout ça en mémoire, mais en dépit de tout ça, je pense vraiment qu'encore aujourd'hui la première génération, à l'intérieur et au fond d'eux même, pense que son destin n'appartient pas à cet endroit, qu'ils ne sont pas d'ici. C'est mon opinion à propos des premières générations [...]. Quelqu'un vit à Athènes et vous lui demandez : « D'où est ce que tu viens ? Et il répond : « Je

their lifestyle reflect the familiar past, one with which they are often obsessed. Reasons for this obsession can include the present being perceived as a stage of temporariness, a refusal to identify themselves with the disorderly and unfamiliar present, which tends to be out of their control; and a conscious effort to give continuity to their history and to reconstruct their identity. Alongside a process of remembering, refugees attempt to adapt their symbols to the new environment in the host country; in this way, they replicate their culture and they reclaim their past ».

²⁶⁰ La nostalgie, le manque, est une manière de faire vivre le lieu dans l'absence. Relph insiste par exemple sur le fait que la « nostalgie » a été une notion spatiale avant d'être une notion temporelle. Le terme a été inventé par Johannes Hofer, en Suisse, en 1678, comme diagnostic médical pour décrire un mal du pays pathologique. RELPH E., op. cit., p 41. Pour essayer de comprendre quel type de traumatisme collectif a créé l'Échange, nous nous appuyons sur la création d'un artiste Sud-coréen, Do-Ho Su, qui nous semble avoir à travers son art, très bien exprimé ce besoin de recréer un univers familier dans un contexte migratoire forcé. Né à Séoul en 1962 et parti vivre à New York après son service militaire pour faire des études d'arts à la Rhode Island School of Design et à l'Université de Yale, il doit s'habituer à une nouvelle réalité culturelle. Il décide alors de créer une œuvre visant à exprimer les difficultés de l'émigration : la reproduction de sa maison d'enfance coréenne en soie dans son appartement à Los Angeles (« Séoul Home/L.A. Home ») : « L'expérience consistait à transporter un lieu d'un endroit à un autre – une manière de faire face au déplacement culturel. Je n'ai pas réellement le mal du pays, mais j'ai remarqué que j'ai ce besoin pour ce lieu spécifique, et je veux recréer cet endroit ou l'emmener partout où je vais [...]. Pour moi, je pense que cette notion – de maison – est quelque chose que l'on peut inlassablement répéter [...]. A un certain moment de votre vie, vous avez besoin de quitter votre maison. Et partout où vous retournez, ce n'est plus la même maison. Je pense que la maison est quelque chose que l'on emporte dans notre vie. C'est pourquoi je souhaite signifier en disant que c'est quelque chose que l'on peut répéter encore et encore. Extrait de l'entretien de Do-Ho Suh avec Art 31 : « Seoul Home/L.A. Home » — *Korea and Displacement*, <http://www.art21.org/texts/do-ho-suh/interview-do-ho-suh-seoul-home-la-home%E2%80%94korea-and-displacement>.

²⁶¹ Extrait de l'entretien d'origine en turc : « Benim için çok önemli iki şey var: toprak ve kök. Toprak, yani atalarımızın toprağı. Kök ise bizi bu toprağına bağlayan şey, bizi atalarımızın toprağına bağlayan bu görünmez kökler. Gelveri üzerine şiirler yazıyorum. Takıntı haline geldi bu bende. Bu benim bu toprağı ne kadar sevdiğimi ve ne kadar özlediğimi söyleme şeklim ». Extrait de l'entretien avec Parthenis (connu sous le nom de Partène à Güzel Yurt), retraité, le 01/08/07 au Cafeneio «ΓΙΟΡΓΟΣ». Notes. Langues de l'entretien : turc principalement, grec en tout début d'entretien.

²⁶² Le climat de Nea Karvali est aux antipodes de celui de Gelveri. Les réfugiés passent d'une vie de montagnards à plus de 1500 m d'altitude à une vie de bord de mer, d'un environnement sec à un environnement humide, du relief accidenté à la plaine marécageuse.

viens de Kavala », par exemple. Ou alors vous êtes de Lyon et vous vivez à Paris, et on vous demande « D'où est ce que tu viens ? », « je suis de Lyon ». Vous ne dites pas « Je viens de Paris ». Pour eux, ils viennent de Gelveri, ils ne viennent pas de Nea Karvali²⁶³ ».

Le manque de la patrie originelle s'exprime également dans le fait que les habitants n'ont jamais réellement accepté ni aimé leur nouveau lieu d'implantation²⁶⁴. Parthénis raconte que cela vient aussi du fait que les populations ne sont pas habituées aux coutumes locales de Grèce, par rapport à leur mode de vie anatolien :

« Quand nos parents sont arrivés, nos pères n'ont pas voulu que nos mères aillent se baigner dénudées dans la mer. Ils ne savaient pas nager, cela ne les intéressait pas. Et, puis, même si les femmes n'étaient pas musulmanes, certaines étaient voilées et n'avait pas l'habitude de porter les mêmes vêtements que les femmes d'ici²⁶⁵ ».

Les réfugiés turcophones qui arrivent en Grèce font également rapidement face à des discriminations en raison de leur spécificité culturelle et de leur non-maitrise de la langue grecque, notamment à l'école. Ils sont traités de « *turcosporos* » (graine de turc) ou de « *turcos* » par les populations grecques locales. Autre élément traduisant des origines cappadociennes : le nom de famille se terminant par le suffixe turc – oglu (qui veut dire fils de), tel que les noms Karamanoglu, Kazanoglu, etc²⁶⁶... Certains ont souhaité changer leur nom de famille pour ne plus être stigmatisé en Grèce comme un réfugié d'Asie Mineure.

La population de Nea Karvali apparaît, à travers ces différents exemples, réellement comme une communauté déracinée de sa terre originelle, qui cherche, par la reproduction à l'identique de certains monuments dans sa nouvelle ville d'implantation, à recréer un espace familier dont elle a été déracinée : Gelveri.

²⁶³ Extrait de l'entretien avec Kaplanis Iosifidis, président de l'association culturel de Nea Karvali « Στέγη Πολιτισμού Νέας Καρβάλης », le 31/07/07, 20h/22h. Notes et enregistrement de 90 min. Langues de l'entretien : anglais, recours au grec, au turc et au français.

²⁶⁴ Cet emplacement marécageux, qui a causé la perte d'une partie de la communauté à son arrivée n'a rien en commun avec leur patrie originelle de Cappadoce. Alors qu'à Gelveri, le lieu d'emplacement de la communauté avait quelque chose de mythique (ce plateau est proche du volcan de l'Hasan Dağı, volcan qui a donné à la Cappadoce sa géographie aussi particulière), de sacré (c'est le lieu où a vécu Saint Grégoire de Nazianze), d'historique (c'était la terre des ancêtres depuis de très nombreuses années), le lieu d'emplacement de la communauté à Nea Karvali est le fruit du hasard et est perçu comme un milieu hostile auquel les réfugiés ont mis beaucoup de temps à s'habituer :

« La connexion avec la patrie originelle est toujours très forte. Ce que je veux dire, c'est qu'au fond d'eux même, de manière enfouie au fond d'eux même, les réfugiés ne s'intéressent pas à l'endroit dans lequel leur communauté s'est établie. Parce qu'ils ne le voulaient pas – ils ont beaucoup essayé – leur ADN ne parlait pas aussi profondément pour protéger l'espace, pour faire quelque chose pour ici ». Ceci explique peut-être pourquoi les habitants ont laissé des usines chimiques et pétrolières s'installer sur le littoral qui borde la ville et pollue la mer de Nea Karvali, où il est pratiquement impossible de se baigner. Les réfugiés n'ont pas le même sentiment d'appartenance/conservation avec leur nouveau lieu d'implantation qu'ils l'avaient pour Gelveri.

²⁶⁵ Extrait de l'entretien avec Parthénis (connu sous le nom de Partène à Güzelyurt), retraité, le 01/08/07 au Cafeneio « ΓΙΟΓΓΟΣ ». Notes. Langues de l'entretien : turc principalement, grec en tout début d'entretien.

²⁶⁶ De la même manière que la loi sur les patronymes en Turquie, beaucoup de réfugiés ont été contraint « d'helléniser » leur nom de famille en remplaçant le suffixe « – oglu » par le suffixe « -idis » ou « -opoulos » pour tenter d'effacer leurs origines cappadociennes ou plus généralement d'Asie Mineure.

Le mal du pays et les tentatives de retours

Même si les réfugiés n'acceptent pas leur nouvelle localité, la Convention de Lausanne leur interdit expressément de retourner vivre dans leur localité d'origine. Beaucoup espèrent néanmoins qu'un jour ils pourront y retourner. Légalement, rien ne les empêche pourtant de retourner pour un court séjour dans l'un ou l'autre pays en tant que touriste. Mais, malgré la force du manque du pays d'origine, la majorité des réfugiés hésitent voire renoncent à le faire, même pour un voyage, en raison du caractère traumatique de leur départ forcé²⁶⁷. Les réfugiés qui sont revenus pour de courtes périodes dans leur pays d'origine à cette période font réellement figure d'exception, d'une part parce qu'ils sont très peu nombreux, mais aussi parce qu'à cette époque les échanges entre les deux pays sont très peu développés. Beaucoup reviennent peu après l'Echange dans leur pays d'origine pour essayer de récupérer leurs biens familiaux. Mais notons également que parmi les premiers réfugiés à être retournés dans leur pays d'origine pour de courts séjours, on retrouve les personnes appartenant à des communautés ethnoculturelles spécifiques²⁶⁸, comme les *Karamanli*-s. C'est le cas des réfugiés orthodoxes de Gelveri.

Nous avons en effet d'abord pu constater que des contacts avaient été maintenus entre les deux communautés par les réfugiés de l'Echange grâce à une photographie, affichée dans une allée centrale du centre d'Asie Mineure, qui a attiré notre attention. Cette photographie est intitulée « Le dernier adieu de l'*Hoca*²⁶⁹ à son ami à Gelveri ». Elle représente deux hommes d'un âge relativement mûr qui s'étreignent fraternellement comme pour se dire adieu. Ils semblent être très proches, leurs têtes se touchent. Leur posture, digne tout en étant empreinte d'émotion contenue, évoque à la fois la fatalité de la destinée de ces deux hommes qui semblent peinés d'avoir à se séparer et fait apparaître le lien fraternel qui les unit malgré cette destinée. Une très forte intensité se dégage de cette photographie.

²⁶⁷ Les années qui suivent l'Echange, les réfugiés doivent surtout faire face aux difficultés d'intégration économique et sociale dans leur pays d'accueil. Le tourisme n'est pas une activité aussi développée qu'aujourd'hui. Après-guerre, beaucoup ont peur des représailles éventuelles qu'ils pourraient subir ou craignent que le retour dans leur localité d'origine ne réactive une mémoire douloureuse qu'ils cherchent à oublier.

²⁶⁸ Telles que les communautés turcophones grecques-orthodoxes (notamment les *Karamanli*-s originaires de Cappadoce ou de la région de Bafra) ou les populations musulmanes hellénophones (Valaques originaire du Nord de la Grèce ou Turco-crétois). En raison de leurs spécificités culturelles et parfois également de la présence de membres de leur famille dans l'un ou l'autre pays, ces populations entretiennent un lien particulier avec leur pays d'origine.

²⁶⁹ Terme respectueux qui signifie « maître » (sur le plan de la connaissance mais aussi spiritual) ou professeur.



Photo intitulée « Le dernier adieu du *Hoca* à son ami – Gelveri » exposée au Centre de recherche sur l'Asie Mineure d'Athènes

Offerte à la vue des visiteurs, véritable symbole du centre d'Asie Mineure, cette photographie est marquante, parce qu'elle provient de documents d'archives, qu'elle nous amène à nous interroger sur les liens qui unissent ces deux hommes et qu'elle évoque le drame subi par ces populations. Pourtant, lorsque nous sommes allés à Nea Karvali et que nous avons interrogés Kaplanis Iosifidis sur cette photographie, il est apparu que la légende de cette image ne correspondait pas à son histoire réelle :

- « Non, ce n'est pas le « dernier adieu ». Il y a eu une confusion...en 1952, un homme de Gelveri est allé à Güzelyurt d'ici, pour aller voir ils allaient. Quand ils étaient enfants, quand ils avaient 10 ans, ils étaient amis. Donc il a rencontré un de ces amis d'enfance et ils ont pris cette photo, qu'ils ont prises et appelée « le dernier adieu ».
- « Comme un symbole »?
- « Oui, comme un symbole. Mais ce n'est pas un adieu! C'est un homme de Gelveri ici. C'est à Gelveri et son ami est devenu un Hoca (instituteur). Et ils se sont rencontrés à nouveau après tant d'année, 30 ans après ».
- « Donc pourquoi ont-ils intitulé cette photo « le dernier adieu du hoca » »?
- « Ils ont essayé d'y mettre une touche romantique...Bien sûr tout le monde aime ça ! Les gens aiment mettre de la fantaisie dans les histoires...et c'est exactement ce que nous craignons. C'est pourquoi il faut avoir beaucoup d'expérience et de formation pour comprendre ce qu'est la vérité, et quel est le but²⁷⁰ ».

Cette photographie n'est donc pas celle du dernier adieu mais celle des retrouvailles entre ces deux hommes. Elle est donc très importante pour notre recherche pour deux raisons. La première est qu'elle montre que des liens forts ont été maintenus entre les populations malgré l'échange de populations :

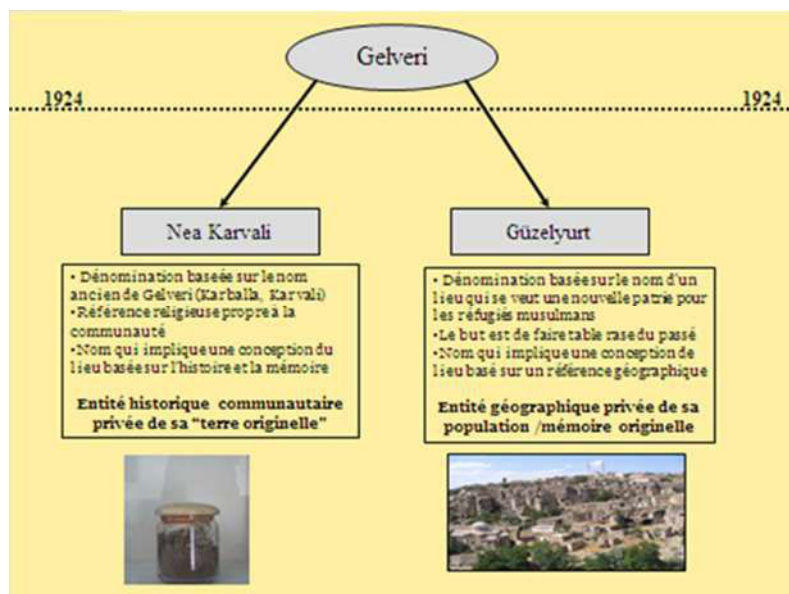
²⁷⁰ Extrait original: - Just a question about a picture I saw in the Centre for Asia Minor Studies in Athens. It's a photograph from their archives, hung in the hallway, with the title « the last goodbye with the *Hoca*. K- No, it's not the "last goodbye". These are the misunderstandings... In 1952, a man from Gelveri went to Güzelyurt, from here, to see how they are doing. When they were children, when they were 10 years old, they were friends. So he met one of his friends there and he made this photo, which they took and said "it's the last goodbye".

- Like a symbol?
- Yes, like a symbol. But it's not a goodbye! It's a man from Gelveri, here. It's in Gelveri and his friend became a "hoca". And they meet each other after so many years, 30 years after.
- So why did they write as a title "last goodbye with the hoca"?
- Yes, they tried to put some romantic colour... Of course everybody likes it! And years before it was more this, because the people always like to on their stories the fantasies... And this is what we are afraid of. That's why there has to be many many many experiences and education to understand what is the truth, and what is the tale".

cet homme est revenu à Güzelyurt trente ans après son départ, il a pu retrouver son ami qui ne l'avait pas oublié. Le lien fraternel qui unit ces hommes malgré le poids de la fatalité a su résister au temps. Ensuite, cette photographie n'illustre pas la séparation des deux communautés mais leurs retrouvailles et donne un certain espoir quant au futur des deux villes et de leurs populations²⁷¹.

En conclusion partielle de cette partie, on peut voir que l'Echange a donc donné naissance à deux entités : Güzelyurt – ville d'Anatolie centrale composée en majorité par les réfugiés originaires de Kozana et une minorité de populations musulmanes locales – et Nea Karvali – bourgade de Macédoine grecque construite par les réfugiés orthodoxes à leur arrivée –. Une ville, c'est un lieu mais aussi sa population. L'échange a créé une situation particulière : une population déracinée de sa terre originelle et un lieu amputé d'une partie de sa population. Gelveri a disparu avec l'Echange. Le nom du lieu a disparu, sa population originelle a été déplacée et remplacée constitue désormais une période de l'histoire de la ville de Güzelyurt qui appartient au passé dorénavant. La ville de Gelveri n'existe à Nea Karvali que dans le souvenir des réfugiés et tend à s'effacer. En effet, la communauté déracinée, au fil des générations, a progressivement perdu l'usage exclusif de la langue turque qui faisait sa spécificité. Tout est fait, dans l'un et l'autre pays, en plein processus de construction en Etat-nations, pour que la mémoire des villes d'avant l'Echange et de leurs communautés tombe progressivement dans l'oubli.

²⁷¹ Ce n'est donc pas une photographie tournée uniquement vers le passé et les ruines d'une fraternité amenée à disparaître. Elle est une preuve au contraire de rapprochement possible pour le futur de ces deux communautés. Le sens de cette photographie, symbole du centre d'Asie Mineure, a donc été détourné de sa signification initiale. Or sa signification réelle a une portée beaucoup plus large et encourageante par rapport aux perspectives de rapprochement gréco-turc. Sa symbolique en est d'autant plus forte. Il serait intéressant de mener un travail d'investigation plus conséquent sur cette photographie pour comprendre pourquoi son sens a été détourné et quelles sont les circonstances exactes de sa réalisation. Cet exemple met donc en évidence la problématique qui se noue autour de la constitution de la mémoire du conflit par les différents acteurs. Comme le mentionne Kaplanis Iosifidis, le souci d'objectivité, même si l'on ne peut tendre à une objectivité parfaite, est une réelle nécessité si l'on souhaite être au plus près de la signification originelle des archives et ne pas les détourner de leur sens originel.



Pourtant, malgré ces tentatives d'effacement, Gelveri continue de rester le pont historico-culturel invisible qui relie encore aujourd'hui Güzelyurt à Nea Karvali. Le besoin de réactiver la mémoire de ce lieu au sein des deux villes, de manière non-concertée va progressivement être à la base de leur volonté de rapprochement. La situation particulière qui est créée par l'Echange est que les réfugiés vivent dans la nostalgie de villes qui n'existent plus. Par exemple, dans le cas de Güzelyurt, topiquement parlant, la ville existe toujours, mais ce qui faisait son essence d'auparavant (*placeness*²⁷²) a disparu avec l'Echange. Sa population originelle a en partie été déplacée et de nouveaux arrivants occupent aujourd'hui leurs maisons. Son nom, son histoire, son économie ont été changées. Sa mémoire tombe progressivement dans l'oubli. A l'inverse, à Nea Karvali, les réfugiés vivent dans le mythe de leur patrie originelle et cherchent à faire survivre, malgré l'exode, leur ville d'origine.

²⁷² RELPH E., *Place and Placeness*, Pion, Londres, 1976.

3. Le renouveau des années 1980 : nouveaux acteurs, nouvelles perspectives pour les deux villes

3.1. La création de l'Association culturelle de Nea Karvali en 1981

L'Association culturelle de Nea Karvali

Dans les années 1980, Kaplanis Iosifidis, jeune homme d'une trentaine d'années, décide après avoir terminé ses études d'Economie et de Droit à Athènes, de revenir s'installer à Nea Karvali et, avec d'autres jeunes de la communauté, de revivifier l'Association culturelle de Nea Karvali :

« En 1925, les gens de Nea Karvali ont établi leur communauté sous le nom « Nea Karvali » et ont également continué une association qu'ils avaient depuis 1884 et qui s'appelait «Φιλεκπαιδευτική Αδελφότης Νασιανζός» (Association Fraternelle Nazianzos). Cette association a été établie à Istanbul en 1884 pour aider à l'éducation, la construction d'écoles, le «Αγοριαγώγειον» et le «Παρθεναγώγειον» à Gelveri. Ils ont continué l'association ici à Nea Karvali et aussi à Athènes, où une partie de la population de Gelveri avait émigré juste après l'Echange à Athènes et au Pirée aussi. Il y a toujours une association qui s'appelle «Φιλεκπαιδευτική Αδελφότης Νασιανζός» de Gelveri au Pirée. Mais l'association d'Athènes n'est plus active désormais et représente seulement la mémoire de la vieille association, rien de plus²⁷³ ».

Si le but de l'association des Gélvériotes établis à Istanbul avant l'Echange était de collecter de l'argent pour la communauté (construction d'écoles, éducation, etc...), après l'Echange, l'objectif des associations de réfugiés établis à Nea Karvali et à Athènes a surtout été de faire face aux difficultés d'installation rencontrées dans le pays d'accueil. Ces associations ont perdu leur raison d'être progressivement au cours du temps. L'association de Nea Karvali s'est éteinte au moment de la Seconde Guerre mondiale. L'association basée à Athènes existe toujours sur le papier, sans être pour autant active. L'association créée par Kaplanis Iosifidis en 1980 diffère des précédentes par le contexte de sa création, l'identité de ses membres fondateurs et les objectifs qui les animent : les fondateurs de l'Association culturelle de Nea Karvali créée en 1981 ne sont pas les réfugiés mais leurs descendants. La posture mémorielle d'un groupe dépend de la période à laquelle on l'étudie. En effet, chaque génération ne fera pas le même choix, entre celui qui consiste à choisir de se souvenir ou d'oublier. C'est la thèse qui a été développée par Marcus Lee Hansen, dans son étude portant sur la troisième

²⁷³ Extrait de l'entretien effectué avec Kaplanis Iosifidis. « In 1925, the people in Nea Karvalli established their community under the name "Nea Karvalli", and also continued an association that they had from 1884 under the name "Φιλεκπαιδευτική Αδελφότης Νασιανζός". This association had been established in Istanbul in 1884 just to help the education, the schools, the "Αγοριαγώγειον" and the "Παρθεναγώγειον" in Gelveri, to send help, in books and money, to the "Γκελβεριότες", the people in Gelveri. They continued this association here, in Nea Karvali, and they also continued this association in Athens, where a part of the people had emigrated immediately after the "Refugee". They emigrated to Piraeus and Athens. There is therefore a part of the "Γκελβεριότες", of Gelveri, in Athens and in Piraeus. There is still, under the name "Φιλεκπαιδευτική Αδελφότης Νασιανζός", an association in Athens that has this moment nothing in hand, just the memory of the old association and nothing more ».

génération de migrants aux Etats-Unis²⁷⁴. Kaplanis explique que, si lui-même et quelques jeunes de la communauté n'avaient pas décidé de créer l'Association culturelle de Nea Karvali, la mémoire de l'histoire des Karvaliotes aurait progressivement fini par sombrer dans l'oubli au fil des générations.

L'objectif des fondateurs de l'association est de se réapproprier l'histoire et la mémoire spécifique de la communauté. Au début, l'association a fait l'objet d'une certaine méfiance de la part des habitants, qui ne comprenaient pas exactement ce que les jeunes de Nea Karvali souhaitaient en faire²⁷⁵. Pour (re)construire cette mémoire collective du groupe, K. Iosifidis a commencé par rassembler les souvenirs des réfugiés de Gelveri mais aussi d'autres villages de Cappadoce en faisant des entretiens avec eux. Il s'aperçoit alors qu'il est difficile pour certains réfugiés de raviver certains souvenirs en raison du traumatisme qu'a constitué l'Echange. Il décide d'organiser un voyage-pèlerinage avec eux pour la première fois à Güzelyurt en 1983. Il réalise alors que Güzelyurt est un véritable lieu de réactivation de la mémoire des réfugiés :

« Quand on est arrivés à Gelveri, on a été très impressionnés. Avant, on avait du mal à faire parler les anciens et là, on a eu plus de 35 heures d'entretiens avec les réfugiés. Ils nous ont tout raconté : à qui appartenaient les maisons, où étaient les églises, quelles étaient les histoires, etc... Ils ont retrouvé des habitants qu'ils connaissaient, nous ont parlé des familles turques, nous ont présentés aux gens là-bas. Cela a été un voyage très fort et très important pour nous et pour la suite de l'association²⁷⁶».

²⁷⁴ Pouvant être résumée par cette phrase « ce que le fils souhaite oublier, le petit fils souhaite s'en souvenir », la thèse d'Hansen s'appuie sur l'idée que la troisième génération de migrants est plus consciente et attachée à l'histoire, à la (re)valorisation de la culture de sa communauté que les premières et deuxièmes générations HANSEN M. L., « The problem of the third generation immigrant », in *Swenson Swedish Immigration Research Center*, Augustana College Library, Rock Island, 1987, mais aussi on pourra se référer à WEBER D., « Reconsidering the Hansen thesis, generational metaphors and American ethnic studies », in *Donald Weber American Quarterly*, Vol. 43, n° 2 (Jun., 1991), The Johns Hopkins University Press, p 320-332. Se souvenir est un acte trop douloureux et trop coûteux pour les perspectives d'intégration de la première et deuxième générations à la différence de la troisième génération - mieux intégrée socialement et plus assimilée culturellement -. Gans parle lui « *d'ethnic revival* » et « *d'ethnicité symbolique* » pour désigner ce phénomène de « retour vers ses origines » de la troisième génération. Avec l'éclairage de la théorie d'Hansen et Gans, on est en mesure de comprendre ce qui s'est passé à Nea Karvali. L'Échange a constitué pour les réfugiés un épisode traumatique dont ils ne souhaitaient pas forcément se souvenir. Comme le fait d'être réfugié a constitué un stigmate social dans le processus d'intégration des migrants de la première génération, cette dernière n'a pas cherché à valoriser son histoire spécifique. De ce fait, la transmission de cette mémoire s'est difficilement opérée entre la première, la deuxième et troisième génération.

²⁷⁴ « Il n'y avait rien depuis 20 ans, et quand je suis revenu d'Athènes où j'ai fait mes études en mars 1981, j'ai compris la nécessité d'avoir une association, pas seulement pour l'histoire, mais aussi pour les jeunes de Nea Karvali, qui ne connaissaient rien de leur propre histoire, peut-être moins de la moitié de leur histoire, et nous avons décidé, avec d'autres jeunes de Nea Karvali, d'établir "Στέγη Πολιτισμού" de Nea Karvali. L'association originelle est "Στέγη Πολιτισμού". Elle a été créée le 1er mai 1981 ». Extrait de l'entretien effectué avec Kaplanis Iosifidis : « There was nothing for 20 years, and when I came back from my studies in Athens in March 1981, I understood the necessity of having an association, not only for the history, but also for the young people in Nea Karvali, which did not have the knowledge of everything, maybe not even the half of all this history, and I decided with some other young people of Nea Karvali, to establish the "Στέγη Πολιτισμού" of Nea Karvali. The mother association is "Στέγη Πολιτισμού". It was created May 1st 1981 ».

²⁷⁵ Comme l'explique Kaplanis Iosifidis dans notre entretien : « Nous, on travaille pour le futur, pas pour le présent. Peut-être, les habitants d'aujourd'hui, parfois, ils ne comprennent pas ce que l'on fait, mais nous travaillons pour le futur. Petit à petit, ils ont commencé à comprendre. Au début, quand on a fondé l'association, on avait beaucoup de « Qu'est-ce qu'ils font ? », « Qui sont-ils ces gens ? », qu'est-ce que c'est que cette association ? », « Ils vont nous prendre notre argent ! », « Ce sont des communistes, ils veulent établir de nouvelles idées ! », vous savez bien, c'est partout pareil. Les gens ont peur de la nouveauté ».

²⁷⁶ Extrait de l'entretien avec Kaplanis Iosifidis : « When we arrived in Gelveri, we were choked. Before, it was very difficult for us to collect certain the memories of their past life from the refugees. But when we arrived

Les entretiens réalisés avec les réfugiés et les populations locales à cette occasion, ainsi que les archives collectées à cette période ont été ensuite regroupés au Centre d'Études de la Civilisation Cappadocienne (les archives sont toujours fermées néanmoins aujourd'hui), créé à cet effet en 1987. Kaplanis, pour avoir davantage d'informations sur l'histoire de la communauté, a constitué un questionnaire pour recenser tous les objets et archives de Gelveri appartenant aux habitants. Dans la continuité de ce processus de construction mémorielle, l'association culturelle de Nea Karvali a créé un Musée de la Culture Cappadocienne pour exposer ces différents objets et archives en 1995. Enfin, cette redécouverte de la langue, des danses et des chansons cappadociennes a été à l'origine de la création du groupe de danse folklorique de Nea Karvali. Ce groupe s'est considérablement développé depuis les années 1980. En effet, aujourd'hui il comprend quelques 200 personnes, âgées de 10 à 70 ans et est dirigé par un professeur issu de la communauté, Yorgos²⁷⁷.



Le groupe de danse folklorique de Nea Karvali en représentation

K. Iosifidis est également devenu le représentant de la section grecque du Conseil International des Organisations de Festival de Folklore et d'Arts Traditionnels (CIOFF), une section de l'UNESCO. Il a mis en place un festival international de danses traditionnelles, le festival « *Sun and Stone* ». Ce festival se tient à Nea Karvali depuis une vingtaine d'années chaque année, au mois de juillet. Il a également rénové un site, situé sur une colline à côté de la ville, le site Arkeo-akontisma ; des maisons ont été construites dans le style cappadocien ainsi qu'un amphithéâtre de style grec. L'association, par la redécouverte et la valorisation de la culture cappadocienne des populations originaires de Gelveri, a paradoxalement mis en valeur la ville de Nea Karvali, tout en essayant de la faire aimer par ses habitants. Il est intéressant de constater que la revalorisation de la mémoire de Gelveri est faite dans le but de renforcer et redynamiser la ville de Nea Karvali. On retourne vers le passé en quelque sorte pour mieux s'inscrire dans le présent, on démystifie un lieu

there, we couldn't stop them speaking! We have more than 35 hours of interview recorded with them. They told us everything: to who belong the houses, where were the church, what were the old stories, etc...they found people they used to know before, they told us about the Turkish families, they introduced us to them. This trip has been very important for us and also for the association ».

²⁷⁷ Extrait de l'entretien avec Kaplanis Iosifidis : « The oldest, the oldest they knew. They just "rediscovered". They refresh their memories. Et the youngest, they learned from the olds. We didn't use teacher to learn. Our teachers were the old ones ».

qu'on a dû quitter pour mieux s'inscrire dans le lieu où l'on vit. On verra que le processus est le même dans le cas de Güzelyurt. L'initiative mise en place par l'association culturelle de Nea Karvali peut s'apparenter à une forme de catharsis collective, dans un processus de résilience avec le passé traumatique de la communauté pour développer ses potentialités actuelles.

3.2. De nouvelles perspectives pour Güzelyurt ou la nécessité d'un développement touristique

La nécessité de développer le tourisme à Güzelyurt

Comme nous l'avons vu précédemment, le problème de Güzelyurt se situe principalement dans la faiblesse de son économie, exclusivement agricole. Les populations ont commencé à avoir un certain espoir depuis que la région d'Anatolie centrale connaît un fort développement industriel depuis quelques années²⁷⁸. Le développement économique de l'Anatolie centrale contribue à stopper l'hémorragie migratoire et l'exode rural dans la région. Mais c'est surtout le développement du tourisme en Cappadoce qui constitue un véritable espoir pour les habitants de Güzelyurt. Si la Cappadoce reste une région agricole grâce à son sol fertile, avec la culture du blé et de la betterave, elle est également devenue depuis la fin des années 1980 un des sites touristiques parmi les plus importants de Turquie²⁷⁹. Lorsque la Turquie s'ouvre au tourisme à partir du début des années 1980,

²⁷⁸ En effet, une étude réalisée par l'*European Stability Initiative* sur la nouvelle bourgeoisie anatolienne, met en évidence ce phénomène récent dans la ville de Kayseri, située à proximité de la ville d'Aksaray. European stability initiative, *Islamic Calvinists: change and conservatism in Central Anatolia*, Istanbul, 2005. Selon le rapport, Kayseri accueille plus de 1 500 PME, dont les horizons d'affaires s'étendent vers l'Europe et le Moyen-Orient. La région de Kayseri est ainsi le berceau de plusieurs groupes industriels familiaux tels que les groupes Yatas ou Boydak. De l'avis de plusieurs auteurs et journalistes, l'Anatolie centrale a vécu un miracle économique ces dernières années rappelant celui des « pays tigres » de l'Asie orientale. La fabrication de meubles en série et la production textile de haute qualité exportée vers les centres mondiaux de la mode sont devenues les principales composantes de l'économie anatolienne, côtoyant les métiers traditionnels tels que l'élevage de moutons, la culture du blé et le tissage des tapis. Cette transformation s'est accélérée depuis 2003, avec une croissance économique atteignant dans certaines parties de l'Anatolie centrale des niveaux vertigineux. Depuis l'arrivée du capitalisme industriel, le monde paysan traditionnel décrit par Delaney est en net retrait. Un nombre grandissant d'Anatoliens vivent désormais dans des villes. L'Anatolie centrale reste, encore aujourd'hui, une société religieuse et conservatrice; toutefois, elle a développé une forme particulière de conservatisme propice au succès économique. Suite à l'urbanisation et l'amélioration du niveau de l'éducation, de nouvelles idées sur les vertus du travail et de l'esprit d'entreprise ont fait leur apparition. L'Anatolie centrale est la base électorale du parti au gouvernement en Turquie, l'AKP. Certaines figures bien influentes de ce parti, comme le président Abdullah Gül, sont originaires de cette partie du pays. Le gouvernement AKP est, à bien des égards, le reflet politique des valeurs et ambitions ayant forgé les « tigres anatoliens ». Par exemple, grâce à l'implantation d'industries (notamment de constructions mécaniques, en particulier aéronautiques, industries alimentaires, textiles ou cimenteries) dans la région de Kayseri, la population de la ville est passée de 57 000 habitants en 1947 à 207 000 en 1975 et à 536 400 en 2000. Kayseri est ainsi devenue un centre économique important, spécialisée dans l'industrie du meuble et du textile.

²⁷⁹ En 2005, selon les chiffres officiels, 850 000 étrangers ont visité cette partie du pays. Aujourd'hui, le nombre de touristes annuels en Cappadoce dépasse le million, entraînant l'expansion de l'artisanat local du tapis et de la céramique.

sous T. Özal²⁸⁰, les régions côtières égéennes et méditerranéennes sont placées en priorité dans la stratégie de développement touristique voulu par le gouvernement turc et exprimé au sein du *Tourism Encouragement Act* au début des années 1980²⁸¹. C'est plus tard que la Cappadoce a été identifiée comme un centre majeur pour le développement du tourisme culturel. Le *Tourism Encouragement Act* émet plusieurs recommandations sur la manière dont doit être développé le tourisme culturel dans cette région particulière. Le changement de législation a permis d'attirer des investissements pour le tourisme sur fonds privés mais aussi d'annuler l'interdiction qui était faite à des compagnies étrangères d'acquérir des propriétés dans la région. En conséquence, le tourisme de masse s'est fortement développé en Cappadoce, particulièrement dans les villes d'Ürgüp, Avanos, Göreme et Nevşehir. Comme le note Tosun, cette croissance s'explique largement par l'absence d'une réelle planification et de principes de développement²⁸². Très rapidement les hôtels et tours opérateurs ont commencé à fleurir dans les villes et villages cappadociens²⁸³.

Güzelyurt est restée en marge de ce phénomène et des circuits touristiques cappadociens. Mais, de nouvelles potentialités commencent à s'ouvrir dans les années 1980. En 1985, en effet, de nouveaux acteurs souhaitant développer les potentialités touristiques de Güzelyurt viennent s'y installer. Ahmetbey, homme d'affaire turc spécialisé dans le tourisme, qui possède plusieurs pensions en Cappadoce et sur la côte Méditerranéenne, décide de racheter le monastère de Karbala²⁸⁴ à Güzelyurt pour le transformer en hôtel. L'hôtel est également devenu, pendant quelques années, un centre d'accueil UCPA. Il est accompagné d'un citoyen d'origine allemande, Udo Hirsch, qui décide d'acheter également une maison à Güzelyurt²⁸⁵. Udo Hirsch a un parcours relativement atypique.

²⁸⁰ Türgüt Özal est un homme politique turc qui a été Premier ministre et est devenu Président de la Turquie le 9 novembre 1989. En tant que Premier ministre et Président, il réforma l'économie turque vers plus de libéralisme et a encouragé le développement des échanges et du tourisme.

²⁸¹ « *Tourism Encouragement Act* », loi n°2634, paru dans la gazette officielle n°17635 le 12 mars 1982.

²⁸² TOSUN C., « Roots of unsustainable tourism at the local level: the case of Ürgüp in Turkey », in *Tourism management*, 1998, p 595-610.

²⁸³ Avec l'aide du centre régional du ministère de la Culture et du Tourisme, Ürgüp est devenu un des plus grands centres touristiques en Cappadoce. De la même manière, Göreme, qui est longtemps restée une bourgade où l'activité agricole prédominait, compte aujourd'hui plus de 80 pensions et « boutique-hôtels ». 25 agences de voyage y sont implantées, 30 restaurants, 10 bars et discothèques, 15 magasins de tapis et de nombreuses boutiques de souvenirs, cafés internet et boutiques de location de vélos et centres de randonnées à cheval, tout ceci a été créé avec une population de résidents permanents de 2 000 personnes. TUCKER H., EMGE A., « Managing a world heritage site: the case of Cappadocia », in *Anatolia: an international journal of tourism and hospitality research*, vol. 21, n° 1, 2010, p 1-14.

²⁸⁴ L'hôtel Karbala est un ancien monastère, construit en 1856 par des moines qui y ont établi une école religieuse. Un deuxième bâtiment a été ajouté en 1913. Le monastère, monument historique, a été restauré en hôtel en 1985. L'ouverture de l'hôtel a commencé à attirer des touristes à Güzelyurt.

²⁸⁵ « Quand je suis arrivé à Güzelyurt pour la première fois, je travaillais pour la *Vakıf* (Fondation des monuments religieux) pour soutenir un projet de création de deux musées du textile en partenariat avec le musée du *kilim* (Tapis turc) d'Istanbul. Je suis venu ici avec une accompagnatrice pour voyager aux alentours et sélectionner certaines pièces pour les musées. On est donc on est venus là parce que j'avais le pressentiment que cela pourrait être intéressant de voir ça [...]. Et alors, à ce moment-là, j'ai rencontré un Turc qui était à Karbala, dans cet hôtel. Son épouse est australienne, il vit l'hiver en France et a deux magasins de tapis à Paris et certains sont ici... Ils ont également quelques pensions à Avanos, deux ou trois le long de la Méditerranée, donc ils font de bonnes affaires touristiques ici, ça marche bien. Quand je l'ai rencontré, il m'a dit « j'ai envie de faire quelque chose à Güzelyurt, je veux amener mes touristes européens, surtout français ici, au contact des

D'origine allemande, il a suivi une formation initiale en architecture et va ensuite rapidement être amené à s'intéresser à la photographie pour devenir photographe professionnel. Son secteur d'activité est l'environnement et les paysages naturels. Il est ensuite sollicité en tant que coordinateur indépendant pour mener différents projets par la fondation WWF (*World Wild Foundation*), qui est une organisation visant à la protection des ressources naturelles et de l'environnement au niveau mondial. Dans les années 1970, WWF sollicite son aide pour mener un projet de protection de l'environnement dans le sud-est de la Turquie. Udo a ensuite été impliqué dans différents projets pour le développement du tourisme en Turquie, dans la région d'Antalya notamment. Il a travaillé avec le ministère du Tourisme turc au sein de différentes commissions pour essayer de concilier développement du tourisme et respect de l'environnement en Turquie :

« Un des plus grands problèmes en Turquie est que le tourisme représente quelque chose de plus important que la création de parcs nationaux. Donc, lorsque vous créez un parc naturel, le ministère du Tourisme, à sa convenance, a le droit d'ouvrir à l'intérieur du parc naturel un centre touristique. Parce que la préservation de l'environnement ici est faite uniquement pour le développement du tourisme et pas pour la protection de la nature en soi. C'est pourquoi les pays européens ne peuvent pas soutenir la protection de l'environnement en Turquie parce que s'ils donnent de l'argent pour la préservation de l'environnement, cela va au secteur du tourisme. Ils ne peuvent pas séparer cela, ils ne veulent pas séparer cela parce que toutes les grandes zones touristiques ont été créées au milieu de sites naturels. C'est aussi pour cette raison que j'ai participé à ces missions, vous voyez, à ces commissions, parce que je sais, je connais toute l'histoire, tout le processus et le programme de tout cela²⁸⁶ ».

villageois, donc faisons quelque chose ensemble, faisons un atelier ici, ou quelque chose que tu connais ». Donc il a développé cette idée et on a fini par prendre une maison à deux, pour avoir un endroit pour faire ça, et on a trouvé ça (Udo montre sa propre maison) et on l'a achetée ensemble Extrait de l'entretien avec Udo Hirsch, consultant indépendant / développement économique des zones protégées et éco tourisme, le 19/08/07 et le 22/08/08. Notes et enregistrement de 90 min. pour l'entretien du 22/08/07. Langues des entretiens : anglais et français, parfois allemand et turc : « I went in Güzelyurt for the first time I was working for the Vakıflar to help with the establishment of two textile Museums working with the kilim Museum in Istanbul and I had a lady to travel around and to select the pieces from the mosques, so we came here, because I sniffed it could be very interesting to see this ... because the Turks say "we invented the carpet", which is stupid (laughing) dans le cercueil et dans la tombe... and they know also that in other places, in Christian churches they have carpets, so I wanted to see here : is there something from both sides, of course, it is, they have the same burial custom, very often a kilim is put as a shroud on the coffin and is brought to the graveyard, it is buried there and then the kilim goes back and is given to the mosque or to the church, with the name on it, you know, you find that, so I found them... So this is also why I came here. And then, at that time, I met a Turk which was here in Karbala, in this hotel, he just hired it and he wanted to include a little bit –he has an Australian wife by the way, living in the winter in France and having two carpet shops in Paris, selling them, and some of them they are here, ..., some pension hotels in Avanos, two or three they hired along the Mediterranean, so they have a good tourism business here, it works quite nice, they do special things, and he told me, "I want to do something with Güzelyurt, I want to bring my European, mostly French tourists more closer to the villagers, so let's do something together, make workshops here, or something you know... So, we developed a little bit this idea and finally we looked for a house together, for a place to do that, and we found this (note: Udo's present house) and we bought it together » .

²⁸⁶ Extrait de l'entretien avec Udo Hirsch, consultant indépendant / développement économique des zones protégées et éco tourisme, le 19/08/07 et le 22/08/08. Notes et enregistrement de 90 min. pour l'entretien du 22/08/07. Langues des entretiens : anglais et français, parfois allemand et turc. « But a very very big problem in Turkey is that tourism is on top of national parks. So whenever you create a national park the Ministry of Tourism has the right wherever he wants inside to do a tourism center. Because nature conservation here is for tourism development and not for nature conservation. This is also why still European countries do not support nature conservation in Turkey because they cannot put money for nature conservation when it goes to tourism. They cannot separate it, well they don't want to separate it because huge areas –touristic areas- have been put in the middle of very valuable natural areas. This also was the reason why I was participating in these missions, you see, in these commissions, because I know all the background and all the process and all the program and all that ».

Ahmet et Udo constatent néanmoins que, malgré leur volonté de dynamiser Güzelyurt, ils se heurtent à l'immobilisme des acteurs politiques locaux, notamment celui des maires des communes environnantes. C'est l'arrivée en 2001 de Ramazan Yıldırım comme sous-préfet (*Kaymakam*, en langue turque) dans la sous-préfecture de Güzelyurt qui va faire changer les choses. Ramazan Yıldırım établit le constat, lorsqu'il prend ses fonctions de sous-préfet à Güzelyurt en 2000, que la ville a un réel potentiel touristique inexploité. Le sous-préfet pose comme objectif de développer le tourisme à Güzelyurt pour que la ville ait également plus de revenus. Des cités souterraines ainsi que la vieille ville, en partie composée de maisons troglodytes, mais aussi les monuments religieux de Güzelyurt pourraient, en étant mis en valeur, apporter plus de revenus à la ville. En effet, grâce à une loi du début des années 1980 permettant aux municipalités qui se trouvent à proximité d'un site historique de pouvoir demander jusqu'à 40% du revenu engendré par l'exploitation touristique du site, les municipalités de Cappadoce se sont beaucoup enrichies ces dernières années. Par exemple, dans le cas de la Cappadoce, où l'attraction principale est le musée en plein air de Göreme, c'était la municipalité d'Ürgüp qui s'occupait du site avant que la municipalité d'Avclar, qui a pris le nom de Göreme, ne commence à profiter des bénéfices de l'exploitation, étant la municipalité plus proche du site²⁸⁷. Pour certaines municipalités, la mise en valeur de sites touristiques constitue clairement une stratégie de développement depuis le début des années 1980.

Le projet d'éco-tourisme et de tourisme culturel à Güzelyurt impulsé par le sous-préfet et le maire de Güzelyurt

Mais, voyant les méfaits du tourisme de masse - où la construction d'hôtels quatre et cinq étoiles a ravagé certains sites troglodytes naturels dans les autres villes de Cappadoce - le sous-préfet souhaite promouvoir une autre forme de tourisme à Güzelyurt. Il décide alors de prendre conseil auprès d'Udo Hirsh pour promouvoir un tourisme durable et respectueux de l'environnement en Turquie. Ils vont alors travailler à l'élaboration d'un plan de développement touristique de Güzelyurt basé sur la restauration des anciens monuments grecs-orthodoxes, la préservation du patrimoine géographique et culturel de Güzelyurt, la redécouverte de l'histoire de la ville et la participation active de tous les habitants de Güzelyurt au développement touristique de leur ville :

« Quand je suis arrivé à Güzelyurt, j'ai fait un plan pour son développement touristique. Ce plan comporte trois étapes :

- La première est de faire connaître Güzelyurt aux gens et de faire parler de Güzelyurt. C'est la partie publicité-communication. Le but est que les gens connaissent Güzelyurt.
- La deuxième étape concerne tous les travaux que nous devons faire à Güzelyurt pour le développement du tourisme mais aussi pour la population locale. Des choses comme par exemple créer de nouvelles

²⁸⁷ TUCKER H., EMGE A., op. cit.

routes, restaurer les anciennes ou en construire. Les routes étaient vraiment en mauvais état auparavant. Par exemple, il n'y avait pas de route pour aller à l'Église Rouge et au Monastère de l'Analipsis auparavant! Un autre projet était de paver les routes du centre-ville de pierres naturelles. Le ministère du Tourisme a donné des fonds pour cela, j'ai dû monter un projet pour obtenir des financements : c'était un projet architectural. Cela a coûté 200 000 liras. Nous l'avons fait dans la vieille ville. L'année prochaine, dans ma sous-préfecture, toutes les routes vont être pavées. Mais nous avons encore d'autres choses à faire pour la deuxième étape. Il y a beaucoup de travail de rénovation, d'éclairage public la nuit pour le Monastère (de l'Analipsis)... On a un autre projet à Gaziemir. On a trouvé une cité-souterraine intéressante là-bas il y a 6 mois. Cette ville est très pauvre et cela peut devenir un moyen pour eux de s'enrichir avec le développement du tourisme. Cette cité-souterraine a ouvert il y a deux mois. Ils m'ont dit que normalement cela va prendre beaucoup de temps : mais cela ne nous a pris que 6 mois pour l'ouvrir! Le préfet a donné des fonds pour cela mais pas beaucoup. Donc nous avons demandé aux populations locales de nous aider pour nettoyer le site. Tout le monde est venu aider pour le nettoyage du site. Maintenant le site a ouvert et 10 personnes par jour viennent le visiter.

- La dernière étape : si le tourisme se développe, les populations locales doivent être parties-prenantes du développement touristique. La population doit pouvoir s'enrichir grâce au tourisme. Spécialement les femmes. Vous voyez, à Güzelyurt, les gens sont pauvres et vivent principalement de l'agriculture. On peut changer cela avec le tourisme. Les jeunes hommes ne peuvent pas trouver du travail ici et doivent partir dans les grandes villes. Certains d'entre eux sont restés là ou reviennent. Ils travaillent dans les restaurants, dans les pensions. Mais vous ne verrez jamais de femmes faire le même type de travail. C'est pour cette raison que nous voulons développer des activités dans lesquelles les femmes peuvent être associées. Comme l'atelier de faïence. Nous avons créé l'atelier de faïence ou de fabrication de poupées cappadociennes. C'est juste un début, cela a commencé il y a un mois. On a trouvé un professeur et une personne originaire d'ici. C'est le ministère du Tourisme qui a permis cela. Les gens sont contents et progressent très vite. L'autre projet, nous devons encore le développer mais je suis sûr que ça va marcher. Nous sommes en train d'y travailler : les vieilles maisons doivent être restaurées et sauvegardées, c'est aussi notre but. Le site est protégé maintenant, site classé par l'UNESCO. Mais c'est toujours dangereux parce que des pierres peuvent tomber : nous devons aussi évacuer les habitants des maisons pour que les touristes puissent les visiter. On a eu des fonds pour ce projet. Les femmes peuvent produire et vendre leurs productions aux touristes. L'atelier de faïence vient juste de commencer et marche très bien ²⁸⁸».

²⁸⁸ Entretien avec Ramazan Yıldırım, sous-préfet de Güzelyurt, le 19/08/08 et le 23/08/08. Notes. Langues des entretiens : turc et anglais : « When I came in Güzelyurt, I make a plan for tourism. There is three steps in this plan: The first one is to show Güzelyurt to people and to speak about Güzelyurt. It was the part of advertisement. The aim was that people must know Güzelyurt. The second step was all the jobs and the things that we have to do in Güzelyurt for the tourism but also for the local people. It was, for example, make new roads, make the old ones in good conditions, make constructions...the roads were very bad before. For example, there was no road to go to the *Kızıl Kilise* and the *Yukse Kilise* before! Another project was to cover the streets by natural stones in the town center. The minister of tourism gave money for that. I had to make a project to get the money to do that. It was an architectural project. It costs two hundred thousand YTL to do it. We have done it in the old town. Next year, in my district, all the streets will be covered by natural stones. But we still need things for the second step. There is many work to do: renovation, lightings at night for the *Yukse Kilise* ...we have done another project in Gaziemir. We have found a very interesting underground city there 6 month ago. This town is very poor and it could be a way for them to make money with tourism. This underground city had opened two months ago. They told me that normally it will take a very long time to open it: it took us only 6 months to make it open! The local governor gives money for that but not too much. So we ask the local people to help us to clean it. Everybody helped to clean and work for it. Now it is open and there are 10 people per day who visit this city. The last step: if tourists come, the local people must be in tourism. The people have to earn money from tourism. Especially the women. You see in Güzelyurt, people are poor and they live from agriculture. We can exchange it with tourism. The young man cannot find a job here and they have to go to bigger cities. Some of them stay here or came back. They are working in restaurants, in pensions. But, you will not see the women do the same job. That is why we wanted to develop activities for the women. That is why we created the "*fayans atölyesi*" and folkloric "*bebek atölyesi*". It is just starting, one month ago. We found the teacher and the local. It is the ministry of tourism who give the money for this project. The women can produce and sell their production to the tourists. The "*fayans atölyesi*" just started and it is going very good. The people are happy about it, and they make very good progress. The other project, we have to develop it but I am sure it will work. We are still working on it. We are also working on the houses for the tourism. The old houses need restoration and we have to protect them. That is why it is a UNESCO site now. It is dangerous because the stones call fall down. And we have to let the houses free for the visits of tourists ».

Avec ce plan pour le développement touristique de Güzelyurt (différentes étapes, demande de financements ciblés sur des objectifs précis), le sous-préfet a pu obtenir des financements importants provenant du ministère du Tourisme turc et de la préfecture d'Aksaray. Comme s'est plu à nous raconter le sous-préfet, lorsqu'il a présenté son plan au préfet d'Aksaray, celui-ci lui a donné « carte blanche » et des fonds relativement conséquents pour toutes les initiatives qu'il souhaitait développer, parce qu'aucun autre sous-préfet de la région ne lui avait présenté de projet aussi « ambitieux ».



Habitants de Güzelyurt travaillant dans l'atelier de peinture, sculpture et faïence dans l'atelier financé par la sous-préfecture de Güzelyurt

Le sous-préfet se rend compte que, pour développer le tourisme à Güzelyurt, il faut mettre en valeur son histoire et sa culture. Il souhaite, pour faire parler de la ville de Güzelyurt, encourager la venue des Grecs de Nea Karvali et coopérer avec eux pour retrouver la mémoire de l'histoire de la ville. Jusqu'à l'arrivée du sous-préfet, si les autorités locales ne s'opposaient pas à leur venue, elles n'encourageaient pas pour autant le rapprochement entre populations locales et les Grecs. C'est le sous-préfet de Güzelyurt qui est réellement parvenu, en sensibilisant le maire à ces questions, à ce qu'il s'investisse dans des projets avec Nea Karvali.



Inscription sur la colline qui surplombe la ville de Güzelyurt de son nom originel, Gelveri, par la sous-préfecture de Güzelyurt. La symbolique est forte si l'on se souvient de la loi sur le changement de toponymes imposé en Turquie en 1934

Küdrret Özeş est maire de Güzelyurt depuis 2004²⁸⁹. Il est élu sous la bannière BBP (*Büyük Birlik*

²⁸⁹ Il est originaire de Güzelyurt et a travaillé en tant qu'agriculteur pendant quelques années avant de partir en 1960 à Ankara pour travailler dans le bâtiment. Il a ensuite monté une entreprise de bâtiment spécialisée dans le tourisme. En 1998, devenu retraité, il est retourné vivre à Güzelyurt et commence à s'investir en politique.

Partisi – Le Parti de la Grande Union), en 2004 avec 44% des voix²⁹⁰. Si l'on ne prenait pas en compte l'histoire spécifique de Güzelyurt et sa configuration politique locale, il semblerait surprenant qu'un maire se revendiquant de ce parti se retrouve à la pointe du rapprochement gréco-turc²⁹¹. Ce parti nationaliste-conservateur est connu pour ces positions ouvertement nationalistes pourrait être *a priori* hostile au rapprochement avec la Grèce. Le maire a ensuite changé de bannière politique en se ralliant au parti conservateur majoritaire - l'AKP, le Parti de la Justice et du Développement de Recep Tayyip Erdoğan) - pour les élections municipales de 2009 et a été réélu avec 50, 7% des voix²⁹². Küdret Özeş explique qu'il ne s'oppose nullement au rapprochement avec les Grecs et estime que c'est une bonne opportunité pour sa ville :

« Les relations entre la Turquie et la Grèce sont une chose, l'histoire de Güzelyurt en est une autre. J'ai toujours travaillé, au cours de mon mandat, à développer la ville de Güzelyurt. Güzelyurt a une histoire et les Grecs qui ont dû partir d'ici seront toujours les bienvenus dans leur ville d'origine. Ce sont nos amis et ils font partie de la population de Güzelyurt²⁹³ ».

Le sous-préfet explique qu'il souhaitait encourager l'investissement du maire dans le rapprochement avec les Grecs de Nea Karvali pour deux raisons majeures. La première vient de la volonté de pérenniser cette action et de faire en sorte que les populations locales soient actrices de leur processus de développement :

« Comme je sais que je ne vais rester seulement que pour une période de 5 ans à Güzelyurt, je souhaite que le maire et les habitants de Güzelyurt s'impliquent davantage pour le développement de la ville. Nous voulions même créer une association d'habitants de Güzelyurt pour que cette action apparaisse réellement comme une action faite par les habitants, mais cela n'a pas été possible pour l'instant de la créer parce que nous n'avons pas trouvé un nombre suffisant d'habitants susceptibles de s'impliquer réellement. Les gens qui peuvent réellement faire ça ne sont pas de Güzelyurt. Les gens n'ont pas encore de culture associative ici²⁹⁴ ».

²⁹⁰ Alors que, lors de cette élection, le CHP a recueilli 30% des voix et l'AKP : 19, 25%.

²⁹¹ En effet, le parti BBP auquel a été affilié Küdret Özeş, est un parti politique qui a été fondé en 1992 après une scission avec le parti d'extrême-droite nationaliste MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi* ou Parti d'Action Nationaliste). Le BBP est issu d'une scission avec le MHP, qui est un parti politique turc, d'idéologie nationaliste, fondé en 1969 par Alparslan Türkeş. L'emblème représente trois croissants sur un fond rouge. Un signe de ralliement des membres du MHP et en général des Loups gris est un signe de la main, où l'index et l'auriculaire sont levés, les autres doigts se rejoignant vers l'avant, pour former la tête d'un loup. Les deux partis sont liés aux « Loups gris » (*Bozkurtlar*), le BBP plus particulièrement au mouvement de tendance islamo-nationaliste des foyers d'Alperen (*Alperen Ocaklar*). Les « Loups gris », mouvement anti-communiste, anti-Kurdes a été plusieurs fois accusé de terrorisme même si il se présente comme « anti-fasciste ». Le fondateur du BBP, Muhsin Yazıcıoğlu a reproché au MHP de ne pas avoir de convictions religieuses fortes, et de négliger le poids du religieux dans l'idéologie nationaliste. C'est une explication souvent donnée à la création du BBP en 1992.

²⁹² Talonné de très près par le parti MHP qui a alors recueilli 45, 8% des voix.

²⁹³ Extrait de l'entretien original : « Türkiye ile Yunanistan arasındaki ilişkiler başka, Güzelyurt'un tarihi başka. Vekillığım süresince Güzelyurt şehrini geliştirmek için devamlı çalıştım. Güzelyurt'un bir tarihi var ve buradan gitmek zorunda kalan Yunanlılar memleketlerine daima hoşgelecekler. Onlar bizim dostlarımız ve Güzelyurt halkının bir parçasıdır ». Extrait de l'entretien avec Küdret Özeş, maire de Güzelyurt, le 20/08/2009. Notes et enregistrement. Langue de l'entretien : turc.

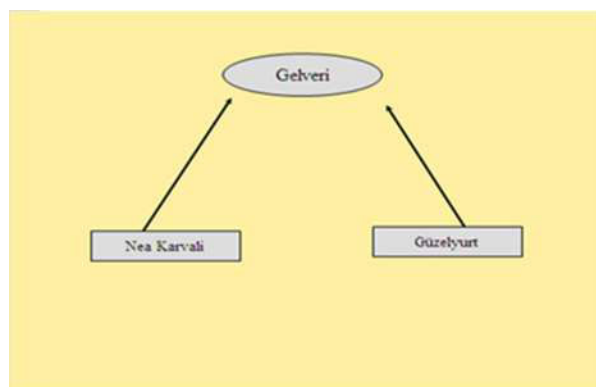
²⁹⁴ Le sous-préfet a été par la suite muté dans l'est de la Turquie et n'est plus en poste à Güzelyurt. Entretien avec Ramazan Yıldırım, sous-préfet de Güzelyurt, le 19/08/08 et le 23/08/08. Notes. Langues des entretiens : turc et anglais. « I know that i can only stay for five years in Güzelyurt and I wanted the mayor and people from Güzelyurt to be more involved in the development of Güzelyurt. We even wanted to create an association of inhabitants of Güzelyurt. The aim was that this action really appears as an initiative set up by the local population of Güzelyurt. But it hasn't been possible yet to do it because there is n't enough inhabitants here who

Ensuite, le rapprochement entre villes grecques et turques portées par la société civile pourraient faire bénéficier à la ville de Güzelyurt de fonds européens. Elle n'en a néanmoins pas obtenu.

Initiatives mises en place dans les deux villes de manière indépendante	
> Création de l'Association Culturelle de Nea Karvali - <i>Stegi Politismou</i>	> Elaboration d'un projet de développement "d'eco-tourisme" et de "tourisme culturel" basé sur la spécificité culturelle de Güzelyurt
> Organisation de voyages pèlerinages à Güzelyurt	> Garantie d'un revenu financier pour la population de Güzelyurt et ouverture de certains sites au tourisme
> Collecte d'archives sonores et entretiens avec les réfugiés de Nea Karvali - <i>Telefona Katagrafi</i>	> Obtention de fonds pour le développement touristique de Güzelyurt
> Création d'un centre d'Etude Cappadocienne : centre d'archives et de recherche sur la Cappadoce	> Renovation et entretien de certains sites touristique, construction et rehabilitation de routes
> Recensement et collecte d'objets ramené par les réfugiés et création du musée ethnographique de la culture cappadocienne.	> Création d'un centre d'information touristique et élaboration d'un site internet en plusieurs langues
> Création d'un groupe de danse folklorique et commencement de tournées internationales	> Redécouverte des artisans traditionnels et de la gastronomie locale (production de vin et de pain au four)
> Création d'un festival <i>Sun&Stone</i> de danses traditionnelles et folkloriques à Nea Karvali	> Ouverture d'un atelier de faïence pour les habitants du village
> Reconstruction et rénovation du site <i>Arxaio Akontisma</i> village	

A partir des années 1980 à Nea Karvali et de l'année 2001 à Güzelyurt, de nouveaux acteurs apparaissent donc dans les deux villes. Ces acteurs ont en commun de vouloir développer les potentialités de leurs villes respectives. Si l'on récapitule les initiatives mises en place par les acteurs tant à Güzelyurt qu'à Nea Karvali, on constate qu'ils ont chacun développé des initiatives pour leurs villes de manière indépendante mais qui trouve une certaine convergence : la résurrection de la ville et de l'histoire de Gelveri dans leurs deux villes respectives. A Nea Karvali, l'Association culturelle cherche vise à mettre en valeur la mémoire de la communauté pour dynamiser la ville et la population de Nea Karvali. De la même manière, les acteurs à Güzelyurt cherchent à dynamiser Güzelyurt pour accroître ses potentialités touristiques. Ces deux initiatives vont se rejoindre, dans la mesure où les initiatives développées par Kaplanis vont constituer une offre qui va répondre parfaitement à la demande de celles des acteurs de Güzelyurt pour développer le tourisme dans leur ville. La rencontre entre cette offre et cette demande part d'un but commun aux deux villes : retrouver Gelveri.

can really get involved in this association. The people who can really do it are not from Güzelyurt and the people from here don't really have the culture of getting organized in associations ».



La nécessité pour les deux villes de « ressusciter » la ville historique de Güzelyurt

Gelveri va donc progressivement devenir cet espace de coopération qui va permettre aux deux villes de tirer de ce rapprochement des retombées positives dans leur stratégie de développement. Nous allons le voir autour des deux initiatives de coopération mises en place entre les deux municipalités : la co-organisation d'un festival d'amitié et la signature d'un protocole de coopération culturelle autour d'un projet de duplication du Musée de la Civilisation Cappadocienne de Nea Karvali à Güzelyurt dans le Monastère de l'Analipsis.

4. « A la recherche de Gelveri » : Gelveri comme nouvel espace de coopération pour développer les potentialités des deux villes

4.1. La co-organisation du festival d'amitié gréco-turc à Güzelyurt : un projet ambitieux à différents niveaux

L'organisation du festival et la venue du maire et du sous-préfet de Güzelyurt au festival Sun and Stone de Nea Karvali



Kaplanis Iosifidis, président de l'Association culturelle de Nea Karvali et Küdret Özeş, maire de Güzelyurt, lors du festival d'amitié entre les deux villes en 2005

Les festivals à Gelveri lors de la venue des Grecs sont longtemps restés unilatéralement organisés par les Grecs de Nea Karvali. Les représentants politiques locaux de Güzelyurt, s'ils n'empêchaient pas la tenue de cette manifestation, ne s'étaient pas impliqués dans son organisation. Le sous-préfet de Güzelyurt veut mettre la dynamique de rapprochement au centre de la coopération entre les deux villes et publiciser cette initiative innovante entre les deux villes en Turquie et en Grèce pour développer les potentialités touristiques de Güzelyurt et faire parler de la ville :

« Les Grecs viennent depuis des années ici et personne n'a eu l'idée de coopérer avec eux. Güzelyurt a une histoire particulière grâce à eux et on ne peut pas mettre en valeur Güzelyurt sans les associer à ce projet. Nous avons parlé avec Kaplanis il y a deux ans, à mon arrivée. Je lui ai dit que je voulais développer le tourisme à Güzelyurt et faire connaître Güzelyurt. Il m'a dit que Güzelyurt est un lieu très important sur le plan religieux et culturel pour les Grecs. Et que l'histoire des Grecs de Gelveri est particulière et doit être connue [...]. Kaplanis est devenu professionnel dans l'organisation de festivals de danse folklorique internationaux. Ils en organisent un à Nea Karvali depuis plusieurs années. Des gens de différents pays viennent à Nea Karvali. Il attendait que quelqu'un lui propose une coopération depuis plusieurs années pour Güzelyurt [...]. Parce que les réfugiés de Nea Karvali ont la particularité de parler turc. Ce n'est pas comme les autres réfugiés. On parle la même langue, nous sommes amis, on peut monter des projets ensemble pour montrer que l'amitié gréco-turque est possible. Güzelyurt doit être connue comme une ville qui a eu une histoire particulière et qui l'a encore aujourd'hui. Donc nous avons décidé de co-organiser le festival de l'année suivante et d'en faire un festival d'amitié gréco-turc qui ferait parler de Güzelyurt, parce que personne n'avait fait ça avant nous. On voulait créer un événement qui fasse parler de Güzelyurt²⁹⁵».

L'offre proposée par Kaplanis Iosifidis - mettre en place un festival permettant de promouvoir la culture cappadoçienne *Karamanlı* - va donc enfin rencontrer une demande côté turc. Le point de jonction entre cette offre et cette demande va donc être la co-organisation du festival d'amitié gréco-turque entre les deux villes. Ce n'est en effet qu'à partir de l'année 2006 que l'on peut réellement parler du festival comme d'un exemple de coopération décentralisée entre les deux villes. En effet, pour la première fois dans l'histoire du rapprochement entre ces deux villes, des représentants politiques turcs vont être invités à Nea Karvali en vue de préparer l'organisation du festival de 2006. Le maire de la ville et le sous-préfet vont se rendre à Nea Karvali pendant deux semaines pour assister au festival *Sun and stone* organisé à Nea Karvali l'année 2006, sous invitation de l'Association Culturelle de Nea Karvali²⁹⁶.

²⁹⁵ Extrait de l'entretien avec Ramazan Yıldırım, sous-préfet de Güzelyurt, le 19/08/08 et le 23/08/08. Notes. Langues des entretiens: turc et anglais. « Greeks are coming since many years here and nobody before us had the idea set up a cooperation with them. Güzelyurt has a very special history linked with them. How can we develop Güzelyurt without them? We spoke with Kaplanis two years ago when I first came. I told him I wanted to develop tourism à Güzelyurt and make Güzelyurt known. He told me that Güzelyurt is a very important place for religion and culture in Greece. And that the story of the Greeks of Gelveri is particular and to be known [...]. The refugees of Nea Karvali have the particularity of speaking Turkish. It is not like the other refugees. We are speaking the same language, we are friends, we can set up projects together to show that Greek-Turkish friendship is possible. Güzelyurt must be known as a place with a specific history. So we decided to organize together the festival for the next year and to make it as a Greek-Turkish friendship festival for the people to speak about Güzelyurt. Because nobody had done this before us. We wanted to create an event for the people to speak about Güzelyurt ».

²⁹⁶ Extrait de l'entretien avec Ramazan Yıldırım, sous-préfet de Güzelyurt, le 19/08/08 et le 23/08/08. Notes. Langues des entretiens : turc et anglais. « Avec le maire, nous sommes allés avant le festival à Nea Karvali. Kaplanis Iosifidis nous a invités à venir parler du festival et voir l'organisation de leur festival à Nea Karvali. On y est allé en juin 2005. On est resté là-bas quelques jours, sur le site *Arkeo akontisma*. On a aussi visité Kavala et Thessalonique. Nous avons aussi participé au festival *Sun and stone* organisé à Nea Karvali. Les gens ont été très

Le sous-préfet et le maire de Güzelyurt ont pu rencontrer les habitants de Nea Karvali et assister au festival « *Sun and Stone* » organisé par la ville grecque. Ayant contribué à mettre en valeur la mémoire et la culture cappadocienne des habitants de Nea Karvali et ayant une expérience dans l'organisation de festivals, Kaplanis dispose précisément de ce dont les acteurs de Güzelyurt ont besoin pour développer les potentialités touristiques de leur ville. Le groupe de danse folklorique de Nea Karvali a fait des représentations à un niveau international : devant le Parlement grec, dans le théâtre Herodio à Athènes, devant le Parlement européen à Strasbourg, à l'Olympia à Paris, à Sofia en Bulgarie, en Espagne, en Australie, en Italie et en Turquie. De plus, Kaplanis Iosifidis a également une certaine expérience dans l'organisation de festivals puisque le festival *Sun and Stone* qu'il organise a accueilli plus de 90 groupes de danses folkloriques²⁹⁷ Il est également devenu le représentant de la section grecque du Conseil International des Organisations de Festival de Folklore et d'Art Traditionnels (CIOFF), une section de l'UNESCO.



Groupes de danses folkloriques venus faire une performance dans le cadre du festival *Sun and Stone* de Nea Karvali

Lors de la rencontre préliminaire à Nea Karvali avec les représentants politiques locaux de Güzelyurt, Kaplanis Iosifidis s'est engagé à amener à Güzelyurt un nombre important de participants pour le festival, pour faire connaître la ville auprès du public grec et donner une certaine envergure au festival en Grèce mais aussi en Turquie. Les participants devaient donc majoritairement être originaires de Karvali et feront partie du groupe de danse folklorique. Mais, en diffusant l'information sur internet et à travers une émission de radio, Kaplanis a également souhaité convier des personnes originaires d'autres villes à participer au festival. Son objectif est de faire connaître la spécificité de la

gentils avec nous, ils nous ont invités, et ils étaient très accueillants. Nous avons rencontré beaucoup de gens. Nous avons échangé à propos du festival et de son organisation Extrait de l'entretien avec Ramazan Yildirim, sous-préfet de Güzelyurt, le 19/08/08 et le 23/08/08. Notes. Langues des entretiens: turc et anglais. « With the mayor, we went before the festival in Nea Karvali. He (Kaplanis Iosifidis) invited us to speak about it in Nea Karvali and to see their festival. We went there in June 2005. We stayed there 15 days, in Arkeo akontisma. We visited also Thessaloniki, Kavala. We went also to the festival Sun and Stone organised in Nea Karvali. People were very kind with us, they invited us, and they were very friendly. We met many people. People were the same as us, no difference. We spoke about the festival and organise it ».

²⁹⁷ Les groupes invités viennent de pays aussi variés que Porto Rico, l'Albanie, le Sénégal, l'Ecosse, la Turquie ou la Colombie.

culture *Karamanli* et cappadocienne en Grèce, longtemps dénigrée, minorée et encore méconnue, mais aussi en Turquie²⁹⁸.

La ville et la sous-préfecture de Güzelyurt se sont engagées à prendre en charge financièrement une partie des coûts occasionnés par la venue des Grecs : hébergement et nourriture des participants grecs du festival seront entièrement financés par la mairie de Güzelyurt qui a prévu un budget spécial. Comme l'explique Küdret Özeş, le maire de Güzelyurt :

« Les Turcs ont la réputation d'être un peuple accueillant. Nous voulons que nos invités ressentent qu'ils sont les bienvenus ici et que nous sommes honorés de leur visite et du voyage qu'ils font pour venir nous voir. Il est hors de question que nos invités paient leur repas ou leur hébergement à Güzelyurt²⁹⁹ ».

Les participants grecs du festival pourront donc être hébergés gratuitement dans les différentes pensions de la ville. Un repas dans le restaurant de l'hôtel Karbala sera offert et un guide pour la visite touristique de la région sera mis à disposition par la mairie pour les participants grecs. La ville de Güzelyurt n'a pas une capacité de lits suffisante en 2005 pour accueillir un tel nombre de personnes. Güzelyurt compte depuis une dizaine d'années un hôtel, l'hôtel Karbala, dont la capacité d'accueil risque d'être insuffisante. Le sous-préfet propose alors l'idée de loger une partie des participants grecs chez les habitants :

« On a pensé que ce serait bien pour les participants grecs de loger chez les habitants. Pour plusieurs raisons : la première, c'est qu'on avait un problème de place. La deuxième, c'est que le festival est un festival d'amitié gréco-turc. On a pensé que c'était une bonne idée si les habitants de Güzelyurt acceptaient d'accueillir les grecs dans leurs anciennes maisons. C'est un beau message. La dernière raison, c'est que l'on voulait aussi associer les populations locales à notre projet. Cela fait partie de notre plan de développement touristique pour Güzelyurt. On veut encourager les populations à ouvrir des pensions pour qu'ils tirent directement profit du tourisme. L'organisation du festival a été le projet qui nous a permis de débloquer rapidement des fonds pour ça³⁰⁰ ».

En effet, le sous-préfet est parvenu à trouver des fonds auprès du ministère du Tourisme turc et de la préfecture d'Aksaray pour que les propriétaires qui souhaitent transformer leur habitation en pension puissent bénéficier d'une prise en charge des coûts occasionnés par les travaux de rénovation, dans le cadre de son projet de mise en valeur touristique de la ville et de la participation des habitants à ce processus. Les personnes de Güzelyurt habitant dans des maisons historiques de la partie haute de la ville et souhaitant transformer leur maison en pension ont vu une partie des travaux de restauration

²⁹⁸ La venue des Grecs à Güzelyurt est un atout important pour la ville turque lorsque l'on sait que le tourisme grec est important en Turquie depuis quelques années et que le tourisme des racines, mais aussi le tourisme religieux chrétien orthodoxe en Anatolie, est en pleine expansion.

²⁹⁹ Extrait de l'entretien avec Küdret Özeş, maire de Güzelyurt, le 20/08/2009. Notes et enregistrement. Langue de l'entretien : turc.

³⁰⁰ Extrait de l'entretien avec Ramazan Yıldırım, sous-préfet de Güzelyurt, le 19/08/08 et le 23/08/08. Notes. Langues des entretiens : turc et anglais. « We thought it would be a good idea for the Greeks to stay in the local people's houses. For different reasons: the first one was that we didn't had any place at the hotel for everyone. The second one is that this festival was meant to be a Greek-turkish festival. We thought it could be a good idea if the inhabitants of Güzelyurt would accept to take the guests in their old houses. It could be a great message. The last reason was that we want to involve the local populations in our project. It is part of our plan to develop tourism in Güzelyurt. We want local populations to open pensions for them to take some benefits of tourism here. The organization of the festival was a project to get funds for it ».

et d'aménagement pris en charge par la sous-préfecture de Güzelyurt. C'est une véritable victoire pour le sous-préfet parce qu'aujourd'hui, on compte plus de 10 pensions et trois hôtels, alors qu'avant son arrivée il n'y avait qu'une pension et un hôtel à Güzelyurt. Les habitants qui acceptaient de recevoir des Grecs chez eux recevraient également en contrepartie une somme d'argent.



Exemple d'ancienne maison habitée par des grecs-orthodoxes donnée à des réfugiés de Kozana lors de l'Echange et réaménagée en pension (*Aslanlı pansiyon*)

Comme la mairie de Güzelyurt ne bénéficie pas d'un budget suffisant pour faire face à ces différents coûts pour l'organisation du festival, le sous-préfet a réussi à obtenir des fonds du Ministère du Tourisme, du Ministère de la culture et de la préfecture d'Aksaray, qui ont été transférés à la mairie de Güzelyurt pour l'organisation du festival. Comme l'explique Ramazan Yıldırım, l'organisation du festival a occasionné des coûts importants côté turc :

« Nous voulions que les participants aient très peu de dépenses pour venir à Güzelyurt et qu'ils gardent en mémoire le festival. Nous voulions montrer que les Grecs sont les bienvenus ici et que nous sommes amis. Et nous savons que des gens qui sont bien accueillis et qui ont passé un bon moment auront envie de revenir et en parlerons autour d'eux. Cela leur donnera l'envie de revenir à Güzelyurt³⁰¹ ».

Ces coûts semblent un investissement nécessaire pour faire connaître Güzelyurt et développer ses potentialités touristiques. Ramazan Yıldırım explique également que son projet a particulièrement été approuvé par le ministère de la Culture et du Tourisme turc et par la préfecture d'Aksaray pour différentes raisons :

« Le préfet d'Aksaray a particulièrement soutenu notre projet parce qu'il était très clair : nous avons un projet avec les objectifs que nous souhaitons atteindre et avec une stratégie, nous avons fait un budget précis. Nous avons essayé d'être très transparents. Et cela leur a beaucoup plu. Même le ministère nous a soutenus dans notre démarche, parce que le projet est expérimental et vise à associer les populations au développement du tourisme. Ils ont aimé également que le projet soit fait avec des réfugiés grecs, parce que c'était un projet nouveau que l'Union européenne encourage³⁰² ».

³⁰¹ Extrait de l'entretien avec Ramazan Yıldırım, sous-préfet de Güzelyurt, le 19/08/08 et le 23/08/08. Notes. Langues des entretiens: turc et anglais. « The governor of Aksaray supports our project because it was a very clean one: we had a project explaining the goals we wanted to achieve and our strategy for it, we made a specific budget for it. We tried to be as much transparent as we could. And they liked it a lot. Even the Ministry of Culture supported us in our plan, because this project was an experimental to associate local populations to tourism development. They also liked our project was with Greek refugees, because it was a new project and European Union is supporting this kind of initiatives ».

Ce type d'initiatives sert de vitrine pour les élus locaux mais aussi, à une échelle plus globale, montre les efforts déployés par la Turquie dans la mise en place de projets de ce type.

Le festival de 2005 : un bilan très positif

Le festival qui s'est tenu en 2006 marque véritablement le succès de la coopération décentralisée entre la ville de Güzelyurt et celle de Nea Karvali autour d'un projet de type événementiel. Les différents protagonistes se sont tenus aux engagements qu'ils avaient pris lors de la réunion préparatoire et le bilan du déroulement du festival a été globalement positif. Kaplanis Iosifidis est venu à Güzelyurt avec 200 participants grecs : il a dû mobiliser un bus à deux étages et un autre autocar pour faire venir les participants à Güzelyurt. Le festival, qui a eu lieu au début du mois d'août 2006, s'est déroulé à une période de forte affluence touristique à Güzelyurt et a donc attiré de nombreux participants au festival. Grâce à une grande opération de communication autour de l'évènement en Turquie, le festival a également attiré un public turc et étranger très important. A l'occasion du festival, les gens originaires de Güzelyurt partis travailler à l'étranger ou dans d'autres villes de Turquie (surtout la population originaire de Güzelyurt qui vit dans le quartier de Dikmen à Ankara) sont revenus dans leur ville d'origine. Comme l'explique un jeune originaire de Güzelyurt que nous avons rencontré lors du festival 2007 :

« Tous les gens de Güzelyurt d'Ankara sont revenus pour le festival. Tout le monde essaie de revenir à Güzelyurt pour les vacances. Mais là, c'est une date qui permet à tout le monde de revenir en même temps. Je n'aurais pas manqué ça ³⁰³ »

Une réalisatrice de documentaire, Mihriban Tanik, a assisté à l'évènement pour en faire un reportage-documentaire qui rappelle l'histoire de l'échange de populations entre les deux villes et suit les participants grecs tout au long de leur voyage. Le festival a également fait l'objet de l'émission «*Gezin'le seyr'ü Sefer* » de la chaîne télévisée turque *Kanal A*³⁰⁴. D'autres journalistes grecs et turcs locaux et nationaux étaient aussi présents pour rendre compte de l'évènement. Le sous-préfet avait pris soin de convier les représentants des différentes ambassades situées à Ankara. Ceux qui n'ont pas pu venir au festival ont envoyé des lettres de soutien lues lors du festival. L'ambassadeur du Canada, qui possède une maison à Güzelyurt, a pour sa part répondu à l'invitation.

Le festival a donc largement contribué à faire connaître la ville de Güzelyurt. Grâce aux efforts du maire et du sous-préfet turcs pour prendre en charge les frais, le prix du voyage a été très attractif pour les participants grecs : il s'élevait à 50 euros pour les personnes faisant partie du groupe

³⁰³ Extrait de la conversation en turc : « Ankara Güzelyurt'un tüm halkı festival için geldi. Herkes tatil için Güzelyurt'a dönmeye çalışıyor. Ama bu, herkesin aynı anda dönmesini sağlayan bir tarih. Bunu kaçıramazdım ». Entretien informel enregistré et prise de note avec un jeune originaire de Güzelyurt au moment du festival.

³⁰⁴ Le présentateur de l'émission a suivi les participants grecs pendant deux jours et filmé le festival. Le reportage donne la parole aux différents interlocuteurs (grecs comme turcs mais aussi personnages institutionnels).

folklorique et à 100 euros pour les autres. Le programme du festival, pour les participants grecs, était le suivant³⁰⁵ :

Premier jour :

- matin : départ des participants grecs de Nea Karvali à 7 h00 du matin.
- après midi : voyage tout au long de la journée en autocar.
- Arrivée à Güzelyurt en fin d'après-midi. Installation des participants dans leurs lieux d'hébergement.
- soir : Temps libre et repas.

Deuxième jour :

- matin : petit déjeuner et temps libre le matin.
- midi : repas offert par le maire à l'hôtel Karbala.
- après midi : visite de la ville et de ses monuments.
- soir : festival : discours du préfet, du sous-préfet, du maire de Güzelyurt et de Kaplanis. Danses folkloriques. Feu d'artifice. Ouverture de la piste de danse.

Troisième jour :

- journée : tour de la Cappadoce en autocar : visite du village de Selime, pèlerinage sur la tombe d'Hagios Mamas, visite d'Uçhisar, Nevşehir, Göreme, Mustafapaşa et la cité souterraine de Derin Kuyu.
- soir : danses sur la place du village.

Quatrième jour :

- départ des participants grecs à 7 h 00 du matin.
- arrivée à Nea Karvali en fin d'après-midi.

Le festival est un temps fort de la coopération des deux villes et comprend différentes dimensions du rapprochement, que nous allons essayer de mettre en évidence.

- *La dimension touristique du festival : entre tourisme des racines et volonté de rencontre avec « l'Autre »*

Le festival a une dimension touristique pour les participants grecs. Mais un tourisme particulier, en nette expansion dans de nombreux pays : un tourisme qui peut s'apparenter à une forme de « tourisme des racines ». Comme l'explique Sofia :

« Avec le groupe de danses folkloriques, on est allé partout [...]. Mais venir à Güzelyurt pour faire nos danses, c'est autre chose. Ça a un sens très différent. C'est nos racines, c'est notre identité. Ce sont nos ancêtres et Gelveri qui reviennent à la vie³⁰⁶ ».

³⁰⁵ En nous appuyant sur le film documentaire réalisé par Mihriban Tanık *Güzelyurt* qui suit le déroulement du festival de l'année 2006, avec également l'émission de télévision « *Gezin'le seyr'ü Sefer* » diffusée sur Kanal A et notre participation aux différents festivals en 2008, 2009 et 2010 dans le cadre de nos recherches de terrain, nous allons essayer d'expliquer les différentes dimensions de cet événement, qui se trouve au croisement de plusieurs dynamiques et de plusieurs logiques de rapprochement : un voyage touristique, un pèlerinage séculier mais aussi religieux sur sa « terre originelle » de la population grecque de Nea Karvali et l'expérience et la célébration de la rencontre avec « l'Autre » dans le cadre de ce festival.

³⁰⁶ Extrait de l'entretien avec Sofia, femme d'entretien de l'église Agios Gregorio, à plusieurs reprises entre le 30/07/07 et le 05/08/07. Langues des entretiens : grec, traduit en français par Antoine Rossi, de l'agence de traduction ATIDMA.

Les habitants de Nea Karvali membres du groupe de danse folkloriques se sont déplacés dans plusieurs villes d'Europe pour effectuer leurs performances. S'ils ont pu se rendre dans différents pays pour y faire par la même occasion du tourisme, effectuer une performance à Güzelyurt a une toute autre résonance pour eux. Güzelyurt n'est pas un lieu touristique inconnu, c'est le lieu dont sont originaires leurs ancêtres. Le retour à la terre sur laquelle plusieurs générations d'ancêtres ont vécu, dont la famille a été déracinée de force et où il est interdit de retourner s'installer, constitue un acte symbolique fort à la fois pour les réfugiés, pour leurs descendants, mais aussi pour les deux pays.



Photos prise du festival 2008 (observation participante). A gauche et au milieu : le groupe de participants grecs avec le guide alloué par la mairie pour visiter Güzelyurt et la région. A droite : les participants grecs dansant des danses traditionnelles cappadociennes à leur arrivée à Güzelyurt

Comme a pu également le constater Gökçe Bayındır Goularas, dans le cas des voyages de réfugiés turcs en Grèce, le retour sur la terre des ancêtres pour les réfugiés (et leurs descendants) a quasiment une dimension de pèlerinage³⁰⁷. Le retour des réfugiés à leur terre d'origine est une expérience éprouvante qui va faire l'objet de pratiques ritualisées. Il est intéressant en effet de constater que le même rituel – prélever de la terre de l'endroit d'où l'on vient pour la ramener chez soi – est effectué par la majorité des participants à ces voyages, qu'ils soient Grecs ou Turcs. Le prélèvement de la terre correspond aussi à un moment de recueillement, de larmes, à la fois douloureux parce qu'il ravive le souvenir de l'exode mais aussi heureux parce qu'il est synonyme de retrouvailles entre un peuple et sa terre. La terre matérialise ainsi aussi bien le lieu (qui devient ainsi lieu de mémoire) que la preuve du voyage dans ce lieu (la terre représente ainsi le voyage en lui-même comme les objets ramenés à l'issue d'un pèlerinage religieux constituent la preuve de l'accomplissement du pèlerinage religieux par le croyant).

³⁰⁷ « En tant qu'enfant ou petit enfant d'un échangé, l'événement qui nous rend le plus heureux est sans doute de visiter les terres natales de nos pères, de nos grands-pères; de connaître le climat, l'architecture, la musique, la cuisine de ces terres. C'est pour cette raison que nous disons : salut mes terres natales [...]. Même si les attentes envers le voyage dans le cadre du tourisme des racines ne sont pas identiques pour toutes les générations, les échangés et leurs familles font souvent référence à ce type de périple en termes de « pèlerinage ». Lors de ma visite en Grèce en 2009, j'ai entendu plusieurs fois des échangés dire qu'ils « [ont] accompli [leur] devoir sacré », qu'ils « [sont] pèlerin[s] maintenant », ou encore qu'ils « [ont] laissé une partie [d'eux]-même[s] sur ces terres », que « [leurs] parents vont dormir tranquillement dans leurs tombeaux après [leur] visite BAYINDIR GOULARAS G., « Vers les terres natales, vers les terres des ancêtres, de la Turquie vers la Grèce », in FOURCADE M. B., « Tourisme des racines, Expériences de retour », in *Téoros*, p 3-7, 29/1 2010, revue en ligne : <http://teoros.revues.org/199>, p 4.



Pot en verre contenant de la terre de Güzelyurt pris par les réfugiés au moment de leur départ et exposé au musée de la Civilisation Cappadocienne de Nea Karvali

La terre, symbole du pays d'origine, devient ainsi lieu de mémoire, au sens propre comme au sens figuré. En effet, comme l'explique Pierre Nora dans l'ouvrage collectif *Les lieux de mémoire*³⁰⁸ (1997). Le pot de terre qui se trouve situé dans le musée de la civilisation cappadocienne de Nea Karvali renvoie à cette idée que la terre ramenée est un symbole de l'arrachement vécu par les populations. Ce pot de terre, c'est en quelque sorte le symbole de Gelveri et des racines de la communauté. Et on retrouve des pots de terre similaires dans la maison de plusieurs réfugiés originaires de Gelveri. La terre matérialise au sens propre comme au sens figuré la terre originelle, Gelveri.

Les voyages individuels et/ou collectifs de réfugiés (et de leurs descendants) dans le pays originel visent à la fois à raviver une mémoire taboue et douloureuse et, par cet acte salvateur, l'exorciser. Ils peuvent, de cette sorte, s'apparenter aux « pèlerinages séculiers³⁰⁹ » effectués par les rescapés de guerre sur des lieux de mémoire spécifiques. Ces formes de « pèlerinages séculiers » dans le pays originel - qui devient alors un « lieu de mémoire³¹⁰ » aussi bien communautaire, familial que personnel - participent au processus de reconstruction identitaire des réfugiés. La dimension de ces voyages va donc s'apparenter également au tourisme des racines effectué par les descendants de migrants dans le pays d'origine de leurs parents, en net développement depuis quelques années partout dans le monde, que l'on peine encore à qualifier : « Tourisme généalogique » (Moira Birtwistle³¹¹) ou « Tourisme des racines (Marie-Blanche Fourcade³¹²) ». C'est exactement ce type de tourisme que souhaite cibler le sous-préfet de Güzelyurt :

« On sait que Güzelyurt n'est pas une destination pour le tourisme de masse en Cappadoce. Et nous voulons attirer et développer un autre type de tourisme : le tourisme des réfugiés, qui sont les premiers à vouloir revenir ici, mais aussi un tourisme culturel. Des gens qui voyagent pour se cultiver et réellement venir à la rencontre des

³⁰⁸ « Un lieu de mémoire dans tous les sens du mot va de l'objet le plus matériel et concret, éventuellement géographiquement situé, à l'objet le plus abstrait et intellectuellement construit », NORA P., *Les lieux de mémoire*, Broché, Paris, 1997.

³⁰⁹ KUGELMASS J., « Why We Go to Poland: Holocaust Tourism As Secular Ritual », in *The art of memory*, ed. James Young, p 174-183, Munich, 1994.

³¹⁰ NORA P., op. cit.

³¹¹ BIRTWISTLE M., « Genealogy tourism: The Scottish market opportunities », in NOVELI M., *British library Niche tourism, contemporary issues trends and case*, Oxford Elsevier, 2005.

³¹² FOURCADE M. B., « Tourisme des racines, Expériences de retour », in *Téoros*, p 3-7, 29/1 2010, revue en ligne : <http://teoros.revues.org/199>

habitants. [...] Les habitants de Nea Karvali doivent savoir qu'ils sont les bienvenus ici et qu'ils peuvent revenir quand ils le souhaitent, seuls ou avec le groupe³¹³».

L'organisation du festival s'inscrit dans cette logique de développement d'un tourisme alternatif. Toute l'ambiguïté du festival, d'être à cheval entre un pèlerinage des réfugiés sur leur terre originelle et un voyage touristique de groupe, n'est pas du goût de tous les participants. Nous avons en effet pu constater que de nombreux habitants de Nea Karvali viennent à Güzelyurt en dehors du festival collectif depuis que celui-ci a été mis en place. Ils reviennent pour de courtes périodes, généralement en famille ou entre amis, pour avoir davantage le temps de visiter Güzelyurt et la région ou de chercher leur maison et de parler avec les habitants.

Le voyage-pèlerinage est avant tout un « voyage de soi à soi³¹⁴ » et une quête des racines familiales et personnelles des participants. Pourtant, ce voyage constitue également une rencontre avec « l'Autre ».



Photo représentant une habitante de Güzelyurt sortie de sa maison au moment du passage des participants grecs lors du festival

Certains participants ont fait le choix de ne pas s'associer aux activités de groupe organisées dans le cadre du festival pour prendre le temps, de manière individuelle ou en famille, de retrouver leur maison d'origine et d'en rencontrer les habitants. La visite de la ville de Güzelyurt semblait moins contraignante que la visite de la région cappadocienne organisée lors du troisième jour du programme. En effet, les participants pouvaient suivre la visite guidée mais pouvaient aussi s'attarder dans certains endroits s'ils le souhaitaient ou faire leur propre visite de la ville³¹⁵.

³¹³ Extrait de l'entretien avec Ramazan Yıldırım, sous-préfet de Güzelyurt, le 19/08/08 et le 23/08/08. Notes. Langues des entretiens : turc et anglais: « We know that Güzelyurt is not a place for mass-tourism in Cappadocia. We want to develop here another type of tourism: refugee's tourism, because they are the first ones who want to come back here. And also cultural tourism. We want people who are traveling for the culture and who really want to meet with local populations. [...] The inhabitants of Nea Karvali must know that they are welcomed here and that they can come back whenever they want: alone or with the group ».

³¹⁴ MEUNIER J., *On dirait des îles*, Flammarion, Paris, 1999, p 227.

³¹⁵ Le documentaire « Güzelyurt-Gelveri » réalisé par Mihriban Tanık sur le festival, montre les images de la rencontre entre Yorgo Çekmezoğlu - descendant de réfugiés originaire de Nea Karvali - et les habitants actuels de la maison qui appartenait autrefois à sa mère. Les habitants actuels de la maison où habitait Yorgo ouvrent leur porte et l'invitent à la visiter, lui offrant à manger et à boire. Avec beaucoup d'émotion, Yorgo raconte aux habitants de la maison de sa mère la manière dont elle faisait du fromage lorsqu'elle vivait à Güzelyurt et les souvenirs qu'elle lui a raconté à propos de cette maison.



Retour d'un participant (Yorgo) dans la maison de sa famille et rencontre avec les actuels habitants qui lui offre de l'*ayran* (lait salé)

D'autres participants grecs, comme Kalliope, profitent du voyage pour aller voir des gens de Güzelyurt. Kalliope est connue à Nea Karvali comme à Güzelyurt, pour connaître toute l'histoire de la communauté et pour avoir gardé des liens privilégiés avec les descendants des populations musulmanes locale présentes avant l'Echange à Gelveri. Les liens entre les habitants se trouvent renforcés par la venue des Grecs dans le cadre du festival co-organisé entre les deux villes. On voit donc que pour les deux communautés, le festival, au-delà de sa dimension festive, est un moyen de se rencontrer³¹⁶.

Les populations originaires de Kozana ont vécu pendant plus de quarante ans dans l'ombre des populations orthodoxes et ont été rejetés par les populations locales. Le fait de rencontrer les descendants des grecs orthodoxes et de constater que, pour eux aussi, l'échange de populations a été un épisode douloureux, a contribué à pacifier les relations entre communautés à Güzelyurt et cicatriser certaines blessures héritées du passé. Les habitants de Nea Karvali qui avaient participé à cet événement et que nous avons pu rencontrer un an plus tard étaient tous très contents de leur voyage et d'avoir pu être logés chez l'habitant. Sofia, par exemple, était très satisfaite de l'organisation du voyage et du séjour. Elle a également été très agréablement surprise par l'accueil qui leur a été réservé à Güzelyurt :

« Nous avons beaucoup aimé rester chez une famille turque. Ils étaient très gentils avec nous. Le problème c'est qu'on ne pouvait pas communiquer. Je peux comprendre le turc mais pas le parler. La grand-mère se rappelait de quelques mots de grec³¹⁷ ».

Les habitants turcs qui ont hébergé des Grecs pendant le festival ont refusé de recevoir de la mairie la compensation financière qui était prévue pour cet hébergement dans le cadre du festival :

³¹⁶ Cette dimension est très importante pour eux, et le programme chargé du festival peut parfois limiter ce temps ; par exemple, ce qui a le plus marqué les participants grecs, est un événement totalement imprévu qui est venu mettre à mal l'organisation de la journée. Lors de leur visite de la Cappadoce, les grecs ont été conviés à participer de manière imprévue à une cérémonie de mariage qui se déroulait dans une ville des environs de Güzelyurt. Cet événement a beaucoup marqué certains participants, comme Sofia, par exemple : « Nous étions en autocar lorsqu'on a croisé un groupe de personnes sur le bord de la route. Ils nous ont dit de nous arrêter et nous ont expliqué qu'il y avait un mariage dans la maison voisine. Des gens sont venus à notre rencontre en jouant de la musique. On est sorti du bus et on a dansé avec eux. On est allé voir les mariés et on est un peu resté à leur fête. J'ai beaucoup aimé ce moment. C'était vraiment inattendu mais c'était très drôle de danser comme ça avec des tures au bord de la route. Extrait de l'entretien avec Sofia, femme d'entretien de l'église Agios Gregorio, à plusieurs reprises entre le 30/07/07 et le 05/08/07. Langues des entretiens : grec.

³¹⁷ Extrait de l'entretien avec Sofia, femme d'entretien de l'église Agios Grigorios, à plusieurs reprises entre le 30/07/07 et le 05/08/07. Langues des entretiens : grec uniquement.

« Les Grecs de Nea Karvali sont venus, mais il y avait aussi des gens d'Athènes et d'autres régions de Grèce. Les gens les ont accueillis chez eux comme des invités. Nous avons arrangé ça avec Kaplanis : qui va aller avec qui et où. La municipalité a financé le festival. Et il était prévu de donner quelque chose aux gens qui ont hébergé les Grecs, mais ils ont tous refusé de toucher l'argent ! Je suis vraiment heureux parce que cela montre que c'est un vrai festival d'amitié. Je sais que maintenant chaque année il va y avoir un festival parce que les gens le soutiennent car ils ont aimé que les Grecs viennent. Il y a une très bonne communication entre les deux villes maintenant : on sait qu'on peut aller là-bas quand on le souhaite et qu'ils peuvent venir ici quand ils le veulent³¹⁸ ».

Le refus de percevoir de l'argent contre l'hébergement des Grecs marque la réelle réussite du festival qui ne peut se définir seulement dans sa dimension touristique, mais réellement comme une initiative de rapprochement et de réconciliation entre les populations des deux villes. Kerim est un habitant de Güzelyurt dont la famille a hébergé des Grecs lors du festival. Sa famille a mis un point d'honneur à ne pas recevoir de dédommagement :

« On a été vraiment très contents de pouvoir héberger les Grecs pendant le festival. Ça nous a permis de faire leur connaissance. Ma mère cuisinait toutes la journée des plats turcs, des *börek*, des *pide-s*... Parce que beaucoup de Grecs connaissaient des spécialités turques mais ils ne peuvent pas en manger en Grèce. Ils ont adoré ce que ma mère leur a cuisiné. C'était très convivial. Ils ont emporté de la nourriture en partant! Il était hors de question que l'on nous paie pour ça. C'était quelque chose de normal pour nous. Ça nous faisait plaisir. Si les gens sont contents, alors nous aussi nous le sommes. Nous, on est comme ça les Turcs, on est très hospitaliers. Même si les gens n'ont pas beaucoup d'argent, ils sont quand même généreux. Ça vient de notre culture et de notre religion³¹⁹ ».

On ne peut donc pas analyser le festival uniquement dans la perspective d'une logique d'intérêts rationnels partagés. Le festival a réellement une dimension fraternelle d'amitié gréco-turque, qui tient à la culture, aux valeurs et aux relations historiques qui unissent les populations des deux villes. Les liens tissés entre les habitants au moment du festival ont perduré. Quatre années plus tard, alors que nous étions logés dans la pension *Aslanlı* pour participer au festival de l'année 2010, une des membres du groupe de danse folklorique qui avait été hébergée dans cette pension est revenue pour apporter des gâteaux de Nea Karvali, du café grec et des photos à la famille Dik qui les avaient hébergés.

- *La dimension religieuse du festival : entre pèlerinage religieux et pratiques syncrétiques*

³¹⁸ Extrait de l'entretien avec Ramazan Yıldırım, sous-préfet de Güzelyurt, le 19/08/08 et le 23/08/08. Notes. Langues des entretiens : turc et anglais. : « Greeks came from Nea Karavli but also from other parts of Greece. People hosted them as guests. We arranged this with Kaplanis : who will go with who. The municipality gave money for the festival. And it was planned to give money to the local people who hosted Greeks during the festival. But they refused to take the money! I am so happy because it shows that it was really a friendship festival. I know that now, every year there will be the festival because the people support it and liked that Greeks came. There is a very good communication between the two towns now: we know we can go there whenever we want and they can come here when they want also ».

³¹⁹ Extrait de l'entretien en turc : « Festival boyunca Yunanları ağırlayabilmekten dolayı gerçekten çok memnun olduk. Bu bizim onları tanımamızı sağladı. Annem gün boyu Türk yemekleri pişiriyordu, börekler, pideler... Çünkü Yunanların çoğu Türk spesiyalitetlerini biliyor ama onları Yunanistan'da yiyemiyorlardı. Annemin onlara pişirdiklerine hayran oldular. Tam bir ziyafetti. Giderken yanlarında yiyecek götürdüler! Bunun için para almamız söz konusu bile değildi. Bundan mutlu oluyorduk. Eğer insanlar memnunsuz biz de memnunuz demektir. Biz Türkler böyleyiz, çok misafirperveriz. İnsanların çok parası olmasa bile yine de cömerttirler. Bu kültürümüzden ve dinimizden geliyor ». Extrait de l'entretien avec Kerim Yasav, propriétaire et gérant du restaurant « KALVARI », situé sur la place centrale de Güzelyurt, à plusieurs reprises entre le 19/08/07 et le 24/08/07. Notes. Langues des entretiens : turc, éléments d'anglais.

Le festival, parce qu'il comporte la visite de sites religieux, comporte également une certaine dimension religieuse. Peut-on pour autant qualifier le festival de pèlerinage religieux en Cappadoce ? Selon Alan Morinis, un voyage ne peut être qualifié de pèlerinage religieux que s'il est effectué par un fidèle dans un lieu saint dans un but uniquement religieux³²⁰. Mais, dans le cas des réfugiés, on trouve une analogie entre tourisme religieux et tourisme des racines. Ce postulat nous permet en effet de saisir en quoi le tourisme des racines des réfugiés emprunte certaines pratiques, rituels et formes au pèlerinage religieux, mais aussi en quoi ces voyages se situent à l'intersection du pèlerinage séculier en « terre originelle » et du pèlerinage religieux en « terre sainte »³²¹. La venue des Grecs à Güzelyurt comporte une dimension aussi bien séculière que religieuse en raison du culte que vouent ces populations à Saint Grégoire de Nazianze. En effet, dans le cas des réfugiés, retourner vers ses racines implique de retourner également sur les traces de ce Saint originaire de Gelveri. Unis dans une même quête aussi bien généalogique que spirituelle, ils forment ainsi une *communitas* - pour reprendre le terme utilisé par Turner³²² - singulière. L'église originelle Saint Grégoire de Nazianze à Gelveri est connue pour avoir été construite sur une source d'eau miraculeuse et sacrée (*Ayazma*).

³²⁰ MORINIS A., « Introduction: The Territory of the Anthropology of Pilgrimage » in, *Sacred journeys: the anthropology of pilgrimage*. Greenwood Press, Westport C.T, 1992. Si l'on s'en tient à cette définition stricte, le tourisme religieux grec se limiterait aux voyages ayant uniquement un but strictement religieux. D'après les données du ministère du Tourisme et de la Culture turc de 2007, seulement 1% des touristes grecs déclarent venir en Turquie pour « motif religieux ». Prenant uniquement en compte ce critère, seule une infime partie du tourisme grec en Turquie - et encore davantage du tourisme des racines grecques en Turquie - peut être qualifiée de tourisme religieux. Nous avons pu observer en effet que certains voyages de réfugiés étaient effectués dans un but a priori strictement religieux. C'est le cas des voyages qui sont effectués dans des lieux de pèlerinages chrétiens orthodoxes anatoliens à des dates précises du calendrier religieux orthodoxe (principalement la fête de Pâques, de l'Épiphanie ou de la Sainte Vierge par exemple). Ces pèlerinages sont généralement organisés et encadrés par le Patriarcat orthodoxe d'Istanbul.

³²¹ Le lien complexe entre tourisme et pèlerinage constitue un problème théorique auquel plusieurs auteurs ont essayé d'apporter des éclaircissements. DUPRONT A., « Tourisme et pèlerinage », in *Communications*, 10, 1967. p 97-121, rappelle que : « Trop souvent le problème tourisme/pèlerinage débouche sur une manière de compromis, mais c'est pastorale du quotidien. Dans le recul nécessaire pour situer le problème, il faut poser la confusion possible, la distinction cependant essentielle, la fécondation réciproque quant à la puissance religieuse de l'un comme de l'autre. Pour la vie d'un univers de la foi, les voies de la grâce sont aussi infinies que mystérieuses. Des lors, pour quiconque, le croyant comme l'analyste, il n'y a plus lieu de juger, voire de hiérarchiser, mais d'accepter l'expérience ou l'épreuve de chacune de ces deux réalités fortement exprimées dans notre société contemporaine ». Pour essayer de mieux appréhender et éclaircir la dimension de pèlerinage de ces voyages, posons comme Dupront le postulat non pas de la confusion entre tourisme (et plus particulièrement tourisme des racines) et pèlerinage, mais celui de la fécondation possible de ces deux notions. Le pèlerinage se caractérise en effet par un ensemble de pratiques qui peuvent être effectuées dans un cadre religieux. Elles sont relatives au lieu sur lequel le pèlerin se rend (lieux sacrés ou non), à l'identité des voyageurs (croyants ou non), aux pratiques spécifiques effectuées dans le cadre de ce voyage (rituels et prières), à la date de réalisation du voyage (en accord avec le calendrier religieux et son caractère obligatoire pour les croyants), à ce qui est attendu du voyage par les participants (miracles, réalisation d'un souhait), mais aussi aux objets ramenés au cours de ces voyages.

³²² TURNER V., *The Ritual Process*, Aldine, Chicago, 1969.



Pièces sous-terraines et puits d'eau sacrée située à une trentaine de mètres en profondeur à proximité de l'Église-mosquée (ancienne église Saint Grégoire de Nazianze)

L'eau est en effet réputée pour avoir des vertus curatives miraculeuses, parce que capable de guérir les maladies cutanées. En même temps qu'ils ramènent de la terre de Gelveri en Grèce dans un bocal en verre, les réfugiés (et leurs descendants) reviennent également à l'issue de leur voyage avec une bouteille de cette eau sacrée provenant de l'église de Saint Grégoire de Nazianze³²³.

Au cours du festival, les réfugiés et leurs descendants ont organisé une cérémonie religieuse dans plusieurs églises et monastères de Güzelyurt. Ils n'ont pas pu le faire dans l'église-mosquée - l'église Saint Grégoire de Nazianze - au motif que celle-ci est aujourd'hui transformée en mosquée. Mais ils ont pu s'adonner à des rituels religieux et des prières dans le monastère de l'Analipsis et l'église Silivri.



A gauche : visite et recueillement dans l'église-mosquée (*Kilise-camii*, Agios Gregorios). Au milieu et à droite : prières et visites du monastère de l'Analipsis et de l'église de Silivri.

Comme ces visites se déroulaient dans le cadre du festival, ces prières ont été effectuées avec l'autorisation des autorités locales, notamment avec l'autorisation du maire et du sous-préfet de Güzelyurt. Cette décision et la responsabilité prise par les autorités locales quant à la tenue de cette cérémonie religieuse mérite d'être notée parce que cela ne se passe pas de cette manière dans toutes les localités turques³²⁴. Comme l'explique Ramazan Yıldırım :

³²³ Cette pratique fait bien évidemment penser aux fioles d'eau sacrée ramenées par les pèlerins musulmans à l'issue de leur voyage à la Mecque ou par les fidèles chrétiens après leur pèlerinage à Lourdes.

³²⁴ Mais ce n'est pas toujours le cas. La tenue d'une cérémonie religieuse dans les anciens lieux de culte de réfugiés est aussi un point récurrent de cristallisation des tensions entre les deux pays. Le problème survient généralement quand ces anciens lieux de culte chrétiens ont été transformés en mosquées ou en musées. Il est quasiment impossible pour les réfugiés de faire une cérémonie religieuse chrétienne dans ces lieux, mis à part les exceptions que nous avons citées précédemment. Ces interdictions provoquent souvent la colère et le mécontentement des participants aux voyages-pèlerinages et sont à l'origine de certains incidents diplomatiques entre les deux pays. C'est par exemple ce qui s'est produit en août 2009 dans le monastère de Soumela, à côté de Trabzon, dans la région de la mer noire. Ce monastère, situé à 1200 mètres d'altitude et construit dans la roche,

« Nous n'avons aucun problème à ce que les participants du festival se recueillent dans un lieu construit par leurs ancêtres. Mais, comme on sait que cela peut ne pas plaire à certaines personnes, on ne veut pas non plus faire beaucoup de bruit autour de cela. Mais on ne peut pas nier le fait que Güzelyurt est un lieu très important pour les chrétiens et les Grecs et puisse devenir un lieu de pèlerinage dans le futur. Nous sommes même disposés à parler avec le Patriarcat pour que ce type de manifestations soit organisé à plus grande échelle, mais avec le consentement des autorités nationales³²⁵ ».

Deux ans plus tard, un pèlerinage religieux organisé par le Patriarcat d'Istanbul a été organisé à Güzelyurt. Güzelyurt tend progressivement à devenir un lieu de tourisme religieux, domaine qui est en nette expansion en Anatolie, mais aussi dans le monde. Il semble donc que la logique touristique puisse paradoxalement être à l'origine d'une plus grande tolérance religieuse, au niveau local, mais aussi entre les deux pays.

Mais il est également intéressant de constater que la venue des Grecs peut donner lieu à des pratiques de type syncrétiques. En effet, nous avons également pu constater à travers le festival que, dans les pratiques de culte syncrétique auxquelles elle donne lieu, la religion peut aussi apparaître comme un facteur de réunion et de rapprochement entre les deux peuples grec et turc. Venant du latin *religare* (réunir), elle prend ainsi tout son sens étymologique premier. Les Grecs sont allés se recueillir

aurait été bâti en 386 après JC. La légende raconte que deux prêtres athéniens auraient décidé de construire ce monastère après avoir retrouvé une mystérieuse icône de la Vierge Marie dans une caverne de la montagne. Accueillant moines et voyageurs, le monastère est un lieu de retraite spirituelle qui a atteint sa forme actuelle au XIIIe siècle après son apogée pendant le règne d'Alexis III (1349 - 1390) des Comnènes de l'Empire de Trébizonde (établi en 1204). Même après la conquête de la région par le Sultan Ottoman Mehmet II en 1461, le monastère a conservé des droits et une protection du Sultan qui furent renouvelés par les Sultans successifs. Le monastère a ensuite été sous domination russe durant l'occupation de Trabzon entre 1916 et 1918. Ce monastère est un lieu de pèlerinage incontournable pour les réfugiés originaires de la région du Pont mais aussi pour l'ensemble de la communauté chrétienne orthodoxe. D'ailleurs il est intéressant de noter qu'à l'époque ottomane, le monastère de Soumela attirait de nombreux musulmans qui venaient y faire un pèlerinage non-officiel en raison de la présence d'eau sacrée (G. E White, 1907). Il semble qu'aujourd'hui, même si le monastère est visité par de nombreux musulmans, il ne soit plus considéré comme un lieu de pèlerinage. Le site a été abandonné en 1923 au moment de l'échange de populations. En 1930, une réplique du monastère - le monastère de Panagia Soumela - a été construite par les réfugiés originaires de la région du Pont sur les hauteurs du mont Vermion, à cote de la ville de Naousa en Macédoine grecque. Le 14 août 2009, le jour de la célébration de la Vierge, un pèlerinage au monastère a été organisé par des Grecs originaires de Thessalonique et un groupe de pèlerins russes (qui représentaient en tout un groupe de 500 personnes). Deux prêtres orthodoxes, le préfet de Thessalonique - Mr Panayotis Psomyadis - ainsi que le député russe İvan Savidis étaient présents. À leur arrivée au monastère, le préfet de Thessalonique et le député russe ont commencé à allumer des cierges signalant ainsi le début de la cérémonie religieuse. Ils ont été tout de suite arrêtés par Nilgün Yılmaz, le directeur des musées de Trabzon, qui leur a signalé qu'en respect de la loi turque sur le statut des musées, il était formellement interdit d'accomplir des cérémonies religieuses dans le monastère. Dans le cas des pèlerinages au monastère de Soumela, il semble que ces tensions aient pu être en partie dépassées, grâce à l'intervention du patriarcat. En effet, suite à cet incident, l'année suivante, un pèlerinage a été à nouveau organisé dans le Monastère de Soumela, cette fois sous l'égide du Patriarcat et de manière beaucoup plus organisée. Le succès et le calme dans lequel s'est déroulé la cérémonie montre que l'incident de l'année précédente a été en partie dépassé grâce aux efforts de diplomatie déployés par le Patriarcat œcuménique d'Istanbul. Mais ce type d'incident révèle d'autres sources de tensions et de conflits concernant le statut des églises et monastères chrétiens en Turquie³²⁴. « Sümela Manastırı'nda ayin gerginliği », in *Hürriyet*, du 15 août 2009.

³²⁵ Extrait de l'entretien avec Ramazan Yıldırım, sous-préfet de Güzelyurt, le 19/08/08 et le 23/08/08. Notes. Langues des entretiens : turc et anglais. « It is not a problem for us that Greeks participants go to pray in a place build by their ancestors. But, because we know it cannot please everyone, we don't want to make too much publicity around it. But Güzelyurt is a very important place for the Christians and the Greeks and will become a place for religious pilgrimage in the future. We can even speak with the patriarchate for this type of manifestations to be organized at a bigger level, but with the authorization of the national authorities ».

sur la tombe de Saint Mamas, un saint originaire de la région, le jour de sa fête (le 2 septembre). Le culte voué à Saint Mamas de Césarée en Cappadoce (aussi connu sous le nom de *Mamassou* ou *Agios Mamas*), comme le rappelle Marva Hadjinikolaou, a commencé à se répandre à la période byzantine :

« Non seulement chez les chrétiens mais aussi chez les musulmans et surtout chez les derviches [...]. Les grands Docteurs cappadociens, tels Basile le Grand ou Saint Grégoire de Nazianze, ont fait son panégyrique, un siècle après son martyre, et ils l'ont célébré comme une gloire nationale. Saint Mamas a fait l'objet d'un culte en Asie Mineure, plus particulièrement en Cappadoce et à Césarée, puis à Constantinople à Langres en France (où Galon de Dampierre, prêtre de la quatrième croisade, rapporta le chef du saint), puis en Chypre, ainsi qu'en diverses endroits de la Grèce, surtout dans la mer Egée³²⁶ »

La mosquée dans laquelle se trouverait une partie des reliques du saint, située dans un lieu-dit à proximité de la bourgade de Selime (à Kırşehir), peut être considérée comme un « sanctuaire ambigu », c'est à dire un lieu dans lequel ont lieu des pratiques cultuelles syncrétiques musulmanes et chrétiennes. L'imam en charge de cette mosquée a autorisé les grecs à effectuer une prière en l'honneur du saint au motif qu'il est vénéré par les croyants des deux religions et la cérémonie s'est déroulée sans aucun accrochage, voire même avec une certaine émotion des représentants religieux musulmans locaux.



A gauche : la tombe de Saint Mamas. Au milieu et à droite : les participants grecs du festival faisant des prières et rituels religieux devant la tombe du saint, pourtant lieu de prière et de recueillement musulman.

Ce type de pratiques cultuelles syncrétiques semble se justifier par l'identité locale du saint. La Cappadoce est de plus une région où ce type de pratiques cultuelles syncrétiques se sont particulièrement développées en raison de la présence de confréries soufies et bektachies³²⁷.

Les pèlerinages effectués par les réfugiés sur la tombe de certains saints locaux en Turquie rappellent l'existence de ces formes de cultes syncrétiques d'avant l'Echange tout en leur redonnant vie. En effet, comme dans beaucoup d'autres régions de la Méditerranée, les tombes de certains saints sont des lieux de pèlerinage aussi bien chrétiens que musulmans³²⁸. Les voyages-pèlerinages sont

³²⁶ MARVA-HADJINIKOLAOU A., « Ο ἅγιος Μάμας », in *Revue des études byzantines*, 1954, vol. 12, n° 1, p 225.

³²⁷ Ces deux branches de la mystique musulmane sont connues pour pratiquer diverses formes de syncrétisme religieux. Comme le note M. Balivet, les saints anatoliens soufis et betkatchis dont l'orthodoxie musulmane est « parfois douteuse » et dont l'affiliation religieuse n'est pas clairement établie, font l'objet d'un culte étendu aux musulmans et aux chrétiens en Anatolie et dans les Balkans. BALIVET M., *Byzantins et Ottomans: Relations, interactions, succession*, Isis presse, Istanbul, 1999.

³²⁸ DIONIGI A., « Why are you mixing what cannot be mixed? », in *shared devotions in the monotheisms, history and anthropology*, 19:1, 37-59, 2008. YANATMA S., « İstanbul'un Fethinden sonra, Kiliselerin camiye dönüştürülmesi », in *Boğaziçi üniversitesi tarih araştırmaları kulübü dergisi*, p 31-34. FLICHE B., « İstanbul'da

également l'occasion de raviver les formes de sociabilité locale autour de la religion qui existaient avant l'Echange. Partène, descendant de réfugiés originaire de Gelveri, explique par exemple ce que son père lui racontait :

« Il y avait un réel respect pour la religion de l'Autre auparavant. Par exemple, quand il y avait une fête pour les orthodoxes, les musulmans la célébraient aussi. C'était la fête dans tout le village. Même s'ils avaient une religion différente de la nôtre, les musulmans respectaient nos croyances. Et nous, c'était pareil. Quand il y avait le Ramadan, même si on ne le faisait pas, les familles musulmanes invitaient nos familles pour la rupture du jeûne³²⁹ ».

Cette sociabilité liée à la religion est donc un héritage de la période où les communautés chrétiennes et musulmanes cohabitaient ensemble. Elle se trouve revivifiée et réapparaît presque naturellement à l'occasion des pèlerinages de réfugiés sur leurs terres originelles. La croyance en laquelle les pèlerinages de réfugiés peuvent être source de miracles et de protection est une idée fortement répandue parmi les populations turques locales. C'est par exemple pour cette raison que certains paysans turcs viennent demander aux réfugiés grecs venus faire un pèlerinage de prier pour que leurs récoltes soient bonnes cette année. Ce type de croyance amène parfois même certains musulmans à participer aux rituels, processions religieuses et pèlerinages effectués par les Grecs en Turquie. Plusieurs études tendent à montrer que les musulmans sont en effet de plus en plus nombreux à participer à certaines processions et pèlerinages religieux grecs en Turquie³³⁰.

Le festival : une mise en scène sur la place publique du rapprochement

türbeler ve kiliseler, ortodoksluğun ve heterodoksluğun sınırları », in *Toplumsal tarih*, avril 2012, p 40-47. Benoit Fliche raconte les types de pratiques syncrétiques entre musulmans et chrétiens à Istanbul. Ce type de croyances populaires une forme « d'hétérodoxie de l'islam », l'islam orthodoxe est celui qui est défini par la Diyanet. (Massicard, 2005, Zarcone, 2004). Pendant longtemps, la visite des *turbe sufi* ou *mevlevi* était interdite ou non encouragée par le pouvoir central, maintenant ils sont transformés en musée et c'est le ministère du Tourisme et de la Culture qui s'en occupe. On peut parler par exemple des processions religieuses à Büyükkada pour St Georges ou des prières de musulmans dans l'église St Antoine. ZARCONI T., *La Turquie moderne et l'islam*, Paris, éd. Flammarion, 2004 (traduction en espagnol : *El Islam in la Turquía actual*, Barcelona, Bellaterra, 2005).

³²⁹ Extrait de l'entretien en turc : «Eskiden başkalarının dinine gerçekten saygı vardı. Mesela ortodoksların bir bayramı olduğunda, müslümanlar da kutluyorlardı. Tüm köyde bayram olurdu. Bizimkinden farklı bir dinleri de olsa, müslümanlar bizim inancımıza saygı duyarlardı. Aynısı bizim için de geçerliydi. Ramazan ayında, oruç tutmasak bile, müslüman aileler bizi iftara davet ederlerdi ». Extrait de l'entretien avec Parthenis (connu sous le nom de Partène à Güzelyurt), retraité, le 01/08/07 au Cafeneio «ΓΙΟΡΓΟΣ». Notes. Langues de l'entretien : turc principalement.

³³⁰ On peut par exemple penser à l'engouement auprès des populations turques musulmanes que suscite le pèlerinage des Rum d'Istanbul au monastère de Saint Georges à Buyukada le 23 avril. Une procession est célébrée vers le monastère Hagios Yorgos, organisée par la communauté grecque orthodoxe d'Istanbul. A cette occasion, les pèlerins se rendent sur l'île de Büyükkada et font une procession religieuse collective vers le Monastère. La coutume est d'accrocher un fil (ou un mouchoir) aux arbres qui bordent le chemin de procession en faisant un vœu pour que celui-ci se réalise. De plus en plus de musulmans participent à ce pèlerinage depuis quelques années, COUROUCLI M., "Sharing nostalgia in Istanbul : Christian and Muslim pilgrims to St George's Sanctuary" in *Sharing sacred space : religion and conflict resolution*. Columbia University, New York, 14 – 15.

Le soir des représentations ont eu lieu sur la place publique de Güzelyurt dans une ambiance de fête. Une scène a été disposée et deux présentateurs ont mené l'animation de la soirée. L'ensemble de la population de Güzelyurt était présente. La soirée a débuté, de manière très protocolaire, par un discours du maire de Güzelyurt Küdret Özeş, du président de l'Association culturelle de Nea Karvali Kaplanis Iosifidis, du sous-préfet de Güzelyurt et du préfet d'Aksaray. Les lettres de députés du parti AKP n'ayant pas pu venir au festival mais soutenant l'initiative ont été lues, ainsi que les mots d'encouragement et de félicitations de l'agence de Union européenne à Ankara. Les différents locuteurs ont souligné le caractère exceptionnel du festival. Küdret Özeş a rappelé que :

« Le premier festival que nous avons organisé a été une réussite. C'est pourquoi, nous voulons que chaque année le festival se poursuive et devienne un rendez-vous à la fois pour les Grecs de Nea Karvali que pour la population de Güzelyurt pour être réunie. Les Grecs de Nea Karvali sont nos amis et que nous sommes fiers de pouvoir les accueillir chaque année dans notre belle ville de Güzelyurt³³¹»

Le préfet d'Aksaray et le sous-préfet ont également expliqué que l'organisation du festival n'avait pas été facile mais que l'Etat turc, à travers eux, au niveau local, soutenait cette initiative et encourageait le développement de ces initiatives civiles, porteuses d'avenir. L'essor touristique qu'a connu Güzelyurt en peu de temps a été souligné et le travail effectué par le sous-préfet souligné par le préfet. Tous les différents acteurs ont également dit que cette initiative était porteuse d'espoir pour les générations futures, mais aussi que le rapprochement gréco-turc et s'inscrivait dans une dynamique plus large d'intégration de la Turquie à l'Union européenne. On voit bien d'ailleurs, si l'on analyse la photo de la mise en scène du festival, que pour les acteurs, il y a différentes dimensions dans le rapprochement entre les deux villes : une dimension locale avec une volonté de résurgence d'un espace passé - Gelveri - mais aussi une dimension internationale qui inscrit cette initiative de rapprochement dans le cadre gréco-turc et pas seulement local. Mais les deux drapeaux grec et turc ne sont pas accolés, ils sont séparés par le drapeau de l'Union européenne, qui donne un caractère supranational à l'évènement et aussi rappelle les efforts déployés par la Turquie dans son processus d'intégration à l'Union européenne. Gelveri apparaît alors - plus qu'un lieu passé qui serait ressuscité (parce qu'on a quand même des marqueurs nationaux très forts, avec les drapeaux grec et turc) - un nouvel espace de coopération translocal mais aussi transnational sous l'égide de l'UE et du processus d'intégration de la Turquie. L'UE apparaît à la fois comme un horizon politique et une forme de légitimation de ce type d'initiatives.



³³¹ Extrait du discours du maire de Güzelyurt lors du festival 2008, traduit en français.

Habitante de Nea Karvali chantant une chanson en *Karamanli* et vêtue de vêtements traditionnels cappadociens.

Le nom du festival - « *Turk-Yunan Dostluk, Kültür ve Tourism festivali* », « Festival de l'Amitié gréco-turque, de la Culture et du Tourisme » - exprime bien ce qui a été à l'origine de cette initiative originale de coopération décentralisée entre les deux villes, liée à leur histoire particulière. Le festival est bien un festival d'amitié gréco-turque, en raison de l'histoire qui unit les populations des deux villes. C'est également un festival culturel, puisque c'est un festival de danses folkloriques qui met en valeur l'histoire de la ville et les aspects culturels spécifiques de sa communauté. Le travail de revalorisation culturelle de la mémoire des populations *Karamanli*-s de Gelveri fait par Kaplanis s'inscrit tout à fait dans cette démarche et sa collaboration avec les autorités locales turques permet de faire bénéficier Güzelyurt de ce travail. En même temps, la dimension touristique de l'évènement, dans le but de faire parler de Güzelyurt et d'attirer du monde, est indéniable. Notons également que le ministère du Tourisme en Turquie s'appelle « le ministère de la Culture et du Tourisme ». En raison du passé historique et de la richesse de l'héritage de plusieurs civilisations présent en Turquie - qui constitue une part importante de l'attrait touristique de la Turquie - l'un ne va pas sans l'autre. Le nom même du festival montre bien que cette initiative est au croisement des logiques et stratégie des deux villes dans leur rapprochement : la valorisation de l'histoire et de la culture spécifique de sa population pour Nea Karvali et la volonté de développer ses potentialités touristiques pour Güzelyurt. Gelveri apparaît donc comme un nouvel espace de coopération, un point de jonction entre ces deux logiques, qui peut avoir des retombées positives pour les deux villes et leurs acteurs.



A gauche : groupe de danses folkloriques de Nea Karvali. Au milieu : groupe de danses folkloriques de Güzelyurt. A droite : concert de Zeynep Dizdar

Les discours des différents acteurs ont été suivis des représentations de danses folkloriques du groupe de danse de Nea Karvali, mais aussi du groupe de danse des enfants de Güzelyurt, qui ont dansé des danses turques. On constate que le rapprochement entre villes de l'Echange ne va pas sans une certaine forme de « folklorisation » des cultures locales. Des artistes locaux ont également donné des représentations et le festival s'est terminé par un feu d'artifice et un concert de Zeynep Dizdar. Le concert d'une artiste turque célèbre lors du festival n'a pourtant pas été du goût de tous les participants, qui ont considéré que cela détournait le festival de sa portée initiale : d'être essentiellement un festival local d'amitié gréco-turque. Le maire s'en est défendu en expliquant que la venue d'une « tête d'affiche » était également le moyen de drainer un public plus large des villes et villages environnants pour le festival. Mais le moment fort du festival a eu surtout lieu,

paradoxalement, à la fin des festivités programmées, lorsque les habitants de Güzelyurt et les participants grecs de Nea Karvali se sont mis à danser sur la place du village.



A gauche : Kaplanis Iosifidis et Küdret Özeş dansant sur la place. A droite : participants et habitants dansant ensemble à la fin du festival

La réussite du festival a permis de renforcer la légitimité des acteurs au sein de leurs communautés respectives. Cela a également donné une pérennité au festival, qui est organisé chaque année entre les deux villes, comme on peut le voir ci-dessous avec les photos du festival 2008 auquel nous avons pu participer. Cela a également impulsé une volonté d'aller plus loin dans cette dynamique de coopération pour les différents acteurs, avec la signature d'un protocole de coopération culturelle.



Photo du festival de 2008 (observation participante) sur la place du village après la représentation donnée par le groupe de danse folklorique de Nea Karvali

4.2. La signature du protocole de coopération culturelle et touristique entre les deux villes



La signature du protocole de coopération pour la co-organisation de festivals d'amitié et la reproduction du musée de la civilisation cappadocienne de Nea Karvali à Güzelyurt entre Kaplanis Iosifidis (à gauche) et Küdret Özeş (à droite)

Les acteurs grecs et turcs ont établi un protocole de coopération pour la mise en place d'un projet l'année suivant le festival de 2005. Ce protocole de coopération culturelle signé entre le maire de Güzelyurt Küdret Özes et Kaplanis Iosifidis, prévoit de rénover le monastère de l'Analipsis (*Yuksekkilise*) - lieu de pèlerinage important pour les Grecs - qui a subi de nombreuses dégradations, pour le transformer en annexe du « Musée de la Civilisation Cappadocienne ». Les chambres de l'ancien monastère seront transformées en espaces dédiés au « Centre de Recherche sur les Etudes Cappadociennes ». La coopération décentralisée entre les deux villes, ciblée sur un événement particulier autour de la co-organisation d'un festival, semble se pérenniser en une initiative de coopération basée sur le long terme, liée à une problématique directement héritée de l'échange de populations :

Kaplanis Iosofodis – « On a ouvert de nouvelles routes pour aller et venir, et nous sommes arrivés au point culminant, parce qu'un protocole vient juste d'être signé. C'est un protocole très important (ouvrant un registre et montrant le protocole). C'est le protocole que nous avons signé en 2006 à Nea Karvali entre le maire de Gelveri et notre association : nous avons envisagé ensemble (avec le maire) de faire un musée et un autre centre pour les études cappadociennes à Gelveri, ensuite de trouver un lieu, une église, qui serait transformée en branche du centre pour les études cappadociennes. C'est le protocole. Ce serait cette église (montrant une photo du Monastère de l'Anaplipsis) [...]. C'est un protocole très important. L'Analipsis va devenir un musée et les chambres du monastère vont être transformées en Centre pour les Etudes Cappadociennes. Nous allons donner toutes les archives que nous avons ici, en copie par internet, pour que les gens qui veulent travailler sur la civilisation dans son lieu originel, aient l'opportunité d'avoir aussi, s'ils le souhaitent, les originaux sur place. Les deux. En 2008 on va commencer à travailler sur cette branche ici. Voici le protocole. C'est très important... Donc vous comprenez que nous avons déjà beaucoup fait pour ici. Nous avons fait beaucoup et nous ferons encore plus dans le futur. Cela a déjà commencé et je pense que nous allons commencer la première étape en 2008 ».

L – « Vous allez copier les archives? »

K- « Cela signifie donner aux gens le pouvoir d'utiliser la culture, parce qu'elle n'appartient pas aux gouvernements ou aux pays actuels, la culture appartient au futur et à ceux qui vécurent ou qui sont là maintenant. Cela n'appartient à personne ni à aucun lieu en particulier, mais à tous pays confondus. C'est notre but et c'est ce vers quoi nous travaillons. C'est un travail très important. C'est pourquoi le Centre pour les Recherches sur la Civilisation Cappadocienne est connu, même en Anatolie. Ils savent que nous faisons quelque chose d'important, quelque chose pour le futur. On essaye de réaliser quelque chose pour le futur. Nous n'existons pas seulement aujourd'hui. Ce n'est pas un travail « épiphanique³³² » ».

³³² Extrait de l'entretien avec Kaplanis Iosifidis, président de l'association culturel de Nea Karvali « Στέγη Πολιτισμού Νέας Καρβάλης », le 31/07/08, 20h/22h. Notes et enregistrement de 90 min. Langues de l'entretien : anglais, recours au grec, au turc et au français. Kaplanis Iosifidis :

K- We have opened now the roads for coming and going, and we arrive in a very beautiful point, and a protocol that we have signed. [...] It's a very important protocol (opening a register and showing the protocol). This is the protocol that we signed in 2006 in Nea Karvali between the Gelveri Belediye and our association. Meaning: "we already discussed to make a Museum and another Centre for Cappadocian Studies in Gelveri, and to give us a church, to be turned into a branch of the Centre for Cappadocian Studies". This is the church (showing a picture of the Analipsis Abbey). The Analipsis will become a Museum and the monastery rooms will turn to Centre for Cappadocian Studies. We will give all kind of archives that we have here, in copies or by Internet there, so to give the people who want to study the civilization the opportunity to have the "civilization" on the place, and if

Comme on l'a vu dans la première partie, l'Echange a créé une situation originale entre les deux villes : une ville déracinée de sa patrie originelle et une terre dépourvue d'une partie de sa population et de sa mémoire, emportée par les réfugiés orthodoxes lors de leur exode. Le projet de coopération touche la question de la préservation et de la mise en valeur de l'héritage – immatériel et matériel - de « l'Autre » dans le cas des villes de l'Echange. Ce projet de coopération est ambitieux pour plusieurs raisons.

Il implique une coopération entre villes de l'Echange autour de la mémoire des réfugiés, ce qui est problématique en soi dans les deux pays. Cette mémoire des réfugiés dans l'un et l'autre pays procède d'un processus de négociation identitaire qui ne va pas de soi. On a pu voir combien les réfugiés avaient pu éprouver des difficultés dans leur processus d'intégration en Grèce comme en Turquie et combien l'Histoire avait pu être silencieuse sur ce sujet dans les deux pays. Tout a été fait aux lendemains l'Echange pour effacer le passé et la présence de l'Autre, aussi bien dans la géographie, la toponymie et l'histoire des deux pays. Ensuite, ce protocole de coopération pose la question de la mise en valeur de l'héritage culturel de « l'Autre » en Turquie, et spécifiquement de la gestion de son patrimoine religieux après l'Echange et de son utilisation de ce patrimoine à des fins culturelles et touristiques. Une initiative de coopération dans ce sens serait une innovation majeure.

La rénovation et la transformation en musée du monastère de l'Analipsis renvoie à des questions plus larges liées à la préservation d'un patrimoine jugé civilisationnel par des acteurs divers. Longtemps laissé à l'abandon, ce patrimoine commence à éveiller l'intérêt du gouvernement et des municipalités turques depuis que le pays connaît un certain essor touristique. Dans le cas de l'Echange et de relations conflictuelles comme dans le cas de la Grèce et de la Turquie, la question de la propriété aujourd'hui de cet héritage est un enjeu majeur : propriété entre les anciens et les nouveaux habitants, propriété locale ou nationale, religieuse ou civile, mais aussi émergence du concept d'héritage mondial. La prise de conscience de l'importance au niveau municipal de la coopération pour la mise en valeur de ce patrimoine est un défi pour Güzelyurt et l'association culturelle de Nea Karvali ; s'y atteler ne se fait pas sans difficultés.

La mise en valeur de la mémoire des orthodoxes turcophones de Gelveri à Nea Karvali comme première étape de ce processus

they want the originals, to have the "civilization" in originals here. Both. In 2008 we will start working on the center here. So this is the protocol. It's very important... So you understand that we have already done a lot about this. We have done a lot and we will do more in the future. It has already started but I think we will complete the 1st step in 2008.

A- You will copy the archives?

K- That means giving them the power to use the culture, because the culture doesn't belong to today's governments or to today's countries, the culture belongs to the future and to the people that they were/are living. It belongs to nowhere/no-one and to everywhere/everyone. This is our aims and this is what we are working for. Anyway, it's a very serious work. And we know it's a very serious work. That's why the center for Cappadocian Studies is famous, also in Anatolia. They know that we are doing something big, and something with future. We are trying to be something with future. We are not for today only. It's not an "epiphaniac" work.

Ce travail de réhabilitation de la mémoire d'une communauté et d'un lieu, commence à Nea Karvali avec la création du Musée de la Civilisation Cappadocienne et du Centre de Recherche sur la Civilisation Cappadocienne. Les objets qui ont été emmenés au moment de l'Echange ont été relativement préservés par les populations concernées. La plupart du temps, ils sont restés confinés dans la sphère privée (au sein des familles de réfugiés) et ont été conservés de cette manière jusqu'à aujourd'hui. Dans certains cas, le travail de collecte de la mémoire des réfugiés mais aussi des éléments relatifs à leur culture spécifique a pu être réalisé de manière précoce. Si ce travail a été fait en Grèce très rapidement, force est de constater qu'il a été fait en Turquie très tardivement, comme nous le verrons par la suite. Par exemple, le musée Benaki à Athènes³³³ ou le Centre de Recherche sur l'Asie Mineure³³⁴ conservent aujourd'hui une partie importante des objets ramenés par les réfugiés, faisant également partie de cet héritage culturel de l'Echange. On recense également un musée des réfugiés aujourd'hui dans le quartier de réfugiés de Nea Philadelphia à Athènes également.

La création du musée à Nea Karvali dans les années 1980 est une initiative novatrice. Cela peut en partie expliquer pourquoi l'acquisition des pièces aujourd'hui présentes dans le musée auprès des habitants par l'Association culturelle n'a pas été une chose aisée au départ :

« Petit à petit, ils (les habitants) ont compris et petit à petit, ils nous ont donné l'opportunité de faire le musée. Personne n'aurait cru qu'ils ouvriraient leurs maisons et qu'ils nous donneraient des pièces d'une telle valeur de collection. Même un costume est une pièce de valeur pour une famille, pour son histoire. Mais ils les ont donnés au musée. Même des icônes! Nous donner une icône est quelque chose de très important ... !

- C'est ce que l'on se demandait. Est-ce que tous les habitants ont donné des pièces ?

- Pas seulement d'ici, mais de partout, bien sûr ! Ils ont eu confiance. Cela veut dire qu'ils ont confiance.

- J'ai vu sur le questionnaire que vous avez proposé aux personnes que s'ils voulaient, ils pouvaient donner des objets pour le Musée. Est-ce que vous avez également eu des pièces par ce biais également ?

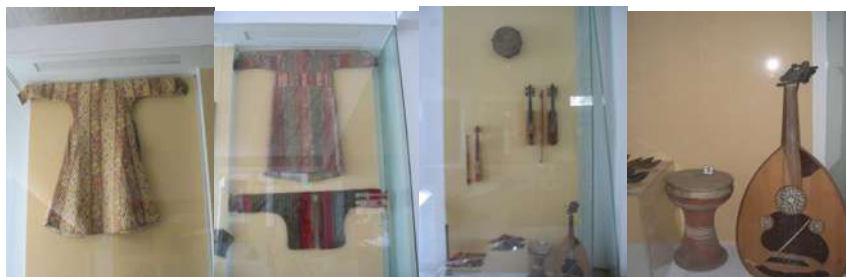
- Bien sûr ! Si vous avez, dites-le nous! Ne les donnez pas forcément, mais dites-le nous, pour que l'on sache que vous avez quelque chose entre les mains. Parce que peut être, après 50 ans, quelqu'un va venir voir et dire « Oh, cette famille a cette icône, mais ils ont aussi des photos ». Comment le savoir ? De cette manière (montrant le questionnaire) ! C'est une très bonne idée – disons intelligent mais du bon côté – de leur dire « vous n'avez

³³³ Antónis Benákis rassembla à partir de 1895 une immense collection très éclectique. Il l'installa dans sa résidence athénienne. Il l'offrit à la Grèce le 22 avril 1931 au cours d'une grande cérémonie en présence du président de la République Alexandros Zaimis et du Premier ministre Elefthérios Venizélos. Le Musée Benaki est un musée d'art et d'histoire.

³³⁴ Le Centre d'études d'Asie Mineure (CEAM) à Athènes est un lieu qui abrite un riche fonds d'archives ethnographiques sur la vie quotidienne des Grecs d'Anatolie au début du XX^e siècle. Ces archives ont été collectées à la suite de l'Échange des populations entre la Grèce et la Turquie, après la guerre entre les deux pays de 1919 à 1922. Melpo Merlier, ethno-musicologue formée à Paris, organise avec l'aide d'un petit groupe de collaborateurs une première campagne d'enregistrement de chants populaires et récits des réfugiés d'Asie Mineure en 1930. Le Centre d'études d'Asie Mineure, qui gardera des liens étroits avec l'Institut français d'Athènes pendant près de quarante ans, poursuit ce travail de collecte jusque dans les années 1970, et mène en parallèle des travaux d'exploitation des données (organisation du fonds et publications). Voir l'article de COUROUCLI M. « Introduction : le Centre d'études d'Asie Mineure à Athènes », *Ateliers du LESC* [En ligne], 32 | 2008, mis en ligne le 21 août 2008, consulté le 27 juillet 2013. URL : <http://ateliers.revues.org/1133> ; DOI : 10.4000/ateliers.1133

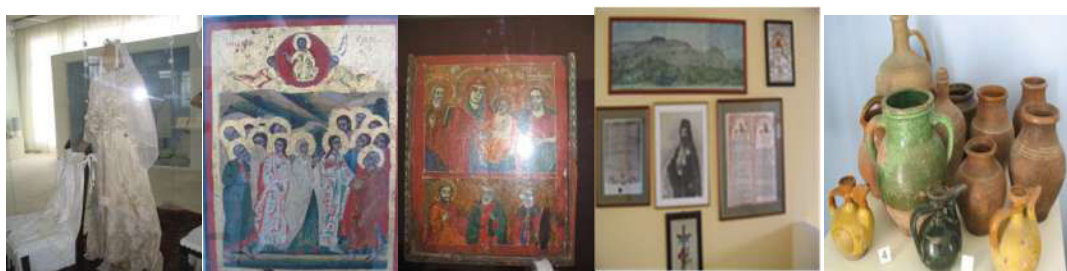
pas besoin de nous les donner, si vous ne voulez pas, mais signalez ce que vous avez conservé ayant trait à cette période » ! Je suis très ouvert avec vous, je vous dis toute la vérité... ».

Disposant d'une collection variée et d'objets inédits, le musée présente des objets de la vie quotidienne des populations cappadociennes (vêtements, outils de travail, instruments de musique), des objets d'art ou d'artisanat (icônes, poteries) et des documents d'archives (documents écrits de l'époque, photos).



Pièces exposées au musée de la civilisation cappadocienne de Nea Karvali : vêtements et instruments de musique ramenés par les réfugiés

Témoignage de sa qualité, le musée a obtenu le prix européen du musée de l'année en 1997. Le musée permet de mettre en valeur au niveau local, à Nea Karvali, la culture cappadocienne spécifique des populations *Karamanli-s* originaires de Gelveri, et aussi de manière plus large des populations *Karamanli-s* originaires de Cappadoce.



Parure de mariage, icônes, poteries et documents d'archives exposés au Musée de la civilisation cappadocienne de Nea Karvali et donnés par les réfugiés

La négociation de cette identité spécifique des populations *Karamanli-s* de Cappadoce en Grèce par rapport aux autres mémoires de réfugiés n'a pas été un travail aisé pour Kaplanis Iosifidis. En effet, les liens entre cette mémoire collective des Karvaliotes et les autres formes de mémoires de l'Échange (histoire officielle et autres mémoires des réfugiés) sont complexes et problématiques. L'association culturelle de Nea Karvali semble se retrouver à la fois en situation d'opposition, de concurrence et de complémentarité avec les autres foyers de production mémorielle sur l'échange de populations en Grèce. Le processus de valorisation des spécificités culturelles des Karvaliotes se retrouve tout d'abord en opposition avec l'histoire officielle grecque qui tend à minorer l'existence de populations non-hellénophones au sein des réfugiés grecs d'Asie Mineure. En effet, comme le rappelle Evangelia Balta :

« Ce qu'il est aujourd'hui important de souligner, c'est que, la caractéristique principale de l'historiographie nationale relative à la question des réfugiés, est l'absence d'études sur leur passé, et par conséquent le silence sur toutes les particularités ethniques, sociales, culturelles et linguistiques qui étaient les leurs. Autrement dit, le

silence sur leur identité spécifique. L'historiographie nationale s'est pleinement alignée sur la politique de l'État grec, qui considérait la population réfugiée comme un ensemble uniforme et qui, comme telle, l'a intégrée aux populations indigènes (nées sur le territoire national), en choisissant d'ignorer leurs particularités sociales et culturelles. Ce n'est pas un hasard si une grande partie des historiens et des hommes politiques a toujours mis en avant, comme contrepartie de la Catastrophe, l'homogénéisation réussie de la population de l'État grec³³⁵ ».

Les Karvaliotes, en (re)découvrant et valorisant les spécificités culturelles de leur communauté, ont en effet opéré un renversement de l'identité du groupe. Les caractéristiques spécifiques du groupe ne sont plus dès lors considérées comme un stigmate honteux qu'il est nécessaire de cacher pour pouvoir s'intégrer en Grèce mais davantage comme une richesse et une source d'affirmation identitaire positive. K. Iosifidis relate par exemple un événement qui illustre ce processus d'autonomisation de la mémoire collective des Karvaliotes par rapport à l'histoire officielle grecque. K. Iosifidis a incité le groupe, malgré ses réticences, à chanter en langue turque lors d'une représentation du groupe folklorique de Nea Karvali au Parlement grec :

« Maintenant, les gens de Nea Karvali n'ont plus de gêne à parler leur langue d'origine. On leur a donné l'opportunité de se sentir à l'aise, de le faire et de comprendre que c'est très beau de pouvoir continuer à parler son dialecte. C'est très important. C'est en travaillant plusieurs années que l'on est parvenu à ce résultat. Je me souviens par exemple lorsque nous sommes allés au Parlement grec, à Athènes, je leur ai dit « bon, on va danser les danses cappadociennes et vous chanterez en *karamanli* ». Ils ont répondu « Quoi ? Dans le Parlement ? A Athènes ? » Et j'ai dit « oui ! Ça va être très beau et très fructueux ». Et ils l'ont fait ! Ils ont chanté dans la langue et tout le monde pleurait et était heureux pour la culture³³⁶ ».

Cette expérience semble avoir constitué une forme de « catharsis collective » pour la communauté et nous révèle en quoi la mémoire peut aussi constituer une source d'affirmation et de revendication identitaire du groupe.

Le Centre de Recherche sur la Culture Cappadocienne de Nea Karvali se trouve également en situation d'opposition et de complémentarité avec le Centre de Recherche sur l'Asie Mineure. L'absence d'intérêt pour le passé des réfugiés en Asie Mineure de la part de l'historiographie grecque a été en partie contrebalancée par l'initiative de Melpo et Octave Merlier, fondateurs de ce qui deviendra le Centre d'Etudes d'Asie Mineure³³⁷. Le couple Merlier, immédiatement après la Catastrophe d'Asie Mineure se tourne vers l'étude de la culture « populaire » des réfugiés et commencent à collecter des documents, faire une campagne d'enregistrement sur l'histoire et la civilisation des communautés

³³⁵ BALTA E., « L'ethnologue aux prises avec les archives », in *Archives ethnographiques et enjeux identitaires : le fonds ethnographique des réfugiés grecs d'Anatolie : questions d'histoire et d'historiographie*, n°32, 2008, en ligne, URL : <http://ateliers.revues.org/1402>.

³³⁶ Extrait de l'entretien avec Kaplanis Iosifidis, président de l'association culturel de Nea Karvali « Στέγη Πολιτισμού Νέας Καρβάλης », le 31/07/08, 20h/22h. Notes et enregistrement de 90 min. Langues de l'entretien : anglais, recours au grec, au turc et au français : « Now the people of Nea Karvali are not afraid to speak their mother tongue. We gave them the opportunity to feel free and to understand that it is very beautiful to be able to continue to speak our own dialect. It is very important. We worked many years to reach this point. I remember first instance when we went to the Greek Parliament in Athens, I told them "ok, we will dance the cappadocian dances and you will sing in *Karamanli* ». They answered « What? In the Parliament? In Athens? » and I said « yes, and it will be very fruitful and fructuous ». And they did it! They song in our language and everybody was crying and happy for the culture ».

³³⁷ KITROMILIDES P., « Küçük Asya Araştırmaları Merkezi ve Küçük Asya'da Yunan Kültürel Geleneği », in PEKIN M., *Yeniden Kurulan Yaşamlar*, İstanbul Bilgi üniversitesi yayınları, İstanbul, 2005.

grecques d'Asie Mineure. Au final, plus de 5 000 témoignages de réfugiés ont pu être collectés, produisant plus de 300 000 pages de manuscrit, dont certains dans des dialectes rares ou en turc, ce qui ont nécessité la collaboration de traducteurs. A ceci s'ajoute une bibliothèque de documentation comptant 15 000 livres et documents, ainsi qu'un fond photographique constitué de 7 000 clichés. Ces fonds sont classés à la fois thématiquement et géographiquement. Mais, comme l'explique Evangelia Balta, le Centre ne semble pas à l'abri d'un certain a priori idéologique ou partisan :

« Durant l'entre-deux-guerres, la « culture populaire », « l'art populaire » sont présentés en Grèce comme une preuve de la vitalité de la « race » grecque. Ils sont « nationalisés » au service d'une idéologie, celle de la « grécité ». Par conséquent, le Centre d'Etudes d'Asie Mineure a été lui aussi dominé par les composantes idéologiques de cette ethnographie grecque, par la volonté d'apporter des preuves de la continuité historique et de l'identité nationale. Un exemple très caractéristique en est apporté par la manière dont, considérant le travail réalisé en Cappadoce en 1950, Melpo Merlier écrit : « nous avons réussi à rendre à la Cappadoce son caractère grec³³⁸ ».

Notons toutefois que, bien que les relations avec la Turquie ne soient pas institutionnalisées, le Centre a publié deux numéros d' « Exodus » en langue turque. Son site internet est accessible en turc et de nombreux médias turcs ont recours à l'importante photothèque du centre pour leur travail. Le centre se réjouit également d'accueillir de nombreux chercheurs turcs dans son enceinte. Interrogé sur ses liens avec le Centre, K. Iosifidis révèle les différences entre son association et le Centre de Recherche sur l'Asie Mineure : les deux institutions travaillent ensemble de manière complémentaire et entretiennent de bonnes relations. Néanmoins, K. Iosifidis souligne qu'elles n'ont pas les mêmes objectifs. Le Centre d'Études pour l'Asie Mineure est présenté comme « une institution de collecte des témoignages de réfugiés » mais ne dispose pas d' « archives originelles » comme l'Association Culturelle de Nea Karvali. Des informations sont données au Centre d'Études sur l'Asie Mineure, mais pas les sources :

L- « Est-ce que votre association travaille avec le Centre de Recherche sur l'Asie Mineure »?

K- « Oui, Bien sûr! Il y a de très fortes relations entre nous, mais ce qu'ils font et ce que nous faisons sont deux types de travail différents. Nous travaillons en profondeur pour la civilisation cappadocienne. Ils ne peuvent pas la comprendre aussi profondément... Ils font seulement un travail sur la culture, ils ne sont pas des Cappadociens qui font des recherches sur la civilisation cappadocienne. Une autre grande différence entre eux et nous est que nous n'avons pas seulement des informations de la part des personnes, mais nous avons également les archives originales de Cappadoce. Oui, c'est la différence la plus fondamentale. Nous avons les vraies archives cappadociennes, imprimées sur le papier. Eux ont accès à l'information, bien sûr ces informations sont importantes aussi, mais c'est un autre type de travail. Et ils sont parfois utiles pour nous et nous sommes parfois utiles pour eux³³⁹ ».

³³⁸ BALTA E., « *Archives ethnographiques et enjeux identitaires : le fonds ethnographique des réfugiés grecs d'Anatolie : questions d'histoire et d'historiographie* », in *L'ethnologue aux prises avec les archives*, n°32, 2008, p 1.

³³⁹ Extrait de l'entretien avec Kaplanis Iosifidis, président de l'association culturel de Nea Karvali « Στέγη Πολιτισμού Νέας Καρβάλης », le 31/07/08, 20h/22h. Notes et enregistrement de 90 min. Langues de l'entretien : anglais, recours au grec, au turc et au français : « Of course! There are very strong relations between us, but it's another work what they are doing and another work what we are doing. We are working deeply for the Cappadocian civilization. They cannot understand so deeply... They are just workers of the "Culture", not Cappadocians who are searching in the Cappadocian civilization. Another big difference that we have with the Centre for Asia Minor Studies –but difference in the negotiations- is that they started in 1927/1928 with Melpo and Octave Merlier, and they started taking the information, searching the information from the people, without having the archives. The difference is that we don't have the information only from the people; we have the original archives from Cappadocia. Yes, that is the most important. We are a straightly Cappadocian archive.

On voit donc aussi avec cet exemple que K. Iosifidis fait une différence entre le travail de mémoire effectué par la communauté (qui peut s'apparenter à un travail de subjectivation de la mémoire de la communauté par elle-même) et le travail fait par le Centre d'Asie Mineure (qui s'apparente alors plus à un travail de collecte d'informations sur la mémoire des réfugiés par des acteurs extérieurs).

La mémoire collective de la communauté karvaliote se trouve également en concurrence avec d'autres mémoires de réfugiés originaires de Cappadoce, comme par exemple, l'association de réfugiés originaires du village de Misti (actuel *Konaklı*), *Kappadokes*. Cette association est très active et a développé plusieurs activités similaires à l'association culturelle de Nea Karvali. Elle organise des « rencontres panhelléniques » dans différentes villes de Grèce où se trouvent des réfugiés et descendants de réfugiés originaires de Misti. En effet, à la fin des années 1990, des comités de descendants de réfugiés originaires de Misti et des villes de Tsaricli, Dela (Dilion), Tseltek et Cavaclou ont organisé le premier « rassemblement panhellénique » à Mandra (Larissa). Ces rencontres culturelles donnent lieu à des expositions, cérémonies, danses folkloriques, séminaires sur l'histoire des populations cappadociennes, avec dégustation gastronomique cappadocienne et exposition de livres.



Représentations de danse de l'Association des trois hiérarques (à gauche) et ouverture du musée d'histoire locale de Misti (au milieu et à droite)
(Source : Association Kappadokes³⁴⁰)

Il est assez surprenant de constater que ces deux associations – qui ont pourtant développé des activités relativement proches - ne travaillent pas en partenariat. En les observant plus attentivement, on peut remarquer que même si elles se ressemblent, elles sont en réalité profondément divergentes voire même concurrentes. Les membres de l'association des Trois Hiérarques sont des réfugiés (et leurs descendants) originaires du village hellénophone de Misti en Cappadoce. Cette association cherche à minimiser le poids des populations turcophones en Cappadoce et essaie davantage de faire converger la mémoire des populations cappadociennes avec l'histoire officielle grecque, si on lit l'historique des populations cappadociennes qui est fait sur leur site³⁴¹.

That is printed on paper. They have mostly the information, of course this information is also important, but it's another kind of work. And they are useful sometimes for us, and we are useful sometimes for them ».

³⁴⁰ Source : Kappadokes, URL : <http://www.kappadokes.gr>.

³⁴¹ L'existence de populations turcophones n'est pas niée, on y explique néanmoins que la seule présence de populations hellénophones en Cappadoce suffit à justifier l'ethnicité grecque des populations grecques orthodoxes de Cappadoce. L'association culturelle de Nea Karvali a une approche différente sur ce sujet. Pour K. Iosifidis, il est vain de vouloir déterminer maintenant si les populations grecques-orthodoxes turcophones de Cappadoce sont ethniquement grecques ou turques puisque, non seulement ces concepts nationaux n'étaient pas

L'utilisation du patrimoine religieux de l'Autre

Le projet des deux villes, de dupliquer le centre d'archives et le musée de Nea Karvali à Güzelyurt est une initiative réellement innovante, dans la mesure où elle est une coopération entre deux villes de l'Echange – grecque et turque – pour tenter d'apporter une unité et de restituer la mémoire et l'histoire d'un territoire qui a été amputé d'une partie de sa population. Mais le projet se heurte à certaines difficultés, que nous avons évoquées, quant au statut de cette mémoire dans l'un et l'autre pays. L'autre difficulté concerne le lieu dans lequel la réplique du centre et du musée seraient installés : le monastère de l'Analipsis. Cette difficulté, soulève, de manière plus générale, la question de la gestion du patrimoine de « l'Autre » – et surtout du patrimoine religieux – dans le cas des villes de l'Echange.

Qu'est advenu le patrimoine religieux des réfugiés après leur départ? Intéressons-nous tout d'abord au cas des églises d'Anatolie laissées par les réfugiés grecs-orthodoxes d'Asie Mineure après leur départ. Un nombre important d'entre elles, bien qu'elles constituent des anciens lieux de culte chrétiens, ont été reconverties en mosquées à l'arrivée des réfugiés musulmans (on les appelle les *Kilise-camii*, les églises-mosquées). La conversion de ces églises en mosquées ne s'est bien sûr pas faite sans un certain nombre de changements et d'aménagements. A la structure originelle des édifices ont été ajoutés des minarets (*Minare*) pour l'appel à la prière. A l'intérieur, les fresques murales et icônes qui ornaient les églises ont été remplacées par des calligraphies au nom d'Allah et du prophète.



L'Eglise Saint Grégoire de Nazianze transformée en mosquée

Les représentations humaines étant interdites dans l'islam, les fresques chrétiennes de ces églises représentant des visages humains ont été recouvertes de peinture unicolore. A l'intérieur des édifices ont été ajoutés l'autel sur lequel l'imam effectue les prières (*Migrab*), la chaire (*Mimber*) sur laquelle l'imam effectue les discours religieux (*Hutbe*) de la prière du vendredi et à l'occasion des fêtes religieuses, ainsi que des tapis de prière. Si un nombre important d'églises ont été converties en

opérants à cette époque, mais aussi parce que l'on ne dispose pas d'archives permettant de le déterminer pour l'instant.

mosquées par les réfugiés musulmans à leur arrivée, il n'existe aucun cas connu jusqu'à ce jour de mosquée qui ait été convertie en église par les réfugiés d'Asie Mineure en Grèce³⁴². Certains lieux de culte laissés par les réfugiés ont été détruits pour faire place à de nouvelles constructions. Toutefois, si l'on compte relativement peu de cas de destruction d'églises ou de monastères en Turquie, c'est un phénomène beaucoup plus prégnant en Grèce. Détruites volontairement ou à cause de l'usure du temps, il est en effet très rare de pouvoir retrouver des mosquées aujourd'hui en Grèce dans certains villages autrefois peuplés par des musulmans. Une autre source d'explication à ce phénomène est que les lieux de cultes des populations musulmanes de Grèce n'étaient pas uniquement constitués de mosquées, mais par les lieux de culte Soufis et Bektâchî, les *tekke-s*. Les *tekke-s* semblent avoir été rapidement réinvestis par les réfugiés d'Asie Mineure à d'autres fonctions à leur arrivée en Grèce. Un certain nombre d'entre eux sont par exemple devenus des lieux de sociabilité (cafés à narguilés, bars, tavernes) après l'Echange. La plupart des édifices religieux ont été laissés à l'abandon après le départ des réfugiés. Bon nombre d'entre eux tombent progressivement en ruine sous l'effet de l'usure du temps et de leur non-fréquentation, ne faisant bien souvent l'objet d'aucune protection. Ils sont alors la proie d'actes de vandalisme et de pillage³⁴³.



Photos de la visite d'églises cappado-ciennes par les participants au festival de Nea Karvali. On remarquera la dégradation (graffitis, ouvertures des tombeaux, présence de déchets) dans les églises, ainsi que l'effacement des visages des saints.

La visite des anciens lieux de culte est un temps fort et attendu des voyages organisés par les réfugiés

³⁴² On peut trouver plusieurs raisons à cette différence notable. Le statut des églises pour les musulmans n'est pas le même que celui des mosquées pour les chrétiens. L'islam étant une religion du Livre antérieure au christianisme, il est possible qu'un lieu de prière chrétien soit transformé en lieu de prière musulman. La réciproque semble plus difficilement acceptée. Ensuite, c'est un facteur purement économique qui peut également expliquer cet état de fait. C'était souvent parce qu'ils étaient dans l'incapacité financière de reconstruire un lieu de culte à leur arrivée en Turquie que les réfugiés musulmans ont choisi de convertir les lieux de culte chrétien immédiatement disponibles pour la prière en lieu de culte musulman. Ce facteur économique semble avoir été moins prégnant en Grèce. Dans le cadre du système ottoman du *Millet*, les communautés chrétiennes étaient politiquement et socialement organisées autour de l'Eglise (qui détenait les registres d'état civil de sa paroisse mais aussi collectait de l'argent pour les activités religieuses, sociales et politiques de la communauté qui lui était rattachée). De ce fait, on peut émettre l'hypothèse qu'à leur arrivée en Grèce, les réfugiés chrétiens ont pu plus rapidement s'organiser et collecter de l'argent pour reconstruire des lieux de culte, à la différence des réfugiés musulmans. On peut également rappeler que, dans une démarche philanthropique, certaines familles de riches donateurs ont aidé les réfugiés au financement de lieux de culte après l'Echange.

³⁴³ Dans les églises laissées par les réfugiés orthodoxes, on note par exemple que les visages des saints et apôtres chrétiens représentés ont presque tous été systématiquement effacés. De plus, les nouveaux arrivants, au moment de l'Echange, ont souvent utilisé pour construire ou reconstruire leur maison les matériaux de ces églises et mosquées abandonnées.

et leurs descendants dans leur localité d'origine. Mais ce temps est aussi à l'origine de plusieurs déconvenues et de certaines tensions. En effet, quelle n'est pas la déception pour certains réfugiés de découvrir que la mosquée ou l'église construite par leurs ancêtres a été détruite ou volontairement dégradée. Cette découverte crée souvent des réactions de profond ressentiment vis-à-vis des actuels habitants de leur localité d'origine, l'acte étant perçu comme une marque d'hostilité niant la mémoire de la présence passée de ces populations en ces lieux. La dimension de réciprocité est très importante dans la question de la préservation du patrimoine de « l'Autre » pour les réfugiés et leurs descendants. On attend en quelque sorte de « l'Autre » qu'il témoigne du même intérêt pour le patrimoine qu'on a laissé derrière soi qu'on en témoigne pour le sien.

Il faut noter en effet que, depuis quelques années, les lieux de culte laissés par les réfugiés ont commencé à faire l'objet d'un intérêt plus grand. La raison qui pousse à préserver un héritage commun est de rendre possible la transmission d'un savoir et d'une histoire collective aux générations futures. Ce savoir n'inclut pas seulement des bâtiments ou des techniques de construction, mais aussi l'organisation sociale et économique d'une société, sa culture et ses valeurs anthropologiques aussi bien que ses choix esthétiques. En Turquie, ces édifices ont été généralement placés sous la gestion et le contrôle de la Direction générale des fondations (*Vakıf*), institution publique chargée du contrôle des biens dits de mainmorte, c'est à dire des biens religieux. Certains de ces monuments religieux chrétiens ont fait l'objet de restaurations provenant d'initiatives privées ou publiques à des fins de conservation du patrimoine ou de mise en valeur touristique. Le développement du tourisme en Turquie a accéléré ce processus de redécouverte et revalorisation d'un patrimoine depuis longtemps tombé dans l'oubli. C'est notamment la politique que mène le ministère de la Culture et du Tourisme turc (dont le nom est assez révélateur de cette volonté) depuis quelques années. Certaines municipalités, fondations, associations de conservation du patrimoine et également des particuliers, se sont engagés dans cette dynamique et contribuent à œuvrer dans ce sens. De riches familles philanthropes, notamment la famille Koç, ont fait l'acquisition de plusieurs de ces édifices ou ont contribué à leur restauration. Ces édifices religieux sont le plus souvent transformés en musées et ouverts au public dans le cadre de visites touristiques. Dans d'autres cas, ils sont transformés en hôtels, restaurants ou utilisés à des fins privées et non-ouverts au public. Certaines associations étrangères se mobilisent pour la restauration de certains monuments quand l'Etat fait défaut. C'est par exemple le cas à Güzelyurt, où l'Eglise rouge (*Kızıl kilise*) a commencé à être restaurée par une association française, « Les amis de la Cappadoce », qui, devant l'état de délabrement de l'église et l'inertie des pouvoirs publics, a trouvé des fonds et a obtenu l'autorisation pour la réhabiliter³⁴⁴.

³⁴⁴ En Grèce, les municipalités de certaines villes ont engagé des programmes de restauration des mosquées depuis quelques années, avec des aides européennes ou sur le budget des municipalités. Certaines mosquées ou écoles religieuses (*Medrese*) ont alors été converties après leur restauration en musées racontant l'histoire de la ville ou utilisées pour des manifestations culturelles (projection de films, concerts, etc.). C'est le cas par exemple de l'ancienne *Medrese* de la ville de Kavala, qui est utilisée comme atelier artistique, mais aussi à Castellorizo, où la mosquée a été transformée en musée d'histoire de la ville.

Le choix du monument religieux pour y faire une annexe du musée et centre de recherche sur la civilisation cappadocienne a également été problématique. L'association culturelle de Nea Karvali et la municipalité de Güzelyurt avaient envisagé que cela soit fait dans l'église-mosquée qui est beaucoup moins fréquentée aujourd'hui et qui est incluse dans le site classé de la vieille ville de Güzelyurt ouvert aux visites touristiques. Deux autres mosquées ont été construites dans la ville et cette église a une symbolique forte pour les habitants de Nea Karvali. Mais la population de Güzelyurt n'a pas vu d'un très bon œil les rumeurs du projet. Le journaliste de l'émission de télévision *Seyr-u sefer*, lors de la couverture du festival 2006, interroge un habitant à la sortie du pèlerinage religieux des participants grecs dans cette église-mosquée, sur ce qu'il pense du projet de transformation de la mosquée en musée de la civilisation cappadocienne :

- « Qu'est-ce que vous pensez du fait que les Grecs reviennent prier dans l'église construite par leurs ancêtres ? »
- « Je trouve ça très bien. Bien sûr, c'est leur droit et cela montre que nos deux peuples peuvent bien s'entendre ».
- « Et il y a un projet de transformer cette église ou le monastère de l'Analipsis en musée de la civilisation cappadocienne. Qu'est-ce que vous en pensez ? »
- L'église mosquée est devenue une mosquée, donc c'est devenu notre lieu de prière, il ne faut pas y toucher. Le monastère de l'Analipsis, c'est différent. Mais je pense qu'il ne faut pas s'occuper des édifices religieux. Parce que s'ils veulent revenir prier ici, ce n'est pas un problème, mais, récupérer une église ou un monastère, ce n'est pas la même chose³⁴⁵ ».

Le choix de l'Analipsis s'avère donc *a priori* plus judicieux et moins conflictuel que l'église-mosquée de la vieille ville.



Kaplanis Iosifidis devant l'annexe du monastère de l'Analipsis qui sera transformé en annexe du Centre de Recherche sur la Civilisation Cappadocienne

La rénovation et l'utilisation de ce patrimoine à des fins commerciales sont pourtant parfois à l'origine de nouveaux conflits. Un incident, qui s'est produit au cours du voyage organisé par les réfugiés et leurs descendants originaires de Cappadoce, est assez révélateur de cette problématique : devant une église récemment rénovée et ouverte au public à Mustafapaşa, une vive discussion s'engage entre le gardien et les participants qui refusent de payer l'entrée, car il leur paraît « inconcevable et insultant d'avoir à payer pour entrer dans une église qui a été construite par leurs ancêtres ». Les habitants turcs locaux sont alors traités « d'usurpateurs » et accusés de « chercher à tirer profit de la situation créée par l'Echange ». Le gardien essaie alors de se défendre comme il peut,

³⁴⁵ Extrait de l'émission « *Seyr-u sefer* », traduit en français.

arguant que l'entretien et la restauration de l'église ont un coût, et que sa transformation en musée n'en fait plus un lieu de prière mais un lieu désormais culturel. Après une dernière tentative de négociation et un échange de paroles peu aimables, le gardien finira par ne pas revenir sur sa décision et la majorité des participants décide de boycotter la visite, en signe de protestation. On mesure à travers cet exemple la difficulté pour les réfugiés d'admettre l'aspect lucratif associé à la mise en valeur du patrimoine religieux qu'ils ont laissé derrière eux. Cette question de préservation de l'héritage de l'autre est donc une question centrale dans les villes de l'Echange, qu'elles soient situées en Grèce ou en Turquie. Le projet initié par la municipalité et la sous-préfecture de Güzelyurt n'a pas encore pu être réalisé à ce jour en raison du refus de la fondation des *Vakıf-s* en Turquie, mais est en voie de se réaliser.

En conclusion de l'étude des dynamiques de rapprochement des villes de l'Echange que nous pouvons esquisser à travers l'exemple de Güzelyurt et Nea Karvali, nous pouvons voir qu'à l'échelle locale, le sentiment d'appartenance à un lieu malgré l'exode et sa permanence dans le temps peut permettre de dépasser certains clivages et être réellement un moteur de rapprochement entre populations. Le partage d'un même héritage commun local – qui se traduit par le partage de même croyances, pratiques, mais aussi le partage d'une histoire commune – constituent des moteurs forts de rapprochement. On peut donc émettre l'hypothèse que l'identité locale – autant voire plus que l'appartenance religieuse (héritée du système du *Millet*) ou que l'appartenance nationale (dans le cadre de la construction des deux pays en Etat-nations), si l'on songe aux difficultés d'intégration rencontrées par les réfugiés musulmans à leur arrivée en Turquie – constituent une identité partagée poreuse de dynamiques intégratrices transnationales. Nous nous inscrivons dans le champ de recherches effectuées par Ayşe Özil³⁴⁶, qui montre le poids du local par rapport à d'autres marqueurs identitaires dans les relations intercommunautaires à l'époque ottomane. On peut voir que ce sentiment d'appartenance locale (qui peut s'apparenter aux *hemşeri* ou « associations de pays »³⁴⁷, la solidarité entre personnes venant d'une même localité en Turquie) se perpétue encore aujourd'hui et a une dimension transnationale, dans le cas gréco-turc. Cette appartenance locale se traduit également par une solidarité entre réfugiés, cette fois partageant le même type de condition. En Turquie, les associations de réfugiés sur base géographique ont pu être actives³⁴⁸, de la même manière que dans le cas grec. Gelveri, comme espace ayant réellement existé, comme espace hérité du passé, mais aussi comme nouvel espace de coopération entre municipalités concourt de cette dynamique locale qui peut

³⁴⁶ ÖZİL A., *Orthodox Christians in the late ottoman Empire: a study of communal relations in Anatolia*, SOAS/Routledge Studies, 2012.

³⁴⁷ PEROUSE J.F., « Phénomène migratoire, formation et différenciation des associations de *hemşeri* à Istanbul : chronologies et géographies croisées », in *European Journal of Turkish Studies*, 2, 2005, en ligne, URL : <http://ejts.revues.org/369>, mais aussi : Alexandre Toumarkine, « Le développement des associations de *hemşeri* en Turquie (1933-2003) à l'échelle nationale et départementale », in *European Journal of Turkish Studies*, 2, 2005, en ligne, URL : <http://ejts.revues.org/409>

³⁴⁸ TOUMARKINE A., « Kafkas ve Balkan göçmen dernekleri : sivil toplum ve milliyetçilik », in YERASIMOS S., SEUFER G., VORHOHH K., *Türkiye'de sivil toplum ve milliyetçilik*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2001, p 425-450.

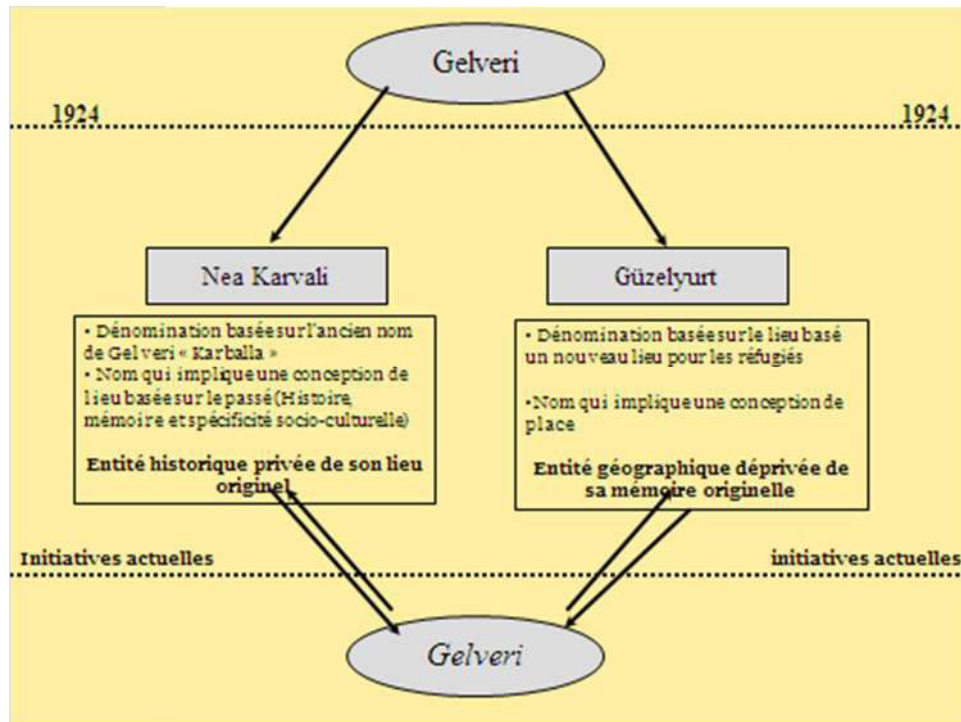
transcender les logiques nationales.

A partir de la fin des années 1980, chacun recherche la même chose : retrouver Gelveri. Le retour vers Gelveri ne se fait pas uniquement au titre d'une nostalgie d'un passé perdu (comme pouvaient l'être les premières initiatives de retours de réfugiés dans leur pays d'origine), mais cherche à utiliser le passé en vue de développer les deux villes nées de l'Echange qui ont affaibli par ce dernier, en faisant de leur histoire spécifique douloureuse un atout pour leur développement. De la même manière que l'Echange a créé une situation de déchirure originelle entre une population et sa communauté, et a créé à partir d'une – Gelveri – deux entités – Güzelyurt et Nea Karvali –, c'est par la réunion de ces deux villes autour de la quête de cette unité perdue que les deux villes peuvent espérer en retrouver des retombées positives. La logique de coopération mise en place par Kaplanis Iosifidis et le sous-préfet de Güzelyurt se différencie des voyages pèlerinages effectués par les réfugiés ou les familles mixtes à partir des années 1950. C'est une logique de coopération mutuelle de type rationnelle où chaque acteur dispose de quelque chose dont l'autre a besoin, les deux étant interdépendants dans cette dynamique. C'est parce que l'Echange a créé une situation particulière : celle d'un peuple sans ses racines et celle d'une ville dépourvue de sa mémoire, que les villes sont incitées à travailler ensemble pour développer leurs potentialités. La séparation créée par l'Echange va engendrer chez les différents acteurs un besoin de retrouver l'unité perdue du lieu originel, Gelveri, et va les inciter à coopérer. La coopération décentralisée entre les deux villes autour du festival et pour la création du musée de la civilisation cappadocienne montre bien cette convergence d'intérêts entre les différents acteurs, héritée de l'Echange :

« Ici, l'histoire s'est coupée en deux, à cause de l'échange de populations. C'est comme un pain qu'on aurait coupé en deux : il y a des choses là-bas, il y a des choses ici. Nous continuons ce qu'ont fait nos ancêtres. Les archives sont là-bas, les églises sont ici. Les archives là-bas, les maisons ici. L'histoire est à moitié ici et à moitié là-bas. Nous, on veut mettre les choses ensemble. Nous allons mettre ces choses ensemble. Ça fait 27 ans qu'on fait ça. Ce n'est pas une question de retour vers le passé, ce n'est pas ça. En tant qu'homme, qui travaille, qui a le cœur ouvert et qui regarde vers l'avenir, il faut marcher sur ce chemin, avec des gens de 80 ans et les jeunes enfants³⁴⁹ ».

La duplication d'archives et d'objets appartenant au patrimoine des réfugiés de Gelveri participe de cette tentative de retrouver cette unité perdue, tout en étant également une forme de continuation de la schizophrénie qu'a créé l'Echange au sein des communautés. On pourrait donc schématiser le type de coopération qui unit ces deux villes de l'Echange par le schéma suivant :

³⁴⁹ Propos tenus par Kaplanis pendant le festival, traduits en français. Extrait en turc : « Burada, mübadeleden dolayı tarih ikiye ayrılıyor. Bu, ikiye bölünmüş bir ekmek gibi: bazı şeyler orada, bazı şeyler burada. Atalarımızın yaptıklarına devam ediyoruz. Arşivler orada, kiliseler orada. Arşivler orada, evler burada. Tarihin yarısı burada, yarısı orada. Biz bunları bir araya getirmek istiyoruz. Bunları bir araya getireceğiz. 27 yıldır bu yapıyor. Bu bir geçmişe dönüş meselesi değil, hayır. Çalışan, açık yürekli ve geleceğe bakan insanlar olarak, yediden yetmiş bu yolda yürümek lazım ».



Le facteur politique :

**La volonté de promouvoir une politique socialiste
« internationaliste » : le cas des municipalités
socialistes de Dikili/Mytilène**



Dikili
17 088 habitants
Région de l'Égée
Sous-préfecture de Balıkesir



Mytilène
36 196 habitants
Nord de l'Égée
Nome de Lesbos

Nous avons choisi d'étudier les initiatives mises en place entre le couple de ville de Dikili (ville située sur la côte égéenne turque, dans la sous-préfecture de Balıkesir et la région de l'Égée) et Mytilène (capitale de l'île de Lesbos, située dans la région grecque de Nord-Egée) parce que les maires de ces deux villes ont mis en place des initiatives de rapprochement très dynamiques à partir de 1994. Les deux villes - qui organisent depuis de nombreuses années un festival d'amitié et de paix - ont également initié des actions de coopération portant sur la gestion publique municipale et sur l'organisation de camps de vacances pour enfants. Les deux maires ont reçu un prix pour leur engagement politique en faveur de la paix dans les années 1990, le « prix Abdi İpekçi ». Nous avons donc essayé de chercher quel pouvait être le facteur explicatif à un tel dynamisme des relations entre

ces deux villes. Il semble tout d'abord indéniable que le facteur de proximité géographique ait joué un rôle important dans leur dynamique de rapprochement. En effet, Mytilène n'est située qu'à 25 kilomètres de la côte turque. Mais si seul le critère de proximité géographique prévalait dans le rapprochement entre ces deux villes, pourquoi Mytilène n'a pas développé des relations aussi soutenues qu'elle a pu le faire avec la municipalité de Dikili avec d'autres municipalités turques qui bordent la côte égéenne et lui font face ?

Nous avons alors émis l'hypothèse que les populations des deux villes avaient pu être échangées, ce qui pourrait expliquer leur rapprochement, comme dans le cas de Güzelyurt et Nea Karvali. Or, après avoir effectué des recherches sur les mouvements de population entre les villes de la côte turque et l'île de Mytilène, il apparaît que l'Echange a eu lieu de manière institutionnalisée non pas entre les populations de Mytilène et de Dikili, mais entre celles de Mytilène et Ayvalık. Ayvalık est de plus la ville de la côte la plus proche de l'île. La population de Dikili, si elle a bien fait l'Echange, vient davantage des régions cultivatrices de tabac du nord de la Grèce et n'a pas de lien direct avec la population de Mytilène. Pourtant, contrairement à tout attente – dans la mesure où les deux villes cumulent le fait d'avoir une proximité géographique et que leurs populations ont été échangées - Mytilène a développé très peu de relations avec Ayvalık et beaucoup plus avec Dikili. Face à ce constat, le mystère du moteur de la coopération entre les deux villes restait entier, de la même manière que celui de l'absence de coopération entre Mytilène et Ayvalık.

Pour avoir des réponses à nos questionnements, nous avons effectué des recherches de terrain plus précises. Après avoir rencontré différents acteurs à Mytilène, à Ayvalık et à Dikili, nous faisons l'hypothèse que c'est le partage d'une même sensibilité politique des maires qui a été à la base du rapprochement entre les deux villes. Le maire de Mytilène, Stratis Pallis, de sensibilité politique d'extrême gauche, a été élu dans les années 1990 sous la bannière du KKE (Κομμουνιστικό Κόμμα Ελλάδας, le Parti Communiste Grec) à la mairie de Mytilène. Le maire de Dikili, Osman Özgüven, était alors affilié au SHP (*Sol Hareket Partisi*, Parti du Mouvement de Gauche). Osman Özgüven est également connu en Turquie pour avoir essayé d'implanter des politiques de gestion municipale novatrices dans sa municipalité, notamment autour de la gratuité de l'eau, du pain et des transports en commun pour les habitants de sa circonscription. Les deux hommes, à la personnalité charismatique, sont rapidement devenus très amis et ont mis en place toute une série d'initiatives pérennes en revendiquant leur opposition commune aux politiques menées par leurs gouvernements respectifs. A l'inverse, la municipalité d'Ayvalık, est davantage connue pour être une ville de tendance plus nationaliste que Dikili et a priori moins encline à un rapprochement avec la Grèce. Il semble donc que ce soit ce « municipalisme militant » des maires de Dikili et Mytilène qui ait été à l'origine du développement des relations entre les deux villes et qui a par la suite été étendu à d'autres villes de la côte égéenne turque. La coopération entre ces deux villes est un exemple de diplomatie entre villes basée sur une logique clairement politique partisane. Cette étude nous permettra d'analyser la logique

politique comme un facteur explicatif important de la dynamique de rapprochement gréco-turque de la fin des années 1980. En effet, si on regarde quelles étaient les sensibilités politiques des maires turcs pour la période 1989-1999, on constate que, dans le sillage du couple Dikili/Mytilène, ce sont majoritairement des municipalités de sensibilité politique de gauche qui ont initié un rapprochement avec une ville grecque.



Les maires qui ont mis en place ces initiatives étaient majoritairement (34%) de tendance politique SHP (*Sol Harkete Partisi* – Parti de Mouvement de Gauche) et DSP (*Demokratik Sol Partisi* - Parti Démocratique de la Gauche³⁵⁰) à 22%, qui sont des partis libéraux démocrates de gauche. Ils sont suivis ensuite par l'ANAP (*Anavatan Partisi*/le Parti de la Mère Patrie) – avec 22% –, puis du parti nationaliste MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi*/ Parti du Mouvement National) qui occupe une faible part (11%), tout comme le CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi*/ le Parti Républicain du Peuple), avec 11%.

1. L'île de Mytilène et les villes de la côte égéenne à l'époque ottomane

1.1. Mytilène, Dikmeli et Ayvali : des villes-ports tournées vers le commerce

L'île de Lesbos et la ville de Mytilène à l'époque ottomane

³⁵⁰ Le 18 avril 1999, le DSP était premier parti de la Turquie avec 136 députés sur les 550 que compte le Parlement. Le président du parti était Bülent Ecevit de 1987 à 2004. La première présidente était Rahşan Ecevit, l'épouse de Bülent Ecevit, ce dernier ayant été interdit d'activités politiques après le coup d'État de 1980.



Ancienne carte de l'île de Lesbos et de Mytilène
(Source: Méditerranée-Antique info³⁵¹)

Lesbos (en grec ancien Λέσδος / Lésbos, en grec moderne Λέσβος / Lésvos) est une île grecque de la périphérie d'Égée-Septentrionale. L'île a une superficie de 1632 km², avec 320 kilomètres de littoral, ce qui en fait la troisième plus grande île grecque. Elle est située dans le nord-est de la mer Égée. Elle compte deux vastes baies intérieures, le golfe d'Iera au sud-est et le golfe de Kalloni au sud-ouest. L'île, selon certaines légendes, aurait été colonisée par Oreste, le fils d'Agamemnon, qui y établit une des plus puissantes colonies de l'Éolide³⁵². D'après la légende, Macarée, un des fils d'Hélios, le dieu du soleil fut le premier roi ionien de cette île¹⁰. L'île a été référencée dans les ouvrages de Pline l'Ancien et de Strabon sous plusieurs noms dans l'Antiquité : tout d'abord sous le nom de Pelasgia - parce que ses premiers occupants seraient les Pélasges³⁵³ -, ensuite celui de Macaria (un dérivé de Macarée, le fil d'Hélios) ou d'Issa (du prénom du fils de Macarée, Issos) pour enfin prendre le nom de Lesbos (qui est le petit-fils d'Eole et le gendre de Macarée). L'île est également réputée pour avoir comme nom dérivé celui de « lesbienne », en raison du fait que la poète Sappho est née et a vécu sur l'île³⁵⁴.

³⁵¹ Source : Méditerranée-Antique info, URL : http://www.mediterranee-antique.info/Auteurs/Fichiers/DEF/Duruy/Grecs/HG_14.htm

³⁵² L'Éolide (ou Éolie) (en grec ancien Ἰολίς / Iolis) est le nom donné dans l'Antiquité à la côte nord-ouest de l'Asie mineure, entre la Troade et le fleuve Hermos sur le golfe de Smyrne. C'est ici que vers le XI^e siècle av. J.-C. s'établissent les Éoliens venus de Thessalie. Cette région et la Troade faisaient partie de la Mysie, in MOURRE M., *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Bordas, Paris, 1978.

³⁵³ Pélasges est le nom donné par les Grecs anciens aux premiers habitants de la Grèce, avant les grandes invasions achéennes, éoliennes et ioniennes. L'étymologie de ce nom reste incertaine.

³⁵⁴ Ses poèmes, au contenu émotionnel orienté vers les autres femmes, ont souvent été interprétés comme exprimant l'amour homosexuel. Pour cette raison, Lesbos et en particulier la ville d'Eresós, le lieu de naissance supposé de Sappho, sont fréquemment visitées par les touristes lesbiennes.

Au début de son histoire, l'île est partagée en plusieurs cités rivales. On compte sur l'île neuf villes de tailles relativement importantes. Mais les deux villes les plus puissantes étaient celle de Mytilène et Méthymne. C'est Mytilène qui finit par l'emporter sur Méthymne et placer les autres villes sur son autorité. L'histoire de l'île se confond alors avec celle de sa capitale Mytilène, qui était l'un des centres majeurs de la population éolienne. Lesbos absorba d'ailleurs par la suite le petit royaume de Lemnos³⁵⁵. Comme beaucoup de cités-états grecques, Lesbos est dirigée par des tyrans : Mélandros puis Myrsilos . Ils se succédèrent de coup d'État en coup d'État. L'île, plus particulièrement les villes de Méthymne et Mytilène ont été membres de la Ligue de Délos, entre -477 et -404 av. J.-C. Selon Thucydide, Lesbos (sauf Méthymne) abandonna le camp des Athéniens pendant la guerre du Péloponnèse, ce qui lui valut, en -428, d'être châtiée.

L'île est ensuite passée sous domination romaine en 79 av. J.-C. Durant le Moyen Âge, elle fit partie de l'Empire byzantin et tomba aux mains des Ottomans en 1462. Les Ottomans pratiquent une politique de déplacement et transferts de population à Lesbos, ce qui contribua à la modification démographique de l'île. Comme le note Emile Kolodny et Régis Darques, dans leur article « Turcs, Grecs et réfugiés dans l'île de Lesbos au XXe siècle³⁵⁶ », sous occupation ottomane :

« Les classes possédantes sont exilées et leurs biens attribués aux Janissaires. Un siècle plus tard, on recrute parmi la population grecque pour repeupler Samos (1573). La proximité immédiate de l'Anatolie, assortie d'un dépeuplement hellénique - concerté ou non - facilitent la pénétration d'éléments turcs, civils et militaires, et leur diffusion dans l'ensemble de Lesbos. Cette île constitue le seul exemple égéen d'une colonisation généralisée à la ville et la campagne, alors qu'ailleurs (Chios, Lemnos, Rhodes et Kos, en Eubée) l'implantation turque dans les zones rurales est réduite aux environs des villes fortifiées³⁵⁷ ».

Une part importante de la population chrétienne de l'île est alors contrainte de partir et les musulmans commencent à peupler les villes et les villages de l'île, se mêlant à la population locale. Notons tout de même que les conversions massives à l'islam - avérées dans les cités et villages crétois (notamment en Messara) et à Chypre - n'ont pas eu la même ampleur à Lesbos. La population chrétienne, même si elle est amenuisée, reste néanmoins majoritaire. En 1889, on compte une population totale sur l'île de 101 683 âmes. Les orthodoxes sont majoritaires : ils représentent 86% de la population (87 901) contre 14% pour les musulmans (13 682)³⁵⁸. En 1887, un voyageur européen, L. de Launey, constate qu'il y a une disparité économique grandissante entre les musulmans et les orthodoxes de l'île :

³⁵⁵ Lemnos ou Límnos (en grec ancien Λήμνος, en grec moderne Λήμνος) est une île grecque du nord-est de la mer Égée, située entre la péninsule du mont Athos à l'ouest, les îles de Thasos et Samothrace au nord, la Turquie (et l'île turque de Gökçeada/Ténédos) à l'est, Lesbos au sud-est, Agios Efstrátios et les Sporades au sud-ouest. Elle forme un dème (municipalité) et un district régional de la périphérie d'Égée-Septentrionale. Avant la réforme Kallikratis (2010), elle était rattachée au nome de Lesbos.

³⁵⁶ KOLODNY E. et DARQUES R., « Turcs, Grecs et réfugiés dans l'île de Lesbos au XXe siècle », in *Méditerranée*, Tome 103, 3-4-2004, p 65-74, p 63

³⁵⁷ KOLODNY E. et DARQUES R., « Turcs, Grecs et réfugiés dans l'île de Lesbos au XXe siècle », *ibid.*, p 66.

³⁵⁸ KOLODNY E. et DARQUES R., « Turcs, Grecs et réfugiés dans l'île de Lesbos au XXe siècle », *ibid.*, p 66.

« Désormais, les Turcs travaillent pour enrichir leurs esclaves grecs, plus intelligents, plus habiles, auxquels, sous un apparent despotisme tempéré par le bakchich, ils laissent, en réalité, toute liberté !³⁵⁹ »

En effet, vers 1840, le commerce et la production d'huile d'olive sont graduellement passés aux mains de négociants grecs-orthodoxes.



Gravures représentant la cueillette d'olives à Mytilène
(Source: Méditerranée-Antique info³⁶⁰)

Le commerce est florissant et engendre la constitution d'une classe bourgeoise chrétienne sur l'île. Cela renforce le pouvoir et le dynamisme des villes, surtout de celle de Mytilène, qui est une ville portuaire. La production d'huile d'olive fait alors la prospérité de l'île, surtout à la fin du XIXe siècle. Le développement de l'île est clairement basé sur sa position géographique. À titre indicatif, à cette époque, Lesbos exportait 10 000 tonnes d'huile d'olive par an, 3 800 tonnes de savon et 200 tonnes de figes³⁶¹.

³⁵⁹ DE LAUNEY L., *Chez les Grecs de Turquie. Autour de la mer Egée*, Paris, 1897, p. 81.

³⁶⁰ Source: Méditerranée-Antique info, URL : http://www.mediterranee-antique.info/Auteurs/Fichiers/DEF/Duruy/Grecs/HG_14.htm

³⁶¹ KOLODNY E. et DARQUES R., « Turcs, Grecs et réfugiés dans l'île de Lesbos au XXe siècle », *ibid.*, p 67.

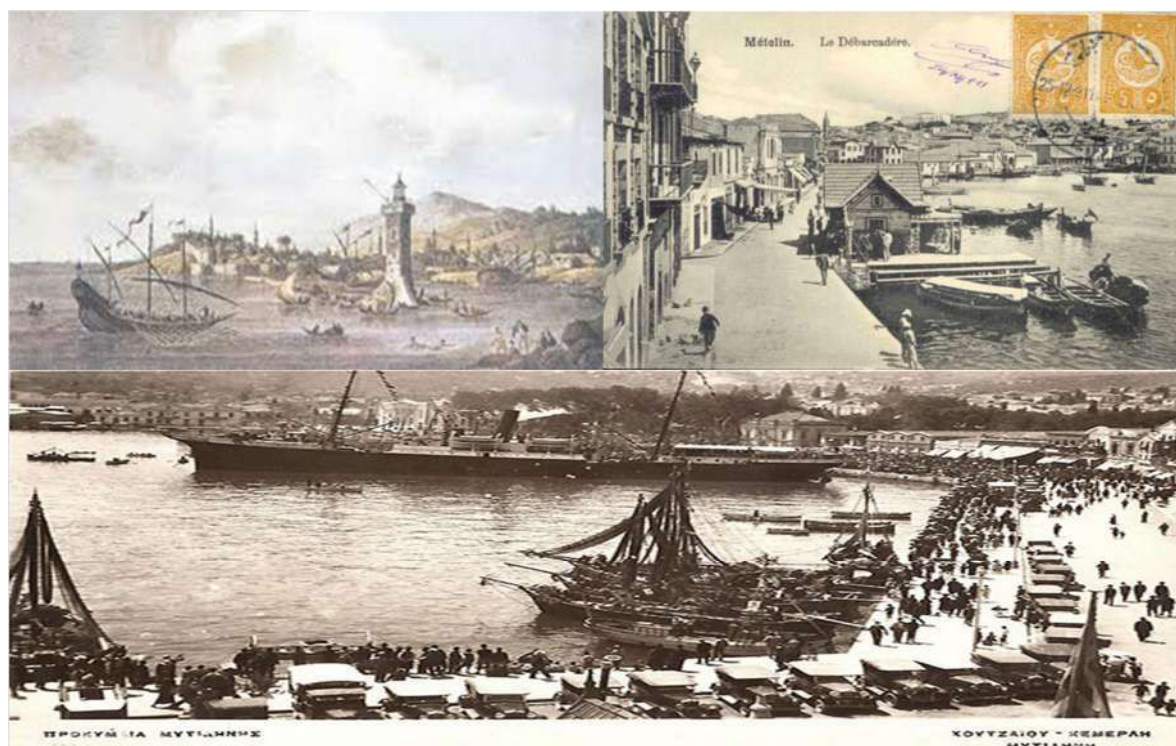


Image du port de Mytilène à l'époque ottomane
(Source : Association des réfugiés de Lausanne, collections privées mises en ligne³⁶²)

La population musulmane de l'île est une population majoritairement rurale et les chrétiens vont progressivement ré-acheter les terres des musulmans. La ville de Mytilène est une ville mixte, où coexistent chrétiens et musulmans, comme le rappelle Irfan Ustunsoy, fils de réfugiés originaires de Mytilène vivant aujourd'hui à Ayvalık :

« Mon père est originaire de Mytilène, il était éleveur à Mytilène, il faisait du lait. Ils sont partis et venus s'installer à Ayvalık au moment de l'Echange. Ils ont même pu ramener leurs bêtes ici, ça s'est très bien passé. Ils parlaient grec et turc. Il y avait de très bonnes relations entre musulmans et chrétiens à Mytilène. Ils habitaient le quartier où il y a la mosquée. Dans les villages, les communautés étaient séparées, mais dans les villes, à Mytilène et Mondamos, ils vivaient ensemble³⁶³ ».

Mais, comme l'explique également Mehmet Uzun, âgé de 93 ans, qui a vécu à Mytilène et fait l'échange de population à l'âge de 6 ans, il y avait également des villages exclusivement musulmans :

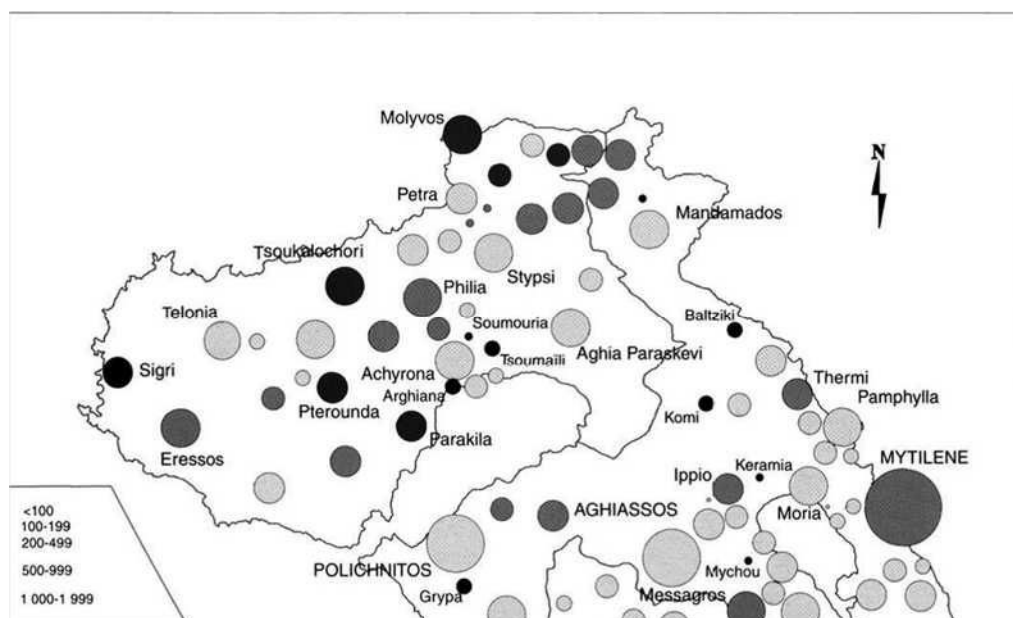
« Nous venons de Balçikköy – du village de Baltziki – où il n'y avait que des Turcs. Certains villages étaient grec-orthodoxes comme Mondamos, Mistine ou Petra. Il y avait plus de 70 villages autrefois. Je me souviens de quelques noms de villages turcs comme Termi, Balçik, Komi, Yela, Kapi, Güle, Kilio, Islemetopu, Istinea,

³⁶² Source : Association des réfugiés de Lausanne, collections privées mises en ligne, URL : <http://www.lozanmubadilleri.com/ozel-koleksiyonlar-foto-galeri-kategori,4.html>

³⁶³ Extrait de l'entretien original en turc : « Babam Midillili. Orada çiftçilik ve süt yapıyordu. Mübadele zamanında adadan gidip Ayvalığa geldi ve yerleşti. Hatta buraya kendi hayvanlarını getirmeyi başardı, her şey iyi geçti. Türkçe ve Yunanca konuşuyorlardı. Midilli Müslümanlar ve Hıristiyanlar arasında çok iyi bir ilişki vardı. Cami olduğu mahallede yaşıyorlardı. Köylerde, cemiyetler ayrı oturuyordu, ancak şehirlerde, Midilli ya da Mondamos'ta birlikte yaşıyordu ». Extrait de l'entretien avec Irfan Üstünsoy, propriétaire de la pension Selin Pension. Le 2 août 2010. Durée de l'entretien : 1h30. Langue : turc. Enregistrement et prise de note.

Molivo. C'est difficile parce qu'aujourd'hui, tous les noms ont changé. Un jour, j'ai essayé de regarder une carte de la Grèce, mais les noms avaient changé³⁶⁴ ».

Nous pouvons retracer l'emplacement et la taille des différentes communautés grâce aux relevés effectués par I. S. Taxis en 1909³⁶⁵. Ce relevé, modulé en fonction du dénombrement de 1911, permet d'esquisser la carte du peuplement par communautés à la veille des migrations forcées :



Lesbos au début du XXème siècle, population par localité³⁶⁶

On constate que les musulmans vivent davantage dans les villages que dans les villes, à la différence des chrétiens de l'île³⁶⁷. Ils rassemblent parfois la moitié de la population, comme à Molyvos et à Tsoukalochori (Skalochori). Dans les autres localités de plus de deux mille habitants, leur proportion est inférieure à 30%. Mytilène-ville, dont la population est estimée à 16 000 âmes, compte environ 17% de musulmans.

³⁶⁴ Extrait de l'entretien original en turc : « Bizimkiler Balçikköy'den geldi, Baltziki derler. Orada sadece Türk vardı. Bazı köylerde, Mondamados, Petra veya Mistine gibi, bir tek Rum vardı. Eskiden 70'den fazla köy vardı. Termis, Balçık, Komi, Yela, Kapı, Güle, Kilio, Islemetopu, Istinea, Molivo gibi Türk köyü bazı isimleri hatırlıyorum. Bugün zor, çünkü tüm isimleri değişti. Bir gün Yunanistan'ın bir haritaya baktım, ama isimleri hep farklıydı ». Extrait de l'entretien avec Mehmet Uzun, centenaire d'Ayvalık ayant fait l'échange, le 5 août 2010. Durée de l'entretien : 1h00. Langue : turc. Enregistrement et prise de note.

³⁶⁵ Taxis I. S, *Histoire abrégée et topographie de Lesbos*, 2e éd., Le Caire, 1994, p 142.

³⁶⁶ KOLODNY E. et DARQUES R., « Turcs, Grecs et réfugiés dans l'île de Lesbos au XXe siècle », op. cit., p 65-74, p 67.

³⁶⁷ Les musulmans ne représentent en effet que le dixième de la population de Mytilène et un peu plus du cinquième de la population de Molyvos (Mithymna). Mis à part la Véparchie de Potamos (Plomari) – exclusivement chrétienne – et certains villages exclusivement musulmans – Molyvos, Soumouria et Tsoumail-Aghia Paraskevi - les foyers de peuplement sur l'île sont toujours mixtes. Les musulmans se concentrent à Mytilène-ville, sur la rive ouest du golfe de Yéra – de Skopelos à Ippio - autour de Molyvos, et surtout dans la presque-île occidentale : Sign, Philia, Parakila, etc. Les hameaux musulmans forment un habitat satellite des bourgades grecques : Grypa près de Polichnitos, Arghiana, Tsoumaili et Soumouria autour d'Achyrona (Kalloni). Dans les agglomérations mixtes, les Turcs sont rarement majoritaires (Pterounda).

Les villes de la côte anatolienne à l'époque ottomane : Dikmeli (Dikili) et Ayvalı (Ayvalık)



Carte de Lesbos et de la côte Egéenne turque en ottoman tirée de *Kitab-ı Bahriye* (Livre de Navigation) de Piri Reis³⁶⁸

- **Ayvalık**

Ayvalık – connue sous le nom grec antique de *Κυδωνία*, Kidoni, en grec moderne d'Αἰβαλί, Ayvali mais aussi sous le nom de *Κυδωνίεζ*, Kidoniyes) – est une ville qui est située dans la sous-préfecture de Balıkesir, dans la région d'Égée (autrefois dans la région de Marmara), sur la côte égéenne turque, à proximité de Bergama et en face de l'île de Lesbos. Les petites îles qui entourent la ville d'Ayvalık portent le nom de Cunda, Kaşık, Poyraz, Kamış, Büyükkuruada et Güvercinada. A l'époque antique, Ayvalık s'est trouvée située dans la région d'Eolie³⁶⁹. On a retrouvé les ruines de trois importantes cités antiques autour d'Ayvalık : Assos et Troie au nord et Pergame à l'est. Ces cités sont connues dans l'Antiquité - particulièrement celle de Pergame et de Troie – et constituent des sites antiques de grande envergure. On retrouve beaucoup de lieux et de personnages qui ont joué un rôle important dans la mythologie grecque : la guerre de Troie³⁷⁰, le personnage mythique de Paris³⁷¹ fils de Priam³⁷² qui a vécu dans la région, tout comme Aeneas le fils de la déesse Aphrodite³⁷³. On retrouve

³⁶⁸ Piri Ibn Haji Mehmed dit Piri Reis était un grand amiral ("Reis" en turc) de la flotte ottomane au xvie siècle, né à Karaman, lettré, il se passionnait pour les cartes et les collectionnait.

³⁶⁹ L'Éolide, dans l'Antiquité, correspondait à la côte nord-ouest de l'Asie Mineure, entre la Troade et le fleuve Hermos sur le golfe de Smyrne. C'est ici que vers le XIe siècle av. J.-C. se sont établis les Éoliens venus de Thessalie.

³⁷⁰ La guerre de Troie est un conflit légendaire provoqué par l'enlèvement d'Hélène, reine de Sparte, par le prince troyen Pâris. En rétorsion, Ménélas, l'époux bafoué par l'enlèvement, lève avec son frère Agamemnon une expédition qui assiège Troie et remporte finalement la victoire.

³⁷¹ Dans la mythologie grecque, Pâris est le fils du roi Priam et d'Hécube. Alors que cette dernière est enceinte, un présage annonce que le futur prince causera la destruction de Troie. Effrayé, Priam ordonne que l'enfant soit mis à mort : Pâris est exposé sur le mont Ida, où il est recueilli par des bergers.

³⁷² Priam est le roi mythique de Troie au moment de la guerre de Troie.

³⁷³ Aphrodite est la déesse grecque de l'Amour. Elle a pour équivalent Vénus dans la mythologie romaine.

des références au site dans l’Iliade d’Homère ainsi que dans le poème l’Enéide de Virgile. Le mont Ida, qui a joué un rôle très important dans la mythologie grecque est à proximité d’Ayvalık. La plus grande île – celle qui porte aujourd’hui le nom de Cunda (ou qui est également appelée en turc Alibey et Moschonisia par les grecs, qui veut dire « l’île parfumée ») portait le nom de Nesos à l’époque antique et on y vénérât le culte du dieu Hekatos³⁷⁴. La région était également réputée pour ses pirates, qui sillonnaient les côtes et la mer égéenne. Il ne resta de ces quatre cités antiques que Kydonia et Nesos (respectivement Ayvalık et Cunda). La raison pour laquelle la ville portait le nom de Kydonia pourrait venir du fait que les premiers habitants de Kydonia seraient venus du village de Kydona situé à Lesbos ou alors de celui de Kydonies en Crète³⁷⁵.

La ville a connu plusieurs invasions : celle des Lydiens, d’Alexandre le Grand et des Perses et elle a été conquise par les Ottomans au XIII^e siècle après J-C. La ville de Kydonia (Ayvalık) a été très prospère sous la période romaine, mais aussi pendant la période ottomane. Durant la période ottomane, Kydonia a eu la particularité d’être peuplée presque uniquement par des populations grecques-orthodoxes³⁷⁶. Dans les archives ottomanes, la première fois que la ville a été recensée sous le nom d’Ayvalık date de 1772. Les statistiques faites par Vital Guinet en 1891 mettent en évidence que la population totale de la ville était alors de 21 566 personnes : 21 486 grecs-orthodoxes et 180 musulmans. En 1914, la population de la ville a atteint 30 000 personnes. Ayvalık était une ville très prospère où l’on retrouvait des fabriques d’huile d’olive, de soie, de vin, de savon, de sucre, café, tissu de coton et de porc³⁷⁷.



Photo de Cunda (à gauche) et d’Ayvalık à l’époque ottomane

(Source : *Ayvalık Berk hôtel*, cartes postales d’archives³⁷⁸)

La ville dispose même d’un statut particulier au sein de l’Empire ottoman. De la même manière que le quartier de « Tatavla » à Istanbul, Ayvalık a un statut de ville indépendante et dispose même de consulats. Une anecdote explique ce statut particulier : après la défaite de la bataille navale de Çeşme,

³⁷⁴ Dans la mythologie grecque, Hécate est la déesse de la Lune, fille du Titan Persès et de la Titanide Astéria, la nuit étoilée, et est originaire de Thrace.

³⁷⁵ YORULMAZ A., *Ayvalık’ı Gezerken*, Geylan Kitabevi, Ayvalık, 1991.

³⁷⁶ SEZEN T., « Osmanlı yer adları », in *T.C. Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü*, 2006, p 53.

³⁷⁷ YORULMAZ A., *Ayvalık’ı Gezerken*, op. it.

³⁷⁸ Source : *Ayvalık Berk hôtel*, cartes postales d’archives, URL : http://www.ayvalikberkotel.com/?islem=paket/sayfaP/sayfa_detay.php&sayfa_id=14

l'amiral ottoman (devenu ensuite Grand Vizir) Hasan Pasha et ses hommes avaient survécu au désastre, et, de leur retour vers la capitale, ont été secourus et hébergés par un prêtre à Ayvalık qui ne savait pas qui ils étaient. Hasan Pasha n'a pas oublié la gentillesse du Saint homme et lorsqu'il devint Grand Vizir, il accorda une autonomie virtuelle aux orthodoxes d'Ayvalık. Il y avait donc à Ayvalık un consulat français, britannique, irlandais, un consulat de l'Empire austro-hongrois et d'Italie. La ville comptait un port prospère qui exportait des marchandises vers la Grèce et vers l'Europe. On retrouvait également les agences des grandes banques internationales : la Banque Ottomane, la Banque d'Athènes ou encore la Banque du Crédit de Vienne. La ville comptait également une université très réputée dans le monde hellénophone, deux hôtels, deux pharmacies et un hôpital³⁷⁹, ainsi que de nombreuses églises et quelques mosquées³⁸⁰.

- **Dikili**

Dikili est une ville située dans la région d'Egée, à proximité des villes de Bergama et d'Ayvalık dans la sous-préfecture de Balıkesir. La ville a été fondée dans le golf de Çandarlı, qui s'appelait autrefois le golf d'Elaitikon. Ce foyer de peuplement était alors recensé sous différents noms : Aterneus, Artanefs, Atarna, Agikale, Dikeli et Dikmeli. Les villages avoisinants portaient les noms de Tianai, Malena, Atarna (Agikale) et Kanai (Bademli). La ville actuelle de Dikili a été fondée par un propriétaire foncier grec orthodoxe du nom d'Aleko Pandazoglu³⁸¹. Pandazoglu, originaire de l'île de Chios, décida en 1850 d'acheter des terrains dans la région de Dikmeli pour y développer des activités agricoles. Ses terrains s'étendaient de Bademli jusqu'au centre-ville actuel de la ville de Dikili. Pandazoglu avait amené avec lui des membres de sa famille ainsi que des travailleurs agricoles pour labourer la terre. Progressivement, il a développé la ville en construisant un port et des dépôts pour exporter les olives et amandes qu'il cultivait. Il a également construit des habitations pour les ouvriers agricoles. Les bâtiments situés à côté de l'école primaire d'Ali Çetinkaya qui existent encore aujourd'hui à Dikili en sont les vestiges.

En 1880, un ingénieur des Ponts et Chaussées allemand, Carl Humann, construisit une route de 28 kilomètres reliant la localité à la ville de Bergama. En 1880, le petit foyer de peuplement de Dikmeli ne cessa de se développer et se transforma progressivement en foyer de peuplement, de production agricole, de commercialisation et d'acheminement de denrées à l'exportation. Il devient une ville reconnue par l'Empire ottoman qui commença à y percevoir des impôts. Une population musulmane vint s'ajouter à la population grecque-orthodoxe de la ville, majoritaire. Les musulmans,

³⁷⁹ YORULMAZ A., *Ayvalık'ı Gezerken*.

³⁸⁰ Les églises d' Ayvalık comprennent l'église Aya Paraskevi, l'église de Saint Jean (*Agios Yannis Kilisesi*) située dans la quartier d'Ismail Pasha et qui a été transformée aujourd'hui en mosquée (*Saatli Camii*), la *Taksiyarhis Kilisesi* qui a été construite en 1873 et l'église *Ayazma* dans la quartier de Kemal Pasha. On compte également la présence d'une mosquée datant de la fin du XIXème siècle, la mosquée *Hamidiye* dans le quartier de Sakarya.

³⁸¹ Informations recueillies dans le cadre de l'exposition faite par le Lozan Mübadilleri Vakfi, mise en ligne sur le site de la Fondation, URL : <http://www.lozannubadilleri.org.tr/etkinlikler/74-2005-dikili-festivali-ve-sergisi>

pour la plupart originaires du village d'Ismaïller, mais aussi composés de réfugiés de la guerre de Crimée (1877) s'installèrent dans le quartier supérieur de la ville, le quartier de Bahriyun. En 1910, Dikmeli est donc un lieu où coexistent populations musulmanes et grecques-orthodoxes de manière pacifique. La ville compte à cette date deux églises, cinq chapelles et une mosquée. Beaucoup de musulmans travaillent aux champs ou dans les dépôts du port. Une école grecque et une école musulmane ont été créées. 327 élèves étudient dans l'école grecque-orthodoxe et 88 élèves musulmans dans l'école musulmane. Autre particularité intéressante de la ville, si on regarde la composition du conseil municipal de l'époque, on constate qu'il est composé à la fois par des représentants musulmans mais aussi par des représentants chrétiens. La municipalité de Dikmeli est donc cogérée par des musulmans et des chrétiens :

Maire : Mr Kosti (Kosti Efendi)

Employé municipal : Mr Adil (Adil Efendi)

Autres membres : Mr Ibrahim (Ibrahim Efendi), Mr Yorgi (Yorgi Efendi), Mr Sari (Sari Efendi), Mr Koklu (Koklu Efendi)

Dikili comme Ayvalık et d'autres villes de la côte anatoliennes entretiennent d'étroites relations commerciales avec l'île de Mytilène. On retrouvait déjà des liens et une complémentarité, similaire à l'organisation qu'on trouvait entre Kaş et Castellorizo à l'époque ottomane. En effet, avant les guerres balkaniques, Mytilène dominait la côte voisine. Elle possédait terres et olivettes d'Edremit à Dikili, et complétait ses revenus oléicoles par des productions céréalières et fruitières de la terre ferme. À l'encontre de Chios, orientée déjà vers la navigation, Mytilène était le point de jonction de deux espaces complémentaires, une place commerciale mais aussi le lieu de transit de la main-d'œuvre saisonnière³⁸².

1.2. Les mouvements de population entre Mytilène et les villes de la côte turque au moment de la guerre gréco-turque

Le cas de Mytilène

³⁸² CAMBOURIS Z.P., *Les dernières années du régime turc à Lesbos*, Lesviaka, T.4, Mytilène, 1962, p 102-188.



Mytilène avant la guerre gréco-turque de 1919-1922

(Source : Association des réfugiés de Lausanne (*Lozan Mübadilleri Vakfi*), collection privée de cartes postales des villes de l'Echange³⁸³)

L'île de Lesbos est libérée de l'occupation ottomane le 8 novembre 1912 lors de la Première Guerre balkanique lorsque l'amiral P. Koundouriotis y débarque avec un escadron de la flotte hellénique mené par le navire Averof. A partir de 1913, le nombre de musulmans sur l'île ne va pas cesser de décroître : lors du recensement du 19 décembre 1920 effectué commune par commune, l'île compte 113 368 habitants et la présence de seulement 7 162 musulmans – soit la moitié du nombre cité précédemment (18 177) - dans l'île³⁸⁴. Parmi les îles majeures de l'Archipel grec, Lesbos est, avec la Crète, l'île qui a connu les mutations démographiques les plus importantes. Ces déplacements vont se multiplier dans la région de l'Égée pendant la guerre gréco-turque. L'armée grecque prend possession d'Izmir le 15 mai 1919 et commence à occuper rapidement son arrière-pays. L'armée envahit Dikili le 13 juin 1919. Le port de Dikili est utilisé et occupé par l'armée grecque et certains musulmans de la ville commencent à fuir³⁸⁵. L'armée grecque s'empare de la ville d'Ayvalık le 29 mai 1919. La population grecque-orthodoxe d'Ayvalık a soutenu l'armée grecque et a permis son extension à l'intérieur des terres, notamment la prise des villes de Bergama et d'Assos³⁸⁶. L'occupation d'une partie de l'Asie Mineure par l'armée grecque depuis Izmir s'est traduite par de nombreuses exactions commises envers les populations musulmanes des villes et villages de la côte égéenne. L'historien britannique Arnold J. Toynbee (alors diplomate) raconte en effet que des

³⁸³ Source : Association des réfugiés de Lausanne, collection privée de cartes postales des villes de l'Echange, URL : <http://www.lozanmubadilleri.com/ozel-koleksiyonlar-foto-galeri-kategori,4.html>

³⁸⁴ KOLODNY E. et DARQUES R., « Turcs, Grecs et réfugiés dans l'île de Lesbos au XXe siècle », op. cit., p 70.

³⁸⁵ Informations recueillies dans le cadre de l'exposition faite par le Lozan Mübadilleri Vakfi, mise en ligne sur le site de la Fondation, URL : <http://www.lozanmubadilleri.org.tr/etkinlikler/74-2005-dikili-festivali-ve-sergisi>

³⁸⁶ HIFZI E., *Ayvalık Tarihi*, Ankara, 1948, p 67.

massacres ont été commis par des Grecs (en uniformes mais aussi civils) dès le début de l'occupation de Smyrne, le 15 mai 1919³⁸⁷.

Mais après la défaite de l'armée grecque, c'est une vague de réfugiés orthodoxes qui va affluer depuis les villes de la côte anatolienne pour aller vers l'île de Mytilène ou vers Smyrne afin de fuir les représailles de l'armée turque dirigée par Mustafa Kemal. De nombreux journaux occidentaux rapportent que des abus similaires à ceux que l'armée grecque a commis sont perpétrés par les forces turques contre les populations grecques-orthodoxes locales³⁸⁸. L'armée grecque est contrainte de quitter la ville d'Izmir le 9 septembre 1922 et quitte la ville de Dikili le 14 septembre 1922. Le 15 septembre 1922, la ville d'Ayvalık est libérée. L'armée turque mène une politique de répression envers les populations orthodoxes qui ont aidé l'armée grecque et déporte les hommes en âge de porter les armes vers l'intérieur de l'Anatolie pour les faire prisonniers. Les membres du clergé et le prêtre d'Ayvalık, Gregory Orologas, en font partie. De nombreux chrétiens de Bergama fuient se réfugier à Mytilène. Obligés de partir à la hâte, en laissant leurs richesses, propriétés et effets personnels derrière eux, ils trouvent refuge sur l'île dans des conditions très précaires :

« Des gens originaires des villages de Bergama, Soma et Küpeli descendent au port de Dikili. Le maire de la ville est placé en garde à vue. Une partie de la population rum (grecque-orthodoxe) a dû partir et le reste des populations vont être contraintes de partir dans le cadre de l'Echange³⁸⁹ ».

Comme l'explique l'ancien maire de Bergama, Sefa Taşkın³⁹⁰ :

« A Bergama, il y avait la moitié de la population qui était chrétienne et la moitié qui était musulmane, il y avait des Grecs mais aussi des Juifs et des Arméniens. C'était une ville très prospère. La population chrétienne est partie au moment de la guerre et beaucoup sont allés à Mytilène. Certains sont revenus même, après l'Echange, pour essayer de récupérer leurs biens³⁹¹ ».

C'est la convention sur les échanges de populations de 1923 qui va ensuite venir parachever les mouvements de populations qui ont eu lieu dans la région. La sous-préfecture de Balıkesir, dans laquelle sont situées les deux villes d'Ayvalık et de Dikili, ont vu arriver au total avec l'Echange 37 174 réfugiés³⁹². Après la convention d'Echange, en 1923, la ville de Dikili voit arriver des réfugiés musulmans originaires de la région de Macédoine grecque, principalement des villes de Selanik,

³⁸⁷ TOYNBEE A., *The western question in Greece and Turkey: a study in the contact of civilisations*, Houghton Mifflin, Boston, p 284. La Commission inter-Alliés établit également que la destruction de villages et l'éradication de la population musulmane avait pu avoir pour objectif de mettre en place dans la région une situation politique favorable au gouvernement grec.

³⁸⁷ TOYNBEE A., *ibid.*, p 318. Les populations grecques-orthodoxes locales, notamment les groupes qui sont organisés en milices (*çete-s*) dans certains cas, ont aidé l'armée régulière grecque pour perpétuer ces actes de violence envers les populations musulmanes.

³⁸⁸ Notamment les populations grecque-orthodoxes du Pont.

³⁸⁹ MUTI I., « Osmanlı'dan cumhuriyet'e Dikili'de gelişim ve değişim nüfus ve idari örgütlenme », in *Geçmisten, günümüze Dikili*, Mysia Atarneus, Dikili, 2012, p 145-148.

³⁹⁰ TASKINGE S., *Sıyanürcü Ahtapot, Ağaçlar Ağlar mı Bergama'da?, Filemon ile Baukis, Kına Rengiydi Deniz, Pergamon Kadınları, Pembe Sardunya*.

³⁹¹ Extrait de l'entretien avec Sefa TASKINGE, Ancien maire de Bergama, le 7 août 2010. Durée de l'entretien : 1h00. Langue : turc. Prise de note.

³⁹² BAYINDIR GOULARAS G., « 1923 Türk-yunan nüfus mübadelesi ve günümüzde mübadil kimlik ve kültürlerinin yaşatılması », in *Alternatif Politika*, tome 4, n° 2, juillet 2012, p 129-146.

Manastir et Florina³⁹³. Sa population grecque-orthodoxe est majoritairement partie à Mytilène ou au Pyrée à Athènes au moment de la débâcle de l'armée grecque. Dans le cadre de l'Echange, les derniers musulmans quittent l'île de Lesbos avec l'arrivée de 8 000 Grecs en provenance de Samsun en novembre 1923, qui viennent s'ajouter aux réfugiés de guerre partis depuis les villes de la côte égéenne. Cinq ans après, lors du recensement de 1928, 30 643 réfugiés sont stabilisés à Lesbos et seuls 87 musulmans demeurent sur l'île³⁹⁴. Les réfugiés musulmans de Mytilène partent en majorité s'installer à Ayvalık dont les maisons vides laissées par les réfugiés orthodoxes qui doivent être pourvues. A Ayvalık, la majorité des réfugiés musulmans viennent donc de l'île de Mytilène, mais une partie de la population est aussi originaire de la ville de Kavala (Macédoine grecque). Sur l'île de Cunda (Alibey), on compte également une très importante communauté de « Turco-crétois » – musulmans hellénophones venus de Crète –. Comme le raconte Hasan Kömeçoğlu, dont la famille a fait l'échange à Ayvalık :

« Je suis né en Turquie, à Ayvalık, en 1929. Ma famille était originaire de Mytilène. Ils ont fait l'Echange. Selon moi, d'une certaine manière, l'Echange n'a pas été une mauvaise chose et il n'y a pas eu trop d'injustices : si les gens avaient 20 arbres à Mytilène, on leur donnait 20 arbres à Ayvalık. C'était une maison par famille. Tout le monde avait le droit d'emmener ses bêtes. Et chacun retrouvait ce qu'il avait perdu. Mais bon, les plus riches ont été favorisés parce qu'ils ont reçu les usines de fabrication des Grecs, comme les Cesare, Cömert et les Madra aussi [...]. Il y avait 15 églises ici quand les réfugiés sont arrivés. Beaucoup ont été converties en mosquées. Il y a eu beaucoup de conflits avec les Crétois. Parce que les gens voulaient s'installer à Cunda, mais les maisons étaient réservées pour les Crétois. Et les Crétois ne parlaient pas turc et ne voulaient pas se mélanger avec nous [...] Mon père parlait le grec et le turc. Il était obligé pour faire du commerce. Ma famille n'est jamais retournée sur l'île³⁹⁵ ».

L'installation des réfugiés à Lesbos est organisée par la Banque Nationale. Elle réalise un relevé cadastral des biens fonciers musulmans en 1925 et, à partir de 1928, procède à leur redistribution aux réfugiés grecs-orthodoxes. Un autre témoignage d'une habitante d'Ayvalık, Madame Keskin, explique la situation des réfugiés de Mytilène :

« Ma mère est venue de Mytilène et mon père venait de Crète. Ils ont pu ramener beaucoup d'affaires dans leurs bagages, des meubles, des vêtements, même les animaux, parce que l'Echange a été bien organisé [...] Nous avions de bons rapport avec les gens de là-bas, c'est seulement au moment de la guerre que tout s'est dégradé. Ma famille ne parlait pas le grec, mais le turc et je n'ai jamais pu revenir là-bas. La maison dans laquelle nous

³⁹³ Informations recueillies dans le cadre de l'exposition faite par le Lozan Mübadilleri Vakfı, mise en ligne sur le site de la Fondation, URL : <http://www.lozanmubadilleri.org.tr/etkinlikler/74-2005-dikili-festivali-ve-sergisi>

³⁹⁴ KOLODNY E. et DARQUES R., « Turcs, Grecs et réfugiés dans l'île de Lesbos au XXe siècle », op. cit., p 72.

³⁹⁵ Extrait de l'entretien original : « Ben 1929 yılında Türkiye'de doğdum. Mübadele ile, ailem Midilli'den buraya geldi. Bence mübadele, bir şekilde, iyi bir şey oldu ve çok fazla adaletsizlik olmadı. Mesela, bir ailenin 20 ağaç varsaydı eğer Midilli'de, onlara 20 ağaç verildi Ayvalık'te. Aile başına bir evdi. Herkes hayvanları almak hakkına sahipti. Ve bir şekilde, her kaybettiği geri bulundu. Zengin aileler, Cesare, Cömert, Madra gibi, daha zengin oldu bile, çünkü yunan üretim tesisleri aldı [...] 15 kilise vardı burada. Birçok camiye dönüştürüldü. Giritliler ile çatışma çok oldu. Çünkü muhacirler geldiğinde Cunda'da yerleşmek istediler, ama evler Giritliler ayrıldı önce oldu. Giritliler Türkçe bilmiyordu ve onlarla karıştırmak istemedi [...] Babam Türkçe ve Yunanca konuşuyordu. O ticaret yapmaya zorunda kaldı. Ama ailem adaya hiç dönemedi ». Entretien avec Hasan Kömeçoğlu, habitant d'Ayvalık dont la famille a fait l'Echange de 82 ans. Date : 8 août 2010. Durée de l'entretien : 46 minutes. Langue : turc. Enregistrement et prise de note.

vivions à Canca a été donnée par la Commission. Cela correspondait à la superficie et le type de maison qu'ils avaient la bas³⁹⁶».

Les réfugiés font face à certains problèmes à leur arrivée : ceux dont ils sont censés « prendre la place » ne sont pas partis³⁹⁷. D'autres sont insatisfaits des compensations financières qui leur ont été données dans le cadre de l'Echange. Les plus grands perdants de ce transfert de populations ont surtout été les réfugiés de guerre qui ont été contraints de partir au moment de la débâcle de l'armée grecque et qui n'ont pas pu emmener avec eux leurs effets personnels, ni leur fortune. C'est le cas par exemple des réfugiés de guerre grecs qui essaient de revenir pour récupérer leurs biens après la guerre, notamment à partir des années 1950. Comme le raconte Olga, son père a essayé de retourner à Bergama après la fin de la guerre gréco-turque :

« Ma famille est originaire de Bergama et est venue s'installer à Mytilène au moment de la guerre. Mon père n'a jamais supporté d'être parti et dans les années 1950, il a été le premier à être revenu à Bergama. A l'époque, c'était très difficile et contrôlé. Il a pris un bateau de pêche et a fait du stop ensuite pour aller à Bergama. Il avait peur de se faire tuer en revenant là-bas. Il fallait être très courageux pour faire ça à cette époque³⁹⁸ ».

Obligés de partir à la hâte mais persuadés qu'ils pourraient ensuite revenir, ils ont bien souvent caché leurs biens et richesses dans leurs maisons pensant pouvoir les récupérer ensuite. Comme ils ne sont jamais revenus, beaucoup de ces « trésors » n'ont toujours pas été retrouvés et continuent d'alimenter des légendes dans beaucoup de villes et de villages de la côte Egéenne.

A Ayvalık, les histoires de « trésors cachés » hantent les esprits. Certains disent même que certains Turcs d'Allemagne qui ont rencontré des Grecs originaires d'Ayvalık ont coopéré avec eux pour retrouver les trésors et « partager le butin ». Beaucoup d'habitants d'Ayvalık n'ont pourtant de cesse de chercher ces trésors dans leurs maisons :

« Je connais beaucoup d'histoires de trésors ici, les gens ne parlent que de ça. Un homme du village a trouvé un trésor dans le puit de sa maison en faisant des travaux. Il est allé à Izmir pour le montrer à un orfèvre. Il lui a dit que cela avait beaucoup de valeur. L'orfèvre a demandé à Istanbul ce que c'était et a appris que c'était de très anciennes pièces de monnaie en or... Il est donc retourné au village pour retrouver l'homme qui était venu le voir. Il l'a retrouvé, mais l'homme était décédé d'une crise cardiaque. On dit que c'est parce qu'il a trouvé le trésor³⁹⁹ ».

³⁹⁶ Entretien avec la famille Keskin, originaire de Mytilène et vivant à Ayvalık. Date le 7 août 2010. Durée : 2h00. Langue : turc, anglais. Prise de note.

³⁹⁷ Arrivant avec le titre de propriété de la maison qui leur a été désignée en main, ils doivent alors cohabiter avec ses anciens habitants jusqu'à leur départ. Parfois, dans le cas où les anciens occupants sont partis bien avant, ils découvrent à leur arrivée que la maison est occupée par d'autres musulmans venus pendant la guerre. Il est alors très difficile de les déloger.

³⁹⁸ Extrait de l'entretien original en anglais : « My family is from Bergama and came to live in Mytilene at the time of the war. My father had never accepted that he had to leave and in the 1950s, he was the first to return to Bergama. At the time, it was very difficult and controlled. He took a fisher boat to go to Bergama. He was afraid of being killed there. You had to be very courageous to do that at this time ». Propos recueillis auprès d'Olga, participante grecque aux cours organisés à Mytilène en 2009 dont la famille est originaire de Bergama.

³⁹⁹ Extrait de l'entretien original : « I know a lot of history of treasures here, people only talk about it. A man from the village found a treasure in his house when he was doing restoration there. He went to Izmir to show it to a gold shop. He told him it had much value. The shop owner asked in Istanbul what it was and was told that it was very old gold coins... He returned to the village to find the man who had come to see him. He found the place, but the man had died of a heart attack. They say it is because of the treasure ». Entretien avec la famille Keskin, originaires de Mytilène et vivant à Ayvalık. Date le 7 août 2010. Durée : 2h00. Langue : turc et anglais. Prise de note.

Le gouvernement turc demande à ce que ces « trésors » soient déclarés lorsqu'ils sont trouvés. Leur non-déclaration est même passible de prison.

On dénombre l'arrivée de 47 382 réfugiés sur l'île de Mytilène, dont 21 642 réfugiés à Mytilène-ville. L'essentiel des réfugiés se concentrent alors sur le croissant qui, de Yera et Mytilène, se prolonge par le littoral jusqu'à Molyvos, pour aboutir à Kalloni. Un sondage du Dimotologion (registre de citoyenneté) de Mytilène, réalisé en août 1969 et concernant les chefs de ménage et leur conjoint résidant à l'époque dans la commune, rend une image assez détaillée du recrutement urbain de l'île :

« Quarante et une années après 1928, la proportion des natifs de Turquie en ville demeure déterminante (25%). Près de la moitié des anciens réfugiés (45%) sont nés dans le vilayet de Balikesir, principalement à Ayvalik {Kydoniès) et Moschonissia (actuelle île de Cunda ou Alibey, située à proximité d'Ayvalik), à Edremit et Burhaniye. Un deuxième contingent provient du vilayet de Smyrne (33%), notamment d'Izmir, Bergama, Dikili, Çandarh, Çesme, Foça et Yenifoça, et aussi de Manisa (3%). Les quatre-cinquièmes des natifs de Turquie relevés en 1969 proviennent de l'espace anatolien délimité par les golfes d'Edremit et d'Izmir. La part des originaires de Marmara, du Bosphore et de Thrace est discrète (8%). Hormis les natifs de Constantinople, les contributions sont éparses. Ajoutons qu'un dixième des cas n'ont pu être repérés, sont ceux signalés «Asie mineure», sans précision...Près d'un demi-siècle après la Catastrophe, le champ de prélèvement urbain de Mytilène se situe encore et d'abord sur la côte asiatique voisine, plutôt qu'à Lesbos même⁴⁰⁰ ».

Submergée par la vague de réfugiés micrasiatiques, Lesbos, six ans après la Catastrophe, concentre la proportion la plus forte de réfugiés du monde insulaire grec, avec 22,3% de réfugiés en 1928 (alors que la part de Lemnos est de 19,8%, celle de Chios de 18,4%, celle de Samos de 11,5% et enfin celle de la Crète 8,8%). La population actuelle de Mytilène est donc constituée en grande majorité par des réfugiés et descendants de réfugiés originaires des villes turques des côtes anatoliennes voisines, avec qui la ville de Mytilène va chercher à opérer un rapprochement à la fin des années 1980.

⁴⁰⁰ KOLODNY E. et DARQUES R., « Turcs, Grecs et réfugiés dans l'île de Lesbos au XXe siècle », op.cit., p 76.

2. Les années 1980 : l'ouverture des lignes de bateau et le début des relations entre Dikili et Mytilène sur une base de rapprochement politique partisan.

2.1. Les villes de la côte turque et la ville de Mytilène aujourd'hui : des villes touristiques en plein essor

- **Mytilène**

L'Echange a profondément désorganisé l'économie et la démographie des villes de la région que nous étudions. A Mytilène, la période qui suit l'Echange est marquée par une baisse de la population constante entre 1923 et 1991 :

« Depuis cette date, la population n'a cessé de décroître (87 151 habitants en 1991) ; la dernière décennie amorce toutefois une reprise de 4%, notamment à Mytilène-ville. Les données qui concernent la période du rattachement à la Grèce étant sujettes à caution, on peut considérer que le recensement de 1928 coïncide avec l'acmé de l'évolution démographique de Lesbos au XXe siècle. C'est bien entendu un maximum artificiel et précaire, puisque résultant d'échanges humains brutaux et déséquilibrés. Ils touchent de plein fouet une île qui perd sa fonction de lieu de transit et de négoce. Lesbos se cantonne désormais dans sa vocation agricole, commandée par la monoculture de l'olivier. N'ayant pas dégagé de nouvelles sources d'activité, on assiste au départ d'un trop plein de réfugiés et d'autochtones en direction d'Athènes et de l'étranger. Trois-quarts de siècle séparent 1928 du recensement de 2001, consacrant un long déclin des effectifs et leur vieillissement, et une perte continue de vitalité. En fait, 1928 n'illustre pas une stabilisation définitive des Micrasiatiques, élément déraciné qui, en partie, va poursuivre son cheminement migratoire⁴⁰¹ ».

Une crise majeure a éclaté sur l'île en 1922, avec l'arrivée des réfugiés grecs d'Asie Mineure et le départ des habitants musulmans de l'île. Le commerce vers l'Asie Mineure a périclité, l'économie de l'île a décliné, les fabriques ont été fermées et de nombreux habitants de l'île se sont exilés. La Grèce et l'île de Lesbos ont également été occupées par les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale et la population de l'île a connu des périodes de famine et de difficultés économiques. Beaucoup, comme les habitants de Castellorizo, ont fui vers les villes de la côte turque voisines pour échapper à l'occupation. Un camp pour réfugiés a même été créé à Bergama⁴⁰². La population s'est amenuisée sous l'effet de la baisse d'activité et de la migration de ses habitants. Ce mouvement s'est poursuivi dans les années 1960⁴⁰³. L'inversion de cette tendance ne s'est précisée qu'au cours des années 1991-2001, la variation censitaire étant pour la première fois depuis 1928 à nouveau positive (+ 3 492 individus, soit + 4%) à cette date. Cette reprise de croissance, alimentée par un flux extérieur non négligeable, s'appuie sur plusieurs facteurs, dont le retour dans l'île d'anciens migrants établis à

⁴⁰¹ KOLODNY E. et DARQUES R., « Turcs, Grecs et réfugiés dans l'île de Lesbos au XXe siècle », *ibid*, p 76.

⁴⁰² KESER U., « Arşiv belgeleri ışığında Türkiye'de mülteciler ve esirler sorunu », *op. cit.*, p 195.

⁴⁰³ KOLODNY E. et DARQUES R., « Turcs, Grecs et réfugiés dans l'île de Lesbos au XXe siècle », *ibid*, p 76.

Athènes et à l'étranger. S'y ajoutent de nombreux ouvriers étrangers : 4 881 recensés le 18 mars 2001, soit 5,4% de la population présente. L'île a une population totale d'aujourd'hui de 105 194 habitants.

C'est aussi grâce à la reprise de l'activité économique sur l'île que cette tendance s'observe. Plusieurs facteurs y contribuent. En premier lieu, on peut citer l'installation à Mytilène du Ministère de l'Egée, couvrant cinq départements, et d'une Préfecture de région, regroupant les trois nomes de l'Egée septentrionale. Mytilène est ainsi non seulement devenue la capitale de l'île mais également un centre politique important au niveau régional. Depuis la réforme Kallikratis de 2010, l'île constitue à la fois un dème⁴⁰⁴ et l'une des cinq unités régionales de la Périphérie d'Égée-Septentrionale⁴⁰⁵. L'île élit trois députés pour le Parlement grec. La ville de Mytilène a également été dynamisée par la création et le développement de l'Université de l'Egée et de sa faculté de Lettres, qui recrute une partie des étudiants et enseignants hors de l'île. Le renforcement et la structuration de Mytilène sur le plan politique provient aussi de la dynamisation de son économie par le biais de son développement touristique. Mais l'agriculture reste l'activité économique principale de l'île et principalement la culture des oliviers et l'élevage des moutons. Avec la concurrence grandissante, la valeur de l'huile d'olive a chuté sur le marché mondial. Dans les années soixante, Mytilène a donc tenté de diversifier ses activités économiques et de réduire sa dépendance envers l'olivier. Outre la production d'huile d'olive, elle produit également du fromage, de l'ouzo, du vin et des conserves de poisson⁴⁰⁶. La production d'huile biologique s'est également particulièrement développée ces dernières années et les autres secteurs d'activité importants sont la pêche et le tourisme. Le tourisme connaît une forte croissance depuis les années 1980 avec l'arrivée du premier charter en 1982. L'île, verdoyante, justifie son appellation « d'île d'émeraude », avec une flore d'une grande variété et des plages magnifiques qui attirent de nombreux touristes. La ville a également un certain rayonnement culturel propice au développement du tourisme. Elle est construite en amphithéâtre autour des vestiges de son château byzantin. On y trouve aussi un théâtre de la période hellénistique qui peut accueillir jusqu'à 10 000 personnes. En banlieue de Mytilène, à Varia, le musée Theophilos abrite une importante collection de peintures du peintre Theophilos, originaire de l'île. Le tourisme à Mytilène se situe néanmoins surtout dans les villes côtières de Petra, Plomari, Méthymne, Eresos et Molyvos. L'île draine également un tourisme religieux et compte trois pèlerinages qui attirent les foules les jours de fête, avec la présence près de Mytilène des tombeaux des saints Raphaël, Nicolas et Irène de Mytilène, mais aussi du monastère de Mondamados, près de la côte Nord-Est de l'île. C'est le plus important pèlerinage grec à l'Archange

⁴⁰⁴ Les « Dèmes » et les « Communautés » sont le premier niveau de collectivités territoriales existant en Grèce qui sont l'équivalent des municipalités ou communes en France.

⁴⁰⁵ Avant la réforme Kalikratis en 2010, elle abritait 13 des 18 dèmes et communes de l'ancien Nome de Lesbos qui comprenait aussi les îles de Limnos et Agios Efstratios. Les 13 municipalités, avant 2010, étaient les suivantes : Agia Paraskevi (Αγία Παρασκευή), Agiásos (Αγιάσος / Ayiásson), Gera (Γέρα / Iera), Eresós-Antissa (Ερεσόσ-Αντίσσα), Evergetoulas (Ευεργέτουλας), Kalloni (Καλλονή), Loutropoli Thermis (Λουτρόπολη Θερμής), Mondamados (Μανταμάδος), Méthymne (Μήθυμνα / Mithimna), Mytilène (Μυτιλήνη / Mitilini), Petra (Πέτρα), Plomari (Πλωμάρι) et Polichnítos (Πολίχνιτος).

⁴⁰⁶ Conférence mondiale sur le Tourisme durable, « Le tourisme soutenable à Lesbos », Valorisation de l'héritage naturel et culturel, Lanzarote, 24-29 avril 1995.

Saint Michel qui est le premier saint de l'île. Ensuite, près de Kalloni, on retrouve également le monastère de Lémoni qui est un lieu de pèlerinage à Saint Ignace de Mytilène, le second saint de l'île.

- **Dikili**

Le dernier recensement évalue la population de la ville de Dikili au total (en tenant compte des 25 villages environnants) à 33 021 âmes (centre de la ville) et en tant que sous-préfecture à 17 088 habitants. La ville est relativement importante et dynamique, puisqu'on y compte 31 écoles primaires et trois établissements d'enseignement supérieur. La ville compte également deux hôpitaux publics. Ses principales ressources aujourd'hui sont l'agriculture et le tourisme. L'agriculture se concentre surtout sur la culture de coton et d'olive. Le tourisme s'y est fortement développé ces dernières années, où l'on a vu le nombre d'hôtels et de pensions augmenter de manière notable. Les hôtels ont une capacité totale de 1117 lits⁴⁰⁷. Dikili bénéficie en effet d'un bon emplacement géographique, de belles plages de sable, des sources thermales et d'un cadre de vie agréable. La ville ne compte pas de sites historiques ou archéologiques notoires mis à part le château de Çandarlı. Mais elle est située à côté des sites touristiques parmi les plus importants de Turquie comme Ephèse ou Pergame. La ville attire un tourisme balnéaire turc (en provenance de grandes villes comme Istanbul et Ankara), mais aussi étranger.

- **Ayvalık**

La ville d'Ayvalık est également une ville en pleine croissance démographique et en plein essor touristique. La population d'Ayvalık en 2011 était de 64 349 personnes⁴⁰⁸. La population de la ville d'Ayvalık en tant que telle s'élève à 36 718 personnes et la population des villages environnants à 26 909 personnes. La croissance démographique a été constante : la population est passée de 19 371 en 1980 à 21 381 en 1985, à 25 687 en 1990 et 29 342 en 1997 pour atteindre sa taille actuelle de 36 718 âmes⁴⁰⁹. En moyenne, la population de la ville augmente de 2,5% par an. La ville d'Ayvalık s'est surtout développée autour du commerce d'huile d'olive, mais aussi, plus récemment, autour du tourisme. A Ayvalık, on retrouve également une production de coton, d'olive et de mandarine. La pêche est également une activité importante de la localité. La ville a un grand potentiel touristique : il y a de nombreuses plages, comme la plage de Sarımsaklı ou celle de Badavut. Les anciennes maisons grecques-orthodoxes font le charme de la ville, ainsi que l'île de Cunda (Alibey). Ayvalık est connue également pour la richesse et la spécificité de sa gastronomie, notamment celle des Turco-crétois, une cuisine à l'huile d'olive avec des poissons et des herbes.

⁴⁰⁷ Sous-préfecture de Dikili (*Dikili Kaymakamligi*), URL : <http://www.dikili.gov.tr/>

⁴⁰⁸ Données statistiques de l'Agence de la Statistique turque (*Türkiye İstatistik Kurumu*) de l'année 2012 au 13 février 2013.

⁴⁰⁹ Données statistiques de l'Agence de la Statistique turque (*Türkiye İstatistik Kurumu*) de l'année 1980, 1985, 1990 et 1997.

Les trois villes ont donc une histoire liée par des mouvements de populations et se trouvent aujourd'hui avoir des situations socio-économiques très proches, ce qui peut les inciter à développer entre elles des initiatives de coopération.

2.2. *La mise en place d'initiatives de rapprochement entre Dikili et Mytilène*

L'essor touristique des villes de la côte turque et de l'île de Lesbos dans les années 1980-1990 entraîne une augmentation des flux de touristes étrangers qui va rapidement nécessiter la mise en place de lignes ferrovières pour relier l'île grecque à la côte turque. Cette décision a été facilitée par la signature des accords dans le domaine économique, touristique et culturel à Davos entre Papandhréou et Özal. Alors que les villes ont vécu totalement en marge et étaient séparées par la frontière gréco-turque de manière quasi-hermétique malgré leur proximité géographique, l'ouverture de la première ligne de bateau entre Ayvalık et Mytilène va être une véritable révolution, comme l'explique Nelly, membre de l'association « Association pour la Communication et Coexistence dans l'Egée⁴¹⁰ » :

« On avait déjà des connexions et des échos de ce qui se passait en Turquie parce que, dans les années 1980-1990, il y a beaucoup de réfugiés politiques turcs qui sont venus en Grèce : des gens de gauche, mais aussi des kurdes. Tous les échos que nous avons de la Turquie étaient donc très négatifs et nous confortaient dans l'idée que le gouvernement turc était un gouvernement autoritaire et belliqueux⁴¹¹ ».

Les Grecs de Mytilène ont une profonde méconnaissance de la Turquie, mais surtout des villes turques et de leurs populations, pourtant situées à une quarantaine de minutes, de leurs côtes :

« A part cela, il n'y avait pas de relations entre les gens auparavant. Les frontières ont longtemps été fermées et tout le monde avait un peu peur de s'aventurer de l'autre côté. C'est l'ouverture des lignes de bateau, par une compagnie grecque, en 1984, qui a vraiment permis le rapprochement. Cela a été un grand succès, il y avait trois bateaux par jour en période touristique. L'ouverture de ces lignes, c'était pour faire marcher le commerce et l'économie⁴¹² ».

L'ouverture de la ligne de bateau a un effet positif sur le tourisme de l'île, mais aussi des villes de la côte. L'image des Turcs et du rapprochement potentiel entre les villes prend un nouvel aspect dans l'esprit des populations locales :

⁴¹⁰ En grec « Ὑπαρξη στο Αιγαίο και Επικοινωνία »

⁴¹¹ Extrait de l'entretien original : « We already had connections and echoes of what happened in Turkey because, in 1980-1990, there was many leftists turkish political refugees who came to Greece, but also a lot of Kurds. All the feedbacks we had from them were negatives and were strenghtening the idea that the Turkish government was an authoritarian government and wanted war ». Extrait de l'entretien avec Nelly. Date : le 12 août 2010. Durée de l'entretien : 125 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

⁴¹² Extrait de l'entretien original : « Apart from that, there were no relationships between people before. The borders have been closed during a long time and everybody was afraid to adventure in the other side. This is the opening boat lines by a Greek company in 1984 that really helped the reconciliation. It was a great success, there were three boats per day during the touristic season. The opening of these lines was a real success, but first, mainly for the business and the economy ». Extrait de l'entretien avec Nelly. Date : le 12 août 2010. Durée de l'entretien : 125 minutes. Langue: anglais. Prise de note et enregistrement.

« Il y avait plein d'agences de tourisme et ils ont fait beaucoup d'argent avec les lignes de bateau. Les gens ont commencé à voir que le rapprochement avec la Turquie n'avait pas que du mauvais⁴¹³ ! ».

Au départ, la population de Mytilène ose peu s'aventurer du côté des côtes turques :

« Les relations entre nos deux villes (Dikili et Mytilène) ont commencé en 1994. A l'époque, Stratis avait été élu et voulait développer les potentialités de la ville. Une ligne de bateau reliant les deux villes a été mise en place dans les années 1980. Au début, c'était surtout les touristes qui prenaient ces bateaux. Ce n'est pas que nous avions de mauvaises relations avec les Turcs de la côte : on n'en avait pas du tout! C'était une méconnaissance totale⁴¹⁴ ».

Le maire de la ville et ses conseillers municipaux décident néanmoins, trois ans après l'ouverture de la première ligne, de lancer l'initiative d'un rapprochement avec les municipalités de la côte turque. Ne sachant comment procéder, ils décident de partir en vacances en Turquie et de se présenter auprès des maires des villes de la côte pour les rencontrer :

« Stratis venait d'être élu et il a décidé que nous devions aller voir ce qui se passait de l'autre côté de l'Égée. Il voulait mettre en place des initiatives avec les Turcs et ouvrir une communication avec les maires. On est partis en vacances en Turquie, en même temps, nous étions un peu partis en mission. C'était un peu risqué et on ne savait vraiment pas à quoi s'attendre⁴¹⁵ ».

Ils décident de frapper à la première porte : la municipalité de la ville d'Ayvalık, avec laquelle la ville de Mytilène est reliée par une ligne de bateau et qui est la ville la plus proche de l'île :

« Je me souviens très bien du jour où nous avons pris le bateau. On ne savait pas du tout ce qu'on allait découvrir ni comment on allait être accueillis. Nous avons débarqué à Ayvalık. Nous avons pour consigne de trouver la mairie et de se débrouiller pour faire comprendre au maire que nous souhaitions faire des choses avec lui. Alors on a tenté notre chance, nous sommes arrivés à la mairie d'Ayvalık où l'on s'est fait recevoir. Le maire nous a reçu mais je pense qu'à l'époque il n'en revenait pas que des Grecs communistes viennent lui demander de mettre en place des actions communes. Il nous a regardés avec des grands yeux et je pense qu'il a dû penser que nous étions des espions ou des fous!⁴¹⁶ ».

En effet, malgré l'ouverture d'une ligne de bateau reliant l'île de Mytilène à la ville d'Ayvalık, cette dernière est connue en Turquie pour être une ville relativement nationaliste. Certains habitants

⁴¹³ Extrait de l'entretien original: « It was full of travel agencies there and they made a lot of money with the boat lines. People began to see that the rapprochement with Turkey was not that bad ». Extrait de l'entretien avec Nelly. Date : le 12 août 2010. Durée de l'entretien : 125 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

⁴¹⁴ Extrait de l'entretien original : « Relations between our two cities (Dikili and Mytilene) began in 1994. At the time, Stratis was elected and he wanted to develop the city. A boat line connecting the two cities was introduced in the 1980's. At first it was mostly tourists who took these boats. It is not that we have bad relations with the Turkish coast: we didn't had any relation at all! It was a total mutual ignorance ». Extrait de l'entretien avec Nelly. Date : le 12 août 2010. Durée de l'entretien : 125 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

⁴¹⁵ Extrait de l'entretien original: « Stratis just had been elected and with the municipal team, he decided we had to see what was happening on the other side of the Aegean. He wanted to get closer to the Turks and to open a communication with the mayors. So we went in holidays in Turkey, but in the same time, it was a kind of a mission. It was a bit risky because we really did not know what to expect ». Extrait de l'entretien avec Nelly. Date : le 12 août 2010. Durée de l'entretien : 125 minutes. Langue: anglais. Prise de note et enregistrement.

⁴¹⁶ « I remember very well the day we took the boat. We did not know at all what we would find or how we would be received. We arrived in Ayvalık. We were instructed to find the mayor and to make him understand that we wanted to do things with him. So we tried our luck, we arrived at the town hall of Ayvalık where we have been received. The mayor received us, but I think at the time he did not believe that Greek and even more communists just came to ask him to set up joint actions. He looked at us with big eyes and I think he must have thought we were either spies or totally crazy! ». Extrait de l'entretien avec Nelly. Date : le 12 août 2010. Durée de l'entretien : 125 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

expliquent l'attitude frileuse du maire de l'époque face aux Grecs par le fait que la population d'Ayvalık entretient un lien particulier et contradictoire avec la Grèce voisine. Comme l'explique Uğur, originaire d'Istanbul installé à Cunda depuis quelques années :

« Je suis arrivé il y a quelques années à Cunda. Je suis originaire d'Istanbul et vis ici depuis quelques temps. J'étais très actif à Istanbul dans plusieurs associations et partis politiques. Mon but était de venir habiter dans un cadre de vie plus proche de la nature. J'aime beaucoup vivre ici, mais ce qui est difficile, ce sont les relations avec les populations locales. Les gens ici n'aiment pas les étrangers et leur font sentir. Quand on a un mode de vie différent du leur, ils jugent beaucoup. Ce qui me gêne aussi, c'est que les gens sont très nationalistes à Ayvalık. C'est la seule ville où, chaque dimanche, la municipalité joue l'hymne nationale... Un jour, nous étions à la terrasse d'un café et il y avait des touristes grecs qui étaient là à ce moment-là. L'hymne nationale a retenti et tout le monde s'est levé, sauf la table des Grecs, ils n'ont pas compris ce qui se passait. Des hommes voulaient pousser un des Grecs à l'eau... Il y a ce type de réactions à Ayvalık⁴¹⁷ ».

Pourtant, ce type de réaction paraît surprenant dans la mesure où une grande majorité de la population d'Ayvalık est originaire de Mytilène et qu'une grande partie de la population de Cunda (Alibey), turco-crétoise, parle encore le grec. Les turco-crétois, un peu comme les *Karamanli-s* en Grèce, sont des populations parmi les réfugiés qui ont gardé les traits culturels les plus proches de leur pays d'origine. Le rêve de la majorité des réfugiés (et de leurs descendants) à Cunda est de pouvoir retourner un jour voir sa ville d'origine en Crête :

« Ma famille vit à Cunda et sont originaires de Crête. Nous sommes *Giritli*⁴¹⁸! Mon père était pêcheur, comme la majorité des gens de Crête ici. Moi aussi je suis devenu pêcheur et puis je me suis engagé sur ce bateau depuis 5 mois, parce que maintenant, ce sont les frères *Jale* qui ont la ligne. Il y a aussi une autre ligne, *Cunda lines*. J'adore aller en Grèce. J'y vais tous les jours. J'apprends le grec et j'aime parler avec les touristes [...] Mon rêve est d'aller en Crête un jour⁴¹⁹ ».

Il y a donc un réel attachement de ces populations à la Crête et une proximité culturelle évidente, pourtant c'est aussi le lieu où le nationalisme est le plus fort, peut être en raison des atrocités qui ont été commises au moment de la guerre gréco-turque (dont les populations ont davantage souffert sur les côtes qu'à l'intérieur des terres) :

« Les gens ici sont un peu schizophrènes : ils sont très nationalistes et pourtant ils sont très liés à la Grèce. Ils parlent couramment grec mais ne supportent pas qu'on leur dise qu'ils sont grecs. Ils disent qu'ils ont été déportés de Konya vers la Grèce à l'époque ottomane et vénèrent Mevlana. Il y a une statue à côté de Cunda que

⁴¹⁷ Extrait de l'entretien original: « I am living in Cunda since few years. I originally come from Istanbul and live here for some time. I was very active in Istanbul in several political groups and associations. My goal was to come and live in an environment closer to natural life. I love to live here, but the relationship with the local population is sometimes difficult. People here do not like strangers and make them feel it. When one has a way of life different from them, they judge. What bother me also is that people are very nationalist in Ayvalık. It is the only city where every Sundays, the municipality plays the national anthem... One day we were at a cafe and there were Greek tourists who were there at the same time. The national anthem has been played and everyone started to stand up, except the table of the Greeks, who did not understand what was happening. Some men wanted to push one of the Greek into the sea... There is this type of reaction in Ayvalık ». Entretien avec Uğur, habitant d'Ayvalık, le 3 août 2010. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : turc et anglais. Prise de note.

⁴¹⁸ « Originaire de Crête », en turc.

⁴¹⁹ Extrait de l'entretien en turc : « Ailem Cunda'da yaşıyor. Girit'ten geliyoruz. Giritliyiz! Babam burada çoğunluğu Giritliler gibi balıkçı oldu. Ben de bir balıkçı oldum ama bıraktım. Simdi Jale kardeşler için çalışıyorum, beş aydan beri, bu teknede. Yunanistan'a giden başka bir şirket te var, adı Cunda lines. Yunanistan'a gitmek çok seviyorum. Her gün oraya gidiyorum ve çok memnunum. Bu şekilde Yunanca öğreniyorum turistlerle konuşurken [...] Hayalim bir gün Girit'e gitmektir ». Entretien avec Mehmet, qui travaille sur le bateau qui fait la ligne entre Ayvalık et Lesbos. Durée 30 minutes. Langue : turc. Prise de note.

le maire a fait construire pour rappeler l'origine d'Anatolie centrale de la population. C'est une manière de dire qu'ils ne sont pas grecs. Ils veulent montrer qu'ils sont fidèles au régime et à l'islam parce qu'ils ont toujours été soupçonnés de ne pas être des Turcs, mais des Grecs, surtout les Crétois. C'est un territoire de migrations : maintenant, à Badavut, il y a beaucoup de réfugiés bosniaques. Beaucoup parlent toujours le bosniaque. Quand il y a un match de foot entre Ayvalık et Badavut, on a l'impression que c'est un match entre la Yougoslavie et la Grèce! Tout le monde rêve de pouvoir un jour aller en Grèce ou de retourner voir sa maison en Crète. On capte la radio grecque. Et puis, l'île de Mytilène est en face. Tous les jours en se levant, les gens d'ici voient l'île. Cela leur rappelle d'où ils viennent, mais pourquoi ils ont dû partir aussi. Cette schizophrénie perdure : les gens veulent apprendre le grec pour faire du commerce et du tourisme. Il y a des gens qui ont même vendu leur maison à des Grecs à des prix très élevés. Mais, en même temps, la plus grande crainte à Ayvalık est que trop d'étrangers rachètent les maisons. Surtout les Grecs, maintenant que les quotas ont été levés au niveau national, le maire veille à ce qu'il n'y ai pas trop de permis de construire ou de ventes aux Grecs. Et puis, les gens sont mécontents parce qu'ils disent que ça ne marche que dans un sens : les Grecs peuvent venir mais eux ne peuvent pas aller en Grèce. Cela créé du ressentiment⁴²⁰ ».

Il y a donc un sentiment ambivalent des Turcs d'Ayvalık vis-à-vis de la Grèce qui s'apparente à une forme d'attraction-répulsion. L'accueil que les Grecs ont reçu à la mairie d'Ayvalık n'était pas au niveau de leurs espérances et s'explique peut-être par ce rapport complexe qu'a la population d'Ayvalık vis-à-vis de la Grèce. Rebutés par le refus du maire de coopérer avec eux, ils décident néanmoins de tenter leur chance dans la municipalité voisine, celle de la ville de Dikili :

« [...] Donc, on ne s'est pas laissés abattre et on a tenté notre chance à Dikili, la ville la plus proche sur la côte turque. Alors là, cela a été un tout autre accueil... ! Osman est venu nous accueillir sur la place centrale, il a fait venir un interprète pour nous parler. Nous lui avons expliqué que nous venions de l'île voisine et que nous voulions mettre en place des choses avec sa ville. Il était ravi. A cette époque, il voulait mettre en place un festival à Dikili, pour attirer des gens d'Istanbul et d'Izmir. Il voulait faire un festival différent, qui attire des intellectuels, des gens politisés, pour créer une initiative innovante en Turquie. Il était très progressiste et très ouvert⁴²¹ ».

⁴²⁰ Extrait de l'entretien original : « They are fluent in Greek, but they do not support when you told them that they are Greeks! They say they were deported from Konya to Greece during the Ottoman period and worship Mevlana. There is a statue next to Cunda that the mayor has built as a reminder of the central Anatolian origin of the population. It is a way of saying they are not Greek. They want to show that they are loyal to the regime and religion because they have always been suspected not to be Turks, but Greeks, especially the Cretans. It is a land of migration here: now in Badavut, there is a lot of Bosnian refugees. Many of them still speak Bosnian. When there is a football match between Ayvalık and Badavut, it seems that this is a match between Yugoslavia and Greece! People here have an attraction for Greece. Everyone dreams that one day he will be able to go to Greece to see his original home in Crete. We can hear Greek radio here. And the island of Mytilene is right opposite. When they wake up everyday, people here see the island. It reminds them of where they come from, but also why they had to leave too. This schizophrenia continues: people want to learn Greek for trade and tourism. There are people who have even sold their home to Greeks at very high prices. But at the same time, the greatest fear is that too many foreigners buy houses in Ayvalık, especially the Greeks. Now that the quotas were lifted at the national level, the Mayor takes care not to give too much building authorizations. And people are angry because they say it only works in one direction: the Greeks can come but them, they cannot go to Greece. This creates resentment ». Entretien avec Hasan Cengiz Yarav : responsable du parti ÖDP à Ayvalık et qui fait une recherche sur l'histoire socio-économique de la ville après l'Echange. Date: le 9 août 2010.

⁴²¹ Extrait de l'entretien original: « [...] So, we didn't let down and we tried our luck in Dikili, the nearest town on the Turkish coast. There we have been welcomed in a very different way. Osman came to greet us on the central square; he brought an interpreter to talk to us. We explained that we were Greeks from the neighboring island and we wanted to get closer. He was very happy. At that time he wanted to set up a festival in Dikili to attract people from Istanbul and Izmir. He wanted to make a different festival, which attracts intellectuals, political groups, to create an innovative initiative in Turkey. He was very progressive and very open ». Extrait de l'entretien avec Nelly. Date : le 12 août 2010. Durée de l'entretien : 125 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

Ils semblent cette fois avoir frappé à la bonne porte : le maire de Dikili, Osman Özgüven, voit d'un très bon œil la participation de Grecs et la coopération avec la ville de Mytilène pour le festival qu'il souhaite mettre en place. Il milite au sein du SHP (*Sol Hareket Partisi*, le Parti du Mouvement de Gauche). La proximité de vue politique avec la municipalité de Mytilène va être un élément moteur dans leur coopération et explique en quoi le même accueil n'a pas été réservé à Ayvalık qu'à Dikili:

« Il y a une grande différence entre Ayvalık et Dikili, c'est le nationalisme. Dikili est une ville de gauche et le maire est très ouvert. Il y avait bien un prolétariat dans les usines d'huile d'olive et de tabac, mais les usines n'étaient pas assez grandes pour qu'il y ait un réel mouvement ouvrier à Ayvalık. A Dikili, c'est différent parce que les habitants venaient de régions où ils travaillaient dans les usines de tabac. Ils avaient déjà une culture ouvrière avant d'arriver ici. Ici, les gens sont plutôt dans l'agriculture ou la pêche et ne sont pas vraiment politisés. Et puis, cela ne fait pas bien ici de ne pas être nationaliste. Vous pouvez passer pour un traître⁴²² ».

La base militante socialiste des deux maires, comme la rappelle, Nelly, a beaucoup contribué au rapprochement des deux villes :

« Le fait qu'Osman était aussi un maire socialiste a beaucoup aidé dans les relations entre les deux villes. Stratis et lui parlaient le même langage, si je peux dire. Tous les deux n'avaient rien à faire de ce que pouvaient dire les gouvernements. Ils voulaient tous les deux innover. Et l'idée internationaliste était au cœur de leur préoccupations⁴²³ ».

Les deux municipalités vont rapidement être amenées à développer des relations qui vont s'intensifier avec le temps.

La coopération motrice entre Dikili et Mytilène : le festival, les camps pour enfants et l'ouverture de la ligne de bateau Mytilène-Dikili

Les deux maires décident de commencer la coopération entre les deux villes par la participation des Grecs au festival de la municipalité de Dikili organisée la même année :

« Cela a commencé avec le festival. A chaque fois, il y avait une nouvelle thématique. La première année, c'était sur la paix et l'amitié entre les peuples. Après, c'était sur l'environnement. A chaque fois, on invite des intervenants, il y a des débats, des concerts. Cela attire beaucoup de monde de différentes villes [...] 120

⁴²² Extrait de l'entretien original : « The big difference between Ayvalık and Dikili is nationalism. Dikili is a city where the mayor is a leftist and is very progressive. It has nothing to do with Ayvalık where mayors are more nationalists and suspicious towards Greece. There was a working class in the factories of olive oil and tobacco, but the factories were not big enough to implement a real labor movement in Ayvalık. Dikili is different because people came from areas where they were working in tobacco factories before. They already had a working class consciousness before coming here. Here, people are more farmers or fishermen and are not really politicized. And it is not seen as something good here not to be nationalist. You can be seen as a traitor ». Entretien avec Hasan Cengiz Yarav : responsable du parti ÖDP à Ayvalık et qui fait une recherche sur l'histoire socio-économique de la ville après l'Echange. Date: le 9 août 2010.

⁴²³ Extrait de l'entretien original: «The fact that Osman was also socialist helped a lot in the relationship between the two cities. Stratis and him were speaking the same language, if I can say. Both had nothing to do with what the government would say. They both wanted to innovate. And the internationalist idea was at the heart of their concerns ». Extrait de l'entretien avec Nelly. Date : le 12 août 2010. Durée de l'entretien : 125 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

personnes sont venues au festival coté grec la première année, cela a été une vraie réussite et tout le monde en a parlé. C'était la première fois qu'autant de Grecs venaient pour un festival en Turquie⁴²⁴ ».

Comme l'explique également Osman Özgüven, le but est de faire un festival de paix pour promouvoir l'idée que les municipalités et surtout les populations civiles peuvent être les acteurs du rapprochement :

« Je venais de prendre mes fonctions de maire et je voulais organiser un festival à Dikili. Lorsque le maire de Mytilène est venu pour me voir, c'était comme un cadeau venu du ciel, parce que mon objectif était de faire un festival militant, qui fasse réfléchir les gens. Nous avons donc décidé de faire le premier sur la paix et d'inviter les Grecs. C'est pour cela que nous avons gardé le nom ensuite « Dikili Barış, Demokrasi ve Emek Şenliği » (Le Festival du Travail, de la Démocratie et de la Paix de Dikili). Nous avons choisi de la faire le 1er septembre, le jour mondial pour la paix⁴²⁵ ».

Le festival attire de nombreuses personnes et personnalités : des habitants de Dikili mais aussi des villes alentours, des intellectuels, des journalistes d'Ankara et d'Istanbul. L'écrivain Dido Sotiriou⁴²⁶, l'auteur et intellectuel Herkul Millas, le réalisateur de documentaires Enis Rıza ou encore Mirhiban Tanık, fers de lance dans la mouvance socialiste du rapprochement gréco-turc dans les deux pays, ont été invités.



Stratis Pallis (à gauche) et Osman Özgüven (à droite) lors de la remise du prix Abdi İpekçi en 1997.

Entre 1984 et 1994, les deux hommes ont co-organisé le festival « de la démocratie, de la paix et du travail » de manière ininterrompue. Il ont même reçu le prix « Abdi İpekçi⁴²⁷ », du nom d'un

⁴²⁴ Extrait de l'entretien original : « It started with the festival. Every time there was a new theme. The first year it was about peace and friendship between people. After, it was the environment. Each time, different people were invited, there were debates or concerts. This attracts many people from different cities [...]. 120 Greeks came to the first festival and the next year, it was a real success and everyone talked about it. It was the first time that so many Greeks came to a festival in Turkey ». Extrait de l'entretien avec Nelly. Date : le 12 août 2010. Durée de l'entretien : 125 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

⁴²⁵ « Seçimler yeni kazandaydım. Yeni belediye başkanı olarak, Dikili'de bir festival organize etmek istedim. Amacım insanları düşündürmek için militan bir festivali yapmak istiyordum. Midilli belediye başkanı benimle görüşmek için geldiği zaman, bir mucize gibi oldu. İlk festival barış konusunda yapmayı karar verdik. Yunanlara davet ettik. Daha sonra « Dikili Emek Barış Demokrasi Şenliği » adı muhafaza nedeni budur. Şenliği'nin tarih için 1 Eylül Barış dünya günü seçtik ». Entretien avec Osman Özgüven, maire de Dikili. Date : 15 août 2010. Durée de l'entretien : 55 minutes. Langue : turc et anglais. Prise de notes.

⁴²⁶ Auteur d'un ouvrage célèbre, *Farewell Anatolia* (« Adieu Anatolie »), sur l'Echange et la cohabitation à l'époque ottomane entre chrétiens et musulmans.

⁴²⁷ Abdi İpekçi (1929 - 1979) était un journaliste originaire d'Istanbul. Il a été le rédacteur en chef du quotidien *Milliyet* à partir de 1959 et a contribué à en faire l'un des plus influents journaux turs. Ses prises de position en

journaliste de Turquie assassiné en 1979. Le prix récompense les personnalités grecques et turques ayant le plus contribué à la paix. Les deux hommes ont reçu en 1997 le prix pour leur engagement à tenir ce festival pour la paix, même au moment de la crise Imia/Kardak en 1996.

« Je me souviens qu'à chaque fois qu'il y avait des crises entre les deux pays, Osman et Stratis prenaient plaisir à faire le contraire de ce que disaient les gouvernements. On nous disait « hâissez votre voisin turc! », nous nous organisons un festival d'amitié avec lui [...] Leur courage a été reconnu parce qu'ils ont obtenu un prix pour l'organisation du festival d'amitié, à une période où c'était quasiment impossible pour des Grecs de se rendre en Turquie. Ils n'ont jamais renoncé et cela a payé⁴²⁸ ».

La détermination des deux hommes vient de leur volonté de faire des initiatives en opposition avec la politique intergouvernementale. Le festival a, de ce fait, une dimension militante. Il attire chaque année plus de monde et fait parler de lui en raison du caractère parfois polémique des thématiques qui sont choisies : les relations gréco-turques, la gratuité de l'eau, l'environnement ou encore le manque de démocratie dans les deux pays. L'ancien maire de Bergama Sefa Taşkın - auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de Bergama, ami des deux hommes et impliqué dans le rapprochement gréco-turc - a également mené des activités pour rapprocher sa population de celle de Mytilène :

« Il nous a mis en contact avec Sefa, le maire de Bergama, avec qui il était proche et qui partageait les mêmes idées que lui. On a donc mis en place des choses aussi avec la mairie de Bergama. Sefa a écrit plusieurs livres sur l'histoire de Bergama et des Grecs. Il a été très actif dans le rapprochement et partage les mêmes idéaux que Stratis de paix⁴²⁹ ».



Exemple d'affiches pour le festival, le festival de caricature en 2012 (à gauche, image 1) et le festival à la mémoire de Mevlana en 2007 (à droite, image 2)

faveur des mouvements de gauche et son appartenance supposée à la communauté sabbatéenne (mouvement messianique juif prêché par Sabbataï Tsevi) ont été largement critiquées par les mouvements d'extrême-droite turcs et il a été assassiné le 1er février 1979 devant son domicile à Istanbul par un militant d'extrême-droite, Mehmet Ali Ağca.

⁴²⁸ Extrait de l'entretien original : « I remember that whenever there were crises between the two countries, Osman and Stratis took pleasure to do the opposite of what the governments said. We were told "hate your neighbor" and we were organizing a festival of friendship with him [...]. Their courage was recognized because they have received an award for organizing the peace festivals within a period where it was almost impossible for Greeks to visit Turkey. They never gave up and they got the results of it ». Extrait de l'entretien avec Nelly. Date : le 12 août 2010. Durée de l'entretien : 125 minutes. Langue: anglais. Prise de note et enregistrement.

⁴²⁹ Extrait de l'entretien original : « He put us in touch with Sefa, the mayor of Bergama, with whom he was close and shared the same kind of ideas. So we did things also with the city of Bergama. Sefa has written several books on the history of Bergama and Greeks. He has been very active in bringing and sharing the same ideals with Stratis about peace ». Extrait de l'entretien avec Nelly. Date : le 12 août 2010. Durée de l'entretien : 125 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

(Source: quotidien turc en ligne *Izmir Haber Ajansı* et site d'informations locales : *Kent Yaşam*⁴³⁰).

Certains festivals sont également faits en l'honneur de figures importantes, aussi diverses que Mevlana ou le poète communiste Nâzım Hikmet. Le festival donne lieu à l'organisation de concerts, de défilés dans les rues de la ville, d'activités de danse, de théâtre, d'expositions, de panels et de danses dans les rues.



Exemples des différents festivals organisés par la municipalité de Dikili avec la municipalité de Mytilène : festival en l'honneur de Nâzım Hikmet (image 1) et les artistes invités pour l'évènement (image 2)

(Source: quotidien turc en ligne *Izmir Haber Ajansı* et site « culture alternative »)⁴³¹

Les Grecs de Mytilène ont participé au festival chaque année depuis qu'il a commencé à être organisé, mis à part entre la période 1994 et 2004, parce qu'Osman Özgüven n'était pas maire de Dikili à cette période. Depuis sa réélection en 2005, les festivals d'amitié ont repris. Des initiatives sportives ou artistiques ont été mises en place entre les populations des deux villes comme la compétition de nage que l'on peut voir ci-dessous :



Compétition de nage entre Grecs et Turcs
(Source : site pour la promotion touristique de Dikili)⁴³²

⁴³⁰ Source image 1: quotidien turc en ligne *Izmir Haber Ajansı*, URL : <http://www.izmirhaberajansi.com/izmir/dikili-haber/dikili-3-karikatur-senligi-muammer-aksoy-parkinda-gerceklestirilecek-h3357.html> (image 1). Source image 2: Site: *kentyasam*, URL: <http://www.kentyasam.com/dikili-baris-demokrasi-ve-emek-senligi-basliyor-hbrdty-11432.html>, <http://www.grtrnews.com/dikili-baris-ve-demokrasi-festivali-basliyor/http://www.chp.org.tr/?p=83915>

⁴³¹ Source image 1: quotidien turc en ligne *Izmir Haber Ajansı*, URL: <http://www.izmirhaberajansi.com/izmir/dikili-haber/dikili-3-karikatur-senligi-muammer-aksoy-parkinda-gerceklestirilecek-h3357.html>. Source image 2: Site « culture alternative », URL : <http://www.alternatifkultur.org/2012/08/dikili-bars-ve-nazm-hikmet-gunlerinde.html>

La municipalité de Dikili a également organisé un symposium sur l'histoire de la ville et a demandé à la Fondation des Réfugiés de Lausanne (*Lozan Mübadilleri Vakfi*) de faire des entretiens avec les réfugiés (et descendants de réfugiés) et des recherches sur l'histoire de la ville.



A gauche: Osman Özgüven, maire de Dikili et Sefer Güvenç, secrétaire général de la Fondation des Réfugiés de Lausanne. A droite: Exposition sur l'histoire de l'Echange de populations à Dikili

(Source: Fondation des Réfugiés de Lausanne⁴³³)

Une présentation spéciale a été faite pour les visiteurs originaires de Mytilène et les populations des deux villes ont pu parler de leurs différentes expériences de l'Echange.

La coopération entre les deux villes ne s'est pas limitée à la co-organisation du festival d'amitié. Les deux maires ont également souhaité que les populations soient davantage associées à certains projets et ont décidé d'organiser des camps pour enfants dans l'une et l'autre ville. 15 enfants de Dikili ont ainsi pu être accueillis à Mytilène pendant deux semaines. Ils ont pris des cours de langue et fait des activités avec les enfants grecs de l'île. Inversement, 15 enfants de Mytilène sont venus préparer le festival avec les enfants turcs de Dikili et ont suivi des cours de langue turque :

« Le festival marchait très bien, mais les deux hommes voulaient faire d'autres choses. L'idée est venue de faire des camps de jeunes. C'était l'idée que les jeunes enfants turcs de Dikili viennent passer leurs vacances avec les enfants grecs de Mytilène et inversement, pour qu'ils apprennent à se connaître et qu'ils apprennent la langue. C'était un espoir pour l'avenir des deux villes de tout miser sur la jeunesse. L'important, c'est de rencontrer l'autre. Si les enfants grecs connaissent des enfants turcs, ils ne regarderont pas les informations de la même manière. On ne pourra pas leur faire croire n'importe quoi [...] Ensuite, ils ont mis en place une ligne de bateau entre Mytilène et Dikili, parce que avant il y en avait seulement une avec Ayvalık. Maintenant, c'est une initiative privée, les frères Jale, qui s'en occupent⁴³⁴ ».

⁴³² Source : site pour la promotion touristique de Dikili, URL : <http://www.dikiliguide.com/tr/>

⁴³³ URL : <http://www.lozanmubadilleri.org.tr/etkinlikler/74-2005-dikili-festivali-ve-sergisi>

⁴³⁴ Extrait de l'entretien original: « The festival worked very well, but the two men wanted to do more things. The idea came to do a camp for young. The idea was that young Turkish children of Dikili and Bergama spend their holidays in the other town, and vice-versa, for them to know each other and learn the language of the other side. It was a hope for the future of both cities to stake initiatives on youth. The important thing is to meet each other. If Greek children know Turkish children, they will not look at the news on TV in the same way. They cannot make them believe everything [...]. Then, they set up a ship line between Mytilene and Dikili, because before, it was only link with Ayvalık. Now it is a private initiative, the Jale brothers who are in charge of it ». Extrait de l'entretien avec Nelly. Date : le 12 août 2010. Durée de l'entretien : 125 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.



Préparation du festival de 2005 par des enfants grecs et turcs de Dikili et de Mytilène dans le cadre des camps de vacances organisés entre les deux municipalités (à gauche). Festival de « la semaine pour les droits des enfants » organisé en 2005 par les enfants turcs de Dikili avec des enfants grecs de Mytilène (à droite).

Les deux maires ont également mis en place une ligne de bateau publique pour relier Dikili à l'île de Mytilène, parce que les deux villes n'étaient pas reliées auparavant, seule la liaison Mytilène - Ayvalık était assurée. Ils ont également coopéré au niveau des politiques publiques qu'ils veulent mettre en œuvre dans leurs municipalités. Leurs objectifs sont de promouvoir une gestion municipale qui donne plus de transparence à l'action publique et qui donne l'accès à tous aux transports publics mais aussi aux ressources de base (comme l'eau ou le gaz) à des prix réduits. Le fait d'avoir des partenariats renforcent le poids des municipalités dans leur volonté de mettre en place ce type d'initiatives innovantes face aux pouvoirs publics nationaux. Le maire de Dikili a en effet été accusé de « mauvaise gestion » publique dans le cadre de la politique de la gratuité de l'eau, des bus et la baisse du prix du pain qu'il a mis en place dans sa municipalité :

« À Dikili, une petite ville côtière près d'Izmir en Turquie, un système de tarification sociale de l'eau intéressant a été mis en place. Le maire de Dikili, Osman Özgüven, du parti populaire social-démocrate (SHP), a introduit une approche socialement responsable de gestion des services publics. Parallèlement à la fourniture d'un système de soins accessible à tous à des prix abordables, des bus locaux gratuits et du pain à bas prix produit par les boulangeries municipales, les services d'eau ont été restructurés. Dix tonnes d'eau par foyer et par mois sont fournis sans contrepartie financière. Au-delà de cette limite, le tarif normal de l'eau s'applique. La municipalité a annulé les factures impayées dues au gouvernement précédent et cas remarquable, il a accordé une réduction de 50% du prix de l'eau aux travailleurs municipaux. Selon le maire, cette approche doit encourager les responsables de l'approvisionnement en eau et, à son avis, ne viole pas le principe d'équité. L'introduction de ce nouveau système de tarification n'a pas seulement conduit à un nouveau modèle social de distribution de l'eau, mais a également permis des économies d'eau dans une région aux ressources en eau limitées. La cour des comptes a accusé le maire et d'autres membres du conseil municipal de mauvaise conduite dans l'exercice de leurs fonctions ou d'abus de pouvoir pour leur politique de service public social⁴³⁵ ».

Les deux municipalités ont organisé de nombreux panels et essayer d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur leur volonté de gérer leur ville de manière différente. Le maire de Mytilène, Stratis Pallis, a beaucoup innové dans sa gestion municipale et essayé de mettre en place un système de gestion

⁴³⁵ Transnational Institute et Corporate Europe Observatory, « Vers une gestion publique et progressiste de l'eau en Europe : quelques cas remarquables », URL : http://blog.mondediplo.net/IMG/pdf/Vers_une_gestion_publique_et_progressiste_de_l_eau_en_Europe_-_copie.pdf

participative de sa ville, avec des conseils de quartiers. Il a également lutté contre l'instauration d'usines polluantes à Mytilène dont il a obtenu la fermeture. Pour Osman Özgüven, il est vital que les deux municipalités, qui souhaitent mener ce type de politiques alternatives et se retrouvent en butte à leurs gouvernements respectifs, coopèrent entre elles :

« Les questions d'environnement et de gestion de l'eau ne sont pas des problématiques nationales, ce sont des problématiques mondiales. A l'échelle municipale, nous sommes proches des gens et on peut avoir une action là-dessus. Le faire dans le cadre d'une politique internationale entre nos villes au niveau local prend tout son sens⁴³⁶ ».

On retrouve ainsi en filigrane de ces propos et de ces actions le crédo alter-mondialiste « penser globalement, agir localement », décliné à l'échelle locale dans notre cas d'étude gréco-turc.

2. L'idée internationaliste socialiste : un germe de transnationalisme pour les deux villes ?

L'idée internationaliste est le ciment de la coopération entre la ville de Mytilène et celle de Dikili. Cette idée a une histoire ancienne, dans le cas gréco-turc, qui remonte aux premières organisations interconfessionnelles ouvrières des ouvriers du tabac dans le Nord de la Grèce ou encore à l'engagement de certains révolutionnaires turcs, comme Mirhi Belli, aux côtés des combattants communistes grecs lors de la guerre civile grecque. Elle s'inscrit également dans un mouvement plus global de naissance et de structuration de la société civile et d'un municipalisme actif dans le champ des relations internationales dans les deux pays. Il semble également que leur commune expérience des coups d'États - qui ont frappé la Grèce (dictature des colonels) et la Turquie (coup d'État militaire de 1980) - constituent un ciment de leur rapprochement. Enfin, cette forme de « municipalisme militant » des deux villes s'inscrit enfin dans la lignée d'autres municipalités, qui, pendant la guerre froide en Europe et aux États-Unis, ont mis en place ce même type d'initiatives.

3.1. Les bases de l'internationalisme gréco-turc

Les fédérations socialistes ouvrières interconfessionnelles du Nord de la Grèce en héritage

La population de Dikili est majoritairement constituée de réfugiés originaires de la région de Thessalonique et des régions cultivatrices de tabac de la Grèce du Nord⁴³⁷. Or, les populations de ces

⁴³⁶ « Çevre ve su yönetimi sorunları, ulusal konular değil, onlar küresel konulardır. Belediye düzeyinde, biz insanlara yakınız ve yanındayız ve bir şey yapabiliriz. Bizim şehirlerimiz arasındaki yerel ama enternasyonal bir politika içerisinde bunu yapmak mantıklı oluyor ». Entretien avec Osman Özgüven, maire de Dikili. Date : 15 août 2010. Durée de l'entretien : 55 minutes. Langue : turc et anglais. Enregistrement et prise de note.

⁴³⁷ MUTI I., « Osmanlı'dan Cumhuriyet'e Dikili'de nüfus gelişim ve değişim ve idari örgütlenme », op. cit., p 145-148.

régions avaient la particularité d'être très politisées dès la fin du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle, mais aussi d'avoir mis en place des organisations où la solidarité interconfessionnelle entre ouvriers était particulièrement développée. Le nord de la Grèce – et plus généralement la région de Macédoine grecque et les villes où l'on trouve des usines de tabac – a été l'un des centres les plus importants du mouvement ouvrier dans l'Empire ottoman, à partir de 1870. C'est en effet au sein de ces grandes manufactures de tabac de Macédoine grecque que va commencer à se développer le syndicalisme ouvrier :

« Les ouvriers du tabac de la Macédoine et de la Thrace, qui constituaient le gros de la classe ouvrière de la région à cette époque et son avant-garde au niveau national, jouèrent un rôle prépondérant dans l'histoire sociale du pays. Les employés dans l'industrie du tabac se radicalisèrent en raison des problèmes, des conditions de vie et de travail des couches populaires étant insupportables. Le syndicalisme chez les ouvriers du tabac avait ainsi atteint un degré de mobilisation élevé⁴³⁸ ».

Beaucoup d'organisations ouvrières des villes de Thessalonique et Kavala étaient interconfessionnelles et inter-ethniques. On peut citer par exemple le cas de la « Fédération Socialiste Ouvrière de Thessalonique » dirigé par Abraham Benaroya. Cette organisation révolutionnaire, fondée en 1909, visait à unir les travailleurs du tabac de Salonique dans un mouvement unitaire et interconfessionnel. Contrairement aux autres partis qui ont été organisés sur une base ethnique, la Fédération socialiste ouvrière constituait un groupe intercommunautaire, même si elle fut principalement au départ une organisation du prolétariat juif⁴³⁹. Elle a été fondée et dirigée par Abraham Benaroya, Juif séfarade vivant à Thessalonique, qui se trouva ensuite être le fondateur du Parti communiste grec. Mais on retrouve également, parmi les dirigeants de la fédération, des personnalités aux confessions diverses : des Macédoniens et des Bulgares (comme Angel Tomov et Dimitar Vlahov), des Grecs (Dimitri Michalis et Istiryo Nikopoulo) mais aussi des Turcs (Salih Ben Abdi et Mehmet Nâzîmî)⁴⁴⁰.

L'organisation a été conçue comme une fédération de sections distinctes, chacune représentant les quatre principaux groupes ethniques de la ville : les Juifs, les Bulgares, les Grecs et les Turcs. La Fédération publiait des ouvrages dans les langues de ces quatre groupes (en judéo-espagnol, bulgare, grec et turc). Elle est vite devenue, sous la direction d'Abraham Benaroya, un groupe puissant dans l'Empire ottoman avec une base populaire solide, alors que le Parti socialiste ottoman était essentiellement un club intellectuel. Les autres groupes socialistes étaient davantage basés sur des logiques nationales comme le Centre socialiste de Turquie d'Istanbul (créé par des orthodoxes), le Parti social-démocrate Hentchak ou la Fédération révolutionnaire arménienne. La fédération de Thessalonique a su créer des syndicats combattifs, attirer des intellectuels importants tout en acquérant

⁴³⁸ DAGKAS, A., *Recherches sur l'histoire sociale de la Grèce du Nord : le mouvement des ouvriers du tabac. 1919-1928*, Tome 1, Association Pierre Belon, Paris 2003, p 347.

⁴³⁹ MARKETOS S., « Avraam Benaroya and the Impossible Reform », in *Justice*, n° spécial *Remember Salonika*, Printemps 1999, p 9-13.

⁴⁴⁰ MAZOWER M., *Salonica City of Ghosts. Christians, Muslims and Jews 1430-1950*, Harper Collins, Londres, 2004.

une solide base de soutien parmi les travailleurs macédoniens et en cultivant des liens étroits avec la Deuxième Internationale.

Outre Thessalonique, on retrouve cette même dynamique internationaliste également à Kavala. Les rapports du consulat grec de Kavala sont en effet très instructifs sur les premières étapes du mouvement des travailleurs du tabac. Selon cette source, la première grève des travailleurs du tabac de Kavala a eu lieu en 1879. Travailleurs juifs, chrétiens et musulmans organisent alors ensemble une grande marche de protestation dans la ville pour avoir des augmentations de salaire. En 1905, ils sont organisés autour de « l'Association des ouvriers du tabac », organisation multiconfessionnelle également composée de sections chrétiennes, musulmanes et juives. En 1912, les membres de l'organisation étaient au nombre de 10 000 et composés de 6 000 orthodoxes, 3 600 musulmans et 400 juifs⁴⁴¹. Pour montrer l'ampleur du mouvement, rappelons qu'en 1911, le « Congrès général des travailleurs du tabac » qui a lieu à Kavala a pu réunir près de 30 000 travailleurs venant de Thessalonique, Drama, Serres et Xanthi. Ces mouvements ouvriers du début du siècle et l'idée internationaliste qu'ils ont mise en avant constituent un héritage très important pour le rapprochement gréco-turc. On peut émettre l'hypothèse que les réfugiés originaires de cette région qui se sont implantés à Dikili (alors qu'à Ayvalık, on retrouve des réfugiés originaires de Mytilène et de Crète), ont amenés avec eux cette culture de la protestation et cette tradition politique socialiste « internationaliste ».

L'engagement politique des réfugiés originaires du Nord de la Grèce à leur arrivée en Turquie

Même si la communauté de réfugiés de première génération est un groupe dispersé idéologiquement, il semble que leur mode d'intégration au système politique en Grèce et en Turquie ait été fortement déterminé par leurs affiliations politiques antérieures mais aussi par leur précédent statut socio-économique. Le cas des travailleurs du tabac le révèle fortement comme le montrent certaines études récentes. Çağlar Keyder et Ayhan Aktar se sont intéressés à l'intégration politique des réfugiés en Turquie aux lendemains de l'Echange⁴⁴². Mais, en dehors de leurs travaux et des travaux plus récents de Tutku Vardağlı⁴⁴³, le silence de la littérature sur l'intégration politique de la communauté *mübadil* peut s'expliquer par l'impossibilité de faire des enquêtes ou des recueils statistiques mettant en avant l'origine géographique des réfugiés. Néanmoins, Tutku Vardağlı parvient à mettre en évidence que la grande majorité des dirigeants et fondateurs du Parti communiste de Turquie (*Türkiye Kömunist Partisi*/TKP) et des opposants au moment de la construction de la République sont

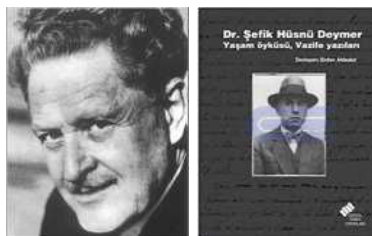
⁴⁴¹ VARDAGLI T., « 19. yüzyıldan 20. yüzyıla ticari ve siyasi gelişmeler ışığında javala », in *Mübadil kentler – Yunanistan*, Lozan Mübadilleri Vakfı, İstanbul, 2012.

⁴⁴² CAGLAR K., *State and class in Turkey : a study in capitalist development*, Verso, Londres, 1987.

⁴⁴³ AKTAR A., « Homogenising the Nation, Turkifying the Economy. The Turkish Experience Of Population Exchange Reconsidered », in HIRSCHON R., *Crossing the Aegean: An Appraisal of the 1923 Compulsory Population Exchange Between Greece and Turkey*, Berghahn Books, New York/Oxford, 2003.

originaires de Grèce et ont fait l'échange de populations, comme par exemple Şükrü Kaya, Mustafa Abdülhalik Renda, Mithat Şükrü Bleda, Tahsin Uzer et Tahsin Banguoğlu⁴⁴⁴. Comme l'explique Tutku Vardağlı, il semble que le Parti communiste de Turquie ait été une initiative d'émigrants majoritairement en provenance des Balkans et du Caucase. Le parti, a en effet été créé par Mustafa Suphi⁴⁴⁵ à Bakou en 1920. Quand Mustafa Suphi et son groupe ont été assassinés à Trabzon en janvier 1921, Şefik Hüsnü⁴⁴⁶ et ses compagnons en provenance des Balkans ont pris le leadership et ont réussi à obtenir un soutien massif de leurs camarades originaires de Grèce, en particulier des travailleurs du tabac.

Non seulement les fondateurs mais aussi les masses qui soutiennent le Parti communiste turc sont dans une grande majorité des réfugiés aux lendemains de l'Echange. Les réfugiés ont amené avec eux dans leur pays d'accueil la culture politique qu'ils avaient acquise préalablement dans leur pays d'origine. Les mémoires des ouvriers militants du Parti communiste turc sont très instructifs sur ce sujet. Şefik Hüsnü Deymer⁴⁴⁷ (le secrétaire général du Parti), Reşat Fuat Baraner (l'un des cousins de Mustafa Kemal) et le célèbre poète Nâzım Hikmet⁴⁴⁸ faisaient partie des fondateurs et dirigeants du parti. Il y avait aussi quelques réfugiés crétois comme Cazım Aktimur et Esat Balım. Zera Kosova, dans ses mémoires « *Ben İşçiyim*⁴⁴⁹ » (« Je suis ouvrière »), explique son parcours politique de la Grèce jusqu'en Turquie en tant que femme engagée dans le Parti communiste turc aux débuts de la République.



Nâzım Hikmet (à gauche⁴⁵⁰) et Şefik Hüsnü (à droite)

⁴⁴⁴ VARDAGLI T., « 19. yüzyıldan 20. yüzyıla ticari ve siyasi gelişmeler ışığında javala », in *Mübadil kentler – Yunanistan*, op.cit.

⁴⁴⁵ Mustafa Suphi, né en 1883 à Giresun et mort le 23 janvier 1921 en mer Noire, est le premier président du comité central du Parti communiste de Turquie.

⁴⁴⁶ Şefik Hüsnü (1887-1959) est un militant socialiste turc originaire de Salonique qui a créé le Parti socialiste des travailleurs et des paysans turcs le 22 septembre 1919 à Istanbul et qui est devenu en 1925 son secrétaire général.

⁴⁴⁷ VARDAGLI T., « 19. yüzyıldan 20. yüzyıla ticari ve siyasi gelişmeler ışığında javala », in *Mübadil kentler – Yunanistan*, op.cit.

⁴⁴⁸ Nâzım Hikmet - né le 21 novembre 19012 à Salonique, et mort le 3 juin 1963 à Moscou - est un poète turc, qui a été contraint à l'exil en raison de ses convictions politiques et qui est par la suite devenu citoyen polonais. Son grand-père paternel, Nâzım Pacha, était le gouverneur de Salonique. Son père, Hikmet, était diplômé du lycée de Galatasaray.

⁴⁴⁹ KOSOVA Z., ZIHNI A., *Ben İşçiyim*, İletişim yayınları, Istanbul, 1996.

⁴⁵⁰ Photo de Nazım Hikmet : Source : site bleublancurc, URL : http://www.bleublancurc.com/TurcsconnusFR/Nazim_Hikmet.htm. Photo de l'ouvrage de Şefik Hüsnü, site de la ville de Mersin, URL : <http://www.mersinyasam.com/news/14181.html>.

Les habitants de Dikili ont donc cette culture politique d'extrême gauche internationaliste en héritage. En ce qui concerne les habitants de Mytilène, il y a aussi eu des cultures de tabac sur l'île de Mytilène, mais il semble davantage que l'identité communiste des habitants vient du fait que les îles ont la réputation en Grèce d'avoir une culture politique particulière. L'Etat grec a longtemps pratiqué une politique de déportation des opposants politiques sur certaines îles égéennes, notamment les îles d'Ikaria et Folégandros - mais aussi d'autres îles pour éloigner les opposants politiques du continent - ce qui peut en partie expliquer cet état de fait. Dans la mesure où le Parti communiste grec – qui a été fondé par Abraham Benaroya – est également l'héritier de cette culture internationaliste du nord de la Grèce, il n'apparaît pas surprenant que les populations de l'île de Mytilène aient été parmi les premières à opérer un rapprochement avec la Turquie sous cette bannière politique.

L'histoire du Parti communiste grec et l'engagement du militant politique turc Mirhi Belli

À la suite de l'annexion de Salonique par la Grèce durant les guerres balkaniques, Abraham Benaroya a résisté autant qu'il a pu aux tentatives d'imposer des divisions ethniques dans la ville. Opposés à la Première Guerre mondiale, lui et un autre dirigeant socialiste juif sont exilés pendant deux ans et demi sur l'île de Folégandros⁴⁵¹. Contrairement à la plupart des socialistes de premier plan dans la Grèce d'avant-guerre qui suivent le premier ministre Eleftherios Venizelos, Abraham Benaroya et la Fédération socialiste ouvrière de Salonique adhèrent à des idéaux internationalistes et se mobilisent pour la neutralité⁴⁵². À partir de 1915, la fédération reprend de l'influence en raison de la réaction populaire contre la guerre. Monarchistes et Vénizélistes sont rejetés et la gauche se radicalise. Abraham Benaroya, en gardant son indépendance face aux deux groupes politiques établis, tourne la situation à son avantage : lors des élections législatives de mai 1915, la fédération fait élire deux députés représentant Thessalonique au Parlement grec. Des liens solides s'établissent avec les groupes internationalistes ainsi qu'avec des organisations étrangères. Le KKE (Κομμουνιστικό Κομμα Ελλάδας - Parti Communiste de Grèce) naît le 4 novembre 1918.

Le Parti communiste grec va gagner beaucoup d'importance lors de la guerre civile grecque entre 1946 et 1949⁴⁵³. La guerre civile constitue le premier exemple d'insurrection communiste après la Seconde Guerre mondiale. Alors que la Grèce est occupée par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, un puissant mouvement de résistance antinazi, le Front National de Libération Grec (EAM, Εθνικό Απελευθερωτικό Μέτωπο) est fondé le 27 septembre 1941. Ce mouvement de résistance est d'abord mené par des citoyens de toutes opinions : démocrates, militants socialistes et syndicalistes. L'EAM organise rapidement une armée de Résistance, qui prend le nom d'ELAS (ΕΛΑΣ, Εθνικός Λαϊκός Απελευθερωτικός Στρατός en grec, Armée Populaire de Libération Nationale.). Rapidement,

⁴⁵¹ MARKETOS S., « Avraam Benaroya and the Impossible Reform », op. cit., p 9-13.

⁴⁵² La neutralité est alors prônée aussi par le roi Constantin Ier de Grèce, pour des raisons différentes (il est plus proche de l'Allemagne que des Alliés) et le roi entre en conflit avec son entourage militariste, ce qui crée un grand « Schisme national ».

⁴⁵³ MAZOWER M., *Dans la Grèce d'Hitler 1941-1944*, Les Belles lettres, Paris, 2002.

le PC grec devient la force motrice et dominante du mouvement. Les communistes obtiennent même le soutien de l'Église orthodoxe grecque, en particulier des popes issus du milieu rural. L'ELAS administre certains maquis (notamment en Macédoine occidentale, qu'Allemands et Italiens ne parviennent pas à contrôler complètement). Un « Conseil national des régions libérées » est même élu le 30 avril 1944 à Korishadès⁴⁵⁴. En octobre 1944, aussitôt après la retraite des forces allemandes, Winston Churchill, pour éviter d'être mis devant le fait accompli d'un passage de la Grèce au communisme, fait débarquer au Pirée une brigade qui exige le désarmement de l'ELAS et sa dissolution. Un combat s'engage alors entre les Anglais et communistes grecs. Cela marque le début de la guerre civile. Elle cesse en février 1945, à la suite de la conférence de Yalta, lorsque Staline demanda à l'EAM-ELAS d'accepter la trêve de Varkiza. Mais, cela sera de courte durée : Staline demande aux communistes de rompre la trêve lorsque la guerre froide commence à opposer les Alliés. C'est alors le début d'un « second maquis⁴⁵⁵ » pour la Grèce. Sous la conduite du commandant Markos, l'EAM-ELAS établit un gouvernement révolutionnaire à Konitsa, en Épire. Pendant près de trois ans, l'Épire (sauf la côte) et la majeure partie de la Macédoine-Occidentale, ainsi que des zones de la Thessalie et de la Macédoine centrale, furent considérées comme le territoire de la République (communiste) de Konitsa, tandis que le reste de la Grèce formait un Royaume. De 1946 à 1949, de violents combats se poursuivirent entre les communistes et le gouvernement soutenu par le Royaume-Uni, puis les États-Unis. La rupture entre Tito et Staline contraint les partisans communistes à déposer les armes en octobre 1949. Menacés d'exécutions sommaires, beaucoup se sont expatriés avec leurs familles dans les pays communistes⁴⁵⁶.

Mirhi Belli, figure très connue de la gauche turque⁴⁵⁷ a participé à la guerre civile grecque aux côtés de l'EAM-ELAS entre 1946 et 1949. Il explique, dans son autobiographie qu'il a quitté la Turquie en 1946 et s'est retrouvé engagé dans la résistance grecque aux côtés du commandant Markos. Partant du grade de simple camarade, il a atteint le grade de lieutenant-colonel dans l'Armée démocratique de Grèce. Il a été blessé deux fois au combat et a même failli perdre la vie, touché par une balle dans les combats. Il a été soigné en Bulgarie puis envoyé en URSS. Ayant survécu à sa blessure et souhaitant revenir en Turquie clandestinement, il a ensuite été arrêté par la police aux frontières pour être entré sans passeport et pour possession illégale d'arme au poing⁴⁵⁸. Un documentaire sur son séjour en Grèce, intitulé « Καπετάν Κεμάλ, ο σύντροφος » (« Capitaine Kemal,

⁴⁵⁴ MAZOWER M., Dans la Grèce d'Hitler 1941-1944, ibid.

⁴⁵⁶ Beaucoup moins connue que celle d'Espagne, mais proportionnellement aussi tragique, la guerre civile grecque aurait fait 150 000 morts et des dizaines de milliers de réfugiés dans les pays communistes (de 80 à 100 000 selon les estimations) et de nombreuses exactions de part et d'autre.

⁴⁵⁷ Mirhi Belli, né en 1916 et mort le 16 août 2011 à Istanbul, est connu pour sa thèse de la « révolution démocratique nationale ». Il a fait partie du Parti Communiste de Turquie (TKP), du Parti des Travailleurs de Turquie (TIP), du Parti Travailleur de Turquie (TEP), du Parti de la Liberté et de la Solidarité (ÖDP), du Parti de la Démocratie Socialiste (SDP) et du Parti Socialiste des Travailleurs (ISP).

⁴⁵⁸ BELLI M., *Gerilla anıları*, Belge yayınları, Istanbul, 1998.

un camarade » et ayant pour titre en turc « *Kaptan Kemal, bir yoldaş* ») a été réalisé par le cinéaste grec Fotos Lamprinos⁴⁵⁹.

À partir de 1985 et grâce aux lois d'amnistie, beaucoup de ces familles de « *Koukoués* » (communistes, mot issu des initiales du parti communiste, KKE) ont commencé à revenir en Grèce. Beaucoup d'entre eux ont rencontré certaines difficultés d'intégration. La mémoire de cette guerre civile et de l'occupation communiste d'une partie de la Grèce a contribué à marquer les esprits et garder cette culture de la révolte en héritage. Le parti dont se revendique Stratis Pallis, le maire de Mytilène, est porteur de tout cet héritage politique.



A gauche : femmes grecques combattantes de l'ELAS⁴⁶⁰. Au milieu : couverture du livre de Mirhi Belli « Souvenirs de guérilla de la guerre civile grecque⁴⁶¹ ». A droite : Mirhi Belli⁴⁶²

3.2. « *Small is beautiful*⁴⁶³ ... » : municipalisme militant et opposition au pouvoir central comme base du rapprochement

Une expérience et culture politique commune : les coups d'Etat militaires et la répression des milieux d'extrême gauche

Comme l'explique Nelly, les deux hommes partagent également une même expérience de dictatures au pouvoir dans les deux pays, mais aussi de la répression des milieux politiques de gauche. A la différence du fait que, lorsqu'ils mettent en place ces initiatives, la dictature des colonels est

⁴⁵⁹ LAMPRINOS F., « *Captain Kemal a comrade* », Athènes, 2008.

⁴⁶⁰ Source : le site de « Le Monde », URL : [Lemonde.fr](http://lemonde.fr), URL : <http://demari.blog.lemonde.fr/2011/11/12/cache-cache-fascistes-grecs/>

⁴⁶¹ Source : photographie de l'ouvrage

⁴⁶² Source : quotidien politique turc « Radikal », URL : http://www.radikal.com.tr/turkiye/mihri_belli_yasama_veda_etti-1060192

⁴⁶³ *Small Is Beautiful : A Study Of Economics As If People Mattered* est un recueil d'essais de l'économiste britannique Ernst Friedrich Schumacher éditée en français par Contretemps / Le Seuil sous le titre « *Small Is Beautiful* » - *une société à la mesure de l'homme*.

terminée en Grèce. Par contre, la Turquie, qui a connu un coup d'Etat militaire en 1980, a toujours à cette période la constitution de 1980, considérée comme une des plus liberticides de Turquie :

« On s'est rendu compte que la Grèce et la Turquie avaient vécu plus ou moins la même chose : le coup d'Etat en Turquie et la dictature en Grèce. Et, dans les deux cas, c'était les socialistes qui étaient dans le collimateur du pouvoir [...]. Il fallait du courage pour mettre tout ça en place à l'époque, surtout en Turquie, c'était risqué, les militaires étaient encore très puissants⁴⁶⁴».

- **La dictature des colonels et la répression des socialistes en Grèce**



Répression de manifestations étudiantes pendant la dictature des colonels

(Source : journal l'Express⁴⁶⁵)

La Grèce, et plus particulièrement les milieux de gauche en Grèce, ont été fortement touchés par la dictature des colonels entre 1967 à 1974. Cette dictature est née du coup d'État mené par la junte militaire dirigée par Géorgios Papadópoulos. En 1963, les élections législatives furent remportées par l'Union des Centres de Georges Papandréou. Obtenant une forte majorité (53 % des voix), Georges Papandhréou souhaitait épurer l'armée de ces éléments les plus marqués à l'extrême droite. L'état-major, en réaction à ces attaques et obnubilé par la menace communiste, lança alors une contre-offensive. En juillet 1965, sous la pression de l'armée, le jeune roi Constantin II destitua Georges Papandhréou après la tentative de ce dernier de se placer à la tête du ministère de la Défense. S'en suivit en Grèce une période d'instabilité politique où une succession de gouvernements se remplacèrent à la tête de l'État entre juillet 1965 et avril 1967⁴⁶⁶.

Le 21 avril 1967, des officiers emmenés par le colonel Georgios Papadopoulos prirent le pouvoir par la force et abolirent la Constitution. Leur tâche fut facilitée par la désorganisation du monde politique, le discrédit des institutions et l'inertie du palais royal. En décembre 1967, le roi tenta de reprendre la main par un contre coup d'État avec le soutien de généraux. Son échec obligea le roi Constantin II à s'exiler avec sa famille à Rome. Le royaume de Grèce demeura cependant jusqu'en 1973 la forme officielle de l'État, les dirigeants successifs de la junte s'attribuant le titre de régents.

⁴⁶⁴ Extrait de l'entretien en anglais : « They also experienced the same things. We realized that Greece and Turkey had lived more or less the same thing: the coup in Turkey and the dictatorship in Greece. And in both cases, it was the socialists who were in the crosshairs of power [...] It took courage to set up these initiatives, at the time, especially in Turkey, because it was risky and the military was still powerful ». Extrait de l'entretien avec Nelly. Date : le 12 août 2010. Durée de l'entretien : 125 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

⁴⁶⁵ Source, journal l'Express, URL : http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/la-tentation-terroriste-en-grece_738343.html

⁴⁶⁶ TALON C, « La dictature des colonels en Grèce, 1967-1974 : les enjeux géostratégiques », in DALLEGRE J., *Conflits et mémoires dans les Balkans*, Cahiers balkaniques n° 38/39, INALCO, Paris, 2009-2010, p. 379-402.

Malgré la censure, de nombreuses manifestations contre le régime eurent lieu⁴⁶⁷. Les Grecs en exil politique organisèrent des manifestations contre la dictature et parvinrent à mobiliser l'opinion internationale : en 1969, en signe de protestation à la politique des colonels, la Grèce fut exclue du Conseil de l'Europe. Le 29 juillet 1973, le régime organisa un plébiscite qui aboutit à l'abolition de la Monarchie et à la proclamation de la République, dont Papadopoulos prit le titre de Président. C'est finalement la crise chypriote qui mit fin au régime déjà affaibli par une forte protestation étudiante. Cet épisode de l'histoire de Grèce montre que pour conserver et consolider leur pouvoir, les colonels cherchèrent à éliminer toute forme d'opposition et de contestation. Dès le coup d'État, des personnalités politiques, principalement de gauche, mais aussi des libéraux ou de simples défenseurs des droits de l'Homme, furent persécutés. Les opposants politiques étaient systématiquement mis en résidence surveillée, emprisonnés, déportés sur des îles désertes de l'Égée, mais aussi parfois torturés ou condamnés à l'exil⁴⁶⁸.

- **Coup d'Etat militaire en Turquie**

La Turquie a connu également en 1960, un coup d'Etat militaire qui apparaît dans un premier temps relativement favorable aux milieux de gauche :

« Le coup d'Etat du 27 mai, en effet, a souvent été analysé de façon fort ambiguë. Qualifié de « révolution » par ses auteurs notamment, il a débouché sur une Constitution qui a longtemps été considérée comme le texte fondamental le plus libéral que la Turquie ait connu. La Constitution de 1961 est en particulier réputée pour avoir établi la séparation des pouvoirs en Turquie, reconnu des droits sociaux et créé une Cour constitutionnelle. La Constitution kémaliste de 1924, conçue formellement comme un régime d'assemblée proche de la Convention jacobine française, avait favorisé dans les années 50, une domination sans partage du parti majoritaire. La Constitution de 1961 entendait lutter contre ces dérives et établir un régime politique résolument parlementaire⁴⁶⁹».

Le gouvernement qui était en place - Adnan Mederes et deux de ses ministres, Fatin Rüştü Zorlu et Hasan Polatkan - furent pendus, en dépit des appels internationaux à la clémence à l'issue du coup d'Etat. Le coup, mené par de jeunes officiers proches du CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi*, parti kémaliste traditionnel, alors dans l'opposition contre la droite conservatrice dont faisant partie Menderes), avait été précédé de manifestations dans les universités. La constitution de 1960 aboutit à un éclatement de la droite conservatrice et à une revitalisation des mouvements sociaux. C'est dans les

⁴⁶⁷ Un opposant, Aléxandros Panagoulis tente d'assassiner le colonel Papadopoulos en 1968. Il est condamné à mort mais il finira par ne pas être exécuté en raison d'une très forte mobilisation de l'opinion publique internationale.

⁴⁶⁸ FAKINOS A., LEPIDIS C., SOMERITIS R. (sous la direction de), *Le Livre noir de la dictature en Grèce*, dossier réuni, Seuil, Paris, 1969. Voir également MANTHOULIS R., *La Guerre civile grecque*, Paris, 1997 (documentaire télévisé).

⁴⁶⁹ MARCOU J., « Il y a 50 ans, le coup d'Etat du 27 mai... », article du 27 mai 2010 mis en ligne sur le blog de l'OVIPO, URL : <http://ovipot.hypotheses.org/>

années 1960 (en 1961) que le Parti Ouvrier de Turquie (*Türkiye İşçi Partisi/TIP*) fut par exemple créée. Comme l'explique Massis Kürçügil :

« Au début des années 60, le mouvement socialiste a pu ainsi s'exprimer devant de larges masses, dépassant pour la première fois le cercle étroit du petit PC turc. Il a obtenu 3 % des voix aux élections législatives de 1965 et, grâce à un système de proportionnelle intégrale (qui a été appliqué pour la seule et unique fois à l'époque), il a pu introduire 15 députés socialistes au Parlement, qui, par leur vitalité, ont marqué l'histoire du parlementarisme turc. Cette période a marquée l'apogée du mouvement et du prestige de la gauche. Les intellectuels socialistes avaient pu instaurer une réelle hégémonie et même le CHP, parti qui avait fondé la République, avait commencé à se définir comme un parti de « centre gauche ». Ceci étant, le « socialisme » dont il était question était en fait un mélange de populisme tiers-mondiste et de radicalisme républicain [...] Le mouvement étudiant fondait à l'époque sa légitimité sur sa défense des idées d'Atatürk, ou plus exactement des idées prêtées à Atatürk (considéré par beaucoup comme un « leader anti-impérialiste précurseur du socialisme »). Du coup, les étudiants bénéficiaient d'une certaine tolérance devant les tribunaux⁴⁷⁰ ».

Les années 1960 sont marquées par de nombreuses grèves, par le renforcement de la centrale syndicale DISK et aussi par des victoires des luttes ouvrières. En juin 1970, l'interdiction de DISK montra néanmoins les limites de la tolérance de l'Etat à l'égard d'un mouvement syndical prenant une autonomie croissante vis-à-vis du pouvoir central. Le 1er mai 1977, la fusillade de la place Taksim à Istanbul, qui fit 37 morts parmi les centaines de milliers de manifestants ouvriers est le symbole des tensions qui agitent la société turque.



Extrait de quotidiens de l'époque montrant les incidents de la place Taksim le 1^{er} mai 1977

Entre 1975 et 1980, les affrontements entre groupes radicaux, de gauche et de droite, font près de 6 000 morts⁴⁷¹. La Turquie, à cette période, est au bord de la guerre civile. Elle connaît entre 1970 et 1980 onze gouvernements différents. Elle rencontre également de graves difficultés économiques. Pour mettre fin à l'agitation politique et la crise économique, le 12 septembre 1980, l'armée turque, avec à sa tête le général Kenan Evren, commet un coup d'État et instaure un régime militaire. Il s'agit du troisième coup d'État militaire après ceux de 1960 et 1971.

⁴⁷⁰ KÜRKÇÜGİL M., « Mai 1968 en Turquie », 2000, mis en ligne sur le site « Matière et Révolutions », URL : <http://www.matierevolution.org/spip.php?article3129>

⁴⁷¹ BOZARSLAN H., « Le chaos après le déluge : notes sur la crise turque des années 70 », in *Cultures & Conflits*, n°24-25, hiver 1996- printemps 1997, URL : <http://conflits.revues.org/501>



Le général Kenan Evren qui annonce le coup d'Etat (image 1, à gauche)⁴⁷², le coup d'etat militaire avec l'avancée des chars en 1980 (image 2, à droite)⁴⁷³

Beaucoup de militants d'extrême gauche fuient à l'étranger ou sont emprisonnés. Mener une politique socialiste en Turquie après le coup d'Etat militaire n'est pas une chose aisée : la constitution promulguée par les militaires en 1982 instaure un système électoral éliminant tout parti qui n'obtient pas 10% des voix à l'échelle nationale. Sur le plan social, elle soumet le droit de grève à toute une série de procédures pour le limiter, accroissant du même coup le caractère bureaucratique des syndicats. Pourtant, certains militants socialistes font le choix, comme Osman Özgüven, de mener des activités politiques au niveau municipal dans des villes de province, éloignées du pouvoir central :

« Dans les années 1980-1990, c'était très difficile de mener la politique que nous avons mise en place à Dikili. Beaucoup de gens se sont exilés parce qu'il était difficile de mener une politique « de gauche » à cette époque. J'ai fait le choix de rester en Turquie et d'essayer de faire le maximum de chose que le cadre légal me permettait. Mais il y avait toujours un risque. La municipalité était un cadre possible d'action, même si beaucoup de maires progressistes ont souffert de la répression de 1980. Mais c'était plus facile de faire des choses dans une municipalité loin du pouvoir central⁴⁷⁴».

La constitution de 1982 et la dictature des militaires laissent peu de marge de manoeuvre, même au niveau local, aux partis de gauche. Mais, pour Osman Özgüven, c'est en menant des actions au niveau local que peuvent survivre certains idéaux de 1970.

Le municipalisme militant des années 1970 en héritage

Un de ces idéaux concerne spécifiquement la sphère municipale. Dans les années 1970, certains maires turcs ont en effet mené des actions pour gagner plus d'autonomie vis-à-vis du pouvoir central. Comme l'explique Elise Massicard :

« Ce n'est pas un hasard si les premières demandes d'autonomie et de démocratie locale ne sont apparues que dans les années 1970 ; jusque-là, le même parti était au pouvoir dans les gouvernements central et locaux. Considérées comme les extensions du gouvernement central, les mairies ne réclamaient rien et ne luttaient pas pour faire valoir leurs compétences. Or, en 1973, les socio-démocrates de l'opposition nationale ont conquis les plus grandes villes turques, notamment Istanbul, Ankara et Izmir. C'est là le premier exemple de cohabitation

⁴⁷² Image 1 : source, URL : <http://www.nkfu.com/kenan-evren-resimleri/>

⁴⁷³ Image 2 : source, site internet turc *Sosyal Düşünce*, URL : <http://www.sosyaldusunce.com/1980-darbesi-neden-yapildi/>

⁴⁷⁴ « 1980-1990 yıllarında Dikilideki politikasını yürütmek çok zordu. Birçok kişi sürgün edildi çünkü « sol » bir politika yapmak o zaman pek mümkün değildi. Ben Türkiye'de kalmak seçim yaptım ve yasal çerçeve bana içerisinde en çok iyi şeyi yapmayı çalıştım. Ama her zaman bir risk vardı. Birçok ilerici belediye başkanları baskıdan acı çektiğine rağmen, belediye çok önemli bir eylemin aracıdır. Ama merkezi hükümetinden uzak bir kasabasında şeyler yapmak daha kolay oldu ». Extrait de l'entretien avec Osman Özgüven, maire de Dikili. Date : 15 août 2010. Durée de l'entretien : 55 minutes. Langue : turc et anglais. Prise de note.

entre gouvernement central et local. Face à cette situation, le centre a restreint l'autonomie financière des municipalités et utilisé de manière excessive sa tutelle administrative. La réaction des maires sociaux-démocrates a été de mettre à l'ordre du jour l'autonomie des municipalités, le besoin de décentralisation administrative et la question de la démocratie locale. Ils ont également lancé un mouvement municipal, plus tard baptisé « Nouveau municipalisme », qui milite pour des municipalités démocratiques, participatives, susceptibles de lever des fonds et d'organiser la vie locale. En raison des circonstances socio-économiques défavorables de cette période, de l'hostilité du gouvernement central, des réactions des milieux économiques et des conflits au sein du parti, l'impact du mouvement sur les pratiques politiques n'a pas été très important⁴⁷⁵ ».

Les initiatives développées à Dikili s'appuient sur cet héritage du mouvement municipal qui a eu lieu dans les années 1970. Elles ressuscitent ainsi les initiatives mises en place au niveau local par une figure emblématique du « nouveau municipalisme » et du socialisme turc, Fikri Sönmez. Fikri Sönmez est né à 1938 à Ordu, dans le village de Kabakbağ. De condition sociale modeste, pour subvenir aux besoins de sa famille, il devient tailleur et commence à travailler comme apprenti après l'école primaire. De là lui vient le nom sous lequel il est connu de « Fikri le tailleur ». Il devient ensuite membre du Parti communiste turc⁴⁷⁶.



Fikri Sönmez ou « Fikri le tailleur », figure emblématique du « nouveau municipalisme » en Turquie

Fikri Sönmez commence alors à s'intéresser à la politique et joue un rôle actif dans les années 1960 et 1970 au sein des milieux radicaux révolutionnaires turcs. Il fait partie du mouvement *Dev-Genç* (Jeunes révolutionnaires) et participe à des manifestations contre les Etats-Unis avec le Parti *Dev-yol* (La voie révolutionnaire). Il est emprisonné dans la prison militaire de Maltepe de 1972 à 1974 pour avoir supporté le mouvement initié par Mahir Çayan⁴⁷⁷ et avoir eu des activités révolutionnaires contre l'Etat dans la région de la Mer Noire. En 1978, Fikri Sönmez est élu maire de la municipalité de Fatsa et exerce cette fonction de 1979 à 1980. La population de Fatsa est réceptive aux idées socialistes : une grande partie de la population sont des réfugiés, anciens ouvriers du tabac, originaires de Selanik (770

⁴⁷⁵ BAYRAKTAR U., MASSICARD É., *La décentralisation en Turquie*, Agence Française de Développement, Focale 07, Istanbul, Août 2011, p 57.

⁴⁷⁶ DEMIRBILEK S., *İki Darbe Bir Yaşam Terzi Fikri*, Ozan Yayıncılık, Istanbul, 2000.

⁴⁷⁷ Mahir Çayan (15 mars 1946 - 30 mars 1972), était le leader du Parti de la libération du peuple de Turquie (*Türkiye Halk Kurtuluş Partisi-Cephesi* ou THKP-C), un parti marxiste-léniniste révolutionnaire. Il a été assassiné avec neuf autres personnes (dont Deniz Gezmiş) le 30 mars 1972, lors du conflit avec les soldats entrés dans le village de Kızılder.

familles)⁴⁷⁸. Il mène une politique municipale socialiste très innovante : en divisant la municipalité en 11 régions, il met en place des « comités du peuple » dans chacune d'elles⁴⁷⁹.



A gauche : Fikri Sönmez en fonction. A droite : manifestations contre le fascisme à Fatsa
(Source : DEMIRBILEK S., *İki Darbe Bir Yaşam Terzi Fikri*, Ozan Yayıncılık, İstanbul, 2000)⁴⁸⁰

Tous les deux mois, des « réunions du peuple » sont organisées pour que la population soit associée aux décisions prises par la municipalité. Des représentants sont élus pour représenter la population au sein du conseil municipal. Fikri Sönmez met également en place un système pour que le pain soit moins cher et que toute la population ait accès aux services de base dans sa municipalité. Lors de ces réunions publiques, les questions de violence dans la sphère privée, d'alcool, de justice sociale sont abordées et des décisions collectives prises. La municipalité organisait également un festival, le « Festival populaire de Fatsa ». C'est une des premières municipalités à avoir mis en place ce type de festival.



Affiche du festival organisé par la municipalité de Fatsa « Festival du Peuple de Fatsa », un des premiers festivals municipaux organisés en Turquie
(Source : wikipedia⁴⁸¹)

La municipalité a même, pendant une courte période et avant que les conservateurs ne réagissent, eut l'emblème socialiste sur son drapeau. Mais, le 11 juillet 1980, sous le nom de « *nokta*

⁴⁷⁸ Source : DEMIRBILEK S., *İki Darbe Bir Yaşam Terzi Fikri*, op. cit.

⁴⁷⁹ BAYRAKTAR U., MASSICARD É., *La décentralisation en Turquie*, op. cit. p 57.

⁴⁸⁰ Source : DEMIRBILEK S., *İki Darbe Bir Yaşam Terzi Fikri*, Ozan yayincilik, İstanbul, 2000.

⁴⁸¹ Source : wikipedia, URL :

http://tr.wikipedia.org/w/index.php?title=Dosya:Fatsa_k%C3%BClt%C3%BCr_%C5%9Fenli%C4%9Fi.jpg&filetimestamp=20070212155158&

operasyonu » (opération ciblée), Firki Sönmez fut arrêté au motif qu'il avait mis en place une politique dans sa municipalité considérée comme « troublant l'ordre public ». Lors d'un entretien, le général Kenan Evren a expliqué qu'il déplorait ce type de pratiques où le « local l'emporte sur la volonté nationale » :

« Il y avait un type s'appelant Fikri le tailleur, là-bas à Fatsa... Il prétend être l'État... Il a fondé un comité qui gouverne Fatsa... C'est le peuple, ou ce comité au nom du peuple qui décide ce qu'il faut et ne faut pas faire. Donc, ce n'est pas l'État qui en décide. L'autorité d'État est nulle. Les lois de l'État ne sont plus valides à Fatsa. Je peux raconter des centaines d'exemples similaires⁴⁸² ».

Les militaires au pouvoir craignent un « schisme national/local » et une propagation des idées communistes : en 1980, Fikri Sönmez sera mis en garde à vue puis enfermé. Il mourra d'une crise cardiaque le 4 mai 1985 en prison. Mais il semble que l'idée de sa gestion municipale ait survécu dans les esprits de certains et trouvent une forme de continuité dans des initiatives telles que celles menées par Osman Özgüven à Dikili.

Rapprochement entre villes sur base politique partisane : d'autres perspectives

La coopération entre municipalités sur base politique n'est pas seulement le fait des municipalités socialistes. En Europe, à l'époque de la guerre froide, le jumelage a une dimension politique contestataire pour certains maires. Comme l'explique par exemple Corinne de France, dans le cas franco-allemand, beaucoup de villes françaises ont été jumelées avec des villes de l'Allemagne de l'Est :

« Les premiers contacts furent noués en 1958 entre Berlin-Est et des maires communistes français de la ceinture rouge de Paris. Un an plus tard, pour les cérémonies du 10e anniversaire de la RDA, cinq jumelages furent conclus : Saint-Denis-Gera, Argenteuil-Dessau, Montreuil-Cottbus, Vierzon-Bitterfeld, 20e arrondissement de Paris-Stadtbezirk Lichtenberg à Berlin-Est⁴⁸³ [...] Il faut distinguer les jumelages préparés par les municipalités (alors exclusivement communistes), ceux qui furent noués par le biais de la FMVJ et ceux qui furent conclus entre des comités locaux en marge de l'administration communale (notamment par les groupements locaux des Échanges franco-allemands, Association française d'amitié avec la RDA et des villes est-allemandes. Ces faux jumelages qui n'engageaient pas les municipalités françaises se multiplièrent dans les années 1960⁴⁸⁴ ».

La sensibilité politique des maires joue donc un rôle important dans la diplomatie des villes, comme le montrent ces exemples. On voit même des cas où - suite à changement de majorité - des maires dont les communes étaient déjà jumelées avec une ville Ouest-allemande entreprirent de faire un jumelage avec une municipalité Est-allemande après leur élection. C'est par exemple le cas de la commune de Vierzon, qui était jumelée avec Rendsburg (Schleswig-Holstein) depuis 1955 et qui s'allia avec

⁴⁸² BAYRAKTAR U., MASSICARD É., *La décentralisation en Turquie*, op. cit., p 58.

⁴⁸³ Il est difficile d'établir avec assurance le nombre des jumelages franco-est-allemands et plusieurs catégories de partenariats sont regroupées sous ce terme : selon des sources est-allemandes, il y aurait eu une centaine de jumelages en 1963, 150 en 1973 ; la FMVJ avance le chiffre de 129 en 1986 ; le Quai d'Orsay estimait à 23 le nombre de jumelages non officiels entre villes françaises et est-allemandes en 1969, mais le ministère des Affaires étrangères allemand en dénombrait déjà 39 en 1965.

⁴⁸⁴ DEFRENCE C., « Les jumelages franco-allemands », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 3/2008 (n° 99), p 189-201, URL : www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2008-3-page-189.htm.

Bitterfeld (située dans la partie Est-allemande) après les élections municipales de 1959. Les municipalités communistes se sont emparées de ce champ qui leur était ouvert pour nouer des relations avec des municipalités d'Allemagne de l'Est. Pour les maires français de sensibilité politique communiste, c'était un moyen de s'opposer à la diplomatie officielle d'état et d'affirmer leur soutien à l'URSS. De la même manière, la diplomatie des villes, en pleine période de guerre froide, a été le moyen pour certaines municipalités de contester la politique américaine vis-à-vis de l'Union soviétique. Comme l'explique Yves Viltard, on compte des cas de jumelages entre villes américaines et soviétiques en pleine période de guerre froide :

« Le meilleur exemple de « diplomatie citoyenne » réussie est pour lui⁴⁸⁵ celui des jumelages entre les villes américaines et soviétiques. En prônant en pleine guerre froide de substituer « à l'animosité Est-Ouest des relations plus constructives », ces jumelages auraient tracé, avec succès, contre l'administration américaine, la seule voie permettant de sortir de la logique « réaliste » de l'équilibre de la terreur [...] Les jumelages, nous dit encore Michael Shuman, bien que très minoritaires, entre des villes américaines et des villes des pays de l'Est, mais aussi de pays d'Amérique latine comme le Nicaragua, initiés à travers des manifestations culturelles et d'amitié, auraient préparé le terrain pour développer de solides coopérations commerciales, des échanges en matière technologiques et aider au progrès du pluralisme, de la démocratie et des droits de l'homme, et plus généralement de la paix, jusque dans le règlement des conflits dans l'ex-Yougoslavie et en Amérique centrale⁴⁸⁶ ».

On retrouve aussi d'autres cas de jumelages qui prennent une forme de contestation politique dans le champ environnemental - l'opposition au nucléaire (entre villes allemandes et françaises notamment) – ou social - protestation des politiques des pays du « Nord » vis-à-vis de ceux du « Sud », jugées non-équitables -. La coopération décentralisée Nord/Sud avec des programmes de développement pour le développement des villes du Sud vont aussi dans ce sens. Les municipalités françaises ont par exemple développé ce type de partenariats avec plusieurs municipalités africaines :

« Restent enfin les quelques 200 jumelages entre communes françaises et communes africaines. Forme pionnière de coopération décentralisée, ils pâtissent d'un déficit de crédibilité, qui renvoie à leur dimension à l'origine essentiellement humanitaire et caritative. Paradoxalement pourtant, ils représentent aujourd'hui une contribution crédible aux relations de coopération décentralisée Nord-Sud. Leur prolifération récente et leur concentration sur un petit nombre de pays africains privilégiés (Sénégal, Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Togo) ont fait émerger un véritable réseau de coopération municipale franco-africain qui couvre la majeure partie du réseau communal des pays concernés⁴⁸⁷ ».

Les municipalités, de par le fait qu'elles sont représentées par des maires élus au suffrage universel, peuvent élaborer une diplomatie locale en lien avec la sensibilité politique de leur maire. C'est un moyen d'affirmation, au niveau local, d'une vision plus globale et partisane de la diplomatie des villes comme outil de contestation politique et dans certains cas d'affirmation d'un « nouvel ordre mondial ». Dans le cas de Dikili et Mytilène, la coopération entre les deux maires vise principalement

⁴⁸⁵ Michael Shuman, VILTARD Y., « Conceptualiser la « diplomatie des villes » », in *Revue française de science politique* 3/2008 (Vol. 58), p 511-533.

URL : www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2008-3-page-511.htm.

⁴⁸⁶ VILTARD Y., « Conceptualiser la « diplomatie des villes » », op. cit.

⁴⁸⁷ « La coopération décentralisée Nord-Sud : vieux vin, nouvelle bouteille? », in *Les rencontres de Yaoundé*, p 139.

à s'opposer aux politiques gouvernementales bellicistes des deux pays. Leur objectif est aussi de montrer que la coopération est possible entre les deux pays, voire mutuellement enrichissante.

Le rapprochement entre Dikili et Mytilène représentatif des acteurs de la société civile du rapprochement gréco-turc avant 1999

Osman Özgüven n'est pas isolé dans sa volonté de rapprochement avec la Grèce. Il se fait en quelque sorte l'écho, au niveau municipal, d'une voix dissonante du pouvoir central qui commence à s'affirmer en Turquie à la fin des années 1980. Ce n'est pas la normalisation des relations bilatérales, mais au contraire leur crispation qui poussent en effet certains acteurs non-étatiques à s'engager avant 1999 : Chypre en 1974, l'assassinat du journaliste turc Abdi İpekçi en 1979 ou encore la crise du rocher Imia/Kardak en 1996. Ces crises provoquent des prises de conscience politique qui se traduisent par des actions de rapprochement novatrices. Le fait que les discours des acteurs du rapprochement soient produits en période de crise permet de les autonomiser par rapport aux discours étatiques officiels. Mais, du fait de sa position contestataire, le discours de ces acteurs n'est pas relayé dans l'espace public et demeure à cette époque marginal. Le festival de Dikili/Mytilène draine des acteurs de la société civile actifs et militants dans la sphère du rapprochement dont le festival se veut être le catalyseur. Ces activités concernent un petit milieu d'acteurs qui se connaissent. Leur force ne vient pas de leur nombre, mais du fait qu'ils se regroupent en réseau et sont interconnectés. Comme l'explique Osman Özgüven :

« Nous voulions par notre action, n'avoir pas seulement une portée locale, mais attirer aussi des gens d'autres villes qui partageaient les mêmes idées que nous et qui n'avaient pas droit à une liberté d'expression à cette période. Le festival de Dikili avec Mytilène était l'occasion pour les gens d'Istanbul, d'Ankara, d'Izmir, de se retrouver dans un lieu où ils peuvent parler librement, de rencontrer des gens comme eux⁴⁸⁸ ».

Certaines personnalités forment une sorte « d'interface » parce qu'ils appartiennent à plusieurs réseaux civils et militants et sont en général « multicartes », présents dans plusieurs sphères associatives et peuvent ainsi jouer à des échelles variées (du micro, au national et à l'international). Ces acteurs ont des ressources et capitaux variés, au sens sociologique du terme : un passé, un savoir-faire et un réseau militant, une ouverture sur l'international (union européenne, diaspora), un accès privilégié aux médias, une connexion avec certains milieux professionnels, une ouverture sur les milieux économiques, des liens avec l'Etat et l'administration, une compétence scientifique et un accès à la sphère universitaire et à l'édition⁴⁸⁹. On peut penser par exemple à la figure de Murat Belge⁴⁹⁰, qui illustre bien ce type de profil. En général, ces acteurs du rapprochement sont des journalistes, des

⁴⁸⁸ Entretien avec Osman Özgüven, maire de Dikili. Date : 15 août 2010. Durée de l'entretien : 55 minutes. Langue : turc et anglais. Prise de note.

⁴⁸⁹ Voir sur ce sujet l'ouvrage de Nicolas Monceau, MONCEAU N., *Généralisations démocrates. Les élites turques et le pouvoir*, Éditions Dalloz, Paris, 2007.

⁴⁹⁰ Murat Belge (né en 1943 à Ankara) est un intellectuel ouvertement libéral de gauche turc, universitaire, traducteur, critique littéraire, chroniqueur et militant des droits civiques en Turquie.

universitaires ou des responsables politiques, relativement critiques vis-à-vis de l'armée. Certains acteurs reconvertissent alors une expérience passée de militant politique au service de la réconciliation ou s'investissent dans des problématiques plus culturelles que politiques. C'est par exemple le cas des féministes de WINPEACE, union des femmes grecques et turques, qui est une association qui se retrouve au carrefour de combats militants pour le droit des femmes et la réconciliation gréco-turque. On peut citer également le cas des journalistes de la mer Egée qui se réunissent pour la paix avant 1999 ou des personnalités politisées qui investissent des thématiques culturelles comme les éditions Belge et le KEMO grec. Les éditions Belge ont en effet été fondées en 1977 et sont connues en Turquie pour avoir publié des ouvrages sur des thèmes qui étaient parfois polémiques ou tabous dans la société turque. L'éditrice Ayşe Nur Zarakolu a par exemple reçu, à la foire internationale du livre de Francfort, le prix de l'Union internationale des éditeurs et de la liberté d'expression, pour ses choix éditoriaux. La maison d'édition a beaucoup publié sur les relations gréco-turques et s'intéresse particulièrement aux publications en lien avec l'héritage culturel, le cosmopolitisme culturel, mais aussi des sujets plus politiques ou économiques⁴⁹¹. Le KEMO, quant à lui, est un Centre de recherche grec sur les groupes minoritaires. C'est une organisation de la société civile à but non lucratif qui a été fondée en 1996. Face au constat des lacunes de la recherche scientifique sur les minorités en Grèce, le Centre a été établi en vue de sensibiliser l'opinion publique à cette question en publiant des ouvrages et en invitant de jeunes chercheurs à travailler sur ces questions.

L'engagement d'anciens militants « de gauche » pour des causes moins marquées politiquement et surtout au caractère universel comme l'environnement, les droits de l'Homme est un phénomène déjà noté dans plusieurs pays occidentaux à partir des années 1980-1990⁴⁹². On note le glissement du registre politique vers le culturel ou de l'internationalisme vers l'ethnique, dans certains cas. Les militants du rapprochement gréco-turc s'inscrivent-ils dans ce registre ? Si cet engagement correspond pour certains à une réorientation de leurs centres d'intérêt, il ne faut tout de même oublier que le combat pour le rapprochement reste un enjeu très politique et contestataire à cette période en Grèce comme en Turquie. Ces acteurs pro-réconciliation ont développé des scènes alternatives, avec l'organisation de festivals ou de scènes engagées. Mikis Theodorakis et Zülfü Livaneli incarnent particulièrement bien l'esprit de ce rapprochement entre sociétés civiles grecques et turques avant 1999 lorsqu'ils organisent avec Maria Farantouri un concert pour la paix dans l'antique théâtre d'Ephèse en 1988. A la fois impliqués politiquement dans leurs pays, tous deux de tradition politique d'extrême-gauche et artistes ayant une certaine envergure internationale, ils sont porteurs de cet esprit pionnier et contestataire.

⁴⁹¹ Voir le site des éditions Belge, URL : <http://www.belgeyayinlari.com/page.php?id=2>

⁴⁹² Voir sur ce sujet, entre autres travaux : AGUITON C., CORCUFF P., « Mouvements sociaux et politique : entre anciens modèles et enjeux nouveaux », in *Mouvements*, 3, 1999, ELIAS N., *La Société des individus*, Paris, Pocket, 1991., ou encore MOUCHARD D., « Les mobilisations des « sans » dans la France contemporaine : l'émergence d'un radicalisme autolimité », in *Revue française de science politique*, 52 (4), 2002.



Concert donné par Mikis Theodorakis et Zulfu Livaneli⁴⁹³

Par exemple, Míkis Theodorákis est non seulement compositeur de musique - bien connu pour ses chansons (Sto Perigiali, Kaïmos, Une hirondelle...) et ses musiques de film (Électre, Zorba le Grec, Z, Serpico) - mais aussi pour avoir eu un passé de militant politique actif en Grèce, notamment au moment de la guerre civile grecque aux côtés de l'ELAS⁴⁹⁴. Il s'est toujours opposé à tout régime dictatorial et oppressif et a été le porte-parole mondialement reconnu contre la Dictature des colonels. On peut également citer les cas d'artistes ayant œuvré au rapprochement gréco-turc comme Burak Kut, Sakis Rouvas, Sezen Aksu ou encore Haris Alexiou⁴⁹⁵.

Mais il ne faudrait pour autant conclure que les acteurs pionniers à cette époque sont tous des acteurs engagés politiquement. Les initiatives de la société civile entre Grecs et Turcs touchent toutes les sphères de la société : les étudiants à travers les échanges interuniversitaires, les intellectuels à travers la tenue de réunions d'historiens critiques autour de la question du nationalisme dans les livres d'Histoire (sous l'égide de la Fondation d'Histoire turque, *Tarih Vakfı*⁴⁹⁶) qui prennent essor à cette période et vont être poursuivies par la suite :

« À ce propos, il faut signaler deux actions officielles concernant les livres scolaires. Alors qu'en Turquie une réforme des livres d'histoire est en cours pour y supprimer le « discours de haine » envers les Grecs, en Grèce, l'Université d'Athènes travaille actuellement sur un projet européen de préparation de manuels scolaires spéciaux pour les écoles primaires minoritaires en Thrace. À cette liste, il faut ajouter des initiatives privées d'hommes et de femmes, des deux côtés de la mer Égée, qui animent des forums notamment à travers des sites

⁴⁹³ Source : lastFM, URL : <http://www.lastfm.com/tr/music/Mikis+Theodorakis+&+Z%3BCI%C3%BC+Livaneli/+images/52579335>

⁴⁹⁴ Jusqu'à la fin des années 1980, il est militant du Parti communiste grec. Il est un descendant de réfugiés d'Asie Mineure parce que sa mère est née à Çeşme. Sur le plan politique, il a été identifié avec la gauche jusqu'à la fin des années 1980, en tant que militant et combattant du Parti communiste de Grèce, le KKE. Il a fait partie des mouvements de Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale au sein de l'ELAS. Le 26 mars 1946, Theodorakis est si violemment battu par la police lors d'une manifestation, qu'il est considéré comme mort et transporté à la morgue. Déporté une première fois en 1947 à l'île d'Ikaria, il a été torturé et réussi à quitter l'île grâce à l'aide de son père. En 1989, il s'est présenté comme candidat indépendant avec le Parti de centre-droit Nea Dimokratia (Nouvelle Démocratie), afin d'aider la Grèce à sortir de la grave crise politique dans laquelle l'avaient plongée les nombreux scandales du gouvernement d'Andréas Papandréou et a aidé à établir une large coalition entre les conservateurs, le PASOK et la gauche.

⁴⁹⁵ AKSOY Y., *Ege'de Türk-Yunan barışı : kato polemos (Kahrolsun savaş !)*, Ümit yayınları, Istanbul, 1988, p 73.

⁴⁹⁶ MONCEAU N., *Généralions démocrates. Les élites turques et le pouvoir*, Éditions Dalloz, Paris, 2007.

Internet. J'ai pu compter une trentaine de sites de ce genre où des projets de rapprochement sont élaborés. Depuis les deux tremblements de terre, le nombre de ces sites augmente à une vitesse vertigineuse⁴⁹⁷ ».

Le rapprochement Dikili/Mytilène s'inscrit donc tout à fait, à l'échelle municipale, dans cette dynamique comme une initiative caractéristique des acteurs pionniers de la réconciliation issus des sociétés civiles grecque et turque avant 1999.

4. Du « marginal » au « normal » : les activités de l'Association pour la coexistence et la paix dans l'Égée de 1994 et 2009

4.1. La création de l'association « Paix et coexistence dans l'Égée »

La faiblesse néanmoins du rapprochement entre Dikili et Mytilène vient du caractère contingent de cette coopération. Les relations entre les deux villes sont restées très liées aux personnalités des deux maires. Plus que collaborateurs, ils sont devenus amis : Osman Özgüven est venu pour le mariage du fils de Stratis Pallis et inversement. Cette amitié constitue à la fois un atout pour les deux villes, mais aussi une faiblesse, parce que lorsqu'Osman Özgüven a perdu sa fonction de maire entre 1994 et 2004, le festival d'amitié entre les deux villes n'a pas été assuré. A la différence de la municipalité de Kaş, qui a créé un poste permanent pour l'organisation du festival et les relations avec l'extérieur, on ne retrouve pas cette volonté de pérennisation dans le cas de Dikili et Mytilène. Les deux municipalités n'ont pas été jumelées, ce qui rend leur coopération encore plus fortement dépendante de la présence des deux maires. Cette faiblesse, toutefois, a été contrebalancée par le fait que la ville de Mytilène, après la désinvestiture d'Osman Özgüven et la perte des élections par Stratis Pallis, a cherché néanmoins à continuer le développement de ses relations avec des municipalités turques, sous une autre forme.

L'association pour « la Paix et la Communication dans la Mer Egée » va avoir une politique très active et va chercher à diversifier les relations de Mytilène avec d'autres municipalités de la côte égéenne turque sous la bannière « société civile ». Nous pouvons montrer la richesse des relations nouées et activités mises en place à cette période par l'association à travers son programme d'activité :

- Février 1998 : Participation à la réunion des représentants de journalistes grecs et turcs à Izmir, Turquie.
- Juillet 1998 : Organisation du « Festival des Nations » dans le parc d'Aya Irini avec la participation de 17 pays (y compris la Turquie).
- Août 1998 : Voyage à Bergama et Foça pour rencontrer des représentants de l'administration locale.
- Novembre 1998 : Congrès des chambres locales de commerce de Mytilène et des îles grecques.

⁴⁹⁷ AKGÖNÜL, S., « Les relations gréco-turques au tournant du siècle : ruptures, évolutions et permanences », in BILICI F., *Turquie et Grèce : un passé commun, des nouvelles perspectives*, l'Harmattan, Paris, 2004.

UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

- Août 1999 : Appel au don pour le tremblement de terre en Turquie.
- Septembre 1999 : Envoi d'un convoi d'aide à Yalova et annulation du « Festival des Nations » : envoi sous forme de don du budget du festival aux victimes du tremblement de terre.
- Septembre 1999 : Envoi d'aide pour les victimes du tremblement de terre en Turquie.
- Novembre 1999 : Organisation d'un rassemblement gréco-turc à Izmir. Intervention du président de la chambre de commerce d'Izmir Ekrem Demirtaş et de l'architecte et poète d'Izmir, Cengiz Bektaş.
- Janvier 2000 : Compilation de mesures et documents à envoyer au ministère de l'Egée pour l'amélioration des relations gréco-turques.
- Février 2000 : Au lycée central de Mytilène, congrès sur les relations turco-grecques après Helsinki avec pour panélistes Dora Bakoyannis, Yanis Nikolauk et Niko Bisti.
- Mars 2000 : Rencontre avec le recteur de l'université de l'Egée pour encourager la coopération interuniversitaire de part et d'autre de l'Egée.
- Avril 2000 : Participation au « Festival de l'olivier » à Altınoluk.
- Juin 2000 : Réunion de l'Association des Etudiants de l'Université de l'Egée à Molivo pour organiser une semaine culturelle sur le thème gréco-turc avec la projection du documentaire de Mihriban Tanık « *Kayaköy* ».
- Aout 2000 : Organisation du « Festival des Nations » et invitation des communautés turques et albanaises.
- Septembre 2000 : Organisation du « Festival de la Paix », participation de la musicienne Maria Farandouri et organisation d'excursions en Cappadoce, rencontre avec les gouvernements locaux d'Ürgüp et de Gelveri.
- Octobre 2000 : Proposition de participation avec la municipalité d'Edremit au programme Interreg III avec pour objectif la publication d'un ouvrage commun.
- Décembre 2000 : Rencontre avec l'association de femmes WINPEACE et leurs présidentes Zeynep Oral et Margarita Papandréou.
- Envoi d'une lettre de protestation au ministre de la Justice turc en réaction aux actions menées par des détenus turcs contre les méthodes judiciaires et carcérales turques dans les prisons.
- Avril 2001: Projection du film « Notre mur » sur Chypre divisée et intervention de Paniko Hrisanthu et Niyazi Kızılyürek.
- 1 mai 2001: Envoi d'une lettre au ministre des Affaires Etrangères et au ministère de l'Egée pour que les citoyens turcs puissent obtenir plus facilement des visas pour visiter la Grèce.
- Aout 2001 : Participation au festival de Gallipoli (Çanakkale).
- Avril 2002 : Participation au festival organisé par la municipalité de Zeytinli.
- Juillet 2002 : Co-organisation du festival des Nations avec la municipalité de Zeytinli.
- 2 novembre 2002 : Promotion du livre d'Hercules Milas « L'image des Turcs et des Grecs⁴⁹⁸ ».
- Janvier 2003: Rencontre avec les habitants d'Altınoluk et organisation d'un congrès sur les relations gréco-turques.
- 3 mai 2003 : Réunion dans un théâtre de Mytilène sur les rencontres gréco-turques.
- Septembre 2003 : Projet avec l'université de Boğaziçi pour « La coexistence et la coopération dans la mer Egée » dans le cadre du *Greek-Turkish Civic Dialogue* proposé à l'Union européenne.
- Février 2004 : Panel sur « L'invention de l'ennemi dans les relations turco-grecques » et intervention d'Alexi İraklıdi.
- Juin 2004 : « Evènements culturels autour de la frontière gréco-turque : des murs et des portes » avec l'association DEFNE.
- Septembre 2004 : Proposition du projet de créer un musée de l'Echange à Mytilène et Ayvalık.

- Février 2005 : Participation des maires d'Ayvalık et Dikili à l'évènement « la candidature turque dans l'Union Européenne et les avancées dans les relations entre les deux pays ». Intervention de Süleyman Yençel et Pavlo Cima.
- 2005 : Demande de la municipalité de Mytilène et de celle de Dikili aux ministères des Affaires Etrangères d'organiser des camps de vacances pour enfants en Grèce et en Turquie.
- 5 mai 2005 : Organisation du camp à Lesbos et à Dikili.
- Juin 2005 : Organisation à Neapoli du « Festival de la Jeunesse » avec 15 enfants de Dikili et 15 enfants de Mytilène.
- Juillet 2005 : La deuxième partie du festival se déroule dans le camp de Dikili.
- Août 2005 : Co-organisation avec la municipalité de Dikili du festival de la paix à Dikili.
- Septembre 2005 : Participation au festival « Anagnostirio Ayasu » organisé à Assos.
- Octobre 2005 : Organisation d'une rencontre avec l'écrivain Dido Sotiriou à Şirince en collaboration avec la ville de Selçuk et du *Lozan Mübadilleri Vakfi* (Fondation des Réfugiés de Lausanne).
- Février 2006 : Organisation d'un évènement autour de la 83ème année du traité de paix de Lausanne avec le Professeur Costa Zora et la projection du documentaire « Kayaköy » de Mihriban Tanık.
- Mars 2006 : Participation à Athènes à la manifestation organisée par l'organisation des Femmes européennes et de la municipalité de Dikili pour les droits des femmes.
- Juin 2006 : Organisation d'une discussion avec des organisations régionales (Chambre de commerce, l'association des hôteliers, etc) et des représentants du ministère des Affaires Etrangères pour que les détenteurs de passeports verts⁴⁹⁹ turcs puissent venir sans visas en Grèce.
- Juillet 2006 : Visite des villes turques de Muğla, Fethiye, Didim et Izmir.
- Août 2006 : Participation au « Festival de la Paix » organisé par la municipalité de Dikili.
- Participation de la chorale de la Fondation des Réfugiés de Lausanne au « Festival de la Paix » de Dikili.
- Février 2007 : Visite d'Istanbul pour proposer un projet avec l'Union européenne et la Fondation des Réfugiés de Lausanne.
- Avril 2007 : Visite d'Ayvalık et rencontre avec les organisations locales (municipalités, chambres de commerce, association des hôtels et pensions d'Ayvalık, etc).
- Participation à la « Rencontre turco-grecque » à Didim.
- Mai 2007 : Visite de la municipalité d'Ayvalık.
- Réunion avec des représentants du ministère de l'Intérieur grec et des chambres de commerce grecques et turques pour alléger les procédures de visas pour les citoyens turcs qui veulent se rendre en Grèce.
- Manifestation pour commémorer l'Echange avec la municipalité d'Urla et la Fondation des Réfugiés de Lausanne, avec la participation de Giorgos Seferis et Necati Cumalı.
- Août 2007 : Visite du Patriarche Vartholoméos sur l'île de Cunda pour assister à la cérémonie d'ouverture de la bibliothèque de la Fondation Koç dans une chapelle grecque-orthodoxe restaurée par la fondation.
- Septembre 2007: co-organisation du « Festival de la Paix » avec la municipalité de Dikili.
- Octobre 2007 : Lettre envoyée au gouverneur et maire de Mytilène pour que la population d'Ayvalık ait des visas journaliers pour pouvoir se rendre à Mytilène.
- Novembre 2007 : Les usines Kazdağında envisagent de s'implanter à Edremit. Participation au communiqué de presse des maires de la côte égéenne qui dénoncent les problèmes environnementaux que cela pourrait causer.
- Avril 2008 : Participation à la réunion des maires d'Ayvalık, Burhaniye, Edremit à Bergama liée à la catastrophe écologique résultant de l'implantation de l'usine Kazdağında.

- Mai 2008 : co-organisation avec le gouverneur et le maire d'Ayvalık de « *Lesvos - Ayvalık Days* », foire commerciale et animations à Ayvalık.
- Juillet 2008 : Venue de représentants de céramistes de Karaburun turques à Mandamados.
- Septembre 2008: Participation au festival de Didim.
- Janvier 2009 : Réunion à Aliğa.
- Participation aux activités de la Fondation des Réfugiés de Lausanne à Istanbul.
- Participation au « Festival de Dursunbey ».
- Juin 2009: Film documentaire sur les réfugiés à Izmir avec la participation de Tahsin İşbilen et Nohut Turgut.
- Aout 2009 : « *Lesbos - Ayvalık Days* ».
- Septembre 2009 : Festival de Çanakkale.
- Octobre 2009: Participation au festival de Şirince.

4.2. La pérennisation et normalisation des initiatives de rapprochement sur le pourtour égéen

Les activités mises en place par l'association « Paix et coexistence dans l'Égée » de Mytilène, comme on peut le constater, ont développé des initiatives avec d'autres villes turques, autres que celle de Dikili. Plusieurs autres villes de la côte égéenne ont organisé des festivals de paix et d'amitié dans le sillage du festival de la Paix organisé à Dikili, comme les villes de Şirince, Altınoluk, Selçuk, Didim ou encore Dursunbey sous l'impulsion de l'association. Le mouvement s'est également étendu à d'autres villes grecques :

« Maintenant, tout le monde a son festival et essaye de mettre en place des initiatives gréco-turques. Avec la crise et les élections, beaucoup de maires ont voulu mettre en place des festivals. C'est partout pareil : quand vous êtes les premiers à faire quelque chose, les gens vous critiquent, ensuite, s'ils voient que ça marche et que ça plaît, ils veulent faire pareil. Mais ça dépend aussi des gens, des personnes. On a commencé à grandir en Grèce et certaines îles nous demandent des conseils pour organiser le même type d'évènements. Il y a des villes qui ont créé par exemple des « peace commity » dans leurs conseils municipaux pour travailler au rapprochement avec la Grèce en Turquie : à Assos, à Zeytinli, à Bergama, à Didim et Foça⁵⁰⁰ ».

L'initiative mise en place entre Dikili et Mytilène, dans un premier temps, n'a pas été suivie par d'autres municipalités parce qu'elle pouvait être perçue comme marginale et contestataire. Progressivement, cette initiative a tendu à se normaliser, voir à créer un « effet de mode » puisque désormais chaque ville cherche à organiser un festival d'amitié. Le fait que ce ne soit plus la mairie communiste de Mytilène mais une association d'habitants de Mytilène qui soit à l'origine de ces actions contribue en partie à leur normalisation. Pourtant, la ville de Mytilène ne perd pas pour autant son engagement militant en menant des activités militantes sur la place des femmes, la pollution dans

⁵⁰⁰ Extrait de l'entretien original : « Now, everyone has its festival and is trying to implement Greek-Turkish initiatives. With the crisis and the elections, many mayors wanted to establish festivals. It is the same everywhere: when you're the first to do something, people criticize you, then, if they see that it works they want to do the same. But it also depends on the people. It starts to grow in Greece and some islands are asking us advices to organize similar events. There are cities that have created « Peace Commities » in their local city councils to work for Greek-Turkish reconciliation: like in Assos, Zeytinli or Bergama, Didim and Foca ». Extrait de l'entretien avec Nelly. Date : le 12 août 2010. Durée de l'entretien : 125 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

l'Egée par des grands groupes industriels ou encore la question de la libéralisation des visas pour les Turcs en Grèce. Elle a même signé des pétitions pour les droits des prisonniers turcs en révolte dans les prisons turques qu'elle a envoyées au ministère turc de l'Intérieur et de la Justice. Elle développe des relations avec pratiquement toutes les municipalités de la côte égéenne, mais aussi avec d'autres associations turques de la société civile (la Fondation des Réfugiés de Lausanne, l'association de Femmes WINPEACE et l'université de Boğaziçi). L'association a également joué un rôle moteur dans la demande d'assouplissement des visas pour les citoyens turcs pour venir en Grèce. Elle a dû pour cela mobiliser les acteurs du tourisme et les acteurs économiques qui font cette demande depuis de nombreuses années. En 2010, la municipalité de Mytilène a également organisé un stage de langue turque et grecque sur l'île où des participants Grecs et Turcs pouvaient à la fois apprendre la langue, visiter la région, mais aussi participer à des activités portant sur les relations gréco-turques :

« On a donc décidé d'organiser des cours de grec et de turc, un peu comme une université d'été à Mytilène. On a une professeur de grec et de turc, Fatoş, qui est mariée à un Grec et vit sur l'île ».

Elle a essayé également de s'inscrire dans des programmes financés par l'Union européenne, même si les projets proposés n'ont pas été retenus. Son activité est donc très diversifiée et représentative de toutes les formes que peut prendre la diplomatie d'une ONG à base locale. Si la logique politique a été une base du rapprochement, l'activité développée par l'association tend à dépasser ce premier moteur de rapprochement pour davantage inscrire son action dans une problématique de proximité géographique et d'intérêt mutuel à la coopération en Egée. Elle a beaucoup contribué à la « normalisation » du rapprochement gréco-turc et à sa diffusion en Egée.

Après avoir progressivement conclu des accords de partenariat avec presque toutes les autres municipalités de la côte, la municipalité de Mytilène a fini par mettre en place des initiatives de rapprochement avec celle d'Ayvalık en 2007. A cette date en effet, l'association se rend à Ayvalık pour rencontrer des représentants de la municipalité mais aussi des associations locales, et plus particulièrement l'Association des propriétaires de pensions et d'hôtels d'Ayvalık (*Ayvalık otelciler ve pansiyoncular derneği*). Sa présidente, Çiğdem, propriétaire de la pension *Kelebek*, explique que l'association a fait pression sur la municipalité pour que des initiatives soient mises en place entre Mytilène et Ayvalık :

« Je suis venue m'installer avec mon mari à Ayvalık il y a quelques années. Nous sommes originaires d'Allemagne et nous avons décidé de revenir nous installer ici et d'ouvrir une pension. Ayvalık est une ville qui a un potentiel touristique très fort, surtout pour le tourisme culturel. Il n'y a pas eu de tourisme de masse et d'infrastructures qui dégradent le paysage ici. On a monté une association des propriétaires de pensions d'Ayvalık. Je suis la présidente. Notre but est de dynamiser Ayvalık sur le plan touristique et d'organiser des événements qui attirent des touristes. On a organisé à Ayvalık différents événements avec les artisans de céramiques, des foires artisanales, des festivals de danses folkloriques pour les enfants. Il faut absolument que les associations et la société civile soient actives à Ayvalık, parce que la ville est en marge de certaines initiatives que d'autres villes ont mis en place. Les architectes sont actifs ici et veulent faire des projets de restauration. On a voulu faire comme d'autres villes de la côte et organiser un festival avec Mytilène. Alors que c'est l'île

grecque la plus proche de la côte, il n'y avait rien auparavant avec Mytilène. Donc, en tant qu'association, on a décidé de faire quelque chose, parce qu'au niveau municipal ce n'était pas très actif. On a organisé une foire avec l'association de Mytilène. J'ai surtout été en contact avec Stratis et Nelly, qui ont été très enthousiastes quand on leur a demandé. La mairie a accepté le projet mais nous avons dû trouver des financements. Ça n'est pas facile. Ce qui est difficile, c'est quand on se heurte à des résistances locales. Ce n'est pas que les gens s'opposent, mais ils n'aident pas. Mais c'est en train de changer⁵⁰¹ ».

Les relations entre Ayvalık et Mytilène se développent donc à partir de 2010, sous l'impulsion de nouveaux acteurs mais surtout après qu'un très long processus de normalisation du rapprochement gréco-turc se soit opéré dans la région grâce au travail de l'association de Mytilène. Il semble qu'aujourd'hui, le rapprochement n'est plus vu ni comme une menace, ni comme une initiative marginale mais au contraire comme une initiative positive pour le développement des villes égéennes, même pour celle d'Ayvalık.

Mytilène est donc une ville qui joue un rôle très important dans la diplomatie des villes égéennes et dans la dynamique de rapprochement gréco-turc. Le rapprochement initial entre Dikili et Mytilène, qui était très novateur est contestataire pour l'époque, s'est renforcé avec le temps pour se normaliser. Mais sous l'impulsion de l'association pour « la Paix et la Communication en Egée » de Mytilène, cette logique d'action s'est également diffusée à d'autres villes qui au départ n'étaient pas pionnières dans cette logique. Il y a eu en quelque sorte une logique de « banalisation » ou plutôt de « normalisation » de l'organisation de festivals d'amitié sur le pourtour égéen avec l'association de Mytilène, qui a en quelque sorte tendu à neutraliser la dynamique contestataire initiale entre les deux villes. En même temps, on a vu que si cette dynamique politique – idéologique pourrait-on dire – a joué un rôle moteur, en l'absence d'une volonté d'institutionnaliser cette relation sous des formes plus pérennes et moins liées à la personne des deux maires, elle risquait d'être vouée à disparaître. Ce rapprochement entre villes a donc tout d'abord suivi un modèle de type bilatéral – entre Dikili et Mytilène – pour tendre à devenir ensuite multipolaire où Mytilène – en tant qu'île – a développé des relations avec toutes les villes de la côte turque qui lui sont satellites. Elle a retrouvé sa position d'antan d'élément polarisant de la côte turque. Le modèle de développement sur base politique militant des deux villes au départ s'est donc progressivement transformé, sous l'impulsion de la création de l'association « Paix et Coexistence dans la Mer Egée », en processus de normalisation du rapprochement entre villes grecques et turques sur la côte égéenne où le facteur politique partisan joue un rôle beaucoup moins important qu'à ses débuts. On peut le schématiser ainsi :

⁵⁰¹ Entretien avec Cigdem, proprioétaire de « Kelebek pansiyon » et représentante de l'association *Ayvalık otelciler ve pansiyoncular derneği* (Association des hôteliers et propriétaires de pensions d'Ayvalık, le 4 août 2010. Durée de l'entretien : 45 minutes. Langue : anglais. Prise de note.



De 1994 à 1998 :

L'initiative pionnière entre Dikili et Mytilène



De 1998 à 2009

Extension et normalisation du phénomène

PARTIE II.

DE 2000 A 2011 :

**MASSIFICATION DES
INITIATIVES DE
RAPPROCHEMENT SOUS
L'IMPULSION DE
NOUVEAUX ACTEURS**

Le tournant de l'année 1999 et l'intrusion de nouveaux acteurs dans le champ des relations gréco-turques



Si l'on fait une analyse statistique chronologique des initiatives de rapprochement entre villes gréco-turques, on constate qu'à partir de l'année 2000, on assiste à un véritable boom des initiatives de rapprochement. Seulement deux jumelages et cinq festivals d'amitié ont été effectués lors de la période précédente. La moyenne des initiatives mises en place est alors très basse et - comme nous l'avons vu précédemment - ces initiatives sont le fait d'acteurs pionniers, qui ne représentent pas pour autant une logique d'action généralisée à plusieurs municipalités. Si l'on regarde la courbe ci-dessus, on est frappé par la différence entre la période 1989-1999 et la période 2000-2011. En l'espace d'un an seulement, on passe de deux initiatives en 1999 à 14 en 2000. On constate ensuite une augmentation spectaculaire des initiatives de rapprochement entre 2000 et 2002 : 13, 59% des initiatives ont été faites en 2000, 7% en 2001 et 11, 32% en 2002, comme on peut le voir dans le tableau suivant :

Durée	Années	Initiatives totales	
23 ans	1989	1	0,97%
25 ans	1987	1	0,97%
19 ans	1993	1	0,97%
17 ans	1995	3	2,91%
16 ans	1996	2	1,94%
15 ans	1997	1	0,97%
14 ans	1998	2	1,94%
12 ans	2000	14	13,59%
11 ans	2001	8	7,77%

10 ans	2002	12	11,32%
9 ans	2003	5	4,85%
8 ans	2004	5	4,85%
7 ans	2005	9	8,74%
6 ans	2006	3	2,91%
5 ans	2007	4	3,88%
4 ans	2008	6	5,83%
3 ans	2009	6	5,83%
2 ans	2010	5	4,85%
1 ans	2011	5	4,85%
0	2012	11	10,68%
	TOTAL	107	100 %

Entre 2000 et 2010, l'essentiel des initiatives de rapprochement gréco-turc est réalisé. Après le pic spectaculaire de 2000, ces initiatives sont ensuite néanmoins sur le long terme en baisse constante jusqu'en 2011. Ce déclin progressif vient d'un essoufflement des initiatives qui peut sembler naturel après la forte hausse qu'elles ont connu en 2000. En 2011, « l'effet de 1999 » semble s'être peu à peu amenuisé : il aura néanmoins duré dix ans. Comment expliquer l'augmentation spectaculaire à partir de 2000 des initiatives de rapprochement entre villes et le mouvement que cela a suscité ?

Nous interprétons cette augmentation des échanges entre municipalités grecques et turques comme un effet du tremblement de terre de 1999 ou plus spécifiquement comme une des manifestations de la « diplomatie du tremblement de terre ». Après 1999, en effet, comme l'a très bien observé Bahar Rumelili, on observe un boom des initiatives de rapprochement à tous les niveaux entre les deux pays : au niveau non-gouvernemental mais aussi intergouvernemental⁵⁰². Une nouvelle ère dans le champ des relations gréco-turques semble avoir ouvert la voie à une massification des initiatives de rapprochement entre villes grecques et turques. Il faut ajouter également que 1999 est l'année où la candidature de la Turquie à l'Union européenne a été acceptée, lors des accords d'Helsinki. Nous pouvons donc constater que cette « nouvelle donne dans les relations gréco-turques⁵⁰³ », née de « la diplomatie du tremblement de terre » mais aussi de « l'effet Helsinki » va avoir un réel impact sur la diplomatie des villes grecques et turques. Elle va se traduire par une augmentation très forte des jumelages, mais aussi des festivals d'amitié et également par une augmentation des partenariats ONG/municipalités dans la dynamique de rapprochement, sous l'impulsion de l'Union européenne, qui finance des programmes allant dans ce sens à partir de cette période.

Nous allons tenter d'expliquer quelle est la conjonction des différents facteurs qui font de 1999 une année charnière. Nous verrons dans un premier temps quel a été l'impact des tremblements

⁵⁰² RUMELILI, B. « Civil Society and the Europeanization of Greek-Turkish Cooperation », in *South European Society and Politics*, N°10/1, mars 2005, p 43-54.

⁵⁰³ AKGÖNÜL S., « Turquie, Grèce : un passé commun, des nouvelles perspectives », in *Problèmes politiques et communautaires : nouvelles perspectives*, n°33, 2004. En ligne, URL : <http://ceb.revues.org/4613?lang=en>

de terre en Grèce et en Turquie sur la diplomatie entre les deux pays, puis l'impact des accords d'Helsinki et le rôle que va jouer l'UE dans le champ des relations gréco-turques. Nous analyserons ensuite les caractéristiques de cette massification des initiatives de rapprochement à travers une analyse statistique des jumelages qui vont être effectués à cette période. Nous essayerons, par une approche comparative, de voir quels sont les divergences et points de convergences des jumelages gréco-turcs avec les jumelages franco-allemands, jumelages qui ont été les véritables moteurs de l'intégration et de la coopération européenne au niveau non-gouvernemental. Nous étudierons également la généralisation des festivals d'amitié comme forme de diplomatie gréco-turque autre que les jumelages à cette période, et plus particulièrement le rôle joué par une ONG gréco-turque, organisatrice de festivals annuels d'amitié gréco-turque entre municipalités, l'association Defne. Enfin, nous ferons deux études de cas d'initiatives mises en place en synergie entre ONG et municipalités grecques et turques sous l'égide de l'Union européenne dans le cadre du programme « Dialogue Citoyen Gréco-turc » (*Greek-Turkish Civic Dialogue*) : tout d'abord, le festival organisé dans le village-fantôme de l'Echange de Kayaköy (sur la côte méditerranéenne turque) par l'association AEGEE (Association des Etats-Généraux d'Etudiants Européens) comme événement représentatif des forces et faiblesses de ce type de coopération. Nous analyserons ensuite les activités développées dans les villes de l'Echange par la Fondation des réfugiés de Lausanne (*Lozan Mübadilleri Vakfi*) ou comment cette ONG peut jouer le rôle de médiateur dans la dynamique de rapprochement entre villes.

1. 1999 et le rôle joué par la société civile dans la « diplomatie du tremblement de terre »

L'année 1999 débute avec une crise entre les deux pays - l'affaire Öcalan - qui va avoir des conséquences contradictoires sur les relations gréco-turques.



Öcalan : un paquet encombrant. (Kathimerini, 15 février 1999)⁵⁰⁴

L'affaire Öcalan va avoir un impact important sur les relations gréco-turques. Abdullah Öcalan est le chef de file du mouvement de résistance armé kurde du PKK (*Partiya Karkerên Kurdistan* en kurde - Le Parti des Travailleurs du Kurdistan). Le PKK, formé en 1978 par Abdullah Öcalan est une organisation armée se présentant comme un mouvement de guérilla en opposition armée avec la Turquie depuis 1984. Le PKK est surtout actif en Turquie, mais aussi en Syrie, en Iran et en Irak. La Turquie soupçonne la Grèce de soutenir ce mouvement qui affaiblit la Turquie et nuit à son intégrité territoriale, selon la devise « les ennemis de mes ennemis sont mes amis ». Abdullah Öcalan, poursuivi par l'armée turque, avait d'abord trouvé refuge en Syrie. Mais, en octobre 1998, comme les relations entre la Turquie et la Syrie commencent à se tendre, Damas se retrouve dans l'obligation d'extrader Abdullah Öcalan, qui essaie alors de trouver refuge en Grèce. Celle-ci lui refuse le droit d'entrée sur son territoire. Il part à Moscou puis en Italie, où il est arrêté à Rome le 12 novembre 1998. Il reçoit alors le soutien des milieux nationalistes grecs qui le font venir au Kenya où il est caché dans l'ambassade grecque de Nairobi. Découvert par les services spéciaux turcs, il est contraint de quitter l'ambassade puis récupéré par un commando turc et reconduit en Turquie. Comme l'explique Samim Akgönül:

« Depuis les années 1980 déjà, les autorités turques accusent la Grèce de vouloir profiter d'une des faiblesses de la Turquie en soutenant le PKK et son chef, et en entretenant un doute sur la fonction du camp de réfugiés de Lavrion. Au même titre que la Grèce craint les alliances entre la Turquie et les pays balkaniques tels que la Macédoine et l'Albanie, la Turquie craint également les alliances entre la Grèce et les pays comme la Syrie et l'Iran. L'affaire Öcalan a confirmé les inquiétudes de la Turquie en prouvant qu'effectivement certains milieux nationalistes grecs soutenaient la lutte armée du PKK et de son chef⁵⁰⁵ ».

L'arrestation d'Abdullah Öcalan à Nairobi va avoir deux conséquences. D'un côté, l'arrestation confirme Ankara dans l'idée que la Grèce soutient ses ennemis. Les relations gréco-turques vont se retrouver très affectées négativement par cette arrestation. Mais, en même temps, le gouvernement grec se défend d'avoir soutenu les milieux nationalistes grecs impliqués dans cette affaire et, pour montrer sa désapprobation, prend des mesures fortes allant dans le sens d'un soutien à la Turquie :

« Alors qu'on aurait pu s'attendre à une tension sans précédent entre les deux pays, pouvant déboucher sur un affrontement armé, l'arrestation d'Öcalan a, au contraire, ouvert une nouvelle phase de détente. L'attitude de Costas Simitis y est pour beaucoup. En effet, au lendemain de la crise, il a déclaré qu'il n'était pas au courant des événements et a limogé le ministre des Affaires étrangères Pangalos, le ministre de l'Intérieur Papadopoulos, et le ministre de l'Ordre public Petsalnikos⁵⁰⁶ ».

⁵⁰⁴ AKGÖNUL S., « Les relations gréco-turques au tournant du siècle : ruptures, évolutions et permanences », in *Cahiers balkaniques*, 33 | 2004, mis en ligne le 04 juin 2013, consulté le 02 juillet 2013. URL : <http://ceb.revues.org/4613> ; DOI : 10.4000/ceb.4613

⁵⁰⁵ AKGÖNUL S., « Les relations gréco-turques au tournant du siècle : ruptures, évolutions et permanences », op. cit.

⁵⁰⁶ AKGÖNUL S., « Les relations gréco-turques au tournant du siècle : ruptures, évolutions et permanences », ibid.

L'année s'ouvre donc sur une crise ouverte entre les deux pays avec l'affaire Öcalan, mais elle contraint le gouvernement grec à prendre des mesures montrant son souhait d'éviter tout conflit ouvert avec la Turquie. La suite de l'année 1999, tout en paradoxes, va montrer que ce rapprochement va aller en se développant.

1.1. Le tremblement de terre du 17 août 1999 à Istanbul et l'élan de solidarité grecque

Le 17 août 1999 : le tremblement de terre à Istanbul



Le tremblement de terre du 17 août 1999 en Turquie⁵⁰⁷

Istanbul - ville à cheval sur deux continents - est située dans une région connue pour être une zone sismique importante. Le 17 août 1999, à 03h00 du matin, un tremblement de terre d'une magnitude de 7,4 sur l'échelle de Richter et d'une profondeur de 17 km, a frappé la région avec une violence inouïe. L'épicentre du tremblement de terre était situé à Izmit, une ville située à 70 km d'Istanbul. Les villes d'Izmit et de Kocaeli ont particulièrement été touchées, mais il s'est fait ressentir également à Istanbul, dans la région de Marmara et dans d'autres villes de Turquie. Le séisme n'aura duré que 37 secondes, mais tué plus de 17 000 personnes et fait plus de 20 000 blessés⁵⁰⁸, laissant environ un demi-million de personnes sans-abri. Les sources non officielles estiment les pertes humaines à plus de 35 000 personnes. Le bilan humain du tremblement de terre a été très lourd, ainsi que ses conséquences matérielles : 285 211 habitations et 42 902 lieux de travail ont été

⁵⁰⁷ Image 1 (à gauche) : Source, OVIPOT, article de Jean-Paul Burdy, « Le tremblement de terre qui vient de frapper le Japon rappelle qu'Istanbul est aussi une zone de risque sismique majeure » du 14 mars 2011, URL : <http://ovipot.hypotheses.org/5085>.

Image 2 (à droite) : Source : quotidien turc Zaman, URL : http://www.zaman.com.tr/gundem_istanbul-depremi-2029a-kadar-olabilir_576843.html

⁵⁰⁸ Le tremblement de terre, d'une rare violence, a fait plus de 17.127 morts et 23.781 (estimation officielle turque) blessés et plus de 500 personnes ont été mutilées. Sur le bilan de la catastrophe humaine provoquée par le tremblement de terre, se référer à DELI F., PEROUSE J.F, *Le tremblement de terre de Yalova-Izmit-Istanbul, Premier bilan d'appréciation*, in *Les dossiers de l'IFEA, série La Turquie d'aujourd'hui*, n°1, IFEA, Istanbul, décembre 1999.

endommagés⁵⁰⁹. Plus de 16 millions de personnes ont été touchées par le séisme à différents niveaux (par décès, blessures, décès d'un proche, endommagement de leur habitation ou lieu de travail). Les pertes humaines et financières causées par le tremblement de terre ont été considérables dans la mesure où l'épicentre du séisme était situé dans la zone urbaine la plus densément peuplée de Turquie mais aussi la plus industrialisée, comprenant des raffineries de pétrole, plusieurs usines automobiles, le siège de la Marine turque et un arsenal. Le tremblement de terre a notamment déclenché un incendie désastreux dans la raffinerie de pétrole *Tüpraş*. Les pertes économiques occasionnées par le tremblement de terre ont été estimées à plus de 1,3 milliard de dollars pour le Produit Intérieur Brut (PIB) et de 2,4 milliards de dollars concernant la production et l'industrie dans les quatre provinces les plus atteintes⁵¹⁰.

La caractéristique principale de cette crise humaine vécue par la Turquie au moment du tremblement de terre a été la difficulté pour les autorités à gérer la catastrophe. Cela a révélé également de grandes carences de l'Etat dans la prévention des dégâts en amont du tremblement de terre⁵¹¹. Paradoxalement, cette inefficacité de la réponse apportée par l'Etat turc à la catastrophe a été le moteur de l'affirmation sur la scène publique de la société civile turque. Les organisations de chaînes privées ou publiques, la presse, les radios, ont joué un rôle prépondérant lors du 17 août 1999, en dénonçant l'inorganisation des pouvoirs publics. L'Etat a pour la première fois été décrié - aussi bien par la population que par les médias - pour n'avoir pas su gérer cette crise en amont, pour avoir manqué de coordination et d'efficacité après le tremblement de terre, mais aussi pour avoir essayé d'en minimiser les dégâts⁵¹². Les médias ont également joué le rôle de porte-paroles des sinistrés vers l'étranger et le reste de la Turquie. Le tremblement de terre de 1999 restera gravé dans la mémoire turque en raison de son ampleur, mais aussi pour la vitalité dont la société civile a fait preuve au moment de la catastrophe ainsi que pour l'élan de solidarité qui a émané de certains pays étrangers – plus particulièrement de la Grèce – au moment de cet épisode tragique.

Des équipes de secours étrangères – venant de plusieurs pays comme la France, Israël, la Corée du Sud, l'Allemagne, la Hongrie, le Royaume-Uni, l'Autriche, la Roumanie, la Suisse, les

⁵⁰⁹ Rapport de la Commission Européenne, *Commission des questions économiques et du développement, Rapport « Conséquences économiques des récents séismes en Turquie et en Grèce »*, Rapporteurs : Mme Oya Akgönenç, Turquie, Groupe de démocrates européens, et M. Elefterios Verivakis, Grèce, Groupe socialiste, Doc. 8594, 13 décembre 1999.

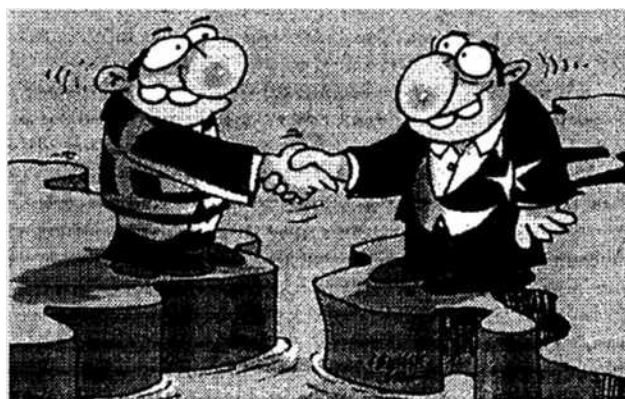
⁵¹⁰ Rapport de la Commission Européenne, *Commission des questions économiques et du développement, Rapport « Conséquences économiques des récents séismes en Turquie et en Grèce »*, op. cit.

⁵¹¹ DELI F., PEROUSE J.F., *Le tremblement de terre de Yalova-Izmit-Istanbul, Premier bilan d'appréciation*, op. cit.

⁵¹² AKGUNGOR A. C., *La Turquie à l'épreuve des séismes de 1999. Une analyse sociopolitique à travers les discours médiatiques post-catastrophes*. Thèse de doctorat soutenue sous la direction de Claude Gilbert, à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, laboratoire PACTE, Ecole doctorale Sciences de l'Homme, du Politique et du Territoire, 2007, 400 p.

Etats-Unis, l'Islande, l'Espagne, l'Italie, l'Azerbaïdjan et l'Égypte⁵¹³ - ont été dépêchées dans les 24/48 heures après la catastrophe. Le Royaume-Uni a annoncé une subvention immédiate de £ 50,000 pour aider le Croissant-Rouge turc⁵¹⁴. Les ingénieurs de Thames Water sont venus en Turquie pour aider à rétablir l'approvisionnement en eau des villes qui avaient été touchées. L'Inde a également participé en fournissant 32 000 tentes et 2 millions de roupies pour la reconstruction⁵¹⁵. Le président américain Bill Clinton et le Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif sont venus visiter Istanbul afin d'évaluer le niveau de destruction et rencontrer les survivants. Le 16 novembre 1999, la Banque mondiale a octroyé deux prêts en faveur de la Turquie pour un total de 757 millions de dollars. Sur ce montant, 252 millions de dollars ont été affectés à un prêt d'urgence pour la reprise économique afin de financer les importations liées au séisme et la protection sociale des victimes de la catastrophe. Le Fonds de développement social du Conseil de l'Europe a également réagi très rapidement au séisme : dès le 22 septembre, son conseil d'administration a proposé au gouvernement turc de déposer une demande de prêt pour 300 millions d'euros pour le financement de projets de reconstruction.

Le mouvement de solidarité grec envers la Turquie au moment du tremblement de terre



Couverture de journaux après le tremblement de terre et l'aide apportée par la Grèce en 1999⁵¹⁶

Il y a donc eu une solidarité internationale importante pour aider la Turquie dans ce moment difficile. Mais l'aide la plus importante, la plus surprenante et qui a le plus marqué les esprits est incontestablement l'aide apportée par la Grèce à son voisin turc au moment du tremblement de terre. Comme l'explique Samim Akgönül:

⁵¹³ Rapport de la Commission Européenne, *Commission des questions économiques et du développement*, Rapport « Conséquences économiques des récents séismes en Turquie et en Grèce », op. cit.

⁵¹⁴ Rapport de la Commission Européenne, *Commission des questions économiques et du développement*, Rapport « Conséquences économiques des récents séismes en Turquie et en Grèce », ibid.

⁵¹⁵ Rapport de la Commission Européenne, *Commission des questions économiques et du développement*, Rapport « Conséquences économiques des récents séismes en Turquie et en Grèce », ibid.

⁵¹⁶ Image extraite de AKGÖNÜL S., « Les relations gréco-turques au tournant du siècle : ruptures, évolutions et permanences », in *Cahiers balkaniques*, 33 | 2004, mis en ligne le 04 juin 2013, consulté le 02 juillet 2013. URL : <http://ceb.revues.org/4613> ; DOI : 10.4000/ceb.4613

« Les images retransmises par les télévisions du monde entier dès les premières heures du tremblement de terre, les chiffres catastrophiques annoncés par les journalistes et l'impuissance relative des autorités turques face à cet événement sans précédent ont ému l'ensemble de la planète. La population de la Grèce n'est pas restée insensible non plus. Un élan de solidarité jamais vu apparaîtrait dès la première journée. L'arrivée des secouristes grecs, les campagnes d'aide lancées par différents organismes en Grèce, une collecte de sang qui atteint des proportions inimaginables touchent de près l'opinion publique turque⁵¹⁷. ».

La Grèce a en effet été le premier pays étranger à envoyer de l'aide et des initiatives de soutien. Quelques heures après le séisme, le ministre grec des Affaires étrangères a pris contact avec son homologue turc et a envoyé ses émissaires personnels en Turquie. Le ministère de l'Intérieur grec a envoyé le jour même une équipe de secours de 24 personnes et 2 chiens de sauvetage formés, ainsi que des canadiens pour aider à éteindre l'incendie dans la raffinerie. Le Secrétariat de protections civiles (travaillant sous les auspices du ministère grec de l'Intérieur) avait diligenté une équipe médicale de 11 personnes, dont 4 étaient des médecins, ainsi que des tentes, des ambulances, des médicaments, de l'eau, des vêtements, des aliments et des couvertures. Le 18 août 1999, le ministère de la Santé a mis en place trois unités pour les dons de sang. Le même jour, de l'aide a également été mise en place par l'université nationale d'Athènes. Le 19 août 1999, le ministère grec des Affaires étrangères a installé 3 stations de réception à Athènes, Thessalonique et Komotini, dans le but d'un rassemblement des citoyens pour une aide spontanée⁵¹⁸. A partir du 19 Août, les hôpitaux de Komotini et Xanthi ont même mis en place leurs propres unités pour des dons de sang et l'Eglise de Grèce a lancé une collecte de fonds. Le 24 août 1999, les cinq plus grandes villes de Grèce (Athènes, Thessalonique⁵¹⁹, Athènes, Patras, Héraklion) ont organisé un convoi avec des denrées alimentaires, des couvertures et vêtements. Le 25 août 1999, l'Association Nationale des Collectivités Locales (ΚΕΔΚΕ) a offert 50 millions de drachmes pour les victimes du tremblement de terre et l'Association des Pouvoirs Locaux de l'Attique (PEDNA), 30 000 000 drachmes à l'ambassadeur de Turquie à Athènes. Des équipes humanitaires ont également été envoyées par la Croix-Rouge grecque, l'association de médecine d'Athènes et les sections grecques de Médecins Sans Frontières et Médecins du Monde.

« Les journaux turcs qui jusque-là traitaient tout ce qui touche au Grec avec force préjugés et formules stéréotypées ont du jour au lendemain changé de ton. Plusieurs journaux ont titré des messages de remerciement en grec, les chaînes de télévision ont ouvert leurs journaux avec des messages d'amitié en grec, etc. Mis à part quelques voix discordantes concernant l'acceptation des aides grecques (et arméniennes) l'ensemble de la classe politique turque, les médias et les différentes organisations de la société civile ont manifesté leur gratitude au peuple (et à la classe politique ?) grec(s)⁵²⁰ ».

⁵¹⁷ Image extraite de AKGÖNUL S., « Les relations gréco-turques au tournant du siècle : ruptures, évolutions et permanences », in *Cahiers balkaniques*, 33 | 2004, mis en ligne le 04 juin 2013, consulté le 02 juillet 2013. URL : <http://ceb.revues.org/4613> ; DOI : 10.4000/ceb.4613

⁵¹⁸ « Dostluk zamanı », Journal *Milliyet* du 20 août 1999.

⁵¹⁹ La municipalité de Thessalonique avait commencé à envoyer son aide depuis le 19 Août 1999.

⁵²⁰ AKGÖNUL, S., « Les relations gréco-turques au tournant du siècle : ruptures, évolutions et permanences », in *Cahiers balkaniques*, 33 | 2004, mis en ligne le 04 juin 2013, consulté le 02 juillet 2013. URL : <http://ceb.revues.org/4613> ; DOI : 10.4000/ceb.4613

La réponse grecque au tremblement de terre a reçu une large couverture en Turquie avec des titres de journaux tels que « Le temps de l'amitié »⁵²¹ ou encore « Mains amies dans les jours noirs »⁵²². La réponse officielle et les messages de soutien des Grecs ont reçu une très large couverture médiatique et ont été relayés en Turquie. Les images de Grecs faisant des dons de nourriture et des dons du sang dans leurs municipalités se sont affichées sur les écrans de télévision ou dans les pages de journaux, avec tout le langage et la symbolique émotionnelle que ce type d'images peut engendrer. Les médias et la classe politique turque ont commencé à utiliser des mots tels que « voisin », « véritable ami » en parlant de la Grèce. Quand le maire d'Athènes est venu personnellement visiter le site du tremblement de terre, il a été accueilli sur le tarmac par le maire d'Istanbul.

1.2. Le séisme du 7 septembre 1999 à Athènes et l'aide réciproque turque

Le séisme en Grèce et la réponse turque

Avec une surprenante et - pourrait-on malheureusement dire macabre - symétrie, la Grèce et plus particulièrement la région d'Athènes a également été touchée par un séisme le 7 septembre 1999, trois semaines après les séismes en Turquie. Il a été évalué à 5,9 sur l'échelle de Richter et a causé la mort de plus de 150 personnes, a fait plus de 2000 blessés et a provoqué plus de 70 000 sans-abris. Le tremblement de terre a également causé de nombreux dégâts matériels estimés à plus de 600 millions d'euros⁵²³. 7 000 logements ont été détruits ou très endommagés. 65 000 autres ont subi des dégâts mais sont restés habitables. L'épicentre du séisme était localisé près des zones densément peuplées de la capitale - ce qui a contribué à expliquer le nombre élevé de victimes et la portée des dégâts matériels - et a touché des écoles et d'autres établissements d'enseignement, des hôpitaux, des bureaux administratifs, des monuments historiques et des infrastructures telles que les réseaux de distribution d'eau et de collecte des eaux usées, mais aussi certains ports (en particulier le Pirée). 8 000 établissements industriels et commerciaux ont connu des dégâts. Les pouvoirs publics ont immédiatement déclenché leur « politique de protection antisismique » pour assurer une assistance rapide aux victimes et informer le grand public sur les mesures - même limitées - qui peuvent contribuer à une meilleure protection contre les tremblements de terre⁵²⁴. De la même manière, la Grèce a bénéficié d'une aide internationale, même si l'ampleur des dégâts était moindre. La Grèce a reçu l'aide de la Banque mondiale et du FMI (Fond Monétaire International). La Banque européenne d'investissement a également envoyé 600 millions d'euro sous forme de prêts à faible taux d'intérêt.

⁵²¹ Journal *Milliyet* du 20 août 1999 « Dostluk zamanı ».

⁵²² Journal *Milliyet* du 22 août 1999 « Kara günde dost eller ».

⁵²³ Commission des questions économiques et du développement, Rapport « Conséquences économiques des récents séismes en Turquie et en Grèce », op. cit.

⁵²⁴ Commission des questions économiques et du développement, Rapport « Conséquences économiques des récents séismes en Turquie et en Grèce », ibid.

De la même manière que les Grecs sont venus aider les Turcs après le tremblement de terre, c'est cette fois la partie turque qui a donné la réciprocité. Un groupe de travail spécial a été convoqué, composé du sous-secrétariat du Premier Ministre, des Forces armées turques, du ministère des Affaires étrangères et du ministère de l'Intérieur pour aider la Grèce et a offert des dons à l'ambassadeur grec à Ankara. Les équipes de secours turques ont été les premières à arriver en Grèce. Une équipe de 20 personnes est arrivée sur le site avec un avion militaire dans les 13 heures après le tremblement de terre. Le consulat grec et l'ambassade de Grèce en Turquie ont vu leurs lignes téléphoniques bloquées à cause d'appels de Turcs voulant faire des dons du sang. Cet élan de solidarité turc, répondant à celui des Grecs a créé un climat propice au rapprochement, comme le note Samim Akgonul :

« Les liens qui se sont manifestés après le tremblement de terre en Turquie se sont renforcés à la suite de celui qui a frappé la banlieue d'Athènes le 7 septembre qui, bien que plus faible en intensité, a donné une fois de plus aux Turcs et aux Grecs le sentiment d'avoir la même destinée, d'où l'idée du partage d'une même géographie en tant que paramètre inchangable dans les relations gréco-turques⁵²⁵ ».

L'Union européenne s'est également félicitée de ce rapprochement entre les deux pays :

« L'Assemblée est particulièrement satisfaite de l'important soutien - à la fois moral et matériel - apporté aux deux pays par la communauté internationale, et notamment par les Etats membres du Conseil de l'Europe, ainsi que de l'assistance mutuelle tout à fait encourageante que se sont témoignées la Turquie et la Grèce à la suite de ces tragiques événements. L'Assemblée espère que ces catastrophes, pour tragiques qu'elles soient, renforceront encore les liens entre ces deux pays et les aideront à surmonter les nombreux défis spécifiques et communs qu'il leur faudra relever à l'avenir. Elle invite le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe à œuvrer pour soutenir la Turquie et la Grèce pendant tout le temps qu'il faudra pour mener à bien la reconstruction⁵²⁶ ».

On constate dans de nombreux cas que les catastrophes naturelles – cataclysmes, tremblements de terre, tsunamis, typhons – créent des sentiments d'empathie naturelle entre les peuples. Cela peut constituer des possibilités ou « fenêtres politiques » qui peuvent être favorables au rapprochement dans une situation de conflit entre deux pays. Mais ce phénomène n'est pas systématique, une étude tend à montrer que, dans le cas de l'Inde et du Pakistan, qui se disputent la région du Cachemire, le tremblement de terre n'a pas eu les mêmes effets qu'en Grèce et en Turquie. Les chocs exogènes peuvent donc créer une dynamique de rapprochement, mais on ne peut conclure de manière systématique qu'ils ont cet effet de manière systématique⁵²⁷.

2. 2000 ou l'effet « Helsinki » : le rôle de l'Union européenne dans les relations gréco-turques après 1999

⁵²⁵ AKGÖNUL S., « Les relations gréco-turques au tournant du siècle : ruptures, évolutions et permanences », in *Cahiers balkaniques*, 33 | 2004, mis en ligne le 04 juin 2013, consulté le 02 juillet 2013. URL : <http://ceb.revues.org/4613> ; DOI : 10.4000/ceb.4613

⁵²⁶ Commission des questions économiques et du développement, Rapport « Conséquences économiques des récents séismes en Turquie et en Grèce », op. cit.

⁵²⁷ KER-LINDSAY, « Greek-Turkish Rapprochement: The Impact of 'Disaster Diplomacy'? », in *Cambridge Review of International Affairs*, volume 14, Issue 1, 2000.

À partir de mars 1999, la politique grecque envers la Turquie a également radicalement changé sous l'impulsion d'un nouvel acteur, l'Union européenne (UE). Cette nouvelle détente va culminer au sommet européen d'Helsinki en 1999 où, pour la première fois, la Grèce ne s'est pas mise en travers du processus d'intégration européenne de la Turquie. Les deux pays, en voie d'appartenir à un même ensemble géographique supranational, vont voir leurs relations affectées, de manière positive comme négative, par l'intrusion d'un nouvel acteur dans le champ de leurs relations : l'Union européenne.

2.1. La candidature turque et la décision d'Helsinki en 1999

La candidature turque à l'Union européenne : un processus long et ancien

L'acceptation de la Turquie comme pays candidat à l'Union européenne est le résultat d'un long processus de négociation entre la Turquie et l'Union européenne. La Turquie a en effet des relations avec l'Europe depuis longtemps. Le pays, à cheval sur deux continents, a participé dès ses débuts au processus de construction européenne. Ce processus est un processus de construction en interaction, où la Turquie s'est en partie construite par rapport à l'Europe, mais la réciproque est notable également⁵²⁸. En 1948, la Turquie est membre fondateur de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE) et adhère en 1949 au Conseil de l'Europe. Elle est ouvertement « pro-occidentale » : après la Seconde Guerre mondiale, elle bénéficie du plan Marshall et durant la guerre froide, s'allie aux Etats-Unis et à l'Europe de l'Ouest. Elle devient membre de l'OTAN en 1951⁵²⁹. Peu de temps après l'entrée en vigueur du traité fondateur européen, le Traité de Rome signé le 31 juillet 1959, la Turquie présente sa demande pour un accord d'association avec la Communauté Economique Européenne (CEE), la même année que la Grèce (le 8 juin 1959) qui l'obtient le 1er novembre 1962. La procédure pour la Turquie prendra plus de temps : après la signature le 12 septembre 1963 du traité d'Ankara, l'accord avec la Turquie entrera en vigueur le 1er décembre 1964. Le processus d'adhésion est lancé. En effet, dans cet accord d'association entre la Turquie et la CEE, l'article 28 précise que :

« Lorsque le fonctionnement de l'accord aura permis d'envisager l'acceptation intégrale de la part de la Turquie des obligations découlant du traité instituant la Communauté, les parties contractantes examineront l'éventuelle possibilité d'une adhésion de la Turquie à la Communauté⁵³⁰. »

⁵²⁸ AKGÖNÜL S., DEDEOGLU B., *La Turquie et l'Europe, Une évolution en interaction*, L'Harmattan, Paris, juin 2013.

⁵²⁹ OTAN, « Protocole d'accession au Traité de l'Atlantique Nord de la Grèce et de la Turquie », sur *Digithèque de l'OTAN*, 22 octobre 1951.

⁵³⁰ Accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Turquie, sur EurLex, Europa, 29 décembre 1964. Consulté le 12 septembre 2010.

Le 14 avril 1987, Türgüt Özal rouvre le dossier de l'intégration de la Turquie et adresse sa candidature de manière officielle à Leo Tindemans, alors président en exercice du Conseil des Communautés européennes :

« Au nom du Gouvernement de la République de Turquie, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que, par la présente, la Turquie demande officiellement à devenir membre de la Communauté économique européenne, conformément aux dispositions de l'article 237 du traité instituant la Communauté économique européenne. Dans ce contexte, je voudrais insister sur la vocation européenne de la Turquie et son attachement à l'unité européenne ainsi qu'aux idéaux qui ont donné naissance aux traités instituant les Communautés européennes⁵³¹ ».

Mais, La candidature turque bute rapidement sur un certain nombre de problèmes : le 18 juin de la même année, le Parlement européen publie la « résolution sur une solution politique de la question arménienne⁵³² » : la reconnaissance du génocide arménien et le respect des minorités conditionnent l'intégration de la Turquie dans la CEE. Le 18 décembre 1989, la Commission européenne donne un avis négatif sur l'ouverture des négociations d'adhésion. Le motif invoqué est l'absence de bonnes relations avec la Grèce et Chypre, ainsi qu'un contexte économique et politique défavorable en Turquie. L'avis note également que :

« La situation des droits de l'homme et le respect de l'identité des minorités, quoique ayant fait l'objet d'une évolution au cours des dernières années, n'ont pas encore atteint le niveau nécessaire pour une démocratie ».

La Commission précise donc dans son avis :

« Toute position de la Communauté relative à un nouvel élargissement [...] aura une portée dépassant les positions prises lors de précédentes adhésions, en raison à la fois des nouvelles ambitions de l'intégration européenne qu'impose l'Acte unique et de l'accroissement des droits et obligations qui s'attachent désormais à la qualité d'État membre⁵³³ ».

Pourtant, la situation évolue en 1992 : la Turquie devient, aux côtés de l'Islande et de la Norvège, membre associé de l'Union de l'Europe occidentale⁵³⁴. Le 6 mars 1995, la Turquie signe avec l'UE un accord d'union douanière, poursuivant le processus d'intégration économique prévu par l'accord d'Ankara. L'accord prend effet le 1er janvier 1996. La Turquie est depuis lors le seul pays ayant réalisé une union douanière avec l'Union européenne⁵³⁵. En décembre 1997, le Conseil européen de Luxembourg décide de « lancer un processus d'adhésion englobant les dix États candidats d'Europe centrale et orientale et Chypre⁵³⁶ ». Le Conseil européen confirme ainsi l'éligibilité de la Turquie à l'Union européenne mais ajoute que les conditions politiques et économiques permettant d'envisager

⁵³¹ Accord créant une association entre la Communauté Economique Européenne et la Turquie, sur EurLex, Europa, 29 décembre 1964.

⁵³² Journal officiel des Communautés européennes (JOCE), *Résolution du Parlement européen sur une solution politique de la question arménienne (18 juin 1987)*, n° 190, 20 juin 1987.

⁵³³ Rapport d'information, Assemblée nationale, constitution du 4 octobre 1958, douzième législature, Commission des Affaires Etrangères, *Rapport d'information déposé sur le suivi des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne*.

⁵³⁴ BITSCH L.T., *Histoire de la construction européenne*, Complexe, 2001

⁵³⁵ PEROUSE J.F., *La Turquie en marche : Les grandes mutations depuis 1980*, La Martinière, 2004

⁵³⁶ Conseil européen (Luxembourg), « Conclusions », sur le site du Sénat français, 13 décembre 1997

des négociations d'adhésion ne sont pas réunies et considère que la Turquie doit encore fournir d'autres efforts pour pouvoir adhérer à l'UE. À la suite de ces déclarations, la Turquie considère qu'elle fait l'objet d'un traitement discriminatoire par rapport aux autres pays candidats. En novembre 1998, la Commission commence à publier pour chaque pays candidat à l'adhésion, dont la Turquie, un rapport régulier sur les progrès accomplis sur la voie de l'adhésion.

En décembre 1999, le Conseil européen d'Helsinki, écrit qu'il se réjouit des éléments positifs ayant marqué récemment l'évolution de la situation en Turquie. Ces éléments, ainsi que l'intention de la Turquie de poursuivre ses réformes en vue de satisfaire aux critères de Copenhague ont été relevés également par la Commission dans son rapport sur les progrès réalisés par les pays candidats. La Turquie est alors un pays candidat qui a vocation à rejoindre l'Union sur la base des mêmes critères que ceux qui s'appliquent aux autres pays candidats⁵³⁷. Du chemin a donc été parcouru depuis que la Turquie a déposé sa demande d'adhésion à l'Union européenne (qui s'appelait alors CEE) le 14 avril 1987 : elle se retrouve officiellement reconnue candidate le 12 décembre 1999 lors du sommet européen d'Helsinki. C'est une victoire pour les partisans de l'ouverture de la Turquie vers l'Europe. Un des points importants de l'acceptation de cette candidature vient également du fait que, pour la première fois, la Grèce soutient la candidature de la Turquie, ce qui marque un profond réchauffement et ouvre des espoirs quant aux règlements de certains litiges qui continuent de miner les relations entre les deux pays. C'est Georges Papandréou, président du Parti socialiste, ancien ministre des Affaires étrangères, qui s'est prononcé en faveur de l'adhésion. L'ancien Premier ministre grec Kóstas Karamanlís a également soutenu la candidature turque.

Un processus qui reste encore néanmoins incertain

Même si la Turquie a été acceptée comme pays-candidat, le processus d'adhésion reste très lent et incertain. Pour entrer dans l'Union européenne, la Turquie doit, dans un premier temps, terminer les négociations avec la Commission européenne sur chacun des 35 chapitres de l'acquis communautaire qui regroupent l'ensemble du droit de l'Union. Ensuite, les États membres doivent unanimement être d'accord sur l'entrée de la Turquie dans l'Union et approuver son entrée.

En décembre 2002, lors du Conseil européen de Copenhague, il est alors décidé que :

« L'Union encourage la Turquie à poursuivre énergiquement son processus de réforme et qu'en décembre 2004, le Conseil européen décidera, sur la base d'un rapport et d'une recommandation de la Commission, que la Turquie satisfait aux critères politiques de Copenhague, l'Union européenne ouvrira sans délai des négociations d'adhésion avec ce pays⁵³⁸ ».

⁵³⁷ Conseil européen (Helsinki), « Conclusions », 10-11 décembre 1999.

⁵³⁸ Conseil européen (Helsinki), « Conclusions », 10-11 décembre 1999.

En 2004, dans son rapport de progrès annuel, la Commission européenne reconnaît que la Turquie « satisfaisait suffisamment aux critères politiques de Copenhague⁵³⁹ ». En conséquence, la même année, le Conseil européen de décembre décide de l'ouverture des négociations d'adhésion. Celles-ci commencent effectivement le 3 octobre 2005, mais de nombreuses précautions sont alors émises par la Commission européenne par rapport à la candidature turque⁵⁴⁰. Depuis, les négociations ont été ralenties par un certain nombre de difficultés, notamment l'opposition de certains pays-membres – plus précisément la France et l'Autriche. Ces deux pays ont déclaré qu'ils organiseraient un référendum sur l'adhésion de la Turquie dans leurs deux pays respectifs. En France, un changement apporté en 2005 à la Constitution avait même rendu obligatoire un tel référendum. La France a également, sous la présidence Sarkozy, fait passer une loi sur « la reconnaissance du génocide arménien⁵⁴¹ », qui a finalement été rejetée par le Conseil Constitutionnel, mais qui a marqué l'hostilité du gouvernement française à la candidature turque. La candidature bute sur d'autres difficultés : plusieurs officiels européens signalent un ralentissement dans les réformes en Turquie (notamment sur le plan des droits des femmes), auquel s'ajoute le problème de Chypre, qui ne semble pas trouver d'issue. Les négociations sont à nouveau interrompues en décembre 2006, et l'Union décide de geler 8 des 35 dossiers en cours de négociation. Aucune date limite n'a réellement été donnée par l'Union européenne quant à l'adhésion turque, donc la situation reste encore aujourd'hui incertaine.

En Europe, l'adhésion divise l'opinion publique sur plusieurs points⁵⁴². Certains défenseurs mettent en avant le fait que la Turquie, puissance régionale très importante, fait partie de l'OTAN et peut jouer un rôle pacificateur au Moyen-Orient. C'est surtout la position géographique de la Turquie au carrefour des deux continents - point géostratégique très intéressant pour l'Union européenne et qui peut renforcer son influence au niveau mondial - qui est mis en avant par les tenants de l'entrée de la Turquie en Europe. La Turquie est en effet située au carrefour de la Méditerranée, des côtes de la Mer Noire, point de passage très important du fret maritime mondial, qui touche aussi bien le Moyen Orient, que le bassin de la mer Caspienne et de l'Asie Centrale. Les problèmes énergétiques (notamment l'approvisionnement en gaz) en Europe, en Italie ou en Grèce, pourraient être résolus par

⁵³⁹ Rapport disponible sur le site du Sénat, URL : <http://www.senat.fr/europe/Themes/turquie.html>

⁵⁴⁰ Malgré une proposition du Parti populaire autrichien et de l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne d'instaurer un partenariat privilégié avec la Turquie au lieu d'une véritable intégration, les négociations d'adhésion ont tout de même été officiellement lancées.

⁵⁴¹ Le 22 décembre 2011, l'Assemblée nationale vote 35 à une large majorité une nouvelle proposition de loi condamnant la négation des génocides reconnus par l'État français dont celui des Arméniens, provoquant ainsi le mécontentement de la Turquie qui dénonce alors « une trahison de l'Histoire » et rappelle son ambassadeur. La loi est adoptée par le Sénat le 23 janvier 2012, mais elle est néanmoins rejetée par le Conseil constitutionnel le 28 février 2012, car jugée contraire à la Constitution.

⁵⁴² Voir l'ouvrage collectif présentant les arguments historiques, politiques, juridiques, culturels et économiques, qui justifient ou, au contraire, freinent, la candidature turque : BURDY J.P, MARCOU J., MONCEAU N., VARDAR D., *Les mots de la Turquie*, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, 2006. Ou encore l'ouvrage : BURDY J.P, MARCOU J., *La Turquie à l'heure de l'Europe*, PUG, 2008 et AKGÖNÜL S., DEDEOGLU B., *La Turquie et l'Europe, Une évolution en interaction*, L'Harmattan, Paris, juin 2013 ou encore PEROUSE J-F, *La Turquie en marche — les grandes mutations depuis 1980*, éd. La Martinière, novembre 2004.

une association avec la Turquie. Certaines entreprises européennes pourraient investir en Turquie pour le transport ou l'exploitation du gaz. Le projet Nabucco va dans ce sens⁵⁴³. La Turquie bénéficie également de ressources en eau très importantes, surtout depuis que la Turquie a mis en œuvre tout un programme dans l'Anatolie du Sud-Est – un barrage, le GAP – mais qui, en ayant pour conséquences de réduire les possibilités d'approvisionnement en eau de l'Irak et de la Syrie, peut être source de tensions supplémentaires dans la région⁵⁴⁴. Outre ces différents arguments en faveur de l'entrée de la Turquie, les défenseurs de la Turquie avancent le fait que le pays a fait certaines avancées quant aux demandes formulées par l'Union européenne, comme l'abolition de la peine de mort en 2001, mais aussi la modification de l'article 301 de la constitution turque. Cet article punissait d'une peine d'emprisonnement allant de six mois à deux ans une personne insultant publiquement la nation turque, l'État de la république de Turquie ou la Grande assemblée nationale de Turquie. Cette loi a été mise en cause par l'UE lorsque l'écrivain Orhan Pamuk, suite à des commentaires faits sur la mort de Kurdes et d'Arméniens, a fait l'objet d'un procès en Turquie. En septembre 2006, le Parlement européen a appelé à l'abolition de cet article, étant considéré comme une limite à la liberté d'expression. Le 30 avril 2008, la loi fut réformée par le président de la République Abdullah Gül⁵⁴⁵. L'autre facteur constaté est le dynamisme que connaît l'économie turque depuis quelques années (avec des taux de croissance ces dernières années de plus de 10%). Cela représente un atout dans un contexte européen de crise économique. Le problème d'inflation annuelle de 75 % que connaissait le pays dans le milieu des années 1990 a été réduit à 6 % ces dernières années. La Turquie semble aujourd'hui être capable de maîtriser son économie, en pleine expansion.

Mais l'adhésion de la Turquie bute toujours sur un certain nombre de points et des arguments récurrents contre son adhésion sont avancés par ses opposants. Le premier est l'aspect démographique : si les tendances démographiques actuelles se poursuivent, la Turquie pourrait dépasser la population de l'Allemagne en 2019 avec 81 millions d'habitants⁵⁴⁶. La Turquie deviendrait ainsi le pays le plus peuplé de l'Union européenne et par conséquent pourrait avoir le plus grand nombre de députés au Parlement européen. Le pouvoir politique de la Turquie au sein de l'Union deviendrait considérable. Ensuite, un deuxième argument concerne le fait que l'adhésion de la Turquie ouvrirait la porte à d'autres pays situés à la frontière méditerranéenne, comme le Maroc. Le président français Nicolas Sarkozy avait déclaré sur ce point en janvier 2007 que :

⁵⁴³ Le projet initial Nabucco est un projet de gazoduc qui relierait l'Iran et les pays de la Transcaucasie à l'Europe centrale. Soutenu par l'Union européenne, il permettrait, dès 2017, de diversifier les sources d'approvisionnement énergétique de l'Europe et de réduire la dépendance énergétique de pays comme la Hongrie vis-à-vis de la Russie. Sa position au cœur de la Turquie permettrait au gazoduc d'être éventuellement relié, à terme, aux réseaux de transport syrien et surtout irakien. Un accord intergouvernemental entre la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie et l'Autriche a été signé le 13 juillet 2009. Total souhaite s'associer à ce projet.

⁵⁴⁴ Le Projet d'Anatolie du Sud-Est (en turc : *Güneydoğu Anadolu Projesi* = GAP) est un projet d'aménagement du sud-est anatolien mené par le gouvernement turc pour un coût de 32 milliards \$. Il consiste essentiellement à irriguer 1,7 million d'hectares de terres arides à partir de 22 barrages principaux construits sur les bassins versants du Tigre et de l'Euphrate. En parallèle, 19 usines hydroélectriques permettront de fournir 7476 MW.

⁵⁴⁵ La peine a été réduite à deux ans de prison.

⁵⁴⁶ Institut de la Statistique turc, Dénombrement de la population et projections, 2012.

« Élargir l'Europe sans limite risquait de détruire l'Union politique européenne et je ne l'accepte pas ... Je veux dire que l'Europe doit se donner des frontières, que tous les pays n'ont pas vocation à devenir membre de l'Europe, à commencer par la Turquie qui n'a pas sa place dans l'Union européenne⁵⁴⁷ ».

Une adhésion turque rapprocherait l'UE des conflits ayant lieu dans les Etats voisins de la Turquie sur lesquels l'UE exerce encore peu d'influence. Cela risquerait en effet de mettre l'UE en prise directe avec certains pays frontaliers de la Turquie dont la situation est instable, comme la Syrie, l'Arménie, l'Irak et l'Iran. Son influence augmenterait mais cela nécessiterait une forte protection des frontières afin d'éviter tout débordement en Europe. Enfin, il y a encore de nombreux points relevés par les opposants à son entrée sur lesquels la Turquie ne montre pas un effort satisfaisant.

Le premier est la question kurde, qui reste toujours un sujet sensible en Turquie, malgré certains compromis réalisés par le gouvernement de l'AKP ces dernières années, comme par exemple la reconnaissance de la langue kurde par les autorités turques, la levée de l'interdiction de l'enseignement en langue kurde, la création d'une chaîne de télévision publique – TRT 6 – en langue kurde. Mais, la dissolution du parti kurde DTP (*Demokratik Toplum Partisi* – Le parti de la société démocratique) en 2009 et l'arrestation de nombreux de ses dirigeants ou militants, montrent que ces efforts ne sont peut-être qu'une façade. Un autre point concerne le droit des femmes, plus particulièrement les crimes d'honneur, la violence domestique, notamment dans le sud-est : le manque de fermeté du gouvernement turc à éradiquer ces pratiques reste insatisfaisant. Même si la Turquie a donné le droit de vote aux femmes en 1930, on constate encore aujourd'hui que le rôle des femmes dans la vie politique, sociale et économique est encore en deçà de certaines attentes⁵⁴⁸. L'adhésion turque à l'UE reste conditionnée par une opinion publique européenne divisée. C'est ce que tend à montrer une étude récente réalisée par le professeur Hakan Yılmaz, de l'Université de Boğaziçi d'Istanbul, « *Perception européennes sur la Turquie comme futur état membre* », sur la question. Ce projet a été financé par l'UE dans le cadre du programme européen « *Civil society dialogue programme*⁵⁴⁹ ». Les plus fervents supporters de l'élargissement sont les Allemands, les Polonais

⁵⁴⁷ « Turkey has no place in EU: Sarkozy », in *TurkishPress*, 15 janvier 2007

⁵⁴⁸ BURDŸ J.P, MARCOU J., *La Turquie à l'heure de l'Europe*, PUG, 2008.

⁵⁴⁹ Il a été initié en juin 2008 et a pris fin en août 2009. Ce sondage d'opinion réalisé à grande échelle (5 000 personnes ont été interrogées), avait pour objectif de mettre en évidence quelle est la tendance majoritaire de l'opinion publique vis-à-vis de la Turquie en Europe. Le projet a été porté par l'Université de Boğaziçi et l'association pour le dialogue avec l'Europe côté turc, l'Université autonome de Madrid et l'Université de Grenade côté espagnol. L'équipe de recherche a tout d'abord réalisé des questionnaires en vue de les soumettre ensuite à des échantillons représentatifs de 1 000 personnes dans 5 pays européens : l'Allemagne, l'Espagne, la France, la Pologne et le Royaume Uni. Les critères de choix de ces pays obéissaient à la fois à des contraintes financières et scientifiques. En effet, le but n'était pas de sonder l'ensemble des pays européens mais de choisir certains pays qui apparaissaient comme représentatifs des différents pays au sein de l'UE (pays-moteurs du projet européen comme l'Allemagne, l'Angleterre et la France, pays entrés au moment de la première vague d'élargissement comme l'Espagne ou pays entrés récemment dans l'UE comme la Pologne). 68% des enquêtés ont une opinion généralement favorable sur la Turquie et sur la population turque. Les pays où la sympathie vis-à-vis des Turcs et de la Turquie est la plus forte sont la Pologne et l'Espagne. Viennent ensuite l'Angleterre (70% d'opinions favorables), la France (65% d'opinion favorable) et l'Allemagne (60% d'opinion favorable).

(85% des sondés) et les Espagnols (78% des sondés). Si 45% des Français sont favorables à l'élargissement, 53% s'y opposent (2% ne se prononcent pas). Contre toute attente, les Anglais semblent relativement réticents à l'ouverture de l'Europe à d'autres pays (seuls 50% des sondés sont favorables à l'élargissement, 46% s'y opposent). A la question de savoir sur quels critères l'élargissement doit se faire, on retrouve une constance des réponses par rapport à la question qui avait été posée précédemment. Les critères à l'élargissement pour les pays candidats à l'UE doivent porter sur la capacité de ces pays à respecter les principes démocratiques et à contribuer au développement économique et social de l'Europe. Lorsque la question posée aux sondés est formulée de manière à permettre aux enquêtés de nuancer leurs propos (de type seriez-vous « très favorable », « plutôt favorable » ou au contraire « pas très favorable » ou « totalement opposé »), il ressort de l'étude que 47% des sondés supportent l'entrée de la Turquie dans l'UE (opinion plutôt favorable et favorable réunies) et 47% s'y opposent (pas favorable et pas du tout favorable réunies). L'opinion publique européenne apparaît ainsi réellement divisée sur cette question⁵⁵⁰. Mais lorsque la question est posée aux sondés sous forme de référendum (avec une question fermée : seriez-vous pour ou contre l'entrée de la Turquie dans l'UE ?), il ressort qu'une nette majorité d'européens sondés (52%) serait opposée à l'entrée de la Turquie dans l'UE, contre 41% de oui (et 7% qui ne se prononcent pas). 58% des sondés estiment néanmoins que cela serait injuste de rompre aujourd'hui les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE. Les Espagnols (69%) et les Polonais (73%) sont les plus représentés dans cette catégorie, alors que les Allemands (53%), Français (49%) et Anglais (53%) apparaissent plus nuancés. Même si les chefs d'Etats ont pu soutenir l'entrée de la Turquie, la question de l'adhésion turque est toutefois restée un sujet discuté en Grèce, et les sondages d'opinion suggèrent que seuls 25 % des Grecs considèrent que la Turquie a sa place dans l'Union européenne. Cependant, l'ancien Premier ministre grec Kóstas Karamanlis déclara son soutien en décembre 2006.

2.2. *Le rôle joué par l'Union européenne dans les relations gréco-turques*

YILMAZ H., « Euroscepticism in Turkey: Parties, Elites, and Public Opinion », in *South European Society and Politics*, iFirst article, 2011, p 1–24.

⁵⁵⁰ Les raisons du refus de l'entrée de la Turquie dans l'UE sont les suivantes : 38% des sondés pensent que la Turquie, peuplée en majorité par des personnes de confession musulmane, est un pays dont la culture est incompatible avec les « racines chrétiennes de l'Europe ». Cet argument atteint des pourcentages d'adhésion très importants en Espagne (46%), en Pologne (45%) et en Allemagne (40%). Le deuxième argument, qui vient loin derrière le premier est que la Turquie n'est pas située sur le continent européen (14%). Seulement 8% des sondés pensent que c'est parce que la Turquie ne partage pas la même histoire que l'Europe. Il est important de noter qu'un nombre significatif de sondés (30%) trouve qu'aucun de ces arguments n'est convaincant (surtout au Royaume Uni où ce taux représente 44% des sondés). Ces résultats sont en contradiction avec ceux de la première partie de l'enquête qui mettaient en évidence les valeurs sous-jacentes de l'identité européenne et les critères de sélection des candidats à l'élargissement : le respect des principes démocratiques et la contribution économique du pays candidat au développement économique et social en Europe.

Les points de contentieux entre la Grèce et la Turquie et le rôle joué par l'UE dans le règlement des litiges entre les deux pays

Plusieurs points empêchant l'adhésion de la Turquie à l'UE concernent les contentieux qui opposent le pays à la Grèce. Depuis 1996, grâce aux efforts du gouvernement Simitis, il y a eu une accélération dans l'eupéanisation de la politique étrangère grecque. La Grèce a changé sa position envers la Turquie, passant d'une politique de « sanctions conditionnelles » à celle de « récompenses conditionnelles ». L'objectif étant de transférer les conflits gréco-turcs sous l'égide de l'Union européenne et de les faire devenir « des questions de l'Union européenne ».

- Le statut de l'île de Chypre

Le premier point concerne Chypre et plus particulièrement le statut de la République Turque de Chypre Nord (RTCN) uniquement reconnue par la Turquie. Les Chypriotes, soutenus par l'Etat grec dans sa volonté de réalisation de l'*Enosis*⁵⁵¹, font un coup d'état en 1974. Afin de protéger la minorité musulmane de l'île et parce que l'intervention grecque constitue une violation flagrante des traités internationaux concernant le statut de l'île de Chypre, l'armée turque intervient le 20 juillet 1974. La Turquie va alors occuper militairement le nord de l'île et d'importants mouvements de populations civiles vont être effectués de part et d'autre de la ligne verte, frontière qui sépare l'île en deux encore aujourd'hui et qui est sous protection des Nations Unies⁵⁵². La communauté internationale, et plus particulièrement l'UE, considère cette occupation militaire comme un acte illégal et ne reconnaît pas la RTCN, qu'elle considère comme une république auto-proclamée. La Turquie, quant à elle, ne reconnaît pas la République de Chypre (au sud de l'île). Le statut de l'île de Chypre a été et reste un problème récurrent non seulement entre la Grèce et la Turquie, mais aussi entre la Turquie et l'UE et constitue un frein majeur à l'adhésion turque, comme le fait remarquer Samim Akgönül :

« En ce sens, il faut constater la réussite de la politique grecque consistant à transposer les problèmes bilatéraux sur un terrain qui lui est plus favorable, celui de l'Europe. C'est ainsi que dès les débuts des années 1990, Chypre est devenue une des variables importantes des relations turco-européennes⁵⁵³ ».

En 2004, l'UE essaie de faire pression sur Ankara et Chypre Nord pour trouver une issue. En vue de l'adhésion de Chypre à l'Union européenne, un plan de réunification proposé par l'ONU est soumis à un référendum des deux populations chypriotes le 24 avril 2004. Le plan Annan, du nom de l'ancien

⁵⁵¹ Le mot *Énosis* signifie « union » en grec. Il fait maintenant surtout référence à l'unification de Chypre à la Grèce. Mais l'*Énosis* renvoie de manière plus générale à la politique extérieure grecque dans le cadre de la Grande Idée : unir à la Grèce les différentes régions considérées comme grecques. Au tournant des XIXe et XXe siècles, le but de l'*Énosis* était ainsi le rattachement de la Crète.

⁵⁵² Voir sur cette question l'ouvrage de COPEAUX E., MAUSS-COPEAUX C., *Taksim ! Chypre divisée*, ædelsa éditions, Lyon, 2005 et l'article de PEROUSE J.F, « Migrations et mobilités dans le nord de Chypre après 1974. Quelques indices », in *Chypre et la Méditerranée orientale*, Travaux de la Maison de l'Orient, Lyon, 2000, p 93-105.

⁵⁵³ AKGÖNÜL S., « Les relations gréco-turques au tournant du siècle : ruptures, évolutions et permanences », op. cit.

secrétaire des Nations Unies, Kofi Annan, avait pour but de réunifier les deux nations chypriotes divisées, en une république sur la base d'un système fédéral où les deux communautés seraient représentées⁵⁵⁴. Le système politique à Chypre aurait été de type bicaméral, avec la création d'un conseil présidentiel de six membres votants et trois non-votants représentant les deux communautés proportionnellement. Le Président et le vice-Président (un de chaque communauté) auraient été choisis par le Conseil présidentiel parmi ses membres et auraient alterné leurs fonctions tous les vingt mois pendant cinq ans. Le parlement aurait été également bicaméral : les membres du Sénat (au nombre de 48) auraient été issus des deux communautés, les députés constituant la Chambre au nombre de 48, auraient été répartis au prorata des deux communautés. Enfin, une Cour suprême aurait été composée d'un nombre égal de juges chypriotes grecs et chypriotes turcs, ainsi que trois juges étrangers, tous nommés par le Conseil présidentiel. Le plan comprenait une constitution fédérale, la conservation des Constitutions de chaque État, une série de lois fédérales et constitutionnelles, et une proposition de drapeau et d'hymne national⁵⁵⁵. Il avait également été prévu une Commission de réconciliation pour rapprocher les deux communautés et résoudre les différends en suspens. Ce plan n'a pas été accepté parce que les trois quarts de l'électorat chypriote grec a voté contre, alors que pourtant 65 % des Chypriotes turcs avaient voté en faveur du plan. Le taux de participation a avoisiné 90 % dans les deux parties de l'île. Les responsables politiques chypriotes grecs ont justifié leur refus du plan Annan, pourtant négocié entre les partis, en raison du fait qu'il ne prévoyait pas le retour de tous les réfugiés chypriotes grecs dans la partie nord, mais seulement la moitié d'entre eux (92 000 sur 200 000), ni l'expulsion complète des colons (45 000 anciennement installés pouvaient prétendre rester sur les 140 000) et en outre il ne prévoyait pas la démilitarisation complète de l'île. La surreprésentation de la population chypriote turque, par rapport à son poids démographique, prévue par le plan, fut également un des motifs de rejet. Normalement, l'acceptation du référendum était une condition pour l'entrée de Chypre dans l'UE, mais la Grèce a menacé l'UE de bloquer les neuf autres candidatures prévues en 2004 (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie) si Chypre n'était pas incluse parmi ces pays. Malgré leurs réticences et sous la pression, les dirigeants européens, acceptèrent finalement cette adhésion. L'assurance d'adhésion de Chypre à l'Union européenne quel que soit le résultat du référendum n'a pas poussé les Chypriotes grecs au compromis, alors que cela aurait été un moyen de pression potentiel pour faire accepter le plan qui, même imparfait, conduisait pourtant à la réunification de l'île. La citoyenneté européenne a été donnée aux habitants de Chypre Nord qui résidaient sur l'île avant 1974 (ce qui exclut les colons venus s'y installer après), mais la RTCN continue de n'être reconnue que par la Turquie et la Turquie continue de ne pas reconnaître la République de Chypre Sud. En octobre 2006, lors de sa première visite officielle en Turquie, la Chancelière allemande Angela Merkel a déclaré que la reconnaissance de

⁵⁵⁴ AKCALI E., *Chypre: Un Enjeu Géopolitique Actuel*, L'Harmattan, Paris, 2009.

⁵⁵⁵ Le plan Annan, 31 mars 2004, The comprehensive settlement of the cyprus problem, 182 pages, en ligne, URL : <http://www.zyprn.cc/extras/annan-plan-for-cyprus-2004.pdf>

Chypre était un préalable logique à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Elle a demandé aussi l'application du protocole d'Ankara de juillet 2005 permettant l'accès des ports et aéroports turcs aux navires et avions chypriotes grecs. Le refus turc de cet accord commercial a incité l'Union à geler huit chapitres des négociations d'adhésion. En vertu de cet accord, la Turquie avait déjà signé les conditions préalables visant à entamer les négociations d'adhésion à l'Union en 2005, et est donc obligée d'ouvrir ses portes aux avions et aux navires chypriotes, ce qu'elle refuse de faire. La non-reconnaissance de la République de Chypre par la Turquie a créé des complications au sein de l'Union douanière. En novembre 2009, le vice-Premier ministre turc Cemil Çiçek a déclaré que la Turquie devrait choisir entre soutenir l'adhésion à l'UE ou les Chypriotes turcs, et qu'alors « le choix de la Turquie serait toujours de soutenir les Chypriotes turcs. Tout le monde devrait le comprendre⁵⁵⁶ ».

- Les conflits territoriaux en Égée

Autre point d'affrontement entre la Grèce et la Turquie dans lesquels se retrouve impliquée l'UE : les conflits territoriaux entre les deux pays en mer Égée⁵⁵⁷. Ces conflits ont souvent été la source de tensions militaires par le passé. Ils concernent en partie la largeur des eaux territoriales. Les deux pays possèdent six milles marins (11 kilomètres) depuis leurs côtes dans la mer Égée. La Grèce réclame le droit d'une expansion unilatérale de 12 milles marins, conformément au Droit de la mer. La Turquie qui a déjà agrandi ses propres eaux territoriales de 12 milles nautiques sur ses autres côtes, refuse l'application de la loi des 12 milles marins dans la mer Égée et menace la Grèce de guerre si elle essayait de l'appliquer unilatéralement. Ensuite, ces différends concernent la largeur de l'espace aérien national. La Grèce réclame 10 milles alors que la Turquie n'en reconnaît que six. Enfin, est concernée la future délimitation de la zone de plateau continental dans les zones internationales de la mer Égée, donnant aux pays le droit d'exploitation économique⁵⁵⁸. Depuis 1996, la souveraineté sur certains îlots inhabités, principalement Imia, mais aussi comme on l'a vu, certains îlots de la côte méditerranéenne comme Castellorizo, est source de conflit. Régulièrement, des provocations militaires sont faites sur l'espace aérien de l'un et l'autre pays. L'aviation turque vole régulièrement dans des zones dont la Grèce réclame le contrôle (c'est-à-dire 4 milles extérieurs de l'espace aérien grec et les zones internationales de la FIR d'Athènes) avec pour conséquence leur interception par l'aviation grecque.

Dans la déclaration d'Helsinki, en décembre 1999, il a été décidé que si les deux protagonistes n'arrivaient pas à se mettre d'accord avant 2004 sur les problèmes égéens, ce serait la Cour internationale de La Haye qui trancherait. Cette solution n'a jamais été acceptée par la Turquie. En 2005, la Commission européenne fit référence aux relations entre la Turquie et la Grèce comme « continuant de se développer positivement » tout en évoquant la déclaration de *casus belli* liée aux

⁵⁵⁶ «Turkish Cypriots are more important than the EU », in *Turkish Weekly* du 16 novembre 2009.

⁵⁵⁷ VARDAR D., « La mer Égée », in *Les mots de la Turquie*, sous la direction de Jean Paul BURDY, Presses universitaires du Mirail, Toulouse, 2006, p 56.

⁵⁵⁸ VANER S., *Le différend gréco-turc*, L'Harmattan, Paris, 1988.

frontières maritimes comme étant une barrière au progrès des négociations⁵⁵⁹. Depuis l'entrée de la Grèce dans l'UE, la frontière gréco-turque est également une frontière entre la Turquie et l'UE. La Grèce faisant partie de l'espace Schengen, comme nous allons le voir en troisième partie, la frontière n'est plus la seule prérogative de la Grèce.

- Le statut des minorités religieuses

Un autre point de contentieux entre la Grèce et la Turquie concerne le statut des minorités religieuses dans l'un et l'autre pays. Ces minorités ont été héritées de Lausanne – elles n'ont pas fait l'Échange - et sont constituées par les musulmans de Thrace et les populations grecques-orthodoxes d'Istanbul et des îles d'Imbros et Ténédos⁵⁶⁰. Le traité de Lausanne accorde un certain nombre de droits aux minorités non-musulmanes en Turquie et ces mêmes droits sont accordés à la minorité musulmane en Grèce au travers de l'article 45 de la Convention. Le traité de Lausanne est censé protéger leurs droits : liberté de penser et d'expression, liberté de parler, d'apprendre et de partager sa langue maternelle, liberté de conscience et de pratiquer sa religion⁵⁶¹. Mais ces droits ont été mis à mal par les deux pays : pogroms contre la minorité grecque-orthodoxe d'Istanbul en 1955, discriminations envers les populations grecques-orthodoxes des îles d'Imbros et Ténédos, impôt discriminatoire envers les populations non-musulmanes en 1942 (*varlık vergisi*, impôt sur la fortune⁵⁶²), obligation de parler en turc (avec des campagnes de turquification « *Vatandaş türkçe konuş !* », « Citoyen parle turc ! »). En Grèce, les écoles minoritaires étaient beaucoup moins bien dotées que les écoles grecques⁵⁶³. Les musulmans de Thrace ont longtemps été considérés comme des citoyens de « seconde zone ». Ces pratiques discriminatoires envers les populations musulmanes de Thrace se sont également traduites par des restrictions de circulation, dans une « zone interdite » qui couvrait l'ensemble de la région montagneuse des Rhodopes à la frontière gréco-bulgare. Cette région du nord et nord-ouest de la Thrace occidentale appelée communément « la branche balkanique » abrite la plupart des *Pomak*-s musulmans, une des composantes de la minorité :

⁵⁵⁹ Commission européenne, Turquie : Rapport de suivi 2005, Bruxelles, 9 novembre 2005.

⁵⁶⁰ AKGÖNÜL S., *Les Grecs de Turquie*, L'Harmattan, Paris, 2005.

⁵⁶¹ Pour un point concis sur cette question, voir l'article de BURDY J.P., « Les minorités non musulmanes en Turquie », du lundi 19 avril 2010.

⁵⁶² AKTAR A., *Varlık vergisi ve "türkleştirme" politikaları*, İletişim, Istanbul, juillet 2012.

⁵⁶³ Voir notamment les articles de AKGÖNÜL S., « Reciprocity and minority religious institutions in Greece and Turkey », in S. AKGÖNÜL (ed.) *Reciprocity: Greek and Turkish minorities law, religion and politics*, Bilgi Üniversitesi, Istanbul, 2008, AKGÖNÜL S., « Roumélie : les Balkans encore turcs ? », in *Outre-Terre*, 2005/1, n° 10, p 271-284, DALEGRE J., « Entre Grèce et Turquie : une situation délicate, les minorités », Problèmes politiques et communautaires : nouvelles perspectives, in *Turquie, Grèce : un passé commun, des nouvelles perspectives*, n°33, 2004 : <http://ceb.revues.org/4474>, HERSANT J., « Surveillances croisées et rivalité gréco-turque en Thrace occidentale : entre coercition et contrôle social » in DORRONSORO G., GORJEAN O., HERSANT J.(dir.), « Surveiller, réprimer, normaliser », in *European Journal of Turkish Studies*, 2008, n° 8.

« L'instauration de cette zone restrictive date d'une décision de 1953 qui s'appuie sur une loi de 1936. À l'origine, son but était d'empêcher les infiltrations probables du communisme en provenance de Bulgarie. C'est une zone qui commence à partir du huitième kilomètre de la frontière gréco-turque, qui s'étend sur 50 kilomètres vers l'ouest avec une largeur de 30 kilomètres approximativement, qui s'arrête au nord de Komotini et de Xanthi. On y trouve 120 villages et une commune importante appelée *Echinos*. Au total, la population majoritairement musulmane/*pomak* de la région est estimée à 40 000. La création d'une telle zone n'a pas été nécessaire à la frontière gréco-turque à cause de l'absence de musulmans dans cette région. Pour les habitants de la zone, l'accès et la sortie se faisaient avec un certificat spécial. Pour les non-résidents une autorisation du commissariat était obligatoire. De 24 heures à 8 heures, l'accès et la sortie étaient complètement interdits; les observateurs étrangers ont eu du mal à accéder à la zone tout au long des cinquante dernières années. Acquisition de biens, obtention de différentes autorisations et licences, obtention des permis de conduire, et autres démarches administratives qui jalonnent la vie d'un individu étaient véritablement jonchées d'embûches⁵⁶⁴ ».

La fermeture en 1971 du séminaire théologique orthodoxe d'Halki, sur les îles aux Princes, à proximité d'Istanbul, par les autorités de la République de Turquie, a également été vécue comme une mesure discriminatoire et condamnée par l'Union européenne. L'Institut de théologie orthodoxe d'Halki est un établissement d'enseignement supérieur destiné à la formation théologique du clergé orthodoxe situé sur l'île d'Heybeli⁵⁶⁵ (Halki en grec) dans la mer de Marmara. Dans le cadre de son rôle de formation du personnel religieux, c'est une des institutions les plus importantes, indispensable pour la survie du Patriarcat. La réouverture de l'Institut, réclamée par plusieurs personnalités et Etats à travers le monde, s'inscrit parmi les nombreux points en discussion autour de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. D'une manière générale, les écoles minoritaires grecques en Turquie souffrent du manque d'élèves et d'une suspicion permanente des autorités turques à leur égard. Un rapport du Conseil de l'Europe s'est également intéressé au cas des îles d'Imbros et Ténédos, dont nous reviendrons sur le cas ci-après⁵⁶⁶. De la même manière, par pression pour la convergence du droit turc vers les critères de Copenhague, en 2002, en Turquie, le droit des fondations non musulmanes de posséder des biens immobiliers et d'en disposer librement a été reconnu en 2003. On peut considérer ces lois comme une forme « d'europanisation des droits des minorités en Turquie ».

Avec l'entrée de la Grèce dans l'UE, la situation des musulmans de Thrace s'est nettement améliorée. L'article 19 du code la citoyenneté autorisait les autorités grecques à reprendre, à des citoyens n'étant pas considérés comme étant ethniquement grecs, leur droit à la citoyenneté lorsqu'ils avaient quitté le territoire sans justification de retour. L'abus de cet article avait causé la déchéance de nationalité de plusieurs ressortissants musulmans de Grèce. En 1998, cet article a été supprimé, car il a été considéré comme discriminant envers les musulmans de Grèce. Le Conseil de l'Europe et l'Union

⁵⁶⁴ AKGÖNÜL S., « Les relations gréco-turques au tournant du siècle : ruptures, évolutions et permanences », op. cit.

⁵⁶⁵ Site internet pour la réouverture du site. <http://www.greece.org/themis/halki2/index.html>

⁵⁶⁶ Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, « Gökçeada (Imbros) et Bozcaada (Ténédos) : préserver le caractère biculturel des deux îles turques comme un modèle de coopération entre la Turquie et la Grèce dans l'intérêt des populations concernées », doc. 11629, le 6 juin 2008, Rapport de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme.

européenne ont joué un rôle significatif dans ce retrait⁵⁶⁷. Les musulmans de Thrace se voyaient également régulièrement refuser des permis de construire. Depuis 2012, un « nouveau règlement relatif à la construction », voté en mars 2012, impose une taxe à tous ceux qui ont construit sans permis de construire un bien immobilier, mais prévoit une exception pour les musulmans de Thrace. Le reste de la population vivant en Thrace a protesté contre la loi, considérée comme étant une mesure de discrimination positive envers les musulmans⁵⁶⁸.

L'UE intervient donc de différentes manières dans le champ des relations gréco-turques. Son intervention est directe lorsque cela concerne des points qui l'impliquent directement comme Chypre ou la frontière gréco-turque en mer Egée. Le statut de pays candidat de la Turquie offre à l'UE un moyen de pression dans certaines affaires, elle utilise alors une politique « du bâton et de la carotte » pour influencer certaines décisions⁵⁶⁹. L'UE a par exemple, au travers des critères d'adhésion, incité la Turquie à prendre des engagements ayant trait à l'amélioration des relations gréco-turques au niveau bilatéral, comme par exemple les droits des minorités. L'objectif de l'UE étant de pacifier ses frontières extrême-orientales, elle a également incité les deux pays à mener une politique de réconciliation. Comme l'a très bien étudié Bahar Rumelili, l'UE va renforcer la légitimité des acteurs transnationaux gréco-turcs capables de mettre en place des activités de coopération⁵⁷⁰. Les initiatives s'inscrivant dans la continuité de 1999, portées par la société civile, ont été particulièrement encouragées. Le modèle de rapprochement franco-allemand va également être érigé en modèle pour le rapprochement gréco-turc, en mettant en avant la dimension intégratrice et pacificatrice de l'UE, qui est la base de ses fondements. Ainsi, depuis les décisions d'Helsinki, la coopération gréco-turque a acquis une dimension européenne. L'UE va par exemple mettre en place un programme pour le rapprochement gréco-turc mené par la société civile, le « *Greek Turkish Civil Dialogue Program* » (Dialogue citoyen gréco-turc). De manière indirecte et parfois sous d'autres angles que l'objectif de réconciliation, l'UE va également financer des programmes qui concourent à la dynamique de rapprochement gréco-turc. Les programmes visant à une meilleure cohésion territoriale comme URBAN ou encore INTERREG, mis en place dans les régions frontalières gréco-turques, vont concourir au rapprochement entre municipalités et créer de nouvelles dynamiques territoriales. L'UE constitue ainsi un levier pour les acteurs de la réconciliation : une source de légitimation de leurs actions, mais aussi une aide financière pour leur réalisation.

⁵⁶⁷ GRIGORIADIS I., « On the Europeanization of Minority Rights Protection: Comparing the Cases of Greece and Turkey », in *Mediterranean Politics*, 13, n°1, 2008.

⁵⁶⁸ Le texte de loi : ΝΕΟΣ ΟΙΚΟΔΟΜΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ, ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4067 (ΦΕΚ Α' 79/09.04.2012), Νέος Οικοδομικός Κανονισμός, Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ, Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

⁵⁶⁹ RUMELILI B., « Transforming conflict at the UE border : the case of Greek-Turkish relations », in *JCMS*, vol. 45, n° 1, 2007. p 105–26

⁵⁷⁰ RUMELILI B., *Civil Society and the Europeanization of Greek–Turkish Cooperation*, op. cit.

2000-2010

**La massification des initiatives de rapprochement
entre villes**

Le boom des jumelages et festivals d'amitié

1. Le boom des jumelages de villes à partir de 2000

1.1. *Des jumelages franco-allemands aux jumelages gréco-turcs*

Si l'on regarde quel est le type d'initiatives mises en place entre 2000 et 2012 - période qui correspond véritablement à la massification des initiatives de rapprochement -, on constate que la diplomatie des villes à cette période s'est traduite, comme nous l'avons vu précédemment, par une généralisation des festivals d'amitié entre villes grecques et turques, notamment grâce à l'initiative de l'association DEFNE. On peut remarquer que cette massification des initiatives de rapprochement s'est manifestée par une augmentation très forte des accords de jumelages pendant la période étudiée. Plus exactement, 64 jumelages ont été conclus entre 2000 et 2011 :

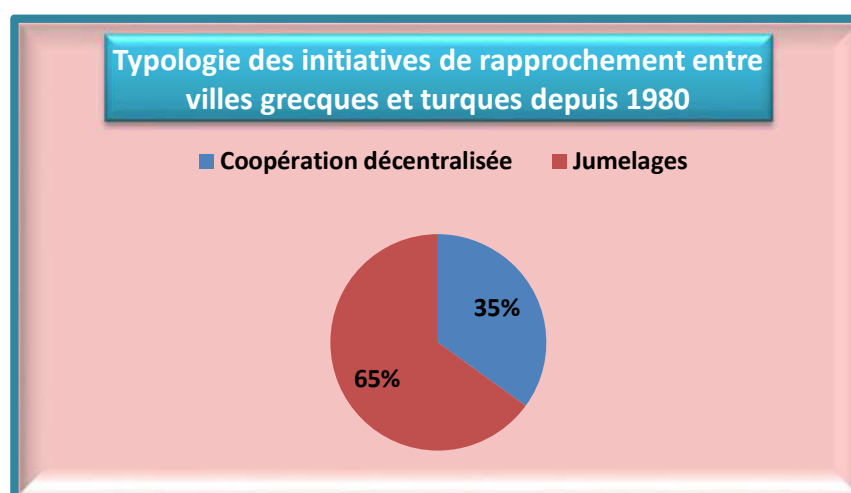
Durée	Années	Initiatives totales	Jumelages	Coopération totale	Festival	Autre coopération
23 ans	1989	2	0	2	2	0
19 ans	1993	1	1	0	0	0
17 ans	1995	3	1	2	2	0
16 ans	1996	3	2	1	0	1

15 ans	1997	1	0	1	1	0
14 ans	1998	2	0	2	0	2
12 ans	2000	14	13	1	0	1
11 ans	2001	8	8	0	0	0
10 ans	2002	12	12	0	0	0
9 ans	2003	6	4	2	3	0
8 ans	2004	5	4	1	1	0
7 ans	2005	9	7	2	2	0
6 ans	2006	3	2	1	1	0
5 ans	2007	4	3	1	1	0
4 ans	2008	6	6	0		0
3 ans	2009	6	5	1	1	0
2 ans	2010	5	1	5	4	1
1 ans	2011	5	4	1	0	0
0	2012	11	0	11	2	9
	TOTAL	107	71	34	20	14

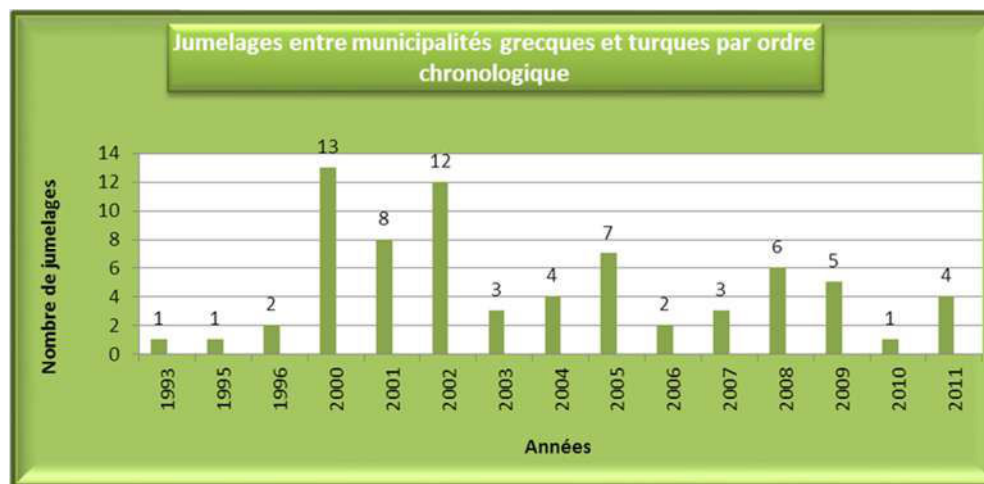
Nous avons retenu, pour notre corpus d'étude, 107 initiatives de rapprochement mises en place entre municipalités gréco-turques depuis 1980. Si l'on s'intéresse à la typologie des actions mises en place, on compte 72 cas de jumelages entre villes grecques et turques et 35 cas de coopérations décentralisées, comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous :

Initiatives totales	107	100
Jumelages	70	65%
Coopération	37	35%

Les jumelages semblent donc une pratique largement plus généralisée que la coopération décentralisée entre municipalités dans le cas gréco-turc, puisqu'en pourcentage, ils représentent 65% des initiatives mises en place contre 35% pour la coopération décentralisée :



Sur un total de 72 jumelages entre municipalités grecques et turques, la période étudiée représente une part de 88%. La période 2000-2010 est donc bien celle de la massification des jumelages comme forme de rapprochement gréco-turc dominante.



On voit dans le graphique ci-dessus qu'on assiste à un pic des jumelages en 2000 et 2002 (13 jumelages ont été conclus en 2000 et 12 en 2002). Ensuite, le nombre de jumelages varie entre une fourchette de 1 jumelage (en 2010) à 7 jumelages (en 2005) jumelages par an. Le mouvement, même s'il reste plus marqué que la période précédente (1990-1999), tend progressivement à s'essouffler. Nous allons tout d'abord revenir sur l'histoire de la pratique des jumelages, qui a été au cœur du rapprochement franco-allemand et de la construction européenne, dont la diplomatie gréco-turque hérite. Cela nous permettra de voir les similitudes mais aussi les divergences entre la diplomatie des villes franco-allemandes et gréco-turques.

La pratique des jumelages au cœur de la dynamique européenne : mise en perspective historique

On peut tout d'abord se demander pourquoi les jumelages représentent la forme majoritaire de rapprochement entre municipalités turques et grecques. Le jumelage peut être défini comme l'action d'associer deux choses identiques ou complémentaires; le terme est aujourd'hui largement attaché à l'association de deux villes ou d'établissements scolaires⁵⁷¹. Notons tout de même que, dans les années 1950, c'est le terme « d'appariement » qui était utilisé avant celui de jumelage. En principe les jumelages lient deux municipalités situées dans un pays différent, mais on peut rappeler néanmoins que certaines municipalités ont établi un jumelage à l'intérieur d'un même pays, c'est par exemple le cas de Plouhinec et Arbentou encore Créteil et les Abymes, en France. Le jumelage apparaît bien à son origine comme un moyen de progresser sur le plan des relations internationales, d'apaiser les haines et

⁵⁷¹ La lettre d'information de l'OFAJ n° 38 – *Les jumelages*, janvier 2012.

les rancœurs en tissant des liens entre les populations de deux pays. L'objectif initial consiste à échanger des connaissances, des expériences, du savoir-faire dans tous les domaines de la vie locale, mais aussi à renforcer les contacts entre deux localités, qui choisissent, pour des raisons qui leur sont propres, d'associer leurs noms.

Le jumelage le plus ancien est celui qui est signé entre la commune française du Mans et celle, anglaise, de Paderborn en 1836. Cette pratique ne se répand pas réellement à cette période et il faut attendre l'après Seconde Guerre mondiale, pour que l'idée de jumelages réapparaisse. C'est le mouvement fédéraliste français « La Fédération » fondé en 1944, qui lance dans les années 1950 l'idée du jumelage de communes en Europe, pour tenter de ressouder une Europe meurtrie par la guerre. Les jumelages sont donc, dès leur origine, inscrits dans une dynamique de réconciliation. Les premiers jumelages de la seconde moitié du XXe siècle se font tout d'abord entre des villes allemandes et britanniques : Bonn et Oxford, Düsseldorf et Reading ou encore Hanovre et Bristol⁵⁷². Mais, ce sont rapidement les jumelages franco-allemands, qui, contre toute attente, vont devenir les plus dynamiques. Le premier jumelage qui aura lieu entre une municipalité française et une municipalité allemande sera effectué par le maire de Montbéliard, Lucien Tharradin, un ancien résistant et rescapé du camp de Buchenwald. Il établit un jumelage avec Ludwigsburg dans le Bade-Wurtemberg et justifie sa volonté de se jumeler avec une ville allemande ainsi :

« Se regarder toujours, de part et d'autre du Rhin, en grinçant les dents, le doigt sur la détente du fusil, prêts à mettre le feu au monde, n'est pas une existence raisonnable pour les deux peuples [...]. On ne construit rien sur la haine, et ceux qui se montrent maintenant les plus intransigeants, sont peut-être ceux qui rampaient le mieux devant les oppresseurs⁵⁷³ ».

Ce jumelage avait une valeur symbolique forte dans la mesure où il a en quelque sorte précédé la logique de rapprochement entre les deux états à une époque où le rapprochement avec l'Allemagne était particulièrement décrié en France. Les deux villes ont d'ailleurs reçu un prix « De Gaulle-Adenauer » en 1990⁵⁷⁴. L'année 1958 marque ensuite un point d'inflexion car c'est à partir de cette date que les jumelages franco-allemands commencent à véritablement prendre leur essor :

« Jusqu'à la signature du traité de l'Élysée, le nombre d'accords de partenariat fut multiplié par plus de cinq. On en dénombrait cent trente en avril 1963. Ces chiffres prouvent que le phénomène des jumelages était largement engagé avant la conclusion du traité. Le travail réalisé à la base par la société civile, et la lente transformation des mentalités qui en était résulté, avait même rendu possible la signature d'un tel acte par les chefs d'État et de Gouvernement. Selon Alain Poher, le traité de 1963 fut « la suite logique des premières initiatives de rapprochement tentées dans le cadre des jumelages. En 1969, le nombre des jumelages dépassait les quatre cents. En 1981, on fêta le millième. Les jumelages comme les rencontres bilatérales furent donc incontestablement stimulés par le traité et surtout par la création de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (Ofaj) fondé en juillet 1963 qui disposait de fonds spécifiques pour soutenir leur développement⁵⁷⁵ ».

⁵⁷² DEFRANCE C., « Les jumelages franco-allemands », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 3/2008, n° 99, p 189-201, en ligne, URL : www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2008-3-page-189.htm.

⁵⁷³ DEFRANCE C., « Les jumelages franco-allemands », op. cit.

⁵⁷⁴ La lettre d'information de l'OFAJ N° 38 – Les jumelages (janvier 2012), Office Franco-Allemand de la Jeunesse.

⁵⁷⁵ DEFRANCE C., « Les jumelages franco-allemands », op. cit.

Le jumelage est donc très largement une invention de l'après-guerre et a un cadre essentiellement européen, plus spécifiquement franco-allemand. En effet, il est en quelque sorte la pierre angulaire de la coopération franco-allemande entre villes, régions et communes. Il constitue ainsi, à une époque où les relations entre les deux pays sont gelées, un instrument fondamental de diplomatie non-gouvernementale et transnationale, qui s'inscrit au cœur même de la dynamique de construction européenne. Aujourd'hui, on dénombre près de 2 500 jumelages entre des villes et collectivités territoriales françaises et allemandes, et plus des trois quarts de la population française et allemande vivent dans une commune jumelée avec une commune du pays partenaire.⁵⁷⁶ Dans le cas franco-allemand, notons également qu'il y a des cas de jumelages entre régions. Le land de Rhénanie-Palatinat est jumelé à la région Bourgogne par exemple. La société civile est très dynamique et les habitants connaissent l'une et l'autre région et s'y rendent (pour des échanges scolaires, universitaires ou de formation professionnelle)⁵⁷⁷. Dans le cas franco-allemand, le rôle joué par les jeunes est très important. L'OFAJ - qui est une organisation au service de la coopération franco-allemande ayant pour mission d'encourager les relations entre les jeunes des deux pays - soutient les projets et initiatives à destination d'un public jeune entre villes jumelées. Beaucoup de villes comptent des comités de jeunes qui sont très actifs. Enfin, le partenariat entre les deux capitales – Paris et Berlin – a fêté ses 25 ans en 2012.

Les jumelages gréco-turcs, à la différence des jumelages franco-allemands, s'intensifient lors d'une période de rapprochement gouvernemental entre les deux pays. De plus, l'Europe étant déjà construite et pacifiée au moment de la conclusion des jumelages gréco-turcs, ceux-ci vont s'inscrire dans une dynamique de jumelages déjà établie. On peut également noter que les jumelages franco-allemands apparaissent juste après-guerre – le premier a été conclu seulement 5 ans après la fin de la seconde guerre mondiale – alors qu'il faut attendre 1993 pour la signature du premier accord de jumelage entre deux villes de l'Echange par un maire de tendance du DSP (*Demokratik Sol Partisi*, Parti Démocratique de Gauche) entre Foça et Nea Fokea pour la Grèce et la Turquie. Il aura donc fallu attendre 71 ans pour que le premier jumelage soit conclu dans le cas gréco-turc.

Dans le cas franco-allemand - comme dans le cadre gréco-turc - les jumelages ont été précédés par le rôle de certain d'acteurs pionniers, mais également par celui de la société civile. Comme l'explique Corinne Defrance :

« Durant le « Locarno intellectuel » – les années 1925-1930 –, on vit surgir une myriade d'associations de rapprochement, mais elles restèrent circonscrites à des cercles élitistes et les sociétés françaises et allemandes, dans leur immense majorité, demeurèrent en marge de ce processus, véhiculant toujours l'image de « l'ennemi héréditaire⁵⁷⁸ » ».

⁵⁷⁶ DEFRANCE C., « Les jumelages franco-allemands », op. cit.

⁵⁷⁷ BOCK H.M, DEFRANCE C., KREBS G., PFEIL U., *Les jeunes dans les relations transnationales. L'Office franco-allemand pour la Jeunesse 1963–2008*, Paris, PSN, 2008.

⁵⁷⁸ DEFRANCE C., « Les jumelages franco-allemands », op. cit.

Comme dans le cas franco-allemand, la diplomatie des villes a été précédée d'un rapprochement entre membres de la société civile au départ. On peut citer d'autres acteurs de la société civile ayant œuvré au rapprochement dans le cas franco-allemand : les associations d'anciens combattants, de déportés, de prisonniers de guerre et de jeunes, au-delà des intellectuels. Ces premiers rapprochements ont constitué le terreau qui a préparé le terrain aux accords de jumelages. Dans le cas gréco-turc, on voit bien que les acteurs pionniers –, forme d'élite ou réseau doté de nombreux capitaux – ont préparé le terrain et encouragé les initiatives de rapprochement au niveau local, comme DEFNE par exemple, ainsi que certains acteurs (ONG, citoyens actifs ou encore associations de réfugiés) au niveau local. Même si des coopérations informelles entre acteurs, associations ou maires au niveau local ont existé, la signature d'une charte de coopération ou de jumelage entre deux municipalités constitue un pas important et montre la volonté des municipalités concernées d'ancrer leur action sur du long terme, indépendamment des contingences électorales. Les premiers jumelages avant 1999 font, de ce point de vue, véritablement figure de pionniers.

Globalement, les années 1950, pour les jumelages constituent la période « inter-européenne » et majoritairement franco-allemande. Après la mort de Franco en 1975 et la chute de la dictature en Espagne, le mouvement des premiers jumelages franco-espagnols s'accélère même s'il ne connaîtra pas un engouement aussi important que celui des jumelages franco-allemands. À partir des années 1960 et 1970, d'autres types de jumelages sont en vogue : les jumelages Est-Ouest, puis Nord-Sud.

Ils se développent surtout sous l'action de trois grandes associations : l'Union internationale des maires, le Conseil des communes d'Europe et Monde bilingue/Fédération mondiale des villes jumelées. En 1957, Jean-Marie Bressand, connu pour avoir créé l'association internationale « le Monde Bilingue » en 1951, crée la « Fédération mondiale des villes jumelées » à Aix-les-Bains. Cette fédération est un regroupement de collectivités locales, réparties dans plus de 80 pays, en Europe, en Afrique et en Amérique latine, aujourd'hui intégrée dans l'organisation internationale Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU). Au niveau européen, c'est surtout le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE) qui va jouer un rôle moteur dans l'extension de la dynamique des jumelages. Cette association à but non lucratif, créée en 1951, vise à promouvoir une Europe unie fondée sur l'autonomie locale et régionale. Ce Conseil, qui regroupe les communes et régions d'Europe, a une activité de lobbying très forte pour le changement de certaines législations au sein des Etats-membres pour qu'il y ait un renforcement de l'autonomie des communes et régions au niveau local. Ses commissions et groupes de travail cherchent à influencer la législation européenne de façon à ce que les intérêts et préoccupations des autorités locales et régionales soient pris en compte très en amont du processus législatif européen. Ce conseil travaille main dans la main avec Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), créé en mai 2004 par fusion de l'IULA (Union Internationale des Autorités Locales) et de la FMCU (Fédération Mondiale Des Cités Unies). Le CCRE couvre un vaste champ d'activités portant sur les transports, la politique régionale, l'environnement, l'égalité des

chances ou encore la gouvernance⁵⁷⁹. Mais le plus grand chantier et la plus grande réussite du Conseil sont la promotion des jumelages de villes en Europe. Ils sont en quelque sorte le fer de lance du CCRE, qui se félicite du jumelage de plus de 26 000 communes européennes. Pour le conseil, le dynamisme des partenariats locaux et régionaux est un instrument fondamental de la construction européenne. En mai 2007, le CCRE a organisé une conférence à Rhodes sur « Les jumelages pour le monde de demain ». Plus de 600 représentants de collectivités locales de toute l'Europe se sont retrouvés pour parler des jumelages en Europe : comment les mettre en place, quelles sont les difficultés rencontrées par les municipalités, comment le CCRE peut les soutenir financièrement, mais aussi partager l'expertise et la connaissance acquises par ses membres avec le temps.

La généralisation de la pratique des jumelages

Sous la volonté de l'Union européenne, rapidement, la logique de rapprochement franco-allemand basé sur les jumelages se diffuse à l'ensemble du territoire européen : aujourd'hui, sur le continent européen, plus de 26 000 collectivités locales sont impliquées dans ce mouvement⁵⁸⁰.



⁵⁷⁹ En mai 2006, le CCRE a lancé une Charte européenne pour l'égalité des sexes dans la vie locale. La Charte est destinée aux collectivités locales et régionales d'Europe qui sont invitées à la signer à prendre publiquement position sur le principe de l'égalité entre hommes et femmes.

⁵⁸⁰ Site de l'Association Française du Conseil des communes et Régions d'Europe : <http://www.afcre.org/fr/articles/les-chiffres>

Part des municipalités⁵⁸¹ jumelées

La France et l'Allemagne sont les pays qui concentrent le plus de municipalités ayant conclu des accords de jumelages : 5 953 pour la France et 6 082 pour l'Allemagne. Vient ensuite l'Italie avec 2 096 jumelages, puis la Pologne avec 2 041 municipalités qui ont conclu des accords de jumelages, le Royaume Uni (1918 jumelages), la Hongrie avec 1676 jumelages, la République tchèque avec 1 124, puis la Roumanie avec 1072. On constate que, dans les statistiques données ci-dessus, la Grèce (avec 458 jumelages) et la Turquie (148 villes) ne sont pas des pays où cette pratique s'est réellement démocratisée : ils commencent seulement, depuis une dizaine d'années, à être impliqués dans cette dynamique de jumelages. Mais ces chiffres doivent être corrigés par d'autres données du ministère de l'Intérieur turc qui donne pour l'année 2009 un total de 918 jumelages conclus en 2008 entre des municipalités turques et le reste du monde⁵⁸². Même si en expansion, les jumelages de villes demeurent une pratique relativement peu développée dans les deux pays seulement, puisque seulement 28% et 18% respectivement des municipalités turques et grecques sont jumelées avec une autre ville. En une vingtaine d'année, 72 jumelages gréco-turcs ont été réalisés. Au total des jumelages réalisés par les municipalités de ces deux pays, cela représente une part de 16 % pour la Grèce et de 8 % pour la Turquie, part relativement faible⁵⁸³. Les procédures de jumelages sont encadrées dans l'un et l'autre pays. Par exemple, en Turquie, la loi 5393 prévoit dans son article 74 que les municipalités turques peuvent nouer des liens avec des municipalités étrangères⁵⁸⁴. Elle stipule également que le ministère de l'Intérieur turc doit être informé par le conseil municipal de sa volonté de s'engager dans un jumelage ou une coopération décentralisée et doit donner son accord. Il doit donc être consulté en amont, l'autorisation ministérielle étant un préalable à toute action extérieure d'une collectivité locale turque. Une telle procédure permet de faciliter l'enregistrement de tous les liens de jumelage et de coopération décentralisée et ne constitue pas un obstacle au développement de liens avec l'étranger.

Les jumelages sont donc à la base de la dynamique intégratrice européenne et constituent, dès leur création, un moyen de promouvoir et diffuser un climat de paix et d'y associer les sociétés civiles dans un contexte d'après-guerre. Les jumelages sont également utilisés dans le but de rapprocher les villes de l'Est et de l'Ouest pendant la période du rideau de fer. Dans les années 1970 et 1980, on va voir également l'émergence d'une autre logique dans la conclusion des jumelages, celle d'un

⁵⁸¹ Site de l'Association Française du Conseil des communes et Régions d'Europe : <http://www.afccre.org/fr/articles/les-chiffres>

⁵⁸² Rapport du Séminaire de Promotion de la Coopération Décentralisée Franco-Turque, 27 novembre 2008, Conseil mondial de CGLU, Centre de Conférence du Hilton, Harbiye, Istanbul.

⁵⁸³ MONTMAYEUR L., « Les jumelages gréco-turcs », in La lettre d'information de l'OFAJ N° 38 – Les jumelages (janvier 2012), Office Franco-Allemand de la Jeunesse.

⁵⁸⁴ Rapport du Séminaire de Promotion de la Coopération Décentralisée Franco-Turque, 27 novembre 2008, Conseil mondial de CGLU, Centre de Conférence du Hilton, Harbiye, Istanbul.

rapprochement Nord/Sud⁵⁸⁵. Les partenariats entre municipalités Nord/Sud viennent progressivement concurrencer les partenariats Nord/Nord. Cette pratique de jumelages s'inscrit dans une conception selon laquelle la diplomatie des villes peut être un outil de développement. Ce type de liens implique également la collaboration d'ONG dans les programmes d'échanges entre villes autour de thématiques liées à la gestion municipale (accès aux soins, aux services de base, échanges scolaires, protection de l'environnement, etc.). Les partenariats les plus importants ont été réalisés avec des villes ayant subi des catastrophes naturelles ou humaines (par exemple inondations majeures ou récupérations post-conflit). Ce type de coopération va aussi se traduire par un encouragement de l'UE à la mise en place par les communes et municipalités des pays-membres de partenariats avec celles des pays-candidats, comme le fait explicitement par exemple l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe dans l'extrait suivant :

« La plupart des Pays du sud-est de l'Europe ont une association nationale de pouvoir locaux, membre du Conseil des Communes et Régions d'Europe. Afin de donner une réalité de terrain aux partenariats établis entre l'Union européenne et ces pays, l'AFCCRE, à travers les travaux de sa Commission Europe élargie, s'attachera à encourager les collectivités territoriales françaises à s'engager dans des coopérations avec des partenaires situés dans cette Région. Il s'agit d'œuvrer dans le même esprit de rapprochement et d'intégration progressive que l'Europe a connue après la chute du Rideau de Fer, avec une forte implication des pouvoirs locaux⁵⁸⁶ ».

1.1. Les jumelages gréco-turcs : caractéristiques d'ensemble

Les spécificités des jumelages gréco-turcs

Les jumelages entre villes grecques et turques s'inscrivent parfaitement dans la tendance européenne, à la fois base de l'intégration et de la dynamisation de la société civile, mais aussi outil de la réconciliation. Les jumelages s'inscrivent dans la stratégie d'intégration des pays-candidats, qui opèrent de ce fait un rapprochement – à une échelle plus réduite qu'au niveau national – avec les pays européens. Ils s'inscrivent également dans une stratégie européenne d'intégration progressive basée sur une réorganisation territoriale donnant plus d'autonomie aux collectivités territoriales des pays candidats et permettant une familiarisation des populations de ces pays.

Les jumelages gréco-turcs bénéficient du savoir-faire et de l'aide constitués en Europe. On le voit bien à travers la question du financement des jumelages : toute municipalité voulant se jumeler avec une municipalité européenne peut bénéficier d'une aide financière pour la réalisation du

⁵⁸⁵ La régulation des flux migratoires et le co-développement font partie des enjeux entre les municipalités européennes (notamment françaises) et les municipalités d'Afrique, ainsi qu'une réorientation de la politique étrangère. Face aux enjeux de la globalisation, le but est d'élargir le champ des objectifs sur un consensus cimenté par l'idéologie altruiste et solidaire de la coopération décentralisée Nord-Sud se développant en Europe.

⁵⁸⁶ Site de l'Association Française du Conseil des communes et Régions d'Europe : <http://www.afccre.org/fr/dossiers-thematiques/europe-%C3%A9largie>

jumelage. Même si les autorités locales réservent une petite partie de leur budget aux activités de jumelage (idéalement de façon permanente), cela suffit rarement à couvrir la totalité des frais. C'est la raison pour laquelle beaucoup se financent également par le biais d'actions de soutien et de collectes de fonds. Certains types de partenariats reçoivent même l'aide de programmes mis en place par le gouvernement du pays ou par des fondations. Les collectivités locales et associations de jumelage peuvent en outre bénéficier du programme de la Commission européenne lancé en 1989, suite à l'initiative du Parlement européen, pour le soutien d'activités dont l'objectif consiste à rapprocher l'Europe de ses citoyens. Le CCRE a également lancé un nouveau site internet exclusivement consacré aux jumelages en 20 langues, donnant toutes les informations les concernant et aidant les collectivités locales européennes à trouver un/des partenaire(s) concernés par différents thèmes (tels que l'environnement, l'inclusion sociale, les services aux habitants ou le développement économique⁵⁸⁷). Les municipalités souhaitant se jumeler sont alors fortement incitées et reçoivent des subventions européennes.

Depuis 1999 et l'acceptation de la candidature turque, les municipalités grecques et turques sont de plus en plus encouragées par les biais de ces programmes. Plusieurs défis sont posés aux jumelages aujourd'hui en Europe quant au type de partenariats mis en place entre les villes. Est-ce que les citoyens, au niveau local, sont également partie-prenante de la dynamique de rapprochement ou le jumelage n'est-il qu'une « coquille vide » sur le papier, restant cantonné à la sphère politico-administrative? Le jumelage n'a pas véritablement de sens s'il provient d'une logique extérieure aux populations et n'a pas de réelle justification ou de légitimité sur le plan culturel, historique, géographique ou socio-économique. Les villes grecques et turques sont confrontées à ces questionnements et bénéficient de l'expérience d'autres villes européennes dans ce domaine. Dans le cas gréco-turc, on voit bien qu'il y a différentes logiques. Dans certains cas, les jumelages sont le préalable à l'accroissement des relations entre deux municipalités. Le rapprochement commence par la signature de l'accord de jumelage, en quelque sorte point de départ à une coopération accrue (cas d'Izmir et Thessalonique, comme nous le détaillerons plus loin, par exemple). Mais dans d'autres cas, l'accord de jumelage vient en quelque sorte « institutionnaliser » ou « formaliser » une dynamique qui lui était antérieure, portée par les municipalités – sous forme de coopération décentralisée –, mais aussi par les acteurs locaux – ONG, associations et fondations de tous ordres – qui, par leur action, ont préparé le terrain (cas de Kaş et Castellorizo par exemple).

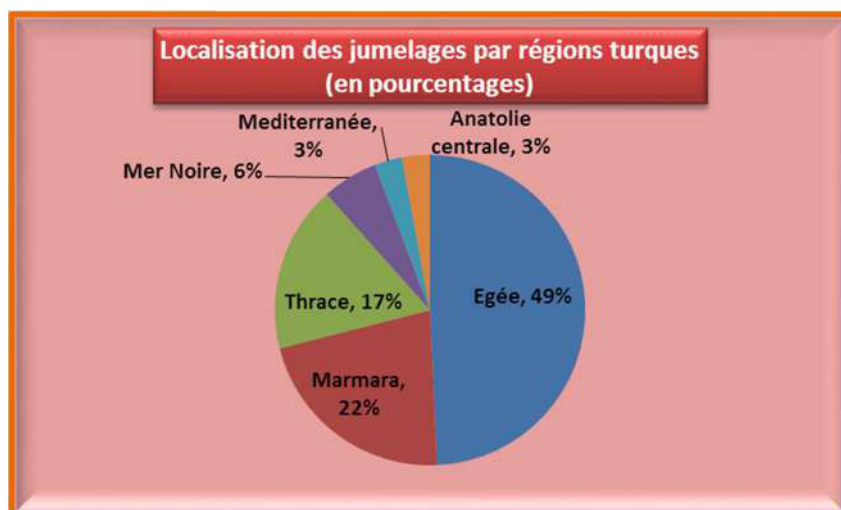
Dans le cas gréco-turc, l'Echange et les déplacements de populations dans la région égéenne font que les villes sont, de fait, déjà liées par une histoire commune. Il n'est pas étonnant que les premières villes à avoir été jumelées soient des villes de l'Echange comme la ville de Foça qui a été jumelée avec celle de « nouvelle Foça » en Grèce. Le jumelage apparaît dans ce cadre presque

⁵⁸⁷ Voir notamment le site de la CCRE où l'on peut trouver des documents explicatifs :

URL : http://www.ccre.org/docs/T_599_46_3520.pdf ou encore : <http://www.twinning.org/en/page/enter-our-universe-of-twinning.html>

« naturel ». On ne retrouve pas de cas similaire dans le cas franco-allemand parce qu'il n'y a pas eu cette spécificité de l'Echange. On retrouve par contre des cas de rapprochement de villes de réfugiés dans le cas germano-polonais parce qu'il y a eu des déplacements de populations de part et d'autre de la frontière à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les villes frontalières germano-polonaises où ont eu lieu des déplacements de population sont d'ailleurs devenues de véritables « interfaces » et « modèle de transnationalisation ». En effet, les villes transfrontalières qui ont été jumelées comme celles de Francfort-Slubice, Guben-Gubin et Görlitz-Zgorzelec le long de la frontière Oder-Neisse en sont l'illustration. Ces villes frontalières ont une valeur symbolique importante pour les deux nations qui tentent d'écrire un nouveau chapitre dans leur histoire moderne marquée par la guerre, les traumatismes de l'Histoire et les profonds ressentiments. Les associations de réfugiés allemands qui ont été déplacés sont très actives et ont des revendications mémorielles importantes vis-à-vis de la Pologne. L'élargissement à l'Est de l'UE a propulsé les villes de la périphérie dans une dynamique de rapprochement et créé de nouvelles dynamiques territoriales transnationales, très proches de notre cas d'étude gréco-turc. L'ouverture des frontières en 2007 a augmenté considérablement les possibilités d'interactions transnationales entre ces villes. Les villes de l'Echange sont donc des moteurs très importants de la dynamique de rapprochement des villes. Au niveau statistique, on peut mettre en évidence que la majorité des villes jumelées sont des villes de l'Echange. On constate dans le schéma ci-dessous que, à l'exception de celle d'Istanbul, ce sont toutes des sous-préfectures ayant vécu l'Echange qui ont réalisé des accords de jumelage. En Grèce, à l'exception des villes de la région de Thrace, on retrouve également une grande majorité de villes de réfugiés.

Au niveau de la localisation des jumelages par régions, on constate que les jumelages gréco-turcs concernent majoritairement la région de l'Egée (49%), puis la région de Marmara (22%) et de Thrace (17%). Viennent ensuite la région Méditerranée (3%), les régions d'Anatolie Centrale (3%) et de la mer Noire (6%). Aucun jumelage n'a été conclu dans la région du sud-est anatolien. On voit tout de même une spécificité dans le cas gréco-turc : la région qui a conclu le plus de jumelages n'est pas la région de Marmara, comme au niveau national, mais celle de l'Egée.

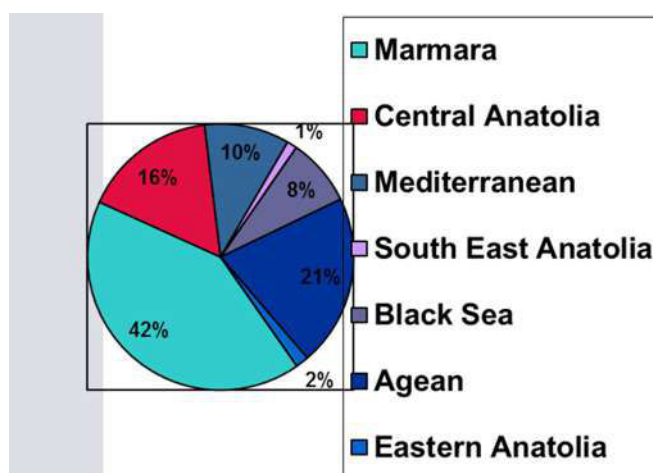


Au niveau national, parmi les 3 225 municipalités, seules 255 ont conclu des accords de jumelage. Les municipalités qui ont le plus conclu d'accords de jumelage sont celles appartenant à la région de Marmara (42% du total), viennent ensuite les municipalités appartenant à la région de l'Egée (21%), puis la région d'Anatolie centrale (16%), la région Méditerranée (10%), puis la région de la mer Noire (8%), la région de l'Anatolie de l'Est (environ 2%) et enfin le Sud-Est anatolien (1%)⁵⁸⁸.

Distribution régionale des municipalités turques ayant un accord de jumelage⁵⁸⁹ :

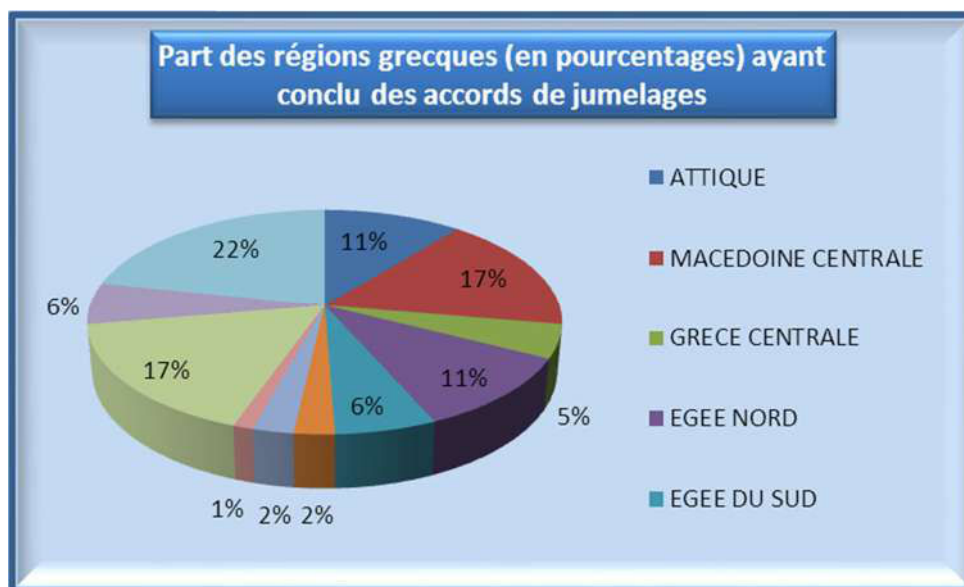
⁵⁸⁸ Rapport du Séminaire de Promotion de la Coopération Décentralisée Franco-Turque , 27 novembre 2008, Conseil mondial de CGLU, Centre de Conférence du Hilton, Harbiye, Istanbul.

⁵⁸⁹ Rapport du Séminaire de Promotion de la Coopération Décentralisée Franco-Turque , 27 novembre 2008, Conseil mondial de CGLU, Centre de Conférence du Hilton, Harbiye, Istanbul.



Les jumelages gréco-turcs sont donc assez représentatifs des tendances observées à l'échelle nationale : la Grèce est un pays de l'Union européenne et ce sont majoritairement les municipalités situées dans les régions frontalières (et surtout dans l'Égée) – dans la partie occidentale de la Turquie – qui ont passé majoritairement ces accords.

Au niveau de la Grèce, on constate également que la majorité des jumelages (22%) ont été conclus dans la région de Thrace et Macédoine grecque. Or, la région de Thrace est une région qui concentre une très forte proportion de populations minoritaires (musulmans de Thrace) et la Macédoine, une région où les échanges de population ont été très intenses. On retrouve la Macédoine centrale, une région de l'Echange, avec une part de 17%. La région de l'Égée est fortement représentée avec 11% pour l'Égée du nord et 6% pour l'Égée du sud puis la région de l'Attique (avec 11% des jumelages conclus), autre région de l'Echange. A parts égales, on retrouve l'Égée du Sud et la Thessalie - 6% - puis la Grèce centrale (5%) et enfin l'Épire, la Grèce occidentale et les îles ioniennes avec des parts moindres. Si l'on considère que la région de Macédoine centrale et occidentale ainsi que l'Égée sont parmi les plus dynamiques dans les jumelages, il apparaît deux tendances : une surreprésentation du Nord de la Grèce (villes de l'Echange) mais aussi des îles de l'Égée.

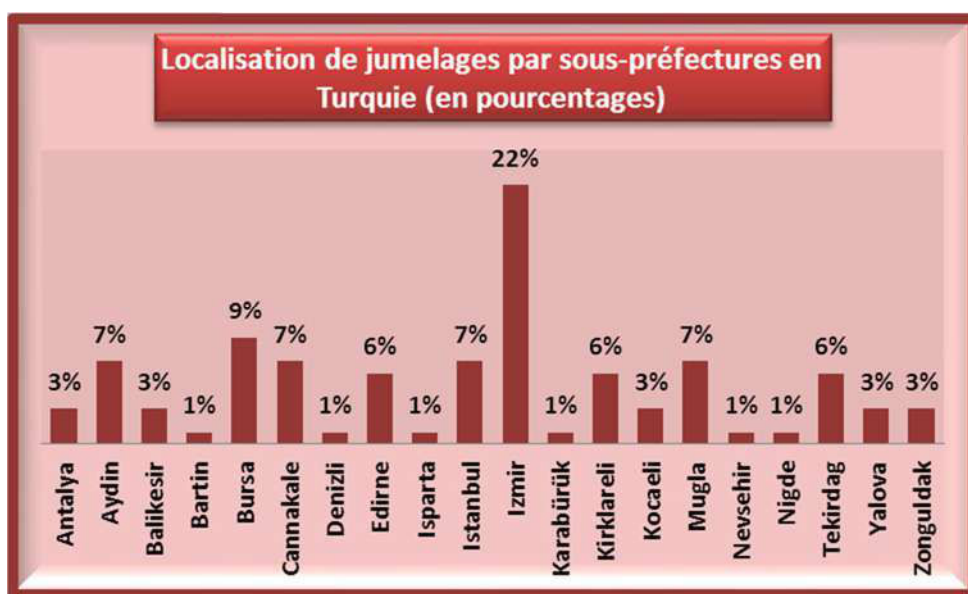


Néanmoins, dans le cas franco-allemand, on constate que les jumelages dans les villes situées dans les régions frontalières sont plus importants que ceux qui ont été conclus dans des régions qui ne sont pas limitrophes, comme l'explique Corine Defrance :

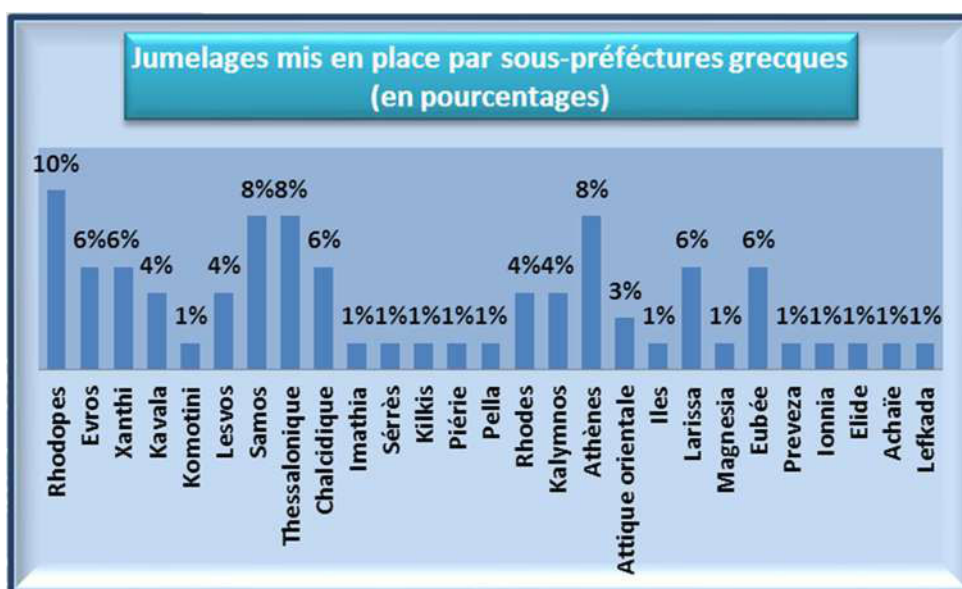
« Par ailleurs, on repère un certain nombre de caractéristiques régionales. Considérons les jumelages conclus avant 1963 : la majeure partie des cités allemandes concernées étaient situées dans les *Länder* frontaliers (Bade-Wurtemberg, Hesse et Rhénanie-Palatinat, Rhénanie du Nord Westphalie) [...] Mais la proximité frontalière ne semble avoir joué qu'un rôle restreint. Dans le cas alsacien, on peut se demander si la spécificité historique n'a pas été une entrave supplémentaire: en effet, en 1963, Pierre Pflimlin, maire de Strasbourg, devait déconseiller au consul général de la RFA à Nancy l'ouverture d'un Institut Goethe dans sa ville en lui confiant qu'il y avait encore "trop de méfiants et de malveillants"⁵⁹⁰ ».

Les zones frontalières sont paradoxalement des zones où les tensions (et notamment les revendications territoriales) sont les plus fortes entre les deux pays, et où pourtant, la dynamique de rapprochement est la plus forte dans le cas gréco-turc. On retrouve la même ambiguïté que dans le cas franco-allemand pour certaines régions ayant été l'objet de revendications territoriales (comme L'Alsace et la Lorraine dans le cas franco-allemand). La région de Thrace mais aussi la côte égéenne en Asie Mineure ont été occupées par l'armée grecque pendant la guerre gréco-turque de 1919-1922, mais c'est pourtant les régions qui sont parmi les plus dynamiques. De la même manière que dans le cas franco-allemand, les régions les plus éloignées de la frontière, la Corse, le Massif-Central, le Midi-Pyrénées et le grand Ouest sont restés largement à l'écart de cette dynamique de rapprochement, tout comme l'Anatolie centrale, la région du la mer Noire, le Sud-est et l'Est anatolien dans la cas de la Turquie. En Grèce, les régions de l'Epire, du Péloponnèse et de la Grèce centrale restent également relativement en marge du phénomène.

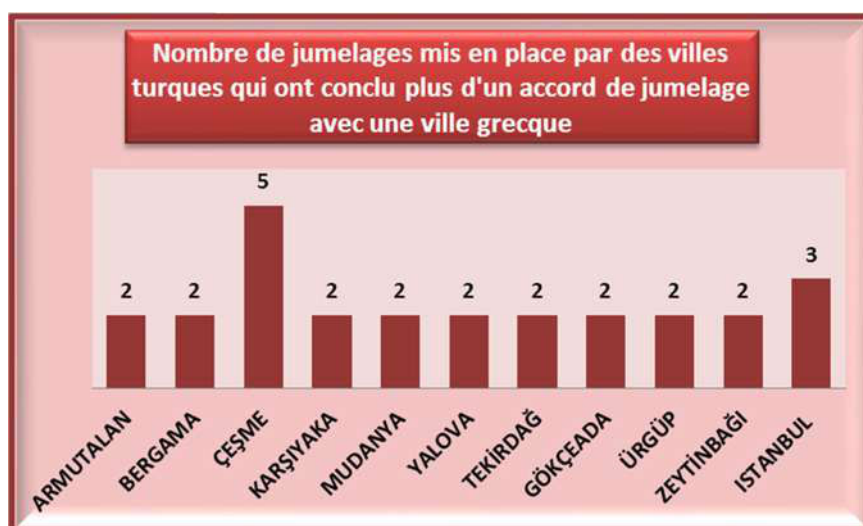
⁵⁹⁰ DEFANCE C., « Les jumelages franco-allemands », op. cit.



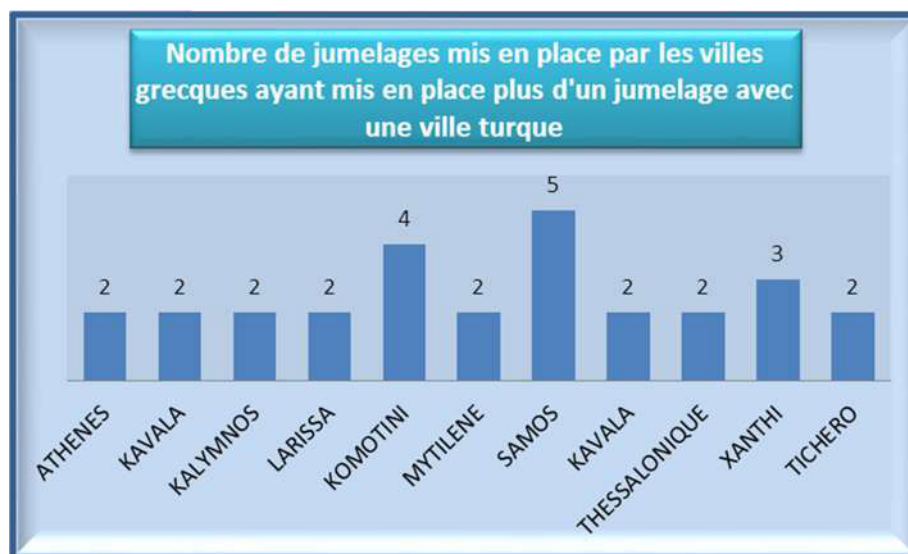
Si l'on s'intéresse aux sous-préfectures turques ayant conclu le plus d'accords de jumelages, on constate qu'au sein de la région de l'Égée, c'est Izmir qui enregistre le plus de jumelages (22%). Puis vient celle de Bursa (9% des jumelages), et celles – à part égales de 7% – d'Istanbul, Aydın, Çanakkale et Muğla. Viennent ensuite les sous-préfectures situées en Thrace avec une part de 6% : Edirne, Kırklareli, Tekirdağ. On retrouve ensuite, de manière éparse, les sous-préfectures de la région de Marmara : Kocaeli (3%), Yalova (3%), puis celles de l'Égée avec Denizli (1%) et Isparta (1%). Les sous-préfectures de la région méditerranéenne viennent ensuite : Antalya (3%) et celles d'Anatolie centrale : Nevşehir (1%) et Nigde (1%), puis enfin de la mer Noire : Zonguldak (3%), Karaburuk (1%) et Bartın (1%).



En ce qui concerne la Grèce, la prefecture où il y a eu le plus d'accords de jumelages signés avec une municipalité turque est celle de Rhodope. La préfecture de Rhodope (en grec : Ροδόπη / Rodópi) est située dans la périphérie de Macédoine-Orientale-et-Thrace. La capitale est Komotini. Ce territoire est majoritairement peuplé par des populations musulmanes turcophones et bulgarophones (*pomak-s*). Les musulmans de Thrace font partie des minorités exclues de l'Echange par le traité de Lausanne. Ces populations ont parfois vécu certaines discriminations et pressions, ont des associations actives qui souhaitent le rattachement avec la Turquie. On voit très nettement que la stratégie des villes de Thrace grecque est de se rapprocher des villes turques et plus particulièrement des villes frontalières en Thrace turque. La région de Thrace est donc une région où les jumelages ont été très développés. On constate que les nomes où il y a eu le plus d'accords de jumelages sont ceux d'Athènes (8%), Lesvos (8%) et Thessalonique (8%) mais aussi Chalcidique (6%).



Si l'on regarde les municipalités turques qui ont conclu plus d'un accord de jumelage avec une municipalité grecque, il apparaît que c'est la municipalité de Çeşme qui a été la plus active en termes de jumelages (avec 5 jumelages conclus avec une municipalité grecque) et qu'elle est ensuite suivie par Istanbul (3 jumelages). Ensuite les autres municipalités turques qui ont conclu plus d'un accord de jumelage avec une municipalité grecque en ont conclu seulement deux. C'est le cas de plusieurs villes comme Armutalan, Bergama, Karşiyaka, Yalova, Tekirdag, Gökçeada, Ürgüp et Zeytinbağı. La plupart de ces villes, comme Çeşme, sont situées dans la région de l'Égée ou de Marmara.



En ce qui concerne les villes grecques, on constate que c'est la ville de Samos qui a conclu le plus d'accords de jumelages (5 jumelages), puis ensuite celles situées en Thrace de Komotini (avec 4 jumelages) et celle de Xanthi (3 jumelages).

Nous pourrions donc, à partir de l'observation des jumelages, établir une grille analytique ayant pour base la typologie des villes ayant conclu des accords de jumelage selon différents critères⁵⁹¹, comme dans le tableau suivant :

Typologie Générale des jumelages	Typologie plus affinée	Exemples de villes jumelées
<i>Villes frontières</i> Villes situées de part et d'autres de la frontière maritime ou terrestre gréco-turque.	<i>Frontières maritimes</i>	Çeşme - Samos
	<i>Frontières terrestres</i>	Edirne - Axendropoulis
<i>Ville avec une diaspora</i> Villes dont les populations sont unies par un lien culturel et historique fort (soit en raison de la présence de	<i>Villes avec présence de minorités de Lausanne</i>	Beşiktaş - Xanthi

⁵⁹¹ En lien avec la typologie établie par CHOMBARD-GAUDIN C., « Pour une histoire des villes et communes jumelées », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 35/35, 1992, p 60-66.

UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

minorités ou parce qu'il y a eu une situation de migration entre les deux villes).		
	<i>Villes de l'Echange</i>	Foça – Nea Fokea
Villes touristiques Villes dont l'activité principale ou dont une partie importante de l'économie est consacrée au tourisme et qui attire une part importante de visiteurs de l'autre pays.	<i>Tourisme lié à l'Echange</i>	Mudanya – Halkidiki Mudanya
	<i>Tourisme de proximité</i>	Kaş - Castellorizo
Villes présentant un autre intérêt à la coopération Villes ayant un intérêt particulier à la coopération, soit en raison du partage de caractéristiques similaires (taille, économie, population, etc...), ou alors parce qu'elles sont partie-prenantes de projets de coopération européens (sur le recyclage des déchets, la gestion municipale, etc...) ou alors en raison de la proximité idéologique des maires.	<i>Caractéristiques similaires</i>	Izmir - Thessalonique
	<i>Projets européen</i>	Tekirdağ - Kavala
	<i>Partenariat idéologique</i>	Dikili - Mytilène

L'augmentation très forte des jumelages entre villes à cette période fait du jumelage la forme la plus répandue de la diplomatie des villes grecques et turques. Mais il ne faudrait pour autant minimiser le poids d'un autre type d'initiative, également en plein essor à cette période : les festivals d'amitié. On peut constater qu'à cette période – que ce soit à travers les jumelages ou les festivals d'amitié -, c'est

essentiellement la dimension symbolique du rapprochement qui prévaut, avec une dimension moins réaliste et pragmatique que dans la coopération décentralisée, comme autre forme de rapprochement.

2. L'augmentation spectaculaire des festivals d'amitié à partir de 1999

2.1. La co-organisation de festival d'amitié : une spécificité gréco-turque

Le mouvement de massification des jumelages de villes

La majorité des initiatives de coopération décentralisée à cette période du rapprochement s'inscrit dans le domaine culturel, qui représente une part de 60% du total des formes de coopération décentralisée. Le reste des initiatives de coopération mises en place représentant seulement une part de 40% :



Les initiatives de rapprochement autour de la culture sont tous de même nature : il s'agit de la co-organisation d'évènements culturels, plus exactement de festivals d'amitié entre villes. D'ailleurs, on peut dire que c'est une spécificité gréco-turque pour les municipalités d'organiser des festivals d'amitié, parce qu'on ne retrouve pas un tel équivalent dans d'autres pays. 21 festivals d'amitié gréco-turcs ont été mis en place depuis 1980, ce qui représente la part non-négligeable de 20% des initiatives totales mises en place entre municipalités (jumelages compris).



Voici la liste des festivals d'amitié qui ont été organisés entre municipalités grecques et turques depuis la fin des années 1980 :

Municipalité turque	Municipalité grecque	Date
GÜZLEYURT	NEA KARVALI	Depuis 1989
DIKILI	MYTILENE	Depuis 1989
ASSOS	MYTILENE- ALEXANDROPOULI	2003 (festival DEFNE)
DENIZLI	SAMOS	2006 (festival DEFNE)
ANTALYA	RODHES	2006 (festival DEFNE)
NEVSEHIR	KAVALA	2007 (festival DEFNE)
ADALAR	KOMOTINI	2009 (festival DEFNE)
AYDIN	FOURNI	2010 (festival DEFNE)
İZMİR	THESSALONIQUE	2004 (festival DEFNE)
KAS	CASTELLORIZO	2005 (festival DEFNE)
CESME	CHIOS	Depuis 1987
DIDIM	CHIOS	Depuis 2005
NİLÜFER		Depuis 1995
BERGAMA	MYTILENE	Depuis 2012
DATCA	SYMI	1995
BERGAMA-BALIKESIR -FOCA - EDREMIT -AYVALIK - ALTINOLUK - KÜCÜKKUYU - GÜRE - ZEYTINLI - AKCAY	MYTILENE	Depuis 2003
CESME		Depuis 2010
BODRUM	RODHES	2010 (Türk yunan dostluk derneği)
MARMARIS	RODHES - SIMI -SAMOS	2012
KAYAKÖY		Depuis 2010
GÖKCEADA		2003 (festival AEGEAN)
IZMIR	CHIOS	2012

Certains festivals durent depuis de nombreuses années, comme celui organisé entre Nea Karvali et Güzelyurt, Dikili et Mytilène ou encore Kaş et Castellorizo. Mais leur véritable expansion a commencé à partir de 2000. La co-organisation d'un festival d'amitié est souvent le prélude à une coopération plus poussée entre municipalités, comme nous allons essayer de le montrer. Le festival est souvent le fruit de la coopération des municipalités au niveau logistique (pour le logement ou la venue des participants) mais aussi sur le plan culturel (le contenu du festival) mais aussi des populations locales qui sont en général associées. En effet, c'est l'occasion pour les musiciens, groupes de danse folkloriques, artisans locaux d'une ville grecque de se faire connaître en Turquie et inversement. Ce sont des temps forts de l'été, attendus non seulement par les populations locales concernées mais aussi par les touristes et les populations environnantes. Les festivals d'amitié se sont généralisés sur la côte égéenne où presque chaque ville turque organise son festival d'amitié avec une des îles grecques environnantes (principalement Lesbos, Samos et Kos, qui sont parmi les plus dynamiques et les plus sollicitées). En effet, après l'organisation des premiers festivals pionniers comme celui entre Mytilène et Dikili, la logique s'est diffusée à d'autres villes, qui font désormais également un festival avec Mytilène ou Samos, comme Didim, Zeytinbağlı, Selçuk, Foça, Çeşme, Ayvalık et même Çanakkale. Mais la généralisation des festivals d'amitié a surtout été permise – lorsque l'on regarde la liste des festivals d'amitié organisés depuis la fin des années 1980 – par l'initiative mise en place par l'association Defne qui organise chaque année entre différentes municipalités grecques et turques un festival d'amitié. Nous allons donc essayer de mettre en évidence le rôle joué par l'association dans la généralisation des festivals à partir de 2000.

2.2. Le rôle joué par l'association Defne dans la massification des festivals d'amitié gréco-turcs

Le tremblement de terre et l'acceptation européenne de la candidature turque comme éléments fondateurs de la création de l'association Defne

L'association Defne – dont le nom signifie laurier et est un symbole de paix en turc - a été créée aux lendemains du tremblement de terre de 1999. Nilüfer Tarıkahya, sa secrétaire permanente, présente la création de l'association comme une conséquence de l'élan de solidarité qu'avait suscité en Europe – et plus particulièrement en Grèce, le tremblement de terre de 1999 :

« On a fondé l'association en 1999. L'idée a commencé juste après le tremblement de terre de 1999. On a vu arriver des Européens à Adapazarı, sur le lieu du tremblement de terre. Nous étions là-bas comme organisation pour venir en aide aux victimes. C'était un quartier très populaire et assez conservateur. Et il y a une femme voilée qui a dit quelque chose que je n'oublierai jamais, en voyant des Européens qui étaient venus en aide aux rescapés : « Les chrétiens ne sont pas mauvais, ils sont des gens comme nous, ils viennent risquer leur vie pour nous ! ». Les gens comme cette dame pensaient avant que les chrétiens étaient mauvais, qu'ils étaient des traîtres. Il y avait une méconnaissance profonde des Européens. Avec le tremblement de terre, c'est tout bête, mais ils ont eu l'opportunité de se voir, de se rencontrer, de voir que les chrétiens – pour eux, il n'y a pas de

différence : Grecs, Allemands, Français, etc..., pour eux se sont des chrétiens - sont des gens normaux comme eux. Cela a été bizarre pour moi de me rendre compte que les gens en Turquie venaient de réaliser ça. Mais cela m'a donné de l'espoir. 1999 c'est vraiment la rencontre avec l'Autre et la compréhension de l'Autre. C'est le point de départ, sans ça, nous n'aurions jamais pu aller aussi loin⁵⁹² ».

Rebondissant sur cet élan de solidarité et les nouvelles perceptions entre Grecs et Turcs que cela a suscitées, Nilüfer Tarikahya et d'autres personnalités décident de créer une association, « VEN » dont les objectifs au départ sont assez larges : faire connaître l'Union européenne aux Turcs et la Turquie à l'Union européenne⁵⁹³. L'association est rapidement très active dans le « mouvement européen de 2002 » et la campagne pour le « oui à l'UE » :

« En 2000, l'UE était un gros problème en Turquie. C'était comme un tabou. Vraiment un tabou pour que la Turquie y entre. L'UE, c'était la démocratie, l'UE c'étaient l'Autre, les droits de l'homme, quelque chose qui fait peur au gouvernement. Le gouvernement turc avait peur des conséquences que ça allait avoir. Les gens, eux, méconnaissaient l'UE, ils ne connaissaient rien. Je me souviens avoir fait une enquête dans les rues de Beyoğlu, je posais des questions aux gens « qu'est-ce que l'Union européenne ? Qu'est-ce que vous savez à propos de l'UE ? » Je me suis rendue compte que personne ne connaissait rien sur l'UE. Les médias ont vraiment joué un rôle là-dedans de désinformation⁵⁹⁴ ».

Le premier voisin européen de la Turquie est la Grèce. Sans pacification des relations avec la Grèce, l'entrée de la Turquie dans l'UE est fortement compromise, c'est donc d'abord au problème des relations gréco-turques qu'a souhaité s'attaquer l'association Defne :

« Donc tout d'abord, notre association a surtout visé à faire connaître l'UE. Notre premier but, c'était de faire connaître l'UE aux Turcs et la Turquie à l'UE. Pour enseigner aux gens ordinaires ce qu'est l'UE. Beaucoup d'universités et d'académies se sont emparées du sujet, ils ont commencé à faire des séminaires, des symposiums, des débats, mais nous, nous voulions amener cela dans la rue : nous avons fait un festival de rue, dans les ports, dans les parcs, sur les plages, pour que cela ne reste pas quelque chose de réservé seulement aux universités. On a essayé d'ouvrir cela à la discussion : « qu'est-ce que vous pensez ? Donnez-nous votre opinion sur... », pour ouvrir la discussion. En fait, c'est progressivement que le rapprochement gréco-turc est devenu une problématique en soi. Toutes ces activités, d'une certaine manière, étaient interactives [...] Nous avons donc organisé des événements, sur les relations gréco-turques parce que la Grèce est notre premier voisin, dans le

⁵⁹² Extrait de l'entrevue : « We founded the association in 1999. The idea began just after the earthquake of 1999. We saw the arrival of the Europeans in Adapazarı on the location of the earthquake. We were there as an organization to help victims. It was a very popular and conservative district. And there was a veiled woman, who said something I will never forget, seeing Europeans who came to help the survivors: "Christians are not bad, they are people like us, and they are risking their life for us!" People like this lady were thinking before that Christians were bad, they were traitors. There was a profound ignorance of Europeans. With the earthquake, it's very simple, but they had the opportunity to see, to meet, to see that the Christians - for them, there is no difference between Greek, German, French etc ... for them, they are just all Christians - are normal people like them. This was bizarre for me to realize that people in Turkey came to realize that. But it gave me hope. 1999 is really the encounter with the other and understanding each other. This is the starting point, without it, we would never have gone as far as now ». Entretien avec Nilüfer Tarikaya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

⁵⁹³ TARIKAYA N., « Defne association », in BELGE, TACISER, (sous la dir. de), *Voice for the future*, İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, İstanbul, 2004, p 155.

⁵⁹⁴ Extrait de l'entretien : « In 2000 , the EU was a big problem in Turkey. It was like a taboo. It was really taboo that Turkey could enter the EU. The EU is democracy; the EU is the Other, the human rights, something that scares the government. The Turkish government was afraid of the consequences it would have. The people themselves didn't know anything about the EU. I remember doing a survey on the streets of Beyoğlu, I asked people questions "what is the European Union? What do you know about the EU? " I realized that no one knew anything about the EU. The media has really played a role in this disinformation ». Entretien avec Nilüfer Tarikahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

cadre d'une meilleure connaissance globale de l'UE et de l'Autre. On a toujours invité des journalistes européens, des académiciens, des étudiants à nos événements. Si la Turquie veut devenir un membre de l'UE ou si la Grèce veut prendre l'UE comme un modèle, il faut être en paix avec ses voisins, c'est le premier but [...] La Grèce est le premier voisin et puis il y avait la dynamique du tremblement sur laquelle on a voulu rebondir. Les fondateurs de cette ONG, qui croient dans le projet européen, savaient que le rapprochement ne sera pas trop difficile avec la Grèce, malgré les divergences, parce qu'il y a des ponts culturels, des minorités en Thrace, à Istanbul, ils savaient que c'était quelque chose de possible. On en parlait toujours entre nous. Ce n'était pas un problème pour nous et beaucoup de nos contacts étaient des amis grecs⁵⁹⁵».

L'initiative commence donc progressivement à s'organiser, mais rapidement se heurte à une première difficulté : la très grande difficulté juridique en Turquie de pouvoir fonder une association ou une fondation. Le coup d'Etat de 1980 a rendu la législation sur la création d'organisations non-gouvernementales comme les associations ou fondations, très difficile. Il y a de fortes lourdeurs juridiques et les membres craignent que le projet soit rejeté :

« En 2000, on a essayé de trouver des fonds. L'idée c'était de garder cette dynamique née de la société civile. Mais cela n'a pas été facile, vous savez, fonder une ONG est une des choses les plus difficiles qu'on puisse faire en Turquie, en terme de statuts, de fonds, ce n'est pas une pratique très courante. Un ami m'avait conseillé de fonder une ONG pour les fonds marins, pour la mer, la voile, pour que le projet n'éveille pas la curiosité ou méfiance des autorités turques. Ensuite, nous avons dit que c'était une association caritative pour les victimes du tremblement de terre. Donc a commencé comme ça et on a changé le nom de l'association ensuite. Cela a été très compliqué, mais nous y sommes arrivés⁵⁹⁶ ».

Les membres de Defne sont « triés sur le volet » et cette structure peut s'apparenter sous certains aspects à des organisations telles que le Rotary club ou au Lions club, relativement fermé et élitiste. Les membres de Defne sont des personnalités influentes : intellectuels, académiciens, hommes d'affaires, hommes politiques turcs et grecs. La structure fonctionne en réseau et marche en raison des réseaux d'interconnaissance de ses membres. Nilüfer Tarıkahya explique que la procédure de recrutement des

⁵⁹⁵ Extrait de l'entretien: « So first of all, our association focused to know the EU. Our first goal was to raise awareness about the EU to the Turks and Turkey to the EU. To teach ordinary people what is the EU. Many universities and academies have taken up the subject, they have begun to do seminars, symposiums, debates, but we wanted to bring it in the street: that's why we did festivals in the streets, ports, in parks, on beaches, so it does not remain something reserved only to universities. We tried to open it in the discussion: "What do you think? Give us your opinion on ..." to open the discussion. In fact, it is progressively the Greek-Turkish rapprochement has become a problem in itself. All these activities, somehow, were interactive [...] We organized events on the Greek-Turkish relations because Greece is our first neighbor. We've always invited European journalists, academics, students to our events. If Turkey wants to become a member of the EU or if Turkey wants to take the EU as a model, to be in peace with its neighbors is the first goal [...]. Greece is the first neighbor. So then there was the earthquake dynamics on which we wanted to jump on. The founders of the NGO, who believe in the European project, knew that despite the differences, the easiest way is to get closer to Greece, because there are cultural bridges; the minority in Thrace, in Istanbul, they knew that it was something possible. We were always speaking about it between us. It was not a problem for us and many of our contacts were Greek friends". Entretien avec Nilüfer Tarıkahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

⁵⁹⁶ « In 2000, we tried to find funds. The idea was to keep the push created by the civil society. But it was not easy, you know, to start an NGO is one of the most difficult thing to do in Turkey, in terms of status, of funding and this is not a very common practice. A friend advised me to start an NGO link with sailing, so that the project does not raise the curiosity or distrust of the Turkish authorities. Then we said it was a charity for the victims of the earthquake. It began like that and we changed the name then of the association. It was very complicated, but we managed it ». Entretien avec Nilüfer Tarıkahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

membres est difficile parce que ce sont surtout les critères de motivation et de dynamisme qui prévalent et explique son petit nombre :

« Nos membres fondateurs, c'était surtout les intellectuels turcs : les académiciens, les journalistes, les hommes d'affaires. Les membres fondateurs avaient déjà un réseau de connaissance en Grèce, en Europe, donc on a juste mis en commun ce réseau [...]. Nous sommes très difficiles quant au recrutement de nos membres, il faut faire très attention. On a une loi de base : si quelqu'un veut devenir membre, il doit remplir un formulaire, il doit signer, et surtout, il s'engage à organiser un événement avec l'association. Parce que, lorsque vous organisez cela, vous comprenez rapidement si une personne est vraiment investie ou non, si elle a du temps, si elle met son cœur la dedans, parce que c'est difficile de faire cela. Aujourd'hui, nous avons trente membres en Turquie et trente membres en Grèce [...] Vous savez certains personnes veulent juste devenir membre parce que si vous êtes membres, vous avez des visas plus facilement. Ou ils veulent connaître des gens connus. On ne veut pas cela [...]. Nous, ce que nous essayons de faire, c'est de mettre des gens influents et des gens qui peuvent prendre des décisions à se réunir et collaborer ensemble. C'est comme cela que l'on peut changer la planète. Il faut continuer à y croire et à marcher dans cette direction⁵⁹⁷ ».

L'ONG se veut indépendante et non-gouvernementale et fonctionne sur des fonds privés, pour la plupart des fonds de compagnies privées grecques et turques. Defne est une organisation ouvertement pro-européenne. Elle n'est pourtant pas financée par l'Union européenne. C'est seulement à cause de la crise grecque que l'association a reçu un soutien financier de l'UE et du ministère de la Culture et du Tourisme turc. Nilüfer Tarikahya est la seule à être payée et employée à temps-plein sur le projet :

« Nous n'avons eu aucun soutien du gouvernement turc ou grec, c'est réellement une organisation non-gouvernementale et nous n'avons pas demandé cela d'ailleurs, nous voulions rester indépendants. Même l'Union européenne, nous n'avons pas eu de soutien financier de l'UE. Nous n'avons jamais pris de support financier. Il y a deux compagnies grecques et turques qui nous financent. Ils nous ont donné un office à Athènes et à Istanbul, nous n'avons pas eu à payer de loyer. Nous n'avons jamais été payés avec un compte en banque pour Defne. Nous sommes payés en nature : les compagnies paient les billets d'avion, le restaurant, etc... [...]. J'étais la seule à vivre entre la Grèce et la Turquie et à faire la navette, j'étais la seule à avoir le temps de faire tout ça, les autres avaient d'autres activités professionnelles. Je suis le maillon. Et c'est bien parce que quand je suis en Grèce, je vais à un séminaire, je vais à une conférence là-bas et je rencontre des gens, ensuite, je vais en Turquie, je fais pareil, je rencontre des gens, ils deviennent membres, ils amènent des gens, c'est comme ça que cela marche [...] Mais, à cause de la crise grecque, l'année dernière nous avons eu un problème de financement. Donc j'ai dû faire jouer mes relations et nous avons eu une aide de la famille Koç et de la banque turque Garanti. J'ai étudié avec le président de Garanti au lycée américain d'Istanbul, donc je le connais. L'année dernière, nous avons aussi reçu un financement européen et un financement des deux gouvernements. Pour l'organisation du festival en Allemagne et à Strasbourg, on a aussi reçu un soutien du ministère de la Culture turque. Mais seulement pour le festival et pour cette période, pas pour nos frais de fonctionnement⁵⁹⁸ ».

⁵⁹⁷ « Our founding members are mostly Turkish intellectuals: academics, journalists or businessmen. The founding members had already a network in Greece, in Europe, so we just shared our networks [...]. We are very picky about the recruitment of our members, we must be very careful. We have a basic rule: if someone wants to become a member, he must complete a form, and sign it, and the most important, he has to take the responsibility to organize an event with the association. Because, when you organize it, you quickly realize if someone is really invested or not, if he has time, if he puts all his heart into it, because it's hard to do that. Today, we have thirty members in Turkey and thirty members in Greece [...] You know some people just want to become a member because if you are a member, you have visas more easily. Or they want to know famous people. We do not want it [...]. What we try to do is to put influential people and people who can take decisions meeting and work together. This is how we can change the world. We must continue to believe and walk this way ». Entretien avec Nilüfer Tarikahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

⁵⁹⁸ Extrait de l'entretien: « We had no support from the Turkish or Greek government, we really are a non-governmental organization, and we didn't asked for help because we wanted to stay independent. Even the European Union, we did not have financial support from the EU. We have never taken financial support. There were two Greek and Turkish companies who fund us. They gave us an office in Athens and Istanbul; we did not

Au départ, l'association souhaite organiser des forums, débats et différentes activités en Turquie et en Grèce au sujet de l'Union européenne et de la Turquie. L'association décide de créer un programme de bourse pour faire des échanges d'étudiants entre universités grecques et turques. En 2000, 45 étudiants de l'université d'Athènes étudiant dans le département de turcologie sont invités par Defne à venir parfaire leur pratique de la langue turque à l'université *Yildiz Teknik Üniversitesi* à Istanbul. Des conférences sur les relations gréco-turques sont alors organisées par Cengiz Aktar. Des professeurs grecs viennent également pour donner des cours de langue grecque à des étudiants turcs. L'université *Yildiz Teknik* met à disposition des dortoirs, des professeurs et des salles de cours pendant l'été. Les membres de Defne organisent des activités après les cours pour faire connaître Istanbul aux étudiants grecs. Face au succès de l'initiative, l'association renouvelle l'expérience d'échanges étudiants à Izmir et ouvre une session d'initiation à la langue grecque qui attire plus de 100 demandes en Turquie. Mais elle va ensuite rapidement décider de concentrer ces activités sur l'organisation de festivals d'amitié entre municipalités grecques et turques.

Les festivals d'amitié entre municipalités grecques et turques

Chaque année, l'association organise un festival entre deux différentes villes grecques et turques sur une thématique différente. Pour les membres de l'association, le fait de changer chaque année de lieu pour organiser les festivals a un objectif triple : aborder différentes thématiques attenantes aux relations gréco-turques, sensibiliser à ces questions un large public et faire en sorte que différentes municipalités soient amenées à coopérer ensemble :

« Chaque année nous avons un thème en lien avec la place que nous avons choisi. C'est facile de retourner au même endroit, mais si vous voulez diffuser les graines de ce rapprochement à différents endroits, vous devez changer de lieux. Pendant ces festivals, les autorités locales se rencontrent et ensuite ils collaborent. Vous partez mais ils continuent⁵⁹⁹ ».

Le but est d'aborder des sujets délicats, qui pourraient créer des polémiques ou éveiller l'opposition des populations locales, sous un angle festif :

have to pay for the rent. We have never been paid with a bank account to Defne. We are paid in nature: companies pay bills for the restaurant, etc ... [...] I was the only one living between Greece and Turkey, doing the shuttle between the two countries. I was the only one who had the time to do it; all the others have other professional activities. I am the link. When I'm in Greece, I go to seminars, I go to conferences there and I meet people, then when I go back to Turkey, I do the same, I meet people, they become members, they bring people, this is how it works [...]. But , because of the Greek crisis, last year we had a funding problem. So I had to play on my relations and we received help from the Koç family and the bank Garanti Bankası. I was schoolmate with the President of Garanti Bankası at the American school in Istanbul. Last year, we also received EU funding and funding from both governments. For the organization of the festival in Germany and Strasbourg, we also received support from the Turkish Ministry of Culture. But only for the festival, not for our functioning costs ». Entretien avec Nilüfer Tarıkahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

⁵⁹⁹ Extrait de l'entretien original: « Each year we have a theme related to the place we chose. It's easy to return to the same place, but if you want to spread the seeds of rapprochement in different places, you have to change places. During these festivals, local authorities meet and then they work together. Even after you left, they still continue ». Entretien avec Nilüfer Tarıkahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

« On a jamais eu de réactions négatives de la part des populations locales. Vous savez, quand vous faites cela avec des concerts, des repas, des conférences, les gens ne sont pas agressifs et vous pouvez toucher plus de monde. C'est pourquoi l'art et la culture sont réellement un langage universel. Si vous avez des noms connus sur votre liste, ça attire plus de monde⁶⁰⁰ ».

Ces festivals sont l'occasion de créer un environnement propice à la discussion de problématiques sensibles, mais aussi de faire en sorte que différentes personnalités – au-delà du noyau dur des membres de l'association qui participent aux festivals chaque année – se rencontrent et d'élargir ainsi le cercle des acteurs œuvrant au niveau local et transnational pour les relations gréco-turques. L'aspect convivial du festival est également important, parce que contribue à renforcer « les relations entre la tradition et la convivialité »⁶⁰¹. Des professeurs d'universités, journalistes ou hommes politiques européens sont également invités à participer aux festivals.

Nous allons présenter les festivals qui ont été organisés chaque année par l'ONG Defne, comme un exemple d'initiative locale, de type top/down, associant municipalités locales et société civile transnationale. On est, dans le cas de Defne, dans le cas d'initiatives entre villes menées par d'autres acteurs qui « font faire » aux municipalités. L'étude de ces festivals peut nous montrer comment un réseau d'acteurs multicartes et militants peut influencer sur la diplomatie des villes – et plus spécifiquement des villes où les tensions gréco-turques peuvent parfois être aigües, pour promouvoir le rapprochement :

- **2001/2002 : les festivals d'Imbros (Bozcaada) et Ténédos (Gökçeada)**



Localisation des îles d'Imbros (Gökçeada) et Ténédos (Bozcaada)

⁶⁰⁰ Extrait de l'entretien original : « We never had a negative reaction from the local people. You know, when you do this with concerts, meals, conferences, and people are not aggressive and you can reach more people. This is why art and culture really are a universal language. If you have any known names on your list, it attracts more people ». Entretien avec Nilüfer Tarıkahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

⁶⁰¹ SERAIDIRI K., « Enjeux locaux autour d'un rituel à Sifnos : de l'analyse structurale à l'« objet patrimonial » », in *Balkanologie*, vol. XII, n° 2, 2011.

La première année, l'association Defne décide d'organiser un festival sur l'île d'Imbros (Gökçeada), pendant un mois :

« Nous avons décidé d'organiser le premier festival sur l'île d'Imbros, en raison de son histoire particulière. Chaque jour, il y avait une nouvelle activité : des concerts, des performances de danse, des ballets, toutes les catégories d'art et de culture. Cela a été un grand succès, a attiré du monde et fait parlé de nous. Mais ça a été difficile : c'était il y a 11 ans, les deux pays n'avaient pas les mêmes relations qu'aujourd'hui, et puis vous connaissez l'histoire d'Imbros⁶⁰² ».

L'année suivante, l'association souhaite organiser un festival sur l'île voisine de Ténédos (Bozcaada), mais cette fois-ci, le sous-préfet de Çanakkale - dont dépendant les deux îles - s'y oppose fermement :

« L'année suivante, on a voulu faire ça à Ténédos, mais cela a été annulé, le gouverneur de Çanakkale, il pensait que ce serait seulement à Çanakkale et bon, vous savez...c'est un endroit très nationaliste. Pour le premier, ils ne pensaient pas que l'on pourrait faire et tenir le festival pendant un mois et ils ne voulaient pas que cela se reproduise la deuxième fois. Le second, ils ont annulé dès le début. Donc les gens qui devaient venir ont annulé. Mais ce qu'on a fait, c'est que c'était en juin, et en septembre, on a organisé le festival à Istanbul. Yanis Boutaris, qui est le maire de Thessalonique maintenant, est le premier président de Defne, c'était son idée. C'est un homme excellent. Il est venu avec des amis, des artistes. Donc on a fait ce deuxième festival, au Armada hôtel. Et à cette époque on avait « Restaurateurs sans frontières » à Istanbul, on a fait quelque chose dans leur office. Des exhibitions et panels. Nous n'avons pas laissé tomber. Cela a très bien marché quand même⁶⁰³ ».



Photo de Ténédos (Bozcaada)⁶⁰⁴

⁶⁰² « We decided to organize the first festival on the island of Imbros, due to its particular history. Every day there was a new activity: concerts, dance performances, ballets, all types of art and culture. It was a great success; it has attracted a lot of people and made us known. But it was difficult, it was 11 years ago, the two countries did not have the same relationship as today, and then you know the story of Imbros ». Entretien avec Nilüfer Tarıkahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

⁶⁰³ Extrait de l'entretien original : « The following year, we wanted to do it in Tenedos, but it was canceled, because of the Governor of Çanakkale, he thought it would only be in Çanakkale and well, you know ... it is a very nationalistic place. The first time, we made the festival for a month and they did not want it to happen again the second time. So, for the second one, they canceled it from the beginning. So the people who were coming had to cancel. But what we did is that it was June, and September, the festival was held in Istanbul. Yanis Boutaris, who is now the Mayor of Thessaloniki was the first president of Defne, it was his idea. This is a great man. He came with friends and artists. So we did the second festival in Armada Hotel. And at that time we had "No borders restaurant" in Istanbul, so we did something in their office, exhibitions and panels. We have not let it down and it worked very well finally ». Entretien avec Nilüfer Tarıkahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

⁶⁰⁴ Image de gauche : Site de la fraternité des ténédiens, URL : <http://tenedianbrotherhood.com/How%20Tenedos%20was%20named.htm>. Image de droite : Site touristique turc « Güzel bir tatil », URL : <http://www.guzelbirtatil.com/bozcaada/bozcaada-kale-tenedos/>

Le refus de la sous-préfecture de Çanakkale d'organiser un festival à Bozcaada, vient du fait que le statut des deux îles est un sujet de controverses fort entre la Grèce et la Turquie. De plus, la ville de Çanakkale est très marquée historiquement et est un haut lieu du nationalisme turc : dans cette ville ont eu lieu des combats sanglants lors des batailles des Dardanelles⁶⁰⁵. Aussi trouve-t-on aux alentours de nombreuses sépultures militaires.



Photo d'Imbros (Gökçeada)⁶⁰⁶

De plus, les deux îles d'Imbros et Ténédos ont une histoire particulière. Situées dans la Mer Egée, au large des côtes turques et de la ville de Çanakkale, les deux îles ont depuis l'Antiquité été habitées par des populations hellénophones. Imbros, qui a pris aujourd'hui le nom de Gökçeada, fait 286, 84 km² et Ténédos, qui s'appelle aujourd'hui Bozcaada, 37,6 km². En raison de leur situation stratégique devant le détroit des Dardanelles, ces deux îles furent tour à tour occupées par les Romains (129 av. notre ère), les Byzantins (VI^e siècle), les Arabes (VII^e siècle), puis reprises par les Byzantins au XIII^e siècle, ensuite par les Génois au XIV^e siècle et les Vénitiens en 1377. Imbros et Ténédos furent conquises par les Ottomans en 1455-1456 par le sultan Mehmet II (v. 1430-1481). Entre 1912 et 1923, les deux îles changèrent plusieurs fois de mains. En 1912, les deux îles furent reprises par l'amiral grec Pavlos Koundourioti et intégrées officiellement à la Grèce lors du traité de Sèvres en 1920. C'est le traité de Lausanne de 1923 qui, malgré la volonté de la Grèce de récupérer ces îles dont la population était à 78% hellénophone, donna les deux îles à la Turquie⁶⁰⁷.

⁶⁰⁵ La Campagne de Gallipoli (Gelibolu), qui eut lieu entre 1915 et 1916, fut une expédition navale des Alliés, à l'initiative de Winston Churchill contre les Ottomans : leur objectif était de prendre et de s'emparer d'Istanbul et des détroits pour sécuriser une route maritime pour le ravitaillement de la Russie tout en ouvrant un nouveau front contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Durant cette guerre, Mustafa Kemal fut promu colonel et dirigea le 16^eme Corps d'Armée. Afin d'honorer la mémoire des soldats turcs et étrangers qui perdirent la vie sur la Péninsule de Gallipoli, l'endroit a été transformé en parc national qui sert de musée en plein air ouvert à tous. Au cours de la visite de la Péninsule de Gallipoli, on peut se rendre sur les anciens champs de bataille où l'on voit des tranchées, au Musée de la Guerre des Dardanelles, à l'Arche Mémorial et aux différents cimetières qui rappellent le souvenir des 253 000 soldats turcs, des 200 000 soldats anglais, des 48 000 soldats français, des 20 000 soldats australiens et 10 000 soldats néo-zélandais (ANZAC), et des 6 000 soldats indiens tombés au champ d'honneur entre 1915-1916.

⁶⁰⁶ Source : site touristique de pensions à Gökçeada, URL : <http://www.gokceadapansiyonlari.com/>

⁶⁰⁷ TANSUG F., *İmroz Rumları*, Heyamola Yayınları, Araştırma Dizisi, İstanbul, 2012.

L'article 14 du traité de Lausanne reconnaissait le caractère « grec » de ces îles et prévoyait que les îles devaient bénéficier d'une organisation administrative autonome, de la sécurité des biens et des habitants et même de la formation d'une police locale.

Article 14 : « Les îles d'Imbros et Ténédos, demeurant sous la souveraineté turque, jouiront d'une organisation administrative spéciale composée d'éléments locaux et donnant toute garantie à la population indigène non-musulmane, en ce qui concerne l'administration locale ainsi que la protection des personnes et des biens. Le maintien de l'ordre y sera assuré par une police qui sera recrutée parmi la population locale et placée sous les ordres de l'administration locale ci-dessus prévue. Les stipulations conclues ou à conclure entre la Grèce et la Turquie concernant l'Echange des populations grecques et turques ne sera pas applicable aux habitants de l'île d'Imbros et Ténédos⁶⁰⁸».

Cet article était complété par l'article 41 du Traité qui prévoyait également que le gouvernement turc accorde des facilités appropriées aux « ressortissants non musulmans » et qu'ils reçoivent dans les écoles primaires leur instruction « dans leur propre langue », c'est-à-dire en grec. Ainsi, le traité garantissait la protection des caractéristiques culturelles spécifiques des populations grecques-orthodoxes des îles et constituait une obligation internationale de la part de la Turquie⁶⁰⁹.

Mais rapidement, la Turquie fit certaines entorses à ces dispositions : en dépit de l'article 41 du traité de Lausanne, l'enseignement en grec fut interdit. La Turquie obligea les écoles grecques à embaucher ses instituteurs parmi les officiers de réserves de l'armée turque et limita les heures d'enseignement de la langue grecque à une heure quotidienne. À la suite du conflit chypriote entre la Grèce et la Turquie dans les années 1960, la situation des populations chrétiennes dans les deux îles se détériora beaucoup⁶¹⁰. Une « prison ouverte » (ou « prison agricole » fut construite sur l'île d'Imbros/Gökçeada. Beaucoup d'habitants chrétiens, propriétaires de plus de 95 % des terres arables de l'île, se virent racheter leurs terres à des prix réduits et ces dernières furent données à des colons venus d'Anatolie. Pour des motifs environnementaux, la pêche fut interdite et la majorité de la population chrétienne, réduite au chômage, dû quitter l'île⁶¹¹. Le caractère hellénophone des îles fut mis à mal également par le décret du 29 juillet 1970, où les îles changèrent de noms : Imbros devint Gökçeada et Ténédos, Bozcaada. Par la même occasion, tous les toponymes grecs furent remplacés par des noms turcs. Le nombre de la population chrétienne chuta drastiquement sur les deux îles : à Gökçeada (Imbros), la population chrétienne passa de 9 000 habitants à moins de 350. Aujourd'hui, moins de 90 ans après le traité de Lausanne, la population chrétienne de Gökçeada (Imbros), qui était de près de 100 % en 1923 n'est plus que de 2% et celle de Bozcaada (Ténédos) est désormais

⁶⁰⁸ Convention sur les Echanges de Population signée à Lausanne le 30 janvier 1930.

⁶⁰⁹ Les dispositions du traité de Lausanne allaient être complétées par l'accord sur l'Education de 1951 entre la Grèce et la Turquie, et le protocole sur l'Education de 1968.

⁶¹⁰ AKGÖNÜL S., *Les grecs de Turquie*, op. cit.

⁶¹¹ Source: Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, « Gökçeada (Imbros) et Bozcaada (Ténédos) : réserver le caractère biculturel des deux îles turques comme un modèle de coopération entre la Turquie et la Grèce dans l'intérêt des populations concernées », *Rapport de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme*, doc. 11629, le 6 juin 2008,.

inférieure à 1%⁶¹². La principale cause du départ massif des grecs-orthodoxes est venue de la fermeture des écoles hellénophones en 1964, ce qui entraîna le départ immédiat de la plupart des familles ayant des enfants d'âge scolaire. Bien que le gouvernement grec en ait appelé aux Nations unies afin d'attirer l'attention du public sur les violations du traité de Lausanne, ses efforts restèrent vains⁶¹³. Le patriarche d'Istanbul lui-même, Vartholoméos, est originaire du village de Zeytinli à Gökçeada. Comme beaucoup d'autres familles grecques-orthodoxes, sa famille a dû migrer à Istanbul lorsque la situation de l'île s'est détériorée.



Le patriarche d'Istanbul Vartholoméos⁶¹⁴

Le but de l'association Defne, en organisant un festival dans les deux îles, était d'attirer l'attention du public sur leur sort. L'association a par exemple tenu à ce que le nom grec des deux îles soit maintenu pour la publicisation du festival, ce qui est contraire à la volonté de « turquification » des îles par l'Etat turc. En 2000, si le sujet était sensible en Grèce et un point de contentieux important parmi d'autres avec la Turquie, il était relativement méconnu du grand public en Turquie. C'est l'Union européenne qui a commencé à pointer la situation des îles comme une entorse au traité de Lausanne et a émis certaines recommandations vis-à-vis de la Turquie pour le respect des droits des minorités. En effet, en 2008, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe recevait un rapport sur la question des îles Gökçeada (Imbros) et Bozcaada (Ténédos) proposant de conserver le caractère biculturel de ces territoires⁶¹⁵. Le rapport suggère d'autoriser la réouverture d'au moins une école de la communauté grecque à Gökçeada (Imbros) de façon similaire aux écoles de la communauté musulmane de la Thrace occidentale (Grèce) aussitôt qu'un nombre suffisant de familles d'origine grecque accompagnées d'enfants d'âge scolaire s'engagerait à se réinstaller sur l'île. Il est également à noter que, depuis cette résolution de l'Union européenne, l'engagement de certains acteurs turcs sur le

⁶¹² Source: Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, «Gökçeada (Imbros) et Bozcaada (Ténédos) : préserver le caractère biculturel des deux îles turques comme un modèle de coopération entre la Turquie et la Grèce dans l'intérêt des populations concernées», op. cit.

⁶¹³ La « prison ouverte » ne fut fermée qu'en décembre 1991, soit après le départ de la plupart des habitants d'origine grecque-orthodoxes. La plupart des insulaires d'origine grecque se sont exilés en Grèce, mais beaucoup ont émigré aux États-Unis, en Australie ou en Afrique du Sud.

⁶¹⁴ Source : site Turquie vision, <http://blog.turquievision.com/2012/05/08/le-patriarcat-grec-orthodoxe-de-constantinople-de-fener-a-istanbul/>

⁶¹⁵ Voir la résolution 1625 de 2008 à ce sujet

sujet et la pacification des relations entre les deux pays, des festivals ont commencé à être organisés sur les deux îles depuis quelques années. Des festivals religieux sont notamment organisés pour la fête de la Sainte vierge le 15 août. Les festivals s'accompagnent, depuis peu, également, de foires économiques et commerciales.



Célébration à l'occasion de la fête de la sainte Vierge le 15 août à Gökçeada avec le Patriarche Bartholoméos ⁶¹⁶

Une cérémonie religieuse tenue par la communauté orthodoxe dans le jardin du monastère Aghia Paraskevi avant le début des divertissements le soir. Le festival, qui attire de nombreux Grecs et qui est également un pèlerinage religieux, n'aurait pas pu avoir lieu quelques années auparavant, sans la mobilisation d'associations comme Defne, mais aussi sans les mises en garde de la Commission européenne qui semblent avoir eu un certain poids dans le cadre des réformes entreprises par la Turquie de la candidature turque à l'UE.

- **2003 : Assos, Mytilène et Alexandroupolis**



Localisation d'Alexandroupolis, Mytilène (en Grèce) et Assos (en Turquie)

⁶¹⁶Source : quotidien « Today Zaman », URL : <http://www.todayszaman.com/news-314601-bartholomew-leads-orthodox-easter-celebration-on-gokceada.html>

UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

Les trois villes d'Assos, de Mytilène et d'Alexandroupolis font partie d'un même ensemble géographique et civilisationnel. Elles sont toutes trois bordées par l'Egée, même si l'une (Assos) est turque et les deux autres grecques. L'association a choisi d'organiser le troisième festival entre elles parce que ces villes sont proches géographiquement, mais aussi parce qu'elles partagent un certain nombre de caractéristiques communes. Alexandroupolis est une ville similaire à Mytilène dans la mesure où c'est une ville-port. Elle est située au nord-est de la Grèce, dans la région de Thrace. Elle est le chef-lieu de la préfecture d'Evros et compte près de 70 000 habitants. La ville est un point de passage : comme Mytilène, elle possède un aéroport, ainsi qu'une liaison maritime avec l'île de Samothrace. Les deux villes sont à la frontière maritime de la Grèce avec la Turquie. Alexandroupolis est située à 4 kilomètres du post-frontière d'Ipsala. On ne compte pas de populations musulmanes dans la ville, mais elle est située en Thrace, qui est une région où l'on retrouve beaucoup de villages grecs habités par des musulmans turcophones et albanophones. Alexandroupolis a porté le nom turc de Dedeğaç² jusqu'en 1920, date de la passation du pouvoir aux autorités grecques. Elle a été renommée en l'honneur du roi Alexandre Ier de Grèce. Mytilène est située dans la région du Nord de l'Egée et est le chef-lieu de la sous-préfecture de Lesbos. Les trois villes sont bordées par la mer Egée.



A gauche : Alexandroupolis, à droite : Mytilène

Quant à Assos, le but était également, pour les organisateurs, de rappeler que le pourtour de la région d'Egée turque était anciennement peuplé, à l'Antiquité, par des populations hellénophones. Assos est une cité grecque de Troade, au nord de l'Asie Mineure, située à proximité de Lesbos. Le village où se trouve le site s'appelle officiellement Behramkale, il est situé dans le district d'Ayvacic de la province de Çanakkale.



Vestiges antiques d'Assos

Assos a été fondée par des colons de Lesbos au VII^e siècle av. J.-C. Au siècle suivant, elle passe sous la domination des Lydiens puis des Perses. Elle recouvre son autonomie au terme des guerres médiques et rejoint la ligue de Délos. La cité connaît son apogée au IV^e siècle av. J.-C. sous la direction d'Eubule puis du philosophe Hermias, qui y fit venir Aristote en 347 av. J.-C.. Elle a ensuite été intégrée au royaume de Pergame avant d'être conquise par l'Empire romain en 133 av. J.-C. Le site est un site touristique important avec le temple d'Athéna situé en haut de la colline, la muraille de la cité et la nécropole ou les sarcophages que l'on y retrouve⁶¹⁷. Le festival vise à mettre en évidence le lien civilisationnel entre les populations de Lesbos aujourd'hui, dont une grande majorité sont originaires des villes et villages de la côte égéenne turque, comme le site touristique d'Assos, vestige du passé et de la présence de ces populations.

- **2004 : Thessalonique et Izmir**



Localisation de Thessalonique (en Grèce) et Izmir (en Turquie)

⁶¹⁷ SERDAROGLU U., « Assos (Behramkale) », in *Arkeoloji ve Sanat Yayınları / Antik Kentler Dizisi*, Istanbul, 1996.



A gauche : Thessalonique (qui portait autrefois le nom de Selanik⁶¹⁸) et à droite Izmir (qui portait autrefois le nom de Smyrne⁶¹⁹)

Le quatrième festival a été organisé entre Thessalonique et Izmir. Nous reviendrons plus en détail sur l'histoire et le rôle de ces deux villes dans la dynamique de rapprochement dans la troisième partie de cette étude. Ce sont tout d'abord deux villes portuaires de même envergure. Les deux villes ont eu une histoire à la fois douloureuse mais pouvant également constituer un moteur pour le rapprochement gréco-turc. Elles sont toutes deux parmi les villes les plus importantes de Grèce et de Turquie⁶²⁰. Ce sont également deux villes qui ont joué un rôle économique très important à l'époque ottomane – des ports commerciaux de grande envergure - et qui étaient en majorité peuplées par des populations non-majoritaires dans le pays : juives et musulmanes pour Thessalonique et grecques-orthodoxes pour Izmir (au point que l'on appelait même « *gavur Izmir* », « Izmir l'infidèle »). Or, dans les deux cas, ce passé minoritaire des villes a longtemps été minoré :

« Nous avons essayé de parler de la population juive de Thessalonique dans un grand évènement, c'était le festival au port. Et nous avons eu le soutien du sous-préfet de macédoine, pas du maire, ni du gouvernement ni des ministères mais du gouverneur de Macédoine. Il avait du pouvoir à Thessalonique et tout a été organisé sous son aile. Nous n'avons eu aucun problème. Même la communauté juive avait peur à cette époque. Il y avait un grand buffet ouvert au port, les gens ne payaient que 5 euros. Dolmas, köfte... et la communauté juive a hésité à participer alors que tout le monde s'amusait au port. Il y avait seulement la table arménienne et la communauté juive d'Izmir. Pour le shabbat, ils nous ont invités à l'ancienne synagogue, à kemeralti et les femmes juives d'Izmir avaient préparé à manger, et cela s'est bien passé. Nous avons essayé de faire se rencontrer les juifs d'Izmir et ceux de Thessalonique. On essaye de mettre les gens ensemble, de les faire se rencontrer, surtout les minorités, mais sans porter non plus un drapeau rouge pour ne pas leur apporter de problèmes⁶²¹ ».

⁶¹⁸ Source image de gauche, site touristique, URL : <http://www.evaway.fr/circuit-touristique/grece-sejour-long-a-partir-de-thessalonique/view/47157>

⁶¹⁹ Source image de droite, site touristique, URL : <http://www.willgoto.com/2/145426/liens.aspx>

⁶²⁰ Avec Istanbul, Athènes et Ankara.

⁶²¹ Extrait de l'entretien original: « We tried to talk about the Jewish population of Thessaloniki in a big event; it was the festival at the port. And we had the support of the sub-prefect of Macedonia, not the mayor, not the government or ministries but the governor of Macedonia. He had power in Thessaloniki, was organized everything under his wings. We didn't face any problem. Even the Jewish community was afraid at that time. There was a large open port buffet, people only paid 5 euros. Dolmas, Köfte ... and the Jewish community has been reluctant to participate while everyone was enjoying the harbor. There was only the Armenian table and the Izmir Jewish community. For Shabbat, they invited us to the ancient synagogue at Kemeralti and Jewish women of Izmir were preparing the food, and it went well. We tried to make Jews of Izmir and from Thessaloniki meet together. We try to bring people together, especially minorities, but without wearing a red flag not to bring their

Ces deux villes ont également vécu un incendie dévastateur (incendie de Smyrne en 1922 et incendie de Thessalonique en 1917). Elles ont surtout pour point commun, mais ce qui est également la base de leurs divergences, un passé historique douloureux. Elles ont toutes deux été un objet de convoitise de l'un et l'autre pays : Thessalonique pour la Turquie (elle n'est devenue indépendante de l'Empire ottoman qu'après les guerres balkaniques), Smyrne pour la Grèce, qui a été occupée par l'armée grecque au début de la guerre gréco-turque de 1919-1922 et que la Grèce a toujours rêvé de posséder. Elles ont été le théâtre d'exactions : l'incendie de Smyrne en 1922 où une grande majorité de grecs-orthodoxes ont péri et l'occupation allemande pendant la Seconde Guerre mondiale pour Thessalonique, où des rafles des populations juives - majoritaires dans la ville - ont été organisées par les nazis. Les deux villes ont la réputation d'être très « nationalistes » : les populations grecques pontiques, majoritaires à Thessalonique, demandent depuis des années que la Turquie reconnaisse que les massacres qui ont eu lieu dans la région de la Mer Noire envers la population grecque-orthodoxe avant l'Echange constituent un génocide. De la même manière, en raison de l'occupation de Smyrne par les Grecs au moment de la guerre gréco-turque, la ville d'Izmir est un haut lieu de la résistance turque et un symbole de l'occupation et de l'irrédentisme grec en Anatolie. Plutôt que de ne pas parler de ces sujets délicats, l'association a néanmoins été partisane de mettre toutes les cartes sur la table :

« Il faut parler de la mémoire et si on se base sur notre expérience, la société civile joue un rôle très important dedans. Il faut commencer par mettre les choses en commun : s'asseoir à une table ensemble et partager un verre, parler de sujets difficiles et montrer que les deux côtés ont souffert. Les gouvernements peuvent passer des accords, ils peuvent marcher main dans la main, mais il faut des ONG plus sérieuses, il faut insister, il faut croire dans ce que tu fais. Si on a plus d'ONG sérieuses, cela peut mieux marcher. Surtout sur la mémoire, et surtout, il faut faire l'inverse que de dire « oublions, pardonnons, ne touchons pas à ce sujet ». Il faut parler d'abord, ensuite collaborer et changer ⁶²²».

Lorsque Defne a organisé le festival d'amitié, le festival a eu lieu, mais les pourparlers de négociation concernant un accord de jumelage entre les deux villes ont échoué :

« Cengiz aktar a beaucoup travaillé pour que le projet de jumelage fonctionne entre les deux villes. Il a mis tout son réseau et son cœur dedans. Mais ni la municipalité d'Izmir, ni celle de Thessalonique n'a voulu le faire. C'était un défi très difficile pour l'époque. Le problème principal était le nationalisme et ils avaient peur de

troubles ». Entretien avec Nilüfer Tarıkahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

⁶²² Extrait de l'entretien : « We must talk about memory and from our experience, we saw that civil society plays a very important role in there. We must begin by putting everything in common: to sit at a table together and share a glass, talk about difficult subjects and that both sides suffered. Governments can make agreements, they can walk hand in hand, but it needs more serious NGOs, we must insist, we must believe in what we do. If you have more serious NGOs, this may work better. Especially on memory, and above all, we must do the opposite of saying "forget, forgive, don't touch this" We need to talk first, then work and change ». Entretien avec Nilüfer Tarıkahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

perdre des voix. J'ai été dans les négociations entre les deux villes et c'était le problème principal. C'est ce que j'ai compris. Cengiz aktar a essayé mais cela n'a pas marché. Il a essayé d'obtenir des fonds de l'UE⁶²³ ».

Le jumelage n'aura donc pas lieu parce que côté grec, la demande de reconnaissance du génocide pontique a été une condition demandée pour le jumelage. Hauts lieux à la fois du nationalisme turc et grec, il semble difficile à Izmir et Thessalonique - malgré leur évidente similarité - d'être rapprochées. Mais l'initiative de Defne a fait des émules à Thessalonique et les membres de l'opposition - notamment l'actuel maire de Thessalonique, Yanis Boutaris, membre de Defne -, se sont mobilisés pour que le jumelage ait néanmoins lieu. Il ne sera réalisé qu'en 2005 :

« Yannis Boutaris fait partie de notre réseau depuis de très nombreuses années. Il fait partie des membres-fondateurs. Il a toujours été très actif dans le rapprochement gréco-turc et a toujours voulu redonner à Thessalonique son aspect multiculturel. Il nous a aidés lorsque nous étions venus pour organiser le festival, mais n'était pas à la mairie à cette époque. Il a été très peiné lorsque le projet de jumelage avec Izmir a été abandonné et il y a eu une importante mobilisation à Thessalonique ensuite qui a abouti à la signature de l'accord de jumelage l'année suivante entre les deux villes. Même si cela n'a pas été suivi d'une intensification très forte des relations entre les deux municipalités après, les bases étaient néanmoins jetées⁶²⁴ ».

L'impact des actions de l'association sur la diplomatie des villes grecques et turques semble jouer pour débloquer la situation entre certaines villes qui ne prendraient pas l'initiative par elles-mêmes de se rapprocher.

- **2005 : Pamukkale/Denizli et Samos - 2007 : Kuşadası/Samos - 2008 : Aydın, Fourni et Ikaria**



⁶²³ Extrait de l'entretien: « Cengiz Aktar worked a lot for the twinning project between the two towns. He put all his network and heart into it. But neither Izmir nor Thessaloniki wanted to. It was a challenge and a very difficult project at this time. The main problem was nationalism and they were afraid of losing votes . I was in the negotiations between the two cities and this was the main problem. This is what I understood. Cengiz Aktar tried but it did not work. He tried to obtain funds from the EU ». Entretien avec Nilüfer Tarıkahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

⁶²⁴ « Yannis Boutaris is part of our network since many years. He is part of the founding members. He has always been very active in the Greek-Turkish rapprochement and always wanted to give back to Thessaloniki its multicultural aspect. He helped us when we came to organize the festival, but was not the mayor at that time. He was very sorry when the twinning project with Izmir was abandoned and he was part of the significant mobilization in Thessaloniki which then led to the signing of the twinning agreement between the two cities next year. Even if it was not followed by a strong intensification of relations between the two municipalities after, it put the basics ». Entretien avec Nilüfer Tarıkahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

A gauche : les sources de Pamukkale, au milieu : l'île de Samos, à droite : la ville de Denizli⁶²⁵

Le festival organisé en 2005 a été décidé à l'initiative du maire de Denizli, qui a rencontré les membres de Defne et leur a demandé d'organiser un festival d'amitié gréco-turque dans sa municipalité :

« Le maire de Denizli avait une grande volonté et était très ouvert, et c'est lui qui nous a invités. On l'a rencontré par hasard à Istanbul et il nous a invités à venir à Denizli. Il nous a dit : « Je veux une grande statue à Denizli pour le rapprochement gréco-turc, nous n'avons pas de statues à Denizli, il faudrait le faire pour cela » ! Et il est diplômé d'un lycée *imam hatip*⁶²⁶ ! C'est surprenant⁶²⁷ ».

C'est la première fois que le festival est organisé à la demande d'un maire. En général, c'est l'association qui décide du lieu dans lequel va se dérouler le festival et propose aux maires de faire le festival. Ce type de propositions montre qu'il y a une volonté de certains maires de part et d'autre de la frontière d'organiser ce type d'événements, mais que les maires n'ont pas toujours la capacité pour le faire sans une aide extérieure. Denizli est la capitale de la province du même nom, située à l'ouest de la Turquie, dans la région égéenne au bord de la rivière Çürüksu Çayı (Lycos dans l'antiquité). La ville compte plus de 500 000 habitants aujourd'hui. Située à 7 km à l'est de l'antique Laodicée, florissante cité qui lui a longtemps fait de l'ombre, Denizli subit le même sort que l'ensemble des villes de provinces de l'Empire romain d'Orient : elle est dépeuplée et attaquée au fil des soubresauts politiques et militaires que connaît l'Empire byzantin.

En 1102, la ville est prise par le sultan seldjoukide de Roum Kılıç Arslan Ier, puis par les Byzantins et les Ottomans. Les populations quittent la ville au moment de la guerre gréco-turque. La ville ne connaît pas un développement très important. Il faudra donc attendre l'avènement de la République pour que Denizli se transforme : des usines de textiles publiques sont créées et la ville s'industrialise très fortement pendant la seconde moitié du siècle dernier pour devenir aujourd'hui un des principaux centres industriels du pays (industries textiles, mécaniques, agroalimentaires). La ville n'est pas en effet coupée du monde agricole qui l'entoure, elle travaille plutôt en symbiose avec ces régions rurales (culture du coton). La ville de Denizli n'est pas une ville touristique, mais est située à proximité du site de Pamukkale qui est un des sites naturels les plus touristiques de Turquie en raison de la présence de sources formant une tufière. Il est inscrit depuis 1988 conjointement

⁶²⁵ Image 1, Source : site touristique, URL : http://www.tripadvisor.fr/Attraction_Review-g297992-d306348-Reviews-Pamukkale_Thermal_Pools-Pamukkale.html. Image 2, Source : site touristique, URL : <http://www.greceturkeytours.com/samos-tour-from-kusadasi-full-day.html>. Image 3 : Source : site touristique, URL : http://www.istanbulguide.net/insolite/info/francais/turquie_occidentale/carie/denizli.htm

⁶²⁶ Lycée religieux.

⁶²⁷ Extrait de l'entretien original: « The Mayor of Denizli had a strong willingness and was very open, and he invited us. We met him by chance in Istanbul and he invited us to come to Denizli. He told us: "I want a big statue in Denizli for the Greek-Turkish rapprochement, we did not have statues in Denizli, and we want one. And he is a graduate of a high school imam hatip! It is surprising ». Entretien avec Nilüfer Tarıkahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

avec Hiéropolis⁶²⁸ sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO. Une population grecque-orthodoxe importante peuplait la ville avant la guerre gréco-turque. C'est ce passé et cet héritage de la ville que le maire souhaite mettre en évidence.

Defne choisit alors l'île de Samos, plus particulièrement la ville de Vathy, pour organiser le festival avec Denizli. L'île de Samos est une des îles grecques les plus proches de Denizli, avec celles de Rhodes et de Kos, mais c'est surtout pour le dynamisme de l'île sous l'impulsion de certains de ces habitants, que l'île est choisie :

« Et à Samos, nous avons notre membre professeur, Soufilis. C'est un personnage ! Il est un homme important, il enseigne à l'université. Son grand père était Premier ministre de Grèce. Nous l'appelons « *Hoca*⁶²⁹ ». Il est quelqu'un de très bien. C'est un bon ami. Quand vous avez quelqu'un comme Soufoulis qui est là-bas et membre de l'ONG, vous avez beaucoup de gens qui vous supporte⁶³⁰ ».

Samos a en effet mis en place de nombreuses initiatives de rapprochement avec des villes turques. Elle a conclu cinq accords de jumelages avec des villes situées sur le pourtour égéen comme Çeşme ou Kuşadası. Une ligne de bateau relie d'ailleurs Samos à Kuşadası. L'histoire de Samos est riche : c'est une île grecque de la mer Égée, proche de la côte turque et plus particulièrement de Kuşadası, de Didim et de Güzelçamlı. Elle forme un dème (municipalité) et un district régional de la périphérie d'Égée-Septentrionale. Son chef-lieu est la ville de Vathy. Ces deux autres villes sont Chora et Pythagorion (Tigani). Elle compte 30 800 habitants pour 476 km². L'île voisine d'Ikaria, avec laquelle elle formait avant cette réforme le nome (préfecture) de Samos, forme à présent un district régional distinct au sein la périphérie d'Égée-Septentrionale, qui inclut également les îles de Fourni.

Elle est l'une des douze cités qui forment la confédération ionienne. De -538 à -522 av. J.C., Samos connaît une ère de prospérité économique. Le tyran Polycrate impose son hégémonie à l'archipel et fait de l'île le plus puissant État maritime de la mer Égée. Polycrate fait construire à Samos un grand temple dédié à Héra, un palais qui sera reconstruit plus tard par l'Empereur romain Caligula (37-41) et un aqueduc. L'île est ensuite rattachée à l'Empire perse à la fin de la deuxième guerre médique (-482/-479), puis passe sous domination athénienne, puis est de nouveau prise par les Perses. Après la mort d'Alexandre le Grand en -323, Athènes entre en guerre contre la Macédoine et perd l'île suite à sa défaite en -322 ; les colons athéniens, dont le futur

⁶²⁸ Fondée au II^e siècle av. J.-C. par un des rois de Pergame, la cité antique de Hiéropolis se développa grâce à l'exploitation de ses sources thermales. Hiéra était le nom de la femme de Téléphore, fondateur légendaire de Pergame. Cependant, ce sont les Romains qui construisirent le plus grand nombre de bâtiments, avant que la ville ne soit complètement reconstruite à la suite d'un violent séisme en 60. La ville était dédiée au dieu Apollon, ainsi qu'au dieu Pluton qui avait un oracle dans les sous-sols du temple d'Apollon. Le tombeau de saint Philippe aurait, selon certaines sources, été retrouvé sur le site, près du martyrium du même nom, fin juillet 2011.

⁶²⁹ Terme respectueux pour dire professeur.

⁶³⁰ Extrait de l'entretien original: « And in Samos, we have our teacher Soufilis, which is a member. He is a character! He is an important man, he is teacher at the university. His grandfather was the Prime Minister of Greece. We call him hoca. He is a very good. This is a good friend. When you have someone like Soufoulis which is a very active member of the NGO, you have a lot of people who support you ». Entretien avec Nilüfer Tarikaya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

philosophe Épicure, doivent à leur tour quitter Samos. L'île est ensuite disputée par plusieurs États hellénistiques : les Ptolémées, les Séleucides, le Royaume du Pont, etc. En -84 av. J.C., la cité est annexée à la province romaine d'Asie. Après la bataille d'Actium où il défait l'Égypte et Marc Antoine en septembre -31 av. J.C., Auguste (-27Av. J.-C./14 Ap. J.-C.) passe l'hiver à Samos avec sa flotte. Samos redevient libre, de cette époque jusqu'à l'empereur Vespasien (69-79) et forme plus tard avec Chios, Cos et Rhodes la province des Îles. Après l'indépendance de la Grèce, les puissances occidentales choisissent de rendre Samos à la Turquie, mais en donnant à l'île un statut de principauté autonome⁶³¹. Comme ces principautés, Samos reste vassale de l'Empire ottoman. Le sultan ottoman y nomme des princes phanariotes. Samos est alors, comme les principautés danubiennes, une principauté chrétienne vassale de l'empire ottoman, dirigée par des princes chrétiens adoués par des Turcs. Lors de la première guerre balkanique, en 1912, Thémistocle Sophoulis s'empare de l'île avec une poignée de volontaires grecs. Ils chassent l'administration ottomane et les membres de la famille princière phanariote vers la France où ces derniers résident depuis presque un siècle. Sofoulis obtient la reconnaissance du rattachement à la Grèce en 1913.

Le festival a été une réelle réussite et la ville de Denizli s'est ensuite trouvée être très active dans le champ des relations gréco-turques. Elle s'est jumelée avec la ville grecque de Larissa en 2007, ville où certains réfugiés originaires de Denizli se sont installés après l'Echange. En 2007, le festival a été organisé entre Samos et Kuşadası. Kuşadası est une importante station estivale à proximité des sites d'Éphèse, de la maison de la Vierge Marie, Pamukkale, de Milet, Didim et Priène. Les relations entre Samos et Kuşadası sont anciennes en raison de la ligne de bateau qui les relie et du dynamisme de Samos. De ce point de vue, on retrouve un peu la même configuration entre l'île de Samos et les villes turques environnantes que celle de Lesvos avec Dikili, Bergama, Ayvalık et Selçuk. Samos avait un fort rayonnement sur les villes de la côte égéenne d'Asie Mineure à l'époque ottomane. Elle dominait également les îles et îlots qui l'entourent. Le festival a été une réussite et l'île de Samos et la ville touristique de Kuşadası qui continuent encore aujourd'hui d'avoir des relations soutenues.

En 2008, le but de Defne, en organisant un festival entre Aydın, Fourni et Ikaria a été de contribuer au désenclavement des îles grecques de Fourni et Ikaria et de les relier à la côte turque. En marge de Samos, ces petites îles de l'Égée ont-elles-aussi une histoire très liée à l'Asie Mineure :

« Lors du festival de Samos, il y avait le gouverneur de Samos et aussi le gouverneur de Fourni et Ikaria. Donc quand on a fait le festival là-bas, c'était intéressant de voir les habitants de ces îles parce qu'ils avaient longtemps eu la réputation d'avoir été des pirates ou des prisonniers. Mais, même si Fourni est loin, on a appris

⁶³¹ En 1832 le protocole de Londres, signé entre la Turquie, la France, l'Angleterre et la Russie le 11 décembre 1832 (traité qui garantissait, entre autres, la sécurité des Grecs de Turquie) stipule l'érection de Samos en Principauté autonome non héréditaire instituée en faveur des Hospodars phanariotes qui avaient été chassés par le protectorat russe des principautés de Moldavie et Valachie (où le trône n'était pas héréditaire).

que des familles de Fourni, pour fuir l'occupation allemande, sont venues à Kuşadası et ont vécu là-bas avec des familles turques pendant 4 ou 5 ans⁶³²».

Pour organiser le festival, l'association se rend compte qu'il est très difficile de se rendre sur les deux îles, qui ne sont pas reliées en bateau à la côte turque. Les îles ne sont accessibles que par bateau depuis les îles voisines d'Ikaria et de Samos, quelques fois par semaine. Depuis 2008, le ferry qui relie Samos au Pirée s'arrête aussi à Fourni. Les communications sont souvent interrompues l'hiver (généralement de novembre à avril) en raison du mauvais temps, spécifiquement des vents violents. Pour le festival, les membres de l'association ont demandé à ce que des petits bateaux rapides soient affrétés pour la venue des participants depuis Kuşadası jusqu'à Fourni et Ikaria directement. Les deux îles ont décidé ensuite de garder ces lignes de bateaux qui les relient à la côte turque :

« Après notre festival, ils ont mis en place une ligne de Fourni à Kuşadası, parce que nous avons utilisé ces lignes directes. Le festival a eu un impact dans la région. Des petits bateaux. Et c'est très bien pour les gens de Fourni, beaucoup sont allés à Kuşadası. Mais Fourni est loin et il y a beaucoup de vent. Quand je suis allée à Fourni pour voir le maire, j'ai dû voyager dans un petit bateau avec des denrées alimentaires. C'était vraiment l'expédition ! L'île était très isolée⁶³³».

- **2006 : Antalya et Rhodes**



A gauche : la ville d'Antalya. A droite : la ville de Rhodes

Antalya est une grande ville touristique du sud de la Turquie dans la préfecture portant le même nom. Elle dispose d'un aéroport international et est aujourd'hui devenue la capitale touristique de la côte méditerranéenne turque, surnommée la « *Riviera turque* ». Elle peut même être considérée comme l'une des stations balnéaires les plus fréquentées au monde : en 2011, Antalya était la troisième

⁶³² Extrait de l'entretien original: « During the festival of Samos, the governor of Samos and also the governor of Ikaria were there. So when we made the festival there, it was interesting to see people from there because the people of these islands used to be considered as pirates and prisoners. We have also learned that families came to Kuşadası to escape the German occupation and they lived there with Turkish families for 4 or 5 years ». Entretien avec Nilüfer Tarıkahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

⁶³³ Extrait de l'entretien original: « After our festival, they set up a line from Fourni to Kuşadası, because we used direct lines for the festival. The festival had an impact in the region. But it was provided for people, many went to Kuşadası. Fourni is far away and there is a lot of wind. When I went to see the mayor, I traveled in a small boat with food. It was really an expedition! The island is very isolated ». Entretien avec Nilüfer Tarıkahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

ville la plus visitée du monde, avec 10,5 millions de visiteurs annuels. Depuis sa fondation en 150 av. J.-C. par Attale II, roi de Pergame, qui l'appela Attaleia, la ville a été habitée par les Romains, les Byzantins et les Seljoukides avant de passer sous domination ottomane et d'être rebaptisée Adalya (ou Adalia). La ville abritait une importante population chrétienne et s'était spécialisée dans le commerce de denrées alimentaires, l'agriculture et la pêche. Les relations avec Rhodes, avec la guerre gréco-turque, étaient intenses. La communauté orthodoxe à Antalya, qui a dû partir avec l'Echange, a été échangée avec une population originaire de Crète (comme à Bodrum et à Ayvalık également) qui est venue s'installer dans la ville. Aujourd'hui, en dehors du tourisme et du commerce, Antalya développe également à grande échelle la culture des légumes et des fruits, principalement sous serres. La ville accueille chaque année un Festival du film.

Rhodes est similaire à Antalya sur beaucoup de points. Centre économique et culturel de l'Égée du sud-est, elle vit un présent dynamique mêlé à son passé historique et sa mise en valeur touristique. La ville de la côte et l'île se font face et font toutes deux le bonheur des touristes. On range Rhodes parmi les lieux de vacances les plus célèbres de la mer Méditerranée grâce à son environnement naturel et à ses plages et aux nombreux choix de divertissements nocturnes, mais aussi pour la possibilité de faire des excursions journalières dans les îles avoisinantes ou à Lindos et pour ses monuments et musées qui nous permettent de connaître son histoire mouvementée. Sa population est estimée à plus de 100 000 habitants. La ville est citée dans la mythologie grecque et fut fondée en 408 av.J.C. quand les habitants d'Ialysos, de Lindos et de Kamiros décidèrent de construire une puissante nouvelle cité qui serait la capitale de l'île. Elle devint rapidement, sous l'occupation romaine et par la suite byzantine, un important centre économique et culturel. En 1309 elle fut envahie par les chevaliers de Saint-Jean, qui l'entourèrent d'une puissante fortification, la transformant en une florissante cité médiévale multinationale. En 1523, elle tomba sous le contrôle des Ottomans. En 1912, la ville de Rhodes fut, comme tout le Dodécanèse, occupée par les Italiens. Finalement, ce n'est qu'en 1948 Rhodes fut rattachée à la Grèce. Comme elle était sous domination italienne au moment des échanges de population, la ville a gardé une population musulmane importante.

Outre le fait qu'elles sont des villes touristiques et très proches géographiquement, ainsi que les lignes de bateau qui les relient, l'île de Rhodes et la ville d'Antalya ont en commun d'être peuplées par des populations qui ont une forte proximité culturelle. Certains des réfugiés turco-crétois d'Antalya parlent encore le crétois. Les musulmans de Rhodes gardent une proximité avec la Turquie, du fait qu'ils sont turcophones. Lorsque le festival a eu lieu, la population musulmane de l'île a été très contente de la venue du maire d'Antalya :

« Le maire d'Antalya était très bien. Il m'a dit que sa famille venait de la minorité musulmane de Rhodes. Il y a 3000 musulmans là-bas. On a parlé de leur condition. Ils sont bien organisés en associations. Quand il était à Rhodes, il était comme s'il faisait sa campagne électorale pour les élections ! Tous les gens criaient, les

commerçants le saluaient. C'était drôle. Et le gouverneur de Rhodes est venu à Antalya avec sa femme et elle est originaire d'Istanbul⁶³⁴».

- **2009 : Kavala et Nevşehir**



A gauche : Kavala. A droite : Nevşehir

La position fait de la ville de Kavala et de son port un point de passage important sur la côte thrace. La ville, qui portait d'abord le nom de Neapoli, a changé de nom au VIII^e siècle pour prendre le nom de Christoupolis. Elle constituait un poste clef sur la route entre Thessalonique et Constantinople, située sur la voie romaine Ignatia, qui reliait Rome à Constantinople. En 1387, Christoupolis est définitivement conquise par les Ottomans. En 1425, la forteresse de l'acropole est détruite par les Vénitiens et la ville quasi abandonnée. La ville change de nouveau de nom à la fin du X^e siècle pour prendre celui de Kavala (Cavalle dans les sources françaises), et reçoit ses premiers habitants en 1526. Le rôle commercial du port grandit rapidement au XVIII^e siècle : elle sert d'entrepôt pour les marchands de Smyrne, d'Égypte et de Thasos. La ville est prise par les Bulgares en 1912 lors de la Première Guerre balkanique, sans résistance de la part des Ottomans. Pendant la Deuxième Guerre balkanique, le 26 juin 1913, une flotte grecque conduite par le croiseur cuirassé Geörgios Averoff s'empare de la ville. La ville devient grecque et en 1922. Après la « Grande catastrophe » micrasiatique, près de 25 000 réfugiés grecs vinrent s'installer à Kavala.

Les réfugiés qui sont venus à Kavala viennent en majorité de Cappadoce mais on compte aussi certains réfugiés originaires du Pont ou d'autres parties d'Asie Mineure. C'est pour cette raison que, pour organiser le festival, la ville de Nevşehir⁶³⁵ a été choisie. Située en Cappadoce, la ville conserve

⁶³⁴ Extrait de l'entretien: « The mayor of Antalya was very good. He told me that his family came from the Muslim minority of Rhodes. There are 3,000 Muslims there. We talked about their conditions. They are well organized in associations. When he was in Rhodes, it was as if he was in campaign for the elections! Everyone was going out and telling him hello! It was funny. And the governor of Rhodes came to Antalya with his wife and she is from Istanbul ». Entretien avec Nilüfer Tarıkahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

⁶³⁵ TURGAY T., DEMIRDURAK B., « Une ville en plein centre de la Cappadoce, Nevşehir », in *Cappadoce, 3KG, Istanbul*, 2012 (2^e éd.), p 148-151.

de nombreux habitats troglodytiques et est une ville touristique. La ville souterraine de Kaymaklı est la plus remarquable (avec Derinkuyu) des cinq cités souterraines ouvertes au public en Cappadoce :

« On a fait le festival sur le *Mübadele* (l'Echange) parce que les gens de Kavala sont venus de Cappadoce. Au port de Kavala, pour la première fois, nous avons parlé de *Mübadele* et c'est pourtant une municipalité conservatrice. Cela n'a pas été facile. Et ils ont une mémoire de l'Empire ottoman. Le gouverneur a été très aidant. Au départ, il était plutôt hostile, il ne voulait même pas venir en Cappadoce. Mais après, il est venu, je me souviens de son discours à Sinasos (actuelle ville de Mustafapaşa). Il a dit « nous avons fait une erreur, nous aurions pu faire une meilleure promotion de ce festival et une meilleure publicité dès le début ». Après il a commencé à venir à Istanbul et en Cappadoce deux fois par an. Et un jour, mes amis m'ont appelée, il y avait un article dans le journal *Radikal* où il invitait les entrepreneurs turcs à venir à Kavala pour faire du business, en disant « on peut réduire les taxes, etc... » ! Si vous insistez et si vous faites quelque chose d'une bonne manière, vous pouvez changer la mentalité de quelqu'un en une nuit ! Ça nous est arrivé beaucoup de fois. Et n'oubliez pas que le gouverneur de Kavala est de Cappadoce. S'il peut oublier ses rancunes et devenir un *turcofilos* (un ami des Turcs), peut-être avant il était *turcphagos* (n'aimait pas les Turcs), mais il a pu changer. Donc tout le monde peut le faire. C'est important de voir le retour. Immédiatement, vous avez les fruits de vos efforts⁶³⁶ ».

La thématique du festival entre Kavala et Nevşehir reprend la problématique de l'Echange que nous avons étudiée dans la première partie avec l'exemple de Güzelyurt et Nea Karvali. Defne, souhaitant approfondir cette thématique avec le festival, s'est pourtant rapidement retrouvée confrontée à la difficulté d'organiser le festival à Kavala avec les multiples associations de réfugiés qui se retrouvaient parfois en concurrence dans la mise en valeur de la culture des populations chrétiennes de Cappadoce. Le groupe de danse folklorique de l'association de réfugiés originaires de Misti *Kappadokes* - plus consensuel que celui de Nea Karvali dans sa mise en valeur de l'histoire des populations chrétiennes hellénophones de Cappadoce - a été invité à faire une représentation lors du festival. Ce qui n'a pas été le cas de l'association culturelle de Nea Karvali et ce qui a un peu froissé son président, Kaplanis Iosifidis. Pourquoi la mémoire des populations chrétiennes turcophones de Cappadoce n'a-t-elle pas été davantage mise en valeur par l'association lors de l'organisation du festival ? La municipalité de Kavala, de tendance conservatrice, s'est-elle opposée à la mise en valeur de cet héritage turcophone de la présence chrétienne en Cappadoce ? Cet exemple nous montre les limites de l'organisation du festival, en partie basé sur des négociations politiques locales, qui font perdre au festival sa totale impartialité.

⁶³⁶ Extrait de l'entretien: « It was the festival of the *Mübadele* because people from Kavala came from Cappadocia. At the harbour of Kavala, for the first time, we talked about *Mübadele* even if it is a conservative municipality. It has not been easy. And they have a memory of the Ottoman Empire. The governor has been very helpful. Initially, he was a bit hostile; he would not even come to Cappadocia. But finally he came, I remember his speech in Sinoasos. He said "we made a mistake, we could have done a better promotion of this festival and better publicity from the beginning." After he began to come to Istanbul and Cappadocia twice a year. And one day, my friends called me, there was an article in *Radikal* saying that he invited Turkish businessmen to come to Kavala to do business, saying "we can reduce taxes, etc ... !". So if you insist, and if you do something in a good way, you can change the mentality. It happened to us many times. And do not forget that the governor of Kavala is from Cappadocia. If he can forget enmity and become a *turcofilos* (a friend of the Turks), perhaps before he was *turcphagos* (he did not like the Turks), he could change. So everyone can do it. It is important to see the return. Immediately, you have the fruits of your efforts ». Entretien avec Nilüfer Tarıkaya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

Des initiatives mises en place à Kavala pour la mémoire ottomane de la ville ont été mises en valeur lors du festival, comme le musée du tabac de Kavala mais aussi certains monuments autour de l'hôtel *Imaret*, vestiges du passé ottoman de la ville, récemment restaurés comme une ancienne *medrese* (école religieuse) restaurée en musée dans l'ancien quartier turc de la ville. L'histoire de l'hôtel est liée avec celle de l'Empire ottoman. En effet, en 1799, Mohammed Ali, un général de l'armée né à Kavala fut envoyé en Egypte par le Sultan ottoman pour chasser les forces de Napoléon. Il a joué un rôle majeur en Egypte et est connu pour avoir contribué à établir une dynastie qui a gouverné de l'Egypte au Soudan de 1805 à 1952. Le Sultan fit édifier une statue à son honneur mais aussi un bâtiment – Imaret - comme un cadeau à sa ville natale. Le bâtiment a été construit entre 1817-1821 et comprend une cuisine commune, deux écoles islamiques, une mosquée privée et des bureaux administratifs. Transformé en hôtel, le bâtiment fait partie de la beauté des vestiges de l'histoire de la ville de Kavala. Autre point important dans le rapprochement gréco-turc, en 2000, la ville a été jumelée avec la ville de Tekirdağ. Interrogé sur la raison du jumelage⁶³⁷, le maire explique que c'est parce que les villes ont des caractéristiques similaires (en termes de taille de leurs populations et de situation géographique) et que leur partenariat, notamment en matière de gestion des déchets et propreté de la ville, a reçu des financements européens dans le domaine environnemental.

- **2010 : Iles aux Princes et villes minoritaires de Thrace**



L'île de Büyükada (Istanbul) et la ville de Komotini (en Thrace grecque)⁶³⁸

⁶³⁷ Rencontre avec le maire de Kavala lors de l'observation participante du festival organisé par Defne entre Kavala et Nevşehir.

⁶³⁸ Image 1 : Source : wikipedia, URL : http://tr.wikipedia.org/wiki/Dosya:Buyukada_1.jpg. Image 2 : Source : http://milvaflowers.gr/index.php?main_page=index&cPath=73_94&language=en.

L'organisation du festival de 2010 entre la municipalité de Komotini, située dans la région de Thrace grecque et peuplée en grande majorité par des minorités musulmanes, s'inscrit dans la volonté de l'association de mettre sur le devant de la scène la question des minorités de Lausanne et les difficultés qu'elles ont pu rencontrer au cours de l'histoire dans les deux pays. Les associations des « Turcs de Thrace », très influentes et développées, peuvent ainsi raconter quels sont les combats qu'elles ont dû mener en tant qu'associations de minoritaires et aussi à quelles difficultés ont été confrontées les populations de Thrace (turcophones mais aussi bulgarophones, comme les Pomak-s). La minorité musulmane de Thrace est le pendant de la minorité grecque-orthodoxe d'Istanbul.

Le choix de la ville d'Istanbul répondait donc à la volonté de parler des minorités mais également à un calendrier festif : Istanbul avait été élue capitale européenne de la culture pour l'année 2010. Le festival a donc permis de mettre en valeur certaines des initiatives mises en place dans le cadre d'Istanbul 2010, notamment du musée qui a été construit sur l'île de Büyükada avec des financements européens mais aussi sous l'impulsion de la municipalité de l'île pour mettre en valeur son passé cosmopolite. Le musée retrace l'histoire des îles et met en avant la présence des populations non-musulmanes et de leur héritage sur l'île. Le musée raconte l'histoire des îles, de leur formation géologique à nos jours. On y apprend notamment que pendant la période byzantine, on exilait sur les îles dans des monastères les membres de la famille impériale ainsi que les aristocrates disgraciés. Cette pratique a été poursuivie par les Ottomans et les Sultans, qui exilaient leurs opposants sur les îles. Ce n'est qu'au XIXe siècle qu'elles ont commencé à servir de lieu de villégiature aux riches familles d'Istanbul, principalement les familles juives, grecques-orthodoxes et arméniennes d'Istanbul. Le musée utilise des centaines d'objets et utilise plus de vingt mille documents d'archives ottomans, six mille photographies numériques, des centaines de films documentaires, des documents d'archives émanant des institutions publiques des îles et les exploitent sous forme d'expositions temporaires et permanentes.

La municipalité a clairement énoncé que ses objectifs étaient de promouvoir l'histoire multiculturelle riche des îles, de contribuer à la préservation de leur patrimoine culturel, historique et naturel et d'enrichir leur vie culturelle. La municipalité a soutenu également la recherche scientifique sur les îles et permis l'amélioration des réseaux de communication. Certaines personnalités, comme l'auteur passionné de recherches sur les relations gréco-turques Herkül Millas, ont mis à disposition du musée certains effets de leurs collections personnelles. Le Musée des îles des Princes a été fondé par la Fondation des îles en collaboration avec la municipalité de Büyükada (la plus grosse île) en 2010. Il a nécessité le travail de plus d'une centaine d'académiciens grecs, turcs et étrangers de différents domaines et des centaines de bénévoles en provenance des îles ont aussi été associés au processus. Entre 2008 et 2011 un total de 200 entrevues d'histoire orale ont été faites auprès de populations vivant ou ayant vécu sur les îles (en Turquie, mais aussi en Grèce). Les clips vidéo basés sur ces entretiens

sont largement utilisés à la fois dans des expositions permanentes mais aussi temporaires. La Municipalité Métropolitaine d'Istanbul a fait don de l'ancien bâtiment de l'école primaire de Büyükada à cette cause. Le projet prévoit également la rénovation de tous les musées de la maison sur les îles et à rendre l'ensemble des îles des Princes comme un musée intégré. Le festival a été l'occasion de mettre en valeur cette initiative mais aussi de parler de points plus problématiques concernant la question des possibilités d'enseignement religieux pour les minorités en Grèce et en Turquie. Le but était de créer un pont entre villes de minoritaires pour parler des difficultés communes que rencontrent leurs populations dans l'un et l'autre pays.

- **2011- 2012 : Festivals organisés en Europe : au Parlement européen à Strasbourg et à Stuttgart en Allemagne.**



Le parlement européen à Strasbourg (à gauche) et la ville de Stuttgart (à droite)⁶³⁹

A partir de 2011, l'association Defne change le principe de son action. Elle commence à organiser des festivals non pas entre villes grecques et turques, mais en Europe. Le premier festival en Europe est organisé à Strasbourg, au Parlement européen. Le but est de faire connaître l'association et les actions qu'elle a mené mais aussi de sensibiliser le Parlement à l'adhésion de la Turquie à l'UE au regard des progrès qui ont été faits dans le domaine du rapprochement avec la Grèce. C'est aussi dans le but de connaître des personnalités influentes ayant une capacité à prendre des décisions en matière de législation pour les sensibiliser aux relations gréco-turques que l'association place Strasbourg comme une priorité en Europe. En 2012, le festival est organisé en Allemagne, à Stuttgart, où une importante communauté turque, mais aussi grecque s'est implantée. Le festival offre ainsi l'occasion de parler de la présence grecque et turque en Europe, des migrations de ces deux peuples au cours de l'histoire, mais aussi de leurs relations dans un contexte diasporique.

Les Grecs ont depuis tout temps été un peuple voyageur et migrateur. La diaspora grecque représenterait quelque 6,5 millions de personnes sur les cinq continents et principalement aux États-

⁶³⁹ Image 1 : site de photographie, URL : <http://www.strasbourgphoto.com/portes-ouvertes-du-parlement-europeen-dimanche-20-mai-2012/> Image 2 : site touristique, URL : <http://ds-lands.com/stuttgart.html>

Unis, mais aussi en Australie, au Canada, en Amérique latine, dans l'ex-URSS (une diaspora très ancienne et que l'on oublie souvent) et enfin quelque 500 000 en Europe où ils sont arrivés nombreux dans les années 1960-1970. La moitié de la diaspora européenne vit en Allemagne, un quart au Royaume-Uni et environ 35 000 en France. On retrouve également la même caractéristique pour le peuple turc dont la population est particulièrement disséminée dans les différents pays du continent européen, avec une concentration très forte en Allemagne. Les Turcs d'Allemagne sont les immigrés et descendants d'immigrés venus de Turquie à partir des années 1960. Le 30 octobre 1961, la Turquie et l'Allemagne ont signé une convention sur les termes de recrutement de la main d'œuvre turque en Allemagne. Le nombre de Turcs en Allemagne était évalué à environ 3 000 000 en 2003. Selon des statistiques allemandes plus récentes parues en 2009, les citoyens turcs vivant en Allemagne seraient environ 1 700 000 tandis que les citoyens allemands d'origine turque seraient entre 2 500 000 et 4 000 000⁶⁴⁰. Ils vivent principalement dans l'ouest de l'Allemagne (Munich, Cologne, Francfort-sur-le-Main, Stuttgart) et à Berlin. On compte une communauté turque alévie importante à Stuttgart⁶⁴¹. L'Allemagne est donc un point de rencontre entre Turcs et Grecs de la diaspora⁶⁴².

Les Turcs d'Allemagne commencent à devenir de plus en plus influents en Allemagne. On peut citer le cas de Cem Özdemir, homme politique d'origine turque qui a été élu au Bundestag, en 1994, sous l'étiquette des Verts. Fils d'immigrés turcs circassiens, il est né le 21 décembre 1965 à Bad Urach. Avec la sociale-démocrate Leyla Onur, ils représentent les deux premiers parlementaires fédéraux d'origine turque en Allemagne. Depuis le 15 novembre 2008, Cem Özdemir co-préside les Verts allemands avec Claudia Roth. Il a été réélu à la fin de l'année 2010 avec plus de 88 % des voix. Le but de l'association est de faire se rencontrer membres de la diaspora turque et grecque de Stuttgart mais aussi d'élargir son réseau de connaissance en Europe. L'organisation d'un tel événement n'a pas été facile :

« Les Grecs de Stuttgart, quand on leur demande d'où ils viennent, ils disent qu'ils viennent de Trébizonde, etc....ils sont des réfugiés, donc ils sont devenus allemands avant d'être grecs. Donc ils ont toujours ce sentiment d'appartenance à leur lieu d'origine. Beaucoup parlent turc. Au début, ils étaient contre le festival, ils voulaient protester. Beaucoup sont originaires de la Mer Noire, mais finalement, il n'y a pas eu de heurts⁶⁴³ ».

⁶⁴⁰ Voir les articles sur la communauté turque d'Allemagne de DE TAPIA S., L'émigration turque : circulation migratoire et diasporas, in M. BRUNEAU (Ed.), *Diasporas*, Montpellier – Paris, Reclus, La Documentation Française (Espaces modes d'emploi), 1995, 174-188. DE TAPIA S., *Echanges, transports et communications : circulation et champs migratoires turcs*. *Revue Européenne des Migrations Internationales* (Numéro Anniversaire), (12) 2, 1996,45-72., DE TAPIA S, *Le satellite et la diaspora. Champ migratoire turc et nouvelles technologies d'information et de communication*, CEMOTI (Les Diasporas), 30, 2000, 175-201.

⁶⁴¹ ÇETINSOY M., « Les Turcs à Stuttgart. Evolution et adaptation d'une communauté étrangère dans une grande ville allemande », in *Recherches sur les migrations internationales*, GRECO 13, n° 4/5, 1982, 80-97

⁶⁴² Source : données sur la diaspora grecque disponibles sur le site « Biblimonde », URL : <http://www.biblimonde.com/donnee/grece-diaspora-322.html>. Voir également BRUNEAU M., *Les Grecs pontiques. Diaspora, identité, territoires*, Cnrs Éditions, Paris, 1998, 250 pages.

⁶⁴³ Extrait de l'entretien original : « Greek of Stuttgart , when you ask them where they come from , they say they come from Trebizond , etc. they are refugees, so they became German before being Greek. So they

Les membres de la diaspora, entre regroupements communautaires et communautarisme, semblent néanmoins pouvoir être porteurs de dynamiques plus vastes et jouer un rôle dans les relations entre les deux pays⁶⁴⁴. Selon l'association, les membres de la diaspora, qui sont amenés à prendre des responsabilités politiques de plus en plus importantes peuvent jouer un rôle important dans la dynamique de rapprochement gréco-turc, mais aussi, de manière plus générale, dans les dynamiques politiques de type transnationales⁶⁴⁵.

Le rôle joué par Defne dans la dynamique de rapprochement et la massification des festivals d'amitié comme forme de rapprochement gréco-turc entre villes

Nous avons pu voir à travers l'étude du rôle de l'association Defne dans la dynamique de rapprochement entre ville que l'espace local était investi par l'association pour promouvoir le rapprochement gréco-turc et de manière plus générale le rapprochement entre la Turquie et l'Europe. Le but de l'association, qui a une structure en réseau, est de réunir un noyau dur d'acteurs influents autour de la problématique des relations gréco-turques et d'élargir ce cercle. On est ainsi au croisement de logiques locales et transnationales. L'organisation du festival est un moyen d'entrer en contact avec les maires et de sensibiliser les populations de certaines villes à des thématiques particulières. Les territoires nationaux sont ainsi déconstruits pour les rapprocher des territoires de « l'Autre » sur de nouvelles bases et points de convergence : être une ville de populations minoritaires (dans le cas des îles aux Princes et de Komotini), être une ville portuaire au passé cosmopolite (Izmir-Thessalonique), une ville de l'Echange (Kavala – Nevşehir), pour ne citer que quelques exemples. Cette dynamique transnationale dépasse même les cadres des deux pays en comprenant également les populations de la diaspora gréco-turque. La littérature sur les migrations montre que les migrants sont inscrits dans des dynamiques transnationales⁶⁴⁶. La ville-tiers de Stuttgart devient ainsi un lieu de rapprochement potentiel entre populations qui partagent pour même condition d'être dans une situation d'immigration. On est au cœur de la dynamique transnationale à travers l'organisation des festivals.

Le rôle joué par Defne est également très important dans la publicisation de certaines problématiques gréco-turques, souvent longtemps restées taboues, à différentes échelles. Le festival

always have that feeling of belonging to their place of origin. Many of them speak Turkish. At first they were against the festival, they wanted to protest. Many of them are from the Black Sea, but ultimately there was no clashes". Entretien avec Nilüfer Tarıkaya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

⁶⁴⁴ Voir sur les liens entre communautés et communautarisme l'article de BAROU J., « La communauté contre le communautarisme ? », in *Informations sociales*, 2007/5 n° 141, p. 55.

⁶⁴⁵ Voir par exemple les analyses développées par LAGUERRE M. dans *Diaspora, Politics, and Globalization* Palgrave Macmillan, 2006, ou encore

⁶⁴⁶ LOCH D., BAROU J., « Éditorial : Les migrants dans l'espace transnational : permanence et changement », in *Revue européenne des migrations internationales* 1/ (Vol. 28), 2012, p. 7-12. URL : www.cairn.info/revue-europeenne-des-migrations-internationales-2012-1-page-7.htm. Et aussi BRUNEAU M., *Diasporas et Espaces transnationaux*, Economica (Anthropos Ville), Paris, 2004.

permet, selon la thématique abordée, de créer un évènement autour d'une thématique particulière : les droits des minorités, l'échange de populations, les îles d'Imbros et Ténédos, par exemple. Les journalistes sont invités pour l'évènement, qui, s'inscrivant dans un cadre festif, permet d'aborder des thématiques sensibles de manière relativement décontractée. Le festival contribue également à ce que les acteurs du rapprochement se réunissent et se rencontrent chaque année dans un lieu précis. Cela crée un milieu d'interconnaissance qui a une pérennité. L'association a aussi clairement un rôle « d'entremetteur » entre deux villes et il ne tient ensuite qu'aux acteurs d'approfondir le rapprochement par la suite qu'elle a initié. En raison du problème de la langue, du manque de disponibilité de certains maires, des difficultés de se rendre de part et d'autre de la frontière pour les Turcs et parfois du manque de volonté de certains maires pour faire cette démarche, le rôle de l'association est majeur pour que l'organisation de ce type de festivals puisse avoir lieu. En effet, pour organiser un évènement entre deux villes, il faut tout d'abord avoir les contacts nécessaires avec une ville de l'autre côté de la frontière, pouvoir communiquer avec la ville concernée autour de l'évènement (certains maires ne parlent pas anglais), faire des rencontres en amont avec les différents acteurs locaux (ce qui demande une certaine disponibilité, mais qui a en plus un coût financier important). L'association s'engage à gérer toutes ces difficultés pour offrir un festival « clés en main » aux deux municipalités le jour J. Parfois, même si les municipalités acceptent la tenue du festival, le projet peut bloquer au niveau de la sous-préfecture ou de la préfecture de l'un des pays. Il faut avoir un réseau de connaissances suffisamment influent pour pouvoir débloquer ce type de situations. Définir le budget, le temps, les compétences, les réseaux et la légitimité suffisantes et nécessaires pour mettre en place ce type d'initiatives. Lorsque le festival a lieu, tout a été préparé et organisé pour qu'il se déroule le mieux possible dans les municipalités concernées.

Le rôle très actif joué par l'association peut en même temps avoir pour effet négatif de rendre les municipalités très passives dans l'organisation du festival. On peut déplorer le fait qu'il n'y a eu aucune municipalité, après un festival organisé par Defne, qui ait continué l'initiative par elle-même par la suite. À l'exception de Thessalonique et Izmir, le festival n'a conduit à aucun accord de jumelages entre deux villes où organisé été organisé un festival. On retrouve un évident problème de pérennité de ce type d'actions impulsées par des acteurs extérieurs de type top/down et qui sont événementielles. D'autant plus que le mandat limité en temps des maires limite la portée de l'action dans le temps. En revanche, les liens tissés à l'occasion du festival entre membres de la société civile ont parfois permis de nouvelles dynamiques ou des prises de conscience individuelles. La venue de Grecs dans une ville turque – et inversement - à l'occasion du festival, dont l'organisation est parfaitement maîtrisée et qui apporte une image positive du rapprochement gréco-turc, a un impact positif sur les populations. Les évènements, tenus sur la place publique avec la participation de personnalités connues, attirent les foules et contribuent à débloquer certains « verrous mentaux » sur des sujets parfois tabous :

« Une chanteuse turque célèbre, Leman Sam, à Aydın a chanté pour la première fois en arménien, en kurde, en grec et en hébreu, des chansons d'Ahmet Kaya⁶⁴⁷. Et Erol Katircioğlu, journaliste à *Radikal*, était notre président. Il a écrit un article dans *Radikal* pour raconter ce qui c'était passé⁶⁴⁸. Aydın est une ville très nationaliste, il y a toujours eu des votes MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi* - Parti du Mouvement National), et seulement l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi* - Parti de la Justice et du Développement) a eu quelques votes. Donc faire un concert comme ça là-bas, cela méritait d'en parler. Leman a dit « il faut faire danser tout le monde : les femmes voilés, le député MHP, les kurdes (parce qu'il y a plein de kurdes à Aydın), les libéraux et les Grecs ! » et ils ont dansé tous ensemble ! Erol a écrit dans son article : « Si vous nous laissez seuls, nous vivons en paix ». Par exemple, on a pris l'initiative de faire ça, peut être personne ne l'aurait fait. Mais quand la ville de Bursa a voulu faire un festival d'amitié gréco-turc, ils ont aussi invité Leman Sam, parce qu'on a pris le rôle de modèle. Les gens ont vu que rien de mauvais ne s'était passé donc ça débloque les verrous mentaux. Et comme ça, ils ne sont pas les premiers à le faire. Lorsqu'on a pas peur, on donne du courage à d'autres personnes⁶⁴⁹ ».

Ensuite, en ce qui concerne les tendances politiques des maires avec qui Defne a été amenée à travailler, Nilüfer Tarıkahya constate que, toutes tendances confondues, ils n'ont jamais rencontré de refus de municipalités pour que le festival soit organisé. Certains partis politiques ont été néanmoins plus réactifs que d'autres. En Grèce, en général, le parti le plus ouvert à ce type de rapprochement avec les villes turques est le parti d'extrême gauche Syriza (ΣΥΡΙΖΑ, Συνασπισμός Ριζοσπαστικής Αριστεράς, Synaspismós Rhizospastikís Aristerás, Coalition de la Gauche radicale). On retrouve ensuite, dans une moindre mesure, le parti de centre gauche PASOK (ΠΑ.ΣΟ.Κ., Πανελλήνιο Σοσιαλιστικό Κίνημα, Mouvement Socialiste Panhellénique). Le parti de droite Nea Demokratia (Νέα Δημοκρατία, Nouvelle Démocratie), même si son ancien dirigeant Costas Karamanlis avait opéré un rapprochement avec R. T. Erdoğan, reste un parti conservateur et les municipalités grecques de cette tendance politique, si elles ne se sont pas complètement opposées à ce type de rapprochement, n'ont pas été parmi les plus actives :

« Karamanlis⁶⁵⁰ a fait beaucoup mais je ne pense pas que Nea Demokratia a fait vraiment des pas. Un peu comme le MHP, on ne peut pas attendre beaucoup d'eux, on peut juste attendre qu'ils ne s'opposent pas à ce que l'on fait, c'est tout. Et parfois, c'est déjà beaucoup. Le PASOK a fait de plus grands pas et Syriza encore plus ».

⁶⁴⁷ Ahmet Kaya, né le 28 octobre 1957 à Malatya et mort le 16 novembre 2000 à Paris d'une crise cardiaque, est un chanteur, écrivain et compositeur militant kurde de tendance politique socialiste, qui a dû s'exiler en France en réaction à des propos tenus en Turquie par rapport au sort de la culture kurde.

⁶⁴⁸ KATIRCIOĞLU E., « Değişimin yönü », in *Radikal* du 14/06/2008, URL : http://www.radikal.com.tr/yazarlar/erol_katircioglu/degisimin_yonu-883291

⁶⁴⁹ Extrait de l'entretien original : « A famous Turkish singer Leman Sam in Aydın sang for the first time in Armenian, Kurdish, Greek and Hebrew Ahmet Kaya songs during the festival. And Erol Katircioğlu, journalist for *Radikal*, was our president. He wrote an article in *Radikal* to tell what had happened. Aydın is a very nationalist city, there was always vote for MHP (National Movement Party), and only the AKP (Justice and Development) had some votes there. So to do such a concert there was enough to speak about it. Leman said "everyone should dance: veiled women, the MHP deputy, Kurdish (Aydın is full of Kurdish), the Liberals and the Greek" and all danced all together! Erol wrote in his article: "If you leave us alone, we live in peace." For example, we took the initiative to do this, before nobody would. But when the city of Bursa wanted to make a festival of Greek-Turkish friendship, they also invited Leman Sam, because we took the model role. People saw that nothing bad had happened to us after that so it unlocks the mental locks they had. And they are not the first ones to do it. When you are not afraid, it gives courage to others ». Entretien avec Nilüfer Tarıkahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

⁶⁵⁰ Au moment du processus de Davos

Ensuite, il semble que la population grecque, de manière générale, a une certaine sympathie pour R. T. Erdoğan, surtout depuis le rapprochement qu'il a opéré avec Karamanlis :

« Mais vous savez, les Grecs aiment beaucoup Erdoğan, c'est le premier chef d'Etat à être allé en Grèce. Il a invité au mariage de sa fille le Premier ministre grec. C'était une grande révolution en Grèce. Les premiers temps du gouvernement AKP, comparé aux autres gouvernements, ont été très actifs pour le rapprochement et l'UE. Quand il est tombé malade, vous savez, j'ai eu des coups de téléphone et mails de dames grecques que l'on avait rencontrées au festival, elles m'ont dit qu'elles étaient allées prier dans une église spéciale pour les gens malades pour qu'il guérisse, vous imaginez !! [...] Il a fait certaines choses pour les minorités qui font que les grecs-orthodoxes en général votent pour l'AKP. L'AKP joue un grand rôle pour les minorités. Les minorités sont avec lui. On peut critiquer l'AKP pour d'autres raisons mais pas pour celles-là. Sur le plan des minorités, l'AKP fait des petits pas mais très importants. Il a visité le Patriarcat. Je ne pouvais le croire. Et aussi l'ouverture du séminaire religieux d'Halki sur l'île est un grand pas. C'est un autre miracle. Les rêves peuvent devenir réalité⁶⁵¹ ».

Mais, là, c'est pareil, on ne peut pas non plus conclure que ce sont nécessairement les municipalités de tendance AKP qui ont été les plus actives dans le processus de rapprochement. On ne retrouve pas de manière systématique les mêmes tendances au niveau local qu'au niveau national. Au contraire, on constate que ce sont les maires de tendance CHP qui ont le plus mis en place d'initiatives de rapprochement en Turquie. Enfin, comme on avait pu le constater également dans la première partie de l'étude, comme en Grèce, ce sont les partis d'extrême gauche qui sont les plus ouverts au rapprochement, notamment les partis SHP (*Sol Hareket Partisi* – Parti du Mouvement de Gauche) et DSP (*Demokratik Sol Parti* – Parti Républicain de Gauche) en Turquie. Mais notons tout de même que certains maires de tendance « droite nationaliste » comme le MHP ou BBP (comme dans le cas de Güzelyurt) peuvent être parties-prenantes de la dynamique de rapprochement selon les intérêts économiques locaux, pour des raisons personnelles ou en raison des caractéristiques socio-culturelles de leurs villes (cas des villes de l'Echange par exemple). Le même constat est fait par Nilüfer Tarıkahya :

« Le maire MHP de Küçükkyu nous a invités pour faire une statue de l'amitié gréco-turque à Küçükkyu, vous imaginez ? Vous savez la statue de l'amitié gréco-turque est toujours à Nevşehir, alors que c'était une municipalité très conservatrice, et ensuite après le festival le maire de Nevşehir nous a dit qu'il souhaitait rénover l'église grecque orthodoxe à Nevşehir. Il est venu à Defne pour que l'on lui fasse rencontrer le Patriarche ».

La logique de Defne, basée sur des initiatives mises en place à l'échelle locale de manière transnationale dans plusieurs lieux pour qu'un maximum de personnes soient sensibilisées au

⁶⁵¹ « But you know, the Greeks really like Erdoğan, he is the first Turkish Prime Minister to have been in Greece. He invited to the wedding of his daughter the Greek Prime Minister. It was a big revolution in Greece. The first time of the AKP, compared to other governments, have been very active for the rapprochement and the EU. When he got sick, you know, I even had phone calls and emails from Greek ladies we had met during the festival, they told me they had gone to pray in a special church for sick people for him to heal, can you imagine?! [...] He made some things for minorities that make the *Rum*-s generally voting for the AKP. The AKP plays an important role for minorities. Minorities are with him. We can criticize the AKP for other reasons but not for those. In terms of minorities, the AKP made small but very important steps. He visited the Patriarchate. I could not believe it. And also the opening of the religious seminary on the island of Halki is a big step. This is another miracle. Dreams can become reality!». Entretien avec Nilüfer Tarıkahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

rapprochement gréco-turc peut potentiellement avoir, sur le long terme, des conséquences sociétales. Le travail sur le long terme, le réseau de connaissance constitué, le territoire couvert par les initiatives de l'association peuvent porter leurs fruits, selon la théorie de « l'effet papillon », où un événement en apparence insignifiant peut être le point de départ d'un enchaînement d'évènements beaucoup plus important :

« C'est un peu comme « l'effet papillon ⁶⁵² » : des petits changements peuvent avoir de grands effets. A Thessalonique, à Strasbourg, à Stuttgart, on rencontre des anciens ambassadeurs, des anciens généraux, des responsables politiques européens, des gens de tous les jours, et tout cela a un impact ⁶⁵³ ».

A partir de 2000 :

Vers une plus grande synergie de partenariats ONG/municipalités sous l'égide de l'Union européenne

⁶⁵² Selon le titre de la conférence du météorologue Edward Lorenz fait à l'*American Association for the Advancement of Science* intitulée : « « *Predictability: Does the Flap of a Butterfly's Wings in Brazil Set off a Tornado in Texas?* » », qui se traduit en français par : « Prédicibilité : le battement d'ailes d'un papillon au Brésil peut-il provoquer une tornade au Texas ? ».

⁶⁵³ Extrait de l'entretien original: « It is a bit like the "butterfly effect ": little changes can have big effects. In Thessaloniki, Strasbourg, Stuttgart, we meet former Ambassadors, former Generals, European politicians, everyday people, and this has an impact ». Entretien avec Nilüfer Tarıkahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.

L'affirmation de la société civile

1. 1999 la publicisation de la société civile comme nouvel acteur du rapprochement

Dans le sillage du tremblement de terre de 1999 mais aussi avec le soutien – moral et financier – de l'Union européenne, 1999 marque réellement l'affirmation du rôle de la société civile dans le champ des relations gréco-turques. Entre 2000 et 2010, on va voir en effet une augmentation très forte de projets, soutenus par l'UE, associant municipalités et société civile dans le champ des relations gréco-turques. Revenons tout d'abord rapidement sur l'avènement de cette « société civile » gréco-turque.

1.1. 1999 et l'apparition de la société civile comme nouvel acteur dans le champ des relations gréco-turques

L'impact du tremblement de terre sur les nouvelles perceptions du rôle de la société civile dans les deux pays

Au moment du tremblement de terre, la société civile fait réellement irruption sur la scène publique. En Turquie, déjà, la société civile s'est particulièrement affirmée face aux manques de l'Etat turc au moment du tremblement de terre⁶⁵⁴. La thèse d'Ali Çağlar Akgüngör montre d'une manière remarquable le tournant qui s'opère en Turquie au moment du tremblement de terre quant au rôle que va être amené à jouer la société civile et de la prise de conscience du pouvoir – ou plutôt des capacités de cette dernière en Turquie – dans une situation de gestion de crise. Face aux difficultés rencontrées par l'Etat turc à aider les victimes, ce sont surtout les ONG et associations turques locales qui ont montré leur efficacité sur le terrain. Leurs actions étaient très diversifiées, allant de l'aide alimentaire au sauvetage des personnes restées sous les décombres suite aux secousses, mais aussi ultérieurement à des campagnes de sensibilisation aux risques sismiques. On peut citer notamment le rôle joué par l'association AKUT (*Arama Kurtarma Derneği*/ Association de Recherche et de Sauvetage) qui ont permis de sauver beaucoup de vies après le tremblement de terre. Des plateformes d'ONG se sont formées pour venir en aide aux victimes, mais aussi des volontaires sont venus de leur plein gré en plus de l'aide apportée par les associations traditionnelles (Croix rouge et Croissant rouge turc). Mais, comme on l'a vu, au-delà de l'affirmation sur la scène publique de la société civile turque, qui était

⁶⁵⁴ AKGUNGOR A. C., *La Turquie à l'épreuve des séismes de 1999. Une analyse sociopolitique à travers les discours médiatiques post-catastrophes.*, op. cit.

auparavant restée très en retrait, le tremblement consacre également la société civile internationale – grecque et turque – comme nouvel acteur potentiel du rapprochement entre les deux pays :

« Les conséquences de cette catastrophe sont autant politiques et sociétales que matérielles. On a beaucoup reproché aux administrations d'État, à l'armée (qui a tardé à sortir de ses casernes, officiellement parce qu'elle en attendait l'ordre d'Ankara) et au Croissant rouge de Turquie, leur retard à organiser les secours. Ceux-ci sont initialement pris en charge par des individus et associations de la société civile venant de la métropole d'Istanbul, aidés par des équipes de sauveteurs arrivés de l'étranger (non sans polémiques initiales : quelques nationalistes ont estimé que la Turquie n'avait pas besoin de l'aide étrangère). Les nombreux bâtiments effondrés témoignaient de la corruption par les promoteurs et entrepreneurs de certains fonctionnaires et élus municipaux et d'État : nombre de bâtiments se sont effondrés à Izmit à cause d'un béton friable, fabriqué avec du sable de mer, donc imprégné de sel; une grande partie des bâtiments récents ne respectaient pas les règles de sécurité parasismique. Le tremblement de terre de 1999 a donc contribué à la décrédibilisation de l'État, de l'armée et de la classe politique⁶⁵⁵ ».

On peut déjà se demander qui appelle-t-on « société civile » au moment du tremblement de terre et quelle a été l'aide apportée par ces différents acteurs ? Comme le rappelle Samim Akgönül, on retrouve trois type d'initiatives dans la dynamique de rapprochement au moment du tremblement de terre : des initiatives privées (initiatives de simples citoyens ou habitants pour acheminer de l'aide, d'artistes, de sportifs, de Grèce, de Turquie, mais aussi de la diaspora), des initiatives des organisations de la société civile (AKUT, Médecins sans frontière, la Croix rouge, le Patriarcat d'Istanbul et la Fédération des Syndicats des Travailleurs du Secteur bancaire (OTOE)) et enfin les initiatives gouvernementales que nous avons citées précédemment⁶⁵⁶. Les différentes aides que les acteurs non-gouvernementaux ont pu apporter ont pris différents visages. Cela a surtout constituer en une aide directe de la part des organisations de la société civile ou de simples citoyens – qui sont venus directement sur les décombres pour chercher des survivants ou apporter du matériel ou de l'aide technique -, mais aussi par une aide indirecte – dons de sang, dons d'argent, soutien moral -. Des personnalités se sont également engagées pour apporter de l'aide mais aussi pour montrer leur volonté que les deux pays se rapprochent : des sportifs ont porté une bannière avec le slogan « Le sport diminue les peines et rapproche les peuples » au moment du tremblement de terre et les champions grecs des jeux olympiques sont venus en Turquie pour apporter en main propre l'aide financière grecque aux victimes turques. Dans le but de rassembler des fonds pour les sinistrés, des matchs de basketball et de football entre des équipes turques et grecques ont été organisés. Les chanteurs Zülfü Livaneli, Mikis Theodorakis et Maria Farandouri, qui étaient déjà très connus dans ce domaine, ont organisé des concerts tant pour les victimes que pour le rapprochement entre les deux peuples. Des chanteurs turcs et grecs se sont réunis à Paris pour donner un concert d'aide aux victimes. Les équipes de secours ont été les plus réactives, que ce soit côté grec comme côté turc : l'équipe grecque de «

⁶⁵⁵ BURDY J. P., « Le tremblement de terre qui vient de frapper le Japon rappelle qu'Istanbul est aussi une zone de risque sismique majeure », in *Le blog de l'OVIPOT*, du 14 mars 2011, en ligne, URL : <http://ovipot.hypotheses.org/5085>.

⁶⁵⁶ AKGÖNÜL S., « Les relations gréco-turques au tournant du siècle : ruptures, évolutions et permanences », op. cit.

Médecins sans frontières » était en place 10 heures après le tremblement de terre en Turquie est restée sur place pendant trois mois. En contrepartie, l'équipe de secours civil turque composée de volontaires, AKUT, était, elle, en place dès le lendemain du tremblement de terre athénien. Comme le rappelle Samim Akgönül, l'Église orthodoxe a joué un rôle important tant à Istanbul qu'au niveau international. Les églises inoccupées d'Istanbul ont été mises au service des sans-abris sur la volonté du Patriarche Vartholoméos. Vartholoméos a également donné un chèque d'aide aux victimes à Bülent Ecevit⁶⁵⁷. La Fédération des Syndicats des travailleurs du Secteur bancaire (OTOE) grecque est venue en Turquie pour amorcer une coopération avec les syndicats turcs⁶⁵⁸.

Les déclarations faites par les dirigeants grecs et turcs après le tremblement de terre mettent en évidence l'idée que suite à cet élan de solidarité sans précédent, la société civile est réellement devenue partie-prenante des relations gréco-turques :

« A travers leurs émouvantes expressions de solidarité, les citoyens de la Grèce et de Turquie ont effectivement inventé un nouveau terme, celui de « diplomatie du tremblement de terre ». Ils nous ont appris que les intérêts mutuels peuvent et doivent l'emporter sur les anciennes animosités⁶⁵⁹ ».

Une même phrase a été faite par le ministre des Affaires Etrangères turc :

« En tant que représentant de la Turquie et de la Grèce, Georges et moi sommes debout devant vous aujourd'hui pour une raison simple : nous avons traduit fidèlement les sentiments des peuples turcs et grecs dans des politiques et des actes⁶⁶⁰ ».

Ces propos, tenus après le tremblement de terre, mettent en évidence plusieurs points importants. Le premier est que la « société civile » est, après le tremblement de terre, reconnue publiquement par les deux gouvernements comme un acteur à part entière des relations gréco-turques. La deuxième, que l'on retrouve en filigrane dans les propos des deux hommes d'Etat - mais aussi dans le discours dont les membres de cette « société civile » se réclament - est l'idée que les peuples grecs et turcs sont favorables à la réconciliation et qu'il est du devoir des gouvernements de suivre cette volonté. Pour certains, cette acception prend un schéma caricatural où l'on oppose parfois trop hâtivement la société civile – porteuse des valeurs de paix et de démocratie – aux gouvernements – qui apparaissent alors comme les seuls artisans de la haine entre les peuples -. Cette dernière conception trouve une expression un peu différente mais partant du même ordre d'idée dans le discours de certains acteurs que nous avons pu rencontrer : la Grèce et la Turquie - leurs peuples comme leurs

⁶⁵⁷ Mais, comme le note encore S. Akgonul : l'Église de Grèce a été la grande absente de ces activités.

⁶⁵⁸ AKGÖNUL S., « Les relations gréco-turques au tournant du siècle : ruptures, évolutions et permanences », op. cit.

⁶⁵⁹ GUNDOĞDU A., « Identities in Question: Greek-Turkish Relations in a Period of Transformation? », in *Middle East Review of International Affairs Journal*, Vol. 5, No. 1, mars 2001, p 106-117, p 106 : « Through their moving expressions of solidarity, the citizens of Greece and Turkey effectively coined a new political term, the « seismic diplomacy »...they taught us that mutual interests can and must outweigh tired animosities ».

⁶⁶⁰ GUNDOĞDU A., « Identities in Question: Greek-Turkish Relations in a Period of Transformation? », ibid. p 107. « As representative of Turkey and Greece, George and I are standing before you today for one simple reason : we have faithfully translated the feelings of the Turkish and Greek peoples into policies and acts ».

dirigeants - auraient toujours été frères et ce sont les puissances occidentales impérialistes - pour assoir leur domination dans la région - qui les ont divisés. Le but n'étant pas de mettre en doute la part de vérité dans chacun de ces discours, mais de souligner le fait qu'en présentant une vision manichéenne des relations gréco-turques, on risque de ne pas saisir la complexité des relations qui relient l'ensemble des acteurs en présence, de l'Union européenne, aux chefs d'Etat grecs et turcs, à leurs représentants locaux, aux ONG mais aussi aux municipalités. De plus, comme l'a très bien montré l'ouvrage dirigé par Stéphane Yérasimos, *Civil society in the grip of nationalism*⁶⁶¹, la société civile turque est traversée par des courants contradictoires et peut être aussi bien une courroie de transmission pour les idéologies étatiques aussi bien nationalistes que religieuses que véritablement indépendante dans son fonctionnement et ses aspirations. De la même manière, on ne peut négliger dans l'approche des relations gréco-turques le poids des avancées intergouvernementales. En clair, comme le rappelle Gilles Bertrand, les initiatives civiles n'auraient pas pu voir le jour et s'épanouir de cette manière si le processus de Davos entre Özal et Papandréou n'avait pas eu lieu⁶⁶². Nous pouvons considérer, à différents niveaux, que le boom des initiatives de rapprochement entre villes gréco-turques après 2000 est à la fois une conséquence de ce réchauffement des relations au niveau intergouvernemental, mais aussi une de ses manifestations, avec l'augmentation du poids des acteurs de la société civile dans la dynamique de rapprochement. Comme le rappelle Samim Akgönül, les initiatives gouvernementales ont en quelque sorte précédé cette dynamique de rapprochement civil :

« Depuis ces deux séismes, des initiatives bilatérales de coopération, d'aide aux victimes, mais aussi, plus généralement, de paix se multiplient. Peut-on dire que les opinions publiques ont devancé les pouvoirs politiques dans la quête de normalisation de relations de (bon) voisinage? Ce serait assez facile de tirer la conclusion habituelle qui voudrait que les peuples aspirent à la paix et que seuls les gouvernements maintiennent artificiellement la tension. Non seulement sans les points de rupture politiques que j'ai mentionnés plus haut, le point de rupture populaire aurait du mal à avoir lieu, mais de plus, des évolutions positives plus lentes, qui ont traversé la dernière décennie, prouvent que la détente s'est accompagnée d'une véritable volonté politique. Il est vrai qu'en Grèce la société civile s'était mobilisée spontanément en faveur des Turcs, mais depuis l'affaire Öcalan déjà, les initiatives politiques, en partie dûes au nouveau ministre des Affaires Etrangères Giorgos Papandréou, avaient permis des améliorations sensibles⁶⁶³ ».

Dans un même souci de questionner l'impact de 1999, on peut également souligner le fait que la société civile gréco-turque n'est pas « née » de 1999, mais qu'elle a plutôt davantage gagné en visibilité et en légitimité après 1999. Outre les municipalités pionnières que l'on a citées précédemment, on peut également rappeler que d'autres initiatives avaient été menées par des associations ou des artistes avant 1999. Le tremblement de terre ne vient que renforcer le poids que la

⁶⁶¹ YERASIMOS S., SEUFERT G., VORHOFF K., « *Civil Society in the Grip of Nationalism: Studies on Political Culture in Contemporary Turkey* », in *Middle Eastern Studies Vol. 37, No. 3, juillet 2001, p 209-211.*

⁶⁶² BERTRAND, G., *Le conflit helléno-turc. La confrontation des deux nationalismes à l'aube du XXI^e siècle*, IFEA, Maisonneuve & Larose/, Paris, 2003.

⁶⁶³ AKGONUL S., « Vers une nouvelle donne des relations gréco-turques? », in *Les dossiers de l'IFEA, la Turquie aujourd'hui*, Istanbul, avril 2001, en ligne, URL : http://www.ifea-istanbul.net/dossiers_ifea/Bulten_06.pdf

société civile avait acquis avant 1999 et ouvrir la voie à d'autres acteurs. Comme l'explique Samim Akgönül :

« L'émergence dans les deux pays d'une société civile plus ou moins indépendante du pouvoir joue un rôle non négligeable également. Un réseau d'associations, d'organisations non-gouvernementales, d'institutions socioprofessionnelles, et de divers groupements d'intérêt semble parfois en avance dans la quête d'une normalisation des relations entre les deux États, et plus encore, entre les deux peuples. Ces regroupements servent de deux manières. D'une part, ils permettent la transformation lente, mais solide des opinions publiques avec des activités s'adressant directement à elles, et d'autre part, ils s'associent dans les activités culturelles, économiques et académiques en préparant le terrain à des initiatives plus politiques⁶⁶⁴».

On peut donc repérer deux périodes quant à l'engagement de la société civile dans les relations gréco-turques. La première, qui débute à la fin des années 1970, est celle de militants engagés, qui sont en général politisés et qui réagissent à des situations de crise en opposition avec le gouvernement. La deuxième, après 1999, va davantage être celle d'une massification, d'une « dé-marginalisation » de cette société civile propice au rapprochement et de son renforcement.

L'élargissement de la sphère civile après 1999 dans le champ des relations gréco-turques

Nous avons vu que le premier âge de la société civile dans le champ des relations gréco-turques était marqué par un esprit pionnier, contestataire et relativement marginal. La seconde période, après 1999, voit trois mouvements se dessiner. D'une part, on assiste au renforcement et la légitimation des initiatives précédentes, qui trouvent un plus large écho au sein de la société et cessent d'apparaître comme marginales ou contestataires. C'est une avancée très positive pour les relations gréco-turques, parce que cela va contribuer à décloisonner le discours de la réconciliation de sa sphère marginale et montrer le sérieux de l'engagement des acteurs de la société civile. Ensuite, on assiste également à l'apparition de nouveaux acteurs de la société civile : les réfugiés et leurs descendants, l'association Defne ou encore les étudiants d'AEGEE. Le tremblement de terre va créer de nouvelles vocations dans la dynamique de rapprochement à partir de 1999. On assiste également à partir de cette période à un mouvement de banalisation de la réconciliation gréco-turque dans la sphère publique. Dans les médias de masse, le « gréco-turc » a droit de cité : des séries télévisées (comme *Yabancı Damat*, le « Gendre étranger ») apparaissent sur cette thématique, beaucoup de documentaires sont réalisés sur cette question⁶⁶⁵, des films sur des questions sensibles entre les deux pays, comme par exemple *Güz Sancısı*⁶⁶⁶ sur les événements des 6 et 7 septembre 1955 à Istanbul, sont projetés sur les écrans. Ce mouvement provoque un processus de normalisation du rapprochement gréco-turc dans la vie quotidienne des deux peuples et devient même un sujet « vendeur » et « à la mode ». Cela contribue parfois à ce que la logique militante se perde au profit d'une logique plus commerciale des

⁶⁶⁴ AKGÖNÜL S., Vers une nouvelle donne des relations gréco-turques?, in *Les dossiers de l'IFEA, la Turquie aujourd'hui*, Istanbul, avril 2001. URL : http://www.ifea-istanbul.net/dossiers_ifea/Bulten_06.pdf

⁶⁶⁵ Comme les réalisateurs de films documentaires comme Enis Rıza ou Mihrîban Tanık.

⁶⁶⁶ *Güz Sancısı*, film réalisé par Tomris Giritlioğlu (2010) ou encore *Dedemin İnsanları*, réalisé par Çağan Irmak (2011).

relations gréco-turques. L'essor du tourisme et de la production culturelle dans ce domaine indiquent qu'on est aujourd'hui dans une logique de marché. Si un producteur de séries télévisées choisit un thème gréco-turc c'est avant tout parce qu'il est vendeur. Si les hommes d'affaires et les sociétés grecques s'implantent à Istanbul, c'est avant tout pour des logiques de proximité. Le discours de la réconciliation, auparavant relayé à la sphère marginale et militante, devient en quelque sorte une thématique « grand public ». Aux acteurs politiques ont également succédé les animateurs d'ONG, devenus des professionnels – et non plus seulement des militants – plus habiles à drainer des financements internationaux et à inclure leurs actions dans des thématiques plus vastes et plus consensuelles. On voit un certain mouvement de banalisation et de médiatisation des relations gréco-turques avec un rôle accru joué par les journalistes et intellectuels. Certains acteurs de la réconciliation ont également tendance à gommer tout aspect d'antagonisme historique pour privilégier un discours plus consensuel, convivial, pacifié, parfois au risque de l'aseptiser. Cela se retrouve dans les documentaires, une partie de la production littéraire mais aussi dans le discours de la Fondation des réfugiés de Lausanne qui met plus en avant le partage d'une même condition d'exil forcé entre réfugiés grecs et turcs comme identité commune plutôt que les horreurs de la guerre commises par les uns et les autres. Cela est contrebalancé néanmoins par la virulence des revendications mémorielles de certaines associations grecques.

La volonté de rapprochement se double parfois d'un discours « nostalgique », surtout en Turquie, sur l'ancienne présence des Grecs et des chrétiens. Les mémoires urbaines de quartier avant le départ des grecs entrent bien dans ce type de « littérature de la nostalgie ». On met en avant l'idée systématique d'une coexistence pacifique entre les communautés dont on regrette le départ. Ce type de discours occulte parfois les rapports de forces et difficultés qui étaient rencontrées par ces mêmes populations. Mais la patrimonialisation de cet héritage de l'Autre se traduit également par la constitution d'un fond d'archives civiles. La réconciliation fabrique également des « petites communautés émotionnelles ⁶⁶⁷ ». Ces petites communautés sont plus ou moins virtuelles et lient les individus entre eux selon s'ils apprécient la musique rébétiko ou par le fait qu'ils sont réfugiés, sur les chats ou forums, les documentaires ou voyages organisés. Ces communautés s'épanouissent particulièrement sur le web, constituent des interfaces de dialogue et offrent des possibilités d'interactions entre Grecs et Turcs sur des bases nouvelles. On constate également dans cette nouvelle dynamique de la société civile qu'il y a une importance accrue de la patrimonialisation. En Turquie, depuis quelque années, la notion de patrimoine restait largement ignorée (au profit de la notion « d'héritage culturel » parce que la notion de patrimoine n'existe pas en turc). Avec le développement du tourisme culturel et certaines invectives européennes, la notion est désormais appropriée et intégrée à la rhétorique des acteurs : ainsi la Fondation des réfugiés de Lausanne pilote avec

⁶⁶⁷ Selon l'expression de Nikos Sigalas et Alexandre Toumarkine utilisée dans le cadre du projet RAMSES sur les sociétés civiles grecques et turques, organisé par l'IFEA, l'Ecole Française d'Athènes et l'Université de Boğaziçi.

l'ICOMOS (le Conseil National des Monuments et Sites) un programme sur « l'héritage culturel commun ». Les acteurs touristiques et les municipalités encouragent à la rénovation et mise en valeur historique de certains sites, qui a longtemps fait défaut en Turquie. Mais le phénomène le plus remarquable, à partir de 1999, est que, sous l'impulsion et l'aide de l'UE, la société civile va considérablement se renforcer et être incitée à travailler de plus en plus en partenariat avec les municipalités dans le cadre de programmes de financements européens. L'UE veut une synergie entre acteurs non-gouvernementaux, plus particulièrement entre municipalités et société civile, ce que nous allons essayer d'analyser à travers différents exemples.

1.2. Le rôle de l'UE dans la construction et le renforcement de la société civile œuvrant pour le rapprochement gréco-turc

L'UE va jouer, dans ce contexte de renforcement du rôle de la société civile, un rôle particulièrement important⁶⁶⁸. Le programme de développement de la société civile (*Le « Civil society development program/NGO support team »*) financé et mis en place par l'Union européenne a fortement encouragé et supporté financièrement à la fois le développement des ONG, leur formation et leur mise en réseau. Dans le processus d'adhésion de la Turquie à l'Europe, la Commission européenne a voté la mise en place d'un projet visant à renforcer et développer les ONG en Turquie. Une équipe de soutien au développement des ONG (*NGO support team*) a été établie à Ankara en novembre 2002 pour mener à bien les deux programmes financés par l'Union européenne : « *Local Civic Initiatives* » (Initiatives Citoyennes Locales) et « *Turkish-Greek Civic Dialogue* » (Dialogue Citoyen Gréco-turc). Ce sont les jeunes étudiants de la section d'Athènes et d'Ankara de l'association AEGEE (Association des Etats Généraux des Etudiants d'Europe) qui ont été chargés de mettre en place ce programme de soutien aux ONG, comme on va le voir par la suite. Le but de ce projet a été de promouvoir et d'encourager les initiatives locales (portées par les municipalités) et transnationales (portées par les ONG) de rapprochement gréco-turc. Mais le but était également d'établir les bases, de former et de soutenir un réseau d'ONG turques et grecques actives dans les domaines du rapprochement gréco-turc mais aussi du rapprochement entre la Turquie et de l'Europe. Le but était ainsi de mettre en relations des ONG gréco-turques et des ONG européennes afin d'opérer un transfert de compétences des secondes vers les premières, et un partage de connaissance dans la mise en place d'initiatives citoyennes au niveau local et transnational. Les strates de la société qui étaient particulièrement visées par ces programmes étaient les universités, les médias, les chambres de commerce et les municipalités. L'objectif était d'établir des contacts entre ces différentes strates à la fois en Grèce mais aussi en Turquie, de manière infranationale mais aussi de manière transnationale.

⁶⁶⁸ RUMELILI B., « The European Union's Impact on the Greek-Turkish Conflict », UE Border conf, no. 6, janvier 2004, p 1-26, p 17.

Le projet visait également à renforcer la communication, la coopération et la mise en réseau entre ONG à travers la mise en place de programmes de formation pour répondre au mieux aux besoins des ONG, tout en collectant des informations et données sur ces ONG et en mettant en valeur leurs initiatives par le biais de publications.

Le but pour l'Union européenne, à travers ce programme est double : à la fois, de ne pas laisser retomber l'essor qu'ont connu les ONG en Grèce et en Turquie après les tremblements de terre de 1999, mais aussi de ne pas laisser refroidir le formidable élan de solidarité qui s'est noué entre les deux peuples à cette même période. C'est pourquoi les ONG travaillant pour le rapprochement gréco-turc nées du tremblement de terre sont particulièrement ciblées par ces programmes et soutenues financièrement. Mais la Commission a également noté que, si ces initiatives civiles existent après les tremblements de terre, elles demeurent relativement faibles et sporadiques et gagneraient à être renforcées et étendues. Il a été relevé que, avant la mise en place de ce programme, s'il y avait des initiatives civiles de rapprochement, il y avait une réelle méconnaissance des ONG entre elles, une absence de travail en réseau et en partenariat. L'UE, à travers ses financements, veut développer les ONG en Grèce et en Turquie tout en diffusant ses modes de faire pour contribuer à les structurer. On peut voir dans les modalités de développement de ces partenariats locaux ONG/municipalités une nouvelle gouvernance de l'UE qui va ainsi diffuser de nouvelles manières de faire et de travailler aux différentes institutions grecques et turques associées à ces programmes. Les pratiques et normes de l'UE se diffusent en termes de programmation, de coordination, de contrôle, de pilotage et d'évaluation des initiatives mises en place. Toutes les initiatives mises en place dans le cadre de ce programme font par exemple l'objet de la publication d'un bilan rappelant les objectifs, les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus. Nous allons essayer maintenant de montrer quels visages ont pu prendre le rapprochement entre villes grecques et turques à partir de 1999, en lien avec le développement de la société civile.

Les initiatives associant ONG œuvrant pour le rapprochement gréco-turc et municipalités dans le cadre de financements européens nous semblent particulièrement représentatives de la période 2000-2010. Nous avons donc fait le choix d'analyser deux types d'initiatives mises en place à partir de cette période et qui nous semble particulièrement bien illustrer ce nouvel âge des relations gréco-turques au niveau non-gouvernemental. Nous allons étudier dans un premier temps le festival d'amitié gréco-turque qui a été mis en place en 2003 dans le village fantôme de l'Echange de Kayaköy par les sections d'Athènes et d'Ankara de l'association AEGEE (Association des Etats Généraux des Etudiants de l'Europe) dans le cadre du *Greek-Turkish Civic dialogue* financé par l'Union européenne comme exemple de partenariat entre « jeunes » et municipalités. Nous verrons ensuite, dans un deuxième temps, le rôle joué par la Fondation des réfugiés de Lausanne (*Lozan Mübadilleri Vakfi*) en tant que médiateurs et initiateurs de projet avec des municipalités grecques et turques sur des thématiques telles que la mémoire de l'Echange, la conservation du patrimoine et la mise en valeur de

la culture des réfugiés, dans le cadre de financement de projets européens comme Istanbul, Capitale Européenne de la Culture 2010 et la programme *Greek-Turkish Civic Dialogue*.

2. « Kayafest » : une « mise en abyme » du rapprochement ONG/municipalités dans le cadre du programme *Greek-Turkish Civic Dialogue* financé par l'Union européenne



Fresque murale rappelant la tenue du festival organisé par AEGEE à Kayaköy (à gauche) et photo du village-fantôme de Kayaköy (à droite)

A. L'Association des Etats Généraux des Etudiants de l'Europe et ses sections d'Athènes et d'Ankara



Le logo de l'Association AEGEE

AEGEE (l'Association des Etats Généraux des Etudiants de l'Europe) est une organisation étudiante qui veut « promouvoir une société plus juste, faire coopérer les jeunes ensemble pour promouvoir une citoyenneté active des jeunes en Europe⁶⁶⁹ ». Cette organisation est une organisation non-gouvernementale, à but non-lucratif, qui est ouverte aux étudiants de toutes origines et toutes disciplines vivant en Europe. L'association a été fondée en 1985 à Paris. Elle compte aujourd'hui 15 000 membres et a plus de 235 branches. L'ONG a une structure en réseau et essaye d'avoir une

⁶⁶⁹ AEGEE, *Turkish-Greek civic dialogue Project 2002-2005*, Bilan des initiatives financées, Ankara, 2005, p 10.

dimension transnationale en mettant les étudiants de différents pays en relation et en organisant différents événements (rencontres, panels, conférences, universités d'été, groupes de travail, etc.). Son but est d'encourager la mobilité des étudiants, stimuler les discussions et organiser des projets communs pour « dépasser les barrières et clivage nationaux, culturels, religieux ou ethniques au sein de la jeunesse européenne⁶⁷⁰ ». Les centres d'intérêt de l'organisation sont le maintien de la stabilité et de la paix en Europe, la promotion d'une citoyenneté active, le développement des échanges culturels au sein des pays membres et la promotion de l'enseignement supérieur. AEGEE ne reconnaît pas dans ces fondements de stratification nationale et se veut réellement être une organisation à la fois locale et transnationale. Les branches locales sont liées entre elles et organisées sous forme de commissions et groupes de travail avec un conseil de direction européen. Ce modèle d'organisation de l'association se veut novateur et permettant une « mise en abyme » des institutions européennes.

AEGEE est en lien avec des organisations supranationales : elle a un statut participatif dans les activités menées par le Conseil de l'Europe, un statut opérationnel à l'UNESCO et est en même temps membre du Forum des Jeunes Européens (FJE) et du Mouvement International Européen (MIT)⁶⁷¹. On compte parmi les membres de l'ONG des personnalités très diverses telles que Michael Gorbatchev, le prix Nobel de la paix Vaclav Havel, l'ancien président de la République tchèque, l'ancien président de la Bundestag Bronislaw Geremek, l'ancien directeur de l'OSCE, le ministre des Affaires Etrangères de Pologne Radmila Sekerinska, le député et Premier ministre de la République de Macédoine ainsi que Romano Prodi, l'ancien président de la Commission européenne. L'organisation a été très active en Europe de l'Est pour favoriser les échanges entre étudiants après la chute du Mur de Berlin et du rideau de fer et a joué un rôle pionnier dans la mise en place du programme Erasmus. A partir de 2005, elle a focalisé son action sur « la promotion de la démocratie en Europe » et « l'intégration des pays frontaliers comme la Turquie dans l'Union européenne ».

- **La branche AEGEE d'Athènes**

La branche AEGEE-Athènes est une des premières et des plus grosses branches locales du réseau AEGEE. Fondée en 1986, la branche comptait plus de 400 membres en 2003⁶⁷². Elle a reçu le soutien à sa création de l'ancien président de la République de Grèce, Mr Stephanopoulos, ainsi que du Patriarche d'Istanbul Vartholoméos, de l'ancien maire d'Athènes Mr Avramopouylos, de l'ancien recteur de l'Université technique nationale d'Athènes, Mr Markatos et enfin du recteur de l'Université d'Economie d'Athènes, Mr Venieris. En 1992, 1996 et 2002, la branche d'Athènes a organisé trois « agoras », formes de rencontres entre participants originaires de différents pays, avec des panels de discussions autour de différentes thématiques. C'est également à Athènes que s'est tenue la conférence du programme d'éducation européen « *Socrates on the move II* » avec la participation de plus de 40

⁶⁷⁰ AEGEE, *Turkish-Greek civic dialogue Project 2002-2005*, ibid., p 10.

⁶⁷¹ AEGEE, *Turkish-Greek civic dialogue Project 2002-2005*, ibid., p 10.

⁶⁷² AEGEE, *Turkish-Greek civic dialogue Project 2002-2005*, ibid., p 24.

étudiants et de représentants de la Communauté européenne en avril 2002. La branche a également organisé des « écoles européennes » en juillet 1999 et en avril 2001 ainsi que des « universités d'été » depuis 1986 qui attirent des étudiants de toute l'Europe en Grèce chaque année. Elle publie également une revue, qui s'appelle « *Europolis* » pour maintenir ses membres au courant de ses activités. Des programmes de formation sont organisés deux fois par an pour informer le public ou d'autres sections d'AEGEE de ce que fait la section d'Athènes. Des groupes de travail sont également organisés chaque année dans différents domaines comme les droits de l'Homme, l'Environnement, le Sport et l'Education.

- **Les branches AEGEE d'Istanbul et d'Ankara**

En ce qui concerne les branches turques, rappelons tout d'abord qu'AEGEE n'a accepté eu sein de ses membres la section d'Istanbul qu'en 1992, puis celle d'Ankara en 1993. En 1992, lorsque la décision a été prise lors de l'agora de Kos par les membres d'AEGEE-Europe d'accepter la participation des sections turques au réseau étudiant, les membres grecs s'y sont dans un premier temps fortement opposés :

« L'expansion d'AEGEE en Turquie était un sujet très chaud à AEGEE-Athènes pendant l'agora de Kos en 1992. A cette époque, la direction d'Athènes était vraiment contre même le fait de discuter qu'AEGEE puisse s'étendre à la Turquie. Donc on se sentait vraiment mal à l'aise de savoir que lorsque nous allions recevoir l'agora à Kos (juste à l'opposé de la côte turque), on allait être forcés de décider si AEGEE-Istanbul allait être un membre du réseau AEGEE ou pas. La discussion à la session plénière était très tendue et la décision finale a été qu'AEGEE-Istanbul devait rejoindre immédiatement l'organisation. Les gens d'Athènes ont voulu quitter l'agora qu'ils avaient eux-mêmes organisée! Tous les Grecs se sont réunis dans une pièce (le comité d'organisation, les délégués, l'équipe, plus de 30 personnes) et ils se sont sentis trahis par le fait qu'AEGEE les ai forcés à accepter « l'ennemi » dans leur cour. N'oublions pas qu'il y avait – et il y a toujours – beaucoup de différends politiques entre les deux pays. L'occupation du nord de Chypre, le manque de respect et de droits pour les familles grecques et les citoyens grecs vivant à Istanbul combinés aux guerres continues entre les deux pays depuis plus de 200 ans ont fait pensé aux membres d'AEGEE Athènes qu'ils avait vécu une défaite majeure face à la Turquie. Tous les autres membres d'AEGEE-Athènes ont décidé de quitter la session plénière. C'était le seul moyen de protester contre l'agora. Je suis le seul à être resté. Je me sentais très confus. Mon côté grec sentait que quelque chose de sentimentalement mauvais venait de se passer mais mon côté européen était très heureux que les étudiants de Turquie veulent que leur pays regarde vers l'Europe⁶⁷³ ».

⁶⁷³ Propos de Dimirtis Georgopoulos, in *AEGEE, Turkish-Greek civic dialogue Project 2002-2005*, op. cit., p 18 : « *The expansion of AEGEE in Turkey was a very hot topic in AEGEE Athens during the Agora of Kos in 1992. At this time, the direction of Athens was really against the same Discussing AEGEE may extend to Turkey. So we felt really uncomfortable to know that when we would receive the Agora in Kos (just opposite the Turkish coast), we would be forced to decide whether AEGEE-Istanbul would be a network member AEGEE or not. The discussion at the plenary session was very tense and the final decision was AEGEE-Istanbul should immediately join the organization. The people of Athens wanted to leave the Agora they themselves organized! All Greeks gathered in a room (the organizing committee, delegates, team, more than 30 people) and they felt betrayed AEGEE've forced to accept the enemy in their backyard. Do not forget that there was - and still is - a lot of political differences between the two countries. The occupation of northern Cyprus, the lack of respect and rights for Greek families and Greek citizens living in Istanbul combined with continual wars between the two countries for more than 200 years have thought the members of AEGEE Athens that they had experienced a major defeat to Turkey. All other members of AEGEE Athens decided to leave the plenary session. It was the only way to protest against the Agora. I am the only one left. I felt very confused. My Greek side felt that something emotionally bad had happened but my European side was very happy that the Turkish students want their country to look to Europe* ».

Les tensions entre les deux pays apparaissent vite au sein de l'association. Les étudiants grecs ne souhaitent pas voir entrer de sections turques, parce qu'ils considèrent que la Turquie n'est pas membre de l'UE d'une part, mais aussi en raison des contentieux qui opposent les deux pays. Au départ, AEGEE ne souhaitait pas prendre position sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne et ne comptait en son sein que des étudiants originaires de pays déjà membres de l'UE. Mais elle a fini par accepter non seulement la branche d'Istanbul mais aussi celle d'Ankara deux ans plus tard. AEGEE-Ankara a été fondée en 1993 par un groupe d'étudiants de la *Middle East Technical University* (Université Technique du Moyen Orient) et a rejoint le réseau AEGEE en 1995. Quand AEGEE-Ankara a été acceptée dans le réseau, les tensions se sont renouvelées lors de l'agora de Budapest. Les sections grecques ont toujours été hostiles à l'arrivée de sections turques. Comme le dit un membre d'AEGEE :

« Nous avons pu voir, à une petite échelle, comment les conflits gréco-turcs pouvaient affecter notre organisation et ses conséquences négatives. C'est pourquoi nous avons voulu focaliser notre attention sur la résolution de ce problème ⁶⁷⁴ ».

Pourtant, paradoxalement, la branche AEGEE-Ankara s'est révélée par la suite être une des branches les plus actives d'AEGEE pour le rapprochement gréco-turc. Le premier événement mis en place par cette branche a été l'organisation d'une conférence « Comprendre l'Europe » en 1995. Lorsqu'elle a célébré le dixième anniversaire de son établissement, la section s'est engagée à faire beaucoup de choses et s'est principalement focalisée sur la question de l'intégration de la Turquie à l'UE. La branche s'est par exemple beaucoup impliquée dans la création d'une « Agence nationale pour l'Education et les programmes pour la Jeunesse » en Turquie, ainsi que l'organisation de « Conseils nationaux étudiants ». Les institutions européennes ont toujours soutenu les projets mis en place par cette branche, de la même manière que les autorités turques. Cette branche a organisé de nombreuses rencontres sur l'Euroscepticisme, l'Islam et l'Europe, les relations turco-hongroises, gréco-turques, et de manière plus générale, une réflexion sur « la paix et les conflits aux frontières de l'Europe ⁶⁷⁵ ».

Les premières initiatives mises en place entre sections grecques et turques

Sous l'impulsion du président de la branche athénienne – Dimitris Georgopoulos – et du président de la branche d'Istanbul – Firat Atesak -, des échanges Erasmus ont commencé à être

⁶⁷⁴ AEGEE, *Turkish-Greek civic dialogue Project 2002-2005*, op. cit., p 19 : « We have seen, on a small scale, how the Greco-Turkish conflict could affect our organization and its negative effects. That's why we wanted to focus our attention on solving this problem ».

⁶⁷⁵ AEGEE, *Turkish-Greek civic dialogue Project 2002-2005*, ibid., p 13.

organisés entre les universités des deux villes. Ces échanges d'étudiants ont commencé à être organisés en 1996, au moment de la crise Imia/Kardak, mais n'ont pas été affectés par la crise diplomatique entre les deux pays. Pour montrer leur volonté de pacification, les membres d'AEGEE ont même signé, en 1997, une déclaration d'amitié gréco-turque :

« Nous, jeunes membres de l'organisation AEGEE de Grèce et de Turquie, nous sommes conscients de notre passé et de notre histoire, nous reconnaissons nos différences et les éléments communs de nos identités nationales, nous aspirons à une coexistence pacifique et à la coopération entre nos deux pays dans le futur. Nous affirmons :

- Notre conscience qu'il y a des disputes entre les deux pays.
- Notre croyance profonde que ces disputes dérivent en premier lieu de droits de souveraineté et de revendications agressives, de préjudices faits aux populations par le passé et de l'inefficacité de certains traités internationaux lorsque cela s'est passé.
- Notre croyance dans le fait que les solutions à chaque dispute doit être politique et basée sur un respect mutuel, avec des intentions sincères et une bonne volonté, un dialogue graduel et des lois internationales.
- La condamnation de l'usage de la violence et du recours à la guerre, ainsi que des menaces irresponsables contre l'intégrité nationale comme moyen de résolution des disputes.
- Nous croyons dans le fait que nos deux pays peuvent apprendre l'un de l'autre et s'aider pour avoir un progrès social symétrique, un développement économique et des améliorations dans le champ des relations humaines.
- Notre foi dans le fait que malgré les différences importantes de civilisation entre nos deux nations et leur malheureuse histoire, les éléments communs de leurs cultures peuvent être la base de la construction d'un pont de l'amitié entre les deux pays ».

AEGEE a ensuite proposé 12 recommandations dans les différents domaines sociaux, culturels et environnementaux pour l'amélioration des relations gréco-turques :

Education

La prise en charge par les consulats et ambassades de cours de langue grecque en Turquie et de langue turque en Grèce gratuits, l'augmentation des programmes d'échange entre les universités des deux pays, des échanges entre enseignants, la coopération des Fondations d'Histoire des deux pays pour écrire une histoire régionale, la réouverture de l'école théologique d'Halki en Turquie.

Environnement

La coopération entre municipalités des îles grecques et de la côte turque contre la pollution de l'eau et la coopération entre ONG grecques et turques sur l'environnement doivent être renforcées.

Sports

Organisation de championnats gréco-turcs.

Science et technologie

Coopération dans la recherche entre les universités, mise en place de programmes de bourses et programmes d'échanges du personnel enseignant, de programmes de santé contre la « thalassémie » (maladie touchant les personnes des pays méditerranéens, comme la Grèce et la Turquie).

Mass médias

Eviter les préjugés, les insultes et la propagation de l'image négative de « l'Autre » véhiculée par les médias, organisation de rencontres entre journalistes des deux pays, traduction des articles dans l'un et l'autre pays et création de sites internet.

Art, culture civilisation

Recherche sur les éléments culturels communs plus que sur les différences entre les deux pays, développement des sections d'archéologie et de recherche sur la civilisation byzantine et romaine en Turquie, conservation des monuments et sites historiques, rencontres de musiciens et organisation de festivals culturels.

Jeunesse

Encouragement des rencontres entre jeunes, organisation de camps d'été, de travaux de volontariat dans l'un et l'autre pays, instauration d'un « Parlement des Jeunes », organisation de prix et de conférences annuelles d'ONG dans les deux pays.

Tourisme

Eliminer la propagande contre « l'Autre » dans les deux pays qui nuit au tourisme turc en Grèce et au tourisme grec en Turquie, amélioration et renforcement des moyens de transport entre la Grèce et la Turquie, réduction des problèmes de visas.

Problèmes sociaux

Mise en place de programmes de lutte contre la maladie du sida, l'usage de la drogue et le chômage. Programmes conjoints de lutte pour la gestion des risques naturels.

Politique

Pas de menace de guerre comme moyen de résolution des conflits, respect des frontières, rencontres plus fréquentes et sommets entre Premiers ministres, respect du statut du Patriarcat orthodoxe d'Istanbul par la Turquie.

Economie

Enlèvement des barrières aux investissements et échanges économiques entre les deux pays. Coopération pour l'évolution du statut des travailleurs dans les deux pays.

Armée

Désarmement des deux pays et retrait des infrastructures militaires de part et d'autre de la frontière maritime égéenne et en Thrace le long du fleuve Evros/Meriç. Retrait des troupes militaires des deux côtés de l'île de Chypre.

Déclaration faite sous le contrôle de Stelios Mystakidis, président de AEGEE Athènes, 23 avril 1997, lors du workshop « *Building the bridge of friendship* » (« Construire le pont de l'amitié ») à Athènes et Istanbul⁶⁷⁶.

Les deux sections ont également mis en place le projet « d'académie pour la Paix » en 1999 organisé à Kuşadası, ville turque située de la côte méditerranéenne. Le but de cette « académie » était de « promouvoir les idées européennes pour la paix » sous forme de programmes d'activités annuels à

⁶⁷⁶ AEGEE, *Turkish-Greek civic dialogue Project 2002-2005*, op. cit.,

l'assemblée générale d'AEGEE (planification de conférences, de séminaires, de voyages de travail et de micro-universités en Europe). Ce sont les sections grecques et turques qui ont demandé la mise en place de ce projet. 150 étudiants originaires de différentes universités d'Europe sont venus participer au sommet et ont reçu une formation intensive sur l'analyse des conflits et la résolution de conflits pendant deux semaines. Ce programme a particulièrement été mis en avant et financé par l'UNESCO dans le cadre de son « année internationale pour la Culture et la Paix » en 2000⁶⁷⁷. Les contacts et décisions prises lors de ce sommet, chapeauté par Dijan Albayrak, membre d'AEGEE, ont ensuite donné corps au programme « *Greek Turkish civic dialogiue project* » (Projet de dialogue citoyen gréco-turc) financé par la Commission européenne, au sein duquel les membres d'AEGEE-Ankara et Athènes ont été très actifs.

Le « Greek-turkish Civic Dialogue Project » (Projet de dialogue citoyen gréco-turc) financé par l'UE et AEGEE

Dans le but de maintenir un climat de paix et de rapprochement entre la Grèce et la Turquie, les jeunes d'AEGEE ont monté un projet pour œuvrer à la réconciliation à leur niveau et ont demandé des financements à l'Union européenne. Leur initiative a reçu une réponse très favorable et a été financée dans le cadre du programme « *Greek-Turkish Civic Dialogue Project* » de l'Union européenne. Devant le dynamisme et la motivation des jeunes d'AEGEE, l'UE a choisi les deux sections d'Athènes et d'Ankara pour assurer l'accompagnement des ONG grecques et turques qui seraient associées au projet. Le financement de l'UE incluait la nécessité de faire travailler les ONG qui bénéficieraient de ces financements en synergie les unes avec les autres pour les inciter à mettre en place des projets communs. Les initiatives développées par AEGEE avaient donc non seulement trouvé un écho dans ce programme pour le rapprochement gréco-turc, mais leurs membres avaient en outre été désignés comme acteurs-phares pour le renforcement du rôle des ONG en Grèce et en Turquie. Le projet « Programme pour le dialogue entre sociétés civiles grecques et turques » a officiellement débuté en 2001. Les équipes de coordination du projet étaient composées d'AEGEE-Ankara, AEGEE-Athènes et AEGEE-Rhodes. Le travail réalisé par le « Programme d'aide au développement des ONG en Turquie et en Grèce » a consisté en :

- La création d'un site web en trois langues (turc, grec et anglais) pour créer une base de données et de ressources alternatives dans le champ des relations gréco-turques⁶⁷⁸.
- La production de données et de ressources sur les ONG en Grèce et en Turquie.
- La diffusion d'une lettre d'information sous forme électronique à plus de 1 000 contacts turcs, grecs et chypriotes.

⁶⁷⁷ AEGEE, *Turkish-Greek civic dialogue Project 2002-2005*, ibid., p 24.

⁶⁷⁸ Voir le site internet du dialogue civil entre l'UE et la Turquie, sur le site : <http://www.csdproject.net/en-us/civilsocietydialogue/csdi.aspx>

- L'assistance technique à des micro-projets financés par la Délégation de la Commission européenne en Turquie (basée à Ankara), mais aussi à des macro-projets mis en place par AEGEE-Ankara, the *European Center for Common Ground* et l'association de Femmes WINPEACE.
- L'organisation de trois *workshops* dans chaque pays (deux à Istanbul et un à Athènes) avec plus de 80 participants sur la thématique des initiatives civiles (informations, formations et échanges de bonnes pratiques).
- La participation de tous les membres du programme à une formation sur la perception de « l'Autre ⁶⁷⁹ ». Les réponses à ces différentes questions ont été traitées et commentées par le professeur et auteur grec Hercule Millas, spécialiste de ces questions, et ont ensuite été publiées sous la forme d'un ouvrage « *The imagined « Other » as national identity ; Greeks and Turks*⁶⁸⁰ ».

Les sections d'AEGEE-Ankara et Athènes ont dû monter des projets précis dans le cadre du programme, solliciter différents acteurs pour les faire participer à leurs activités et établir un calendrier. Après avoir défini les projets à mettre en place et fait plusieurs rencontres (à Ankara, Istanbul, Izmir, Patras, Thessalonique, Fethiye, Sakarya, Athènes, Rhodes, Nea Makri⁶⁸¹ et rencontré plusieurs partenaires potentiels pour le projet (universités, ambassades, artistes, organisations de jeunes, représentants municipaux et ONG), le projet a pris forme. Il leur a également été demandé que leurs projets associent d'autres ONG, mais aussi des municipalités grecques et turques dans le cadre du « Programme Local Citoyen » (*Local Civic Initiative*). Les partenariats entre organisations de la société civile et municipalités grecques et turques étaient au cœur du programme. Le projet a été financé à hauteur de 150 000 € par la Commission européenne et a reçu également le soutien de l'Ambassade de Grèce en Turquie, du Ministère des Affaires étrangères et du Ministère de la Culture et du Tourisme turc, d'EOT (les Organisations Touristiques de Grèce), de la direction des ONG du Ministère des Affaires étrangères grec, de la municipalité de Sakarya, de celles de Nea Makri et de Fethiye, de l'Université de Bilgi, de l'Université Technique du Moyen Orient (*Middle East Technical University*) et de l'Université d'Athènes. On voit que les municipalités ont non-seulement hébergé ces

⁶⁷⁹ Sous forme de jeux de rôles et de questionnaires, deux questions étaient alors posées aux participants auxquelles ils devaient répondre :

- « Que pensez-vous des traits de caractère négatifs de l'Autre/ qu'est-ce que vous n'aimez pas chez l'Autre » ?
- « Que pensez-vous que l'Autre pense de vos aspects négatifs/ que pensez-vous que l'Autre n'aime pas à propos de vous ? ».

⁶⁸⁰ MILLAS H., « The imagined « Other » as National Identity ; Greeks and Turks », *Civil Society Development Program (CSDP) run by the EC Representation - NGO Support Team (Euromed)*. En ligne, URL : <http://www.herkulmillas.com/pdf/the-imagined-other.pdf>

⁶⁸¹ AEGEE, *Turkish-Greek civic dialogue Project 2002-2005*, op. cit. p 17.

activités mais ont également été partie-prenante de leur financement. Les trois volets du projet ont été les suivants⁶⁸² :

- Une conférence d'ouverture du programme organisée par AEGEE-Ankara et AEGEE-Sakarya entre le 20 et le 23 mars 2003 à Sakarya portant le titre « *Rebuilding communication* » (« Rétablir la communication ») : 80 jeunes de Grèce et de Turquie, des responsables associatifs, de journalistes, universitaires, sont venus participer aux panels « ONG et gouvernements », « Médias et ONG » ainsi qu'aux workshops portant sur « le rôle de la Jeunesse dans le dialogue citoyen gréco-turc », « les effets sociaux des catastrophes naturelles » ou encore « le rôle de l'Education et de l'Histoire écrite » dans le cas des relations gréco-turques. La conférence a été ouverte par Ismail Cem, l'ancien ministre des Affaires étrangères turc. De nombreux intervenants et participants sont venus au rendez-vous comme : Hercule Millas (universitaire, spécialiste des relations gréco-turques), Nur Batur (journaliste à *Hürriyet*), Bahar Rumelili (docteur en Sciences Politiques, spécialiste des relations gréco-turques), Serife Aydan Paşaoğlu (qui a été très active au sein d'AKUT au moment du tremblement de terre de 1999), Dijan Albayrak (enseignante à l'Université Sabancı d'Istanbul, dans le département « *Conflict analysis et Résolution* » - Analyse et Résolution de Conflits) et Atila Ulaş (membre fondateur d'AKUT - *Arama Kurtarma Derneği*). L'évènement a débuté au moment où - de manière fortuite - les Etats-Unis avaient décidé d'intervenir en Irak en 2003. Les participants ont donc décidé de faire une déclaration commune de paix au début de leur rencontre.
- L'organisation d'un festival culturel et musical, avec différents workshops et panels, dans la ville-fantôme de l'Echange « Kayaköy ». Le festival a pris le nom de « Kayafest » et a été organisé par AEGEE-Ankara du 27 juillet au 3 août 2003.
- Le symposium sur « l'Echange obligatoire de populations » organisé à Istanbul les 7-8 novembre 2003 pour le 80eme anniversaire de l'Echange par AEGEE-Ankara et la Fondation des Réfugiés de Lausanne (*Lozan Mübadilleri Vakfı*). Ce symposium a été la première conférence internationale organisée sur la thématique l'Echange. 250 universitaires, étudiants et chercheurs ont participé à l'évènement.
- La conférence de clôture à Ankara du 2 au 4 avril 2004 pour faire le bilan et présenter les résultats du programme, remercier les sponsors et participants au projet. Plus de 80 participants sont venus et de nombreuses ONG et institutions y ont participé. Différents workshops ont été organisés : « Empathie et sympathie », « Education à la paix et jeux de rôle », « Théâtre des opprimés » et un « Atelier de danse ». La dernière conférence a consisté en une formation au projet de développement et de management élaboré par la Commission européenne.

⁶⁸² D'après le bilan des actions financées et réalisées établi par AEGEE Ankara et Athènes.

- La publication de deux newsletters diffusées dans différents pays avec des informations, conseils, interviews de professionnels et d'universitaires, d'artistes et de simples participants. Une base de données en ligne sur les organisations de Jeunesse turques et grecques et la publication d'un livre : *Project result book*⁶⁸³, le compte-rendu des activités menées par AEGEE financées par l'Union européenne dans le cadre de ses deux programmes.

Nous allons revenir de manière plus détaillée sur l'initiative mise en place par les sections d'AEGEE-Ankara et AEGEE-Athènes nommée « Kayafest », qui a consisté à organiser un festival à Kayaköy dans le but de rassembler une large partie des acteurs de la société civile active dans la dynamique de rapprochement et dans le cadre du financement européen du *Greek-Turkish Dialogue Programme* (« Programme pour le dialogue Gréco-Turc »). Il nous semble en effet que cette initiative est un exemple-phare d'initiatives de type top/down mises en place par la société civile et financées par l'UE.

2.2. Le « village-fantôme de l'Echange » de Kayaköy élu « village de l'Amitié gréco-turque »

La spécificité du village de Kayaköy-Levissi, le village-fantôme de l'Echange

Kayaköy est un village situé à l'intérieur des terres de la côte méditerranéenne turque, à 11 kilomètres de la ville de Fethiye. La ville portait autrefois le nom de Levissi et était située à proximité de Telmessos (Telebehi), sur la route lycienne et situé à proximité de Makri (actuelle Fethiye). La ville de Kayaköy était très liée, économiquement et culturellement, à celle de Fethiye.



Vestiges de tombes lyciennes situées à proximité de Kayaköy

⁶⁸³ AEGEE, *Turkish-Greek civic dialogue Project 2002-2005*, op. cit.

Le village de Kayaköy est entouré d'autres petits villages : Kınalı, Ebehora, Gökçeburun, Keçililer et Mercimekkaya. Les autres gens des villages environnants, en raison de son architecture spécifique et de ses habitants, l'appelaient aussi « *Taşlı köy*⁶⁸⁴ » et « *Gâvur köyü*⁶⁸⁵ ». Avant l'Échange, la ville est surtout connue sous les deux noms de Levissi et Karmilassos. Il est vrai que le village de Levissi était, à l'époque ottomane, majoritairement peuplé par des grecs-orthodoxes. Au recensement de 1912, 6 500 personnes vivent à Levissi : on compte 3 000 foyers chrétiens et 150 foyers musulmans⁶⁸⁶. Chrétiens et musulmans semblaient coexister de manière relativement pacifique à Levissi avant le déclenchement de la guerre gréco-turque de 1919-1922 :

« Notre amitié était très bonne. Il y avait des gens biens et des mauvais. Quand il n'y avait pas de pluie, ils apportaient des icônes de Makri. Même les Turcs qui vivaient comme des frères avec les gens de Makri-Levissi disaient « sortez l'icône de la vierge Marie et il va pleuvoir demain⁶⁸⁷ ! ».



Photos des habitants chrétiens de Levissi retrouvée dans le musée privé d'histoire de la ville
(Source musée privé d'histoire de la ville)

Les musulmans faisaient pousser du tabac, des poids-chiches, des figues et des prunes tandis que les grecs-orthodoxes cultivaient majoritairement des fruits – figues et raisin - et produisaient du vin et du jambon.

⁶⁸⁴ « Le village de pierre » ou « le village avec des pierres » en langue turque. ILTER F., « Doğaya bırakılmış bir Akdeniz yerleşmesi-Kaya Köy (Levisi) ve Kiliseleri », in *Belleten*, août 1991, p 473 – 482, p 476.

⁶⁸⁵ « Le village des infidèles » ou « le village des chrétiens » en langue turque. ILTER F., « Doğaya bırakılmış bir Akdeniz yerleşmesi-Kaya Köy (Levisi) ve Kiliseleri », *ibid.* p 476.

⁶⁸⁶ ILTER F., *ibid.*, p 476.

⁶⁸⁷ Extrait du documentaire d'Enis Rıza, *Sorrow, Homeland of Separateness* : « Our friendship was really good. There were good people and bad. When there was no rain, they brought out the icon of Virgin Mary from Makri. Even the Turks that lived like brothers with the people of Makry-Levisi, said « Bring out the icon of the Virgin Mary, it will bring the rain ! »».



Objets (ustensiles, poteries, portes en bois sculptées) que l'on retrouve encore aujourd'hui à Kayaköy chez certains habitants

La ville de Levissi était relativement prospère et la production locale, à laquelle les deux communautés contribuaient, était vendue et exportée à partir du port de Fethiye.



Eglise située dans la partie basse du village, datant de 1888 et pourvue de mosaïques

Levissi était une ville où l'on comptait en 1912 trois églises : l'église *Panghia Pyrgiotissa* dans la partie basse du village, l'église *Taksiyarhis* dans la partie haute et un monastère situé sur une colline en surplomb du village. Il y avait aussi une école, une pharmacie, un hôpital, un bureau de poste, des magasins et même une maison d'édition pour le journal local *Kaya*, dont l'aire de diffusion comprenait toute la région égéenne sud. Il y avait également une petite mosquée et deux quartiers musulmans à Levissi.



A gauche : l'église située dans la partie haute du village. Au milieu et à droite : le monastère située sur une colline surplombant le village

Comme les habitants ne souhaitaient pas gâcher les terrains plats situés à proximité du village pour pouvoir y concentrer les cultures maraîchères, ils ont construit le village sur la colline. L'architecture du village est très particulière, grâce à l'impression que dégagent les maisons de pierre construites en harmonie avec la nature environnante. Chaque maison est positionnée de manière à ne pas obstruer le soleil ou la vue d'une autre maison. On retrouve également dans la maison tout un système architectural ingénieux pour recueillir l'eau de pluie et l'utiliser⁶⁸⁸.



Le village de Kayaköy juste après l'échange de populations de 1923
(Source : Musée privé d'histoire de la ville)

La population grecque-orthodoxe de Levissi a été contrainte de partir au moment des échanges de populations après la guerre gréco-turque de 1919-1922.



Photos des habitants de Levissi avant l'Echange
(Source : Musée privé d'histoire de la ville)

⁶⁸⁸ KARACA E., « Toplumsal belleğimizi yitirdigimiz bir yer : Kayaköy », in *Arkitekt*, juillet 1996, p 52-57., p 54.

Dans un temps très court, la totalité de la population de Levissi et 88 familles grecques-orthodoxes de Makri (actuelle Fethiye) ont dû quitter leurs habitations et leurs biens pour partir s'installer en Grèce. Une habitante musulmane restée sur place à Kayaköy raconte leur départ :

« Elles s'appelaient Irini, Maria, Fulson ou Bidine et il y avait une fille, Irini, qui parlait très bien le turc et qui a demandé la main d'Hayri, parce qu'elle ne voulait pas partir avec l'Echange. Ils ont pleuré, et ils n'ont eu que quelques sous en échange de ce qu'ils avaient pu vendre et ils ont laissé tout ce qu'ils n'avaient pas pu vendre à leurs amis. Ils ont dit en partant « c'est à nous si l'on revient, ce sont les vôtres si on ne revient pas ». Ça c'était le trousseau de Maria, le trousseau de sa mère. Elle a dit « prend-le avec ma bénédiction ma fille et sers-t'en, marie-toi » [...] Ils ont fermé leurs portes et ont empaqueté leurs affaires avec du fil. Ils ont pleuré, ils ont senti le sol et s'en sont emplis les poumons. Cela a été très difficile, à Dieu ne plaise! Très difficile, et ils ont disparu. Ils ont laissé le trousseau derrière eux. Ayşe l'a gardé avec elle, pensant que Maria allait revenir. Elle ne l'a donné à personne⁶⁸⁹ ».

Comme le raconte une réfugiée de Nea Makri à Enis Rıza, dans le documentaire qu'il a réalisé sur l'histoire de la migration de la population grecque-orthodoxe de cette ville :

« Nous avons embarqué sur des bateaux, 4 500 personnes, et quand nous sommes arrivés près de Rhodes, il y a eu un gros orage qui s'est formé et une tempête, qui a détruit les mâts. Le bateau s'est rempli d'eau, ils essayaient de jeter l'eau par-dessus bord et ils ont dû finalement appeler un autre bateau. Ce bateau est venu et nous a pris. Tout le monde a pu sortir sauf moi. Parce que mes jambes n'avaient pas bougées, elles étaient paralysées, ils m'ont portée, moi je ne pouvais pas marcher⁶⁹⁰ [...] ».

Une descendante de réfugiés raconte :

« Un des petits frères de ma mère n'arrêtait pas de pleurer à cause de la faim. Ma grand-mère ne savait pas quoi faire et une autre femme lui a dit de jeter le bébé par-dessus bord dans la mer. Les autres bébés, les enfants de nos amis n'arrêtaient pas de crier, leurs jambes étaient devenues rigides et ankylosées à cause des longues heures passées dans le bateau, la faim et la misère. Ils étaient arrivés au point de jeter les bébés dans la mer⁶⁹¹ ».

La population de Kayaköy – 93 familles – est partie s'installer à Simokeriza en Grèce qui a ensuite été renommée Nea-Makri (nouvelle Fethiye – Nea Makri) en novembre 1923. Pendant cinq ans, les réfugiés ont dû vivre dans des tentes et ont ensuite logé dans des maisons de fortune. Beaucoup de réfugiés mourraient de la malaria et de la fièvre. Les familles campaient dans l'église de Saint Constantine. Ce n'est qu'en 1933 que Rockefeller a drainé les marécages :

⁶⁸⁹ Extrait du documentaire d'Enis Rıza : « Irini, Maria, Fulson, Bidine were their names, and there was Cakir Irini, she spoke very good turkish, she asked to marry Hayri, she didn't want to go with the exile. They cried, and they got 2-3 coins for the things they sold, they left all the things that they couldn't sell to their friends. They said it's ours if we return, it's yours if we don't. They didn't come back. This was Maria's trousseau, the trousseau of her mother. "Take it with my blessing my girl, and enjoy it" she said, "be a bride". They closed their doors, and bound their things up with wire. They cried, smelled the soil, and put in their bosoms. It was very difficult, God forbid! Very difficult, they've gone. They've gone, they've gone. Left the trousseau behind. Ayşe held onto it, thinking that Maria might come back. She never gave it to anybody ».

⁶⁹⁰ Extrait du documentaire d'Enis Rıza sur Kayaköy : « We boarded on boats, 4 500 people, and when we got close to Rhodes, there was a big storm that formed and a storm destroyed the towers. The boat was filled with water, they tried to throw the water overboard and they finally had to call another boat. This boat came and took us. Everyone got out except me. Because my legs had not moved, they were paralyzed, they carried me, I could not walk ».

⁶⁹¹ Extrait du documentaire d'Enis Rıza : « One of the younger brothers of my mother could not stop crying because of hunger. My grandmother did not know what to do and another woman told her to throw the baby overboard into the sea. The other babies, the children of our friends, did not stop screaming, their legs were rigid and stiff because of the time past in the boat, hunger and misery during long hours. They had reached the point of throwing babies into the sea ».

« Ensuite, nous avons été sauvés, mon père disait toujours : « Rockefeller est venu! Il a évacué l'eau avec des tuyaux et s'est débarrassé des moustiques et 93 familles ont pu s'installer là-bas » ».

2 000 musulmans – originaires de Thessalonique et de Thrace orientale – étaient censés venir s'installer dans les maisons de pierre désertées par les chrétiens. Mais, n'aimant ni le lieu ni l'architecture de la ville – jugée « non-adaptés à la foi musulmane ⁶⁹² », ils ont décidé de s'installer dans un village plus bas ou dans la ville de Fethiye. Par conséquent, les maisons de pierre sont restées inhabitées et la population musulmane qui habitait autrefois avec les chrétiens, devant le manque à gagner économique occasionné par l'Echange, ont progressivement quitté le village, à l'exception de quelques familles.



Le village de Kayaköy aujourd'hui abandonné (à gauche) et le monastère sur la partie haute de l'île (à droite).

Les deux églises restent toujours debout au milieu des deux mille maisons de pierre, mais beaucoup de chapelles et les autres monuments de la ville ont disparu ou ont été endommagés. Kayaköy tombe aujourd'hui progressivement en ruine et est devenu un village fantôme. Il semblait voué à tomber progressivement dans l'oubli jusqu'à ce que la chambre des architectes et l'association d'amitié gréco-turque mettent en place en 1988 un projet pour le restaurer. La « Chambre d'Architectes et d'Ingénieurs Turcs » (*TMMOB - Türk Mühendis ve Mimar Odaları Birliği*) s'est en effet intéressée au cas de Kayaköy parce qu'elle a jugé que « Kayaköy, en raison de la spécificité de son histoire et de son architecture devrait être un site classé et ouvert au tourisme ⁶⁹³ ». Le projet a reçu le soutien du Ministère des Travaux publics et Kayaköy a été déclaré « zone de conservation urbaine et archéologique de degré trois ». Le but de cette initiative était également de faire de Kayaköy un symbole de paix et d'amitié entre la Grèce et la Turquie ⁶⁹⁴.

Le professeur Akgüral, président de l'association d'Amitié gréco-turque (*Türk-Yunan Dostluk Derneği*), lors du festival d'amitié donné sur le site d'Ephèse a expliqué le programme :

⁶⁹² KARACA E., *Toplumsal belleğimizi yitirdiğimiz bir yer : Kayaköy*, ibid., p 57.

⁶⁹³ ILTER F., op. cit., p 480.

⁶⁹⁴ KARACA E., op.cit, p 52.

« A côté de Fethiye, il y a un village qui a été quitté par les grecs-orthodoxes. La chambre des architectes, avec notre participation, veut faire un village de paix et d'amitié d'une capacité de 12 000 lits. Le 2 octobre des professeurs grecs participeront à la réunion pour soumettre ce projet à l'Etat ⁶⁹⁵».

Le 2 octobre 1988, la chambre des Architectes, l'association d'Amitié gréco-turque et la municipalité de Muğla ont discuté du projet et ont décidé que le village de Kayaköy serait désormais appelé « le village de l'Amitié gréco-turque ». Les différents acteurs en présence souhaitaient également faire de Kayaköy un lieu touristique. Le village se trouve en effet dans une zone touristique et possède une architecture qui en fait un lieu culturel notable. Le site, selon eux, pourrait avoir une capacité de 12 000 lits. D'après les décisions qui ont été prises lors de la réunion, il pourrait y avoir également un centre de recherche et un musée à Kayaköy. Pour le financement des projets de restauration, les différents acteurs souhaitaient y associer des entreprises turques et étrangères, les autorités locales ainsi que les gouvernements turc et grec. Ils espéraient aussi avoir le soutien de l'UNESCO. Mais rapidement, le projet a rencontré des problèmes dans sa mise en place : les autorités turques n'ont pas donné les autorisations nécessaires pour la reconstruction du village (qui a été déclaré « zone non-constructible »). Les municipalités de Fethiye et Nea Makri continuent néanmoins toujours de vouloir s'associer en vue de ce projet et le site est toujours considéré, même si cela reste sur le papier, comme « ville de l'Amitié gréco-turque ».



Les vestiges des maisons grecques-orthodoxes à Kayaköy

A partir de 1982, des réfugiés et descendants de réfugiés de Nea Makri ont commencé à revenir à Kayaköy :

« En 1982, quand tout le monde est allé là-bas, ils ont essayé de trouver leurs maisons à partir des souvenirs de leurs parents. Certains l'ont trouvé et ont pu y entrer. Les Turcs qui les habitaient ont été très accueillants. Quand je suis arrivée à Levissi, j'ai pleuré. Mais j'ai d'abord pleuré à Makri. Tout d'abord, je voulais voir les vieilles maisons. Et j'ai commencé à les photographier. Une « *hanım* » (dame) turque est venue par la fenêtre et m'a demandé « qu'est-ce que vous voulez? ». J'ai répondu « ma mère, ma grand-mère et mon grand-père sont d'ici! » J'ai dit : « Je suis *yunan* (grecque) ». « *Gel burda* (viens ici !) » m'a-t-elle dit. Je suis entrée dans la maison, ils

⁶⁹⁵ « Fethiye yakınında 1922 yılında Rumlar tarafından terk edilmiş bir köy var. Adı Kayaköy. Türkiye Mimarlar Odası bizim de katkımızla burayı 12 000 yataklı bir barış ve dostluk köyü olarak restore edecek. 2 ekimde Yunanlı Profesörlerin de katılacağı toplantıda bunu proje haline getirip devlete sunacağız ». ILTER F., *ibid.*, p 482.

m'ont offert beaucoup de choses. J'ai été très touchée quand j'ai quitté la maison. Quand j'avais 15 ans, j'ai commencé à me demander d'où le nom Nea Makri venait. Y avait-il un vieux Makri? « Nouvelle Ionie », « Nouveau Héraklion », tout est nouveau. Donc, j'ai réalisé qu'il n'y avait qu'une Makri, pas de vieux Makri, et c'était l'endroit où tout a commencé. La seule étude sérieuse sur ce sujet a été faite par le Centre d'Etudes sur l'Asie Mineure. L'histoire écrite jusqu'à les années 1950 et 1960 était toujours l'histoire nationale officielle. Elle a insisté sur l'histoire politique et diplomatique, mais pas sur la vie de tous les jours, des gens simples⁶⁹⁶ ».



Photos de descendants grecs de Nea Makri revenus visiter la maison d'origine de leurs parents retrouvés chez une habitante de Kayaköy

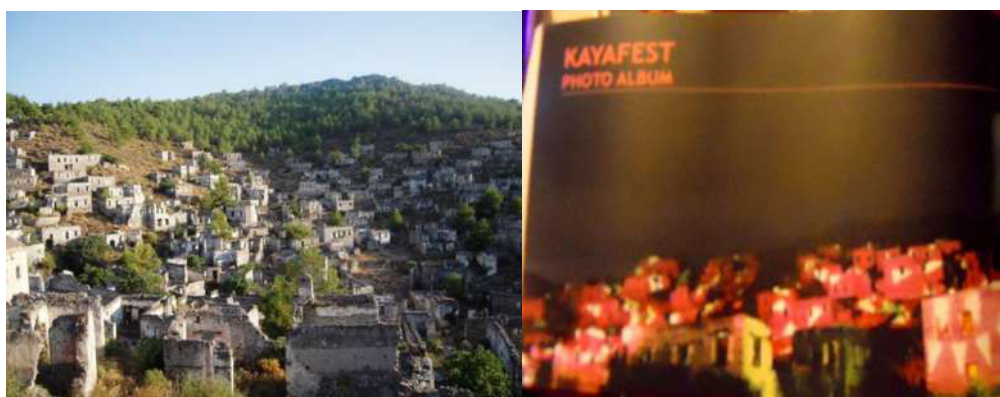


Intérieur de la maison d'une habitante de Kayaköy, maison autrefois occupée par des grecs-orthodoxes vivant aujourd'hui à Nea Makri

Kayaköy a un potentiel important pour devenir un site touristique incontournable de la côte méditerranéenne turque. Outre le tourisme des racines et le tourisme religieux que la ville attire

⁶⁹⁶ Extrait du film documentaire d'Enis Rıza : « In 1982, everybody went there, they tried to find their houses from their parents' memories. Some found them and went inside. The Turks living there were very welcoming. When I arrived in Levissi, I cried; but first I cried in Makri. I wanted to see the old houses. And I started to take pictures of them. A Turkish "hanım" came out the window and asked me "what do you want?" I answered "My mother, my grandmother and my grandfather are from here!" I said "I'm yunan (greek)". "Gel burda (come here)" she said. I entered the house, they offered me many things. I was very touched when I left the house. When I was 15, I started to ask myself where the name Nea Makri came from. Was there an old Makri? New Ionie, new Heraklion, everything's new. So I realized that there was only Makri, not old Makri, and it was the place where it all started. The only serious research on this subject has been done by the center for Asia Minor studies. The history written up in the 50s and 60s was always the national, official history. It emphasized the political and diplomatic history, not the lives of simple, everyday people ».

provenant des réfugiés et de leurs descendants grecs (qui viennent chaque année faire un pèlerinage religieux dans l'église et visiter les ruines de leurs anciennes maisons), la région de Kayaköy permet de faire des activités sportives (trekking, parachutisme, escalade, plongée sous-marine, etc...). Le village est également connu pour ses « *ötlü gözleme-s* » (crêpe turque servie avec des herbes) et son thé au thym. Quelques commerces, restaurants, hôtels et pensions ont ouvert dans le village mais le tourisme reste tout de même peu développé. Les organisations non-gouvernementales sont actives à Fethiye et travaillent principalement dans le secteur de l'Ecologie, du Tourisme et de l'Architecture. La FETAV (*Fethiye Turizm, Tanıtım, Eğitim, Kültür ve Çevre Vakfı* - La Fondation pour la Promotion du Tourisme, de l'Education et de la Culture de Fethiye) organise de nombreux festivals et la municipalité de Fethiye sponsorise beaucoup de ces initiatives. La Commission européenne a également soutenu financièrement un projet « projet de vie » dans une ville proche de Kayaköy, Ölüdeniz, pour la conservation du territoire et le respect de l'environnement. A Kayaköy, en raison du nombre moindre de la population, le dynamisme de la société civile est très faible. Il y a néanmoins une coopérative : la coopérative de Kayaköy, qui a été mise en place par les habitants du village de Kayaköy pour faire la promotion du village. Il y a également un magasin dans le village qui propose une formation aux femmes pour apprendre à faire des tapis. D'autre part, certaines associations ont commencé à faire de l'éco-tourisme à Kayaköy et de la restauration. Beaucoup d'organisations ont des projets pour Kayaköy mais les villageois restent sceptiques parce qu'aucune ne s'est réellement concrétisée. Chaque année, un camp artistique est organisé à Kayaköy par deux artistes, Mutlu Ekiz et Faruk Akbas, où les gens peuvent recevoir des cours de poterie, de photographie et de danse. Mais Kayaköy reste tout de même relativement en marge du dynamisme de la côte.



Maisons vides et en ruine de Kayaköy (à gauche) et Kayaköy lors du festival avec les différents jeux de lumière pour mettre en valeur le village

L'organisation du festival « *Kayafest* » sous l'égide d'AEGEE-Ankara et AEGEE-Athènes du 27 juillet au 3 août 2003 a été une aubaine pour Kayaköy. Plus de 3 000 étudiants de Turquie, de Grèce et d'autres pays de l'Union européenne sont venus prendre part au festival, qui faisait partie du « Projet pour le dialogue entre sociétés civiles gréco-turques » et du « Projet local citoyen » financé par la Commission européenne. Ce festival montre vraiment la consécration de la synergie entre

société civile, acteurs locaux et Union européenne dans le champ du rapprochement gréco-turc après 1999. Il est intéressant d'étudier cette initiative qui suit réellement une dynamique de type *top/down* puisque ce ne sont pas les habitants mais des acteurs extérieurs qui sont venus pour organiser un festival dans la ville de Kayaköy et associer d'autres partenaires à cette initiative, comme la municipalité grecque de Nea Makri où les réfugiés se sont installés mais aussi différents acteurs du rapprochement gréco-turc.

L'ouverture officielle du festival a été faite par le maire de Kayaköy, le maire grec de Nea Makri (Nouvelle Fethiye), par le gouverneur des îles du Dodécanèse, le sous-préfet de Fethiye et par le président des organisations touristiques de Grèce. Il y a eu des concerts de groupes turcs et grecs, ainsi que la projection de films et de documentaires sur Kayaköy et l'échange de populations, un théâtre de danse, de la photographie et des groupes de travail organisés par des universitaires et des artistes grecs et turcs.



Les différentes activités mises en place lors du festival
(Source rapport de projet AEGEE)

Le programme du festival était le suivant :

- Concert et danses :

Groupes de danses *Zeybek*⁶⁹⁷ et de *Sirtaki*⁶⁹⁸, concerts des groupes *Baba zula*, *Sakin*, *Déjà vu*, *Rembetiko*, *Faunos*, *Other side of the sea*, *Ayyuka*, *Karpatji*, *Siya siya band*, *Seksendört*, *Mor ve ötesi*, *Gevende*, *Muammer Ketencoğlu* mais aussi des groupes de danse folkloriques et des danseurs de Nea Makri.

- Activités sportives :

Tournoi de football et volleyball, cours de danses, théâtre et activités rythmiques.

- Projection de documentaries:

« *Güzelyurt* », « *Sorrow...Homeland of Separateness* », « *Who separated us?* », « *The journey – To taxidi* », « *The school* », « *Two villages of Population exchange, Kayaköy et Krifce* », « *Lyika* », « *The place where the time stops : Kayaköy* ».

La projection du film « *Sorrow...Homeland of Separateness* » a été très émouvante, parce que le réalisateur, Enis Rıza, s'est rendu à Nea Makri pour recueillir les témoignages des réfugiés et de leurs descendants et que certains participants au festival de Nea Makri ont pu assister à la projection du documentaire au moment du festival. Enis Rıza, raconte que les habitants de Nea Makri, au début, ont été réticents à parler devant la caméra d'un réalisateur turc. Mais progressivement, la confiance s'est installée et les réfugiés ont pu se libérer de leur histoire et de leur souffrance. Une exposition de photographies de Kayaköy a également été réalisée à Nea Makri au moment du tournage du documentaire. Lorsque le documentaire a été projeté pour la première fois devant les habitants de Nea Makri, ils ont été très émus par le résultat final et par la manière dont un réalisateur turc a su exprimer avec beaucoup de délicatesse et de vérité leurs sentiments et la souffrance de leur exode :

« L'idée que ce film a été réalisé par un Turc – qui est presque comme un juron, enfin c'est ce qu'il nous avait appris – a été une chose très émouvante [...] Je veux dire, c'était très humaniste et très tendre, c'était sensible. Le directeur a très bien réussi à exprimer l'absence et le chagrin, ce qui est aussi clair dans le titre du film⁶⁹⁹ ».

⁶⁹⁷ Le *Zeybek* est un type de danse traditionnelle turque. Cette danse est notamment pratiquée dans la région d'Egée (plus spécifiquement à Izmir, Aydın, Manisa, Muğla, Balıkesir, Denizli).

⁶⁹⁸ Le *Sirtaki* (σιρτάκι) est une danse populaire originaire de Grèce. Malgré sa renommée mondiale, ce n'est pas une danse authentiquement traditionnelle. En fait, elle fut créée en 1964 pour le film *Zorba le Grec* d'un mélange de version lente et rapide de la danse *hasapikos* (hasápihos / χασάπικος).

⁶⁹⁹ Extrait du film documentaire d'Enis Rıza : « The idea that this film was made by a Turk which is almost like a swear word (that's how they'd taught us) was very moving [...] I mean, it was very humanistic and very tender, it was sensitive. The director was very successful in expressing the absence and grief, which is also clear from the title of the film ».

Comme l'explique Enis Rıza, le documentaire est en soi « une expérience de vie » qui l'a également beaucoup touché. Lui aussi descendant de réfugiés originaires de Crète, le sujet du film et la rencontre avec des descendants de réfugiés grecs ont constitué des moments très émouvants⁷⁰⁰.

- Activités :
Photographie, peinture, poterie.

Les financeurs du projet étaient multiples : la Commission européenne majoritairement par le biais du *Greek-Turkish Civil Dialogue Project*, mais aussi l'Université technique du Moyen-Orient, l'Université de Bilgi, *Turkish Airlines*, *Midas Sound and light system*, FETAV (*Fethiye Turizm, Tanitim, Eğitim, Kültür ve Çevre Vakfı*), radio METU, Dream TV, IBM, *Cumhuriyet*, *Radikal* et NTV. Au total 66 ONG turques et grecques ont participé au projet de manière directe ou indirecte. Le bilan du festival semble à première vue très satisfaisant et incarne tout à fait l'état d'esprit dans lequel s'inscrivent les initiatives de la deuxième génération (période 1999-2011). Mais, il en montre également les faiblesses, que nous allons essayer d'analyser.

2.3. Les forces et faiblesses du festival, révélateur des atouts et manques de la synergie acteurs locaux/société civile du programme « Greek-Turkish Civic Initiatives »

Nous allons revenir sur les forces et faiblesses de ce festival qui nous semble représentatif des forces et faiblesses des initiatives mises en place dans le cadre des projets financés par l'Union européenne après 1999 de manière plus générale. Ce qu'il est intéressant de voir dans le cadre de ce festival, c'est qu'une association de type transnationale – de jeunes étudiants – va mettre différents acteurs politiques locaux en partenariat : la municipalité de Kayaköy, de Fethiye, tout comme la sous-préfecture de Fethiye côté turc et la municipalité de Nea Makri en Grèce. Le projet vise à un rapprochement de deux villes de l'Echange, de la même manière qu'il essaye de dynamiser une municipalité – celle de Kayaköy – qui, en raison du faible nombre de sa population, peine à réaliser ce type d'initiatives. De la même manière, les deux sections parviennent à mobiliser et à réunir l'ensemble des acteurs de la société civile œuvrant pour les relations gréco-turques dans un même lieu : Kayaköy. Le lieu, qui, en temps normal est déserté et apparaît comme un lieu des blessures de l'histoire entre la Grèce et la Turquie, s'est vu ainsi, l'espace de quelques jours, repeuplé par des acteurs qui sont parmi les plus investis dans le rapprochement entre les deux pays. Le festival de

⁷⁰⁰ Entretien avec Enis Rıza, réalisateur de documentaire. Date : 15 février 2009. Durée de l'entretien : 40 minutes. Langue : turc. Pris de note.

Kayaköy apparaît de ce point de vue comme une consécration des initiatives de type événementielles visant à mobiliser ce réseau d'acteurs sous l'égide de l'Union européenne.

Le rôle des réseaux de jeunes à vocation transnationale dans la dynamique de rapprochement

Le fait que le projet soit porté par des jeunes apparaît très positif. Ces jeunes disposent d'atouts et de compétences pour mettre en place ce type d'initiatives : ils parlent plusieurs langues, maîtrisent l'informatique, ont des réseaux internationaux, une volonté d'apprendre et de mettre en place de nouvelles manières de faire. Au niveau symbolique également, la jeunesse représente la spontanéité, le futur et l'avenir des relations gréco-turques. Par exemple, beaucoup de réfugiés déplorent le fait que les jeunes générations ne s'intéressent pas assez à leurs origines⁷⁰¹. L'investissement des jeunes d'AEGEE dans cette problématique des relations gréco-turques, mais aussi le fait qu'ils aient cherché à faire revivre le village de Kayaköy a eu une symbolique très forte. Cela explique peut-être pourquoi l'Union européenne a donné des financements aussi conséquents aux membres du projet. Les jeunes sont une catégorie de la société civile capable de porter cette dynamique transnationale, avec une volonté à la fois d'agir localement tout en ayant des perspectives globales. Cela illustre bien la structure d'une association comme AEGEE, qui est un réseau transnational, tout en ayant des sections locales. Pour avoir des relations avec les municipalités et mettre en place des projets locaux, ce type d'organisation est donc apparu aux financeurs comme étant parmi les plus légitimes. L'UE encourage particulièrement ce type de rapprochement entre jeunes si l'on pense à la création de l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse (OFAJ⁷⁰²). L'OFAJ mène différentes activités comme la formation professionnelle des jeunes, les échanges interuniversitaires, scolaires ou encore les échanges extra-scolaires. Mais AEGEE n'étant pas une institution comme l'OFAJ bénéficiant de financements pérennes sur le long terme et du même cadre institutionnel, son dynamisme a beaucoup plus été lié à des facteurs contingents. Le point négatif de ce type d'initiatives est que lorsque les jeunes qui avaient été moteurs du projet ont fini leurs études, le « flambeau » n'est pas toujours repris par d'autres. C'est ce qui s'est passé dans notre cas d'étude. Il y a donc un réel problème de pérennité de ce type d'action, financé sur une base événementielle et mise en place par des jeunes qui savent qu'ils ne resteront que quelques années. Néanmoins, les activités qu'ils ont menées dans le cadre d'AEGEE leur permettent d'avoir une formation qui peut les destiner à avoir des

⁷⁰¹ Entretien avec Sefer Güvenç, secrétaire général de la Fondation des réfugiés de Lausanne, le 30/08/2007, 120 minutes. *Prise de Notes. Langue de l'entretien : anglais et turc.*

⁷⁰² BOCK H.M, DEFRANCE C., KREBS G., PFEIL U., *Les jeunes dans les relations transnationales. L'Office franco-allemand pour la Jeunesse 1963–2008*, PSN, Paris, 2008.

métiers dans le secteur de la diplomatie ou de la gestion d'ONG⁷⁰³. L'UE a donc contribué à la formation des membres grecs et turcs d'AEGEE à la gestion de projets de ce type. Mais aucun de ces étudiants n'a ensuite été amené à travailler dans le secteur des relations gréco-turques, ce qui est regrettable. L'UE cherche à promouvoir des projets qui créent une synergie entre les acteurs, ce qui contribue de ce fait à une forme de co-formation des acteurs entre eux. Le travail fait par les sections d'Athènes et Ankara n'est pas perdu pour le rapprochement gréco-turc. Cela a contribué à la formation des sociétés civiles de Grèce et de Turquie, qui, étaient en 2000, à un stade relativement embryonnaires et qui sont aujourd'hui plus développées et structurées. Cette formation de la société civile se diffuse également au sein des municipalités mais aussi des ONG-partenaires.

Mais l'aide de l'Union européenne a également un caractère normatif : pour avoir des financements, il faut mettre en place des projets approuvés par l'UE et entrer dans les cadres de ce que l'UE définit par « société civile ». On tombe ainsi dans une certaine tautologie parfois où l'UE finance des projets de la société civile qu'elle contribue à former et à créer selon ses critères. Dans cette perspective, ne risque-t-on pas de voir naître une « société civile » qui, sous perfusion de crédits européens, n'aurait pas de réelle autonomie et indépendance d'action ? L'autre risque est de voir se développer une société civile turque qui deviendrait en quelque sorte « singe de l'Europe », sans réelle force de proposition basée sur des dynamiques locales qui lui sont propres. De plus, il nous a semblé lors de nos recherches que l'UE contribuait fortement à la diffusion de certaines pratiques et manières de faire semblables sous certains aspects au « nouveau management public »⁷⁰⁴ qui s'applique dans les administrations publiques, en transférant le concept non pas aux administrations, mais aux ONG :

« Le *New Public Management* (Nouveau Management Public) va insister sur la programmation, la coordination, la contractualisation, l'évaluation des décisions (*ex ante* et *ex post*). Plus concrètement, il se caractérise par la mise en œuvre d'indicateurs d'activité, d'outils de gestion budgétaire et comptable, d'outils de mesure des coûts dans la perspective de répondre à trois logiques d'action : celle de l'efficacité socio-économique (les objectifs énoncent le bénéfice attendu de l'action de l'Etat), celle de la qualité de service (les objectifs énoncent la qualité attendue du service rendu à l'utilisateur), celle de l'efficacité de gestion ou d'efficience (les objectifs énoncent, pour le contribuable, l'optimisation attendue dans l'utilisation des moyens employés en rapportant les produits ou l'activité obtenus des ressources consommées⁷⁰⁵) ».

On voit bien qu'une initiative comme *Greek Turkish Civic Dialogue* s'inscrit bien dans ces manières de faire. Les initiatives de rapprochement bénéficient en effet seulement de financement par projets, où les acteurs doivent élaborer des objectifs, un budget en fonction des moyens qu'ils demandent et faire un bilan des actions mises en place. Cela donne une réelle lisibilité aux actions et une trace, une efficacité et une économie de budget, mais cela ne permet pas de s'inscrire dans une réelle pérennité de l'action. De plus, cela engendre parfois un certain « enjolivement » de la réalité et

⁷⁰³ Une étude sur ce sujet mériterait d'être faite.

⁷⁰⁴ LAMARZELLE D., *Le management public en Europe*, Europa, Paris, 2008.

⁷⁰⁵ PESQUEUX Y., Le « nouveau management public » (ou New Public Management) », in *Archives ouvertes*, version 1 - 22 août 2010, p 1. En ligne, URL : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/51/08/78/PDF/Lenouveaumanagementpublic.pdf>

un manque d'objectivité qu'il nous a semblé retrouver dans les rapports-bilan de certains programmes, où il est peu fait mention des difficultés rencontrées et résistances éventuelles, mais systématiquement de la réussite des actions mises en place sans réel recul critique. Ce type rapport-bilan des actions menées reprend parfois le jargon européen sans que ses auteurs ne se le soient tout à fait bien approprié. Les liens entre l'association et l'UE ne sont pas toujours très clairs, le rôle de l'UE étant de plus systématiquement mis en avant de manière positive sans questionner la réelle portée de l'orientation qui a été choisie.

Enfin, dans notre cas d'étude, le choix du village de Kayaköy pour avoir mis en place ce festival est parfaitement emblématique des forces et faiblesse de ce type de partenariat entre municipalités et société civile sous l'égide de l'UE. Cette synergie a très bien fonctionné dans sa dimension événementielle : les sections grecques et turques d'AEGEE ont pu amener dans le village désert de Kayaköy les acteurs favorables au rapprochement gréco-turc, mobiliser les acteurs locaux et faire revivre le village. Mais le festival n'a eu qu'un caractère événementiel. Quelques années après le festival, on constate que les habitants se souviennent du festival qui a été organisé par AEGEE, mais personne - ni la municipalité, ni les habitants - n'ont pris l'initiative de continuer le festival par la suite⁷⁰⁶. Kayaköy semble n'avoir été que le théâtre, le « *décorum* » du rapprochement. C'est peut-être le seul objectif qu'avait l'association AEGEE, mais on peut déplorer le fait que personne n'ait eu le souci, dans le cadre du programme *Greek Turkish Civic Dialogue*, de chercher à pérenniser l'initiative au niveau local. En l'absence de formation des acteurs locaux à l'organisation de ce type d'initiatives et avec le renouvellement des acteurs au sein d'AEGEE, l'initiative ne s'est pas pérennisée. Il semble que la destinée de Kayaköy soit de rester ce village fantôme, théâtre épisodique de rencontres et toujours considéré comme « le village de l'amitié gréco-turque » sur le papier, sans pour autant que les acteurs locaux ne se sentent réellement investis de cette appellation. Nous avons pu le constater lors de l'enquête de terrain menée en 2009 à Kayaköy. La venue des Grecs ne fait l'objet d'aucune organisation d'évènement spécifique, même si les contacts entre les deux maires ont été établis. Ce type d'initiatives de type top/down montre les faiblesses de projets qui ne parviennent pas à diffuser la logique de rapprochement de certains « acteurs pilotes » (bénéficiant de capitaux économiques, sociaux et culturels propices au rapprochement, comme les jeunes d'AEGEE par exemple) à des acteurs locaux beaucoup moins sensibilisés à ces questions et aptes à organiser ce type d'évènements. Comme le montre Bahar Rumelili, ce n'est qu'une partie de la société civile (une forme « d'élite », qui dispose d'un capital culturel, social, culturel important et qui parvient souvent habilement à drainer ces financements européens) qui est motrice du rapprochement. Il existe bien dans le cas gréco-turc un réseau d'acteurs civils, actifs et bénéficiant de réseaux puissants, capables de mettre en place des initiatives. Mais l'élargissement du cercle de ces acteurs à des municipalités qui ne disposent pas des mêmes atouts (maîtrise de différentes langues, réseaux, capacité à créer un évènement d'envergure

⁷⁰⁶ Nous avons pu le constater lors de l'enquête de terrain menée en 2009 à Kayaköy.

internationale) est un frein auquel le *Civic Dialogue Initiative* n'a pas pu apporter de réponses. C'est un besoin de formation dont les acteurs locaux ont besoin pour pérenniser ce type d'initiatives. C'est en partie ce qu'essaye de faire l'association DEFNE qui organise chaque année entre deux municipalités différentes un festival d'amitié, mais qui se heurte à la même difficulté de pérennisation de ses actions.

Un autre point de questionnement concerne également le type de financement européen de ces projets. Les financements par projets limités dans le temps, même si ils sont conséquents, créent un effet d'annonce et une visibilité qui est éphémère. Moins coûteux, ils peinent à néanmoins à réaliser des objectifs de long-terme. Seules les associations ou ONG qui bénéficient de financement de fonctionnement et qui ont des travailleurs permanents parviennent à mettre en place des initiatives sur le long terme et à acquérir une réelle expérience dans les relations gréco-turques avec les municipalités (un réseau de connaissance, une légitimité et une longévité). On le voit à travers le cas de la Fondation des Réfugiés de Lausanne, dont nous allons étudier l'influence sur la diplomatie des villes grecques et turques sur le long terme, par rapport à la logique de mémoire et de patrimonialisation (thématiques nouvelles auxquelles les municipalités ne sont pas familiarisées et qui nécessite le rôle d'expertise et d'animateur de la Fondation). Il ne reste aujourd'hui à Kayaköy - en souvenir du festival organisé par AEGEE et des différents discours que des acteurs extérieurs sont venus prononcer sur le « village de l'Amitié gréco-turque » que ce dessin affiché sur un des murs de la ville rappelant l'initiative menée, contribuant à ce que l'on continue d'appeler Kayaköy le « village de l'Amitié gréco-turque ». Cette appellation et le contraste avec sa réalité de village-fantôme nous amènent à dire qu'il est réellement nécessaire de distinguer deux logiques dans le rapport entre transnationalité et territorialité : la transnationalisation des territoires d'une part et la territorialisation de la transnationalité d'autre part. Kayaköy apparaît comme un lieu de prédilection pour ce qu'on pourrait appeler la « territorialisation de la transnationalité ». Le lieu, de par son histoire et de sa dimension symbolique, offre un cadre de prédilection pour la tenue d'événements festifs rassemblant des acteurs de type transnationaux œuvrant pour le rapprochement gréco-turc. Amener la transnationalité dans un territoire ne garantit pas pour autant que la « greffe » peut avoir lieu et qu'un processus de « transnationalisation du territoire » va pour autant s'opérer. C'est un peu comme si l'extrême transnationalité des acteurs, « plaquée » sur un territoire vide (au sens propre comme au sens figuré dans le cas de Kayaköy) ne garantissait en rien sa transnationalisation pérenne. Le lieu garde ainsi une dimension symbolique mais n'apparaît pas transformé par le caractère trop événementiel de l'initiative menée. La synergie ONG/municipalité bute sur cette difficulté, qui, pour être contournée, nécessite une conscientisation, une volonté mais surtout une formation appropriée des acteurs locaux à être aptes non seulement à susciter mais à entretenir ce germe de dynamique transnationale sur leur territoire.



Dessin représentant le festival AEGEE qui a eu lieu à Kayaköy en 2003 sur un des murs du village

3. La Fondation des Réfugiés de Lausanne et son rôle de médiateur dans la dynamisation des villes de l’Echange dans le cadre des programmes de financement européens

3.1. La Fondation des réfugiés de Lausanne : une ONG née de 1999 très insérée dans les programmes européens

De la même manière, nous allons voir à travers cette étude sur le rôle de la Fondation des réfugiés de Lausanne (*Lozan Mübadilleri Vakfi, LMV*) - qui a une vocation nationale et non pas locale (à la différence des associations de réfugiés grecques) mais aussi transnationale, notamment à travers les projets européens auxquels elle est bien insérée - en quoi son action vise à établir des liens plus accrus entre villes de l’Echange qui, au départ, n’avaient pas d’elles-mêmes mis en place des initiatives de rapprochement. En étudiant le rôle de cette ONG sur la diplomatie des villes grecques et turques, on peut ainsi voir un bon exemple de transnationalisation progressive de ces territoires sous l’impulsion d’un acteur extérieur lié à l’Europe et capable de former les acteurs locaux. La coopération avec des ONG comme le LMV est donc un moyen, pour les municipalités, de trouver des ressources et une légitimité - pour les plus « timides » d’entre elles - à s’engager dans une coopération avec une ville de l’autre côté de la frontière. Le LMV joue réellement un rôle de médiateur entre les villes et contribue à l’émergence d’une nouvelle préoccupation en Turquie : la mise en valeur du patrimoine – aussi bien architectural que culturel – de « l’Autre » dans les villes de l’Echange, comme source de valorisation touristique mais aussi de rapprochement avec la Grèce.

Le LMV : les réfugiés, en tant que médiateurs culturels, peuvent-ils être les acteurs privilégiés de la réconciliation ?

Nous avons vu, à travers l'exemple de Güzelyurt et Nea Karvali, que les réfugiés pouvaient réellement jouer un rôle moteur dans la dynamique de rapprochement. Il ne faudrait pourtant conclure que tous les réfugiés ou associations de réfugiés sont dans cette dynamique, bien au contraire. Mais c'est pourtant cette position que souhaitent tenir les membres de la Fondation des réfugiés de Lausanne en Turquie. Comme l'explique le secrétaire général du LMV, Sefer Güvenç, la fondation a été fondée à la suite du tremblement de terre de 1999 et cela a fortement influencé ses objectifs :

« [...] Lorsqu'il y a eu le tremblement de terre à Istanbul, des bus entiers de Grecs sont venus aider le peuple turc par solidarité. C'est vraiment là que nous avons pris conscience non seulement qu'il y avait un réel sentiment de fraternité et d'entraide entre les peuples grec et turc mais aussi que les sociétés civiles devaient jouer un rôle pour la paix et la réconciliation entre les deux pays. C'est elles qui peuvent créer les bases d'une amitié durable entre les deux pays [...] ⁷⁰⁷ ».

Le LMV a donc deux objectifs principaux : faire exister les réfugiés dans le champ public au niveau infranational et promouvoir une dynamique de rapprochement avec la Grèce au niveau transnational :

« Les fondateurs du LMV se sont réunis juste après les tremblements de terre pour fournir une base solide pour maintenir cet environnement favorable au rapprochement. Parce que, on sait par expérience que cet environnement favorable risque de disparaître aussi vite qu'il est arrivé s'il n'est pas encadré par un cadre organisationnel et pris en charge sur des bases solides. Ces manifestations de bonne volonté auraient été vouées à disparaître dans l'atmosphère nationaliste, comme cela s'est produit à plusieurs reprises, si on n'avait pas fait quelque chose en Turquie par rapport à l'Echange ⁷⁰⁸ ».

La Fondation des réfugiés de Lausanne a été créée après le tremblement de terre en ayant pour objectif de s'inscrire dans cette dynamique de rapprochement portée par la société civile. Les réfugiés et leurs descendants, en tant que membres de la société civile des deux pays mais aussi en tant que victimes de la décision des gouvernements grec et turc de devoir subir une migration forcée apparaissent pour les fondateurs de l'association comme les acteurs indispensables du processus de rapprochement civil entre les deux pays. Il n'est pas anodin que la Fondation des réfugiés de Lausanne

⁷⁰⁷ Extrait de l'entretien : « When there was the earthquake in Istanbul, a lot of Greeks came to help the Turkish people in solidarity. At this moment, we realized not only that there was a real sense of brotherhood and mutual assistance between Greek and Turkish people. We also realized that civil society should play a role to promote peace and reconciliation between the two countries. There are the ones who can create the basic of a long term friendship between the two countries ». Entretien avec Sefer Güvenç, secrétaire général de la Fondation des réfugiés de Lausanne, le 30/08/2007, 120 minutes. Prise de Notes. Langue de l'entretien : anglais et turc.

⁷⁰⁸ Extrait de l'entretien original : « The founders of LMV met immediately after the earthquake to provide a solid basis for the maintenance of this favorable trend. Because we know from experience that this favorable environment may disappear as quickly as it arrived if it is not well organized in a specific framework and supported by a solid basis. Such demonstrations of good will can also quickly disappear in the nationalist atmosphere, as it has already happened several times, if we had not do something in Turkey related to the Exchange ». Entretien avec Sefer Güvenç, secrétaire général de la Fondation des réfugiés de Lausanne, le 30/08/2007, 120 minutes. Prise de Notes. Langue de l'entretien : anglais et turc.

ait été à l'origine de la publicisation dans le champ social du terme de *Mübadele* (Echange de population) et plus spécifiquement du terme de *Mübadil* (« Echangé », en turc), au détriment de celui de *Muhacir*. Le terme *Mübadele* désigne de manière spécifique l'échange de population qui a eu lieu entre la Grèce et la Turquie en 1923. Dans ce terme d'origine arabe, on retrouve l'idée de réciprocité de cet échange forcé (« *bedel* » veut dire échange, réciprocité en arabe), que l'on ne trouve pas dans le terme de *Muhacir* (qui est un terme religieux utilisé pour désigner les réfugiés musulmans - originaires des Balkans dans le cas turc – qui reviennent vers leur patrie d'origine) ou *Prosfigas* (terme grec utilisé pour désigner les réfugiés de la « Catastrophe d'Asie Mineure »).

L'utilisation du terme *Mübadele* et le discours de la fondation mettent en évidence l'idée que les réfugiés grecs et turcs font partie d'une même « communauté d'expérience », et partagent un même vécu, une même expérience, une même condition de l'exil forcé. L'appartenance des réfugiés à la société civile et l'aspect symétrique de l'Echange vont constituer une ressource pour mener des actions pour la réconciliation entre les deux peuples : manifestations culturelles entre associations de réfugiés, organisation de voyages dans les villes de l'Echange, organisation de symposiums associant historiens grecs et turcs. La fondation a été porteuse de plusieurs projets financés par l'Union européenne dans le cadre de son programme *Civil Society Dialogue*. En se rendant, de manière régulière, de l'autre côté de la frontière, les associations de réfugiés sont également amenées à tisser des liens (avec d'autres associations de réfugiés mais aussi des acteurs locaux, surtout les municipalités) qui ont donné lieu ensuite à des projets d'envergure plus politique. Le but des fondateurs a été de recueillir des informations sur l'Echange avant que les derniers réfugiés ne décèdent, mais aussi d'établir des liens avec la communauté de réfugiés de l'autre côté de la frontière. Le LMV n'est pas basé à son origine sur une logique communautaire, mémorielle ou locale, à la différence notoire des associations de réfugiés grecques. Leur envergure est nationale et ils ne veulent pas être « enfermés dans une logique mémorielle, mais s'inscrire dans une dynamique de rapprochement gréco-turc ».

Cette position vient peut-être du profil des fondateurs. Ils sont tous des descendants de réfugiés de la deuxième génération et constituent un réseau d'interconnaissance qui se connaissait déjà avant la création de la Fondation⁷⁰⁹. En effet, la grande majorité des personnes qui travaillent à la fondation se connaissaient déjà auparavant parce qu'elles occupaient des fonctions syndicales ou politiques dans les années 1960 et 1970. Un autre facteur qui peut jouer quant au dynamisme et à l'ouverture d'esprit pour le rapprochement des membres de la fondation tient au fait que 91% d'entre eux sont des diplômés universitaires (seulement 2% d'entre eux sont diplômés du secondaire). Ainsi, la

⁷⁰⁹ Entretien avec Sefer Güvenç, secrétaire général de la Fondation des réfugiés de Lausanne, le 30/08/2007, 120 minutes. Prise de Notes. Langue de l'entretien : anglais et turc.

plupart d'entre eux ont des emplois qualifiés et ont acquis une expérience en ressources humaines et des connaissances qui constituent un atout pour les activités de la fondation, notamment pour la recherche, la publication, les activités de conseil et de documentation. Par exemple, le « projet d'histoire orale » est dirigé par Çimen Turan, qui est chercheuse dans une université turque. La plupart des publications de la fondation ont été éditées ou traduites par Müfide Pékin, autre membre fondateur, qui est une professeure retraitée de langue et littérature anglaise. Tous travaillent de manière bénévole, mis à part le secrétaire général et une secrétaire. Enfin, il faut noter que la composition par sexe des membres fondateurs est équilibrée : 57% d'hommes et 43% de femmes.

Aujourd'hui, la réaffirmation de l'identité de *Mübadil* (« Echangés », en turc) apparaît réellement pour eux un moyen de promouvoir une identité civile transnationale. Ce recentrage sur une thématique culturelle n'enlève pas pour autant à la vivacité du combat des membres, comme a pu le montrer le secrétaire de la fondation lors d'une émission télévisée sur l'Echange avec le ministre de la Défense turc, Vecdi Gönül. En 2008, en effet, Vecdi Gönül s'était retrouvé au cœur d'une polémique sur les échanges gréco-turcs de populations de 1923. Alors qu'il se trouvait en Belgique pour participer à une rencontre entre les ministres de la Défense de l'UE, il avait prononcé un discours à l'Ambassade de Turquie, le 10 Novembre 2008 à l'occasion de la célébration du 70e anniversaire de la mort d'Atatürk et s'était exprimé en ces termes :

« Souvenez-vous, avant la République, Ankara était composée de quatre quartiers : juif, musulman, arménien et grec... Quand j'étais gouverneur à Izmir, je me suis rendu compte que la Chambre de commerce n'avait été fondée que par des non musulmans. Il n'y avait aucun Turc parmi eux», a-t-il dit avant de s'interroger : «Pourrait-on avoir aujourd'hui le même Etat-nation, si la présence des Grecs dans la région égéenne et des Arméniens en plusieurs endroits en Turquie était similaire à ce qu'elle a pu être ? [...] Je ne sais pas comment je peux expliquer l'importance des échanges de populations qui ont eu lieu, mais si l'on regarde la situation antérieure, cette importance devient évidente. L'une des plus grandes réalisations d'Atatürk, qui a aboli le califat pour établir une nation, a été l'échange de population entre la Grèce et la Turquie en 1923⁷¹⁰ ».

Vecdi Gönül a ensuite ajouté que « cette politique d'homogénéisation ethnique et culturelle avait été bénéfique à la fois pour la Grèce et pour la Turquie ». Le secrétaire général du LMV, Sefer Güvenç, lors du débat télévisé organisé par la chaîne *CNN Türk* sur le sujet, avait alors considéré que « les mots du ministre étaient réellement insultants et blessants pour les réfugiés victimes des échanges forcés de populations, parce qu'ils conduisaient à nier leurs souffrances ». D'autres personnalités publiques avaient réagi à ces propos⁷¹¹. Gönül avait alors été contraint de faire des excuses publiques, en expliquant que ce qu'il avait voulu dire avait été « mal interprété ».

⁷¹⁰ MONTMAYEUR L., « Vecdi Gönül et les échanges forcés de populations de 1923 », blog de l'OVIPOT, 29 novembre 2008, en ligne, URL : <http://ovipot.hypotheses.org/716>

⁷¹¹ Les propos ont provoqué la stupeur dans les milieux intellectuels turcs. Le professeur Baskın Oran, auteur, il y a 3 ans d'un rapport sur les minorités qui lui a valu un procès pour « insulte à la turcité », a très vivement réagi. Umut Özkırmı, professeur à l'Université de Bilgi et auteur d'ouvrages sur le nationalisme en Turquie, a qualifié cette position de « nationaliste et rétrograde », dans le quotidien turc de centre gauche *Radikal*.

Progressivement, le LMV a tendu à s'imposer comme un acteur clé du rapprochement gréco-turc et effectué un important travail de revalorisation mémorielle et culturelle des réfugiés en Turquie. La fondation a pu collecter la mémoire directe des réfugiés de la première génération en effectuant plus de 60 entretiens. Le travail qu'elle a effectué s'apparente à celui qui a été fait par le Centre de Recherche sur l'Asie Mineure, même si, en raison de sa création récente, ce fond d'archives est beaucoup moins fourni. La fondation possède également un fond d'archives sonores et écrites assez fourni. Une chorale s'est formée pour interpréter les chansons des réfugiés dans leur langue originelle (langue grecque, valaque, bulgare et turc). Les spécificités culturelles des réfugiés ont peu été mises en valeur (voire sont restées taboues dans le processus de construction de la Turquie en Etat-nation) et commencent seulement depuis quelques années à être une source de valorisation culturelle.



Transcriptions des musiques et chansons des échangés musulmans en langue originelle (à gauche, image 1⁷¹²) et la chorale de la fondation performant le répertoire pour l'inauguration de l'ouverture du musée de l'Echange à Çatalca (à droite, image 2⁷¹³)

Le fond d'archives sonores leur a permis d'avoir des informations sur les langues qui étaient parlées par les réfugiés à leur arrivée en Turquie, selon leur région d'origine, à partir des chansons qu'ils chantaient. Cette fondation a opéré au niveau national le même type de travail de construction mémoriel que celui qui a été effectué à Nea Karvali au niveau local : transformation de mémoires directes de réfugiés en mémoire collective, construction et valorisation de l'identité des réfugiés en tant que groupe en Turquie. Le travail de recueil d'archives civiles, effectué par la fondation, peut s'apparenter à une forme « d'activisme militant », car il a pour objectif d'autonomiser la mémoire des réfugiés de l'histoire officielle turque⁷¹⁴. La folklorisation de la culture des réfugiés est un moyen de négociation identitaire dans le cadre national turc.

⁷¹² Source image 1: Fondation des réfugiés de Lausanne, URL : <http://www.lozanmubadilleri.org.tr/>.

⁷¹³ Source image 2 : Municipalité de Çatalca, URL : <http://haber.catalca.bel.tr/haberdetay.asp?ID=714>

⁷¹⁴ İĞSİZ A., « Memleket Yurt ve Coğrafi Kardeşlik: Arşivci Kültür Politikaları », in ÖZYÜREK E., *Özyürek. Türkiye'nin Toplumsal Hafızası Hatırladıkları*, İletişim, İstanbul, 2001. Voir également sur ce sujet l'article de NEYZİ L., « Oral History and Memory Studies in Turkey » in *Turkey's Engagement with Modernity : Conflict and Change in the Twentieth Century*, in KERSLAKE C., ÖKTEM K., ROBINS P., eds. Palgrave Macmillan, 2010, p 443-459 ou encore ÖZTÜRKMEN A., « Tirebolu'dan Kadın sesleri: Yaşam Alanları ve İktidar »,

Les membres ont monté plusieurs projets et ont obtenu plusieurs financements européens pour les mener à bien. Ils jouent le rôle de relai et de conseil auprès des descendants de réfugiés en Turquie souhaitant effectuer un voyage en Grèce ou retrouver des informations sur leurs familles. La fondation est très active sur internet : le nombre de préposés aux listes e-mail est en constante augmentation. La fondation a réussi à créer un climat de type familial entre les membres (les salutations, nouvelles, échanges de condoléances, mariages en sont la manifestation) et contribuent à faire apparaître la communauté d'Echangés en Turquie comme une « grande famille » de manière symbolique et virtuelle. L'emplacement de la fondation est également est un lieu ouvert où l'on peut toujours rencontrer des personnes s'intéressant de près ou de loin aux relations gréco-turques et passer y boire le thé.

Les objectifs affichés de la fondation sont multiples : soutenir la culture, l'art et le folklore des réfugiés, mener des recherches sur l'échange de population ainsi que sur l'histoire gréco-turque, promouvoir l'amitié et la coopération entre les peuples grecs et turcs dans le but d'établir une culture de la paix, garantir une solidarité sociale et une entraide parmi les réfugiés et enfin protéger le patrimoine culturel et historique des réfugiés en tant que patrimoine de l'Humanité⁷¹⁵. Afin d'atteindre ces objectifs, la fondation a organisé de nombreuses conférences en collaboration avec des universités, des instituts de recherche et des organisations de la société civile de Turquie et de Grèce. La fondation a créé une chorale, composée des réfugiés et de leurs descendants, qui reprend pour répertoire les chansons chantées par les réfugiés dans leur langue originelle. Le LMV fait également beaucoup de publications sur l'histoire de l'Echange en Turquie, champ de la recherche qui a longtemps été délaissé ou ignoré par les historiens. Leur but est d'éclairer la population turque en demande d'informations sur cette question et de sensibiliser le public à ce sujet. Les membres fondateurs eux-mêmes font de la recherche sur ces thématiques mais aussi soutiennent les chercheurs spécialisés sur ces questions. Les membres fondateurs Müfide Pekin et Çimen Turan ont par exemple produit une bibliographie en turc et en grec, mais aussi plusieurs ouvrages sur l'Echange⁷¹⁶.

Le LMV propose également des cours de langue grecque et ottomane. Le LMV organise des conférences sur les villes de l'Echange, mettant en perspective les caractéristiques sociales, économiques et culturelles de ces villes. La connaissance de l'histoire des villes grecques et turques de l'Echange permet ainsi au LMV d'avoir une véritable expertise sur la question et constitue une ressource importante pour l'organisation des voyage-pèlerinages en Grèce. La fondation a su drainer de nombreux financements européens pour ces projets :

Feminist Yaklaşımlar, Istanbul, 2011, ÖZTÜRKMEN A. « Dancing around Folklore : Constructing a National Culture in Turkey », in BENDIX R., HASAN G., *A Companion to Folklore Studies*, Blackwell Wiley, 2012.

⁷¹⁵ Objectifs de l'association énumérés sur le site, URL : <http://www.lozanmubadilleri.org.tr/>.

⁷¹⁶ PEKIN M., TURAN C., *Mübadele Bibliyografyası*, LMV Yayını, Istanbul, 2002.

- dans le cadre du *Greek-Turkish Civic Dialogue Project* (avec l'organisation de publications et panels sur l'Echange, mais aussi un projet de préservation du patrimoine des réfugiés en partenariat avec ICOMOS-Grèce (le Conseil International des Monuments et des Sites)).
- dans le cadre « d'Istanbul, capitale européenne de la Culture en 2010 » (pour la création du musée de l'Echange à Çatalca et une exposition itinérante dans plusieurs villes de Grèce et de Turquie sur les grecs-orthodoxes d'Istanbul)
- dans le cadre de programmes INTERREG (pour effectuer des recherches sur la région de Thrace, en partenariat avec le KEMO (Κέντρο Ερευνών Μειονοτικών Ομάδων, Centre d'Etudes sur les Minorités en Grèce).

Nous allons essayer de montrer comment, à travers ces différents projets, le LMV – ONG particulièrement représentative de l'élan d'après 1999 - contribue à une synergie de type pérenne entre ONG et municipalités et à la dynamisation des villes de l'Echange à long terme.

3.2. Le rôle de médiateur de la Fondation dans la dynamisation des liens entre villes de l'Echange

La création d'un musée de l'Echange à Çatalca et les projets de rénovations urbaines de la ville

Les villes de l'Echange, comme on l'a vu, commencent seulement à mettre en valeur leur histoire spécifique et leur héritage. Avec des fonds octroyés pour les projets de rénovation et de mise en valeur culturelles dans le cadre « d'Istanbul, Capitale européenne 2010 », le LMV et la municipalité de Çatalca ont monté un projet pour créer un musée de l'Echange à Çatalca. On ne comptait avant cette initiative aucun lieu de mémoire de l'Echange en Turquie et la ville de Çatalca a accepté ce rôle de devenir un « lieu de mémoire » de l'Echange. Çatalca a la particularité d'être une ville de l'Echange, située en périphérie d'Istanbul, dont la population a des caractéristiques culturelles spécifiques (elle abrite une forte proportion de populations hellénophones). L'idée du projet est née en 2005-2006 d'un accord entre le LMV et la mairie CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi*, le Parti Républicain du Peuple) de Çatalca. Des membres du LMV sont des descendants de réfugiés originaires de Çatalca qui entretiennent de très bonnes relations avec la municipalité. La municipalité a été très intéressée par le projet qui a ensuite reçu le soutien financier de l'Agence Istanbul 2010, permettant sa concrétisation et l'accélération des restaurations du bâtiment. Le musée a été inauguré le 20 décembre 2010, en présence des membres du LMV, de l'Agence Istanbul 2010, du Patriarche œcuménique Vartholoméos et du maire de Çatalca. Comme l'a expliqué lors de l'inauguration le président de l'Agence Istanbul 2010, Şekib Avdagic, on ne trouve pas d'équivalent de ce musée en Turquie, c'est pourquoi :

« Bien qu'en Grèce, un certain nombre de musées liés à l'échange de populations ont été fondés, en Turquie, malheureusement, la création d'un tel musée a fait défaut - même si c'était à l'ordre du jour. Nous – l'Agence Istanbul 2010, sommes fiers d'avoir soutenu la Fondation des Réfugiés de Lausanne et d'avoir permis la création de ce musée. Notre agence, qui attache toujours une grande importance et donne la priorité pour soutenir des

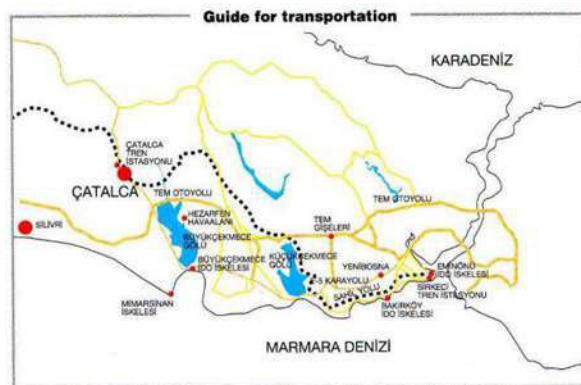
projets durables qui seront transférés aux générations futures, a salué le projet du musée de l'Echange avec beaucoup d'enthousiasme⁷¹⁷».

Le musée de l'Echange est situé dans le quartier de Kaleiçi, dans les murs de l'ancien village de « Matrai ». Cet ancien village, renommé Çatalca lorsqu'il devint une municipalité en 1923, était majoritairement peuplé par des grecs-orthodoxes jusqu'à l'application du traité de Lausanne. Un descendant de réfugiés de la ville, Celal Özcan, a d'ailleurs écrit ses mémoires où il raconte l'Echange à Çatalca :



Ouvrage d'un descendant de réfugiés à Çatalca⁷¹⁸

La population grecque-orthodoxe a été échangée avec une population musulmane, exclusivement hellénophone, originaire de Naslıç et de Drama (Nord de la Grèce). Inversement, les grecs-orthodoxes de Çatalca ont été implantés à Naslıç, qui a ensuite pris le nom de Nea Poli.



⁷¹⁷ Discours d'inauguration du musée fait par Şekib Avdagic, président du Conseil d'administration de l'Agence « Istanbul 2010 Capitale européenne de la Culture ».

⁷¹⁸ Photo extraite du compte-rendu de la visite du 18 janvier 2011 avec l'Observatoire Urbain d'Istanbul (OUI) que nous avons contribué à rédiger, OUI, 18 janvier 2011, en ligne, URL : Ouverture du musée de l'échange de populations à Çatalca <http://oui.hypotheses.org/254>

Carte fournie sur le dépliant de présentation du musée de l'accès au site⁷¹⁹

Ancienne taverne grecque-orthodoxe transformée en succursale de la banque turque Ziraat après l'Echange, le bâtiment dans lequel se trouve le musée a aussi été un atelier de couture. Son dernier propriétaire a concédé un bail de 30 ans à la fondation.



Bâtiment du musée, dont le mur est recouvert par une carte des lieux de l'Echange⁷²⁰

Le musée est organisé par pôles régionaux illustrés de récits familiaux. Les différentes régions touchées par l'échange de populations sont ainsi représentées par des objets personnels légués par des familles d'échangés. En début de visite, la tenue de noce léguée par la famille de l'ancien maire de Çatalca et une broderie de la région de Serres ouvrent une présentation récurrente de pièces brodées qui évoquent le savoir-faire artisanal des réfugiés et nous plongent dans leur univers et quotidien d'antan. Les pièces de broderie montrent également la continuation d'un savoir-faire relocalisé et les conditions d'implantation de ces populations, la broderie ayant été leur première source de revenu à leur arrivée en Turquie. Afin de recueillir le maximum d'objets, la fondation a lancé un appel aux dons via les réseaux associatifs et les forums internet. Les habitants de Çatalca ont aussi été directement sollicités. Ce n'est cependant que depuis l'ouverture que les dons commencent à arriver. Les objets exposés aujourd'hui proviennent principalement de familles de lettrés (photographes, enseignants, musiciens) et exclusivement d'échangés musulmans. De même, beaucoup de visiteurs de ce musée se déplacent depuis les provinces turques touchées par l'Echange (Samsun, Bursa, Safranbolu, Eskişehir notamment). Mais la fondation espère qu'au fur et à mesure des nouvelles acquisitions, la collection sera complétée par des dons de familles grecques-orthodoxes qui visitent aussi le musée. La mairie

⁷¹⁹Photo extraite du compte-rendu de la visite du 18 janvier 2011 avec l'Observatoire Urbain d'Istanbul que nous avons contribué à rédiger, OUI, 18 janvier 2011, en ligne, URL : <http://oui.hypotheses.org/254>

⁷²⁰ Photo extraite du compte-rendu de la visite du 18 janvier 2011 avec l'Observatoire Urbain d'Istanbul que nous avons contribué à rédiger, OUI, 18 janvier 2011, en ligne, URL : <http://oui.hypotheses.org/254>

de Çatalca évoque quant à elle un dialogue avec Nea poli, qui n'a toutefois pas encore été concrétisé par un jumelage.



Un musée organisé par pôles régionaux illustrés de récits familiaux⁷²¹



Ustensiles de cuisine et objets ramenés par les réfugiés (à gauche) et panneau de récit familial de la famille de Mehmet Remzi Yerušan (A droite) originaire de Sérres⁷²²

Au rez-de-chaussée, un grand panneau présente Gazi Mustafa Kemal Atatürk. Selon la guide du musée, la mère d'Atatürk serait en effet venue de Thessalonique au moment de l'Echange. Par le rapprochement entre l'histoire de la figure tutélaire d'Atatürk et les portraits des échangés, l'histoire de l'échange est ainsi inscrite dans un récit national. Rappelons également que la mairie de Çatalca est une mairie CHP, parti créé par Atatürk. Le fait qu'Atatürk ait des origines saloniennes a constitué un élément fédérateur pour les réfugiés. Phénomène corrélatif ou non, beaucoup de villes de l'Echange sont des bastions CHP.

⁷²¹ Photo extraite du compte-rendu de la visite du 18 janvier 2011 avec l'Observatoire Urbain d'Istanbul que nous avons contribué à rédiger, OUI, 18 janvier 2011, en ligne, URL : <http://oui.hypotheses.org/254>

⁷²² Photo extraite du compte-rendu de la visite du 18 janvier 2011 avec l'Observatoire Urbain d'Istanbul que nous avons contribué à rédiger, OUI, 18 janvier 2011, en ligne, URL : <http://oui.hypotheses.org/254>



Panneau sur Atatürk et son origine salonicienne au musée de l'Échange⁷²³

A l'extérieur du musée, cinq panneaux mettent en avant la mémoire locale, en présentant l'histoire de Çatalca, des échangés et du bâtiment. L'extension du thème de l'Échange, sur les murs extérieurs du musée (carte des lieux de l'Échange de 5 mètres sur 3 sur un des murs) et sur l'ancienne place Naim Aytekin, rebaptisée « place des échangés de Lausanne », manifeste la volonté de la mairie de développer un « quartier-musée ». Ce quartier muséifié deviendrait ainsi un point incontournable du tourisme des racines en Grèce et en Turquie, drainant aussi bien des échangés grecs que turcs. Le soutien apporté par la mairie au projet initié par le LMV n'est donc pas exempt de motivations politiques et économiques : l'histoire de la ville devient une ressource permettant de développer ses potentialités touristiques. Le musée déborde sur l'espace public, ce qui tend réellement à faire de Çatalca une « ville-musée de l'Échange ». La municipalité souhaite cette transformation à Çatalca pour que visiteurs et touristes qui viennent pour le musée de l'Échange puissent également voir dans la ville de Çatalca un exemple de ville de réfugiés et y effectuer un parcours de visite.

Cette dynamique s'accompagne d'une politique de rénovation, menée à l'échelle d'un périmètre restreint qui regroupe 35 maisons en bois, toutes classées patrimoine historique. Les travaux, initiés avec la création du musée, se diffusent de manière centrifuge aux bâtiments adjacents et pourraient s'étendre jusqu'aux murailles byzantines. La municipalité espère ainsi que la création du musée suscitera un effet d'entraînement et saura attirer des financements. La municipalité a donc engagé un projet de rénovation urbaine des maisons de réfugiés dans le but qu'elles soient transformées en hôtels ou pensions. Elle invite également les visiteurs à aller voir les villages de réfugiés environnants. Pour la municipalité de Çatalca, le musée est une opportunité de développement pour la ville, qui est longtemps restée – même si située à proximité d'Istanbul – une ville agricole ayant peu d'attrait au niveau touristique. La ville a en outre l'atout de se trouver sur la route des

⁷²³ Photo extraite du compte-rendu de la visite du 18 janvier 2011 avec l'Observatoire Urbain d'Istanbul que nous avons contribué à rédiger, OUI, 18 janvier 2011, en ligne, URL : <http://oui.hypotheses.org/254>

circuits de bus de pèlerinages (religieux ou tourisme des racines) grecs qui vont en Turquie et d'avoir une population qui est en partie (pour les plus anciens) encore hellénophone.



D'un côté de la place, la maison de la culture, de l'autre l'exposition qui déborde sur la rue⁷²⁴

Si la mise en valeur d'un quartier populaire central de la ville et de la mémoire locale à travers ce projet est soutenue par une majorité d'administrés, elle n'est pas pour autant l'objet d'un consensus général. La municipalité met en avant l'argument de l'appropriation du musée par la population, mais rappelons que si Çatalca est une ville de l'Echange, c'est aussi un quartier populaire habité par une importante population Rom. Or, la culture de ces populations n'est pas mise en avant dans l'histoire de la ville et les projets de réaménagement urbain risquent de voir le départ d'une partie de la population du centre-ville.



Maisons de bois visant à être rénovées dans le plan de réaménagement urbain prévu par la mairie autour du musée (à gauche). En contrebas du musée, la place dite *Topuklu Meydan* est encore l'objet d'une appropriation populaire, tandis que l'arbre et la fontaine sont désormais classés (à droite)⁷²⁵

On voit donc bien à travers cet exemple comment la Fondation des Réfugiés de Lausanne, en tissant des liens avec une municipalité de l'Echange, Çatalca, contribue au réaménagement du site et offre de nouvelles perspectives à la ville. Le défi social que doit relever la municipalité aujourd'hui

⁷²⁴ Photo extraite du compte-rendu de la visite du 18 janvier 2011 avec l'Observatoire Urbain d'Istanbul que nous avons contribué à rédiger, OUI, 18 janvier 2011, en ligne, URL : <http://oui.hypotheses.org/254>

⁷²⁵ Photo extraite du compte-rendu de la visite du 18 janvier 2011 avec l'Observatoire Urbain d'Istanbul que nous avons contribué à rédiger, OUI, 18 janvier 2011, en ligne, URL : <http://oui.hypotheses.org/254>

dans son projet de rénovation urbaine va se doubler également du défi d'attirer des visiteurs et plus particulièrement des touristes grecs, dans un lieu qui est en marge d'Istanbul et relativement difficile d'accès. Çatalca tend à devenir un lieu de mémoire de l'Echange, mais son emplacement fait que seuls des initiés ou des personnes déjà sensibilisées à cette question font la démarche de venir visiter le musée. Il y a donc tout un travail pour la municipalité à faire pour « publiciser le lieu » (auprès de certaines institutions turques, comme les écoles ou les universités par exemple) et en faire un lieu de mémoire attractif. L'objectif du LMV est également d'inciter la municipalité de Çatalca à travailler en partenariat avec la ville de Nea Poli, mais aussi avec le musée des Réfugiés de Nea Philadelphia (Μουσείο των Προσφύγων), à Athènes, où le quartier de réfugiés d'Asie Mineure est également emblématique de l'architecture de l'Echange et offre un parallélisme flagrant avec la démarche mise en place à Çatalca.

Les voyages-pèlerinages en Grèce organisés par le LMV

Le LMV organise des voyages-pèlerinages depuis 2001. Il y a deux voyages qui sont organisés chaque année : un premier dans le nord de la Grèce et le second en Crète. Le LMV lance un appel sur les réseaux sociaux chaque année pour attirer des participants. L'itinéraire du voyage est ensuite décidé en fonction du lieu d'origine des participants et des villes qu'ils souhaitent visiter dans les deux régions. Le voyage que nous avons effectué en 2009 dans le nord de la Grèce a eu comme parcours, durant les cinq jours de voyage en bus, le suivant :

« Le 15 mai 2009, un bus rempli de Turcs, originaires ou descendants des originaires des villages de Grèce du Nord, est parti d'Istanbul vers la Grèce. Le voyage a commencé dans la nuit pour arriver à la frontière grecque vers 6 heures du matin. Le premier arrêt pour la pause de petit-déjeuner s'est fait à Komotini, une des villes de Thrace occidentale. Après Komotini, le bus s'est arrêté à Chrysoupoli pour une visite rapide. Dans cette ville où la population turque était majoritaire avant 1923, les habitants grecs d'Anatolie, de la région de la Mer noire, s'y sont installés. Les visites de dix villages montagneux ont pris toute la journée. Les rencontres avec les Grecs, la recherche des anciennes maisons et les souvenirs racontés par les voyageurs ont rempli la première journée. Après une nuit à Thessalonique et une visite rapide de la ville le lendemain matin, le deuxième jour était consacré aux villages de Ptolemaïda et de Neapoli. Partout, les Grecs ont accueilli les Turcs avec une grande chaleur. La journée s'est achevée à Kastoria, la ville qui a reçu les Grecs originaires de Bursa. Au troisième jour, de Kastoria à Kavala le voyage était long. Après la visite des petites villes et des villages sur la route et un déjeuner à Edessa en compagnie des membres de l'Association des Grecs d'Asie mineure d'Edessa, la troisième journée s'est achevée dans un restaurant au bord de la mer à Kavala. Le dernier jour était marqué par la recherche des anciennes maisons des voyageurs dans cette ville littorale. On n'a pas trouvé les maisons mais on a trouvé les quartiers et les voisins. Dans l'après-midi, le retour vers la Turquie a commencé en silence. Vers l'arrivée à la frontière turque, les voyageurs ont commencé à chanter des anciennes chansons en grec. Ils ont répété encore une fois les souvenirs. À la fin du trajet, tout le monde était satisfait et se sentait plus complet qu'avant. Mais tout le monde souhaitait également répéter ce voyage et retrouver plus d'éléments du passé⁷²⁶ ».

⁷²⁶ BAYINDIR GOULARAS G., « Vers les terres natales, vers les terres des ancêtres, de la Turquie vers la Grèce », in M. B. FOURCADE, *Tourisme des racines, Expériences de retour*, Téoros, p 3-7, n°29/1, 2010. En ligne : <http://teoros.revues.org/199>.

Notre participation au voyage nous a permis de constater également combien le retour sur la « terre originelle » présentait un moment très attendu par les réfugiés et les participants. La rencontre avec les habitants locaux a été souvent très riche en émotions et en découvertes : le passage de mémoire entre ces réfugiés est un élément très important de la quête des réfugiés. Mais ces populations, sans l'aide de l'association, auraient éprouvé les plus grandes difficultés à retrouver le lieu d'origine de leurs parents, à se déplacer en Grèce aussi facilement et à avoir autant d'interactions avec les actuels habitants de ces villages et de ces villes, sans l'aide de l'association. Le LMV joue donc vraiment un rôle de médiateur à différents niveaux. Lors de ses voyages, le LMV se déplace toujours avec un traducteur issu de la communauté grecque-orthodoxe d'Istanbul qui vit aujourd'hui en Crète. Comme beaucoup de réfugiés turcs parlent encore le grec ou que les réfugiés grecs qui vivent dans les villages visités par les Turcs parlent parfois le turc, cela facilite la communication entre réfugiés et populations locales. Mais, avec les jeunes générations, un interprète est réellement nécessaire. La fondation recueille les témoignages des réfugiés et de leurs descendants lors de ces voyages, ce qui enrichit la connaissance sur les histoires locales de l'Echange. Avant chaque passage dans une ville ou village de l'Echange, les participants ont droit à une explication de l'histoire sociale, économique et culturelle détaillée des lieux qu'ils visitent. Les membres du LMV qui organisent ces voyages ont également un rôle de médiateurs avec les institutions grecques locales : associations de réfugiés grecques – avec qui ils ont tissé des liens privilégiés – mais aussi municipalités des villes de l'Echange. En revenant chaque année de manière régulière depuis maintenant plus d'une dizaine d'années, le LMV a réellement constitué une bonne connaissance des acteurs locaux, avec qui la fondation entretient de très bonnes relations. Par exemple, la chorale du LMV a été invitée à venir chanter dans plusieurs villes de Grèce (Mytilène, Drama, Kastoria) grâce à ce réseau de connaissance qu'a constitué la fondation lors de ces voyages. Le LMV met également en relation les villes grecques et turques et sert « d'entremetteur » entre présidents d'associations de réfugiés locaux grecques et turques dont les populations ont été échangées. De la même manière, pour l'organisation des voyages, le LMV a intérêt à tisser des liens privilégiés avec les municipalités des villes qu'il visite. Le maire de Chrissopouli par exemple invite systématiquement les participants au voyage à s'arrêter dans sa ville lors de leur passage. Comme l'explique le maire de Chrissopouli :

« Chaque année je veux inviter les Turcs dans ma ville à venir s'y arrêter parce que je veux qu'ils aient le sentiment qu'ils sont les bienvenus en Grèce. Nous sommes devenus amis aussi avec les membres de la fondation. Le LMV joue un rôle très important en venant en Grèce. Ils contribuent à habituer les populations locales à voir venir des Turcs sur les lieux dont sont originaires leurs parents. Comme certains d'entre eux parlent grec et que certains de nos habitants parlent turc, cela contribue au rapprochement entre les populations. Maintenant, les gens trouvent cela normal de voir un bus de Turcs arriver sur la place du village. Ils attendent même ce moment. Ils prennent des nouvelles de leur ville d'origine, c'est l'occasion pour eux d'entendre parler la langue de leurs parents. Quand nous avons besoin d'informations sur les villes en Turquie d'où sont originaires les populations, ils peuvent nous les donner, nous mettre en contact. Avec le changement des noms, vous savez, c'était très difficile de retourner et d'avoir des informations sur les villes d'Asie Mineure d'où

venaient les réfugiés. Maintenant c'est possible. Et les membres du LMV ne sont pas du tout hostiles, on sait aussi ce qu'ils font en Turquie pour la mémoire des Grecs. Cela donne envie de faire la même chose ici⁷²⁷ ».

Le LMV a également intérêt à coopérer avec les institutions locales pour avoir des facilités pour visiter certains sites ou monuments mais aussi pour avoir plus d'informations sur l'histoire des villes qu'il visite. Les voyages ont donc une réelle dimension de rencontre avec « l'Autre » et pas seulement de recherche identitaire autocentrée. Forts de leurs connaissances après avoir effectué plusieurs voyages en Grèce, le LMV a par exemple publié un « Atlas du nord de la Grèce » donnant des informations cartographiques très précises sur les villes de Grèce des réfugiés, avec les anciens noms en turc que portaient à l'époque ottomane ces localités. Un tel travail n'avait jamais été effectué auparavant. Sefer Güvenç explique que, pour organiser ces voyages, la fondation a tout d'abord effectué un premier voyage avec les réfugiés sur leurs terres originelles, ce qui leur a permis de recueillir beaucoup d'informations de première main. Mais il explique également que certaines municipalités grecques n'ont pas hésité à ouvrir leurs archives municipales pour que la fondation puisse y effectuer des recherches ou pour aider certains descendants de réfugiés à retrouver l'emplacement exact de la maison de leurs parents :

« La coopération avec les municipalités locales a en général toujours été bonne. Nous n'avons jamais rencontré de réelles difficultés. C'est plus avec les services de l'Etat grec, et plus particulièrement pour obtenir des visas que l'on se heurte à des obstacles. Avoir de bonnes relations avec les autorités locales nous aide réellement pour venir en Grèce et elles apportent souvent un soutien à nos demandes⁷²⁸ ».

⁷²⁷ « Every year I want to invite the Turks to come to my city to stop there because I want them to feel that they are welcome in Greece. We became friends with the members of the foundation. LMV plays a very important role by coming in Greece. They contribute that the local people get used to see Turks on the land of origin of their parents. As some of them speak Greek and some of our people speak Turkish, it contributes to the rapprochement between populations. Now people find it normal to see a bus of Turks arriving on the village square. They expect the same the next time. They take news from their own hometown; it's an opportunity for them to hear the language of their parents. When we need information about towns in Turkey where people come from, they can give us, put us in touch. With the change of names, you know, it was very difficult to go back and to have information on the cities of Asia Minor where were refugees. Now it is possible. And the members of the LMV are not hostile; we also know what they are doing in Turkey for the memory of the Greeks. It makes you want to do the same thing here ». Extrait d'un échange avec le maire de Chrissoupoli lors du voyage d'observation participante du voyage-pèlerinage du LMV du 5 au 10 mai 2009.

⁷²⁸ Extrait de l'entretien original : « Cooperation with the local municipality has generally always been good. We never encountered real difficulties. We faced sometimes with the services of the Greek state, and especially to obtain visas that we could face obstacles. To have good relations with local authorities actually helps us to come to Greece and often provide support to our requests ». Entretien avec Sefer Güvenç, secrétaire général de la Fondation des réfugiés de Lausanne, le 30/08/2007, 120 minutes. Prise de Notes. Langue de l'entretien : anglais et turc.



Deux publications sur les villes de l'Échange en Turquie (à gauche) et en Grèce (à droite)⁷²⁹

La préservation de l'héritage culturel commun entre villes de l'Échange comme souci de réciprocité

Le LMV souhaite également que cette dynamique de rapprochement entre villes de l'Échange conduise à la prise de mesures concrètes pour la préservation du patrimoine religieux et culturel de « l'Autre » dans l'un et l'autre pays. Il a par exemple organisé un programme de coopération intitulé « Notre héritage culturel commun », en collaboration avec l'ICOMOS grec (Conseil international des Monuments et des Sites) en septembre 2004. L'ICOMOS se consacre à la conservation et à la protection des monuments, des ensembles et des sites du patrimoine culturel mondial. Ses travaux sont basés sur les principes inscrits dans la Charte internationale sur la Conservation et la Restauration des Monuments et des Sites de 1964, dite Charte de Venise. L'ICOMOS dispose d'un réseau d'experts et bénéficie des échanges interdisciplinaires de ses membres qui comptent parmi eux des architectes, des historiens, des archéologues, des historiens de l'art, des géographes, des anthropologues, des ingénieurs et des urbanistes. Les membres de l'ICOMOS concourent à la préservation du patrimoine et au progrès des techniques de restauration, ainsi qu'à l'élaboration de normes pour tous les biens du patrimoine culturel immobilier : bâtiments, villes historiques, jardins historiques, paysages culturels et sites archéologiques.

Leur collaboration autour du projet a commencé avec l'organisation d'un panel sur l'héritage culturel commun des réfugiés en Grèce et en Turquie, plus particulièrement sur la question de la préservation du patrimoine culturel de l'« Autre » - qui a été le plus souvent négligé, laissé en ruine ou voué à disparaître - dans l'un et l'autre pays. Les participants à la conférence ont souligné que les vestiges culturels de la communauté musulmane en Grèce et les vestiges de la communauté chrétienne orthodoxe en Turquie ne sont pas seulement la propriété des musulmans ou des orthodoxes, mais

⁷²⁹ Site de la Fondation des réfugiés de Lausanne : <http://www.lozannubadilleri.org.tr/>

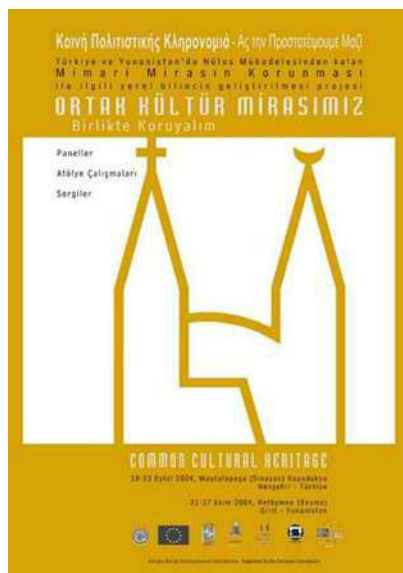
qu'ils font partie du patrimoine mondial de l'Humanité et doivent être protégés pour cette raison. Le premier objectif de la fondation a été d'entreprendre un travail d'inventaire du patrimoine des réfugiés que le LMV a choisi de faire commencer en 1912, au moment des guerres balkaniques. Les vestiges architecturaux et religieux musulmans dans les Balkans, et plus précisément l'héritage ottoman en Grèce, ont été ainsi considérés comme faisant partie de l'héritage de l'Echange. La conférence a réuni des historiens, des architectes, des maires, des responsables politiques locaux (gouverneurs et sous-préfets) mais aussi des présidents des associations de réfugiés grecs et turcs.

Le projet ne se limitait pas à l'organisation d'une conférence sur le sujet, mais incluait également une étude de cas concrète : un projet de rénovation, de conservation et de mise en valeur du patrimoine laissé par les réfugiés grecs-orthodoxes dans la ville de Cappadoce Sinasos – qui porte aujourd'hui le nom de Mustafapaşa -. Sinasos, avait pour caractéristique d'être peuplée par des grecs-orthodoxes, dont une partie de la population partait travailler à Istanbul dans le commerce de caviar avec la Russie. Cette activité lucrative a donné des ressources importantes à la communauté, ce qui explique la beauté des maisons, églises et monuments architecturaux laissés par ces réfugiés à la ville. Les réfugiés de Sinasos sont partis en Grèce en 1922 et ont fondé la ville de Nea Sinasos. Exactement un an après, le 30 juillet 1924, les 400 familles musulmanes du petit village de montagne grec de Jerveni/Castoria en Grèce, ont quitté leurs terres et sont parties de Thessalonique pour arriver en Cappadoce, dans le cadre de l'Echange.

L'histoire de la ville est donc très riche et la protection du patrimoine de la ville un enjeu très important, que ce soit du point de vue culturel que pour le développement touristique de la ville de Mustafapaşa. Les relations entre Mustafapaşa et Nea Sinasos sont bonnes : chaque année, un « festival de culture et d'art » est organisé et les Grecs sont invités à y participer. Lors du festival, le Patriarche Vartholoméos a été invité à faire une cérémonie religieuse. Les deux villes ont même été jumelées. Les membres du LMV se sont rendus en Cappadoce, à Mustafapaşa, et, en partenariat avec la communauté de réfugiés de Nea Sinasos et de l'historienne spécialiste des populations grecques-orthodoxes de Cappadoce Evangelia Balta, ont retracé l'histoire de la ville. Les anciens monuments et bâtiments ont été rénovés. Le projet a reçu un financement européen dans le cadre du *Greek-Turkish Civic Dialogue Initiative* et a associé différents protagonistes. Le comité d'organisation turc était composé du LMV, de la Chambre des Architectes TMMOB et de la municipalité de Mustafapaşa. Le comité d'organisation côté grec était composé de la section grecque d'ICOMOS, de l'association de réfugiés de Nea Sinasos ainsi que de la municipalité de Nea Sinasos.

Le projet a duré 10 mois et son budget total s'est élevé à 45 900 € (les fonds provenant de l'Union européenne, mais aussi du ministère de la Culture et du Tourisme turc). L'objectif global du projet était également, pour la Turquie, d'appuyer la mise en œuvre des changements législatifs relatifs

aux droits culturels. Pour avoir été à l'initiative de cette démarche, le LMV a reçu un prix de l'association de préservation du patrimoine *Europa Nostra*. *Europa Nostra* représente un mouvement citoyen pour la sauvegarde du patrimoine culturel et naturel en Europe. Il a été souligné dans cette perspective que la mise en valeur culturelle doit être une composante essentielle du développement du tourisme durable, qui doit lui-même contribuer au développement culturel et socio-économique local.



Couverture de l'ouvrage qui rend compte du projet⁷³⁰

Ce type d'initiatives vise à associer de plus en plus de municipalités de l'Echange dans des projets de réécriture du passé de l'histoire de leur ville avec les réfugiés de l'autre pays qui en sont originaires. Cela contribue à ressusciter la dimension « hybride » et « multiculturelle » de ces villes (qui est longtemps restée taboue ou minorée) et qui pourtant constitue le pont invisible reliant les villes grecques et turques entre elles. On retrouve également une dimension de réciprocité dans ces projets, qui sont au croisement de logiques culturelles mais aussi tournées vers la mise en valeur touristique des villes. Ces projets peuvent être considérés comme des projets de co-développement local autour des enjeux de valorisation du patrimoine et de l'histoire de leurs populations. Le LMV a développé une expertise qui lui permet de jouer ce rôle de médiateur, de référent et de « passeur de mémoire » vis-à-vis de municipalités qui n'auraient pas été en mesure de mettre en œuvre ce type de projets sans l'aide, les connaissances et les réseaux de l'ONG.

Après avoir analysé le processus de massification des jumelages, des festivals d'amitié et des projets financés par l'union Européenne mettant en partenariat les municipalités avec des ONG pour la période débutant avec les tremblements de terre de 1999, nous allons essayer de montrer en quoi

⁷³⁰ Site de la Fondation des réfugiés de Lausanne : <http://www.lozanmubadilleri.org.tr/>

l'année 2011 constitue un autre tournant dans les relations gréco-turques dans la troisième partie de cette étude.

PARTIE III.

DE 2011 A 2013 :

**L'IMPACT DE LA
CRISE ECONOMIQUE
GRECQUE ET LES
NOUVELLES
DYNAMIQUES
TERRITORIALES DE
LA DIPLOMATIE DES
VILLES GRECQUE ET
TURQUES**



La périodisation des initiatives de rapprochement met en évidence qu'une nouvelle période semble se dessiner à partir de 2012. 2011 marque en effet l'essoufflement de la « diplomatie du tremblement de terre » et de « l'effet Helsinki », le nombre d'initiatives de rapprochement se situant autour de 5 initiatives par an. Mais en 2012, on constate qu'une très forte augmentation se dessine : les initiatives passent de 5 en 2011 à 11 en 2012. Même si la période étudiée – récente - ne permet pas de tirer des conclusions trop hâtives, on constate néanmoins qu'à partir de cette période, on ré-atteint des taux élevés, faisant penser à ceux de 2000. Quel est l'élément déclencheur de cette nouvelle ère dans la diplomatie des villes gréco-turques à partir de 2012? La première réponse qui vient à l'esprit, avec l'actualité chargée dont a fait objet la Grèce depuis 2011, est la crise économique sans précédent dans laquelle est plongé le pays depuis 2010. Nous avons pu constater, à travers nos recherches de terrain, que la crise a en effet eu un impact très important, non seulement sur les relations entre les deux pays au niveau intergouvernemental, mais aussi à l'échelon local.

Nous nous attacherons donc dans cette partie à étudier l'impact de la crise économique grecque sur la diplomatie des villes gréco-turques. De la même manière que l'on a connu une « diplomatie du tremblement de terre » en 2000, nous faisons l'hypothèse que nous pouvons parler à partir de 2012 d'une « diplomatie de la crise économique » au regard des évolutions que connaît la diplomatie des villes à partir de cette période. Cette nouvelle ère se traduit par un renouvellement de la forme du rapprochement des villes, qui prend le tournant d'une coopération accrue (surtout dans les domaines économique, touristique et culturel), non plus bilatérale mais de plus en plus multipartite. Un deuxième facteur explicatif de ce boom des initiatives de rapprochement se trouve également dans le changement de législation par rapport à la frontière gréco-turque qui a été décidé par l'Union européenne en 2011. Depuis que la Grèce est dans l'espace Schengen, le pays est confronté à une vague d'immigration clandestine qu'il peine à supporter. La frontière gréco-turque est progressivement devenue le principal point de passage des migrants clandestins vers l'Europe *via* la

Turquie. Pour endiguer ce phénomène, les autorités européennes ont été amenées à passer un certain nombre de lois quant au statut de la frontière entre les deux pays qui ont affecté les relations entre les deux pays et les espaces frontaliers. De plus, dans le contexte de crise actuel, certaines villes grecques - surtout les villes situées sur les îles à proximité des côtes turques – ont fait pression sur l'UE pour que plus de visas touristiques soient accordés aux Turcs pour pouvoir attirer un tourisme turc sur leur territoire. Ces facilités ont été accordées par l'UE, ce qui a eu pour conséquence de faciliter considérablement les rapports entre municipalités et eu des effets très dynamisants sur la diplomatie des villes frontalières. Ensuite, on compte une augmentation importante des investissements turcs avec la crise dans certaines infrastructures touristiques grecques, qui a engendré une augmentation de la coopération gréco-turque au niveau local. Le rapprochement avec la Turquie va être la stratégie de sortie de crise adoptée par certaines municipalités grecques. Elle va même s'organiser de manière plus institutionnelle au sein d'une coopération accrue entre unions de municipalités. Ce mouvement a été renforcé par la réforme des collectivités locales grecques – réforme Kallikratis de 2010 – qui, dans un contexte de crise, visait à une meilleure répartition des compétences et une réduction des coûts sur le territoire grec en augmentant la taille des collectivités territoriales.

A partir de 2011, il semble donc réellement que l'on soit dans une nouvelle dynamique de coopération décentralisée qui vient compléter celle des jumelages et l'organisation de festivals d'amitié, emblématiques de la période précédente. La crise a en effet considérablement renforcé la nécessité – devenue vitale pour les municipalités grecques – de coopérer avec les villes turques pour dynamiser leur économie. Cette coopération décentralisée, institutionnalisée par les unions de municipalités, va être l'origine de nouvelles dynamiques territoriales. Ce rapprochement des villes frontalières va en quelque sorte venir parachever une dynamique qui s'était dessinée depuis les deux périodes précédentes allant vers la constitution progressive d'une vaste zone transfrontalière de rapprochement entre villes grecques et turques.

Nous allons donc essayer de montrer dans la dernière partie de notre étude comment la crise grecque et ses conséquences viennent parachever et intensifier la dynamique de rapprochement initiée aux périodes précédentes. Nous verrons que chaque aspect de la coopération entre villes – le facteur économique, politique, historico-culturel et la proximité géographique – s'en trouve affecté. La coopération entre municipalités grecques et turques se voit ainsi transformée en une logique territoriale plus vaste, que l'on essaiera de définir et de délimiter les contours : une dynamique non seulement transfrontalière, mais aussi de type transrégionale, qui engendre la constitution d'une « nouvelle zone de coopération hybride gréco-turque ». Cet « espace intermédiaire » entre la Grèce et la Turquie, né du dynamisme des villes de la côte, renforce le poids de certaines villes, qui tirent profit régionalement de cette situation et tendent à devenir de plus en plus transnationales. Cette zone est en effet dominée par certaines villes, qui, dans un modèle de type polycentrique, polarisent la zone ainsi constituée et en

trouve leur influence renforcée. Ce processus d'hybridation et de transnationalisation des territoires né de la diplomatie des villes gréco-turques nous amènera à nous demander quelle est la nature du territoire ainsi constitué. Ces dynamiques transrégionales sont-elles la conséquence de l'eupéanisation des territoires ? Vont-elles créer des « zones de fracture » au sein de territoires nationaux respectifs des deux pays ? Peut-on seulement les analyser comme des nouvelles dynamiques d'hybridation des territoires ou plutôt comme la permanence/résurgence de logiques territoriales antérieures à la construction des deux pays en états-nations ?

Le tournant de l'année 2011

Le tournant de l'année 2011 : la crise grecque, la nouvelle donne européenne en matière d'immigration et la réforme des collectivités territoriales grecques

1. La crise économique grecque

1.1. *Une crise économique et politique*

La chute de l'économie grecque



Illustrations de la crise grecque dans la presse : une « descente aux enfers » grecque mais aussi européenne⁷³¹

La Grèce a connu une croissance rapide et un boom de son économie après son entrée dans l'Union européenne. Elle est restée importatrice de biens industriels, de produits alimentaires et de pétrole, mais est aussi devenue exportatrice de biens manufacturés, de produits alimentaires, de dérivés d'hydrocarbures, de ciment, de produits chimiques et pharmaceutiques. L'entrée dans la zone euro semblait avoir stabilisé et dynamisé son économie. Malgré le poids important du secteur public et de l'économie informelle, l'économie grecque paraissait dynamique et relativement stable. Elle était parfois citée parmi les économies plus dynamiques de la zone euro de 2000 à 2007, avec des taux de croissance allant de 4, 7% en 2004, 3, 7% en 2005 et 2006, 4, 2% en 2007, 4, 2% en 2008, 3, 7% en

⁷³¹ Source image 1 : site « contrepoints », URL : <http://www.contrepoints.org/2012/10/15/98044-la-verite-des-chiffres-2-la-crise-grecque>, Source image 2 : site europanova, URL : <http://www.europanova.eu/tag/dette-grecque/>

2009 avant d'atteindre 2% en 2010, début de son infléchissement⁷³². En effet, la Grèce a connu un revers très important à partir de 2010, qui a durablement affecté son économie mais aussi l'ensemble de la zone euro. C'est en 2011 que l'économie de la Grèce a véritablement plongé :

« Selon l'autorité des statistiques grecques, le PIB du pays aurait chuté de 7 % au dernier trimestre de 2011. Selon l'agence de presse grecque Ana (semi-officielle), ces chiffres, s'ils se confirmaient, équivaldraient à une contraction du PIB de 6,8% pour l'ensemble de l'année 2011⁷³³ ».

L'économie de la Grèce a connu après cette date une sévère période de récession atteignant même un taux de croissance négatif de - 6, 4% en 2012⁷³⁴. Comment l'économie de la Grèce a-t-elle pu connaître une telle déconvenue en une période de temps si courte ?

A cause des perturbations financières de la période 2008-2011, notamment en raison de la crise des *subprimes* américaines, les créanciers de la Grèce ont craint qu'elle ne puisse rembourser sa dette publique ainsi que les intérêts qui lui sont liés. Après enquête et aveu de la Grèce, on découvre que le pays a fait preuve d'un manque de transparence lors de son entrée dans la zone euro concernant la déclaration de sa dette et de ses comptes publics. Avec l'aide de l'agence américaine Goldman Sachs, la Grèce a fait une levée de fonds hors bilan et pratiqué une sous-estimation récurrente de ses déficits publics⁷³⁵ pour pouvoir entrer et rester dans la zone euro :

« Ce n'est encore que l'esquisse d'un « *mea culpa* », mais il a le mérite d'exister. Pour la première fois depuis la mise au jour du rôle controversé de Goldman Sachs dans la gestion de la dette grecque à travers le recours à des « swaps de devises » (« Les Echos » du 17 février), la banque américaine a reconnu publiquement que ces opérations auraient pu être plus « transparentes », tout en soulignant qu'elles n'avaient rien d'« inapproprié⁷³⁶ ».

Le pays est noyé sous une dette abyssale : plus de 113% de son PIB, soit près de 300 milliards d'euros. Son déficit pour 2009 a atteint 14% du PIB contre les 13,6% jusqu'ici estimés, très au-dessus des critères de Maastricht de 3%⁷³⁷. La Grèce a un problème structurel à lever l'impôt et beaucoup de riches habitants grecs ont, depuis le début de la crise, quitté le pays, laissant le gouvernement impuissant. Cette crise marque de façon plus globale le début de la crise de la dette dans la zone euro. Cette crise a entraîné un affaiblissement de l'euro et a provoqué une crise de confiance dans l'euro et un risque accru de contagion de la crise à d'autres pays⁷³⁸ :

« Mais la faillite d'un pays de la zone euro entraînerait des réactions en chaîne pour d'autres Etats, ce qui pourrait avoir des conséquences catastrophiques si elle touchait un pays plus puissant, comme par exemple l'Espagne, quatrième puissance économique de l'UE, rendant la crise beaucoup plus difficile à gérer. Principaux visés, les « Pigs »; pour « Portugal, Italy, Ireland, Greece and Spain », acronyme utilisé par les anglo-saxons pour désigner

732 Source des chiffres de la croissance grecque : site Eurostat, URL : eurostats <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/>

733 FOUQUET C., « Le PIB grec aurait chuté de près de 7 % », in *Les échos, Dossier : comprendre la crise grecque*, du 14 février 2012.

734 Source des chiffres de la croissance grecque : site Eurostat, URL : eurostats <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/>

735 « Nouvelle révélation de swap entre Goldman Sachs et la Grèce », in *L'AGEFI Quotidien*, du 17 février 2010.

736 « Goldman Sachs reconnaît que ses opérations sur les swaps auraient dû être plus « transparentes » », in *Les Echos* du 24 février 2010, p 6.

737 BERTELOOT T., HEBERT D., « Onze questions-réponses sur la crise grecque », in *Le Nouvel Observateur*, 29 avril 2010.

738 DE TRICORNO A., « Zone Euro : Changer ou mourir », in *Le Monde* du 11 mai 2010.

les pays de la zone euro qui supportent le moins la crise financière actuelle. L'effet de contagion de la crise grecque est déjà visible sur les obligations de ces pays, ce qui entraîne une crise de confiance⁷³⁹ »

Une crise européenne

Pour éviter que la crise n'atteigne l'Italie, le Portugal et l'Espagne, les pays de la zone euro et le Fond Monétaire International (FMI) décident d'aider la Grèce et arrivent le 2 mai 2010 à un accord portant sur des prêts d'un montant de 550 milliards d'euros. Ils sont conditionnés à la mise en place par la Grèce d'un plan d'ajustement structurel qui comprend certaines mesures telles que la suppression des 13e et 14e mois dans la fonction publique compensée par une prime annuelle de 1 000 euros pour les fonctionnaires gagnant moins de 3 000 euros, un gel des salaires des fonctionnaires pendant trois ans, une flexibilisation du marché du travail renforcée, une hausse des cotisations de retraites de 37 annuités à 40, une taxe sur les résidences illégales et une hausse de la TVA. Un peu comme en Argentine il y a une dizaine d'années, le peuple grec se soulève face aux mesures d'austérité proposées par l'UE et le FMI⁷⁴⁰. Les manifestations et oppositions contre les forces de l'ordre se multiplient et sont d'une grande violence.



Manifestations en Grèce contre le plan de rigueur⁷⁴¹, police anti-émeute grecque attaquée par des cocktails Molotov⁷⁴²

Mais, au début de mai 2011, la Grèce doit de nouveau faire appel aux pays européens et au FMI. La crise connaît un regain de tensions. Il apparaît que le pays ne pourra pas revenir sur les marchés en 2012 et que de nouveaux financements doivent être trouvés. En effet, malgré ses efforts, le pays n'arrive pas à réduire la fraude fiscale et, par un mécanisme d'effet pervers, voit sa récession aggravée par l'austérité⁷⁴³. Les Européens et le FMI, qui redoutent qu'un défaut de la Grèce ne vienne provoquer une nouvelle tourmente financière, sont prêts à venir en aide au pays mais ils lui demandent

⁷³⁹ BERTELOOT T. HEBERT D., « Onze questions-réponses sur la crise grecque », in *Le Nouvel Observateur* du 29 avril 2010.

⁷⁴⁰ « L'ONU dénonce la cure d'austérité », in *L'Écho* du 22 juin 2011

⁷⁴¹ Image extraite de l'article « La Grèce a adopté un budget de rigueur pour 2011 », in *L'Express.fr*, publié le 23 décembre 2010, en ligne, URL : http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/la-grece-a-adopte-un-budget-de-rigueur-pour-2011_947559.html#ZJXOfsI8hOidTC5u.99 THENES

⁷⁴² Image extraite de l'article « violentes manifestations en Grèce », in *Le Point*, du 26 septembre 2012, URL : http://www.lepoint.fr/monde/violentes-manifestations-en-grece-26-09-2012-1510446_24.php

⁷⁴³ LORDON F., « Ce n'est pas la Grèce qu'il faut exclure, c'est l'Allemagne ! », in *Le Monde diplomatique*, 29 mars 2010.

de nouveaux efforts. La situation de la Grèce entraîne une crise politique en Europe : le gouvernement français étant prêt à aider à nouveau la Grèce, le gouvernement allemand lui, voulant que les banques et les financiers soient également mis à contribution⁷⁴⁴.



Angela Merkel (à gauche), Georges Papandréou (au milieu) et Nicolas Sarkozy (à droite)⁷⁴⁵

Le 21 juillet 2011, les Européens et le FMI adoptent les grandes lignes d'un second plan de sauvetage où la Grèce va bénéficier d'un fond de 109 milliards d'euros de fonds publics. Au niveau structurel, il est créé une « *task force* » destinée à soutenir la Grèce dans la mise en œuvre des réformes votées. Le 27 octobre, le plan est approuvé et le Premier ministre Papandréou décide de le soumettre au peuple grec par référendum.

1.2. Les conséquences sociales de la crise

Le référendum et les élections législatives anticipées

En Grèce, l'opinion publique est divisée entre ceux qui veulent sortir de la zone euro et ceux qui souhaitent y rester. Certains économistes préconisent en effet que la seule issue pour le pays serait de sortir de la zone euro et de dévaluer sa monnaie. Les positions allant dans ce sens augmentent en 2011 à mesure que les problèmes du pays s'accroissaient. D'autres envisagent comme une catastrophe pour le pays de sortir de la zone euro ou de l'UE. La majorité des Grecs néanmoins craignent de devoir payer des sommes colossales pour rembourser les dettes du pays.

⁷⁴⁴ LORDON F., « Ce n'est pas la Grèce qu'il faut exclure, c'est l'Allemagne ! », in *Le Monde diplomatique*, du 29 mars 2010.

⁷⁴⁵ UGEUX G., « Papandreou a-t-il évité un coup d'état militaire? », in *Le monde*, du 1er novembre 2011.



Manifestations devant le Parlement à Athènes contre les plans de réforme⁷⁴⁶

Le peuple grec doit alors trancher lors du référendum. Mais, le 4 novembre, le ministre des Finances annonce l'abandon du projet de référendum et Papandréou s'engage à démissionner après un vote de confiance prévu le soir même au Parlement :

« L'annonce de l'abandon de son projet de référendum sur l'avenir européen de la Grèce, vendredi, a permis au Premier ministre Georges Papandréou de conserver la confiance du Parlement. Dans le vote de confiance, il a été conforté par 153 députés, face à une opposition de 145 voix, alors que beaucoup d'observateurs l'annonçaient perdant. M. Papandréou a estimé que ce vote, à défaut d'un référendum, lui conférait un « mandat pour créer un accord politique plus large afin de soutenir l'accord européen ». Un nouveau gouvernement de coalition devrait être formé dans les prochains jours : à sa tête, le ministre des Finances Evangelos Vinezélos devrait vraisemblablement remplacer Georges Papandréou, qui avait déjà indiqué qu'il n'était pas « inamovible »⁷⁴⁷ ».

Le 12 février, le Parlement grec vote un nouveau plan d'austérité « en préalable au déblocage du deuxième plan de sauvetage du pays », mais cela déclenche de grands mouvements de manifestations en Grèce⁷⁴⁸. Le gouvernement annonce alors la tenue d'élections législatives anticipées en avril 2012⁷⁴⁹. Ces élections vont finalement avoir lieu le 6 mai 2012. Comme aucun gouvernement politique ne parvient à être mis en place - les deux partis ayant accepté les conditionnalités liées aux plans de sauvetage (qualifiés de « pro-austérité ») ne disposant pas de la majorité absolue - un gouvernement intérimaire est alors confié au président du Conseil d'Etat dans l'attente de nouvelles élections programmées pour le 17 juin. Le résultat des élections est le suivant :

« Dimanche 17 juin, les élections législatives en Grèce – considérées comme un référendum sur le maintien du pays dans la zone euro – ont finalement donné le parti conservateur et pro-austérité Nouvelle Démocratie (ND) vainqueur, avec 29,66 % des voix et une prime de cinquante sièges à la Vouli, le parlement grec. Son principal rival, le parti de gauche radicale et anti-rigueur Syriza, est arrivé peu derrière avec 28,69 % des voix. « Ce

⁷⁴⁶ Source de l'image : site du quotidien Libération, URL :

<http://bruxelles.blogs.liberation.fr/coulisses/2011/06/gr%C3%A8ce-les-sc%C3%A9narios-pour-sortir-de-la-crise.html>

⁷⁴⁷ « Grèce : référendum annulé, Papandréou sur le départ », in *Atlantico.fr* du 3 novembre 2011, URL :

<http://www.atlantico.fr/pepites/grece-sortie-euro-desormais-envisagee-angela-merkel-nicolas-sarkozy-215872.html#AoVE3esxVO0vG08k.99>,

⁷⁴⁸ « Grèce : manifestations à Athènes à la veille de la réunion cruciale de l'Eurogroupe », in RFI, du 19 février 2012.

⁷⁴⁹ KAFALAS A., « La Grèce organise des législatives anticipées », in *le Figaro*, du 11 mars 2012.

résultat devrait, pour le moment, apaiser les craintes d'une Grèce abandonnant l'euro et déclenchant une crise financière mondiale », reconnaît, au lendemain de l'élection, *The Independent*⁷⁵⁰ ».

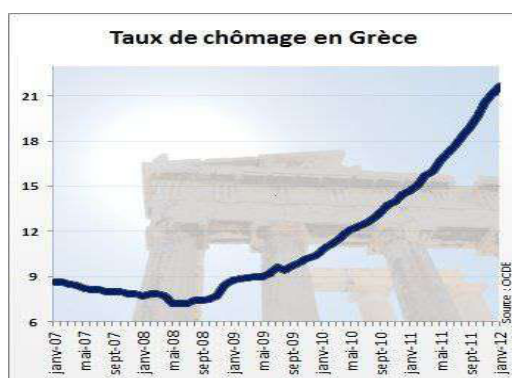
Une crise sociale : augmentation du chômage et paupérisation de la société grecque

Suite à la campagne électorale et aux élections du printemps 2012, la Grèce a pris du retard sur son programme d'autant que la conjoncture économique n'a pas été bonne. Aussi, le pays a été obligé de demander une nouvelle aide. Un objectif de réduction de la dette à 124 % du PIB en 2012 est proposé, mais, en contrepartie la Grèce doit adopter une série de mesures.



La directrice du FMI Christine Lagarde, le président de l'Euro-groupe Jean-Claude Juncker et le commissaire européen aux Affaires monétaires Olli Rehn⁷⁵¹

Les mesures adoptées vont mettre la population grecque dans de grandes difficultés : on voit alors apparaître en Grèce une nouvelle catégorie de pauvres. Le chômage augmente de manière exponentielle, il est de 27% en 2013 alors qu'il était de moins de 9% en 2007.



Courbe du chômage en Grèce (en pourcentages)
Source : OCDE⁷⁵²

⁷⁵⁰ PASQUESOONE V., « Elections en Grèce : la presse internationale se veut prudente », in *le Monde.fr* du 18 juin 2012.

⁷⁵¹ « Grèce: le rapport de la troïka sera prêt début octobre », in *L'Expansion.com* du 27 août 2012, URL : http://expansion.lexpress.fr/economie/grece-le-rapport-de-la-troika-sera-pret-debut-octobre_327947.html#cz8zvPtA0t0iFvPZ.99 En savoir plus sur http://expansion.lexpress.fr/economie/grece-le-rapport-de-la-troika-sera-pret-debut-octobre_327947.html#cz8zvPtA0t0iFvPZ.99

⁷⁵² Graphique extrait du site « le journal du net », URL : <http://www.journaldunet.com/economie/magazine/reduction-chomage/grece.shtml>

L'association Caritas International constate une augmentation des suicides et une recrudescence de certaines maladies :

« Jusqu'ici, la Caritas grecque concentrait ses efforts en direction des migrants et des réfugiés, même si elle aidait quelques familles dans le besoin. Aujourd'hui, devant la violence de la récession que connaît le pays, Caritas assiste des centaines de familles et de personnes âgées grecques passées sous le seuil de pauvreté et frappées d'exclusion sociale. Les raisons en sont le chômage qui ne cesse de croître, le déclin des pensions de retraite et des salaires, l'accroissement des impôts et du prix des biens et des services⁷⁵³ ».

Les deux principaux secteurs économiques de la Grèce, le tourisme et le transport maritime, ont été sévèrement affectés et ont vu leurs revenus chuter de 15 % en 2009. Enfin, la crise économique couplée au fait que la Grèce s'est vue ces dernières années devenir l'un des principaux points de passage de l'immigration illégale vers l'Europe depuis la Turquie, ont renforcé le poids de partis d'extrême droite. Le parti ultra-nationaliste de l'Aube dorée (en grec : Λαϊκός Σύνδεσμος – Χρυσή Αυγή) est entré au Parlement grec lors des législatives de mai 2012 et a conservé sa délégation lors de celles de juin 2012⁷⁵⁴.



Nikolaos Michaloliakos, leader du parti « Aube dorée »

La Grèce connaît donc une période particulièrement difficile à partir de 2010 sur le plan économique, mais aussi social. Montrée du doigt par l'Europe, elle doit rembourser les aides qui lui sont offertes à des taux exorbitants. Toutes les solutions vont être envisagées pour tenter de sortir de cette crise, sans résultat satisfaisant. Cette crise de 2011 va indéniablement avoir un impact sur les relations gréco-turques. Nous allons désormais essayer de montrer en quoi l'année 2011 marque un nouveau tournant dans les relations gréco-turques : après la « diplomatie du tremblement de terre », il semble qu'à partir de 2011, on puisse parler de la « diplomatie de la crise économique ». La crise grecque va avoir en effet plusieurs conséquences sur la diplomatie entre la Grèce et la Turquie, que ce soit au niveau intergouvernemental qu'au niveau de la diplomatie des villes.

⁷⁵³ Source : site du secours catholique, URL : <http://www.secoure-catholique.org/actualite/grece-le-peuple-veut-garder-l-euro-sans-l-extreme-rigueur,10921.html>

⁷⁵⁴ KAFALAS A., « Les extrêmes vont tirer parti de la colère grecque », in *Le Figaro* du 4 mai 2012.

2. La nouvelle législation européenne sur la frontière gréco-turque en matière d'immigration

2.1. *L'immigration clandestine à la frontière gréco-turque*

L'immigration clandestine en Europe via la Turquie

Depuis que la Grèce est entrée dans l'UE et qu'elle fait partie de l'espace Schengen, elle ne dispose plus d'une autonomie totale dans la gestion de ses frontières avec la Turquie. L'ouverture des frontières à l'intérieur de l'UE s'accompagne d'un renforcement des frontières sécuritaires (notamment des frontières de l'espace Schengen) à la périphérie de l'UE. Le cas gréco-turc illustre parfaitement cet exemple avec le projet de construction d'un mur de barbelés de 12 kilomètres de long entre les deux pays, au niveau de leur frontière terrestre, dans la région de Thrace. La situation géographique de la Turquie (deux frontières terrestres et une frontière maritime avec l'Union européenne) et le durcissement des contrôles aux frontières-sud de l'Europe font de la frontière gréco-turque l'un des principaux points de passage de l'immigration clandestine vers l'Europe. La Grèce avait par exemple enregistré en 2008 un record de 150 000 arrestations d'immigrés clandestins sur son territoire⁷⁵⁵. Il a été estimé en 2011 que plus de 80% des migrants qui sont entrés en Europe sont arrivés *via* la Turquie en Grèce⁷⁵⁶. Le nombre total des migrants ayant traversé l'Égée, frontière maritime avec la Turquie, a plus que triplé entre 2012 et 2013, passant de 3 345 à 10 508. Sur les huit premiers mois de 2014, ce chiffre a dépassé les 17 000 et devrait s'élever à 31 287 d'ici à la fin de l'année, selon les projections ministérielles⁷⁵⁷. L'Égée constitue donc un point de passage très important pour les migrants clandestins (par voie maritime, sur des embarcations de fortune). Mais c'est la frontière terrestre entre la Turquie, la Bulgarie et la Grèce, le long du fleuve Evros (Meriç en turc) en Thrace – une bande de frontière terrestre de 12 km de long, aisément franchissable en passant de nuit à travers champs ou en traversant le fleuve – qui reste l'une des principales voies d'accès clandestine vers l'Europe.

Près de 50 000 personnes ont été arrêtées en Grèce en 2010 après avoir pénétré illégalement par cette porte. Des milliers d'autres sont entrées sans être prises. En 2010, au moins 62 personnes ont péri en essayant de franchir le fleuve. Les corps sont rarement réclamés et sont enterrés sur place dans

⁷⁵⁵ Rapport d'Amnesty International, « Frontier Europe: Human rights abuses on Greece's border with Turkey », 2013, p 1-29.

⁷⁵⁶ Annales de la Commission de l'Intérieur et des Affaires administratives du mardi 15 février 2011, Demande d'explications de M. Richard Miller au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur « le projet de construction d'une clôture le long de la frontière gréco-turque » (n° 5-342).

⁷⁵⁷ AFP-Turquie, Au moins 24 migrants se noient au large d'Istanbul, in La provence.com, du 4 novembre 2014, URL : <http://www.laprovence.com/article/actualites/3111966/turquie-au-moins-24-migrants-se-noient-au-large-distanbul.html>

l'enclos grillagé qui sert de cimetière pour migrants, dans le village de Sidero, un petit village grec proche de la frontière⁷⁵⁸.

Les frontières de l'espace Schengen et la construction du mur à la frontière gréco-turque : vers une «Europe-forteresse» ?

La Grèce, devenu de fait pays de transit, peine à faire face à l'afflux massif de migrants clandestins sur son territoire national. En 2010, l'afflux de clandestins à la frontière avait déjà provoqué « une crise humanitaire sans précédent », selon le chef de la mission grecque de Médecins sans frontières, Apostolos Veizis⁷⁵⁹. Ses capacités d'accueil sont jugées par ses représentants politiques comme étant, dans un contexte de crise économique, « au bord de l'explosion ». Comme la Turquie est un point de passage très important de l'immigration clandestine en Europe⁷⁶⁰, la Grèce lui reproche de ne pas prendre de mesures suffisamment efficaces pour empêcher les passages illégaux sur son territoire et dénonce le refus d'Ankara de reprendre les migrants qui ont réussi à passer en Grèce (en vertu des « accords de réadmission »). Face à ses difficultés de gestion des flux migratoires à la frontière de l'espace Schengen, la Grèce avait demandé en novembre 2012 à l'agence européenne chargée de coordonner la surveillance des frontières extérieures de l'UE (Frontex) de déployer près de 200 gardes à sa frontière terrestre avec la Turquie en Thrace occidentale. Leur présence aurait fait diminuer de 44% les entrées illégales sur le territoire grec. Passant à des mesures plus radicales, la Grèce avait annoncé en janvier 2011 son intention de construire un mur de barbelé sur la portion de frontière avec la Turquie la plus poreuse aux passages clandestins et la plus difficilement contrôlable⁷⁶¹. Le mur a aujourd'hui fini d'être achevé. Cette annonce avait alors provoqué des réactions mitigées en Europe.

L'Union européenne avait émis ses réserves quant à l'efficacité qu'aurait une telle solution à long terme. Elle encourage davantage la Grèce à coopérer avec la Turquie pour essayer de gérer les flux d'immigration clandestine. La France, par la voix de Brice Hortefeux, avait à l'époque chaudement approuvé ce projet, considérant que les mesures engagées par la Grèce pour lutter contre l'immigration illégale, « dès lors qu'il ne s'agit naturellement pas de restaurer le mur de Berlin », vont

⁷⁵⁸ « La Grèce achève la mise en place d'un mur anti-migrants », in *Rianovosti*, du 17 décembre 2012, en ligne, URL : <http://fr.ria.ru/world/20121217/196959751.html>

⁷⁵⁹ BERGERAULT P., « Mur anti-clandestins à la frontière gréco-turque », in *Myeurop.info* du 4 janvier 2011, en ligne, URL : <http://fr.myeurop.info/2011/01/04/mur-anti-clandestins-a-la-frontiere-greco-turque-946>

⁷⁶⁰ DUMONT P., PÉROUSE J-F., de TAPIA S., AKGÖNÜL S., « Migrations et mobilités internationales : la plate-forme turque », in *Les dossiers de l'IFEA, série : la Turquie aujourd'hui* no: 13, Istanbul, décembre 2002, pp 1-104.

⁷⁶¹ « La Grèce achève la mise en place d'un mur anti-migrants », in *Rianovosti*, du 17 décembre 2012, en ligne, URL : <http://fr.ria.ru/world/20121217/196959751.html>

« dans le bon sens ⁷⁶²». Le projet de construction du mur marque une nouvelle étape dans l'histoire de la frontière entre les deux pays et pose plusieurs questions. La première est bien sur celle de la gestion de l'immigration clandestine aux portes de l'Europe. La construction d'un mur à la frontière gréco-turque est-elle le point de départ à l'édification d'un espace Schengen entouré de mur de barbelés ? Ensuite, on peut également se demander quel va être l'impact à long terme de la construction de ce mur dans les relations entre la Grèce et la Turquie? Pour éviter toute tension avec les autorités turques, le Premier ministre grec, George Papandréou, a rappelé que cette mesure n'était pas dirigée contre la Turquie : « la gestion des frontières est l'affaire des Etats mais dans certains cas, les frontières nationales sont également les frontières de l'UE⁷⁶³ », a-t-il expliqué. Le vice-Premier ministre turc, Cemil Ciceka a également fait savoir qu'il comprenait cette décision : « chaque pays a le droit de prendre les mesures nécessaires sur son territoire pour maintenir la sécurité de ses frontières ». Cela avait constitué un soulagement pour l'UE de constater que « l'affaire du mur » ne dégénérait pas en tensions et polémiques nouvelles entre les deux pays, toujours redoutées à ses frontières.

On peut ensuite se demander quel va être le rôle joué par la Turquie dans la gestion de la politique migratoire européenne. Les migrants qui ne parviennent pas à franchir la frontière grecque restent en Turquie dans une situation de transit temporaire qui parfois dure plusieurs années et tend à être également de plus en plus problématique.



Centres de demandeurs d'asile du Haut-Commissariat aux Réfugiés en Turquie et « villes satellites » - points rouges cerclés de blanc sur la carte -

(Source : HCR, URL : <http://www.unhcr.fr/pages/4aae621d7cf.html>)

⁷⁶² « Hortefeux soutient le projet de mur à la frontière gréco-turque », in *l'Express* du 27 janvier 2011, en ligne, URL : http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/hortefeux-soutient-le-projet-de-mur-a-la-frontiere-greco-turque_956363.html

⁷⁶³ MONTMAYEUR L., « La frontière terrestre gréco-turque au cours de l'histoire : espace de jonction, espace de fermeture ? », in *Blog de l'OVIPOT*, article du 24 juin 2011, en ligne, URL : <http://ovipot.hypotheses.org/5797>

Les demandeurs d'asile d'un pays non-reconnu par la Turquie peuvent rester en Turquie pour demander l'asile à un bureau local du Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR). Après une évaluation de leur demande, le HCR peut essayer de les réinstaller, en général aux États-Unis, au Canada ou dans les pays scandinaves. La procédure HCR prend beaucoup de temps en Turquie et le nombre de demandeurs d'asile est en hausse constante⁷⁶⁴. Entre 1995 et 2010, le HCR de Turquie a reçu 77 000 demandes d'asile, dont 40 000 ont été évaluées positivement et 10 000 rejetées⁷⁶⁵. Ces chiffres montrent l'engorgement des procédures de traitement des dossiers.

La Turquie a-t-elle la capacité ni même la volonté de gérer une situation que la Grèce refuse de prendre en charge en construisant un mur à sa frontière? Qu'ils soient parqués dans des centres de rétention administrative pour une durée indéterminée ou livrés à eux-mêmes en Turquie sans aucune aide spécifique, la situation des migrants est et tend à devenir de plus en plus critique en Turquie. Les non-ressortissants turcs en situation illégale sur le territoire sont détenus dans des centres appelés *Geri gönderme merkezi*, des centres d'expulsion administratifs. Leur but est de rendre le renvoi dans le pays d'origine des migrants plus rapide qu'avant. Sept autres centres « d'accueil et de détention administrative » pour les demandeurs d'asile vont également être mis en place prochainement dans les provinces qui n'en possédaient pas à la frontière gréco-turque⁷⁶⁶. L'Union européenne a contribué financièrement au contrôle par la Turquie de ses frontières communes avec la Grèce et en a fait un enjeu des négociations d'adhésion de la Turquie à l'espace européen.

2.2. Les négociations entre l'UE et Ankara sur les accords de réadmission et la libéralisation des visas pour les citoyens turcs

Depuis 2011, la situation critique dans laquelle se trouve la Grèce en matière de gestion de l'immigration clandestine a eu pour conséquence de pousser l'Union européenne à demander à la Turquie de s'impliquer davantage dans la gestion de l'immigration à ses frontières, en partenariat avec la Grèce⁷⁶⁷. Ce processus va impliquer une gestion de plus en plus intégrée de la frontière extrême orientale entre la Grèce et la Turquie impliquant une coopération transfrontalière accrue, notamment la coopération entre les gardes-frontières des deux pays, plus particulièrement dans la région de Thrace.

⁷⁶⁴ Par exemple, selon un avocat du HCR, en 2011, cela peut prendre jusqu'à deux ans à un réfugié pour déposer une réclamation, de un à deux ans pour que l'interview du demandeur soit accordée et encore cinq à six ans avant qu'un réfugié reconnu soit réinstallé.

⁷⁶⁵ Le reste était toujours en instance au début de 2011. En 2011, 16 324 demandes d'asile ont été soumises au HCR en Turquie par des non-Européens, le double du chiffre de 2010. Le nombre a augmenté encore quand les troupes de l'OTAN ont quitté l'Afghanistan en 2014. Source : HCR, URL : <http://www.unhcr.fr/pages/4aae621d7cf.html>

⁷⁶⁶ Voir l'interview donnée par Clémence Durand dans « Forum Civique », URL : <http://www.forumcivique.org/fr/articles/turquie-avec-les-migrants>

⁷⁶⁷ BARBE E., « Drawing the Neighbours Closer ... to What?: Explaining Emerging Patterns of Policy Convergence between the EU and its Neighbours », in *Cooperation and Conflict* n°4 du 1er décembre 2009, p 378-399.

Autre mesure qu'a provoquée cette situation : un dialogue s'est ouvert avec la Turquie pour inciter le pays à signer des accords de réadmission, en échange de la libéralisation des visas des citoyens turcs pour se rendre en Europe (sur le modèle de la signature de ce type d'accords entre l'UE et certains pays des Balkans comme la Moldavie, l'Ukraine et la Russie⁷⁶⁸). Chaque pays a en effet dû, pour que la libéralisation des visas puissent commencer, signer, ratifier et mettre en application des accords de réadmission avec l'UE.

La libéralisation des visas pour les citoyens turcs en Europe

L'Union européenne a ceci de paradoxal qu'elle contribue au renforcement des frontières à sa périphérie – avec la construction d'un mur de barbelés à la frontière gréco-turque – mais en même temps, elle va dans le sens d'une libéralisation des frontières (notamment à l'intérieur de l'UE) et accroît les dynamiques de coopération transfrontalière. En effet, lorsque les dirigeants européens ont signé l'accord de Schengen en 1985, cela a provoqué la disparition de milliers de kilomètres de frontières à l'intérieur de l'Europe. En ce sens, l'espace Schengen est une véritable révolution. La liberté de mouvement s'est également étendue aux frontières de l'Europe par vagues successives : après la chute du mur de Berlin, en 1991, l'UE a enlevé la nécessité d'avoir un visa pour les citoyens polonais. En 2001 et en 2002, les visas ont été abolis pour les Bulgares et les Roumains. En 2010, cela a été au tour de l'Albanie, de l'Ukraine et de la Bosnie-Herzégovine. Pour que les populations des pays balkaniques croient au projet européen avant leur admission, il était indispensable qu'ils puissent venir voir ce qu'est l'Europe et puissent y circuler librement. Lors du vingtième anniversaire de la chute du rideau de fer dans les pays d'Europe orientale, lors d'un débat portant sur « Qu'est-ce que l'Europe pour vous ? », la majorité des participants avaient répondu « la liberté de circulation »⁷⁶⁹.

Les difficultés des citoyens turcs à obtenir des visas pour l'Union européenne constituent également un point d'insatisfaction quant aux avancées du processus d'adhésion. Il faut noter qu'avant le coup d'Etat de 1980 en Turquie, les citoyens turcs n'avaient pas besoin de visas pour voyager en Allemagne, en France ou aux Pays-Bas. Mais après le coup d'Etat et la vague de migrations que cela a entraîné, les visas ont été établis par ces pays pour les ressortissants turcs. Cela n'a tout de même pas empêché, dans les années 1980, beaucoup de réfugiés politiques à affluer vers l'Europe et, dans les années 1990, de plus en plus de migrants économiques du sud-est de la Turquie venir s'installer en

⁷⁶⁸ Proposition de décision du Conseil concernant la signature de l'accord de réadmission entre la Communauté européenne et la Fédération de Russie, document E3143 (Mise à jour : 12 décembre 2009), décision 2007/341/CE du Conseil du 19 avril 2007 concernant la conclusion de l'accord de réadmission entre la Communauté européenne et la Fédération de Russie, en ligne, URL : http://www.assemblee-nationale.fr/europe/dossiers_e/e3143.asp (JO L 129 p. 0038-0039 du 17 mai 2007)

⁷⁶⁹ European Stability Initiative, *The Schengen White List project*. En ligne, URL : <http://www.esiweb.org/index.php?lang=en&id=446>

Allemagne mais aussi en France⁷⁷⁰.

L'idée de libéraliser les visas pour la Turquie est née en février 2011. Le dialogue entre Bruxelles et Ankara sur cette question a réellement commencé à prendre un tournant important le 21 juin 2012⁷⁷¹. Mais, pour la Commission européenne, cette libéralisation des visas ne peut se faire sans contrepartie de la Turquie. La Turquie, pour bénéficier de cette « largesse » de l'UE doit accepter de signer les accords de réadmission⁷⁷². Les deux parties veulent quelque chose : l'UE veut un accord de réadmission et l'aide de la Turquie dans la lutte contre l'immigration illégale, la Turquie veut que ces citoyens puissent voyager sans visa en Europe. Ces négociations entrent dans le cadre du projet « liste blanche Schengen⁷⁷³ ». En échange de cet accord, la Commission européenne pourrait donner à la Turquie une « feuille de route » menant jusqu'à la libéralisation définitive des visas à destination de l'espace Schengen. Mais la Turquie a fait connaître ses réticences à signer les accords de réadmission, parce que l'UE reste « encore trop incertaine quand à ces engagements ».

Les accords de réadmission

Les accords de réadmission constituent un traité bilatéral. Cela engage les deux parties à ramener dans leur pays d'origine deux catégories de migrants : d'une part ses propres citoyens pour l'une de parties (dans le cas de la Turquie, les citoyens turcs venus illégalement sur le territoire européen), d'autre part les nationaux d'un pays tiers entrés illégalement sur le territoire européen par le pays contractant (dans le cas de la Turquie : cela représente la majorité de l'immigration clandestine à destination de l'Europe entrant par la Grèce *via* la Turquie, c'est à dire en général des personnes originaires d'Afghanistan, du continent africain, d'Iran, de Syrie, d'Irak et du Pakistan qu'il lui faudrait alors théoriquement renvoyer dans leur pays d'origine⁷⁷⁴). La signature des accords de réadmission par la Turquie bute sur deux problèmes majeurs.

Le premier constitue le coût élevé de la réadmission de nationaux de pays tiers dans leur pays d'origine pour la Turquie. En effet, les responsables turcs estiment que leur situation est différente de celles des pays des Balkans avec qui l'UE a signé ces accords. Dans le cas des Balkans, le point

⁷⁷⁰ DE TAPIA S., « Les migrations turques vers l'Europe : tendances récentes, Actes de la conférence – débat, Strasbourg, mai 2004.

⁷⁷¹ Voir l'article de FAIT N., « La mobilité des uns contre celle des autres : les accords de réadmission EU-Turquie et la levée du régime de visa », dans le blog de l'OVIPOT du 9 juillet 2012, en ligne, URL : <http://ovipot.hypotheses.org/7594>

⁷⁷² Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République de Turquie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier E7460 - COM (2012) 239 final du 22/06/2012. Texte déposé au Sénat le 29/06/2012. Examen par la commission des affaires européennes le 11/02/2013.

⁷⁷³ European Stability Initiative, “The Schengen White List project”, en ligne, URL : <http://www.esiweb.org/index.php?lang=en&id=446>

⁷⁷⁴ DUMONT P., PÉROUSE J-F., de TAPIA S., AKGÖNÜL S., « Migrations et mobilités internationales : la plate-forme turque », in *Les dossiers de l'IFEA*, série : la Turquie aujourd'hui no: 13, Istanbul, décembre 2002, pp 1-104.

central de l'accord de réadmission était de rendre facile pour l'UE de renvoyer dans leur pays d'origine des citoyens de ces pays qui entraient illégalement sur le territoire européen, notamment les populations Rom. Très peu de ressortissants de pays tiers ont d'ailleurs été renvoyés de ces pays depuis que ces accords sont entrés en vigueur⁷⁷⁵. Or, le cas de la Turquie est différent. La Turquie réadmet déjà ses propres citoyens entrés illégalement dans l'UE. Il n'y a donc pas besoin d'un nouvel accord pour que cet état de fait continue. Par contre, devant l'ampleur du nombre de migrants illégaux passant depuis la Turquie à la frontière gréco-turque, le vrai problème pour elle concerne la nécessité de réadmettre les ressortissants d'un pays tiers et le coût que cela peut représenter. Entre 38 000 et 58 000 personnes par an ont été trouvées à avoir franchi illégalement cette frontière au cours des dernières années⁷⁷⁶. La Turquie peut craindre qu'en s'engageant légalement à reprendre les ressortissants de pays tiers, elle devrait assumer un très lourd fardeau, celui de devenir une sorte de camp de réserve de gestion de l'immigration clandestine en Europe et d'avoir à gérer le rapatriement de milliers de nationaux dans des pays d'origine aussi diverses que ceux de l'Afrique sub-saharienne, l'Afrique du Nord et les pays limitrophes à l'est de la Turquie.

Ensuite, le deuxième problème concerne la nécessité pour la Turquie de réviser sa propre législation sur le droit d'asile. Or, elle a un système d'asile très particulier. Les origines de son système spécifique remontent à une disposition incluse dans la « Convention sur les réfugiés de l'ONU » qui a été négocié dans l'immédiat après-guerre, où l'Europe faisait face à un problème de réfugiés écrasant⁷⁷⁷. De nombreux États ont voulu limiter l'applicabilité de la Convention aux réfugiés en Europe et non à toutes les futures victimes de persécutions ou de guerres, alors que d'autres ont accepté d'étendre cette applicabilité à tous les réfugiés. La Turquie a choisi la première option. Aujourd'hui, elle est l'un des quatre États du monde qui maintiennent cette limitation géographique⁷⁷⁸. En pratique, cela signifie que lorsque des Iraniens ou des Afghans arrivent en Turquie, ils ne peuvent pas demander aux autorités turques de leur accorder l'asile et que seuls les citoyens des 47 États membres du Conseil de l'Europe peuvent demander l'asile en Turquie. Or ces pays ne produisent pas beaucoup de demandeurs d'asile. En 15 ans - entre 1995 et 2010 - la Turquie a officiellement traité

⁷⁷⁵ Dans une étude de la Commission a faite des accords de réadmission, seulement 9 demandes de réadmission des ressortissants de pays tiers en Macédoine ont été répertoriées en deux ans; 20 applications pour le retour des ressortissants de pays tiers à la Serbie et pas du tout à la Bosnie-et-Herzégovine. Dans le même temps, la Macédoine a réadmis 1 950 de ses propres citoyens en 2012. European Stability Initiative, *The Schengen White List project*, en ligne, URL : <http://www.esiweb.org/index.php?lang=en&id=446>

⁷⁷⁶ Chiffres évoqués dans la Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne et la République de Turquie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier E7460 - COM (2012) 239 final du 22/06/2012. Texte déposé au Sénat le 29/06/2012. Examen par la commission des Affaires européennes le 11/02/2013.

⁷⁷⁷ Convention relative au statut des réfugiés, entrée en vigueur le 22 avril 1954, conformément aux dispositions de l'article 43. Adoptée le 28 juillet 1951 par une conférence de plénipotentiaires sur le statut des réfugiés et des apatrides convoquée par l'Organisation des Nations Unies en application de la résolution 429 (V) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1950, texte en ligne, URL : <http://www2.ohchr.org/french/law/refugies.htm>

⁷⁷⁸ Les autres sont le Congo, Madagascar et Monaco.

seulement 289 cas de demandeurs d'asile⁷⁷⁹. Les demandeurs d'asile en Turquie viennent d'Afghanistan, d'Irak, d'Iran, de Somalie, mais rarement d'Europe.

Pour adhérer à l'UE, la Turquie a besoin de changer son système de droit d'asile. Depuis 1988, lorsque la Commission européenne a publié son premier rapport sur la Turquie, il a été préconisé que cette dernière devait offrir un abri à toute personne fuyant la persécution, quel que soit son lieu d'origine. Il a été spécifié que « la levée de cette réserve est essentielle pour l'alignement de la Turquie sur les règles en vigueur dans l'Union européenne⁷⁸⁰ ». Or, le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu a écrit dans une lettre au Commissaire européen chargé des Affaires intérieures, Cecilia Malmström :

« Il est impossible pour la Turquie de lever la clause de « limitation géographique »... En fait, « la limitation géographique » n'aura pas d'impact sur la mise en œuvre des accords de réadmission UE-Turquie. D'ailleurs, la « limitation géographique » n'a pas eu l'effet d'entraver les efforts et les sacrifices consentis par la Turquie dans l'extension de la sécurité et de l'aide pour les personnes de sa région, en coopération avec les institutions internationales⁷⁸¹ ».

Cela ne signifie néanmoins pas que la Turquie s'oppose à la réforme de son système d'asile. En Avril 2013, le parlement turc a adopté une nouvelle « loi sur les étrangers et la protection internationale⁷⁸² ». Selon la nouvelle loi, les personnes en quête de protection seront en droit de demander un hébergement et une assistance et auront même droit à l'accès à la scolarité, à une protection de santé et l'accès au marché du travail⁷⁸³. Une nouvelle autorité pour les demandeurs d'asile devrait être créée prochainement. La mise en œuvre de cette nouvelle loi exige un effort majeur de la part de la Turquie. La pleine application de la nouvelle loi risque de prendre plusieurs années. La commissaire Malmström et le commissaire à l'Elargissement Stefan Füle ont salué l'adoption de la nouvelle loi et ont déclaré que :

« Une fois correctement mise en œuvre, cette loi va également répondre à plusieurs questions soulevées dans la commission « Feuille de route pour la libéralisation des visas », qui constituera la base pour le dialogue sur la libéralisation des visas une fois cette loi va commencer⁷⁸⁴ ».

D'autres signes montrent que la Turquie a changé sa politique migratoire. Elle a proposé refuge à des centaines de milliers de réfugiés syriens, qui avaient alors peu bénéficié d'aide extérieure. En 2009, elle a également levé ses exigences en matière de visas avec la Syrie, la Libye et la Jordanie et en 2010

⁷⁷⁹ European Stability Initiative, *The Schengen White List project*, en ligne, URL : <http://www.esiweb.org/index.php?lang=en&id=446>

⁷⁸⁰ Cependant, pour l'instant Turquie n'est pas sur le point de rejoindre l'UE. Le chapitre de négociation en vertu de laquelle la politique d'asile bute, chapitre 24, n'a même pas été ouvert.

⁷⁸¹ Les deux lettres sont disponibles sur le lien suivant : European Stability Initiative, *The Schengen White List project*, en ligne, URL : <http://www.esiweb.org/index.php?lang=en&id=446>.

⁷⁸² Journal officiel du 11 avril 2013, *Yabancılar ve Uluslararası Koruma Kanunu Kanun No. 6458*.

⁷⁸³ Auparavant, les personnes en quête de protection internationale n'étaient pas autorisées à travailler et ne percevaient aucune aide du gouvernement turc. Ces personnes étaient envoyées dans des « villes-satellites » pour désengorger les grandes villes de Turquie et devaient payer une taxe de séjour de quelques 132 Euros par personne tous les six mois.

⁷⁸⁴ ESI, *Cutting the Visa Knot. How Turks can travel freely to Europe*, 21 Mai 2013. En ligne, URL : http://www.esiweb.org/pdf/esi_document_id_139.pdf

avec la Russie et le Liban. En mai 2011, le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu a déclaré qu'au cours des huit années précédentes, la Turquie a conclu des accords d'exemption de visa avec « pas moins de 50 pays⁷⁸⁵ ». Cette politique d'ouverture a eu d'ailleurs des résultats spectaculaires, notamment sur le plan touristique, la Turquie passant de 21 millions de visiteurs en 2005 à 32 millions en 2011⁷⁸⁶.

Une solution intermédiaire et une réponse face à la crise : l'assouplissement des visas pour les îles grecques de l'Égée

La libéralisation des visas aux citoyens turcs – contrepartie à la signature des accords de réadmission par la Turquie - se retrouve, avec l'agenda grec, être un élément crucial dans les relations entre Bruxelles et Ankara aujourd'hui, alors que ce chapitre n'était pas apparu auparavant à l'ordre du jour dans les négociations d'adhésion de la Turquie. Il change les perspectives de flux de personnes entre la Grèce et la Turquie dans le cadre de notre étude, qui peut engendrer une très forte dynamisation des relations transfrontalières.

Sous l'effet de plusieurs facteurs, on assiste progressivement à une facilitation de la venue des Turcs en Grèce, et à terme, dans l'Union européenne. Face à la crise et aux demandes croissantes des professionnels du tourisme et de certaines municipalités grecques de permettre aux touristes turcs de pouvoir se rendre plus facilement sur les îles, un pas avait déjà été franchi par le gouvernement grec et par l'UE en 2010. Depuis cette date, les détenteurs turcs de « passeports verts » - c'est-à-dire les personnes travaillant dans les hautes fonctions d'Etat et les membres de leurs familles – peuvent se rendre en Grèce sans visas pendant trois mois. Or, pendant de très nombreuses années, les détenteurs de ces passeports n'ont pas obtenu ce droit en Turquie parce qu'ils étaient suspectés d'être trop « nombreux » par rapport à leur nombre supposé réel :

« Il a été révélé que selon certains calculs (voir par exemple « *Milliyet* », quotidien turc, daté du 14 mars 2000), ces passeports sont au nombre excessif d'un million et demi⁷⁸⁷ ».

Cette mesure a permis une première augmentation du tourisme turc en Grèce. Mais le principal problème vient du fait que si la Grèce change sa politique des visas vis-à-vis de la Turquie, étant donné qu'elle fait partie de l'espace Schengen, cela donnerait la possibilité aux ressortissants turcs d'avoir des visas multi-entrées pour toute l'Europe, ce que l'UE ne souhaite pas pour l'instant. En

⁷⁸⁵ Cité dans TOLAY J., « Turkey's 'Critical Europeanization': Evidence from Turkey's Immigration Policies », in, ELITOK S., STRAUBHAAR T., *Turkey, Migration and the EU: Potentials, Challenges and Opportunities*, Hamburg University Press, 2012, p 46.

⁷⁸⁶ Il s'agit d'une destination touristique pour les Européens, les Russes et les visiteurs en provenance de pays musulmans. En 2012, le plus grand nombre venait d'Allemagne (5 millions), suivi de la Russie (3,6), du Royaume-Uni (2,5), de la Bulgarie (1,5) et de la Géorgie (1,4). Source : Ministère de la Culture et du Tourisme turc.

⁷⁸⁷ C 46 E/156, *Journal officiel des Communautés européennes* FR 13.2.2001, en ligne, URL : <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2001:046E:0156:0157:FR:PDF>

même temps, dans le cadre des accords de réadmission en cours de négociation entre l'UE et la Turquie et la nécessité d'aider la Grèce en période de crise économique, des solutions de compromis ont été trouvées. Après la libéralisation des visas pour les détenteurs de « passeports verts » en 2010, un autre pas a été franchi en 2012 : les touristes en provenance de Turquie peuvent désormais se rendre dans certaines îles grecques sans visas *ad hoc*. Dans certains ports des villes touristiques turques (comme Bodrum et Antalya), des centres grecs de délivrance de visas rapides ont été créés pour faciliter l'obtention des visas pour les touristes turcs ou d'autres touristes étrangers depuis la Turquie. Un programme pilote a été mis en place sur les îles d'Égée orientale de Lesbos, de Chios, de Samos, Rhodes et Kos et est applicable pour les touristes turcs désireux de visiter l'une de ces destinations insulaires pour une durée inférieure à 15 jours⁷⁸⁸. Des visas spéciaux uniquement pour les îles ont donc été mis en place. Ce nouveau régime devrait faire augmenter le nombre de visiteurs en provenance du pays voisin dans les îles grecques selon les autorités européennes. La politique des visas semble, dans ce contexte, prendre le pas d'un traitement au cas par cas, de plus en plus localisé et en réponse aux besoins et demandes des municipalités, au détriment du droit national qui s'appliquait de manière uniforme auparavant en Grèce mais aussi au sein de l'UE⁷⁸⁹. Les îles apparaissent de ce point de vue être des territoires à part, de plus en plus autonomes, mais sont surtout de plus en plus connectées avec la Turquie. Du fait de leur insularité, la venue des Turcs sur les îles ne constitue pas une éventuelle « menace pour l'immigration clandestine en Europe » et la non-libéralisation des visas pour les Turcs à l'ensemble des pays européens reste ainsi un moyen de pression dans le cadre des négociations sur les accords de réadmission.

Suite à la mobilisation des associations de commerçants et de la municipalité de Castellorizo, un régime spécial a été mis en place sur l'île : un ressortissant turc peut obtenir un visa de tourisme pour Castellorizo (et par extension pour les autres îles du Dodécannèse) encore plus facilement que pour d'autres îles. Le coût du visa est de 60 euros et 15 TL d'impôt pour quitter le pays. Les excursions en bateau ont un coût supplémentaire. Selon les agents de voyages de Kaş, Les détenteurs de ces visas, qui sont demandés depuis la ville de Kaş pour se rendre à Castellorizo, ouvrent le droit de visiter les autres îles du Dodécannèse. Le demandeur du visa doit faire la demande quelques jours à l'avance. La demande est envoyée à Castellorizo pour approbation et si elle est acceptée, elle peut-être d'une durée de deux mois, mais inclut des clauses de restrictions géographiques à l'île de Castellorizo et aux îles du Dodécannèse et est donnée aux personnes qui souhaitent effectuer une visite des îles par bateau. Si la libéralisation des visas pour l'ensemble du territoire européen est un instrument de négociation de l'UE avec la Turquie, on voit bien que, dans le contexte de crise économique grecque, ce processus a commencé, même si cela ne concerne pas l'ensemble de la population turque et

⁷⁸⁸ « Pilot program for no-visa access to Greek islands for Turkish visitors », in *GTP headlines*, du 29 mars 2013, URL : <http://news.gtp.gr/2013/03/29/greece-to-launch-visa-free-program-for-turks-again-this-year/>

⁷⁸⁹ « Pilot program for no-visa access to Greek islands for Turkish visitors », in *GTP headlines* du 29 mars 2013, URL : <http://news.gtp.gr/2013/03/29/greece-to-launch-visa-free-program-for-turks-again-this-year/>

seulement des zones limitées du territoire grec. On peut faire l'hypothèse que les années suivantes, ce sera peut-être une libéralisation des visas uniquement pour la Grèce – et non l'ensemble de l'espace Schengen – qui sera progressivement octroyée aux citoyens turcs. Ces différentes mesures vont avoir un impact sur les flux circulatoires entre les deux pays mais aussi sur le rapprochement entre villes grecques et turques, surtout dans le cas des villes touristiques de la côte et des îles, que nous essayerons d'analyser.

3. Réorganisations territoriales et européanisation des territoires : la réforme Kalikratis en Grèce comme point d'orgue

3.1. La réforme Kalikratis de 2010 en Grèce

Face à la crise, l'UE va inciter la Grèce à mener une réforme profonde de son système d'administration locale. Le but de la réforme est de renforcer le poids des régions, d'agrandir la taille des municipalités pour réduire les pratiques de type clientélistes, mais également de réaliser d'importants gains financiers en réduisant les échelons administratifs. Cette réforme a également eu un impact sur la structuration des territoires. La Grèce est paradoxalement un pays où la décentralisation est inscrite dans sa Constitution mais qui a en même temps une tradition fortement centralisatrice. En effet, d'après l'article 101 de la Constitution grecque :

« La gestion de l'Etat s'organise sur le principe d'un système décentralisé. La répartition administrative du pays prend en compte les conditions géoéconomiques, sociales et celles des transports. Les organes périphériques d'Etat ont un pouvoir de décision pour les affaires de leur périphérie et les services centraux ont des mandats particuliers ainsi que la direction générale, la coordination et le contrôle des organes périphériques, comme la loi impos. L'article 102 de la constitution précise que « la gestion des affaires locales appartient aux organismes de l'Administration Locale du Premier et Deuxième Degré. [...] Ils ont une autonomie administrative et économique. Leurs Conseils sont élus au suffrage universel et secret comme la loi impose [...] L'Etat contrôle les Organismes de l'Administration Locale au niveau de leur loyauté et ne met pas des obstacles à leurs initiatives et leurs actions [...] Toute transmission des responsabilités de la part de l'Etat au niveau local impose aussi la transmission des moyens financiers⁷⁹⁰ ».

Le principe de la décentralisation est donc historiquement lié à la constitution de l'Etat-nation grec. La Grèce s'est constituée par ajouts successifs de territoires : en 1864, les Iles Ioniennes s'ajoutent à la « vieille Grèce » ; en 1881, c'est au tour de la Thessalie et du sud de l'Epire ; la période 1900-1920 voit le retour successif de la Crète, de la Macédoine et de la Thrace et l'après la Deuxième Guerre mondiale provoque le rattachement du Dodécannèse à la Grèce, enlevé aux Italiens. En 1828, le premier gouverneur de la Grèce indépendante, Ioannis Capodistrias, conduit le premier découpage

⁷⁹⁰ LAVRENTIADOU M., « De la décentralisation à la gouvernance : comportements politiques et efficacité des politiques locales dans la société grecque », *Projet : la gouvernance dans la lutte contre la pauvreté*, le Forum de Delphes, Athènes, 2007.

administratif de la Grèce, organisant le Péloponnèse en sept nomes (équivalents des départements) et les îles en six nomes. Ces nomes étaient subdivisés en provinces (éparchies), et celles-ci en villes (dèmes) et villages (communautés). Dès 1833, la gestion administrative de l'Etat grec est donc basée sur le principe de décentralisation. Les éparchies, héritées de l'Empire romain d'Orient, sont des circonscriptions religieuses qui sont l'équivalent des diocèses de l'Eglise. Les provinces ont été créées au nombre de 42 dans le découpage administratif de la Grèce de 1833⁷⁹¹. Le découpage de 1899 comptait quant à lui 69 provinces. Avant la Seconde Guerre mondiale, il y avait 139 provinces ; après la guerre, avec l'annexion des îles du Dodécanèse, leur nombre s'est accru à 147. Les provinces peuvent être considérées comme des sous-préfectures. Elles constituaient des « districts administratifs particuliers » au sein des « districts administratifs » plus larges des nomes. Les provinces ont finalement disparu complètement lors des élections locales de 2006⁷⁹².

On comptait, avant la réforme Kallikratis plus de 900 dèmes (en grec : δήμος / dímos) ou « municipalités urbaines » et 130 communautés (en grec : κοινότητα / kinótita) ou « municipalités rurales ». Les dèmes et les communautés sont le premier niveau de collectivités territoriales qui existent en Grèce et ont pour équivalent les municipalités et communes françaises. Les dèmes étaient les circonscriptions à caractère urbain et les communautés celles à caractère rural. Les noms des dèmes ne correspondent pas toujours à celui d'une localité : certains portent ainsi le nom d'un personnage historique (comme les dèmes de Lord Byron, Georges Caraïskakis ou Vénizélos par exemple), de régions (dème de Triphylie ou Cynourie-du-Nord), d'habitants antiques (Locriens, Iétiens, Chalcidiens) ou modernes (Thraco-Macédoniens), de montagnes ou de cours d'eau (Parnasse, Tzoumerka, lac Plastiras, Pénée), de cités antiques disparues dont le nom n'a pas été relevé par une localité moderne (Thérapné ou Phaestos).

Ce découpage administratif n'a pas joué le rôle décentralisateur attendu, mais plutôt celui d'un éparpillement des compétences sur le territoire. Il a davantage encouragé la constitution de « micro-localités » difficilement gérables et contrôlables par le pouvoir central. Le but, après l'arrivée des réfugiés et dans le cadre de la construction nationale de la Grèce d'après-guerre, a été de garantir la concentration du pouvoir dans les mains de l'Etat tout en donnant aux réfugiés la possibilité de créer une identité locale forte. En effet, les villes avec le préfixe « Nea » sont parfois peuplées par un très petit nombre d'habitants mais trouvent la légitimité de leur existence dans le fait que leur population – homogène – vient d'une même localité en Anatolie. Elles n'ont néanmoins pas de véritable pouvoir sur le plan politique et sont trop faibles numériquement pour avoir du poids sur le territoire national.

⁷⁹¹ Disparues dans le découpage de 1836 qui divisait le pays en des « administrations » et certaines « sub-administrations », elles réapparaissent dans celui de 1845. Les provinces ont été de nouveau abolies en tant qu'unités administratives en 1887, mais ont été conservées pour certains services de l'Etat, en particulier les services financiers, l'éducation et le découpage électoral. Elles sont rétablies quatre ans plus tard, en 1891.

⁷⁹² ADRICOPOULOU E., « Whither regional policy? Local development and the state in Greece », in DUNFORD M., KAFKALAS G., *Cities and regions in the new Europe: the global-local interplay and spatial development*, Belhaven Press, London, 1992.

Le pouvoir central garde ainsi une mainmise sur le territoire. Ce n'est que dans les années 1980 que la classe politique grecque commence à parler de décentralisation et de réformes nécessaires allant dans ce sens. Les réformes intervenues après 1981 et un langage politique fortement influencé par le principe de décentralisation appliqué en Europe ont incité à la prise d'initiatives au niveau politico-administratif en vue d'une plus grande décentralisation en Grèce. Burgel estime que :

«Un pas est franchi en 1982, quand toutes les municipalités doivent se voir armées d'un instrument de maîtrise de leurs destinées foncières, par l'élaboration d'un plan d'occupation du sol, assortis d'analyses et d'études prospectives. Mais l'initiative de cette déconcentration des politiques de la ville est gérée par l'Administration centrale et reste étroitement inspirée et contrôlée par la forte personnalité du ministre de l'Équipement [...] Les municipalités sont toujours aussi démunies devant l'État⁷⁹³».

Néanmoins, depuis une quinzaine d'années, de tradition très centralisée, le pays connaît une évolution qui tend à accroître les compétences et les moyens financiers des échelons locaux.

La Grèce a connu une première série de réforme de ses collectivités locales avec la réforme dite « Ioannis Kapodistrias⁷⁹⁴ ». En vertu de la loi, le nombre de municipalités (dèmes et communautés) a été réduit considérablement. Le nombre des collectivités locales de premier niveau (dèmes et communautés) est passé de 5775 à 1033 et, par conséquent, l'organisation administrative du pays a été radicalement changée. Cette réforme a amélioré la capacité structurelle et opérationnelle de premier niveau local. Suite à cette réforme, à partir de 1998 le Programme Spécial des Autorités Locales (EPTA en grec) a été mis en œuvre en Grèce. Ce programme visait à encourager le développement des infrastructures, l'organisation et la modernisation opérationnelle des municipalités ainsi que la réalisation des investissements nécessaires pour le développement local. On comptait, suite à cette réforme, seulement 900 dèmes et 133 communautés. Mais il existait toujours de très importants écarts de taille géographique et démographique entre ces entités. Le dème le plus peuplé (Athènes) comptait 745 514 habitants et le moins peuplé (Gramos) seulement 28 habitants. L'Union européenne a également fortement encouragé les réformes de décentralisation en Grèce et le renforcement du poids des collectivités locales régionales. La création des Agences de développement régional (en grec Γεωγραφική Ομάδα) - qui sont des subdivisions administratives définies par Eurostat pour répondre au critère de la Nomenclature des Unités Territoriales Statistiques (NUTS) - va dans le sens d'un renforcement du poids des régions. Il s'agit du premier niveau statistique en Grèce (NUTS 1). Ce découpage a dynamisé certaines régions et redonner une certaine profondeur territoriale régionale au territoire national.

En 2010, au début de la crise grecque, l'Union européenne a encouragé la Grèce à mettre en place un système de réforme des collectivités territoriales pour tenter de réduire les pratiques clientélistes qui gangrénèrent la vie politique locale et les dépenses publiques des collectivités

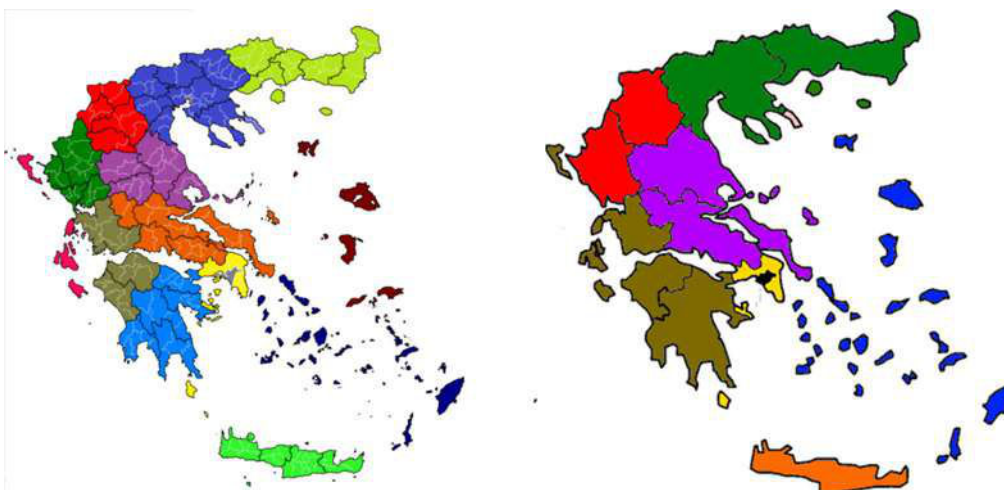
⁷⁹³ BURGEL G., « Comportement politiques et transformations de l'espace en Grèce », in *Géographie Sociale* n°7, 1989, p 365.

⁷⁹⁴ Du nom de l'homme d'État grec du XIXe siècle qui a été membre du gouvernement de la République des Sept-Îles, diplomate au service de l'Empire russe, ministre des Affaires étrangères du tsar Alexandre Ier et gouverneur de la Grèce indépendante de 1827-1831.

territoriales. En mai 2010, une importante réforme, la réforme Kallikratis été mise en place dans ce sens⁷⁹⁵. Le but de la réforme était de simplifier la géographie administrative du pays mais aussi de réaliser d'importantes économies budgétaires :

« La réforme administrative à grande échelle qu'elle a lancée l'année dernière en pleine crise financière en est un contre-exemple. « En 2009, le coût de l'administration locale pesait un total de 4,8 milliards d'euros dans le budget de l'État. Depuis la réforme, les chiffres ont été réduits à 3,6 milliards », soit une économie de 25 %, indique le ministre de l'Intérieur dans un communiqué publié en fin de semaine dernière. La réforme, baptisée « Kallikratis », du nom de l'un des architectes du Parthénon, a consisté à limiter drastiquement le nombre de structures administratives. Ainsi, les 1 034 municipalités grecques ont été réduites à 325, diminuant le nombre d'élus de moitié. Quant aux 57 organisations préfectorales et aux 19 « comtés », ils ont été ramenés à 13 régions, réduisant de 83 % le nombre des administrations locales. Ces fusions se sont accompagnées d'un nouveau mode de gestion, financièrement plus sain, et placé juridiquement sous la tutelle de la Cour des comptes⁷⁹⁶ ».

Les élections législatives grecques de 2009 et la crise financière ont rendu évidente l'urgence de la réforme. L'Union européenne et le FMI, sollicités par le gouvernement Papandréou pour une aide financière, conditionnèrent alors leur participation financière à des économies substantielles et des réformes d'envergure en Grèce. Cette réforme n'apparaissait pas seulement souhaitable, mais nécessaire. Le problème du grossissement du service public, de l'inefficience de l'administration grecque et la nécessité de réaliser des économies devinrent une réelle priorité à cette période. Les divisions administratives ont été considérablement simplifiées : les nomes ont été supprimés par la réforme et remplacés par les 74 « districts régionaux de Grèce » qui reprennent le tracé de certains anciens nomes avec des attributions différentes. Cela a eu pour conséquence de diminuer le nombre d'élus régionaux (passé de 14 960 à 703). Les « districts régionaux » (Αποκεντρωμένη Διοίκηση, Apokentroméni Diíkisi) ont été créés pour assurer la continuité avec les nomes supprimés et remplacent les anciennes 13 « périphéries » ou « régions⁷⁹⁷ ».



⁷⁹⁵ Du nom de l'architecte du temple d'Athéna Nikè.

⁷⁹⁶ « Succès de la réforme Kallikratis », in *Les Echos* n° 20947 du 06 Juin 2011, p 7.

⁷⁹⁷ Avec en plus la communauté autonome du Mont Athos.

Les 13 périphéries grecques avant la réforme ⁷⁹⁸(à gauche), les 7 nouveaux « diocèses décentralisés » créés par la réforme ⁷⁹⁹(à droite).

Le système en place s'apparente à un système de « déconcentration régionale ». La région est dirigée par un secrétaire Général, représentant du gouvernement central, par qui il est nommé. Le secrétaire Général est assisté par un Conseil régional qu'il préside ; il s'agit d'un organe consultatif comprenant les préfets des districts régionaux, des représentants des unions locales de dèmes et de communes et des milieux socio-économiques. Le représentant du gouvernement au niveau de chaque département s'appelle désormais « directeur déconcentré » et se voit rattaché au secrétaire Général de région. Ces régions administratives exercent bien sûr des prérogatives d'État mais les représentants des départements et collectivités territoriales accusent la loi d'avoir dépouillé les départements en transférant l'essentiel de leurs compétences aux régions. Avec la réforme, le nombre de dèmes ou municipalités est passé de 1 034 à 325 diminuant le nombre d'élus locaux de moitié (passés de 16 150 à 8 070). Cette réduction n'est pas allée sans conséquence : beaucoup de petites municipalités ont disparu au profit d'une gestion plus éloignée des citoyens des collectivités locales de premier niveau. Par ailleurs, la distinction entre dème et communauté a maintenant totalement disparu, les 133 communautés encore existantes ayant été soit fusionnées, soit transformées en dèmes⁸⁰⁰. Les dèmes sont administrés par le conseil municipal (organe délibérant) dont les membres sont élus au suffrage universel direct tous les quatre ans. Le conseil municipal est composé du maire (qui le préside) ainsi que de deux à six conseillers municipaux. Les dèmes peuvent être subdivisés, s'ils le jugent opportun, en « quartiers » comportant des représentants élus. Les trois dèmes les plus importants (Athènes, Le Pirée, Thessalonique) sont divisés en « arrondissements », simples circonscriptions administratives dépourvues de personnalité morale.

Les recettes des communes et des dèmes proviennent d'une quote-part (20%) de l'impôt sur le revenu, de taxes sur les véhicules et sur les transactions foncières et immobilières. Depuis 1992, la totalité de l'impôt sur la propriété immobilière revient aux collectivités territoriales. Les recettes des départements sont constituées par une part des impôts nationaux, des redevances et impôts locaux et d'une dotation annuelle du gouvernement. En outre, les dèmes et départements perçoivent des subventions de l'État et de l'Union européenne (surtout dans le cadre des programmes FEDER). Globalement, les collectivités territoriales grecques n'ont pas beaucoup de moyens financiers. A l'échelon régional intervient le Fonds de développement régional ; les programmes de travaux qu'il

⁷⁹⁸ Source : site internet wikipedia, URL :

http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/e/e3/Kallikratis_dioikisi.png

⁷⁹⁹ Source : site internet wikipedia, URL :

http://fr.wikipedia.org/wiki/P%C3%A9riph%C3%A9ries_de_la_Gr%C3%A8ce

⁸⁰⁰ MOREAU S., « Les collectivités locales en Grèce », Conseil Régional du Limousin, septembre 2009, p 43-79.

exécute sont financés par le budget du gouvernement central, par d'autres organisations du secteur public ou par des programmes de l'Union européenne⁸⁰¹.



Les différentes régions traditionnelles de Grèce⁸⁰²

Par cette réforme, le statut des régions se voit renforcé, ce qui va avoir un certain nombre de conséquences dans notre cas d'étude et va contribuer au renforcement du poids des unions de municipalités régionales. Par contre, la diplomatie des petites villes de l'Echange (comme Nea Fokea, Nea Sinasos, Nea Mudanya par exemple) s'en trouve affectée parce que ces villes n'ont plus de représentation institutionnelle pour le jumelage, elles se trouvent rattachées à des dèmes plus grands. On peut se demander également si les nouveaux « diocèses décentralisés » (régions), de par leur taille, permettent de réaliser une réelle cohésion territoriale en leur sein. Enfin, en tant que chercheur, on peut également souligner qu'il est aujourd'hui très difficile de réaliser des recherches sur les municipalités ou autres échelons territoriaux grecs, avant ou après la réforme, parce que la plupart des sites internet ou archives relatives aux échelons antérieurs n'existent plus (ou sont dans les archives des nouvelles communautés créées, mais plus difficiles à trouver). Le nombre de municipalités (dèmes ou communautés) ayant beaucoup fluctué et concerné des très petites municipalités, il est difficile de recueillir des données locales précises dans le cas des municipalités grecques.

⁸⁰¹ MOREAU S., « Les collectivités locales en Grèce », Conseil Régional du Limousin, septembre 2009, p 43-79.

⁸⁰² Source, site « Danses grecques Grenoble », URL : <http://www.danse-grecque-grenoble.fr/61-index.html>

Enfin, on peut se demander si l'on assiste à un véritable mouvement de décentralisation en Grèce dans la mesure où les échelons de pouvoir qui ont été renforcés sont ceux qui sont les moins proches des citoyens. Avec la réforme, on assiste davantage à une rationalisation et un changement d'échelle de l'administration locale plutôt qu'à un mouvement de décentralisation. Cela permet la mise en place de politiques régionales assez conséquentes impulsées par le gouvernement central. Il serait intéressant d'étudier, dans les années à venir, comment ce renforcement du pouvoir central et le développement des « diocèses décentralisés » – ou régions – va se traduire en termes de dynamiques locales, aussi bien infra que transnationales⁸⁰³. Les unions de municipalités des diocèses régionaux, auxquelles toute municipalité grecque est tenue d'adhérer, vont trouver ainsi leur poids considérablement renforcé. Les accords de coopération entre l'union de municipalités de l'Attique (en Grèce) et de celle de l'Egée vont dans ce sens.

3.2. Les réformes de décentralisation et leur difficile mise en œuvre en Turquie

La Turquie a la tradition d'être un pays de tendance centralisatrice. Mais le pays connaît également depuis quelques années un processus de décentralisation⁸⁰⁴. Il dispose d'une administration territoriale très structurée dont les fondements remontent à l'Empire ottoman. Dès la Constitution provisoire de 1921, Mustafa Kemal décide de reprendre l'organisation administrative établie par la loi de 1913 inspirée du modèle départemental et préfectoral français. L'administration locale en Turquie est aujourd'hui régie par les articles 123 (relatif à l'unité de l'administration), 126 (relatif à l'administration centrale) et 127 (relatif aux collectivités locales) de la Constitution turque de 1982. Les préfets (*Vali*) et sous-préfets (*Kaymakam*) sont des acteurs déconcentrés de l'Etat qui sont nommés par l'Etat. Les maires sont par contre élus directement au niveau local. Deux types d'administration sont ainsi présents sur le territoire turc : l'administration d'Etat et l'administration locale⁸⁰⁵.

L'administration d'Etat turque est articulée autour de deux niveaux : les provinces (*Il*) et les arrondissements (*Ilçe*). Elle se compose des préfetures (*Valilik*), de sous-préfetures (*Kaymakamlık*) et des directions territoriales des ministères présents sur le territoire. Les préfets administrent les

⁸⁰³ Voir le texte de loi : ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ Αρ. Φύλλου 87,7 Ιουνίου 2010, ΝΟΜΟΣ ΥΠ'ΑΡΙΘ. 3852, Νέα Αρχιτεκτονική της Αυτοδιοίκησης και της Αποκεντρωμένης Διοίκησης – Πρόγραμμα Καλλικράτης, disponible en ligne, URL : http://www.ypes.gr/UserFiles/f0ff9297-f516-40ff-a70e-eca84e2ec9b9/nomos_kallikrati_9_6_2010.pdf

⁸⁰⁴ ELICIN-ARIKAN Y., *Décentralisation et urbanisme en Turquie*, Broché, Lille, 1996.

⁸⁰⁵ BAYRAKTAR U., MASSICARD É., *La décentralisation en Turquie*, Agence Française de Développement, Focale 07, Istanbul, Aout 2011.

provinces et les sous-préfets, les arrondissements. Il y a aujourd'hui en Turquie 81 provinces et 923 arrondissements.



Carte des préfectures de Turquie⁸⁰⁶

L'administration locale se subdivise en 3 niveaux : les administrations spéciales de la Province (*Il Özel İdaresi*), en théorie, indépendantes du pouvoir central mais concrètement placées sous l'autorité du préfet, les municipalités (*Belediye*) dirigées par le maire et les administrations de village (*Köy*) dirigées par le chef ou maire de village (*Muhtar*). Devant la taille de certaines grandes villes, un niveau administratif supérieur a été créé: la « municipalité métropolitaine » (*Büyük Şehir Belediyesi*). Il y a actuellement, en Turquie, 16 municipalités métropolitaines, 3 225 municipalités et environ 35 000 villages. Les maires, chefs de villages, conseillers municipaux et provinciaux sont élus au suffrage universel, à un tour de scrutin, pour un mandat de 5 ans⁸⁰⁷.

Par ailleurs, la Turquie est divisée en 7 régions géographiques mais elles n'ont ni de statut administratif et exécutif, ni de structures institutionnelles propres. Ces 7 régions sont d'une part la région d'Égée (*Ege*), d'Anatolie centrale (*İç Anadolu*), de la Méditerranée (*Akdeniz*), de l'Est Anatolien (*Doğu Anadolu Bölgesi*), du Sud-est Anadolien (*Güneydoğu Anadolu Bölgesi*), de la Mer

⁸⁰⁶ Site présentant des cartes de la Turquie, URL : <http://www.lethist.lautre.net/turquie.htm>

⁸⁰⁷ TEK H., « Les collectivités territoriales », le blog de l'OVIPOT, URL : http://ovipot.free.fr/collectivites_territoriales_en_turquie_hande_tek_103.htm

Noire (*Karadeniz Bölgesi*) et de Marmara (*Marmara Bölgesi*).



Carte des régions de Turquie⁸⁰⁸

L'organisation territoriale turque apparaît donc comme un système obéissant à une logique qui est plus de déconcentration que de décentralisation. Un processus de décentralisation est néanmoins progressivement à l'œuvre en Turquie depuis quelques années. Le processus d'intégration européenne a donné une nouvelle impulsion politique à la Turquie, accentuant la nécessité d'engager des réformes donnant plus d'indépendance aux collectivités locales, à différents niveaux. On peut citer par exemple comme réforme des circonscriptions locales faites par la Turquie sous l'influence de l'Union européenne la création des NUTS qui a été instaurée en 2002 suscitant, qui, bien qu'elle n'ait qu'un caractère statistique, a provoqué de grands débats en Turquie.



Carte des NUTS en Turquie
(Source : la documentation française⁸⁰⁹)

Elle a été perçue par certains comme une menace de fragmentation du territoire national et la première étape d'un processus de régionalisation politique. La crainte majeure vient de l'autonomie que cela

⁸⁰⁸ Source : <http://www.delinetciler.net/turkiye-hakkinda-hersey/113681-ingilizce-turkce-turkiye-cografic-bolgeler-haritasi.html>

⁸⁰⁹ Source : MASSICARD E., « la décentralisation en Turquie : du principe à la réalité », in *La documentation française*, URL : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000653-la-decentralisation-en-turquie.-du-principe-a-la-realite-par-elise-massicard/article>

pourrait donner à certaines régions, comme la région du sud-est anatolien où réside une majorité de populations kurdes qui revendiquent leur indépendance. Rappelons que NUTS est une classification établie selon une hiérarchie distinguant 5 niveaux (3 niveaux régionaux et 2 niveaux locaux) et que la Commission européenne se sert du système NUTS à trois niveaux : NUTS 1 désigne les zones régionales disposant de la puissance économique, NUTS 2 renvoie plutôt à des unités de la taille du département ou de la province et NUTS 3 répertorie les unités administratives au niveau rural. La nécessité d'établir des régions NUTS 2 en Turquie a été satisfaite par la création de 26 nouvelles régions statistiques. Ces 26 nouvelles régions NUTS 2 regroupent les 81 provinces en fonction de leurs affinités géographiques, démographiques et économiques.

Dans le cadre de la mise en place des NUTS, de nouvelles structures, les « agences de développement régional » agissant dans le cadre des 26 régions NUTS ont été mises en place. Le but de ces agences est d'avoir une capacité de planification en Turquie mais aussi d'être des structures favorisant un meilleur aménagement du territoire. Comme l'explique Hande Tek :

« Ces Agences apparaissent, eu égard au projet de loi qui leur est consacré, comme un aménagement institutionnel ménageant les exigences de l'Union européenne en matière de développement régional, d'une part, et les réticences « domestiques » à s'engager dans une vraie décentralisation, d'autre part ⁸¹⁰».

Benoit Montabone a réalisé un récent travail qui questionne la création des agences de développement locale en Turquie et leur fonctionnement⁸¹¹. Il met évidence que ces agences participent d'un processus d'eupéanisation territoriale de la Turquie mais aussi que leur mise en œuvre est imparfaite. Elles peinent à s'approprier les modes de planification européenne et restent encore sous influence de la planification étatique, sans réelle capacité d'autonomie. Les objectifs assignés à ces agences rejoignent les prescriptions de l'Union européenne et s'inspirent du principe de partenariat (même s'il n'est pas nommé ainsi) qui est depuis 1993 au cœur de la mise en œuvre des politiques régionales communautaires. Institutions étatiques et agences de développement régionales se partagent la planification du territoire. Le niveau du ministère de l'Intérieur se voit confier la coordination, la supervision et l'évaluation des plans régionaux tandis que les nouvelles agences régionales ont le rôle de coordonner l'ensemble des acteurs locaux pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans régionaux. Toutefois, le fait que ces agences restent dépendantes du Plan National (DPT) réduit malgré tout la portée de la décentralisation du système territorial turc⁸¹².

En ce qui concerne les municipalités, on peut noter que la victoire de l'AKP, en novembre 2002, a ouvert une « fenêtre d'opportunité politique » pour effectuer certaines réformes territoriales car jusqu'à cette date, le gouvernement n'avait pas de majorité stable au Parlement turc, ce qui gênait

⁸¹⁰ TEK H., « Les collectivités territoriales », in *le blog de l'OVIPO*T, URL :

http://ovipot.free.fr/collectivites_territoriales_en_turquie_hande_tek_103.htm

⁸¹¹ MONTABONE B., *La cohésion territoriale en périphérie de l'Union européenne : les enjeux du développement régional en Turquie*, thèse de doctorat de l'université Rennes II, Rennes, 2012, mise en ligne, URL : <http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/65/14/83/PDF/2011theseMontaboneB.pdf>

⁸¹² TEK H., « Les collectivités territoriales », in *le blog de l'OVIPO*T, URL :

http://ovipot.free.fr/collectivites_territoriales_en_turquie_hande_tek_103.htm

l'avènement d'une volonté politique susceptible de promouvoir une réforme profonde de l'administration locale et régionale. Comme le note Elise Massicard et Ulaş Bayraktar :

« Historiquement bien implanté au niveau local, l'AKP a mis la « métropolisation du territoire » au centre de ses ambitions de modernisation du tissu urbain⁸¹³ ».

Une série de lois ont donc été adoptées en 2004 ayant pour objectif de renforcer le processus de décentralisation en Turquie. Comme le souligne Hande Tek, cela a créé l'apparition de deux camps dans la classe politique turque. Ces deux tendances s'affrontent désormais régulièrement lorsque sont en jeu des questions touchant à la répartition des compétences entre collectivités locales et le gouvernement central :

« Pour le gouvernement de l'AKP qui les soutient, en premier lieu, ces lois, malgré leurs insuffisances voire leurs lacunes, vont créer une structure plus transparente, plus participative et plus démocratique. Mais, en second lieu, pour l'opposition regroupée en particulier autour du CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi*- Parti Républicain du Peuple), des syndicats et de certaines ONG, l'initiative prise par le gouvernement est dangereuse. En effet, si ce second camp accepte la nécessité d'une réforme de l'administration publique territoriale, il estime que les solutions proposées, comme par exemple, l'adoption du principe de subsidiarité, risquent d'être incompatibles avec la structure unitaire de l'Etat turc⁸¹⁴ ».

L'Union européenne se félicite de ces réformes de décentralisation, même si elle semble davantage préoccupée par la mise en place de réformes d'envergure régionale en Turquie :

« Ce n'est que dans son rapport de 2005 – soit après l'adoption de ces réformes – que la Commission les mentionne, pour les saluer : « Les préparatifs de la Turquie en vue de la mise en œuvre d'une politique régionale sont subordonnés à la réforme de l'administration publique en cours (...) Il convient de se féliciter de ce paquet législatif dans la mesure où il confie la responsabilité d'un certain nombre de fonctions d'exécution aux niveaux inférieurs de l'administration publique et introduit une mesure de démocratie locale à l'échelon provincial. Cela devrait faciliter l'application des principes de partenariat (...) Les progrès qui ont été constatés pour ce qui concerne la mise en place du cadre législatif devant permettre la décentralisation de l'administration publique turque devraient contribuer à favoriser une approche participative de la politique régionale »⁸¹⁵ ».

Ce n'est donc pas en soi, mais toujours par rapport à la politique régionale que la Commission envisage ces réformes, tout en restant en même temps floue sur la définition de ce que sont les autorités régionales⁸¹⁶.

⁸¹³ BAYRAKTAR U., MASSICARD É., *La décentralisation en Turquie*, op. cit., p 23

⁸¹⁴ TEK H., « Les collectivités territoriales », le blog de l'OVIPOT, URL :

http://ovipot.free.fr/collectivites_territoriales_en_turquie_hande_tek_103.htm

⁸¹⁵ Commission européenne, 2005, pp. 114- 115, cité dans U. BAYRAKTAR, É. MASSICARD, *La décentralisation en Turquie*, op. cit., p 23

⁸¹⁶ De nombreux États membres ne reconnaissent pas la région comme échelon de gouvernement ; ceux qui le font divergent au sujet de sa nature et de ses fonctions. Pour ce qui est de la Turquie, le chapitre 22 sur la politique régionale n'est pas même ouvert aux négociations, car il a été gelé par la France – ce qui rend d'autant moins prégnante une éventuelle pression européenne déjà floue. BAYRAKTAR, É. MASSICARD, *La décentralisation en Turquie*, op. cit.,

La nouvelle ère de la coopération décentralisée entre villes grecques et turques à partir de 2011 :

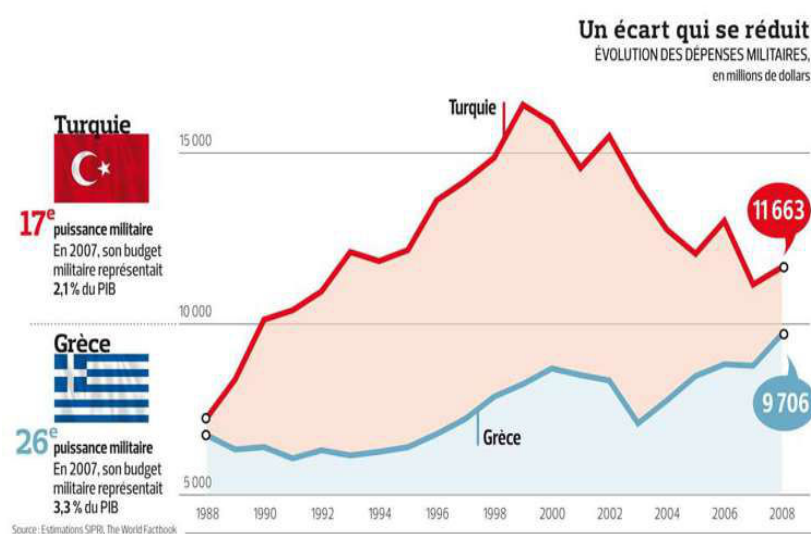
Une manifestation de la « diplomatie de la crise économique grecque » ?

La crise économique grecque, comme on l'a vu, a eu des conséquences sur la législation européenne en matière d'immigration à la frontière gréco-turque. Elle a eu également pour conséquence d'obliger la Grèce à accélérer son processus de réforme du système d'administration territoriale. Mais ses effets ne s'arrêtent pas là. Nous allons voir qu'une des conséquences majeures de la crise va être d'ouvrir une nouvelle ère de rapprochement entre les gouvernements grecs et turcs mais va également se traduire par une augmentation sans précédent de la diplomatie des villes, dans le domaine touristique, économique et culturel, sous l'impulsion de ces différents facteurs. Le déclin de la légitimité de l'Etat dans la crise va avoir pour conséquence de donner plus de poids aux initiatives locales. La crise va également mettre les municipalités grecques dans l'obligation – cela devient dans certains cas une réelle question de survie - de se rapprocher des villes de la côte turque, pour dynamiser leurs économies.

1. La diplomatie de la crise économique grecque et ses manifestations dans les relations bilatérales entre les deux pays

La crise économique grecque a eu des conséquences relativement positives sur les relations gréco-turques. En premier lieu, la Grèce a été contrainte de réduire ces dépenses militaires pour réduire sa dette publique, ce qui a mis un terme à la course aux armements que se livraient les deux pays. Ensuite, la Turquie – plus particulièrement son premier ministre Recep Tayyip Erdoğan – a pratiqué une politique de la main tendue envers la Grèce qui a amélioré les relations entre les deux pays. La visite officielle qu’il a effectuée en Grèce a consacré une nouvelle série d’accords signés entre les deux pays pour dynamiser la coopération - économique et touristique – qui avait déjà été initiée à Davos en 1989 entre les deux pays. La crise grecque et la montée drastique du chômage a également provoqué le départ de nombreux Grecs. Plusieurs d’entre eux – notamment les grecs-orthodoxes qui étaient partis d’Istanbul dans les années 1950, 1960 et 1970 - vont chercher à revenir s’installer en Turquie. Ce flux de migrations dans un sens inverse que celui que connaissaient auparavant les deux pays, va avoir un impact que l’on ne peut encore mesurer mais qui est certain. La diplomatie des villes grecques et turques va paradoxalement se retrouver – comme au moment du tremblement de terre – renforcée par ce choc exogène négatif. La « diplomatie de la crise grecque », si l’on peut l’appeler ainsi, montre une fois de plus que les relations gréco-turques semblent caractérisées par une constante : les chocs exogènes négatifs sont une base constante de rapprochement entre les deux pays. Cette entraide mutuelle va encore se vérifier au moment de la crise économique grecque et prendre de nouveaux visages.

1.1. Première conséquence de la crise : la baisse des budgets militaires de la Grèce



La Grèce a toujours connu un endettement très important de ses dépenses publiques en raison de la part exorbitante qu'elle consacre à son armée de manière structurelle depuis de nombreuses années :

« Il est patent que le pourcentage des dépenses militaires de l'État grec par rapport au PNB est aujourd'hui un des plus élevés du monde. Les données ci-après sont fondées principalement sur des chiffres officiels ; les chiffres réels seraient probablement plus élevés. Les dépenses militaires de l'État grec ont presque toujours été très élevées depuis sa création, en 1830, jusqu'à 1974⁸¹⁸ ».

En effet, l'Etat grec a toujours été, dès ses débuts, très endetté :

« Endettement lourd et chronique, dépenses militaires énormes: l'origine de ces caractères structurels coïncide avec la création même de l'État hellénique. Dès les années 1833-1838, les dépenses militaires représentaient plus de 60 % des dépenses publiques, et, dès 1843, la dette publique atteignait un niveau équivalent approximativement à sept années de dépenses publiques (ou neuf années de recettes). Un peu plus de la moitié de la dette provenait de l' « Emprunt de la Révolution », contracté en 1824-1825, le reste de l'« Emprunt de l'Indépendance », contracté en 1832-1833⁸¹⁹ ».

L'endettement de la Grèce pour son budget militaire date de la création même de l'Etat grec et de la lutte pour son indépendance contre l'Empire ottoman. Cette situation est clairement héritée des conflits qui opposent les deux pays depuis des décennies et a contribué à ce que la Grèce soit sous la coupe et sous influence des puissances occidentales. La Turquie voisine a toujours constitué une menace pour la Grèce, qui a longtemps souffert du syndrome du perdant de la guerre gréco-turque de 1919-1922. Le pays a également été sous domination ottomane pendant plusieurs siècles.

La Turquie, même si elle dispose d'une population et d'une superficie plus grande, est également un pays surarmé où l'armée a pendant très longtemps joué un rôle prépondérant. Les conflits territoriaux qui opposent les deux pays, notamment comme la crise chypriote, contribuent d'alimenter cette course aux armements. En 1952, la Grèce rentre dans l'OTAN, en même temps que la Turquie. La Turquie possède la deuxième armée de l'OTAN. La Grèce est également, pour sa population et sa superficie, un pays « surarmé » :

« [...] En 2009, la Grèce a occupé le quatrième rang mondial des importateurs d'armes. Pour y parvenir, le gouvernement en place mit littéralement le paquet : 1,269 milliard de dollars US fut consacré à cet objectif⁸²⁰ ».

Les données ci-après sont fondées principalement sur des chiffres officiels, les chiffres réels seraient probablement plus élevés. Les effectifs du personnel militaire et le pourcentage de la population active du personnel civil et militaire de la Défense de la Grèce est le plus élevé des membres de l'OTAN : 5, 7% de la population en 1990, 5, 6% en 1995, il connaît néanmoins une baisse à partir de 2000 - on

⁸¹⁷ MARCHAND L., « La crise économique pourrait favoriser une détente militaire gréco-turque », in *Le Figaro*, du 14 mai 2010.

⁸¹⁸ DERTILIS G. B., « Dette publique et dépenses militaires : la Grèce et la question d'Orient », en ligne, URL : http://www.dertilis-history.gr/App_Upload/arhra/dette_publique2.pdf

⁸¹⁹ DERTILIS G. B., « Dette publique et dépenses militaires : la Grèce et la question d'Orient », p 396-397, en ligne, URL : http://www.dertilis-history.gr/App_Upload/arhra/dette_publique2.pdf

⁸²⁰ DENIER J.L., « La Grèce est endettée mais surarmée. Cherchez l'erreur! », in *Marianne*, du 7 juin 2011, en ligne, URL : http://www.marianne.net/La-Grece-est-endetee-mais-surarmee-Cherchez-l-erreur_a207086.html

peut se demander si c'est un effet de la « diplomatie du tremblement de terre » d'ailleurs -, passant de 4,9% (en 2000) à 3% en 2007 puis 2,9% en 2009⁸²¹. Le budget militaire, en pourcentage du PIB, est lui aussi très élevé, même s'il est en baisse : de 5,1% du PIB en 1988, il passe à 4,4% du PIB en 1995 puis 4,1% en 2003, pour atteindre 3,1% du PIB en 2009⁸²². Le pays faisait partie des plus gros importateurs d'armes au monde. Le pourcentage des dépenses militaires de l'État grec par rapport au PNB national reste encore aujourd'hui parmi l'un des plus élevés du monde. Après des décennies de rapports conflictuels et après avoir failli entrer en guerre pour un îlot inhabité en 1996, la Turquie et la Grèce ont aujourd'hui nettement amélioré leurs relations sur le plan militaire. Mais celles-ci butent encore sur le conflit à Chypre et sur le partage de souveraineté en mer Égée, même s'ils pourraient être en passe de se résorber dans le futur.

Pendant longtemps, les forces armées grecques étaient surdimensionnées par rapport aux capacités du pays. Dans un contexte de crise économique, ces dépenses militaires grèvent le budget du pays et contribuent à l'inflation de sa dette publique, et ce depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Par exemple, de 2005 à 2008, alors que la crise des *subprimes* incite les marchés financiers à la prudence, l'État grec augmente le volume de ses emprunts auprès des banques de 80 à 160 milliards de dollars et ses dépenses d'armement augmentent d'un tiers : avions de combat américains pour plus de deux milliards de dollars, six frégates de guerre, des hélicoptères de combat pour 2,9 milliards d'euros ainsi que six sous-marins allemands pour 5 milliards d'euros⁸²³. Malgré le rapprochement et la bonne entente apparente entre les deux pays, pour le gouvernement grec la Turquie représente la menace extérieure numéro un et inversement. La Grèce a prévu de consacrer en 2010 seulement 2,8% de son PIB à ses dépenses militaires, taux en baisse mais qui reste un des taux les plus élevés de l'Union européenne. D. Strauss-Kahn, alors président du FMI, prévenait en 2010 que, face à la crise économique dans laquelle se trouve la Grèce et dans le cadre du prêt accordé par l'institution monétaire, le budget de l'armée serait « clairement diminué » dans les années à venir. Lorsque la crise de la dette publique grecque était au plus fort, l'Etat grec se retrouve donc dans la situation de devoir revoir son budget national sous la pression de l'Union européenne et surtout du FMI :

« Les dépenses militaires vont baisser, c'est sûr, de jusqu'à 10 ou 15 % en 2010, mais je ne vois pas de baisse spectaculaire de l'ordre de 20 % », a affirmé Thanos Dokos, expert des relations gréco-turques et de la défense à la Fondation hellénique pour les politiques européennes. Il existe « des marges de réduction dans le poste de fonctionnement et on attend des annulations ou des reports de programmes, notamment les plus coûteux, comme l'achat d'avions de chasse de la dernière génération », a précisé D. Strauss-Khan à l'AFP. « L'idéal, ce serait une réduction drastique et définitive des dépenses militaires. Mais c'est quelque chose que nous ne pourrions faire que de manière simultanée avec la Turquie », a indiqué de son côté un responsable socialiste grec, sous couvert d'anonymat⁸²⁴.

⁸²¹ Bureau général de la défense grecque, *Statistiques sur les dépenses militaires*.

⁸²² Bureau général de la défense grecque, *Statistiques sur les dépenses militaires*.

⁸²³ DENIER J.L., « La Grèce est endettée mais surarmée. Cherchez l'erreur! », in *Marianne*, du 7 juin 2011, en ligne, URL : http://www.marianne.net/La-Grece-est-endetee-mais-surarmee-Cherchez-l-erreur_a207086.html

⁸²⁴ « L'armée grecque contribuera à l'effort budgétaire », in *Les Echos* n° 20670 du 4 Mai 2010, p 6.

L'influence de l'armée est également de moins en moins importante dans la vie politique turque, surtout depuis les réformes adoptées par le Parlement depuis juillet 2003 pour réduire son rôle dans la vie politique⁸²⁵, mais aussi à travers l'affaire Ergenekon⁸²⁶. Le procès Ergenekon, qui met en accusation plusieurs généraux de l'armée turque, rejoint le clivage politique turc entre laïcs et partisans du gouvernement de R. T. Erdoğan :

« En septembre 2012, le verdict de l'affaire Balyoz tombe et condamne plus de 300 généraux et officiers à des peines de prison qui sont parfois à vie (cf. notre édition du 22 septembre 2012). Le verdict de l'affaire Ergenekon confirme donc cette sévérité et donne le coup de grâce à une élite qui avait gouverné le pays avant l'arrivée de l'AKP au pouvoir. A cet égard, la condamnation à perpétuité du général Başbuğ est particulièrement symbolique. Il avait été le dernier responsable militaire de haut rang à s'opposer frontalement à l'AKP, entre 2008 et 2010. On s'étonnera que son prédécesseur le général Yaşar Büyükanıt, un opposant tout aussi résolu qui traîne des gamelles autrement plus lourdes, ait réussi à passer à travers les mailles du filet⁸²⁷ ».

Associés à l'opposition, les militaires ne sont pas épargnés par le pouvoir en place, alors que jusqu'ici, ils restaient intouchables. Plusieurs scandales ont éclaté et ont contribué à discréditer l'armée mais aussi à montrer l'ampleur de ce que l'on appelle « l'Etat profond⁸²⁸ » ou « l'Etat dans l'Etat » en Turquie.

La situation de la Grèce nécessite une diminution des dépenses militaires, mais le pays continue de craindre que la Turquie ne respecte pas les traités internationaux concernant les délimitations territoriales dans la mer Egée. Le premier pas vers la Grèce va venir de la Turquie. En mai 2010, accompagné de dix ministres et d'une centaine d'hommes d'affaires, le chef du gouvernement turc Recep Tayyip Erdoğan, décide de provoquer une visite de deux jours chez son voisin grec, au bord de la faillite, pour resserrer les liens entre les deux pays et discuter la question de la réduction des budgets militaires voulue par le FMI. Cette visite constitue un grand pas sur le plan militaire, entre ces deux « ennemis héréditaires » en plein moment de crise pour la Grèce dont la Turquie aurait également pu profiter militairement. Le gouvernement turc souhaite une désescalade réciproque :

« Il est temps de réduire les dépenses militaires entre la Turquie et la Grèce », a lancé Egemen Bağış, ministre chargé des négociations d'adhésion à l'Union européenne, ajoutant que ni l'un ni l'autre n'avaient « besoin de sous-marins français ou allemands »⁸²⁹.

⁸²⁵ UNSALDI L., *Le politique et le militaire en Turquie*, L'Harmattan, Paris, 2005

⁸²⁶ Ergenekon est le nom d'un présumé réseau criminel turc qui serait composé de militants de l'extrême-droite ainsi que de la gauche républicaine, d'officiers de l'armée et de la gendarmerie, de magistrats, de mafieux, d'universitaires et de journalistes. L'affaire, extrêmement complexe et controversée, a vu le Parti républicain du peuple (CHP) - parti d'opposition - accuser l'AKP au gouvernement de vouloir discréditer ses adversaires. En tout, 300 personnes ont été arrêtées de juin 2007 à novembre 2009, et 194 inculpées dans le procès Ergenekon, à des titres divers (conspirations, tentatives d'assassinat contre le Prix Nobel Orhan Pamuk ou le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan lui-même, ou assassinats des journalistes Hrant Dink et Uğur Mumcu).

⁸²⁷ MARCOU J., « Le verdict de l'affaire Ergenekon plus sévère encore que celui de l'affaire Balyoz », *blog de l'OVIPO* du 6 août 2013, en ligne, URL : <http://ovipot.hypotheses.org/9347>

⁸²⁸ *Derin devlet*, en turc. Ou « l'Etat dans l'Etat ».

⁸²⁹ FIEVET J.L et BAS-RABERIN P., « Grèce et Turquie évoquent la réduction des dépenses militaires », in *L'express* du 15 mai 2010, en ligne, URL : http://www.lexpress.fr/actualites/2/grece-et-turquie-evoquent-la-reduction-des-depenses-militaires_892259.html

Mais la Turquie garde néanmoins, même suite à ces déclarations, un budget militaire important en raison de sa situation géostratégique, de ses frontières moyenne-orientales et de la présence du Parti des Travailleurs du Kurdistan - PKK - dans l'est du pays. Le budget de la défense échappe toujours au contrôle du Parlement et l'armée n'est pas entièrement soumise à l'autorité du gouvernement. Elle reste la deuxième armée en effectifs de l'OTAN après l'armée américaine et la sixième armée en effectifs au niveau mondial⁸³⁰.

La démarche turque a été appréciée par le gouvernement grec, pourtant, elle n'a pas fait l'unanimité de la classe politique ni de la population grecque, dont une partie se méfie de la main tendue turque. Panos Beglitis, vice-ministre grec de la Défense, a rétorqué que la Turquie devait au préalable respecter « les traités internationaux pour créer un climat de confiance⁸³¹ ».

Il semble néanmoins que les deux pays marchent vers une normalisation de leurs relations, surtout du point de vue militaire. La normalisation des relations pourrait d'autant plus être facilitée par le fait que la dispute pour le contrôle des eaux égéennes a perdu de son intérêt : la qualité du pétrole contenu dans ses sous-sols s'est finalement révélée peu importante et son extraction coûteuse. Militairement, la mer Égée n'est d'ailleurs plus une priorité pour Ankara : ces dernières années, une des deux armées qui était stationnée sur la côte ouest a été redéployée dans le sud-est du pays pour combattre la guérilla du PKK. Comme l'a clairement mentionné Recep Tayyip Erdoğan lors d'une conférence de presse donnée avec Papandréou :

« Nous ne souhaitons pas voir la mer Egée comme une mer qui nous sépare. Nous voulons voir l'Egée comme un océan de paix⁸³² ».

La frontière gréco-turque, et plus particulièrement la région de l'Egée, qui a longtemps constitué un territoire de conflits potentiels où les troupes turques et grecques étaient présentes, semble donc *a priori* vouée à un avenir plus pacifique. Cela va avoir des conséquences sur les relations transfrontalières de cette zone. Ensuite, il faut également noter que le budget militaire était déjà à la baisse et que les relations entre les deux pays, à partir de 1999, s'étaient déjà considérablement améliorées. Une période de détente au niveau intergouvernemental avait déjà été amorcée en 2004 entre Recep Tayyip Erdoğan et Costas Karamanlis :

« L'élan des retrouvailles culmine avec la visite de Recep Tayyip Erdoğan à Athènes en 2004. Cet été-là, Costas Karamanlis est même témoin au mariage de la fille de M. Erdoğan. Depuis, les hommes d'affaires des deux pays ont continué sur cette lancée. Le commerce bilatéral a fait un bond, les importations turques en Grèce ont doublé entre 2001 et 2006, les investisseurs grecs ont fait une entrée remarquée dans le secteur bancaire turc. Les

⁸³⁰ UNSALDI L., *Le politique et le militaire en Turquie*, L'Harmattan, Paris, 2005,

⁸³¹ FIEVET J.L et BAS-RABERIN P., « Grèce et Turquie évoquent la réduction des dépenses militaires », in *L'express* du 15 mai 2010, en ligne, URL : http://www.lexpress.fr/actualites/2/grece-et-turquie-evoquent-la-reduction-des-depenses-militaires_892259.html

⁸³² FIEVET J.L et BAS-RABERIN P., « Grèce et Turquie évoquent la réduction des dépenses militaires », in *L'express* du 15 mai 2010, en ligne, URL : http://www.lexpress.fr/actualites/2/grece-et-turquie-evoquent-la-reduction-des-depenses-militaires_892259.html

touristes grecs font le bonheur des commerçants du Grand Bazar d'Istanbul. Les hommes politiques ont construit un partenariat énergétique. Bref, la *realpolitik* semble sur les rails. Même les militaires participent à cet effort national : au mois de décembre 2007, les deux armées ont annoncé la mise en place d'opérations conjointes dans le cadre des missions de l'Otan ⁸³³».

On peut également rappeler que la visite de R. T Erdoğan à Athènes en 2004 avait été suivie d'une visite de Costas Karamanlis à Ankara en 2005. Le Premier ministre grec avait été invité à Ankara par son homologue turc, Recep Tayyip Erdoğan, pour l'inauguration du projet de gazoduc qui acheminera le gaz du Caucase vers l'Europe, via leurs deux pays. La célébration avait lieu sur le fleuve Meriç, à la frontière gréco-turque. C'était la première visite officielle d'un représentant du gouvernement grec en Turquie depuis 1959, qui avait déjà marqué une nouvelle étape dans les bonnes relations entre les deux pays.

1.2. Deuxième conséquence de la crise : l'augmentation de la coopération économique, touristique et culturelle entre les deux pays



Rencontre en mai 2010 entre Recep Tayyip Erdoğan (à gauche) et Georges Papandréou (à droite) ⁸³⁴

La rencontre entre R. T Erdoğan et G. Papandréou en 2010 a porté majoritairement sur la réduction des budgets militaires mais aussi sur des accords de coopération économique entre les deux pays. En effet, lors de la rencontre entre les deux chefs d'Etat, 21 accords bilatéraux touchant au tourisme, à l'environnement, à l'énergie ainsi qu'à la gestion des frontières ont été signés. On peut réellement parler d'un nouveau souffle dans la dynamique de rapprochement gréco-turc avec cette « diplomatie de la crise économique ». Comme l'a expliqué Papandréou lors de cette visite :

⁸³³ « Des retrouvailles gréco-turques en demi-teinte », in *Le figaro*, du 23 janvier 2008.

⁸³⁴ Source : article « 21 accords de coopérations signés aujourd'hui entre la Turquie et la Grèce », in *Turquie de France*, du 14 mai 2010, en ligne, URL : <http://www.turquie-fr.com/21-accords-de-cooperations-signes-aujourd'hui-entre-la-turquie-et-la-grece/14/05/2010/#more-3129> 14 mai, 2010

« Malgré les fluctuations qui ont affecté nos relations, et peut-être à cause d'elles, la Grèce et la Turquie ont le devoir de trouver des bases de coopération et de compréhension. Cela débouchera sur une normalisation complète de ces relations⁸³⁵ ».

Papandréou a également réaffirmé le soutien de la Grèce à la candidature turque à l'UE. Il a néanmoins souligné le fait qu'Ankara devait honorer ses engagements et fait comprendre qu'un rapprochement bilatéral dépendrait de la bonne volonté manifestée par la Turquie dans le dossier de la mer Egée et de ses efforts pour réunifier Chypre. Le point important de la rencontre concernait surtout l'aspect économique de la coopération gréco-turque. La Grèce, en pleine difficulté financière, cherche alors des investisseurs pour avoir des liquidités de remboursement. Après s'être tournée vers l'Union européenne, elle a également lancé des appels en direction des investisseurs chinois, mais aussi turcs. Les investisseurs turcs ont répondu à l'appel pour investir en Grèce, d'autant plus que les investissements en Grèce, en période de crise, peuvent être avantageux pour la Turquie.



Signature des dossiers de coopération économique et touristique entre R. T. Erdoğan et G. Papandréou⁸³⁶

Athènes compte sur un vaste programme de privatisations destiné à rapporter 50 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat. Comme l'a déclaré Constantin A. Papadopoulos, ancien membre du ministère grec des Affaires étrangères :

« Au-delà des divergences apparentes de destin entre nos deux pays, nous avons une grande occasion de renforcer la coopération de nos économies complémentaires⁸³⁷ »

Invité à une conférence destinée à vanter en Turquie les avantages du marché grec, il s'est dit également :

« Prêt à fournir aux entreprises turques tout le soutien nécessaire afin qu'elles explorent les occasions d'investissements les plus rentables⁸³⁸ ».

⁸³⁵ FIEVET J.L et BAS-RABERIN P., « Grèce et Turquie évoquent la réduction des dépenses militaires », in *L'express* du 15 mai 2010, en ligne, URL : http://www.lexpress.fr/actualites/2/grece-et-turquie-evoquent-la-reduction-des-depenses-militaires_892259.html

⁸³⁶ « Erdoğan peut-il sauver la Grèce ? » du 20 mai 2010, mon blog défense, en ligne ; <http://defense-jgp.blogspot.com/2010/05/erdogan-peut-il-sauver-la-grece.html>

⁸³⁷ PERRIGUEUR E., « Quand la crise rapproche la Grèce et la Turquie », in *Le monde* du 5 mars 2013, en ligne, URL : <http://labogrec.blog.lemonde.fr/2013/03/05/quand-la-crise-ameliore-les-relations-greco-turques>

Lors de cette rencontre organisée en mars 2012 à Istanbul, plus de 120 entreprises turques se sont renseignées sur les secteurs concernés par ces privatisations :

« La compétition sera rude mais les entreprises turques ont les reins solides », commente Selim Egeli, président du Conseil d'affaires gréco-turc au sein du DEİK (*Dış Ekonomik İlişkiler Kurulu* - Conseil des Relations Economiques Extérieures). Cet homme d'affaires confirme « l'énorme intérêt » de groupes turcs pour « tous les secteurs » avec une préférence pour les infrastructures (prise de participation dans les ports du Pirée et de Salonique), l'immobilier, le tourisme et la construction. Selon l'AFP, la Turquie serait intéressée par l'achat d'un terrain d'1 million de m² sur l'île de Rhodes et d'un autre de 500 000 m² à Corfou. « Nous recherchons des occasions d'investir en Grèce et notre priorité sera les ports », explique de son côté, Adnan Nas, de la branche turque de *Global Investment holding*⁸³⁹ ».

Ces initiatives de rapprochement économique se sont poursuivies tout au long des années 2012 et 2013.



Rencontre entre plus de 700 hommes d'affaires dans le cadre du Forum d'affaires gréco-turque coordonné par le ministère de l'Economie en collaboration avec le Conseil des Relations Economiques Etrangères (DEİK) et l'Assemblée des Exportateurs Turcs (TIM) le 5 mars 2013
(Source : quotidien turc Sabah⁸⁴⁰)

En 2013, le 5 mars, près de 700 hommes d'affaires - dont 102 provenaient de Grèce - ont participé à un forum d'affaires gréco-turc coordonné par le ministère de l'Economie turc en collaboration avec le Conseil des Relations Economiques Etrangères (DEİK- *Dış Ekonomik İlişkiler Kurulu*) et l'Assemblée des Exportateurs Turcs (TIM- *Türkiye İhracatçılar Meclisi*). Les deux Premier-ministres Recep Tayyip Erdoğan et Antonis Samaras ont montré, dans leurs discours d'ouverture du forum, une véritable volonté d'approfondir la coopération gréco-turque dans le domaine de l'énergie et dans les projets

⁸³⁸ NERBOLLIER D., « La crise rapproche entrepreneurs turcs et grecs », in *La tribune* du 3 mai 2012, en ligne, URL : <http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20120503trib000696835/la-crise-rapproche-entrepreneurs-turcs-et-grecs-.html>

⁸³⁹ NERBOLLIER D., « La crise rapproche entrepreneurs turcs et grecs », in *La tribune* du 3 mai 2012, en ligne, URL : <http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20120503trib000696835/la-crise-rapproche-entrepreneurs-turcs-et-grecs-.html>

⁸⁴⁰ ERGIN B., « Greeks seeking new partners », in *Sabah* du 5 mars 2013, en ligne, URL : <http://english.sabah.com.tr/economy/2013/03/05/greeks-seeking-turkish-partners>

touristiques ou immobiliers. Dans son discours d'ouverture, le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan a même appelé les agents du forum à porter le volume du commerce commun jusqu'à dix milliards de dollars d'ici la fin de 2015. Il a également souligné que le commerce bilatéral entre les deux pays avait augmenté de plus de 100% au cours des dix dernières années. Il a incité les hommes d'affaires à réduire les effets de la crise grecque, soulignant que la crise économique subie par la Grèce pourrait avoir des effets sur la Turquie voisine⁸⁴¹. Le Premier ministre grec Antonis Samaras quant à lui, a particulièrement insisté, sur sa volonté de promouvoir la croissance du tourisme entre les deux pays :

« Nous voulons plus de Turcs de venir en Grèce. Afin de permettre que cela se produise, nous serons davantage l'expansion de notre processus de délivrance des visas aux postes-frontières pour les Turcs⁸⁴²».

Les deux économies se retrouvent dans une situation de complémentarité. L'extraordinaire dynamisme de l'économie turque ces dernières années lui permet de réellement faire une politique de la main tendue envers la Grèce. En effet, depuis une décennie, la Turquie a connu un boom spectaculaire, essentiellement poussé par des emprunts à l'étranger. En 2010, la Turquie affiche un taux de croissance de + 9,1 %, supérieur à celui du Brésil (+ 7,5 %) ou de l'Allemagne (+ 3,7%). L'économie turque a une croissance de 8,5% en 2011, surtout tirée par le crédit qui a connu, à cette période, une explosion supérieure à 40%⁸⁴³. La majorité de cet argent provient de l'étranger (et demeure de ce fait relativement volatil). Le pays a connu une crise sévère en 2000-2001 qui a nécessité l'emprunt de crédits auprès du FMI. L'économie a connu une période d'austérité et de difficultés mais semble aujourd'hui être tirée d'affaire. La Turquie est un pays industrialisé où l'agriculture occupe néanmoins une place importante dans la production de la richesse nationale. Et, depuis quelques temps, le secteur du tourisme est particulièrement en expansion :

« Le nombre de touristes étrangers ayant visité la Turquie a augmenté de 22,5 % sur la même période pour atteindre 4,2 millions de personnes. Pour le seul mois de mars 2013, cette progression atteint à un peu plus de 26 % par rapport au mois de mars 2012, soit 1,8 million de touristes. Istanbul arrive au mois de mars 2013 en tête des villes choisies par les touristes pour arriver en Turquie à l'occasion de leur séjour. Près de la moitié d'entre eux plébiscitent Istanbul (45,57 %, soit 839 015 touristes)⁸⁴⁴ ».

La vitalité de l'économie turque s'explique également par la présence d'un grand marché intérieur et de possibilités d'investissements importants. L'économie turque est une économie relativement

⁸⁴¹ PERRIGUEUR E., « Quand la crise rapproche la Grèce et la Turquie », in *Le monde* du 5 mars 2013, en ligne, URL : <http://labogrec.blog.lemonde.fr/2013/03/05/quand-la-crise-ameliore-les-relations-greco-turques>

⁸⁴² Extrait original : « Greek Prime Minister Antonis Samaras addressed the increasing tourism between the two nations and told participants, "We want more Turks to come to Greece. In order to allow this to happen, we will be further expanding our visa-issuing process at border gates for Turks." Samaras also said that Turkish and Greek firms could join forces by entering third world countries together », in ERGIN B., « Greeks seeking new partners », in *Sabah* du 5 mars 2013, en ligne, URL : <http://english.sabah.com.tr/economy/2013/03/05/greeks-seeking-turkish-partners>

⁸⁴³ « L'économie turque, motif de préoccupation », in *Turquie Européenne* du 10 mai 2012, en ligne, URL : <http://labogrec.blog.lemonde.fr/2013/03/05/quand-la-crise-ameliore-les-relations-greco-turques>

⁸⁴⁴ « Le tourisme médical en plein boum en Turquie », in *Invest in Turkey* du 30 avril 2013, en ligne, URL : <http://www.invest.gov.tr/fr-FR/infocenter/news/Pages/300413-health-tourism-booming-in-turkey.aspx>

ouverte. Les échanges extérieurs représentent 48 % du PIB contre 22 % au Brésil et 88 % en Allemagne⁸⁴⁵. L'Union européenne est le premier partenaire commercial du pays.

Ensuite, il est également important de rappeler que, depuis le processus de Davos, mais aussi depuis l'année 2000, les relations économiques entre la Grèce et la Turquie ont beaucoup augmenté⁸⁴⁶. Après 1999, les deux pays ont connu un boom dans leurs relations commerciales : le commerce bilatéral est passé de 970 millions de dollars en 2000 à 2 milliards en 2004.

« En 2012, il atteint 5 milliards de dollars. La Turquie est ainsi devenue « le second partenaire commercial de la Grèce », comme l'a souligné le conseiller économique et commercial du gouvernement grec, Lambis Kounalakis, de passage à Ankara en octobre dernier. « 2,5 milliards de dollars d'exportations des entreprises grecques en Turquie, et 1,6 milliards de dollars d'exportation turques en Grèce⁸⁴⁷ ».

Nous avons essayé de trouver des données sur les échanges économiques transfrontaliers et transrégionaux mais nous n'avons malheureusement pas pu avoir accès à ces données. Nous nous contenterons donc des données relatives aux échanges économiques entre les deux pays au niveau international. Même si la Grèce n'est que le 25ème partenaire commercial de la Turquie, le commerce bilatéral entre Athènes et Ankara est en constante hausse et a connu une très forte accélération. Les importations turques en provenance de Grèce ont cru de 66%, poussées notamment par l'achat de viande et de bétail. La Turquie exporte de nombreux produits en direction de la Grèce : fer, acier, coton, tissu, produits métalliques, fruits et légumes, poisson, vêtements, machines, cuir, verre et céramique, huile et produits en plastique⁸⁴⁸. À la fin de 2009, le volume du commerce bilatéral a atteint près de 2 milliards d'euros. Les secteurs du commerce, de l'énergie, des transports et du tourisme ont émergé comme des zones fertiles de coopération économique entre les deux pays. Il y a 390 entreprises grecques opérant en Turquie. Le montant de leurs investissements directs en Turquie a augmenté à 4,78 milliards d'euros⁸⁴⁹. Le secteur bancaire a jusqu'ici été le secteur le plus dynamique dans les investissements directs. La banque turque *Ziraat Bankası* a ouvert deux succursales à Athènes et à Komotini et un permis nécessaire a été accordé par les autorités grecques pour une troisième succursale à Xanthi⁸⁵⁰. Autre signe de la vigueur de ces relations économiques bilatérales, le nombre

⁸⁴⁵ *Synthèse de l'économie turque en 2010. Analyse en composantes principales*. Données : Banque mondiale, URL : <http://donnees.banquemondiale.org/actualites/classification-des-pays-2013>.

⁸⁴⁶ AKSU F., « Confidence building, negotiation and economic cooperation effort in Greek-Turkish relations (1990-2004) », in *Turkish Review of Balkan Studies*, n° 9, 2004, p 1-70.

⁸⁴⁷ PERRIGUEUR E., « Quand la crise rapproche la Grèce et la Turquie », in *Le monde* du 5 mars 2013, en ligne, URL : <http://labogrec.blog.lemonde.fr/2013/03/05/quand-la-crise-ameliore-les-relations-greco-turques>

⁸⁴⁸ PERRIGUEUR E., « Quand la crise rapproche la Grèce et la Turquie », in *Le monde* du 5 mars 2013, en ligne, URL : <http://labogrec.blog.lemonde.fr/2013/03/05/quand-la-crise-ameliore-les-relations-greco-turques>

⁸⁴⁹ ERGIN B., « Greeks seeking new partners », in *Sabah* du 5 mars 2013, en ligne, URL : <http://english.sabah.com.tr/economy/2013/03/05/greeks-seeking-turkish-partners>

⁸⁵⁰ « 21 accords de coopérations signés aujourd'hui entre la Turquie et la Grèce », in *Turquie de France*, du 14 mai 2010, en ligne, URL : <http://www.turquie-fr.com/21-accords-de-cooperations-signes-aujourd'hui-entre-la-turquie-et-la-grece/14/05/2010/#more-3129> 14 mai, 2010

d'entreprises grecques enregistrées en Turquie a augmenté de 10% en 2011. Avec 74 millions d'habitants, la Turquie représente un énorme marché pour son petit voisin grec :

« En temps de crise, lorsque les consommateurs ne peuvent plus acheter, il est normal que les entreprises se tournent vers des marchés plus profitables », explique Selim Egeli. « Cela explique l'intérêt actuel des entreprises grecques spécialisées dans la chimie, l'aluminium, ou les aliments pour bébé », avance-t-il⁸⁵¹ ».

Néanmoins, toute la population grecque ne voit pas d'un bon œil ces investissements turcs massifs en Grèce :

« Il y a une lourde histoire entre la Grèce et la Turquie, jamais un investisseur ne pourra acheter la Grèce, les autorités s'y opposeront », tranche pourtant un membre du parti d'opposition grec Syriza, pour qui la domination ottomane « marque encore les esprits ». Pour la force politique grecque Dimar, actuellement au gouvernement, une entente « prudente » avec la Turquie reste possible. L'un de ses membres, Georgatos Gerassimos assure que son pays « veut dépasser les nationalismes ». Mais s'il assure être « tout à fait ouvert aux investissements turcs », pour lui « l'AKP (parti turc au pouvoir), même s'il reste modéré, ne prend pas une direction avantageuse, il se tourne vers l'Asie et le monde musulman. Cela peut être dangereux. Surtout si le pays envisage une alliance avec l'Égypte⁸⁵² ».

Progressivement, la présence turque s'intensifie néanmoins dans plusieurs villes de Grèce et certaines promesses ne plaisent pas à la population, qui voit dans le rapprochement d'Erdoğan une forme de « néo-ottomanisme » caché. La construction d'une mosquée à Athènes accélérée par Papandréou au moment de la crise avant la visite d'Erdoğan a créé des réactions contradictoires :

« Longtemps bloquée par la puissante Église orthodoxe grecque, la construction de la mosquée d'Athènes est le fruit de trois lois (de 1939, janvier 2000 et octobre 2006). Malgré les réticences, notamment de l'extrême droite, la mosquée devait voir le jour dans le quartier industriel d'Elaiona. Les autorités grecques réfutent les explications de la presse, évoquant un « cadeau au Premier ministre turc ». Selon Thanos Dokos, du centre de recherche Eliamep, « avec l'arrivée d'immigrés venus d'Afrique et d'Asie, le nombre de musulmans en Grèce ne cesse d'augmenter », souligne-t-il. « Papandréou a fait accélérer les choses mais cela n'est pas directement lié à la visite du Premier ministre turc », conclut-il. La mosquée ouvrira ses portes d'ici la fin de l'année⁸⁵³ ».

Le rapprochement entre les deux gouvernements ne fait donc pas l'unanimité de toute la population. Néanmoins, la baisse des budgets militaires et l'augmentation de la coopération économique – surtout de la coopération touristique – va dans le sens d'une plus grande pacification des frontières entre la Grèce et la Turquie, qui participe de ce processus de transnationalisation progressive des espaces transfrontaliers entre les îles grecques et la côte turque en Égée.

⁸⁵¹ NERBOLLIER D., « La crise rapproche entrepreneurs turcs et grecs », in *La tribune* du 3 mai 2012, en ligne, URL : <http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20120503trib000696835/la-crise-rapproche-entrepreneurs-turcs-et-grecs-.html>

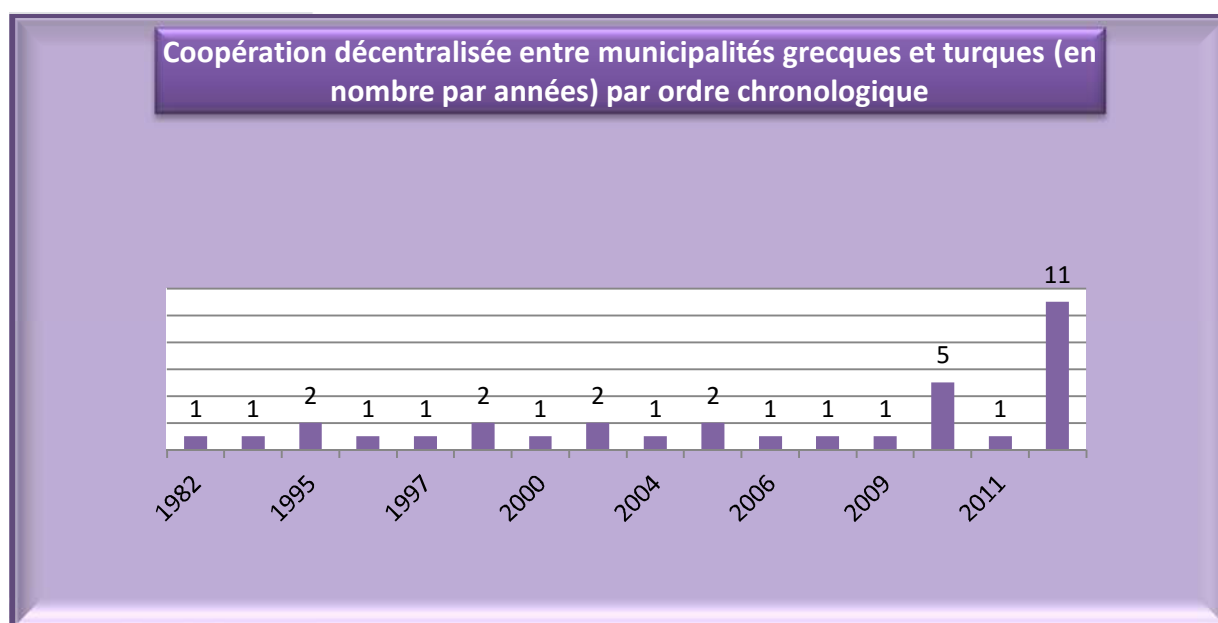
⁸⁵² PERRIGUEUR E., « Quand la crise rapproche la Grèce et la Turquie », in *Le monde* du 5 mars 2013, en ligne, URL : <http://labogrec.blog.lemonde.fr/2013/03/05/quand-la-crise-ameliore-les-relations-greco-turques>

⁸⁵³ MARCHAND L., « Papandréou reçoit Erdoğan pour établir la confiance », in *Le Figaro* du 13 mai 2010, URL : <http://www.lefigaro.fr/international/2010/05/13/01003-20100513ARTFIG00587-papandreou-recoit-erdogan-pour-etablir-la-confiance.php>

1. La coopération décentralisée : une étape supérieure dans la diplomatie des villes grecques et turques

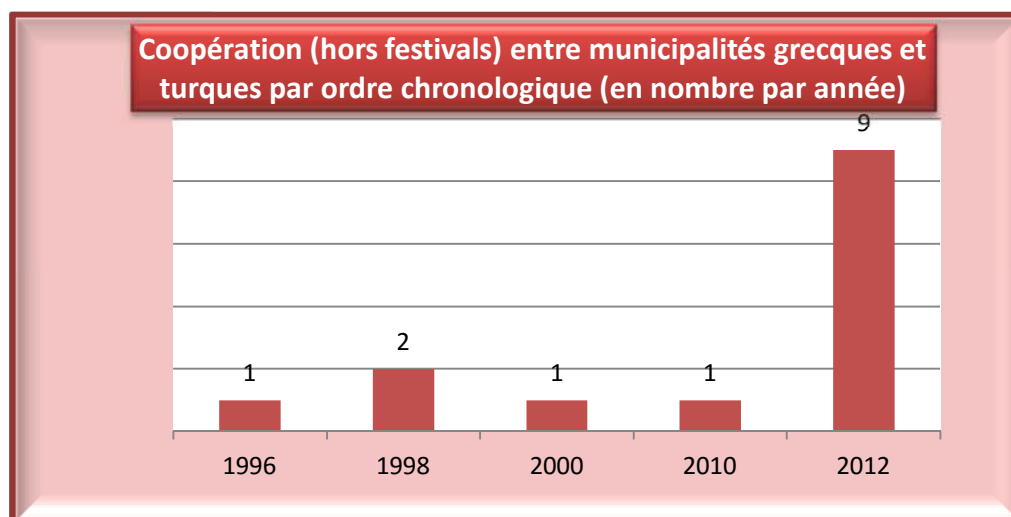
1.1. L'accélération des accords de coopération en 2012

La volonté gouvernementale de rapprochement va se traduire également, au niveau local, par un renforcement de la coopération entre villes. Les échanges – aussi bien économiques, touristiques que culturels entre villes – vont se trouver renforcés par les dispositions prises par les deux chefs d'état. Mais pour les développer encore davantage, on va voir que certaines dynamiques – notamment la demande de libéralisation des visas pour l'augmentation du tourisme turc en Grèce – émanent à la fois de la société civile (professionnels du tourisme et acteurs économiques notamment) mais aussi de certaines municipalités, qui vont faire pression sur le gouvernement. Enfin, la « diplomatie de la crise économique » va se traduire, au niveau des villes, par l'entrée dans un nouveau mode de rapprochement qui avait été peu développé auparavant : la coopération décentralisée entre municipalités. En effet, si la période précédente avait vu la massification des jumelages et des festivals d'amitié, à partir de 2012, on assiste à un mouvement de massification de la coopération entre villes, surtout dans le domaine économique et touristique, mais aussi au niveau culturel et dans l'éducation à partir de 2012, comme on peut le voir sur le graphique suivant :



En 2010, 5 initiatives de coopération sont mises en place. Ce sont toutes des festivals d'amitié. Comme on l'a vu à travers le rôle de l'association « Paix et communication dans l'Egée » de Mytilène, les festivals d'amitié tendent à se généraliser sur tout le pourtour égéen turc à cette date, créant un réel

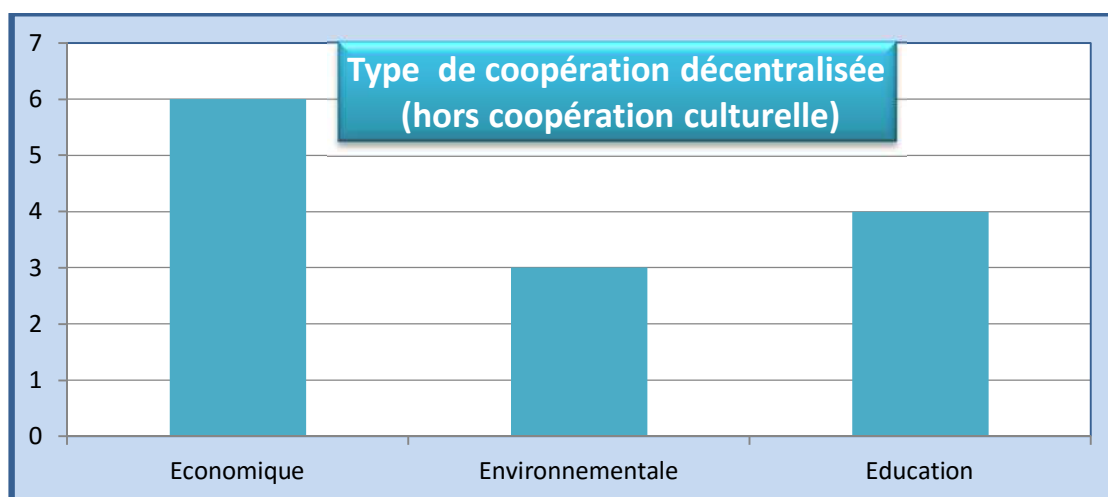
effet de massification du phénomène. A la fin de l'année 2010, la libéralisation partielle des visas pour les détenteurs turcs de « passeports verts » provoque un appel d'air pour les municipalités grecques (comme par exemple Mytilène) qui peuvent organiser des festivals ou des foires artisanales sur leur sol et enfin inviter les Turcs à y participer. Auparavant, ce n'était pas possible et cela expliquait pourquoi les festivals d'amitié avaient lieu en majorité dans les villes turques. Les festivals changent alors de nature et ont pour effet de renforcer la capacité de polarisation de certaines îles grecques sur les villes turques du pourtour littoral. On note également qu'en 2012, la nature de la coopération décentralisée entre villes, qui s'était longtemps cantonnée à la co-organisation de festivals d'amitié, change de nature en devenant une coopération de type économique, touristique et culturelle, comme on le voit dans le graphique ci-dessous :



9 initiatives de coopération - qui ne sont pas la co-organisation de festivals d'amitié - sont mises en place en 2012. 5 initiatives de coopération voient le jour à cette date et 4 protocoles de coopération dans le domaine culturel, touristique et environnemental sont signés. Ces protocoles sont majoritairement signés par des unions de municipalités, qui impliquent notamment l'ensemble les municipalités de la région de l'Égée côté turc et celles de la région de l'Attique en Grèce, comme nous allons le détailler par la suite. L'ampleur et la portée de la dynamique de coopération se trouvent d'autant plus renforcées par le fait que ces protocoles sont signés non pas entre deux, mais entre un nombre très important de municipalités. Même si l'aspect très récent du phénomène ne nous permet que d'esquisser une tendance qui doit tendre à se renforcer pour être réellement significative, nous pouvons néanmoins faire l'hypothèse qu'une nouvelle période s'est ouverte dans le champ de la diplomatie gréco-turque depuis l'avènement de la crise grecque : celle d'une coopération et d'une intégration économique croissante des économies des deux pays et l'avènement d'un modèle de rapprochement entre villes basé sur le co-développement touristique. Nous essayerons donc de montrer comment la crise grecque a rendu cette coopération plus que nécessaire – voire vitale – pour

certaines municipalités grecques. Si les années 2000-2010 ont été très importantes pour les jumelages, l'année 2012 l'a indéniablement été pour la coopération décentralisée entre villes, même si elle n'en reste qu'à ses débuts.

Les domaines de la coopération



La coopération économique représente une part non-négligeable de 46% des initiatives de coopération (hors coopération culturelle) entre municipalités grecques et turques, avec la mise en place de 5 initiatives de ce type en 2012. Elle se traduit essentiellement par de la coopération dans le domaine touristique. Rappelons d'ailleurs que les chambres de commerce locales, plus particulièrement celle d'Izmir et d'Athènes, mais aussi les associations de commerçants, jouent un rôle de lobbying politique très actif auprès des municipalités pour encourager le rapprochement gréco-turc dans le domaine touristique. Elles jouent également ce rôle auprès des deux gouvernements, notamment en demandant l'assouplissement de certaines règles juridiques favorisant le développement des échanges transnationaux entre les deux pays (diminution de certaines barrières douanières et libéralisation des visas pour faciliter le tourisme entre les deux pays).

Le commerce transfrontalier de proximité entre villes des îles et les villes turques des côtes, comme on l'a vu, a un impact fort sur la diplomatie de ces villes. Il en a encore plus dans un contexte

de crise économique grecque. La plupart des villes qui se rapprochent sont des villes où le secteur du tourisme occupe une place importante dans l'économie locale. Leur rapprochement participe de leur développement touristique. Cette coopération économique se traduit par l'ouverture de lignes de bateau, la signature de protocoles de coopération économique et la co-organisation de foires économiques. Beaucoup de municipalités demandent par exemple la mise en place de visas journaliers permettant à la population turque de se rendre dans les îles grecques avec lesquelles elles sont jumelées pour encourager le commerce en berne avec la crise. La coopération entre municipalités autour du tourisme devient un outil de co-développement au niveau local et par extension au niveau transrégional, avec la signature de protocoles de coopération entre unions de municipalités. Le rapprochement de certaines municipalités en Thrace permet également le développement du commerce transfrontalier dans cette région.

Le corpus d'initiatives de rapprochement dans le domaine économique que nous avons retenu est le suivant :

SEFERIHISAR	SAMOS	Coopération (Foire)
CANKAYA	THESSALONIQUE	Coopération (Foire)
IZMIR	DRAMA	Protocole de coopération
EDIRNE	ALEXANDROPOULI	Protocole de coopération
EBB ⁸⁵⁴	PEDNA ⁸⁵⁵	Protocole de coopération

La coopération dans le domaine économique concerne donc l'organisation de foires artisanales et commerciales entre les villes de Samos et Seferihisar, Edirne et Alexandroupoli et enfin entre la municipalité de Thessalonique et celle de Çankaya (un arrondissement de la ville d'Ankara). L'organisation de foires artisanales et commerciales permet aux entrepreneurs et artisans d'une ville de se rendre dans une autre pour vendre leurs produits et faire la promotion de leur artisanat local. En ce qui concerne le rapprochement entre Çankaya et Thessalonique, nous pouvons rappeler que le maire de Çankaya, social-démocrate, a toujours eu des prises de positions en faveur du rapprochement avec la Grèce, bien qu'Ankara soit une ville éloignée de la frontière gréco-turque. Des relations de longue date existent entre ce maire et celui de Thessalonique et ils ont pu officialiser leur rapprochement au moment de l'élection de Yannis Boutaris à la mairie de Thessalonique, qui justifie ce rapprochement auprès de la population de la ville - a priori par forcément encline à ce type d'initiatives - comme un moyen d'apporter des solutions face à la crise grecque. La coopération a été signée pour encourager les relations économiques entre les deux villes, mais est également de nature multidimensionnelle (coopération touristique, culturelle et dans le domaine de l'éducation). Le rapprochement économique

⁸⁵⁴ *Ege Belediyeler Birliği* (Union des Municipalités de l'Egée)

⁸⁵⁵ *Περιφερειακή Ένωση Δήμων Αττικής* (Union des Municipalités de l'Attique)

entre villes, outre l'organisation de foires commerciales, s'est aussi traduit par la signature de protocoles de coopération économique entre villes et entre unions de municipalités : entre la ville d'Izmir (région de l'Égée) et celle Drama (Macédoine orientale), Edirne et Alexandroupolis (région de Thrace), mais aussi deux protocoles de coopération – de nature d'abord économique et puis multidimensionnel – entre l'union des municipalités de l'Attique et l'union des municipalités de l'Égée⁸⁵⁶. Ces protocoles de coopération économique comprennent aussi bien la coopération entre chambres de commerce locales, que l'organisation de manifestations commerciales ou touristiques communes ou encore l'assouplissement de certaines formalités entre ces localités pour favoriser les échanges commerciaux et financiers entre elles.

La coopération dans le secteur de l'Éducation représente 27% des initiatives de coopération mises en place entre les villes grecques et turques. Ces initiatives éducatives se traduisent majoritairement par le financement par certaines municipalités de cours de langue et l'accueil d'élèves d'une autre ville située de l'autre côté de la frontière dans leur propre municipalité. C'est ce qui a été mis en place à l'été 2012 entre les villes de Thessalonique et Istanbul par exemple. Des élèves grecs de la ville de Thessalonique sont venus prendre des cours de langue turque à Istanbul (dans les locaux du syndicat enseignant turc *Eğitim Sen*). Au même moment, la municipalité de Thessalonique a pris en charge des cours de grec pour des étudiants turcs d'Istanbul⁸⁵⁷. Après le tremblement de terre qui a touché la région de l'Est de la Turquie et plus particulièrement la ville de Van, la mairie de Dikili et celle de Thessalonique ont invité les enfants turcs victimes du séisme (notamment ceux qui avaient perdu leurs parents dans le séisme) à venir dans leur ville pour se reposer et être hébergés dans des familles grecques. La municipalité d'Izmir (avec le soutien financier de la chambre de commerce d'Izmir), a également mis en place des visites culturelles alternées d'élèves entre Izmir et les îles de Samos et Chios⁸⁵⁸. Les initiatives de coopération dans le secteur de l'éducation qui ont été retenues pour notre corpus d'étude sont les suivantes :

IZMIR	CHIOS	Coopération
IZMIR	CHIOS	Coopération
IZMIR	SAMOS	Coopération
DIKILI	MIDILI	Coopération
ISTANBUL	THESSALONIQUE	Coopération

Nous retrouvons enfin des initiatives de coopération dans le domaine environnemental, qui représentent une part de 21% de la coopération décentralisée entre villes grecques et turques. Ce nombre est relativement faible si l'on pense à l'intérêt que les villes des îles grecques et des côtes turques de l'Égée et de la Méditerranée auraient à coopérer ensemble dans ce domaine. Les dégâts de

⁸⁵⁶ Information recueillie sur le site « *turkish-greek news* », URL : <http://www.turkishgreeknews.org/>

⁸⁵⁷ Information recueillie sur le site « *turkish-greek news* », URL : <http://www.turkishgreeknews.org/>

⁸⁵⁸ Information recueillie sur le site « *turkish-greek news* », URL : <http://www.turkishgreeknews.org/>

la pêche à la dynamite, de la pollution liée au tourisme en Egée/Méditerranée ou de la pollution industrielle ne semblent pourtant pas constituer une préoccupation majeure des municipalités concernées pour l'instant, même si ce secteur de coopération tend à se développer. Pourtant, un mouvement avait été lancé par l'union des municipalités de Marmara (*Marmara Belediyeler Birliđi*) en 1996, sous l'impulsion de Fikret Töksöz - alors président de l'union - pour coopérer avec l'union des municipalités de l'Attique (*Περιφερειακή Ένωση Δήμων Αττικής*) sur ces questions. De la même manière, un sommet sur l'environnement avait été organisé entre Kuşadası et l'île de Samos, avec la venue d'officiels des deux pays. Enfin, en termes de gestion du territoire, on peut citer également le cas de coopération sur la prévention des risques en milieu urbain, notamment sur la prévention et gestion de catastrophes naturelles comme les séismes. Par exemple, après les tremblements de terre d'Istanbul et d'Athènes de 1999-2000, des municipalités de la région de l'Attique et l'union des municipalités de Marmara se sont réunies en 2001 pour faire un bilan et un partage de compétences sur la question de la gestion du risque sismique à Athènes et Istanbul. Mais cette initiative semble être restée ponctuelle et n'avoir pas été poursuivie par la suite. Ce qui est regrettable dans la mesure où les deux villes - et plus particulièrement Istanbul - sont situées dans des zones où les risques sismiques sont très élevés. Les initiatives de coopération liées à la protection de l'environnement et à la gestion des risques urbains mises en place entre unions de municipalités et villes retenues dans notre corpus d'étude sont les suivantes :

<i>Marmara Belediyeler Birliđi</i> (Union des Municipalités de Marmara)	Τοπική Ένωση Δήμων και Κοινοτήτων Νομού Αττικής (Union des municipalités de l'Attique)	2000
KUSADASI	SAMOS	2012
<i>Ege Belediyeler Birliđi</i> (Union des Municipalités de l'Egée)	Περιφερειακή Ένωση Δήμων Αττικής (Union des Municipalités de l'Attique)	1996

Enfin, en ce qui concerne la coopération, on peut également faire une distinction entre les coopérations qui ont effectivement été mises en place entre municipalités grecques et turques et la signature de protocoles de coopération dont le nombre a considérablement augmenté depuis 2012. Ces protocoles sont multidimensionnels : ils touchent aussi bien la coopération culturelle, économique, environnementale que l'éducation. Ils ont été signés par des municipalités, mais également par les unions de municipalités, ce qui veut dire que leur champ d'étendue n'est plus à l'échelle translocale mais désormais transrégionale. On peut d'ailleurs émettre l'hypothèse que la coopération décentralisée multilatérale va tendre se développer davantage, peut être au détriment des jumelages de villes bilatéraux, dans le futur.

Ensuite, autre remarque importante, il semble, au regard de notre cas d'étude gréco-turc, que l'on puisse étendre la définition de la coopération décentralisée entre villes. L'action internationale des villes grecques, à partir de cette période, prend de plus en plus la forme d'une « stratégie d'attractivité » vis-à-vis de la Turquie et de certains acteurs locaux turcs, notamment pour attirer les investissements et le tourisme, que de stricts partenariats entre villes. A partir de 2012, on va particulièrement assister à ce type de politique mise en place par les municipalités grecques qui vont chercher à se rapprocher des villes turques (de la part des villes de l'Echange pour attirer un tourisme des racines spécifique ou de la part de certaines villes touristiques qui engagent des projets de mise en valeur du patrimoine ottoman pour attirer le tourisme turc en Grèce). L'action extérieure de ces collectivités s'exprime donc par des initiatives de promotion économique pour attirer les investissements et concerne également le tourisme, le commerce et des activités de lobbying auprès des autorités publiques. Ce type d'actions n'implique pas nécessairement la coopération avec d'autres collectivités locales, mais correspond à une volonté de rapprochement sur le plan international. L'exemple de la ville de Thessalonique, que nous détaillerons par la suite, est particulièrement éloquent dans cette perspective.

Entrant dans le champ de la coopération entre municipalités, on peut également citer la signature d'accords de coopération multidimensionnels entre regroupement de municipalités :

<i>Ege Belediyeler Birliği</i> (Union des Municipalités de l'Egée)	<i>Τοπική Ένωση Δήμων και Κοινοτήτων Νομού Αττικής</i> (Union des municipalités de l'Attique)	Protocole de coopération multidimensionnel
INTERREG III/A Turquie - Grèce		Protocole de coopération multidimensionnel
POLIS ⁸⁵⁹		Protocole de coopération multidimensionnel

Le premier à avoir été mis en place est le réseau de ville grecques, turques et bulgares de la région de Thrace « Polis » qui a été créé en 2001. Dans le cadre de cette structure associant des municipalités de différents pays dans une initiative de type transfrontalière, les municipalités ont été amenées à collaborer sur des thématiques transversales (économie, culture, éducation, environnement ou encore gestion des frontières). Un autre programme, qui concerne également les régions transfrontalières, est le programme INTERREG III/A, qui a été mis en place entre 2004 et 2006 et auquel les municipalités grecques et turques ont été amenées à coopérer. Le but de ce programme est de promouvoir la coopération transfrontalière aux frontières de l'Europe, plus particulièrement la coopération économique, et de mettre en réseau les centres économiques, sociaux et culturels grecs et

⁸⁵⁹ Réseaux des municipalités turques, grecques et bulgares de la région de Thrace.

turcs pour renforcer leur influence dans la région de Thrace. Les sous-préfectures turques qui ont bénéficié de ce programme sont Edirne, Çanakkale, Balıkesir, Izmir, Aydın et Muğla et le Sud égéen (les 12 îles du Dodécannèse) pour la Turquie et, pour la Grèce, la région de Macédoine orientale et de Thrace grecque ainsi que le nord de l'Égée (Samos et Mytilène). La Turquie a reçu 15 millions d'euros pour le projet et la Grèce un budget à hauteur de 34 998 000 €. Dans le cadre du programme pour le développement des régions, un fond de 46 664 004 € a également été donné à la Grèce. Enfin, le dernier programme qui associe les deux unions de municipalités de l'Égée et de l'Attique, signé dans le domaine économique, a été ensuite complété par la signature d'un protocole de coopération multidimensionnel le 25 mai 2012. Nous reviendrons plus en détail sur ces initiatives et les dynamiques territoriales desquelles elles sont l'origine dans la suite de cette étude. La coopération décentralisée entre villes grecques et turques prend donc différents visages et a tendu à se renforcer au moment de la crise grecque et avec l'aide de l'Union européenne.

L'avènement de la coopération décentralisée est perçu comme une étape supérieure par beaucoup d'analystes⁸⁶⁰. Elle constitue une étape dans la diplomatie des villes mais aussi un moyen de résoudre les problèmes rencontrés par la léthargie dans laquelle rentrent certains jumelages après quelques années. La coopération décentralisée est aussi une manière de faire face aux besoins changeants des villes et de s'adapter aux défis auxquels elles sont confrontées, comme la crise économique, dans notre cas d'étude grec. Si les jumelages et les festivals d'amitié ont un caractère symbolique fort, la coopération permet aux municipalités d'entrer dans une ère de rapprochement beaucoup plus réaliste et pragmatique, qui touche à un renforcement des partenariats dans des domaines ciblés. Avant la crise, le rapprochement semblait d'abord avoir davantage bénéficié aux villes turques, notamment avec l'augmentation des flux de touristes grecs en provenance des îles et le développement d'un commerce de proximité transfrontalier (comme on a pu le voir à travers le cas de Kaş et Castellorizo). Depuis la crise grecque, le rapprochement semble désormais s'instituer progressivement à l'avantage des municipalités grecques. La stratégie de rapprochement avec les villes turques – surtout dans le domaine touristique – devenant un moyen pour les villes grecques d'apporter des solutions au marasme économique dans lequel elles se trouvent et pouvant constituer une stratégie de sortie de crise.

Il semble donc, à long terme, que la coopération soit effectuée dans un objectif de gains mutuels pour les villes concernées, qui porte le germe d'un modèle de co-développement des villes de type transfrontalier. Le rapprochement tend réellement à devenir, à partir de cette période, basé sur une logique de réciprocité, d'intérêt mutuel et de bénéfices communs aux échanges. Dans la littérature sur la coopération décentralisée, le cas gréco-turc apparaît de ce point de vue très intéressant parce qu'il offre l'exemple d'une coopération entre municipalités appartenant à des pays ayant une situation

⁸⁶⁰ DJEFLAT A., « La Coopération décentralisée face aux chocs exogènes », Cahiers de la Coopération Décentralisée, in Cités Unies France, Vol. I n°1, 2008.

socio-économique relativement similaire, complémentaire et variable au cours du temps. Nous ne sommes pas dans un cas de coopération Nord/Sud, où des municipalités « du Nord » mettraient en place des initiatives visant à contribuer au « développement du Sud ». Nous ne sommes pas non plus en présence d'une coopération de type Nord/Nord, généralement davantage ciblée sur le partage de « bonnes pratiques » pour améliorer les services aux citoyens, la gestion municipale ou la démocratie participative. Il semble que dans notre cas d'étude gréco-turc, on observe davantage un modèle de co-développement régional basé sur une logique de réciprocité et de complémentarité des territoires. Ce modèle apparaît réellement comme un facteur de développement ayant pour base la coopération dans le domaine touristique (au sens large, entendu comme la stratégie des villes pour devenir plus attractives dans leur offre touristique), mais aussi dans une optique d'interdépendance économique des territoires (avec le développement d'une économie transfrontalière pour le commerce et le tourisme).

1.2. Coopération touristique entre villes : un rempart face à la crise grecque ?

A partir de 2012, un nombre croissant de villes touristiques grecques vont vouloir encourager la venue de touristes turcs pour faire face à la crise. En retraçant l'évolution du tourisme entre les deux pays, nous essayerons de montrer l'impact de cette stratégie adoptée par certaines municipalités, acteurs économiques et touristiques locaux, sur les flux touristiques entre la Grèce et la Turquie.

Le tourisme gréco-turc : un secteur en pleine évolution

En l'absence de données statistiques sur longue durée (les données les plus fiables remontent aux années 1990) et d'études spécifiques sur le sujet, il est relativement difficile de mesurer de manière précise l'évolution du tourisme entre la Grèce et la Turquie sur une longue période. A partir du recoupement de différentes informations, on constate néanmoins que le tourisme entre les deux pays a été très faible jusque dans les années 1980, date à partir de laquelle il commence timidement à prendre un certain essor. Quels facteurs peuvent expliquer la faiblesse des flux touristiques à cette époque malgré la proximité géographique et culturelle évidente entre la Grèce et la Turquie?

Tout d'abord, on peut émettre l'hypothèse que c'est la faiblesse de l'offre touristique dans les deux pays pendant de nombreuses années qui a pu constituer un facteur explicatif de la faiblesse des flux touristiques entre la Grèce et la Turquie. Si, dans les années 1980, les deux pays s'ouvrent progressivement au tourisme, on ne constate pas pour autant une augmentation spectaculaire des flux touristiques entre eux. Le prix du voyage (notamment le coût élevé des visas) a pu continuer de constituer un élément prohibitif pour certaines catégories de la population. Dans le cas turc, il faut

également penser au fait que pendant longtemps, tout voyageur désirant se rendre à l'étranger devait payer une somme assez conséquente (*Çıkış hacı*) pour seulement avoir le droit de sortir du territoire national. Ces raisons de nature économique peuvent expliquer pourquoi le tourisme est resté pendant longtemps l'apanage des classes relativement aisées en Turquie et n'a commencé à se démocratiser que récemment :

« Les Turcs sont désormais plus de 8 millions à se rendre à l'étranger chaque année. Les grandes villes d'Europe occidentale et des États-Unis, la Côte d'Azur et l'Italie sont des destinations habituelles mais encore réservées à une clientèle disposant de ressources importantes. L'Europe orientale est également de plus en plus fréquentée par les Turcs, notamment la Bulgarie voisine qui offre un réseau important de stations de sports d'hiver⁸⁶¹»

Mais pourquoi les Turcs ne se rendent-ils pas en Grèce, pays bénéficiant pourtant de structures touristiques aujourd'hui très développées et aussi proche géographiquement que la Bulgarie ?

Il semble qu'un des facteurs le plus déterminant soit de nature institutionnelle. Dans le contexte d'après-guerre et dans le climat politique relativement instable et conflictuel qui s'en est suivi, le tourisme et les échanges ont peiné à se développer entre les deux pays. Malgré le traité d'armistice signé entre la Grèce et la Turquie, plusieurs différends continuent de les opposer. Ceux-ci ont même parfois donné lieu à des crises ouvertes qui sont peu propices aux échanges. Dans ce contexte, peu de touristes n'osent s'aventurer en période de crise dans l'un ou l'autre pays. En outre, de manière plus structurelle, il faut noter que les discours nationalistes très prégnants dans les deux pays contribuent à entretenir un climat de défiance et d'animosité réciproque entre les peuples respectifs⁸⁶². Cela peut expliquer pourquoi les populations des deux pays, si elles peuvent être amenées à voyager, préféreront sûrement un autre pays plutôt que la Grèce ou la Turquie pour effectuer leurs vacances. On a vu dans la première partie de cette étude que les flux touristiques entre les deux pays à une époque où le tourisme était peu développé étaient surtout le fait des réfugiés de l'Echange ou des membres de minorités venant visiter des membres de leur famille de part et d'autre de la frontière. Ce sont surtout les villes turques qui ont bénéficié de ces flux touristiques et du développement du tourisme des racines à cette période.

Au début des années 1990, après le processus de Davos, le flux de voyageurs entre les deux pays a commencé à croître, dans un premier temps d'abord, de Grèce vers la Turquie. Les données du ministère du Tourisme et de la Culture turc mettent en effet en évidence une hausse constante du

⁸⁶¹ MALLET L., « Le tourisme en Turquie : de la manne financière aux changements de mentalités », in *Hérodote* n° 127, 2007 p 89-102, URL : www.cairn.info/revue-herodote-2007-4-page-89.htm.

⁸⁶² « A titre d'exemple, on peut citer le résultat d'une enquête réalisée par l'Union Européenne en 1999 sur la perception des Turcs en Grèce. L'enquête met en évidence que 88% de l'opinion publique grecque a alors une opinion négative des Turcs. En 2001, une autre enquête conduite en Grèce par l'Union européenne révélait que 70% des Grecs étaient opposés à l'entrée de la Turquie dans l'UE. En 2001 toujours, une recherche menée dans des écoles grecques par l'université de Thessalonique montrait que 88% des élèves d'école élémentaire voyaient les Turcs comme « une nation belliqueuse et dangereuse pour la Grèce ». A la question qui leur était posée de définir par trois qualificatifs la représentation qu'ils se faisaient d'un turc, 64% des lycéens ont utilisé tout d'abord le mot « barbare », « bouchers » et « peuple incivilisé ». Seulement 3,9 % d'entre eux pensaient qu'il fallait que le gouvernement grec essaye de promouvoir une politique d'amitié et de réconciliation avec la Turquie », in *AEGEE, Greek-Turkish Civic Initiative, plaquette-bilan des initiatives menées, 2003*.

nombre de touristes grecs en Turquie entre 1991 et 2005. En 1991, 138 000 touristes grecs se sont rendus en Turquie alors qu'en 2005, ce chiffre passe à 413 700⁸⁶³. En l'espace d'une quinzaine d'années, le nombre de touristes grecs en Turquie a donc triplé. En 2006, la Grèce était à la septième place des pays ayant le nombre de visiteurs le plus important en Turquie⁸⁶⁴. En ce qui concerne le tourisme turc en Grèce, force est de constater que, même s'il est en augmentation constante, il reste néanmoins numériquement moins important que le tourisme grec en Turquie. Par exemple, d'après les données fournies par le ministère du Tourisme grec, il apparaît qu'entre 2000 et 2006, le nombre de touristes turcs en Grèce est passé de 133 954 à 180 775, soit une augmentation de seulement 34 % en 6 ans, d'un nombre qui reste en outre relativement faible⁸⁶⁵.

En mettant en relation les données sur l'évolution du tourisme et la chronologie des événements politiques majeurs entre les deux pays à cette période, on remarque que les fluctuations diplomatiques ont un impact majeur sur leurs flux d'échanges touristiques. Par exemple, pendant la période de réchauffement des relations gréco-turques initié par T. Ozal et G. Papandréou dans les années 1980 (appelée aussi processus de Davos), une série d'accords ont été signés pour faciliter les échanges touristiques, culturels et économiques entre les deux pays⁸⁶⁶. L'ouverture de la ligne de train reliant Thessalonique et Istanbul, appelée le « train de l'amitié gréco-turque » est un symbole de l'ouverture voulue au niveau intergouvernemental à cette époque. Ces mesures ont indéniablement contribué à l'augmentation du tourisme grec en Turquie à partir de la fin des années 1980 et, dans une moindre mesure, à l'essor du tourisme turc en Grèce. La corrélation entre l'augmentation des flux touristiques et l'amélioration des relations entre les deux pays s'explique tout simplement par le fait que, lors de leurs rencontres, les chefs d'Etats signent une série d'engagements pour marquer leur volonté de rapprochement dont certaines des closes comprennent la circulation des personnes entre les deux pays (facilitation de l'obtention de visas, etc...).

Au-delà de cet effet mécanique, l'amélioration des relations entre les deux pays au niveau intergouvernemental a un impact sur la perception que les sociétés civiles des deux pays peuvent avoir l'une de l'autre. Ceci est particulièrement net en 1999. Coïncidence ou phénomène corrélatif de la « diplomatie du tremblement de terre », le nombre de touristes grecs en Turquie passe de 146 800 en 1999 à 218 600 en 2000. En l'espace d'une année, le nombre de touristes grecs a donc été multiplié par 1,5. Comme on l'a vu à travers l'exemple de Kaş et Castellorizo, mais aussi de Dikili et Mytilène, cette ouverture au tourisme grec a beaucoup profité aux villes des côtes méditerranéennes et égéennes turques. Le tourisme de proximité grec a permis aux commerçants turcs d'avoir des revenus réguliers

⁸⁶³ Ministère de la culture et du tourisme turc, *Kültür ve Turizm Bakanlığı, Stratejik geliştirme bakanlığı faaliyet raporu*, avril 2007

⁸⁶⁴ MALLEL L., « Le tourisme en Turquie : de la manne financière aux changements de mentalités », op. cit., p 94.

⁸⁶⁵ Source : Statistiques du ministère turc du Tourisme et de la Culture.

⁸⁶⁶ BETRAND G., « EU-Turkish Relations Dossier », in *Greek-Turkish relations: from cold war to rapprochement*, Observatory of European Foreign Policy, EUTR 5, 2003, en ligne, URL : <http://www.iuee.eu/pdf-dossier/12/iPFzMjayLiR2fMmgJ0QG.PDF>

engendrés par l'économie de proximité transfrontalière tout au long de l'année.

Les festivals d'amitié gréco-turcs ont, pour leur grande majorité, été organisés en Turquie pour la raison simple que s'ils avaient été organisés en Grèce, les participants turcs n'auraient pas pu s'y rendre. L'asymétrie de circulation des individus entre la Grèce et la Turquie est un problème récurrent qui peut contribuer à envenimer les relations entre les deux pays et qui nuit à la diplomatie des villes. Depuis l'entrée de la Grèce dans l'Union européenne en 1981 et son inclusion dans l'espace Schengen, les Turcs rencontrent davantage de difficultés pour obtenir les visas pour la Grèce que les Grecs pour la Turquie. Cette asymétrie se traduit dans les chiffres puisque - comme on l'a vu précédemment - le tourisme grec en Turquie reste numériquement plus important que le tourisme turc en Grèce, même si l'on constate une augmentation de son volume depuis quelques années et un assouplissement récent des lois coté grec.

Au-delà du fait que le tourisme est une pratique sociale plus répandue en Grèce qu'en Turquie, le développement des voyage-pèlerinages de réfugiés turcs en Grèce est rendue difficile justement en raison des barrières institutionnelles. Lorsqu'elle souhaite organiser des voyages-pèlerinages de réfugiés turcs en Grèce, la fondation des réfugiés de Lausanne se heurte régulièrement à ce type de problème. Même s'ils ont plus de chances d'obtenir un visa touristique pour la Grèce en passant par la fondation plutôt qu'en effectuant leur demande isolément, les réfugiés et leurs descendants qui sont candidats à ces voyages font parfois face à des refus. Comme l'explique Sefer Güvenç, secrétaire général de la fondation, l'organisation des voyages reste tributaire du bon vouloir des autorités grecques :

« La plupart des gens qui en font la demande peuvent participer à nos voyages. On fait une demande au nom de la fondation et on se porte garant du bon déroulement du voyage. Mais dans certains cas, des participants ne peuvent pas venir avec nous parce qu'on leur refuse le visa touristique. Il n'y a parfois pas d'explication logique au refus. C'est purement politique. Le pire motif qu'on a rencontré est le cas d'une réfugiée de 75 ans. Elle voulait participer à l'un de nos voyages pour montrer à ses enfants sa ville d'origine. Ils lui ont refusé un visa touristique au motif qu'elle était née dans un endroit que l'Etat grec ne reconnaissait pas, parce qu'il n'existe plus. Et vous savez où elle est née ? En Grèce, à Thessalonique !!! Sur son passeport, il était marqué le nom de sa ville de naissance comme on l'appelait avant l'Echange, c'est-à-dire Selanik. Après l'Echange, beaucoup de noms de villes où vivaient des populations musulmanes ont changé. Selanik est devenu Thessalonique. L'Etat grec lui a refusé le droit de revoir la ville dans laquelle elle est née au motif que la ville dont elle est originaire n'existe pas. C'est aberrant !?⁸⁶⁷ ».

⁸⁶⁷ Entretien avec Sefer Güvenç, secrétaire général de la fondation des réfugiés de Lausanne, le 30.08.2007, 120 minutes. Prise de Notes. Langue de l'entretien: anglais et turc. Extrait de l'entretien en langue originale : « Most people who are doing the request can participate in our trips. We do the request in the name of the Foundation and we guarantee the smooth journey. But in some cases, participants cannot come with us because their tourist visa has been refused. Sometimes there is no logical explanation to the refusal. This is purely political. The worst reason we met is the case of a refugee 75 years. She wanted to participate in one of our trips to show his children his hometown. They denied a tourist visa on the grounds that she was born in a place that the Greek state did not recognize, because it doesn't exist anymore. And you know where she was born? Greece, Thessaloniki! On his passport, he was labeled the name of his birthplace as it was before the exchange, that is to say Selanik. After the exchange, many names of cities where Muslims lived have changed. Selanik became Thessaloniki. The Greek state has been denied the right to visit the city where she was born because the city where it originated does not exist. Isn't this crazy? ».

Les problèmes rencontrés par les réfugiés (ou leurs descendants) turcs pour retourner dans leur pays d'origine renforcent les sentiments de défiance et d'animosité qu'ils peuvent avoir envers la Grèce. Les réfugiés, plus que d'autres ressortissants turcs, sont particulièrement sensibles à ces refus, qui sont perçus comme des décisions arbitraires et une négation de leur lien avec leur pays d'origine. Cette asymétrie de circulation engendre également des problèmes dans l'organisation de certaines manifestations festives. Par exemple, dans le cas de Güzelyurt et Nea Karvali, les habitants de Nea Karvali ont invité les habitants de Güzelyurt à venir participer au festival de danses folkloriques qu'ils organisent chaque année. Seuls le maire et le sous-préfet de la ville ont pu se rendre en Grèce pour y participer pendant deux années consécutives. En 2008, ils se sont vus refuser le droit de pouvoir se rendre en Grèce et ont décidé d'annuler le festival d'amitié organisé à Güzelyurt en signe de protestation à ce refus.

Les effets de la crise économique grecque sur le développement du tourisme et l'impact sur la diplomatie des villes

Comme on l'a vu, la crise économique que connaît la Grèce depuis 2010 a paradoxalement été un facteur de rapprochement avec la Turquie. Pour essayer d'enrayer la crise, certains acteurs touristiques locaux grecs ont développé des stratégies visant à attirer un tourisme de proximité turc. Par exemple, la municipalité de Mytilène a commencé à faire des brochures touristiques en turc. Les brochures sont distribuées à l'arrivée des touristes à Mytilène mais aussi à Ayvalık et à Dikili. L'Echange est une ressource pour certaines îles grecques dont les populations musulmanes ont été échangées avec celles des villes des côtes turques environnantes. Certaines villes cherchent également de plus en plus à mettre en valeur leur histoire spécifique liée à l'Echange – et plus spécifiquement l'héritage musulman ou ottoman dans leurs villes – pour attirer un « tourisme des racines » ou « tourisme historique » turc. Par exemple, dans l'île de Lesbos, la préfecture s'est engagée à restaurer la mosquée située au cœur de l'ancien quartier musulman de la ville de Mytilène pour en faire un musée. Cette dynamique de rapprochement avec la Turquie va d'autant plus être renforcée par le fait que les Turcs ont massivement investi à Mytilène depuis la crise, notamment dans les infrastructures touristiques du port. La population de travailleurs turcs qui pourront travailler sur l'île va augmenter, mais aussi les flux touristiques depuis la Turquie sur l'île. *Setur Servis Turistik*, filiale du géant turc Koç s'est par exemple associé au bijoutier grec *Folli Folli*, et pour 250 000 € par an, tous deux

exploiteront pendant 40 ans un petit port de plaisance situé sur l'île grecque de Lesbos⁸⁶⁸. De la même manière, le 10 décembre 2012, *Doğuş*, l'un des 100 premiers conglomérats du monde musulman, a acquis de 50% des parts de la marina Flisvos, l'une des plus importantes d'Athènes⁸⁶⁹.

Les acteurs du secteur du tourisme, secteur aujourd'hui très important dans les deux pays, ont acquis un poids suffisant pour avoir une certaine capacité de pression sur les deux gouvernements. Plusieurs municipalités situées de part et d'autre de la mer Egée se mobilisent depuis plusieurs années pour l'assouplissement des barrières institutionnelles à l'obtention de visas entre les deux pays. Comme on l'a vu, l'association « Paix et communication dans l'Egée » de Mytilène a organisé à plusieurs reprises des réunions et mobilisé les acteurs économiques et d'autres municipalités des îles pour demander à l'Etat grec un assouplissement dans ce domaine. Plusieurs municipalités souhaitaient la mise en place d'un visa local journalier et demandaient que le gouvernement grec accepte que les titulaires turcs d'un passeport vert puissent se rendre en Grèce sans visa. Depuis le début de la crise économique en Grèce, les restaurateurs, hôteliers et capitaines de bateaux se sont joints à cette mobilisation. Pour avoir plus de poids, les municipalités de l'Egée, regroupées en unions de municipalités, ont fait une demande auprès de l'Etat grec. Au plus fort de la crise, lors de la rencontre entre Erdoğan et Papandréou en 2010, une clause permettant aux titulaires turcs de passeports verts (*yeşil pasaportu*) de pouvoir se rendre en Grèce sans visa a enfin été signée.

Selon Stavros Daliakas, un proche collaborateur du ministre du Tourisme grec, le visa est le problème numéro un, le visa multiple-entrées Schengen est difficile à donner aux Turcs et la solution que la Grèce a trouvée pour contourner le problème lié aux visas Schengen a été d'accélérer les procédures de visa pour des zones limitées dans les consulats grecs⁸⁷⁰. En réponse à la contrainte liée au fait que la Grèce fait partie de l'Union européenne et ne peut donc pas disposer librement de sa législation sur les frontières, la solution a donc été d'apporter des réponses au cas par cas. Par exemple, le proche collaborateur du ministre du Tourisme grec Nikitiadis s'est rendu dans la ville d'Antalya - ville très touristique où non seulement des touristes européens, turcs mais aussi russes se rendent - pour rencontrer des représentants du secteur de trois des îles principales (Rhodes, Kos et Symi) afin de faciliter l'obtention de visas limités aux îles grecques pour certaines catégories de touristes :

« Selon Aris Soulounias, propriétaire d'un hôtel sur Rhodes et porte-parole de l'association des hôteliers de Rhodes, une action concrète promue par la partie grecque est la création de deux centres de délivrance de visas, l'un situé entre Antalya et Fethiye, et l'autre à Bodrum, pour accélérer et rendre plus simple les procédures [...]. « Outre les Turcs, il y a de nombreux vacanciers russes dans la région d'Antalya, plus de deux millions chaque année, et beaucoup veulent visiter Rhodes et les autres îles avec des forfaits touristiques combinés », a déclaré

⁸⁶⁸ « Setur Marinas to manage a Greek marina in Lesbos Island », in *Official newsletter of Istanbul convention and visitors bureau*, mai 2012, en ligne, URL : <http://www.icvbbulletin.org/index.php/member-news/366-setur-marinas-to-manage-a-greek-marina-in-lesbos-island>

⁸⁶⁹ FLORA C., « Turkish tourists cruise Greek Islands », in *Greek reporter*, du 3 juillet 2013, en ligne, URL : <http://greece.greekreporter.com/2013/07/03/turkish-tourists-cruise-greek-islands/>

⁸⁷⁰ TZANIS HK., « Tourism offers the opportunity for longtime political rivals to explore each other's countries », in *Southeast European Times* du 19 septembre 2011, en ligne, URL :

Soulounias ⁸⁷¹».

La Turquie a une classe moyenne qui ne cesse d'augmenter mais aussi une classe aisée qui constitue un potentiel très important pour la Grèce. Face au problème des visas, la crise grecque a obligé le gouvernement grec à trouver des solutions. Les solutions qui ont été trouvées ont été élaborées en concertation avec les professionnels du tourisme locaux (grecs et turcs) mais aussi avec les responsables municipaux de certaines villes, qui ont enfin trouvé écho à leurs demandes depuis de longue date.

Les effets de ces mesures se sont fait ressentir. En 2009, 616 489 touristes grecs ont visité la Turquie, tandis que 200 348 touristes turcs ont visité la Grèce. En 2010, selon l'agence grecque nationale de la statistique, les touristes turcs qui ont visité la Grèce étaient au nombre de 561 200 (contre 200 348 en 2009), ce qui correspond à une augmentation de 180,1%. La libéralisation des visas aux détenteurs de « passeports verts » et la rencontre entre Papandréou et Erdoğan semblent avoir eu un impact direct sur le tourisme entre les deux pays. Aujourd'hui, les touristes turcs constituent 3,7% du nombre total de touristes visitant la Grèce. Le nombre de touristes turcs est en constante augmentation depuis la mise en place de ce dispositif⁸⁷². Ahmet Yazıcı, directeur de la compagnie ETS croisière touristique, une des deux sociétés opérant entre côtes turques et îles grecques, a déclaré qu' :

« Il y a une forte demande depuis l'assouplissement des visas. Tous nos bateaux partent pleins, nous avons même une liste d'attente », ajoutant que l'entreprise envisageait des routes vers de nouvelles destinations l'année prochaine parce qu'il s'attend à un nombre de touristes de plus de 50.000 personnes⁸⁷³ ».

Les flux touristiques entre la Grèce et la Turquie tendent même à s'égaliser en 2011 : les touristes turcs qui viennent en Grèce tendent à devenir aussi nombreux que le nombre de Grecs qui se rendent en Turquie. En 2012, le nombre de touristes grecs venus pour visiter la Turquie est de 669 823, alors que le nombre de touristes turcs en Grèce est de 602 306⁸⁷⁴. Cette tendance s'explique d'une part par le fait que les Grecs, en pleine crise économique, voyagent moins, mais aussi par l'appel d'air que crée l'effet de nouveauté pour les Turcs de pouvoir se rendre en Grèce. Disposant désormais d'un pouvoir d'achat relativement conséquent, les Turcs peuvent se rendre en Grèce plus facilement. Les prix grecs en période de crise sont de plus très attractifs. Le nombre de touristes turcs a été en pleine

⁸⁷¹ « According to Aris Soulounias, owner of an hotel located on Rhodes island and chairman of the Hotel Owner Association of Rhodes, a concrete action that can be promoted by the Greek side is the creation of two centers of visa, one located between Antalya and Fethiye, and the other in Bodrum, for faster and simpler procedures [...] In addition to the Turks, there are also many Russian tourists in the Antalya region, more than two million each year, and many of them want to visit Rhodes and other islands with tourist packages combined », said Soulounias », TZANIS HK., « Tourism offers the opportunity for longtime political rivals to explore each other's countries », in *Southeast European Times*, du 19 septembre 2011, en ligne, URL : http://www.setimes.com/cocoon/setimes/xhtml/en_GB/features/setimes/features/2011/09/19/feature-02

⁸⁷² FLORA C., « Turkish tourists cruise Greek Islands », in *Greek reporter*, du 3 juillet 2013, en ligne, URL : <http://greece.greekreporter.com/2013/07/03/turkish-tourists-cruise-greek-islands/>

⁸⁷³ FLORA C., « Turkish tourists cruise Greek Islands », in *Greek reporter*, du 3 juillet 2013, en ligne, URL : <http://greece.greekreporter.com/2013/07/03/turkish-tourists-cruise-greek-islands/>

⁸⁷⁴ Source : Direction du ministère des Affaires Etrangères grec, URL : <http://atina.be.mfa.gov.tr/ShowInfoNotes.aspx?ID=142067>

augmentation suite à cette loi et a soulagé les îles :

« La seule bouffée d'air frais que nous avons été en mesure de respirer est venue des Turcs », a déclaré Aris Lazaris, un agent de la billetterie de Lesbos, qui a noté que le nombre de touristes turcs sur l'île avait augmenté de 100%, tandis que le nombre d'autres touristes avaient chuté de 50 %⁸⁷⁵ ».

Le ministère du Tourisme grec veut réellement développer un plan stratégique vis-à-vis de la Turquie. Par exemple, lors de la 28ème foire du tourisme et de commerce de Thessalonique, un colloque s'est tenu sur le thème « Foi, Culture et Tourisme » où le ministère du Tourisme grec a fait savoir qu'il souhaitait renforcer les projets de restauration et de mise en valeur des vestiges des monuments religieux musulmans de l'époque ottomane mais aussi de tirer parti de certains éléments de son histoire pouvant attirer un plus grand nombre de touristes turcs. Le fait que Mustafa Kemal soit originaire de Thessalonique est un atout pour la ville qui attire un nombre important de touristes turcs qui viennent visiter la maison natale d'Atatürk⁸⁷⁶. De tels discours auraient été peu probables en Grèce avant la crise, même en 2000, tant la domination ottomane – appelée péjorativement en Grèce la « *Tourkokratia* » - a une image négative au sein de la population grecque. Pourtant, dans un contexte de crise, il semble que le même type de pas qui avaient été faits côté turc pour la restauration de l'héritage chrétien en Anatolie afin de développer le potentiel touristique de certaines villes soit en mesure d'être franchi aujourd'hui par la Grèce. La ministre grec du Tourisme de l'époque, Olga Kefalogianni, a fait savoir qu'elle souhaitait également que le tourisme turc se développe aussi à l'intérieur des terres :

« Le nombre de touristes turcs qui ont visité les îles égéennes dans les mois d'été est vraiment élevé. L'assouplissement des restrictions sur les visas signifie la visite de plus de touristes dans notre pays. Nos efforts continueront à aller dans le sens de meilleures conditions et que la coopération soit renforcée entre nos deux pays. Nous voulons inviter les touristes turcs à visiter non seulement nos îles, mais aussi de nos régions intérieures⁸⁷⁷ ».

Le tourisme turc, pour l'instant, se concentre surtout sur les îles de l'Égée. Mais il a également augmenté à Thessalonique et dans le nord de la Grèce en raison du fait que cette région était longtemps habitée par des populations musulmanes et que les vestiges de l'Empire ottoman y sont nombreux. On assiste donc à un renforcement du tourisme des racines turc dont la Fondation des

⁸⁷⁵ « Turk tourists flock to Greek islands », in *Hurriyet News* du 28 juillet 2012, en ligne, URL : <http://www.hurriyetdailynews.com/turk-tourists-flock-to-greek-islands.aspx?pageID=238&nID=26542&NewsCatID=349>

⁸⁷⁶ Extrait original de article: « Yes, the number of Turkish tourists who visited the Aegean islands in the summer months is really high. The easing of visa restrictions wound up meaning the visit of more tourists to our country. Our efforts will continue to see that conditions are made better and that cooperation is strengthened between our countries. We want to invite Turkish tourists to visit not only our islands, but also our inner regions ». « Greece seeks further cooperation in tourism with neighbor Turkey », in *Today Zaman* du 16 décembre 2012, en ligne, URL : <http://www.todayszaman.com/news-301254-greece-seeks-further-cooperation-in-tourism-with-neighbor-turkey.html>

⁸⁷⁷ « Greece seeks further cooperation in tourism with neighbor Turkey », in *Today Zaman* du 16 décembre 2012, en ligne, URL : <http://www.todayszaman.com/news-301254-greece-seeks-further-cooperation-in-tourism-with-neighbor-turkey.html>

réfugiés de Lausanne s'était faite le précurseur à partir de 2000. Néanmoins, en raison de la difficulté de libéralisation des visas que nous avons évoquée précédemment, ce tourisme ne peut pas se développer de la même manière que sur les îles égéennes. Comme le note la ministre du Tourisme, le profil des touristes a également changé. Les Turcs qui entraient sur le territoire grec auparavant étaient en général soit des personnes qui passaient par voie routière par la Grèce pour se rendre en Europe, soit des migrants illégaux qui essayaient de passer la frontière. Aujourd'hui, ce sont des personnes de la classe aisée et moyenne turque qui viennent en bateau sur les îles pour y passer leurs vacances. Leur pouvoir d'achat est relativement élevé et ils contribuent à la dynamisation de l'économie locale grecque. Athènes est également une ville prisée par les touristes turcs et mis à part la visite de ses monuments connus, c'est pour faire du shopping que les Turcs s'y rendent le plus. Autre changement majeur dans les flux de personnes entre les deux pays que l'on constate depuis la crise : de plus en plus de Grecs – et surtout les anciennes familles de grecs-orthodoxes d'Istanbul – reviennent s'installer à Istanbul ou dans des villes turques pour fuir les difficultés économiques que connaît la Grèce⁸⁷⁸. En raison du fait qu'ils sont bilingues et qu'ils peuvent facilement trouver du travail, mais aussi attirés par le dynamisme économique que connaît la Turquie, on assiste à une augmentation forte de ce type de migrants « économiques » grecs vers la Turquie depuis le début de la crise. Les flux de migrations entre la Grèce et la Turquie commencent à changer, même si il faut tout de même rappeler que les Grecs ont également beaucoup migré vers les Etats-Unis et l'Europe au moment de la crise.

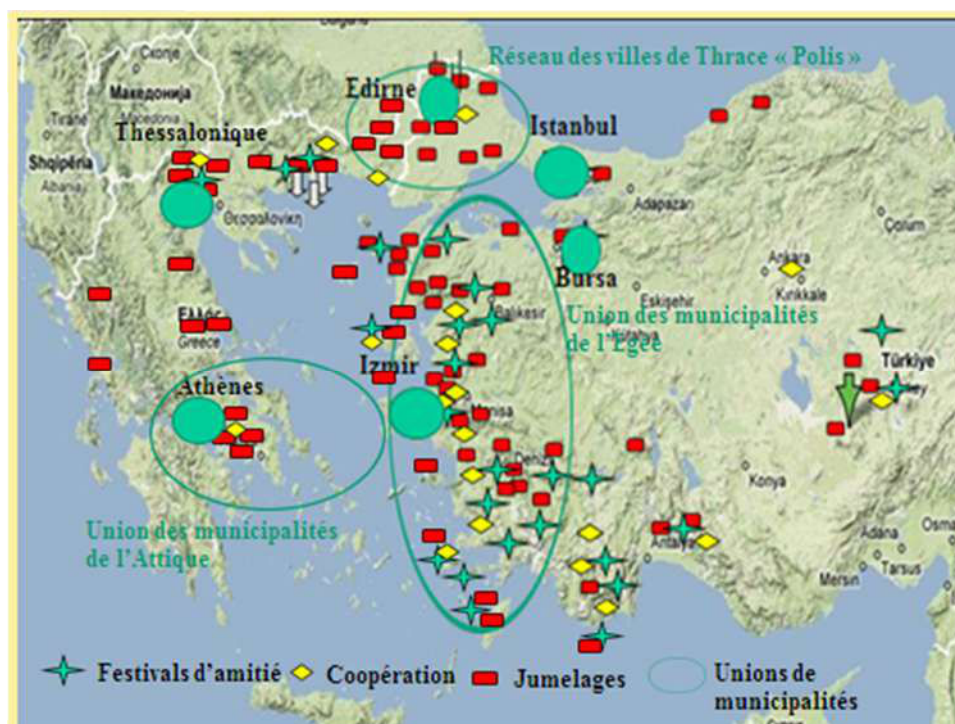
Pour les villes grecques situées sur les îles de la mer Egée et de la Méditerranée, le rapprochement avec la Turquie leur permet de moins ressentir les effets de la crise. Les populations peuvent se rendre sur la côte turque pour y acheter des denrées à moindre coût, ce qui constitue un avantage en période de restrictions. Ensuite, elles sont les premières - en raison de leur proximité et de leur histoire - à bénéficier du tourisme turc. Des agences de voyage grecques et turques travaillent de plus en plus en partenariat pour organiser des voyages depuis la côte sur les îles. Par rapport aux villes situées sur le continent - non-frontalières et qui n'ont pas développé le tourisme comme ressource - la crise est ainsi beaucoup moins ressentie. La cohésion territoriale de la Grèce risque d'être affectée par ces nouvelles dynamiques nées de la crise, créant une différenciation côte/intérieur des terres, villes touristiques/villes non-touristiques ou encore villes tournée vers l'international/villes intérieures⁸⁷⁹.

⁸⁷⁸ SIEPER T., « Turkey providing jobs, 'a future', for more Greeks », in *The national* du 30 avril 2013, en ligne, URL : <http://www.thenational.ae/news/world/europe/turkey-providing-jobs-a-future-for-more-greeks>

⁸⁷⁹ FLORA C., « Turkish tourists cruise Greek Islands », in *Greek reporter* du 3 juillet 2013, en ligne, URL : <http://greece.greekreporter.com/2013/07/03/turkish-tourists-cruise-greek-islands/>

**Les dynamiques territoriales de type transnationales
créées par la diplomatie des villes grecques et
turques :**

**Entre européanisation des territoires,
transnationalisation et permanence/immanence
historique à différentes échelles**



Carte des initiatives de rapprochement entre villes grecques et turques depuis 1980

La carte spatialisant les espaces du rapprochement nous renseigne sur les dynamiques de type transnationales à différentes échelles qui sont nées de la diplomatie des villes gréco-turques depuis la fin des années 1980 :

- **La frontière comme espace de rapprochement transnational de prédilection : vers la constitution d'un espace de coopération transfrontalière gréco-turc**

Le premier constat que l'on peut faire est que la très grande majorité des initiatives de rapprochement se sont faites entre villes grecques et turques situées dans les zones frontalières : dans les zones frontalières maritimes (en Egée et Méditerranée, entre les villes des îles grecques et les villes turques de la côte) mais aussi dans la zone transfrontalière terrestre de Thrace. Les festivals d'amitié initiés entre Castellorizo et Kaş ou entre Dikili et Mytilène à la fin des années 1980 ont tendu, après 1999, à se généraliser à l'ensemble des villes touristiques de la côte turque et des îles grecques. Par ce phénomène, mais aussi avec l'augmentation très forte des flux touristiques entre les deux pays, on assiste à la formation progressive d'une zone de coopération transfrontalière gréco-turque spécialisée dans le tourisme et le commerce de proximité. Ce constat nous invite donc, dans un premier temps, à réinterroger la notion de frontière, non pas comme un espace de partage mais comme un espace de rapprochement.

- **Les villes cosmopolites situées sur le pourtour littoral**

On constate également que les villes portuaires, ayant une taille importante et un passé historique cosmopolite, comme Izmir, Thessalonique et Istanbul et dans une moindre mesure Athènes, voient

leur influence et leur poids renforcés par cette coopération dans lesquelles elles se trouvent être parmi les plus dynamiques. Cumulant à la fois un poids économique, politique, mais aussi symbolique (elles sont des villes-ports au passé cosmopolite), leur taille leur donne une envergure non seulement internationale mais fait d'elles des agents de la transnationalisation des territoires.

- **Les liens entre villes de l'Echange : la résurgence/subsistance au sein des deux états-nations de « résidus d'Empire » ?**

Mais on constate que l'on a des foyers de villes inscrites dans cette dynamique de rapprochement qui ne sont ni situées sur un littoral, ni dans des zones frontalières mais davantage à l'intérieur des terres. Dans le cas turc, ces foyers dynamiques de rapprochement se situent en Anatolie centrale (plus particulièrement en Cappadoce) et, pour le cas grec, dans la région de Macédoine (occidentale et orientale) et dans la région de l'Attique. Or, le rapprochement de ces municipalités ne peut pas être expliqué par la proximité géographique des villes mais davantage par leur liens socio-historiques, comme nous avons essayé de l'analyser à travers le couple de ville de l'Echange Güzelyurt et Nea Karvali. Ce réseau de villes de l'Echange qui se met en place montre que les dynamiques de type transnationales à l'œuvre ont une réelle profondeur historique. Le lien entre ces villes fait apparaître des logiques plus complexes relevant de la résurgence d'anciens territoires historiques - héritages de la localisation des populations à l'époque byzantine et ottomane - dont les formes subsistaient à l'état latent dans les limites actuelles des deux états-nations, mais qui se trouvent aujourd'hui être « ressuscitées » ou « réactivées » à travers la diplomatie des villes de l'Echange.

- **La constitution progressive d'espaces transrégionaux**

Autre aspect important, on constate que sous l'impulsion d'un phénomène de multilatéralisation des initiatives de rapprochement entre villes, une territorialisation de type transrégionale se met progressivement en place. Le renforcement du poids des unions régionales de municipalité est un moteur de cette dynamique. C'est surtout le cas dans la région de l'Égée mais aussi de celle de Thrace. La logique politique, qui pouvait avoir constitué un moteur initial de rapprochement (avec le cas Dikili-Mytilène) semble progressivement laisser place à des initiatives plus pérennes et institutionnalisées qui font perdre au moteur politique son impulsion première pour inscrire la coopération entre villes dans un processus de normalisation/institutionnalisation. Le rôle joué par les programmes européens comme INTERREG dans le processus « d'euro-régionalisation » de certains espaces transfrontaliers comme la Thrace est notoire dans ce processus.

Enfin, un autre constat est que la majorité des villes qui ont mis en place ce type d'initiatives de rapprochement sont situées dans des régions industrialisées et relativement riches économiquement (à l'exception de la Thrace grecque), mais aussi qu'elles sont - dans leur grande majorité - des villes où le secteur du tourisme occupe une place importante.

Nous allons donc maintenant essayer d'analyser plus en détail l'ensemble de ces dynamiques transnationales, à différentes échelles, pour comprendre quelles ont été les effets au niveau territorial de la diplomatie des villes grecques et turques.

1. De la frontière comme zone de partage à la frontière comme espace de rapprochement : vers la constitution d'une zone de coopération transfrontalière gréco-turque

La cartographie des initiatives de rapprochement entre villes grecques et turques depuis la fin des années 1980 nous invite à réinterroger le sens de la frontière qui peut apparaître à la fois comme une zone de partage entre les deux pays mais aussi comme un espace privilégié du rapprochement.

1.1. Les différents âges de la frontière gréco-turque

Le tracé de la frontière gréco-turque et sa genèse historique au moment de l'éveil des nationalismes

- **Des frontières idéales de la nation grecque imaginées par les tenants de la *Megali Idea*...**

La Grèce, qui a été pendant plusieurs siècles sous domination ottomane, est le premier des peuples à avoir obtenu son indépendance en 1831 après dix années de guerre contre l'Empire ottoman. Pourtant, en 1831, le tracé des frontières obtenu à l'issue de cette guerre ne satisfait pas les idéologues nationalistes grecs de l'époque qui considèrent cette victoire comme étant partielle et non-satisfaisante. La Grèce indépendante en 1831 ne forme alors qu'un territoire assez restreint, constitué du Péloponnèse, d'une partie de la Roumélie (la frontière allait d'Arta à l'ouest à Volos à l'est) et de quelques îles proches du continent comme Égine ou Hydra et une partie des Cyclades. Le nouvel état grec ne comporte que 700 000 individus des trois millions de ceux qui étaient alors « considérés comme Grecs », alors qu'Istanbul, à elle seule, en regroupe 200 000⁸⁸⁰.

Les grands centres culturels, religieux et économiques sont alors tous hors du royaume qui ne compte aucune grande ville. Athènes ne dépasse pas à l'époque les 5 000 habitants. Comme le fait remarquer Prévélakis :

⁸⁸⁰ CLOGG, R, *A concise History of Greece*, Cambridge University Press, Cambridge, 1992.

« Un grand nombre de Grecs ottomans habitent dans les villes de l'Empire et appartiennent aux couches de la population les plus cultivées, les plus riches et les plus influentes. Par contre, mis à part la bourgeoisie de la capitale et quelques grandes villes du royaume, la grande majorité de la population de la Grèce menait une vie difficile et pauvre dans les campagnes arriérées. Beaucoup des Grecs ottomans considéraient en effet que le *Genos* avait beaucoup plus de chances de prospérer à l'intérieur de l'Empire que dans une Grèce pauvre⁸⁸¹».

Pour les hommes politiques de l'époque, la victoire de cette guerre de libération n'est que la première étape d'un mouvement plus vaste de libération du joug ottoman du reste des « territoires grecs », c'est-à-dire, dans cette perspective, des territoires peuplés par des populations « considérées comme grecques⁸⁸² » en raison de leur religion, de leur langue ou de leur émigration en Asie Mineure depuis la Grèce antique au cours de l'histoire. Ces « frontières idéales » de la nation grecque constituent la pierre angulaire de la Grande Idée (*Μεγάλη Ιδέα* – *Megali Idea*), doctrine politique qui va être à la base de la politique expansionniste grecque à la fin du XIX et XXème siècle. Le terme fut inventé en 1844 par Ioannis Kolettis, Premier ministre du roi Othon Ier⁸⁸³. Une question se pose alors : jusqu'où ces frontières doivent-elles aller ?

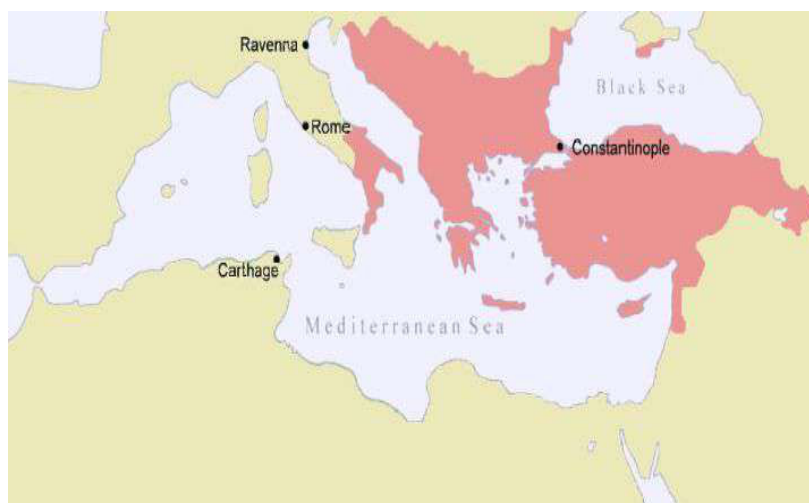
Le premier à avoir élaboré une carte des contours de cette « Grèce idéale » est le poète Rigas⁸⁸⁴ en 1796 pour illustrer *les Voyages du jeune Anacharsis en Grèce* du Français Jean-Jacques Barthélemy. Rigas fait figure de précurseur de l'insurrection contre les Ottomans qui a mené la Grèce à son indépendance en 1831. L'extension maximale de l'État-nation néo-hellénistique serait, pour les maximalistes, l'extension du monde grec selon Strabon, référence historique allant de la Sicile et l'Italie du sud (Grande Grèce), de Chypre et du nord de la mer Noire (Pont-Euxin) à la Crète, en passant par la Grèce continentale elle-même, l'Épire, la Macédoine (Royaume de Macédoine) et l'Asie Mineure (Ionie).

⁸⁸¹ PREVELAKIS G., *Géopolitique de la Grèce*, Editions Complexe, Paris, 1997.

⁸⁸² Les termes ont été mis en guillemets dans la mesure où les populations grecques-orthodoxes d'Asie Mineure constituent une population très hétérogène. On retrouve en effet des populations de confession grecque-orthodoxe mais qui sont exclusivement turcophones (le cas des *Karamanli*) par exemple. Le caractère hellène de ces populations est par exemple toujours un sujet de controverses entre historiens grecs et turcs. De plus, on peut se demander si ces populations ont, à cette époque, le sentiment d'appartenir à la nation grecque?

⁸⁸³ Othon de Grèce (1815-1867) a été prince de Bavière puis roi de Grèce. Membre de la Maison de Wittelsbach, il est le premier souverain de la Grèce moderne.

⁸⁸⁴ Rigas (1757- 1798) était un écrivain, lettré et patriote grec.



Carte de la « Grande Grèce » imaginée par Rigas

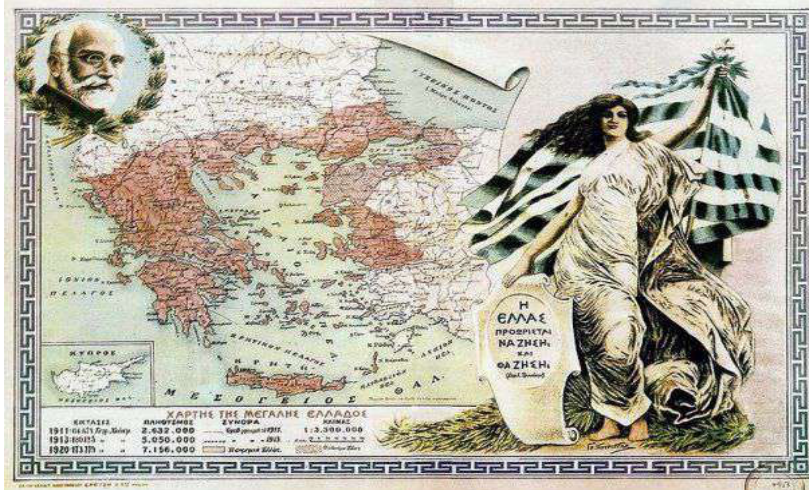
Source : wikimedia⁸⁸⁵

Cette carte correspond plus ou moins à l'extension de l'Empire byzantin du temps de la dynastie macédonienne. La capitale de cet état-nation serait Constantinople, « La ville », dont la prise par les Ottomans en 1453 a constitué un véritable traumatisme politique et religieux pour les Grecs dans la mesure où Constantinople était la capitale religieuse de l'orthodoxie et la capitale politique de l'Empire byzantin.

- ... Aux « frontières négociées » par le traité d'armistice entre les deux pays.

La Grèce acquiert de nouveaux territoires à la fin de la Première Guerre mondiale. Le traité de Sèvres, signé à l'issue de la Première Guerre mondiale entre l'Empire ottoman et les puissances européennes, ampute l'Empire d'une bonne partie de ses territoires au profit de la Grèce en contrepartie de son engagement auprès des Alliés. Ce traité accorde en effet à la Grèce la Thrace, les îles d'Imbros et Ténédos et Smyrne ainsi que tout son arrière-pays.

⁸⁸⁵ Source Wikimedia, URL : http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Map_of_the_Byzantine_Empire,_1025_AD.PNG



La Grèce du traité de Sèvres

(Source : wikipedia⁸⁸⁶)

La classe politique grecque est alors partagée : les libéraux grecs partisans de Venizélos poussent à la reprise du conflit et à l'expansion territoriale de la Grèce pour réaliser la Grande Idée tandis que les monarchistes font campagne pour la démobilisation et la paix proposant « une Grèce petite, mais honorable⁸⁸⁷ ». Mais, par un enchaînement de coïncidences de l'histoire, les monarchistes au gouvernement finirent par renier leur programme électoral et sous couvert de maintien de l'ordre dans la région de Smyrne, entamèrent finalement une politique expansionniste en Anatolie⁸⁸⁸. L'armée grecque commença par occuper Smyrne et sa région puis à avancer en Anatolie jusqu'à Ankara. Elle fut alors stoppée par les forces de résistance de Mustafa Kemal et contrainte de se replier vers Smyrne où l'incendie se déclara.



(Litographie grecque montrant la bataille de la rivière Sangarios (Sakarya) pendant la guerre gréco-turque de 1919-1922. Date: 1921⁸⁸⁹)

⁸⁸⁶ Source : Wikipedia, URL :

http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Greece_in_the_Treaty_of_S%C3%A8vres.jpg

⁸⁸⁷ PREVELAKIS G., *Géopolitique de la Grèce*, Editions Complexe, Paris, 1997.

⁸⁸⁸ CLOGG, R., *A concise History of Greece*, Cambridge University Press, Cambridge, 1992.

⁸⁸⁹ Lithographie grecque montrant la bataille de la rivière Sangarios (Sakarya) pendant la guerre gréco-turque de 1919-1922. Date : 1921. URL : http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Battle_of_Sangarios_1921.png

La déroute de l'armée grecque, l'incendie de Smyrne et l'exode des réfugiés d'Asie Mineure constituent des épisodes sombres de l'histoire grecque résumés sous le nom de « Grande Catastrophe » ou Catastrophe d'Asie mineure » (Μικρασιατική καταστροφή). La catastrophe d'Asie Mineure a profondément marqué l'inconscient collectif grec, parce qu'elle marque un échec de l'expansion grecque en Anatolie sur plusieurs plans : une défaite politique, un bilan humain désastreux et la perte des territoires acquis à Sèvres. En effet, c'est le traité de Lausanne - traité d'armistice signé entre les deux pays à l'issue de cette guerre en 1923 - qui fixe les frontières actuelles entre les deux pays (la rétrocession du Dodécanèse par l'Italie en 1947 finira par fixer définitivement la frontière maritime entre les deux pays en mer Méditerranée). La guerre gréco-turque a fait perdre à la Grèce les territoires qu'elle avait acquis avec le Traité de Sèvres : la Thrace orientale, Imbros, Ténédos et Smyrne. La frontière héritée de Lausanne possède une section terrestre en Thrace, mais aussi une section maritime (en mer Egée et mer Méditerranée) au découpage très complexe du fait de la multiplicité des îles grecques dont certaines sont situées à proximité immédiate des côtes d'Asie Mineure en territoire turc.

Les frontières idéales de la Grande Idée - projet qui a dominé toute la politique extérieure et par conséquent la politique intérieure de la Grèce à la fin du XIXe et au long du XXe siècle - a été toujours entravé par la résistance que va lui opposer l'Empire ottoman, puis la Turquie. De la guerre d'indépendance dans les années 1820, en passant par les guerres balkaniques du début du XXe siècle jusqu'au problème chypriote des années 1970, le principal adversaire de la Grèce (devenant ainsi de fait ennemi héréditaire) dans sa réalisation de la « Grande Idée » est l'Empire ottoman puis la Turquie.



Le changement de statut des frontières de la Grèce au cours du temps

(Source : Wikipedia⁸⁹⁰)

La frontière binationale entre les deux pays est le résultat de la confrontation entre ces deux nationalismes. Elle peut apparaître comme un compromis entre la frontière idéale de la Grande Idée et la frontière finalement obtenue et négociée à l'issue de la guerre par l'armistice de Lausanne. On peut donc voir dans la guerre gréco-turque de 1919-1922 et le tracé des frontières actuel entre les deux pays la confrontation de deux nationalismes : l'un irrédentiste et offensif grec au nom de la Grande Idée, l'autre de type défensif et décidé à sauver l'Anatolie de l'occupation des forces étrangères, côté turc.

Paradoxalement, dans les années d'après-guerre, la frontière constitue un symbole de paix entre les deux pays. La période allant des années 1930 aux années 1950 est considérée comme une période de pacification des relations gréco-turques. Venizélos et Atatürk veillent à promouvoir des relations de « bon voisinage » entre les deux pays. Les déplacements de populations de part et d'autre de la frontière sont considérés comme légitimes puisqu'ils préviennent ainsi des représailles potentielles contre les minorités religieuses des deux pays après-guerre. En somme, l'idée de cette diplomatie d'après-guerre est que « nous resterons amis tant que chacun reste chez soi ». Ce type de discours légitime le rôle des frontières comme condition à la pacification des relations entre les deux pays. Mais cet état d'esprit d'après-guerre va être de courte durée.

La frontière gréco-turque à l'ère de la construction des états-nations : une source de conflit permanent entre les deux pays.

En effet, après cette période de paix relative d'après-guerre, le tracé des frontières va de nouveau très rapidement redevenir un objet de cristallisation des conflits entre les deux pays.

- **La frontière terrestre : la région de Thrace**

Premier cas litigieux récurrent : celui de la frontière terrestre en Thrace. La région de Thrace, historiquement homogène est depuis la création de la frontière entre les deux pays séparée en deux parties : la Thrace orientale (en Turquie) et la région de Thrace occidentale (en Grèce). Le fleuve Évros, qui longe la frontière, est considéré par l'armée grecque comme la principale « défense naturelle » face à la Turquie. Cependant, cette dernière a obtenu lors du traité de Lausanne le « triangle de Karaağaç », une petite portion de territoire sur la rive droite de l'Évros afin de protéger l'arrière-pays d'Edirne. Cette plaine littorale favoriserait une avance rapide des troupes ennemies et les militaires grecs craignent que ce petit territoire soit utilisé par les Turcs pour y masser des troupes en vue d'une attaque sur la Grèce. Cette unique région frontalière terrestre entre la Grèce et la Turquie est

⁸⁹⁰ Source : wikipedia, URL : http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Map_Greece_expansion_1832-1947-fr.svg

donc une zone sous haute protection militaire.

La Thrace occidentale a également la particularité d'être peuplée en grande majorité par des populations musulmanes turcophones (qui ont été exemptée de l'échange de population) mais aussi par des *Pomaks* (musulmans bulgarophones). Ces populations, relativement en marge du reste du territoire grec, sont soupçonnées par les autorités grecques d'entretenir des liens étroits avec la Turquie et la Bulgarie⁸⁹¹. La crainte du gouvernement grec est que la Grèce ne perde son contrôle sur cette région. C'est pourquoi cette zone est fortement surveillée par les autorités politiques grecques⁸⁹². Ces risques de menaces irrédentistes ont conduit, jusqu'à la fin des années 90, les autorités grecques à placer sous administration militaire ces villages bulgarophones et turcophones du nome d'Évros. Ce régime spécifique, appelé en grec *epitirumeni zoni* (« zone surveillée ») suspendait en fait le droit commun des citoyens et de l'administration civile dans toute une série de domaines (résidence, citoyenneté, déplacement, possession de biens immobiliers, etc...) ⁸⁹³. Cette zone était interdite d'accès aux personnes extérieures sauf autorisation spéciale délivrée par le ministère de la Défense grec.

- **La frontière maritime entre la Grèce et la Turquie : une source de revendications permanentes et de conflits potentiels entre les deux pays.**

La frontière gréco-turque en mer Egée et en Méditerranée fait l'objet de conflits entre les deux pays encore non-résolus jusqu'à ce jour. Le terme de « contentieux de l'Égée » ou « conflit de l'Égée » fait référence à un ensemble de points de désaccord entre la Grèce et la Turquie à propos de leurs souverainetés respectives sur la zone frontalière de la mer Égée : délimitation des zones économiques exclusives, l'utilisation du plateau continental, la délimitation des eaux territoriales entre les deux pays. Un autre problème concerne le statut des îlots en mer Egée et Méditerranée. Aujourd'hui la mer Egée est couverte de 2 383 îles de dimensions différentes relevant de la Grèce et d'une soixantaine d'îles, plutôt de petite dimension et placées à l'exception de quelques-unes dans les trois milles marins des côtes anatoliennes, relevant de la Turquie. La question de la démilitarisation et du statut de ces îles est un point de friction entre la Grèce et la Turquie⁸⁹⁴. Comme nous l'avons vu dans le cas de la crise Imia/Kardak ou de l'île de Castellorizo, la situation entre les deux pays reste toujours tendue sur le

⁸⁹¹ KOLODONY E., DALEGRE J., « La Thrace grecque - Populations et territoire », in *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 1997, vol. 83, n° 1, pp. 254-255., en ligne, URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/remmm_0997-1327_1997_num_83_1_1784_t1_0254_0000

⁸⁹² HERSANT J., « Surveillances croisées et rivalité gréco-turque en Thrace occidentale : entre coercition et contrôle social » in DORRONSORO G., GROJEAN O., HERSANT J., (sous la dir. de), *Surveiller, réprimer, normaliser*, in *European Journal of Turkish Studies*, 2008, n° 8.

⁸⁹³ AKGÖNUL S., « Les relations gréco-turques au tournant du siècle : ruptures, évolutions et permanences », in *Cahiers balkaniques*, n°33 | 2004, en ligne, URL : <http://ceb.revues.org/4613> ; DOI : 10.4000/ceb.4613

⁸⁹⁴ Voir sur le sujet l'article et la bibliographie donnée par Théodoros Katsoufros, dans KATSOUFROS T., « les différends gréco-turcs en mer Egée », in VANER S., *Le différend gréco-turc*, Histoire et perspectives méditerranéennes, l'Harmattan, 1988.

statut de ces îlots. Ces problèmes ont lourdement pesé dans l'évolution des relations entre les deux pays depuis les années 1970. Par deux fois depuis cette période, la tension a abouti à des crises proches de l'affrontement militaire, en 1987 et en 1996. Le statut de la frontière entre les deux pays dans le contexte national est un sujet de négociations et de controverses permanentes.

- **Extension d'un conflit à un pays tiers : le cas de Chypre**

Ce conflit s'est même étendu à un pays tiers : Chypre. La ligne de partage divisant le pays en deux parties peut être vue comme le résultat d'une incorporation du conflit bipolaire entre la Grèce et la Turquie au sein d'un pays tiers, Chypre⁸⁹⁵. Comme l'explique l'historienne chypriote Christa Anatoniou, « ce sont les deux « extra-nationalismes », turc et grec, qui ont ruiné Chypre⁸⁹⁶ ». Comme l'explique bien également E. Copeaux et C. Mauss Copeaux, cette ligne verte, devenue frontière de l'UE, fait l'objet de représentations différenciées entre la Grèce et la Turquie⁸⁹⁷. L'île de Chypre constitue en effet un territoire particulier, où le nationalisme et les contentieux territoriaux entre les deux pays s'expriment de manière paroxystique. Depuis 1974 et l'intervention militaire turque à Chypre, l'île est séparée du Nord au sud en deux parties - *Kuzey Kıbrıs Türk Cumhuriyeti* (la République Turque de Chypre Nord au Nord) et *Kypriaki Dimokratia* (République de Chypre au sud, la seule internationalement reconnue et membre de l'Union européenne). Chypre est un enjeu de conflit entre les deux pays encore très vif, dont la résolution semble difficile, parce qu'elle bute sur un certain nombre de problèmes non résolus, notamment la question de la présence de l'armée turque et des colons venus de Turquie dans la partie nord de l'île, du statut des propriétés laissées par les populations qui ont été déplacées en 1974 et la compensation des pertes occasionnées par ces migrations⁸⁹⁸. Suite aux événements de 1974, presque tous les Chypriotes turcs se sont concentrés dans la partie occupée. Sur la base d'un accord d'échange de populations, 196 000 Chypriotes grecs habitant dans le nord ont été échangés contre 42 000 Chypriotes turcs habitant dans le sud. Au moins 36 000 Chypriotes turcs ont émigré dans la période de 1975 à 1995, et par conséquent, à l'intérieur de la zone occupée, les colons sont devenus plus nombreux que les Chypriotes turcs natifs⁸⁹⁹.

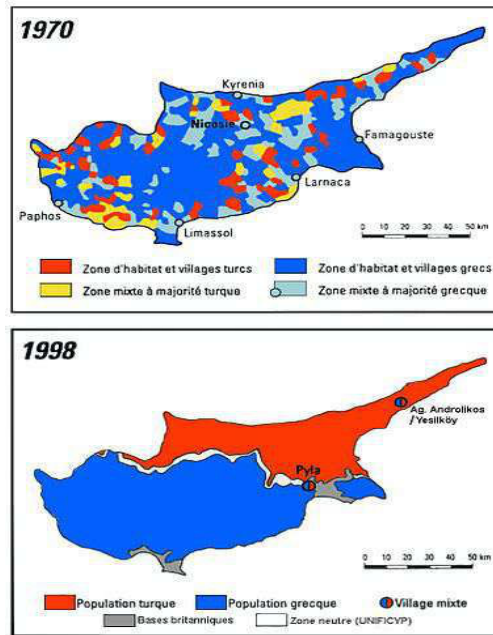
⁸⁹⁵ BERTRAND G., « Chypre : une politique étrangère dans un contexte atypique pour l'Union européenne », in *La Revue internationale et stratégique*, n°61, printemps 2006, p 87-95, numéro spécial : *Les fondements des politiques étrangères des États européens*.

⁸⁹⁶ ANTONIOU C., *La Grande Bretagne et l'indépendance de Chypre, transferts et héritages*, Université Paris-Sorbonne, 2008, 470 pages ; Identifiant BU : 06PA040107 - - ISBN : 9782729570989.

⁸⁹⁷ COPEAUX E., MAUSS COPEAUX C., « La Ligne verte, frontière de l'Union européenne ? », in *EchoGéo* n°18, septembre 2011/décembre 2011, en ligne, URL : <http://echogeo.revues.org/12655>

⁸⁹⁸ Suite aux événements de 1974, presque tous les Chypriotes turcs se sont concentrés dans la partie occupée. Sur la base d'un accord d'échange de population, 196 000 Chypriotes grecs habitant dans le nord ont été échangés contre 42 000 Chypriotes turcs habitant dans le sud. Au moins 36 000 Chypriotes turcs ont émigré dans la période de 1975 à 1995, et par conséquent, à l'intérieur de la zone occupée les colons sont plus nombreux que les Chypriotes turcs natifs

⁸⁹⁹ COPEAUX E., MAUSS-COPEAUX C ;, *Taksim ! Chypre divisée*, ædelsa éditions, Lyon 2005.



Carte des mouvements de populations après 1974 à Chypre
(Source : Wikipedia⁹⁰⁰)

Dans le cas de Chypre on voit comment les deux nationalismes grec et turc continuent de s'affronter dans un pays tiers, en vertu de deux visions opposées : l'*Enosis* contre celle du *Taksim*. Le mot *Énosis* signifie « union » en grec. Le rattachement de Chypre à la Grèce était l'objectif de la Grèce lorsque l'île est encore sous domination anglaise (1878-1960). L'*Enosis* fait partie de l'objectif plus vaste d'expansion territoriale grecque dans le cadre de la « Grande Idée ». A l'opposé de ces ambitions grecques quant au statut de l'île, on retrouve la position turque, qui s'illustre à travers la doctrine du *Taksim*, concept développé dès 1957 par Fazil Küçük. *Taksim* (qui signifie en turc la « division ») était l'objectif des Chypriotes turcs qui soutenaient la partition de l'île de Chypre en deux parties. Les supporters du *Taksim* considéraient que la partition de l'île était le seul moyen d'assurer une présence turque permanente et de prévenir une assimilation ou un nettoyage ethnique des populations musulmanes de l'île, minoritaires. Le *Taksim* prévoit un rattachement de l'île (ou du moins une partie de l'île, à la Turquie)⁹⁰¹. L'*Enosis* sera finalement réalisé sous l'impulsion des colonels grecs, qui renversent avec un coup d'Etat en 1974 le président de la République de Chypre, Makarios III. En réaction au coup d'Etat militaire et justifiant cette intervention pour la protection de la minorité chypriote turque sur l'île victime d'exactions, les troupes turques débarquent avec 10 000 soldats au nord de l'île le 14 février 1974 (« Opération Attila »). L'armée turque occupe en deux jours 38 % du territoire dont une large partie des Chypriotes grecs est sommée de partir. Pour Bülent Ecevit, Premier ministre turc de l'époque, « l'Opération Attila » était une opération de maintien de la paix. Depuis le pays est coupé en deux et les perspectives de réunification de l'île semblent compromises, malgré

⁹⁰⁰ Source : Wikipedia, URL : <http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Cyprus.jpg>

⁹⁰¹ COPEAUX E., MAUSS-COPEAUX C. ; *Taksim ! Chypre divisée*, ædelsa éditions, Lyon 2005.

certaines ouvertures récentes⁹⁰².

Les Chypriotes du nord de l'île (ou dont les ancêtres) étaient présents sur l'île avant 1974 peuvent prendre la nationalité européenne (ce qui écarte les colons venus de Turquie après 1974) depuis l'entrée de Chypre dans l'UE. Ils peuvent désormais ainsi circuler librement de part et d'autre de la ligne verte. Pourtant, malgré cette possibilité, force est de constater que très peu de chypriotes du sud de l'île n'osent se rendre dans le nord et inversement. Murat, jeune Chypriote du Nord de l'île, explique que :

« Même si on peut passer la ligne verte maintenant, très peu de gens n'osent le faire [...] parce qu'ils ont peur de s'aventurer seuls dans l'autre partie et d'être attaqués, parce qu'ils refusent ou boycottent l'autre partie de l'île. Le nationalisme est encore très fort [...] Les gens racontent par exemple que quand ils se sont rendus dans le sud en voiture, immatriculée « nord de chypre », ils ont retrouvé leur voiture rayée et ses pneus dégonflés... Avec ce type d'histoires, ça ne donne pas vraiment envie d'aller de l'autre côté⁹⁰³ ».

Dans un contexte différent, nous retrouvons néanmoins un cas similaire dans la ville de Slubice-Frankfurt/Oder, qui est une ville frontière à cheval sur la Pologne et l'Allemagne. Depuis l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne, la frontière a disparu. Si les nationaux allemands vont acheter leurs cigarettes à des prix réduits de l'autre côté de la frontière, on constate que l'ouverture de la frontière n'a pas engendré plus de mixité dans l'habitat de la ville ou des flux de circulation beaucoup plus importants entre les deux parties de la ville. La frontière, au-delà de son aspect physique a une dimension psychologique forte qu'on ne peut sous-estimer⁹⁰⁴.

La frontière gréco-turque devenue frontière entre l'Union européenne et la Turquie ou la « frontière post-nationale » : nouvelles formes, nouveaux enjeux

Comme nous l'avons vu précédemment, les relations entre les Turcs et les Européens se sont beaucoup développées depuis l'accord d'association conclu entre la Communauté Economique Européenne (CEE) et la Turquie en 1963 et l'acceptation de la candidature turque en 1999 lors du sommet d'Helsinki. Au-delà des raisons économiques et politiques de l'opposition à l'entrée de la Turquie dans l'Europe (argument démographique, politique, géographique généralement avancés), les

⁹⁰² MONTMAYEUR L., « Elections présidentielles à Chypre : un espoir pour la réunification de l'île ? », in *Le blog de l'OVIPOT*, article du 19 février 2008, en ligne, URL : <http://ovipot.hypotheses.org/466>.

⁹⁰³ Entretien avec Murat Obender, habitant de Lefkoşa/Nicosie, entretien réalisé le 17 août 2010. Durée 56 minutes. Prise de note. Langue : anglais. Extrait de l'entretien original : « Even if you can pass the green line now, very few people dare to do it [...] because they are afraid to adventure themselves alone in the other party and to be attacked, and also because they refuse or boycott the other part of the island. Nationalism is still very strong [...] People say for example that when they went to the south by car, registered as from North Cyprus, they found their car scratched and tires deflated. With this type of story, it does not make people really want to go to the other side ».

⁹⁰⁴ MACKRÉ Q., « Géopolitique de Francort-sur-order/Slubice, ville-doublon sur une frontière en déconstruction », in *Les pouvoirs dans la ville*, l'Espace politique, n°8, février 2009, en ligne, URL : <http://espacepolitique.revues.org/1348>

débats sur l'adhésion de la Turquie à l'UE révèlent également le poids des barrières mentales ou imaginaires qui sont dans l'inconscient collectif des Européens vis-à-vis de la Turquie. Le débat sur les frontières de l'UE - constitutif à une identité que l'Europe se cherche - réactive certaines représentations de type orientalistes quant au statut de la Turquie par rapport à l'Europe. Comme le rappelle le géographe Philippe Pelletier :

« La frontière la plus grande n'est pas une rivière ou une montagne, mais bien celle, immatérielle qu'érigent les êtres humains dans leur esprit. Les frontières symboliques peuvent reproduire l'espace territorial d'un État nation, mais bien souvent, elles le dépassent, le transgressent ou le limitent ⁹⁰⁵».

La frontière gréco-turque devient en quelque sorte le symbole de la limite « infranchissable entre ce que l'on considère comme l'Orient et l'Occident⁹⁰⁶ » dans bien des discours politiques opposés à la candidature turque notamment en raison du fait que ce pays est un pays dont la majorité de la population est musulmane. Le clivage Grèce-Turquie prend alors une autre dimension et la frontière qui les sépare celle de « barrière civilisationnelle ». Les intellectuels orientalistes européens, à partir de la Renaissance, ont construit un imaginaire tenace qui continue d'avoir des résonances contemporaines. Stella Monnet montre bien dans son article « L'acculturation occidentale de la Grèce moderne à travers sa construction en état-nation » comment les intellectuels européens de la Renaissance et des Lumières ont cherché à capter la naissance de la philosophie grecque (et de la même sorte « de la pensée rationnelle ») dans leur propre héritage culturel. Comme le souligne également Georges Corm, dans son ouvrage *Orient/Occident : la fracture imaginaire*, en définissant la Grèce antique comme le berceau de la pensée rationnelle et du logos, la Grèce devient ainsi le berceau de l'Europe, qui accapare les concepts de Justice, de Raison, de Démocratie, de Progrès dans son héritage culturel, tout en les opposant - dans une vision binaire et manichéenne - à la civilisation arabo-musulmane (dans lequel l'Empire ottoman est inclus). Pour Sophie Bessis :

⁹⁰⁵ PELLETIER P., *L'extrême-orient. L'invention d'une histoire et d'une géographie*, Gallimard, coll. « Folio », Paris, 2011.

⁹⁰⁵ Qui sont le fruit de constructions et de représentations mentales, voir SAID. E., *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, traduction de Catherine Malamoud, préface de Tzvetan Todorov, Le Seuil, 1980, (rééd. augm., 2003), 392 pages.

⁹⁰⁵ Qui sont le fruit de constructions et de représentations mentales, voir SAID. E., *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, traduction de Catherine Malamoud, préface de Tzvetan Todorov, Le Seuil, 1980, (rééd. augm., 2003), 392 pages.

⁹⁰⁵ CORM G., *Orient-Occident, la fracture imaginaire*, La découverte, Paris, 2002.

« Le mythe de l'exclusivité fondatrice de la source gréco-romaine fonctionne comme une implacable machine à expulser les sources orientales ou non chrétiennes de la civilisation européenne ».

Pour Philippe Pelletier, ces deux notions d'Orient et d'Occident se comprennent selon deux approches « qui ne se recoupent qu'en partie : l'une est spatiale (un espace délimité) et l'autre notionnelle (un monde conçu)⁹⁰⁷ ».

- **La frontière gréco-turque devenue frontière entre l'Union européenne et la Turquie : entrée dans l'âge supranational de la frontière.**

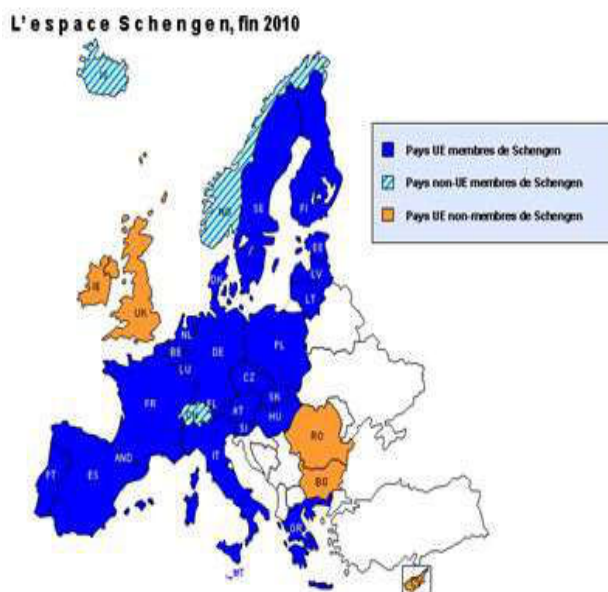
En 1981, lorsque la Grèce entre dans l'Union européenne, la frontière qu'elle a avec la Turquie change de statut. Elle n'est plus uniquement une frontière binationale entre la Grèce et la Turquie mais représente désormais la frontière orientale de l'Union européenne avec la Turquie. L'Union européenne étant formée d'états regroupés au sein d'une même entité supranationale, cette frontière peut être qualifiée de « post-nationale⁹⁰⁸ » ou de « supranationale⁹⁰⁹ ». Dans le contexte de construction supranationale, le statut de la frontière gréco-turque se voit donc renouvelé. En effet, la frontière entre la Grèce et la Turquie pourrait potentiellement être amenée à disparaître si la Turquie entrait dans l'UE. La Grèce, qui était dans un premier temps opposée à la candidature turque, a ensuite changé de stratégie en supportant la candidature turque. Il est vrai que l'entrée de la Turquie améliorerait considérablement toute une série de litiges relatifs à la frontière entre les deux pays. Ensuite, depuis son entrée dans l'UE, la Grèce n'a plus une souveraineté absolue dans la gestion de sa frontière avec la Turquie. La gestion de la frontière gréco-turque devient également l'affaire des 26 autres états-membres de l'Union européenne (surtout avec la signature des accords de Schengen). Dernière caractéristique de la frontière entre la Turquie et ce nouvel espace supranational que représente l'Union européenne : les frontières extérieures de l'UE ont la caractéristique d'avoir une dimension potentiellement variable (les frontières économiques de l'UE sont par exemple plus perméables que ces frontières politiques) et mobiles dans le temps. Cet espace à vocation inclusive s'est en effet agrandi par vagues successives. On ne peut plus parler d'une frontière mais plutôt de

⁹⁰⁷ PELLETIER P., *L'extrême-orient. L'invention d'une histoire et d'une géographie*, Gallimard, coll. « Folio », 2011.

⁹⁰⁸ KOOPMANS R. et STATHAM P., « Challenging the liberal nation-state? Postnationalism, multiculturalism, and the collective claims making of migrants and ethnic minorities in Britain and Germany », in *American Journal of Sociology* n°105, p 652-696, 1999, SHAW J., « Postnational constitutionalism in the European Union », in *Journal of European Policy* n°6, 1999, p 579-597 et dans notre domaine d'étude : ANASTASAKIS O., NICOLAIDIS K. et OKTEM K., *In the Long Shadow of Europe: Greeks and Turks in the Era of Postnationalism*, International Relations Studies Series, Brill, 2009.

⁹⁰⁹ Le supranationalisme prône l'existence d'entités politiques disposant d'une supranationalité, autrement dit des pouvoirs qui dépassent les cadres d'une nation. En tant qu'idéologie, il s'oppose au nationalisme qui prône la souveraineté absolue des nations. Dans le monde actuel, le développement des institutions transnationales vise à un équilibre entre ces deux extrêmes.

frontières au pluriel dans le cadre de l'Union européenne (frontière économiques, politiques, culturelles). En effet, dans le domaine économique, culturel, politique, sécuritaire, le statut de la frontière avec la Turquie varie en fonction des intérêts et des avancées dans le processus d'adhésion.



L'espace Schengen
(Source : site Europa⁹¹⁰)

L'UE exclut par exemple certains pays de son espace Schengen tout en les incluant à son espace économique, c'est le cas de la Turquie qui jouit d'accord de préférence douanières avec l'UE, mais qui n'est pas incluse dans l'UE ni dans l'espace Schengen. L'affaiblissement de certaines frontières (économiques) tend en fait paradoxalement à en renforcer d'autres (frontières politiques et sécuritaires notamment). L'intégration suppose deux logiques distinctes, l'une de rapprochement, de convergence et d'harmonisation avec les pays membres du projet d'intégration, et une autre, de division, de distinction et même d'exclusion, avec les pays limitrophes à l'ensemble régional ainsi constitué⁹¹¹.

Mais on constate également que la construction européenne a favorisé l'émergence et le développement de zones de coopération transfrontalières. La position frontalière, qui pendant des années a été un désavantage, s'est trouvée, avec la suppression des barrières douanières, être un avantage. L'espace économique du Haut Rhin se situe maintenant au cœur de l'Europe et est considéré

⁹¹⁰ Source : site Europa, URL :

http://ec.europa.eu/delegations/switzerland/eu_switzerland/political_relations/shengen_agreement/index_fr.htm

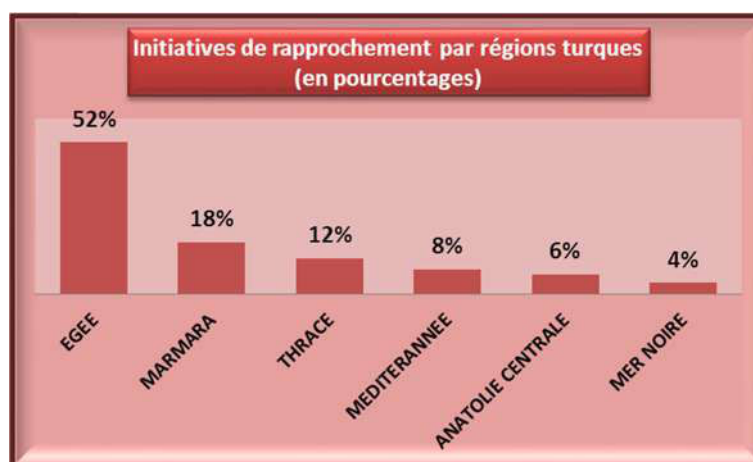
⁹¹¹ VERLUISE P., *Géopolitique des frontières européennes : Elargir, jusqu'où ?*, PUF, collection géopolitique, Paris, 2013.

comme une « euro-région idéale », cœur de la « banane bleue » européenne - zone de coopération transfrontalière très dynamique économiquement, à cheval sur la Suisse, la France et l'Allemagne⁹¹² -.

1.2. *La frontière comme espace paradoxal : la fois zone de séparation et de rapprochement*

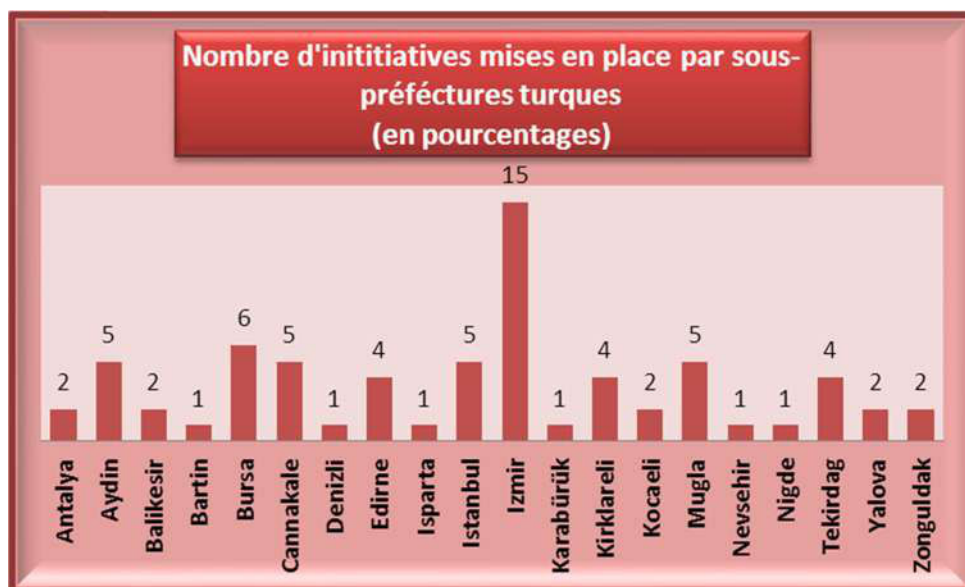
La frontière comme espace paradoxal

Dans notre cas d'étude, on constate qu'on compte paradoxalement le plus grand nombre d'initiatives de rapprochement dans la zone frontalière maritime et terrestre. La région de l'Egée a un poids écrasant puisque 52% des initiatives mises en place l'ont été faite dans cette région. On retrouve ensuite la région de Marmara qui concentre 18% des initiatives de rapprochement, ensuite, celle de Thrace (qui ne constitue pas une région administrative en Turquie parce qu'elle est comprise dans les délimitations de celle de Marmara mais qu'il nous a semblé important de différencier dans le cas gréco-turc) avec 12%, puis la Méditerranée avec 8%. Les régions non-frontalières comme l'Anatolie centrale et la mer Noire – avec respectivement des parts de 6% et 4% - ne sont pas parmi les régions les plus dynamiques dans cette perspective.

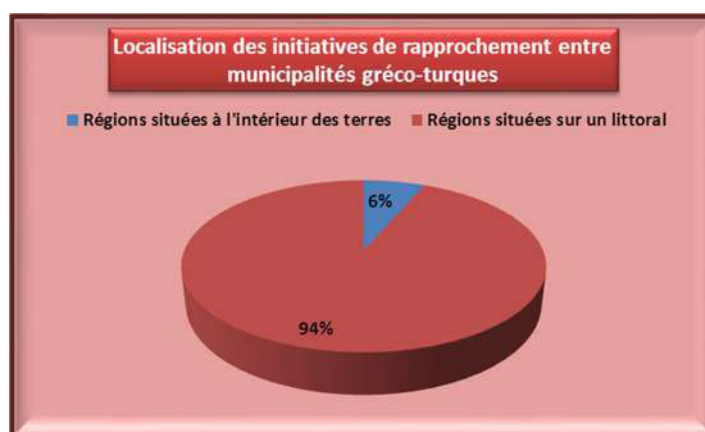


Au sein de ces régions, on constate que les sous-préfectures qui sont les plus dynamiques sont également celles qui sont frontalières avec la Grèce : la sous-préfecture d'Izmir (avec 15 initiatives mises en place), puis celles d'Aydın, Çanakkale et Muğla (5) à l'exception d'Istanbul – qui n'est pas une sous-préfecture frontalière –, mais qui se situe devant les sous-préfectures de Thrace de Kirklareli et Tekirdağ (4).

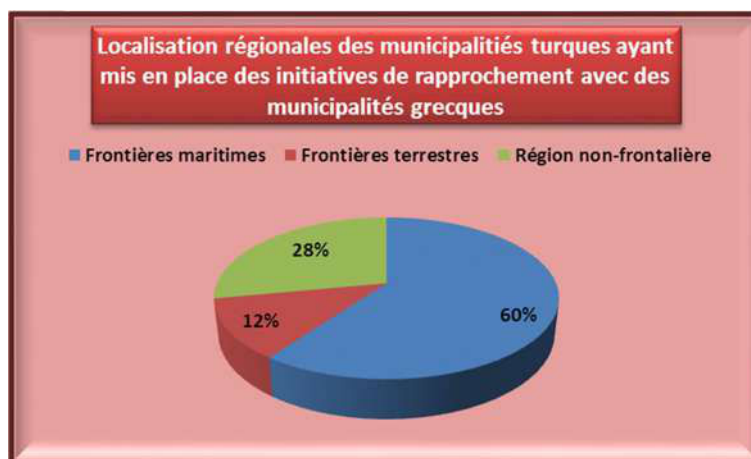
⁹¹² Cette euro-région est née de la conférence tripartite entre l'Allemagne, la France et la Suisse, où, lors de la 4e réunion, les représentants ont signé un accord pour une coopération économique du Haut Rhin. La coopération a commencé autour de Bâle, Mulhouse et Freiburg et s'est ensuite agrandie pour comprendre le Haut Rhin tout entier ainsi que le sud du Palatinat.



On voit donc qu'il y a une surreprésentation des villes situées dans des régions et sous-préfectures frontalières. Les zones frontalières – aussi bien terrestres que littorales – sont donc les points les plus dynamiques de la diplomatie des villes grecques et turques. Mais si l'on regarde la localisation des initiatives, il apparaît néanmoins que ce sont les zones frontalières maritimes qui sont surreprésentées dans la dynamique de rapprochement. Encore plus que la frontière, il semble que ce soit l'ouverture sur l'extérieur et la position géographique de certaines villes situées sur les littoraux qui constituent des facteurs prédominants : 94% des initiatives de rapprochement ont été mises en place par des villes situées dans une région littorale, contre 6% des initiatives mises en place par des régions situées à l'intérieur des terres.



Le cumul du fait de se trouver située dans une région ayant une côte littorale et d'être dans une région frontalière avec la Grèce est un facteur de rapprochement pour une ville : 60% des initiatives ont été mises en place par des villes turques situées dans des zones frontalières maritimes avec la Grèce, 28% dans des zones non-frontalières et 12% des initiatives ont été établies dans des zones situées dans une région frontalière terrestre avec la Grèce.



Le facteur géographique est donc un facteur dominant de la diplomatie des villes turques. Dans le cas des municipalités grecques, on retrouve la même tendance : 25% des initiatives ont été mises en place par des municipalités situées dans la région de l’Egée du Nord et 10% dans celle de l’Egée du Sud. Le dynamisme de la région de Thrace semble venir davantage des municipalités grecques parce que la part des initiatives mises en place par ces municipalités est très forte (25%). Ces trois régions sont frontalières. On retrouve ensuite la région de Macédoine centrale (19% des initiatives mises en place) puis celle de l’Attique (9%).



Les espaces transfrontaliers semblent ainsi constituer des espaces de prédilection pour la coopération : en raison de la proximité géographique des villes, ils constituent des espaces de jonction entre les deux états-nations. Ce sont également les lieux où l’on compte le plus de personnes bilingues : minorités musulmanes de Thrace, minorités grecques-orthodoxes des îles d’Imbros et Ténédos et les réfugiés de l’Echange. Mais aussi, paradoxalement, ils sont des lieux où il y a le plus de tensions et qui a priori sont les moins propices au rapprochement : le tracé des frontières est hérité de période de guerre et continue d’être une source de revendications territoriales. Les zones frontalières

sont celles où les populations ont vécu le plus directement les blessures de l'Histoire (ex : région d'Alsace-Lorraine dans le cas franco-allemand, de l'Égée pour le cas gréco-turc). Et pourtant, on compte aussi souvent également un sentiment de défiance de la part du reste du territoire national : les populations des frontières sont souvent accusées de collaboration avec « l'ennemi » et suspectées par le pouvoir central.

C'est peut-être en raison de son caractère paradoxal, de « nœud gordien » du conflit, que la frontière peut être utilisée comme une ressource symbolique dans la dynamique de rapprochement. A Chypre, entre octobre et juin 2011, des jeunes activistes chypriotes grecs et turcs ont occupé la ligne verte – la partie sous surveillance des Nations Unies – sous la bannière « *Occupy the Buffer zone !* ». Pendant plusieurs mois, ils ont occupé la ligne verte (au niveau du passage de la rue Ledra) sous surveillance de l'ONU sans avoir été délogés, même si cela a occasionné des tensions.



Occupation de la ligne verte par des activistes pour la réunification des deux parties de l'île. Les banderoles d'occupation, bilingues, signifient « Bienvenue à Chypre », écrit dans les deux langues (Source : Times of Malta⁹¹³)

Le statut de la frontière a un contenu symbolique fort. On a pu voir, dans le cas gréco-turc, comment les villes utilisaient symboliquement la frontière comme espace de rapprochement (organisation de rencontres de plongée ou de nage de part et d'autre de la frontière, par exemple, à Kaş et Castellorizo).

Le rôle ambigu de l'UE

On voit donc bien à travers cet exemple combien les frontières ont une nature paradoxale. Ceci est renforcé par le rôle joué par l'Union européenne : les recherches sur les frontières mettent en perspective des logiques contradictoires des frontières de l'UE. Le premier type de recherche met en avant le fait qu'il y a une diminution significative des frontières dans le cas européen : si l'on se concentre sur le mouvement d'intégration européenne, on constate en effet que l'abolition des frontières au sein de l'UE est un phénomène notoire mais aussi que les différentes vagues

⁹¹³ Source : Times of Malta, URL : <http://www.timesofmalta.com/articles/view/20111201/world/Inspired-movement-bidding-for-the-reunification-of-Cyprus.396340>

d'élargissement vont également dans le même sens⁹¹⁴. L'Europe sans frontière deviendrait ainsi le marché unique et la zone euro⁹¹⁵. Un second groupe s'est concentré sur les efforts de l'UE pour resserrer les frontières extérieures. Ils mettent en exergue la fonction de frontière comme une barrière, un rempart (contre l'immigration, la concurrence) : c'est l'idée de l'Europe forteresse⁹¹⁶. Un troisième groupe d'étude étudie la frontière sous l'angle de la coopération transfrontalière où la frontière joue alors un rôle de « pont ⁹¹⁷ ». Ils constatent, comme dans le cas gréco-turc, que l'augmentation de la protection des frontières extérieures de l'Europe s'accompagne en même temps d'un renforcement de la coopération culturelle, politique et sécuritaire avec les pays voisins de l'est, candidat à l'UE. La frontière peut également être perçue comme un processus⁹¹⁸ : les frontières, de ce point de vue, ne sont pas perçues comme quelque chose de fixe ou de statique, mais au contraire comme un processus en devenir et en construction perpétuelle, sous l'impulsion de différents acteurs. Ce n'est pas la question de qu'est-ce que sont les frontières qui est alors posée, mais plutôt de comment les frontières sont socialement construites, comment elles sont appropriées, vécues et « co-construites » par les Etats et leurs populations. Dans le cas gréco-turc, il semble que la frontière soit – en gardant le statut de délimitation territoriale - une zone de plus en plus perméable qui cesse d'agir comme un instrument de séparation mais apparaît davantage comme une zone de transit vers des espaces de coopération économique, d'innovation politique et de communication sous l'impulsion de la diplomatie des villes et de l'UE⁹¹⁹. Bahar Rumelili fait une distinction entre les frontières « dures » de l'UE et les frontières « perméables ». Elle dresse deux modèles de type-idéal de frontières. Tout d'abord, la « frontière dure » où il y a des relations institutionnelles minimales entre l'UE et le pays concerné, qui autorise peu de coopération transfrontalière et transnationale. Puis une « frontière ouverte », qui permet à l'inverse des relations institutionnelles rapprochées entre l'UE et le pays limitrophe et permet une coopération transfrontalière et transnationale dense. En général, le projet d'intégration d'un pays à l'UE renforce la coopération entre pays frontaliers. Les « frontières dures » renforcent le poids de l'UE

⁹¹⁴ POPESCU G., « The conflicting logics of cross-border reterritorialization: Geopolitics of Euroregions in Eastern Europe », in *Political Geography*, n°27, 2008, p 418-438, en ligne, URL : <http://geopousp.files.wordpress.com/2010/05/geopolitics-of-euroregions-in-eastern-europe.pdf>

⁹¹⁵ DELANTY G., RUMFORD C., *Rethinking Europe: Social Theory and the Implications of Europeanization*, Routledge, 2005.

⁹¹⁶ SCOTT J.W., « Bordering and ordering, the European neighborhood: a critical perspective on EU territoriality and geopolitics », in TRAMES, n°13(63/58), 3,2009, p 232-247, en ligne, URL : http://eap.ce/public/trames_pdf/2009/issue_3/trames-2009-3-232-247.pdf. HOUTUM H.V., « The Geopolitics of Borders and Boundaries », in *Geopolitics*, n°10, 200, p 672-679, en ligne, URL : <http://henkvanhoutum.nl/wp-content/uploads/2013/05/geopoliticsborders2005.pdf>. H. van Houtum and T. van Naerssen, « Bordering, Ordering, and Othering », in *Journal of Economic and Social Geography* (TESG) 93/2, 2002, p 125-36.

⁹¹⁷ NELLES J., WALTER O., « Changing European borders: from separation to interface? An introduction », in *Journal of urban research*, n°6 : Changing European Borders, 2011, en ligne, URL : <http://articulo.revues.org/1658>, SOHN C., REITEL B., WALTHER O., Cross-border metropolitan integration in Europe: The case of Luxembourg, Basel and Geneva. *Environment & Planning C: Government and Policy* 27(5), 2009, p 922-939.

⁹¹⁸ NEWMAN D., « On Borders and Power: A Theoretical Framework », in *Journal of Borderland Studies* n°18(1), 2003, p 13-24.

⁹¹⁹ DIEZ T., STETTER S., ALBERT M., « The European Union and the Transformation of Border Conflicts », *Working Papers Series in EU Border Conflicts Studies*, University of Birmingham, janvier 2004, p 1-24.

dans la relation entre les deux pays et son caractère contraignant. Même s'il y a un certain degré de coopération au niveau régional possible entre les deux pays, ce degré est limité en raison des barrières institutionnelles posées par l'UE, qui manie en quelque sorte la carotte et le bâton pour faire avancer le processus d'adhésion ou de résolution de conflits⁹²⁰. Dans le cas des relations gréco-turques on a les deux types de frontières qui se superposent à différentes échelles : d'un côté on demande à la Grèce et la Turquie de coopérer, de l'autre, on met un frein au développement par une politique des visas restrictive, et enfin, on utilise la frontière comme enjeu de négociation (voir les accords de réadmission).

Notre étude tend néanmoins à montrer que la frontière gréco-turque, avec la mise en place de visas ciblés à des zones particulières – les îles grecques –, doit également être analysée à différentes échelles : une logique d'intégration croissante et de rapprochement avec la Grèce au niveau local, même si au niveau international le statut de la frontière reste inchangé. Cela tend également à montrer que la frontière est un espace négocié entre différents acteurs, fruit de compromis entre autorités locales – qui veulent l'ouverture des visas avec la crise – et autorités européennes qui craignent l'afflux d'immigration clandestine et prônent la fermeture de l'espace Schengen. Le texte de Bahar Rumelili est un plaidoyer pour l'ouverture des frontières qui est présenté comme ayant des impacts positifs majeurs : cela renforcerait le rôle de médiateur de l'UE dans la situation conflictuelle entre les deux pays, cela multiplierait les possibilités d'échanges transnationaux et transfrontaliers, cela augmenterait la confiance mutuelle et les intérêts partagés à l'appartenance commune à l'UE dans le processus de résolution de conflit⁹²¹ entre la Grèce et la Turquie.

On a vu dans le cas de Kaş et Castellorizo comment la coopération aux frontières renforçait la volonté des acteurs locaux et des populations de ne pas entrer dans une logique de conflit. Cette dynamique s'étant répandue tout le long de la frontière égéenne, on peut émettre l'hypothèse que cela peut constituer un poids dans les relations bilatérales entre les deux pays. Si l'Égée devient un espace de coopération, cela ne peut qu'amener une logique de paix qui tendra à se déployer sur l'ensemble des deux territoires. Cela peut également être un préalable à une intégration progressive d'une partie du territoire turc – par le biais de la coopération locale – au territoire européen. Or, ce type de logique semble être un atout pour l'élargissement : les pays qui ont développé ce type de stratégies comme la Bulgarie ou la Pologne se sont vus entrer dans l'Union européenne.

L'extraordinaire inflation des recherches sur les frontières est un effet de la globalisation mais aussi de la construction européenne dont l'interprétation extrême d'un « monde sans frontières » est donnée par Kenichi Ohmae⁹²². Mais les années 1990 ont aussi vu l'augmentation des frontières, venue de la même dynamique : la chute du Mur de Berlin et du bloc soviétique et la construction de

⁹²⁰ RUMELILI B., « Transforming Conflicts on EU Borders: the Case of Greek-Turkish Relations », in *Journal of Common Market Studies*, Volume 45, Issue 1, mars 2007, p105–126, p 110.

⁹²¹ RUMELILI B., « Transforming Conflicts on EU Borders: the Case of Greek-Turkish Relations », op. cit., p 112.

⁹²² OHMAE K., *The borderless world*, Harper business, 1999.

nouveaux Etat-nations. Quelles seront les frontières de l'Europe de demain ? Michel Foucher, dans son ouvrage paru en 2007, « l'obsession des frontières ⁹²³ », expose cinq scénarii pour les frontières de l'Europe : le scénario géostratégique américain qui comprendrait tout le continent sauf la Russie ⁹²⁴, le scénario confédéral où l'UE en viendrait à coïncider avec le Conseil de l'Europe (qui compte aujourd'hui 46 états ⁹²⁵), le scénario géoculturel sans la Turquie (qui considère le caractère non-intégrable de la société turque dans l'Europe), le scénario géoéconomique du Grand Marché continental (avec la mise en place à long terme d'une vaste zone de libre-échange, de coopération économique ⁹²⁶ ou des partenariats privilégiés conçue comme une alternative à l'adhésion) et enfin le scénario géopolitique des frontières temporaires stabilisées où l'UE s'accorderait dès que possible sur le principe de frontières temporaires pour 10 à 15 ans. C'est ce dernier scénario qu'il retient comme étant le plus probable : l'UE se limiterait à 27/28 membres et les négociations avec la Turquie se poursuivraient. Pour l'Europe orientale et balkanique, les efforts porteraient sur le règlement des contentieux garantissant une paix durable. Cette approche réaliste selon Michel Foucher permettrait de concilier « pause institutionnelle (frontières) » et « dynamiques (diffusion des acquis) ». Dans un scénario où la Turquie rentrerait dans l'Europe, cette zone de coopération transfrontalière entre villes grecques et turques tendrait à être très dynamisée et à se renforcer considérablement.

Les nouvelles lois sur l'immigration à la frontière gréco-turque montrent tout à fait cet aspect paradoxal de la frontière où se superposent différentes législations mais aussi logiques d'actions. La construction d'un mur à la frontière terrestre – sorte de « rempart contre les migrations clandestines » – peut laisser penser à première vue que l'on est dans une ère de rigidification des frontières de l'Europe mais aussi de la frontière gréco-turque. Mais la coopération aux frontières entre police grecque et turque montre qu'au contraire, la frontière tend de plus en plus à devenir un espace « cogéré » par la Grèce et la Turquie, sous l'égide de l'UE. Les nouvelles lois de libéralisation des visas aux Turcs pour se rendre sur les îles grecques montrent également que l'on est dans une logique d'assouplissement des frontières.

⁹²³ FOUCHER M., *L'obsession des frontières*, Ed. Perrin, Paris, 2007.

⁹²⁴ La représentation inclut la Turquie, les Balkans, l'Europe orientale et le Caucase, soit une UE à 41 au moins. L'UE poursuivrait son processus d'élargissement sans modifier ses critères.

⁹²⁵ Turquie, Balkans, Caucase et Russie incluse.

⁹²⁶ Incluant l'UE à 28, la Turquie, la Russie, les Balkans, le Caucase et les pays de l'ex-bloc communiste.



La construction du mur à la frontière gréco-turque⁹²⁷ (à gauche). Manifestation organisée à Istanbul par l'association contre les centres de rétention administratifs « Personne ne fuie sans raison, nous sommes tous des migrants⁹²⁸ » (à droite)

Notons en plus que des initiatives de rapprochement transfrontalier au sujet de l'immigration ont eu lieu. Entre la ville d'Edirne et celle d'Orestiada, en 2011, sous l'impulsion du « Réseau de solidarité pour les migrants » (*Göçmen Dayanışma Ağı* d'Istanbul), plusieurs rencontres ont été organisées pour informer la population de la situation aux frontières et de l'existence de centres de rétention administrative de part et d'autre de la frontière. Une exposition de photographies de réfugiés et des camps de rétention a été organisée dans la ville d'Edirne. Le 26 février 2011, une manifestation a été organisée dans la ville frontière d'Orestiada, invitant des groupes de musique et des associations turques à interagir avec la « plateforme citoyenne des habitants d'Orestiada » contre la construction du mur à la frontière gréco-turque.

On voit donc, à travers la question de la gestion de l'immigration illégale aux frontières mais aussi du renforcement du tourisme en provenance de Turquie sur les îles grecques, que de nouvelles initiatives de coopération dans la gestion des frontières sont en train de se mettre en place entre la Grèce et la Turquie. Ces initiatives sont localisées et demandent la participation des municipalités. En Grèce, les municipalités ont été très actives pour demander la mise en place de ce type de mesures. En Turquie, les municipalités turques ont accepté de coopérer dans la mise en place de ces réformes et procédures nouvelles. La facilitation des visas permet la mise en place de circuits de croisières entre les deux pays qui avantagent les compagnies touristiques turques locales. Parallèlement à cela, des nouveaux centres de rétention administrative ont été créés à la frontière gréco-turque (le dernier en date a été ouvert à Edirne en 2011) et la coopération aux frontières entre la Grèce et la Turquie s'intensifie. La « mobilité des uns » semble se faire au détriment de la « mobilité des autres »⁹²⁹. On voit donc que, progressivement, la zone frontalière gréco-turque devient un espace de coopération qui tend progressivement à se transnationaliser, tout en renforçant la frontière dure aux portes de l'Europe. Cet espace peut être analysé de plus en plus dans une perspective à différentes échelles et en termes de

⁹²⁷ Source : article des « Inrocks », URL : <http://www.lesinrocks.com/2012/03/14/actualite/grece-turquie-le-mur-darno-klarsfeld-et-le-vrai-111026/>

⁹²⁸ Source : article de l'OVIPOT, URL : <http://ovipot.hypotheses.org/5797>

⁹²⁹ FAIT N., « La mobilité des uns contre celle des autres : les accords de réadmission EU-Turquie et la levée du régime de visa », dans *le blog de l'OVIPOT* du 9 juillet 2012, en ligne, URL : <http://ovipot.hypotheses.org/7594>

processus. Comme l'explique Nelly :

« Cela fait des années que nous envoyons des lettres et organisons des réunions avec les autorités grecques pour que les Turcs puissent se rendre plus facilement dans les îles grecques. On a fait des pétitions, mobiliser les maires. Même les passeports verts, ils auraient pu le faire depuis longtemps. La crise grecque a complètement fait changer la position du gouvernement central. C'est comme s'ils donnaient tout ce qu'on demande d'un coup. La crise n'a pas eu que du mauvais⁹³⁰».

Il semble que la crise a véritablement accéléré le processus de développement des initiatives transfrontalières entre les villes de l'Egée, plus particulièrement celles des îles et des villes de la côte.

2. Vers la constitution de zones transrégionales transfrontalières : entre processus d'eupéanisation des territoires et résurgence de territoires historiques

2.1. La constitution progressive d'une zone de coopération intercommunale de type transrégionale : le cas de l'Egée

Les unions de municipalités dans le monde et l'intégration des villes grecques et turques dans ces structures internationales

Le renforcement du poids des unions de municipalités – sous toutes les formes qu'elles peuvent prendre – n'est pas seulement une caractéristique gréco-turque mais est un phénomène plus global dans le monde. Le renforcement de leur dimension internationale est également un phénomène en pleine expansion. Les partenariats municipaux au niveau national sont connus dans la littérature sur le sujet par le terme de « coopération intercommunale⁹³¹ ». Les unions de collectivités locales peuvent être définies de manière générale comme des entités publiques créées par plus d'une autorité locale dans le but d'effectuer certaines tâches qui pourraient normalement être effectuées par une autorité locale, mais dont leur union rend la réalisation plus efficace. La coopération intercommunale assure la réalisation d'économies d'échelle, de partage d'expertise, de partage des ressources humaines et financières pour certains investissements entre municipalités. La coopération intercommunale permet donc aux municipalités d'effectuer des prestations de services ou la mise en œuvre d'activités à mieux et moindre coût. La coopération intercommunale se réfère à la mise en œuvre conjointe entre au moins

⁹³⁰ Extrait de l'entretien avec Nelly, membre de l'association « Paix et coexistence en Egée ». Date : le 12 août 2010. Durée de l'entretien : 125 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement. Extrait de l'entretien original: « For years we send letters and organized meetings with the Greek authorities for the Turks to get more easily visas to go to the Greek islands. We have made petitions and mobilized the mayors. Even the green passports, they could have done it since a long time ago. The Greek crisis has completely changed the position of the central government. They started to give everything we asked all of a sudden. The crisis has not been always that bad ».

⁹³¹ NOVARINA G., MARTIN S., « Décentralisation et intercommunalité, Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones ». La commune et le citoyen, Colloque international de l'AIMF, Lomé, 1991.

deux ou plusieurs municipalités de tâches municipales régulières dans le but d'améliorer la qualité et /ou de réduire le coût de la prestation des services publics aux citoyens.

Le regroupement de communes au sein d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) peut répondre à deux objectifs très différents. D'une part, la gestion commune de certains services publics locaux vise à mieux répartir les coûts et à profiter d'économies d'échelle. Dans ce cas, les communes recherchent une forme de coopération intercommunale relativement souple ou « associative ». D'autre part, la coopération intercommunale vise à la conduite collective de projets de développement local. En faisant ce choix, les communes optent pour une forme de coopération plus intégrée ou « fédérative ». La première forme de coopération correspond à une intercommunalité de gestion, tandis que la seconde est davantage une intercommunalité de projet. La coopération intercommunale prend différentes formes dans le monde. La forme la plus souple est le « syndicat intercommunal ». Doté d'une structure propre gérée de façon indépendante, il est défini en France comme « un établissement public de coopération intercommunale associant des communes en vue d'œuvres ou de services d'intérêt intercommunal⁹³² ». Mais la structure intercommunale peut aussi prendre d'autres formes : une association, un EPCI mais aussi celle d'une société privée⁹³³. Contrairement à l'intercommunalité où chaque commune garde son indépendance et délègue des pouvoirs à la structure intercommunale, la fusion des communes peut prendre la forme d'une fusion d'égal à égal comme dans le cas des communes de Guitalens et Lalbarède (devenues Guitalens-L'Albarède le 29 juin 2007) ou par une absorption comme Chantenay-sur-Loire par Nantes⁹³⁴. A l'échelle nationale, on retrouve ce type d'union de municipalités dans différents pays, qui prennent, selon les traditions nationales et locales différentes formes : Cités-unies France, l'Union des Villes Suisses, les Municipalités Régionales de Comté (MRC)⁹³⁵ au Canada, les Syndicats Intercommunaux Luxembourgeois, les *City-county* (ville-comté) aux Etats-Unis, les intercommunales belges⁹³⁶, les *Mancomunidad* en Espagne⁹³⁷.

⁹³² Code général des collectivités territoriales, dont l'article L.5212-1.

⁹³³ Contrairement à l'intercommunalité où chaque commune garde son indépendance et délègue des pouvoirs à la structure intercommunale, la fusion des communes peut prendre la forme d'une fusion d'égal à égal comme dans le cas des communes de Guitalens et Lalbarède ou par une absorption comme Chantenay-sur-Loire par Nantes. A l'échelle nationale, on retrouve ce type d'union de municipalités dans différents pays, qui prennent, selon les traditions nationales et locales différentes formes : Cités-unies France, l'Union des Villes Suisses, les Municipalités Régionales de Comté (MRC) au Canada, les Syndicats Intercommunaux Luxembourgeois, les *City-county* (ville-comté) aux Etats-Unis, les Intercommunales belges, les *Mancomunidad* en Espagne.

⁹³⁴ PETIT P., *Le guide de la coopération intercommunale*, Editions du moniteur, Paris, 1992.

⁹³⁵ Ce sont des entités administratives assurant la gestion régionale des collectivités locales qui sont regroupées en des communautés supra locales jouissant chacune d'un pouvoir de juridiction et réglementation dévolu par le gouvernement du Québec, sur un territoire désigné sous le nom de comté.

⁹³⁶ En Belgique, on appelle intercommunale une entreprise publique créée par des communes afin d'accomplir des missions de service public d'intérêt communal.

⁹³⁷ C'est une forme d'intercommunalité propre à l'Espagne. En matière juridique, elle désigne l'association libre de communes, dans le cadre juridique national, créant une entité locale supérieure à laquelle les communes regroupées délèguent une partie des compétences que la loi leur attribue.

Avec le développement de l'Union européenne, on compte de plus en plus d'unions entre villes transfrontalières à différentes échelles comme les eurocités ou les euro-districts, qui représentent des regroupements de villes transfrontalières à différents niveaux. Les eurocités sont un échelon de gouvernance qui est composé d'une ou de plusieurs agglomérations. On peut citer le « Grand Genève » comme exemple d'eurocité. Le Grand Genève est l'agglomération transfrontalière de Genève composée de quatre entités situées en Suisse et en France : le canton de Genève, le district de Nyon, une partie du département de la Haute-Savoie et le Pays de Gex. On peut citer l'exemple de l'Eurocité basque Bayonne - San Sebastian, qui est un territoire franco-espagnol. Elle s'étend le long de 50 km de côtes du golfe de Gascogne, de part et d'autre de la Bidassoa, petit fleuve qui forme la frontière entre la France (département des Pyrénées-Atlantiques) et l'Espagne (province du Guipuscoa). L'ensemble du territoire fait partie d'Euskal Herria, le Pays basque. Les euro-districts quant à eux constituent une entité administrative regroupant des agglomérations urbaines situées de part et d'autre d'une frontière d'états frontaliers. « L'Eurodistrict trinational de Bâle » est un groupement de communes de Suisse, d'Allemagne et de France visant à favoriser la coopération transfrontalière dans la région bâloise et constitue un bon exemple d'euro-district. On retrouve également plusieurs structures, au sein de l'Union européenne, visant au développement international des villes : le Conseil des Autorités Locales et Régionales du Conseil d'Europe ou encore le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), le Comité Permanent pour le Partenariat Euro-Méditerranéen (COPPEM) ou encore l'Alliance de Villes Européennes de Culture (AVEC)⁹³⁸.

On compte également le développement d'unions de villes à un niveau international. La plus importante est la CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis). Elle a été établie en 1913 aux Pays-Bas avec l'intention de promouvoir le développement local et la coopération des villes européennes. Cette union a dû cesser ces activités au moment des deux guerres mondiales mais a aujourd'hui repris ces activités et les a étendues. Elle a un objectif de développer ces activités dans le monde et de faire participer un plus grand nombre de villes. Elle a ciblé pendant longtemps son action sur le développement des relations entre municipalités du Sud et du Nord pour rétablir les inégalités de développement entre ces villes. Elle vise davantage aujourd'hui à mettre en contact les municipalités entre elles, à organiser des séminaires, des conférences et groupes de travail sur la coopération internationale des villes et se veut une plateforme d'échanges entre municipalités, ONG et bailleurs de fonds. Elle a une capacité de lobbying politique important et commence à avoir une stature mondiale reconnue. Plus de 1 000 villes, à travers 95 pays et 112 associations de gouvernements locaux sont membres de CGLU, représentant ainsi presque tous les gouvernements locaux du monde⁹³⁹. On peut

⁹³⁸ MARSHALL, A.J., « Europeanization at the Urban Level: Local Actors, Institutions and the Dynamics of Multi-Level Interaction », in *Study Group on the Europeanization of British Politics and Policy-Making*, Sheffield, 2004.

⁹³⁹ Informations trouvées sur le site de la CGLU, URL : <http://www.uclg.org/fr>.

citer également l'union de municipalités « *Cities Alliance*⁹⁴⁰ », groupement de municipalités ayant pour objectif de réduire la pauvreté et les écarts de développement entre villes mais aussi le cas d'union de type régionale comme Medcités, le Réseaux des Associations des Autorités Locales du Sud – Est de l'Europe (NALAS) ou encore l'Organisation des Villes Arabes (OVA).

L'union des municipalités de Turquie et l'union des municipalités et communautés de Grèce

La création d'unions de municipalités au niveau régional et transrégional est aujourd'hui fortement encouragée par le gouvernement turc et grec et leurs bailleurs de fonds, notamment européens. Pourtant, en Turquie, ce n'est pas un processus évident, en raison de sa tradition centralisatrice, même si ce processus va en s'accroissant. L'existence d'unions de collectivités territoriales n'est pas un phénomène nouveau en Turquie pourtant. Au niveau national, une association des municipalités a été créée en 1945 par des universitaires et des fonctionnaires publics portant le nom d'Union des Municipalités de Turquie (TBB en turc, *Türkiye Belediyeler Birliği*)⁹⁴¹. Le but de l'union était, à l'origine, d'encadrer le développement du municipalisme et de l'urbanisation de certaines villes en plein essor démographique et économique⁹⁴². Le statut de cette union a été modifié par la loi 24853, datée du 21 août 2002, qui lui a vraiment donné le statut officiel d'union alors qu'auparavant elle n'avait que celui d'association. Toutes les municipalités turques sont regroupées au sein de cette union, qui les représente au niveau national et elles doivent lui verser le paiement d'une cotisation obligatoire.

L'union des municipalités (TBB) de Turquie a en principe les fonctions suivantes : sauvegarder et promouvoir les intérêts des municipalités, former le personnel municipal élu et nommé, fournir des avis lors de l'élaboration de la législation, représenter les municipalités aux niveaux national et international, fournir une orientation et conseil aux municipalités, promouvoir la solidarité, la coopération et l'échange de connaissances techniques et d'expériences entre municipalités, faciliter la diffusion des bonnes pratiques, publier des documents imprimés tels que les livres, périodiques et bulletins liés aux questions municipales⁹⁴³. L'union s'est récemment vue attribuer officiellement le rôle de promouvoir et de soutenir les jumelages municipaux et de représenter les municipalités turques dans les organisations internationales. L'union a mis en place des séminaires de formation, des tables rondes, des colloques ainsi que des conférences internationales sur la question de la coopération

⁹⁴⁰ Informations recueillies sur le site de *Cities Alliance*, URL : <http://www.citiesalliance.org/>.

⁹⁴¹ Informations recueillies sur le site de TBB : <http://www.tbb.gov.tr/>.

⁹⁴² Contribution de Madame Bahar Özden, experte à la section relations internationales de l'union des municipalités de Turquie, dans les « Actes du Séminaire de Promotion de la Coopération Décentralisée Franco-Turque », organisé le 27 novembre 2008, Conseil mondial de CGLU organisé par l'AFD et Cités Unies France, à Istanbul, p 1-29. En ligne,

URL:http://www.afd.fr/webdav/shared/PORTAILS/SECTEURS/COOPERATION_DECENTRALISEE/PDF/Compte%20rendu%20S%C3%A9minaire%20Promotion%20Coop%C3%A9ration%20D%C3%A9centralis%C3%A9e%20Franco-Turque.pdf

⁹⁴³ Informations recueillies sur le site TBB, URL : <http://www.tbb.gov.tr/>

internationale des municipalités turques. Elle mène également des activités de recherche, produit des publications et offre des services de conseil à ses membres⁹⁴⁴.

La principale raison de la création de cette union a été la volonté de regrouper dans un même organisme la totalité des collectivités du pays⁹⁴⁵. L'union a lancé des initiatives au niveau national auprès du gouvernement et du Parlement, mais s'est aussi associée au niveau international à des unions institutionnelles telles que la CGLU, le Conseil des Communes et des Régions d'Europe ou encore le Conseil des Régions de l'Union Européenne. La loi 5393 prévoit dans son article 74 que les municipalités turques peuvent nouer des liens avec des municipalités étrangères. Elle stipule, cependant que le ministère de l'Intérieur turc doit en être informé et doit donner son accord. Il doit donc être consulté en amont, car l'autorisation ministérielle est un préalable à toute action extérieure d'une collectivité locale turque. Cela en va de même pour les unions de collectivités locales. Une telle procédure permet de faciliter l'enregistrement de tous les liens de jumelage et de coopération décentralisée. « Il n'est donc pas vécu, par l'union des municipalités de Turquie comme un obstacle au développement de liens avec l'étranger, bien au contraire⁹⁴⁶ ».

Le renforcement de la diplomatie des villes turques et de leur intégration à des institutions internationales est illustré à travers le profil de la ville d'Istanbul et de sa municipalité, présidée par Kadir Topbaş. Il est à la fois maire d'Istanbul, président de CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis) et président de l'union des municipalités de la Turquie (TBB). Il a également servi comme vice-président du conseil d'administration du ministère de la Culture et de la protection du patrimoine culturel à Istanbul. Candidat de l'AKP (Parti de la Justice et du Développement) lors des élections locales de 2004, il a été élu président de la municipalité métropolitaine d'Istanbul⁹⁴⁷. En 2010, il était en même temps vice-président de la commission de coordination « d'Istanbul 2010, capitale européenne de la culture » et membre du conseil d'administration de la Fondation de l'ATC (Fondation pour la conservation des monuments et des valeurs de l'Eco-tourisme)⁹⁴⁸. Le profil de Kadir Topbaş illustre bien la stratégie des représentants de l'AKP qui souhaitent développer les potentialités des municipalités turques et surtout leur intégration dans la sphère internationale. Ce « cumul des mandats » montre en même temps qu'on reste dans des logiques liées à des effets de personnalités (ou

⁹⁴⁴ « Actes du Séminaire de Promotion de la Coopération Décentralisée Franco-Turque », organisé le 27 novembre 2008, Conseil mondial de CGLU organisé par l'AFD et Cités Unies France, à Istanbul, p 1-29, en ligne, URL :

http://www.afd.fr/webdav/shared/PORTAILS/SECTEURS/COOPERATION_DECENTRALISEE/PDF/Compte%20rendu%20S%C3%A9minaire%20Promotion%20Coop%C3%A9ration%20D%C3%A9centralis%C3%A9e%20Franco-Turque.pdf

⁹⁴⁵ Loi 5355 sur les unions des collectivités locales.

⁹⁴⁶ Contribution de Madame Bahar Özden, Experte à la section relations internationales de l'Union des Municipalités de Turquie, dans les « Actes du Séminaire de Promotion de la Coopération Décentralisée Franco-Turque », op. cit.

⁹⁴⁷ Depuis le 28 mai 2009, il a été élu président de l'union des municipalités de Turquie. Entre 2004 – 2007 il a servi en tant que président de cités et gouvernements locaux unis, de la section régionale du Moyen-Orient et de l'Asie de l'Ouest (CGLU-MEWA). Il a été élu président le 20 Novembre 2010 de l'organisation mondiale de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).

⁹⁴⁸ Informations recueillies sur le site de CLGU, URL : <http://www.uclg.org/fr>

un seul homme concentre pratiquement toutes les responsabilités) et nécessite de voir si, sur le long terme, la ville d'Istanbul restera aussi dynamique dans ses partenariats avec d'autres organisations internationales et en Turquie.

Il existe le pendant de l'union des municipalités de Turquie en Grèce qui est l'Union des Municipalités et Communautés de Grèce (Κεντρική Ένωση Δήμων Ελλάδας, ΚΕΔΕ). C'est la première institution en Grèce représentant les autorités locales au niveau national. Cette union est ancienne et a acquis avec le temps une certaine stature. Elle a été créée lors du congrès des autorités locales en 1927 à l'initiative de Spyrou Patsi, qui a officié en tant que maire d'Athènes de 1922-1929. Le comité organisateur était composé des maires d'Athènes, du Pirée, de Patron, de Lamia, d'Alexandroupolis, d'Ioannina, de Kavala, de Chios, d'Héraklion et de Missolonghi. Son statut, ses fonctions et son organisation ont été décidés lors de ce congrès. La reconnaissance de l'union en tant qu'entité juridique a été faite en 1929 avec l'article 52 de la loi 4108/29. Lors de la deuxième conférence des maires, qui s'est tenu du 10 au 16 mai 1931, le statut de l'union a été modifié et a été approuvé par décret présidentiel le 3 septembre 1931. Une loi du 14 octobre 1935⁹⁴⁹ rend obligatoire le versement d'une cotisation de la part des municipalités grecques à l'union.

Dans ces textes, il est précisé que le but de l'union est, d'une part, de promouvoir les intérêts des collectivités locales auprès de l'administration centrale, de faciliter la coopération entre ces municipalités, de leur fournir toutes les informations administratives, financières et techniques qui pourraient être utiles pour répondre à leurs besoins. L'union se doit de répondre à tout besoin, moral ou matériel, émanant d'une municipalité à son encontre. D'autre part, les municipalités s'engagent à coopérer avec l'union pour recueillir des informations et des statistiques pour produire des données et analyses relatives aux municipalités en Grèce. L'union doit également informer les municipalités sur les actualités par la création de lettres d'actualité, de collecte et d'analyse juridique des différents cas de jurisprudence relatives aux municipalités et collectivités territoriales. L'union a également une mission d'expertise, de conseil et de formation des maires et est dotée d'une bibliothèque. Elle doit également fournir des services techniques aux municipalités dans différents domaines, notamment concernant les plans d'urbanismes, les projets de développement urbain et l'accès aux services⁹⁵⁰.

En 1939, par la loi 1893/1939, l'union a été placée sous la tutelle directe du ministère de l'Intérieur, qui pouvait nommer ses dirigeants et ses membres (articles 6 et 7 de la nouvelle constitution de l'union). Alors qu'elle était une entité juridique privée, elle est alors devenue une entité juridique publique. Elle a été abolie en 1941 par la loi LD71/41 lorsque la Grèce s'est trouvée sous occupation nazie. C'est lors du quatrième congrès des villes de Grèce, qui s'est tenu en 1951 qu'elle a été recrée en tant que bureau d'état-major de toutes les autorités locales de la Grèce. Au cours de la

⁹⁴⁹ Loi n°6027/34.

⁹⁵⁰ Informations recueillies sur le site de ΚΕΔΕ : <http://www.kedke.gr/>

junte militaire, le statut et cadre institutionnel de l'union est resté inchangé. En 1985, sous l'impulsion de la KDKE, l'Agence grecque pour le développement local et les gouvernements locaux (EETAA) a été créée. En 2005, l'Institut de l'Administration Locale (ITA) - une organisation à but non-lucratif privée et détenue à 90% par KEDKE - a également vu le jour.

Suite à la promulgation de la loi 3852/10 Kallikratis de 2010⁹⁵¹ pour l'élection des instances gouvernementales locales, les pouvoirs des unions régionales des municipalités de Grèce⁹⁵² (PAE) et l'union centrale des municipalités de Grèce (KEDE) ont été renforcés. La coopération intercommunale et la coopération directe avec les administrations locales de second degré sans que l'administration centrale n'intercède sont désormais possibles. Le code municipal prévoit explicitement la possibilité pour les municipalités et communes de conclure des conventions de partenariat où elles s'engagent à exercer en commun des compétences pour une durée et un objectif clairement définis dans la convention. Cette nouvelle forme de coopération devrait à terme offrir aux municipalités la possibilité d'obtenir plus rapidement et de façon plus efficace des financements pour mettre en œuvre des projets ou programmes qui contribueront à leur développement. Les municipalités s'inscrivent de plus en plus dans des projets de coopération aussi bien nationale qu'international. On constate donc que la réforme Kallikratis a aidé au renforcement du poids des unions de municipalités en Grèce, qui va se traduire par un rapprochement de ces dernières avec des unions de municipalités turques.

La coopération entre l'union des municipalités de Marmara (MBB), l'Union des Municipalités de l'Égée (EBB) et l'Union Régionale des Municipalités de l'Attique (ΠΕΔΑ/PEDA)

Un grand nombre d'unions régionales de municipalités existent depuis plusieurs années en Turquie. La première à avoir été établie est l'union des municipalités de Marmara (*Marmara Belediyeler Birliği - MBB*) établie en 1975. Il y a aujourd'hui 47 unions de municipalités en Turquie. 37 d'entre elles portent sur une seule province et 9 couvrent plus de trois provinces. Parmi les 47 unions existantes, il est estimé que seulement 13 sont vraiment actives. La loi sur les unions de collectivités locales leur donne également le statut d'entités publiques et permet la création de nouvelles unions dans le territoire d'un département (sous réserve de l'approbation de leurs statuts par le gouverneur) ou couvrant le territoire de plusieurs départements de type régional (sous réserve de l'approbation de leurs statuts par le Conseil des ministres). L'union la plus ancienne, la plus dynamique et la plus puissante est l'union régionale des municipalités de Marmara, qui comprend Istanbul et huit autres provinces. Les présidents des grandes unions régionales sont souvent les maires

⁹⁵¹ Voir le texte de loi : ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ Αρ. Φύλλου 87,7 Ιουνίου 2010, ΝΟΜΟΣ ΥΠ'ΑΡΙΘ. 3852, Νέα Αρχιτεκτονική της Αυτοδιοίκησης και της Αποκεντρωμένης Διοίκησης – Πρόγραμμα Καλλικράτης, disponible en ligne, URL : http://www.ypes.gr/UserFiles/f0ff9297-f516-40ff-a70e-eca84e2ec9b9/nomos_kallikrati_9_6_2010.pdf

⁹⁵² Ce sont les unions entre municipalités appartenant à un même « diocèse décentralisé ».

des municipalités métropolitaines. Le fait qu'Istanbul soit la ville motrice de l'union des municipalités de Marmara joue un rôle indéniable dans le poids qu'a acquis cette union par rapport aux autres. Ces unions ont en effet souvent des ressources financières et humaines mises à disposition par les riches métropoles. Les unions régionales plus petites sont considérées plus faibles⁹⁵³. L'objectif des unions de municipalités est de mettre en place une coopération entre les municipalités afin de résoudre les problèmes environnementaux, protéger les droits des municipalités membres, fournir des services de consultation aux membres dans les différents domaines de l'administration municipale et faire un échange d'informations et d'expériences entre elles. L'union peut également fournir des achats groupés, assurer la coordination entre les membres sur des questions d'intérêt commun, développer des structures juridiques et organisationnelles des municipalités, encourager les activités culturelles, artistiques et touristiques entre les municipalités membres et enfin mettre en relation les municipalités avec des organisations internationales.

L'union des municipalités de la région de Marmara a été créée en 1975, suite à l'initiative des 45 maires des municipalités qui bordent la mer de Marmara à résoudre les problèmes environnementaux qu'ils ne pouvaient pas gérer seuls⁹⁵⁴. La ville d'Izmit avait originellement été envisagée comme centre de l'union sous la direction de son maire, Erol Köse. Mais, après décision de l'assemblée générale de l'union tenue le 25 mai 1977, son centre a déménagé à Istanbul. L'union des municipalités de Marmara (MBB) a joué également un rôle actif au moment du mouvement de « nouveau municipalisme » dans les années 1970. Elle a une grande envergure avec 314 municipalités membres, dont 11 municipalités chefs de département et 4 municipalités métropolitaines. Son revenu provient de cotisations obligatoires ainsi que des frais de services aux municipalités. Elle ne bénéficie d'aucune aide extérieure. On peut voir dans les activités menées par cette union de municipalités, qui a une échelle régionale, une certaine forme d'affirmation indirecte de l'échelon régional en Turquie qui normalement ne bénéficie pas de compétences politiques et ne constitue qu'une délimitation administrative.

L'union des municipalités de Marmara a joué un rôle important dans le processus de décentralisation et de démocratisation de l'accès des autorités locales à des ressources financières propres, mais aussi à leur sensibilisation aux questions environnementales⁹⁵⁵. La région de Marmara est un pont entre l'Europe et l'Asie. Istanbul est une métropole énorme avec une population de plus de

⁹⁵³ Entretien avec Fikret TOKSOZ, le 17 janvier 2009. Durée de l'entretien : 50 minutes. Langue : anglais. Prise de note. Fikret Toksöz, a reçu son BA en administration publique de l'université d'Ankara et sa maîtrise dans le même domaine à l'université de Manchester. Entre 1978-1980, il a été sous-secrétaire du ministère des Gouvernements Locaux. Il a servi comme conseiller principal pour l'Union Internationale des Autorités Locales (CGLU) de 1989 à 1992. Entre 1992-2002, il fut le secrétaire général de l'union des municipalités de la région de Marmara. Depuis 2005, Fikret Toksöz est le coordonnateur du programme du Programme « Bonne gouvernance » au sein de l'association TESEV.

⁹⁵⁴ Entretien avec Fikret TOKSOZ, le 17 janvier 2009. Durée de l'entretien : 50 minutes. Langue : anglais. Prise de note.

⁹⁵⁵ ELICIN-ARIKAN Y., « Municipalités métropolitaines et municipalités d'arrondissement en Turquie », in *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, 24 /1997.

12 millions d'habitants, qui constitue la ville la plus importante de la région de l'union. La population totale de l'union est de plus de 22 millions d'habitants et fait de la région de Marmara un des centres économique et culturel parmi les plus dynamiques de Turquie. La densité de population est supérieure à la moyenne nationale dans cette région, qui a également des taux supérieurs à la moyenne nationale d'installations industrielles, de consommation d'énergie et de recettes touristiques qui fait d'elle une des régions les plus développée de Turquie. L'union compte des villes dynamiques sur le plan économique et/ou culturel telles que celles de Balikesir, Bursa, Edirne, Kocaeli, Sakarya, Yalova et Tekirdağ⁹⁵⁶. Ce n'est pas un hasard si l'on compte un nombre important de municipalités turques engagées dans des accords de rapprochement avec des municipalités grecques faisant partie de cette union, surtout dans la région de Thrace, mais aussi parmi les grandes villes comme Istanbul, Edirne ou Bursa. Elles bénéficient de ce savoir-faire, de ces compétences, mais aussi du rayonnement international de l'union.

En effet, l'union des municipalités de Marmara est engagée auprès de plusieurs organisations internationales : NALAS (le réseau des collectivités locales du sud-est de l'Europe)⁹⁵⁷, ATO (Organisation des villes arabes), KTBB (association des municipalités de Chypre Nord⁹⁵⁸), le comité des régions de l'UE, le conseil des collectivités locales et régionales du conseil de l'Europe (avec un statut consultatif), le Conseil des Communes et Régions d'Europe (en tant qu'observateur), CGLU, de l'union mondiale des municipalités, de l'union des municipalités de Tripoli, de l'OICC (Organisation des Capitales et Villes Islamiques), de l'Association des Maires d'Asie (AMF), du réseau des administrations locales de la mer Noire⁹⁵⁹, de l'APLA (Association des Autorités Locales Palestiniennes), de l'union des municipalités d'Al-Fayhaa (Liban), de l'union des municipalités de Moldavie, de l'association des municipalités de la République populaire de Chine depuis 2011 et de l'union des municipalités de Bulgarie. Bien qu'elle ait mis en place en 1999 des initiatives de rapprochement avec la Grèce – notamment avec l'union des municipalités de Grèce -, MBB a changé sa politique internationale depuis quelques années. Comme l'explique Fikret Töksöz, qui a été l'ancien président de l'union, dans les années 1990 :

« Au début, nous avons vraiment voulu faire un rapprochement avec les municipalités grecques. Après le tremblement de terre de 1999 à Istanbul et à Athènes, des délégations des unions de municipalités de l'Attique et de Marmara se sont rendues à Athènes et Istanbul pour coopérer dans la gestion du risque sismique. Nous voulions aussi faire un protocole de coopération avec l'union des villes de l'Egée sur les questions environnementales. Ce travail a été commencé mais n'a pas été poursuivi par la nouvelle direction qui a plus axé

⁹⁵⁶ Informations recueillies sur le site de l'union des municipalités de Marmara, URL : <http://www.marmara.gov.tr/>

⁹⁵⁷ Le NALAS, qui, sous les auspices du Conseil de l'Europe, a été fondée en 2004 et est basée à Skopje, capitale de la Macédoine. Le réseau comprend des villes situées en Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Slovénie, Macédoine, Moldavie, Roumanie, Serbie, Monténégro et Bulgarie

⁹⁵⁸ L'union des municipalités de Marmara et l'association des municipalités chypriotes turques (KTBB) ont débuté leur coopération en 1984.

⁹⁵⁹ Qui comprend la Bulgarie, la Roumanie, la Moldavie, l'Ukraine, la Russie et la Géorgie

un rapprochement avec les villes arabes et celles des Balkans. C'est l'union des municipalités de l'Égée qui a continué davantage dans la direction que nous avons impulsé⁹⁶⁰ ».

L'union des municipalités de l'Égée (*Ege belediyeler Birliđi*) a été créée en 1986 par le maire d'Izmir de l'époque. Son centre étant d'abord basé à Manisa, il a ensuite été déplacé à Izmir. L'union développe le même type d'activités et a les mêmes objectifs que celle de Marmara. Les sous-préfectures représentées dans l'union sont celles d'Afyon, Aydın, Balıkesir, Çanakkale, Denizli, Izmir, Kütahya, Manisa, Muğla, Uşak, Isparta, Burdur et Bursa⁹⁶¹. On retrouve des sous-préfectures et des préfectures qui sont à la fois membres de l'union de Marmara et de l'Égée (dans le cas de Bursa par exemple)⁹⁶². Là encore, la grande majorité des municipalités qui ont mis en place des initiatives de rapprochement avec la Grèce font partie de cette union. Elle vient ainsi parachever et institutionnaliser de manière formelle et pérenne la diplomatie des villes grecques de la région de l'Attique et turques de l'Égée mises en place depuis la fin des années 1980. 52% des initiatives de rapprochement avec une ville grecque ont été mises en place par une ville turque située dans la région de l'Égée. Cette région pèse donc très fortement dans la dynamique de rapprochement. Dans le cas grec par contre, la région de l'Attique ne représente qu'une part de 9% des initiatives de rapprochement mises en place. Mais c'est l'ancienneté, le dynamisme et le fait que l'on compte la présence de la capitale athénienne dans la région qui peuvent expliquer le rapprochement entre les deux unions. Si Athènes est la ville qui polarise l'union des municipalités de l'Attique, c'est la ville d'Izmir qui polarise celle de l'Égée.

L'Union Régionale des Municipalités de l'Attique (ΠΕΔΑ/PEDA : Περιφερειακή Ένωση Δήμων Αττικής) est une association à but non-lucratif membre de l'organisation de l'Union Centrale des Municipalités et Communes de Grèce (KEDKE). Cette union est composée de 122 collectivités locales (102 communes et 20 communautés) dans les limites de la région de l'Attique et les îles du golfe du Golfe Saronique. L'union bénéficie de la présence de la municipalité d'Athènes qui explique le poids, le budget et les compétences dont elle dispose par rapport à d'autres unions de villes régionales. L'union maintient une relation étroite avec le ministère de l'Intérieur et d'autres ministères compétents pour des initiatives de développement, d'études et d'interventions relatives à des sujets tels que le développement local, régional et de manière plus générale la vie des collectivités locales. La PEDA est gérée par un conseil des membres au nombre de 25. L'organisation comprend également un personnel administratif et scientifique. Elle coopère avec les institutions scientifiques pour

⁹⁶⁰ Entretien avec Fikret TÖKSÖZ, le 17 janvier 2009. Durée de l'entretien : 50 minutes. Langue : anglais. Prise de note: « At first, we really wanted to get closer with the Greek municipalities. After the earthquake in 1999 in Istanbul and Athens, delegations of unions of municipalities of Attica and Marmara traveled to Athens and Istanbul to cooperate in the management of seismic risk. We also wanted to make a cooperation protocol with the union of the cities of the Aegean for the environment. This work was started but was not pursued by the new management who has focused more to get closer with Arab and Balkan cities. Today, it is the union of municipalities of the Aegean who went further in the direction that we had started ».

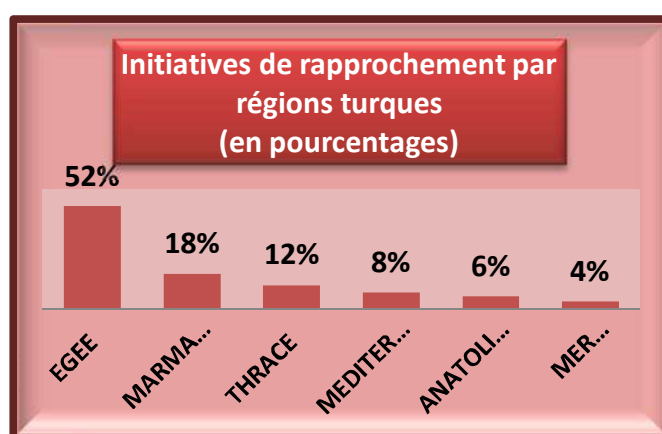
⁹⁶¹ Voir annexe

⁹⁶² Informations recueillies sur le site de l'union des municipalités de l'Égée, URL : <http://ebb.gov.tr/>

entreprendre des études sur les questions de gouvernement local et fournit un soutien technique, politique, juridique et moral en cas de besoin aux municipalités membres⁹⁶³.

La PEDDA (ΠΕΔΑ) – l'union régionale des municipalités de l'Attique – est très active et très intégrée aux programmes européens. La majorité des municipalités appartenant à la PEDDA ont mis en place des projets avec le soutien de l'UE dans différents domaines : les politiques sociales, la coopération transnationale, la culture, l'environnement ou encore la recherche et l'innovation. Elles ont été incluses dans des programmes européens tel que le programme EQUAL, INTERREG IIIB, Jeunesse en action, Société de l'information, Energie intelligente et Environnement, ARI-ACT (Société de l'Information pour la qualité de vie dans la région de l'Attique à travers des actions d'e-démocratie), le programme « Porte ouverte » (Promotion de l'égalité des chances pour les minorités), le programme ODISSEIA (programme pour l'accès à l'emploi pour tous⁹⁶⁴, financé par le Fond Social Européen (FSE)) ou encore le programme MEDINS (pour la promotion et préservation du patrimoine culturel en Méditerranée - MEDOCC - INTERREG IIIB). En 2009, le PEDDA a travaillé activement à la préparation et à la soumission de projets européens. Plus précisément, elle a présenté 3 projets du 7e PC Régions de la connaissance (Réutilisation de l'eau et le traitement des eaux usées), MED (traitement des eaux usées dans la région méditerranéenne), *Intelligent Energy* (promotion et le soutien technique de la Convention des maires pour le développement durable énergétique). Enfin, elle participe également au réseau ERLAI (Autorités Régionales et Locales européennes sur l'Asile et de l'Immigration) et ELISAN (Inclusion Sociale européenne et Action Sociale). C'est donc une union de municipalités très dynamique et très intégrée aux programmes européens et acquise aux projets d'envergure internationale.

On a donc un renforcement du rapprochement Athènes-Izmir par le biais du rapprochement de ces deux unions de municipalités. Mais le dynamisme de ces régions et ce rapprochement avait déjà été amorcés avant la mise en place de partenariats entre ces deux unions de municipalités, comme on peut le voir à travers les tableaux suivants :

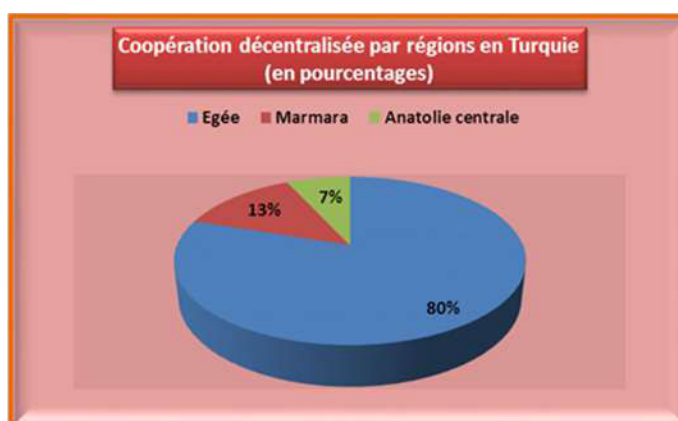
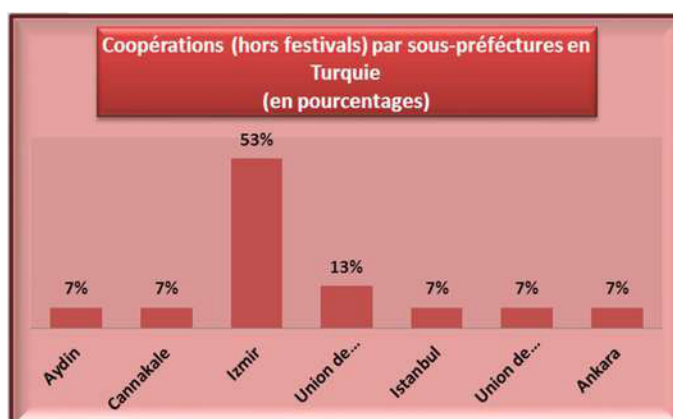


⁹⁶³ Informations recueillies sur le site de la PEDDA, URL : <http://www.pedattikis.gr/home/>

⁹⁶⁴ Promotion de l'égalité des sexes, l'intégration des groupes sociaux vulnérables, des immigrants et des réfugiés.

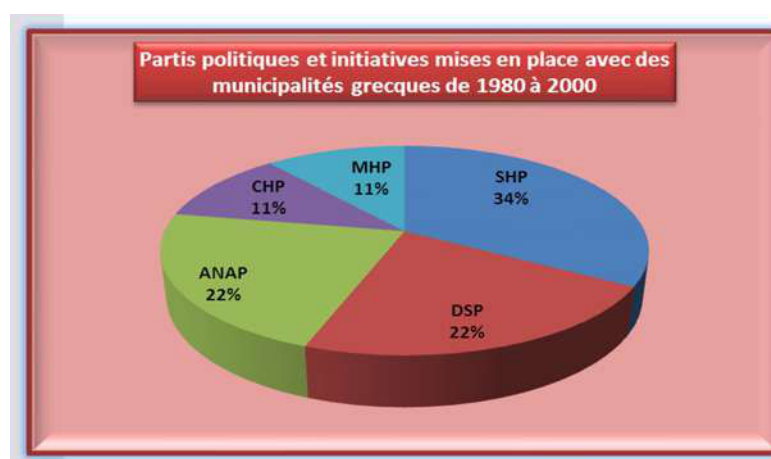


Izmir et sa chambre de commerce et d'industrie sont particulièrement enclines à renforcer leurs liens avec Athènes et de manière plus générale avec la Grèce. On le constate dans le fait que la ville d'Izmir a été très active dans la mise en place d'initiatives de coopération (hors festivals) en tant que sous-préfecture. Elle polarise donc la coopération décentralisée dans la région de l'Egée :



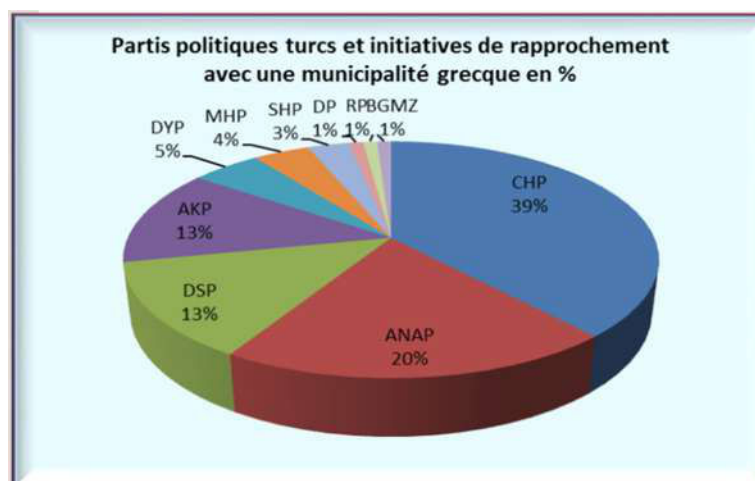
En 2011, un protocole de coopération multidimensionnel a été signé entre l'union des municipalités de l'Egée et l'union Régionale des municipalités de l'Attique grecque pour encourager la coopération culturelle, économique et politique à la fois entre les deux unions mais aussi entre leurs

municipalités membres. On voit donc que le poids des unions de municipalités s'est renforcé dans les deux pays et a créé de nouvelles dynamiques territoriales de type transrégionales. Un autre point important est que, désormais, la logique politique – qui avait été un facteur prépondérant du rapprochement dans le cas de Dikili et Mytilène – joue un rôle de moins en moins important. Ce sont maintenant des unions de municipalités qui ont conclu ces accords de coopération et non plus des municipalités à l'initiative de leurs maires. Cette forme de pérennisation/institutionnalisation des initiatives de rapprochement semble avoir pour corollaire de neutraliser le facteur politique du rapprochement. On avait pu voir que, dans la première période de rapprochement (1989-1999), dans le sillage du couple Dikili/Mytilène, c'était majoritairement des municipalités de sensibilité politique d'extrême gauche qui avaient initié un rapprochement avec une ville grecque à cette époque. Les maires qui avaient mis en place ces initiatives étaient majoritairement de tendance politique SHP et DSP (*Demokratik Sol Partisi* - Parti Démocratique de la Gauche⁹⁶⁵), qui sont des partis libéraux démocrates de gauche, suivis par l'ANAP (22%), le MHP (11%) et le CHP (11%).



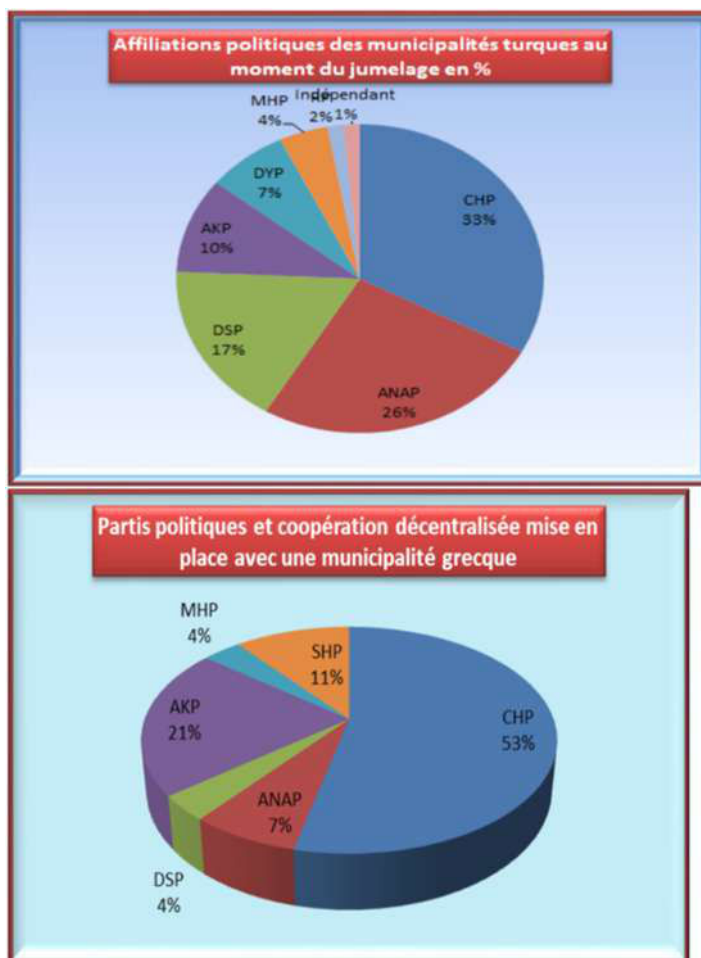
Mais, si on regarde les affiliations politiques des maires turcs à l'initiative du rapprochement avec une ville grecque sur toute la période étudiée (1989 à 2013), on constate que c'est le CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi*- le Parti Républicain du Peuple, parti historique de Mustafa Kemal) qui devient majoritaire :

⁹⁶⁵ Le 18 avril 1999 le DSP était premier parti de la Turquie avec 136 députés sur les 550 que compte le parlement. Le président du parti était Bülent Ecevit de 1987 à 2004. La première présidente était Rahşan Ecevit, son épouse, ce dernier ayant été interdit d'activités politiques après le coup d'État de 1980.

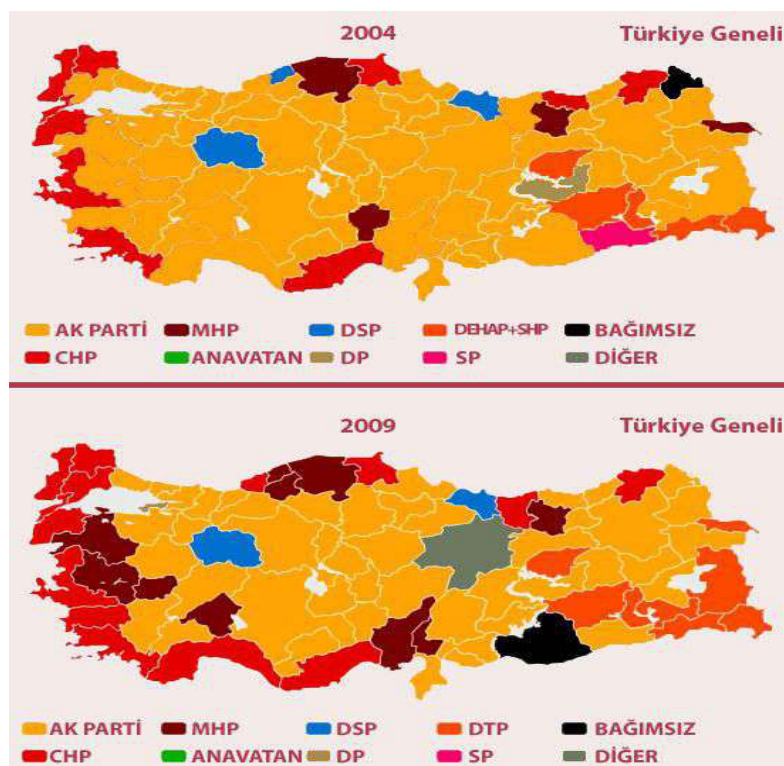


Le CHP est suivi de l'ANAP (*Anavatan Partisi*- le Parti de la Mère Patrie), de tendance libérale⁹⁶⁶ (20%), puis par le DSP (13%) et l'AKP de R. T. Erdoğan (13%). Les autres partis (et notamment le SHP qui avait pourtant joué un rôle moteur au départ, occupe alors une place minoritaire si l'on prend en compte l'ensemble des partis sur la période totale étudiée). On peut interpréter ces chiffres de deux manières. La première interprétation est que le CHP devient progressivement le parti du rapprochement avec la Grèce au niveau municipal à l'instar des partis démocrates de gauche à la fois pour les jumelages et la coopération décentralisée :

⁹⁶⁶ L'ANAP était un parti politique de centre-droit, de tendance libérale fondé en 1983 par Turgüt Özal. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un parti islamiste, il n'est pas aussi intransigeant que les partis kémalistes au sujet de la défense de la laïcité.



Alors que R. T. Erdoğan, leader de l'AKP s'était, au niveau intergouvernemental, fait le chantre du rapprochement avec la Grèce depuis son arrivée au pouvoir, on constate qu'au niveau municipal, les municipalités AKP ne semblent pas s'être engouffrées dans cette brèche. Au contraire, au niveau local, c'est le CHP qui s'affirme comme « parti du rapprochement ». Est-ce que cela tient à la personnalité de R. T. Erdoğan, qui, de manière personnelle, a souhaité ce rapprochement avec Karamanlis, sans que cela se traduise par une politique spécifique de l'AKP en la matière ? Ou alors est-ce que cela ne tient pas davantage au fait que le CHP est majoritaire dans les régions frontalières avec la Grèce et se trouve donc, de fait, à la pointe du rapprochement gréco-turc au niveau local ? Si on regarde les cartes électorales des élections municipales de 2004 et 2009, c'est particulièrement net :



Carte électorales des élections municipales en Turquie⁹⁶⁷

Il apparaît que pratiquement toutes les municipalités des régions qui sont frontalières avec la Grèce et qui sont littorales (en mer Egée et en mer Méditerranée) ont été remportées par le CHP. L'union régionale des municipalités de l'Egée qui a opéré un rapprochement avec l'union des municipalités de l'Attique est donc une union majoritairement composée de municipalités CHP. Son centre se situant à Izmir - qui est un bastion historique du CHP - renforce le poids du parti au niveau local⁹⁶⁸. On peut également noter que la loi de décembre 2012 sur les municipalités métropolitaines (n°6360) est susceptible d'avoir des répercussions importantes pour certaines municipalités des villes de ces régions et surtout pour certaines petites collectivités locales du pourtour égéen majoritairement opposantes au pouvoir central. Aydın et Muğla vont devenir des municipalités d'arrondissement rattachées respectivement aux municipalités métropolitaines d'Antalya et d'Izmir à partir des élections locales de 2014. A Aydın, les élections ont été remportées par le CHP à 43,8% des voix, de la même

⁹⁶⁷ Source fondation de recherche en économie et société, URL :

<http://arsiv.setav.org/public/BilgiBelgeDetay.aspx?Dil=tr&dtur=13333&q=haritalar-grafikler>

⁹⁶⁸ Nous aurions souhaité pouvoir faire la même analyse dans le cas grec mais nous nous sommes heurtés à des difficultés pour recueillir des données sur les affiliations politiques des maires dans les municipalités de Grèce concernées. Il existe bien un site internet, comme dans le cas turc, qui recense les initiatives : <http://www.ypes.gr/el/Elections/CityElections/ResultsofElections/>, mais il ne donne pas d'informations sur les périodes antérieures (seulement les dernières élections). Pour avoir ces résultats, il a donc fallu appeler les municipalités concernées. Mais, depuis la réforme Kallikratis de 2010, beaucoup de ces petites municipalités n'existent plus. Il ne nous a pas été possible d'établir un corpus complet des sensibilités politiques des mairies grecques au moment du jumelage.

manière qu'Izmir (avec 49, 6% des voix⁹⁶⁹). Cela renforce donc l'influence du CHP sur ces communes égéennes très impliquées elles aussi dans le rapprochement gréco-tuc.

De la même manière, on peut interpréter ces dynamiques de coopération entre unions de municipalités comme un effet de « l'eupéanisation » des régions transfrontalières grecque et turque. La coopération intercommunale est de plus en plus encouragée par l'Union européenne en Grèce. Dans chaque département, il existe une « union locale des dèmes et des communes », personne morale de droit privé constituée pour promouvoir la réalisation d'objectifs communs aux collectivités de premier niveau⁹⁷⁰. On constate donc que l'Union européenne, dans les fonds qu'elle octroie mais aussi par la réforme des collectivités territoriales qu'elle a demandé à la Grèce et le poids qu'elle donne aux unions régionales, semble davantage renforcer les organismes régionaux (et transrégionaux) tout en limitant le rôle des organismes centraux tels que KEDKE. On assiste donc à un renforcement du dynamisme des unions de municipalités à envergure transrégionales plutôt que des unions de municipalités à envergure nationale. Dans le cadre de ses politiques pour l'élargissement, l'UE demande aux collectivités territoriales des zones frontalières avec celles de pays candidats de coopérer avec les collectivités territoriales de ces derniers pour encourager leur processus d'intégration et assurer une forme d'harmonisation/intégration « par le bas » de ces territoires aux frontières de l'UE. On va particulièrement le voir à travers le cas de la coopération transfrontalière dans la région de Thrace entre municipalités turques, grecques et bulgares, encouragée par l'Union européenne dans le cadre du programme INTERREG.

3. Entre élaboration de nouvelles dynamiques transfrontalières et résurgence d'une région historique : le cas de la Thrace

Nous avons vu que les jumelages s'étaient généralisés de manière spectaculaire dans la zone transfrontalière terrestre gréco-turque de Thrace à partir de 1999, à l'instigation de la région de Thrace grecque. Ce réseau de villes a aussi bénéficié de l'aide de l'UE dans le cadre du programme INTERREG, qui a contribué à la dynamisation de cette région transfrontalière, dont l'affirmation se situe entre un processus de constitution d'une « euro-région » aux frontières de l'Europe et la résurgence d'une ancienne région historique, la Thrace.

⁹⁶⁹ Résultats recueillis sur le site *Haber Turk*, URL : <http://secim.haberler.com/2014/>

⁹⁷⁰ MOREAU S., « Les collectivités locales en Grèce », in *Conseil Régional du Limousin*, septembre 2009, p 43-79

La Thrace historique

La Thrace (en grec Θράκη (Thráki), en bulgare Тракия (Trakiya), en turc Trakya) est une région de la péninsule balkanique partagée entre la Bulgarie (Thrace du nord), la Grèce (Thrace occidentale ou Thrace égéenne) et la Turquie (Thrace orientale).



Représentation de la région historique de Thrace⁹⁷¹

La région doit son nom au peuple Thrace, peuple indo-européen qui vivait dans la région dans l'Antiquité⁹⁷². On retrouve des traces de présence humaine en Thrace remontant à la Préhistoire, plus précisément à la période du Paléolithique. Au Néolithique (-7000 à - 3300), la diffusion de l'agriculture venue de Mésopotamie et d'Anatolie permet à la région de se développer. L'arrivée des Proto-Thraces dans la région reste encore indéterminée (soit VIe millénaire av. J.-C., soit au début du IIe millénaire av. J.-C.). Les Thraces sont mentionnés pour la première fois, dans un document écrit, par Hérodote, qui indique que :

« La nation des Thraces est, après celle des Indiens, la plus importante du monde. S'ils avaient un seul roi et s'ils pouvaient s'entendre entre eux, ils seraient invincibles et, d'après moi, beaucoup plus puissants que toutes les nations⁹⁷³ ».

La civilisation Thrace va progressivement se développer. Ce peuple est réputé dans l'histoire pour avoir de vaillants guerriers, mais aussi pour être un des peuples indo-européens les plus anciens d'Europe. Les Thraces constituent une société très hiérarchisée, dominée par les soldats et les prêtres.

⁹⁷¹ Source, site cycles d'orient, URL : <http://cyclesdorient.wordpress.com/histoire-du-retour/grece/>

⁹⁷² Selon la mythologie grecque, le dieu Dionysos et le héros Orphée en sont originaires.

⁹⁷³ SERGENT B., *Les Indo-Européens : Histoire, langues, mythes*, Bibliothèque scientifique, Payot, Paris, 1995, p 7.

Les tribus thraces, à partir du VI^e siècle avant J-C ont des échanges avec les cités-États grecques qui implantent des colonies sur les rivages de la mer Égée et du Pont-Euxin⁹⁷⁴.

La Thrace va connaître de nombreuses invasions au cours de l'histoire. Cela commence par les Perses. Au Ve siècle av. J.-C, une dynastie royale émerge parmi l'une des tribus de Thrace – la tribu odrysienne – dirigée par le prince Térés Ier⁹⁷⁵. Ses successeurs vont agrandir le royaume, en s'imposant sur les autres tribus thraces. Mais les Athéniens contrôlent une partie de la Thrace sud grâce à leur colonie d'Amphipolis⁹⁷⁶. L'intensification des échanges entre Grecs et Thraces fait que ces derniers commencent progressivement à utiliser l'alphabet grec. Lors de la guerre du Péloponnèse, le royaume des Odryses s'allie aux Athéniens mais finit par se retourner contre eux. Le royaume atteindra son apogée sous Cotys Ier pour s'étendre du Danube à la mer Égée. Mais, à sa mort, il est divisé en trois royaumes progressivement conquis par le royaume de Macédoine entre -341 et -331. Lors du partage de l'empire, en -323, Lysimaque, un général macédonien d'Alexandre le Grand devient satrape puis roi de Thrace en -304 et contrôle un grand territoire allant du Danube jusqu'à l'Anatolie et le Caucase. En -279, une partie des Celtes menés par le roi Comontorios, venus lors de la Grande expédition⁹⁷⁷, fondent le royaume de Tylis en Thrace. Les États thraces ne retrouvent leur indépendance qu'au milieu du III^e siècle av. J.-C.. Le royaume de Macédoine conserve les régions méridionales au sud des Rhodopes alors qu'Athènes contrôle les colonies sur les rivages du Pont Euxin et le sud-est de la Thrace, voisine de Byzance. La région passe progressivement sous contrôle romain et la province romaine de Thrace est créée en 46 par l'empereur Claude⁹⁷⁸. Lors de la division définitive de l'Empire romain, en 395, le diocèse de Thrace fut inclus dans l'Empire romain d'Orient⁹⁷⁹.

L'Empire ottoman prend pied en Thrace en 1347 avec la conquête de la ville de Gallipoli (qui portait l'ancien nom de Kallipolis). Ils conquièrent rapidement toute la Thrace hormis une petite fraction autour de Constantinople dans le cadre de l'offensive qu'ils mènent dans les Balkans dans les années 1380-1390. Cette dernière partie tombera, avec Constantinople, en 1453 et sera incluse dans la Roumélie ottomane. Murad Ier fit par la suite d'Andrinople (actuelle Edirne) sa capitale jusqu'à la prise de Constantinople en 1453. La Mosquée de Murad (*Muradiye Camii*)⁹⁸⁰ est le témoignage historique de cette période. Lors du démembrement des territoires balkaniques de l'Empire ottoman, la région fit l'objet de plusieurs partages⁹⁸¹. Lors des guerres balkaniques de 1912-1913, la province est

⁹⁷⁴ SERGENT B., *Les Indo-Européens : Histoire, langues, mythes*, op. cit.

⁹⁷⁵ Selon les historiens grecs Hérodote et Thucydide

⁹⁷⁶ Amphipolis est une cité grecque située en Macédoine orientale.

⁹⁷⁷ La Grande expédition désigne la campagne militaire des peuples celtes au sud-est de l'Europe, dans des lieux qu'ils fréquentaient pacifiquement auparavant.

⁹⁷⁸ Claude (1^{er} août 10 av. J.-C. – 13 octobre 54) est le quatrième empereur romain, qui régna de 41 à 54 apr. J.-C.

⁹⁷⁹ SARTRE M., *L'Orient romain. Provinces et sociétés provinciales en Méditerranée orientale d'Auguste aux Sévères (31 avant J.C. – 235 après J.C.)*, Seuil, Paris, 1991.

⁹⁸⁰ MANTRAN R., *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, Paris, 2003.

⁹⁸¹ À la suite des traités de San Stefano puis de Berlin (1878), la Thrace reste ottomane mais une province autonome de Roumélie orientale - à majorité bulgare - est créée dans le nord de la Thrace. La Roumélie orientale

disputée entre l'Empire ottoman et le Royaume de Bulgarie, allié lors de la première guerre, à la Grèce et aux autres États balkaniques. La majorité de la Thrace fait partie de la Bulgarie mais l'Empire ottoman conserve néanmoins la Thrace orientale. Le Traité de Sèvres (1920) qui fixe les nouvelles frontières de l'Empire ottoman attribue presque toute la Thrace orientale à la Grèce mais après la guerre gréco-turque, le Traité de Lausanne de 1923 revient sur ces modifications et la Turquie finit par conserver l'essentiel de la Thrace orientale ainsi que l'extrémité nord-est de la Thrace occidentale, voisine de la ville d'Edirne. La Thrace occidentale est reprise par la Bulgarie lors de la Seconde Guerre mondiale mais elle est rendue à la Grèce dès la fin du conflit⁹⁸².

La Thrace est divisée, de nos jours, entre la République de Bulgarie (Thrace du nord), la République de Grèce (Thrace occidentale) et la République de Turquie (Thrace orientale). La notion de Thrace a varié au cours de l'histoire et, parfois, d'un peuple à l'autre. De nos jours, on considère que la Thrace est délimitée de la manière suivante : à l'est sa limite est constituée par le rivage de la mer Noire, sa limite nord part du Cap Eminé, qui suit la ligne de crête du Grand Balkan jusqu'au Mont Ostra ; sa limite ouest part du Mont Ostra, suit la ligne de crête du Galabets et de la Srenda Gora jusqu'au Mont Moussala, passe par le Ravni tchal, suit la ligne de crête séparant les cuvettes de Tchépin et de Razlog, passe par le Mont Videnitsa et atteint la frontière gréco-bulgare au village de Kaïntchal (commune de Sidironero) ; sa limite sud part de Kaïntchal, suit la frontière gréco-bulgare jusqu'au mont Giftokastro, descend jusqu'au fleuve Mesta, qu'elle suit jusqu'à la mer Egée. Elle longe, ensuite, le rivage nord de celle-ci, du détroit des Dardanelles, de la mer de Marmara et du Bosphore jusqu'à la mer Noire⁹⁸³.

Des mouvements de populations importants ont eu lieu dans la région. Comme le montre très bien Nicolas Politis, l'idée de déplacement de populations à l'est de l'Europe n'est pas nouvelle au début du XXe et était même déjà dans les esprits des dirigeants grecs et turcs avant 1923⁹⁸⁴ puisqu'un échange avait déjà eu lieu entre la Grèce et la Bulgarie à la fin de la première guerre mondiale, en 1919 :

« Au moment de l'élaboration des bases du traité de paix avec la Bulgarie, à la fin de 1919, on avança l'idée de régler le désordre démographique existant dans les Balkans, en introduisant dans les rapports de la Bulgarie avec ses différents voisins une procédure nouvelle qu'on appela la procédure de l'émigration volontaire et réciproque. Le principe en fut inscrit dans l'article 56 du traité de paix de Neuilly [...] Parmi tous les voisins de la Bulgarie, seule la Grèce estima qu'elle avait intérêt à adopter cette procédure. Aussi, en même temps que le traité de paix, elle signa avec la Bulgarie, le 27 novembre 1919, une convention relative à l'émigration volontaire et réciproque [...] De cette manière, 1 000 000 Bulgares quittant la Grèce pour aller en Bulgarie et 50 000 Grecs quittant la Bulgarie pour aller en Grèce. La liquidation des biens a représenté une somme totale assez importante, de l'ordre

et la Principauté de Bulgarie - également placée sous l'autorité ottomane - décident leur union dès 1885 afin de regrouper dans une entité autonome la plupart des populations bulgares de la Thrace.

⁹⁸² CASTELLAN G., *Histoire des Balkans : XIVe-XXe siècle*, Fayard, Paris, 1999.

⁹⁸³ DALEGRE J., *Thrace grecque - Populations et territoire*, l'Harmattan, Collection Études grecques, 2000.

⁹⁸⁴ N. POLITIS, « Le transfert des populations », in *Politique étrangère* n°2 - 1940 - 5e année, p 87. Ce déplacement de populations est également cité dans A. AKTAR, « Homogenizing the Nation, Turkifying the Economy: Turkish Experience of Populations Exchange Reconsidered », in *Crossing the Aegean: An Appraisal of the 1923 Compulsory Exchange between Greece and Turkey*, R. HIRSCHON (sous la dir. de), Berghahn Books, Oxford, 2003, p 79 – 95.

de un milliard et demi de francs français. Le résultat a été considéré par les deux gouvernements et par les témoins impartiaux de Genève comme très satisfaisant : les deux pays ont vu disparaître leurs minorités respectives et, de ce fait, leurs frontières sont devenues plus stables. Désormais aucune revendication territoriale susceptible d'être basée sur des considérations ethnologiques n'existait plus. Ainsi, par cette convention, la paix était établie plus solidement qu'auparavant. Dans son rapport final, la commission mixte a déclaré que cette expérience « comporte des enseignements précieux pour le règlement de questions de cette nature⁹⁸⁵ ».

Ensuite, à l'issue de la guerre gréco-turque de 1919-1922, des populations ont également été déplacées de part et d'autre de la frontière, à l'exception des musulmans de Thrace qui sont restés en Thrace grecque en ayant le statut de minorité de Lausanne⁹⁸⁶ (et constituent le pendant de la minorité grecque-orthodoxe d'Istanbul). Mais les populations grecques-orthodoxes de Thrace turque (orientale) ont par contre été déplacées dans le cadre de l'Echange. Une grande partie d'entre elles sont allées s'implanter dans les villes situées de l'autre côté de la frontière. Par exemple, la grande majorité de la population orthodoxe d'Edirne est ainsi partie s'installer dans la ville frontalière d'Orestiada⁹⁸⁷. Ces différents mouvements de populations font que certaines villes de Thrace grecque ne sont pas peuplées par des musulmans mais par une population mixte – chrétienne et musulmane, comme Xanthi par exemple – alors que certaines villes sont exclusivement composées de chrétiens orthodoxes, comme la ville-frontière d'Orestiada, ou de musulmans. Il y a réellement une culture musicale, folklorique, sociale et culturelle spécifique en Thrace⁹⁸⁸. Malgré le fait que les populations ne parlent pas la même langue – même si l'on retrouve des populations turcophones et parlant bulgare en Thrace occidentale – elles ont un mode de vie très proche. L'identité « de Thrace » est très forte en Turquie où une chaîne de télévision régionale *Trakya TV* a même été créée. La région comprend également, de part et d'autre de la frontière, une importante population Rom, qui contribue au maintien de cette culture spécifique musicale de Thrace.

La Thrace est longtemps restée une région relativement pauvre économiquement, dont l'économie est largement dominée par l'agriculture, avec notamment de la production de tabac, de maïs, de coton, de riz, de soie et de fruits. Mais récemment, des gisements de gaz naturel ont été retrouvés dans la région. La situation économique et sociale des habitants de la région dépend du pays

⁹⁸⁵ POLITIS N., op. cit., p 86. Les défaites de l'Empire ottoman dans les Balkans provoquent l'exode de beaucoup de musulmans mais aussi une volonté de revanche. L'idée va naître pour la première fois de manière officielle entre un représentant ottoman en Grèce et le gouvernement grec d'échanger les populations de la région d'Izmir avec celle de Macédoine grecque :

« L'origine de la question remonte au lendemain des guerres balkaniques, quand s'effectua l'exode forcé des Grecs des provinces turques, surtout en Asie Mineure : plus de 500 000 personnes furent expulsées et leurs biens confisqués. Un moment de très grande émotion se produisit dans les deux pays. M. Venizélos, alors président du Conseil, songea pour couper court aux difficultés, à une sorte de régularisation de cet exode au moyen d'un échange entre Musulmans de Macédoine et Grecs de Smyrne. Il en fit la proposition à la Turquie et la négociation aboutit à un accord signé au mois de juillet 1914. L'accord ne fut pas ratifié et, la Grande Guerre survenant, à laquelle la Grèce participa plus tard contre la Turquie, le fit définitivement échouer ».

⁹⁸⁶ AKGÖNÜL S., « Reciprocity and Minority Religious Institutions in Greece and Turkey », in S. AKGÖNÜL (ed.) *Reciprocity : Greek and Turkish minorities law, religion and politics*, Bilgi Üniversitesi, Istanbul, 2008 ou encore AKGÖNÜL S., « Roumélie » : les Balkans encore turcs ? », in *Outre-Terre*, 2005/1 n° 10, p 271-284.

⁹⁸⁷ PEKIN M., TSITSELIKIS K., *Meriç'in iki yakasi*, LMV/KEMO, 2004.

⁹⁸⁸ PEKIN M., TSITSELIKIS K., *Meriç'in iki yakasi*, LMV/KEMO, 2004.

dans lequel on l'étudie. La Thrace grecque, comme l'a bien montré Joëlle Dalègre, a longtemps souffert d'un certain isolement, voire d'un certain « ostracisme » du reste du territoire grec⁹⁸⁹. Le taux de chômage y est en moyenne plus élevé que dans le reste de la Grèce et de la même manière, l'enseignement et l'accès à certaines ressources sont moins accessibles aux habitants musulmans de Thrace :

« En 1923, en Thrace occidentale, région récemment et mal intégrée à la Grèce, vit une population musulmane divisée linguistiquement entre turcophones, pomacophones (un dialecte d'origine bulgare) et tziganes, des ruraux très majoritairement illettrés, attachés au sol, vivant sous la coupe des beys locaux et dont les horizons sont très limités [...] L'absence de diplômes et la méconnaissance de la langue grecque³ bloquent les musulmans dans le secteur rural et réduisent leur mobilité sociale. La réforme agraire des années 1920, – le rachat de toutes les propriétés supérieures à 10 hectares – supprima la richesse des beys (18 tchifliks expropriés, soit 24 150 ha) ; depuis lors l'exiguïté des exploitations moyennes (4,5 ha en Thrace) et la restriction continue des subventions européennes à la culture du tabac, spécialité des musulmans, limitent les ressources possibles. Une loi de 1938 soumet les achats fonciers des allogènes en zone frontalière à une autorisation militaire, or la Thrace entière est zone frontalière... et le musulman « allogène » n'obtient jamais l'autorisation demandée⁹⁹⁰ ».

Côté turc, la situation des habitants de Thrace est différente. La région de Thrace turque est comprise dans la région administrative de Marmara, qui constitue une région assez dynamique et industrialisée en Turquie. La ville d'Edirne, ancienne capitale de l'Empire ottoman, connaît un essor touristique depuis plusieurs années, même si la région reste majoritairement agricole. Le site naturel de Thrace, boisé et verdoyant est propice au tourisme vert dans les trois pays.

Les villes de Thrace grecques et bulgares, dans le sillage des programmes européens comme INTERREG, ont eu une activité transfrontalière importante. Les villes turques – et plus particulièrement celle d'Edirne – souhaitent un rapprochement avec les villes de Thrace de part et d'autre de la frontière. Pays candidat aux frontières de l'Europe, il est dans l'intérêt des municipalités turques de se rapprocher des municipalités grecques et bulgares. Ce rapprochement n'avait pourtant, au départ, rien d'évident.

La Thrace comme région « hybride » : l'expérience de la « co-gouvernementalité » en Thrace grecque

Pendant de nombreuses années, la Thrace a fait l'objet d'importants litiges entre la Grèce et la Turquie. C'est une des régions les plus militarisées entre les deux pays et qui constitue une zone de conflit potentiel majeure. Il faut également noter que la résurgence de la Thrace, en tant que territoire historique, n'est ni encouragée par la Grèce, ni par la Turquie, pour des différentes raisons. La Turquie a toujours eu des craintes sécessionnistes quant à ses populations qui avaient une très forte identité régionale, ce qui explique le faible poids administratif des régions dans l'administration territoriale turque. La région de Thrace ne fait pas partie d'un découpage administratif spécifique alors que l'on

⁹⁸⁹ DALEGRE J., *La Thrace grecque. Populations et territoire*, L'Harmattan, Paris, 1997.

⁹⁹⁰ DALEGRE J., « Entre Grèce et Turquie : une situation délicate, les minorités », in *Problèmes politiques et communautaires : nouvelles perspectives, Turquie, Grèce : un passé commun, des nouvelles perspectives*, n°33, 2004 : <http://ceb.revues.org/4474>

peut considérer qu'en raison des caractéristiques socio-culturelles de sa population, de son histoire mais aussi de son emplacement géographique (la Thrace turque correspond à la partie européenne de la Turquie jusqu'aux rives du Bosphore), une telle dénomination reconnue sur le plan administratif correspondrait à une certaine réalité. Comme l'explique Alexandre Toumarkine (se basant sur le cas des régions turques peuplées par des populations « Lazes ⁹⁹¹»), la politique du gouvernement turc au moment de la construction républicaine est de « casser » les particularismes locaux et régionaux plutôt que de chercher à les entretenir :

« Aucun effort ne semble fait pour dessiner les frontières administratives suivant les clivages linguistiques ou religieux. Les découpages territoriaux ne correspondent à aucun espace économique préexistant ni à aucune unité culturelle, linguistique ou religieuse; qui plus est, ils s'attachent à brouiller, voire à nier les cartes des populations: ils divisent ainsi certaines régions historiques avec des identifications régionales fortes, comme le Lazistan, au Nord-est de la Turquie. Ce toponyme, signifiant littéralement « pays des Lazes », est lui-même banni dès 1926, car considéré par les kémalistes comme une invention de l'ancien régime « non patriotique ». Les changements de toponymes, fréquents durant les premières décennies de la république, révèlent les vellétés de turquisation, de naturalisation et de neutralisation. En règle générale, les circonscriptions sont désignées par leur chef-lieu et les territoires sont donc nommés par rapport à leur centre administratif. De ce fait, à quelques exceptions près, les noms propres désignant une portion de territoire en fonction de critères naturels, historiques, humains ou autres, sont pratiquement absents de l'usage du turc contemporain ⁹⁹² ».

La circonscription administrative de la région représente, sur le plan politique, un objet que les autorités craignent en Turquie :

« D'une manière générale, nul ne saurait politiser ou revendiquer un territoire sans risquer d'être stigmatisé et taxé de *bölgecilik* – terme péjoratif pour « régionalisme » qui implique un conflit d'intérêt –, voire de séparatisme (*bölücülük*). Pour être légitime, une revendication se rapportant à un territoire infranational doit donc renoncer à toute velléité politique et s'inscrire dans des registres neutres de sauvegarde du terroir, d'entraide ou, au mieux, de développement territorial. Les initiatives de patrimonialisation infranationale et les sensibilités localistes – qui ont connu un essor depuis les années 1990 – ne sont légitimes que dans la mesure où elles ne s'accompagnent pas de revendications politiques mais sont complémentaires de l'identité nationale. Les autorités turques tiennent le régionalisme en suspicion pour au moins deux raisons: d'une part, il est perçu comme promouvant la décentralisation alors même que le centralisme est un principe constitutionnel intangible ; d'autre part, il est considéré comme néfaste à l'unité nationale et donc, au moins en puissance, comme une forme de séparatisme ⁹⁹³ »

On peut noter toutefois qu'un pas a été franchi avec la création des agences de développement local en Turquie recoupant les divisions administratives NUTS puisque désormais il existe une agence de développement local de Thrace (et également une région NUTS « Thrace »), basée à Edirne. La demande la plus pressante de l'UE a été pour la Turquie d'établir des régions NUTS II, qui est « le niveau considéré comme le plus approprié pour l'analyse des disparités socio-économiques, la

⁹⁹¹ Les Lazes sont un peuple caucasien, parlant le laze, de confession musulmane et chrétienne, que l'on retrouve majoritairement dans le nord-est de la Turquie et dans l'ouest de la Géorgie; une communauté laze chrétienne est également présente en Grèce. Leur culture, leur langue, leur musique et leur gastronomie les différencient nettement des autres peuples d'Anatolie et du Caucase. Mais, malgré leurs différences culturelles avec le reste du peuple turc, les Lazes sont bien intégrés dans ce pays.

⁹⁹² TOUMARKINE, A. *Les Lazes en Turquie (XIXe-XXe siècles)*, Isis, Istanbul, 1995, p 64-65.

⁹⁹³ MASSICARD E., « Régionalisme impossible, Régionalisation improbable, la gestion territoriale en Turquie à l'heure du Rapprochement avec l'union européenne », in *Revue d'Etudes comparatives est-ouest*, vol 39, n°3, 2008, p 171- 203, en ligne, URL : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/80/02/47/PDF/S0338059908003082a.pdf>

distribution des fonds structurels et l'élaboration de plans de développement régional⁹⁹⁴ ». Néanmoins, le processus de régionalisation en Turquie reste un phénomène en trompe-l'œil puisque les régions ne sont pas dotées de pouvoir politique. L'exemple des revendications régionalistes politiques kurdes et de leur contrôle et refrènement par les autorités turques en sont l'illustration⁹⁹⁵.

Côté grec, si la région correspond à une division administrative (avant la réforme Kallikratis de 2010 qui la rattache désormais à la région de Macédoine orientale pour former le diocèse décentralisé « Thrace et Macédoine orientale »), elle fait également l'objet d'un contrôle particulier du gouvernement grec. Comme l'explique Jeanne Hersant, le gouvernement grec a longtemps craint un rattachement de la région à la Turquie en raison du fait que le territoire est majoritairement occupé par une population musulmane turcophone. Située aux frontières de la Turquie, peuplée par des populations qui se revendiquent comme « turques », la Thrace occidentale est l'objet de toutes les méfiances du gouvernement grec :

« Les institutions de l'État grec ont mis en œuvre, depuis les années 1930, une gestion sécuritaire de la Thrace occidentale et de sa population musulmane, à travers une politique de sécurisation des frontières. Cette politique a abouti plus tard, dans le contexte de la guerre froide puis du conflit chypriote, et surtout dans la période plus récente, à la création d'un front intérieur. Tout le nord de la Grèce fut, dans son périmètre frontalier, une zone militaire fermée de 1936 à la fin des années 1990. Cette mesure fut assortie en Thrace occidentale de la mise en place d'une administration parallèle, sous tutelle militaire. C'est ainsi que s'est constitué le « stigmaté » auquel fait allusion Pierre Bourdieu dans son analyse des constructions identitaires régionales et ethniques (Bourdieu 1980 : 69-70)⁹⁹⁶ ».

Les mesures sont justifiées par la crainte de l'entrée du communisme en Grèce par la Bulgarie, mais de fait, elles se trouvent également être des mesures de contrôle et de quadrillage de la minorité musulmane de Thrace et du territoire :

« Désignée comme « musulmane » dans le traité de Lausanne, cette minorité était de facto reconnue comme turque jusqu'aux années 1960, jusqu'à ce que le contentieux chypriote fasse craindre l'irréductibilité turc aux autorités grecques. Aujourd'hui, la dénomination de ce groupe est l'objet d'une lutte symbolique entre ses représentants et l'État turc d'une part, qui revendiquent la turcité de la minorité, et l'État grec de l'autre, qui promeut quant à lui l'expression d'une identité pomaque⁹⁹⁷ ».

La Turquie cherche à diffuser un sentiment national turc au sein de la population musulmane de la région et y garde une forte présence. La Thrace constitue donc un territoire particulier entre la Grèce et

⁹⁹⁴ Rapport régulier 2001 de la Commission sur les progrès réalisés par la Turquie sur la voie de l'adhésion, Bruxelles, 13.11., SEC(2001)1756 http://ec.europa.eu/enlargement/archives/pdf/key_documents/2002/tu_fr.pdf

⁹⁹⁵ MASSICARD E., « Régionalisme impossible, Régionalisation improbable, la gestion territoriale en Turquie à l'heure du Rapprochement avec l'union européenne », in *Revue d'Etudes comparatives est-ouest*, vol 39, n°3, 2008, p 171- 203, en ligne, URL : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/80/02/47/PDF/S0338059908003082a.pdf>, mais aussi MONTABONE B., *La cohésion territoriale en périphérie de l'Union européenne : les enjeux du développement régional en Turquie*, thèse de doctorat de l'université Rennes II, Rennes, 2012, mise en ligne, URL : <http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/65/14/83/PDF/2011theseMontaboneB.pdf>

⁹⁹⁶ HERSANT J., « Surveillances croisées et rivalité gréco-turque en Thrace occidentale : entre coercition et contrôle social », in *European Journal of Turkish Studies* n°8, Surveiller, normaliser, réprimer, 2008, URL : <http://www.ejts.org/document2693.htm>

⁹⁹⁷ HERSANT J., « Surveillances croisées et rivalité gréco-turque en Thrace occidentale : entre coercition et contrôle social », *ibid.*

la Turquie qui va faire l'objet d'un mécanisme de « co-gouvernementalité ». Chose rare, alors que l'on ne compte aucun ressortissant turc dans cette région, il y a un consulat général de Turquie à Komotini:

« C'est aujourd'hui l'un des plus importants consulats turcs au monde en termes de moyens financiers, alors qu'il n'y a pas de ressortissants turcs dans la région. La raison en est le statut de « territoire perdu » de la Thrace occidentale dans le nationalisme turc tel que diffusé par les canaux officiels, mais aussi le statut d'État garant reconnu à la Turquie par le traité de Lausanne⁹⁹⁸ ».

Les institutions étatiques grecques (militaires et administration civile) et turques (consulat) se trouvent ainsi dans une logique de concurrence et de complémentarité dans la gestion de la population :

« Par ce terme employé en référence à Michel Foucault, nous entendons un partage concernant les prérogatives relatives à la gestion de la « minorité musulmane », étrangère au corps national grec tel que défini officiellement ; c'est aussi une concurrence pour l'appropriation ne serait-ce que symbolique du territoire de la Thrace et un affrontement des savoirs produits par les deux États sur une minorité dont il s'agit de « prouver » qu'elle est tantôt « musulmane » tantôt « turque » ».

Cette forme de « co-gouvernementalité » montre que la Thrace porte en germe, en raison de son histoire et de sa population, une gestion de type hybride entre gouvernements grec et turc. Cette « co-gouvernementalité » peut être vue comme une forme de « conquête de l'ouest » et d'extension territoriale turque :

« La co-gouvernementalité est une sorte de front intérieur, de « conquête de l'Ouest » menée par un État, qui concerne une population considérée comme une « minorité nationale » mais établie sur un territoire étranger et frontalier, qui ne saurait être annexé. Les mécanismes de la co-gouvernementalité se sont mis en place progressivement durant les deux ou trois dernières décennies, les différents éléments qui la caractérisent se combinant différemment d'une période à l'autre⁹⁹⁹ ».

Les membres de la minorité se retrouvent ainsi dans un « entre-deux » aussi bien juridique que territorial entre les deux pays. Le niveau d'organisation et de mobilisation de cette minorité est néanmoins important, formé d'un tissu dense d'associations et l'aide d'une diaspora active principalement établie en Allemagne¹⁰⁰⁰. Un grand mouvement politique de défense des droits de la minorité musulmane de Thrace a été créé en 1991. Son dirigeant charismatique, Sadik Ahmet, a disparu en 1999 dans un accident de la route. Il avait été élu premier député musulman non inféodé à un parti athénien. Ce parti (DEB – Parti de l'Amitié, de l'Égalité et de la Paix) a été maintenu. Même si l'entrée de la Grèce a provoqué une réelle amélioration pour les droits de la minorité, depuis 2012, la montée de l'extrême droite grecque peut faire craindre de nouvelles formes de discriminations de la minorité.

⁹⁹⁸ HERSANT J., « Surveillances croisées et rivalité gréco-turque en Thrace occidentale : entre coercition et contrôle social », *ibid.*

⁹⁹⁹ HERSANT J., « Surveillances croisées et rivalité gréco-turque en Thrace occidentale : entre coercition et contrôle social », *ibid.*

¹⁰⁰⁰ PEKIN M., TSITSELIKIS K., *Meriç'in iki yakasi*, LMV/KEMO, 2004.

La diplomatie des villes de Thrace est-elle à l'origine de la création d'une nouvelle « euro-région » transfrontalière entre la Turquie, la Grèce et la Bulgarie?

La diplomatie des villes a été particulièrement active dans cette région transfrontalière entre la Grèce, la Turquie et la Bulgarie. Outre les jumelages gréco-turcs que nous avons déjà mentionnés, nous pouvons rappeler que le 18 septembre 2000, les villes des régions de Thrace grecque, turque et bulgare ont décidé de créer un réseau de villes dénommé *Polis* (« réseau de municipalité grecques, turques et bulgares »)¹⁰⁰¹. Ce projet a été initié d'abord par les autorités locales bulgares et turques, qui ont été rejointes ensuite par les autorités grecques. En 2004, le nom du réseau de municipalités a changé pour prendre celui de « Réseau de villes de Thrace orientale et occidentale ». Cette organisation a un statut d'organisation à but non-lucratif. Elle est membre du SESP (le réseau des régions frontalières européennes) et du programme INTERREG de frontière de Macédoine Orientale (*Sınır Ötesi Bölgeler*).

En mars 2001, le ministre de l'extérieur grec, Yorgos Papandréou, et le ministre turc Yüksek Yalova ont signé à Sappon (Sapçı) un protocole de restauration et de protection architecturale appelé « *Trakyakent* » (ville de Thrace). Depuis cet élément fondateur, le réseau des villes de Thrace a été inclus dans plusieurs programmes européens et est très actif. 20 municipalités de Grèce, 60 municipalités de Turquie et 34 municipalités de Bulgarie font partie de ce réseau de villes. Les objectifs du réseau sont les suivants :

- Inciter à la coopération transfrontalière entre municipalités des trois pays situées à la frontière, axer cette coopération sur différentes dimensions : l'économique, le tourisme et l'environnement.
- Participer, mettre en place des programmes communs et se rencontrer régulièrement pour produire des rapports d'activité, faire des conférences pour maintenir le dynamisme du réseau et organiser régulièrement des journées de travail intensives pour intensifier la coopération multipartite entre villes avec le souci d'associer au maximum à la réalisation de ces objectifs les organisations locales de la société civile et les populations et apporter une aide technique et un partage de compétences pour la réalisation de projets.
- S'engager à participer et à rendre compte des initiatives des uns et des autres et faire un partage de compétences, conseils et « manières de faire » proposées par les différents gouvernements concernant les problèmes régionaux, chercher à mettre en place des programmes qui peuvent être financés par l'Union européenne, être en contact avec d'autres organisations européennes (ONG, organisations régionales, etc..) et avoir une réponse harmonisée et pacifique face à des situations conflictuelles pour promouvoir la paix.

¹⁰⁰¹ PEKIN M., TSITSELIKIS K, *Meriç'in iki yakasi*, LMV/KEMO, 2004.

La région de Thrace a bénéficié d'une aide conséquente de l'Union européenne à travers le programme INTERREG III/A Turquie-Grèce entre 2000 et 2006. Le but de ce programme était de promouvoir la coopération transfrontalière aux frontières de l'Europe et de mettre en réseau les centres économiques, sociaux et culturels grecs et turcs pour renforcer leur influence dans la zone transfrontalière¹⁰⁰². Le programme INTERREG a été financé par la FEDER (Fonds Européen de Développement Régional) visant à renforcer la cohésion économique et sociale au sein de l'Union européenne en corrigeant les déséquilibres régionaux. On retrouve trois cadres d'objectifs dans le programme INTERREG, qui vont structurer les actions mises en place : la coopération transfrontalière (qui regroupe les programmes INTERREG A), la coopération transnationale (constitution de grands groupes de régions européennes, qui regroupe les programmes INTERREG B), et la coopération interrégionale (échange d'informations et partage d'expériences au niveau interregional, qui regroupe les programmes INTERREG C). Les budgets des différents programmes – qui se font sur une période de 6 ans – sont, de manière générale, en constante augmentation : le programme INTERREG III (2000-2006) disposant de ressources de 5 milliards d'euros, alors qu'INTERREG IV (2007-2013) avait un budget de plus de 6 milliard d'euros¹⁰⁰³.

Lors de l'annonce de la décision de financement du programme en Thrace, M. Michel Barnier, membre de la Commission chargé de la politique régionale, avait déclaré :

« La mise en œuvre d'une coopération transfrontalière entre la Grèce et la Turquie est à marquer d'une pierre blanche dans l'histoire des relations entre les deux pays. Ce programme tend avant tout à mettre aux normes les infrastructures dans la zone transfrontalière et à promouvoir la coopération de part et d'autre de la frontière dans des domaines comme ceux de l'entreprise, de l'environnement ou de la culture. J'ai la conviction qu'il aura de notables retombées pour les habitants des régions concernées et qu'il ouvre une perspective au renforcement des relations mutuelles¹⁰⁰⁴».

M. Günter Verheugen, membre de la Commission chargé de l'élargissement, avait ajouté :

« Je salue cette initiative qui montre clairement que les deux pays souhaitent coopérer plus étroitement. À travers des initiatives comme celle-ci et le programme de coopération transfrontalière lancé récemment entre la Turquie et la Bulgarie voisine, l'Union européenne crée les conditions requises pour éviter que de nouveaux obstacles ne surgissent dans le sud-est de l'Europe pendant le processus d'élargissement¹⁰⁰⁵».

¹⁰⁰² Les sous-préfectures turques qui ont bénéficié de ce programme sont : Edirne, Çanakkale, Balıkesir, Izmir, Aydın et Muğla, pour la Grèce, la région de Macédoine orientale et Thrace grecque avec Edirne (la préfecture de l'Évros), le Nord de l'Égée (Samos, Mytilène, et Sisam) et le Sud Égéen (les 12 îles du Dodécannèse). La Turquie a reçu 15 millions d'euros pour le projet et la Grèce à hauteur de 34 998 000 € et dans le cadre du programme de développement pour le développement des régions, un fond de 46 664 004 €. Le programme a été mis en place entre 2004 et 2006

¹⁰⁰³ Voir le site de l'Union Européenne sur INTERREG III A :

http://europa.eu/legislation_summaries/regional_policy/provisions_and_instruments/g24204_fr.htm

¹⁰⁰⁴ Programme INTERREG: la Commission approuve une aide de 35 millions d'euros en faveur de la coopération transfrontalière entre la Grèce et le Turquie pour 2004-2006, Commission Européenne - IP/04/179 09/02/2004 : extrait du lien : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-04-179_fr.htm?locale=FR

¹⁰⁰⁵ Programme INTERREG : La Commission approuve une aide de 35 millions d'euros en faveur de la coopération transfrontalière entre la Grèce et le Turquie pour 2004-2006, Commission Européenne - IP/04/179 09/02/2004 : extrait du lien : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-04-179_fr.htm?locale=FR

Comme il est en effet mentionné dans le programme, la région retenue pour cette coopération transfrontalière couvre 81 215 km², soit environ respectivement 17 % et 8 % de la superficie totale de la Grèce et de celle de la Turquie. Le programme concerne une population de quelque 8 millions d'habitants, soit à peu près 10 % de la population totale des deux pays.

Le programme demande expressément aux collectivités territoriales de travailler en coopération et de mettre en place des projets communs. Il leur a également été demandé de faire des recensements et des rapports sur la situation économique, sociale et sanitaire de leurs territoires pour voir quels étaient leurs atouts mais aussi leurs faiblesses. La dimension culturelle a également été mise en avant, ou il a été demandé aux régions (NUTS) de recenser les sites et monuments architecturaux présents sur leur territoire. Pour donner un aperçu des projets qui ont été mis en place dans le cadre de ce programme, nous pouvons citer les initiatives entre villes qui ont été financées dans le cadre du programme européen dans la région transfrontalière terrestre de Thrace :

- Entre la province d'Alexandroupolis (Grèce) et l'association des réfugiés d'Edirne (Turquie), un travail sur les ornements et bijoux du 17^e siècle.
- Entre la municipalité d'Edirne (Turquie) et l'association de musique d'Alexandroupolis (Grèce) un projet « de festival de musiques culturelles et de mise en valeur du patrimoine ».
- Entre le Rotary club d'Edirne (Turquie) et celui d'Alexandroupolis (Grèce), la création « d'un centre d'art moderne ».
- Entre la municipalité de Keşan (Turquie) et celle d'Alexandroupolis (Grèce), la mise en place d'un réseau d'acteurs pour « la promotion de la culture et de la musique traditionnelle commune ».
- Entre la municipalité d'Edirne (Turquie) et celle de Sofulu/Soufli (Grèce), un projet autour du fleuve Meriç (Maritza) : « le fleuve Meriç : eau et population » (financé à hauteur de 280 000 €).
- Entre la municipalité d'Edirne (Turquie) et celle de Soufli (Grèce) un projet sur « la production de soie » (220 000 €).
- Entre Keşan et Uzunköprü (pour la Turquie) et la municipalité d'Orestiada (Grèce), un projet de mise en « valeur de l'histoire et de la culture spécifique » de ces villes.
- Entre la municipalité d'Ipsala (Turquie) et celle d'Orpheas (Grèce), un projet sur « les contes et légendes d'Orpheas ».
- Entre la municipalité d'Edirne (Turquie) et celle de Vissa (Grèce) : un projet de « mémoire historico-culturelle ».
- Entre Keşan (Turquie) et Tichero (Grèce) : un programme sur « la restauration du patrimoine et initiatives pour la jeunesse ».
- Entre Keşan (Turquie) et Fere (Grèce) : organisation d'un « festival culturel ».

- Entre Enez (Turquie) et Fere (Grèce) : un projet de « valorisation des costumes locaux et du folklore ».
- Entre l'union des municipalités de Meriç (Turquie) et Rodopi (Grèce) sur « l'héritage culturel de Thrace ».
- Entre Ipsala (Turquie) et Stavropouli (Grèce) : « activités de peinture, chant et danses pour enfants ».
- Entre la préfecture d'Edirne (Turquie) et la direction de l'Agence pour le développement de l'Evros, la municipalité d'Orestiada et celle de Vissa (pour la Grèce) sur « la protection du patrimoine culturel ».
- Entre la préfecture d'Edirne (Turquie) et la direction de l'Agence pour le développement de l'Evros (Grèce) : un projet « les routes de Bacchus et Kaviron ».

Ces initiatives, comme on peut le constater, sont essentiellement de nature culturelle, tournées vers la mise en valeur de l'histoire et de la culture locale. Si elles permettent aux populations de se rencontrer et aux villes d'avoir des relations multipartites et soutenues, on peut néanmoins déplorer le fait que ces relations se soient cantonnées à la seule dimension culturelle et qu'elles n'incluent pas également des partenariats de type environnementaux ou économiques. Si, en général, les initiatives sont menées entre deux municipalités, on compte néanmoins le cas d'initiatives mises en place entre plusieurs municipalités ou entre Agences de développement local (d'envergure régionale) et municipalités. Ce partenariat a considérablement renforcé le poids d'Edirne dans la région, qui est partie-prenante dans 8 projets (50% des projets mis en place). La taille de la ville, qui polarise la région frontalière côté turc, est un atout pour elle parce qu'on ne trouve pas son équivalent côté grec. Peut-être la ville d'Alexandroupolis (qui est impliquée dans 4 projets, ce qui ne représente qu'une part de 25% des projets mis en place dans le cadre de ce programme), peut donner une polarisation de type bicéphale du territoire ainsi constitué, mais la ville d'Alexandroupolis n'a néanmoins pas la même envergure ni la même taille qu'Edirne. Rappelons en outre que, de par sa situation frontalière, la ville d'Edirne compte la présence de plusieurs consulats : un consulat grec, un consulat français, bulgare et albanais, ce qui ajoute à son prestige. Enfin, ancienne capitale de l'Empire ottoman, il semble qu'elle ait gardé cette position dominante d'antan encore aujourd'hui dans la région.

Ces initiatives ont donc considérablement renforcé le poids de la ville d'Edirne, au point que la préfecture d'Edirne, le 19 octobre 2004, pour mieux coordonner ces initiatives de rapprochement entre municipalités de la région de Thrace mais aussi faciliter ses relations avec l'UE, a créé un « Centre pour la coordination des relations avec l'UE » (*Edirne Valiliği Avrupa Birliği Eşgüdüm Merkezi*¹⁰⁰⁶). La création de ce centre montre que la préfecture d'Edirne se veut être motrice dans le processus de participation, d'élaboration et d'intégration de projets européens. On compte un

¹⁰⁰⁶ Information recueillie sur le site du centre, URL : <http://www.edirneabem.gov.tr/>

« secrétariat à la coopération transfrontalière », une « unité pour les programmes de jeunesse et de l'éducation à l'UE », une « unité de documentation sur l'UE ». Le but de ce centre est d'être un point-ressource pour les organisations et municipalités environnantes qui souhaitent mettre en place des projets avec l'UE. Les personnes qui travaillent sont au nombre de trois et ont acquis une très bonne connaissance des différents programmes et attentes européennes. Ce centre coordonne également les actions mises en place du « Réseau des préfectures situées en zones frontalières » duquel font partie la préfecture d'Edirne (pour la Turquie), la préfecture d'Haskova, la préfecture de Blagoevgrad et celle de Kircaali (pour la Bulgarie) et la préfecture d'Iskeçe, celle de l'Evros, de Kavala, de Drama, Rodop et Serez (pour la Grèce). Le « Réseau des préfectures situées en zones frontalières » a été fondé le 25 février 2003 à Orestiada. Dès sa fondation, sa composition et son organisation sont de type transnationale : son président était le préfet de Komotini (Grèce), ses vice-présidents le préfet d'Edirne (Turquie) et le préfet de région de Smolyan (Bulgarie), son coordinateur de projets le préfet d'Evros (Grèce) et son secrétaire le préfet d'Haskova (Bulgarie)¹⁰⁰⁷. En coordonnant ces initiatives entre préfectures transfrontalières, Edirne est devenue en quelque sorte la ville qui polarise cette région transfrontalière.

Les activités qui ont été mises en place par le centre dans le cadre de cette coopération entre préfectures frontalières sont multidimensionnelles et visent à encourager la coopération culturelle, économique, environnementale et éducationnelle. On compte même des actions conjointes visant à la lutte contre la criminalité et la coopération policière. Les différentes activités mises en place sont les suivantes, à partir de 2004 :

- 13 décembre 2004 : Réunion pour le « développement touristique » de la région (à Edirne).
- 17 janvier 2005 : Réunion sur la « protection de l'environnement » (à Orestiada).
- 26 janvier 2005 : Réunion pour la mise en place du programme de « lutte contre les moustiques¹⁰⁰⁸ » (à Ipsala).
- 15 février 2005 : Réunion « défense civile et coopération transfrontalière » (à Haskova).
- 21 mars 2005 : Réunion sur la « coopération interuniversitaire » (à Smolyan).
- 3-4 avril 2005 : Réunion sur la « maîtrise des moustiques et la protection sanitaire » (à Serez).
- 11 avril 2005 : Réunion sur la « lutte contre les maladies exotiques et préservation de la santé des animaux » (à Edirne).
- 21 octobre 2005 : Réunion sur « la grippe aviaire » (à Dimetoka).
- 9 novembre 2005 : Réunion sur la « grippe aviaire » (à Komotini).
- 6 et 7 décembre 2005 : Réunion sur la « protection civile et coopération aux frontières » (à Edirne).
- 17-18 juin 2006 : Organisation d'un festival (à Orestiada).

¹⁰⁰⁷ Information recueillie sur le site du centre, URL : <http://www.edirneabem.gov.tr/>

¹⁰⁰⁸ La région de Thrace, région parfois marécageuse, compte une forte présence de moustiques.

- 11 avril 2008 : « Production de cartes épidémiologiques » (à Edirne).
- 9-10 mai 2008 : Conférence sur la « coopération transfrontalière » (à Kavala).
- 1-2 juin 2008 : Réunion sur la « prostitution, les entrées illégales sur le territoire et la protection de la population » (à Edirne).

Nous ne sommes donc plus seulement en présence d'une coopération entre villes frontalières à cheval sur trois pays, mais désormais c'est une coopération de type transrégionale qui s'est mise en place entre préfectures situées dans cette zone frontalière. Grâce à l'aide conséquente donnée par l'UE, les villes de la région de Thrace se trouvent ainsi redynamisées par ce rapprochement et par son élargissement à un échelon supérieur : la préfecture. Notons également que les préfectures ont en charge d'autres dossiers que les municipalités (qui, comme on l'a vu, concentrent leurs actions dans le domaine culturel et éducationnel) et s'occupent quant à elles des questions de santé publique, environnementale, de sécurité, de tourisme et de coopération interuniversitaire.

Ce type de dynamique n'est pas propre au cas gréco-turc, mais offre de grandes similitudes avec le processus de formation de zones transfrontalières dans plusieurs territoires européens. En effet, dans le sillage de la construction européenne, on a assisté à la naissance de nouvelle forme de transnationalisation de certains territoires, spécifiques à l'UE, les « euro-régions » :

« Le terme *regio* vient du latin *regere* qui signifie tracer une ligne ou une limite. Dans la Rome antique, la *regio* évoquait la délimitation d'une zone et non son administration. Elle ne correspondait pas à une institution législative ou gouvernementale. Aujourd'hui, les « euro-régions » et autres structures de coopération transfrontalière ne créent pas un nouveau type d'administration au niveau transfrontalier et ne sont pas dotées de pouvoirs politiques. Leurs activités se limitent aux compétences des collectivités locales et régionales qui les composent. Les euro-régions peuvent être considérées comme des entités territoriales transfrontalières dont l'objectif est de créer un espace intégré à travers des politiques spécifiques d'aménagement du territoire dans divers secteurs : économie locale, réseaux sociaux, activités culturelles, institutions scolaires, réseaux de transport, protection et conservation environnementale. Elles sont l'expression de nouvelles stratégies de développement pour des territoires qui ont longtemps souffert d'un manque d'investissements publics parce que leur localisation de périphérie frontalière avait tous les inconvénients d'une position de zone grise, d'angle mort, de cul-de-sac ou de *no man's land* par rapport à leurs espaces nationaux respectifs »¹⁰⁰⁹.

Le modèle de construction suivi par la région transfrontalière de Thrace se calque sur le processus par lesquelles certaines villes européennes ont - par leur rapprochement - contribué à créer des « euro-régions » dynamiques au cœur de l'Europe. Les premières formes d'ententes régionales transfrontalières sont à rechercher dans le principe de jumelage des communes par-delà les frontières. Pour rappeler brièvement leur historique, les premières communes qui se jumelèrent fondèrent en 1951 le « Conseil des Communes d'Europe » qui devient par la suite le « Conseil des Communes et Régions d'Europe ». Dans le cas franco-allemand, moteur des dynamiques européennes, c'est le traité de l'Élysée de 1963, traité de réconciliation, qui a conféré un nouvel élan pour le rapprochement.

¹⁰⁰⁹ SANGUIN A.-L., 2004, « Euroregions within the Enlarged European Union: Concepts and Theories, Experiences and Practices », in *Revista Romana de Geografie Politica*, vol. 6, n° 1-2, p 5-16.

Malgré cette bonne volonté, l'arsenal législatif des souverainetés nationales des deux pays est resté profondément ancré et a entravé en partie cette dynamique de rapprochement au niveau régional. Les premières formes de coopérations régionales sont apparues entre les Pays-Bas et l'Allemagne dès les années 1960. On compte également la célèbre région Sar-Lor-Lux qui inclut le land allemand de la Sarre, la région de la Lorraine et le Grand-Duché du Luxembourg, comme exemple très parlant d'euro-région. La Belgique, après une réforme institutionnelle a pu y inclure la Wallonie. Ainsi est née progressivement la « Grande Région » Sar-Lor-Lux-Rhénanie-Palatinat-Wallonie. On peut citer également le cas de la région transfrontalière franco-suisse-allemande, comme étant particulièrement dynamique. On compte également un processus de construction de zones transfrontalières entre l'Allemagne et la Pologne après la chute du rideau de fer. Dans les années 1990, l'euro-région « Pro Europa Viadrina » s'est formée sous l'impulsion des deux villes transfrontalières Guben et Guben. Les réfugiés allemands ont joué un rôle moteur. Les « euro-régions » continuent de se généraliser en Europe centrale et orientale, par exemple tout au long des frontières germano-polonaises (Poméranie ou Neisse), germano-tchèques (Foret de Bohême) ou franco-espagnole. Dans la logique d'élargissement, on voit que l'entrée de certains pays dans l'UE a été précédée d'un processus de transnationalisation des régions transfrontalières des pays anciennement candidats :

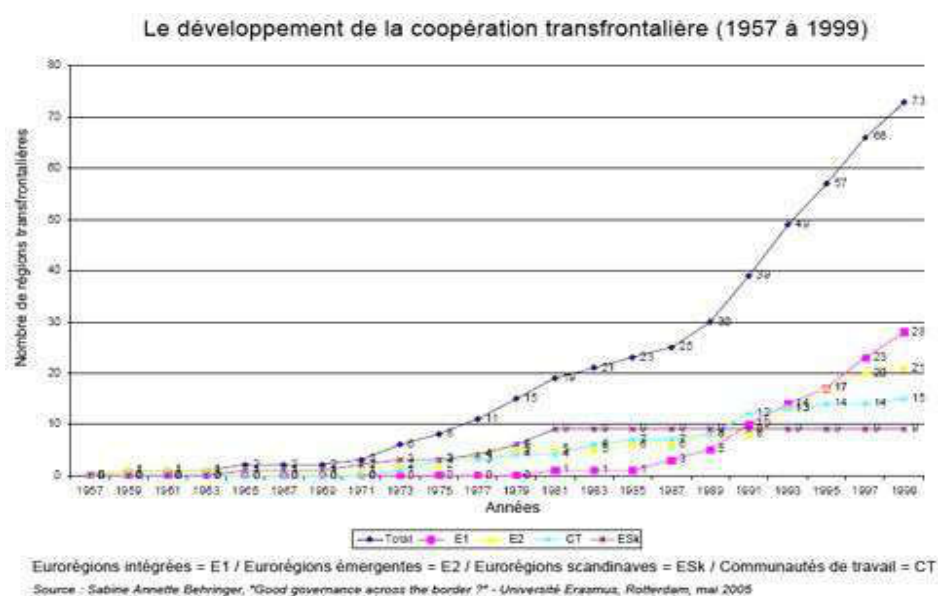


Les euro-régions en Europe centrale
(Source : article de SANGUIN A.L.¹⁰¹⁰)

L'UE encourage le développement de ce type de dynamiques transfrontalières notamment dans le cadre des programmes INTERREG. En 1971, les régions transfrontalières se dotent d'une structure, l'ARFE (L'Association des Régions Frontalière d'Europe) pour promouvoir leurs intérêts et coordonner leurs actions. La coopération transfrontalière a été réellement légitimée dans le cadre du

¹⁰¹⁰ SANGUIN A.-L., 2004, « Euroregions within the Enlarged European Union : Concepts and Theories, Experiences and Practices », *Revista Romana de Geografie Politica*, vol. 6, n° 1-2, p. 5-16.

conseil de l'Europe par la convention-cadre de Madrid de 1980. Celle-ci fournit le cadre législatif et définit les champs d'application des conventions transfrontalières et propose même des conventions-type. Complétées par la suite (1995), la Convention autorise même la création de ce type de rapprochement régionaux entre territoires non-contigus aux frontières elles-mêmes. Le but de l'UE, par ces programmes, est de rétablir une certaine logique d'équité entre territoires pour ne pas qu'il y ait des disparités trop grandes (*DG regional policy*¹⁰¹¹), mais aussi de pacifier les relations à ses frontières. La cohésion territoriale est également le but pour avoir une meilleure compétitivité et croissance à long terme (qui est un objectif de la stratégie de Lisbonne). Le conseil de l'Europe ne cesse donc d'encourager ce processus de transrégionalisation des territoires. Cela a porté ses fruits, parce que le développement des régions transfrontalières en Europe, de 1957 à 1999, a été en augmentation constante, comme on le voit dans le graphique ci-dessous :



Le développement de la coopération transfrontalière en Europe de 1957 à 1999¹⁰¹²

La Thrace grecque était une région qui souffrait d'un isolement économique et social du reste du territoire grec. D'une situation de périphérie « enclavée » aux confins de l'Europe, la position de cette région et la spécificité de sa population sont devenus des atouts. Les villes de régions de Thrace grecque se trouvent désormais incorporées à un réseau dynamique de villes et bénéficient du rayonnement de la ville frontalière d'Edirne. Pour les villes turques transfrontalières, leur partenariat avec des villes grecques et bulgares dans le cadre de programmes européens est une forme

¹⁰¹¹ Voir le site de l'Union Européenne « Inforegio », URL : http://ec.europa.eu/regional_policy/index_en.cfm

¹⁰¹² BEHRINGER S. A., « Good governance across the border, a study of performance of cross-border cooperation initiatives in delivering joint policies as measured against the European commission's criteria of good governance », Thèse de doctorat, Erasmus University Rotterdam, Faculté de Sciences Sociales, Département d'administration publique, sous la direction de Dr., VAN NISPEN F.K.M., 2005.

d'intégration à l'espace européen « par le bas » qui semble très réussi. Cela peut constituer une stratégie de rapprochement pour cette zone, qui a la particularité d'être la seule région située sur le continent européen en Turquie. Le rôle des préfectures dans cette dynamique montre en outre qu'elle est validée par l'Etat central, qui y voit peut être une stratégie gagnante dans le processus d'intégration à l'Union européenne (de par son intégration à ce type de programmes, la Turquie a par exemple un statut d'observateur au Conseil des Communes et Région d'Europe, mais aussi dans plusieurs autres institutions européennes). On peut donc se demander si ce rapprochement entre collectivités territoriales situées dans la région de Thrace - compte tenu de l'histoire de cette région – peut être considéré comme une stratégie d'extension territoriale de la Grèce en Thrace turque (qui avait été occupée par l'armée grecque en 1919 et incluse dans les délimitations de Sèvres) ou plutôt les premiers pas d'une forme de « conquête de l'ouest » (de la région de Thrace grecque, « territoire perdu de l'Empire ottoman » et peuplé en majorité par des minorités musulmanes) menée par la Turquie, qui ouvre ainsi une porte dans l'espace européen. Ou peut-être que ce phénomène nous permet seulement de conclure que cette région demeure par essence une région hybride qui garde encore aujourd'hui sa position d'espace intermédiaire (entre Europe et Asie). Jouissant d'une situation spécifique entre les trois états, elle tend ainsi à réaffirmer sa permanence de « région historique » tout en s'inscrivant dans un cadre renouvelé, celui de l'Union européenne.

Entre permanence historique d'un territoire et son processus de (re)construction

L'Union européenne a financé un projet entre le et le KEMO grec sur la région de Thrace, pour retracer son identité et son histoire, mais aussi faire un état des lieux des initiatives de type transfrontalières qui avaient été mises en place dans cette région aussi bien par les associations que par les villes¹⁰¹³. L'ouvrage est écrit en turc et en grec. Cet ouvrage montre que l'Union européenne aide réellement les acteurs transnationaux dans leur dynamique (avec un rôle qui s'apparente à une forme de légitimation des actions menées précédemment). On voit également qu'elle participe de la logique de construction d'une nouvelle euro-région et souhaite, par le financement de ce projet, lui donner une profondeur historique. L'identité de la région historique de Thrace est ainsi reconstruite. Que cela soit une identité en partie construite ou réelle, on remarque que les éléments de la (re)construction d'une région de type transnationale comme celle de la Thrace procède de différentes logiques, qui visent à neutraliser l'idée de frontière entre les trois pays¹⁰¹⁴ :

- La nommer et lui donner une dénomination appropriée : la Thrace (on lui donne un nom, ce qui lui confère une délimitation, qui tend à effacer la délimitation précédente des frontières).

¹⁰¹³ PEKIN M., TSITSELIKIS K, *Meriç'in iki yakasi*, LMV/KEMO, 2004.

¹⁰¹⁴ PEKIN M., TSITSELIKIS K, op. cit.

- Lui donner une dimension européenne qui légitime la résurrection d'une région qui était source de conflits et de revendications territoriales entre les différents pays (ce n'est pas seulement une résurgence de l'ancien, sa résurgence se fait dans des formes renouvelées, ouvrant sur un futur : l'intégration de la Turquie à l'UE et l'intégration de tous ces pays à un nouvel espace supranational). Cela neutralise ainsi les tentations de récupérations nationalistes du processus mais aussi fait de cette région un laboratoire des dynamiques transnationales européennes.
- Lui donner une dimension transnationale positive et inclusive : la dichotomie « eux/nous » change. Le « nous » est de nature transnational : les habitants de cette « grande région de Thrace » et le « eux » concerne le reste de la population des différents état-nations respectifs. La mise en valeur d'initiatives qui montrent une appropriation positive de la frontière – perçue comme espace de rapprochement – neutralise l'idée que la ligne de séparation « eux/nous » est la frontière. L'abolition des frontières spatiales crée donc de nouvelles démarcations identitaires. C'est l'appartenance à un même territoire régional qui fait le lien entre ses populations. L'identité « de Thrace » est ainsi valorisée comme élément commun, permettent de dépasser l'appartenance nationale ou la confession religieuse.
- Donner une histoire commune à ses habitants : l'ouvrage insiste sur l'idée que la population de la région a une histoire commune et retrace également les mouvements de population qui ont eu lieu dans la région, ce qui renforce l'idée que ce territoire est un territoire hybride, dont l'hybridité n'est pas un stigmate mais une richesse. Les populations, qui ont été échangées, ont des similarités culturelles très fortes.
- Lui donner une certaine envergure politique : c'est une région qui se dote également de valeurs politiques, empruntées à l'UE, mais qui permettent la légitimation de la logique de rapprochement : la paix, la liberté, la tolérance religieuse et culturelle ou encore le cosmopolitisme.

La région de Thrace née du rapprochement entre les villes frontalière des trois états sur laquelle elle est située est donc un territoire transnational en construction, tout en étant également une résurgence d'un territoire historique ancien.

3. La cohésion territoriale nationale à l'épreuve de l'hybridation des territoires : vers la constitution progressive d'un « espace intermédiaire » gréco-turc polarisé

3.1. Les villes de l'Echange comme vecteur d'hybridation des territoires ou les survivances au sein des états-nations grecs et turcs de « résidus d'Empires »

La surreprésentation des villes de l'Echange dans la dynamique de rapprochement

A partir de l'analyse que nous avons faite du rapprochement entre la ville de Güzelyurt et celle de Nea Karvali - sur la base d'une proximité socio-culturelle de leurs populations du fait qu'elles avaient été échangées - nous nous sommes demandés si l'on constatait aujourd'hui une surreprésentation des villes de l'Echange dans notre corpus d'étude des villes du rapprochement. Il n'existe pas de carte à proprement parler des villes de l'Echange et il est difficile d'en établir une. Si les populations avaient une localité de départ et une localité d'attribution définies dans le cadre de l'Echange, elles se sont souvent déplacées par la suite et il est difficile aujourd'hui de dire si certaines villes peuvent encore être considérées comme des « villes de l'Echange » ou non. Ensuite, un autre problème vient du fait que les données sur l'échange de populations que nous avons trouvées ne sont données que par sous-préfectures ou régions et non par villes, ce qui rend plus difficile une comparaison ville par ville. Néanmoins, dans le cas grec, ce type de travail est facilité par le fait que beaucoup de villes de réfugiés commencent par le préfixe « Nea » et que d'autres ont repris également le nom que les villes portaient en Asie Mineure avant l'Echange comme Konitsa (Konaklı), par exemple. Par ce biais, on peut déjà mettre en évidence des cas de rapprochement entre villes qui ont connu des transferts de populations directs, comme Güzelyurt/Nea Karvali, Foça/Nea Fokea, Chios/Çeşme, Nea Ionia/Alanya, Konitsa/ Konaklı, Halkidiki Moudania/Moudania, Larissa Nikea/Iznik et Hydra/Karadeniz Ereğlisi. A travers ces différents exemples, il apparaît que cette dynamique de rapprochement entre villes de l'Echange a été impulsée davantage par les villes de réfugiés grecs que turcs. En effet, si l'on regarde les premiers jumelages qui ont été effectués, on constate que le premier a été fait entre Foça (en Turquie) et Nea Fokea (en Grèce). Or c'est la population de Nea Fokea qui est originaire de Foça et non l'inverse. C'est la même chose dans le cas Güzelyurt/Nea Karvali, où la population de Nea Karvali est originaire de Güzelyurt, mais la

population de Güzelyurt n'a pas été à l'origine d'un rapprochement avec la ville grecque de Kozani dont elle était pourtant originaire. De manière générale, c'est le cas pour pratiquement tous les jumelages entre villes dont les populations ont connu un échange direct. Comment peut-on expliquer ce phénomène ?

Ce biais vient tout d'abord du fait que les associations de réfugiés en Grèce ont été actives beaucoup plus tôt que les associations de réfugiés en Turquie : la première association turque date de 2001 alors qu'en Grèce les associations de première génération (créées juste après l'Echange) sont nombreuses et que celle de deuxième génération (mises en place par les descendants de réfugiés) datent du début des années 1980. Cela crée un phénomène de « survalorisation mémorielle » des associations de réfugiés en Grèce qui a longtemps contrasté avec une forme « d'amnésie collective » dans le cas de la Turquie, qui a perduré pendant de nombreuses années¹⁰¹⁵. Si, en Grèce, un travail de mémoire - effectué par le Centre de Recherche sur l'Asie Mineure et par des associations locales de réfugiés - a été précoce, ce travail n'a été mis en place par la Fondation des Réfugiés de Lausanne qu'en 2001 en Turquie. Comment expliquer qu'en Turquie ce travail de mémoire a été effectué plus tardivement et de manière plus partielle qu'en Grèce ? Plusieurs auteurs ont essayé de répondre à cette question et différents arguments ont pu être avancés. Cette situation s'expliquerait selon Elçin Macar¹⁰¹⁶ par le fait que la première génération de réfugiés en Turquie, majoritairement composée d'ouvriers et de paysans, avait un niveau d'éducation et d'alphabétisation assez faible et était relativement désorganisée¹⁰¹⁷. En Turquie, les réfugiés ont rapidement été contraints de se disperser pour pouvoir trouver du travail dans les villes à leur arrivée, à la différence des communautés grecques orthodoxes qui sont restées groupées selon leur ville ou région d'origine. Un autre argument, s'opposant à celui d'Elçin Macar, met en évidence qu'on retrouvait parmi les réfugiés musulmans de Grèce l'élite militaire et administrative de l'Empire ottoman. Cette population musulmane urbaine et occidentalisation a été partie prenante du processus de construction de la République turque et s'est davantage mobilisée à construire un nouveau modèle de citoyenneté turque plutôt qu'à promouvoir la mémoire de son passé¹⁰¹⁸. Pour les fondateurs de la Fondation des Réfugiés de Lausanne, un des arguments qui peut être avancé est que la République turque, construite sur les cendres de l'Empire ottoman, a souhaité bâtir aux lendemains de la guerre gréco-turque une nouvelle identité citoyenne en rupture avec le système antérieur. Elle a donc cherché à faire table rase du passé pour pouvoir

¹⁰¹⁵ MONTMAYEUR L., « Migrations et mémoires croisées des réfugiés de l'échange de population de 1923 entre la Grèce et la Turquie : l'exemple de Güzelyurt et Nea Karvali », in ROLLAN F., *Quand la violence déplace : mémoires et migrations forcées depuis et vers la Turquie*, Publications de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, Bordeaux, 2013, p 71-89.

¹⁰¹⁶ MACAR E., « The Lausanne Treaty Emigrants Foundation » in BELGE T.U., *Voices for the Future*, Bilgi Üniversitesi Yayınları, İstanbul, 2004.

¹⁰¹⁷ KEYDER Ç. *State and class in Turkey: a study in capitalist development*, Verso, Londres, 1987.

¹⁰¹⁸ ÖZKAN Ö. D. « Kültürel Kimliğin Yeniden Keşfi: "Mübadil" Kimliğinin Oluşturulması », GÖNÜL P., TAHIRE E., *Türkiye Kültürleri*, Tetragon, İstanbul, 2005.

s'imposer et a incité les citoyens à faire la même chose, en mettant en place une politique de changement des noms des localités, des noms de famille et l'élaboration d'une nouvelle histoire nationale¹⁰¹⁹. Mustafa Kemal étant lui-même originaire de Grèce, les réfugiés n'avaient pas de raisons de se distinguer du reste de la nation ou de s'opposer à ce processus de construction d'une nouvelle identité nationale. Ce processus était, de plus, justement fait pour faciliter leur intégration au sein des populations musulmanes autochtones. Sefer Güvenç, secrétaire général de la Fondation des réfugiés de Lausanne, met également en évidence le rôle joué par la religion grecque-orthodoxe dans la formation des organisations communautaires de réfugiés en Grèce. L'église, qui structurait déjà les communautés grecques-orthodoxes locales dans le système ottoman du *Millet*, a continué à jouer ce rôle pour les réfugiés après l'Echange. Il ne semble pas que l'islam, religion officielle de l'Empire ottoman, ait pu jouer ce même rôle avant et après l'Echange.

On peut également rappeler que la mémoire de l'Echange est très différemment inscrite dans l'histoire nationale des deux pays. Les histoires officielles des deux pays sont toutes deux restées très silencieuses sur les difficultés d'intégration rencontrées par les réfugiés à leur arrivée dans leur « pays d'accueil », considérant que cette migration n'était pas une expatriation mais un rapatriement dans la « mère-patrie ». Si dans les deux cas, la migration de ces populations y est présentée non pas comme une expatriation forcée mais plutôt comme une « repatriation » nécessaire, notons néanmoins que l'histoire officielle turque est assez silencieuse sur l'histoire des réfugiés alors que le départ forcé des populations grecques-orthodoxes d'Asie Mineure est un événement omniprésent dans l'historiographie grecque.



Peinture représentant la « Grande Catastrophe » et l'incendie de Smyrne
(Source : *Mikrasiatiki Katastrofi*¹⁰²⁰)

L'exode forcé de ces populations et l'incendie de Smyrne y sont présentés comme le point

¹⁰¹⁹ AKGÖNÜL S., *De la nomination en turc actuel*, Isis Press, Istanbul, 2007.

¹⁰²⁰ Source : *Mikrasiatiki Katastrofi*, URL : <http://www.agiasofia.com/1922/1922f.html>

d'orgue de « la Grande Catastrophe » et de la défaite de l'armée grecque face aux forces de résistance de Mustafa Kemal. On ne parle pas d'Echange (le départ des populations musulmanes de Grèce étant à peine évoqué dans l'historiographie grecque), mais de l'exode forcé unilatéral des réfugiés grecs d'Asie Mineure (le terme utilisé en grec est *Prosfiges*). Le souvenir de la « Grande Catastrophe » et des horreurs subies par ces populations sous la domination ottomane ou pendant la guerre gréco-turque est constante dans l'historiographie mais aussi dans la littérature populaire grecque. Cette vision de « l'Autre » comme ennemi héréditaire est ainsi devenue une composante de la mémoire nationale grecque tout en étant parfois instrumentalisée à des fins politiques. Les réfugiés y jouent un rôle ambivalent et sont parfois instrumentalisés dans le conflit entre les deux pays. En effet, le nationalisme anti-turc ou anti-grec des réfugiés dans les deux pays se nourrit des mêmes éléments : les atrocités commises pendant la guerre, la nostalgie des « territoires perdus » et la demande de réparation des biens dont certains estiment avoir été spoliés.

A la différence de la Grèce, l'Echange n'occupe pas une grande place dans l'historiographie turque, même si depuis quelques années, il fait l'objet d'une redécouverte. Il est en général sobrement présenté comme une conséquence inévitable de la guerre gréco-turque ou le résultat d'un accord nécessaire entre les deux pays au moment de l'armistice. L'historiographie turque est restée longtemps très silencieuse sur les réfugiés du traité de Lausanne tout en étant beaucoup plus prolifique sur le sort des réfugiés musulmans des guerres balkaniques (*Muhacir-s*) venus en nombre plus important en Anatolie à partir de 1912-1913. Les violences qui ont pu être commises contre les populations civiles grecques-orthodoxes d'Asie Mineure sont peu évoquées ou justifiées par le fait qu'une majorité d'entre elles ont collaboré avec l'armée grecque lors de son invasion de l'Asie Mineure. L'accent est davantage mis sur l'aspect symétrique de l'Echange que sur son caractère unilatéral.

Dans le sillage de la création de la Fondation des réfugiés de Lausanne à Istanbul, on peut néanmoins noter que plusieurs autres branches et associations ont progressivement été créées en Turquie. Il existe aujourd'hui 19 associations de réfugiés dont on retrouve les noms dans le tableau ci-dessous¹⁰²¹ :

Nom de l'association	Traduction en Français	Localisation
<i>Lozan Mübadilleri Vakfı</i>	La Fondation des Réfugiés de Lausanne	Istanbul
<i>Kartal Rumeli Mübadilleri Kültür ve Dayanışma Derneği</i>	Association de Culture et de Solidarité des Réfugiés originaires de Rumeli	Istanbul
<i>Lozan Mübadilleri Derneği-İstanbul</i>	Association des Réfugiés de Lausanne	Istanbul
<i>Mudanya Lozan</i>	L'Association des Réfugiés de	Bursa

¹⁰²¹ Tableau tiré de l'article de BAYINDIR GOULARAS G., « Türk-Yunan Nüfus Mübadelesi ve Günümüzde Mübadil Kimlik ve Kültürlerinin Yaşatılması », in *Alternatif Politika*, tome 4, n° 2, juillet 2012, p 129-146.

UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

<i>Mübadilleri Derneği</i>	Mudanya	
<i>Büyük Mübadele Derneği</i>	L'Association de l'Echange	Istanbul
<i>Adapazarı Selanik Türkleri Göçmenleri Kültür ve Dayanışma Derneği</i>	Association de la Culture et de la Solidarité des Migrants turcs originaires de Thessalonique	Adapazarı - Istanbul
<i>Samsun Mübadele Derneği</i>	Association des Réfugiés originaires de Samsun	Samsun
<i>Selanik Muhacirleri Derneği</i>	Association des Réfugiés originaires de Thessalonique	Kocaeli
<i>Edirne Lozan Mübadilleri Derneği</i>	Association des Réfugiés originaires d'Edirne	Edirne
<i>Mudanya Yalıçiftlik köyü ve Selanik Göçmenleri Kültür, Yardımlaşma, Dayanışma Derneği</i>	Association culturelle d'Aide et de Solidarité des Migrants originaires du village de Yalıçiftlik de Mudanya	Bursa
<i>Ankara Lozan Mübadilleri Derneği</i>	Association des Réfugiés de Lausanne d'Ankara	Ankara
<i>Bursa Mübadele Göçmenleri Kültür ve Yardımlaşma ve Dayanışma Derneği</i>	Association culturelle d'Aide et de Solidarité des Réfugiés de l'Echange de Bursa	Bursa
<i>Tuzla Sosyal Dayanışma ve Yardım Derneği</i>	Association d'Assistance sociale et de Solidarité de Tuzla	Istanbul
<i>Selanik Mübadele Muhacirleri Derneği- Antalya</i>	Association des Réfugiés de Thessalonique d'Antalya	Antalya
<i>Isparta Lozan Mübadilleri Derneği</i>	Association des Réfugiés de Lausanne d'Isparta	Isparta
<i>Selanik Muhacirleri Derneği-Mersin</i>	Association des Réfugiés de Thessalonique de Mersin	Mersin
<i>Sarıyer Lozan Mübadilleri Derneği-İstanbul</i>	Association des Réfugiés de Lausanne de Sarıyer	Istanbul
<i>Gelibolu Lozan Mübadilleri Derneği</i>	Association des Réfugiés de Lausanne de Gelibolu	Çanakkale
<i>İzmir Lozan Mübadilleri Derneği</i>	Association des Réfugiés de Lausanne d'Izmir	Izmir
<i>Selanik Türkleri ve Buca Yayıncılık Eğitim,</i>	Association culturelle d'Entraide et d'Education des	Kuşadası, Izmir

<i>Kültür ve Dayanışma Derneği-Kuşadası</i>	Turcs de Thessalonique et de Buca Yaylacıklılar de Kuşadası	
---	---	--

La Fondation des réfugiés de Lausanne, en jouant un rôle pionnier à une époque où les réfugiés étaient inexistantes sur la scène publique en Turquie, a encouragé la création de ce type d'associations. On remarque tout de même qu'Istanbul concentre la majorité des associations de réfugiés (6 associations, ce qui représente une part de 32%), on retrouve ensuite la ville de Bursa avec 3 associations (16%), puis Izmir avec 2 associations (10%). Ensuite, on retrouve des villes importantes de l'Echange : Samsun, Kocaeli, Edirne, Ankara, Antalya, Isparta, Mersin et Çanakkale.

Pour essayer de mettre en évidence le rapprochement que l'on peut faire entre la carte des initiatives de rapprochement entre villes et la carte des villes de l'Echange, nous avons tout d'abord essayé de chercher une carte de la localisation des associations de réfugiés en Grèce et en Turquie, afin de voir si elle recoupait, du moins en partie, celle des villes du rapprochement.



A gauche : carte de la localisation des associations de réfugiés en Grèce et en Turquie¹⁰²², au milieu : localisation des villes grecques ayant fait un jumelage avec une ville turque, à droite : carte des initiatives de rapprochement entre villes grecques et turques

Nous avons pu trouver une carte répertoriant l'ensemble des associations de réfugiés grecques fournie par l'association de réfugiés grecs *Mikrasiatis*. On constate que cette carte recoupe en partie la carte des villes grecques ayant mis en place des initiatives avec une ville turque : les associations de réfugiés sont très nombreuses dans la région de l'Attique et plus particulièrement autour d'Athènes. Ensuite, on retrouve un nombre important d'associations dans la région de Macédoine occidentale - autour de Thessalonique - mais aussi de Macédoine orientale et de Thrace ainsi que sur les îles égéennes. Or, cela correspond à la distribution géographique des villes du rapprochement. Notre hypothèse se vérifie puisque la localisation des associations de réfugiés et des villes grecques qui ont mis en place des accords de jumelages avec une ville turque se recoupent bien à première vue, à

¹⁰²² La carte des associations de Grèce est tirée du site de l'association de réfugiés grecs « Mikrasiatis », URL : <http://mikrasiatis.gr/%CF%83%CF%8D%CE%BB%CE%BB%CE%BF%CE%B3%CE%BF%CE%B9/>

l'échelle régionale. Il faut néanmoins, pour être plus précis, avoir des données chiffrées plus fiables, pour pouvoir mettre en évidence ce phénomène.

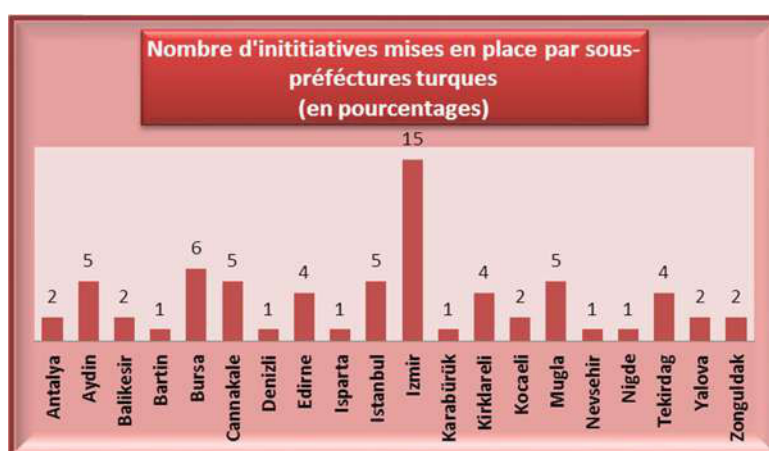
Les régions grecques où l'on compte le plus grand nombre de réfugiés d'Asie Mineure sont d'abord celle de Macédoine (638 253 réfugiés, soit une part de 52% des réfugiés), puis la région de Grèce centrale et de l'Attique (avec 306 193 réfugiés, soit 25, 1%), la Thrace (107 607 réfugiés), les îles de l'Egée du nord (56 613 réfugiés), la Thessalie (34 659 réfugiés), la Crète (33 90 réfugiés), le Péloponnèse (28 362 réfugiés), l'Epire (8 179 réfugiés), les Cyclades (4 782) et les îles Ioniennes (3 301), pour un total de 1 221 849 réfugiés. Or, si l'on regarde les régions les plus dynamiques dans la dynamique de rapprochement gréco-turc, on constate que 25% des villes grecques qui ont mis en place des initiatives de rapprochement avec une ville turque sont situées en Thrace, 25% en Egée du Nord, 19% en Macédoine centrale, 10% en Egée du sud et 9% en Attique. Nous pouvons donc en conclure que les régions qui ont vu l'arrivée d'un nombre important de réfugiés dans le cadre de l'Echange sont parmi celles qui ont été les plus dynamiques dans le rapprochement avec les villes turques.



Le cas spécifique de la Crète mérite néanmoins d'être expliqué : les associations de réfugiés y sont nombreuses, mais l'île est complètement absente de la dynamique de rapprochement. Les populations qui sont parties s'installer en Crète étaient originaires, dans leur majorité, des villes de la côte méditerranéenne turque (comme Antalya ou Bodrum). Ces populations n'ont pas cherché à entrer en contact avec leur ville d'origine, tout comme les populations musulmanes originaires de Crète qui vivent aujourd'hui en Anatolie. Or, cela semble surprenant de la part des populations musulmanes de Crète – aussi appelées « Turco-crétois » - qui représentent pourtant le pendant des *Karamanli*-s pour le cas des réfugiés grecs en raison de leurs spécificités culturelles. En comparaison avec le rôle joué par les populations *karamanli* -es dans le processus de rapprochement, on pourrait penser que les « Turco-crétois » seraient *a priori* plus enclins à un rapprochement avec leur ville d'origine. Nous avons pu constater sur le terrain que beaucoup de réfugiés (ou descendants de réfugiés) turco-crétois souhaitent retourner dans leur ville d'origine. Mais, en raison de la difficulté d'obtenir des visas, il leur est difficile de pouvoir se rendre en Grèce. Si certains effectuent des voyages-pèlerinages en Crète, ce

rapprochement avec leur pays d'origine ne se traduit pas par un rapprochement entre villes. Il semble donc bien que ce soit surtout les associations de réfugiés grecques locales qui aient été à l'origine de la dynamique de rapprochement : d'une part parce qu'elles étaient mieux structurées qu'en Turquie, mais aussi parce qu'elles pouvaient se déplacer plus facilement et parce qu'elles n'avaient pas de restrictions de visas comme les réfugiés (et leurs descendants) turcs.

Nous disposons, pour le cas turc, des chiffres de l'Echange par sous-préfectures. On peut essayer de faire, comme dans le cas grec, une analyse comparative entre les sous-préfectures qui ont connu le plus grand nombre de réfugiés musulmans au moment de l'Echange et celles qui sont les plus dynamiques dans le processus de rapprochement :



On constate que la sous-préfecture qui a mis en place le plus d'initiatives de rapprochement avec des villes grecques est celle d'Izmir (15 initiatives), puis celle de Bursa (6 initiatives). On retrouve ensuite celles d'Aydın, Istanbul, Çanakkale, Muğla (avec 5 initiatives mises en place), puis Tekirdağ et Kırklareli (4 initiatives). Or, il se trouve que ce sont des sous-préfectures qui ont accueilli et dont sont partis les nombres les plus importants de réfugiés au moment de l'Echange : Edirne a accueilli plus de 49 441 réfugiés, on retrouve ensuite la sous-préfecture de Balıkesir (37 174 réfugiés), puis Istanbul (36 487), Bursa (34 487), Tekirdağ (33 728), Kırklareli (33 119), Izmir (31 502) et Çanakkale (11 638)¹⁰²³. On constate donc également que les sous-préfectures les plus dynamiques dans la dynamique de rapprochement sont parmi celles qui ont reçu le plus grand nombre de réfugiés musulmans au moment de l'Echange, ce qui confirme notre hypothèse de départ.

¹⁰²³ Devlet İstatistik Enstitüsü in BAYINDIR GOULARAS G., « Türk-Yunan nüfus mübadelesi ve günümüzde mübadil kimlik ve kültürlerinin yaşatılması », in *Alternatif Politika*, tome 4, n° 2, juillet 2012 p 129-146..



Mübadil sayısı	İller	Mübadil sayısı	İller	Mübadil sayısı	İller
1	Adana	24	Eskişehir	47	Mersin
2	Afyon	25	Gaziantep	48	Niğde
3	Aydın	26	Gümüşhane	49	Ordu
4	Aksaray	27	Isparta	50	Şanlıurfa
5	Amasya	28	Hakkâri	51	Rize
6	Ankara	29	İstanbul	52	Manisa
7	Antalya	30	İçel	53	Siirt
8	Artvin	31	İzmir	54	Sinop
9	Ağrı	32	Kayseri	55	Sivas
10	Bilecik	33	Şebinkarahisar	56	Çanakkale
11	Bitlis	34	Karesi	57	Çankırı
12	Bohu	35	Kars	58	Çorum
13	Burdur	36	Kastamonu	59	Tekirdağ
14	Yozgat	37	Kuşçur	60	Tokat
15	Bursa	38	Giresun	61	Trabzon
16	Denizli	39	Küklareli	62	Van
17	Diyarbakır	40	Kocaeli	63	Zonguldak
18	Samsun	41	Konya		
19	Cebeli	42	Kütahya		
	Bereket	43	Malatya		
20	Edirne	44	Kahramanmaraş		
21	Elazığ	45	Mardin		
22	Erzurum	46	Muğla		
23	Erzincan				

Kaynak: Devlet İstatistik Enstitüsü (Behar, 1996:63)

Source : Devlet İstatistik Enstitüsü in BAYINDIR GOULARAS G., « Türk-Yunan nüfus mübadelesi ve günümüzde mübadil kimlik ve kültürlerinin yaşatılması », in *Alternatif Politika*, tome 4, n° 2, juillet 2012 p 129-146.”¹⁰²⁴

On peut donc conclure que les villes turques qui se sont rapprochées de villes grecques sont pour leur grande majorité des villes qui étaient autrefois peuplées par des populations orthodoxes, comme on peut en partie le constater sur la carte suivante, présentant la répartition des écoles et des églises grecques-orthodoxes d'Asie Mineure. Cette carte, même si incomplète (il manque la région de la Cappadoce qui compte un nombre très important d'églises), donne néanmoins une idée de la répartition des populations grecques-orthodoxes en Asie Mineure :

¹⁰²⁴ BAYINDIR GOULARAS G., « Türk-Yunan nüfus mübadelesi ve günümüzde mübadil kimlik ve kültürlerinin yaşatılması », in *Alternatif Politika*, tome 4, n° 2, juillet 2012 p 129-146.



Carte des écoles et églises d'Asie Mineure avant l'Echange, Source : site « Mikrasiatis », URL : <http://mikrasiatis.gr>

On constate – comme dans le cas de la Crète pour la Grèce – une absence de régularité du phénomène observé dans le cas de la région de la mer Noire (aussi appelée, dans le cas grec, la région du Pont) : il y avait un important foyer de populations grecques-orthodoxes dans cette région avant l'Echange mais cette région est absente de la carte du rapprochement entre villes grecque et turques. Le Pont (du grec Πόντος, de Pont-Euxin, c'est-à-dire la mer Noire pour les anciens Grecs) est une région historique actuellement située sur le territoire de la Turquie et - selon les limites que lui accordent certains - de la Géorgie. Sa ville principale est historiquement Trabzon, aussi connue sous le nom de Trébizonde ou de Trapézonte (en grec : Τραπεζούντα). Ce territoire a constitué un foyer isolé de la culture hellénique même après la conquête ottomane du milieu du XV^e siècle. La région fut le centre de deux puissants états au cours de l'histoire : le Royaume du Pont (période hellénistique) et l'Empire de Trébizonde (au bas Moyen Age). Malgré un intense processus de turcisation depuis l'instauration de la république en Turquie, cette région peut encore être considérée comme un des territoires au particularisme le plus marqué du pays - le sud-est de la Turquie mis à part - puisqu'on y trouve des populations crypto-chrétiennes : population hellénophones qui se sont converties à l'islam et qui parlent encore le grec, malgré leur très bonne intégration à la Turquie républicaine. La région de la mer Noire a été le théâtre de l'Echange après la guerre gréco-turque de 1919-1922. Les grecs-orthodoxes originaires du Pont se sont majoritairement installés dans la région de Thessalonique en Grèce. L'absence de rapprochement entre ces réfugiés et leur ville d'origine s'explique peut-être par le fait que les Pontiques ont un rapport plus problématique que les autres réfugiés avec la Turquie, notamment en raison de revendications mémorielles très fortes.

Pour tous les réfugiés, la guerre gréco-turque et leur départ forcé représentent un réel traumatisme. Les revendications mémorielles de certains réfugiés et leur combat pour la reconnaissance des massacres dont ils ont été victimes donnent à leurs revendications une envergure parfois politique. La politisation de ces revendications mémorielles est un phénomène particulièrement prégnant au sein des communautés de réfugiés originaires de la mer Noire, qui militent depuis

plusieurs années auprès des autorités turques pour la reconnaissance du « génocide pontique ». L'expression de « génocide grec pontique » - encore controversée¹⁰²⁵ - mais aussi les termes de « tragédie pontique » ou « d'extermination pontique » font référence aux persécutions, aux tueries et expulsions subies sous le gouvernement Jeunes-Turcs par les grecs-orthodoxes de la région du Pont avant la première guerre mondiale. La Grèce ainsi que la République de Chypre ont officiellement reconnu ce génocide en 1994 et ont institué le 19 mai comme date commémorative. Le fait qu'il y ait eu ou non génocide fait encore débat entre la Turquie et la Grèce et n'est pas reconnu en tant que tel par l'ONU. Le gouvernement turc rejette le terme de « génocide » et considère que le choix par la Grèce de la date commémorative du 19 mai est une provocation (le 19 mai étant un jour de fête nationale en Turquie qui marque le début de la résistance menée par Mustafa Kemal contre l'armée grecque et les puissances occidentales occupant l'Anatolie avant la Première guerre mondiale). Les revendications mémorielles des réfugiés, comme on le voit à travers cet exemple, peuvent faire entrave au rapprochement entre les deux pays. Certains projets, comme le jumelage de la ville de Thessalonique et d'Izmir, ont été annulés parce que leur réalisation avait été conditionnée, côté grec, à la reconnaissance du génocide pontique par les autorités locales turques concernées. Cela peut expliquer le fait que, même si les réfugiés du Pont organisent des voyages-pèlerinages dans la région de la mer Noire¹⁰²⁶, ils n'ont pas été actifs dans le rapprochement entre villes de l'Echange et pourquoi les villes de la mer Noire restent en marge de ce phénomène. Il faudrait voir, à long terme, si le changement de majorité dans la ville de Thessalonique et les actions de rapprochement mises en place par son nouveau maire Yanis Boutaris, vont avoir des conséquences sur le changement de perception vis-à-vis de la Turquie de la population locale majoritairement composée de réfugiés (et de leurs descendants) pontiques de la ville.

En raison de leur histoire particulière, les réfugiés nourrissent donc des sentiments ambivalents envers leur pays d'origine et sa population. Nous avons pu voir, dans la première partie de cette étude un exemple de diplomatie de villes de l'Echange très dynamique à travers le cas de Güzelyurt et Nea Karvali. Mais, le cas des réfugiés pontiques nous rappelle qu'il ne faudrait pas considérer pour autant que tous les réfugiés constituent des acteurs du rapprochement. Malgré ces exceptions, nous pouvons néanmoins rappeler que l'étude d'Hercule Millas - auteur d'une étude sur les représentations des Turcs dans la littérature grecque¹⁰²⁷ - met en évidence que les romans écrits par des auteurs originaire d'Asie Mineure qui relatent des événements qu'ils ont personnellement vécus offrent en général une image du

¹⁰²⁵ Controversée tout d'abord entre la Grèce et la Turquie puisque les autorités turques refusent de reconnaître l'existence d'un génocide dans la région du Pont. On peut également noter que ce terme n'est pas reconnu par l'ONU. Si la Grèce, la République de Chypre, les états de la Caroline du Sud, du New Jersey, de Floride, du Massachusetts, de Pennsylvanie et de l'Illinois ont voté des résolutions concernant le génocide pontique, les Etats-Unis n'ayant pas de prérogatives en matière de politique extérieure, cette résolution n'a pas été prise au niveau fédéral. L'Arménie elle aussi a fait un pas vers la reconnaissance du génocide pontique.

¹⁰²⁶ Voir de ce point de vue les travaux de BRUNEAU M., *Les Grecs pontiques. Diaspora, identité, territoires*, Cnrs Éditions, Paris, 1998.

¹⁰²⁷ MILLAS H., « Tourkokratia. History and the Image of Turks in Greek Literature », in *Opleiding Europese Studies*, Universiteit van Amsterdam, 2006.

« Turc » plus positive que celle que l'on trouve chez d'autres auteurs grecs. Ces auteurs offrent également une vision plus détaillée de la vie des protagonistes sous domination ottomane. Dans certains romans (par exemple dans le roman d'Aleandros Soutsos, *The exile*, celui de Pitzipios, *The orphan of Chios*, écrit en 1839, ou le roman historique plus récent écrit par Dido Sitoriou, *Farewell Anatolia*, on relate la vie heureuse des protagonistes vivant à Istanbul ou Smyrne. Dans le roman de Dido Sitoriou, on comprend même que les rapports entre grecs-orthodoxes et musulmans d'Asie Mineure ne sont pas nécessairement mauvais, voire souvent bons, mais que ce sont les circonstances de la guerre qui ont créés une fracture entre les deux communautés. Certains protagonistes grecs sont même affublés d'une image négative dans le roman, notamment lorsqu'elle relate comment certains marchands grecs-orthodoxes de Smyrne exploitent le travail des paysans musulmans¹⁰²⁸. On retrouve la même idée de coexistence pacifique entre musulmans et chrétiens d'Anatolie¹⁰²⁹ dans l'ouvrage de Louis de Bernière, *Des oiseaux sans ailes*¹⁰³⁰, avant d'être déchirés par les blessures de la guerre.

Les observations faites au cours d'entretiens réalisés avec les réfugiés et leurs descendants lors de notre travail de terrain montrent que les réfugiés, surtout ceux dont la famille a vécu des épisodes de guerre traumatiques, peuvent avoir une perception de « l'Autre » plus négative que le reste de la population. Mais ces discours changent en fonction des caractéristiques socio-culturelles des réfugiés (et de leurs descendants) interrogés. Par exemple, les descendants de réfugiés grecs-orthodoxes originaires de villages mixtes du centre Anatolien, comme à Güzelyurt – souvent turcophones, n'ayant pas été parties-prenantes de la guerre gréco-turque - ont une image actuelle plus positive des Turcs et de leur pays d'origine. A l'inverse, les descendants de réfugiés originaires de grandes villes de la côte égéenne (comme Smyrne), appartenant à l'élite économique et intellectuelle hellénophone qui était peu en contact avec la population musulmane locale¹⁰³¹ et qui ont subi les horreurs de la guerre, ont une perception différente de la Turquie et des Turcs : coupés à la fois culturellement (certains grecs-orthodoxes d'Asie Mineure ne parlaient ni ne comprenaient le turc) mais aussi socialement des populations musulmanes locales, leurs parents et grands-parents ont de plus vécu directement la guerre et l'incendie de Smyrne. De ces différents facteurs est née une image négative du Turc et de la Turquie de manière plus générale. En même temps, ces perceptions peuvent être nuancées par les expériences de vie heureuses que les réfugiés ont pu avoir avant l'Échange au contact de « l'Autre ».

En outre, rappelons que, que ce soit au niveau culinaire, musical ou lexical, la culture grecque et turque ont beaucoup de points de convergence. Un ethnomusicologue, Bernak Taranç, s'est rendu sur l'île de Mytilène pour y faire une recherche en ethnomusicologie. Il a pu constater la permanence et la vivacité des liens culturels entre les traditions musicales des villes de la côte anatoliennes et de

¹⁰²⁸ SOTIRIOU D., *Farewell Anatolia*, Athènes, 1996.

¹⁰²⁹ Confirmé également par l'étude de DOUMANIS N. *Before the nation, Muslim and Christian coexistence and its destruction in the Late-Ottoman Anatolia*, Oxford University Press book, 2013.

¹⁰³⁰ DE BERNIERE L., *Des oiseaux sans ailes*, Mercure de France, 2006.

¹⁰³¹ SMYNELIS M.C., *Une société hors de soi : Identités et relations sociales à Smyrne au XVIIIème et XIXème siècle*, Editions Peeters, Paris, 2005.

l'île de Mytilène. Au niveau de la danse, on retrouve des similitudes entre le *Zeybek* que les Grecs dansent sur l'île et que les Turcs dansent sur les villes de la côte¹⁰³². Il constate également un pont culturel important entre Izmir et Mytilène. Mytilène est connue aujourd'hui pour la qualité de ses musiciens jouant les répertoires de *rebético* (genre musical, que nous allons détailler par la suite), mais aussi parce qu'ils continuent de jouer avec des instruments d'Asie Mineure : *derbuka* (percussions), *keman* (violon) et *santur* (cithare sur table).



Mustafa Kemal Atatürk dansant le *Zeybek* (à gauche, source : « couleurs d'Istanbul¹⁰³³ »). Jeune homme grec dansant le *Zeybek* (à droite, source : « Olivier Goetz Kanal blog¹⁰³⁴ »)

Depuis quelques années, beaucoup de musiciens grecs reviennent se former en Turquie et redécouvrent certains instruments de leurs ancêtres qui ont été perdus à l'arrivée en Grèce des réfugiés. C'est par exemple le cas de l'instrument du « *lavta*¹⁰³⁵ », qui fait l'objet d'une redécouverte par les musiciens grecs en Turquie. Smyrne, au niveau musical, était très réputée en Grèce à l'époque ottomane : les *cafés Aman* de Smyrne – mais aussi d'Istanbul – étaient les foyers de naissance du *rebético* à la fin du XIXe siècle. On retrouve également en Grèce, et particulièrement sur les îles, le même type de fête qu'en Turquie : l'*Hidirellez*¹⁰³⁶ trouve par exemple son équivalent en Grèce avec le « *Taksiyarhis* ». De la même manière, la culture culinaire est la même sur la coté égéenne turque que sur les îles grecques : raki/ouzo pour la boisson, *mezzes* avec des olives, du fromage et des produits de la mer.

Pourtant, cette proximité culturelle a très peu été mise en valeur pendant de nombreuses années. Ce n'est que depuis quelques années, que l'on assiste, dans les deux pays, à un mouvement de redécouverte et de revalorisation des composantes de cette culture commune. Et il est intéressant de constater que les réfugiés sont parmi les premiers instigateurs de ce processus. Par exemple, la

¹⁰³² TARANC B., «Midilli ada kültüründe İzmir ve müziğinin etkileri.», in *Körfez'de zaman, İzmir Araştırmaları kongresi bildiriler*, décembre 2009, p 201-207, p 201.

¹⁰³³ Source : site « couleurs d'Istanbul », URL : <http://www.couleurs-d-istanbul.com/article-le-zeybek-danse-traditionnelle-turque-et-le-zeybek-blond-117442327.html>

¹⁰³⁴ Source : <http://oliviernoetz.canalblog.com/archives/2008/12/27/11879848.html>

¹⁰³⁵ ELIAS N., *Lavta, étude pour un luth d'Istanbul*, Istanbul, Isis Press/IFEA, 2012.

¹⁰³⁶ L'*Hidirellez* est une fête turque ancienne d'origine pré-islamique célébrant l'arrivée du printemps à date fixe, soit le 6 mai.

redécouverte du genre musical *Rebetiko*¹⁰³⁷ dans les deux pays (forme de musique populaire apparue dans les *cafés Aman* de Smyrne et d'Istanbul au début du XXe siècle, qui a été ensuite importée et développée en Grèce par les réfugiés) est tout à fait emblématique de ce phénomène. Jouée après l'Echange au Pirée par les franges les plus marginales des réfugiés, les chansons de *Rebetiko* évoquent la dure condition de réfugié en Grèce. Le souvenir d'un « Orient fantasmé » et désormais inaccessible qui se consume dans les volutes de fumée des narguilés que les rébetes fument pour oublier la souffrance de l'exil.



Groupes de rébetiko grec au Pirée datant de 1937, D.Semsis, A. Tomboulis et R. Eskenazi à Athènes, 1932

(Source: Olivier Goertz Kanal blog¹⁰³⁸)

Sous la dictature de Metaxas (années 1930), certains *rébetika* sont interdits de diffusion à la radio ou sont censurés (spécialement les chansons parlant de haschich, contenant des mots turcs ou ayant des sonorités jugées trop « orientales »). Les rébetes sont victimes de persécutions et les *tekke-s* où l'on pouvait jouer, écouter de la musique et fumer le narguilé, sont frappés de *razzias* ou fermés.

Pourtant, depuis quelques années, le *rébetiko* fait l'objet d'une remise en valeur et est redevenu « à la mode » en Grèce mais aussi en Turquie. C'est un genre musical qui raconte la vie antérieure et postérieure à l'Echange de la population *rum* d'Asie Mineure et représente en ce sens un patrimoine musical commun entre la Grèce et la Turquie. Le *rébetiko* apparaît donc à la fois comme un genre musical né dans un empire multiconfessionnel, mais aussi repris par une subculture spécifique (celle des réfugiés d'Asie Mineure en Grèce) qui a des aspects de type transculturel (genre musical mêlant sonorités orientales à la musique populaire grecque). Il constitue de ce fait un vecteur de

¹⁰³⁷ COHEN E., *Rébétiko, un chant grec*, ed.Christian Piro, 2008, voir également les articles de NAZLOGLU K., « Le rébétiko : forme de transmission d'une mémoire populaire. Les réfugiés grecs d'Asie Mineure et de Constantinople : du souvenir « heureux » à la conscience de la tragédie définitive », in ROLLAN F., *Quand la violence déplace : mémoires et migrations forcées depuis et vers la Turquie*, op. cit. et RIGAS H., « Rembetiko Şarkıları Üzerinden Mübadele Deneyiminin Yunanistan'daki Yönleri », in *Mübadeleden Sonra Dosya Giriş*, Toplumsal Tarih n°190, p 50 – 61.

¹⁰³⁸ Source : Olivier Goertz Kanal blog, URL : <http://oliviergoetz.canalblog.com/archives/2008/12/27/11879848.html>

rapprochement entre les sociétés des deux pays. Comme l'explique Ömer Zülfü Livaneli, artiste turc qui a organisé des concerts d'amitié gréco-turque avec le chanteur populaire grec Mikis Theodorakis, le *rébétiko* est le genre musical de prédilection du rapprochement, parce qu'il incarne cette hybridité aussi bien historique que spatiale :

« Dans mon esprit, la musique se confond avec la souffrance et la tolérance, explique Livaneli. Cette musique *rébétiko*, à la fois mystérieuse, grisante et fulgurante, est l'œuvre des Grecs d'Anatolie, qui furent contraints d'émigrer en Grèce à partir des côtes turques de la mer Egée. En Grèce, ils furent toujours considérés comme étrangers et la plupart continuèrent à vivre en marge de la société. De leur profond sentiment d'aliénation est né ce blues grec de *rébétiko*, une musique turque en fait. Quand j'ai joué dans des concerts, avec Mikis Theodorakis, avec Yorgos Dalaras et avec Maria Farantouri, les relations entre les deux nations étaient encore très tendues. Grâce à la musique, les gens commencent à se connaître mutuellement, se mettent à réaliser à quel point ils se ressemblent. Le fait que nous, Turcs et Grecs, nous sommes simplement des êtres humains. Les choses commencent à aller dans le sens d'une réconciliation. Quand le tremblement de terre massif a frappé en 1999, les Grecs sont venus à notre aide d'une manière admirable¹⁰³⁹ ».

De la même manière, cette revalorisation de la culture commune s'est également traduite par la publication d'un dictionnaire des mots communs turcs et grecs, montrant ainsi le lien entre les deux cultures et les emprunts culturels nés de la proximité géographique et de la coexistence de leurs populations par une nouvelle maison d'édition grecque-orthodoxe à Istanbul : Istos¹⁰⁴⁰. Cette hybridation territoriale des territoires se traduit donc également par des dynamiques culturelles.

Les villes de l'Echange : la survivance de « résidus d'Empires » au sein des Etats-nations grecs et turcs ?

La diplomatie des villes de l'Echange révèle la survivance - malgré les tentatives des Etats turc et grec d'homogénéiser leurs territoires et d'effacer les traces du passé - de « résidus d'Empires », aussi bien de l'Empire byzantin et ottoman, au sein des deux territoires nationaux. Comme on a essayé de le montrer dans le cas de Güzelyurt et Nea Karvali, le rapprochement de ces deux villes permettait en quelque sorte la résurrection de la ville originelle de Gelveri. Il semble que nous pouvons étendre cette analyse à l'ensemble des villes de l'Echange qui se rapprochent à partir de la fin des années 1980. La résurrection de la mémoire des villes d'avant l'Echange et des liens invisibles qu'ont les populations déplacées avec leur territoire d'origine provoquent un phénomène d'hybridation des territoires aussi bien temporel que géographique. La réactivation de cette mémoire, comme nous avons essayé de le montrer à travers le modèle « idéal-typique » de Güzelyurt et Nea Karvali, crée des ponts culturels, sociaux et historiques, entre villes, de part et d'autre de la frontière malgré le processus de construction en Etat-nations des deux pays.

Les deux Etats-nations ont cherché à effacer les traces de l'Empire ottoman, que ce soit en Grèce ou en Turquie. Le changement de toponymes en Turquie visait notamment à « faire table rase

¹⁰³⁹ Extrait de l'entretien de Benny Ziffer avec Zülfü Livaneli après la sortie de son livre autobiographique « Bliss », Saint Martin Griffin, 2007, publiée sur le site « Mes arménies » : <http://armeniantrends.blogspot.fr/2011/04/omer-zulfu-livaneli-interview.html>

¹⁰⁴⁰ MILLAS H., *Türkçe-Yunanca Ortak Kelimeler, Deyimler ve Atasözleri*, Istos Yayın, Istanbul, 2012.

du passé » et des restes de l'Empire ottoman pour faire place à la nouvelle République turque. Dans le cas des villes de l'Echange, le changement des toponymes peut se traduire également comme une forme de réappropriation/turquisation des territoires anatoliens longtemps peuplés par des populations non-musulmanes. Comme l'explique Stéphane de Tapia, le changement de toponymes en Anatolie suit deux différentes logiques :

« Une appropriation spontanée de l'espace par de nouveaux habitants avec une reprise de toponymes anciens turquisés de facto, appropriation incomplète, lente, relativement respectueuse des identités précédentes, sauf création par le « fait du prince » (comme Nevşehir {Ville Nouvelle} en Cappadoce) [...] Dans le cas d'autres villes par contre, le nom de la ville et son histoire ont complètement changé au moment du changement des toponymes : « Une appropriation très politique, encadrée par les autorités, qu'elle qu'en soit la nature effective au courant de l'histoire turque, qui turquise de jure les toponymes, avec la volonté très claire de balayer les traces des présences antécédentes. Traumatisées par la défaite ottomane, la naissance au forceps de la République laïque, le séisme du traité de Sèvres, les autorités turques sont promptes à réécrire l'histoire, petite et grande. Etudiés par Copeaux (2000, 2002), les manuels scolaires sont, comme dans l'Azerbaïdjan ou l'Ouzbékistan actuels, un enjeu de premier plan, la linguistique, l'historiographie, la géographie doivent asseoir la légitimité sans faille de la Nation turque : cartographie et toponymie devront suivre¹⁰⁴¹ ».

Le changement des toponymes peut donc également être perçu comme une volonté de minorer la présence des populations non-musulmanes en Anatolie pendant de nombreux siècles et par le même fait, de se « réapproprier » l'Anatolie :

« Hors périodes de conflits armés, avant l'introduction de la notion européenne de nation, les Turcs, Seldjoukides ou Ottomans, ont plutôt fait montre de tolérance face à l'Altérité. Le repli sur soi apparaît réellement avec le déclin de l'Empire et plus l'Etranger s'approche du cœur de l'Empire, plus la volonté d'affirmer une présence indiscutable se fait jour, avec toutes les conséquences que l'on connaît : l'Altérité interne, celle des minoritaires, même autochtone (Grecs anatoliens, Arméniens, Chrétiens orientaux...), sera balayée. La turquisation, l'appropriation, du territoire n'est, aujourd'hui encore, pas tout à fait terminée. La turquisation à marche forcée de la toponymie, opération centralisée et étatisée, est donc une arme idéologique assumée [...]. La présence non musulmane (minorités chrétiennes parfois très nombreuses en Thrace, Egée, Cappadoce, Caramanie, Antioche, anciennes Arménie ou Géorgie) est très systématiquement minimisée, sans être toutefois réduite à néant : les Kilise¹⁰⁴², Manastir,¹⁰⁴³ très fréquents jusqu'aux années 1970, ont été très systématiquement remplacés par des termes neutres qui généralement n'ont aucun lien avec la situation antérieure. Le tourisme international ou la perspective d'adhésion à l'UE sont les seuls facteurs actuels de résistance¹⁰⁴⁴ ».

On retrouve donc ces deux logiques dans le changement de toponymes des villes de l'Echange. Certaines ont gardé leur ancien nom même si ce dernier s'est « turquifié » avec le temps comme Smyrne (Izmir), Angora (Ankara), Trébizonde (Trabzon), Iconia (Konya) ou encore Césarée (Kayseri). A l'exception de ces rares exemples, la majorité des autres villes de l'Echange ont

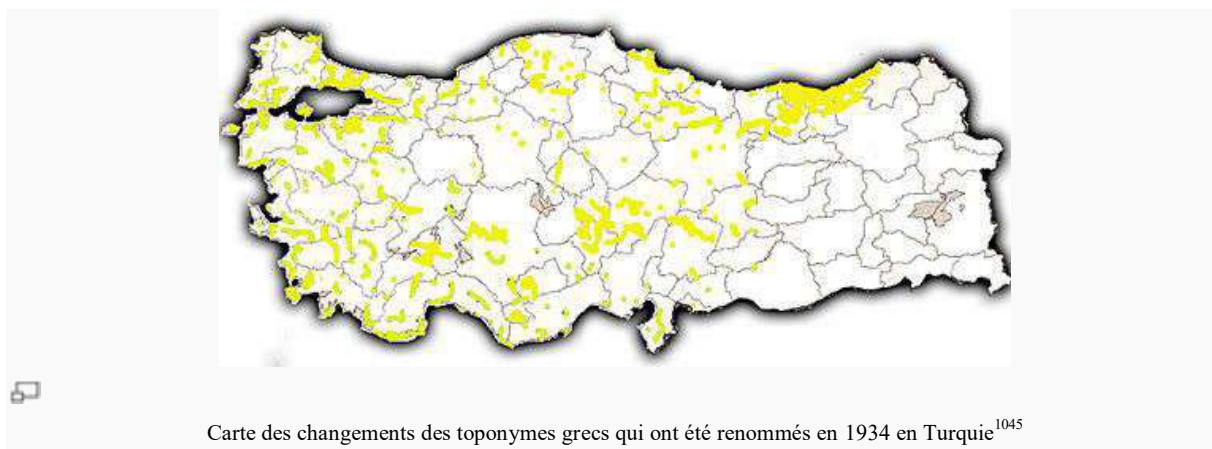
¹⁰⁴¹ DE TAPIA S., « Toponymie dans le domaine turc », présentation réalisée dans le cadre d'une journée d'études du laboratoire "Cultures et sociétés en Europe" (UMR 7043) soumis par DETS, Département d'Etudes turques de Strasbourg, le 29-11-2008, p 12.

¹⁰⁴² *Kilise* signifie « église » en turc.

¹⁰⁴³ *Manastir* signifie « monastère » en turc.

¹⁰⁴⁴ DE TAPIA S., « Toponymie dans le domaine turc », présentation réalisée dans le cadre d'une journée d'études du laboratoire *Cultures et sociétés en Europe* (UMR 7043) soumis par DETS, Département d'Etudes turques de Strasbourg, le 29-11-2008, p 14.

complètement changé de nom. Pour ne citer que certains exemple de villes de Cappadoce : Gelveri est devenue Güzelyurt, Prokopi a pris le nom d'Ürgüp, Sinasos celui de Mustafapaşa.



Le changement des toponymes des villes de l'Echange s'inscrit donc en partie dans un mouvement plus vaste de «turquification» de l'Anatolie et participe d'une volonté de rupture par rapport à l'Empire ottoman de la part de la jeune République turque. Gage de cette volonté, une des premières réformes mise en place par Mustafa Kemal au début de la République est de faire d'Ankara, petite ville d'Anatolie centrale, capitale de la République turque, à l'instar d'Istanbul, la capitale historique de l'Empire ottoman. Les villes de l'Echange ne sont pas les seules villes à avoir vu leurs noms changer. La réforme sur les toponymes de 1934 s'inscrit dans un vaste mouvement de réformes menées par Mustafa Kemal pour implanter la nouvelle République de Turquie et faire table rase du passé. On retrouve le même type de logique en Grèce, qui cherche de manière quasi-systématique, à effacer toute trace de l'Empire ottoman sur son territoire national, mais aussi au sein de sa population. Les anciens noms de villages et villes turcs sont systématiquement changés¹⁰⁴⁶. Cette volonté de minoration de la présence passée de populations non-musulmanes en Turquie et non-chrétiennes en Grèce se manifeste également à travers la question de la préservation du patrimoine de « l'Autre », vestige de sa présence passée dans la ville, dans l'un et l'autre pays.

Malgré les tentatives des Etats turcs et grecs pour effacer la présence des populations passées et d'intégrer les réfugiés, force est de constater à travers la diplomatie des villes grecques et turques de l'Echange que ces liens n'ont pas disparus et tendent à subsister au sein des deux Etats-nations. Cela nous amène à nous interroger sur le rôle des réfugiés dans la dynamique de rapprochement mais aussi en quoi les villes de l'Echange contribuent à un processus de transnationalisation/hybridation des

¹⁰⁴⁵ NISANYAN S., *Hayali coğrafyalar: cumhuriyet döneminde Türkiye'de değişen yer adları*, TESEV, Istanbul, 2013. Voir également : NISANYAN S., *Adını Unutan Ülke*, Everest Yayınları, Istanbul, 2010.

¹⁰⁴⁶ Voir le très important travail fait par Sefer Güvenç pour retrouver les anciens noms de villes et villages où vivaient des populations musulmanes dans le nord de la Grèce : GÜCENC S., *Kuzey Yunanistan Yer Adları Atlası : Mübadele Öncesi ve Sonrası Eski ve Yeni Adları*, Lozan Mübadilleri Vakfı, Istanbul, 10 / 2010.

territoires né de la résurgence d'une topographie héritée de l'Empire ottoman. Ce processus d'hybridation des territoires se fait à deux niveaux. Le premier niveau vient de l'incorporation dans le territoire national grec d'une partie des territoires de l'Asie Mineure, à travers le choix des toponymes des villes de réfugiés. Toutes les villes dont le nom commence par « Nea » ou dont la population a gardé le nom de sa patrie originelle en Anatolie en sont l'illustration. On ne trouve pas de cas similaires pour les réfugiés turcs, qui ont opté pour de nouveaux noms de villes ou ont gardé les anciens noms des localités qu'ils sont venus peuplées.

En revenant sur les terres d'Anatolie dans les années 1980 et en reconnectant anciens territoires et populations d'origine, les réfugiés grecs et leurs descendants ont été les vecteurs de l'hybridation des territoires de l'Echange. Ils ont contribué à la résurgence de l'identité des villes d'avant l'Echange, qui existait de manière latente, en en faisant une dynamique de coopération de type translocale. La logique touristique va également être un facteur de l'accélération de la renaissance de ces lieux passés : elle engendre des flux touristiques (tourisme des racines des réfugiés), des logiques de mise en valeur patrimoniales (restauration des anciennes mosquées en Grèce et des monuments ottomans, restauration des églises et revalorisation de l'héritage byzantin dans certaines villes de Turquie), qui vont également dans ce sens. Le phénomène a commencé en Turquie, mais on note depuis la crise grecque une accélération de ce processus en Grèce. On a donc désormais une résurgence, dans les territoires d'origine des réfugiés, du passé cosmopolite des villes, qui se fait de plus en plus prégnant aujourd'hui.

Les initiatives de rapprochement entre villes de l'Echange font l'objet d'un regain d'intérêt de la part de différents acteurs. On peut citer par exemple une initiative originale, celle de Stratos Efthymiou, qui a fait une exposition de photographie entre deux villes de l'Echange, Isparta et Grevena. Stratos Efthymiou est né à Athènes, il a étudié à l'université d'Athènes de Panthéon et à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. En 2004, il a réussi le concours d'entrée aux Affaires Etrangères grec. Sa famille est originaire d'Isparta, en Anatolie. Stratos a profité d'être en poste en Turquie pour retourner sur ses racines. En allant à Isparta pour découvrir la ville d'origine de sa famille, il a rencontré et parlé avec les populations locales et s'est rendu compte que ces populations venaient de la ville de Grevena en Grèce, mais qu'elles n'avaient jamais pu s'y rendre. Emu par le fait de retrouver la ville de ses grands-parents, mais aussi d'en rencontrer les habitants, l'idée lui vient de faire une exposition de photos et d'entretiens avec les populations des villes deux pays : les réfugiés d'Isparta (en Turquie) et ceux de Grevena (en Grèce). Il souhaite montrer les photos de Grevena à la population d'Isparta qui ne peut pas s'y rendre, mais aussi mettre en évidence le parallélisme entre la population des deux villes. Stratos explique qu'il n'a pas reçu le soutien de l'ambassade de Grèce mais que cette initiative a été faite à titre personnel. L'exposition de photographie a d'abord été présentée à

Ankara, avec l'aide du maire de Çankaya, Bülent Tanık. Ensuite, l'exposition a eu lieu à Isparta¹⁰⁴⁷. Cette initiative sur l'Echange a été particulièrement approuvée par la presse locale et montre que la thématique de l'Echange reste très vivace, aussi bien en Grèce qu'en Turquie.



Exposition de photographie sur deux villes de l'Echange « Les enfants de Lausanne ». Stratos Efthymiou (à gauche) et le Patriarche Vartholoméos (à droite)
(Source : Ankara scene¹⁰⁴⁸)

Les réfugiés (et leurs descendants) constituent ainsi des acteurs privilégiés du rapprochement. De par le fait qu'ils ont migré et ont vécu dans l'un et l'autre pays, ils sont les acteurs de prédilection du transnational¹⁰⁴⁹. Le rôle des diasporas (et de manière plus générale des migrants) font également d'eux des vecteurs d'hybridation des territoires. La zone de rapprochement créée par la diplomatie des villes de l'Echange s'apparente de ce fait à un « territoire intermédiaire », que l'on peine à qualifier : résistance ou résurgence de territoires historiques « byzanto-ottomans » ou « gréco-turcs ». Cet espace serait en quelque sorte la survivance au sein des deux Etats-nations des territoires historiques de la Roumélie et de l'Anatolie, du temps où leurs populations étaient multiculturelles, tout en constituant leur résurgence sous des formes renouvelées.

Les deux territoires actuels de la Grèce et de la Turquie ont été compris pendant plusieurs siècles dans les frontières de l'Empire romain d'Orient (qui prendra le nom d'Empire byzantin) et de l'Empire Ottoman. Loin d'être séparés par une frontière, ces territoires étaient au contraire inclus dans des ensembles communs. La Grèce et la Turquie ne constituent des nations distinctes depuis seulement quelques décennies et rien à priori ne destinaient ces territoires à être séparés par une frontière. On peut peut-être voir dans la division en circonscription administrative à l'époque ottomane une première forme de séparation de ces territoires antérieure à la frontière gréco-turque. La démarcation entre

¹⁰⁴⁷ EFTHYMIU S., *Lozan'ın Çocukları*, Galeri kara, Çankaya belediyesi, 2010.

¹⁰⁴⁸ Source : <http://www.ankarascene.com/haber/8220children-of-lausanne8221-exhibition-by-stratos-efthymiou-1314.html>

¹⁰⁴⁹ Voir sur ce sujet l'article de LOCH D. et BAROU J., « Éditorial : Les migrants dans l'espace transnational : permanence et changement », in *Revue européenne des migrations internationales 1/2012*, vol. 28, p 7-12, URL : www.cairn.info/revue-europeenne-des-migrations-internationales-2012-1-page-7.htm et BRUNEAU M., *Diasporas et Espaces transnationaux*, Economica (Anthropos Ville), Paris, 2004.

l'*Eyalet*¹⁰⁵⁰ de Roumélie et d'Anatolie à l'époque ottomane est la ligne de démarcation administrative se rapprochant le plus de la frontière gréco-turque actuelle, sans la recouper pour autant. La Roumélie (en turc *Rumeli*, qui pourrait être traduit par « le pays des *Rum-s*¹⁰⁵¹ ») est le terme utilisé à partir du XVI^e siècle après JC pour désigner la partie de la péninsule balkanique sous domination ottomane. La Roumélie est le contrepoint de l'Anatolie (en turc *Anadolu*), qui correspond à la partie orientale de l'Empire ottoman, mais aussi au territoire situé sur le continent asiatique du territoire turc actuel. L'Anatolie (qui vient du grec Ανατολή « Orient », littéralement « Lever de soleil ») qui est également connue sous le nom d'Asie Mineure (Asia Minor en latin), est la péninsule située à l'extrémité occidentale de l'Asie. Elle correspond aujourd'hui à la partie asiatique de la Turquie (97 % du territoire total du pays, les 3 % restants étant situés en Thrace).

Si cette division n'est qu'administrative, on constate néanmoins que cette ligne de démarcation a eu une certaine consistance au cours de l'histoire. Certains y verront une « frontière imaginaire entre Orient et Occident », d'autre une séparation entre continent européen et asiatique, les contours de l'Anatolie et de la Roumélie ont fluctué au cours de l'histoire et au gré de la représentation que l'on se faisait de ces territoires. Au cours du temps, le terme Roumélie a désigné un territoire de moins en moins étendu à mesure que la domination ottomane reculait. Du XIV^e au début du XIX^e siècle, le terme fait référence à toute la péninsule des Balkans. Élément important pour notre cas d'étude, dans le contexte de la guerre d'indépendance grecque, le terme ne désigne plus que la Grèce continentale, au nord du golfe et de l'isthme de Corinthe.

Ces deux termes gardent une certaine actualité et sont toujours utilisés dans les contours de la Turquie actuelle. La Roumélie désigne la région de Thrace turque et la partie d'Istanbul située sur le continent européen, la partie située sur la rive asiatique étant toujours appelée Anatolie, ainsi que la rive asiatique de la ville d'Istanbul. En turc, on fait la différence dans la langue commune entre la minorité grecque-orthodoxe de Turquie (les *Rum-s*) et les grecs de Grèce (appelés *Yunan*, la Grèce moderne étant appelée *Yunanistan*). Mais certaines personnes en Turquie - généralement les personnes d'un certain âge - continuent d'appeler les Grecs d'aujourd'hui les *Rums* et le grec moderne le *rumca*. Certains Turcs originaires (ou dont la famille est originaire) de la péninsule balkanique avant d'avoir été déplacés à la fin de l'Empire ottoman continuent de revendiquer cette identité « rouméliote» (*rumelili*) avec une certaine fierté. Les adjectifs « rouméliote » et « anatolien » ont en effet pris de nos jours certaines connotations en turc : le terme *rumelili* (rouméliote) est synonyme de « modernité », « d'euroanéité » en s'opposant à celui d'*anadolulu* (anatolien) qui parfois prend dans le discours de

¹⁰⁵⁰ L'*Eyalet* est une ancienne division administrative de l'Empire ottoman. Le terme est parfois traduit en « province » ou « gouvernorat ».

¹⁰⁵¹ Le terme *Rum* fait référence aux populations appartenant au *Millet-i Rum* et qui se trouve sous le contrôle du Patriarcat œcuménique d'Istanbul dans le système ottoman du Millet. Ce Millet embrasse tous les sujets chrétiens orthodoxes du Sultan (contenant les serbes, roumains, bulgares, valaques, les albanais et arabes orthodoxes en même temps que les populations « strictement grecques »). Le caractère « strictement grec » de ses populations est problématique dans la mesure où ces populations ne sont pas toutes hellénophones. CLOGG R., *Anatolica, Studies in the Greek East in the 18th and 19th centuries*, Variorum, collected studies series, 1996.

certaines une connotation péjorative synonyme alors de « conservateur », de « villageois » ou encore « campagnard ». On constate donc, qu'encore de nos jours, cette démarcation administrative porte encore en elle une symbolique forte et une certaine persistance dans le temps. Si la Roumélie survit en Turquie dans les esprits mais aussi géographiquement (c'est la partie européenne de la Turquie), l'Anatolie du temps de Byzance ou de l'Empire ottoman, elle, survit dans le territoire national grec à travers les toponymes des villes de réfugiés. On voit donc bien, qu'à l'échelle de l'Etat-nation, ces espaces ont persisté et se sont reconfigurés.

Cet espace d'hybridation gréco-turc et sa résurgence/persistance au sein des deux états-nations peut nous faire penser aux prédictions de Kitsikis, pour qui le rapprochement entre la Grèce et la Turquie dans les frontières d'un « Empire helléno-ottoman » ferait des deux pays un centre culturel et économique très important¹⁰⁵² ayant pour centre Istanbul. Cela pose également la question de la permanence de certaines « frontières fantômes » ou permanence de « cartes mentales » historiques dans les frontières nationales actuelles des deux pays. Certaines études, comme celle de Béatrice von Hirschhausen¹⁰⁵³, montrent par exemple que la fin de la guerre froide a mis à jour d'anciennes frontières culturelles que les décennies de domination soviétique avaient un temps gelées ; cela met en évidence que d'anciennes frontières politiques que l'on avait crues obsolètes perdurent sous forme de « frontières fantômes » dans les têtes comme dans les structures sociales et spatiales. Peter Sahlins, dans *Boundaries : The making of France and Spain in the Pyrénées*¹⁰⁵⁴ met également en évidence que les frontières ne sont pas seulement des phénomènes politiques, juridiques, administratifs et militaires; elles créent aussi des structures socio-économiques et mentales durables. Les frontières d'Empire ou délimitations qui correspondent à des représentations mentales (mais également un sentiment d'appartenance à un territoire malgré l'exil) appropriées par les populations semblent subsister au cours du temps et peuvent en partie expliquer les processus de transnationalisation de certains territoires. Cela nous amènent alors à nous demander si ces processus sont des phénomènes nouveaux ou s'ils ne correspondent pas à une certaine forme de « résistance des territoires » et de leur immuabilité dans le temps, qui malgré les tentatives étatiques de les structurer et les façonner à leur volonté, tendent à revenir à « leur source originelle ».

¹⁰⁵² KITSIKIS D. « Grande Idée et hellénoturquisme. Essai d'interprétation nouvelle de l'histoire néo-grecque », in *Actes du IIe Congrès international des Études du Sud-Est européen*, 1970 – Association internationale des Études du Sud-Est européen, Athènes, tome III 1978, KITSIKIS D. *Türk-Yunan imparatorluğu arabölge gerçeği ışığında Osmanlı Tarihine bakış* – İletişim Yayınları, Istanbul, 1996. (L'empire turco-grec. Un point de vue de l'histoire ottoman au travers du prisme de la Région Intermédiaire).

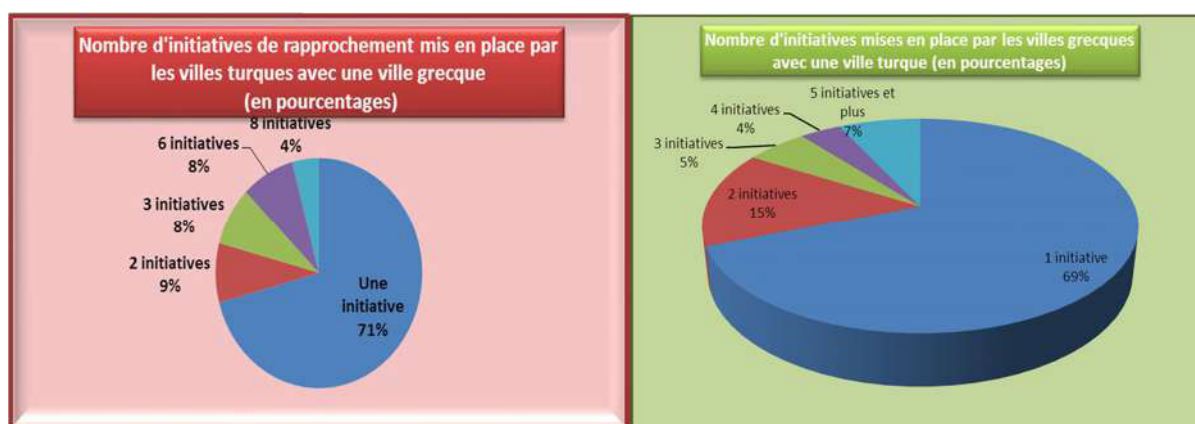
¹⁰⁵³ VON HIRSCHHAUSEN B., « Campagnes roumaines : la force des lieux » in REY V. (dir.) *Les nouvelles campagnes d'Europe centrale et orientale*, Paris, CNRS éditions, 1996, pp.153-198, ou encore « Comment penser les différences territoriales et les frontières culturelles de l'Europe? Premier éléments d'une analyse critique » in BOIA Lucian, Oroveanu, Anca (dir.). *The Borders of Europe*. Bucarest, Editions universitaires de Bucarest, 2007, p 19-40

¹⁰⁵⁴ LEPTIT B., SAHLINS P., « Boundaries. The Making of France and Spain in the Pyrénées », in *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 1992, vol. 47, n° 6, p 1242-1244, url :http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ahess_0395-2649_1992_num_47_6_279105_t1_1242_0000_0

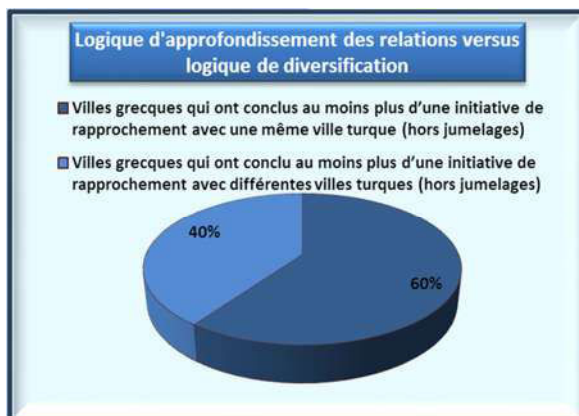
3.2. *Résurgence de certaines villes-ports au passé cosmopolite qui polarisent ces nouvelles dynamiques transnationales : Istanbul, Izmir et Thessalonique*

Ces villes qui polarisent les nouvelles dynamiques transnationales : Istanbul, Izmir et Thessalonique

Si les premières initiatives de rapprochement entre villes grecques et turques sont d'abord bilatérales, elles ont ensuite progressivement tendu à devenir de plus en plus multilatérales. La logique bilatérale reste néanmoins majoritaire : si l'on regarde les chiffres, 71% des villes turques ont mis en place seulement une initiative avec une ville grecque et 69% des villes grecques ont mis en place seulement une initiative de rapprochement avec une ville turque.



Certaines villes, par contre, mettent en place plusieurs initiatives avec des villes de l'autre pays (sur le modèle du cas de Mytilène que nous avons étudié en première partie, par exemple). 9% des villes turques de notre corpus d'étude ont mis en place 2 initiatives avec une ville grecque, 8% ont mis en place entre 3 et 6 initiatives et 4% ont mis en place plus de 8 initiatives avec au moins une ville grecque. Dans le cas grec, 15% des villes grecques de notre corpus ont mis en place plus de deux initiatives avec des villes turques, 5% 3 initiatives, 4% 4 initiatives et 7% d'entre elles ont mis en place 5 initiatives avec une ville turque. Une ville peut également souhaiter renforcer son rapprochement avec une ville de l'autre côté de la frontière en mettant en place différents types d'initiatives de rapprochement, dans une logique d'approfondissement de leurs relations (cas de Kaş/Castellorizo par exemple). Elle n'est alors pas dans une logique de diversification de ses relations avec les villes de l'autre pays, mais plutôt dans une logique d'approfondissement de sa coopération avec l'une d'entre elles.

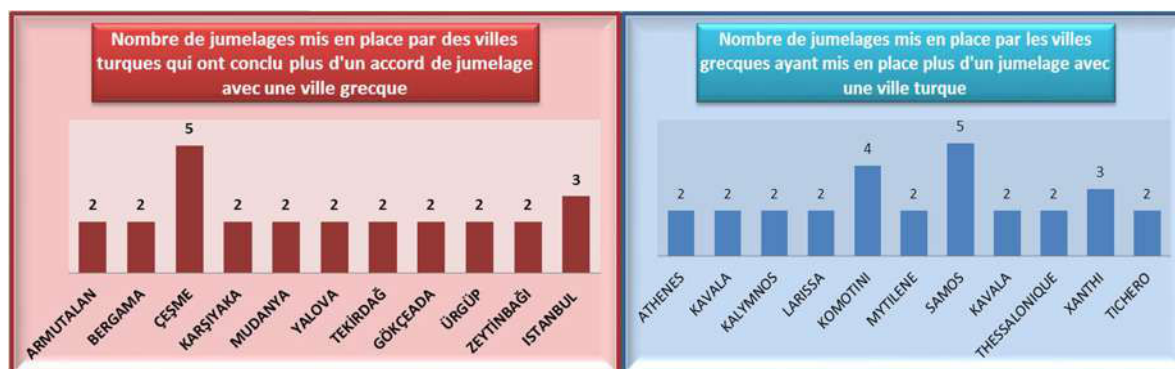


Les graphiques ci-dessus nous montrent qu'en général, c'est la logique d'approfondissement des relations qui semble être privilégiée à la fois par les villes grecques et les villes turques ayant conclu plus d'un accord de jumelage avec une ville de l'autre pays.

Certaines villes polarisent donc le rapprochement avec les villes de l'autre pays en cumulant les initiatives de rapprochement.



Parmi les villes turques qui ont mis en place plus de deux initiatives de rapprochement (de jumelage ou coopération décentralisée), on retrouve les villes d'Istanbul (8 initiatives), Çeşme (6 initiatives) et Izmir (6 initiatives), Gökçeada et Bergama (3 initiatives). Pour citer certains exemples de rapprochement multipartite de certaines villes : Bergama a par exemple mis en place un festival et deux jumelages avec des villes grecques, Izmir a signé 4 protocoles de coopération, mis en place un festival et a mis en place trois initiatives de coopération hors-festival avec des villes grecques. Istanbul a conclu 4 jumelages, mis en place un festival et une initiative de coopération avec des villes grecques. Côté grec, ce sont les villes de Samos et Mytilène pour les îles de la mer Egée qui sont parmi les plus dynamiques. Elles sont suivies ensuite par Komotini (région de Thrace) et Thessalonique (région de Macédoine occidentale).



Les villes turques qui ont conclu le plus d'accords de jumelages avec des villes grecques sont celles de Çeşme (5 jumelages) et Istanbul (3 jumelages). Surprenant pour le cas de Çeşme qui est une ville beaucoup plus petite qu'Istanbul en termes de population et de superficie, mais qui bénéficie du fait d'être très proche des îles grecques et située dans la région de l'Egée. Pour le cas grec, ce sont celles de Samos (5 jumelages) et Komotini (4 jumelages) qui sont parmi les villes les plus dynamiques.

Côté turc, les villes qui polarisent le plus cette dynamique de rapprochement sont les villes d'Istanbul, de Çeşme et d'Izmir. Côté grec, ce sont celles de Samos, Mytilène, Thessalonique et Komotini. Si l'on fait exception de Lesbos (Mytilène) et Samos – qui montrent le dynamisme des îles égéennes dans la dynamique de rapprochement, que nous avons analysé à travers leur attractivité touristique – et les villes de Thrace comme Komotini et Edirne, que nous avons étudiées dans la partie précédente, on constate que les villes qui polarisent le plus ces dynamiques de rapprochement sont les grandes villes de Grèce et de Turquie au passé cosmopolite : les villes d'Izmir, d'Istanbul et de Thessalonique. Ces villes, qui sont au carrefour des différentes logiques transnationales que nous avons analysées au cours de notre étude – aussi bien de nature socio-culturelle, qu'économique ou politique – polarisent les dynamiques territoriales que nous avons mises en évidence précédemment. On notera que ce n'est pas seulement le facteur de la taille géographique d'une ville qui explique ce dynamisme, puisqu'on n'y retrouve pas la ville d'Athènes, mais davantage le fait d'avoir été une ville au passé cosmopolite et d'avoir eu une certaine profondeur historique à l'époque aussi bien byzantine qu'ottomane.

Ces villes ont de grandes similarités : elles sont tout d'abord des villes de l'Echange (à l'exception d'Istanbul, mais parce que sa population chrétienne a été exemptée de l'Echange) au passé cosmopolite, qui ont occupé une place très importante dans l'histoire des deux pays. Istanbul a été capitale de l'Empire byzantin, puis de l'Empire ottoman. Izmir et Thessalonique étaient des villes marchandes très dynamiques et développées, qui jouissaient d'une grande autonomie sur le plan politique et qui étaient très ouvertes sur l'étranger à l'époque ottomane. Elles étaient toutes les trois de véritables creusets multiculturels où vivaient en majorité des populations minoritaires (populations juives et musulmanes pour Thessalonique, et grecques-orthodoxes pour Izmir). Istanbul a toujours été

une ville très mixte à travers le temps. Elles sont également toutes des « villes-ports », ouverte au commerce. Elles sont de taille conséquente : Istanbul a une population totale de 13 522 528 habitants, Izmir compte une population de 2 774 103 et Thessalonique de 363 987 habitants. Mais les villes les plus dynamiques ne sont pas seulement les grandes villes, la taille semble donc être un facteur important mais pas essentiel à la dynamique de rapprochement : Athènes n'est pas la ville la plus dynamique grecque pour le rapprochement avec la Turquie, c'est davantage celle l'île de Samos (qui ne compte que 33 814 habitants) ou celle de Komotini (52 659 habitants), qui sont parmi les plus dynamiques, alors qu'elles sont de petite taille.

Ensuite, ces villes sont situées parmi les régions les plus développées et dynamiques des deux pays : l'ouest anatolien pour Izmir, le carrefour entre les deux continents pour Istanbul, et la région de Macédoine centrale pour Thessalonique. Enfin, les grandes villes qui sont représentées sont des centres administratifs importants, qui contribuent au fait qu'elles polarisent le territoire : centre de provinces, elles sont également les centres administratifs des sous-préfectures, mais aussi les foyers de peuplement les plus importants de certaines unions de municipalités dynamiques (unions des municipalités de Marmara pour Istanbul ou union des municipalités de l'Égée pour Izmir). Enfin, elles représentent des lieux symboliques très importants pour les deux pays. Istanbul a été la capitale de l'Empire byzantin mais aussi de l'Empire ottoman. Elle est la capitale de l'orthodoxie avec la présence du Patriarcat œcuménique. Pour les Grecs, elle représente « La ville » qui leur a été prise et qu'il fallait absolument récupérer. Thessalonique est la ville de naissance de Mustafa Kemal et a été une ville ottomane très active, qui comptait une forte part de musulmans et où les Grecs étaient non-majoritaires. De la même manière, Smyrne, que l'on appelait « l'infidèle », était majoritairement peuplée par des populations chrétiennes hellénophones et reste, dans l'inconscient collectif grec, le symbole de la « catastrophe d'Asie Mineure ». Déjà à l'époque ottomane, ces villes étaient déjà innovantes et très modernes : elles comptaient une classe bourgeoise importante qui disposait d'une certaine autonomie vis-à-vis du pouvoir central. Elles ont été les premiers foyers de révoltes ouvrières (dans le cas de Thessalonique) ou de réformes municipales (cas d'Istanbul). Elles avaient également comme caractéristiques d'avoir une internationalisation très forte de leurs économies.

Ces villes portent en elle la mémoire douloureuse de l'histoire des deux pays et sont en même temps les espaces les plus privilégiés du rapprochement. A travers leur exemple, on voit bien en quoi la ville apparaît comme un espace qui a été – et reste traversé – par des dynamiques transnationales. La résurgence de ces villes et de leur passé cosmopolite – longtemps minoré par les deux États-nations qui ont davantage cherché à les helléniser ou à les turquifier plutôt qu'à mettre en valeur leur côté « hybride » – montre qu'elles ne semblent pourtant pas échapper à leur « destinée » de villes cosmopolites. La polarisation qu'exercent ces villes dans la dynamique de rapprochement se situe au croisement d'une logique de permanence historique de rayonnement extraterritorial de ces villes, mais

aussi de leur capacité à capter de nouvelles dynamiques de type transnationales. Istanbul, Thessalonique ou Izmir deviennent ainsi les symboles des dynamiques qui affectent les territoires du rapprochement, leurs catalyseurs et en quelque sorte, leurs « vitrines ». Ce phénomène est néanmoins nouveau et est en pleine construction. Ces processus ne se font pas facilement dans un contexte marqué par une forte volonté de la Grèce et de la Turquie de consolidation de leurs Etats-nations et d'effacement de la présence de « l'Autre », encore notables dans l'un et l'autre pays.

Istanbul : « La ville » au passé cosmopolite longtemps minoré



Istanbul - Constantinople

Alors qu'elle était capitale de l'Empire byzantin et de l'Empire ottoman, Istanbul était peuplée par une population chrétienne et musulmane très hétérogène. Avec l'avènement de la République, elle a pour un temps perdu son identité première de ville cosmopolite, mais semble être aujourd'hui en pleine mutation. C'est une ville où vit encore une population grecque-orthodoxe minoritaire qui n'a pas fait l'Exchange. Néanmoins, cette population s'est considérablement amenuisée, avec deux grandes vagues d'immigration : en 1964 et 1974. C'est une ville du rapprochement mais elle est également une ville au passé violent, emblème des âpres combats qui ont opposés les deux pays. Peu de temps après la fin de la guerre gréco-turque, à partir des années 1950, la minorité grecque-orthodoxe d'Istanbul va subir pressions et discriminations de la part du gouvernement turc, ce qui va provoquer plusieurs vagues de migrations d'une grande partie de cette communauté vers la Grèce. Ces politiques discriminatoires de l'Etat turc envers la communauté commencent avec l'instauration du *Varlık Vergisi*, un impôt spécial et discriminant, touchant les minorités non-musulmanes en 1943¹⁰⁵⁵. Le *Varlık Vergisi* est un impôt sur la fortune décidé par la Turquie en 1942, alors que le pays, resté neutre durant la Seconde Guerre mondiale, se retrouve dans une situation économique difficile. Cette taxation repose sur une base discriminatoire, le montant prélevé sur les non-musulmans s'avérant bien supérieur

¹⁰⁵⁵ AKTAR A., *Varlık Vergisi ve "Türkleştirme" Politikaları*,

İletişim yayınları, Istanbul, 2012.

à celui prélevé sur les musulmans alors que la République turque fondée en 1923 est censée assurer l'égalité entre les citoyens. Certains contribuables dans l'impossibilité de payer la taxe sont même envoyés aux travaux forcés¹⁰⁵⁶. Cette taxe spéciale va ruiner l'économie de la minorité grecque, mais aussi des populations juives ou d'autres chrétiens.

La politique turque de stigmatisation des non-musulmans et plus spécifiquement de la communauté grecque-orthodoxe atteint son paroxysme en 1955 avec les événements des 6 et 7 septembre¹⁰⁵⁷. Face aux revendications nationalistes de Chypriotes grecs sur l'île de Chypre, les nationalistes turcs veulent s'en prendre à la communauté grecque-orthodoxe de Turquie en guise de représailles. De fausses rumeurs circulent sur le fait que la maison natale d'Atatürk à Thessalonique aurait été détruite par des militants nationalistes grecs et provoquent de graves incidents à l'encontre de la communauté grecque-orthodoxe à Istanbul¹⁰⁵⁸. Les magasins et maisons des membres de la communauté situés à Taksim, dans la rue de l'Istiklal, sont pillés et vandalisés par une foule turque chauffée à blanc. On découvrira par la suite que les insurgés turcs sont pour la plupart des paysans des villes et villages anatoliens alentours que l'on a fait venir à Istanbul et qui ont été armés à leur arrivée. Des actes de violence et des viols¹⁰⁵⁹ sont perpétrés et certains édifices religieux sont profanés¹⁰⁶⁰. Ces émeutes ont été orchestrées par le gouvernement du Premier ministre turc Adnan Menderes et provoquent le départ massif des membres de la communauté vers la Grèce. D'autres vagues de migrations auront lieu en 1964 et en 1974 au moment des événements de Chypre. Les grecs-orthodoxes, face à ces pressions, quittent la ville d'Istanbul. Un décret en 1964 bloquait les biens de Grecs d'Istanbul de nationalité grecque expulsés à cette date. Ce décret n'a été supprimé qu'au moment du processus de Davos et constituait une violation de la protection et des droits qui étaient accordés à la minorité chrétienne dans le cadre de la convention de Lausanne du 30 janvier 1923¹⁰⁶¹.

¹⁰⁵⁶ Le *Varlık Vergisi* est décidé en tant que mesure d'urgence par le gouvernement de Şükrü Saracoğlu sous la présidence d'İsmet İnönü. La loi est approuvée par l'Assemblée nationale turque le 11 novembre 1942 et entre en vigueur le lendemain. La taxe vise les détenteurs de propriétés, les gros propriétaires agricoles, les hommes d'affaires et certaines catégories de contribuables payant une taxe sur les salaires ou les bénéficiaires. Un total de 1 400 non-musulmans se retrouve dans l'incapacité de payer l'impôt, principalement des Juifs vont être envoyés en plein hiver à Aşkale près de Bayburt dans l'est du pays, une région reculée du plateau anatolien afin d'y casser des pierres pour construire une nouvelle route. En janvier 1943, la presse commence à publier des listes de mauvais payeurs avec l'annonce de leur déportation. Le 12, elle annonce une relaxe pour les personnes salariées, les mineurs, les personnes âgées, les femmes et les malades. Les frais de transport, de nourriture et de soins médicaux sont laissés à la charge des travailleurs forcés. Il est aussi indiqué que les mauvais payeurs servant sous les drapeaux devront s'acquitter des mêmes corvées une fois leur service terminé.

¹⁰⁵⁷ GÜVEN D., « 6-7 Eylül Olayları », in *6-7 Eylül 1955, 50 yıl sonra!*, Tarih Vakfı, Istanbul, 2005.

¹⁰⁵⁸ On compte des incidents similaires également sur les îles aux Princes et dans les îles d'Imros et Ténédos, mais aussi dans d'autres villes d'Anatolie où les minorités sont présentes.

¹⁰⁵⁹ GÜVEN D., « 400 kadına tecavüz edildi », in *Sabah*, 1 février 2009.

¹⁰⁶⁰ Notamment le monastère et le cimetière de Balıklı.

¹⁰⁶¹ AKGÖNÜL S., *Les Grecs de Turquie*, op. cit.



Photos des « évènements » des 6 et 7 septembre 1955¹⁰⁶²

Le sujet du départ des populations grecques-orthodoxes est longtemps resté tabou en Turquie, mais depuis quelques années, on a commencé à voir de plus en plus de publications sur le sujet : on peut citer notamment l'ouvrage *Les Grecs de Turquie* de Samim Akgönül¹⁰⁶³ et également l'ouvrage *6/7 Eylül olayları* de Dilek Güven ou encore le dossier de l'IFEA consacré aux grecs-orthodoxes de Turquie dirigé par Méropi Anastasiadou et Paul Dumont¹⁰⁶⁴. Deux films rappellent également l'histoire de ces populations : *Politiki kusina* du réalisateur grec Tassos Boulmetis et *Güz sancısı* du réalisateur turc Tomris Giritlioglu. Alors qu'ils représentaient une communauté de plus de 100 000 individus au lendemain du Traité de Lausanne, les grecs-orthodoxes de Turquie ne sont plus aujourd'hui que quelques milliers.



A gauche : Affiche du film « *Güz Sancısı* » et à droite : affiche du film « *Politiki Kuzina (A touch of spice)* »¹⁰⁶⁵

On commence seulement aujourd'hui à parler en Turquie de cette population grecque-orthodoxe qui a dû partir. Dans le cadre d'Istanbul 2010, il a par exemple été demandé à la Fondation

¹⁰⁶² Image de gauche : URL : <http://www.kaosgl.com/sayfa.php?id=1987>,. Image de droite, URL : <http://www.focushaber.com/fotogaleri/6-7-eylul-olaylari-goruntuleri-f-2594/16>

¹⁰⁶³ AKGÖNÜL S., *Les Grecs de Turquie*, Broché, Paris, janvier 2005

¹⁰⁶⁴ ANASTASSIADOU M., DUMONT P., *Une mémoire pour la Ville : la communauté grecque d'Istanbul*, Institut Français d'Etudes Anatoliennes, Istanbul, 2003.

¹⁰⁶⁵ Source image de droite : site de cinéma, URL : http://www.cinescala.com/site/_actualite_detail.php?id_actualite=159, source image de gauche : site de cinéma, URL : <http://www.sinefest.com/istanbulda-cekilen-en-iyi-10-film.html>

des réfugiés de Lausanne de faire une exposition sur l'évocation d'Istanbul et la nostalgie de la ville par les grecs-orthodoxes qui étaient originaires de la ville et qui vivent en Grèce aujourd'hui. Un protocole a été signé le 13 Novembre 2009 entre Ahmet Ümit İşler – Directeur du conseil d'administration de la fondation - et Yılmaz Kurt - Secrétaire général d'Istanbul 2010 – pour le financement de ce projet.



Logo d'Istanbul 2010, capitale européenne de la culture

Le projet visait, pour les membres du LMV, à effectuer des entretiens avec des Grecs originaires d'Istanbul et d'exposer des photos, des extraits d'entretiens et des documents explicatifs à la situation des grecs-orthodoxes d'Istanbul qui ont été contraints de quitter la ville après les événements des 6 et 7 septembre 1955, mais aussi en 1964 et 1974 suite aux pressions subies par cette minorité. Trente personnes vivant à Athènes, à proximité et de Thessalonique, ont été sélectionnées pour les entretiens. Les personnes évoquent à la fois l'Istanbul qu'elles ont connue, comment elles se souviennent de la ville, mais aussi ce qui leur manque le plus d'Istanbul, quelle était la vie qu'elles ont laissée derrière elles et leur nouvelle vie en Grèce. Le but de l'exposition est de parler de leur mal-du-pays et de leur nostalgie, et de sensibiliser la population sur ce point, aussi bien en Grèce qu'en Turquie. L'objectif indirect est également de souligner le passé cosmopolite de la ville d'Istanbul et de la richesse que constituait la présence de la communauté chrétienne orthodoxe dans cette ville. L'exposition, d'abord présentée à Istanbul en 2010, a ensuite été transportée pour être exposée dans différentes villes de Grèce, comme Thessalonique, Athènes, Mytilène et Héraklion pour ne citer que quelques villes.



Exposition « *Hasretim Istanbul* ¹⁰⁶⁶ » (« Envie d'Istanbul »)

Cela fait écho à la littérature de la nostalgie qui se développe de plus en plus dans certains quartiers d'Istanbul, où des habitants, auteurs de mémoires urbaines, mettent en avant la présence des populations non-musulmanes¹⁰⁶⁷. Le passé cosmopolite de la ville d'Istanbul se situe dans différents quartiers où les populations non-musulmanes ont longtemps vécu et continuent de vivre : des quartiers comme Şişli, Feriköy, Kurtuluş, Nişantaşı, Teşvikiye, Erenköy, Caddebostan, les îles au Prince ou encore Kadıköy. Le quartier de Kurtuluş – qui portait autrefois le nom de Tatavla – a même eu un statut particulier pendant l'Empire ottoman, comme la ville d'Ayvalık, elle avait un statut indépendant. On l'appelait alors la « petite Athènes ». Des migrants grecs-orthodoxes venus de l'Égée sont venus peupler ce lieu inhabité. Beaucoup de pêcheurs qui venaient de Chios sont arrivés à Tatavla pour travailler dans le quartier voisin de Kasımpaşa. Comme Kasımpaşa était un lieu où la population était majoritairement musulmane, ils se sont installés dans un lieu vierge de toute habitation à proximité. Au XVIII^e siècle, la population grecque-orthodoxe de Tatavla était de 20 000 habitants. En 1960, on retrouvait une population grecque-orthodoxe à Tatavla de 14 000 personnes mais aujourd'hui, il ne reste plus que 300 ou 400 personnes¹⁰⁶⁸. On retrouve néanmoins encore des églises comme celle d'Ayios Athanasios ou Evangelistrias Kilisesi, qui rappelle la présence des grecs-orthodoxes dans les lieux. Il y avait toute une vie sociale, comme au moment de la fête de Paskalya (Pâques grecque) ou encore le Carnaval, qui était liée à la présence chrétienne qui faisait l'identité du quartier¹⁰⁶⁹. Depuis quelques années, une association s'est constituée pour faire revivre ces traditions et un carnaval est organisé chaque année dans les rues de Kurtuluş, le *Tatavla Karnavalı*. Mais, comme l'explique Cilia Martin, cette reconstitution de la mémoire du quartier ne va pas sans une certaine artificialité :

« Depuis trois ans, Hüseyin Irmak¹⁰⁷⁰ organise chaque année, au mois de février, le carnaval de Kurtuluş. L'an dernier, en 2010, ils étaient environ 200 personnes à défiler, costumés, dans les rues du quartier contre une

¹⁰⁶⁶ Source : site de la Fondation des réfugiés de Lausanne : <http://www.lozannmubadilleri.com/bizden-haberler/lmv/hasretim-istanbul-h92.html>

¹⁰⁶⁷ On peut penser par exemple à la mémoire d'un habitant du quartier de Kurtuluş, Hüseyin Irmak : IRMAK H., *Istanbul'da bir kadim semt, yaşadığım Kurtuluş*. Tanıklık, Istanbul, 2003.

¹⁰⁶⁸ AKSOY B. « Istanbul'daki küçük Atina », in *Gezi rehberi*, Istanbul, avril 2003

¹⁰⁶⁹ AKSOY B., « Istanbul'daki Küçük Atina », *ibid.*

¹⁰⁷⁰ Habitant du quartier et auteur d'un ouvrage sur l'histoire du quartier.

cinquantaine de personnes la première année. Selon Hüseyin, d'anciens habitants *rum* ont assisté au défilé depuis leur balcon, les larmes aux yeux. En 2011, on parle de 400 participants. Toutefois, malgré l'enthousiasme des organisateurs qui sont le président du conseil d'administration *rum* de Kurtuluş, quelques étudiants grecs et Hüseyin Irmak, le succès du carnaval reste mitigé¹⁰⁷¹ ».

Des groupes de musique gréco-turcs tels que « Café Aman » ou « Tatavla Keyfi » ont été très actifs dans cette dynamique de ressuscitation de certaines traditions locales grecques-orthodoxes à Istanbul.

Or ce type de mise en valeur de l'histoire de la ville, de la mémoire et surtout de l'héritage des non-musulmans ne va pas de soi en Turquie, comme le montre par exemple Jean François Pérouse à propos de la mise en valeur de la muraille d'Istanbul :

« Dans un pays comme la Turquie, où « l'écriture de l'histoire nationale » demeure un exercice délicat, la question du patrimoine urbain fait problème. Ce problème est tout particulièrement aigu à Istanbul, compte tenu de l'épaisseur historique complexe de la ville, qu'on ne peut exclusivement rattacher à une seule nation, sans faire violence à la « réalité historique ». En effet, historicisation de la nation (Çinar, 1998, p 8) et nationalisation de la ville d'Istanbul semblent être des processus allant de pair, compliquant l'émergence d'une conscience patrimoniale plurielle¹⁰⁷² ».

Dans le cadre d'Istanbul 2010, le passé cosmopolite de la ville d'Istanbul a été beaucoup mis en valeur, alors qu'il était longtemps resté dans l'oubli en Turquie. Beaucoup des projets qui ont été financés dans le cadre d'Istanbul 2010 s'inscrivent dans cette valorisation du patrimoine multi-ethnique d'Istanbul comme le projet « Mémoire d'Istanbul » ou encore le projet de « protection et de restauration des murailles d'Istanbul ». On peut citer également comme allant dans ce sens celui « *d'Istanbul's multicultural heritage program* » (Programme sur l'héritage multiculturel d'Istanbul), visant à mettre en valeur l'héritage culturel des minorités non-musulmane de la ville. Dans ce cadre, une exposition sur les architectes grecs et arméniens d'Istanbul a été réalisée. Un projet de restauration de la synagogue d'Hasköy et de l'église d'Euphemia Martirionu datant du Ve siècle va dans ce sens. Des expositions temporaires ont même été réalisées dans le cadre d'Istanbul 2010 et du projet « *From Byzantium to Istanbul* » (De Byzance à Istanbul) racontant la ville d'Istanbul avant la conquête ottomane. Un forum, le forum « Identités multiples - un patrimoine commun » tenu par l'association *Europea Nostra*, avec une cérémonie de remise des prix de la « Protection culturelle européenne » s'est tenue à Istanbul dans ce cadre. Le forum a été organisé avec la collaboration de l'université Mimar Sinan, université turque spécialisée dans les arts et l'architecture. Le congrès se voulait être une plateforme pour les représentants issus de la société civile qui agissent en faveur de la promotion d'un patrimoine culturel diversifié en Turquie, qui ont longtemps peiné à se faire entendre par les autorités turques. De ce point de vue, Istanbul 2010 a ouvert une fenêtre politique pour ces acteurs locaux qui

¹⁰⁷¹ MARTIN C., « Reconversion(s) territoriale(s) sur l'avenue de Kurtuluş », in *Echos de Turquie*, n°16, 2011, en ligne, URL : <http://echogeo.revues.org/12393#tocto2n4>

¹⁰⁷² PÉROUSE, « La muraille terrestre d'Istanbul ou l'impossible mémoire urbaine », in *Patrimoine et politiques urbaines en Méditerranée*. n°16, 2003, p 27-44.

militent pour une meilleure prise en compte de l'héritage de « l'Autre » en Turquie. On compte un certain nombre de tentatives de récupérations politiques d'Istanbul 2010 par les autorités locales mettant l'identité multiculturelle d'Istanbul particulièrement en avant en 2010 comme effet d'annonce publicitaire, sans avoir montré par la suite une réelle volonté de pérenniser cette démarche et en dehors de programmes bénéficiant de financements européens.

La Thessalonique multiculturelle et cosmopolite : une ville qui renaît de ses cendres ?



Peinture représentant la ville de Salonique en 1917
(Source : wikipedia¹⁰⁷³)

La ville de Thessalonique est longtemps restée totalement en marge du processus de rapprochement entre villes grecques et turques. Peuplée en majorité par des réfugiés originaires de la région du Pont, peu enclins à un rapprochement avec la Turquie, la ville a, en outre, un passé problématique pour la Grèce puisqu'à l'époque ottomane, les populations grecques-orthodoxes y étaient minoritaires. La ville était majoritairement peuplée par des juifs et des musulmans et constitue également la ville de naissance de Mustafa Kemal. Autrefois bastion du nationalisme grec antiturc, la ville a complètement changé sa politique diplomatique depuis 2010 (et l'arrivée du nouveau maire, M. Yanis Boutaris au pouvoir), de manière relativement spectaculaire, et semble vouloir aujourd'hui ressusciter son passé cosmopolite et ottoman. Yanis Boutaris a été élu au début de la crise économique grecque. Sa gestion de la ville de Thessalonique est en complète rupture avec celle de ses prédécesseurs, sur le plan de la gestion municipale mais aussi en termes de diplomatie. Boutaris a pour objectif de réaliser un changement radical dans la ville. Il a remporté les élections avec une petite majorité contre le candidat de centre-droit Nouvelle démocratie, Konstantinos Gioulekas. Thessalonique est connue pour être un bastion conservateur et, malgré les résultats d'enquêtes sur des

¹⁰⁷³ Source : wikipedia, URL : http://en.wikipedia.org/wiki/File:Salonique-Vue_g%C3%A9n%C3%A9rale_1917.jpg

détournements de fonds allant jusqu'à 30 millions d'euros au sein du parti Nouvelle Démocratie¹⁰⁷⁴, une bonne partie de la population continue de supporter le candidat conservateur :

« L'étroite différence de résultats, malgré les problèmes répandus dans la ville, qui comprenaient des ordures qui s'entassaient mais aussi des affaires de corruption, reflète la mesure dans laquelle les opinions nationalistes et conservatrices ont régné à Thessalonique depuis les années 1950¹⁰⁷⁵ ».

Dans la situation dans laquelle se trouve la Grèce économiquement, Yanis Boutaris essaye de tirer son épingle du jeu en montrant que certains espoirs sont permis au niveau municipal. C'est d'ailleurs un effet de la crise grecque que d'avoir, indirectement, renforcé l'échelon municipal. Pour tenter de convaincre les électeurs de la capacité d'action des politiques malgré la crise et le manque de confiance envers le gouvernement, c'est sur l'échelon municipal que misent certains, dont fait partie M. Boutaris. Son but est également de montrer, à travers l'exemple de Thessalonique, que la Grèce peut être réformée et peut connaître de profonds changements. Son action au niveau international a été très dynamique. Il a développé des liens importants avec des municipalités d'autres villes européennes pour améliorer la gestion municipale de sa ville. Pour essayer de trouver une solution à la gestion des déchets, la ville de Thessalonique travaille par exemple avec celle de Cologne. Lors d'une visite en février 2012 à Berlin pour étudier leur approche de la gestion des déchets, il a déclaré à un journaliste du journal *Der Spiegel* :

« Nous avons besoin de votre aide. Votre ville est propre tandis que Thessalonique est sale. Ce qui fonctionne dans votre ville ne fonctionne pas dans le nôtre. Nous devons changer. Notre système, qu'il s'agisse de la gestion des ports ou de la collecte des ordures, est rompu. Il doit être jeté et remplacé par quelque chose d'autre¹⁰⁷⁶ ».

L'intérêt du maire pour la gestion des villes allemandes et pour ses relations avec l'Allemagne en période de crise entre les deux pays sur le plan politique lui a valu la condamnation de certains médias grecs et d'une partie de l'opinion publique. Mais Boutaris se dit désireux d'apprendre des « bonnes pratiques » :

« Quand nous sommes allés à Cologne pour voir comment ils traitent l'élimination des déchets, nous avons examiné aussi comment ils travaillent dans des domaines tels que les relations publiques, les infractions aux règlements municipaux et les autres domaines de l'administration publique dans laquelle Cologne est très évoluée¹⁰⁷⁷ ».

Ses réformes et initiatives ont par contre attiré les éloges de fonctionnaires de l'UE et d'autres institutions partenaires, notamment concernant les efforts déployés par le maire pour la diminution des coûts et la meilleure gestion des services publics. Boutaris souhaite, pour augmenter les sources de revenus de la population locale, promouvoir le tourisme à Thessalonique. Il a cherché à rendre la ville plus attrayante pour les visiteurs en provenance de pays qui font pourtant partie du passé « sensible » de la ville et avec qui les maires précédents n'avaient pas voulu coopérer. Boutaris veut réellement

¹⁰⁷⁴ L'ancien maire Vassilis Papageorgopoulos est parmi ceux qui ont maintenant été inculpés d'infractions.

¹⁰⁷⁵ Extrait du site « City mayors », URL : <http://www.citymayors.com/mayors/thessaloniki-mayor-boutaris.html>

¹⁰⁷⁶ Extrait du site « City mayors », URL : <http://www.citymayors.com/mayors/thessaloniki-mayor-boutaris.html>

¹⁰⁷⁷ Extrait du site « City mayors », URL : <http://www.citymayors.com/mayors/thessaloniki-mayor-boutaris.html>

rompre avec la politique des maires précédents de tendance conservatrice qui avaient d'avantage cherché à insister sur le caractère hellène historique de Thessalonique plutôt que sur son passé multiculturel, quitte à revenir sur des épisodes douloureux de l'histoire de la ville. Sur les 50 000 juifs que comptait la ville de Thessalonique avant la Seconde Guerre mondiale, il ne resta que 4% de personnes en vie à la fin de la guerre. La population juive a été massivement envoyée dans les camps, par les Nazis pendant la guerre, avec l'indifférence d'une partie de la population. Alors qu'elle était pourtant majoritaire dans la ville, Thessalonique ne porte pas la mémoire de la présence passée de ces populations. En 2011, le maire s'est rendu en Israël et a déclaré lors de cette visite :

« Nous ne pouvons pas regarder vers l'avenir sans connaître le passé. Ce n'est pas pour rien que Thessalonique était connue comme la Jérusalem des Balkans et il se pourrait qu'elle le redevienne de nouveau¹⁰⁷⁸ ».

Poursuivant sa politique en totale rupture avec les positions et la diplomatie de la ville de Thessalonique les années précédentes, Boutaris a même engagé un rapprochement avec la République de Macédoine. La Macédoine - reconnue à l'ONU sous le nom provisoire d'Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM ou FYROM) en raison de l'opposition de la Grèce sur son appellation en tant que « Macédoine » -, n'arrive toujours pas à trouver une issue au conflit qui l'oppose à son voisin grec depuis 1991. Pour Athènes, en effet, le nom de « Macédoine » appartient de manière exclusive au patrimoine hellénique. La ville de Thessalonique, située dans la région de Macédoine grecque, était connue pour avoir des positions particulièrement virulentes par rapport à la Macédoine. Faisant fi de cette tradition, Boutaris, en mai 2012, a signé une déclaration de coopération avec Vladimir Taleski, le maire de Bitola dans l'ancienne République Yougoslave de Macédoine, ce qui a déclenché une réelle stupeur en Grèce.

Un des chantiers les plus importants auquel le maire s'est attaqué est sans aucuns doutes sa stratégie de rapprochement avec les municipalités turques et la Turquie. Yanis Boutaris, militant pour le rapprochement et voulant à la fois mettre en valeur le passé multiculturel de la ville et développer le tourisme, a particulièrement axé sa politique municipale sur un rapprochement avec les municipalités turques. Il accompagne régulièrement les hommes d'affaires de Thessalonique dans leurs déplacements en Turquie. Il a également organisé une rencontre avec la compagnie aérienne *Turkish airlines* et est parvenu à obtenir la réintroduction de services réguliers à destination de la ville de la compagnie aérienne.

¹⁰⁷⁸ Extrait du site « City mayors », URL : <http://www.citymayors.com/mayors/thessaloniki-mayor-boutaris.html>



Yanis Boutaris (à gauche) et Ahmet Davutoğlu (à droite) lors de leur rencontre le 10 mars 2011
(Source : Ekatimerini¹⁰⁷⁹)

La ville de Thessalonique, ville de naissance de Mustafa Kemal, est également le lieu d'origine de nombreux réfugiés turcs de l'Echange. Il a conclu plusieurs accords de partenariats avec des villes turques, accueillis des élèves turcs pour venir apprendre le grec et mis en place des actions visant à attirer le tourisme turc, et notamment le tourisme des racines turc. Le maire s'est également rapproché d'autres pays comme la Russie ou l'Egypte. Les chiffres de cette nouvelle diplomatie ont été spectaculaires : augmentation de 331 % du nombre de touristes en provenance d'Israël, de 286 % en provenance de l'Egypte, de 96 % de la Russie, de 72 % depuis Skopje et de 63 % en provenance de la Turquie à Thessalonique¹⁰⁸⁰. Lors de sa rencontre avec le ministre des Affaires Etrangères turc A. Davutoğlu, Yanis Boutaris a fait savoir qu'il souhaitait très fortement encourager la venue de touristes turcs à Thessalonique et pourrait aider à la construction d'un cimetière musulman et d'une mosquée à Thessalonique. Davutoğlu a dit qu'il « était déterminé à renforcer les liens entre Istanbul, Thessalonique et Izmir et à les relier par des moyens de transport ». Thessalonique semble réellement avoir connu une mutation profonde et être en voie de redécouvrir son passé multiculturel.

Izmir « l'infidèle » ou les différents visages de la transnationalité à travers le temps



Smyrne - Izmir

¹⁰⁷⁹ Source : http://www.ekathimerini.com/4Dcgi/4dcgi/_w_articles_wsite1_1_10/03/2011_382379

¹⁰⁸⁰ <http://news.gtp.gr/2012/12/07/mayor-boutaris-on-improving-thessaloniki/>

Izmir, anciennement Smyrne, fut fondée vers 3 000 av. J-C sur le site de Tepekule¹⁰⁸¹. Elle est louée par les auteurs anciens comme l'historien-géographe grec Strabon, pour qui elle est « la plus belle ville du monde¹⁰⁸² » ou le rhéteur Aelius Aristide qui la qualifie de « joie de l'Asie et ornement de l'Empire », de la « ville du monde la plus belle à voir et qui sert de modèle à la beauté même¹⁰⁸³ ». L'histoire d'Izmir est dès son origine mouvementée : elle fait partie du royaume hittite entre 2 000 et 1 200 av. J-C, puis, suite à l'effondrement de ce dernier face aux attaques des Phrygiens, elle est occupée par les Eoliens émigrés de Grèce, puis par des Ioniens. Elle connaît une grande apogée durant la période Ionienne. Elle est ensuite envahie en 600 av. J-C par le roi de Lydie, Alyatte II, puis par les Perses en 546 av. J-C. Pendant la période classique, ravagée, la cité n'occupe pas de rôle important. Selon la légende, c'est Alexandre le Grand qui décide de restaurer la cité détruite. Ce sont ces successeurs qui en seront les artisans – Antigone le Borgne puis Lysimaque -. En 302 av. J-C, elle passe sous la domination de Lysimaque, ancien général d'Alexandre le Grand, puis sous la domination des Séleucides et enfin, pour une courte période, sous celle du royaume de Pergame (fin du IIIe-début du IIe siècle av. J.-C.). En 189–188 av. J.-C., les Séleucides sont chassés de l'Ionie et de l'Asie Mineure par les Romains. Smyrne reçoit des territoires pour avoir combattu aux côtés de Rome et bénéficia d'une certaine indépendance. En 85 av. JC, Smyrne est incluse dans la province romaine d'Asie. La ville est citée parmi les sept Eglises d'Asie de l'Apocalypse de Saint Jean.

Depuis le IIIe siècle av. J-C, Smyrne est une cité prospère qui ne cesse de se développer. Elle est conquise en 1081 par les Turcs Seldjoukides puis par l'Empire ottoman. La ville s'est considérablement développée et épanouie sous domination ottomane, dont elle est devenue l'une des cités les plus riches. Au XIXe siècle, on l'appelle même le « petit Paris » parce qu'elle compte, outre une population grecque-orthodoxe hellénophone, arménienne, juive et musulmane¹⁰⁸⁴, une population de Levantins¹⁰⁸⁵ très importante. Pour beaucoup de voyageurs occidentaux, Smyrne est à la fois l'héritière de son passé antique (en témoignent les vestiges grecs et romains) mais aussi une ville orientale d'Asie Mineure, dont le côté exotique attire. Elle est également une ville moderne, au rayonnement culturel et surtout économique très important.

Smyrne a en effet toujours occupé une place spécifique au sein de l'Empire ottoman et du monde méditerranéen. Pendant la période ottomane, elle s'impose progressivement, sur le plan

¹⁰⁸¹ Près de l'actuelle localité de Bayraklı.

¹⁰⁸² Strabon, Géographie, XIV, 1, 37.

¹⁰⁸³ Aelius Aristide, XIC, 1-3, cité dans GALLAND A., *Le voyage à Smyrne. Un manuscrit d'Antoine Galland (1678)*, Chandeigne, Paris, 2000, p 79.

¹⁰⁸⁴ On retrouve un certain nombre de monuments religieux à Izmir qui témoigne de son passé multiconfessionnel : des mosquées : Hisar Camii (qui a été construite en 1598), Şadırvan camii (1637), Konak Yalı camii (1754), Ali ağa camii (1672), Bas durak (Hacı Hüseyin camii) de 1652, Kemeraltı camii (1671), Isa bey camii (1375), Hatuniye camii (1640), mais aussi des églises : Ilkel Hristiyanlık kiliseleri, celle qui ont été faites à la période Constantin, les églises byzantines, romaines, églises gothiques, églises modernes, églises policarpes, l'église Notre Dame de Lourdes et la basilique de Saint Jean. On trouve également des synagogues : la synagogue Algaze, Bikkur Halim et Giveret Havrası.

¹⁰⁸⁵ Au XIXe siècle et dans la première moitié du XXe siècle, ce terme a surtout servi à désigner des résidents de l'Empire ottoman et de ses États successeurs, d'ascendances européennes, byzantines, arméniennes ou mixtes diverses.

commercial, comme point de contact entre économies occidentales et l'Empire ottoman, mais aussi comme centre de redistribution interne de l'Empire des denrées provenant de l'étranger ou devant être exportées. Mais c'est vraiment au début du XVII^e siècle qu'elle cesse d'être un petit centre de commerce régional de 2 000 habitants pour acquérir le statut de port international de l'Empire. A partir du XIX^e, on constate à Izmir un grand développement du système bancaire et une augmentation spectaculaire de sa population. Elle devient une place forte au niveau financier et prospère très rapidement. Des banques, assurances, entreprises étrangères s'y implantent. La ville se réorganise différemment : plutôt qu'une organisation spatiale selon la religion ou l'ethnicité, la ville se structure autour des différents statuts sociaux des populations qui la composent¹⁰⁸⁶.

Les contacts entre communautés augmentent et on assiste à un mouvement de métropolisation de la population : la différence se fait moins entre personnes habitant à Izmir qu'entre Izmir et le reste de son arrière-pays, plus agricole. Les marchands grecs-orthodoxes gardent, en raison de leur mobilité et de leurs contacts, une position dominante dans la ville qui devient un port de commerce international. Une culture bourgeoise se développe dans la ville. Progressivement, Izmir devient un lieu très cosmopolite où l'influence des puissances occidentales ne cesse d'augmenter et qui devient aussi de plus en plus indépendante du pouvoir central. Les marchands de Smyrne bénéficient de très bonnes relations avec les puissances étrangères et acquièrent progressivement un statut de « protégés ». Certains changent de nationalité selon les circonstances et créent une sphère d'activité dont les autorités ottomanes perdent de plus en plus le contrôle¹⁰⁸⁷. Le libéralisme économique se développe à grande vitesse dans la ville, qui en est un vecteur.

La ville est attribuée à la Grèce après la Première Guerre mondiale lors du traité de Sèvres. Elle va être la première ville occupée par l'armée grecque en 1919, date à partir de laquelle l'armée va poursuivre son expansion en Anatolie. Après la déroute militaire de l'armée grecque, elle est le théâtre de la défaite et le point d'évacuation des réfugiés d'Asie Mineure. La ville connaît des actes de violence et de nombreuses exactions y sont commises. Le 13 septembre, un incendie éclate dans le quartier arménien. Il s'étend rapidement à toute la ville et échappe à tout contrôle : en une semaine, il détruit presque toute la ville et fait près de 2 000 morts. L'origine de ce désastre est fortement disputée : les Grecs et les Arméniens en imputent la responsabilité aux Turcs, tandis que les Turcs accusent les Grecs de s'être livrés à une politique de la terre brûlée pour éviter que leurs biens ne tombent en leurs mains.

À la suite du traité de Lausanne, Izmir, comme l'ensemble de l'Anatolie, est cédé à la Turquie, dans le cadre du traité de Lausanne de 1923. La ville, où seuls les quartiers turcs et juifs ont été épargnés par l'incendie, sera reconstruite progressivement, d'après les plans de l'urbaniste René

¹⁰⁸⁶ GOFFMAN D., *Izmir and the Levantine world, 1550-1650*, Seattle, 1990. Voir également : KITROMILIDES P., « Greek irrendism in Asia Minor and Cyprus », in *Middle eastern studies* 26/1, p 3-17, in EXERTZOGLOU H., « shifting boundaries, language, community and the non-greek-speaking Greeks », in *Historein* vol 1, 1999, p 75-92.

¹⁰⁸⁷ KREOKIOTIS V., *Educating the nation, migration and acculturation*, op.cit., p 5

Danger. Après la Seconde Guerre mondiale, Izmir connaît un boom démographique en partie dû à l'émigration de populations anatoliennes depuis les provinces orientales. Izmir est le deuxième plus grand port de Turquie (après Istanbul) et la troisième agglomération du pays par son nombre d'habitants (2,8 millions d'habitants en 2010). Elle est un centre administratif territorial important : elle est la préfecture (*valilik*) de la province (*il*) du même nom. Elle possède plusieurs universités, les plus anciennes étant l'Université d'Égée (*Ege Üniversitesi*, datant de 1955) et celle du Neuf Septembre (*Dokuz Eylül Üniversitesi*, datant de 1988). Elle dispose d'un aéroport, qui est situé à 18 kilomètres au sud d'Izmir. Izmir se « turquifie » après l'instauration de la République. Si les Levantins, les juifs et les arméniens y demeurent, la majorité de sa population - qui était grecque-orthodoxe - est partie. Cela modifie la structure sociale mais surtout l'activité économique de la ville. Mais Izmir semble garder sa spécificité, celle de demeurer toujours « l'infidèle » :

« La ville qui renaît de ses cendres – Izmir – après l'incendie, qui émerge des plans d'urbanisme est différente. Son visage, sa population est autre. Mais elle ne cherche qu'à se réconcilier avec son passé brillant et tourmenté et à redécouvrir sa longue histoire. Comme par le passé, Izmir aime être « infidèle ». Infidèle cette fois, non pas en raison de la composition de sa population, mais parce qu'elle entretient des rapports particuliers avec le pouvoir central et qu'elle est toujours prête à cultiver sa différence. Comme par le passé encore, ses habitants n'hésitent pas à jouer entre leurs différentes appartenances, preuve supplémentaire, s'il en était besoin, que les identités plurielles n'ont pas disparu à Izmir, du moins pas totalement. Ils sont d'ailleurs partis à la recherche de ce passé dont ils sont nostalgiques, comme en sont tous ceux qui sont nostalgiques aussi tous ceux qui ont quitté cette ville en 1922 ou un peu avant, ainsi que leurs descendants qu'ils soient établis en Grèce, en France, aux États-Unis ou ailleurs¹⁰⁸⁸ ».

Izmir, de la même manière qu'Istanbul ou Thessalonique, garde en héritage la position si particulière qu'elle occupait pendant l'Empire ottoman et qui va se traduire dans des formes renouvelées. Il est intéressant tout d'abord de constater que le rapprochement de la ville avec Athènes a été amorcé par l'association des hommes d'affaires et des industriels de l'Égée (*ESIAD - Ege Sanayicileri ve İşadamları Derneği*) côté turc, ce qui montre que la dynamique économique reste un vecteur d'internationalisation pour la ville. L'association a particulièrement œuvré pour le rapprochement avec la Grèce, mais aussi de manière plus générale avec l'Union européenne et pour le renforcement de la coopération économique entre les deux pays et l'ouverture des frontières. La chambre de commerce d'Izmir a également joué un rôle de mécène dans la tenue de certaines activités : par exemple la visite d'étudiants grecs et turcs dans l'un et l'autre pays. La chambre a beaucoup travaillé avec la chambre de commerce et d'industrie d'Athènes.

La ville, comme à l'époque ottomane, est en concurrence avec Istanbul quant à son rayonnement outre-frontières mais aussi pour le commerce avec la Grèce. Les liens avec la Grèce ne sont pas seulement de nature économique : lors de l'Échange et au moment de la guerre, la population grecque-orthodoxe d'Izmir a dû fuir et a trouvé majoritairement refuge dans la région d'Athènes. Le rapprochement entre unions des municipalités de l'Égée et celles de l'Attique, polarisée par Izmir et

¹⁰⁸⁸ SMYRNELIS M.C., *Smyrne, la ville oubliée ? : Mémoires d'un grand port ottoman, 1830-1930*, Autrement, collection mémoire-ville, 2006.

Athènes, apparaît de ce point de « naturel » tant les deux villes sont liées par une histoire commune mais aussi par d'intenses liens économiques.

Izmir semble donc, à travers le temps, garder son caractère « d'infidèle » malgré le départ des grecs-orthodoxes. Dans un article, Yaşar Aksoy, explique pourquoi Izmir, loin d'avoir honte de son statut « d'infidèle » doit au contraire valoriser cette identité. Il se demande combien peut-on compter d'Izmir « l'infidèle » au cours de l'histoire. Il en dénombre trois. Nous reprendrons cette classification comme autant de visages que peuvent offrir des processus de transnationalisation de la ville d'Izmir, à travers le temps¹⁰⁸⁹. La première « *gavur Izmir* » est celle dont la population majoritaire est chrétienne, qui s'est progressivement développée pour devenir une place forte économique au XIXe siècle où les non-musulmans y jouent un rôle prépondérant, d'où son nom « d'Izmir l'infidèle ». C'est une ville grecque, héritée de l'ancienne Ionie, qui tend à être indépendante politiquement mais aussi économiquement. On l'appelle « l'infidèle » parce qu'elle est peuplée en majorité par des non-musulmans. La deuxième « *gavur Izmir* », correspond à la représentation que l'on se fait d'Izmir en Turquie après la guerre gréco-turque et les mouvements de populations. Même si elle devient peuplée en majorité par des populations musulmanes, Izmir reste néanmoins « infidèle » et en partie inféodée au pouvoir central. C'est en quelque sorte l'Izmir « décriée par les conservateurs musulmans turcs, qui reste laïque, avec une culture propre, tournée vers l'Europe¹⁰⁹⁰ » et dont les femmes sont réputées pour être très belles et libres. La troisième « *gavur Izmir* », c'est celle qu'on appelle le « petit Paris », dans le sens où c'est une ville très cosmopolite : où se côtoyaient des Arméniens, des Grecs, des Juifs, des Italiens, des Français, des Anglais ou des Hollandais. De ce point de vue, Izmir n'est pas une ville grecque, elle n'est ni une ville turque laïque, elle est une « ville-monde », une ville cosmopolite, multiethnique et multiconfessionnelle et c'est ce qui fait peut-être son « infidélité chronique ». C'est son caractère hybride qui lui est intrinsèque. Elle est peut-être le symbole, comme Istanbul, de la sociabilité de l'Empire ottoman et de son éclectisme.

Les grandes municipalités ont naturellement un plus large éventail d'interactions avec des partenaires étrangers en raison de leur base économique, sociale et culturelle plus large et plus diversifiée. Par exemple, il est clair qu'une plus grande municipalité attire davantage d'investissements étrangers et des échanges d'affaires connexes. L'activité touristique est un facteur important contribuant aux jumelages municipaux, mais aussi à la coopération. Or, les villes qui étaient autrefois des villes d'Empire au passé cosmopolite ont un pouvoir d'attractivité très fort si elles mettent cet héritage en valeur. La vie culturelle dans les grandes villes est plus dynamique et diversifiée et offre un terrain favorable aux échanges et au tourisme. Même si les petites municipalités ont mis en place au départ ce type d'initiatives, cette dynamique est aujourd'hui de plus en plus captée par les grandes

¹⁰⁸⁹ AKSOY Y., « Gavur Izmir özlemi, Cumhuriyet'in Izmir », in *Izmir Büyük şehir belediyesi, Cumhuriyet gazetesi yayın, 2008, p 46-53, p 48.*

¹⁰⁹⁰ Extrait du texte : « yani muhafazakârlara göre, Izmir en çok batılılaşmış, açılıp saçılmış, katı laik, yani düpedüz gavurlarmış bir kenttir. Bu tespit, tamamen sosyo-siyasal bir suçlamayı içermektedir », AKSOY Y., « Gavur Izmir özlemi », in *Cumhuriyet'in Izmir*, p 48.

viles qui polarisent l'espace de rapprochement et d'hybridation des territoires ainsi constitué en raison de leur taille, mais aussi du dynamisme, de leur population et de leur passé qui a une forte valeur symbolique et incarne parfaitement ces phénomènes en devenant la vitrine. Elles sont donc les catalyseurs de dynamiques territoriales nouvelles et gardent ainsi leur position spécifique héritée de l'époque ottomane. À bien des aspects, on peut considérer que des villes comme Izmir, Istanbul et Thessalonique portaient déjà en elle des germes de transnationalité, en raison des populations qui les composaient, de leur indépendance vis-à-vis du pouvoir central, mais également par le fait qu'elles étaient porteuses de dynamiques économiques de type transnationales. Elles avaient de fait une situation de carrefour « entre deux mondes ». On peut de ce point de vue, les considérer comme étant, dès l'époque ottomane, très proches de ce que Braudel appelle des « économies-mondes » :

« Un fragment de l'univers, un morceau de la planète économiquement autonome, capable pour l'essentiel de se suffire à lui-même et auquel ses liaisons et ses échanges intérieurs confèrent une certaine unité organique¹⁰⁹¹ ».

Polarisant le territoire, ces villes ont prospéré au sein de l'Empire ottoman qui a laissé des dynamiques de type transnationales en héritage pour ces villes.

Nous avons essayé de mettre en évidence, dans cette troisième partie, en quoi la diplomatie des villes grecques et turques était porteuse de dynamiques de transnationales à différentes échelles : la frontière, les régions transfrontalières et un espace de coopération et d'hybridation polarisé par des villes historiques de grande taille au passé cosmopolite.

¹⁰⁹¹ BRAUDEL F. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme : XVe-XVIIIe siècle*, Paris, A. Colin, 1967.

Conclusion

En conclusion de cette étude sur la diplomatie des villes grecques et turques de la fin des années 1980 jusqu'à nos jours, nous allons essayer de mettre en évidence les différents apports que peut avoir cette étude sur la compréhension des dynamiques transnationales et ses traductions territoriales dans le cas gréco-turc. Nous reviendrons pour cela sur les nouveaux éléments qu'apporte cette étude quant aux caractéristiques du rapprochement dans le cas gréco-turc : ses temps, ses acteurs, ses espaces et ses formes, en essayant de souligner les nouveaux apports qu'elle établit dans la compréhension des dynamiques transnationales et de leurs conséquences sur la cohésion territoriale des deux territoires nationaux concernés.

Les temps du rapprochement entre villes

Notre corpus d'étude, qui couvrait une période allant de 1989 à 2013 – soit une période de vingt-trois années – est un temps relativement court pour observer un phénomène aussi récent. Néanmoins, on constate qu'en l'espace de vingt ans, la diplomatie des villes grecques et turques a connu un essor spectaculaire et s'est considérablement développée. D'un phénomène marginal, parfois même contestataire, elle s'est normalisée et progressivement institutionnalisée avec le temps.

Premier constat que nous pouvons faire, on constate tout d'abord, dans le cas gréco-turc, que les chocs exogènes négatifs ont joué un rôle particulièrement fort dans la dynamique de rapprochement gréco-turc. Des études sur l'Inde et le Pakistan, Israël et Palestine ou d'autres pays inscrits dans une situation de type conflictuelle similaire montrent que ce phénomène n'est pourtant pas automatique. La « diplomatie du tremblement de terre » et ce que nous avons convenu d'appeler « la diplomatie de la crise grecque » – eu égard à l'essor de la coopération aussi bien économique et touristique qu'elle a provoqué entre les villes, mais aussi entre les deux gouvernements – montre que le cas gréco-turc a une certaine spécificité dans ce domaine. Ces relations de solidarité qui ont un impact sur les relations internationales des deux pays trouve de ce point de vue certaines résonances dans l'analyse théorique faite par Marcel Mauss sur « le don » et le « contre don », relation dans laquelle les deux pays semblent s'être inscrits et qui guide les relations entre leurs sociétés civiles. Si

leurs relations restent conflictuelles et continuent de buter sur des différends (Chypre ou la mer Egée notamment), les deux pays ont une capacité de réaction assez surprenante dans les moments où l'un d'entre eux se retrouve dans une situation de crise et font preuve d'une grande solidarité – qu'elle soit politiquement calculée ou non –. En ce sens, leurs relations illustrent parfaitement l'ambiguïté de leurs rapports héréditaires, à la fois « frères jumeaux » et « frères ennemis ». Les chocs provoquent un renouvellement des formes du rapprochement et les intensifient. Si la « diplomatie du tremblement de terre » s'est traduite par une forme de généralisation des « festivals d'amitié » entre villes et par une augmentation très forte des jumelages, la diplomatie de la crise économique s'est incontestablement traduite par l'entrée dans une nouvelle ère pour les villes : celle de la coopération et du renouvellement de leurs stratégies d'attractivité vis-à-vis de l'autre pays. Ceci est particulièrement net dans le domaine touristique.

La temporalité, liée à ces « chocs exogènes », suit le même schéma : l'augmentation brutale de la mise en place d'initiatives d'une nouvelle forme, leur massification puis leur essoufflement progressif, redynamisé à l'occasion d'un nouveau choc, qui provoque à nouveau une nouvelle vague d'initiatives, cette fois sous une forme renouvelée. C'est ce qui s'est passé en 1999, où, après le tremblement de terre, on a vu une augmentation spectaculaire des jumelages et festivals d'amitié. Tout au long de la décennie 2000, cette dynamique s'est progressivement amenuisée pour redémarrer ensuite avec le début de la crise grecque en 2012 et le développement cette fois de la coopération décentralisée. La chronologie des initiatives mises en place nous montre bien ce phénomène en « dents de scie », qui fonctionne par « vagues successives ». Alors que tous les observateurs avaient noté le caractère exceptionnel de la « diplomatie du tremblement de terre » après les séismes de 1999, il semble là aussi que cette « diplomatie des chocs » tende elle aussi à se normaliser et devenir une constante dans la dynamique de rapprochement entre les deux pays, puisqu'elle s'est renouvelée au moment de la crise grecque.

Les acteurs du rapprochement

Le choix de cibler notre étude sur les villes nous a permis d'analyser les perspectives de rapprochement gréco-turc à une échelle et sous un angle qui n'avait pas été analysé jusqu'ici. En effet, des travaux de recherche avaient bien été réalisés sous l'angle intergouvernemental ou sous l'angle de la société civile, mais cet échelon particulier – le local – n'avait pas été appréhendé jusqu'ici malgré le fait que les villes occupent un rôle très important dans cette dynamique de rapprochement. La diplomatie des villes est un domaine qui va pourtant tendre à se développer davantage. On a pu le voir par exemple dans le cas de Thessalonique et des actions menées par son nouveau maire, Yanis Boutaris, dans ce contexte de crise : dans un contexte de déliquescence non seulement économique, mais aussi politique, de perte de légitimité de l'action publique au niveau national, les villes – l'échelon local – deviennent le catalyseur de nouvelles attentes, le laboratoire de nouvelles politiques

et l'échelon de prédilection pour la synergie entre différents acteurs (populations, pouvoirs publics, associations). Les villes tendent de plus en plus à développer des stratégies de valorisation et d'attractivité qui leur sont propres, et qui peuvent avoir pour conséquence négative de les couper du reste de leur territoire (le cas de la ville d'Izmir et de la région de l'Egée par exemple, beaucoup plus tournées vers la Grèce et l'Europe que le reste du territoire national turc), mettant ainsi à mal une certaine « cohésion et cohérence territoriale ». En utilisant ces mots de « cohésion et cohérence territoriale », on peut néanmoins se demander quelle est la véritable cohérence de certains territoires, et même des territoires nationaux grecs et turcs tels qu'ils apparaissent aujourd'hui. Nous avons vu par exemple, à travers l'exemple des interactions entre les îles grecques et les villes de la côte turque, qu'il semble davantage dans la nature, dans l'intérêt et dans la cohérence interne de ces territoires de coopérer plutôt que d'être séparés par une frontière, qui apparaît de fait « artificielle » au niveau local. La résurgence de certains territoires historiques, montre qu'au-delà de leur dimension symbolique, la permanence de ces territoires tient d'une certaine manière à leur cohérence intrinsèque.

Ensuite, notre étude sur le rôle des acteurs locaux dans la dynamique de rapprochement nous a permis de voir que ce n'était pas seulement les municipalités qui étaient actrices dans cette dynamique. Nous assistons davantage à l'avènement d'une nouvelle forme de gouvernance dans le champ des relations entre les deux pays avec la diffusion de certaines manières de faire et « bonnes pratiques » européennes, où il y a de plus en plus d'interactions entre pouvoirs publics, collectivités territoriales et société civile, créant de ce fait une diplomatie à différentes échelles davantage concertée. Les rapports entre ces différents protagonistes ont dans un premier temps été de nature plutôt conflictuelle : la diplomatie civile et locale se sont d'abord construites en opposition à la politique intergouvernementale en faisant le choix de maintenir des relations au moment de crise aiguës (Imia/Kardak, l'île de Rô, par exemple). Mais par la suite, les chocs entre les deux pays étant davantage de nature exogène, on a davantage assisté à une complémentarité de l'action entre ces différents acteurs dans la dynamique de rapprochement. C'est particulièrement notable au moment de la crise grecque, où le rapprochement entre chambres de commerces, entre gouvernements et entre collectivités locales est tourné vers le même objectif : l'accroissement des relations économiques et la libéralisation du tourisme entre les deux pays. Les collectivités territoriales apparaissent de ce point de vue un échelon particulièrement intéressant pour étudier les différentes interactions entre ces acteurs et le degré de synergie dans leurs actions.

Les formes du rapprochement

La diplomatie des villes est un champ d'étude en construction tout en étant en pleine expansion et peut prendre de nouvelles formes. Les cadres d'analyses traditionnels des formes de rapprochement entre villes – jumelages, coopération décentralisée, partenariat avec d'autres acteurs de la société civile – ont été des outils d'analyse précieux. Mais, nous avons aussi constaté que ces cadres

ne nous permettaient pas de rendre compte de l'ensemble des dynamiques observées. L'organisation de festivals d'amitié, par exemple, est une spécificité gréco-turque. La tenue de ces festivals a le même caractère symbolique que le jumelage entre deux villes. Mais, sa nature de type événementielle et festive le distingue aussi bien des jumelages que des initiatives de coopération décentralisée mises en place dans d'autres pays. Leur rôle a été très important dans la dynamique de rapprochement : ils permettent aux acteurs de se rencontrer, de se voir régulièrement (au minimum chaque année, pour la tenue du festival) et d'aborder le rapprochement sous un angle festif tout en ayant une symbolique forte. Ensuite, nous avons pu observer que la diplomatie des villes pouvait prendre plusieurs formes : de type d'abord bilatéral, elle est devenue avec le temps de plus en plus multilatérale. L'aspect positif de cette logique de multilatéralisation des initiatives est de contribuer à leur extension sur le territoire et leur massification. Le désavantage de ce phénomène est que la dynamique première – les moteurs du rapprochement propres à deux villes – tend à se perdre et se diluer dans des logiques plus globales et plus « impersonnelles ». Un autre constat que nous avons pu faire est que la diplomatie des villes tend de plus en plus à se transformer en stratégie d'attractivité territoriale des villes vis-à-vis d'un pays en particulier, qui font de la transnationalité une ressource pour leur développement. Après la crise grecque, ceci est particulièrement flagrant : l'action internationale des villes et collectivités territoriales grecques vise à attirer des investisseurs et des touristes turcs et à établir des liens privilégiés avec la Turquie pour redynamiser l'économie au niveau local. On passe donc à une autre forme de diplomatie : non plus bilatérale ou multilatérale, mais qui s'analyse davantage en termes de rayonnement international d'une ville. On peut penser à l'exemple du maire de Thessalonique, Yanis Boutaris, qui va jusqu'à aller faire des visites officielles en Israël, en Turquie, en Macédoine ou en Russie pour réengager un dialogue avec ces pays et attirer des investisseurs ou des touristes potentiels dans sa ville. Il n'hésite d'ailleurs pas à rencontrer en personne des ministres des Affaires Etrangères dans cet objectif (M. Davutoğlu notamment, dans le cas turc). On assiste également à un décloisonnement de l'action diplomatique : lorsque les maires se rencontrent, ils sont aujourd'hui accompagnés par des représentants des chambres de commerce locales ou des associations de professionnels du tourisme. Cette stratégie d'attractivité des villes - qui participe de leur rayonnement sur le plan international - se traduit également par une mise en valeur du patrimoine de « l'Autre », à la fois pour attirer le tourisme, mais aussi comme gage de ses bonnes intentions et de leur volonté de renouer le dialogue.

La coopération entre villes sort des cadres d'analyse traditionnels de la coopération décentralisée : on ne peut pas les analyser comme des cas de coopération Nord/Nord ni comme des cas de coopération Nord/Sud. C'est pourquoi nous avons fait le choix de parler de « co-développement » local (touristique, culturel, économique) dans la mesure où ces initiatives de rapprochement se font dans une logique d'intérêt mutuel partagé et renforce la position des villes dans leur territoires nationaux respectifs. La diplomatie des villes grecques et turques s'apparente davantage aux formes de

rapprochement entre collectivités territoriales des anciens pays d'Europe orientale candidats à l'Union européenne et des pays inclus dans l'espace européen aux périphéries de l'Europe, plutôt qu'à une coopération Nord/Nord ou Sud/Nord. Cette coopération est basée sur une logique de complémentarité, de dynamisation, d'interdépendance croisée, mais aussi d'intégration progressive des territoires à un ensemble plus vaste : l'UE (comme nous avons pu le voir dans le cas de la Thrace, par exemple).

Les moteurs du rapprochement et leurs dynamiques spatiales

- **Du rapprochement entre et Kaş/Castellorizo à la constitution d'une zone de coopération économique et touristique transfrontalière**

La première dynamique de rapprochement que nous avons étudiée concerne les villes frontalières de Kaş et de Castellorizo. A travers l'étude des flux d'échanges économiques et touristiques entre les deux villes, nous avons essayé de mettre en avant quelles étaient les logiques rationnelles qui pouvait pousser les populations des deux villes à coopérer, malgré la frontière qui les sépare. La situation de Castellorizo est un cas d'école pour étudier la diplomatie d'une île ultrapériphérique aux frontières de l'UE, étant très éloignée du continent grec et beaucoup plus proche du continent turc. De par sa situation même, l'île a beaucoup plus intérêt à coopérer avec sa voisine turque que de rester uniquement dans les délimitations que l'Etat grec souhaite ne pas lui voir dépasser. L'île de Castellorizo devient la source d'enjeux géopolitiques plus vastes, ce qui fait de cette petite île du Dodécanèse, bien malgré elle, un enjeu de conflit potentiel entre les deux pays. L'exemple de Kaş et Castellorizo est un « type idéal » pour comprendre les relations d'interdépendances réciproques qui lient de manière plus générale les îles grecques de la mer Egée et de la Méditerranée aux villes de la côte turque. A la différence toutefois que les îles comme Samos, Mytilène ou Rhodes sont des îles de taille plus importante que Castellorizo et plus proches de la Grèce. Plutôt que d'être dépendantes des villes de la côte turque, il semble qu'elles tendent, au contraire, à polariser le territoire en étendant leur influence – de manière satellite – sur l'ensemble de la côte turque. Ce phénomène est très prégnant dans l'étude de la diplomatie de l'île de Mytilène, par exemple. Ces relations d'interdépendance et de polarisation changent au cours du temps, mais restent une constante dans les relations entre les villes des îles et de la côte. Elles représentent ainsi une forme de constance historique. Dans ce contexte géographique, le maintien d'une frontière hermétique apparaît factice et surtout semble apporter un appauvrissement économique aussi bien pour les îles que les villes des

côtes. Les déplacements de population et la coupure entre le réseau de transport (maritime et terrestre) commercial qui s'était développé entre les ports des grandes villes insulaires et les villes de la côte anatolienne après la guerre gréco-turque a causé un véritable déclin économique de ces villes qui n'a pu être contrecarré qu'avec le développement du tourisme. Ce déclin de l'activité économique a engendré un déclin démographique qui lui aussi n'a connu une inversion positive qu'avec le développement touristique. Cet exemple nous montre également - à l'inverse de l'aspect dynamisant de la coopération transfrontalière - comment la mise en place d'une frontière peut avoir des effets négatifs sur les économies locales. Avec l'instauration des frontières, les îles ont perdu leur place d'espaces centraux d'interconnexion et d'échanges au centre des flux économiques entre les deux continents et sont devenues non seulement des espaces périphériques, mais aussi des espaces isolés du reste du territoire continental grec. Si Kaş et Castellorizo sont aussi inséparables « qu'un œil » et un « sourcil », il en est de même pour toutes les villes des îles grecques de l'Égée et des côtes turques. Leur dynamisme sur le plan économique vient de leur coopération. Cette stratégie de développement touristique, qui a d'abord davantage bénéficié aux villes turques, n'est pas devenue qu'une option mais davantage une nécessité de survie dans le contexte de la crise économique grecque, qui a accéléré sa mise en place. La généralisation des festivals d'amitié entre les villes du littoral turc et les villes insulaires grecques, mais aussi la massification des jumelages et de la coopération décentralisée ont fait du rapprochement initial entre Kaş et Castellorizo le point d'impulsion d'une dynamique beaucoup plus vaste : la constitution progressive d'un espace transfrontalier de coopération et d'échanges entre les îles grecques et les villes de la côte turque sur tout le pourtour égéen et méditerranéen. Du statut de zone de délimitation et de séparation entre deux espaces distincts, la frontière gréco-turque est progressivement devenue un espace de rapprochement et de coopération.

- **Du rapprochement militant entre Dikili et Mytilène à l'institutionnalisation d'un espace de coopération transrégional en Égée**

En ce qui concerne la dynamique politique des initiatives de rapprochement entre villes grecques et turques, là aussi, on constate que Dikili et Mytilène sont réellement une initiative pionnière et emblématique du rôle joué par la gauche dans les premiers temps du rapprochement. Mais la configuration politique des villes aujourd'hui nous révèle que de profondes mutations ont également eu lieu au cours de ces vingt dernières années. Le moteur de coopération politique initié par les deux villes de Mytilène et de Dikili se voulait une initiative novatrice, contestataire et en opposition avec la politique gouvernementale. Reliés par leurs convictions communes d'extrême-gauche, par leur volonté d'innovation au niveau local et par une histoire de l'internationalisme des premiers mouvements ouvriers de l'époque ottomane en héritage, les deux maires ont fait figure de pionniers à plusieurs niveaux. Leur initiative porte en germe l'idée que l'innovation politique, au niveau local, peut venir concurrencer la politique gouvernementale et impulser des dynamiques à plus grande échelle. Elle

soulève donc la question de la relation entre gouvernements centraux et municipalités dans la dynamique de rapprochement, qui se trouvent alors en situation d'opposition ou de complémentarité. Mais après 1999, on constate que la massification des jumelages et festivals d'amitié va dans le sillage d'une reconnaissance par les deux gouvernements du poids des acteurs de la société civile et d'un processus de « normalisation » du rapprochement. La diplomatie menée par R. T. Erdoğan et C. Karamanlis dans les années 2000, puis au moment de la crise économique grecque entre R. T. Erdoğan et G. Papandréou, montrent que le rapprochement intergouvernemental- s'il n'est pas une condition nécessaire pour le rapprochement des villes - constitue néanmoins un facteur indéniable de dynamisation des échanges entre villes. Les facilités législatives que les gouvernements donnent à ces occasions aident les acteurs non-gouvernementaux dans leur démarche. De ce point de vue, on peut également voir dans les initiatives pionnières de 1989-1990 – même celle instituée entre Dikili et Mytilène – non pas une initiative en opposition avec la politique intergouvernementale de l'époque, mais davantage en continuité du processus de Davos initié par Özal et Papandréou. Le rapprochement entre Dikili et Mytilène pose également la question de l'opposition politique entre le local et le national. L'opposition de ces villes turques de la côte majoritairement CHP avec le gouvernement AKP se traduit dans leur diplomatie et leur volonté d'indépendance vis-à-vis du pouvoir central (bien que, rappelons-le, R. T. Erdoğan soit également un artisan du rapprochement). Ce clivage municipal/gouvernemental et le renforcement du poids des unions de municipalités peuvent donc davantage être analysés comme un moyen, pour les municipalités de l'opposition, d'innover au niveau local et de montrer leur capacité d'avoir un rayonnement de niveau international. C'est aussi un moyen pour les municipalités de se rapprocher de l'Europe, lorsque la politique gouvernementale semble davantage tournée vers un rapprochement des pays du Moyen Orient. Cette stratégie a un poids en Turquie, lorsque l'on sait que l'AKP a connu une ascension et s'est rendu populaire justement par sa gestion et pour les politiques qu'il a mis en place au niveau municipal, plus particulièrement dans la grande municipalité d'Istanbul. Le dynamisme de la ville d'Izmir dans ce processus peut-il être interprété comme une stratégie de différenciation d'une ville de second rang qui veut concurrencer Istanbul ? Ou apparaît-elle comme un espace d'expérimentation politique pour le parti de l'opposition qui étend ainsi son influence à la quasi-majorité des villes de la région avec la création de l'union des municipalités de l'Egée ? On retrouve le même état d'esprit dans le cas de la ville de Thessalonique, qui sous la direction de son nouveau maire, Yanis Boutaris, se veut être un laboratoire d'expérimentation d'une nouvelle gestion municipale et d'une nouvelle diplomatie dans un contexte de réformes nées de la crise économique et d'un changement de majorité. La diplomatie des villes tend de plus en plus à devenir un outil d'affirmation de certaines villes non seulement pour avoir plus de poids au niveau national, mais aussi pour montrer la capacité des maires – à l'échelle locale – à avoir une gestion politique d'envergure internationale. A travers cette diplomatie, c'est leur vision du monde, avec toute la part idéologique que cela comporte, que les maires affirment et expérimentent, à

petite échelle. La sensibilité politique des maires a donc joué un rôle prépondérant dans la première phase de développement des initiatives de rapprochement, mais, avec l'institutionnalisation de ces dernières, ce facteur tend à être neutralisé. Dikili et Mytilène ont, en quelque sorte lancé une dynamique dans un contexte défavorable et ont représenté de ce fait un rôle de modèle pour d'autres municipalités. Ce n'est en effet qu'après 1999, devant le succès du festival Dikili/Mytilène, mais aussi parce que le contexte politique après 1999 était plus favorable, que d'autres municipalités ont commencé progressivement à organiser des festivals d'amitié. Rapidement, ceux-ci se sont développés comme des « champignons » sur le littoral égéen alors qu'auparavant le festival de Dikili et Mytilène était vu comme une initiative marginale. Un autre facteur qui tend à neutraliser la dimension idéologique du rapprochement est le rôle joué par l'association Defne, qui a pour objectif d'inciter les municipalités – même les plus réfractaires – à coopérer. On voit bien de cette manière comment un acteur extérieur non-gouvernemental peut contribuer à surmonter les obstacles de nature politique au rapprochement entre villes. Le risque est néanmoins que ce rapprochement, initié par des acteurs extérieurs, ne soit qu'un trompe l'œil à caractère seulement symbolique et conserve un caractère de type « top/down » si ces initiatives ne sont pas reprises par la suite par les acteurs locaux. Kayaköy, appelé « village de l'amitié gréco-turque » - alors qu'en dehors des manifestations organisées par AEGEE, personne n'a repris le flambeau au niveau local pour faire vivre cette dite amitié gréco-turque - en est en quelque sorte la parfaite illustration.

Le dynamisme des unions de municipalité tend à donner une dimension transrégionale au rapprochement entre villes grecques et turques. A la fois basées sur une échelle locale municipale, les unions de municipalités sont le fruit de la coopération d'institutions semi-décentralisées, sorte de niveau intermédiaire entre l'Etat et la municipalité, très intéressantes à analyser pour le développement des dynamiques de type transnationales. Si, dans le cas turc, les présidents de ces unions sont des membres élus, ils sont, dans le cas grec, nommés par l'Etat et représentent donc des agents déconcentrés de l'Etat. On constate d'ailleurs que ces unions sont des sortes d'échelon régional qui ne disent pas leur nom. Les régions, en effet, en Turquie, n'ont pas de véritable existence politico-administrative. Les présidents d'unions sont, avec les nouvelles Agences de développement local, les seuls échelons institutionnels ayant une envergure régionale. N'ayant pas de statut au niveau national, cette coopération entre unions régionales de municipalités de part et d'autres de la frontière fait de cette nouvelle zone de coopération une région transnationale par excellence. Après 2011, on voit bien que l'action de ces unions est complémentaire à celle de l'Etat puisque le rapprochement fait par Erdoğan au moment de la crise grecque envers Papandréou est un préalable nécessaire au rapprochement des unions de municipalités. Le rapprochement entre unions de municipalités en Egee va également dans le sens de la volonté gouvernementale. Donc, à différents niveaux, cette dynamique de rapprochement affecte toutes les strates politico-administratives et perd de son caractère idéologique liée à la personnalité des maires au prix de sa dimension militante mais au profit d'une

certaine pérennisation.

- **Du rapprochement entre Güzelyurt et Nea Karvali à la résurgence des « résidus d'Empires » et le renforcement du poids et du rôle des villes historiques au passé cosmopolite.**

Enfin, on peut voir que le rapprochement entre les villes de l'Echange initié entre Güzelyurt et Nea Karvali s'est, lui aussi, diffusé dans une logique territoriale plus globale qui a mis en évidence la permanence de certains territoires historiques. Les villes multiconfessionnelles de Roumélie et d'Anatolie, héritage de l'Empire ottoman sont autant de ponts historico-culturels qui ont su subsisté malgré l'Echange, malgré les politiques de changement de toponymes, les tentatives d'effacement de la présence de « l'Autre » et les politiques d'intégration des réfugiés mises en place dans les deux pays. Cette dynamique de rapprochement entre villes de l'Echange est porteuse de phénomène d'hybridation des territoires, aussi bien sur plan social que culturel. Elle révèle par exemple la très forte proximité culturelle des régions de la partie occidentale de la Turquie avec la culture grecque. Elle révèle également qu'une partie de l'Anatolie – et de ses toponymes hérités de la période byzantine mais aussi ottomane – subsiste de manière latente à travers le choix des toponymes des villes de réfugiés, mais aussi des initiatives de valorisation de leur culture spécifique d'Anatolie. Elle rappelle aussi la permanence historique d'autres cartes : les limites de l'Empire byzantin et de l'Empire ottoman, celle de la présence des musulmans en Grèce et des grecs-orthodoxes en Asie Mineure avant l'Echange, mais aussi les délimitations anciennes de certaines régions historiques comme la Thrace. Ce processus de revalorisation du passé des villes mais aussi des spécificités de leurs populations, dans le cas des villes touristiques, est un moyen pour elles de se valoriser. Comme on l'a vu à travers le modèle type-idéal que nous avons choisi pour illustrer ce phénomène, Gelveri, plus qu'un lieu ressuscité, est aussi un lieu de coopération entre les deux villes dont elles tirent des bénéfices pour leur rayonnement à l'échelle nationale.

L'organisation des voyages-pèlerinages sur les « terres originelles » par les associations de réfugiés grecques a été un moteur du rapprochement entre villes grecques et turques. Mais rappelons également que la « quête identitaire des racines originelles » peut être une quête très individuelle ou communautaire qui ne comporte pas nécessairement une volonté de réconciliation ou de meilleure connaissance de « l'Autre ». Le cas des voyages-pèlerinages qui sont organisés par les descendants de réfugiés grecs originaires de la mer Noire s'inscrivent par exemple tout à fait dans cette logique plus identitaire et communautaire que tournée vers un processus de réconciliation. Les associations de réfugiés organisent des voyages mais cela n'a pas donné lieu, pour autant, à un rapprochement et cela n'exclut en rien le fait que ces communautés sont parmi les plus revendicatives à demander que l'Etat turc reconnaisse les massacres que la communauté pontique a subis. Mais, si les réfugiés peuvent être un frein au rapprochement entre villes, il semble néanmoins qu'ils puissent en être aussi les acteurs

privilegiés, en raison de leurs spécificités culturelles et de leur histoire singulière. Les membres de la diaspora font donc réellement figure de vecteurs de la transnationalisation comme beaucoup de recherches ont pu le montrer dans d'autres contextes. On retrouve ainsi une forme de permanence historique dans la forme de loyauté dont témoigne une population vis-à-vis de sa ville d'origine. Il semble aujourd'hui que ce soit surtout les villes de grande taille, au passé cosmopolite ayant occupé une place particulière à l'époque ottomane – notamment Istanbul, Izmir et Thessalonique – qui se trouvent être aujourd'hui les catalyseurs et grands bénéficiaires de ces dynamiques transnationales. Ces dynamiques, qui sont pourtant nées de villes ayant au départ une moindre envergure démographique, politique ou culturelle, se trouvent ainsi « captées » par ces grandes villes historiques qui se réapproprient cette dynamique pour réaffirmer leur envergure de type transnationale. Ces anciennes villes d'Empire deviennent ainsi les symboles de cette dynamique d'hybridation des territoires et de la persistance de ces « résidus d'Empires » dans les Etats-nations des deux pays. Ces villes, en raison de leur taille, de leurs moyens financiers mais aussi d'une expérience particulière dans le processus d'internationalisation, sont devenues les catalyseurs de ces dynamiques transnationales. Le nombre de leur population renforce la présence de différentes organisations très dynamiques qui peuvent travailler en synergie avec les pouvoirs politiques locaux : chambres de commerce, associations, syndicats, etc. L'Union européenne a encouragé le renforcement du poids de certaines de ces villes dans la polarisation de certaines dynamiques territoriales nées de la diplomatie des villes de second rang. C'est très patent dans le cas de la Thrace, où Edirne occupe, en raison de sa taille, une place centrale dans la régulation de cette dynamique et a des rapports privilégiés avec l'Union européenne. D'autre part, le dynamisme de la région de Thrace et de la ville d'Istanbul dans cette dynamique de rapprochement territoriale montre que les espaces qui comptent des minorités sont non seulement précurseurs mais jouent un rôle moteur dans le processus d'hybridation et de rapprochement de ces territoires historiques. Les contours géographiques de cet « espace intermédiaire d'hybridation » restent encore flous et mouvants : on peut se demander si ils suivent les limites des villes de l'Echange, les contours de la présence grecque en Asie Mineure et de la présence musulmane en Grèce au cours de l'histoire (avec un foyer très important autour de la région transfrontalière maritime et terrestre) ou encore les aires de rayonnement des villes cosmopolites qui polarisent ces dynamiques ?

Ces différentes dynamiques de transnationalisation des territoires à différentes échelles nées de la diplomatie des villes grecques et turques – que ce soit à l'échelle de la ville, de la frontière, de la région ou de la constitution d'un espace intermédiaire de coopération gréco-turque homogène – sont de plus en plus polarisées par des grandes villes ayant un passé cosmopolite et une envergure historique impériale qui peut représenter un défi pour la cohésion territoriale des deux Etats-nations. On voit bien que certaines villes tendent à s'émanciper et s'autonomiser considérablement du reste de leur territoire national (comme c'était déjà le cas à l'époque ottomane, ce qui montre une autre forme

de permanence historique), phénomène que leur action sur le plan diplomatique renforce. Ces villes, intégrées à des programmes européens et ayant une sphère d'influence dépassant les cadres nationaux sont en pleine expansion et deviennent de plus en plus interconnectées entre elles. L'ascension de ces villes-ports s'accompagne d'une dynamisation des territoires à l'échelle transrégionale et surtout transfrontalière. La disparition des lignes de démarcations frontalières entre les deux pays tend à en recréer de nouvelles. On peut déjà voir poindre, de manière latente, une perte de cohésion territoriale des territoires nationaux des deux pays. Les îles grecques, surtout celles qui sont éloignées du continent grec, semblent être beaucoup plus tournées vers les villes de la côte turque que vers les villes du continent grec. Cela peut constituer une première ligne de fracture, surtout en période de crise économique, qui tend à accentuer les divergences entre territoires. Ensuite, la région de Thrace grecque, en se rapprochant de sa voisine turque, peut également tendre à se détourner du reste du territoire (phénomène qui sera d'autant plus renforcé par le fait que sa population a des caractéristiques socio-culturelles qui la distinguent du reste du territoire grec). Sur ce point, nous faisons néanmoins l'hypothèse que cette zone de rapprochement transfrontalière en Thrace ne va pas rester circonscrite à la région de Thrace mais va s'étendre progressivement sur une large zone comprise entre Thessalonique et Istanbul – qui comprendrait l'ensemble de la Grèce du Nord à partir de Thessalonique et la région européenne de Thrace turque jusqu'à Istanbul, où la ville d'Edirne jouerait également un rôle de canevas moteur –. Les dernières réformes administratives en Grèce, qui rattachent la région de Thrace à celle de Macédoine orientale, ainsi que le fait que la région de Thrace turque soit incluse dans les délimitations de la région administrative de Marmara peuvent contribuer à cette logique de diffusion. En Turquie, que ce soit en regardant les cartes électorales, la carte des villes de l'Echange, mais aussi la carte des densités urbaines et des différences de niveau de vie des populations, on constate qu'il y a déjà des formes de discontinuités et de disparités territoriales entre la partie orientale et la partie occidentale de la Turquie. Si on l'ajoute au fait que la diplomatie des villes situées dans cette zone est beaucoup plus tournée vers le rapprochement avec la Grèce et l'Union européenne que vers le reste du territoire anatolien, on risque d'aboutir à une ligne de fracture – aussi bien culturelle, politique que socio-économique – qui va aller en se renforçant entre ces deux ensembles. L'Anatolie occidentale peut connaître par ce biais un processus d'eupéanisation et d'intégration croissante à l'espace européen, par le biais de la diplomatie des villes qui la compose, laissant ainsi en marge du processus le reste du territoire anatolien (voir Annexe 4). On ne peut qu'émettre des hypothèses quant à un tel scénario, mais il semble que d'après nos observations, les nouvelles formes de spatialisation territoriale de la transnationalité gréco-turque sont porteuses, en germe, d'une différenciation accrue des territoires et d'un renforcement du poids des villes-ports historiques par rapport aux autres villes et au reste du territoire. La perte d'une certaine cohésion des territoires nationaux grecs et turcs se ferait au bénéfice de la formation progressive d'un espace de coopération très dynamique à la périphérie de l'union européenne – sur le modèle, toutes proportions

gardées, avec la « banane bleue européenne » qui se trouve au cœur de l'Europe –.

A la fois révélateur de la résistance de certains territoires, de leur permanence historique mais aussi de la proximité culturelle très forte entre leurs populations, cette nouvelle forme de transnationalisation des territoires sous l'effet de la diplomatie des villes nous montre que ces nouvelles dynamiques traduisent une forme d'« immanence des territoires » qui se recomposent sous des formes renouvelées. Peut-être est-ce le destin de ces territoires de rester liés et, quels que soient les cadres institutionnels où ils se trouvent, d'être inscrits dans un mouvement de reconfiguration perpétuelle? Au-delà du recours à la Providence, on peut, peut-être, pour répondre à cette question, citer plus humblement la conclusion du philosophe grec Anaxagore : « Rien ne naît ni ne périt, mais des choses déjà existantes se combinent, puis se séparent de nouveau » et qui a été reformulée de manière plus circonscrite par le scientifique Lavoisier : « Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme... ».

Bibliographie

ADANIR F., « The Greco-Turkish Exchange of Populations in Turkish Historiography » in *Esodi Trasferimenti forzati di popolazioni nei due dopoguerra: Europa centro-orientale, regione balcanico-egaea, regione istro damlata*, CATTARUZZA M., DOGO M., PUPO R. (sous la dir. de), Edizione Scientifce Italiano, Turin, 2000.

ADRICOPOULOU E., « Whither regional policy? Local development and the state in Greece », in DUNFORD M., KAFKALAS G., *Cities and regions in the new Europe: the global-local interplay and spatial development*, Belhaven Press, London, 1991.

AGUITON C., CORCUFF P., « Mouvements sociaux et politique : entre anciens modèles et enjeux nouveaux », in *Mouvements*, n°3, Paris, 1999.

AKAKIADIS J., « h Karvali Nazianzou kai o Vios Grigoriou tou Theologou », in *Tipis I Panprosphigiki*, Athènes, 1928.

AKALIN H., *Ege'de bahar. gül mü diken mi ?*, Ümit, Ankara, 2000.

AKAR A., *Bir kuşağın son temsilcileri; "eski tüfek" sosyalistler*, İletişim Yayınları, Istanbul, 1989.

AKCALI E., *Chypre : Un Enjeu Géopolitique Actuel*, l'Harmattan, Paris, 2009.

AKDAĞ E., *Şahitlerin dilinden unutulmuş büyük göç*, Zaman Kitapları, Istanbul, 2005.

AKGÖNÜL S., « La Turquie et l'Union pour la Méditerranée : entre méfiance et espoir » in *Annuaire pour la Méditerranée, Le Statut avancé à l'épreuve de l'Union pour la Méditerranée*, GERIM, Rabat, 2011, p 137-144.

AKGÖNÜL S., « Reciprocity and Minority Religious Institutions in Greece and Turkey », in S. AKGONÜL (ed.) *Reciprocity: Greek and Turkish minority's law, religion and politics*, Bilgi Üniversitesi, Istanbul, 2008.

AKGÖNÜL S., « « Roumélie » : les Balkans encore turcs ? », in *Outre-Terre*, n° 10, 2005/1, p 271-284.

AKGÖNÜL S., « Les relations gréco-turques au tournant du siècle : ruptures, évolutions et permanences », in *Cahiers balkaniques*, n°33, 2004. En ligne, URL : <http://ceb.revues.org/4613> ; DOI : 10.4000/ceb.4613

AKGÖNÜL S., « Vers une nouvelle donne dans les relations gréco-turques », in *Les dossiers de l'IFEA* n°6, Istanbul, 2001.

AKGÖNÜL S., DEDEOĞLU B., *La Turquie et l'Europe, Une évolution en interaction*, l'Harmattan, Paris, 2013.

AKGÖNÜL S., *Images et perceptions dans les relations gréco-turques*, Genèse, Nancy, 1999.

AKGÖNÜL S., *Le Patriarcat grec orthodoxe : de l'isolement à l'internationalisation de 1923 à nos jours*, Institut Français d'Etudes Anatoliennes, Maisonneuve & Larose, Paris, 2004.

AKGÖNÜL S., *Les Grecs de Turquie*, l'Harmattan, Paris, 2005.

AKGÖNÜL S., « Les nouveaux Turcs : les muhacir-s de 1923 en Turquie », in *Balkanologie*, V1-2, décembre 2001, p 239-256.

AKGÖNÜL S., *Minorités en Turquie, Turcs en minorité : regards croisés sur l'altérité collective dans le contexte turc*, Isis, Istanbul, 2010.

AKGÖNÜL S., *Une minorité, deux États : la minorité turco-musulmane de Thrace occidentale*, Isis, Istanbul, 1999.

AKGÖNÜL S., « La naissance du concept de minorité en Europe », in Actes du colloque *Minorités religieuses dans l'espace européen, Approches sociologiques et juridiques*, Strasbourg, 4 – 5 novembre 2004.

AKGÖNÜL S., « Les relations gréco-turques au tournant du siècle : ruptures, évolutions et permanences », in *Cahiers balkaniques*, n°33, 2004. En ligne, URL : <http://ceb.revues.org/4613> ; DOI : 10.4000/ceb.4613

AKGÖNÜL, Samim dir., *Images et perceptions dans les relations gréco-turques*, Genèse, Nancy, 1999.

AKGÜNDÜZ A., « Migration to and from Turkey, 1783-1960 : Types, Numbers and ethno-religious Dimensions », in *Journal of Ethnic and Migrations Studies*, n°24/1, Berghahn Books, Oxford, 1998, p 97-120.

AKGUNGOR A. C., *La Turquie à l'épreuve des séismes de 1999. Une analyse sociopolitique à travers les discours médiatiques post-catastrophes*. Thèse de doctorat soutenue sous la direction de Claude Gilbert, à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, laboratoire PACTE, Ecole doctorale Sciences de l'Homme, du Politique et du Territoire, 2007.

AKSOY B. « Istanbul'daki küçük Atina », in *Gezi Rehberi*, Istanbul, avril 2003, p 25-34.

AKSOY Y., *Kahrolsun Savaş ! Kato Polemos, Ege'de Türk Yunan Barışı*, Ümit Yayıncılık, Ankara, 2000.

AKSU F., « Confidence building, negotiation and economic cooperation effort in Greek-Turkish relations (1990-2004) », in *Turkish Review of Balkan Studies*, n° 9, 2004.

AKSU F., « Rapprochement, confidence building and cooperation: main difficulties of Turkish – Greek relations », in *Proceedings of the International Conference on the Turkish Greek relations : issues, solutions, prospects*, OBİV Pub., Istanbul, 2007, p 35-46.

AKTAR A., « Homogenising the nation, turkifying the economy. The Turkish experience of population exchange reconsidered », in HIRSCHON R., *Crossing the Aegean : an appraisal of the 1923 compulsory population exchange between Greece and Turkey*, Berghahn Books, New York, Oxford, 2003.

AKTAR A., *Varlık Vergisi ve « Türkleştirme » Politikaları*, İletişim Yayınları, Istanbul, 2012.

ALDUHY J., « Au-delà du territoire, la territorialité ? », in *Géodoc*, n°55, 2008, p 35-42.

- ALTINDAL A., *Türkiye ve Ortodokslar*, Anahtar Kitaplar, Istanbul, 1995.
- AMBROSIO A.F., « A la rencontre du soufisme », in *Revue de culture contemporaine*, octobre 2011, p 351-361.
- ANAGNOSTAKIS I., BALTA E., *La découverte de la Cappadoce au dix-neuvième siècle*, Eren, Istanbul, 1994.
- ANALIS D. T. *Les minorités dans les Balkans*, Groupement pour les droits, Minorities, Paris, 1987.
- ANASTAKIS O., NICOLAIDIS K., OKTEM K., *Under the long shadow of Europe : Greeks et Turks in the era of post-nationalism*, Oxford University Press, Oxford, 2008.
- ANASTASSIADOU-DUMONT M., « L'échange des populations entre la Grèce et la Turquie au lendemain de la Première Guerre mondiale », in *Confluences Méditerranée*, n°16, Hiver 1995-1996, p 151-159.
- ANDREWS P. A., « Catalogue of ethnic groups », in ANDREWS P. A (ED.), *Ethnic Groups in the Republic of Turkey*, Ludwig Reichert, Wiesbaden, 1989, p 53-178.
- Ανδριώτης Ν., «Οι πρόσφυγες: Η άφιξη και τα πρώτα μέτρα περίθαλψης», *Ιστορία του Νέου Ελληνισμού: Ο Μεσοπόλεμος 1922-1940*, τομ. 7ος, Ελληνικά Γράμματα, Αθήνα, 2003.
- ARI K., *Büyük Mübadele, Türkiye 'ye zorunlu göç (1923-1925)*, Tarih Vakfi Yurt Yayınları, Istanbul, 1995.
- ARIK S., « Polonya topraklarında yaşayan Karaylar (Karaim) », in *Uluslararası Karay çalışmaları sempozyumu*, 5-8 avril 2010, p 285-305.
- Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, « Gökçeada (Imbros) et Bozcaada (Ténédos) : réserver le caractère biculturel des deux îles turques comme un modèle de coopération entre la Turquie et la Grèce dans l'intérêt des populations concernées », doc. 11629, le 6 juin 2008, Rapport de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme.
- ATILLA N., *Mobolla (Karya'dan Cumhuriyete Muğla)*, Öztüre Yayınları, Istanbul, 2004.
- ANTONIOU C., *La Grande Bretagne et l'indépendance de Chypre, transferts et héritages*, thèse de doctorat, université Paris-Sorbonne, Paris, 2008.
- BADIE B. et SMOUTS M.C, *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Presses de la FNSP et Dalloz, Paris, 1992, p 145-84.
- BAKAR B., « Zor zamanlarda iyi komşuluk örneği: İkinci Dünya Savaşı'nda Türkiye'den Yunanistan'a yapılan », in *Atatürk araştırma merkezi dergisi*, juillet 2008, p 414-439.
- BALIAN A., « Cappadocia after the Seljuk's' conquest and the Christian communities from the 16th until the 18th Century », in EVERT L., MINAIDI N. et M. PHAKIDI (sous la dir. de), *Cappadocia. Travel across the Christian East*, Adam, Athènes, 1991, p 30-39.
- BALIVET M., « Aux origines de l'islamisation des Balkans ottomans », in *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°66, p 11-20.
- BALIVET M., *Byzantins et Ottomans: Relations, interactions, succession*, Isis presse, Istanbul, 1999.
- BALIVET M., *Byzantins et Ottomans: Relations, interactions, succession*, Isis presse, Istanbul, 1999.
- BALTA E., « Le fonds ethnographique des réfugiés grecs d'Anatolie : questions d'histoire et d'historiographie », in *Archives ethnographiques et enjeux identitaires : l'ethnologue aux prises avec les archives*, n°32, 2008.
- BALTA E., ANAGOSTAKIS A., *La découverte de la Cappadoce au dix-neuvième siècle*, éditions Eren, Istanbul, 1994, p 49.
- BALTA E., *Sinasos / Mübadeleden Önce Bir Kapadokya Kasabası*, Birzamanlar, Istanbul, 2007.

BALTA E., « Périodisation et typologie de la production des livres karamanlis », in *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n°87-88, 1999, p 251-276.

BARAN T.A., *Bir Kentin Yeniden Yapılanması : İzmir 1923-1938*, Arma Yayınları, İstanbul, 2003.

BARBE E., « Drawing the Neighbours Closer ... to What? Explaining Emerging Patterns of Policy Convergence between the EU and its Neighbours », in *Cooperation and Conflict* n°4, décembre 2009, p 378-399.

BAROU J., « La communauté contre le communautarisme ? », in *Informations sociales*, 2007/5 n° 141, p 55.

BAROU J., LOCH D., « Éditorial : les migrants dans l'espace transnational : permanence et changement », in *Revue européenne des migrations internationales*, n°1, vol. 28, 2012, p 7-12. En ligne, URL : www.cairn.info/revue-europeenne-des-migrations-internationales-2012-1-page-7.htm.

BAROU J., « Civilisation de l'écrit, culture de l'oralité », in *Informations sociales*, n°59, 1997, p 16-29.

BASTIYALI M., « Rodos ve oniki adalar tarihii », Izmir, 1999.

BAYINDIR GOULARAS G., « 1923 Türk-yunan nüfus mübadelesi ve günümüzde mübadil kimlik ve kültürlerinin yaşatılması », in *Alternatif Politika*, tome 4, n° 2, juillet 2012, p 129-146.

BAYINDIR GOULARAS G., « Vers les terres natales, vers les terres des ancêtres, de la Turquie vers la Grèce », in FOURCADE M. B., *Tourisme des racines, Expériences de retour*, in Téoros, p 3-7, 29/1 2010, revue en ligne : <http://teoros.revues.org/199>, p 4.

BAYLAN E., « Meisliler, saç kestirmek için bile Kaş'a geliyor », in *Hürriyet* du 15 septembre 2006.

BAYRAKTAR S., « Relations between local governments and non-governmental organisations in contemporary Turkey », communication présentée au *XVIII. Symposium of Civil Society*, İstanbul, 2007.

BAYRAKTAR S., *Local participatory democracy : the local Agenda 21 project in turkish cities*, thèse de doctorat non-publiée, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2006, http://ecoledoctorale.sciences-po.fr/theses/theses_en_ligne/bayraktar_scpo_2006/bayraktar_scpo_2006.htm.

BAYRAKTAR S., « Formelleşen hemşehri dayanışma ağları : İstanbul'daki hemşehri dernekleri », in *Toplumbilim* n°17, İstanbul, 2003, p 107-119.

BAYRAKTAR U., MASSICARD E., *La décentralisation en Turquie*, in Agence Française de Développement, Focale 07, İstanbul, août 2011.

BAYRAMOĞLU N., *Türk-yunan yakınlaşmasında yunan medyasının rolü, 1999-2006*, Ebabel Yayıncılık, İstanbul, 2006.

BEHRINGER S. A., « Good governance across the border, a study of performance of cross-border cooperation initiatives in delivering joint policies as measured against the European commission's criteria of good governance », Erasmus University Rotterdam, Faculté de Sciences Sociales, Département d'administration publique, sous la direction de Dr., VAN NISPEN F.K.M., 2005.

Βερέμης Θ, *Η Ιστορία των Ελληνοτουρκικών Σχέσεων 1453-1998*, Β' Έκδοση, Εκδόσεις Ι. Σιδέρης, Αθήνα, 1999.

BELGE T., *Geleceğin sesi türk-yunan yurttaş diyalogu*, İstanbul Bilgi Üniversitesi yayınları, İstanbul, 2004.

BELLI M., *Gerilla Anlari*, Belge yayınları, İstanbul, 1998.

BELLI M., *Mihri Belli'nin anlari, İnsanlar tanıdım*, Doğan Kitapçılık, İstanbul, 1999.

BENLISOY F., *Ulus ile din arasında-türk ortodoks kilisesi*, Istos yayın evi, İstanbul, mai 2012.

BENLISOY S., « Areti Maarifpervan Cemiyeti », in *Tarih ve toplum*, mai 2003.

BENLISOY S., « Papa Yeorgios nam cemiyet-i islahiyyesi », *Tarih ve toplum*, août 2003.

BENLISOY S., BENLISOY F., « 19.yüzyılda Karamanlılar ve eğitim: Nevşehir mektepleri », in *Toplumsal tarih dergisi*, février 2000.

BENLİSOY Y., MACAR E., *Fener Patrikhanesi*, Ayraç, Ankara, 1997.

BERBER E., *Yeni on binlerin gölgesinde bir sancak : İzmir (30 ekim 1918-15 mayıs 1919)*, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, İstanbul, 1997.

BERGERAULT P., « Mur anti-clandestins à la frontière gréco-turque », myeurop.info du 4 janvier 2011, en ligne, URL : <http://fr.myeurop.info/2011/01/04/mur-anti-clandestins-a-la-frontiere-greco-turque-946>

BERNARDI J., *Saint Grégoire de Nazianze. Le Théologien et son temps (330-390)*, Éditions du Cerf, Paris, 1995.

BERTELOOT T. HEBERT D., « Onze questions-réponses sur la crise grecque », in *Le Nouvel Observateur*, 29 avril 2010.

BERTRAND G., *Le conflit helléno-turc*, Maisonneuve et Larose, Paris, 2003.

BERTRAND G., « Chypre : une politique étrangère dans un contexte atypique pour l'Union européenne », in *La Revue internationale et stratégique*, n°61, printemps 2006, p 87-95, numéro spécial : *Les fondements des politiques étrangères des États européens*.

BERTRAND, G. « Les relations gréco-turques et l'instabilité en Europe du Sud-Est », in ELMAS, H. B., *Regards sur les ambitions turques*, Editions Syllepse, Paris, 1999.

BERTRAND, G. « L'Union européenne en échec face au conflit identitaire chypriote », in MINK G., NEUMAYER L., *L'Europe et ses passés douloureux*, La Découverte, collection Recherches, Paris, 2007, p 210-221.

BERTRAND, G., « Chypre. Classe politique et société face au conflit. Grande Europe », in *La Documentation française*, n°20, mai 2010.

BERTRAND, G., « Les conflits contemporains et leur résolution », in CHARILLON F., *Les Relations internationales*, La Documentation française, Paris, 2006, p 122-127.

BERTRAND, G., *Le conflit helléno-turc. La confrontation des deux nationalismes à l'aube du XXIe siècle*, Paris, IFEA, Maisonneuve & Larose, 2003.

BETRAND G., « EU-Turkish Relations Dossier », in *Greek-Turkish relations : from cold war to rapprochement*, in Observatory of European Foreign Policy , EUTR 5, 2003, en ligne, URL : <http://www.iuee.eu/pdf-dossier/12/iPFzMjayLiR2fMmgJ0QG.PDF>

BILGIC B.S., « The Greek Orthodox Patriarchate and the Turkish-Greek Relations, 1923-1940 », in *Turkish Week*, 15 juin 2005.

BILICI F., *Turquie et Grèce : un passé commun, des nouvelles perspectives*, L'Harmattan, Paris, 2004.

BIRTWISTLE M., « Genealogy tourism : The Scottish market opportunities », in NOVELI M., *British library Niche tourism, contemporary issues trends and case*, Oxford Elsevier, 2005.

BITSCH T.T., *Histoire de la construction européenne*, Complexe, 2001.

Βογιατζόγλου Ο., « Η βιομηχανική εγκατάσταση στη Νέα Ιωνία Παράμετρος εγκατάστασης », στο Ο ξεριζωμός και η άλλη πατρίδα, Εταιρεία Σπουδών Νεοελληνικού Πολιτισμού και Γενικής Παιδείας, Αθήνα, 1999.

BOCK H.M, DEFRANCE C., KREBS G., PFEIL U., *Les jeunes dans les relations transnationales. L'Office franco-allemand pour la Jeunesse 1963-2008*, PSN, Paris, 2008.

BODIN J., « Réponse au paradoxe de Monsieur de Malestroit touchant l'enchérissement de toutes choses et le moyen d'y remédier » (1568), publié par Jean-Yves Le Branchu, *Écrits notables sur la monnaie de Copernic à Davanzati*, Paris, Alcan, 1934.

BÖKE P., *İzmir 1919-1922. Tanıklıklar*, Tarih Vakfı Yayınları, Istanbul, 2006.

BÖLÜKBAŞI, D., *Turkey and Greece: the Aegean disputes, a unique case in international law*, Cavendish Publishing, Londres, 2004.

BOUQUET O., FLICHE B., SZUREK E., « La réforme des noms propres en Turquie : introduction », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 2/2013 n° 60-2, p 7-17,

URL : www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2013-2-page-7.htm.

BOZARSLAN H., « Le chaos après le déluge : notes sur la crise turque des années 70 », in *Cultures & Conflits*, n°24-25, hiver 1996 - printemps 1997, URL : <http://conflits.revues.org/501>

BOZARSLAN H., « Les minorités de Turquie », in *Pouvoirs*, n°115, 2005, p 101-112.

BOZARSLAN A., *Histoire de la Turquie contemporaine*, Coll. Repères La Découverte, Paris, 2010.

BOZARSLAN A., *La transformation des cadres d'interprétation au Moyen-Orient, L'année 1979*, Identités et politique, Presses de Sciences Po, 2014.

BRAUDEL F. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme : XVe-XVIIIe siècle*, A. Colin, Paris, 1967.

BRUNEAU M., *Diasporas et Espaces transnationaux*, Economica (Anthropos Ville), Paris, 2004.

BRUNEAU M. (dir.), *Les Grecs pontique : diaspora, identité, territoires*, Éditions du CNRS, Paris, 1998.

BRUNEAU M., *Diasporas et Espaces transnationaux*, Economica (Anthropos Ville), Paris, 2004.

BURDY J.P, MARCOU J., *La Turquie à l'heure de l'Europe*, PUG, Grenoble, 2008.

BURDY J.P, MARCOU J., MONCEAU N., VARDAR D., *Les mots de la Turquie*, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, 2006.

BURGEL G., « Comportement politiques et transformations de l'espace en Grèce », in *Géographie Sociale* n°7, 1989.

Journal officiel des Communautés européennes C 46 E/156, FR 13.2.2001. En ligne, URL : <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2001:046E:0156:0157:FR:PDF>

ÇAGLAR K., *State and class in Turkey: a study in capitalist development*, Londres, 1987.

ÇAPAPTAY S., *Islam, secularism, and nationalism in modern Turkey. Who is a Turk*, London and Routledge, New-York, 2006.

CASTELLAN G., *Histoire des Balkans : XIVe-XXe siècle*, Fayard, Paris, 1999.

CENGİZ A., *Tarihi, siyasi ve hukuki açıdan ekümenik Patrikhane*, İletişim, Istanbul, 2011.

ÇETINSOY M., « Les Turcs à Stuttgart. Evolution et adaptation d'une communauté étrangère dans une grande ville allemande », in *Recherches sur les migrations internationales*, GRECO 13, n° 4/5, 1982, p 80-97.

CHOMBARD-GAUDIN C., « Pour une histoire des villes et communes jumelées », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 35/35, 1992, p 60-66.

CLARK B., *Twice a stranger: how mass expulsion forged modern Greece and Turkey*, Granta, Londres, 2006.

CLAYER N., *Albanie: pays des dervishes*, Osteuropa Institut, Berlin, 1990.

CLAYER N., « Un élément sur la nationalisation des noms dans l'Albanie de l'entre-deux-guerres », in MÜLLER C., ROILAND-ROUABAH C., *Les non-dits du nom - Onomastique et documents en terres d'Islam : mélanges offerts à Jacqueline Sublet*, Presses de l'Ifpo, Damas-Beyrouth, 2013, p 469-479.

CLAYER N., « Les musulmans des Balkans », in *Le Courrier des pays de l'Est* 5/2004 n° 1045 , p 16-27. En ligne, URL : www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2004-5-page-16.htm.

CLOGG R., « A millet within a millet : the Karamanlides », in *Ottoman Greeks in the age of nationalism. Politics, Economy and Society in the nineteenth century*, éditions D. Goodicas and C. Isaawi. Princeton, 1999.

CLOGG R., *Modern Yunanistan tarihi*, İletişim, Istanbul, 1992.

CLOGG R., *Studies in the Greek East in the 18th and 19th centuries*, Varorium, collected studies series, Anatolica, 1996.

CLOGG, R., *A concise history of Greece*, Cambridge University Press, Cambridge, 1992.

COAS D., « Société Civile », in DUHAMEL O. Duhamel, MENI Y., *Dictionnaire constitutionnel*, PUF, Paris, 1992.

COHEN E., *Rébètiko, un chant grec*, ed.Christian Pirot, Paris, 2008.

ÇOLAK S., « Eşek adası bizim mi? Vekil sordu, Bakan yanıtladı... », in *Habertürk*, 21 Février 2012.

COLSON E., « From welfare to development: a conceptual framework for the analysis of dislocated people », in HANSEN A., OLIVER-SMITH A. (sous la dir. de), *Involuntary migration and resettlement: the problems and responses of dislocated people*, Boulder, Westview Press, 1982, p 267-280.

Conférence mondiale sur le Tourisme durable, « Le tourisme soutenable à Lesbos », Valorisation de l'héritage naturel et culturel, Lanzarote, 24-29 avril 1995.

Convention relative au statut des réfugiés, entrée en vigueur : le 22 avril 1954, conformément aux dispositions de l'article 43., texte en ligne, URL : <http://www2.ohchr.org/french/law/refugies.htm>

COPEAUX E., MAUSS-COPEAUX C., *Taksim ! Chypre divisée*, ædelsa éditions, Lyon, 2005.

COPEAUX E., MAUSS COPEAUX C., « La Ligne verte, frontière de l'Union européenne ? », in *EchoGéo* n°18, septembre 2011/décembre 2011, en ligne, URL : <http://echogeo.revues.org/12655>

CORM G., *Orient-Occident, la fracture imaginaire*, La découverte, Paris, 2002.

COUROUCLI M. « Introduction : le Centre d'études d'Asie Mineure à Athènes », in *Ateliers du LESC*, n°32, 2008. En ligne, URL : <http://ateliers.revues.org/1133> ; DOI : 10.4000/ateliers.1133

COUROUCLI M., « Sharing nostalgia in Istanbul : Christian and Muslim pilgrims to St George's Sanctuary » in *Sharing sacred space : religion and conflict resolution*, Columbia Université, New York.

COUROUCLI M., « Introduction : le Centre d'études d'Asie Mineure à Athènes », in *Ateliers du LESC* n° 32, 2008. En ligne, URL : <http://ateliers.revues.org/1133> ; DOI : 10.4000/ateliers.1133

COUROUCLI M. « Introduction : le Centre d'études d'Asie Mineure à Athènes », in *L'ethnologue aux prises avec les archives*, *Ateliers du Lesc* n°32, 2008. En ligne, URL : <http://ateliers.revues.org/1133>

BÖLÜKBASI D., *Turkey and Greece: the Aegean dispute*, Cavendish, Londres, 2004.

DAGKAS A., *Recherches sur l'histoire sociale de la Grèce du Nord. Le mouvement des ouvriers du tabac 1918-1928*, Broché, Paris, 2003.

DALEGRE J., « Entre Grèce et Turquie : une situation délicate, les minorités », in *Cahiers balkaniques* n°33, 2004. En ligne, URL : <http://ceb.revues.org/4474>

DALEGRE J., *La Thrace grecque. Populations et territoire*, L'Harmattan, Paris, 1997.

DALEGRE J., *La Grèce depuis 1940*, L'Harmattan, Paris, 2006.

DALEM A., « Guerre et économie : le libéralisme et la pacification par le marché », in *Raisons politiques* (n° 9)1/2003, p 49-64.

DANACOGU TAMUR E., II. « Dünya Savaşı'nda Adalardan Türkiye'ye Mülteci Akımı », in *Toplumsal Tarihi*, février 2006, p 50-55.

DE BERNIERE L., *Des oiseaux sans ailes*, Mercure de France, 2006.

DE LAUNEY L., *Chez les Grecs de Turquie. Autour de la mer Egée*, Paris, 1897.

DE TAPIA S., « Le satellite et la diaspora. Champ migratoire turc et nouvelles technologies d'information et de communication », in *CEMOTI (Les Diasporas)*, n°30, 2000, p 175-201.

DE TAPIA S., « Entre Europe et Asie : Istanbul, cité cosmopolite, carrefour de diasporas ? », in *Crossroads Metropolitan City*, p 167-179.

DE TAPIA S., « L'émigration turque : circulation migratoire et diasporas », in M. BRUNEAU (Ed.), *Diasporas, Montpellier – Paris*, Reclus, La Documentation Française (Espaces modes d'emploi), 1995, p 174-188.

DE TAPIA S., « Toponymie dans le domaine turc », présentation réalisée dans le cadre d'une journée d'études du laboratoire *Cultures et sociétés en Europe* (UMR 7043) soumis par DETS, Département d'Etudes Turques de Strasbourg, le 29-11-2008.

DE TRICORNO A., « Zone Euro : Changer ou mourir », in *Le Monde*, 11 mai 2010

DEFrance C., « Les jumelages franco-allemands », Vingtième Siècle., in *Revue d'histoire*, 3/2008 (n° 99), p 189-201, en ligne, URL : www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2008-3-page-189.htm.

DELANTY G., RUMFORD C., *Rethinking Europe: Social Theory and the Implications of Europeanization*, Routledge, 2005.

DELI F., PEROUSE J.F., « Le tremblement de terre de Yalova-Izmit-Istanbul, Premier bilan d'appréciation », in *Les dossiers de l'IFEA, série La Turquie d'aujourd'hui*, n°1, IFEA, Istanbul, décembre 1999.

DEMİR H., A. R., *Istanbul'un son sürgünleri*, İletişim, Istanbul, 1994.

DEMİRBAŞB., *Batı Trakya sorunu*, Arba, Istanbul, 1996.

DEMIRBILEK S., *İki darbe bir Yaşam terzi Fikri*, Ozan Yayıncılık, Istanbul, 2000.

DENIER J.L., « La Grèce est endettée mais surarmée. Cherchez l'erreur! », in *Marianne* du 7 juin 2011, en ligne, URL : http://www.marianne.net/La-Grece-est-endetee-mais-surarmee-Cherchez-l-erreur_a207086.html

DErTILIS G. B., « Dette publique et dépenses militaires : la Grèce et la question d'Orient », en ligne, URL : http://www.dertilis-history.gr/App_Upload/arthra/dette_publique2.pdf

DIEZ T., STETTER S., ALBERT M., « The European union and the transformation of border conflicts », in *Working papers series in EU border conflicts studies*, University of Birmingham, janvier 2004, p 1-24.

DIONIGI A. « Why are you mixing what cannot be mixed? », in *Shared devotions in the monotheisms, History and Anthropology*, 19:1, p 37-59, 2008.

DISLI F., « Erdoğan's 'one minute' in Davos leads to frenzy in Turkey », in *Today's Zaman*, 22 février 2009.

DJEFLAT A., « La Coopération décentralisée face aux chocs exogènes », in *Cahiers de la Coopération Décentralisée*, Cités Unies France, n°1, 2008.

Donnée de recensement de l'Institut National de Statistique turc (*Türkiye İstatistik Kurumu*), 2011 genel nüfus sayımı verileri.

DOUMANIS N. *Before the nation, Muslim and Christian coexistence and its destruction in the Late-Ottoman Anatolia*, Oxford University Press book, 2013.

DUMONT P., GERGEON F., *Vivre ensemble dans l'Empire ottoman. Sociabilités et relations intercommunautaires. XVIIIe -XIXe siècles*, éd. L'Harmattan, 1997.

DUMONT P., PÉROUSE J-F., de TAPIA S., AKGÖNÜL S., « Migrations et mobilités internationales : la plateforme turque », in *Les dossiers de l'IFEA, série : la Turquie aujourd'hui* n° 13, Istanbul, décembre 2002, p 1-104.

DURKHEIM E., *De la division du travail social*, Paris, 1893.

ELIAS N., *La société des individus*, Pocket, Paris, 1991.

ELICIN-ARIKAN Y., « Municipalités métropolitaines et municipalités d'arrondissement en Turquie », in *CEMOTI*, 24, 2007, p 71-104.

ELICIN ARIKAN Y., *Décentralisation et urbanisme en Turquie*, Broché, Lille, 1996.

EREN H., *Batı Trakya Türkleri*, Rebel, Istanbul, 1997.

ERGIN B., « Greeks seeking new partners », in *Sabah* du 5 mars 2013, en ligne, URL : <http://english.sabah.com.tr/economy/2013/03/05/greeks-seeking-turkish-partners>

ERKSAN M., *Mare Nostrum*, Hil, Istanbul, 1997.

ESI (European Stability Initiative), « Cutting the Visa Knot. How Turks can travel freely to Europe », 21 mai 2013. En ligne, URL : http://www.esiweb.org/pdf/esi_document_id_139.pdf

ESI (European Stability Initiative), « The Schengen White List project », en ligne, URL : <http://www.esiweb.org/index.php?lang=en&id=446>

ESI (European stability initiative), *Islamic Calvinists: change and conservatism in Central Anatolia*, Istanbul, 2005.

FAIT N., « La mobilité des uns contre celle des autres : les accords de réadmission EU-Turquie et la levée du régime de visa », dans le blog de l'OVIPOT du 9 juillet 2012, en ligne, URL : <http://ovipot.hypotheses.org/7594>

FAKINOS A., LEPIDIS C., SOMERITIS R. (sous la dir. de), *Le Livre noir de la dictature en Grèce*, dossier réuni, Seuil, Paris, 1969.

FEROZ A., *The Making of Modern Turkey*, Routledge, Londres et New York, 1993.

FETHI A., « Belediye Kanunu'nun oluşumu, uygulanması ve değişiklikler », in *Türk belediyeciliğinde 60 yıl bildiri metinleri*, Metropol İmar A.S., Ankara, 1993, p 86-106.

FIEVET J.L et BAS-RABERIN P., « Grèce et Turquie évoquent la réduction des dépenses militaires », in *L'express* du 15 mai 2010, en ligne, URL : http://www.lexpress.fr/actualites/2/grece-et-turquie-evoquent-la-reduction-des-depenses-militaires_892259.html

FLICHE B., « Ortodoksluğun ve heterodoksluğun sınırları : İstanbul'da türbeler ve kiliseler », in *Toplumsal tarih*, avril 2012, p 40-47.

FLICHE B., « « Bizim Mehmet » : loi patronymique, famille et homonymie en Anatolie centrale », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 2/2013 n° 60-2, p 106-126. En ligne, URL : www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2013-2-page-106.htm.

FLICHE B., « Ghurba/gurbet : variations autour de l'exil », Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman (IISMM) et le Centre d'histoire du domaine turc (EHES), 17 novembre 2003 », in *Labyrinthe*, 17 | 2004 (1).

FLORA C., « Turkish tourists cruise Greek Islands », in *Greek reporter*, du 3 juillet 2013, en ligne, URL : <http://greece.greekreporter.com/2013/07/03/turkish-tourists-cruise-greek-islands>

FOUCHER M., *L'obsession des frontières*, Ed. Perrin, Paris, 2007.

FOUQUET C., « Le PIB grec aurait chuté de près de 7 % », in *Dossier Comprendre la crise grecque*. En ligne, URL : http://m.lesechos.fr/redirect_article.php?id=0202105854082

FOURCADE M.B., « Tourisme des racines, Expériences de retour », in *Téoros*, p 3-7, 29/1 2010, revue en ligne : <http://teoros.revues.org/199>

FROMENT J.C., « L'action internationale des collectivités locales : une politique publique en construction », in *Action internationale et territoires*, en ligne, URL : http://www.idhil.org/revue_1/Introduction.pdf

GANS H. J., « Symbolic ethnicity: the future of ethnic groups and cultures in America », in *Ethnic and Racial Studies*, vol.2, n°1, 1979, p 1-20.

Genel Kurmay Askeri Tarih ve Stratejik Etüt Başkanlığı, « Ege ve dogu akdeniz adalarinda tarihi gelismeler », in *Askeri Tarih Bülteni*, août 1985, p 40-59.

GEORGEON F., « La montée du nationalisme turc dans l'Etat ottoman, (1908-1914) », in *Bilan et perspectives, Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 1, p 30-44, 1988.

GODBOUT J.T., CAILLE A., *L'esprit du don*, La découverte, 1992. GODELIER M., *L'énigme du don*, Fayard, 1996

GOFFMAN D., *Izmir and the Levantine world, 1550-1650*, Seattle, 1990.

GOFFMAN E. *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, traduit de l'anglais par Alain Kihm, coll. Le Sens commun, Paris, Éditions de Minuit, 1975.

GÖKACTI M.A., « Mübadillerin protesto mitingi », in *Tarih ve toplum*, janvier 2003, p 229-245.

GÖKALP A., « L'immigration turque, le lignage, le terrain et les potes », dans DE TAPIA S. (dir.). *Enjeu de l'immigration turque en Europe : Les Turcs en France et en Europe*, L'Harmattan, Paris, 1995, p 91-102.

GÖLE N., *Musulmanes et modernes : Voile et civilisation en Turquie*, La Découverte, Paris, 1993.

GÖRMEZ K., *Yerel demokrasi ve Türkiye*, Ankara, Cadı yay., 1997.

GRIGORIA I., *The Davutoğlu doctrine and turkish foreign policy*, ELIAMEP Working, Papers no 10, Athens, 2010.

GRIGORIADIS I., « On the europeanization of minority rights protection: comparing the cases of Greece and Turkey », in *Mediterranean Politics* 13, n°1, 2008.

GÜVENC S., *Kuzey Yunanistan yer adları atlası : Mübadele öncesi ve sonrası eski ve yeni adları*, Lozan Mübadilleri Vakfı, Istanbul, 10 / 2010.

GÜLER B. A., « Yerel yönetimler: liberal açıklamalara eleştirel yaklaşım », in *Local governments: critical approach to liberal explanations*, TODAİE, Ankara, 1998, p 159-160.

GUNDOGDU A., « Identities in question: greek-turkish relations in a period of transformation? », in *Middle East review of international affairs journal*, vol. 5, n° 1, mars 2001, p 106-117.

- GÜREL Ş. S., *Türk-yunan ilişkileri*, Kaynak, İstanbul, 1984.
- GÜVEN D., « 6-7 Eylül Olayları », in “6-7 Eylül 1955” 50 Yıl Sonra! , Tarih Vakfı, İstanbul, 2005.
- GÜVEN D., « 400 kadına tecavüz edildi », in *Sabah*, 1 février 2009.
- GÜVEN E., *Helsinki'den Kopenhag'a Kıbrıs*, Om, İstanbul, 2003.
- TUCKER H., EMGE A., « Managing a world heritage site: the case of Cappadocia, in *Anatolia: an international journal of tourism and hospitality research*, Volume 21, n° 1, Turquie, 2010, p 1-14.
- HABERMAS J., *L'Espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, Paris, 1997.
- HALBWACHS M., *Les cadres sociaux de la mémoire*, Librairie Félix Alcan, Paris, 1925.
- HANSEN M.L., « The problem of the third generation immigrant », in *Swenson Swedish immigration research center*, Augustana College Library, Rock Island, 1987.
- HASGÜLER M., *Kıbrıs'ta Enosis ve Taksim'in iflası*, Öteki, Ankara, 1998.
- HASLUCK F.W., *Christianity and Islam under the Sultans*, Clarendon Press, Oxford, 1929.
- Ηρακλείδης Α. Άσπονδοι Γείτονες. Ελλάδα-Τουρκία: Η Διένεξη του Αιγαίου, Εκδόσεις Ι. Σιδέρης, 2007.
- HERNADEZ E. S., « Infraestructuras transfronterizas », in *Trayectorias X*, n°26, 2008, p 41-52.
- HERSANT J., « Surveillances croisées et rivalité gréco-turque en Thrace occidentale : entre coercion et contrôle social », in DORRONSORO G., GROJEAN O., HERSANT J. (dir.), *Surveiller, réprimer, normaliser, European journal of Turkish studies*, 2008, n° 8.
- Ηρακλείδης, Α. Άσπονδοι Γείτονες. Ελλάδα-Τουρκία: Η Διένεξη του Αιγαίου, Εκδόσεις Ι. Σιδέρης, 2007.
- HIFZI E., *Ayvalık tarihi*, Ankara, 1948.
- HIRSCHON R., *Mübadele çocukları*, Tarih Vakfı, İstanbul, 2005.
- HIRSCHON Renée, *Heirs of the Greek Catastrophe*, Berghan New York, Oxford, 1998.
- HOUTUM H., NAERSEEN T., « Bordering, Ordering, and Othering », in *Journal of economic and social geography* (TESG) 93/2 , 2002, p 125–136.
- HOUTUM H.V., « The Geopolitics of Borders and Boundaries », in *Geopolitics*, n°10, 200, p 672–679. En ligne, URL : <http://henkvanhoutum.nl/wp-content/uploads/2013/05/geopoliticsborders2005.pdf>, .
http://ec.europa.eu/enlargement/archives/pdf/key_documents/2004/tr_tr_215872.html#AoVE3esxVO0vG08k.99,
<http://www.atlantico.fr/pepites/grece-sortie-euro-desormais-envisagee-angela-merkel-nicolas-sarkozy-215872.html#AoVE3esxVO0vG08k.99>,
- İĞSİZ A., « Memleket yurt ve coğrafi kardeşlik: arşivci kültür politikaları », in *Hatırladıkları ve unuttuklarıyla Türkiye'nin toplumsal hafızası?*, Ed. Esra Özyürek, İletişim, İstanbul, 2001.
- ILHAN S., *Türk-Yunan İlişkileri el kitabı*, Ankara Üniversitesi yayınları, Ankara, 2005.
- ILTER F. , « Doğaya bırakılmış bir akdeniz yerleşmesi: Kayaköy (Ilevisi) ve kiliseleri », in *Belleten*, Août 1991, p 473 – 482.
- INCIOGLU N., « Local elections and electoral behaviour », in SAVARI S., ESMER Y. (ed.), *Politics, parties, and elections in Turkey*, Lynne Rienner Publishers, Londres, 2007, p73-90.
- INSEL A., MARIAN M., *Dialogue sur le tabou arménien*, Editions Liana Levi, Paris, 2009.

INSEL A., *La nouvelle Turquie d'Erdoğan*, La Découverte, Collection : Cahiers libres, Paris, 2015.

INSEL A., *La Turquie et le développement*, L'Harmattan, Paris, 2003.

Ιντζεσίλογλου Ν., «Περί κατασκευής συλλογικών ταυτοτήτων: το παράδειγμα της εθνικής ταυτότητας», στο Εμείς και οι Άλλοι: αναφορά σε τάσεις και σύμβολα, Τυπωθήτω, Αθήνα, 2000.

JOLIVET-LEVY C. *Les églises byzantines de Cappadoce. Le programme iconographique de l'abside et de ses abords*, CNRS Paris, 1991.

« Dostluk zamanı », in *Milliyet* du 20 août 1999

Journal officiel du 11 avril 2013, YABANCILAR VE ULUSLARARASI KORUMA KANUNU, Kanun No. 6458.

KAFALAS A., « Les extrêmes vont tirer parti de la colère grecque », in *Le Figaro* du 4 mai 2012.

KAMBAS M., « Cyprus group plans Greece-Israel electricity link », Reuters, 23 janvier 2012.

KAPLAN M., *Le Monde Grec, Histoire ancienne*, Bréal, Paris, 2010.

KARACA E., « Toplumsal belleğimizi yitirdiğimiz bir yer : Kayaköy », in *Arkitekt*, juillet 1996, p 52-57.

KARIOTOS T. *A Greek exclusive economic zone in the Aegean Sea. The Mediterranean Quarterly*, 18/3, 2007.

KASTORYANO R., « Mobilisations des migrants en Europe : du national au transnational », in *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 10, 10-1, 1994, p169-181.

KASTORYANI R., « Les Turcs d'Europe : une communauté transnationale », in INSEL A., (sous la dir.), *La Turquie et l'Europe. Une coopération tumultueuse*, Paris, L'Harmattan, 1999, p 133-134.

KATSOUFROS T., « Les différends gréco-turcs en mer Egée », in VANER S., *Le différend gréco-turc*, Histoire et perspectives méditerranéennes, L'Harmattan, 1988.

KAYA Ö., « İstanbul'un Karamanlıları » », in *Mostar*, décembre 2010, p 62-73.

KEFALAS A., « La Grèce organise des législatives anticipées », in *le Figaro* du 11 mars 2012.

KEMAL H., « The Republican People's Party 1923-1945 » in HEPER M., LANDAU J. M. (ed.), *Political Parties and Democracy in Turkey*, I. B. Tauris Co Ltd Publishers, Londres, 1991, p 42-64.

KER-LINDSAY, « Greek-Turkish rapprochement: the impact of 'disaster diplomacy'? », in *Cambridge Review of International Affairs*, volume 14, Issue 1, 2000.

KEYDER Ç. *State and class in Turkey : a study in capitalist development*, Verso, Londres, 1987.

KIEL M. « Un héritage non désiré : le patrimoine architectural islamique ottoman dans l'Europe du Sud-Est », in *Unwished Heritage: Ottoman Islamic Architectural Patrimony in South-Eastern Europe 1370-1912*, p. 15-82.

PEKIN M., *Yeniden kurulan yaşamlar*, İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, İstanbul, 2005.

KITROMILIDES P., « Küçük Asya araştırmaları merkezi ve Küçük Asya'da yunan kültürel geleneği », PEKIN M., *Yeniden kurulan yaşamlar*, İstanbul Bilgi üniversitesi yayınları, İstanbul, 2005.

KITROMILIDES P., « Ethnic survival, nationalism and forced migration », in *Bulletin of the Centre for Asia Minor Studies*, vol.5, 2005, p 9-44.

Κιτρομιλίδης Π., « Ιδεολογικές πτυχές του προσφυγικού φαινομένου. Η αττική γη υποδέχεται τους πρόσφυγες του 22 », Ίδρυμα Βουλής των Ελλήνων, Αθήνα, 2006, σελ.38-43.

KITSIKIS D. « Grande Idée et helléno-turquisme. Essai d'interprétation nouvelle de l'histoire néo-grecque », in *Actes du IIe Congrès international des Études du Sud-Est européen, 1970* – Association internationale des Études du Sud-Est européen, tome III, Athènes, 1978.

KITSIKIS D. *Türk-yunan İmparatorluğu. Arabölge gerçeği ışığında Osmanlı tarihine bakış*, İletişim yayınları, İstanbul, 1996.

KOLODNY E. et DARQUES R., « Turcs, Grecs et réfugiés dans l'île de Lesbos au XXe siècle », in *Méditerranée*, Transitions balkaniques, tome 103, 3-4, 2004. p 65-74.

KOLODONY E., « Primauté de l'identité religieuse sur la citoyenneté. Le cas des échanges obligatoires de populations entre la Grèce et la Turquie (1923) », in *Religion et identité*, Aix en Provence, 1998, p 133-141.

KOLODONY E., « Des musulmans dans une île grecque : Les Turcocrétois », in *Mediterranean World-XIV*, Tokyo, 1995, p 1-16.

KOLODONY E., DALEGRE J., « La Thrace grecque - Populations et territoire », in *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 1997, vol. 83, n° 1, p 254-255. En ligne, URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/remmm_0997-1327_1997_num_83_1_1784_t1_0254_0000_

KOOPMANS R. et STATHAM P., « Challenging the liberal nation-state? Postnationalism, multiculturalism, and the collective claims making of migrants and ethnic minorities in Britain and Germany », in *American Journal of Sociology*, n°105, 1999, p 652-696.

KOSOVA Z., ZIHNI A., *Ben işçiyim*, İletişim yayınları, İstanbul, 1996.

KUGELMASS, « Why we go to Poland: Holocaust tourism as secular ritual », in *The art of memory*, ed. James Young, Munich, 1994, p 174-183.

KUNERALP Z., *İkili Raport – Rapport des deux*, İstanbul, Isis, 1997.

KÜRKÇÜGİL M., « Mai 1968 en Turquie », in *Matière et révolutions*, 2000. En ligne, URL : <http://www.matierevolution.org/spip.php?article3129>

KURUMAHMUT Ali, *Ege'de temel sorun*, TTK, Ankara, 1998.

LADAS S., *Exchange of minorities: Bulgaria, Greece and Turkey*, Macmillan, New York, 1932.

LAGUERRE M., *Diaspora, Politics, and Globalization*, Palgrave Macmillan, New York, 2006.

LAMARZELLE D., *Le management public en Europe*, Europa, 2008. URL, <http://www.intefp-sstfp.travail.gouv.fr/datas/files/SSTFP/Europe%20et%20management%20public%20Lamarzelle%201%202008.pdf>

LAMPINOS F., « Captain Kemal a comrade », Athènes, 2008.

LAUNEY, L. de, « Chez les Grecs de Turquie. Autour de la mer Egée », Paris, 1887.

LAVREBIDADOU M., « De la décentralisation à la gouvernance : comportements politiques et efficacité des politiques locales dans la société grecque », in *Projet la gouvernance dans la lutte contre la pauvreté*, le Forum de Delphes, Athènes, 2007.

Le plan Annan, 31 mars 2004, *The comprehensive settlement of the cyprus problem*. En ligne, URL : <http://www.zypern.cc/extras/annan-plan-for-cyprus-2004.pdf>

LE ROY C., « Histoire des Lyciens », in *Dossiers de l'archéologie* n°239, 1998.

LEUNE J., *Megali İdea'nın Yalancı cenneti*, Dizgi, İstanbul, 1995.

LEVITT P., JAWORSKY B. N., « Transnational migration studies : past developments and future trends », in *Annual Review of Sociology*, vol. 33, no1, 2007, p 129-156.

LIALOU G., « Castellorizo, l'île du bout de la Grèce », in *Courrier international* du 6 janvier 2005.

LORDON F., « Ce n'est pas la Grèce qu'il faut exclure, c'est l'Allemagne ! », in *Le Monde diplomatique*, 29 mars 2010.

Λούκος X., «Οι Μικρασιάτες πρόσφυγες στην Ερμούπολη», στο Ο ξεριζωμός και η άλλη πατρίδα, Εταιρεία Σπουδών Νεοελληνικού Πολιτισμού και Γενικής Παιδείας, Αθήνα, 1999.

MOLLOVA M., « Sur le terme Karaman et les recherches sur les Karamans », in *Güney dođu Avrupa arařtırmaları dergisi*, 1979-1980, p 8-9

SIVIGNION M., « L'héritage patrimonial ottoman en Grèce », in DAVID J.-C., MÜLLER CELKA S., *Patrimoines culturels en Méditerranée orientale : recherche scientifique et enjeux identitaires*, 3^e atelier (26 novembre 2009) : Les héritiers de l'Empire ottoman et l'héritage refusé. Rencontres scientifiques en ligne de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée, Lyon, 2009. <http://www.mom.fr/3eme-atelier.html>.

MACAR E., « The Lausanne Treaty Emigrants Foundation », in BELGE T.U., in *Voices for the Future*, Bilgi üniversitesi yayınları, Istanbul, 2004.

MACKRÉ Q., « Géopolitique de Francort-sur-order/Slubice, ville-doublon sur une frontière en déconstruction », in *Les pouvoirs dans la ville*, l'Espace politique, n°8, février 2009.

MALLET L., « Le tourisme en Turquie : de la manne financière aux changements de mentalités », in *Hérodote* n° 127, 4/2007, p 89-102. En ligne, URL : www.cairn.info/revue-herodote-2007-4-page-89.htm.

MANTHOULIS R., *La Guerre civile grecque*, Paris, 1997 (documentaire télévisé).

MANTRAN R., *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, Paris, 2003.

MARCOU J., « Décentralisation : le retour du politique, histoire d'une non-réforme électorale », in *Les Cahiers du CNFPT*, n° 34, Nouvelle Série, novembre 1991, p 21-37.

MARCOU J., « Les influences ottomanes et françaises sur le système territorial turc », in BACQUE-GRAMMONT J.L., *Anatolia moderna, Yeni Anadolu*, Institut Français d'Etudes Anatoliennes, Jean Maisonneuve, Paris, 1991, p 275-287.

MARCOU J., « La nouvelle politique étrangère de la Turquie », in *Les Clés du Moyen-Orient*, 30 novembre 2011, accessible en ligne : <http://www.lesclesdumoyenorient.com/La-nouvelle-politique-etrangere-de.html>

MARCOU J., « Le néo-ottomanisme, clef de lecture de la Turquie contemporaine ? », in *Les Clés du Moyen-Orient*, 4 mai 2012, accessible en ligne : <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-neo-ottomanisme-clef-de-lecture.html>

MARCOU J., « Il y a 50 ans, le coup d'Etat du 27 mai... », article du 27 mai 2010 mis en ligne sur *Le blog de l'OVIPOT*. En ligne, URL : <http://ovipot.hypotheses.org/>

MARCOU J., « Le verdict de l'affaire Ergenekon plus sévère encore que celui de l'affaire Balyoz », sur *Le blog de l'OVIPOT* du 6 août 2013, en ligne, URL : <http://ovipot.hypotheses.org/9347>

MARKETOS S., « Avraam Benaroya and the Impossible Reform », in *Justice*, n° spécial Remember Salonika, Printemps 1999, p 9-13.

MARTIN C., « Reconversion(s) territoriale(s) sur l'avenue de Kurtuluş », in *Echos de Turquie*, n°16, 2011. En ligne, URL : <http://echogeo.revues.org/12393#tocto2n4>

MARVA-HADJINIKOLAOU A., « Ο ἄγιος Μάμας », in *Revue des études byzantines*, 1954, vol. 12, n° 1, p 225.

MASSICARD E., « La décentralisation en Turquie : du principe à la réalité », in *La documentation française*, URL : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000653-la-decentralisation-en-turquie.-du-principe-a-la-realite-par-elise-massicard/article>

MASSICARD E., « Régionalisme impossible, Régionalisation improbable, la gestion territoriale en Turquie à l'heure du Rapprochement avec l'union européenne », in *Revue d'Etudes comparatives est-ouest*, vol 39, n°3, 2008, p 171- 203, en ligne, URL : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/80/02/47/PDF/S0338059908003082a.pdf>

MASSICARD E., « Post-hérités. Un retour du patronyme en Turquie contemporaine ? », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 2/2013 n° 60-2, p 87-105. En ligne, URL : www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2013-2-page-87.htm.

MASSICARD E., « Le factionnalisme comme mode d'ancrage social. Le Parti républicain du peuple à Adana (Turquie) », in *Politix* 4/2010 n° 92, p 53-75. En ligne URL : www.cairn.info/revue-politix-2010-4-page-53.htm.

MAZOWER M., *Dans la Grèce d'Hitler 1941-1944*, in *Les Belles lettres*, Paris, 2002.

MAZOWER M., *Salonica City of Ghosts. Christians, Muslims and Jews 1430-1950*, Harper Collins, Londres, 2004.

MELIKOFF I., *Sur les traces du soufisme turc, recherches sur l'Islam populaire en Anatolie*, éd. Isis, Istanbul, 1992.

MEUNIER J., *On dirait des îles*, Flammarion, Paris, 1999.

MILLAS H. « The Image of Greeks in Turkish Literature: Fiction and Memoirs », in *Oil on Fire?*. Hansche, Hannover, 1996.

MILLAS H., « Tourkokratia. History and the Image of Turks in Greek Literature », in *Opleiding Europese Studies*, Universiteit van Amsterdam, 2006.

MILLAS H., *Ayvalık ve Venezis, Yunan edebiyatında Türk imajı*, İletişim, Istanbul.

MILLAS H., *Daha iyi Türk Yunan ilişkileri için yap yapma kılavuzu*, Tarih vakfi yurt yayınları, Istanbul, 2002.

MILLAS H., *Yunan ulusunun doğuşu*, İletişim, Istanbul, 1994.

MINASSIAN T. T., « Les Arméniens de Constantinople au XIXe siècle. Éssai de topographie urbaine », in *Identités confessionnelles et espace urbain en terres d'islam*, septembre 2005, p 143-160.

Ministère de la culture et du tourisme turc, *Kültür ve turizm bakanlığı, strategik geliştirme bakanlığı faaliyet raporu*, avril 2007.

MONCEAU N., *Génération démocrates. Les élites turques et le pouvoir*, Éditions Dalloz, Paris, 2007.

MONTABONE B., *La cohésion territoriale en périphérie de l'Union européenne : les enjeux du développement régional en Turquie*, thèse de doctorat de l'université Rennes II, Rennes, 2012, mise en ligne, URL : <http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/65/14/83/PDF/2011theseMontaboneB.pdf>

MONTESQUIEU, *De l'esprit des lois*, Paris, Garnier, 1973.

MONTMAYEUR L., « Elections présidentielles à Chypre : un espoir pour la réunification de l'île ? », in *Le blog de l'OVIPOT*, article du 19 février 2008. En ligne, URL : <http://ovipot.hypotheses.org/466>.

MONTMAYEUR L., « La frontière terrestre gréco-turque au cours de l'histoire : espace de jonction, espace de fermeture ? », in *Le Blog de l'OVIPOT*, article du 24 juin 2011. En ligne, URL : <http://ovipot.hypotheses.org/5797>

MONTMAYEUR L., « Migrations et mémoires croisées des réfugiés de l'échange de population de 1923 entre la Grèce et la Turquie : l'exemple de Güzelyurt et Nea Karvali », in ROLLAN F., *Quand la violence déplace : mémoires et migrations forcées depuis et vers la Turquie*, Publications de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, Bordeaux, 2013, p 71-89.

MONTMAYEUR L., SIGALAS N., « Mübadele'den sonra », in *Toplumsal Tarih* n°190, octobre 2009.

MONTMAYEUR L., « Vecdi Gönül et les échanges forcés de populations de 1923 », in *Le blog de l'OVIPOT*, 29 novembre 2008. En ligne, URL : <http://ovipot.hypotheses.org/716>

MOREAU S., « Les collectivités locales en Grèce », in *Conseil régional du Limousin*, septembre 2009, p 43-79.

MORINIS A., « Introduction: the territory of the anthropology of pilgrimage », in *Sacred journeys: the anthropology of pilgrimage*, Greenwood Press, Westport C.T, 1992.

MOSSE C., *La Tyrannie dans la Grèce antique*, coll. « Quadrige », PUF, 2004 (1re édition 1969).

MOUCHARD D., « Les mobilisations des “sans” dans la France contemporaine : l'émergence d'un radicalisme autolimité », in *Revue française de science politique*, n°52/4, 2002.

MOURRE M., *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Bordas, Paris, 1978.

MOUSTAKIS, Fotios, *the Greek-Turkish Relationship and NATO*, Frank Cass, Londres, 2003.

MUTI I., « Osmanlı'da Cumhuriyet'e Dikili'de gelişim ve değişim nüfus ve idari örgütlenme », in *Geçmişten, günümüze Dikili*, Mysia Atarneus, Dikili, 2012, p 145-148.

Μ6οτσίου Κ., «Οι Ελληνο-Τουρκικές Σχέσεις 1974-2000. Ιστορική Αναδρομή» στο Πάνος Καζάκος et al (ε6ιμ.), *Η Ελλάδα και το Ευρωπαϊκό Μέλλον της Τουρκίας*, Εκδόσεις Ι. Σιδέρης, Αθήνα, 2001.

NAZLOGLU K., « Le rébético : forme de transmission d'une mémoire populaire. Les réfugiés grecs d'Asie Mineure et de Constantinople : du souvenir « heureux » à la conscience de la tragédie définitive », in ROLLAN F., *Quand la violence déplace : mémoires et migrations forcées depuis et vers la Turquie*, Maison des sciences de l'homme d'aquitaine, coll. migration et immigration, Bordeaux, 2013.

NELLES J., WALTER O., « Changing European borders: from separation to interface? An introduction », in *Journal of urban research* n°6, 2011. En ligne, URL : <http://articulo.revues.org/1658>

NERBOLLIER D., « La crise rapproche entrepreneurs turcs et grecs », in *La Tribune* du 3 mai 2012, URL : <https://www.youtube.com/watch?v=IstzHJGydZU>

NEWMAN D., « On Borders and Power: A Theoretical Framework », in *Journal of Borderland Studies* n°18/1, 2003, p 13–24.

NEYZI L., « Oral History and Memory Studies in Turkey », in OKTEM K., KERSLAKE C. (ed.), *Turkey's Engagement with Modernity : Conflict and Change in the Twentieth Century*, Palgrave Macmillan, Londres, 2010.

NISANYAN S., *Hayali Coğrafyalar, Cumhuriyet döneminde Türkiye'de değiştirilen yer adları*, TESEV, Istanbul, 2013.

NOVARINA G., MARTIN S., « Décentralisation et intercommunalité, Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones », *La commune et le citoyen*, Actes du colloque international de l'AIMF, Lomé, 1991.

ODENT B., « Un mur, toute honte bue, à la frontière gréco-turque », in *l'Humanité* du 14 mars 2012. En ligne, URL : <http://www.humanite.fr/monde/un-mur-toute-honte-bue-la-frontiere-greco-turque-492170>

OFFERLE M., « La société civile en question », in *Revue Problèmes politiques et sociaux*, La Documentation française, 2003.

OHMAE K., *The borderless world*, Harper business, New York, 1999.

ÖNER S., « Katılımcı demokrasi açısından belediye kanunu », in ÖZGÜR H., KÖSECIK M., *Yerel yönetimler üzerine güncel yazılar-I*, Nobel Yay., Ankara, 2005, p 57-87.

ORAN B., *Türk-Yunan ilişkilerinde Batı Trakya sorunu*, Bilgi, İstanbul, 1986.

ORAN B., « MK. », *récit d'un déporté arménien – 1915 Dix années d'errance parmi les Kurdes et les Syriaques*, Editions Turquoise, 2007

ORTAYLI I., « Meis adası », in *Milliyet* du 26 août 2012.

OTAN, « Protocole d'accession au Traité de l'Atlantique Nord de la Grèce et de la Turquie », sur *Digitèque de l'OTAN*, 22 octobre 1951.

ÖZCAN A., « 1960-1973 dönemi belediyeçiliğine genel bakış », in *Türk belediyeçiliğinde 60 yıl bildiri metinleri*, Metropol İmar A.S./IULA-EMME, Ankara, 1990, p 317-325.

ÖZCELİK M., *1930-1950 Arasında Tütüncülerin Tarihi*, Tüstav Yayınları, İstanbul, 2003.

ÖZİL A., *Orthodox Christians in the late ottoman Empire: a study of communal relations in Anatolia*, SOAS/Routledge Studies, 2012.

ÖZKAN Ö. D., « Kültürel kimliğin yeniden keşfi: « “Mübadil” Kimliğinin Oluşturulması », in GÖNÜL P., TAHİRE E., *Türkiye Kültürleri*, Tetragon, İstanbul, 2005.

ÖZSOY İ., *İki Vatan Yorgunları: mübadele acısını yaşayanlar anlatıyor*, Bağlam Yayınları, İstanbul, 2003.

ÖZTÜRKMEN A., « Tirebolu'dan Kadın sesleri: Yaşam Alanları ve İktidar », *Feminist Yaklaşımlar*, İstanbul, 2005.

PANZAC D., « La population de la Macédoine au XIXe siècle (1820-1912) », in *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°66, 1992.

PAPPAS N., *Castellorizo: an illustrated history of the island and its conquerors*, Halstead press, Sydney, 1994.

PAQUET G., *Gouvernance : une invitation à la subversion*, Éditions Liber, Montréal, 2005.

PASQUESOONE V., « Elections en Grèce : la presse internationale se veut prudente », in *Le Monde.fr* du 18 juin 2012.

PECHOUX P. Y., « Unité et diversité des îles du Dodécannèse », in KASPERSON R. E., *Annales de Géographie*, vol. 78, n° 426, 1969, p 237-238.

PEKİN M., TSITSELİKİS K., *Meriç'in iki yakası*, LMV Yayını, İstanbul, 2004.

PEKİN M., TURAN C., *Mübadele bibliyografyası*, LMV Yayını, İstanbul, 2002.

PEKİN, M. (sous la dir. de), *Yeniden kurulan yaşamlar: 1923 Türk-Yunan zorunlu nüfus mübadelesi*, İstanbul bilgi üniversitesi yayınları, İstanbul, 2005.

PELLETIER P., *L'Extrême-Orient. L'invention d'une histoire et d'une géographie*, coll. « Folio », Gallimard, 2011.

PENTZOPOULOS B., *The Balkan exchange of minorities and its impact upon Greece*, Mouton, La Hague, 1962.

PERLAS N., N. *Société civile, le 3ème pouvoir*, Editions Yves Michel, Paris, 2003.

PEROUSE J.F., « Migrations et mobilités dans le nord de Chypre après 1974. Quelques indices », in *Chypre et la Méditerranée orientale*, Travaux de la maison de l'Orient, Lyon, 2000.

PEROUSE J.F., « Phénomène migratoire, formation et différenciation des associations de hemşehri à Istanbul : chronologies et géographies croisées », in *European Journal of Turkish Studies*, n°2, 2005, URL : <http://ejts.revues.org/369>

PEROUSE J.F., « La muraille terrestre d'Istanbul ou l'impossible mémoire urbaine », in *Patrimoine et politiques urbaines en Méditerranée*, n°16, 2003, p 27-44.

PEROUSE J.F., *La Turquie en marche : Les grandes mutations depuis 1980*, La Martinière, Paris, 2004.

PERRIGUEUR E., « Quand la crise rapproche la Grèce et la Turquie », in *Le Monde* du 5 mars 2013. En ligne, URL : <http://labogrec.blog.lemonde.fr/2013/03/05/quand-la-crise-ameliore-les-relations-greco-turques>

PESQUEUX Y., « Le nouveau management public » (ou New Public Management) », in *Archives ouvertes*, version 1 - 22 août 2010. En ligne, URL : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/51/08/78/PDF/Lenouveaumanagementpublic.pdf>

PETIT Philippe, *Le guide de la coopération intercommunale*, Editions du moniteur, Paris, 1992.

PETITEVILLE F., *La coopération décentralisée, les collectivités locales dans la coopération Nord/Sud*, L'Harmattan, coll. Logiques Politiques, Paris, 1995.

MARIE A., *La coopération décentralisée et ses paradoxes*, Karthala, Paris, 2005.

« Pilot program for no-visa access to Greek islands for Turkish visitors », in *GTP headlines* du 29 mars 2013. En ligne, URL : <http://news.gtp.gr/2013/03/29/greece-to-launch-visa-free-program-for-turks-again-this-year/>

PIPES D., « Kastelorizo: Mediterranean flashpoint? », in *National Review* du 7 février 2012. En ligne, URL : <http://www.danielpipes.org/10630/kastelorizo>

POLITAKIS A., *Al Beyaz, Mavi Beyaz*, Milliyet Yayınları, Istanbul, 1988.

POLITIS N., « Le transfert des populations », in *Politique étrangère* n°2, 1940.

POPESCU G., « The conflicting logics of cross-border reterritorialization: geopolitics of Euroregions in Eastern Europe », in *Political Geography*, n°27, 2008, p 418-438. En ligne, URL : <http://geopousp.files.wordpress.com/2010/05/geopolitics-of-euroregions-in-eastern-europe.pdf>

POPOVIC A. GRIVAUD G., (sous la dir. de), *Les conversions à l'islam en Asie mineure et dans les Balkans aux époques seldjoukide et ottomane. Bibliographie raisonnée (1800-2000)*, École française d'Athènes, coll. « Mondes Méditerranéens et Balkaniques », Athènes, 2011.

POULTON Hugh, *The Balkans, minorities and states in conflict*, minority rights group, Londres, 1993.

PREVELAKIS G., *Géopolitique de la Grèce*, Editions Complexe, Paris, 1997.

PSOMIADES Harry J., *The Eastern question: the last phase. A study in Greek Turkish diplomacy*, Institute for Balkan Studies, Thessalonique, 1968.

Publication de la cour permanente de justice internationale, Recueil des avis consultatifs, *Echange des populations grecques et turques (Convention VI de Lausanne, 30 janvier 1923, article 2)*, 21 février 1925, Série B, n°10

RACHET G., *Dictionnaire de l'archéologie*, Robert Laffont, coll. Bouquins, Paris, 1994.

RAFFESTIN C., « Réinventer l'hospitalité », in *Communications*, n°65, 1997.

RANGEON F., « Société civile : histoire d'un mot », in CURAPP, *La société civile*, PUF, Paris, 1986, p 9-32.

Rapport Amnesty International, *Frontier Europe: Human rights abuses on Greece's border with Turkey*, 2013, p 1-29. En ligne, URL : <http://www.amnesty.org/fr/library/asset/EUR25/008/2013/en/d93b63ac-6c5d-4d0d-bd9f-ce2774c84ce7/eur250082013en.pdf>

Rapport de la Commission Européenne, *Commission des questions économiques et du développement, rapport «Conséquences économiques des récents séismes en Turquie et en Grèce »*, Rapporteurs : Mme Oya Akgönenç, Turquie, Groupe de démocrates européens, et M. Elefterios Verivakis, Grèce, Groupe socialiste, Doc. 8594, 13 décembre 1999.

RAWLS J., *Le droit des gens*, trad. de l'américain par Bertrand Guillaume, commentaires de Stanley Hoffmann, Esprit, Paris, 1998.

RELPH E., *Place and Placeness*, Pion, Londres, 1976.

Résolution du Parlement européen sur une solution politique de la question arménienne (18 juin 1987), le Journal officiel des Communautés européennes (JOCE), n° 190, 20 juin 1987.

RIGAS H., « Rembetiko şarkıları üzerinden Mübadele deneyiminin Yunanistan'daki yönleri », in *Mübadeleden sonra dosya giriş, Toplumsal tarih* n°190, p 50 – 61.

RUMELILI B., « Impacting the Greek-Turkish conflicts: The EU is “what we make of it” » in DIEZ T., STETTER S., ALBERT M., *The European Union and border conflicts*, Cambridge University Press, Cambridge, 2008, p 94-128.

RUMELILI B., « Open the Door : Turkey and the European Union », in *The world today*, 2004, p 18-19.

RUMELILI B., « The European Union's Impact on the Greek-Turkish Conflict », in *UE Border Conf*, n° 6, janvier 2004, p 1-26.

RUMELILI B., « Transforming conflicts on EU Borders: the case of Greek-Turkish relations », in *Journal of common market studies*, vol. 45, Issue 1, mars 2007, p 105–126.

RUMELILI, B., « Avrupa birliği ve bölgesel ihtilafların çözümü », in *Uluslararası ilişkiler*, n°4/16, hiver 2007-2008, p 51-78.

RUMELILI, B., « Civil society and the europeanization of Greek-Turkish cooperation », in *South European society and politics*, n°10/1, mars 2005, p 43-54.

RUMELILI, B., « Liminal identities and processes of domestication and subversion in international relations », in *Review of international studies*, n° 38/2, 2012, p 495-508.

RUMELILI, B., « Liminality and the perpetuation of conflicts: Turkish-Greek relations in the context of the community-building by the EU », in *European journal of international relations*, n°9/2, 2003, p 213-248.

RUMELILI, B., « Transforming conflicts on EU Borders: the case of Greek-Turkish Relations », in *Journal of common market studies*, 45/1, 2007, p 105-26.

SAID. E., *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, traduction de Catherine Malamoud, préface de Tzvetan Todorov, Le Seuil, Paris, 1980, (rééd. augm., 2003).

SANGUIN A.L., « Périphéricité et ultra périphéricité insulaires dans l'Union européenne », in *L'Espace politique* n°2, février 2007, URL : <http://espacepolitique.revues.org/index857.html>

SANGUIN A.-L., 2004, « Euroregions within the enlarged European Union: concepts and theories, experiences and practices », in *Revista Romana de Geografie Politica*, vol. 6, n° 1-2, p 5-16.

SARINAY Y., *Sünbül Tahir, Imperialism and Great Fantasy*, Günce, Ankara, 2000.

SCHÜLER H., *Türkiye'de sosyal demokrasi: particilik, hemşerilik, alevilik*, İletişim, İstanbul, 1999.

SCOTT J.W., « Bordering and ordering, the European neighborhood: a critical perspective on EU territoriality and geopolitics », in TRAMES, 13(63/58), 3/2009, p 232-247, en ligne, URL : http://eap.ce/public/trames_pdf/2009/issue_3/trames-2009-3-232-247.pdf

SCUDDER T., « Expected impacts of compulsory relocation on Najovas with special emphasis on relocation from the former joint use area required by public law 93-531 », Institute for development anthropology, Binghamton, New York, 1979.

SENI N., « Istanbul à l'heure des musées privés », in *Méditerranée* 1/2010 (n° 114), p 121-130

SENI N., « Polarisation d'une société en mutation culturelle », in *Hérodote* 1/2013 n° 148 , p 122-137

SERAIDIRI K., « Enjeux locaux autour d'un rituel à Sifnos : de l'analyse structurale à l'« objet patrimonial » », in *Balkanologie*, vol. XII, n° 2, 2011.

SERAIDIRI K., « Approches du religieux dans la Grèce contemporaine », in *Ethnologie française*, vol. n° 35, février 2005, p 329-333.

SERGENT B., *Les Indo-Européens : histoire, langues, mythes*, Bibliothèque scientifique, Payot, Paris, 1995.

SIGALAS N., TOUMARKINE A., « Ingénierie démographique, génocide, nettoyage ethnique. Les paradigmes dominants pour l'étude de la violence sur les populations minoritaires en Turquie et dans les Balkans », in *European Journal of Turkish Studies* 7 : Demographic Engineering – Part I, 2008. En ligne, URL : <http://ejts.revues.org/2933>

SIGALAS N., « Intention et contingence. L'historiographie de la violence sur les minorités dans son rapport avec le droit », in *European Journal of Turkish Studies* 12 : Demographic Engineering – Part II, 2011 URL : <http://ejts.revues.org/4552>

SHAPIRAD., « Osmanlı İmparatorluğunda karay matbaası », in *Toplumsal tarih*, décembre 2006, p 55-59.

SMITH A., *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, PUF, 1995.

SMITH M. P., *Transnational urbanism: locating globalization*, MA:Blackwell, Malden, 2001.

SMYRNELIS M.C., *Une société hors de soi : identités et relations sociales à Smyrne au XVIIème et XIXème siècle*, Editions Peeters, Paris, 2005.

SMYRNELIS M.C., *Smyrne, la ville oubliée ? : Mémoires d'un grand port ottoman, 1830-1930*, Autrement, collection mémoire-ville, Paris, 2006.

SOHN C., REITEL B, WALTHER O., « Cross-border metropolitan integration in Europe: the case of Luxembourg », Basel and Geneva. *Environment & Planning C: Government and Policy* 27(5), 2009, p 922-939.

SÖNMEZOĞLU F., *Türk Yunan ilişkileri ve büyük güçler*, Der, İstanbul, 2000.

SOTIRIOU D., *Farewell Anatolia* (traduit du grec par Fred A. Reed Kedros), Athènes, 1996.

STELAKOU V., « Space and identity : Two cappadocian greek settlements », in HIRSCHON R., *Crossing the Aegean, Studies in force migration*, vol. 12, Berghan Books, New York, 2004.

SUE R., *La société civile face au pouvoir*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003.

Synthèse de l'économie turque en 2010, Analyse en composantes principales. Données : Banque mondiale, URL : <http://donnees.banquemondiale.org/actualites/classification-des-pays-2013>.

T.C. Kültür ve Turizm Bakanlığı, Yatırım ve İşletmeler Genel Müdürlüğü (Direction des affaires et investissements du ministère du Tourisme et de la Culture turc), statistiques d'entrée et sorties du territoire turc de 2012.

TAGLIONI, F., « Les petits espaces insulaires au cœur des revendications frontalières maritimes dans le monde », in *l'Espace politique*, 2007-1, 2007.

TALON C., « La dictature des colonels en Grèce, 1967-1974 : les enjeux géostratégiques », in DALLEGRE J., *Conflits et mémoires dans les Balkans*, Cahiers balkaniques n° 38/39, INALCO, Paris, 2009-2010, p 379-402.

TARANC B., « Midilli ada kültüründe İzmir ve müziğin etkileri », in *Körfez'de zaman, İzmir araştırmaları kongresi bildiriler*, décembre 2009, p 201-207.

Τριανταφυλλιά Κ., «Το πλαίσιο των Ελληνοαμερικανικών κοινωνικών σχέσεων 1922-1924. Η αποκατάσταση των προσφύγων στην Ελλάδα και ο ρόλος των Η.Π.Α.»,Ελληνική Ιστορική Εταιρεία, ΙΕ' Πανελλήνιο Ιστορικό Συνέδριο-Πρακτικά, Αθήνα, 1995, σελ.335-358.

TAVŞANOĞLU L., *Türk-Yunan Sorunları. Akitler Tartışıyor*, Çağdaş, İstanbul, 1998.

TAXIS I. S., *Histoire abrégée et topographie de Lesbos* (texte grec), 2e éd., Le Caire, Reprint Mytilène (1994),142 p. + répertoire, 1ere édition (Constantinople) 1874.

Τζάκης Δ., «Το Κλέφτικο και το Ρεμπέτικο τραγούδι: εθνικοί Μύθοι και Λαογραφικές Αναζητήσεις» στο *Τέχνες II: Επισκόπηση Ελληνικής Μουσικής και Χορού*, τ. Γ, ΕΑΠ, Πάτρα, 2003.

Τσάμπρας Γ., «Εμφάνιση και Καθιέρωση της Δισκογραφίας: από τη Μικρασιατική καταστροφή έως την Κατοχή», *Τέχνες II: Επισκόπηση Ελληνικής Μουσικής και Χορού*, τ. Γ, ΕΑΠ, Πάτρα, 2003.

TEK H., « Les collectivités territoriales », in *Le blog de l'OVIPOT*. En ligne, URL : http://ovipot.free.fr/collectivites_territoriales_en_turquie_hande_tek_103.htm

TODOROV T., *Les abus de la mémoire*, Arléa, Paris, 1995.

TÖKSÖZ, F., « Relations between Turkish and Greek local governments », in BELGE, TACISER, (sous la dir. de), *Voice for the future*, İstanbul Bilgi üniversitesi yay., İstanbul, 2004, p 108-111.

TOLAY J., « Turkey's 'critical europeanization': evidence from Turkey's immigration policies », in, ELITOK, STRAUBHAAR T., *Turkey, migration and the EU: potentials, challenges and opportunities*, Hamburg University press, Hamburg, 2012.

TOSUN, « Roots of unsustainable tourism at the local level: the case of Ürgüp in Turkey », in *Tourism management*, 1998, p 595-610.

TOUMARKINE A., « Kafkas ve Balkan göçmen dernekleri: sivil toplum ve milliyetçilik », in YERASIMOS S., SEUFERT G., VORHOFF K., *Türkiye'de sivil toplum ve milliyetçilik*, İletişim yayınları, İstanbul, 2001, p 425-450.

TOUMARKINE A., « Le développement des associations de hemşeri en Turquie (1933-2003) à l'échelle nationale et départementale », in *European journal of Turkish studies*, 2, 2005. En ligne, URL : <http://ejts.revues.org/409>

TOUMARKINE A., *Entre Empire ottoman et Etat-nation turc : les immigrés musulmans du Caucase et des Balkans du milieu du XIXème siècle à nos jours*, thèse de doctorat en Histoire sous la direction de CHEVALLIER D., soutenue en 2000 à Paris IV.

TOUMARKINE A., SIGALAS N., « Ingénierie démographique, génocide, nettoyage ethnique. Les paradigmes dominants pour l'étude de la violence sur les populations minoritaires en Turquie et dans les Balkans », in *European Journal of Turkish Studies* n°7, İstanbul, 2008.

TOUMARKINE, A. *Les Lazes en Turquie (XIXe-XXe siècles)*, Isis, İstanbul, 1995.

TOYNBEE A., *The western question in Greece and Turkey: a study in the contact of civilisations*, Houghton Mifflin, Boston, p 284.

TURNER V., *The ritual process*, Aldine, Chicago, 1969.

Τσάλας, Γ., «Οι Ελληνικές Θέσεις στην Τρίτη Συνδιάσκεψη του ΟΗΕ για το Δίκαιο της Θάλασσας» στο Περράκης (επιμ.), Ατγαιό. Εξελιξίσεις και Προοπτικές Επίλυσης των Ελληνοτουρκικών Διενέξεων.

TZANIS HK., « Tourism offers the opportunity for longtime political rivals to explore each other's countries », in *Southeast European Times* du 19 septembre 2011. En ligne, URL :http://www.setimes.com/cocoon/setimes/xhtml/en_GB/features/setimes/features/2011/09/19/feature-02

BAYRAKTAR U., MASSICARD É., *La décentralisation en Turquie*, Agence Française de Développement, Focale 07, Istanbul, août 2011.

KESER U., « Arşiv belgeleri ışığında Türkiye'de mülteciler ve esirler sorunu », in *Çağdaş Türkiye tarihi araştırmaları dergisi*, printemps 2009, p186-209.

SERDAROGLU U., « Assos (Behramkale) », in *Arkeoloji ve Sanat Yayınları / Antik Kentler Dizisi*, Istanbul, 1996.

UCLG (United Cities and Local Governments), Country profile : Turkey, URL : http://www.cities-localgovernments.org/gold/Upload/country_profile/Turkey.pdf

UGEUX G., « Papandreou a-t-il évité un coup d'état militaire? », in *Le monde*, 1 novembre 2011.

UNSALDI L., *Le politique et le militaire en Turquie*, L'Harmattan, Paris, 2005

VANER S. *Le différend gréco-turc*, L'Harmattan collection : Histoire et Perspectives Méditerranéennes, Paris, 1988.

VARDAGLI T., « 19. yüzyıldan 20. yüzyıla ticari ve siyasi gelişmeler ışığında Kavala », in *Mübadil kentler – Yunanistan*, Lozan Mübadilleri Vakfı, Istanbul, 2012.

VARDAR D., « La mer Égée », in *Les mots de la Turquie*, BURDY J-P (sous la dir. de), Presses universitaires du Mirail, Toulouse, 2006.

VERLUISE P., *Géopolitique des frontières européennes : Elargir, jusqu'où ?*, PUF, collection géopolitique, Paris, 2013.

VILTARD Y., « Conceptualiser la “diplomatie des villes”. Ou l'obligation faite aux relations internationales de penser l'action extérieure des gouvernements », in *Revue française de science politique*, Presses de Sciences Po, vol. 58, 2008/3, p 511-533.

VOLKAN V., ITZKOVITZ N., *Turks and Greeks, neighbors in conflicts*, The Eaton Press, Cambridge, 1994.

VON HIRSCHHAUSEN B., « Campagnes roumaines : la force des lieux » in REY V. (sous la dir. de) *Les nouvelles campagnes d'Europe centrale et orientale*, Paris, CNRS éditions, 1996, p153-198.

VON HIRSCHHAUSEN B., « Comment penser les différences territoriales et les frontières culturelles de l'Europe ? Premier éléments d'une analyse critique », in BOIA Lucian, OROVEANU A. (sous la dir. de), *The Borders of Europe*, Editura universitatii din Bucuresti, Bucarest, 2007, p 19-40.

WEBER D., « Reconsidering the Hansen thesis, generational metaphors and American ethnic studies », in *Donald Weber american quarterly*, vol. 43, n° 2, juin 1991, the Johns Hopkins University Press, p 320-332.

YALÇIN K., *Emanet çeyiz. Mübadele insanları*, Doğan kitap, Istanbul, 1998.

YANATMA S., Istanbul'un Fethinden sonra, Kiliselerin camiye dönüştürülmesi, in Boğaziçi Üniversitesi Tarih Araştırmaları Kulübü Dergisi., p 31-34.

YALLOURIDES, K.C, *Greece and Turkey after the end of the Cold War*, Caratzas, New York, 2001.

YERASIMOS S., SEUFERT G., VORHOFF K., « Civil society in the grip of nationalism: studies on political culture in contemporary Turkey », in *Middle Eastern studies* n° 37, n°3, juillet 2001, p 209-211.

YILMAZ F., « Zamanın dinlediği ada : Meis », in *Cumhuriyet dergi*, 22 novembre 1992.

YILMAZ H., « Euroscepticism in Turkey: parties, elites, and public opinion », in *South European society and politics*, iFirst article, 2011, p 1–24.

ZARCONI T., *Poétesses soufies de la confrérie bektachie*, éd. Signatura, Paris, 2010.

ZARCONI T., *La Turquie moderne et l'islam*, Flammarion, Paris, 2004.

ZARCONI T., *Le soufisme*, Gallimard, Paris, 2013.

ZIZOULIAS J. D., « I Symvoli tis Kappadokias sti Christianiki Skepsi » in PETSOUPOULOS S., *I Sinasos tis Kappadokias*, Agra, Athènes, p 23-27.

Zoğrafyon Lisesi Mezunları Derneği, *İstanbul Rumları-bugün ve yarın*, Istos yayın evi, Istanbul, mai 2012.

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ, Αρ. Φύλλου 87,7 Ιουνίου 2010, ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 3852, Νέα Αρχιτεκτονική της Αυτοδιοίκησης και της Αποκεντρωμένης Διοίκησης – Πρόγραμμα Καλλικράτης, diponible en ligne, URL : http://www.ypes.gr/UserFiles/f0ff9297-f516-40ff-a70e-eca84e2ec9b9/nomos_kallikrati_9_6_2010.pdf

Η ΕΞΟΔΟΣ (ΤΟΜΟΣ Β΄)-ΜΑΡΤΥΡΙΕΣ ΑΠΟ ΤΙΣ ΕΠΑΡΧΙΕΣ ΤΗΣ ΚΕΝΤΡΙΚΗΣ ΚΑΙ ΝΟΤΙΑΣ ΜΙΚΡΑΣΙΑΣ, ΚΕΝΤΡΟ ΜΙΚΡΑΣΙΑΤΙΚΩΝ ΣΠΟΥΔΩΝ, ΑΝΑΤΥΠΩΣΗ, ΑΘΗΝΑ, 2004.

Γιαννακόπουλος Γ., «Η Ελλάδα με τους πρόσφυγες: Η δύσκολη προσαρμογή στις νέες συνθήκες», στο Ιστορία του Νέου Ελληνισμού: Ο Μεσοπόλεμος 1922-1940, τομ. 7ος, Ελληνικά Γράμματα, Αθήνα, 2003.

« Importing competition », *The Economist* du 16 août 2008.

« Pilot program for no-visa access to Greek islands for Turkish visitors », in GTP headlines, du 29 mars 2013. En ligne, URL : <http://news.gtp.gr/2013/03/29/greece-to-launch-visa-free-program-for-turks-again-this-year>

« Setur Marinas to manage a Greek marina in Lesbos Island », in *Official newsletter of Istanbul convention and visitors bureau*, mai 2012. En ligne, URL : <http://www.icvbbulletin.org/index.php/member-news/366-setur-marinas-to-manage-a-greek-marina-in-lesbos-island>

« Turk tourists flock to Greek islands », in *Hurriyet News*, du 28 juillet 2012. En ligne, URL : <http://www.hurriyetdailynews.com/turk-tourists-flock-to-greek-islands.aspx?pageID=238&nID=26542&NewsCatID=349>

« 21 accords de coopérations signés aujourd'hui entre la Turquie et la Grèce », in *Turquie de France*, du 14 mai 2010. En ligne, URL : <http://www.turquie-fr.com/21-accords-de-cooperations-signes-aujourd'hui-entre-la-turquie-et-la-grece/14/05/2010/#more-3129> 14 mai, 2010

« Davos'un ilk meyvesi : Turizm », in *Gökkuşuğu*, avril 1988, p 60-63.

« Des retrouvailles gréco-turques en demi-teinte », in *Le figaro* du 23 janvier 2008.

« Dostluk zamanı », in *Milliyet* du 20 août 1999.

« Erdoğan peut-il sauver la Grèce ? » du 20 mai 2010, in *Mon blog défense*, en ligne ; <http://defense-jgp.blogspot.com/2010/05/erdogan-peut-il-sauver-la-grece.html>

« Et Meis - Kaş arasında gıda gerginliği », in *Vira Haber* du 8 janvier 2010.

« Gıdayı Kaştan aldım cezası yazdı », in *Hürriyet* du 11 janvier 2010.

« Goldman Sachs reconnaît que ses opérations sur les swaps auraient dû être plus « transparentes » », in *Les Echos* n° 20622 du 24 février 2010.

« Grèce : manifestations à Athènes à la veille de la réunion cruciale de l'Eurogroupe », in *RFI* du dimanche 19 février 2012.

« Grèce : référendum annulé, Papandréou sur le départ », in *Atlantico.fr*, du 3 novembre 2011.

« Grèce: le rapport de la troïka sera prêt début octobre », in *L'Expansion.com* du 27 août 2012, URL : http://lexpansion.lexpress.fr/economie/grece-le-rapport-de-la-troika-sera-pret-debut-octobre_327947.html#cz8zvPtA0t0iFvPZ.99

« Güzelyurtlular turizm kültür ve yardımlaşma derneği gençlik kolları yayın organı », *Kapadokya life*, septembre 2007, n°1.

« Hortefeux soutient le projet de mur à la frontière gréco-turque », in *L'Express* du 27 janvier 2011. En ligne, URL : http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/hortefeux-soutient-le-projet-de-mur-a-la-frontiere-greco-turque_956363.html

« İnsanı yardımın bayrağı; ideolojisi yoktur », in *Milliyet* du 25 août 1999.

« Kara günde dost eller », in *Milliyet* du 22 août 1999.

« Karaylar, dünden bugüne », in *Istanbul ansiklopedisi*, tome 4, Istanbul, 1994.

« L'économie turque, motif de préoccupation », in *Turquie Européenne* du 10 mai 2012. En ligne, URL : <http://labogrec.blog.lemonde.fr/2013/03/05/quand-la-crise-ameliore-les-relations-greco-turques>

« La Grèce achève la mise en place d'un mur anti-migrants », in *Rianovosti* du 17 décembre 2012. En ligne, URL : <http://fr.ria.ru/world/20121217/196959751.html>

« L'armée grecque contribuera à l'effort budgétaire », in *Les Echos* n° 20670 du 4 Mai 2010.

Office Franco-allemand de la jeunesse (OFAJ), « Les jumelages », in *La lettre d'information de l'OFAJ*, n° 38, janvier 2012.

« L'ONU dénonce la cure d'austérité », in *L'Écho* du 22 juin 2011.

« Nouvelle révélation de swap entre Goldman Sachs et la Grèce », in *L'AGEFI Quotidien* du 17 février 2010.

Liste des entretiens et activités de recherche de terrain

• Visites, observation participante

- Visite du Centre d'Etude sur l'Asie Mineure à Athènes à deux reprises et entretien avec Stavros Anastidis, directeur du Centre et du Musée de l'hellénisme d'Asie mineure, quartier de Nea Philadelphia, dans le cadre du deuxième volet du séminaire de formation doctorale «Le rôle des sociétés civiles dans le processus de rapprochement et de réconciliation » (France Allemagne\Grèce-Turquie) organisé par l'IFEA, l'école Française d'Athènes, l'Office franco-allemand de la jeunesse et l'Université de Boğazici à Athènes en septembre 2009.

- Fréquentation régulière de la Fondation pour les réfugiés de Lausanne (*Lozan Mübadilleri Vakfi*) à Istanbul. Entretiens effectués à plusieurs reprises avec son directeur (Ümit Isler) et son secrétaire général (Sefer Güvenç).
 - Co-organisation d'un séminaire mensuel « *Après l'échange...L'intégration des réfugiés en Grèce et en Turquie après l'échange de populations : dimensions culturelles, socio-économiques et politiques* » – en 2008/2009 avec Nikos Sigalas (doctorant en histoire à l'EHESS), Gökçe Bayındır Goularas (docteur en histoire Université de Paris I Panthéon-Sorbonne), et Tutku Vardağlı (docteur en histoire à l'Université de Bogazici) qui a donné lieu à un dossier spécial de la revue d'histoire turque *Toplumsal Tarih*¹⁰⁹².
 - Visite du Musée de l'échange de populations à Çatalca en Turquie après son ouverture en 2010 dans le cadre d'Istanbul, Capitale Européenne de la culture.
 - Visite du Musée de la culture cappadoçienne de Nea Karvali.
 - Co-organisation d'un séminaire sur la Cappadoce et son histoire « La Cappadoce : terre d'histoire et de culture » avec Aylin De Tapia (doctorante en histoire) et Anaïs Lamesa (doctorante en archéologie).
 - Visite de la ville de Kozani avec la Fondation des réfugiés de Lausanne (*Lozan Mübadilleri Vakfi*) : observation participante à un voyage pour les réfugiés et leurs descendants dans leurs localités d'origine organisé par le *Lozan Mübadilleri Vakfi* dans la région de Thrace et Macédoine Orientale et Macédoine centrale (du 5 au 10 Mai 2009).
 - Participation au voyage-pèlerinage à Güzelyurt organisé par l'Association culturelle de Nea Karvali (Στέγη Πολιτισμού Νέας Καρβάλης) en Août 2008.
 - Participation au festival d'amitié organisé entre les deux villes chaque année depuis 2008.
 - Participation au festival d'amitié DEFNE en 2009
- **Nea Karvali**
- Kaplanis Iosifidis, président de l'association culturelle de Nea Karvali « Στέγη Πολιτισμού Νέας Καρβάλης », le 31/07/08, 20h/22h. Notes et enregistrement de 90 min. Langues de l'entretien : anglais, recours au grec, au turc et au français.
 - Maria Zopoglou, propriétaire d'un magasin de cadeaux/décoration sur l'artère principale de Nea Karvali, à plusieurs reprises entre le 27/07/07 et le 06/08/07. Notes. Langues des entretiens : turc et grec à parts égales.
 - Sofia, femme d'entretien de l'église Agios Gregorios, à plusieurs reprises entre le 30/07/07 et le 05/08/07. Langues des entretiens : grec uniquement.
 - Mère de Sofia, retraitée, le 02/08/07. Langues des entretiens : grec uniquement.
 - Katina, retraitée, habitante de Nea Karvali, le 30/07/07. Notes. Langues de l'entretien : grec et turc à parts égales.

¹⁰⁹² N. Sigalas, L. Montmayeur, « Mübadele'den sonra », dans le cadre des travaux de l'IFEA, *Toplumsal Tarih* n°190, octobre 2009

- Mari de Katina, retraité, le 30/07/07. Langues de l'entretien : grec principalement, éléments de turc.
- Takis Papaïotsou, employé dans le ministère grec des Transports, à plusieurs reprises entre le 27/07/07 et le 06/08/07. Notes. Langues des entretiens : grec majoritairement, parfois français, éléments de turc.
- Sofia Papaïotsou, médecin anesthésiste à l'hôpital de Kavala, interviewée à plusieurs reprises entre le 27/07/07 et le 06/08/07. Notes. Langues des entretiens : anglais et grec.
- Parthenis (connu sous le nom de Partène à Güzel Yurt), retraité, le 01/08/07 au Cafeneio «ΓΙΟΡΓΟΣ». Notes. Langues de l'entretien : turc principalement, grec en tout début d'entretien.
- Magdalini Papaïotsou, propriétaire d'un « pantopoleio » (bureau de tabac/épicerie), le 04/08/07. Notes. Langues de l'entretien : grec uniquement.
- Giorgos S. Galaktidis, propriétaire et gérant du Kafeneio «ΓΙΟΡΓΟΣ», situé sur la place centrale de Nea Karvali (place de l'église Agios Gregorios), à plusieurs reprises entre le 30/07/07 et le 05/08/07. Notes. Langues des entretiens : grec majoritairement, parfois turc.
- Caliope, participante du festival d'amitié gréco-turque de Güzelyurt et habitante de Nea Karvali. Entretiens réalisés le 2/09/07. Langue des entretiens : grec et turc
- **Güzelyurt :**
 - Kerim Yasav, propriétaire et gérant du restaurant « KALVARI », situé sur la place centrale de Güzelyurt, à plusieurs reprises entre le 19/08/07 et le 24/08/07. Notes. Langues des entretiens : turc, éléments d'anglais.
 - Kadir Bey, marchand de tapis et d'antiquités, propriétaire/gérant de la pension « KADIR'S ANTIQUE GELVERI HOUSES », à plusieurs reprises entre le 19/08/07 et le 24/08/07. Notes. Langues des entretiens : turc et allemand.
 - Ramazan, chauffeur de bus, le 23/08/07 et le 24/08/07. Notes. Langues des entretiens : turc.
 - Famille Dik, pension « ASLANLI » (plusieurs générations), à plusieurs reprises entre le 19/07/07 et le 24/08/07. Notes. Langue des entretiens : turc.
 - Famille Yilmaz, pension « YIMAZ » (plusieurs générations), à plusieurs reprises entre le 19/07/07 et le 24/08/07. Notes. Langue des entretiens : turc.
 - Pinar Sağlam, employée à l'office du tourisme, à plusieurs reprises entre le 19/07/07 et le 24/08/07. Notes. Langues des entretiens : turc et anglais.
 - Hacer, Atelier Faïences, à plusieurs reprises entre le 19/07/07 et le 24/08/07. Notes. Langue des entretiens : turc.
 - Udo Hirsch, consultant indépendant / développement économique des zones protégées et éco tourisme, le 19/08/07 et le 22/08/07. Notes et enregistrement de 90 min. pour l'entretien du 22/08/07. Langues des entretiens : anglais et français, parfois allemand et turc.
 - Ramazan Yıldırım, sous-préfet de Güzelyurt, le 19/08/08 et le 23/08/08. Notes. Langues des entretiens : turc et anglais.

UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

- Kudret Özeş, maire de Güzel yurt, le 20/08/2009. Notes et enregistrement. Langue de l'entretien : turc.

- **Istanbul**

- Entretien avec Sefer Güvenç, secrétaire général de la Fondation des réfugiés de Lausanne, le 30/08/2007, 120 minutes. Prise de Notes. Langue de l'entretien : anglais et turc.
- Entretien avec Nilüfer Tarıkahya, secrétaire permanente de l'association Defne. Date : 10 mars 2012. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.
- Entretien avec Fikret Töksöz, le 17 janvier 2009. Durée de l'entretien : 50 minutes. Langue: anglais. Prise de note.
- Entretien avec Enis Rıza, réalisateur de documentaire. Date : 15 février 2009. Durée de l'entretien : 40 minutes. Langue : turc. Pris de note.

- **Kaş**

- Visite de l'église-mosquée de Kaş.
- Entretien avec Saniye Benlioğlu, le 13. 08. 2009, gérante de la pension Lale et co-organisatrice du festival Kaş -Lykia festival depuis 1987. Durée de l'entretien : 1h30. Langue : anglais. Enregistrement et prise de notes.
- Entretien avec Erdem, le 14.08.2009, habitant de Kaş et responsable d'une association de protection de l'environnement. Durée de l'entretien : 1h00. Langue : turc et anglais. Prise de notes.
- Entretien avec Sadıkbey, le 14. 08.2009 et le 17.08. 2009, capitaine de bateau reliant Kaş à Castellorizo aujourd'hui à la retraite. Durée de l'entretien : 1h00 et 1h30. Langue : turc. Enregistrement et prise de notes.
- Entretien avec Filiz Tütüncü Çağlar, le 13. 08. 2009, responsable de Kaş kültür evi, Langue : turc et anglais. Durée de l'entretien : 1h00. Enregistrement et prise de note.
- Entretien avec Mustafa Eris, Président de l'association Kaş kültür evi et propriétaire du restaurant Mercan, Langue : turc et anglais. Durée de l'entretien : 2h00. Prise de note.
- Entretien avec Mustafa Altıgar, conseiller municipal et responsable de l'organisation du festival Lykia kültür festivali à Kaş. Durée de l'entretien : 45 minutes. Langue : anglais. Enregistrement et prise de note.
- Entretien avec Ahmetbey, habitant de Kaş de 71 ans dont la famille est originaire de Castellorizo. Langue : turc. Durée de l'entretien : 1h00.

- **Castellorizo :**

- Entretien avec Kostas, habitant de Castellorizo et propriétaire du bar Kaz-bar, le 20. 08.2009. Langue : grec et anglais. Durée de l'entretien : 1h00. Enregistrement et prise de note.

UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

- Entretien avec les employés des douanes et de police grecs de Castellorizo. Le 20. 08.2009. Langue : grec, avec traducteur en anglais. Durée de l'entretien : 30 minutes. Enregistrement et prise de note.
 - Entretien avec l'adjoint au maire de Castellorizo, Paraskos Magiasis. Le 21.08.2009. Durée de l'entretien : 1h00. Langue : grec et anglais. Enregistrement et prise de note.
 - Visite du musée d'histoire de la ville de Castellorizo le 21.08.2009
 - Entretien avec le responsable du musée de la ville de Castellorizo. Durée de l'entretien : 30 minutes. Langue : grec avec traduction en anglais. Enregistrement et prise de note.
 - Entretien avec Yorgos, habitant de la ville turcophone. Durée 15 minutes. Langue : turc. Prise de note.
- **Ayvalık :**
 - Entretien avec Irfan Üstünsoy, propriétaire de la pension Selin Pension. Le 2 août 2010. Durée de l'entretien : 1h30. Langue : turc. Enregistrement et prise de note.
 - Entretien avec Uğur, habitant Ayvalık. Le 3 août 2010. Durée de l'entretien : 90 minutes. Langue : turc et anglais. Prise de note.
 - Entretien avec Hasan Cengiz Yarav : responsable du parti ÖDP à Ayvalık et qui fait une recherche sur l'histoire socio-économique de la ville après l'Echange. Date : le 9 août 2010. Durée : 1h30. Langue : anglais. Prise de note.
 - Entretien avec la famille Keskin, originaires de Mytilène et vivant à Ayvalık. Date le 7 août 2010. Durée : 2h00. Langue : turc, anglais. Prise de note.
 - Entretien avec Mehmetbey, qui travaille sur le bateau qui fait la ligne entre Ayvalık et Lesvos. Durée 30 minutes. Langue : turc. Prise de note.
 - Entretien avec le maire d'Ayvalık Hasan Bülent TÜRKÖZEN. Durée 30 minutes. Date : le 9 août 2010. Langue : turc. Prise de note.
 - Entretien avec Cigdem, propriétaire de « Kelebek pansiyon » et représentante de l'association *Ayvalık Otelciler ve Pansiyoncular Derneği* (Association des hôteliers et propriétaires de pensions d'Ayvalık, le 4 août 2010. Durée de l'entretien : 45 minutes. Langue : turc. Prise de note.
 - Entretien avec Mehmet Uzun, centenaire d'Ayvalık ayant fait l'Echange, le 5 août 2010. Durée de l'entretien : 1h00. Langue : turc. Enregistrement et prise de note.
 - Entretien avec Sefa Taskinge, ancien maire de Bergama, le 7 août 2010. Durée de l'entretien : 1h00. Langue : turc. Prise de note.
 - Entretien avec Hasan Komcuoğlu, habitant d'Ayvalık dont la famille a fait l'Echange de 82 ans. Date : 8 aout 2010. Durée de l'entretien : 46 minutes. Langue : turc. Enregistrement et prise de note.

- **Dikili :**

- Entretien avec Osman Özgüven, maire de Dikili. Date : 15 août 2010. Durée de l'entretien : 55 minutes. Langue : turc et anglais. Enregistrement et prise de note.
- **Mytilène :**
 - Entretien avec Nelly. Date : le 12 août 2010. Durée de l'entretien : 125 minutes. Langue : anglais. Prise de note et enregistrement.
 - Observation participante des cours de grec.
 - Entretien informel avec Olga : participante grecque aux cours organisés à Mytilène.

ANNEXES

- **Annexe 1 : chronologie des relations gréco-turques :**

- Repères chronologiques

- Empire romain d'Orient et Empire byzantin

- - 189 av. J-C au Ier siècle ap. J-C : conquête progressive de l'Asie Mineure par les Romains.
- 285-286 ap. J-C : L'Empire romain est divisé en deux par l'Empereur Dioclétien.
- 325ap. JC : Le christianisme est proclamé religion officielle de l'Empire romain.
- 527: Justinien est couronné empereur.
- 532–537: Justinien fait construire la basilique Sainte-Sophie (Ιερός Ναός Αγίας Σοφίας).
- 1054: Schisme d'Orient : l'Église romaine se sépare de l'Église orthodoxe des sept Conciles et innove en matière de théologie et de droit canon.
- 1071: L'empereur Romain IV est battu par les Seldjoukides à la bataille de Manzikert. L'intérieur de l'Anatolie est perdu, l'Empire ne garde que les côtes.
- 1204: Constantinople est conquise par la Quatrième croisade qui y proclame l'Empire latin de Constantinople, tandis que les Byzantins conservent les Empires de Nicée et de Trébizonde, et le despotat d'Épire. D'autres états croisés se forment dans le centre de la Grèce et dans les îles égéennes, tandis que les vénitiens et les génois s'emparent de la plupart des ports, de l'Eubée, de la Crète et de Chypre.
- 1261: Constantinople est reprise aux Croisés par Michel VIII Paléologue, empereur byzantin de Nicée. Mais Vénitiens et Génois sont toujours là, et l'Empire, privé de ses sources de richesse, est très affaibli.

- **Empire Ottoman et indépendance de la Grèce**

Conquêtes ottomanes

- 1338-1396: Les Ottomans conquièrent toute la péninsule des Balkans et encerclent Constantinople: l'Empire ne garde plus que sa capitale, quelques îles égéennes, et Mistra dans le Péloponnèse.
- 1453: Les Ottomans conquièrent Constantinople. Fin de l'Empire romain d'Orient.
- 1430-1670 : Conquête progressive du territoire actuel de la Grèce par les Ottomans.
- 1453 : Prise de Constantinople par les Ottomans.
- 1571 : Conquête de l'île de Chypre par les Ottomans

Indépendance de la Grèce

- 25 mars 1821 : Début des révoltes indépendantistes et de la guerre de libération nationale en Grèce
- 12 janvier 1822 : L'Assemblée nationale grecque, réunie à Epidaure, proclame l'indépendance de la Grèce et vote une Constitution.
- Avril 1822 : Massacres des habitants de Chio par les Ottomans en représailles aux révoltes grecques.
- 11 décembre 1823 : Les Ottomans lèvent le 2^e siège de Missolonghi.
- 19 avril 1824 : Mort de Lord Byron en Grèce après avoir débarqué en Grèce à Missolonghi pour soutenir la cause grecque.
- 20 octobre 1827 : Bataille de Navarin et victoire de la flotte française, anglaise et russe sur la flotte turco-égyptienne
- 3 février 1830 : A l'issue d'une sanglante lutte pour l'indépendance (1821-1829), l'indépendance de la Grèce est proclamée. Le sultan turc Mahmoud II signe le protocole de Londres : il décide la création d'un Etat grec indépendant sous la protection des puissances russe, britannique et française
- 1832 : Installation sur le trône du royaume de Grèce du roi d'origine allemande Othon Ier par la triple alliance française britannique et russe.
- 1843 : Première révolte grecque contre Othon Ier lui demandant d'instaurer une Constitution.
- 26 octobre 1862 : Suite au soulèvement militaire de Nauplie soutenu par les britannique, le roi Othon Ier est renversé et remplacé par le roi Georges Ier.

Période constitutionnelle ottomane

- 23 décembre 1876 : La Constitution est proclamée : l'Empire ottoman devient officiellement une monarchie constitutionnelle (abolition de l'absolutisme, égalité de tous devant la loi).
- 19 mars 1877 : Le 1er Parlement ottoman se réunit.
- 4 juin 1878 : Les Anglais et les Ottomans signent une convention secrète : l'île de Chypre est sous administration anglaise, dans le cadre de l'Empire ottoman.
- 24 juillet 1908 : Le sultan Abdülhamid déclare la Seconde Constitution de l'Empire ottoman.
- 1912-1913 : Guerres balkaniques.

- 18 mars 1913 : Assassinat du roi Georges Ier à Thessalonique, qui sera succédé par son fils qui prendra le nom de Constantin Ier.
- 1914 : Annexion de l'île de Chypre par les Britanniques.

Première guerre mondiale

- 2 août 1914 : L'Allemagne conclut un traité d'assistance et d'alliance avec l'Empire ottoman.
- 30 octobre 1914 : Une réunion du Conseil Général (la direction élargie du CUP) décide l'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés de l'Allemagne.
- 2 novembre 1914 : La Triple Entente déclare la guerre à l'empire Ottoman.
- 31 octobre 1918 : Les Ottomans signent l'armistice à Moudros (Grèce).
- 1918 : L'Etat ottoman sort vaincu et démantelé de la Première Guerre mondiale.

Guerre gréco-turque (1919-1922)

- 10 août 1920 : Le sultan Mehmed VI accepte le traité de Sèvres, qui consacre le morcellement de l'Empire ottoman et son contrôle par les Alliés.
- Avril 1920 : Mustapha Kemal se voit confié le pouvoir par la Grande Assemblée et amorce la guerre d'indépendance contre les Grecs.
- 1921 : L'expansion grecque est stoppée par les forces de résistance de Mustafa Kemal. Les Grecs sont à Inönü.
- Septembre 1922 : Incendie de Smyrne.
- 1^{er} novembre 1922 : L'Assemblée nationale (TBMM) d'Ankara décide d'abolir le sultanat.
- 28 septembre 1922 : Le roi de Grèce Constantin Ier est contraint d'abdiquer sous la pression de son armée après la déroute d'Asie Mineure.
- 1923 : Signature du traité de Lausanne, traité de paix entre la Grèce et la Turquie qui reconnaît les frontières de la Turquie moderne.
- 30 janvier 1923 : Signature de la convention sur les échanges de populations entre la Grèce et la Turquie à Lausanne. Entre 1923 et 1926, 2 millions de personnes vont être « échangées » de part et d'autre de la frontière, sur critère d'appartenance religieuse.
- 1923 : La Turquie reconnaît l'appropriation de Chypre par les Britanniques.

Période de construction des états-nations

Période républicaine en Turquie

- 1923 : Mustapha Kemal devient président de la République turque. Il crée le Parti républicain du peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi* - CHP) parti nationaliste et laïque.
- 1924 : Abolition du Califat en Turquie. Les tribunaux musulmans et les établissements d'enseignement religieux sont supprimés.
- 1925-1928 : Transformation de la Turquie en un Etat laïque ; nouveau code civil, abolition de la polygamie, suppression des ordres religieux, adoption du calendrier grégorien et de l'alphabet latin.
- 1930 : Rencontre entre Atatürk et Venizélos et signature d'accord de coopération.
- 1932 : La Turquie entre à la Société Des Nations.
- 1934 : Mustafa Kemal prend le nom d'Atatürk (« le père des Turcs »).

- 4 août 1936 : Le général Metaxás, nommé Premier ministre par le roi Georges II, instaure une dictature en Grèce.
- 1938 : Mort d'Atatürk. İsmet İnönü lui succède.

Seconde Guerre mondiale

- 1939-1945 : La Turquie choisit la neutralité pendant la guerre.
- 28 octobre 1940 : L'Italie fasciste de Mussolini attaque les frontières de la Grèce depuis l'Albanie
- Avril 1940 : Face à la résistance de la Grèce face à l'occupation italienne, invasion de la Grèce par l'Allemagne fasciste.
- 23 avril 1940 : Capitulation de la Grèce face à l'Allemagne.
- 23 octobre 1940 : Le roi Georges II part en exil en Égypte avant de rejoindre l'Angleterre.
- 27 septembre 1941 : Fondation du EAM (Front national de Libération) pour résister à l'Allemagne fasciste en mettant en place une armée (l'ELAS : Armée populaire grecque de libération)
- 1945 : Fondation du Parti démocrate (conservateur) en Turquie.

Après-guerre et période de la guerre froide

- 1946 : Début de la guerre civile en Grèce.
- 1947 : La Grèce et la Turquie bénéficie du Plan Marshall.
- 1947 : Création d'un gouvernement provisoire par les membres communistes de l'EAM en Grèce.
- 16 octobre 1949 : Victoire des troupes royalistes en Grèce appuyées par l'Angleterre et les États-Unis, fin de la guerre civile grecque.
- 1950 : Large victoire du Parti démocrate turc aux élections. Adnan Menderes devient Premier ministre. Le succès du Parti démocrate sera confirmé en 1954 et en 1957.
- 1951 : La Turquie, qui pratique une politique résolument pro-occidentale, est admise dans le Pacte atlantique. Installation d'une base militaire américaine à Incirlik.
- 1952 : Entrée de la Grèce dans l'OTAN.
- 1955 : Création du Pacte de Bagdad (devenu CENTO en 1958) entre la Turquie, l'Iran, l'Irak, le Pakistan, la Grande-Bretagne et les États-Unis.
- 6 et 7 septembre 1955 : Événements d'Istanbul (en grec moderne : Σεπτεμβριανά : événements de septembre ; en turc : 6-7 Eylül Olayları : événements du 6-7 septembre) est une émeute principalement dirigée contre la minorité grecque d'Istanbul.
- 1960 : Coup d'État militaire dirigé par le général Cemal Gürsel en Turquie. Adnan Menderes est exécuté.
- 16 août 1960 : Création de la République de Chypre, qui devient une République indépendante avec comme président le Grec Mgr Makarios et comme vice-président le Turc Fazıl Küçük.
- 1963 : Accord d'association entre la Turquie et la Communauté Économique Européenne.
- 30 décembre 1964 : Makarios déclare une proposition d'amendement constitutionnel à Chypre. Cependant, la Turquie a réaffirmé son opposition et menace de guerre la Grèce si Chypre essayait d'achever son unité avec cette dernière. En août, l'aviation turque bombarde les troupes grecques qui entouraient le village turc d'Erenköy, à ce stade, la guerre semble imminente.

- 1964 : La minorité grecque de Turquie souffre de cette crise et beaucoup de Grecs fuient le pays et sont même menacés de l'expulsion du Patriarcat œcuménique de Constantinople.
- 1965 : Süleyman Demirel (Parti de la Justice, héritier du Parti démocrate) devient Premier ministre en Turquie. Il mène une politique conservatrice. A la récession économique et aux troubles politiques, il répond par la répression.
- 20 avril 1967 : Coup d'Etat des colonels grecs : instauration d'une dictature pro-américaine, appelée le « régime des colonels ».
- 1971 : L'armée turque exige la démission de Süleyman Demirel.
- 1971 : Le gouvernement turc ferme l'Institut de théologie orthodoxe d'Halki qui fut fondé au XIXe siècle sur les terres du Patriarcat monastique de la Sainte Trinité, qui occupa le site pendant plus de mille ans.
- Novembre 1973 : Révoltes du peuple grec face à la junte militaire des colonels.
- 25 novembre 1973 : Une junte militaire emmenée par le chef de la police Dimitrios Lionnidis, renverse le régime dictatorial du général Papadhópoulos. Mais une junte fait place à une autre et c'est le général Phaedon Gizikis qui prend la place de l'ancien président.
- 1974 : Bülent Ecevit (CHP) dirige un gouvernement de coalition en Turquie.
- 1974 : Coup d'Etat militaire grec à Chypre en faveur de l'union avec la Grèce (*Enósis*) provoquera le département de troupes turques dans le nord et divisera l'île en deux.
- 1974-1975 : A la suite du coup d'Etat des colonels en Grèce, le gouvernement Makarios est renversé à Chypre par des Chypriotes grecs qui veulent le rattachement de l'île à la Grèce. Intervention militaire de la Turquie et partition de l'Île.
- 1975 : Autre vague de migration d'une partie de la communauté grecque-orthodoxe d'Istanbul vers la Grèce après les événements de Chypre.

Période contemporaine

Fin de la dictature en Grèce et coup d'état militaire en Turquie

- 1975 : Fin de la dictature militaire grecque. Constantin Caramanlis rejoint la Grèce, appelé par Gizikis pour prendre la direction d'un nouveau gouvernement. Caramanlis réinstaure un régime démocratique et met en place son parti, la Nouvelle Démocratie.
- 1980 : La poursuite de l'agitation politique entre extrême gauche et extrême droite en Turquie aboutit à un nouveau coup d'Etat militaire, dirigé par le général Kenan Evren.
- 1983 : Victoire du Parti de la Mère Patrie (ANAP, conservateur) en Turquie. Türgüt Özal devient Premier ministre.
- 1984 : De violents combats ont lieu entre l'armée turque et le PKK dans l'est de Anatolie.

Sur le chemin de l'intégration Européenne

- 1 janvier 1981 : Sous l'impulsion du président Caramanlis et de Georges Rallis, la Grèce intègre la Communauté économique européenne (CEE).
- Octobre 1981 : victoire du PASOK, parti socialiste grec, aux élections. Andreas Papandréou prend la tête du gouvernement.

- 15 novembre 1983 : La République turque de Chypre du Nord (RTCN) est proclamée, mais reconnue uniquement par Ankara.
- 1985 : Démission de Caramanlis en Grèce au profit de Sarzetakis.
- 1987 : La Turquie présente une demande d'adhésion à la Communauté européenne.
- 12 octobre 1993 : Victoire du PASOK aux élections législatives qui marque le retour d'Andréas Papandréou en tant que Premier ministre. Toutefois, ce dernier, malade, sera contraint de démissionner et mourra peu de temps après. Il sera remplacé par Costas Simitis, jusqu'en 2004.
- 1988 : Signature d'une série d'accords entre Turgut Özal et Andreas Papandréou lors de leur rencontre lors du sommet de Davos (aussi appelé « processus de Davos »).
- 3 juillet 1990 : Le gouvernement de la République de Chypre demande son adhésion à la Communauté européenne. Rauf Denktash et Ankara menacent d'intégrer totalement la RTCN à la Turquie.
- Novembre 1993 : La Grèce et Chypre signent un accord de défense commune.
- 1994: Poussée des islamistes du Parti de la prospérité (Refah) de Necmettin Erbakan aux élections municipales (19% des voix). Ils l'emportent à Istanbul et à Ankara.
- 1995: En Turquie, progression du Refah, qui, avec plus de 21 % des suffrages aux élections législatives de décembre, devient le premier parti du Parlement.
- 1996: Entrée en vigueur de l'union douanière entre l'Union européenne et la Turquie.
- 1996: Nommé Premier ministre, Necmettin Erbakan forme un gouvernement de coalition avec le Parti de la juste voie de Tansu Çiller.
- 1996: Crise d'Imia/Kardak en mer Egée entre la Grèce et la Turquie sur le statut des îlots.
- 4 janvier 1997: A Chypre, le gouvernement Cléridès annonce l'achat de missiles russes S-300. Colère d'Ankara qui menace d'intervenir militairement et décide de négocier de son côté avec la Belgique et les Pays-Bas l'achat de missiles sol-air. L'émissaire américain obtient finalement du président Cléridès un délai de 18 mois avant le déploiement des missiles.
- 4-5 novembre 1997: Ankara organise au nord de Chypre les plus grandes manœuvres militaires depuis 1974.
- 1997: Les militaires contraignent Necmettin Erbakan à la démission. Une coalition conduite par Mesut Yilmaz (Parti de la mère patrie) prend le relais. Accusé de liens avec la mafia, il devra démissionner à son tour l'année suivante.
- 1998 : La cour constitutionnelle prononce la dissolution du Refah « pour atteinte à la laïcité de l'État ». Il ne tardera pas à réapparaître sous l'appellation de « Parti de la vertu » (Fazilet).
- Février 1999 : Abdullah Öcalan, le chef du PKK, est capturé par des agents des services secrets turcs à Nairobi, alors qu'il était en train de quitter l'ambassade grecque. Öcalan portait sur lui des passeports grecs et chypriotes. Il est condamné à mort en juillet. Sa peine est commuée en réclusion à perpétuité en octobre 2002.
- Avril 1999 : Bülent Ecevit devient Premier ministre d'un gouvernement de coalition gauche (Parti démocratique de gauche - DSP), droite (Parti de la juste voie) et extrême droite (Parti d'action nationaliste - MHP).
- Août 1999 : Un tremblement de terre dont l'épicentre est à Izmit, à une centaine de kilomètres à l'est d'Istanbul, fait 17 000 victimes. Cette tragédie déclenche une vague de solidarité de la Grèce et contribue au rapprochement des deux pays.
- Décembre 1999: Le sommet européen d'Helsinki reconnaît le statut de candidat de la Turquie à l'Union européenne.

- 1 janvier 2001: La Grèce intègre la zone euro sous l'impulsion du Premier ministre Costas Simitis. Un an plus tard, l'euro circulera dans le pays.
- Juin 2001: La cour constitutionnelle interdit le Parti islamiste de la vertu (Fazilet). Une partie de ses membres fonde, en août, le Parti de la justice et le développement (AKP, modéré), sous la direction de l'ancien maire d'Istanbul, Recep Tayyip Erdoğan.
- 4 décembre 2001: Première rencontre entre Glafcos Cléridès et Rauf Denktash depuis quatre ans. Le sommet a lieu dans la zone tampon séparant le sud du nord de l'île. Ils décident d'ouvrir en janvier 2002 des négociations directes pour mettre fin à la division de l'île.
- Novembre 2001: La Turquie a favorisé un point de passage pour les migrants essayant d'atteindre l'Europe. Comme résultat des négociations entre les deux pays, un accord a été signé entre la Turquie et la Grèce en novembre 2001, et est entré en vigueur en avril 2002. En juillet 2004 et une seconde fois en mai 2006, des gardes côte Grecs ont été filmés en train d'abandonner des clandestins dans la mer Égée à quelques centaines de mètres de la côte turque. Six personnes se sont noyées entre Chios et Karaburun le 26 septembre 2006, alors que trois autres sont portés disparus et 31 ont été sauvés par des gendarmes Turcs et des pêcheurs.
- Août 2002 : Pour répondre aux critères d'adhésion à l'Union européenne, le parlement turc adopte un ensemble de réformes dont l'abolition de la peine de mort, l'octroi de droits culturels pour les Kurdes et l'élargissement de la liberté de la presse.
- Novembre 2002 : Le parti islamiste AKP obtient la majorité absolue aux élections législatives et plus de 34% des suffrages. Abdullah Gül, le vice-président, devient Premier ministre.
- 2003: La Grèce prend la présidence de l'Union européenne.
- Mars 2003: Nomination de Recep Tayyip Erdoğan au poste de Premier ministre après une réforme des lois électorales. Dirigeant du parti au pouvoir (AKP), il n'avait pas pu prendre la direction du gouvernement après les élections, ayant été déclaré inéligible à la suite d'une condamnation à la prison pour « incitation à la haine religieuse » en 1998.
- Mars 2003 : Le Parlement vote contre le déploiement de troupes américaines sur le territoire turc, malgré la position favorable des militaires, mais il autorise le survol du pays par l'aviation américaine.
- 24 avril 2004 : Le plan Annan est soumis au référendum concernant le statut de Chypre en vue de l'intégration de sa partie sud à l'Union Européenne. Le plan, approuvé par la partie chypriote turque mais refusé par la partie grecque n'entrera pas en vigueur, mais la partie sud sera quand même intégrée à l'UE.
- Mai 2004 : Une série d'amendements constitutionnels rapproche le droit turc des standards européens, (suppression des tribunaux spéciaux dans les cas de terrorisme et limitation du rôle de l'armée dans la vie civile et politique).
- Octobre 2004 : La Commission rend un rapport concluant que la Turquie a suffisamment progressé dans ses réformes pour que les négociations puissent être engagées.
- Décembre 2004 : La Turquie obtient le feu vert du Conseil européen pour l'ouverture des négociations d'adhésion le 3 octobre 2005.
Janvier 2005: La nouvelle livre remplace un million de l'ancienne livre, et parachève le plan de redressement économique de la Turquie mis en œuvre avec l'aide du FMI.
- 20 février 2005 : Elections législatives anticipées en République turque de Chypre du Nord (RTCN) : le Parti républicain turc (CTP, centre gauche) du premier ministre Mehmet Ali Talat, favorable au plan de réunification de l'île proposé par l'ONU, remporte les élections avec 44,5 % des voix.
- Octobre 2005 : Ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie et la Croatie.

- 17 avril 2005 : Le Premier ministre chypriote turc Mehmet Ali Talat, partisan d'une réunification de Chypre, remporte sans surprise, avec 55,6% des voix, l'élection présidentielle en RTCN.
- 21 mai 2006 : Le président chypriote grec Tassos Papadopoulos, qui, à la tête du Parti démocratique DIKO, avait fait voter contre le plan de réunification de l'ONU lors du référendum d'avril 2004, sort vainqueur du scrutin des premières élections législatives depuis l'entrée de Chypre dans l'Union européenne.
- Octobre 2006 : Le gouvernement turc suspend ses relations avec la France après l'adoption par l'Assemblée nationale française d'une proposition de loi visant à pénaliser la négation du génocide arménien de 1915.
- Novembre 2006 : Voyage du Pape Benoît XVI en Turquie, premier voyage officiel d'un souverain pontife dans un pays musulman. Benoît XVI se prononce pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.
- Décembre 2006 : Les ministres des Affaires Etrangères européens décident un gel partiel des négociations avec la Turquie en raison de son refus d'appliquer à Chypre les dispositions de l'union douanière qui la lie à l'UE, en particulier l'ouverture de ses ports et aéroports aux navires et aux avions chypriotes.
- 8-9 mars 2007 : Après la démolition en janvier par les Chypriotes turcs d'une passerelle controversée à Nicosie rue Ledra, les autorités grecques entament la démolition d'un morceau du mur de séparation, dans le même lieu emblématique du vieux Nicosie sous les applaudissements des habitants.
- Avril 2007 : Recep Tayyip Erdoğan renonce à se porter candidat à l'élection présidentielle (au suffrage indirect) à la suite de manifestations en faveur de la laïcité. L'AKP décide de présenter Abdullah Gül, ministre des Affaires Etrangères. Le Parti républicain du peuple (CHP, opposition) qui a boycotté le vote, fait annuler le scrutin par la cour constitutionnelle.
- 2007 : Elections législatives anticipées. Le Parti du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan remporte une large victoire avec 47% des voix, soit 13 points de plus qu'en 2002.
- 1er janvier 2008 : Chypre intègre la zone euro.
- 23 janvier 2008 : Rencontre entre R. T. Erdoğan et le Premier ministre de la Grèce, Costas Karamanlis, lors de la visite de ce dernier en Turquie.
- Août 2008: le Parlement élit au troisième tour Abdullah Gül, à la présidence de la République de Turquie.

Avancements pour la réunification de Chypre

- 26 février 2008 : Elu le 24 février président de la République de Chypre, le communiste Demetris Christofias annonce son intention de relancer les discussions avec les Chypriotes turcs. Leader du Parti communiste AKEL, D. Christofias a été élu au second tour de l'élection présidentielle avec 53,36 % des voix.
- 21 mars 2008 : Le président chypriote, D. Christofias, et le leader chypriote turc, Mehmet Ali Talat, ouvrent à Nicosie des discussions, sous l'égide de l'ONU.
- 3 avril 2008 : Le passage de la rue Ledra, traversant la capitale divisée, est ouvert, 35 ans après sa fermeture, donnant lieu à des scènes de liesses populaires.
- 1er juillet 2008 : Lors d'une réunion préparatoire, Demetris Christofias et Mehmet Ali Talat acceptent le principe d'une « fédération bi-communale et bizonale basée sur l'égalité

politique». Cette fédération comprendrait un gouvernement fédéral ayant la personnalité morale à l'international et deux Etats fédérés grec et turc totalement égaux.

- 3 septembre 2008 : Demetris Christofias et Mehmet Ali Talat rouvrent les pourparlers directs dans la zone tampon de Nicosie placée sous le contrôle de l'ONU.
- 13 octobre 2008 : Les dirigeants chypriotes grecs et turcs décident d'annuler leurs exercices militaires annuels en signe de bonne volonté, parallèlement à la poursuite des négociations.
- 19 avril 2009 : Au Nord, le Parti de l'unité nationale (UBP, nationaliste) dirigé par Dervis Eroglu, favorable à la partition de l'île, remporte les élections avec 44% des suffrages, ce qui lui donne la majorité absolue au Parlement.
- 28 avril 2009 : La Cour de justice des Communautés européennes reconnaît dans son arrêt Apostolides c/Orams le droit à la restitution à leurs propriétaires Chypriotes grecs des propriétés situées dans le Nord dont ils ont été spoliés.
- 26 juin 2009 : Ouverture d'un nouveau point de passage, le septième, entre la ville turque de Yesilirmak et la ville grecque de Kato Pyrgo.
- 10 septembre 2009 : Lancement de la deuxième phase de négociations entre Demetris Christofias et Mehmet Ali Talat.
- 31 janvier - 2 février 2010 : Rencontre entre le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon, le Président de la République de Chypre, Dimitris Christofias (à g.), et le responsable chypriote turc Mehmet Ali Talat, à Nicosie, février 2010. Le secrétaire général de l'ONU Ban-Ki Moon effectue un déplacement sur l'île, pour la première fois de son mandat, afin d'appuyer le processus de négociations.
- 18 avril 2010 : Election « présidentielle » dans la partie turque de Chypre. Le nationaliste Devis Eroglu l'emporte sur le « président » sortant Mehmet Ali Talat. Le nouveau « président » connu comme un tenant d'une ligne dure dans le dossier chypriote s'engage néanmoins à faire avancer les négociations pour la réunification de Chypre.
- 26 mai 2010 : Reprise des négociations entre les dirigeants des deux communautés.

Démantèlement du poids de l'armée en Turquie

- Mars 2009 : l'AKP remporte les élections municipales avec un score (39%) inférieur aux élections municipales de 2004 (41,6%).
- Septembre 2010 : 58% des Turcs disent « oui » à un référendum sur une série d'amendements visant à réviser la Constitution en réduisant le poids de l'armée.
- Décembre 2010 : Ouverture du procès de 200 militaires accusés d'avoir fomenté en 2003 un coup d'État pour renverser le gouvernement islamo-conservateur.

Crise grecque

- Octobre 2009 : Election du gouvernement socialiste de Georges Papandréou. Le Premier ministre grec révèle que le déficit du pays atteint 12,7% du PIB, soit le double du chiffre avancé jusqu'alors par la droite.
- Décembre 2009 : Les agences de notation baissent la note de crédit à long terme de la Grèce. La Grèce doit reverser des taux d'intérêt beaucoup plus élevés à ses créanciers. Les cours de la Bourse d'Athènes s'effondrent de 6%. Georges Papandréou présente un premier plan de rigueur. Il prévoit notamment une hausse de la fiscalité et le gel du traitement des fonctionnaires.

- Février 2010 : Première grève générale dans les transports et les services publics contre l'austérité.
- Avril 2010 : Avec 350 milliards d'euros de dette et dans l'incapacité d'emprunter sur les marchés en raison des taux devenus prohibitifs, la Grèce demande une aide internationale.
- Mai 2010 : L'Union européenne tombe d'accord sur un plan de sauvetage de 110 milliards d'euros de prêt sur 3 ans auquel le FMI est associé. En contrepartie, Athènes se voit un imposer un plan d'économie de 30 milliards. Au programme, la réforme des retraites et de nouvelles coupes dans la fonction publique. Suite à cette annonce de violentes manifestations ont lieu dans la capitale grecque. Trois employés meurent dans l'incendie d'une banque provoqué par un cocktail Molotov.
- Janvier 2011 : Le taux de chômage record atteint 15,1% en Grèce.
- Avril 2011 : Georges Papandréou présente un deuxième plan d'austérité. Objectif : réaliser 26 milliards d'économies supplémentaires d'ici à 2015. Malgré l'austérité, le pays s'enfonce dans la récession. Grandes manifestations contre la rigueur dans les rues d'Athènes.
- Juin 2011 : Remaniement gouvernemental. Evangelos Venizélos est nommé vice-Premier ministre et ministre de l'Economie. Le plan d'austérité est adopté par le parlement. Résultat, une nouvelle tranche d'aide de 12 milliards d'euros est débloquée.
- Septembre 2011 : La Troïka (Commission Européenne, BCE et FMI) dénonce le dérapage des comptes publics et le retard pris par les réformes.
- Octobre 2011 : Violentes manifestations. Un nouveau plan d'aide de la zone euro prévoit un effacement par les banques privées de 50% de la dette grecque qu'elles détiennent contre une recapitalisation d'un montant de 106 milliards d'euros. Georges Papandréou annonce un référendum sur le plan. Devant le tollé européen il renonce et démissionne le 9 novembre.
- Novembre 2011 : Lucas Papademos, ancien vice-président de la Banque Centrale Européenne est nommé Premier ministre.
- 2012 : Présidence de Chypre à l'Union européenne.
- Mai 2012 : Les élections législatives anticipées ne permettent pas de dégager une majorité et sanctionnent les partis traditionnels. Le parti d'extrême droite « Aube Dorée » (Λαϊκός Σύνδεσμος – Χρυσή Αυγή) fait son entrée au parlement en raflant près de 7% des voix.
- Juin 2012 : Nouveau scrutin législatif remporté par les conservateurs de « Nouvelle Démocratie ». Leur leader Antonis Samaras s'allie aux socialistes et devient Premier ministre.
- Août 2012 : La Grèce s'engage à réaliser les réductions de dépenses de 11, 5 milliards d'euros réclamées par l'Union Européenne et le FMI mais veut davantage de temps pour mettre en œuvre les réformes exigées.

Crise financière chypriote

- 25 juin 2012 : Chypre demande l'aide de la zone euro.
- 24 février 2013 : Le conservateur Nicos Anastasiades est élu président.
- 16 mars 2013 : Nicosie accepte un prêt de l'Union européenne de 10 milliards d'euros en contrepartie d'une taxe sur ses dépôts bancaires.
- 19 mars : Le Parlement chypriote rejette le plan.
- 21 mars : La Banque centrale européenne donne jusqu'au 25 mars à Chypre pour s'accorder avec ses bailleurs de fonds.

Annexe 2 : Corpus des initiatives de rapprochement entre municipalités grecques et turques

FOÇA	NEA FOKEA	Jumelage	1993
KARADENİZ EREĞLİSİ	HYDRA	Jumelage	1995
ÜRGÜP	LARISSA	Jumelage	1996
KEŞAN	DİMOS EGİROS (KAVAKLI)	Jumelage	2000
AHMETBEY	XANTHI	Jumelage	2000

UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

EDREMİT	AMELİADA	Jumelage	2000
İSTANBUL	ATHENES	Jumelage	2000
ZEYTİNBAĞI	RAFİNE	Jumelage	2000
BERGAMA	NAUSAS	Jumelage	2000
ÇEŞME	İONİA	Jumelage	2000
EĞİRDİR	LARISSA-NİKEA	Jumelage	2000
İZNİK	LARISSA-NİKEA	Jumelage	2000
AYDIN	LEFKADA	Jumelage	2000
ÇEŞME	SAMOS-OMRİPOLİS	Jumelage	2000
TEKİRDAĞ	KAVALA	Jumelage	2000
ÇEŞME	SAMOS-VATHY	Jumelage	2000
KUŞADASI	SAMOS-VATHY	Jumelage	2001
ALİAĞA	ILE DE KİMİ	Jumelage	2001
ADALAR	ATHENES-PALAIIO FALİRO	Jumelage	2001
MUDANYA	HALKİDİKİ MOUDANİA	Jumelage	2001
GÖL TÜRKBUKÜ	LEROS	Jumelage	2001
ALTINOLUK	GERA	Jumelage	2001
YALOVA	THESSALONIQUE	Jumelage	2001
İPSALA	SOSTİ (SUSURKÖY)	Jumelage	2001
BERGAMA	MYTILENE	Jumelage	2001
ŞARKÖY	PARALİA	Jumelage	2001
ÜSKÜP	STRİMONA	Jumelage	2002
GÖKÇEADA	DİMOS AIGUİROS-KAVAKLI	Jumelage	2002
GÖKÇEADA	YASSIKÖY	Jumelage	2002
AMASRA	KOROPİ	Jumelage	2002
KARŞIYAKA	ELEFTHERİOU-KORDELİO	Jumelage	2002

UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

ZEYTİNBAĞI	TİRİLYE	Jumelage	2002
KÖRFEZ	ACHARNES (MENİDİ)	Jumelage	2002
KONAKLI	KONİTSA	Jumelage	2002
HAYRABOLU	VOLOS	Jumelage	2002
ÇEŞME	VOULA	Jumelage	2002
YALOVA	KOMOTİNİ (GÜMÜLCİNE)	Jumelage	2002
ÇANAKKALE	LİVADİA	Jumelage	2003
YILDIRIM	KOMOTINI (GÜMÜLCİNE)	Jumelage	2003
İNTEPE	ASPROVALTA (AGİOS GEORGİOS)	Jumelage	2003
ÜRGÜP	NEO PROKOPI	Jumelage	2003
FOÇA	NEA FOKEA	Jumelage	2004
GÜZELÇAMLI	SAMOS	Jumelage	2004
KÜÇÜKÇEKMECE	KOMOTINI (GÜMÜLCİNE)	Jumelage	2004
TURGUTREİS	KALYMNOS (KİLİMLİ)	Jumelage	2005
İZMİR BÜYÜKŞEHİR	THESSALONIQUE	Jumelage	2005
MERİÇ	SOUFLİ	Jumelage	2005
TEKİRDAĞ	KOMOTİNİ	Jumelage	2005
KÜÇÜKKUYU	MONDAMADOS	Jumelage	2005
ARMUTALAN	TİLOS	Jumelage	2005
ALANYA	NEA İONİA ATTİKİS	Jumelage	2005
SELÇUK	DİON (DİMOS DİOU)	Jumelage	2006
SÖKE	SAMOS - VATHY	Jumelage	2006
AKÇAY	MYTILENE - PETRA	Jumelage	2007
EDİRNE	ALEXANDROUPOLIS (DEDEAĞAÇ)	Jumelage	2007

UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

ARMUTALAN	RODHES - İALYSOS	Jumelage	2007
DENİZLİ	LARISSA	Jumelage	2008
BEŞİKTAŞ	XANTHİ (İSKEÇE)	Jumelage	2008
BEŞİKTAŞ	XANTHİ (İSKEÇE)	Jumelage	2008
KAŞ	CASTELLORIZO	Jumelage	2008
GEBZE	PILEA	Jumelage	2008
PINARHİSAR	LANGADAS	Jumelage	2008
FİLYOS	TİCHERO (BIDIKLI)	Jumelage	2009
VİZE	TİCHERO (BIDIKLI)	Jumelage	2009
MUSTAFAPAŞA	İSTİAIA	Jumelage	2009
BALÇOVA	RİON	Jumelage	2009
SAFRANBOLU	SKYDRA	Jumelage	2010
SEFERİHİSAR	KARLOVASSI	Jumelage	2011
KARŞIYAKA	KAVALA	Jumelage	2011
MUDANYA	PARGA	Jumelage	2011
MURSALLI	ISTIEA EDİPSOS	Jumelage	2011
GÜMÜŞLÜK	KALYMNOS	Jumelage	2011
GÜZLEYURT	NEA KARVALI	Festival	1995
DIKILI	MYTILENE	Festival	1994
KAS	CASTELLORIZO	Festival	1997
ASSOS	MYTILENE - ALEXANDROPOULI	Festival DEFNE ¹⁰⁹³	2006
DENIZLI	SAMOS	Festival DEFNE	2006

¹⁰⁹³ DEFNE est une association gréco-turque qui organise chaque année entre une municipalité grecque et une municipalité turque un festival d'amitié.

UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

ANTALYA	RODHES	Festival DEFNE	2007
NEVSEHIR	KAVALA	Festival DEFNE	2009
ADALAR	KOMOTINI	Festival DEFNE	2010
AYDIN	FOURNI	Festival DEFNE	2004
İZMİR	THESSALONIQUE	Festival DEFNE	2005
KAS	CASTELLORIZO	Festival	1987
CESME	CHIOS	Festival	2005
DIDIM	CHIOS	Festival	1995
NILÜFER		Festival	2012
BERGAMA	MYTILENE	Festival	1995
DATCA	SÖMBEKI	Festival	2003
BERGAMA-BALIKESIR - FOCA - EDREMIT - AYVALIK - ALTINOLUK - KÜÇÜKKUYU - GÜRE - ZEYTINLI - AKCAY	MYTILENE	Festival	2010
CESME	YUNAN ADALAR	Festival	2010
BODRUM	RODHES	Festival	2012
MARMARIS	RODHES - SIMI -SAMOS	Festival	2010
KAYAKÖY	(ouvert aux participants grecs)	Festival (AEGEE ¹⁰⁹⁴)	2003
GÖKCEADA	(ouvert aux participants grecs)	Festival	2012
IZMIR	CHIOS	Coopération (Education)	1998
IZMIR	CHIOS	Coopération (Education)	2012
IZMIR	SAMOS	Coopération (Education)	2012
DIKILI	MYTILENE	Coopération (Education)	1990

¹⁰⁹⁴ AEGEE – Etat Généraux des Etudiants d’Europe est une association de jeunes étudiants qui, dans le cadre du programme financé par l’Union Européenne – *Greek Turkish Civic Dialogue Programme*– a organisé un festival d’amitié à Kayaköy

UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

ISTANBUL	THESSALONIQUE	Coopération (Education)	2012
MBB (Union des municipalités de Marmara)	TEDKNA (L'Union des Dèmes ¹⁰⁹⁵ et communautés de Grèce)	Coopération (Environnement)	2000
KUSADASI	SAMOS	Coopération (Environnement)	2012
EBB ¹⁰⁹⁶	PEDA ¹⁰⁹⁷	Coopération (Environnement)	1996
BERGAMA-BALIKESIR - FOCA - EDREMIT - AYVALIK - ALTINOLUK - KÜÇÜKKUYU - GÜRE - ZEYTINLI - AKCAY	MYTILENE	Coopération (Foire commerciale)	2010
SEFERIHISAR	SAMOS	C (Foire commerciale)	2012
CANKAYA	THESSALONIQUE	Protocole de coopération multidimensionnel ¹⁰⁹⁸	2012
IZMIR	DRAMA	Protocole de coopération multidimensionnel	2012
EDIRNE	ALEXANDROPOULI	Protocole de coopération multidimensionnel	2011
EBB	PEDNA	Protocole de coopération multidimensionnel	2012
	ALEXANDROPOULI	Protocole de coopération multidimensionnel	2011
EBB	PEDNA	Protocole de coopération multidimensionnel	2012
INTERREG III/A Turquie - Grèce	INTERREG III/A Turquie - Grèce	Protocole de coopération multidimensionnel	2004-2006
POLIS ¹⁰⁹⁹	POLIS	Protocole de coopération multidimensionnel	2001

¹⁰⁹⁵ Echelon administratif local équivalent aux municipalités de villes en France

¹⁰⁹⁶ EBEE : Union des municipalités de l'Egée.

¹⁰⁹⁷ PEDA est l'Union Régionale des Municipalités de l'Attique.

¹⁰⁹⁸ Multidimensionnels : accords de coopération économique, touristique, culturelle, environnementale, et scolaire.

¹⁰⁹⁹ Réseaux des municipalités turques, grecques et bulgares de la région de Thrace.

Annexe 3 : Convention d’Echange de population de Lausanne du 30 janvier 1923 (en anglais)¹¹⁰⁰ :

¹¹⁰⁰ Source : HIRSCHON R., *Crossing the Aegean: an Appraisal of the 1923 Compulsory Population Exchange between Greece and Turkey*. Berghahn Books., 2003, p. 85. ISBN 1-57181-562-7

N° 807.

GRÈCE ET TURQUIE

**Convention concernant l'échange des
populations grecques et turques et
Protocole, signés à Lausanne, le
30 janvier 1923.**

GREECE AND TURKEY

**Convention concerning the Exchange
of Greek and Turkish Populations
and Protocol, signed at Lausanne,
January 30, 1923.**

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 807. — CONVENTION² CONCERNING THE EXCHANGE OF GREEK AND TURKISH POPULATIONS, AND PROTOCOL, SIGNED AT LAUSANNE, JANUARY 30, 1923.

French official text communicated by the Greek Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Convention took place January 27, 1925.

The GOVERNMENT OF THE GRAND NATIONAL ASSEMBLY OF TURKEY and the GREEK GOVERNMENT have agreed upon the following provisions :

Article 1.

As from the 1st May, 1923, there shall take place a compulsory exchange of Turkish nationals of the Greek Orthodox religion established in Turkish territory, and of Greek nationals of the Moslem religion established in Greek territory.

These persons shall not return to live in Turkey or Greece respectively without the authorisation of the Turkish Government or of the Greek Government respectively.

Article 2.

The following persons shall not be included in the exchange provided for in Article 1 :

- (a) The Greek inhabitants of Constantinople.
- (b) The Moslem inhabitants of Western Thrace.

All Greeks who were already established before the October 30, 1918, within the areas under the Prefecture of the City of Constantinople, as defined by the law of 1912, shall be considered as Greek inhabitants of Constantinople.

All Moslems established in the region to the east of the frontier line laid down in 1913 by the Treaty³ of Bucharest shall be considered as Moslem inhabitants of Western Thrace.

Article 3.

Those Greeks and Moslems who have already, and since the October 18, 1912, left the territories the Greek and Turkish inhabitants of which are to be respectively exchanged, shall be considered as included in the exchange provided for in Article 1.

¹ Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Ratified by Turkey, August 23, 1923, by Greece, August 25, 1923.

³ British and Foreign State Papers, vol. 107, page 658.

The expression "emigrant" in the present Convention includes all physical and juridical persons who have been obliged to emigrate or have emigrated since the October 18, 1912.

Article 4.

All able-bodied men belonging to the Greek population whose families have already left Turkish territory, and who are now detained in Turkey, shall constitute the first instalment of Greeks sent to Greece in accordance with the present Convention.

Article 5.

Subject to the provisions of Articles 9 and 10 of the present Convention, the rights of property and monetary assets of Greeks in Turkey or Moslems in Greece shall not be prejudiced in consequence of the exchange to be carried out under the present Convention.

Article 6.

No obstacle may be placed for any reason whatever in the way of the departure of a person belonging to the populations which are to be exchanged. In the event of an emigrant having received a definite sentence of imprisonment, or a sentence which is not yet definitive, or of his being the object of criminal proceedings, he shall be handed over by the authorities of the prosecuting country to the authorities of the country whither he is going, in order that he may serve his sentence or be brought to trial.

Article 7.

The emigrants will lose the nationality of the country which they are leaving, and will acquire the nationality of the country of their destination, upon their arrival in the territory of the latter country.

Such emigrants as have already left one or other of the two countries and have not yet acquired their new nationality shall acquire that nationality on the date of the signature of the present Convention.

Article 8.

Emigrants shall be free to take away with them or to arrange for the transport of their movable property of every kind, without being liable on this account to the payment of any export or import duty or any other tax.

Similarly, the members of each community (including the personnel of mosques, tekkes, medresses, churches, convents, schools, hospitals, societies, associations and juridical persons, or other foundations of any nature whatever) which is to leave the territory of one of the Contracting States under the present Convention, shall have the right to take away freely or to arrange for the transport of the movable property belonging to their communities.

The fullest facilities for transport shall be provided by the authorities of the two countries, upon the recommendation of the Mixed Commission provided for in Article 11.

Emigrants who may not be able to take away all or part of their movable property can leave it behind. In that event, the local authorities shall be required to draw up, the emigrant in question being given an opportunity to be heard, an inventory and valuation of the property left by him. *Procès-verbaux* containing the inventory and the valuation of the movable property left by the emigrant shall be drawn up in four copies, one of which shall be kept by the local authorities, the second transmitted to the Mixed Commission provided for in Article 11 to serve as the basis for the liquidation provided for by Article 9, the third shall be handed to the Government of the country to which the emigrant is going, and the fourth to the emigrant himself.

Article 9.

Immovable property, whether rural or urban, belonging to emigrants, or to the communities mentioned in Article 8, and the movable property left by these emigrants or communities, shall be liquidated in accordance with the following provisions by the Mixed Commission provided for in Article 11.

Property situated in the districts to which the compulsory exchange applies and belonging to religious or benevolent institutions of the communities established in a district to which the exchange does not apply, shall likewise be liquidated under the same conditions.

Article 10.

The movable and immovable property belonging to persons who have already left the territory of the High Contracting Parties and are considered, in accordance with Article 3 of the present Convention, as being included in the exchange of populations, shall be liquidated in accordance with Article 9. This liquidation shall take place independently of all measures of any kind whatever which, under the laws passed and the regulations of any kind made in Greece and in Turkey since the October 18, 1912, or in any other way, have resulted in any restriction on rights of ownership over the property in question, such as confiscation, forced sale, etc. In the event of the property mentioned in this article or in Article 9 having been submitted to a measure of this kind, its value shall be fixed by the Commission provided for in Article 11, as if the measures in question had not been applied.

As regards expropriated property, the Mixed Commission shall undertake a fresh valuation of such property, if it has been expropriated since the October 18, 1912, having previously belonged to persons liable to the exchange of populations in the two countries, and is situated in territories to which the exchange applies. The Commission shall fix for the benefit of the owners such compensation as will repair the injury which the Commission has ascertained. The total amount of this compensation shall be carried to the credit of these owners and to the debit of the Government on whose territory the expropriated property is situated.

In the event of any persons mentioned in Articles 8 and 9 not having received the income from property, the enjoyment of which they have lost in one way or another, the restoration of the amount of this income shall be guaranteed to them on the basis of the average yield of the property before the war, and in accordance with the methods to be laid down by the Mixed Commission.

The Mixed Commission provided for in Article 11, when proceeding to the liquidation of Wakouf property in Greece and of the rights and interests connected therewith, and to the liquidation of similar foundations belonging to Greeks in Turkey, shall follow the principles laid down in previous Treaties with a view to fully safeguarding the rights and interests of these foundations and of the individuals interested in them.

The Mixed Commission provided for in Article 11 shall be entrusted with the duty of executing these provisions.

Article 11.

Within one month from the coming into force of the present Convention a Mixed Commission shall be set up in Turkey or in Greece consisting of four members representing each of the High Contracting Parties, and of three members chosen by the Council of the League of Nations from among nationals of Powers which did not take part in the war of 1914-1918. The Presidency of the Commission shall be exercised in turn by each of these three neutral members.

The Mixed Commission shall have the right to set up, in such places as it may appear to them necessary, Sub-Commissions working under its order. Each such Sub-Commission shall consist of a Turkish member, a Greek member and a neutral President to be designated by the Mixed Commission. The Mixed Commission shall decide the powers to be delegated to the Sub-Commission.

Article 12.

The duties of the Mixed Commission shall be to supervise and facilitate the emigration provided for in the present Convention, and to carry out the liquidation of the movable and immovable property for which provision is made in Articles 9 and 10.

The Commission shall settle the methods to be followed as regards the emigration and liquidation mentioned above.

In a general way the Mixed Commission shall have full power to take the measures necessitated by the execution of the present Convention and to decide all questions to which this Convention may give rise.

The decisions of the Mixed Commission shall be taken by a majority.

All disputes relating to property, rights and interests which are to be liquidated shall be settled definitely by the Commission.

Article 13.

The Mixed Commission shall have full power to cause the valuation to be made of the movable and immovable property which is to be liquidated under the present Convention, the interested parties being given a hearing or being duly summoned so that they may be heard.

The basis for the valuation of the property to be liquidated shall be the value of the property in gold currency.

Article 14.

The Commission shall transmit to the owner concerned a declaration stating the sum due to him in respect of the property of which he has been dispossessed, and such property shall remain at the disposal of the Government on whose territory it is situated.

The total sums due on the basis of these declarations shall constitute a Government debt from the country where the liquidation takes place to the Government of the country to which the emigrant belongs. The emigrant shall in principle be entitled to receive in the country to which he emigrates, as representing the sums due to him, property of a value equal to and of the same nature as that which he has left behind.

Once every six months an account shall be drawn up of the sums due by the respective Governments on the basis of the declarations as above.

When the liquidation is completed, if the sums of money due to both sides correspond, the accounts relating thereto shall be balanced. If a sum remains due from one of the Governments to the other Government after a balance has been struck, the debit balance shall be paid in cash. If the debtor Government requests a postponement in making this payment, the Commission may grant such postponement, provided that the sum due be paid in three annuities at most. The Commission shall fix the interest to be paid during the period of postponement.

If the sum to be paid is fairly large and requires longer postponement, the debtor Government shall pay in cash a sum to be fixed by the Mixed Commission, up to a maximum of 20 per cent of the total due, and shall issue in respect of the balance loan certificates bearing such interest as the Mixed Commission may fix, to be paid off within 20 years at most. The debtor Government shall assign to the service of these loans pledges approved by the Commission, which shall be administered and of which the revenues shall be encashed by the International Commission in Greece and by the Council of the Public Debt at Constantinople. In the absence of agreement in regard to these pledges, they shall be selected by the Council of the League of Nations.

Article 15.

With a view to facilitating emigration, funds shall be advanced to the Mixed Commission by the States concerned, under conditions laid down by the said Commission.

Article 16.

The Turkish and Greek Governments shall come to an agreement with the Mixed Commission provided for in Article 11 in regard to all questions concerning the notification to be made to persons who are to leave the territory of Turkey and Greece under the present Convention, and concerning the ports to which these persons are to go for the purpose of being transported to the country of their destination.

The High Contracting Parties undertake mutually that no pressure direct or indirect shall be exercised on the populations which are to be exchanged with a view to making them leave their homes or abandon their property before the date fixed for their departure. They likewise undertake to impose on the emigrants who have left or who are to leave the country no special taxes or dues. No obstacle shall be placed in the way of the inhabitants of the districts excepted from the exchange under Article 2 exercising freely their right to remain in or return to those districts and to enjoy to the full their liberties and rights of property in Turkey and in Greece. This provision shall not be invoked as a motive for preventing the free alienation of property belonging to inhabitants of the said regions which are excepted from the exchange, or the voluntary departure of those among these inhabitants who wish to leave Turkey or Greece.

Article 17.

The expenses entailed by the maintenance and working of the Mixed Commission and of the organisations dependent on it shall be borne by the Governments concerned in proportions to be fixed by the Commission.

Article 18.

The High Contracting Parties undertake to introduce in their respective laws such modifications as may be necessary with a view to ensuring the execution of the present Convention.

Article 19.

The present Convention shall have the same force and effect as between the High Contracting Parties as if it formed part of the Treaty of Peace¹ to be concluded with Turkey. It shall come into force immediately after the ratification of the said Treaty by the two High Contracting Parties.

In faith whereof, the undersigned Plenipotentiaries, whose respective full powers have been found in good and due form, have signed the present Convention.

Done at Lausanne the January 30, 1923, in three copies, one of which shall be transmitted to the Greek Government, one to the Government of the Grand National Assembly of Turkey, and the third shall be deposited in the archives of the Government of the French Republic, which shall deliver certified copies to the other Powers signatory of the Treaty of Peace with Turkey.

(L. S.) E. K. VENISELOS.

(L. S.) D. CACLAMANOS.

(L. S.) ISMET.

(L. S.) DR. RIZA NOUR.

(L. S.) HASSAN.

¹ Vol. XXVIII, page 11, of this Series.

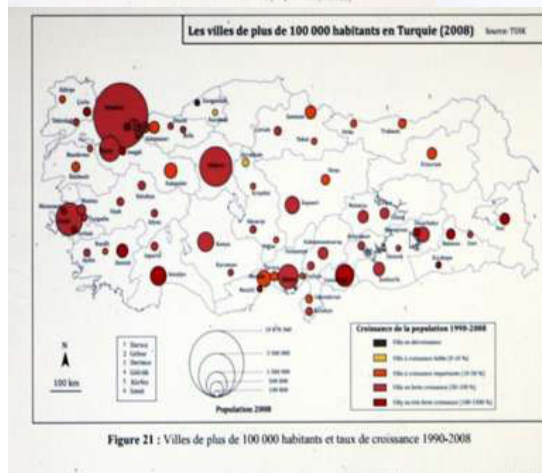
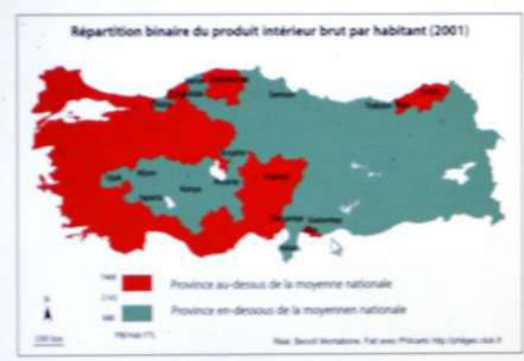
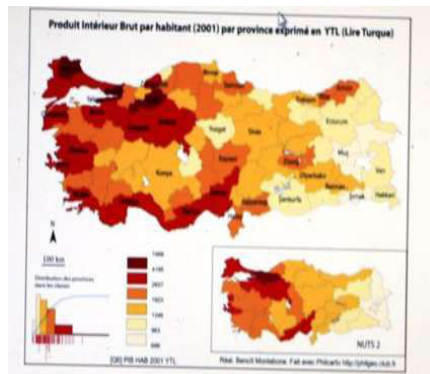
PROTOCOL.

The undersigned Turkish Plenipotentiaries, duly authorised to that effect, declare that, without waiting for the coming into force of the Convention with Greece of even date, relating to the exchange of the Greek and Turkish populations, and by way of exception to Article 1 of that Convention, the Turkish Government, on the signature of the Treaty of Peace, will release the able-bodied men referred to in Article 4 of the said Convention, and will provide for their departure.

Done at Lausanne, the January 30, 1923.

ISMET.
DR. RIZA NOUR.
HASSAN.

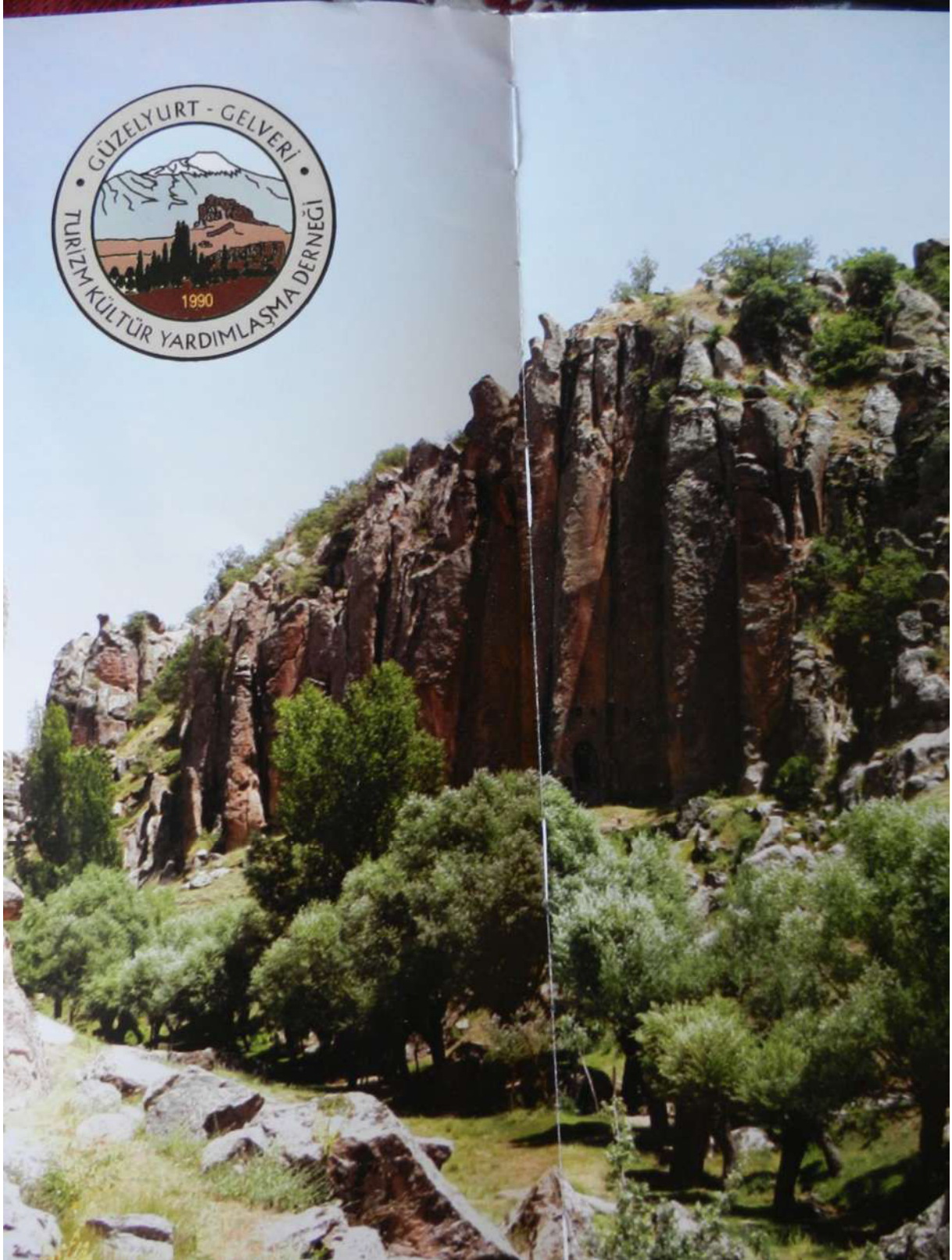
- **Annexe 4 : Cartes de la taille des villes, disparités territoriales en Grèce et en Turquie**




Annexe 5 : Affiche pour le 12ème festival international de Kaş



Annexe 6 : Affiche de l'association de Güzelyurt/Gelveri « Turizm Kültür Yardımlaşma Derneği »



Annexe 7 : Prospectus du musée de l'Échange de Çatalca.



Türk-Yunan Nüfus Mübadelesi

30 Ocak 1923 tarihinde 178.541 nüfuslu bir Yunan Halkının arasında gerçekleşen Nüfus Mübadelesi Süleymaniye'nin bulunduğu bölgenin göçüyle başlamıştır. Türkiye'nin 2 milyon insanı göçtürken, Yunanistan'ın ise sadece 400.000 kişidir.

Zorunlu göçtür. Fakat bu insanlar taşınmaz bütün mallarıyla, evleriyle, işyerleriyle, tarlalarıyla, binalarıyla, mekânlarıyla, sevdikleriyle, malvarlarıyla birlikte taşınmıştır. Yalnızca taşınmaz eşyaları ile birlikte değil, taşınmazların, kültürlerinin, gelenekleri, görenekleri, ürf ve adabının yeni vatanlarına taşınmıştır.

Kültürel Mirasın Korunması

Lozan Mübadeleleri Vakfı kuruluşu 2001 yılından bu yana mübadeleleri ait konut ve sanayi alanlarındaki kültürel mirasın korunması amacıyla çok sayıda kültürel proje gerçekleştirmiştir. Binaların toplanması, sempozyumlar düzenlenmesi, mübadele sürecini yaşayan 1. kuşak mübadelelilerin sözlü tarih çalışmaları yapılmıştır. Sanatçıların yıllarca mübadele edilen mübadele döneminde ilgili çok sayıda fotoğraf, belge ve anı eşyaları gün ışığına çıkmıştır. Avrupa Kültür Başkenti Mübadele Müzesi bu çalışmaların ve ürünlerinin yer aldığı Türkiye'nin ilk göç temalı müzesidir.

Kültürel Miras ve Çatalca

"Avrupa Kültür Başkenti Mübadele Müzesi" İstanbul 2010 Avrupa Kültür Başkenti Ajansı'nın desteği ve Çatalca Belediyesi'nin proje ortaklığı ile açılmıştır. Mübadele döneminde Rumların yaşadığı Çatalca kalesi mahallesinde Cumhuriyet döneminde yapılmış ve halihazırda konuma atılmamış birçok konut, ağaç, peyzaj, kale surları bulunmaktadır.

AVRUPA KÜLTÜR BAŞKENTİ MÜBADELE MÜZESİ
KALEİÇİ MAHALLESİ- ÇATALCA
Ziyaret saatleri : 10.00 - 17.00 (Pazartesi hariç hergünü)

Çatalca'ya ulaşım için gerekli bilgiler

E-6 KARAYOLU
İstanbul a çıkış 58 km. İnan Çatalca ya E-6 ya TEM üzerinden giriniz. İstanbul a çıkış 53. kilometrenin sağa girmeniz ve sağdan sola dönüp 17 km'dir.

TEM ÖTÖ YOLU
İstanbul a çıkış TEM yolunu izlemeye Çatalca Başkenti'ne girmeniz gerekir. İstanbul a çıkış 53 km'dir. Çatalca ya Çatalca / Çatalca / Çatalca - Varışta sağa dönüp 10 dk. sonra E-6'dan Çatalca'ya ulaşabilirsiniz.

DEKAR YOLU
Türkiye'nin en uzun demiryolu hattıdır. İstanbul a çıkış 100 km'dir. Çatalca'ya 15 dk. sürer.


HAVA YOLU
Türkiye'nin en büyük havalimanı İstanbul a çıkış 100 km'dir. Çatalca'ya 15 dk. sürer.

DENİZ YOLU
Marmara Denizi'ne Deniz Yolu ile ulaşabilirsiniz. İstanbul a çıkış 100 km'dir. Çatalca'ya 15 dk. sürer.

ÇATALCA ULUŞIM HARİTASI

LOZAN MÜBADELELERİ VAKFI
Ayhan İplik Sok. No:15/3 Beşoğlu İstanbul
Teli:02121 245 61 55
e-mail: lozanimubadelleri@gmail.com
web: lozanimubadelleri.org.tr

AVRUPA KÜLTÜR BAŞKENTİ
MÜBADELE MÜZESİ



Müze Binası

Nüfusların büyük çoğunluğu mübadele eden Çatalca halkının da yaşadığı Çatalca Kaleiçi Mahallesi'nde mübadele döneminde Rumlar tarafından Taverna, Cumhuriyet döneminde Ziraat Bankası olarak kullanılan binanın müze için tahsis edilmiştir.

Mübadele Arşivi ve Dokümantasyon Merkezi

Çatalca Belediyesi, restore ettiği Kültürel Binamız Mübadele Arşivi ve Dokümantasyon Merkezi olarak projeye katmıştır. Mübadele sürecini ilgili araştırmacıların yararlanacağı bu merkezde sözlü tarih arşivi, mübadele döneminde ait her türlü doküman, belge, harita, fotoğraf ile mübadele üzerine yapılmış bilimsel yayınlar, mübadele üzerine yapılmış belgeler ve görsel materyaller yer alıyor.

Mübadele Meydanı

Müze binası ile Kültür Evi arasındaki meydan, açık hava sergileri, konserler, folklor gösterileri gibi her türlü açık hava etkinlikleri için düzenlenmiştir. Mübadele Müzesi, müze binası, Kültür Evi binası ve Mübadele Meydanı ile birlikte bir kompleks oluşturulmaktadır.

Dış Mekan Panoları

Müzenin önünden meydana çıkan sokakta mübadele sürecini anlatan panolar, müze binası yan duvarında göç yollarını gösteren bir harita panosu, arka yan duvarında ise Çatalca ya gelen edilm mübadelelerin fotoğraflarını yer alan panolar yerleştirilmiştir. Müze binası, Kültür Evi ve Mübadele Meydanı çemberi içinde kalan alanın tümü değerlendirilmiştir.

Müze Sergilenen Objeler

Çeyizlikler

Müze'de sergilenen parçalar arasında çeyizlikler büyük yer tutmaktadır. O zamanlar her şey eşya, eşya eşya dokunmuş. Bu eşya dokunmuş eşya arasında pek gelen çarşaf, battaniye, kumaş, kumaş, yastık, yastık, duvar süsü, panolar, yataklar, etnikler, raf, masa örtüleri, sandık örtüleri gibi eşyalarla birlikte eşya eşya kumaş üzerine nakış işi süslemeler var. Nakış işinin en kıymetli olanları alınıyor ya da sim sarma işi kullanılıyor. Atas kumaş üzerine solmayan ve akmayan kök boyalarla eşya eşya renkli nakış işleri ile Çiğ-İğni işlemi önlük çeyiz yapılmıştır. Sergimizde parçaların oluşturduğu

Mutfak Ve Ev Eşyaları

Mübadelenin yıllarında getirilen eşyaların içinde gündelik mutfak araç gereçleri de yer alır. Sergimizde örneklerini görebilirsiniz sahan ve tava gibi tüm mutfak kapları bakır olmuştur. Rakı buğünkü gibi imonata bardaklarında değil, "tek" ölçüsünde zarif küçük kadehlerle içilirdi. İçti bunlardan birini sergiliyoruz. Üçüncü işlemi ise, gıyının farklı yerleri için farklı boyutları ateşte ısıtılan demir ütülerle yapıldı. Sergimizde yaka ütüsü denilen küçük bir demir ütü, sigara tabakaları, çakmaklar, cam çekirgen, gaz lambaları, duvar ve masa saatleri de bölgenin yerli üretilen eşyaların arasında yer alıyor.

Görsel-İşitsel Dokümanlar

Müze'de Mübadele sürecini yaşayan 1. kuşak mübadelelilerin anlatımları, mübadelelilerin kendi anlatımlarında söyledikleri hikâyeler görsel ve işitsel olarak sergilenmektedir.

Basılı Malzeme

Basılı malzeme sergi örnekleri arasında mübadelelilerin yıllarında getirdikleri fotoğraflardan başta, mübadele döneminde ait belgeler, mübadelelilerin ait mal tasvirleri, Osmanlı dönemi haritaları, Kur'an-ı Kerim, o günlerde tedavide olan puluk, bir yarıncı hesap kitapları ve 19. yüzyıl sonlarında yayımlanan "Sabah" gazetesinin nüshaları yer alıyor.

Müzik Aletleri/ Notalar

Müzikle ilgili bölüme, Selanik doğumlu ünlü bestekar Fazlî Kapancı'nın beste ve güfte eserinin yer aldığı nota defterleri ve üdu ile Selanik'ten gelen bir mandolin ve Selanik'ten gelen bir nota defteri yer alıyor.

Fotoğraflar, Belgeler

Müze'de, Girişin ilk fotoğraflarından Hamza Rüstem Bey'in Giriş'te kullandığı fotoğraf makinesi, o zamanlar fotoğrafçılıkta negatif baskı için kullanılan camlar ve fotoğrafhanesinde kullanılan bir mürekkep kurutma kağıdı ve aleti ile mübadelelilerin ait fotoğraflar tarihe tanıklık ediyor.

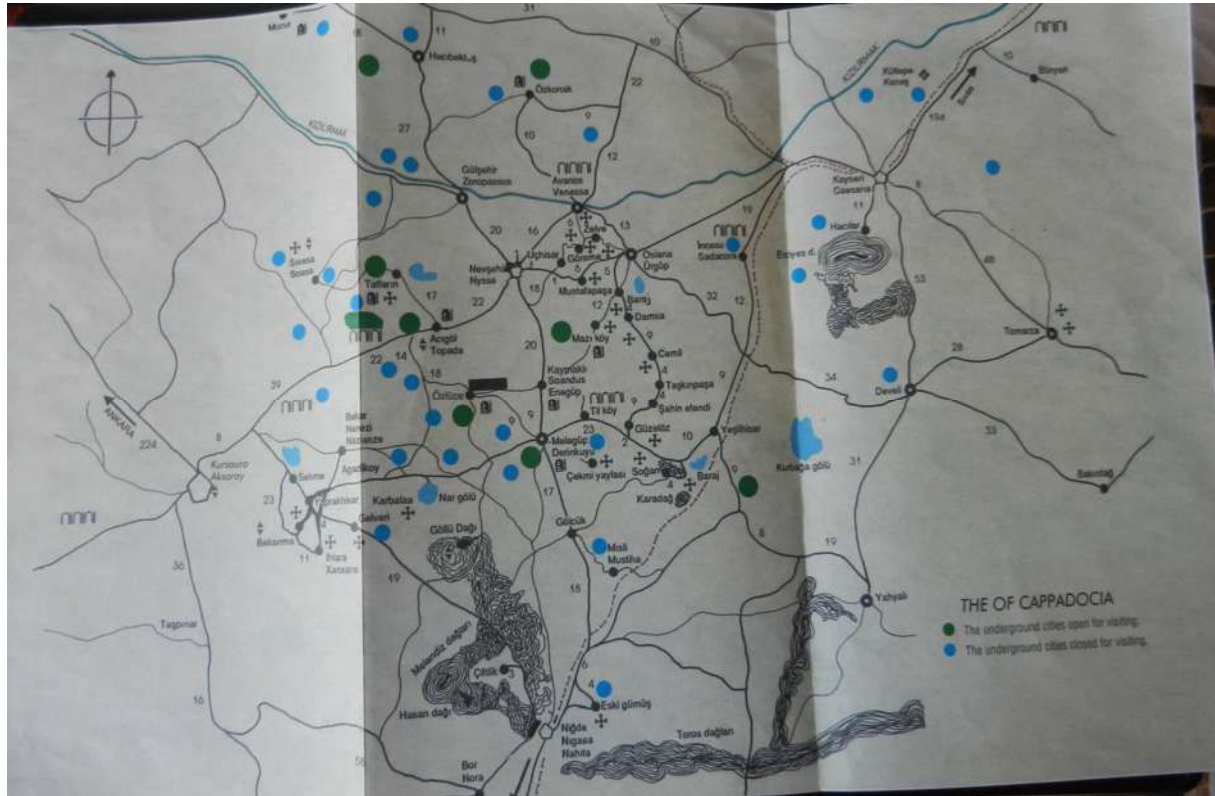
Annexe 8 : Guide touristique pour l'île de Lesbos édité par la préfecture de l'île en turc à destination d'un public turc



Annexe 10 : Journal *Radikal* du 18 novembre 2000 consacré à la rencontre entre descendants de réfugiés de Nea Efessos et la population de Şirince



Annexe 11 : Carte touristique de la Cappadoce donnée par la sous-prefecture de Göreme avec les noms originels en grec des villes et villages environnants



Annexe 12 : Neuvième festival d'amitié organisé par l'association DEFNE entre Xanthi et Büyükada

9ο ΦΕΣΤΙΒΑΛ ΕΛΛΗΝΟΤΟΥΡΚΙΚΗΣ ΦΙΛΙΑΣ | **IX. TÜRK - YUNAN DOSTLUK FESTİVALİ**
 12-13 ΙΟΥΝΙΟΥ ΞΑΝΘΗ | 12-13 HAZİRAN 2010, KSANTHI
 14-15 ΙΟΥΝΙΟΥ ΠΡΙΓΚΗΠΟΝΙΣΙΑ | 14-15 HAZİRAN 2010, ADALAR (Istanbul)

ΦΕΣΤΙΒΑΛ ΦΙΛΙΑΣ - "Χιλιάδες Περιστερία"

Σάββατο 12 Ιουνίου 2010

Πάνελ: Στο Λαογραφικό Μουσείο (Παλιά Πόλη), ώρα έναρξης 19:00
 Θέμα: Χιλιάδες Περιστερία
 Πετρος Μαρκαρίας = Baris Pirhasan
 Βανγελισ Κεχριστιο = Ercin Macar
 Χριστος Χριστοδοθλοσ = Oral Calislar
 Συναυλία: Στο Λαογραφικό Μουσείο (στον κήπο), ώρα έναρξης 22:00
 Ο Σίντσουλος παρουσιάζει μια μοναδική βραδιά με Τούρκους και Έλληνες μουσικούς.

Κυριακή 13 Ιουνίου 2010

Καλλιτεχνική δραστηριότητα (interactive), στα Αύδηρα ώρα έναρξης 13:00
 Θέμα: Εδώ έχει ψωμί! Μαζευόμαστε για να φτιάξουμε μαζί ψωμί και να το ζυμώσουμε με τη ζεστή κουβέντα μας.
 Συναυλία στο Αμφιθέατρο Ξανθίππειον, ώρα έναρξης 21:00
 Αυτήν τη βραδιά Η Κωνσταντινοπολίτισσα SUZAN KARDEŞ και η ορχήστρα της θα μας γλεντήσουν με Τούρκικα, Ελληνικά και Βαλκανικά τραγούδια...
 Ευχαριστούμε το Δήμαρχο Ξάνθης για την αδιάσπαστη υποστήριξη του.

ΒÜYÜKADA (Πρίγκηπος)

Δευτέρα - 14 Ιουνίου 2010

Η δραστηριότητα πλαστικής τέχνης με θέμα «Η Φιλία των Δασφνών», θα πραγματοποιηθεί στο κέντρο. Οι δήμαρχοι της Ξάνθης και Πρίγκηπωνήσων φυτεύουν δυο δάφνες από την Ξάνθη και την Πρίγκηπωνήσο. Κι εμείς με την πρωτοβουλία του Έλληνα Αντώνη Κούτσουβα και του Τούρκου Yusuf Taklak κάνουμε μια εγκατάσταση.
 Τόπος: Πάρκο Πλατείας Çinar, ώρα έναρξης 18:00.
 Πάνελ: με τη συμμετοχή των χιλιάδων περιστεριών, ώρα έναρξης 19:00.
 Τόπος: Ανοιχτό χώρο του Δήμου Πρίγκηπωνήσων.

Τραπέζι στρωμένο για την ειρήνη: θα στρώσουμε ένα ανοιχτό μπουφέ στην παραλία με νησιώτικες γεύσεις με Ελληνικά, Αρμένικα και Εβραϊκά πιάτα και με τη συμμετοχή των ντόπιων εσπιατοριών του νησιού.
 Ποικιλία κρασιού, ρακί και μπίρας...

Τετάρτη - 15 Ιουνίου 2010

"Πλοίο με Μουσική", αυτό το πρωί με ένα πλοίο που θα σαλπάρει από το Πρίγκηπο, θα κάνουμε βόλτες στα νησιά με τα Ρεμπέτικα του συγκροτήματος από τη Ξάνθη. Ώρα έναρξης 11:00 και θα τελειώσει στις 14:00.
 Συναυλία: ένα βράδυ με πολύ κέφι, μια μοναδική συναυλία με ούτι και με κοινά τραγούδια από τον Coşkun Sabah.
 Τόπος: Λιμάνι του Πρίγκηπο, ώρα έναρξης 21:00
 Ευχαριστούμε τον Δήμαρχο Πρίγκηπωνήσων...

θα αφήσουμε χιλιάδες περιστερία να πετάξουν στην ίδια θάλασσα
 και στον ίδιο ουρανό που μας αγκαλιάζουν.
 ΕΛΑΤΕ ΜΑΖΙ ΜΑΣ. !!!!

**είσοδος ελεύθερη
 ücretsiz giriş**

9ο ΦΕΣΤΙΒΑΛ ΕΛΛΗΝΟΤΟΥΡΚΙΚΗΣ ΦΙΛΙΑΣ 12-13 ΙΟΥΝΙΟΥ ΞΑΝΘΗ 14-15 ΙΟΥΝΙΟΥ ΠΡΙΓΚΗΠΟΝΙΣΙΑ

IX. TÜRK - YUNAN DOSTLUK FESTİVALİ 12-13 HAZİRAN 2010, KSANTHI 14-15 HAZİRAN 2010, ADALAR (İstanbul)

KSANTHI

Cumartesi 12 Haziran 2010

PANEL: Vangelis Kechriotis & Elçin Macar , Petros Markaris & Banç Pirhasan , Hristos Hristodoulos & Oral Çalışlar
Moderatör: Kostas Taitselfikis

Konu: Binlerce Güvercin

Mekan: Kent Müzesi (Lapografiko Museo), saat 18:00

KONSER: İstanbul Kemenceşi uzmanı Prof. Synopoulos , Türk ve Yunanlı müzisyenlerle birlikte eşsiz bir dinleti sunuyor bizlere.

Mekan: Halk Müzesi bahçesi, saat 22:00

Pazar 13 Haziran 2010

PLASTİK SANATLAR : "Burada Ekmek Var" temalı interaktif etkinlik.
Ekmegi birlikte yapmak, paylaşmak, hamurunu muhabbetle yoğurmak...

Mekan: Avdira köyü (Ksanthi) , saat 13:00

KONSER: Suzan Kardeş ve Orkestra Balkan

Mekan: Ksantiopion Açık hava Tiyatrosu, saat 21:00

Bu akşam Türk-Yunan-Balkan ezgileriyle , yıldızların altında dans edip, şarkılar söylüyoruz.

ADALAR (BÜYÜKADA-PRINGIPO)

Pazartesi 14 Haziran 2010

"Defnelerin Dostluğu" temalı PLASTİK SANATLAR ETKİNLİĞİ merkez'de gerçekleşiyor. Ksanthi'den ve Adalar'dan alınan iki defne ağacını Ksanthi ve Adalar belediye Başkanları toprağa diyor. Bizler de çevresine de Yunanlı- Adonis Kutsoubas ve Türk - Yusuf Taktak ile, sanatçıların önderliğinde bir enstelasyon yapıyoruz.

Mekan: Çınar meydanı parkı , saat 18:00

PANEL: E. Paskalis Mario Levi, Eirini Notli, Midirgiç Margosyan, S. Süreyya Önder, Sami Karabuyukoglu

Moderatör: Yalın Eralp

Mekan: Adalar Belediyesi yanı açık alanı, saat 1:00

BARİŞA KURULAN SOFRA: Ada'lı lezzetlerin; Rum-Ermeni-Musevi yemeklerinin yanısıra Adalar'da bulunan restoranların katılımıyla rihlîmda bir AÇIK BUFE kuruluyor. Şarap, rakı ve bira çeşitleri de mevcut...

Mekan: Belediye önü rihlîm, saat 21:00

Salı 15 Haziran 2010

"MÜZİKLİ TEKNE", Büyükada'dan kalkan bir tekneyle Ksanthi'den gelen Rembeliko Kumpanyası canlı müziği eşliğinde Adaları dolaşılıyor bu sabah.

Saat 10:30 - 14:00 arası

KONSER: Ud virtüdü Coşkun Sabah'ın seslendireceği ortak şarkılarla keyifli bir gece, eşsiz bir konser...
Mekan: Büyükada Liman , saat 21:00

Bizi kucaklayan aynı gökyüzüne, aynı denize hep beraber binlerce güvercin uçuralım !

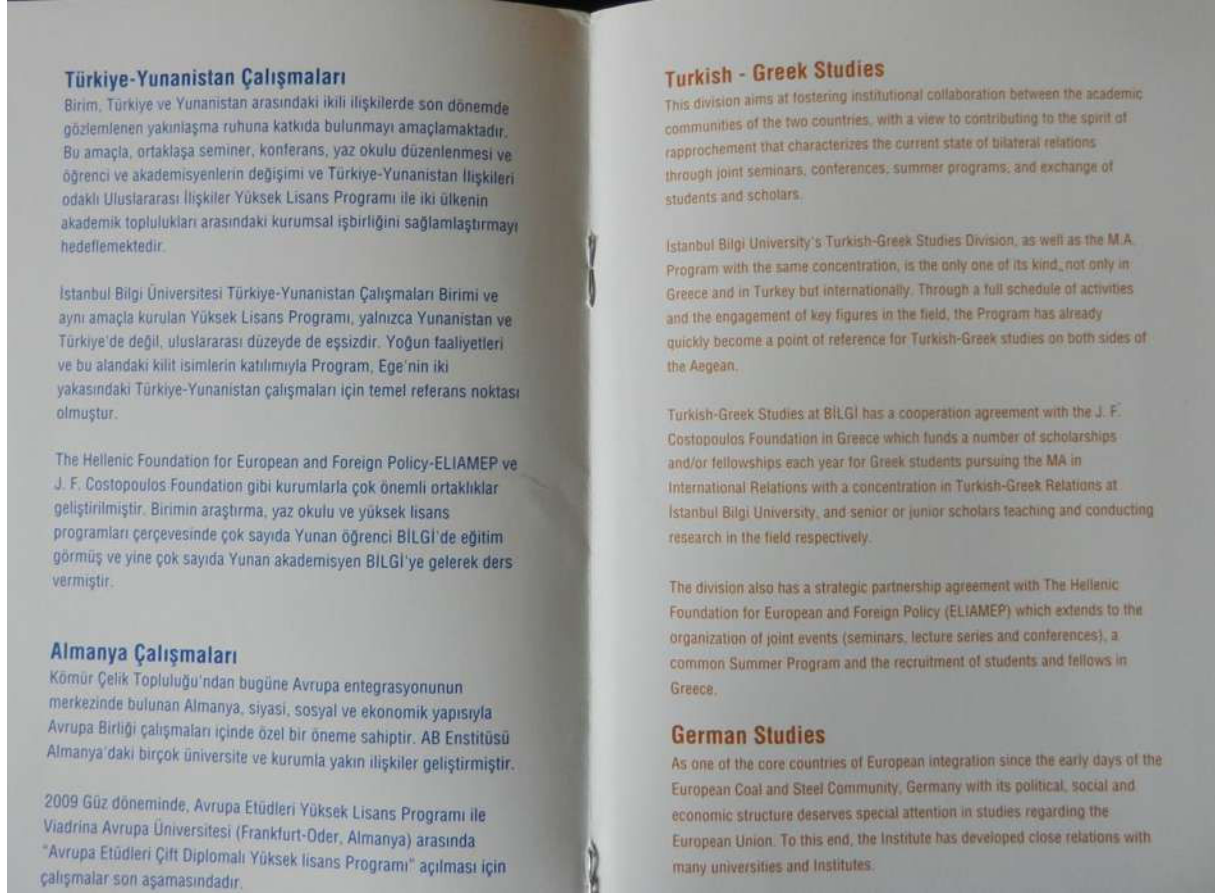
GELİN BİZE KATILIN !!!!

Ksanthi ve Adalar Belediye Başkanlarına teşekkürlerimizle...

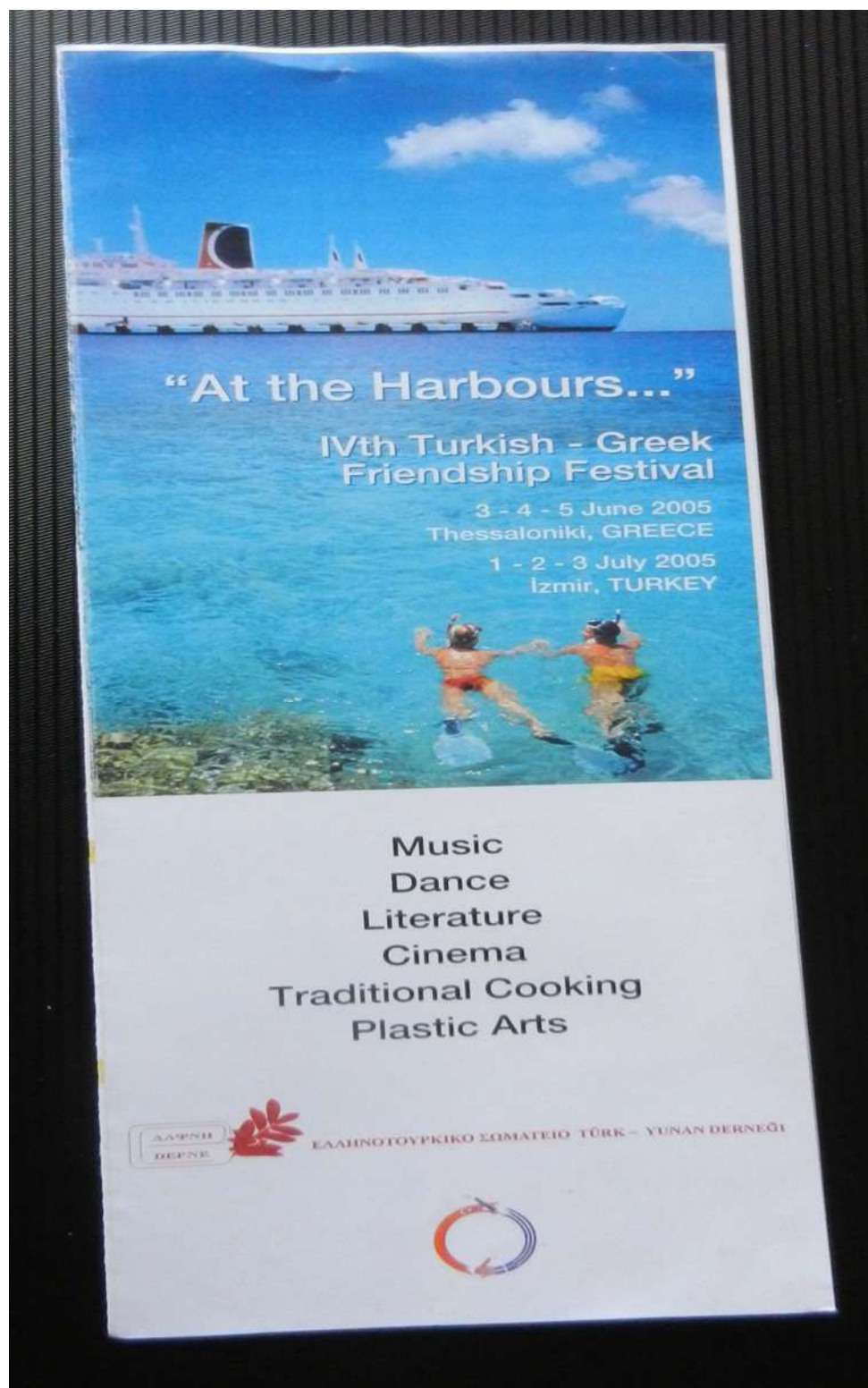
εισοδος ελευθερη
ücretsiz giriş

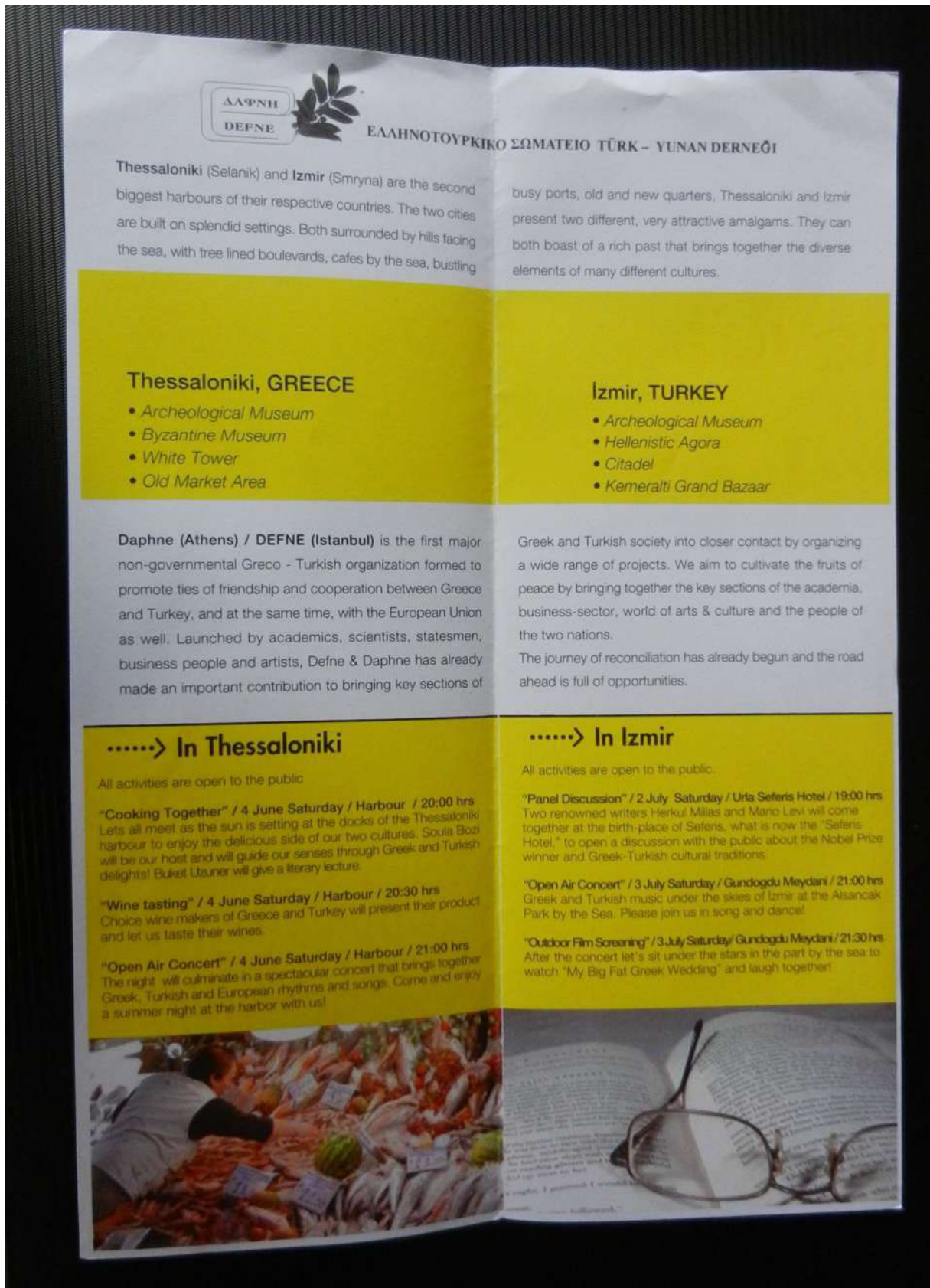


Annexe 13 ; prospectus de présentation du programme d'études gréco-turques de l'université de Bilgi



Annexe 14 : 4^{ème} festival d'amitié gréco-turque organisé par l'association DEFNE entre Izmir et Thessalonique





ΕΛΛΗΝΟΤΟΥΡΚΙΚΟ ΣΩΜΑΤΕΙΟ ΤŪRK - YUNAN DERNEĐİ

Thessaloniki (Selanik) and Izmir (Smryna) are the second biggest harbours of their respective countries. The two cities are built on splendid settings. Both surrounded by hills facing the sea, with tree lined boulevards, cafes by the sea, bustling

busy ports, old and new quarters, Thessaloniki and Izmir present two different, very attractive amalgams. They can both boast of a rich past that brings together the diverse elements of many different cultures.

Thessaloniki, GREECE

- Archeological Museum
- Byzantine Museum
- White Tower
- Old Market Area

Izmir, TURKEY

- Archeological Museum
- Hellenistic Agora
- Citadel
- Kemeralti Grand Bazaar

Daphne (Athens) / DEFNE (Istanbul) is the first major non-governmental Greco - Turkish organization formed to promote ties of friendship and cooperation between Greece and Turkey, and at the same time, with the European Union as well. Launched by academics, scientists, statesmen, business people and artists, Defne & Daphne has already made an important contribution to bringing key sections of

Greek and Turkish society into closer contact by organizing a wide range of projects. We aim to cultivate the fruits of peace by bringing together the key sections of the academia, business-sector, world of arts & culture and the people of the two nations.

The journey of reconciliation has already begun and the road ahead is full of opportunities.

.....> In Thessaloniki

All activities are open to the public

"Cooking Together" / 4 June Saturday / Harbour / 20:00 hrs
 Lets all meet as the sun is setting at the docks of the Thessaloniki harbour to enjoy the delicious side of our two cultures. Soula Bozi will be our host and will guide our senses through Greek and Turkish delights! Buket Utuner will give a literary lecture.

"Wine tasting" / 4 June Saturday / Harbour / 20:30 hrs
 Choice wine makers of Greece and Turkey will present their product and let us taste their wines.

"Open Air Concert" / 4 June Saturday / Harbour / 21:00 hrs
 The night will culminate in a spectacular concert that brings together Greek, Turkish and European rhythms and songs. Come and enjoy a summer night at the harbor with us!

.....> In Izmir

All activities are open to the public.

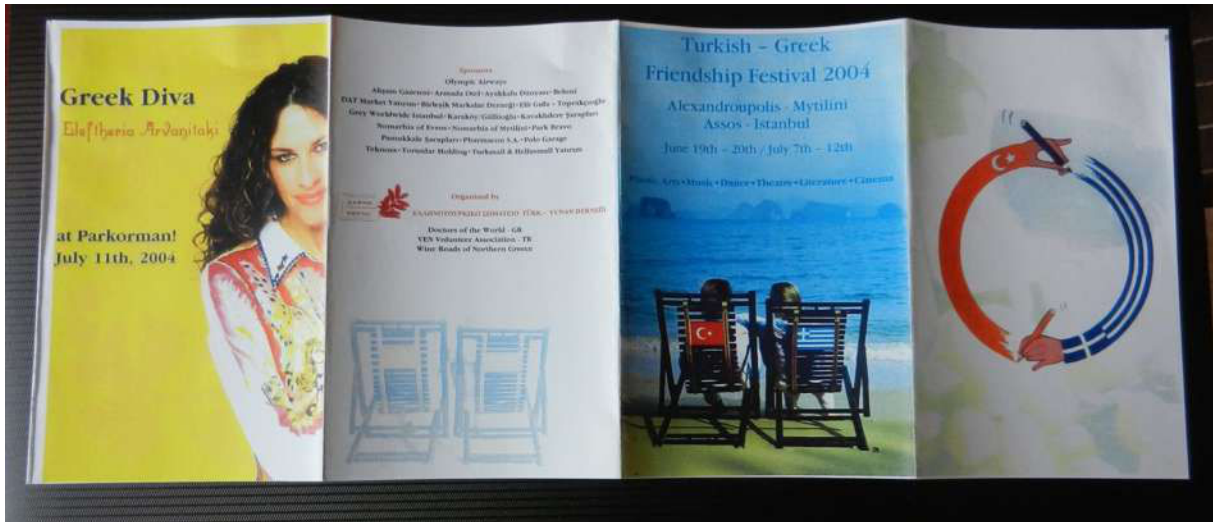
"Panel Discussion" / 2 July Saturday / Urla Seferis Hotel / 19:00 hrs
 Two renowned writers Herku! Millas and Mario Levi will come together at the birth-place of Seferis, what is now the "Seferis Hotel," to open a discussion with the public about the Nobel Prize winner and Greek-Turkish cultural traditions.

"Open Air Concert" / 3 July Saturday / Gundogdu Meydani / 21:00 hrs
 Greek and Turkish music under the skies of Izmir at the Alsancak Park by the Sea. Please join us in song and dance!

"Outdoor Film Screening" / 3 July Saturday/ Gundogdu Meydani / 21:30 hrs
 After the concert let's sit under the stars in the part by the sea to watch "My Big Fat Greek Wedding" and laugh together!



Annexe 15 : Festival d'amitié gréco-turque organisé par l'association DEFNE entre Istanbul, Alexandroupoli, Mytilène et Assos



Annexe 16 : Festival d'amitié gréco-turque organisé par l'association DEFNE entre Istanbul, Alexandroupoli, Mytilène et Assos en 2012.

**15. - 17. Juni 2012
Stuttgart**

**Eine Begegnung der Zivilgesellschaften aus
Thessaloniki, Istanbul und Stuttgart**

Samstag, 16. Juni 2012: Rathaus Stuttgart, 11 - 17 Uhr
Sonntag, 17. Juni 2012: Universität Stuttgart,
Campus Vaihingen, 12 - 17 Uhr

ΣΥΝΑΝΤΗΣΕΙΣ
Κωνσταντινούπολη-Θεσσαλονίκη-Στουτγάρδη
Οι οργανώσεις της κοινότητας πολιτών συναντιούνται

Buluşmalar...
Istanbul - Selanik - Stuttgart
Sivil Toplumlar Buluşması

ΔΕΦΝΗ
DEFNE

ΕΛΛΗΝΟΤΟΥΡΚΙΚΟ ΣΩΜΑΤΕΙΟ ΤΥΡΚ - YUNAN DERNEĞİ

Freundschaftsinitiative Griechenland/Türkei
Hon. Pres.: Mikis Theodorakis, Zülfü Livanelli

tgbw
Türkische Gemeinde in
Baden-Württemberg e.V.

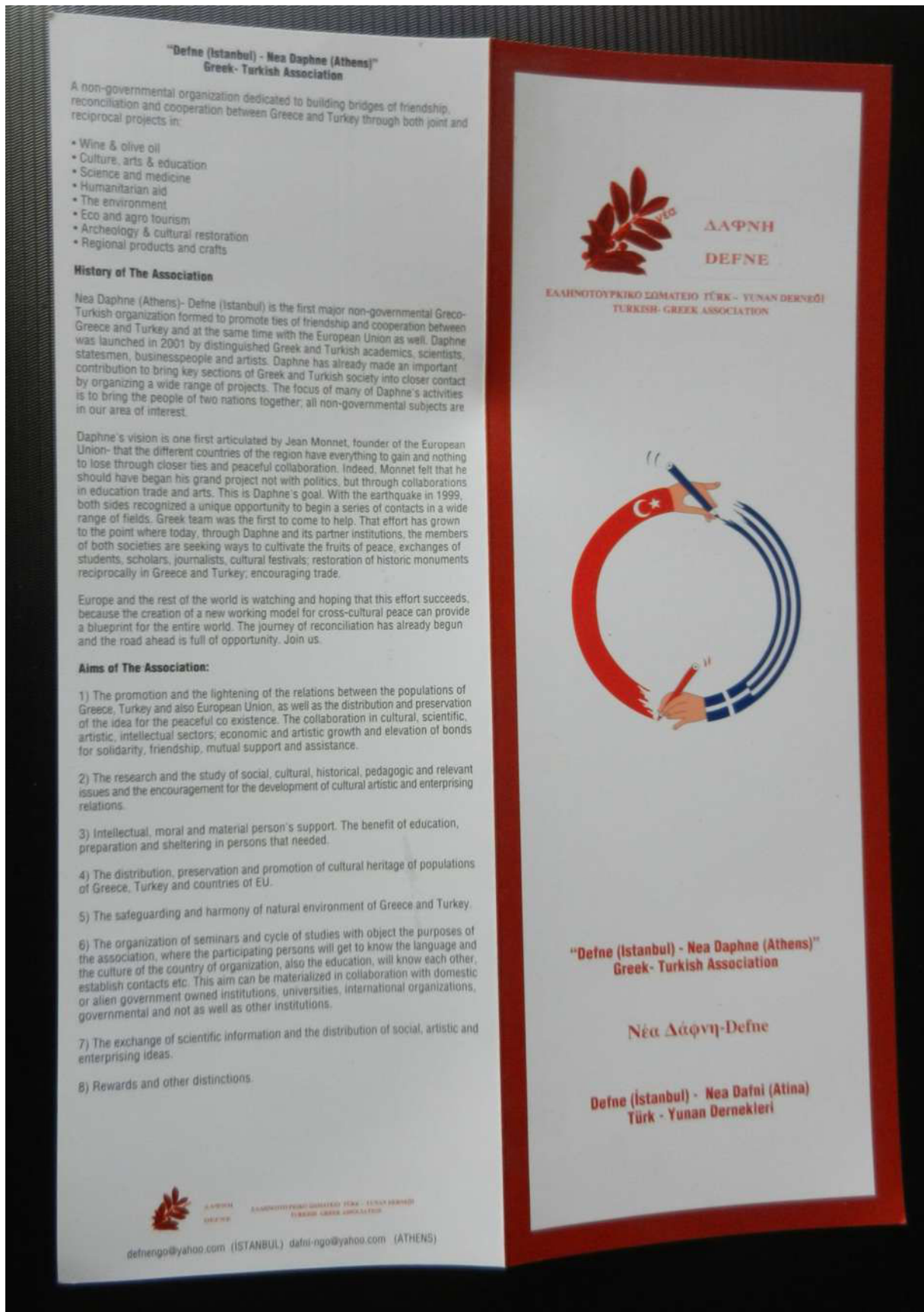
**KALIMERA
DEUTSCHLAND**

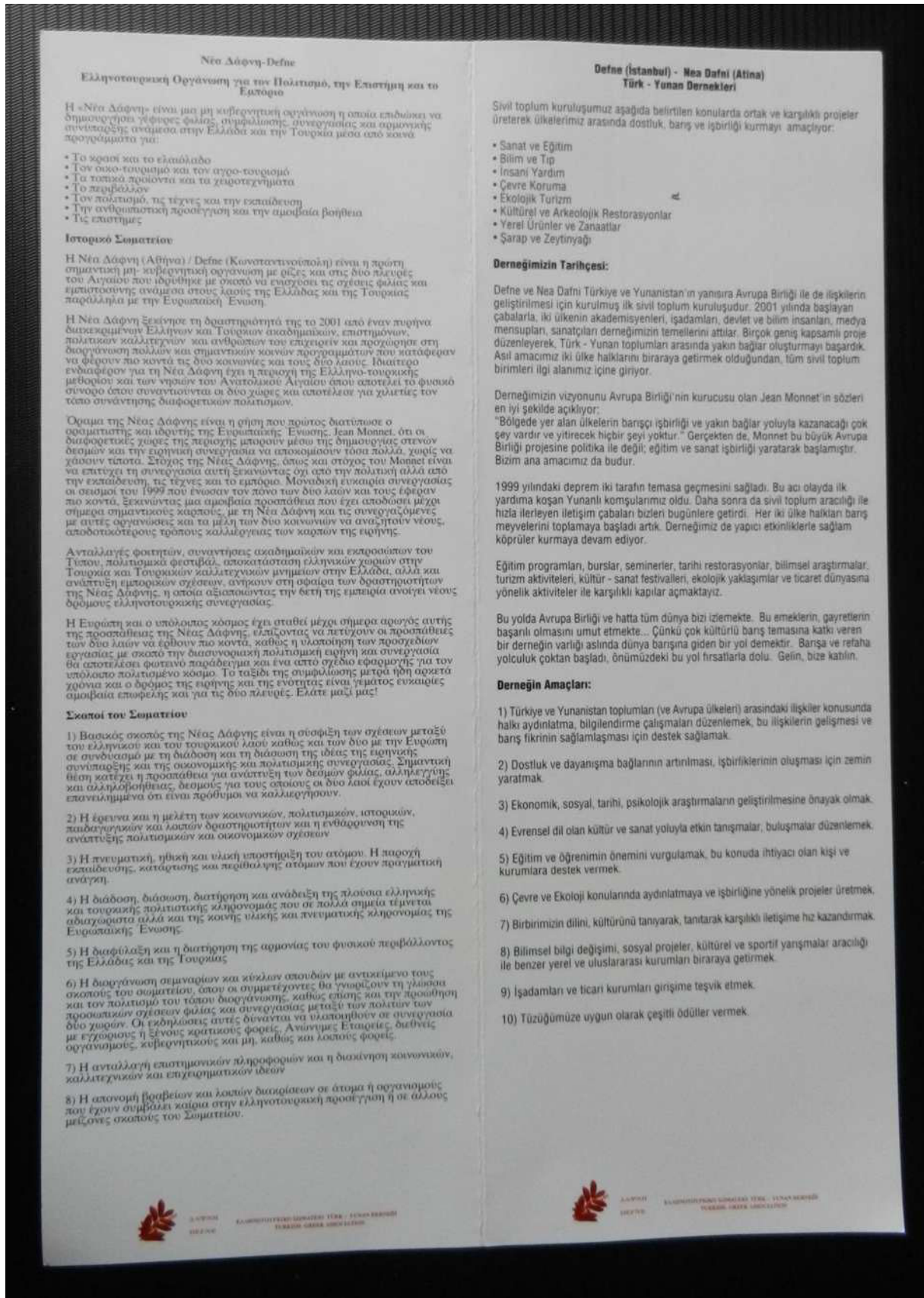
STUTT GART
TÜRK
ALMAN
FORUMU

**DEUTSCH
TÜRKISCHES
FORUM
STUTT GART**

Sponsoren: **Vehbi Koç Vakfı** **Garanti** **DOLUCA**

Annexe 17 : Brochure de présentation de l'association DEFNE





Νέα Δάφνη-Defne
Ελληνοτουρκική Οργάνωση για τον Πολιτισμό, την Επιστήμη και το Έμπορο

Η «Νέα Δάφνη» είναι μια μη κυβερνητική οργάνωση η οποία επιδιώκει να δημοσιοποιήσει γρήγορα φιλίες, συμβουλίες, συνεργασίες και αρμονικές συνυποθέσεις ανάμεσα στην Ελλάδα και την Τουρκία μέσα από κοινά προγράμματα για:

- Το κρείο και το εμπόριο
- Τον οικο-τουρισμό και τον αγρο-τουρισμό
- Τα τοπικά προϊόντα και τα χειροτεχνήματα
- Το περιβάλλον
- Τον πολιτισμό, τις τέχνες και την εκπαίδευση
- Την ανθρωπιστική προσέγγιση και την αμοιβαία βοήθεια
- Τις επιστήμες

Ιστορικό Σωματείου

Η Νέα Δάφνη (Αθήνα) / Defne (Κωνσταντινούπολη) είναι η πρώτη σημαντική μη-κυβερνητική οργάνωση με φίλες και στις δύο πλευρές του Αιγαίου που ιδρύθηκε με σκοπό να ενισχύσει τις σχέσεις φιλίας και εμπιστοσύνης ανάμεσα στους λαούς της Ελλάδας και της Τουρκίας παράλληλα με την Ευρωπαϊκή Ένωση.

Η Νέα Δάφνη ξεκίνησε τη δραστηριότητά της το 2001 από έναν πυρήνα διακεκριμένων Ελλήνων και Τούρκων ακαδημαϊκών, επιστημόνων, πολιτικών καλλιτεχνών και ανθρώπων των επιχειρήσεων και προσέγγιση στη διοργάνωση πολλών και σημαντικών κοινών προγραμμάτων που κατόφευαν να φέρουν πιο κοντά τις δύο κοινωνίες και τους δύο λαούς. Πιαιότερο ενδιαφέρον για τη Νέα Δάφνη έχει η περιοχή της Ελληνο-τουρκικής μεθόχου και των νησιών του Ανατολικού Αιγαίου όπου αποτελεί το φυσικό σύνολο όπου συναντιούνται οι δύο χώρες και αποτελείται για χιλιάτες τον τόπο συνάντησης διαφορετικών πολιτισμών.

Όραμα της Νέας Δάφνης είναι η ρήση που πρώτος διατύπωσε ο ακαδημαϊκός και ιδρυτής της Ευρωπαϊκής Ένωσης, Jean Monnet, ότι οι διαφορετικές χώρες της Ευρώπης μπορούν μέσω της δημοκρατίας στενών δεσμών και την ειρηνική συνεργασία να αποκομίσουν τόσα πολλά, χωρίς να χάσουν τίποτα. Στόχος της Νέας Δάφνης, όπως και στόχος του Monnet είναι να επιτύχει τη συνεργασία αυτή ξεκινώντας όχι από την πολιτική αλλά από την εκπαίδευση, τις τέχνες και το εμπόριο. Μονοδική ευκαιρία συνεργασίας οι σεμινάρια του 1999 που ένωσαν τον πόνο των δύο λαών και τους έφεραν πιο κοντά. Ξεκινώντας μια αμοιβαία προσπάθεια που έχει αποδώσει μέχρι σήμερα σημαντικές καρπούς, με τη Νέα Δάφνη και τις συνεργαζόμενες με αυτές οργανώσεις και τα μέλη των δύο κοινωνιών να αναζητούν νέους, αποδοτικότερους τρόπους καλλιέργειας των καρπών της ειρήνης.

Ανταλλαγές φοιτητών, συναντήσεις ακαδημαϊκών και εκπαιδευτών του Τύπου, πολιτισμικά φεστιβάλ, αποκατάσταση ελληνικών χωριών στην Τουρκία και Τουρκικών καλλιτεχνικών μνημείων στην Ελλάδα, αλλά και ανάπτυξη εμπορικών σχέσεων, ανήκουν στη ομάδα των δραστηριοτήτων της Νέας Δάφνης, η οποία αξιολογώντας την βεβαιότητα ανοίγει νέους δρόμους ελληνοτουρκικής συνεργασίας.

Η Ειρήνη και ο υπόλοιπος κόσμος έχει σταθεί μέχρι σήμερα αφορμή αυτής της προσπάθειας της Νέας Δάφνης, ελπίζοντας να πετύχουν οι προσπάθειες των δύο λαών να έρθουν πιο κοντά, καθώς η υλοποίηση των προσχέδιων εργασιών με σκοπό την διασυνοριακή πολιτισμική ειρήνη και συνεργασία θα αποτελέσει φυσικό παράδορτη και ένα από στέδια εφαρμογής για τον υπόλοιπο πολιτισμένο κόσμο. Το ταξίδι της συμβολικής μετάφραση σχετικά χρόνια και ο δρόμος της ειρήνης και της ενότητας είναι γεμάτος ευκαιρίες αμοιβαία επιστροφής και για τις δύο πλευρές. Ελάτε μαζί μας!

- Σκοποί του Σωματείου**
- 1) Βασικός σκοπός της Νέας Δάφνης είναι η σφύριξη των σχέσεων μεταξύ του ελληνικού και του τουρκικού λαού καθώς και των δύο με την Ευρώπη σε συνδυασμό με τη διάδοση και τη διάωση της ιδέας της ειρήνης, συνύποθη και της οικονομικής και πολιτισμικής συνεργασίας. Σημαντική θέση κατέχει η προσπάθεια για ανάπτυξη των δεσμών φιλίας, αλληλεγγύης και αλληλοβοήθειας, διαμέσου για τους οποίους οι δύο λαοί έχουν αποδείξει επανηλημένα ότι είναι πρόθυμοι να καλλιερρήσουν.
 - 2) Η έρευνα και η μελέτη των κοινωνικών, πολιτισμικών, ιστορικών, παιδαγωγικών και λοιπών δραστηριοτήτων και η ενδάρωση της ανάπτυξης πολιτισμικών και οικονομικών σχέσεων.
 - 3) Η πνευματική, ηθική και υλική υποστήριξη του ατόμου. Η παροχή εκπαίδευσης, κατάρτισης και περιθώριων ατόμων που έχουν πραγματική ανάγκη.
 - 4) Η διάδοση, διάωση, διατήρηση και ανάδειξη της πλοοσία ελληνικής και τουρκικής πολιτισμικής κληρονομιάς που σε πολλά σημεία έμνετα αδιαχωρήσιμα αλλά και της κοινής υλικής και πνευματικής κληρονομιάς της Ευρωπαϊκής Ένωσης.
 - 5) Η διαφύλαξη και η διατήρηση της αρμονίας του φυσικού περιβάλλοντος της Ελλάδας και της Τουρκίας.
 - 6) Η διοργάνωση σεμιναρίων και κύκλων ομιλιών με αντικείμενο τους σκοπούς του σωματείου, όπου οι συμμετέχοντες θα γνωρίζουν τη γλώσσα και τον πολιτισμό του τόπου διοργάνωσης, καθώς επίσης και την προώθηση προσωπικών σχέσεων φιλίας και συνεργασίας μεταξύ των πολιτών των δύο χωρών. Οι εκδηλώσεις αυτές δύναται να υλοποιηθούν σε συνεργασία με εγχώριους ή ξένους κρατικούς φορείς, Ανάπτυξης, Εταιρείες, διεθνείς οργανώσεις, κυβερνητικούς και μη, καθώς και λοιπούς φορείς.
 - 7) Η ανταλλαγή επιστημονικών πληροφοριών και η διακίνηση κοινωνικών, καλλιτεχνικών και επιχειρηματικών ιδεών.
 - 8) Η απονομή βραβείων και λοιπών διακριτικών προσέγγιση ή σε άλλους που έχουν συνβάλει καιρία στην ελληνοτουρκική προσέγγιση ή σε άλλους μεζόντες σκοπούς του Σωματείου.

Defne (İstanbul) - Nea Dafni (Atina)
Türk - Yunan Dernekleri

Sivil toplum kuruluşumuz aşağıda belirtilen konularda ortak ve karşılıklı projeler üretmek üzere ülkemiz arasında dostluk, barış ve işbirliği kurmayı amaçlıyor:

- Sanat ve Eğitim
- Bilim ve Tıp
- İnsanî Yardım
- Çevre Koruma
- Ekolojik Turizm
- Kültürel ve Arkeolojik Restorasyonlar
- Yerel Ürünler ve Zanaatlar
- Şarap ve Zeytinyağı

Derneğimizin Tarihçesi:

Defne ve Nea Dafni Türkiye ve Yunanistan'ın yanısıra Avrupa Birliği ile de ilişkilerin geliştirilmesi için kurulmuş ilk sivil toplum kuruluşudur. 2001 yılında başlayan çabalarla, iki ülkenin akademisyenleri, işadamları, devlet ve bilim insanları, medya mensupları, sanatçıları derneğimizin temellerini attılar. Birçok geniş kapsamlı proje düzenleyerek, Türk - Yunan toplumları arasında yakın bağlar oluşturmayı başardık. Asıl amacımız iki ülke halklarını bir araya getirmek olduğundan, tüm sivil toplum birimleri ilgi alanımız içine giriyor.

Derneğimizin vizyonunu Avrupa Birliği'nin kurucusu olan Jean Monnet'in sözleri en iyi şekilde açıklıyor: "Bölgede yer alan ülkelerin barışçı işbirliği ve yakın bağlar yoluyla kazanacağı çok şey vardır ve yitirecek hiçbir şeyi yoktur." Gerçekten de, Monnet bu büyük Avrupa Birliği projesine politika ile değil; eğitim ve sanat işbirliği yaratarak başlamıştır. Bizim ana amacımız da budur.

1999 yılındaki deprem iki tarafın temasa geçmesini sağladı. Bu acı olayda ilk yardıma koşan Yunanlı komşularımız oldu. Daha sonra da sivil toplum aracılığı ile hızla ilerleyen iletişim çabaları bizleri bugünlere getirdi. Her iki ülke halkları barış meyvelerini toplama başladı artık. Derneğimiz de yapıcı etkinliklerle sağlam köprüler kurmaya devam ediyor.

Eğitim programları, burslar, seminerler, tarihi restorasyonlar, bilimsel araştırmalar, turizm aktiviteleri, kültür - sanat festivalleri, ekolojik yaklaşımlar ve ticaret dünyasına yönelik aktiviteler ile karşılıklı kapıları açmaktayız.

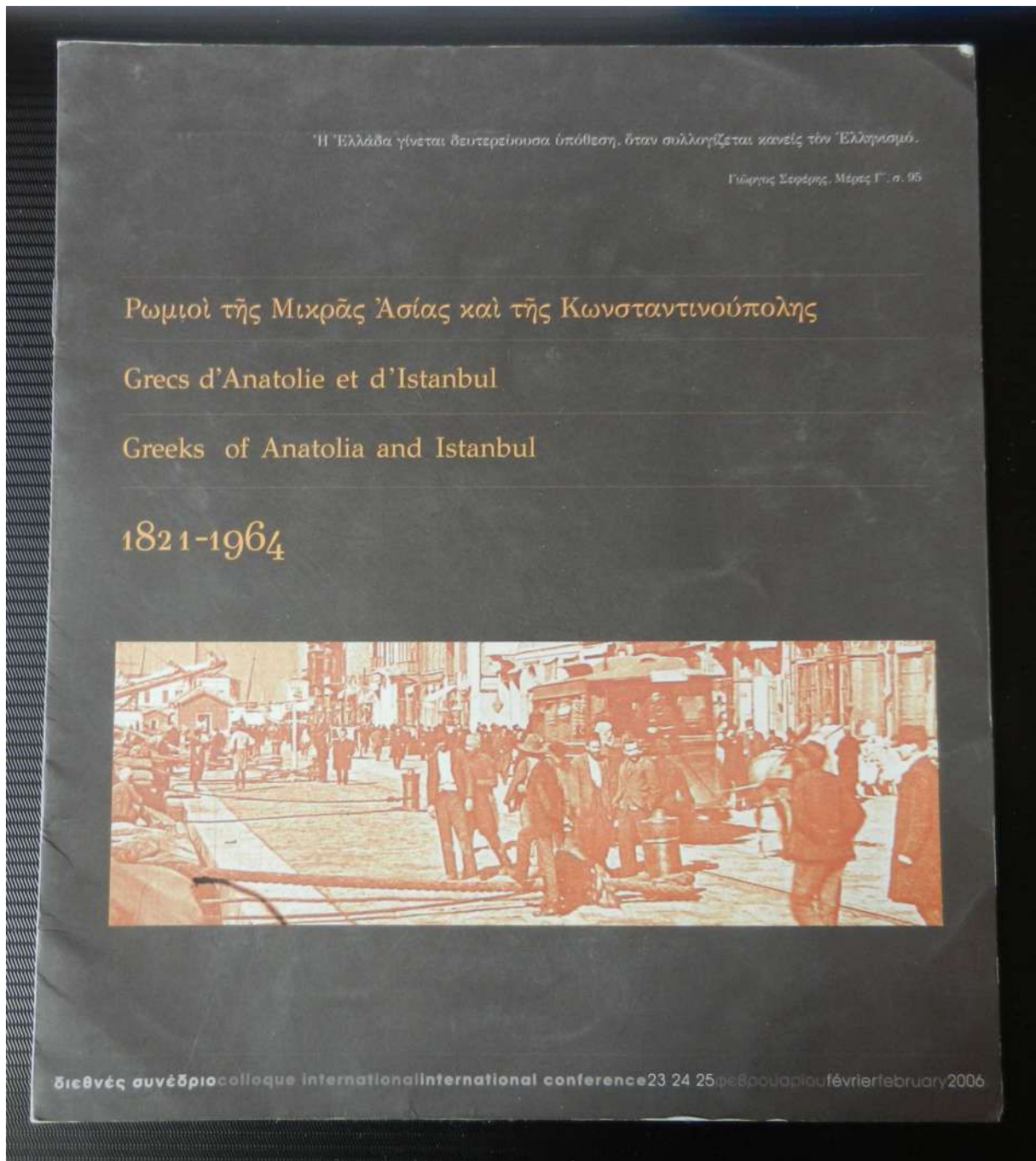
Bu yolda Avrupa Birliği ve hatta tüm dünya bizi izlemekte. Bu emeklerin, gayretlerin başarılı olmasını umut etmekte... Çünkü çok kültürlü barış imasına katkı veren bir derneğin varlığı aslında dünya barışına giden bir yol demektir. Barışa ve refaha yolculuk çoktan başladı, önümüzdeki bu yol fırsatlarla dolu. Gelin, bize katilin.

Derneğin Amaçları:

- 1) Türkiye ve Yunanistan toplumları (ve Avrupa ülkeleri) arasındaki ilişkiler konusunda halkı aydınlatma, bilgilendirme çalışmaları düzenlemek, bu ilişkilerin gelişmesi ve barış fikrinin sağlanması için destek sağlamak.
- 2) Dostluk ve dayanışma bağlarının artırılması, işbirliklerinin oluşması için zemin yaratmak.
- 3) Ekonomik, sosyal, tarihi, psikolojik araştırmaların geliştirilmesine önyak olmak.
- 4) Evrensel dil olan kültür ve sanat yoluyla etkin tanşmalar, buluşmalar düzenlemek.
- 5) Eğitim ve öğrenimin önemini vurgulamak, bu konuda ihtiyacı olan kişi ve kurumlara destek vermek.
- 6) Çevre ve Ekoloji konularında aydınlatmaya ve işbirliğine yönelik projeler üretmek.
- 7) Birbirimizin dilini, kültürünü tanıyarak, tanıtarak karşılıklı iletişime hız kazandırmak.
- 8) Bilimsel bilgi değişimi, sosyal projeler, kültürel ve sportif yarışmalar aracılığı ile benzer yerel ve uluslararası kurumları bir araya getirmek.
- 9) İşadamları ve ticari kurumları girişime teşvik etmek.
- 10) Tüzüğümüze uygun olarak çeşitli ödülleri vermek.



Annexe 18 : colloque international Grecs d'Istanbul et d'Anatolie



- **Annexe 19 : Liste des localités turques qui portaient un nom grec avant l'échange de populations¹¹⁰¹**

À partir des données recueillies sur le site recensant les anciens noms de lieux <http://asiaminor.ehw.gr/forms/fDataDisplay.aspx?Mode=Lemmata¶mid=24&lastNode=t24>

Adana: Adana

Adada: Hadad

Adzanos: Azzano, Azzanos

Aglasun : Sagalassos

Ağva: Psilia, Psillion

Ağırnas: Agioi, Anargyroi

Ahyolu: Agchialos, Ağialos - Ahialu

Akbunar Köy = Kevrini, Cedrenus

Akçaabat: Platanias – Hermonassa, Polatane

Akçakale: Kordyli

Akçakoca: Diospolis, Diapolis, Dia

Akçay: Astyra – Asteira – Astura, Astyra

Akhisar: Thyatire, Thyateira

Akşehir: Philomelion, Philomelium, Philomelium, Filomilio

Aktaş: Antaval, Antavali, Andabalis

Akyarlar: Kefalonya, Céphalonie,

Alaçam: Zalecus, Leontopolis

Alaçatı: Agrilia

Alapli: Cales, Kales

Alaşehir: Philadelphia, Filadelfia, Philadelphie

¹¹⁰¹ Pour la Grèce, on pourra se référer au travail qui a été fait par la Fondation des Réfugiés de Lausanne : GÜCENC S., *Kuzey yunanistan yer adları atlası : Mübadele öncesi ve sonrası eski ve yeni adları*, Lozan Mübadilleri Vakfi, İstanbul, 10 / 2010

Alibeyköy: Kydaris

Altinoluk: Antandros, Edonis

Altınova: Agiasmati

Amasra: Amastris, Amasra, Amastris, Sesamos

Amasya: Amaseia, Amasia, Amesia, Amasa

Anadolu Hisarı: NovaCastrum, Potamonion, Potameion

Anadolu Kavağı: Hiéron

Anadolu Kavağı-Anadolu Feneri: Agia Panteleimon, Panthikion, Agios Panteleimon, Panthikion

Ankara: Ankyra, Angora, Ancyre, Ancyra

Antakya: Antiochieia, Antioheia, Antioche

Antalya: Attaleia, Attelia, Attalie)

Araç: Timantis, Maresch, Timantida

Arakli: Arazos, Arasoz, Arakos, Herakleia, Iraklia, Heracleia, Héraclée

Araphisar – Doganyurt: Alabanda

Arapsun: Aravisou

Arariaramneia: Rhodandos, Rodandos

Ardanuç: Andranoutzion, Ardanoutzi, Andranoutsi

Ardeşen: Ardassa

Arhavi: Arkhabis, Archavis

Arsin: Arsen, Arsana, Arsène, Arseni, Arsania, Arsine

Artvin: Livane, Livana, Livaniou

Asaagikoy: Asaakioi

Asar: Bargyilia, Andania

Asardağ: Kildara

Aslihan: Leontari

Assarlik: Termera

Avanos: Vanessa, Venessa

Avcilar: Antadros

Avsar Kalesi: Myous

Ayasofya: AgiaSofia

Aydıncık: Kelenderis, Kelenderi

Aydos Tepesi: Aydos, Oxeia

Ayvansaray: Aybazari, Aynanzari

Ayvalik: Kidonya, Aivali, Kidonies

Azatli: Eleftherohori

B

Belkis: Zeugma

Babaeski: Kavyli, Vourgoudissos

Babakale: Lekton

Bademli: Polymedion, Polymidio

Bâfra: Paurae

Bakir: Caicos

Bakırköy: MakriHori, Makrochori

Baklaburun: Kardia

Balat: Milet

Balikesir: PaelaKastro

Balikpazari: Perama

Balıklova: Polikhna

Ballıhisar: Pessinus

Baltalimani: Phidalia, Fidalia

Balya: Periharaksi, Pericharaxi

Banaz: Panasium, Panasio

Bandırma: Panormos

Barbaros: Panados, Bysante, Vysanthi

Bartin: Parthenios

Basmaççı: Faustinopolis, Fafstinoupoli

Başibüyük: Analipsiz Manastiri, Monastère de l'Ascension

Bayramoğlu: Rission, Ryssion

Bebek: Philemporon, Filemporon

Behramkale: Assos, Makhramion, Makhram, Behram

Belisirma: Peristremma, Peristremma

Belgrad: Belgrade, Xylokerkos

Bergama: Bergamon, Pergamon

Beşiktaş İstanbul_ (Diplokionion_Çifte_IkizSütunlar, Sergion, Dafne, AyiosMamas, ZeuktaKionia_IkizSütun, Konapetro, KunePetro, Iassonion) = Diplokioniou - Daphne - Agios Mamas-Sergeion - Konapetro

Beydağ: Peliapolis, Belyambol, Peliapoli

Beypazarı: Lagania, Anastasiopoli-Laganon

Beyşehir: Karalis, Caralia

Biga: Pegae, Pyges, Menbalar

Bigadic: Pegaditis, Pigaditis

Bilecik: Vilokoma, Vilokoma

Birgi: Christoupolis - Pyrgion

Bodrum: Halicarnasse, Bodrum

Bolaman: Polemonion, Polemion

Bolu: Klaudiopolis, Bithynium, Klafdioupoli, Vithynion

Bolvadin: Polybotos

Bor: Poros

Borçka: Soteriopolis, Sotirioupoli

Bozburun: Parion, Paros

Bozcaada: Ténédos

Bozyazı: Nagidos, Nagidus

Bulancak: Poulantzaki

Burdur: Vourdourio, Polydorion

Burhaniye (Kemer, Anahor, Pidasus) = Tsourouki * - Kemerion

Bursa: Prusa

Buruncuk: Larisa

C

Cakilkoyu: Mihaniona

Çandarlı: Pitane

Çakraz: Erythnoi

Çandarlı: Pitane

Çankırı: Germanikopoli, Kandari, Gangra

Canta Beldesi: Daminon mur

Çatalzeytin: Korinos, Konolis, Corrine

Çatalca: Petra, Metra, Petre

Çayeli: Mavpari, Mafpari

Cayagzi: Lagada

Cayagzi_Kapidag: Kastelli

Cemilköy: Tzalela, Tzalela

Çerkez: Tserkes, Strantza

Cesme: Pygi, Krini

Cigri: Neandreia

Corlu: Tyroloi, Dirallos

Cunda - Alibey Adasi: Moshonisi

D

Daday: Dadybra, Dadyvra

Dalyan: Kaunos, Caunos, Caunus

Darıca: Aretzu, Daritza, Antartza

Datça: Dadia

Degirmendere: Colophon

Demirköy: Samakovion

Demre: Myra, Mira

Denizgiren: Ptéléon

Denizli: Leodikia, Tonguzlu, Dengiz, Laodicée, Tonguzluk, Laodicaes, Laodicée

Dereköy: Fisandos

Dereköy: Konopion

Derinkuyu: Malakopi

Dikili: Aterneus, Agilkale, Dikeli - Artanefs

Dinar: Celanae, Kilanes

Divriği: Tefriki, Divrigi, Tephrike

Diyarbakir: Amida

Doganlar: Drakounta

Doğanyurt: Alabanda

Domaniç: Domanitis, Domanitios

Dörtkonak: Edre, Andra, Atra, Adra

Duluk: Dolichè, Dolichi

Düzce: Prusias, Ntouzitze

E

Eceabat – Maydos: Madytos

Edirne: Andrinople

Edremit: Adramytti

Efes = Ephèse

Ekinlik Adasi: Île Koutali

Enez: Enos

Endruluk: Androniki

Erdek Artaki: Artaki

Erenkoy: Ofrinio

Ereğli Karadeniz: Herakleia Pontika - Benderegli), Irakleia Pontica

Ereğli Konya: Héraclée, Héraklion, Akrotirion, Kyvistra

Erenköy: Ofrinio

Erikli: Heraklea, Héraclée (Keşan)

Eriklice: Heraklea, Héraclée

Ergani: Ergani

Erzurum: Karin, Kalikala, Arzen, Garin, Théodosioupolis

Eskihissar: Stratonice) = Stratonice

Eskihissar: Laodicée

Eskikoy: Palaiochori

Eskişehir: Dorylée – Dorilyon, Dorylaeum

Etrim: Syangela

Eynesil: Ayivasil, HagiosBasileos, Ay-a-Vasil

F

Fasıllar: Mistheia, Mistheia

Fatsa: Phadisane - Faça - Fadisan - Satılmış - Fatisane – Phadisana

Fethiye: Makri, Megri, Telmesse, Telmessos, Makris, Makri

Foça: Fokea, EskiFoça , Phocéé

G

Gaziemir – Seydikoy: Sevdikiou, Himérius

Gazikoy: Ganos

Gebze: Libyssa, Dakivyza, Livyza

Gediz: Gkentiz

Gelibolu: Gallipoli

Gemlik: Kios

Geblacke: Krateia , Flaviopolis, Creteia

Germir: Kermira

Gerze: Karousa, Karousis

Gesi: Coase, Césium

Gevas: Westan, Vestani

Geyve: Kyvala

Gideros: Kiteros , Kytoros, Sütlüce

Ginolu: Kinolis

Giresun: Kerasous, Kerasounta, Farnakia, Hirades , Farnakya, Farnakeia, Chirades

Gökçeada: Imbros

Gökçe: Mamassos

Gökçeler: Pédasos

Gökyurt: Listra, Lystres

Gölçayir: Divranos, Dibrana

Gölköy: Karyanda

Gölyazı: Apollonia

Golyazi: Michalitsi

Gönen: Artemis Thermaia, Artemis Therme, Konana

Gorele: Kerezos, Koralla, Philocaleia

Göreme: Korama, Matiana, Maccan

Göynük: Koinon, Kinon

Güllük: Bargylia

Gullubahce: Priène

Gülpinar: Smintheion, Chryse, Hamaksitos

Gülşehir: Arapsun - Zoropassos - Aravissos

Gümüštepe: Misipolis

Gümüshane: Argirópolis

Gümüşlük: Myndos

Gumusyak: Iraion

Guzelbahce-Kilizman: Clazomenae

Güzelhisar: Oraiokastron

Güzelyurt: Gelveri, Karvali

H

Harran: Kares

Hasanköy: Aksos, Axos

Havsa: Hostizo, Nikae, Karputemum

Havza: Kavza

Hayrabolu: Charioupoli

Hereke: Harakas

Heyebeliada: Chalki, Halki

Hisarlik: Truva, Troya , Ilion, Troy, 'Ilion

Hisaronu: Philios

Hisaronu: Vyvassos

Honaz: Colosses

Hopa: Apsaros, Apsaras

Igneada: Iniada

Ihsaniye: Metropolis, Ipsos

Ihlankoy: Chamiki

Ildırı: Erythrai, Eritre, Erythrée

Ilgın: Tyriaio, Tyriaio

İnebolu: Ionopolis, Yunopolis, Inébolou, Abonuteichhus

İnegöl: Angelokoma, Angelokoma

İncekemer: Gerga

Inlice: Daidala, Daedalus

Ipsala: Hives

Iskenderun: Alexandria, Alexandrette, Alexandria Issus, Iskenderun

Isparta: Spartis, Baris, Sparta Pisidie

Ispir: Syspiritis

Izmir: Smyrna

Izmit: Nikomideia, Nikomedy, Nicomédie

Iznik: Nicée, Nikaia

K

Kalabak Saray: Myrina

Kalikişla: Kallikratya, Kallikrateia

Kalkan: Kalamaki, Kalamaki

Kanlıdivane: Kanyteleis - Kanytelis - Kanytella

Kapsul: Kapsala

Karaagac: Orestida (le nom historique d'Andrinople) ou Karagatz (banlieue d'Andrinople)

Karabiga: Priapos, Priape

Karadeniz Ereğli: Kapıkiri, Héraclée de Latmus

Karaburun: Sidousa, Mimas

Karacabey: Mihalitsi

Karaduvar: Anchiales, Aghiali

Karaman: Laranda, Larende

Karamenderes: Scamandre

Karamürsel: Prainetos, Prenetos

Karaova Deresi: Aegospotami

Karataş: Megarsus, Mallus

Karpuzlu: Alinda

Kars: Qers_Kürtçe, Karsounta

Karsiyaka: Peramos

Karsiyaka: Kordelio, officiellement Perea , ou communément Pera Meria et turc Karsiyaka

Kas: Antiphellos - Andifli - Habesos), Antifellos, Antifolates

Kastamonu: Kastamoni, Kastamonu, Kastamonu

Kavaklı: Ahanda, Akhanda, Achanda

Kayabağ: Taksiarhes, Archanges

Kayaköy: Livissi – Carmylassus, Livisi, Karmilassos, Leivisi

Kaymaz: Trikonía

Kayseri: Césarée Cappadociae - Kesaria - Mazaka

Kazıkbağları: Elea

Kesiborlu: Homa-Souvlaíou

Keçi Kalesi: Mesochaldia

Kefken: Karpeia, Kalpe, Kerpe, Karpeta

Kekova: Dolichè, Dolichiste, Dolichi, Dolichisti

Kemalpaşa: Nymphaeon, Nif_Gelin

Kemerhisar: Tyane, Tuvanuva en hittite, Tavanna, Osebia, Tyane

Kerim: Zagora

Kesan: Kessani

Kılıçlar: Spathion

Kilitbahir: Kynossema, Kinos, Kynossima

Kircasalih: Zaloufi - Kefalochori

Kirklareli = une quarantaine d'églises

Kirsehir: Justinianopolis, Mokissos, Ioustianoupoli

Kızkalesi: Korykos, Corycus, Korikos, Korykos

Kiyikoy: Medea, Salmydissos

Kiyi Kislacık: Iasos, Iassos

Kızılırmak: Alys

Kocadal: Dorene, Dranas, Drana

KocaYamaç: Anaras, Anarassa

Koçali: Neandria

Konaklı: Misthi, Mista, Misti

Konya: Ikonion

Koldere: Kolntere, Koldiri

Körfez: Kolpos

Koyulhisar: Kolonia

Kozan: Sis, Sisia, Sisi

Küçükkuyu: Gargara

Kültepe: Kane, Nesa, Nisha

Kumkaya: Sigy, Sigi

Kumyer: Triopis

Kurşuntepe: Skepsis

Kurucasile: Kromna, Kromni, Kromna

Kuşadasi: NeaSkala

Kütahya: Katiaion

Kyzikos: Kyzicus

L

Labranda: Labraunda

Lalapasa: Lalapasa

Lâpseki: Lampsakos, Pityausa

Livera: Livera

Luleburgaz: Arkadiopolis

M

Malkara: Malgara

Manisa: Magnésie, Manises

Maraş: Germenikeia

Marmara Adasi: Prokonisos

Marmara Ereglisi: Héraclée, Perintos, Lérinthos

Marmaris: Physkos, Marmarixen, Fyskeis

Menemen: Menemeni, Menemenis

Meriç: Maritsa

Mersin: Mersina, Zephyrion

Merzifon: Merzifonis, Ilioupolis

Misinli: Mesinia

Milas: Mylasa

Mordoğan: Mimas

Mudanya: Moudhaniá, Upham Myrsea

Mudurnu: Matarni, Modrones, Moderna

Muğla: Mobolla, Menos, Myndus, Alinda, Mogolla, Movola

Murefte: Myriofytos

Mustafakemalpaşa: Kremasti

Mustafapaşa: Sinassos

Mut: Claudiopolis, Klafdioupoli

N

Nara: Abydos

Narli koyu: Roda

Naysabin: Nisibe, Antioche Migdonia

Nazilli: Mastura, Mastaura, Mastoura

Nemrutkale: Kimi

Nevşehir: Nyssa, Muskara, Soandos, Neápoli, Nysse

Notion: Claros, Klaros

Nigde: Nazianze, Nigdi, Tyane

Niksar: Cabeira, Nikopol, Neokesaria, Kabiris-Diospolis, Andrianopoli

O

Ogulagac: Galiana, Kalawana

Oguzeli: Tixbişar, Oxuzeli

Ordu: Kotiora, Ordou, Kotyora

Ortaköy: Arkheion, Kilidion, AğiosFokas

Orta Koy: Lysimachia

Osmaneli: Lefkes

Ovacık: Sementra

Ovacık: Zerenik - Ovacix

Odemis: Odemision

Ören: Keramos, Kerme, Ceramos

Özalp: Ebexe

Özdere: Colophon

Özlüce: Bekse

Özlüce: Silata

P

Palu: Palo

Pamukkale: Hierapolis

Pasalimani: Aloni - Alonisos

Patara: Arsinoé

Patrice Burhaniye: Kemerion

Pazar: Atina, Athenai

Pazarlik: Kastavos

Pozanti: Podantos

R

Reşadiye: Stefana

Rize: Rhizaion, Rizountos

S

Safranbolu: Safrapoli, Theodoroupoli

Şahinefendi: Sobesos

Sakarya: Sangarius

Salacak: Damalis

Samandağ: Seleukia Priam, Séleucie Pieria

Samsat: Samosate - Antioche en Commagène

Samsun: Amysos, Amissos

Şanlıurfa: Callirrhoé-Justinopolis-Edessa, Antioche Kallirois, Ioustianopoli, Edessa

Sarıköy: Zelia

Sarkikaraagac: Neapolis

Sarkoy: Peristasis

Sart: Sardis – Salihli, Sardes

Sebin Karahisar: Nikopol, Mafrokaströ

Sedef Adası: Teverynthos

Seferihisar: Tysaferinopolis, Tysaferinopoli

Selcuk: Aya Soluk, Agios Theologos

Selime: Selme

Selimiye: Side

Seyitgazi: Nacolia, Nakoleia

Sıđirtmaç Kalesi: Kindye

Şile: Sila, Hili, Origanos, Artane

Silifke: Seleukaia Tracheia-Isauriae, Séleucie D'Isauria, Séleucie de Issafou

Sille: Silli

Silivri: Selybria, Evdoxioupoli

Sinanköy: Probaton, Pravadi

Sinanpaşa: Kallikrateia

Sinekli: Caenofrurio, Koinofrurio

Sinop: Sinope

Sivas: Sevasteia, Sebaste

Sivriada: Acute

Sivrihisar: Avrostola, Palia, Justinianopolis

Sivrikale: Kordyla

Söğüt: Thibasio, Thivasio

Sogut: Saranda

Söke: Anea, Sochi

Subaşı: Skopi, Skopje - Skopje

Suhut: Synnada

Suvermez: Floita

Surmene: Surmena

T

Tarsus: Hock

Taşkınpaşa: Tamisos

Tavsan: Apeiganousa

Tefenni: Tefni

Tekir: Cnide, Nea Knidi

Tekirdag: Rodosto, Bisanthi

Tekirova: Phaselis, Fasala, Phaselis

Termal: Pythia, Pytheou

Terme: Themiscra, Hemiskyna

Thymnous: Thymnos

Tilköy: Dila

Tire: Thira, Tyr

Tirebolu: Tripolis, Iskhopolis, Tripoli

Tokalı: Stemmation

Tokat: Haldias, Evdokia, Tokat, Chaldia

Tonya: Tonia

Torbalı: Metropolis

Torul: Ardasa, Drila, Dorula, Adrastos

Tosya: Zooka, Daceia

Trabzon: Trapezos, Trapezounta

Tripolis: Tripoli Phrygie, Apollonia, Antoninopoli

U

Ucmakdere: Avdimio

Üc Tepeler: Vitiligo

Ulubat: Césarée Germanica, Ouloubad, Germanikeia Césarée

Uluborlu: Sozopolis, Sozopoli

Ulukışla: Faustinoupolis, Fafstinoupoli

Ulutzak: Oloutzaki, Loutzaki

Unye: Oinoi

Urla: Klazomenai-Vriula, Urla, Clazomenae

Üsküdar: Chrysoypoli, Skoutáron

Üsküp: Skopia

Ünye: Inoi , Oinaion

Ürgüp: Prokopi, Pronkopi, Agios Prokopios

Uzunkopru: Ouzoun Kyopru

V

Vakfikebir: Ethlabopiastes

Van: Thospitis, Tosp_Ermenice

Vefa Istanbul: Filadelfion

Veziirköprü: Andrapa, AdraSuyu, Neoclaudiopolis

Viranşehir: Soloi, Pompeipolis, Soli

Vize: Vizye

Y

Yakapınar: Misis, Mamistra, Mopsus, Mopsouesia

Yalova: Helenapolis, Gialova

Yalvaç: Antioche de Pisidie

Yanık Koy: Neonteichos

Yaprakhisar: Imvrasos

Yassiada: Plati

Yassihöyük: Gordion, Gordium

Yenihisar: Didyme

Yeni Sehirburnu: Sigeion

Yeniköy: Achillion

Yenikoy: Neochórion

Yoğuntaş_Trakya_Kirklareli (Skopelos) = Skopelos

Yozgat = Yozgati

Z

Zara: Apes, Epes, Qoçgirî

Zelve: Zelvi, Zelvia

Zeytinbag: Trilye, Trigleia, Vryllion

Zile: Sillas, Silli

Zonguldak: Sandareke, Sandraki